



**HAL**  
open science

# Le Parti communiste portugais et la question coloniale, 1921-1974.

Judith Manyà

► **To cite this version:**

Judith Manyà. Le Parti communiste portugais et la question coloniale, 1921-1974.. Histoire. IEP  
Bordeaux, 2004. Français. NNT : 2004BOR40023 . tel-01460495

**HAL Id: tel-01460495**

**<https://theses.hal.science/tel-01460495>**

Submitted on 18 Feb 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE MONTESQUIEU-BORDEAUX IV  
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE BORDEAUX – CENTRE D'ETUDE D'AFRIQUE NOIRE

**LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS  
ET LA QUESTION COLONIALE,  
1921-1974**



THESE POUR LE DOCTORAT DE SCIENCE POLITIQUE  
Présentée et soutenue publiquement le 19 novembre 2004 par

**Judith MANYA**

Sous la direction de Monsieur Christian COULON

**Membres du Jury :**

M. Michel CAHEN  
M. Christian COULON  
M. Michel DREYFUS  
M. António Costa PINTO  
M. Jean-François SOULET  
M. Serge WOLIKOW

Chercheur au CNRS - Bordeaux  
Professeur à l'IEP de Bordeaux  
Directeur de recherches au CNRS - Paris  
Professeur à l'ISCTE de Lisbonne  
Professeur à l'Université Toulouse II  
Professeur à l'Université de Dijon





*Dédicace un peu longue mais je ne suis plus à une page près.*

**D**epuis quelques mois déjà, je rêvais du point final de ma thèse et de la dédicace géniale que j'inscrirais en première page : « à moi et à mes renoncements » ! L'expression claquait comme un livre qu'on referme, ramenait les lecteurs au dur quotidien du « thésard » et résumait tous les jours maudits. J'imaginai ma soutenance en plainte continue, huit ans de silence et, ce jour-là, l'aboutissement : l'intime se dévoilerait et l'émotion, camouflée, étouffée jusque-là et qui ne s'exprimait, ne transpirait même pas dans ce mémoire muré dans le nécessaire académisme de l'exercice, aurait d'un coup sa place de choix. J'avais ces derniers temps le bilan amer ; j'associais facilement ces années de recherche à un sacrifice, une jeunesse meurtrie, enfermée dans les archives et les livres alors que ma génération plongeait dans le monde réel. Le DEA marquait le coup d'envoi, en oiseau de mauvais augure ; je lisais *Le stade suprême du capitalisme* quand, en 1995, la foule hurlait « c'est la révolution », l'intellectuel dans sa tour d'ivoire et l'histoire dans la rue... Huit années de solitude et leurs Archives nationales portugaises dont le simple nom ferait pâlir tout francophone, « *Torre do Tombo* », avec ces pupitres de moines bénédictins et son absence d'horloge, huit années de sentiments décalés, pleurer la mort d'un résistant d'avant guerre quand le monde m'abreuve d'an 2000, de cynisme aigu, de douleurs face aux tragédies humaines (le dossier 47/55 reste exemplaire en la matière et mon pire cauchemar). J'ai construit peu à peu une théorie, je m'étais livrée à un exercice contre nature, pas toute nature, non la mienne juste ; j'étais quelqu'un de terrain, je n'étais pas une théoricienne, encore moins un rat de bibliothèque, la preuve ? J'étais devenue allergique aux archives et éternuais quand j'ouvrais un dossier. Puis un article de *O Público*, gardé soigneusement depuis, faisait état du système défectueux de l'air conditionné des ANTT et des maladies respiratoires de son personnel. Rassurée ? Peut-être pas, mon plus beau lapsus portugais en témoigne : hospitalisée d'urgence un soir, quelques jours avant Noël 1999 (finalement l'an 2000...), aux urgences de l'hôpital public Santa Maria de Lisbonne, situées au sous-sol, et qui se montrent fidèles à leur réputation (mais un grand merci à Teresa), je répondais le lendemain à mon compagnon qui me demandait depuis quand j'étais dans ce nouveau service, au 7<sup>ème</sup>

---

étage, sous oxygène certes et un peu vaporeuse : ils m'ont remonté des archives il y a deux heures. La situation était grave. Alors, oui, décidément : « À moi et à mes renoncements ». Pourtant, proche du point final ; je ne me résous pas à choisir cette formule. Ma génération a cumulé maintenant quelques années d'ancienneté, en ces temps de réformes des retraites c'est un plus, je vous l'accorde, mais finalement je suis heureuse, heureuse d'avoir mené à bien ce projet, cette recherche.

Et je pense à tous les petits riens et toutes les grandes choses devinées, toutes les possibilités offertes. J'ai pu poursuivre mes voyages (Angola, Mozambique, Portugal, Goa), pénétrer la grande et les petites histoires du XX<sup>e</sup> siècle portugais, me lever tard le matin, être enseignante dans le supérieur et goûter les détails croustillants des péripéties de Vasco de Gama en Inde, vivre Lisbonne avant, pendant et après l'Expo 98, fêter le départ en retraite de certains collègues, rencontrer « mes petits vieux » pour des entretiens, être enjouée quand à 10h du soir je racontais la grève de 1944 et finalement me sentir « l'unique ».

Alors la dédicace change et je dédie cette thèse, ma thèse, à tous ceux que j'aime, à mes larmes, à mon grand-père résistant et décédé un 28 octobre 1998, à mes rires, à mon facteur préféré, à « mes petits vieux », à mes crises de nerfs, aux oliviers alentejanos, à mes plaisirs et finalement sans prétention aucune :

*à la vie*

## *Remerciements*

Je remercie tout d'abord chaleureusement mes directeurs de thèse, Christian Coulon et Michel Cahen, qui m'accompagnèrent et m'orientèrent tout au long de ses années, ô combien nombreuses. Merci d'avoir aiguillé ma recherche, merci d'avoir écouté et supporté mes doutes existentiels. Merci de votre patience.

Je remercie également tous les enseignants et les chercheurs qui m'aidèrent à accéder aux fonds d'archives ou à contacter des témoins, me soutinrent à certains moments, avec une pensée pour Joana Pereira Leite au Portugal et Conceição Neto en Angola.

Je remercie, bien entendu, tous les militants et anciens militants, toute tendance politique confondue, qui acceptèrent de répondre à mes questions quitte à évoquer parfois des moments douloureux de leur histoire et un remerciement particulier à Lúcio Lara qui, frappé par le deuil, accepta tout de même de me recevoir et à Adolfo Maria qui, sans y prendre garde, m'aida à trouver un sens à ma recherche.

Je remercie également les personnes qui refusèrent de me voir pour m'avoir rappelé qu'il n'existe aucune obligation de mémoire, que le chercheur ne délivre pas d'une parole, que l'on reste maître de son histoire.

Je remercie, enfin, tous ceux qui à des titres divers, au Portugal ou en France, ont contribué à l'élaboration, de près ou de loin, de ce travail et m'ont accompagnée dans le plus long et le plus solitaire des voyages que j'ai entrepris avec une pensée émue pour mon « compagnon de route » à moi, Christophe, ma correctrice préférée, Véronique et mon expert de l'informatique, Dominique.





# SOMMAIRE

<i>Sommaire</i> .....	8
<i>Principaux sigles et acronymes</i> .....	12
<i>Introduction générale</i> .....	18
<b>Chapitre 1</b> 1921 - 1926, <i>Une naissance aux forceps</i> .....	40
<i>Introduction</i> .....	41
<i>I/ Un PCP à la marge</i> .....	43
A/ Les répercussions de la Révolution russe sur le mouvement ouvrier portugais..	43
B/ L'émergence du PCP : des débuts chaotiques.....	60
<i>II/ Les moteurs de la colonisation portugaise : entre impérialisme économique et « colonisation de prestige »</i> .....	78
A/ La structuration de l'Empire portugais.....	79
B/ Le débat colonial au temps de la République.....	87
<i>III/ Le PCP et la question coloniale : le choc des héritages</i> .....	98
A/ Les héritages des internationales.....	99
B/ Le PCP définit sa position.....	117
<i>Conclusion</i> .....	135
<b>Chapitre 2</b> 1926 – 1938, <i>Entre stratégies internationales et revendication patriotique</i> . 137	
<i>Introduction</i> .....	139
<i>I/ Fascisme et antifascisme</i> .....	141
A/ l'État Nouveau au quotidien.....	142
B/ L'opposition est mal partie.....	152
<i>II/ Le PCP : du statut de « bon élève » de l'IC à celui de paria</i> .....	163
A/ 1926-1929, un Christ bolchevique ? .....	164
B/ 1930-1936, l'application des directives de l'IC.....	172
C/ 1937-38 : chronique d'une exclusion annoncée.....	187
<i>III D'un parti anticolonialiste à un parti patriote et pro-colonial</i> .....	195
A/ Des « domaines » du Portugal à l'Empire colonial.....	196
B/ 1926-35, l'âge d'or de l'anticolonialisme communiste.....	204
C/ 1936-38, les tentations colonialistes du PCP.....	215

<b>Conclusion.....</b>	<b>235</b>
<b>Chapitre III 1939 - 1949, L'anticolonialisme communiste sacrifié sur l'autel de l'unité antisalazariste .....</b>	<b>237</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>239</b>
<b>I/ Des neutralités dérangeantes.....</b>	<b>243</b>
<b>A/ L'alliance luso-britannique et la neutralité de l'État Nouveau. ....</b>	<b>244</b>
<b>B/ Le PCP entre positions pro-soviétiques et fantaisies personnelles.....</b>	<b>250</b>
<b>C/ Du bon usage des colonies en temps de guerre. ....</b>	<b>257</b>
<b>II/ L'opposition en guerre.....</b>	<b>269</b>
<b>A/ La « réorganisation » ou la stalinisation du PCP.....</b>	<b>270</b>
<b>B/ Un mouvement ouvrier à l'offensive.....</b>	<b>290</b>
<b>C/ Le Front mondial antifasciste et l'émancipation des colonies. ....</b>	<b>297</b>
<b>III/ L'après-guerre : d'un allié à l'autre. ....</b>	<b>307</b>
<b>A/ Malgré sa défaite portugaise, le camp des démocrates ne désarme pas. ....</b>	<b>308</b>
<b>B/ Les colonies, question d'actualité. ....</b>	<b>320</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>357</b>
<b>Chapitre IV 1949 - 1959 : L'Empire s'invite au Portugal, Du renouveau théorique du PCP à l'épreuve du terrain.....</b>	<b>359</b>
<b>Introduction. ....</b>	<b>361</b>
<b>I/ Des « années de plomb » (1950-58) à la crise du régime.....</b>	<b>363</b>
<b>A/ Choisis ton camp, camarade ! .....</b>	<b>364</b>
<b>B/ Le PCP au temps du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS .....</b>	<b>373</b>
<b>C/ Quand l'« avant-garde » s'essoufle .....</b>	<b>382</b>
<b>II/ Le réajustement théorique du PCP sur la lutte anticoloniale. ....</b>	<b>395</b>
<b>A/ L'Empire s'invite au Portugal.....</b>	<b>396</b>
<b>B/ Goa, le casse-tête indien du PCP.....</b>	<b>406</b>
<b>C/ Larmes de la théorie. ....</b>	<b>417</b>
<b>III/ Le parti à l'épreuve du terrain.....</b>	<b>439</b>
<b>A/ Prémices de la lutte anticoloniale en métropole.....</b>	<b>440</b>
<b>B/ Le PCP et les mouvements de libération dans les colonies. ....</b>	<b>460</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>481</b>
<b>Chapitre V 1960 - 1974, Le PCP à la traîne de la lutte anticoloniale .....</b>	<b>483</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>485</b>

---

<i>I 1960-1964, les années charnières ou le début de la fin</i> .....	489
A/ La fin du PCP hégémonique.....	490
B/ La fin de l'Empire .....	512
<i>II Le PCP ou la force de la tradition, 1961-1968</i> .....	536
A/ Unité antifasciste et guerres coloniales : les questions qui fâchent.....	537
B/ Quelles luttes en faveur de « l'allié colonial » ? .....	560
<i>III Du marcelisme à la fin de la dictature, le PCP contraint au renouveau</i> .....	593
A/ Le PCP malmené.....	594
B/ Le sursaut obligé du parti et la constitution de l'ARA.....	610
<i>Conclusion</i> .....	627
<i>Conclusion générale</i> .....	629
<i>Sources et bibliographie</i> .....	643
<i>Annexes</i> .....	689
<i>Chronologie sommaire de l'histoire interne du PCP</i> .....	735
<i>Index</i> .....	737
<i>Table des matières</i> .....	749



## PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES.

### A

**ADS** : *Acção democrato-social* / Action démocrate-sociale

**Anangola** : *Associação dos naturais de Angola* / Association des naturels d'Angola

**ANP** : *Acção nacional popular* / Action nationale populaire

**ANTT/PIDE** : Archives nationales de la *Torre do Tombo* – Archives de la PIDE-DGS

**ARA** : *Acção revolucionária armada* / Action révolutionnaire armée

**ASP** : *Acção socialista portuguesa* / Action socialiste portugaise

### B

**BR** : *Brigadas revolucionárias* / Brigades révolutionnaires

### C

**CC** : Comité central

**CDE** : *Comissão eleitoral democrática* / Commission électorale démocratique

**CE** : Commission exécutive

**CEA** : *Centro de estudos africanos* / Centre d'études africaines

**CEA** : *Centro de estudos sobre Angola* / Centre d'études sur l'Angola

**CEI** : *Casa dos estudantes do Império* / Maison des étudiants de l'Empire

**CEUD** : *Comissão eleitoral de unidade democrática* / Commission électorale d'unité démocratique

**CGT** : *Confederação geral dos trabalhadores* / Confédération générale des travailleurs

**CIS** : *Comissão intersindical* / Commission intersyndicale

**CLSTP** : *Comité para a libertação de São Tomé e Príncipe* / Comité pour la libération de São Tomé et Príncipe

**CMLP** : *Comité marxista leninista português* / Comité marxiste léniniste portugais

**CNUAF** : *Conselho nacional de unidade antifascista* / Conseil national d'unité antifasciste

**CONCP** : *Conferência das organizações nacionalistas das colónias portuguesas* / Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises.

**CP** : *Caminho de ferro português* / Chemin de fer portugais

**CTT** : *Correios telégrafos e telefones* / Courriers télégraphes et téléphones

**CUF** : Companhia união fabril

## D

**DDS** : *Directório democrata-social* / Directoire démocrate-social

**DGS** : *Direcção geral de segurança* / Direction générale de sécurité

**DRIL** : *Directório revolucionário ibérico de libertação* / Directoire révolutionnaire ibérique de libération

## F

**FAI** : *Federação anarquista ibérica* / Fédération anarchiste ibérique

**FAO** : *Federações das associações operárias* / Fédération des associations ouvrières

**FAP** : *Frente de acção patriótica* / Front d'action patriotique

**FAP** : *Frente de acção popular* / Front d'action populaire

**FAPLE** : *Frente antitotalitária dos Portugueses livres exilados* / Front antitotalitaire des Portugais libres exilés

**FJC** : *Federação das juventudes comunistas* / Fédération des jeunesses communistes

**FJCP** : *Federação das juventudes comunistas portuguesas* / Fédération des jeunesses communistes portugaises

**FNLA** : *Frente nacional para a libertação de Angola* / Front national pour la libération de l'Angola

**FMJD** : *Federação mundial da juventude democrática* / Fédération mondiale de la jeunesse démocratique

**FMP** : *Federação maximalista portuguesa* / Fédération maximaliste portugaise

**FPLN** : *Frente patriótica de libertação nacional* / Front patriotique de libération nationale

**FRAIN** : *Frente revolucionária africana para a independência nacional* / Front révolutionnaire africain pour l'indépendance nationale

**Frelimo** : *Frente de libertação de Moçambique* / Front de libération du Mozambique

**FUA** : *Frente unida de Angola* / Front uni d'Angola

## G

**GAC** : *Grupos antifascistas de combate* / Groupes antifascistes de combat

**GEC** : Groupe d'études communistes

**GNR** : *Guarda nacional republicana* / Garde nationale républicaine

**GRAE** : Gouvernement de la République d'Angola en exil

## I

**IC** : Internationale communiste

**ISR** : Internationale syndicale rouge

## J

**JAP** : *Juntas de acção patriótica* / Juntas d'action patriotique

**JC** : *Juventudes comunistas* / Jeunesses communistes

**JEC** : *Juventude estudante católica* / Jeunesse étudiante catholique

**JOC** : *Juventude operária católica* / Jeunesse ouvrière chrétienne

**JS** : *Juventudes sindicalistas* / Jeunesses syndicalistes

**JS** : *Juventude socialista* / Jeunesse socialiste

**JUC** : *Juventude universitária católica* / Jeunesse universitaire catholique

## L

**LCGCF** : *Liga contra a guerra e contra o fascismo* / Ligue contre la guerre et contre le fascisme

**LUAR** : *Liga de união e de acção revolucionária* / Ligue d'union et d'action révolutionnaire

## M

**MAC** : *Movimento anticolonial* / Mouvement anticolonial

**MAR** : *Movimento de acção revolucionária* / Mouvement d'action révolutionnaire

**MDM** : *Movimento democrático moçambicano* / Mouvement démocratique mozambicain

**MEA** : *Movimento dos estudantes de Angola* / Mouvement des étudiants d'Angola

**MLN** : *Movimento de libertação nacional* / Mouvement de libération nationale

**MLNA** : *Movimento de libertação nacional de Angola* / Mouvement de libération nationale de l'Angola

**MND** : *Movimento nacional democrático* / Mouvement national démocratique

**MNI** : *Movimento nacional independente* / Mouvement national indépendant

**MP** : *Mocidade portuguesa* / Jeunesse portugaise

**MPLA** : *Movimento pela libertação de Angola* / Mouvement pour la libération de l'Angola

**MUD** : *Movimento de unidade democrática* / Mouvement d'unité démocratique

**MUNAF** : *Movimento de unidade nacional antifascista* / Mouvement d'unité nationale antifasciste

**O**

**OCM** : *Organização comunista de Moçambique* / Organisation communiste du Mozambique.

**OCP** : *Organização comunista prisional* / Organisation communiste de prisonniers

**OCPT** : *Organização comunista dos presos de Tarrafal* / Organisation communiste des prisonniers de Tarrafal

**OLP** : *Organização libertária prisional* / Organisation libertaire de prisonniers

**ORA** : *Organização revolucionária da Armada* / Organisation révolutionnaire de la Marine

**ORS** : *Organização revolucionária de sargentos* / Organisation révolutionnaire des sergents

**P**

**PAIGC** : Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert

**PC** : Parti communiste

**PCA** : Parti communiste angolais

**PCB** : Parti communiste brésilien / Parti communiste de Belgique

**PCC** : Parti communiste chinois

**PCE** : Parti communiste espagnol

**PCF** : Parti communiste français

**PCI** : Parti communiste italien

**PCP** : Parti communiste portugais

**PCR(b)** : Parti communiste de Russie (bolchevique)

**PCUS** : Parti communiste d'Union soviétique

**PIDE** : *Polícia internaciona le de defesa do Estado* / Police internationale et de défense de l'État

**PRP** : *Partido republicano português* / Parti républicain portugais

**PSP** : *Partido socialista português* / Parti socialiste portugais

**PSP** : *Polícia de segurança pública* / Police de sécurité publique

**PVDE** : *Polícia de vigilância e defesa do estado* / Police de vigilance et de défense de l'État



**R**

**RA** : *Reunião ampliada* / Réunion élargie du CC

**RDA** : Rassemblement démocratique africain

**RSSP** : *República socialista dos soviets de Portugal* / République socialiste des soviets du Portugal

**S**

**SACP** : *South african communist party* / Parti communiste sud-africain

**SDN** : Société des Nations

**SN** : *Sindicatos nacionais* / Syndicats nationaux

**SPIC** : *Secção portuguesa da Internacional comunista* / Section portugaise de l'Internationale communiste

**SPIO** : *Secção portuguesa da Internacional operária* / Section portugaise de l'Internationale ouvrière

**SPN** : *Secretariado da propaganda nacional* / Secrétariat de la propagande nationale

**STN** : *Estatutos do trabalho nacional* / Statuts du travail national

**SVI** : *Socorro vermelho internacional* / Secours rouge international

**U**

**UEC** : *União dos estudantes comunistas* / Union des étudiants communistes.

**UIE** : *União dos interesses económicos* / Union des intérêts économiques

**UN** : *União nacional* / Union nationale

**UON** : *União operária nacional* / Union ouvrière nationale

**UPA** : *União das populações de Angola* / Union des populations d'Angola

**US** : *União socialista* / Union socialiste



## **INTRODUCTION GENERALE**



**A**u début de mes recherches, quand je disais à des amis dépendre d'un Centre d'études africaines, oubliant les conflits du continent, ils rêvaient déjà de plages et de cocotiers.... À l'énonciation de mon sujet : « Le PCP et la question coloniale, 1921-1974 », les sourires s'estompaient : un parti communiste ? Alors que dans l'ensemble ils ne faisaient plus recette et tentaient de changer de nom ? Portugais, de surcroît ?... Le Portugal n'avait pas encore fait la une des journaux européens avec l'organisation d'une exposition universelle (1998) ou la participation à la finale d'un championnat de football ; l'exotisme s'évanouissait très vite. Certains me dirent, certes, que c'était un « beau sujet » mais, dans l'ensemble, on me faisait remarquer que le thème était « vieillot » et « démodé ». Je me préparais alors à la question fatidique que beaucoup n'hésitèrent pas à me poser : comment avais-je bien pu en arriver là ? !

La réponse était simple : fondée ma trajectoire personnelle, mes envies et la curiosité firent le reste. Partie à Lisbonne à vingt ans, « comme ça pour le plaisir », j'y découvris une histoire pressentie depuis toujours. En effet, originaire des Pyrénées-orientales, j'avais croisé de nombreux réfugiés espagnols, visité de nombreux sites, joué dans les ruines du camp de Rivesaltes, senti le silence de mes proches quand pointait la *Guardia civil*, même après la mort de Franco. Au Portugal, j'appris alors, pêle-mêle, Salazar, la résistance antifasciste, Amílcar Cabral et la misère des campagnes. À ce moment-là, on m'offrit un livre à la couverture capable de peupler des nuits d'adultes des pires cauchemars : *Tarrafal, o pântano da morte* (Tarrafal, le marécage de la mort) de Cândido de Oliveira. De retour en France, je poursuivis un cursus en histoire et entrepris un mémoire de maîtrise sur « Une application de la politique de Salazar : la colonie pénale de Tarrafal au Cap-Vert, 1936-1956 ». Cette première recherche fit naître une multitude de questions, nées de larges constats ou de petits détails, parmi lesquels cette impression d'un ancien prisonnier de ce camp : il expliquait que sa déportation à Tarrafal avait été plus dure que celles de certains camarades emprisonnés à Madère ou aux Açores, car elle l'avait mené en « terre noire ». Je me souvins alors que certains républicains espagnols avaient relevé également, comme un élément étrange et potentiellement humiliant, que des tirailleurs sénégalais avaient escorté les colonnes de réfugiés vers

les camps du Sud de la France. Au bout du compte, l'interrogation de départ était simple : est-ce que les représentations que les antifascistes se faisaient des Africains pouvaient accroître leur souffrance ? Et si oui, pourquoi ?

Pour ce type d'étude, parmi les groupes ayant résisté à la dictature portugaise, le Parti communiste portugais (PCP) présentait l'avantage de la longue durée. En effet, il fut la seule force d'opposition à l'État Nouveau, mis en place en 1933 par A. de Oliveira Salazar à la suite du coup d'État militaire du 28 mai 1926, à traverser jusqu'au bout la période de la dictature qui prit fin le 25 avril 1974. J'en arrivai à délimiter ainsi l'aire de ma curiosité et mon objet : le PCP et la question coloniale — c'est-à-dire l'analyse des positions et des discours du parti sur la réalité et le devenir des colonies, mais aussi celle de ses liens avec les militants anticoloniaux et de ses actions potentielles en faveur de l'émancipation des territoires dominés — de 1921, date de création du parti, à 1974, date de la Révolution des Œillets. Celle-ci, en effet, renversa le régime mais permit également le processus de décolonisation de l'Empire portugais. De plus, en 1994, à l'occasion des vingt ans du 25 Avril, les archives Salazar et celles de la PVDE/PIDE, la police politique en place sous l'État Nouveau, s'ouvrirent au public. Ce hasard du calendrier pimentait la recherche ; le caractère « vierge » du fonds en rendait la consultation difficile, mais il attisait la curiosité de l'historienne et lançait un défi au « détective privé » qui sommeille en tout chercheur. Par ailleurs, quoique la littérature sur la question spécifiquement portugaise fût inexistante, je disposais, en revanche, de quelques outils d'analyse sur le PCF et la question coloniale<sup>1</sup>. Sans opter pour une étude comparée, il pouvait être intéressant de voir si, au-delà de réalités locales différentes et de contextes sociétaux étrangers les uns aux autres, certaines attitudes, certains propos s'avéraient communs au deux partis et d'essayer de trouver des pistes d'analyse.

---

<sup>1</sup> Pour ne citer que des ouvrages sur le PCF et la question coloniale. D'autres étudient « le PCF et la question nationale », questions certes très liées, j'y reviendrai. Je citerai la référence en la matière, quoique ancienne : Jacob MONETA, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Paris, Maspero, 1971, 307 p. Néanmoins, sous la direction de Pierre Broué, au début des années 1980, des thèses sur le sujet furent soutenues : Moussa CONDE, *L'attitude du parti communiste français face à la décolonisation de l'Ouest africain français, 1944-1956*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, 1983, et Jean-Blaise KOLOLO, *La vie politique des nègres en France de 1920 à 1927, la question de l'émancipation de la race nègre dans l'immigration et au sein du PCF et de l'IC*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, 1982. Par ailleurs, de nombreux mémoires de maîtrise datant des années 1960-70 furent soutenus au Centre d'histoire sociale de Paris.

Peu à peu une réflexion centrale se dégagait. Les recherches sur les partis communistes tendent à faire ressortir la prégnance de la culture nationale de chaque organisation et l'influence du contexte socio-politique local sur la définition de leur ligne politique — et ce, au-delà des consignes qu'ils pouvaient recevoir de leur référent supranational, l'Internationale communiste. Le PCP évoluait au sein de la métropole d'un empire étendu, à défaut d'être puissant, au moment même où les autorités valorisaient l'héritage colonial pour nourrir un fort sentiment national. Il ne serait pas très surprenant que le parti se montrât perméable aux imaginaires national et colonial de sa communauté d'appartenance, hypothèse que je devais vérifier.

Pour autant, mon choix d'explorer avec une rigueur similaire le poids de la composante internationale dans l'élaboration des positions coloniales du PCP allait modifier l'analyse. Il pouvait avoir en plus le mérite de renverser les problématiques jusque-là établies. Si, généralement, les historiens insistent sur le poids du facteur national — tant celui de l'international leur paraît acquis —, j'allais à l'inverse re-questionner et réexaminer ce dernier et défricher peut-être une nouvelle piste.

Cette thèse ne traite donc pas de la question coloniale ; elle est le résultat d'une recherche sur le PCP dont la nature et l'histoire sont abordées par le prisme de cette question particulière, par le choix de cette approche transversale. Le parti trahit de fait une culture politique métisse, au croisement de ses différents référents et héritages : son ancrage dans une vie nationale et son adhésion aux thèses et stratégies de l'Internationale d'abord, puis de l'URSS, « centre » du mouvement communiste international.

\* \* \*

L'aventure commença en 1996 avec un premier travail dans le cadre d'un diplôme d'études approfondies (DEA) au Centre d'étude d'Afrique noire (Bordeaux), puis se poursuivit avec la préparation de cette thèse. Bénéficiaire d'une allocation en mobilité internationale du ministère français des Affaires étrangères et d'une bourse de la Fondation des sciences et techniques du Portugal (FCT), j'ai pu vivre quatre années à Lisbonne. Consciente des conditions exceptionnelles qui m'ont été offertes, je regrette néanmoins, de ce fait même, d'être restée éloignée des grands centres de réflexion sur l'histoire du communisme ou des partis communistes nationaux, en

particulier ceux des universités françaises. En effet, au Portugal, les recherches sur ce thème spécifique se comptent sur les doigts de la main. À l'exception d'une publication de Pacheco Perreira datant de 1971 sur l'attitude du mouvement ouvrier portugais face à la Révolution russe de 1917<sup>2</sup>, aucune étude ne fut menée, ou plutôt publiée, avant 1974 et la libéralisation du régime — et pour cause. Certes, le PCP clandestin se montra soucieux de construire l'héritage politique de ses militants et rédigea plusieurs histoires du mouvement ouvrier ou du parti lui-même. Mais, ces textes servirent bien souvent à rectifier certaines trajectoires de l'organisation, subirent quelques révisions factuelles que je ne manquerai pas de signaler et d'analyser<sup>3</sup>. Aussi, ces écrits sont-ils abordés comme source primaire et non comme littérature scientifique.

Après 1974, parurent les premières publications. Si l'on écarte les récits et témoignages, on peut distinguer deux groupes. L'un est constitué par les textes de militants ou ex-militants de la gauche « radicale » ou dissidente du PCP, née dans les années 1960, qui, tout en menant un travail de collecte de documents, entendaient parallèlement légitimer leurs orientations politiques<sup>4</sup>. L'autre est composé des études menées avec le souci, d'une part, de rassembler les écrits du PCP, que la culture du secret du parti, doublée des conséquences de quarante-huit années de clandestinité, avait dispersés, et, d'autre part, d'analyser et d'interpréter les sources trouvées. On pense aux travaux de César de Oliveira ou de João Quintela<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> José Pacheco PERREIRA, *Questões sobre o movimento operário português e a Revolução Russa de 1917*, Porto, éd. de l'auteur, 1971, 102 p.

<sup>3</sup> Voir les commentaires à ce sujet de Fernando ROSAS, « O PCP e a II<sup>a</sup> Guerra mundial », *Estudos sobre o comunismo* (Porto), n° 0, juillet 1983, pp. 3-23 et ceux de José Pacheco PEREIRA, « Problemas da história do PCP », in *O fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra de Jogo, 1980, pp. 269-285.

<sup>4</sup> Par exemple, Ramiro da COSTA, *Elementos para a história do movimento operário em Portugal 1820-1975*, 2 volumes, Lisboa, Assírio & Alvim, 1979, 335 p. ou Francisco Martins RODRIGUES, *Elementos para a história do movimento operário português*, s/l, s/e, s/d. Le premier de ces auteurs explique que le PCP aurait mené, à partir du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, une politique réformiste et « dégénérée » en quelque sorte. Pour le deuxième, fomenteur de la scission de 1963-64 qui nourrit, voire impulsa, le courant maoïste au Portugal, les racines de cette « dégénérescence » étaient antérieures à 1956.

<sup>5</sup> César de OLIVEIRA, *O Primeiro Congresso do PCP*, Lisbonne, Seara Nova, 1975, 98 p. et João QUINTELA, *Para a história do movimento comunista em Portugal, 1919-1929*, Lisbonne, Afrontamento, 1976, 299 p.



Par la suite, dans la première moitié des années 1980, les recherches sur le « fascisme » portugais<sup>6</sup>, son opposition, et en particulier sur le PCP, se multiplièrent tout en restant en deçà de la production scientifique française. On retient la publication de la revue *Estudos sobre o Comunismo* (Études sur le communisme) qui sortit quatre numéros et dont les thèmes abordés font encore autorité en la matière<sup>7</sup> ; certains articles parus dans *Análise social*, revue de l'Institut de sciences sociales (ICS – Université classique de Lisbonne)<sup>8</sup> ; l'élaboration d'outils chronologiques de référence<sup>9</sup> ; et, bien que ne portant pas directement sur le PCP, l'ouvrage de José Capela sur le mouvement ouvrier à Lourenço Marques (Maputo)<sup>10</sup>. Ces travaux et articles essayaient de recueillir le maximum d'informations, de « matière première » et d'éclaircir les zones obscures de la vie du PCP. Ils restaient inscrits pour la plupart dans le champ de l'histoire politique. Cette première période de l'historiographie portugaise (1974-84) se clôtura avec la parution, quelques années plus tard, des recherches de D. L. Raby apportant une vision globale sur l'histoire de l'opposition à l'État Nouveau<sup>11</sup>.

Les investigations et publications portugaises, comme celles de la communauté scientifique internationale d'ailleurs, manifestèrent un regain d'intérêt pour ce thème au début des années 1990. Le démantèlement de l'URSS a entraîné indirectement la redéfinition des termes du débat. Tout d'abord, il permit l'ouverture

<sup>6</sup> Deux colloques furent organisés sur l'État Nouveau : l'un en 1980 (*Fascismo em Portugal*, Lisbonne, A Regra do Jogo, actes publiés en 1982), et l'autre en 1986 (*o Estado Novo das origens ao fim da autarcia 1926-1959*, 2 volumes, Lisbonne, Fragmentos, actes publiés en 1987).

<sup>7</sup> Le numéro zéro sortit en juillet 1983 et le numéro 3-4 en mai-décembre 1984. La plupart des membres de l'équipe rédactionnelle (Ramiro da Costa, Maria Goretti Matias, António Moreira, José Pacheco Pereira, Rogério Rodrigues, Fernando Rosas, Manuel Sertório) poursuivirent par la suite les recherches sur le XX<sup>e</sup> siècle portugais et le mouvement ouvrier. Ainsi, par exemple, José Pacheco Pereira et Maria Goretti Matias se retrouvèrent-ils, au côté d'autres, dans la publication de *Boletim de estudos operários* ces mêmes années.

<sup>8</sup> Par exemple, D. L. RABY publia dans cette revue plusieurs articles : en 1982, « O problema da unidade anti-fascista : o PCP e a candidatura do General Humberto Delgado em 1958 », *Análise social* (Lisbonne), n° 72-74, pp. 869-883, et, en 1984, « O MUNAF, o PCP e o problema da estratégia revolucionária da oposição, 1942-47 », *Análise social*, n° 84, pp. 687-699. De même, l'historien communiste João Arsénio NUNES publia-t-il en 1981 « Sobre alguns aspectos da evolução política do PCP após a Reorganização de 1929 (1931-33) », *Análise social*, n° 67-68, pp. 715-731.

<sup>9</sup> Carlos da FONSECA, *História do movimento operário e das ideias socialistas em Portugal, Cronologia*, vol. I, Lisbonne, publicações Europa-América, 1982, 267 p., et João MORAIS & Luís VIOLANTE, *Contribuição para uma cronologia dos factos económicos e sociais em Portugal, 1926-85*, Lisbonne, Horizonte, 1986, 456 p.

<sup>10</sup> José CAPELA, *O movimento operário em Lourenço Marques, 1898-1927*, Lisbonne, Afrontamento, 1981, 281 p.

<sup>11</sup> D. L. RABY, *A resistência antifascista em Portugal, comunistas, democratas e militares em oposição a Salazar, 1941-1974*, Lisbonne, Salamenta, 1988, 302 p.

des archives de Moscou et, par voie de conséquence, l'élargissement des sujets de recherche. Cet accès à de nouvelles sources n'a pas manqué d'engendrer des questions sur leur utilisation. Une première polémique surgit, en France, autour de l'ouvrage de Karel Bartosek<sup>12</sup>. Les enjeux semblaient tels qu'elle prit une tournure publique avec les échanges, par articles de presse interposés, entre historiens. Schématiquement, on peut dire que, pour certains il ne s'agissait pas de faire une histoire « revancharde », à la hâte, au mépris des règles de la critique historique (externe et interne) ; pour d'autres, tout en respectant la démarche historique, aucun sujet ne devait être « tabou ».

Ensuite, — et toujours sans entrer dans le détail —, la seconde polémique provoquée par la sortie du livre de Stéphane Courtois (surtout en raison du chapitre introductif de cet auteur), *Le livre noir du communisme*<sup>13</sup>, eut au moins le mérite de stimuler la réflexion. Attachés à définir le totalitarisme, à trouver un dénominateur commun entre tous les PC liés à l'Internationale, voire entre tous les mouvements révolutionnaires plus ou moins marxisants, certains historiens proposèrent à l'occasion, et proposent toujours, une lecture du « communisme » extirpée de tout contexte temporel, spatial et sociétal. Pour François Furet, par exemple, en dehors de toute réalité des sociétés en question, le communisme serait une « illusion »<sup>14</sup>. Pour Stéphane Courtois, entre autres, il s'agit de remédier à l'« amnésie » dont jouiraient les crimes du communisme, contrairement à ceux du nazisme, et de proposer une analyse « en bloc » du phénomène. Or, celui-ci recouvrait des réalités bien différentes sur les quatre continents et s'avérait autrement plus complexe — ce que proposèrent d'étudier les nombreux auteurs du *Siècle des communismes*<sup>15</sup>.

Loin de ces polémiques et de cette tentative de redéfinition des termes du débat, la recherche sur le mouvement ouvrier portugais et le PCP reprit donc de l'ampleur en cette même période. Des auteurs de la « vieille » génération renouvelèrent leurs thématiques<sup>16</sup> et côtoyèrent désormais des auteurs formés dans

<sup>12</sup> Karel BARTOSEK, *Les aveux des archives, Prague-Paris-Prague, 1948-68*, Paris, Seuil, 1996, 460 p.

<sup>13</sup> Stéphane COURTOIS et alii, *Le livre noir du communisme, crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, 1998, 923 p.

<sup>14</sup> François FURET, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Laffont-Calmann-Lévy, 1995, 824 p.

<sup>15</sup> Michel DREYFUS et alii (dir.), *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.

<sup>16</sup> On pense notamment à José Pacheco PEREIRA, *A sombra. Estudo sobre a clandestinidade comunista*, Lisbonne, Grádiva, 1993, 194 p., et bien entendu, à sa biographie de Álvaro Cunhal : José Pacheco PEREIRA (1999 et 2001), *Álvaro Cunhal, uma biografia política*, I. « Daniel », o Jovem

l'après-25 Avril<sup>17</sup>. Cette résurgence s'explique par les interrogations nouvelles suscitées par la fin de l'URSS, la possibilité de consulter les archives de l'Internationale et surtout l'ouverture en 1994 des archives de la police politique portugaise. Si le politologue américain, Carlos Cunha, fut précurseur en la matière<sup>18</sup>, force est de constater qu'il n'a guère renouvelé l'état des savoirs. Il ne s'agit pas seulement ici d'affirmer un désaccord avec la thèse de l'auteur — qui perçoit au sein du PCP une stratégie de conquête du pouvoir. Il s'agit, d'une part, de constater que l'ouvrage, pour un quart de ses pages, s'attarde sur le concept de parti politique pour définir le PCP et sur une présentation du contexte portugais isolée de celle du parti. D'autre part, et surtout, sa présentation des événements relatifs à l'avant 1974 compile largement les recherches de José Pacheco Pereira.

En revanche, les travaux de João Madeira éclairent de nombreuses zones d'ombre de l'histoire du parti. Ayant débuté en 1996 par un *mestrado* (thèse de 3<sup>ème</sup> cycle) sur « le PCP et les intellectuels »<sup>19</sup>, cet auteur, dont la thèse de doctorat sur l'histoire globale du PCP ne devrait pas tarder à prendre forme, publie désormais régulièrement des articles relatifs au parti<sup>20</sup> et en consacra un, l'an passé, au : « PCP e a questão colonial, 1943-57 »<sup>21</sup>.

J'avoue avoir éprouvé un sentiment double quand je pris connaissance de cet écrit. D'un côté, je fus froissée qu'après tant d'années de défrichage solitaire sur cette question particulière, la vedette m'échappât soudain. D'un autre, je me voyais rassurée, mes analyses étant dans l'ensemble corroborées par les siennes.

J'attends désormais avec impatience la finalisation du doctorat d'un jeune chercheur portugais, José Neves, qui poursuit un travail entamé en 2001 dans le

---

*Revolucionário*, II. « Duarte », *o Dirigente Clandestino*, Lisbonne, Temas & Debates, vol. I, 1999, 477 p. et vol. II, 2001, 892 p.. D. L. RABY, « O PCP e a oposição no exílio, 1958-1960 », *Vertice* (Lisbonne), n° 50, octobre 1992, pp. 29-36. Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a guerra civil de Espanha*, Lisbonne, Colibri, 1998, 237 p.

<sup>17</sup> En France, une thèse soutenue en 1999 vint pallier le manque d'études sur le PCP jusqu'alors menées dans l'hexagone. Ana Cristina CLIMACO, *L'exil politique en France et en Espagne, 1927-1940*, thèse d'université nouveau régime, Histoire, Paris VII, 1999, notice n° 049613634, 1358 p.

<sup>18</sup> Carlos CUNHA, *The Portuguese Communist Party's strategy for power, 1921-1986*, New York & Londres, Garland, 1992, p. 114.

<sup>19</sup> João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas, o partido comunista e os intelectuais*, Lisbonne, Estampa, 1996, 409 p.

<sup>20</sup> Comme, par exemple, en mai 1998, « O PCP e a validade universal da experiência soviética », *História* (Lisbonne), n° 2, pp. 17-27 et, récemment, en mai 2004, « A morte e o mito nos campos do Sul », *História* (Lisbonne), n° 66, pp. 50-55.

<sup>21</sup> João MADEIRA, « O PCP e a questão colonial : dos fins da guerra ao V<sup>o</sup> Congresso (1943-57) », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do Século XX* (Coimbra), n° 3, 2003, pp. 209-243.

---

cadre d'une excellente *dissertação de licenciatura* (maîtrise) sur : *Comunismo, Nacionalismo e Colonialismo*<sup>22</sup> pour pouvoir enfin débattre des diverses problématiques qui traversent cette recherche.

Au bout du compte, je m'aperçus que je n'avais point réalisé une recherche « démodée ». Je m'étais, au contraire, située au cœur du renouveau des études communistes portugaises.

\* \* \*

Pour mener à bien ce travail, je décidai, tout d'abord de prendre connaissance des sources avérées, ce qui n'impliquait pas qu'elles fussent nécessairement disponibles, puis de recueillir de nouveaux éléments. Pour répondre au premier objectif, je décidai de consulter la presse communiste (l'organe central du parti, *O Comunista* puis *Avante!*, et son bulletin interne, *O Militante*) ainsi que certains journaux directement liés à son histoire, pouvant en éclairer certains aspects : la publication *A Bandeira vermelha* (le Drapeau rouge), organe de l'« ancêtre » du PCP, la *Federação maximalista portuguesa* (Fédération maximaliste portugaise), ou celle des partisans de l'ISR (Internationale syndicale rouge), *A Internacional*. Accéder à ce premier matériau, tâche *a priori* sans obstacle, s'avéra pourtant un chemin semé d'embûches. En effet, les conditions de militantisme imposées par la clandestinité expliquent que les séries sont, bien souvent, incomplètes et rarement rassemblées en un même endroit. Par ailleurs, l'état de conservation de ces journaux, pourtant récents à l'échelle du temps archivistique, rend parfois leur lecture difficile, certains mots étant effacés.

En ce qui concerne les autres documents produits par le PCP, plusieurs fonds d'archives s'offraient à moi : les fonds personnels privés, ceux des Archives nationales et ceux du PCP lui-même. Je consultai donc les archives privées de Manuel Sertório (à l'époque, conservées chez sa fille et déposées depuis au Centre de documentation 25 Abril, à Coimbra), de César de Oliveira et Pinto Quartin déposées à l'Institut de sciences sociales et enfin, de Mário Soares conservées à la Fondation du même nom (FMS). J'ai eu la chance d'arriver au Portugal au moment

---

<sup>22</sup> José NEVES a eu la gentillesse de me communiquer son mémoire soutenu en 2001. *Comunismo, Nacionalismo e Colonialismo*, mémoire de maîtrise, Lisbonne, ISCTE, multigr., 78 p.

où celles-ci s'ouvriraient au public. Elles mettent à disposition des chercheurs des documents numérisés. Elles se sont entre-temps enrichies des fonds Mário de Andrade, Amílcar Cabral et Bento Jesus Caraça, entre autres.

Dans un même temps, par l'intermédiaire d'un professeur qui avait une connaissance qui elle-même connaissait quelqu'un qui..., j'entrais en contact avec João Feijão, responsable des archives du PCP, organisateur dans les années 1980 des Archives nationales d'Angola. D'après ses dires, je fais partie des rares privilégiés, tous étrangers, qui ont pu accéder aux fonds du PCP. Les collègues portugais s'en réjouissent car ils purent ainsi situer géographiquement le bâtiment, au Paço do Lumiar, eux qui ne consultaient la documentation communiste qu'au siège national du parti, rue Soeiro Pereira Gomes. Certains disent d'ailleurs que le parti vit encore au temps de la clandestinité... J'eus, à l'occasion, un entretien avec l'ancien secrétaire général, Álvaro Cunhal, qui, après avoir lu mon DEA, m'expliqua, entre autres choses, les différentes erreurs que j'y avais commises.

Commença ensuite la lecture de certains textes de congrès, tracts, brochures, etc. jusqu'à ce que « le miel et les abeilles » viennent troubler l'équilibre. Il ne s'agit pas du titre d'un livre de littérature enfantine mais de la raison officielle avancée pour m'expliquer que ma consultation du fonds s'arrêtait là. Le parti se souciait de ma sécurité, menacée par l'installation d'un essaim au Paço do Lumiar. La rumeur dit qu'au même moment la composition de la Commission nationale du parti chargée des relations extérieures changea, laissant moins de place aux partisans de l'ouverture. Toujours est-il qu'après presque un an d'une consultation bi-hebdomadaire — puisque seules deux journées m'étaient accordées — l'aventure prenait fin.

Je me consacrais donc plus intensément au fonds de la PVDE/PIDE (police politique) déposé aux Archives nationales de la *Torre do Tombo* (ANTT) qui, comme je l'ai dit, ouvrirent au public en 1994. Les dossiers montés par la PIDE se composent des retranscriptions d'interrogatoires de militants arrêtés et souvent torturés, d'informations d'agents infiltrés, d'analyses d'inspecteurs de la police et de textes du parti saisis quand le militant en détenait sur lui ou chez lui. Il s'agit alors, du point de vue méthodologique, de prendre une extrême précaution dans l'utilisation de ces sources, la plupart pouvant s'avérer entachées d'inexactitudes. Quel degré de fiabilité accorder à des interrogatoires menés sous la contrainte ? De plus, obnubilée par la « répression du communisme », tâche qui lui était fixée en ces termes, la PIDE

eut tendance à voir la signature « communiste » dans toutes les manifestations politiques attentant au régime et à extorquer des aveux en ce sens. Quant aux documents saisis sur les militants ou dans les « *casas clandestinas* » (lieu d'habitation des permanents du parti passés à la clandestinité) et les typographies également clandestines, il est parfois difficile de déterminer exactement à qui s'adressait une lettre ou à quoi correspondaient les notes d'une réunion, par exemple. Les militants limitaient, en effet, les précisions de ce genre selon les règles du fonctionnement imposées par la clandestinité. Enfin, les difficultés de consultation du fonds (*cf. infra*) limitèrent les recherches.

Aussi, ai-je également résolu de travailler à partir des nombreux témoignages écrits *a posteriori* par les protagonistes eux-mêmes et de recueillir les propos de ceux encore vivants que je pouvais rencontrer. Il fallut, encore une fois, prendre certaines précautions. Certaines personnes sont toujours militantes de l'organisation et se montrent enclines à défendre une version unique de l'histoire du parti, d'autres sont d'anciens militants et peuvent développer un certain ressentiment à l'égard du PCP qui influe inévitablement sur leurs récits. Toujours est-il qu'un témoin ne dit peut-être pas systématiquement la vérité mais dit *une* vérité qu'il nous faut dès lors reconnaître et décrypter.

Face aux distorsions éventuelles des témoignages, avec la défaillance de mémoire qu'ils peuvent également comporter, et face aux us et objectifs de la PIDE, la méthode consista donc à multiplier et croiser les sources. Ce travail devait être effectué avec une rigueur d'autant plus extrême que le PCP, comme tout parti communiste, s'arrogea « le droit de changer, d'altérer, de modifier, les textes qu'il publia, le plus souvent sans en indiquer les coupes »<sup>23</sup> afin de légitimer certaines décisions ou de minimiser les virages politiques effectués. De plus, je dus mesurer constamment les effets de mes implications affectives sur ma lecture des sources, écrites ou orales. Comme lors de mes premières recherches sur le camp de Tarrafal, la confrontation avec les archives d'une police secrète me déstabilisa. Je rêvais longtemps de torture, de persécutions (fasciste ou communiste), de clandestinité. Sachant que, pour bon nombre de militants du parti, le préalable à tout entretien réside en un récit des tortures subies et des années d'emprisonnement vécues, ma sensibilité fut mise à rude épreuve. Si, comme le dit Michel Cahen, il n'existe pas en

---

<sup>23</sup> José Pacheco PEREIRA, « Problemas da história do PCP », in *Fascismo em Portugal, op. cit.*, p. 273.

histoire d'*objectivité* mais seulement une *subjectivité consciente*, il me fallut au vu de ce contexte particulier mener un travail constant de distanciation.

\* \* \*

À la rubrique « les difficultés de la recherche », je placerais au premier rang la découverte des archives de la PIDE. Tout d'abord, si désormais les données d'identification relative à l'organisation de ce fonds sont numériquement centralisées, « à l'époque », les démarches étaient plus compliquées. Le chercheur devait demander le « *processo* » (dossier) d'un militant sans savoir s'il existait vraiment. Cela supposait, de plus, que l'on connaisse les noms des personnes liées aux secteurs politiques étudiés. Ensuite, si ce *processo* n'avait jamais été consulté, il fallait attendre des mois, des trimestres voire des semestres pour obtenir le dossier désiré. Il existait bien un moyen de savoir si celui-ci avait déjà fait l'objet d'une demande : les ANTT mettaient à la disposition des chercheurs des classeurs-papier, établis par ordre chronologique et au nom des personnes requérantes. Vous pouviez ainsi savoir que le chercheur « x » avait, en juillet 1995, demandé à consulter tel et tel dossier et vérifier dans ces listes si des noms de militants vous intéressaient. Ces conditions expliquent que je me sois quelque peu perdue dans ces archives, notamment à consulter les dossiers de personnes étrangères à mes recherches.

De plus, la découverte non pas des archives de la PIDE elles-mêmes mais, par leur biais, de ses méthodes retire les dernières illusions que l'on pouvait avoir sur la nature humaine. La mécanique implacable de cette administration, ses poursuites méthodiques, ses auscultations minutieuses de tous les recoins de la vie privée, intime, des personnes, ses recours à la violence physique... m'ébranlèrent sérieusement. Puis, me réjouissant, en tant que chercheuse, de trouver des informations dans un *processo*, sachant qu'un homme qui « parle » l'a généralement fait sous la torture, il me fallut apprendre... le cynisme.

Au-delà de ces obstacles émotionnels et matériels nés de la particularité du fonds des ANTT, un autre élément vint, de façon récurrente les premières années, perturber mes progressions : l'isolement scientifique. Tout d'abord, pour y remédier, bien que formée en histoire à Toulouse, je partis poursuivre un troisième cycle à l'École doctorale de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, où se formait un pôle

d'études lusocoloniales. Je rejoignis ensuite le Portugal dans le cadre d'un accord de coopération bilatéral avec comme centre d'accueil le CEsA (Centre d'études sur l'Afrique et du développement) de l'Institut supérieur d'économie et de gestion (ISEG) de Lisbonne assez éloigné de mes thématiques. Certes, j'entrai spontanément en contact avec le directeur, Fernando Rosas, de l'Institut d'histoire contemporaine de la FCSH (Faculté des sciences sociales et humaines de l'Université nouvelle de Lisbonne) et António Costa Pinto, chercheur à l'ICS et responsable du département d'histoire contemporaine de l'ISCTE (Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise). Néanmoins, ces contacts n'effacèrent pas mon sentiment d'être un « électron libre », sans discipline ni centre de rattachement. En effet, bien qu'associée aux « africanistes », mon aire culturelle d'études était en réalité l'Europe du Sud et mes problématiques plus proches de celles d'un chercheur travaillant sur les communistes allemands en 1933 que de celles de la plupart de mes collègues du CEAN. Je me sentais marginale au sein des études africaines, cherchais une discipline d'accueil et pensais avoir perdu toute méthode et approche spécifique.

Cependant, je me suis nourrie de ces différents champs, codes et problématiques de recherche, et je pense que mon « appartenance », même par raccroc, à de tels centres (le CEAN de Bordeaux, le CEsA de Lisbonne) m'a permis d'appréhender le sujet de façon différente. Je travaillai ainsi de manière plus approfondie la dimension « prise en compte des sociétés africaines » et développai une autre approche de l'« anticolonialisme » du PCP. J'attachai une très grande importance à vouloir connaître ce que les militants africains pensaient de la politique coloniale du parti et je me rendis à Luanda et Maputo le leur demander.

Enfin, mon expérience d'attachée temporaire d'enseignement et de recherche en histoire moderne et contemporaine à l'Université Toulouse le Mirail, en me donnant l'occasion de retrouver mon ancrage disciplinaire et méthodologique, me permet aujourd'hui, en fin de compte, de faire un bilan positif de cette dispersion de départ.

Enfin, et dans un tout autre registre, être la « *francesinha* » (petite française) n'a pas simplifié les choses. Ici, sans avoir spécialement travaillé sur l'histoire du PCF, je connaissais les noms de certains de ses dirigeants et je me faisais une idée des évolutions du parti et des débats publics auxquels il participait. Au Portugal, j'eus tout à apprendre. Puis, lors des entretiens, mon statut d'étrangère se révéla à double



tranchant. D'un côté, et ce fut positif, ma non-implication présumée dans l'histoire et les querelles politiques intestines du pays facilitèrent les confidences. J'héritais toutefois de cette haute responsabilité de faire « bon usage » de ce qu'on voulait bien me donner (sorte de contrat tacite à mon entrée, notamment, aux archives du PCP). D'un autre côté, étrangère, femme et jeune, mon ignorance supposée m'obligea à écouter longuement des considérations générales sur le XX<sup>e</sup> siècle portugais et à faire constamment mes preuves.

\* \* \*

J'ai décidé de présenter le résultat de mes recherches suivant un plan chronologique. J'en ai déterminé les césures en combinant quatre champs de référence : celui de l'histoire du PCP, du mouvement communiste international, de la politique portugaise et, enfin, des colonies portugaises. Ce choix de périodisation me paraît justifié, les flottements du PCP rendant difficile le repérage d'axes politiques directs. L'examen du discours et des actes proposé se développe à la lumière de la cohabitation, nécessairement protéiforme, dans la ligne politique du parti en matière coloniale de deux univers antinomiques voire antagonistes : l'imaginaire national portugais et les options « marxistes-léninistes ».

Sans prétendre déterminer exactement la part respective de l'un et de l'autre, j'ai voulu, dans cette étude, donner toute sa place au facteur international, y compris dans sa déclinaison et sa réappropriation intérieures. Il m'a semblé nécessaire et pouvoir être productif de re-visiter cette figure imposée de tout travail sur un parti communiste, mais qui n'avait pas vraiment été mené relativement à ce vieux pays, tout en bas de l'Europe atlantique.

Cette thèse s'articule autour de cinq chapitres.

- De 1921 à 1926. La création du PCP ouvre cette première période qui prend fin avec le coup d'État militaire tant ce dernier modifia radicalement les conditions d'action des militants. Né principalement des milieux anarcho-syndicalistes, le parti connut durant cette époque une difficile affirmation identitaire et peina à forger une culture politique communiste. On peut parler d'une naissance aux forceps. Ce particularisme eut des conséquences indéniables sur l'élaboration de sa ligne en

---

matière coloniale. Le parti alterna alors entre affirmations des principes léninistes et discours ou propositions « hérétiques ».

- De 1926 à 1938. Cette décennie s'étend de l'instauration de la dictature militaire à la veille de la Seconde Guerre mondiale qui redéfinit les relations internationales et... vit la rupture des liens du PCP avec l'IC. Durant toutes ces années, les orientations de l'IC déterminèrent amplement celles du PCP. Le parti entreprit sa « bolchevisation », appliqua les diverses tactiques de l'Internationale et investit corps et âme le terrain de la lutte antifasciste. Ces tournants successifs expliquent en partie qu'à quelques années d'intervalle seulement, le PCP ait défendu des positions anticolonialistes virulentes et tenu des propos à tendance colonialiste.

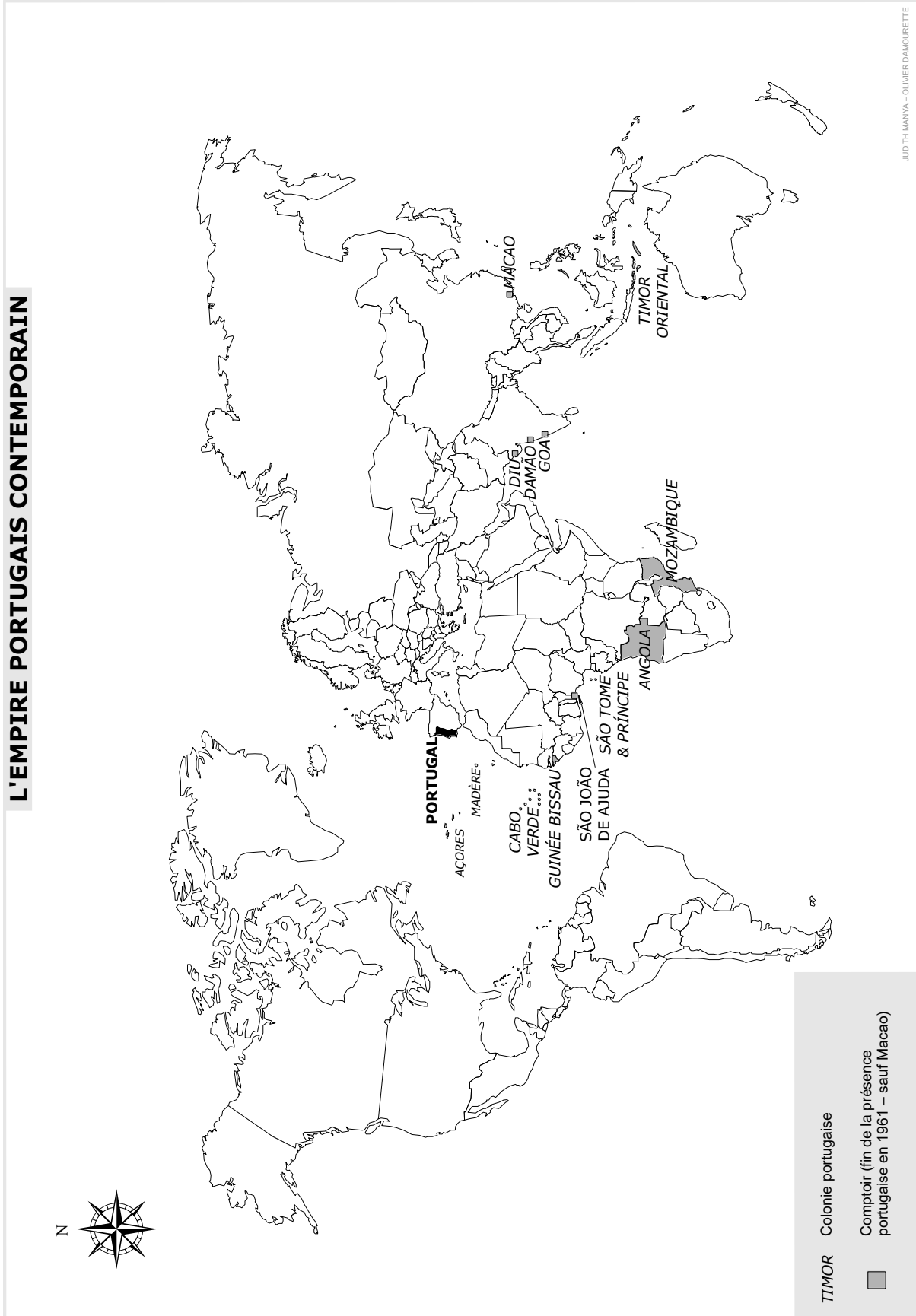
- De 1939 à 1949. Cette période, ouverte par la Seconde Guerre mondiale, s'achève avec la création de l'OTAN et du COMECON et la rupture de l'unité antisalazariste lors de la candidature de Norton de Matos aux élections présidentielles. Les enjeux stratégiques nés de l'attitude de l'URSS face au conflit mondial modelèrent l'anticolonialisme du parti. Malgré la « découverte » des militants coloniaux et l'effort théorique réalisé sur la question, l'organisation, encline à préserver ses partenaires antifascistes et à ménager Moscou, opta pour une politique prudente et finalement pour son propre impérialisme.

- De 1949 à 1959. L'Empire s'invitant au Portugal, la question coloniale devint l'enjeu politique de la décennie. Du début de la guerre froide et de la remise en cause des Empires à la crise du régime, le PCP se vit contraint de mettre en pratique ses diverses résolutions anticoloniales. Mais alors, dans les colonies comme en métropole, les discours résistèrent peu à l'épreuve du terrain.

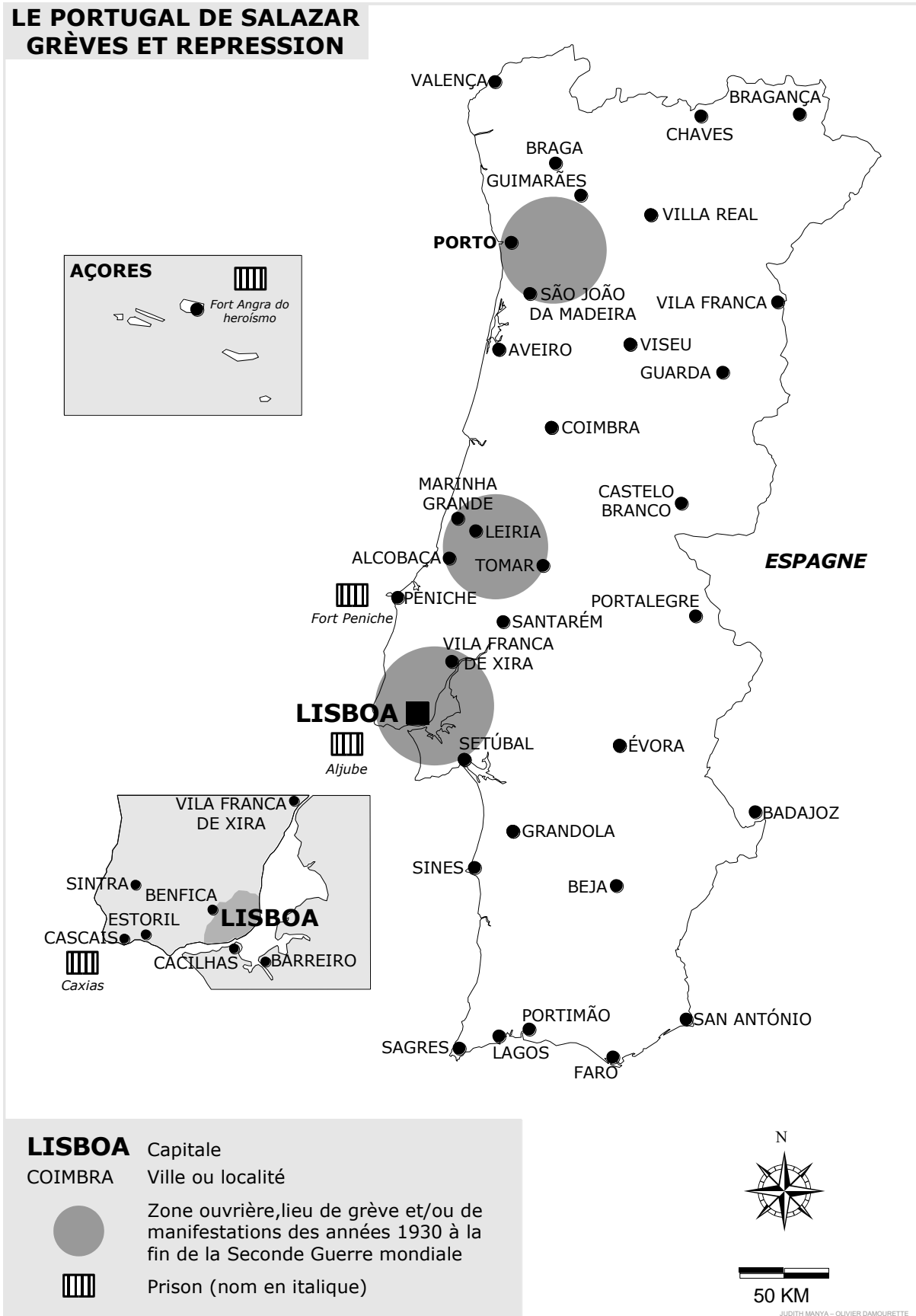
- De 1960 à 1974. L'explosion de la lutte anticoloniale dans l'Empire portugais ouvre cette dernière période qui prend fin avec la Révolution des Œillets. Les nouvelles activités du parti relatives aux colonies ne lui permirent pas d'échapper aux critiques et à la concurrence de nouveaux secteurs de l'opposition portugaise. Le PCP, s'il participa à la crise permanente qui finalement mit à bas l'État Nouveau, durant ces quatorze années de guerres coloniales, perdit peu à peu son rôle de fer de lance de la contestation ouvrière.

# Carte n° 1

## L'EMPIRE PORTUGAIS CONTEMPORAIN

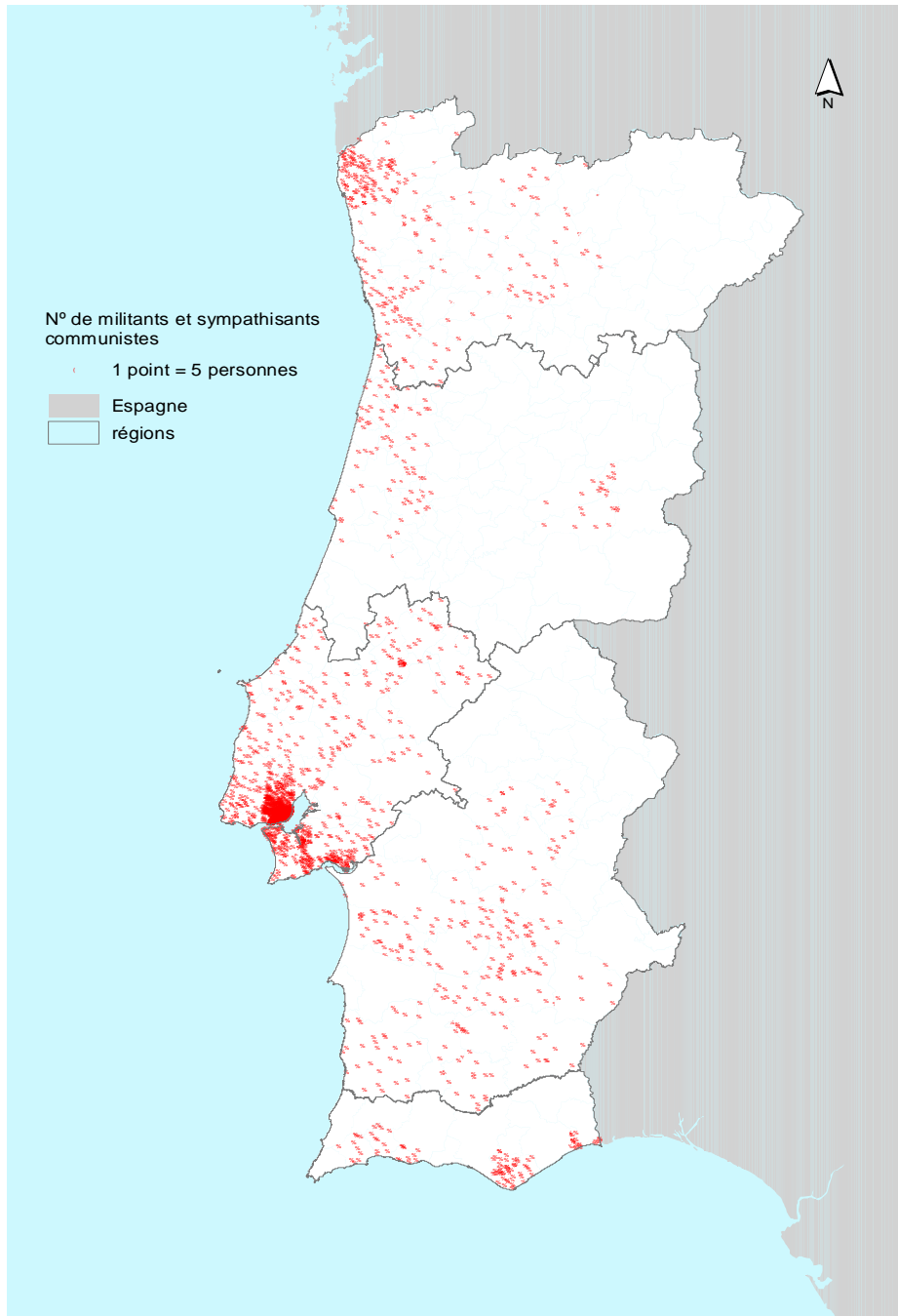


## Carte n° 2

LE PORTUGAL DE SALAZAR  
GRÈVES ET REPRESSION

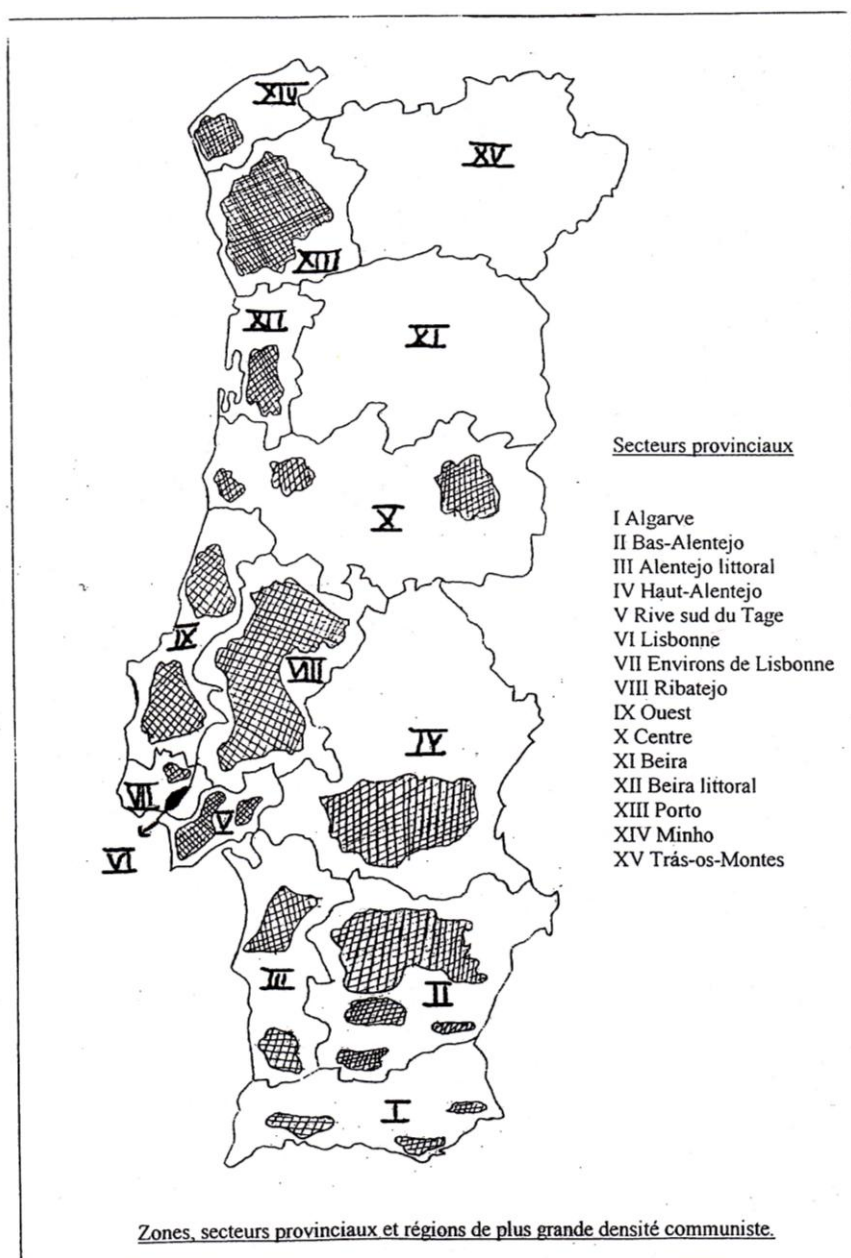
### Carte n° 3

La présence communiste au Portugal en 1948 selon les chiffres donnés par José Pacheco PEREIRA (2001), *Álvaro Cunhal, uma biografia política*, « Duarte, o Dirigente Clandestino », vol. 2, Lisbonne, Temas & Debates, annexe p. 873.

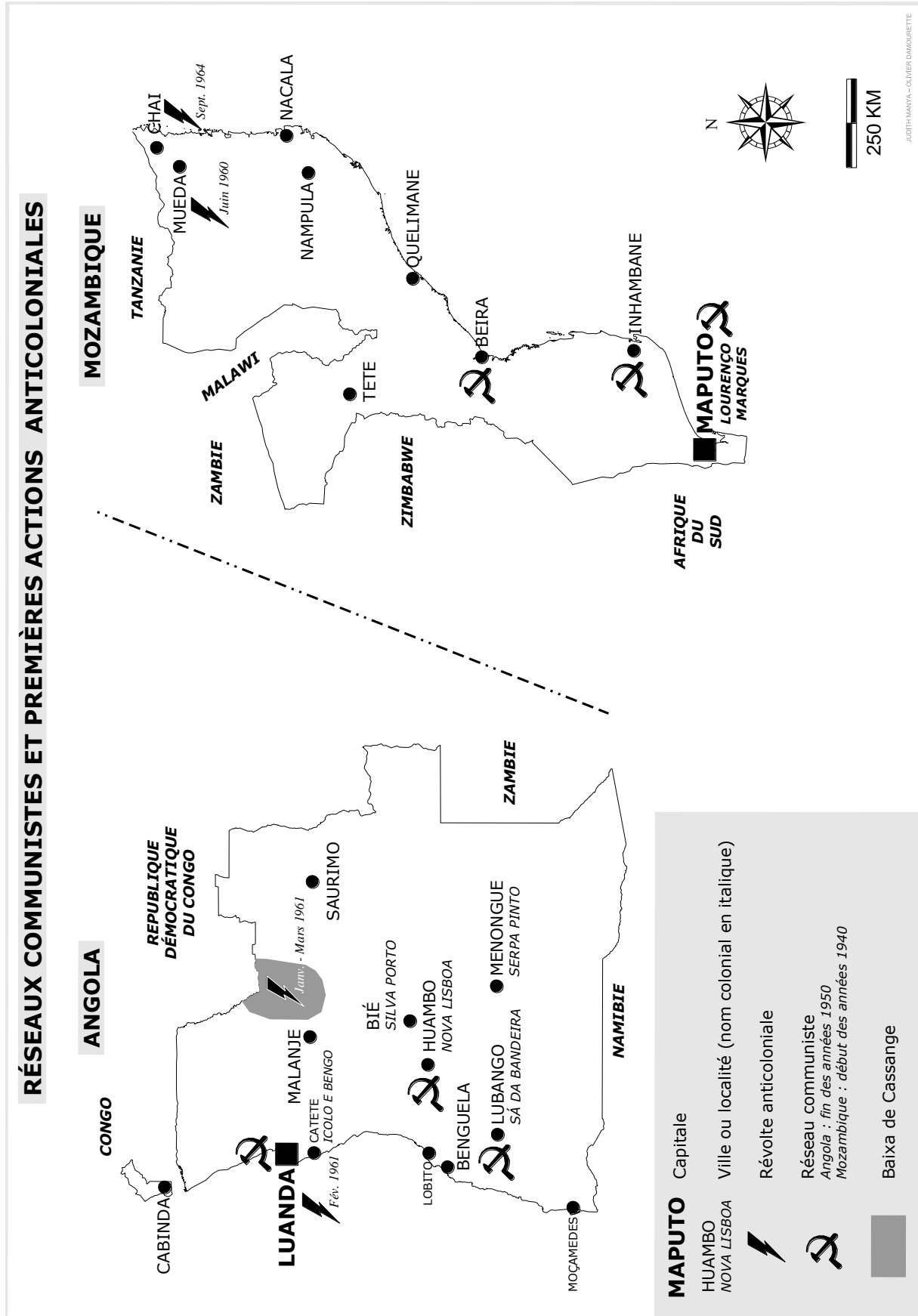


## Carte n° 4

La présence communiste au Portugal à la fin des années 1950 selon le rapport établi par la *Legião portuguesa*. Legião portuguesa, « Elementos sobre a organização do PCP », *Confidencial*, suplemento n° 16 ao *Boletim de Informação*, Lisboa, 1958.



Carte n° 5







**CHAPITRE I**

**1921 - 1926,**

**UNE NAISSANCE AUX FORCEPS**





## **Introduction.**

Né en 1921, le PCP se composait de socialistes et de républicains, empreints des principes libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle, et d'anarcho-syndicalistes. Contrairement à la majorité des Partis communistes, la part de ces derniers s'avéra prépondérante dans le parti en formation, lui conférant un particularisme certain dans la grande famille des PC. Bien sûr, comme tous ces partis, il fut incontestablement et amplement marqué par son environnement local. Néanmoins, cette présence dominante des libertaires ne l'aida pas à se forger et à faire émerger une réelle « culture politique » communiste. Marc Lazar définit ce concept comme : « un ensemble d'idées, de valeurs et de symboles, une configuration de croyances, d'affectivité et de sensibilités, et une multitude diversifiée de règles et de pratiques dont la combinaison donne une signification au réel »<sup>1</sup>. Il conclut alors que les partis politiques fondent leur propre culture au terme « d'une longue genèse et d'une dynamique sans cesse renouvelée »<sup>2</sup>. Les Partis communistes puisent ces éléments dans deux univers aux intérêts souvent antagonistes : leur culture nationale et la culture politique de l'Internationale communiste (IC) dont ils se réclament. Les sociaux-démocrates des Partis socialistes, formés dans le marxisme du tournant du siècle, se montrèrent plus à même d'intégrer les valeurs chères à l'IC. En revanche, les militants portugais de tradition libertaire témoignèrent de résistances tenaces à l'assimilation des principes léniniens. Ces origines « atypiques » du PCP et la composition particulière du mouvement ouvrier portugais l'amènèrent à élaborer des thèses et des comportements « déviants » par rapport aux principes de l'IC. Ses interprétations originales concernaient aussi bien des éléments de politique générale que l'élaboration d'une analyse de la question coloniale.

---

<sup>1</sup> Marc LAZAR, « Cultures politiques et partis politiques en France », in Daniel CEFAÏ (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp. 171 et 172.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 172.

Par ailleurs, le Portugal accompagna le mouvement des puissances capitalistes européennes et, motivé également par la « perte » de la colonie brésilienne en 1822, se lança dans l'aventure coloniale. Aux expéditions militaires et à l'entreprise de « modernisation » de la politique coloniale, le pays ajouta l'élaboration d'une efficace propagande impériale fondée sur des représentations surgies notamment au XIX<sup>e</sup> siècle. L'appartenance à un vieux pays colonisateur, de surcroît en quête de légitimation de sa présence outre-mer, conféra au PCP un autre particularisme. Certes, il n'était pas le seul PC implanté dans une métropole coloniale, mais cette caractéristique n'aidait pas le parti à se défaire de l'emprise de la culture nationale. Sa politique coloniale se construisait au confluent de ses deux univers, entre son désir de s'adapter exactement aux exigences internationales et son incapacité à se défaire des contingences nationales. Mais, l'histoire de la colonisation portugaise ne venait-elle pas renforcer la prédominance du facteur national sur l'international ?

Après avoir abordé plus en détails l'émergence du PCP et sa difficile assimilation des principes marxistes, il s'agira d'évoquer l'essor de la colonisation portugaise et la constitution de l'imaginaire colonial au Portugal. On relatera et étudiera, enfin, les positions du PCP en matière coloniale entre l'année de son apparition sur la scène politique nationale, 1921, et celle du coup d'État militaire de 1926 qui plongea les militants dans les affres de la clandestinité.

## **I/ Un PCP à la marge.**

*Ils sont quelques fois très avisés, ces Russes,  
c'est sans doute qu'ils ont tout l'hiver pour  
gamberger.*

Haruki Murakami

Les écrits de Marx et Engels de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les débats au sein des différentes Internationales de travailleurs, puis les thèses défendues par Lénine au début du XX<sup>e</sup> siècle marquèrent l'évolution du mouvement ouvrier européen. L'idéal communiste prit une forme organisée lors de la création de l'Internationale communiste (IC) avec la volonté de mettre en place des partis révolutionnaires. Le PCP apparut dans ce contexte-là et s'inscrivit ainsi dans le renouveau politique du début du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, il présenta une naissance « atypique » puisqu'il fut principalement issu des milieux anarcho-syndicalistes. Par ailleurs, il se cantonna à un rôle périphérique au sein du mouvement ouvrier européen. En effet, en raison de la faiblesse numérique de la classe ouvrière portugaise et de celle des luttes politiques nationales, il n'eut pas les potentialités d'un PC allemand, par exemple, qui évoluait dans une situation qualifiée, à l'époque, de « pré-révolutionnaire ». Ces divers éléments expliquent en partie le « manque de formation marxiste » du PCP relevée par l'IC. C'est ainsi que dans les années 1921-26, des thèses bolcheviques et des positions anarcho-syndicalistes cohabitent dans son discours.

Il faut alors évoquer la naissance du PCP, retracer ses premières évolutions, souligner les chemins de traverse qu'il emprunta dans sa recherche d'une identité communiste, pour cerner ses mécanismes de fonctionnement, tant sur le plan politique qu'organisationnel et les difficultés de son affirmation en tant que force communiste.

## **A/ LES REPERCUSSIONS DE LA REVOLUTION RUSSE SUR LE MOUVEMENT OUVRIER PORTUGAIS.**

Le Portugal contemporain se trouva à l'écart du processus d'industrialisation qui toucha les pays d'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Alors que la France ou l'Angleterre

assistaient à l'implantation des ateliers, à la mécanisation des outils de travail, à la naissance de villes nouvelles, le Portugal restait essentiellement agricole, tourné vers l'Atlantique et son Empire. Certes, il s'intégra à l'économie capitaliste moderne mais resta à la périphérie de cette Europe en expansion. Aussi, la quasi-absence de grandes concentrations de main d'œuvre freina-t-elle l'auto-organisation du mouvement ouvrier. Celui-ci accompagna les luttes et les débats internationaux de ses frères d'armes, mit sur pied des associations de secours mutuels, des ligues ouvrières, des journaux et des syndicats, mais occupa une place marginale dans la structuration des luttes ouvrières européennes et contribua bien peu à l'effort de théorisation politique.

Néanmoins, en un siècle, des années 1820 à la fin de la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier portugais se structura, revendiqua et lutta. Dominé par les libertaires, anarcho-syndicalistes ou anarchistes, et les syndicalistes révolutionnaires, il vit fleurir au tournant du XX<sup>e</sup>, sous la monarchie comme sous la République, une multitude de revues, de groupes et même quelques partis politiques. Dans ce contexte, les espoirs portés par la Révolution russe de 1917 eurent des répercussions sur la scène portugaise.

### **1/ L'influence des Internationales ouvrières au Portugal.**

Selon Carlos da Fonseca, il n'existe pas de continuité entre le despotisme éclairé du XVIII<sup>e</sup> siècle du Marquis de Pombal et le libéralisme portugais<sup>3</sup> ; la rupture s'effectua en 1820 par la révolte de la bourgeoisie nationale. Durant une trentaine d'années, celle-ci tenta alors d'institutionnaliser un régime libéral puis participa à la *Régénération* (1851-1910). Cette dernière période vit l'implantation d'un régime parlementaire au Portugal et l'intégration du pays à l'économie capitaliste moderne. Le Portugal connut ainsi une phase de stabilité marquée par l'alternance au pouvoir de deux partis : le parti *Regenerador* et le parti *Progressista*.

Durant cet essor du libéralisme portugais, de 1820 à 1850-52, les ouvriers manifestèrent peu à peu un sentiment de classe. Dès 1839 apparut la première association ouvrière, la *Sociedade dos artistas lisbonenses* (Société des artistes

---

<sup>3</sup> Voir Carlos da FONSECA, *História do movimento operário e das ideias socialistas em Portugal*, vol. I, Viseu, Europa-África, 1982, p. 21.

lisboètes) fondée par Fernandes Fonseca, puis surgirent des associations de secours mutuels dont l'objectif premier consistait à aider les personnes âgées et les chômeurs. Les partisans de l'organisation sociale, influencés par Rousseau et Saint Simon, nourrissent ces élans. Dans ce contexte, l'idée de fonder une association de défense des ouvriers, autrement dit une association de « classe », fit son chemin et, en 1850, Sousa Brandão, Lopes Mendonça et Viera da Silva Júnior fondèrent le journal *O Eco dos operários* (l'Echo des ouvriers). Inspirés par Fourier, ils participèrent à la mise en place, autour de leur publication, de l'*Associação dos trabalhadores* (Association des travailleurs), première du genre, en juillet de la même année et défendirent pour la première fois au Portugal des idées socialistes.

La *Régénération* marqua le regroupement des forces libérales et conservatrices contre l'absolutisme. Elle débuta avec l'arrivée de José Carlos de Saldanha au pouvoir suite à une révolte militaire. Dans ce nouveau contexte et fort de sa première association de travailleurs, le mouvement ouvrier multiplia à partir de 1850-51 les mutualités. Au début de cette période, il ne mena toutefois point de confrontations directes avec les classes dominantes. En revanche, il donna naissance à de nombreuses publications telles *O Defensor do trabalho* (Le Défenseur du travail), *O Jornal dos artistas* (Le Journal des artistes), *A Voz do operário* (La Voix de l'ouvrier), etc. Autour de certains de ces titres naquirent de nouvelles associations. Le militant Costa Godolphin qui entreprit une histoire du mouvement ouvrier en recensa ainsi, en 1875, un total de 260, fortes de 40 000 adhérents<sup>4</sup>.

Les cercles ouvriers s'abreuyaient alors des idées socialistes que nombre d'intellectuels portugais comme Eça de Queiroz, Antero de Quental, Teófilo Braga et Oliveira Martins, entre autres, aidèrent à propager dans cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, influencés par Proudhon, Comte, Hegel, Darwin, Spencer, Bakounine, Owen ou encore Elisée Reclus et Fourier, les socialistes portugais pâtissaient de la structure pré-industrielle de l'économie et du caractère très peu prolétarisé de la société portugaise. Néanmoins, la machine était lancée et, en 1852, ils impulsèrent le *Centro promotor dos melhoramentos das classes laboriosas* (Centre de promotion pour l'amélioration des classes laborieuses) qui fonctionna

---

<sup>4</sup> Pionnier des associations mutualistes, Costa Godolphin en devint l'historien. Cité par Ramiro da COSTA, *Elementos para a história do movimento operário em Portugal, 1820-1975*, vol. I, Lisbonne, Assírio & Alvim, 1979, p. 26.



jusqu'en 1872 et se revendiqua rapidement de la I<sup>e</sup> Internationale. En effet, à cette époque, deux événements vinrent infléchir le devenir du mouvement ouvrier européen : la fondation, en 1864, de l'Association internationale des travailleurs (AIT, ou I<sup>e</sup> Internationale) et, en 1871, la Commune de Paris. Ils ouvrirent notamment la voie, pour la classe ouvrière portugaise, à une décennie de rupture, d'abandon du réformisme et du légalisme.

Influencée par les théories de Marx, pour qui la révolution sociale ne pouvait être que mondiale puisque la nature même des forces productives modernes faisait du capitalisme un système mondial, l'AIT fut fondée lors d'une réunion à Londres tenue à Saint Martin's Hall, le 28 septembre 1864. Si la paternité de l'Internationale est communément attribuée à Karl Marx, on peut rejoindre l'analyse d'Annie Kriegel<sup>5</sup> selon laquelle l'AIT naquit en fait de la convergence momentanée d'intérêts particuliers de différents syndicats et associations ouvrières de divers pays. Sur le plan idéologique, diverses influences la nourrirent puisque marxistes, libéraux, proudhoniens, anciens chartistes et trade-unionistes participèrent ensemble à l'élaboration des revendications à défendre. Au départ, ces différents courants posèrent la généralisation du mutualisme comme condition de l'émancipation des ouvriers. Les deux premiers congrès (1866 et 1867) s'inspirèrent en apparence plutôt des idées proudhoniennes. L'influence marxiste prédomina à partir du Congrès de Bruxelles (1868), quand apparurent les premières résolutions sur la collectivisation des mines, des carrières, des chemins de fer et la nationalisation des sols à répartir entre sociétés agricoles ouvrières. Les ouvriers adoptèrent aussi la grève des peuples comme moyen d'action.

La formation de l'AIT eut d'inévitables répercussions sur le mouvement ouvrier portugais. En 1871, Antero de Quental (proudhonien) publiait *O que é a Internacional* (Ce qu'est l'Internationale) et, en 1872, un groupe se revendiqua de l'Internationale. Il apparut à la suite du séjour à Lisbonne de trois membres de la Section espagnole de l'AIT, Lorenzo, Mora et Morago. Le Congrès de Barcelone de juin 1870, première grande rencontre nationale des ouvriers espagnols, avait en effet décidé d'envoyer trois « émissaires » au Portugal afin d'aider à la mise en place d'une section portugaise de l'AIT. Aussi, Lorenzo, Mora et Morago rencontrèrent-ils des membres du Centre promoteur comme José Fontana, dont ils avaient le contact, Antero de

---

<sup>5</sup> Annie KRIEGEL, « L'AIT 1864-1876 », in Jacques DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome I, 1<sup>ère</sup> édition de 1972, Paris, Quadrige, 1999, p. 607.

Quental et Batalha Reis et parvinrent à finaliser leur objectif : la Section de l'AIT fut créée fin 1871 et elle fit paraître en février 1872 le numéro 1 de *O Pensamento social* (La Pensée sociale). Selon Nobre França, secrétaire de cette Section, elle fut « la dernière à entrer dans le grand mouvement d'émancipation économique, politique et social de la classe ouvrière et de l'humanité opprimée »<sup>6</sup>. À l'inverse, elle fut l'une des premières à déboucher sur la formation d'un Parti socialiste, fondé au Portugal en 1875<sup>7</sup>. Elle relaya donc les informations et les débats internationaux, publia les textes importants comme le *Manifeste du Parti communiste* de Marx (n°46 de *O Pensamento social*, 1873) et dénonça la répression dont étaient victimes les autres sections. Elle participa également à la fondation de *Fraternidade operária* (Fraternité ouvrière), structure visant à rassembler les diverses sections ouvrières des usines. Mais les événements extérieurs vinrent perturber ce premier travail.

En effet, en mars 1871, Paris prenait les armes. Vieux républicains (issus de la révolution de 1848), blanquistes et internationalistes refusaient la défaite face à la Prusse. Au travers de la Commune, municipalité libre de Paris, ils entendaient réaliser une révolution sociale à valeur universelle. Cet épisode constitua alors le plus grand laboratoire pour l'application des idées marxistes et proudhoniennes. Pourtant, la Commune resta relativement étrangère aux socialistes portugais y compris après son écrasement par le gouvernement français. Alors que ce dernier réprima les membres de l'AIT au-delà des frontières hexagonales pour leur soutien au mouvement révolutionnaire — ceux-ci avaient effectivement tenté une « entraide » européenne —, il n'atteint point les Portugais. Si, selon Ramiro da Costa, le mouvement ouvrier portugais prenait désormais conscience des antagonismes de classes existants et entraînait en résistance<sup>8</sup>, les effets directs de la Commune s'avérèrent minimes au Portugal. En revanche, les conséquences internationales des débats nés de cette expérience révolutionnaire s'y firent nettement plus sentir.

En effet, dans les années 1870, un conflit entre marxistes et partisans de Bakounine, c'est-à-dire entre autoritaires et anti-autoritaires, secoua les rangs de l'AIT. Les analyses de l'épisode communard nourrirent les dissensions qui couvaient depuis quelques années déjà. La question de l'autonomie des sections nationales de

<sup>6</sup> Georges HAUPT, Préface à l'ouvrage de Carlos da Fonseca, 1976, in Carlos da FONSECA, *História do movimento...*, op. cit.

<sup>7</sup> Il prit le nom de Parti des ouvriers socialistes du Portugal en 1878 puis de Parti socialiste portugais en 1895.

<sup>8</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos...*, op. cit., p. 42.

l'Internationale par rapport au « centre » concentra les tensions. Lors du Congrès de La Haye en septembre 1872, elles atteignirent leur paroxysme et la scission intervint. L'AIT exclut Bakounine et décida de transférer son Conseil général à New-York, option qui ouvrit la voie de son déclin. Elle prononça logiquement en 1876 la dissolution du Conseil. Toutefois, le développement accru des sociétés industrielles provoquait l'extension du monde ouvrier et par ricochet l'essor du syndicalisme. Les socialistes élargirent leur influence et s'organisèrent en partis politiques autonomes, franchissant les frontières européennes pour apparaître sur les continents américain et asiatique. Les relations entre les partis socialistes et les syndicalistes ne prirent pas partout les mêmes tournures<sup>9</sup> et si les partis socialistes émergèrent à cette époque, ils ne se constituèrent pas tous sur les mêmes bases organisationnelles. Quoi qu'il en soit, l'essor de la participation ouvrière réactualisa la question de l'Internationale qui devait désormais œuvrer à la mise en place d'une société collectiviste. Entre 1876 et 1889, les socialistes tentèrent à plusieurs reprises de reconstituer l'AIT.

À la mort de Marx en 1883, différentes écoles politiques perduraient. Existaient des groupes issus de la gauche républicaine, les socialistes, les anarchistes, les populistes... À l'occasion du centenaire de la prise de la Bastille, deux congrès socialistes se tinrent à Paris en juillet 1889<sup>10</sup>. Par la suite, l'Internationale reconnut l'un d'eux, celui des partisans de Jules Guesde (proche d'Engels), comme le premier de son histoire. Lors de son II<sup>e</sup> Congrès (Bruxelles, 1891), elle posa comme principe fondamental la lutte des classes et ne reconnut pas les mandats des anarchistes. À celui de Zurich en 1893, dans le cadre de la « vieille » polémique entre Marx et Bakounine, elle trancha en faveur du premier puisqu'elle posa la participation des partis ouvriers aux Parlements nationaux comme une des composantes de la lutte révolutionnaire en vue de l'émancipation des travailleurs<sup>11</sup>.

<sup>9</sup> En Angleterre, les trade-unionistes chapeautaient les activités ouvrières ; en Allemagne le parti social-démocrate orientait l'activité syndicale ; en Belgique ils fusionnèrent et en France ils se développèrent parallèlement et se découvrirent concurrents. Voir Annie KRIEGEL, « La II<sup>e</sup> Internationale 1889-1914 », 1997, in Jacques DROZ, *op. cit.*, tome II, p. 557.

<sup>10</sup> Ils regroupaient d'un côté les « marxistes radicaux », menés par Jules Guesde et Paul Lafargue (gendre de Karl Marx), et d'un autre les « possibilistes », guidés par Paul Brousse, Jean Allemane et Jules Joffrin. Ce dernier courant naquit au sein du Parti ouvrier français (POF), fondé en 1879, et entendait fractionner le « but idéal » en plusieurs étapes afin de le rendre possible (d'où le nom de « possibilistes »). Ses partisans quittèrent le POF en 1882 pour créer la Fédération des travailleurs de France. Par la suite, ils dépassèrent les divergences qui les séparaient des « radicaux » et se retrouvèrent à Bruxelles.

<sup>11</sup> Notons, toutefois, que si bon nombre de résolutions s'inspiraient des principes marxistes, la II<sup>e</sup> Internationale, du point de vue de sa structure, semblait ne correspondre que de loin aux projets de

Cette première scission du mouvement ouvrier international s'avéra fondamentale pour l'histoire des socialistes portugais. D'un côté, certains militants de la Fraternité ouvrière remirent en cause l'attitude de José Fontana<sup>12</sup>. En effet, ils lui avaient donné un « mandat » lors d'une réunion de l'association pour en gérer les relations extérieures. Ils lui reprochèrent de l'avoir transmis, à l'occasion du Congrès de la Haye, à Paul Lafargue, partisan de l'expulsion des anti-autoritaires. D'un autre, et à l'inverse, dès 1873, Nobre França affirma la solidarité de la Section portugaise de l'AIT avec les principes adoptés au fameux congrès<sup>13</sup>. Au-delà de ces divergences nées de débats extérieurs, les Internationalistes se voyaient dans une relative impasse théorique : quelles perspectives adopter ? Par exemple, Fraternité ouvrière, après une intense combativité durant les années 1871-73, se posait la question. Aussi, entre 1875 et 1897, le mouvement ouvrier portugais se divisa-t-il : la social-démocratie, dont les têtes pensantes furent inspirées au départ par les idées libertaires, se structura de façon isolée tandis que les anarchistes revinrent en force sur la scène portugaise, multipliant les groupes de pensée. Ces divers courants entreprirent durant cette période un réel effort de théorisation des spécificités nationales.

Au sein des Internationalistes, la division entre intellectuels et ouvriers s'accrut et engendra des tensions puis des expulsions. Ils se montrèrent également partagés sur l'orientation politique : aux « possibilistes », menés par Luís de Figueiredo, s'opposèrent les marxistes révolutionnaires dirigés par Azedo Gneco. D'ailleurs, Bento Gonçalves, futur dirigeant et martyr du PCP, reconnaissait en Gneco, quelques années plus tard, « le socialiste le plus convaincant [de sa génération], celui qui se rapprochait le plus des idées de Marx »<sup>14</sup>. Gneco fonda avec Conceição Fernandes et

---

Marx. En effet, jusqu'au congrès de Paris de 1900, elle n'eut ni centre dirigeant permanent, ni statuts, ni nom. À partir de cette date, elle constitua en revanche un Bureau socialiste international (BSI) permanent de coordination. Elle multiplia, par la suite, les organes spécifiques (femmes socialistes, journalistes, parlementaires, etc.).

<sup>12</sup> Il se suicida d'ailleurs en 1876.

<sup>13</sup> D'ailleurs, dans ses *Souvenirs personnels sur F. Engels*, publiés en 1904-05 (*in Die Neue Zeit*, 23 Jhrg), Paul Lafargue dit avoir rencontré lors d'un séjour à Lisbonne, après la Commune de Paris, un certain Francia, secrétaire du conseil national pour le Portugal. On peut supposer qu'il s'agissait de França, typographié à l'espagnole. Les contacts entre ces deux hommes auraient donné une certaine légitimité aux orientations défendues alors par la section de l'AIT portugaise. De plus, « Francia » rapporta à Lafargue qu'il recevait des lettres d'Engels, confirmant les liens internationaux des Portugais à cette époque.

<sup>14</sup> Bento GONÇALVES, *Palavras necessárias, elementos para a história do movimento operário português*, s/d. Les éditions A Opinião publièrent la version clandestine de 1969 de cet ouvrage ébauché aux alentours de 1936-37. Lisbonne, A Opinião, 1976, p. 69.

Lisboa, en octobre 1873, l'*Associação dos trabalhadores da região portuguesa* (Association des travailleurs de la région portugaise) pour finalement participer, dans la lignée des résolutions du Congrès de la Haye de l'Internationale, à la création du Parti socialiste portugais (PSP) en 1875. Mais, des questions centrales telles que l'abstentionnisme politique ou la nature des liens à nouer avec les républicains, qui fondèrent leur parti en 1876, restèrent en suspens, obérant la croissance du parti.

En butte avec les républicains, avec lesquels ils s'allièrent toutefois lors des élections de 1899 et 1900, les socialistes assistèrent au développement grandissant des syndicats anarchisants. Pris en tenaille, ils définirent avec difficulté leur ligne de conduite et leur parti connut une succession de scissions. À partir de 1892, existèrent même deux PS. Finalement, en 1897 une nouvelle scission le plongea dans une crise irréversible que les Conférences socialistes de Lisbonne (1907) et de Porto (1908), visant à unifier ce courant politique, ne dénouèrent point. Les autres forces politiques avaient définitivement supplanté le PS.

Il serait fastidieux de recenser tous les cercles et les revues libertaires qui naquirent principalement entre 1898 et 1908 tant, durant cette période, fleurirent les noyaux politiques se réclamant de cette idéologie<sup>15</sup>. À Lisbonne, le séjour d'Élisée Reclus<sup>16</sup> en 1886 donna un coup de fouet à la propagande anarchiste et les journaux ouvriers libertaires se multiplièrent. D'ailleurs, d'une manière générale, durant cette décennie, le nombre d'associations de classe, de syndicats ou de congrès corporatifs explosa. Les groupes anarchistes accompagnèrent cet essor. Sans pouvoir toutes les évoquer, il faut toutefois distinguer quelques initiatives prises par des militants ou des cercles : celle de Campos Lima qui, après une visite à l'École de la Commune, « La Ruche », à Rambouillet, mit en place à Coimbra en 1906 une école libre, l'*Escola livre de Coimbra*, et celle du *Grupo propaganda libertária* (Groupe propagande libertaire) créé en 1906 qui lança en 1910 un Centre et une Bibliothèque d'études sociales<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> Carlos da Fonseca comptabilise par exemple, à partir d'un examen minutieux des publications anarchistes, 500 organisations (sans les districts de Guarda et de Bragança) entre 1886 et 1936. In Carlos da FONSECA, *Para uma análise do movimento operário e da sua história*, Lisbonne, Antígona, 1988, p.12.

<sup>16</sup> Elisée Reclus, né en Gironde le 15 mars 1830 et mort près de Gand, en Belgique, le 4 juillet 1905, géographe de formation, fut un combattant de la Commune de Paris et un membre de l'Internationale bakouninienne. Il était un anarchiste militant. Voir J. MAITRON (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, réactualisation sur CD-Rom sous la direction de Claude Pennetier.

<sup>17</sup> Ce centre survécut à la dictature et fonctionna dans la clandestinité jusqu'au 25 avril 1974.

La législation portugaise ne reconnut le droit syndical qu'en décembre 1910, sous la République, ne facilitant point en cela l'activisme des syndicats. Elle ne put éviter néanmoins l'organisation de longues grèves qui agitèrent le Portugal en 1872, 1887 et 1904 notamment. Edgar Rodrigues recense, pour la période 1852-1909, 158 grèves dont 22 de défense de la classe ouvrière, 16 de solidarité ouvrière, 15 pour la journée de huit heures, 38 pour des augmentations de salaires et 67 pour des motifs divers<sup>18</sup>. Au tournant du siècle, l'essor syndical était avéré et il se concrétisa en 1908 avec la création du journal *A Greve*, journal syndicaliste révolutionnaire dirigé par Alexandre Vieira puis, quatre mois plus tard, par Carlos José de Sousa. Cette parution marqua alors le début d'une nouvelle période pour le mouvement ouvrier portugais : il entra dans une des phases les plus tourmentées de son histoire.

## **2/ La structuration du mouvement syndical de la République à la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale.**

Certes, en 1908 la parution de *A Greve* témoignait de la combativité du mouvement syndical mais, l'année suivante, celui-ci s'affichait déjà divisé. Lors du Congrès national ouvrier qui se tint en 1909, la *Federação das associações de Lisboa* connut une scission. Cependant, face à la montée de la contestation, face aux effectifs des différents syndicats qui ne cessaient de croître, les tentatives pour unifier les associations se multiplièrent.

C'est dans ce contexte d'effervescence politique que la révolution du 5 octobre 1910 vint renverser une monarchie discréditée et instaurer la 1<sup>re</sup> République portugaise. Les ouvriers portugais de la région de Lisbonne aidèrent les républicains<sup>19</sup> à prendre le pouvoir, las de la répression grandissante exercée par la monarchie. La République fut proclamée dans la capitale mais, restant une affaire de citoyens, fut communiquée au reste du pays par télégraphe. Elle s'avéra donc fragile, sans appui extérieur ni soutien populaire. Teófilo Braga présida un gouvernement provisoire composé majoritairement de l'élite cultivée urbaine qui élaborait durant un an les bases du nouveau régime. Celui-ci entreprit, entre autres, une politique administrative de

<sup>18</sup> Edgar RODRIGUES, *Breve história do pensamento e das lutas sociais em Portugal*, Lisbonne, Assírio & Alvim, 1975, p. 119.

<sup>19</sup> Lors de leur congrès de 1909 tenu à Setúbal, ils avaient admis la nécessité de recourir à une révolution violente pour vaincre et renverser la monarchie.

décentralisation et, sur le plan économique, mit en place un système fiscal moins défavorable aux couches populaires. À ses débuts, la révolution de 1910 s'attela principalement à défaire l'État de l'emprise religieuse. Ainsi, la loi de séparation de l'Église et de l'État fut-elle adoptée, les religieux chassés et leurs biens confisqués, la loi sur le divorce votée... Dans le domaine social, le gouvernement reconnut, le 6 décembre 1910, le droit de grève.

Cette nouvelle législation ouvrit la porte à une explosion de la contestation au demeurant déjà prégnante ; les conflits sociaux se multiplièrent. Entre octobre 1910 et octobre 1911 plus de 250 grèves furent recensées<sup>20</sup> et, en 1911, le Portugal comptait 356 syndicats prêts à s'élancer dans la bataille. Les libertaires étaient divisés sur la « question de la République ». Certains ne voyaient pas l'intérêt de débattre du thème, se concentrant sur la lutte contre le patronat et l'État, d'autres défendaient un « interventionnisme anarchiste ». Cela dit, si quelques militants, comme Jaime Cortesão, renièrent leur engagement anarchiste pour rejoindre le nouveau régime, dans l'ensemble, les associations ouvrières libertaires, telle l'*União geral de trabalhadores* de la région du Nord, au-delà de l'euphorie première suscitée par le changement de régime, tinrent des positions très claires sur le sujet. Cette dernière rappelait par exemple que l'action portait contre « l'État et le salariat, indépendamment de tout parti politique »<sup>21</sup>.

Un choc symbolique mais également physique vint définitivement enterrer les divisions et marqua le renforcement de la lutte et de la propagande libertaires contre le nouveau régime doublé d'appels à l'action directe. La République avait transformé la *Guarda municipal*, force répressive de la monarchie, en *Guarda nacional republicana* (GNR). Or, en mars 1911, celle-ci réprima les ouvriers en grève des conserveries de Setúbal, faisant deux morts. Cet épisode sonna le commencement d'une révolte sans précédent. L'Alentejo s'embrasa en 1912, entraînant la convocation d'une grève de solidarité à Lisbonne, et jusqu'en 1913 une forte répression s'abattit sur les milieux anarchistes et anarcho-syndicalistes. Mais elle n'empêcha point les syndicats de créer en 1914 une organisation unie.

<sup>20</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos...*, *op. cit.*, p. 90.

<sup>21</sup> Déclaration de l'*União geral de trabalhadores* de la région du Nord reproduite par João FREIRE dans « A República e o movimento operário », in Nuno Severiano TEIXEIRA & A. Costa PINTO (coord.), *A 1ª República portuguesa entre o liberalismo e o autoritarismo*, Lisbonne, Colibri, 2000, p. 79.

Dans les premières années de la République, les courants politiques se structurèrent : en 1911, si de nombreux cercles anarchistes continuaient à émerger, certains s'unirent pour créer la Fédération anarchiste du Sud et, en décembre 1913, le Parti socialiste portugais adhéra finalement à la II<sup>e</sup> Internationale. Les socialistes sortirent renforcés du reflux de la contestation provoqué par les nombreuses arrestations de dirigeants et militants ouvriers principalement libertaires. Ils convoquèrent alors un congrès ouvrier ouvert à toutes les tendances qui se tint en février 1914 à Tomar. Carlos Rates, futur dirigeant du PCP, assista au fameux congrès durant lequel les syndicalistes révolutionnaires, influencés notamment par la Charte d'Amiens et la CGT française constituée en 1906, s'opposèrent aux socialistes. Ces derniers étaient restés étrangers au mouvement gréviste des années précédentes et entendaient incarner auprès des républicains l'opposition raisonnable. Ces deux attitudes irritaient les libertaires. Pourtant, ces deux tendances établirent un compromis et créèrent à Tomar l'*União operária nacional* (Union ouvrière nationale - UON), premier organisme unificateur et régulateur des travailleurs portugais. Cette union se voulait détachée de tout parti politique ou courant religieux et mit en place deux sections : une pour le Nord, l'autre pour le Sud du pays. La prédominance des syndicalistes révolutionnaires au sein de l'UON, vérifiée lors des conférences ouvrières convoquées en 1917, aboutit en septembre 1919 à la création de la *Confederação geral dos trabalhadores* (CGT) lors du II<sup>e</sup> Congrès national ouvrier tenu à Coimbra.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale vint toutefois surprendre les militants portugais dans leur tentative de dépassement des dissensions internes. La guerre allait brutalement mettre à mal l'internationalisme prolétarien cher au mouvement ouvrier et engendrer de nouvelles oppositions. En effet, les socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale partageaient de l'idée que tout conflit armé servait les intérêts des États capitalistes. Dans le contexte de concurrence économique entre États, ceux-ci s'avéraient fauteurs de guerre pour parvenir à maîtriser les marchés tant au niveau de leur mise en place que de leur direction. Dans cette logique, le mouvement ouvrier socialiste devait lutter contre la guerre<sup>22</sup>. Jusqu'à son Congrès de Copenhague en 1910, la II<sup>e</sup> Internationale réaffirma cette analyse et, par conséquent, attribua au

---

<sup>22</sup> L'agitation ouvrière contre la guerre devait bloquer la bourgeoisie libérale. Celle-ci pouvait alors soit renoncer à ces moyens d'action guerriers, cédant aux pressions du prolétariat, soit, en cas de conflit, prendre le risque d'affronter une révolution ouvrière.



mouvement ouvrier le rôle de gardien de la paix. Or, en 1914, les socialistes parlementaires des divers pays belligérants votèrent les crédits de guerre et n'entretenaient plus de relations entre eux. L'aile gauche de l'Internationale condamna vivement cette attitude et dénonça cette « trahison de la social-démocratie ». Elle accusa les socialistes « réformistes » d'avoir préparé au combat les ouvriers par des discours patriotiques et chauvins, contribuant de plus ainsi à l'échec relatif des campagnes menées par les travailleurs contre la guerre.

La question de l'adhésion ouvrière à l'entrée en guerre des différents pays alimenta pendant longtemps les débats entre militants puis entre historiens. Pour Pierre Frank, « le retournement des masses ne s'explique qu'en partie par l'éducation socialiste superficielle qu'elles avaient reçue préalablement des partis ouvriers, il provient surtout des prises de position que les directions, pour des raisons multiples, adoptèrent en faveur de la guerre menée par leur bourgeoisie »<sup>23</sup>. Pour Pierre Broué : « d'aucuns historiens [...] nient les aspirations des masses voire leur existence, quand ces aspirations sont sociales, mais ils les découvrent avec une stupeur joyeuse quand ils pensent qu'elles sont devenues « patriotiques », à partir du moment où toute opinion opposée se trouvait interdite. Laissons-les à leur service auto-commandé »<sup>24</sup>. Ces deux historiens marxistes d'obédience trotskiste évacuent un peu rapidement la possible existence d'un sentiment national profond chez des personnes se revendiquant par ailleurs internationalistes. La dichotomie n'est qu'apparente, l'histoire du PCP regorge de « contradictions » entre internationalisme prolétarien et sentiment national.

Pour l'heure, un fort clivage entre deux tendances du mouvement ouvrier mondial s'installait. Il se répercuta sur le même mode au Portugal. En 1913, lors de son V<sup>e</sup> Congrès, le PSP s'inspira pourtant de la déclaration de la II<sup>e</sup> Internationale de Bâle et vota une motion contre le militarisme et l'augmentation des crédits de guerre. Mais, la perspective de perdre les colonies portugaises (*cf. infra*) fit adhérer les socialistes à la guerre et ils soutinrent l'entrée du Portugal dans le conflit mondial en mars 1916. En revanche, les syndicalistes révolutionnaires et les libertaires s'opposèrent à cette participation et menèrent au travers des *Juventudes sindicalistas* (Jeunesses syndicalistes), apparues en 1913, une active propagande anti-guerre. À

---

<sup>23</sup> Pierre FRANK, *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, La Brèche, 1979, p. 23.

<sup>24</sup> Pierre BROUÉ, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 18.

partir de mars 1916, cette lutte revêtit des aspects concrets : appel à la désertion, soutien et organisation de résistances populaires à l'incorporation ou au départ des troupes en France et dans les colonies d'outre-mer, et attaques de magasins de ravitaillement. Ce dernier type d'action s'intensifia en 1917, créant un climat de guerre civile dans les rues de la capitale. Les agressions redoublèrent du 19 au 21 mai et furent connues comme la « Révolte de la pomme de terre ». L'UON, quant à elle, opta pour la multiplication des grèves partielles et contribua à cet état insurrectionnel des années 1916-1918, malgré la forte répression militaire subie.

Les syndicalistes et anarchistes se rapprochèrent à ce moment-là de l'opposition née au sein de la II<sup>e</sup> Internationale. En effet, les opposants pacifistes organisèrent différentes conférences comme à Zimmerwald en 1915 et à Kienthal en 1916. Ils se montraient très actifs avec, par exemple, en Allemagne, le déclenchement de nombreuses grèves de protestation contre la guerre, impulsées notamment par le groupe *Spartakus* fondé par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ou encore en Russie, avec la consolidation de la fraction bolchevique issue de la scission du Parti ouvrier social-démocrate russe (PSODR). Devant ce climat général, les secteurs radicaux des associations ouvrières portugaises commencèrent à prôner la grève générale révolutionnaire. Minoritaires en 1916-17, ils parvinrent à faire adopter ce principe en 1918 mais, devant l'échec de la grève générale convoquée au mois d'octobre, ils songèrent de plus en plus à la nécessité d'une action extra-syndicale, politique permettant de travailler à l'avènement de la révolution sociale. Dans ce contexte local particulier, la Révolution russe vint conforter leurs élans et bousculer les équilibres précaires du début de la décennie.

### **3/ À l'Est, du nouveau.**

En octobre 1917, les bolcheviques prirent le pouvoir en Russie. Par les aspirations universelles qu'elle porta, cette révolution modifia les rapports politiques au sein du mouvement ouvrier international et le marqua à jamais. Au Portugal, malgré la publication de rares textes fondateurs (*le Manifeste du Parti communiste*, *L'Éloge de la paresse* de Paul Lafargue et un résumé du *Capital*), le marxisme restait fort méconnu. Mais les désirs frustrés des militants ouvriers les menèrent à croire en

cette révolution qui incarnait à ce moment-là la seule révolution prolétarienne jamais entreprise, la première étape de la révolution mondiale.

Selon Pacheco Pereira, en donnant au mouvement ouvrier portugais une nouvelle perspective, la Révolution russe l'influença dans son ensemble, même si de nombreux militants n'en comprenaient pas vraiment le sens<sup>25</sup>. Toujours est-il qu'elle correspondait pour certains anarchistes portugais à la première phase de la révolution sociale, elle-même pouvant conduire à l'anarchie ; aussi les libertaires appuyèrent-ils massivement la Révolution d'octobre. Quoique victimes par la suite d'une forte répression en 1918, les anarchistes russes participèrent, eux-mêmes, à l'expérience révolutionnaire, défendant les conseils ouvriers, paysans et de soldats (soviets). Par conséquent, il n'est en rien surprenant que les syndicalistes révolutionnaires et quelques anarchistes portugais aient soutenu les bolcheviques. D'autant qu'ils étaient peu impliqués dans les débats de la II<sup>e</sup> Internationale et que leurs connaissances théoriques, relatives notamment au rôle des soviets dans l'avènement de la dictature du prolétariat, s'avéraient quelque peu limitées. Aussi, après l'échec de la grève générale d'octobre 1918 ouvrant une phase d'affaiblissement du syndicalisme révolutionnaire et malgré un premier semestre 1919 de forte mobilisation, « intuitivement, les marxistes et les communistes comprirent-ils la nécessité d'une dynamique nouvelle »<sup>26</sup>.

Bien que l'invitation au I<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste ou III<sup>e</sup> Internationale tenu en mars 1919 concernât « les éléments de gauche du Parti socialiste portugais », ce furent des militants issus de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire qui relayèrent les idées de ce nouveau courant politique. Le 5 octobre 1919, ils lancèrent le premier numéro de *A Bandeira vermelha* (le Drapeau rouge), tiré à 4 000 exemplaires (estimations) en avril 1920, organe de la *Federação maximalista*<sup>27</sup> portuguesa (Fédération maximaliste portugaise, FMP). La fondation de la FMP survint par conséquent après celle de l'IC et de son *Manifeste aux prolétaires du monde entier*.

<sup>25</sup> José Pacheco PEREIRA, *Questões sobre o movimento operário e a revolução russa de 1917*, Porto, Convergência, 1971, p.17.

<sup>26</sup> Carlos da FONSECA, *História do movimento...*, op. cit., p. 25.

<sup>27</sup> Pour Pierre Broué, le nom de « maximaliste », qui apparut après la révolution de 1917 pour désigner certaines sections révolutionnaires, comme en Italie par exemple, correspond à une mauvaise traduction de « bolchevicks ». Pierre BROUÉ, op. cit., p. 67 Toutefois, ce terme est peut-être à rapprocher des débats de l'AIT et de la II<sup>e</sup> Internationale entre partisans d'un « programme maximal » et ceux d'un « programme minimal ».

En effet, dans ses thèses d'avril (1917), Lénine posait la question de la rénovation de l'Internationale comme le premier devoir de son parti. La paix de Brest-Litovsk, la guerre civile, l'absence d'autres partis communistes, la constitution de l'Armée Rouge ayant ajourné cette tâche, le congrès de fondation de la III<sup>e</sup> Internationale ne se déroula qu'en mars 1919. Lénine convoqua une conférence socialiste internationale dont la lettre d'invitation précisait les buts que l'Internationale se proposait de poursuivre et la tactique choisie. Le point 4, par exemple, posait que : « la dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du Capital, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de sa transformation en propriété sociale » et le 14 que : « le Congrès devra créer un organisme commun de la lutte, centre de l'IC, subordonnant les intérêts du mouvement de chaque pays aux intérêts communs de la révolution à l'échelle internationale »<sup>28</sup>.

Selon les thèses adoptées lors de ce congrès, la conquête du pouvoir public revenait au prolétariat qui devait anéantir l'appareil d'État bourgeois et mettre en place l'appareil d'État prolétarien. Il lui fallait désarmer la bourgeoisie et armer la classe ouvrière pour pouvoir exproprier les exploiters des sols et des moyens de production. Au-delà de ce principe général, l'IC réagit à la conférence tenue par les socialistes à Berne en février 1919. Elle dénonça les « social-chauvins » et affirma vouloir séparer les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière des « centristes » (tendance Kautsky). Peu après son *Manifeste aux prolétaires du monde entier*, lancé lors du Congrès, grèves, mutineries et insurrections révolutionnaires (Hongrie, Bavière) gagnèrent l'Europe. Différents types d'organisations rejoignirent alors l'IC : des partis sociaux-démocrates traditionnels avec de forts courants révolutionnaires à leur base, des militants plutôt issus du syndicalisme révolutionnaire ou de l'anarcho-syndicalisme.

Dans ce contexte des années 1919-1920, se tint le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale à Petrograd en juillet et août 1920. Les délégués y discutèrent, entre autres, du rôle et de la structure du parti révolutionnaire, de l'attitude des communistes dans les syndicats, de la participation aux élections, des nationalités opprimées et des peuples colonisés. Ils votèrent des thèses sur tous ces sujets. Ainsi reconnurent-ils l'action parlementaire, après l'avoir distinguée du parlementarisme socialiste, comme un moyen d'user d'une tribune à des fins d'agitation révolutionnaire,

---

<sup>28</sup> *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923*, Paris, Bibliothèque communiste - Librairie du travail, juin 1934, p. 4.

de dénoncer les manœuvres de l'adversaire et de saper la machine gouvernementale de l'intérieur. D'autre part, à partir de l'analyse sur l'incorporation en masse des ouvriers dans les syndicats, ils posèrent la participation des communistes aux syndicats comme une nécessité pour profiter de la désorganisation économique et faire croître l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier et pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Selon eux, le parti devait se baser sur une centralisation démocratique, établir « une discipline de fer » et assurer la direction unique des diverses formes du mouvement ouvrier (syndicats, coopératives, élections...). De plus, craignant que, suivant simplement le cours de l'histoire, de nombreux partis au passé réformiste ou centriste n'adhèrent à la nouvelle internationale, le II<sup>e</sup> Congrès adopta les fameuses « 21 conditions ». Celles-ci énuméraient les caractéristiques et les orientations que tout parti désireux de rejoindre l'Internationale devait posséder. De vives altercations surgirent alors dans les organisations déjà existantes sur l'éventuelle acceptation de ces conditions, amenant la plupart à se scinder.

La création de la FMP survint dans ce contexte très particulier de recomposition du mouvement ouvrier international. Dans ses statuts, publiés dans le premier numéro de son organe central, les maximalistes proposaient de lutter pour l'établissement d'une « société sans seigneur ni serfs, sans exploités ni exploités »<sup>29</sup>. S'ils se fixaient pour objectif la diffusion des « principes doctrinaux tendant à l'établissement du syndicalisme communiste », ils expliquaient toutefois que « la dictature du prolétariat et le régime des soviets étaient considérés comme des pratiques expérimentales immédiates, sans aucun caractère philosophique »<sup>30</sup> et, jusqu'en décembre 1919, cherchèrent à minimiser la contribution théorique de la Révolution de 1917. La FMP entretint une certaine confusion de genre en énonçant, par exemple, dans le numéro 2 de *A Bandeira vermelha* que : « Tout individu qui se déclarait au Portugal bolcheviste était anarchiste ou syndicaliste révolutionnaire »<sup>31</sup>. Elle se présenta aussi comme une simple force complémentaire du mouvement syndical et non comme un parti politique qui assurerait la direction du mouvement ouvrier.

---

<sup>29</sup> Statuts de la FMP, reproduits par José Pacheco PEREIRA, *Questões sobre...., op. cit.*, annexe, doc. VII, p. 55.

<sup>30</sup> *Idem.*

<sup>31</sup> *A Bandeira vermelha*, n° 2, cité par César OLIVEIRA, *O primeiro Congresso do Partido comunista português*, Lisbonne, Seara Nova, 1975, p. 29.

En revanche, par la suite, elle affina ses analyses et se rapprocha des thèses communistes en posant clairement que les syndicats :

« ne peuvent pas préparer l'acte révolutionnaire, ni le mener à bien, même si une fois ce dernier réalisé, ils seront les organismes économiques du nouvel État constitué, [et que] pour préparer et effectuer la révolution, il est indispensable d'avoir un organisme extra-syndical de caractère prolétarien et révolutionnaire »<sup>32</sup>.

Elle se démarquait ainsi de la tradition anarcho-syndicaliste en distinguant la lutte économique, revenant aux syndicats, de la lutte politique, prérogative des partis. Pro-soviétiste, elle entendait lutter pour préparer la révolution et prônait l'union sur le plan national et ibérique de tous ceux qui « admettaient de manière transitoire la dictature du prolétariat »<sup>33</sup>. Elle évoquait, par ailleurs, cette dictature comme « l'expression politique de la nouvelle formule gouvernementale, provisoirement adoptée comme une solution irrémédiable à laquelle on ne peut échapper ». « C'est douloureux, mais c'est nécessaire »<sup>34</sup>, ajoutait-elle.

Si la FMP dans ses statuts d'octobre 1919 ne reprit pas complètement les formules des révolutionnaires bolcheviques, elle s'inscrivit rapidement dans leur courant en acceptant la lutte pour une dictature du prolétariat et la nécessité d'un parti politique révolutionnaire. Tout en publiant dans son journal des citations d'auteurs tant anarchistes que marxistes, elle se rapprocha des principes communistes. Elle se détacha peu à peu des orientations de la toute récente organisation dominée par les syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, la CGT, dont l'organe était *A Batalha* (La Bataille).

Cette recomposition du mouvement ouvrier portugais s'inscrivait dans le tumulte traversé par le Portugal des années 1919-1920. Le pays sortait de la guerre et écartait définitivement son président autoritaire Sidónio Pais<sup>35</sup>. Les luttes ouvrières, fortes du nouvel élan donné par la création de la CGT, se radicalisaient ; les syndicats se multipliaient et voyaient gonfler considérablement leur nombre d'adhérents. La

<sup>32</sup> *A Bandeira vermelha*, n° 11, 14 décembre 1919, cité par João G. P. QUINTELA (1976), *Para a história do movimento comunista em Portugal : 1 a construção do partido (1<sup>o</sup> período 1919-1929)*, Porto, Afrontamento, 1976, p. 15.

<sup>33</sup> *A Bandeira vermelha*, n° 36, 4 juillet 1920, *ibidem*, p. 28.

<sup>34</sup> Article de Manuel RIBEIRO, *A Bandeira vermelha*, n° 10, 7 octobre 1919, *ibidem*, annexe p. 96.

<sup>35</sup> Soutenu par les conservateurs comme par les syndicalistes de l'UON, Sidónio Pais prit le pouvoir en décembre 1917, à un moment où le Portugal était en guerre et traversait une période de féroces luttes politiques et d'instabilité parlementaire croissante. Il dissolut le parlement et instaura un régime autoritaire. Il fut assassiné un an plus tard.

crise du travail consécutive aux démobilisations (embauche, reconversion...) aiguïsa les tensions, comme en témoignent les grèves générales de divers corps de métier de 1919. Afin d'apaiser ce climat insurrectionnel, la République instaura cette même année le ministère du Travail, avec à sa tête le socialiste Dias da Silva<sup>36</sup>, et vota la journée de huit heures. Mais le Portugal assistait à un tournant dans l'histoire de ses luttes avec l'émergence de nouveaux partis que la Révolution d'octobre n'allait cesser d'influencer.

Le Portugal évolua à la périphérie de l'économie capitaliste moderne ; la structure pré-industrielle de sa société conditionna l'auto-organisation de ses travailleurs. Ceux-ci restèrent à la marge des grands débats du mouvement ouvrier européen. Ils en accompagnèrent certes les évolutions générales en créant des associations mutualistes puis ouvrières, se nourrirent des idées socialistes, mais ils ne s'impliquèrent quasiment pas dans la construction des Internationales et alimentèrent bien peu l'effort théorique global. Pourtant, des divergences entre marxistes et bakouniens à la scission de l'AIT en passant par les débats autour de la Commune de Paris, les expériences extérieures eurent de nettes répercussions sur la structuration du mouvement ouvrier portugais. Dominé par les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires, celui-ci parvint à créer sous la République un organe syndical unificateur qui devait déboucher sur la fondation de la CGT. Parallèlement, les espoirs suscités par la Révolution russe poussèrent des anarcho-syndicalistes en recherche de solution politique après l'échec de la grève générale de la fin 1918 à fonder la FMP, première association soviétiste portugaise, ouvrant la voie à la constitution d'un parti communiste au Portugal.

## **B/ L'ÉMERGENCE DU PCP : DES DÉBUTS CHAOTIQUES.**

« Le PCP est exceptionnel par rapport aux « partis frères » de l'Europe occidentale en ce sens qu'il est né d'une scission au sein du mouvement anarchiste et non du parti socialiste, en 1921 »<sup>37</sup>. Ce commentaire de Jacques Georgel résume bien le sentiment de bon nombre d'historiens sur la création du PCP ; sentiment justifié a

---

<sup>36</sup> João FREIRE, *op. cit.*, p. 84.

<sup>37</sup> Jacques GEORGEL, *le Salazarisme, histoire et bilan, 1926-1974*, Paris, Cujas, 1981, p. 88.

*priori* si l'on se réfère à deux données : l'IC, dont le PCP se réclame bien-sûr, est elle-même née principalement d'une rupture avec l'Internationale socialiste. Quant aux autres partis communistes d'Europe occidentale, et en particulier les partis « forts »<sup>38</sup>, ils sont issus d'une scission avec les partis socialistes de leur pays<sup>39</sup>.

Pourtant, le PCP est loin d'être le seul à accueillir en son sein des militants issus de l'anarcho-syndicalisme. Par exemple, posé comme le résultat de la scission de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO – socialiste) au Congrès de Tours de 1920, le PCF fut constitué par divers courants politiques dont une frange des anarcho-syndicalistes, menés par R. Péricat<sup>40</sup>, et des syndicalistes révolutionnaires, rassemblés autour de A. Rosmer<sup>41</sup>, P. Monatte<sup>42</sup> et de la publication *Vie ouvrière*<sup>43</sup>.

Un autre élément engage à relativiser la spécificité du PCP. En effet, si bon nombre des militants qui fondèrent le parti venaient majoritairement des milieux anarcho-syndicalistes, beaucoup le quittèrent rapidement. De plus, le parti possédait dès sa fondation d'autres héritages dont celui transmis par des militants républicains et socialistes ayant rejoint l'organisation. Enfin, si ce particularisme du PCP renvoie à

<sup>38</sup> Le PCF et le PCI, par exemple, sont considérés comme des PC « forts » par l'influence qu'ils exercèrent sur leur scène politique respective et par le nombre de militants qu'ils possédaient. En octobre 1921, le PCF comptait 109 391 militants et 28 825 en 1933. Chiffres tirés de Stéphane COURTOIS & Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, annexe p. 423. Pour un ordre de comparaison : En 1921, le PCP dénombrait environ 1 000 militants et 50 en 1933. Chiffres tirés de José Pacheco PEREIRA, « Problemas da História do PCP », in *O fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1982, p. 280-281.

<sup>39</sup> Toutefois, le PCE (Espagne) fut fondé en 1921 par des socialistes dissidents et par un certain nombre d'anarcho-syndicalistes (en décembre 1919, la Confédération nationale du travail (CNT) avait voté son adhésion provisoire à l'IC), dont les plus connus étaient Andres Nin et Joaquim Maurín. Mais, moins de deux ans après, tous les socialistes (excepté Anguiano qui demeura sans parti) le quittèrent et rejoignirent leur ancien parti, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) qui avait refusé son adhésion à l'IC en avril 1921. Pendant la Dictature, le PC était si insignifiant que Primo de Rivera ne jugea pas utile l'interdiction des journaux communistes. Voir G. BRENNAN (1984), *Le Labyrinthe espagnol*, Paris, Champ libre, 1984, p. 272, note 6.

<sup>40</sup> Raymond Péricat est né en janvier 1873 en Seine-et-Marne et mort en juillet 1958 à Paris. Syndicaliste militant, il fut notamment secrétaire de la Fédération du Bâtiment de 1908 à 1912, puis membre de la commission exécutive du Comité pour la reprise des relations internationales et du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale. Voir J. MAITRON (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, *op. cit.*

<sup>41</sup> Alfred Rosmer est né en août 1877 aux États-Unis et mort en mai 1964 à Créteil. Employé aux écritures, il fut rédacteur de la *Vie ouvrière*, représentant à Moscou du Comité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et membre du Comité exécutif de l'IC. Il fut membre du Comité directeur et du Bureau politique du Parti communiste en 1923-1924. Exclu du PCF, il rejoignit par la suite les trotskystes et participa en 1925 à la nouvelle revue *Révolution prolétarienne*. *Idem.*

<sup>42</sup> Pierre Monatte est né en Haute-Loire en janvier 1881 et mort à Paris en juin 1960. Correcteur d'imprimerie et militant syndicaliste révolutionnaire, il est le fondateur en 1909 de la *Vie ouvrière*. Militant du PCF, il en est exclu en 1924 avec Rosmer et adhéra à *Révolution prolétarienne*. *Idem.*

<sup>43</sup> Voir Stéphane COURTOIS & Marc LAZAR, *op. cit.*, pp. 41 et 42.



une faiblesse théorique des militants libertaires portugais, il s'explique aussi par les conditions socio-économiques du pays. Le Portugal était un pays capitaliste à la forte historicité mais somme toute périphérique. La faiblesse de son industrialisation et de sa classe ouvrière peut expliquer, en partie, l'état cacochyme de son Parti socialiste à ce moment-là. Si ce dernier surgit précocement (1875), l'étroitesse de son champ d'action, ses dissensions internes et ses choix politiques sous la République avaient eu quasiment raison de lui. Aussi, le PCP ne peut-il naître de la social-démocratie car celle-ci est pratiquement inexistante dans le Portugal des années 1920 et que ni la Grande Guerre ni la Révolution russe n'avaient provoqué au sein du PS de débat de fond, voire de schisme.

Cela dit, il s'agit d'insister sur cette caractéristique du parti car elle explique la difficile affirmation identitaire du PCP, pris entre la présence et l'influence des cultures politiques libérales (secteurs républicains) et celles des libertaires. Cette spécificité conduisit à une sorte de « crise identitaire congénitale » du parti en ce sens que le PCP passa ses jeunes années à se défaire de ces héritages politiques, puis n'eut de cesse, tout au long de son histoire, de recentrer ses militants enclins aux « déviations ». Cette naissance atypique peut expliquer, par ailleurs, le souci constant des dirigeants du parti d'être les bons élèves de la politique moscovite dans un soutien inconditionnel aux directives du PCR(b) (Parti communiste russe – bolchevique) puis du PCUS (Parti communiste d'Union soviétique).

### **1/ Les maximalistes fondateurs du PCP.**

La Révolution d'octobre avait provoqué, indirectement, la formation de la FMP en 1919. Les quotidiens nationaux s'étaient fait l'écho de l'événement mais, selon César Oliveira, dans la presse militante, seule *A Sementeira* (La Semeuse), publication anarchiste, avait proposé des articles afin de situer et d'analyser cet épisode révolutionnaire<sup>44</sup>. Par la suite, les deux nouveaux organes militants, *A Batalha* (CGT) et *A Bandeira vermelha* (FMP), s'en emparèrent. Dans *A Batalha*, Manuel Ribeiro<sup>45</sup>, futur rédacteur en chef de l'organe de presse du PCP, *O Comunista*, créa à

---

<sup>44</sup> César OLIVEIRA, *O primeiro Congresso...*, op. cit., p. 27.

<sup>45</sup> Manuel Ribeiro était employé des chemins de fer portugais (CP) et fervent militant syndical. Il avait participé au 1<sup>er</sup> Congrès national ouvrier en 1909. Fondateur de la FMP, il le fut également du PCP.

partir de mars 1919, une rubrique « *Na linha de fogo* » (Dans la ligne de mire) où il défendait la Révolution russe. Avec la publication de *A Bandeira vermelha*, ce travail d'information et de réflexion se poursuivit. Les autorités saisirent immédiatement le numéro 1 de ce journal, mais il n'en continua pas moins à paraître, affirmant chaque jour un peu plus le soutien des maximalistes aux bolcheviques (*cf. supra*)<sup>46</sup>. La presse de la FMP n'était pas la seule à appuyer la Révolution russe. Les anarcho-syndicalistes de *A Batalha* tout en relevant les divergences théoriques qui les séparaient des bolcheviques apportèrent jusqu'en 1921 leur soutien au nouveau régime. L'accès à une connaissance plus approfondie, plus précise de la nature du pouvoir bolchevique, la mise en place de la NEP (Nouvelle politique économique), la nouvelle de la répression de Cronstadt changèrent les dispositions des libertaires à l'égard de cette révolution. Sur le plan national, le développement de la FMP, qui réintroduisait notamment l'idée au sein du mouvement ouvrier portugais de la nécessité d'un parti de la classe ouvrière, aiguïsa les tensions. La rupture devint inéluctable avec la fondation au Portugal en 1921 du fameux parti projeté : le PCP.

Si la FMP défendit la création d'une telle organisation, elle ne participa point en tant que telle à sa mise en place. En effet, l'emprisonnement de son secrétaire général, Manuel Ribeiro, en décembre 1920, provoqua la disparition de l'organisation et la suspension de la publication de *A Bandeira vermelha* qui s'arrêta au numéro 53 pour ne reprendre qu'en avril 1921 (numéro 54 – Année II). Selon João Madeira, l'extinction de la FMP s'explique également par son incapacité « à se débarrasser de [son] anarchisme d'origine » et par son cantonnement à « l'action propagandiste »<sup>47</sup>.

Quoi qu'il en soit, les militants les plus actifs de la Fédération, Manuel Ribeiro, António Peixe, Francisco Dias, Arsénio Filipe, José da Silva Oliveira..., tentèrent d'organiser un PC. Par l'intermédiaire de Nascimento Cunha, ils parvinrent à insérer dans *A Batalha* (CGT), fin janvier 1921, la publication d'un projet de bases organiques pour ce parti. S'ils y réitérèrent un « appui inconditionnel à la CGT », ils y proposèrent également « l'organisation des travailleurs sur la triple base de la résistance politique,

---

Après sa conversion au catholicisme aux alentours du V<sup>e</sup> Congrès de l'IC, c'est-à-dire au printemps 1924, il poursuivit son activité politique mais laissa le parti.

<sup>46</sup> Néanmoins, remarquons que *A Bandeira vermelha* en août 1920 tirait à 4 000 exemplaires alors que *A Batalha* en sortait 20 000. Cette comparaison relativise l'influence des maximalistes au Portugal, pays de surcroît au fort taux d'analphabétisme (environ 75%).

<sup>47</sup> João MADEIRA, « O PCP e a *validade universal* da experiência soviética », *História* (Lisbonne), n° 2, mai 1998, p. 17.

syndicale et coopérativiste »<sup>48</sup>. De plus, ils posaient comme objectif du nouveau parti « la socialisation intégrale de tous les moyens de production, de circulation et de consommation, c'est-à-dire, la transformation radicale de la société capitaliste en société communiste »<sup>49</sup>. La guerre entre la CGT et les communistes était ouverte.

Les maximalistes persistent dans leurs convictions d'autant plus qu'ils reçurent en cette année 1921 le soutien de deux communistes espagnols mandatés par l'Internationale syndicale rouge<sup>50</sup> (ISR, ou ISV pour *Internacional sindical vermelha*), Jesus Ibanez et Joaquin Maurín. Leurs discussions favorisèrent la constitution du PCP, le 1<sup>er</sup> mars 1921. En octobre de la même année, parut alors à Lisbonne le premier numéro de *O Comunista*, hebdomadaire du PCP. Manuel Ribeiro en fut le rédacteur principal jusqu'en novembre 1921, assurant ainsi la publication des sept numéros de la première série. Nascimento Cunha et Caetano de Sousa l'aiderent dans sa tâche. La direction du parti, ou « *junta nacional* »<sup>51</sup> était assistée de deux commissions : la Commission générale d'éducation et de propagande et le Conseil économique.

Contrairement à celles de la FMP, qui, dans leur article 3, interdisaient la lutte sur le plan électoral, les bases du PCP ouvraient la porte à l'action parlementaire. Les débats survenus sur la scène portugaise à la suite de la Révolution d'Octobre n'avaient jusque là point suscité de conflit irrémédiable. La FMP, organisation pourtant extra-syndicale, ne s'était pas attirée durant sa courte existence (octobre 1919 – décembre 1920) les foudres des milieux anarchistes. En revanche, l'adoption par le PCP d'un possible parlementarisme allait entériner la rupture entre les différentes composantes du mouvement ouvrier portugais en distinguant clairement communistes et libertaires. De plus, apparues peu de temps après le PCP, les *Juventudes comunistas* (Jeunesses communistes, JC) naquirent, indirectement, de la scission des Jeunesses syndicalistes (anarcho-syndicalistes), alimentant un peu plus les rancœurs des anarchistes.

<sup>48</sup> Base 2, *A Batalha*, janvier 1921, cité par Ramiro da COSTA, *Elementos...*, *op. cit.*, p. 133. Souligné par moi.

<sup>49</sup> Base 3, *idem*.

<sup>50</sup> Créée au III<sup>e</sup> Congrès de l'IC tenu en juin et juillet 1921, elle devait regrouper les syndicalistes communistes.

<sup>51</sup> Elle se composait en mars 1921 de Alberto Júlio Das Neves, Fernando Barbosa Vasconcelos, Caetano de Sousa, Manuel Maria de Sousa et José Maria Gonçalves. Tiré de la liste établie par Pacheco PEREIRA publiée dans *Estudos sobre o comunismo* (Lisbonne), n° 1, septembre-décembre 1983, p. 20.

En effet, en janvier 1921, deux groupes s'étaient constitués à partir des Jeunesses syndicalistes<sup>52</sup>. L'un d'entre eux, conduit par le secrétaire général lui-même José de Sousa<sup>53</sup>, participa directement à la mise en place des JC. Il faut toutefois préciser que les socialistes intervinrent également dans la formation de l'organisation de jeunesse du PCP. Dès 1920, les militants du PSP moribond en discutaient la dissolution, envisageant même pour certains de le transformer en PC. Ces débats internes amenèrent les Jeunesses socialistes à la scission et à prendre contact avec l'IC<sup>54</sup>. Bon nombre des jeunes militants socialistes rejoignirent alors les JC. C'est ainsi que la direction des JC incluait en juillet 1921 un militant issu des Jeunesses socialistes, Pires Barreira<sup>55</sup>. Certains militants du PSP allèrent jusqu'à soutenir le PCP comme à Lisbonne et même à y adhérer comme à Coimbra<sup>56</sup>. L'entrée de socialistes dans ces deux organisations communistes contrebalança quelque peu l'influence des anarcho-syndicalistes dans la constitution du PCP et des JC.

Il est à noter que la naissance du PCP ne correspondit pas à un accroissement des secteurs maximalistes ni même à une influence grandissante de leur courant sur les milieux ouvriers. D'ailleurs, les temps se montraient plutôt difficiles pour ces partisans des bolcheviques, une forte propagande anticommuniste faisant rage au Portugal. Celle-ci se nourrissait des « apparitions » en 1917 de la Vierge à trois bergers de Fátima, des articles à partir de 1922-23 de la presse nationale plutôt favorables aux dictatures de Mussolini et de Primo de Rivera et des actions de la Confédération patronale. De plus, cette période 1919-1924 correspondit à l'apogée de la CGT, laissant à la marge les communistes portugais.

Les anarcho-syndicalistes, déjà irrités par la scission des Jeunesses syndicalistes, réagirent également très mal au manifeste du PCP de juillet 1921 qui reproduisit et accepta les 21 conditions d'adhésion à l'IC. Comme celles-ci énonçaient que : « les Partis désireux d'appartenir à l'IC ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du

<sup>52</sup> Voir João FREIRE, « As Juventudes sindicalistas : um movimento singular », *Penélope, fazer e desfazer a História* (Lisbonne), n° 4, avril 1990, p. 120.

<sup>53</sup> José de Sousa était ouvrier métallurgique et militant syndicaliste.

<sup>54</sup> Pacheco PEREIRA, « O PCP na I<sup>a</sup> República... », *op. cit.*, p. 7.

<sup>55</sup> Les autres membres de la direction étaient : José de Sousa, António Monteiro, Ernesto Bonifácio, Pereira Júnior, Manuel Francisco Roque Júnior et Armando dos Santos. Tiré de Pacheco PEREIRA, *Estudos sobre...*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>56</sup> Alberto VILAÇA, *Para a história remota do PCP em Coimbra, 1921-1946*, Lisbonne, eds Avante!, 1997, p. 32.

centre, et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations », ils commencèrent à accuser le PCP de « division », renforçant par-là même les polémiques entre ces deux composantes du mouvement ouvrier portugais.

Le PCP affirmait les principes et les objectifs de l'IC et réactivait les concepts de « dictature du prolétariat » et « d'avant-garde ». Pourtant, il ne rompit pas immédiatement avec sa culture politique libertaire. Ainsi, dans les bases organiques provisoires publiées dans le premier numéro de *O Comunista* (octobre 1921), posa-t-il que le parti était « une organisation politique nationale assise sur des bases décentralisées et fédéralistes »<sup>57</sup>. Cette disposition reprenait d'ailleurs en cela le premier projet de janvier 1921<sup>58</sup>. Le débat sur le fédéralisme avait existé au sein de la première Internationale entre Bakounine et Marx et plusieurs critères distinguaient clairement le fédéralisme anarchiste et anarcho-syndicaliste du mode d'organisation par fédération des partis communistes. Or, les dispositions organisationnelles prônées par le PCP ne correspondaient pas totalement à celles préconisées par les marxistes. Au sein du PCP, la séparation entre principes libertaires et résolutions bolcheviques épousait des contours flous. Cette posture de conciliation avait même amené un soviétiste à expliquer en octobre 1921 que :

« Entre les militants communistes et anarchistes, il doit y avoir la plus rigoureuse unité de point de vue. En effet, à l'intérieur de l'organisation syndicale on ne peut consentir plus longtemps à la confusion qui s'est répandue au sein du prolétariat. Nous sommes tous des communistes plus ou moins libertaires, pour cela les divergences qui surgirent dernièrement [...] doivent disparaître puisque nos idées ont pour but de libérer l'humanité »<sup>59</sup>.

Ces confusions théoriques amènent alors Carlos da Fonseca à dire que : « Sur deux douzaines de cas portugais étudiés, un seul militant (Carlos Rates) n'identifia pas les conseils ouvriers (soviets) à des groupes anarchistes élargis »<sup>60</sup>.

Séduits par la Révolution bolchevique et les objectifs de l'IC, mais attachés aux valeurs libertaires déterminantes dans l'élaboration de leur culture politique, les militants tentèrent, dans ces premières années, de concilier anarchisme et communisme. La bonne entente désirée ne se fit point par la construction d'une synthèse entre ces deux idéologies, mais par la présentation alternée ou

<sup>57</sup> *Idem.*

<sup>58</sup> *A Batalha* du 27-28 et 29 janvier 1921, cité par João G.P. QUINTELA, *Para a história...*, p. 40.

<sup>59</sup> Article de José da Silva Oliveira, *O Comunista*, n° 1, *op. cit.*, p. 1.

<sup>60</sup> Carlos da FONSECA, *Para uma análise...*, *op. cit.*, p. 62.

concomitante de thèses bolcheviques et de thèses anarchistes. Ce va-et-vient récurrent expliqua la difficile affirmation politique du PCP.

Jusqu'en 1923, date de son premier congrès, le parti connut une période tourmentée, de complexe élaboration théorique que seule l'intervention d'un délégué de l'IC vint apaiser.

## **2/ Si jeune et déjà deux partis... Le I<sup>e</sup> Congrès du PCP.**

Pour l'année 1922, l'activité du PCP reste obscure. La parution de *O Comunista* (dont le premier numéro aurait été tiré à 8 000 exemplaires<sup>61</sup>) fut suspendue après le numéro du 27 novembre 1921 pour ne ressortir qu'en mai 1923. À partir de cette date, Carlos Rates en assura la direction. Le journal se présenta d'abord simplement comme « journal communiste » puis, après le Congrès de novembre 1923, à nouveau comme « organe du PCP ».

À partir de ces années 1922-23, les rapports avec les syndicalistes se détériorèrent. En effet, le III<sup>e</sup> Congrès national ouvrier qui se tint à Covilhã en octobre 1922 vota l'adhésion à l'Internationale de Berlin (AIT reconstituée)<sup>62</sup>. Pourtant, afin d'éviter la scission avec les anarcho-syndicalistes, les partisans de l'ISR (Internationale syndicale rouge), certes minoritaires, y acceptèrent de repousser à plus tard l'adhésion à « leur » internationale. Cependant, les contacts avec les bolcheviques vinrent modifier ce compromis de raison et rompre les équilibres précaires mis en place. Caetano de Sousa, qui avait abandonné la direction des JC pour intégrer celle du PCP, partit avec Pires Barreira, membre des JC, pour Moscou à la fin 1922 pour assister au IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC prévu le 5 novembre. Cette rencontre infléchit sérieusement la vie du parti. Comme, selon un membre de l'Internationale, le PCP « n'avait pas encore une clarté doctrinale et une sûreté tactique semblables à celles d'autres sections de l'Internationale, [...] les camarades délégués au IV<sup>e</sup> Congrès reconnurent eux-mêmes avoir beaucoup appris à Moscou »<sup>63</sup>.

<sup>61</sup> Caetano de Sousa, « Compasso de espera », *O Comunista*, série I, n° 7, 27 novembre 1921, p. 1.

<sup>62</sup> La commission chargée de l'organisation du Congrès avait entériné le principe de l'adhésion de la Confédération à l'ISR. Mais, elle approuva également une résolution sur l'« organisation sociale syndicale » quelque peu en contradiction avec les principes de l'ISR. Après d'âpres débats, la CGT vota finalement son adhésion à l'AIT de Berlin. Voir Ramiro da COSTA, *Elementos...*, op. cit., p. 144.

<sup>63</sup> J. HUMBERT-DROZ, *De Lénine à Staline, dix ans au service de l'IC (1921-1931)*, Neuchâtel, Labaconnière, 1971, p. 170.

À leur retour, ces militants conclurent que le parti, qui comptait à ce moment-là 2 900 inscrits<sup>64</sup>, connaissait une faiblesse doctrinale certaine et décidèrent pour y remédier de l'épurer en excluant les membres non nettement communistes. Pour ce faire, ils firent nommer par la direction du parti, et avec l'aide des JC, une commission de réorganisation à laquelle furent confiés des pouvoirs de direction. Mais, probablement inspirée par la conception du syndicat de certains militants formés dans l'anarcho-syndicalisme, cette commission décida, entre autres, « la non-application de l'article 9 des 21 conditions »<sup>65</sup>, article qui définissait en fait les orientations du travail syndical des PC, les noyaux communistes devant conquérir les syndicats. Fâchés, les deux anciens délégués au IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC préparèrent en réaction, et avec l'aide des JC, une conférence secrète en mars 1923 pour mener à bien l'épuration du parti. Guidés, entre autres, par Caetano de Sousa, ces dissidents nommèrent un Comité central (CC). Les militants de la commission de réorganisation et ceux exclus par le nouveau CC tardèrent à réagir mais, dirigés par Carlos Rates notamment, ils créèrent une fraction qui donna lieu à un deuxième PCP.

Face à cette confusion et à l'existence de deux organisations se réclamant de la troisième Internationale, l'IC chargea un délégué, Humbert-Droz<sup>66</sup>, de se rendre au Portugal afin d'évaluer ce qui se passait réellement et d'intervenir pour trouver un compromis entre les deux parties. Ce délégué arriva en août 1923 à Lisbonne. Il rencontra le groupe de Caetano de Sousa qui, attendant la décision de l'IC, avait suspendu publiquement ses interventions militantes, et le groupe de Carlos Rates qui, bien que présentant des « erreurs doctrinales », poursuivait ses actions politiques et syndicales. Au nom de l'IC, Humbert-Droz, qui reconnaissait que « l'initiative des Jeunesses et de quelques camarades se substituant aux organismes réguliers du parti fut une grave erreur de tactique et de discipline »<sup>67</sup>, déclara irrégulières les précédentes procédures d'exclusion. Il constata que « la solution la plus simple de la crise eut été de reconnaître le parti de Rates comme section de l'IC [mais que] le parti

<sup>64</sup> Chiffres tirés de Ramiro da COSTA, *Elementos...*, *op. cit.*, p. 137. L'auteur remarque par ailleurs que seuls 1 702 adhérents payaient leurs cotisations.

<sup>65</sup> Décision de l'Internationale dans la crise du parti portugais, Lisbonne, 12 août 1923. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F495, op 18, d 190.a // caisse 1, paquet 1, document 1. Pour rappel, l'article 9 stipulait, entre autres, que les « noyaux communistes devaient être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti ».

<sup>66</sup> Ancien pasteur, Humbert-Droz, né en 1891, adhéra au socialisme puis au communisme. Il fut délégué de l'IC à Paris, Berlin et en Italie, couvrant peu à peu tous les pays latins y compris ceux d'Amérique latine. Il fut exclu de l'internationale pour « trotskysme » et rejoignit le parti socialiste suisse.

<sup>67</sup> J. HUMBERT-DROZ, *op. cit.*, p. 170.

n'[étant] pas riche en forces [il crût] bien faire en tentant un rapprochement de ces deux groupes »<sup>68</sup>. Il est vrai que les deux PCP s'étaient transformés en groupuscules détachés de la scène politique portugaise, et ce malgré les activités du noyau de Rates qui avait créé vingt sections<sup>69</sup>. À l'inverse, pendant ce temps-là, la CGT continuait à croître et participait aux grèves partielles qui s'intensifièrent en 1922. Elle étoffa son aura en donnant une dimension internationale à son action : elle envoya Perfeito de Carvalho, ouvrier graphique rédacteur assidu de *A Batalha*, à Moscou en 1921-22 afin qu'il recueillît des informations sur l'ISR, puis, finalement, adhéra à l'AIT lors du Congrès de Covilhã. Le jeune PCP, ou plutôt les deux jeunes groupes communistes, s'épuisaient donc en querelles internes, délaissant le terrain de la lutte aux anarcho-syndicalistes.

Pour remédier au problème, Humbert-Droz nomma un comité de sept membres<sup>70</sup> chargé d'organiser le I<sup>e</sup> Congrès du PCP, ou congrès constitutif, qui eût lieu du 10 au 12 novembre 1923. Quatre-vingt huit délégués et deux indépendants<sup>71</sup> qui « avaient, à défaut de culture, un [réel] sens prolétarien et révolutionnaire »<sup>72</sup> assistèrent aux débats. En sa qualité de délégué de l'IC, Humbert-Droz intervint dans le déroulement du congrès et appuya, de fait, le groupe de Carlos Rates que l'évolution du parti devait finalement renier. Bento Gonçalves n'écrivait-il pas d'ailleurs quelques années plus tard : « L'IC aurait-elle pu résoudre la situation du parti à cette date ? Nous pensons que oui, si le délégué qu'elle avait envoyé avait été, de fait, un camarade politiquement juste [...et non] un opportuniste de droite »<sup>73</sup>. Cela dit, les « penchants » politiques de Humbert-Droz n'expliquent pas à eux seuls sa décision d'appuyer le groupe de Rates. La question de l'intervention syndicale des communistes se situa au cœur de ce choix.

La minorité de Caetano de Sousa refusait tout travail syndical, souhaitant recentrer l'effort théorique sur le politique. Or, les membres les plus actifs de la

<sup>68</sup> *Ibidem*, p. 174.

<sup>69</sup> J. HUMBERT-DROZ, *Rapport sur le I<sup>e</sup> Congrès et la crise du PCP*, Paris, 21 novembre 1923. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F495, op 18, d 190.a // caisse 1, paquet 1, document 1.

<sup>70</sup> Composé de Carlos Rates, Nascimento Cunha, Christiano Linhares, Utra Machado, Alfredo Monteiro, Abel Pereira et Pires Barreira. *O Comunista*, série I, n° 5, 10 septembre 1923, p. 2.

<sup>71</sup> Chiffres tirés de César OLIVEIRA, *O primeiro Congresso...*, *op. cit.*, p. 45. Toutefois, selon Humbert-Droz, il comptait 129 délégués, *in* J. HUMBERT-DROZ, *op. cit.*, p. 182. En revanche, l'article « O congresso comunista », *O Comunista*, série I, n° 7, décembre 1923, en dénombrait 118.

<sup>72</sup> J. HUMBERT-DROZ, *op. cit.*, p. 182.

<sup>73</sup> Bento GONÇALVES, *Palavras necessárias*, *op. cit.*, p. 98.



minorité syndicale de la CGT favorable à l'ISR étaient sympathisants du PCP, mais non militants. Pour le représentant de l'IC, il s'agissait de développer l'intervention du parti au sein de cette minorité et de l'amener à y adhérer. D'autant plus que « vingt et un camarades [avaient récemment] signé un manifeste « Moscou-Berlin » qui prenait position contre l'adhésion de la CGT à l'Internationale de Berlin [AIT] et pour l'ISR »<sup>74</sup>. De plus, le groupe de Carlos Rates entendait également former les militants à l'esprit du marxisme et souligner « l'antagonisme entre le communisme marxiste et le communisme anarchiste ». Aussi, pour ménager ces bons militants, membres du parti ou partisans de l'ISR, Humbert-Droz demanda-t-il au Congrès de confirmer l'exclusion de Caetano de Sousa et de procéder à d'autres exclusions et suspensions. Une nouvelle direction fut alors élue<sup>75</sup>.

Le Congrès, dont les débats tournèrent autour de thèmes chers à l'IC, tels que la distinction entre parti de masse et travail syndical, fixa les diverses tactiques à mettre en place immédiatement par le PCP. Elles précisèrent les attitudes à adopter envers le Parti socialiste, dont une frange manifestait de la sympathie pour les communistes, envers la CGT, les paysans et les « bourgeois de gauche ». Le Congrès revint également sur la spécificité du travail illégal prôné par l'IC. En effet, le PCP s'était auparavant perdu dans des actions non conformes aux principes de l'Internationale. Dans la droite ligne des actions anarchistes, des membres du parti et notamment des JC avaient, par exemple, fomenté des attentats. De plus, ils avaient organisé d'autres actions, authentiques « dérapages », comme des vols ou la fabrication de fausse monnaie. Humbert-Droz condamna, bien entendu, ces pratiques et rappela qu'il fallait entendre par « action illégale » la mise en place de noyaux militants dans l'armée et la police.

D'un point de vue organisationnel, le Congrès entérina le classique schéma pyramidal. Il définit l'organisme de base du parti : la « *comuna de freguesia* » (section de quartier), à l'échelle supérieure, la fédération de sections et au sommet, le CC. Il évoqua également la création de conseils ouvriers, organismes de contrôle de la production qui visaient à rendre plus étroits les liens entre usines et syndicats. Le

<sup>74</sup> J. HUMBERT-DROZ, *op. cit.*, p. 175.

<sup>75</sup> Les membres exclus sont : Caetano de Sousa et Monteiro ; ceux suspendus jusqu'au prochain congrès : Fernandes, Salles et Antello et ceux suspendus pendant six mois : Barreira, José de Sousa, Aragão, Fontes, Cardoso. Les membres de la nouvelle direction sont : Carlos Rates, António Vieira Bastos, Raúl Lavado, Alberto Monteiro, Francisco Rodriguês Loureiro, Inácio Gracia Ramos, Salvaterra Júnior, Manuel Martins, António Rodriguês Graça. Tiré de Pacheco PEREIRA, *Estudos sobre...*, *op. cit.*, p. 20.

Congrès décida de maintenir la publication de *O Comunista*, réapparu en mai 1923<sup>76</sup>, qui sortit alors jusqu'en juillet 1925 avec Carlos Rates comme rédacteur principal.

L'analyse des débats du congrès et de certains articles de *O Comunista* fait écrire à João Quintela que :

« se trouvaient déjà ici les grandes lignes d'orientation de la III<sup>e</sup> Internationale de 1924 : la réorganisation des partis communistes, leur implantation dans les entreprises, le renforcement de la centralisation, l'analyse du fascisme et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier-paysan. Le PCP commençait très clairement sa « bolchevisation »<sup>77</sup> » .

Pourtant, plusieurs éléments amènent à nuancer cette affirmation. Tout d'abord, le PCP ne mit en place que des sections de quartier ; il ne créa point de cellules d'entreprise. Ensuite, s'il adopta les principes de l'IC et notamment ceux votés lors du V<sup>e</sup> Congrès tenu en 1924, ce fut Humbert-Droz qui représenta officiellement le PCP à ce congrès et non Carlos Rates, pourtant présent<sup>78</sup>. Ce dernier n'en publia pas moins à son retour « *A Rússia dos Sovietes* » (La Russie des Soviets). Rien n'indique cependant que, dans la pratique, le parti ait assimilé les orientations de l'Internationale. Enfin, des « dérapages » persistaient puisque, dans les années 1923 et 1924, certains militants participèrent à des complots du Parti républicain radical<sup>79</sup>. L'aile gauche de celui-ci, menée par José Domingues dos Santos, entendait renverser le Président de la République, Manuel Teixeira Gomes. Or, il n'était pas dans la stratégie bolchevique de prêter main forte aux partis bourgeois désireux de renverser un de leurs gouvernements pour le remplacer, de surcroît, par un autre gouvernement bourgeois. Aussi, la collaboration de communistes au complot dévoilait-elle la persistance d'attitudes « hérétiques » au sein du parti, au-delà de son adhésion aux principes bolcheviques.

Malgré l'intervention du délégué de l'IC, les trois années qui séparent le I<sup>e</sup> Congrès du PCP de son II<sup>e</sup> ne lui permirent pas de se stabiliser, de renforcer sa réflexion idéologique. Si le parti régla la question de son activité syndicale et de ses

<sup>76</sup> Ce second *O Comunista* est toujours répertorié comme « première série » alors qu'il reprend sa numérotation au n° 1, le 1<sup>er</sup> mai 1923.

<sup>77</sup> João G. P. QUINTELA, *Para a história...*, op. cit., p. 62.

<sup>78</sup> Le PCP avait mandaté Humbert-Droz comme représentant au V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale. Ce fut l'IC elle-même qui demanda au parti de faire un effort afin qu'il envoie, au moins, un Portugais. Lettre de l'IC au CC du PCP, 15 mai 1924. Archives ICS, fonds IC, F 495, op 18, d 190a // caisse 1, paquet 2, document 3.

<sup>79</sup> António José TELO, *Decadência e queda da 1<sup>a</sup> Republica portuguesa, 1925-1926*, vol. II, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1980, p. 126.

rapports avec les anarcho-syndicalistes, il n'en resta pas moins marginal politiquement et en proie à d'éternelles querelles internes.

### **3/ D'un congrès à l'autre – 1923-26.**

Jusqu'au II<sup>e</sup> Congrès du PCP, tenu en 1926, l'activité du parti en tant que tel s'avéra mineure. En revanche, profitant des difficultés naissantes de la CGT (baisse des effectifs, échecs des grèves partielles de 1923), les partisans de l'ISR redoublèrent leurs interventions. Forte du passage de Humbert-Droz, la minorité syndicale s'organisa et publia en novembre 1923 le premier numéro de son journal : *A Internacional*. La CGT possédant son propre organe de presse, elle demanda des explications aux internationalistes. Ceux-ci se justifèrent en évoquant l'impossibilité dans « l'organe quotidien de l'organisation ouvrière, [...] d'exposer des idées ou de défendre des tendances révolutionnaires qui ne soient pas celles que professent ceux qui se trouvent à la tête de l'organisation syndicale »<sup>80</sup>. Ils décidèrent d'axer leurs tâches autour de la diffusion et de l'imposition de leur ligne et demandèrent, en conséquence, la réforme du Comité confédéral de la CGT. Les partisans de l'ISR se regroupèrent en Noyaux syndicalistes révolutionnaires (NSR). Tout en appuyant la Confédération, ils combattirent la direction de la CGT et publièrent en avril 1924 les statuts de l'ISR qui précisaient dans leur préambule que l'Internationale de Berlin (AIT) avait une politique de collaboration de classe et défendait une voie pacifique de passage du capitalisme au socialisme, alors que l'ISR défendait, elle, la dictature du prolétariat avec l'aide de l'IC<sup>81</sup>. La scission qui couvait depuis 1922 survint à l'automne 1925<sup>82</sup>. Les syndicats affiliés à cette internationale abandonnèrent la CGT après que le IV<sup>e</sup> Congrès national ouvrier tenu à Santarém en septembre de cette année-là entérina l'orientation anarcho-syndicaliste de la Confédération. L'IC intervint pour éviter la rupture ; son Comité exécutif affirma, en 1926, avoir « été contraint de se prononcer contre la ligne politique et syndicale du jeune PC du Portugal [et], dans le domaine syndical, [avoir] dû redresser la politique du parti qui avait amené à la

---

<sup>80</sup> *A Internacional*, année I, n° 1, 3 novembre 1923, p. 1.

<sup>81</sup> *A Internacional*, année I, n° 12, 12 avril 1924, p. 5.

<sup>82</sup> Ramiro da Costa date la scission de fin 1924 et J. P. Quintela de septembre 1925. Ramiro da COSTA, *Elementos...*, *op. cit.*, p. 145, et João G. P. QUINTELA, *Para a história...*, *op. cit.*, p. 64.

scission »<sup>83</sup>. Néanmoins, la division était consommée bien que les partisans de l'ISR soient restés dans la centrale et aient attendu le début des années 1930 pour s'organiser.

Pendant que ces débats internes minaient peu à peu la Confédération, la situation politique au Portugal se détériorait. Face à la contestation paysanne et ouvrière des années 1918-23, la Confédération patronale décida de se réorganiser. Ainsi, en 1924, naissait l'*União dos interesses económicos* (Union des intérêts économiques, UIE) qui rassemblait les grands latifundistes et les industriels portugais. De même, face à l'instabilité constante des gouvernements, face à la victoire du Parti démocratique aux élections de 1925, les Forces armées adoptaient une attitude chaque jour plus défensive jusqu'à passer à l'offensive par une tentative de coup d'État le 18 avril 1925<sup>84</sup>. Cette intervention, ratée, de l'armée modifia les relations au sein de la centrale syndicale. En effet, l'aile modérée de la CGT qui dominait jusqu'alors la Confédération fut durement critiquée par l'aile radicale. En réaction au 18 avril, elle avait mené contre le putsch de droite une politique d'unité très large acceptant une alliance avec les partis politiques « bourgeois » rassemblés au sein du Comité des gauches (*Comité das esquerdas*). Les anarcho-sindicalistes radicaux réfutèrent cette orientation et décidèrent de rompre avec toute politique d'alliance. En opposition à cette tactique, les partisans de l'ISR s'allièrent dans un premier temps aux modérés. Ils prônèrent une politique d'alliance similaire à celle défendue depuis 1924 par le PCP.

Mené par Carlos Rates, le parti souhaitait contrecarrer le danger représenté par la droite. Il entendait resserrer les liens avec l'organisation de José Domingues dos Santos (issu du Parti républicain radical) : l'*Esquerda democrática* (Gauche démocratique). Dans cette optique, le PCP, qui depuis son Congrès de 1923 avait clairement opté pour l'action parlementaire, participa aux élections législatives de novembre 1925. Fort de sa politique unitaire, il présenta huit candidats insérés dans les listes de *Esquerda democrática*. Pourtant, aucun ne fut élu. Si à l'intérieur du parti les critiques fusèrent contre cette alliance avec les partis « bourgeois », l'IC semble avoir appuyé la tactique suivie par la direction de Carlos Rates.

<sup>83</sup> *Rapport du comité exécutif (CE) du Komintern au VI plénum élargi du CE de l'IC, s/d* (sachant que le VI<sup>e</sup> plénum élargi se tint en mars 1926), p. 1. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 495, op 164, doc 16 // document 279, paquet 82, caisse 4.

<sup>84</sup> Voir pour plus de détails António Costa PINTO, « A queda da primeira República », in Nuno Severiano TEIXEIRA & António Costa PINTO, *op. cit.*, pp. 40-41.

En effet, le nouveau rapporteur de l'IC pour le Portugal, H. Dupuy<sup>85</sup>, ne sembla pas s'opposer à cette stratégie. Dans son rapport du 27 novembre 1925<sup>86</sup>, il ne fit aucune référence à ce propos. Après un état des lieux de la situation politique, jugée « instable », de celle économique, qualifiée de « sans issue », il constatait que les partisans de l'ISR étaient inactifs et que le PCP avait besoin d'une aide immédiate. D'après lui, les militants s'avéraient de bons éléments, même « s'ils avaient encore beaucoup de préjugés syndicalistes à combattre pour devenir un parti bolchevique »<sup>87</sup>. Il leur reconnaissait néanmoins des circonstances atténuantes : l'absence de diffusion de livres communistes au Portugal. Pour l'IC, la réorganisation impulsée lors du I<sup>e</sup> Congrès du parti n'avait pas suffi à effacer totalement son héritage anarcho-syndicaliste.

Selon Pacheco Pereira, avec les passages des nouveaux délégués de l'IC (Dupuy puis Codovilla), l'Internationale changea même de tactique pour le PCP. Elle retira peu à peu son appui à Carlos Rates pour finalement le donner aux opposants de 1923. Ainsi, les militants exclus à cette date réintégrèrent-ils le parti fin 1924 et, en 1925, ils en contrôlaient les postes clés. L'IC s'impliquait grandement dans la formation politique de sa section puisqu'en 1925 le parti avait déjà reçu quatre visites de ses délégués<sup>88</sup>. À la fin de cette année, celui-ci comptait 157 militants et 778 sympathisants, mais les efforts de l'Internationale ne l'empêchèrent pas d'être « en crise comme n'importe quelle organisation ouvrière à la fin de la République »<sup>89</sup>.

Dans ce contexte de reflux du mouvement ouvrier, ni la campagne unitaire (PCP, PS, CGT, Gauche républicaine) antifasciste de début 1926, ni la conférence de tous les syndicats éloignés de la CGT (proches ou affiliés à l'ISR) ne donnèrent un second souffle au PCP. Il convoqua toutefois son II<sup>e</sup> Congrès pour le 29 mai 1926 et,

<sup>85</sup> Pereira s'interrogeait dans l'article de 1982 « Problemas da História do PCP » sur l'identité de Dupuy (serait-ce le pseudonyme de Doriot ?). Néanmoins, dans son livre récent, P. Broué propose de voir derrière le pseudonyme de Dupuy le communiste italien Higinio Canga. Pierre BROUÉ, *op. cit.*, p. 900.

<sup>86</sup> Il est à supposer qu'il effectua au moins un voyage à Lisbonne cette année-là.

<sup>87</sup> H. DUPUY, *Rapport sur la situation au Portugal*, 27 novembre 1925. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 495, op 18, d 190 a// document 2, paquet 2, caisse 1.

<sup>88</sup> « Relatório da comissão central ao II<sup>o</sup> Congresso partidário », *O Comunista*, n<sup>o</sup> 44, 22 novembre 1925, p. 4.

<sup>89</sup> António José TELO, *Decadência e queda...*, *op. cit.*, p. 127. Chiffres cités établis par le *Socorro vermelho* (Secours Rouge), septembre 1925. Toutefois, remarquons que PEREIRA relève 700 militants en 1924. José Pacheco PEREIRA, « Problemas da História do PCP », in *O fascismo em Portugal*, *op. cit.*, p. 280.

selon Quintela<sup>90</sup>, y exclut Carlos Rates au prétexte que ce militant travaillait comme journaliste dans un journal « bourgeois ». Il apparaît que cet historien reprend là l'histoire officielle du parti. En revanche, pour António José Telo et Pacheco Pereira la date d'exclusion de Carlos Rates se situerait en octobre 1925, date confirmée par le rapport de la Commission centrale au II<sup>e</sup> Congrès du parti<sup>91</sup>. L'intérêt pour le PCP de retenir la date de 1926 pour l'exclusion de ce militant « hérétique » et « déviant » lui permet de lui faire porter la responsabilité de la crise traversée par le parti à cette période. Pourtant, c'était en réalité l'opposition de 1923, les « bolcheviques », qui détenait alors les rênes du parti.

Dans le prolongement de la tentative de coup d'État du 18 avril 1925, les militaires prirent le pouvoir lors de la révolte de Braga, le 28 mai 1926. « Une des nouveautés essentielle du 28 mai, par rapport aux précédents mouvements de caserne qui marquent la fin de la I<sup>e</sup> République, est la pleine ascension des Forces armées »<sup>92</sup>. Plusieurs factions militaires bénéficiant de l'appui de certains partis dirigèrent cette action : une première constituée du groupe Mendes Cabeçadas / Cunha Leal<sup>93</sup> exprimant la vieille aspiration de la droite républicaine, une deuxième animée par les militaires le général Sinel de Cordes et le colonel Raúl Esteves et enfin celle du commandant des troupes de Braga, le général Gomes da Costa. Le 29 mai le mouvement se généralisa. Le Président de la République, Bernardino Machado, accepta le jour suivant la démission du gouvernement de António Maria da Silva. Voyant dans le groupe Cabeçadas - Cunha Leal la continuité de la République, il nomma le premier d'entre eux chef du gouvernement et, après avoir renoncé à son mandat, lui donna les pleins pouvoirs.

Or, le PCP avait convoqué son II<sup>e</sup> Congrès pour ce même 29 mai. Les délégués, qui représentaient 3 fédérations (Lisbonne, Porto et Beja), 54 cellules (17 à Lisbonne, 14 à Porto, et 23 en province) et 22 fractions syndicales<sup>94</sup>, apprirent la nouvelle du coup d'État alors même qu'ils se réunissaient pour débiter leurs travaux.

<sup>90</sup> João G. P. QUINTELA, *Para a história...*, op. cit., p. 69.

<sup>91</sup> « Relatório da comissão central ao II<sup>o</sup> Congresso partidário », *O Comunista*, op. cit., p. 4.

<sup>92</sup> José MATTOSO (dir.), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, Lisbonne, Estampa, 1994, p.152.

<sup>93</sup> Tous deux avaient été partisans de la République. Mendes Cabeçadas avait participé au coup d'État du 5 octobre 1910 renversant la monarchie. Cunhal Leal, quant à lui, était dirigeant du Parti nationaliste et défendait depuis 1923 l'intervention des forces armées, entendant trouver avec les factions militaires une solution politique.

<sup>94</sup> Chiffres tirés de António José TELO, *Decadência e queda...*, op. cit., p. 129.

Réagissant immédiatement à l'événement, ils proposèrent de créer un front PCP - CGT - *Esquerda democrática* pour organiser la résistance aux militaires. Leur action se cantonna essentiellement à prendre contact avec ces différentes forces. Mais, la CGT maintint sa politique de non-alliance avec les communistes et, à la grande surprise du PCP, l'*Esquerda democrática* appuya le coup d'État. L'initiative du parti resta donc lettre morte. Le Congrès qualifia le coup d'État de « fasciste » mais ne put terminer ses travaux au vu de l'actualité. Parti faible et encore peu implanté au sein des couches populaires, le PCP ne tenta même pas de mener seul la lutte « antifasciste » et n'impulsa pas de grand mouvement de résistance au coup d'État du 28 mai. Nombre de ses militants furent plutôt incités à participer aux tentatives de putsch organisées par les républicains pour reprendre le pouvoir.

C'est par conséquent un parti en déliquescence, sans grande expérience des luttes ouvrières qui entra dans la période sombre de la dictature militaire.

Cette période 1922-1926 de l'histoire du PCP paraît relativement complexe. L'existence de deux PCP et les nécessaires interventions de l'IC semblent la conséquence de la « naissance atypique » du parti. Mais dans celle-ci, plus qu'une influence doctrinale du syndicalisme révolutionnaire, il faut peut-être voir celle d'un mode de fonctionnement libertaire où, comme le soulignait Humbert-Droz, les militants « ont encore le culte de leur dignité et de leur honneur personnel et le sentiment très faible de l'organisation »<sup>95</sup>. Cela dit, le contexte socio-politique portugais contribua au non-enracinement du parti sur la scène nationale. Tout d'abord, l'hégémonie jusqu'en 1925 de la CGT sur les milieux ouvriers laissa peu de place au PCP et à ses alliés, les partisans de l'ISR. Ensuite, la recomposition du patronat au travers de l'UIE (Union des intérêts économiques), le mécontentement croissant des secteurs conservateurs alliés aux Forces armées déplacèrent les tensions politiques et participèrent au reflux des luttes syndicales, amoindrissant ainsi le champ d'action potentiel du parti. Enfin, les querelles internes de l'organisation, symptomatiques des difficultés de ses militants à se plier aux théories communistes, concentrèrent l'essentiel des énergies.

---

<sup>95</sup> J. HUMBERT-DROZ, *op. cit.*, p. 173.

**CONCLUSION.**

Le mouvement ouvrier portugais, comme d'ailleurs son voisin espagnol, fut dominé par les secteurs libertaires. Le type de développement économique des deux pays de la péninsule peut expliquer en partie cette spécificité ibérique. Enrichie par l'exploitation des colonies américaines, la bourgeoisie locale réinvestit dans le foncier mais ne s'aventura guère dans l'industrialisation massive des ressources nationales. La prédominance des petits ateliers et d'un prolétariat rural employé dans les *latifundios* facilita peut-être la diffusion des idées anarchistes plutôt que communistes. Les partisans portugais de Marx et de ses écrits sur la classe ouvrière restèrent peu nombreux dans un pays où cette fameuse classe tardait à émerger. De plus, situé aux confins de l'Europe, le Portugal accédait tardivement aux informations des centres de luttes (Angleterre, France). Le Parti socialiste, apparu certes précocement en 1875, ne parvint donc guère à s'implanter sur la scène politique et fut supplanté par les libertaires. Aussi, les partisans de la Révolution russe et la Fédération maximaliste, ancêtre du PCP, sortirent-ils des rangs des syndicalistes révolutionnaires.

Bien qu'intégrant des éléments issus du PSP, le PCP naquit, par conséquent, des milieux anarcho-syndicalistes. Cette naissance atypique engendra un certain flou théorique chez ses militants et conditionna son fonctionnement. Les origines de ses partisans les conduisirent à une relative « indiscipline », au sens bolchevique, à alimenter une culture du questionnement voire de la « contestation », attitude qui marqua durablement le parti. De sa naissance à la veille du coup d'État militaire du 28 mai 1926, ce dernier connut ainsi instabilité et « hérésies ». De ses deux groupes en 1923 à sa participation aux attaques à main armée en passant par les alliances avec les républicains sans oublier ses emprunts théoriques au syndicalisme révolutionnaire, le PCP vécut une période de « déviation » permanente. Les interventions de l'IC ne parvinrent pas à assainir la situation.

D'ailleurs, la nouveauté avec les Partis communistes résidait en l'existence de ce référent supra-national. Ils devaient se soumettre à ses exigences dans la volonté de lutter ensemble pour la révolution prolétarienne. Fernando Claudin écrit que : « Un des traits qui distingue le plus nettement [l'IC] des précédentes est le primat absolu reconnu à « l'International » sur le « National » »<sup>96</sup>. Lily Marcou pousse plus loin l'analyse et dit que « l'histoire du mouvement communiste ouvrier international est

<sup>96</sup> Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste du Komintern au Kominform*, Paris, Maspero, tome 1, 1972, p. 21.



d'abord l'histoire de la confrontation ou de la rencontre, de la synthèse ou de la rupture survenant entre l'International et le National »<sup>97</sup>. De fait, sur bien des thèmes, y compris la question coloniale, le PCP jongla entre les discours et les exigences du centre et ses référents nationaux.

## **II/ Les moteurs de la colonisation portugaise : entre impérialisme économique et « colonisation de prestige ».**

*Ils étaient les descendants fatigués de ces  
Blancs qui coururent les sept mers pour les  
épices, pour l'or, pour rien, pour savoir si la  
terre était ronde.*

Schoendoerffer

Dans les années 1960, l'historien R. J. Hammond<sup>98</sup> qualifiait dans ses travaux le colonialisme portugais de « colonialisme de prestige », dans lequel les intérêts économiques de la métropole n'intervenaient pas. Dans la décennie suivante, la recherche d'Armando de Castro s'inscrivait, selon Fernando Rosas, encore dans cette lignée, puisqu'elle démontrait que les colonies représentaient bien peu d'intérêt pour l'économie de la métropole dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Ses conclusions étaient basées sur des « analyses limitées et purement quantitatives de la balance des échanges de la métropole avec les territoires d'outre-mer »<sup>99</sup>. Durant les deux dernières décennies, face à ces défenseurs d'un impérialisme portugais non économique, de nombreux chercheurs, et en premier Gervase Clarence-Smith en 1985, réagirent et soulignèrent *a contrario* les intérêts économiques portugais liés aux colonies<sup>100</sup>. Si les thèses de R. J. Hammond sont généralement jugées dépassées, des débats autour de certains points surgissent encore<sup>101</sup>. De plus, les études

<sup>97</sup> Lilly MARCOU, *L'Internationale Communiste après Staline*, Paris, Grasset, 1979, p. 21.

<sup>98</sup> R. J. HAMMOND, *Portugal and Africa, 1815-1910 : a study in uneconomic imperialism*, Stanford, Presse universitaire, 1966, 384 p.

<sup>99</sup> Fernando ROSAS, « Estado Novo, Império e ideologia imperial », *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, 1995, p. 20.

<sup>100</sup> Se reporter à la bibliographie pour les références des travaux, entre autres, de William Gervase Clarence-Smith, Valentim Alexandre, António José Telo et Fernando Rosas.

<sup>101</sup> Voir Michel CAHEN, « Lénine, l'impérialisme portugais, Gervase Clarence-Smith », *Cahiers d'Etudes africaines*, n° 107-108, 1987, pp. 435-442. L'auteur justifie, entre autres, ses désaccords avec GCS

récentes nuancent les analyses purement « économicistes ». Pour Fernando Rosas par exemple, l'évolution du contexte social et politique a toujours nourri l'imaginaire colonial ; pour autant, il ne faut pas sous-estimer le rôle de ce dernier dans les choix opérés par l'État en terme d'exploitation de l'outre-mer<sup>102</sup>. Valentim Alexandre, plus critique, juge maintenant trop réducteur l'une ou l'autre des théories (impérialisme économique/colonialisme de prestige)<sup>103</sup>.

Sans remettre en cause la composante économique de la colonisation portugaise, il faudra évoquer l'imaginaire colonial portugais pour pouvoir saisir, par la suite, sa prégnance dans les rangs des communistes. Aussi, après avoir présenté les contours de l'Empire portugais contemporain et l'émergence de ce fameux imaginaire, j'évoquerai les projets républicains de colonisation et les critiques qu'ils soulevèrent afin de cerner l'environnement du PCP au moment de l'élaboration de ses premiers écrits en matière coloniale.

#### **A/ LA STRUCTURATION DE L'EMPIRE PORTUGAIS.**

Le Portugal possédait un empire africain assez conséquent avec sur la façade occidentale de l'Afrique, l'Angola, territoire de 1 246 700 km<sup>2</sup> dont la capitale était Luanda ; l'enclave du Cabinda, de 7 270 km<sup>2</sup>, entre le Congo-Kinshasa et le Congo-Brazzaville ; celle du Fort de São João de Ajuda au Dahomey (Bénin) ; la Guinée, de 36 125 km<sup>2</sup> et sur la façade orientale, le Mozambique, de 785 000 km<sup>2</sup>, avec pour capitale Lourenço Marques (actuellement Maputo). Dans l'Atlantique, les îles de São Tomé e Príncipe, de 964 km<sup>2</sup>, situées dans le golfe de Guinée et, au large du Sénégal, les îles du Cap-Vert, de 4033 km<sup>2</sup>, dont la capitale était Praia, lui « appartenaient » également. Ces possessions, associées aux territoires d'Orient, Goa, Damão et Diu en Inde, Macao et Timor, constituèrent, à partir de 1890 environ, le Troisième Empire portugais.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les puissances européennes se lancèrent dans la « course au clocher », ou *Scramble for Africa*. Jusqu'en 1880, l'Afrique était un

---

par une relecture des analyses léniniennes de l'impérialisme. Voir également la polémique entre Valentim Alexandre et João Pedro Marques sur la théorie « du colonialisme réflexe » dans *Penélope*, n° 13 et 14, 1994.

<sup>102</sup> Fernando ROSAS, « Estado Novo, Império... », *op. cit.*, p. 20.

<sup>103</sup> Valentim ALEXANDRE, « A África no imaginário político português, século XIX e XX », *Penélope* (Lisbonne), n° 15, 1995, p. 40.

continent qui faisait peur et l'Angleterre comme la France et le Portugal n'y possédaient que quelques points stratégiques. Mais, dans les dernières années du siècle, plusieurs facteurs intervinrent dans le choix de renforcer les conquêtes<sup>104</sup>. Cette option entraîna la multiplication des tensions entre puissances. La Conférence de Berlin (1884-1885) devait réguler les appétits des différentes métropoles. Le Portugal, s'il ne fut pas à la pointe de ce mouvement, en suivit les évolutions et organisa la colonisation de ses territoires d'outre-mer.

### **1/ La « course au clocher » du Portugal.**

Vieille puissance coloniale, le Portugal avait bâti un premier empire au temps des Découvertes et de sa suprématie sur la route des Indes au XVI<sup>e</sup> siècle. Il entra ensuite dans une deuxième période qui correspondit à une colonisation plus continentale avec, au Brésil, l'exploitation du sucre au XVII<sup>e</sup> siècle et la recherche de l'or au XVIII<sup>e</sup>. Après l'indépendance de la colonie américaine, en 1822, le Portugal fut amené à « recoloniser » les territoires d'Afrique puisque les échanges directs entre la métropole et ceux-ci s'avéraient quasi inexistant, transitant justement par le Brésil. Il fallut attendre toutefois 1836 pour voir formulé le premier projet global colonial centré sur les possessions africaines, œuvre de Sá da Bandeira. Cet homme, qui se disait universaliste et abolitionniste, voulait par ses réformes transformer la société coloniale esclavagiste ; mais son projet échoua. Sans détailler outre mesure cette option en matière de politique coloniale, il faut, avec Valentim Alexandre, en souligner l'importance idéologique :

« La voie coloniale ainsi tracée répondait à une préoccupation très courante chez les élites portugaises, dans la première moitié des années 1800, c'est-à-dire celle qui concernait la viabilité de l'existence du pays en tant que nation indépendante après le démembrement de l'Empire luso-brésilien. Sá da Bandeira était le plus éminent et le plus persistant défenseur de l'expansion d'outre-mer

---

<sup>104</sup> Les colonies devinrent avec l'essor économique des nations européennes un « débouché », selon l'expression du député Jules Ferry. Par ailleurs, les connaissances de leurs ressources s'améliorèrent avec, notamment, les voyages des grands explorateurs. Puis, peu à peu, les gouvernants associèrent la puissance d'un État à l'étendue de ses terres. Aussi, évoquèrent-ils de plus en plus la nécessité de coloniser les territoires africains. Certains politiques se convainquirent alors qu'existait pour l'homme blanc un « devoir de colonisation », pour reprendre les mots de Gambetta et Ferry, ce que Kipling nommait en 1889 le « fardeau de l'Homme blanc ».

comme base du développement du capitalisme portugais et du renforcement de la position du Portugal entre les puissances »<sup>105</sup>.

Minoritaire dans la période 1840-60, ce courant s'opposait à celui des « pragmatiques ». Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, ceux-ci rejoignirent les partisans de Oliveira Martins, défenseur du darwinisme social. Cet homme exprimait clairement son scepticisme quant à la viabilité de l'Empire et quant aux bénéfices que la métropole pouvait en retirer. Il proposait donc d'abandonner l'Asie, de faire de l'Angola une fazenda et de l'unir à São Tomé, alors grand producteur de cacao, et d'inféoder le Mozambique aux compagnies privées. Cette hypothétique vente d'un secteur des colonies semblait non fondée eu égard aux bénéfices que pouvait procurer l'exploitation coloniale comme celles du cacao justement. Par ailleurs, elle allait à l'encontre de la vision de l'Empire des années 1870 qui posait l'Afrique comme un territoire aux nombreuses richesses, nouveau Brésil potentiel, et qui concevait les colonies comme partie intégrante de l'identité nationale<sup>106</sup>.

Effectivement, en ces années, la colonisation portugaise, dans la lignée des autres puissances coloniales, connut un nouvel essor. Le ministre des Affaires étrangères, Andrade de Corvo, abolit les barrières douanières et ouvrit l'Empire aux capitaux étrangers. Il souhaitait, de plus, développer les relations avec les économies fortes d'Afrique australe : les colonies anglaises et le Transvaal boer. Pour garantir la pérennité de l'Empire national, il consolida et renouvela les alliances avec les Britanniques. Les secteurs portugais liés aux échanges avec l'Afrique et pour qui le protectionnisme était vital réagirent mal à cette politique. Ils s'enracinèrent dans un nationalisme radical et parvinrent à faire tomber Andrade de Corvo en l'accusant d'avoir trahi les intérêts nationaux par la signature d'un accord, en 1879, avec l'Angleterre. Par ailleurs, le sentiment que les puissances européennes s'intéressaient attentivement à l'Afrique conduisit le Portugal à protéger et à définir son Empire africain. Ainsi, en 1875, apparut à Lisbonne la Société de géographie ; puis, en 1877, Serpa Pinto, Guilherme Capelo et Roberto Ivens menèrent une expédition afin d'explorer les terres intérieures et tenter de joindre l'Angola et le Mozambique.

---

<sup>105</sup> Valentim ALEXANDRE, « Portugal em África (1825-1974), uma perspectiva global », *Penélope* (Lisbonne), n° 11, 1993, p. 56.

<sup>106</sup> Valentim ALEXANDRE, « A questão colonial em Oliveira Martins », *Análise Social* (Lisbonne), vol. XXXI, n° 135, 1996.

Cette inquiétude poussa également le Portugal à accompagner la fameuse Conférence de Berlin. Celle-ci prépara le partage colonial entre les différentes métropoles. Elle décida que seule une « occupation effective » des territoires donnerait lieu à la reconnaissance internationale de la souveraineté d'un pays sur ces terres, établit la liberté commerciale sur le Niger et le Congo et interdit la traite des Noirs<sup>107</sup>. Afin d'en finir avec les revendications du Portugal, de l'Angleterre et de la France, elle exigea de Léopold II, roi des Belges, qu'il précisât les limites de l'État indépendant du Congo qu'il avait créé en 1876. Par ses dispositions, elle alimenta la « course au clocher », poussant les métropoles à réaliser des occupations effectives.

En accord avec les résultats de cette conférence, le nouveau ministre portugais des Affaires étrangères, Henrique de Barros Gomes, appuya d'autres expéditions pour tenter de joindre l'Angola au Mozambique et réaliser ainsi la célèbre « *mapa cor-de-rosa* » (la « carte rose » représentant la liaison entre les deux côtes). Il signa en 1886 deux conventions avec l'Allemagne et la France, pays qui reconnurent la souveraineté portugaise sur certaines régions situées entre les deux colonies, en échange de quelques concessions territoriales portugaises. Or, dans le contexte du conflit anglo-boër, l'Angleterre souhaitait empêcher le Transvaal de dominer le couloir vers la mer et/ou de s'unir aux territoires allemands. De plus, le projet portugais contrariait les plans de l'homme d'affaires et administrateur colonial britannique, Cecil Rhodes, approuvés et soutenus par la Grande-Bretagne, qui entendait créer une liaison le Cap – le Caire. Par conséquent, l'Angleterre ne pouvait pas accepter une redéfinition des équilibres locaux ni entériner l'expansion du Portugal ; elle n'en reconnut pas l'influence.

À partir de 1887, pressée par Rhodes, la capitale anglaise ouvrit avec Lisbonne un échange de notes diplomatiques visant à revoir les sphères d'influence. Les conflits entre Serpa Pinto, qui entreprit de remonter le fleuve Chire en direction du lac Niassa, et les Macololos, peuple qui s'opposait à son passage, mirent le feu aux poudres. Après la conquête de la région par Serpa Pinto et João de Azevedo Coutinho, l'Angleterre ordonna aux Portugais le retrait de cette expédition dans un *mémorandum* connu comme l'Ultimatum de janvier 1890. Sans grande alternative, le Portugal accepta de signer en août 1890 un premier accord avec les Anglais qui

---

<sup>107</sup> Le Portugal décréta en 1858 la fin progressive de l'esclavage mais, devant les résistances des planteurs notamment, le gouvernement ne décida son extinction complète qu'en 1878. La question du travail forcé n'en restait pas moins d'actualité. Sur la fin du commerce négrier, voir Armelle ENDERS, *Histoire de l'Afrique lusophone*, Paris, Chandeigne, 1994, pp. 66-72.

avaient menacé de bombarder Lisbonne, puis un traité final en juin 1891 qui fixa une première définition des frontières de l'Angola et du Mozambique. Ce dernier régula également la navigation et les échanges commerciaux sur le Chire et le Zambèze.

À partir de cet accord, soucieuse de ne pas perturber l'équilibre précédemment établi, l'Angleterre intervint lorsque, face aux difficultés financières de la monarchie portugaise entre 1891 et 1898, la vente de l'Angola, de Lourenço Marques ou de Beira au Mozambique fut envisagée<sup>108</sup>. Elle signa tout de même un accord secret avec l'Allemagne en 1898 (renouvelé en 1913) qui prévoyait le partage de l'Angola et du Mozambique. Mais, le traité de Windsor de 1899 qu'elle passa avec le Portugal réajusta les alliances. En échange du non-engagement du pays dans la guerre anglo-boer<sup>109</sup>, elle l'aida à entretenir son Empire, notamment par l'obtention de facilités économiques au Mozambique<sup>110</sup>.

L'Ultimatum constitua un véritable tournant du point de vue de la politique coloniale portugaise. Tout d'abord, les opposants à Andrade de Corvo, liés aux secteurs mercantiles, purent en 1892 imprimer un nouvel élan protectionniste en obtenant non seulement le maintien mais aussi le renforcement de la taxation des importations étrangères dans les colonies portugaises. Elle apparaissait d'autant plus justifiée que la métropole avait grand besoin de devises. Cela dit, ces secteurs ne réussirent pas à fermer complètement le système aux capitaux étrangers et de nombreuses concessions furent vendues à partir des années 1890<sup>111</sup>. Ensuite, afin de satisfaire le besoin de main-d'œuvre tant des autorités publiques que des entreprises privées, une loi de novembre 1899 régula l'obligation du travail des indigènes, revenant en pratique sur l'abolition de l'esclavage déclarée en 1878. La diffusion des théories de Oliveira Martins sur l'infériorité de la race nègre qui firent des adeptes

<sup>108</sup> António José TELO, « Modelos e fases do império português, 1890-1961 », in Hipólito de la TORRE (coord.), *Portugal, Espanha y África en los cien años*, Mérida, éd. des auteurs, 1992, p. 65.

<sup>109</sup> Londres souhaitait s'assurer que le port et le chemin de fer de Lourenço Marques ne servent pas à approvisionner en vivres et en armes les Boers.

<sup>110</sup> Pour plus de détails voir Fernando COSTA, « A declaração de Windsor de 1899 », *História* (Lisbonne), n° 18, octobre 1999, pp. 18-26.

<sup>111</sup> Les infrastructures des colonies portugaises virent le jour grâce aux investissements étrangers. Tel fut le cas pour le chemin de fer du port de Lourenço Marques vers les mines d'Afrique du sud, celui du port de Beira vers Salisbury et celui de Benguela vers le Katanga. De même, de grandes compagnies furent créées par des capitaux privés, étrangers et nationaux, pour aménager l'exploitation coloniale comme la Compagnie du Mozambique constituée en 1888 pour la prospection minière (concession attribuée au départ à Paiva de Andrade) ou la Compagnie de Moçâmedes en 1894 pour l'exploitation minière également mais aussi la fabrication et la vente d'alcool. Voir Jorge M. PEDREIRA, « Imperialismo e economia », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa*, vol. IV, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2000, pp. 268-299.

dans ces années-là participa à cette révision de statut. La « génération de 1895 », c'est-à-dire celle des officiers qui, sous la direction de António Enes, partirent en campagne contre le royaume Nguni de Gaza afin d'occuper « effectivement » le territoire au sud de Lourenço Marques défini en 1891, se montra particulièrement sensible à ces arguments. Cela dit, l'ultimatum n'infléchit pas uniquement la politique coloniale de l'État, il introduisit indirectement la question des colonies sur la place publique et nourrit l'imaginaire colonial portugais.

## **2/ L'imaginaire colonial portugais.**

Avant de décrire les « mythes » impériaux qui alimentèrent et alimentent parfois encore « l'imaginaire » colonial portugais, il faut revenir sur ces deux termes et tenter de les définir. Lucian Boia démontre, à ce propos, clairement la difficulté du scientifique et en particulier de l'historien à définir « l'imaginaire »<sup>112</sup>. Il propose avant tout de dépasser la dichotomie réel / imaginaire car les rapports entre la réalité tangible et l'imaginaire fluctuent. Il précise alors que celui-ci :

« se mêle à la réalité extérieure et se confronte avec elle ; il y trouve des points d'appui ou, par contre, un milieu hostile [...]. Il agit sur le monde et le monde agit sur lui. Mais, dans son essence, il constitue une réalité indépendante, disposant de ses propres structures et de sa propre dynamique »<sup>113</sup>.

Il serait constitué, toujours selon le même auteur, par des archétypes définis « comme une constance ou un penchant essentiel de l'homme » qui serait programmé pour penser, sentir et rêver. Il réfute Jung qui applique ce terme à un « vague inconscient ». Toutefois, on pourrait tout à fait reprendre la définition de ce psychanalyste de l'imaginaire collectif. Celui-ci reposerait sur des images générales, des « schémas ou potentialités fonctionnelles » qui « façonnent inconsciemment la pensée »<sup>114</sup>.

Dans son ouvrage sur l'imaginaire national, Benedict Anderson ne propose pas de définition de l'imaginaire mais avance qu'une communauté politique (la nation) est imaginaire en ce sens que chaque membre a à l'esprit l'image d'une communion avec

<sup>112</sup> Lucian BOIA, *Pour une histoire de l'imaginaire*, Paris, les Belles Lettres, 1998, pp. 11-20.

<sup>113</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>114</sup> Jung, cité par Gilbert DURAND, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 1984, p. 25.

ses concitoyens sans jamais connaître la plupart d'entre eux, ni même les avoir croisés ou en avoir entendu parler<sup>115</sup>. Dans un même ordre d'idée, on pourrait alors dire que l'imaginaire colonial obéit à un processus similaire, à cela près que les métropolitains s'inventent une communion non seulement entre concitoyens mais également entre simples membres d'un même espace délimité : l'Empire.

En revanche, les propositions de définition du « mythe » semblent plus communément admises. Les anthropologues posent généralement qu'il correspond au « récit de la fondation de l'ordre social, dont l'auteur n'est autre que le récitant – le groupe des hommes – et dont le message livre la clé – l'œuvre des dieux »<sup>116</sup>. Celle proposée alors par l'historien Lucian Boia apparaît satisfaisante, le mythe serait : « Une construction imaginaire : récit, représentation ou idée, visant à saisir l'essence des phénomènes cosmiques et sociaux, en fonction des valeurs intrinsèques à la communauté et dans le but d'assurer la cohésion de celle-ci »<sup>117</sup>. Plusieurs mythes nourrissent ainsi l'imaginaire colonial portugais.

Le Troisième Empire, né dans les années 1820, se consolida du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle à 1918 environ. Il prit forme tant au niveau des choix économiques et administratifs de la métropole que des représentations que le Portugal se faisait de lui.

Plusieurs mythes jouèrent un rôle dans la constitution de la « culture coloniale » contemporaine portugaise et donnèrent au fait colonial une importance nouvelle au Portugal. Tout d'abord, dès les premières années du libéralisme se construisit le mythe de l'Eldorado africain. La nation portugaise entendait compenser la « perte » du Brésil par l'exploitation des colonies d'Afrique. Elle les représenta alors regorgeant de richesses, soulignant l'abondance des minerais et des terres fertiles que les métropolitains pouvaient y exploiter. Ensuite, l'idée que le Portugal devait remplir une mission historique en poursuivant la colonisation était latente dans le pays. Bien que liée à l'historicité de l'Empire portugais, elle était néanmoins à rapprocher du fameux « fardeau de l'Homme blanc » apparu à cette époque. Elle

<sup>115</sup> Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 19-20.

<sup>116</sup> Patrick LECOMTE et Bernard DENNI, *Sociologie du politique*, Grenoble, PUG, 1990, p. 75.

<sup>117</sup> Lucian BOIA, *op. cit.*, p. 40.



resurgissait fréquemment dans les périodes de crise et notamment au moment de l'ultimatum. Valentim Alexandre en fait le mythe de « l'héritage sacré »<sup>118</sup>.

Il rejoint en cela l'analyse d'Isabel Castro Henriques qui subdivise l'effort idéologique visant à légitimer les conquêtes et la présence portugaise en Afrique en plusieurs mythes. L'un d'eux consistait à reprendre cette idée de mission spécifique : celle de coloniser le monde, le fameux héritage. Cette légitimation était renforcée par le présupposé de la supériorité de l'Homme blanc, le civilisé. L'absence de religion, de formes politiques ou encore d'histoire « identifiables » prouvaient à leurs yeux la sauvagerie de l'Homme noir. Le projet d'António Enes sur le travail indigène en 1899 « mit en évidence, de manière abrupte, la dichotomie primitif/civilisé »<sup>119</sup>. Cette idée de mission civilisatrice amenait deux autres mythes spécifiques au Portugal. L'un soulignait le caractère précurseur du pays dans les « Découvertes » européennes confirmant ainsi son rôle pionnier de civilisateur. L'autre posait en vérité historique la présence multiséculaire des Portugais en Afrique. Peu à peu émergea également à cette époque l'idée que l'Empire devait compenser le déclin du Portugal et en préserver l'indépendance face aux nations européennes prédatrices.

L'ultimatum provoqua dans ce contexte un véritable choc chez les Portugais. De nombreuses manifestations furent organisées, notamment par la Société de géographie de Lisbonne, contre l'acceptation des requêtes britanniques. Après la signature de l'accord luso-britannique d'août 1890, elles reprirent à nouveau. Cependant, les critiques s'estompèrent peu à peu et, lors du traité de juin 1891, la contestation était retombée. Cette onde de protestation peut être liée à l'orgueil blessé d'un peuple devant se soumettre aux exigences d'une autre puissance, mais pour Valentim Alexandre, le sursaut de 1890 s'explique surtout par l'émergence à partir de la seconde moitié des années 1860 « d'une forte vague de nationalisme impérial à teneur populiste qui marque la politique nationale des années suivantes »<sup>120</sup>. En effet, avec l'ultimatum resurgit l'idée que l'Empire œuvrait comme le garant de l'indépendance du Portugal, faisant contrepoids notamment à la puissance espagnole,

<sup>118</sup> Valentim ALEXANDRE, « A África no imaginário... », *op. cit.*, p. 41.

<sup>119</sup> Isabel Castro HENRIQUES, *Percursos da Modernidade em Angola, dinâmicas comerciais e transformações sociais no século XIX*, Lisbonne, éd. de l'Institut d'investigation scientifique et de l'Institut de coopération portugaise, 1997, p. 36.

<sup>120</sup> Valentim ALEXANDRE, *A política colonial em Finais de Oitocentos - Portugal e a sacralização do Império*, conférence du 23 mai donnée à l'ISEG, dactyl., 1998, p. 20.

et émergea celle que l'Angleterre voulait spolier l'Empire. La défense de la nation passa alors aux yeux des Portugais par la dénonciation de l'ultimatum britannique.

À partir de cet événement, l'opinion publique s'empara de la question coloniale et l'accompagna jusqu'à la fin de l'Empire. Le projet colonial devint alors un des éléments centraux du nationalisme portugais. Différentes entités comme les partis ou les associations intégrèrent donc la question de l'Empire à leurs réflexions et propositions au même titre que n'importe quel élément de politique nationale. Les républicains s'investirent naturellement dans le débat et, une fois au pouvoir, mirent en pratique leurs orientations.

Malgré son rôle de second rang, le Portugal accompagna les choix politiques des autres puissances coloniales. Fort de sa présence officielle, à défaut d'être réelle, dans de nombreux territoires africains et craignant les appétits de ses concurrents, il s'engagea dans l'occupation effective de ses colonies, principalement après la Conférence de Berlin. Si les jeux d'alliance lui permirent de préserver son Empire, il resta néanmoins soumis aux pressions et aux exigences extérieures, essentiellement britanniques. L'ultimatum de 1890 renforça paradoxalement l'exploitation coloniale et provoqua surtout un intérêt soudain de la population pour la question. Les idées qui resurgirent à ce moment-là s'installèrent pour de longues années chez les Portugais. Même le changement de régime en 1910 n'estompa point les sentiments éprouvés.

## **B/ LE DEBAT COLONIAL AU TEMPS DE LA REPUBLIQUE.**

Sans s'être directement inspirée des théoriciens de la colonisation ou des débats sur l'entreprise coloniale, la République portugaise fit siens les grands choix de son époque. Elle ne remit pas en cause le principe de colonisation et souhaita améliorer l'exploitation des territoires d'outre-mer afin de jouir pleinement de leurs richesses naturelles mais aussi pour « civiliser » vraiment les populations locales. Les orientations de la toute jeune Société des Nations infléchirent indéniablement la mise en œuvre du projet colonial de la République. Comme les axes de la Conférence de paix de 1919 tenue à Saint Germain-en-Laye, elles abandonnaient l'esprit de Berlin sur l'occupation effective des colonies et concluaient à leur état transitoire (de la domination vers l'émancipation). Elles reprenaient, en cela, la doctrine de Wilson

formulée dans les fameux « Quatorze points » du Président, datant de janvier 1918. La République tenta alors de concilier intérêts nationaux et pressions internationales et mena une politique résolument africaine.

D'ailleurs, sa gestion ne fut point épargnée par les critiques. Certains reprochèrent au régime d'abandonner l'Europe, d'autres attaquèrent son projet colonial non dans sa forme mais dans sa nature même : les anarcho-syndicalistes. Ces derniers portèrent alors la première réflexion anticoloniale ou anticolonialiste (s'opposant à un projet de colonisation) au Portugal.

### **1/ Le projet de « modernisation » coloniale de la République.**

Fondé en 1873, le jeune parti républicain critiqua vigoureusement l'acceptation des conditions fixées par les Britanniques lors de l'ultimatum. Néanmoins, la République de 1910 promit de rester fidèle aux engagements internationaux du Portugal et, par conséquent, de maintenir l'alliance luso-britannique tout en protégeant les colonies africaines. L'équation s'avérait complexe car si le traité de Windsor avait contrecarré l'accord secret signé entre l'Angleterre et l'Allemagne en 1898, prévoyant le partage de l'Angola et du Mozambique, la Grande-Bretagne réitéra cette alliance dangereuse pour les Portugais en 1912-13<sup>121</sup>. Ces préoccupations motivèrent l'entrée en guerre du Portugal le 16 mars 1916. La République prétendait ainsi sauver l'intégrité territoriale de son Empire, surveiller une potentielle redistribution des colonies et, sur un plan européen, s'affirmer dans la péninsule face à une Espagne restée neutre. Pourtant, le bilan de l'engagement du Portugal dans la Grande Guerre fut décevant pour le nouveau régime. Tout d'abord, le pays se ruina financièrement, ne réussit point à stabiliser sa monnaie, et les pertes humaines dépassèrent largement les prévisions, à cause de l'engagement des régiments portugais dans certaines des batailles les plus meurtrières. Ensuite, il n'obtint que le « triangle de Quionga » et quelques arpents à l'extrême-nord du Mozambique qui avaient été

---

<sup>121</sup> Les rivalités entre les deux puissances n'avaient cessé de s'aggraver les années précédentes et la formation de deux systèmes d'alliance, la Triple-entente et la Triple-entente, animés respectivement par l'Allemagne et l'Angleterre ne fit qu'attiser la crise. Préoccupée par les projets d'armement naval de l'Allemagne, l'Angleterre chercha à passer un accord afin d'enrayer l'engrenage. Les négociations débutèrent en février 1912 mais le compromis s'avéra impossible. Pour compenser cet échec, le dialogue se poursuivit sur la question des colonies et un arrangement fut trouvé : l'Allemagne pourrait obtenir les compensations territoriales exigées, au détriment du Congo belge et des colonies portugaises.

occupés par l'Allemagne. Enfin, la Société des nations (SDN) rejeta sa candidature au Conseil exécutif alors que l'Espagne, restée neutre, y entra.

Cependant, le Portugal était membre de la SDN et se devait, par conséquent, d'en suivre les grandes orientations. Ainsi, la SDN attendait-elle des puissances métropolitaines qu'elles promeuvent le développement des territoires d'outre-mer, notamment, par une véritable utilisation des ressources, et qu'elles s'attachent à l'éducation de leurs populations dans la perspective d'un accès à l'autonomie. Cette « mission civilisatrice », revendiquée en paroles par le Portugal, embarrassait en pratique la République en 1919 puisqu'elle l'obligeait à renforcer et à mieux définir les contours de sa politique coloniale. En effet, elle avait jusqu'alors poursuivi les choix de la monarchie libérale, dictés par les implications de la Conférence de Berlin : les campagnes d'occupation<sup>122</sup>. En accord avec sa volonté de « continuité historique », elle appuya de nouvelles expéditions militaires qui, affrontant de nombreuses résistances, se prolongèrent jusqu'à la fin des années 1920 : les fameuses « guerres de pacification ».

Dans le même temps, la République dessinait son projet colonial et tentait de le mettre en application. Elle créa en 1911 un ministère des Colonies indépendant en le dissociant de celui de la Marine auquel il était rattaché jusque-là. Républicain convaincu, le militaire Norton de Matos fut l'instigateur des idées du nouveau régime en matière coloniale. Il défendait une conception décentralisée de l'Empire tant sur le plan administratif, économique et financier que politique. Il entendait octroyer de larges pouvoirs aux colonies, y compris législatifs, leur permettant, par exemple, de signer directement des accords ou des conventions en leur nom propre. Entouré de nombreux collaborateurs<sup>123</sup>, il poursuivit la politique de décentralisation administrative de l'Empire déjà mise en œuvre dans les dernières années de la monarchie. Les lois organiques de 1914, approuvées par le gouvernement de Afonso Costa, établirent les mesures de décentralisation<sup>124</sup>.

<sup>122</sup> Pour le détail des campagnes voir Valentim ALEXANDRE, « Situações coloniais : o ponto de viragem, as campanhas de ocupação », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *op. cit.*, pp. 182-208, et les divers ouvrages de René PELISSIER, notamment *Les guerres grises. Résistance et révoltes en Angola (1845-1941)*, de 1977 ; *Naissance du Mozambique. Résistance et révoltes anticoloniales (1854-1918)*, de 1984, Orgeval, Pélissier, et *Les campagnes coloniales du Portugal*, Paris, Pygmalion, de 2004.

<sup>123</sup> Comme Ferreira Dinis, Armando Cortesão, Augusto Casimiro, etc...

<sup>124</sup> Reformulées en 1920, elles entérinaient également le statut de Haut-commissaire créé en 1919, répondant aux directives de la SDN. Ce statut, remplaçant celui de gouverneur général, octroyait à ces nouveaux fonctionnaires une marge de manœuvre plus large.

Cependant, par ces lois et leur reformulation de 1920, la République cherchait avant tout à promouvoir l'assimilation des populations locales. D'ailleurs, la constitution de 1911 maintenait le terme de « provinces d'outre-mer » à propos des territoires dominés, les considérant partie intégrante du Portugal au même titre que les provinces de métropole. Dans une même logique, une même volonté de créer une nation unie, la République prévoyait sur le plan social une colonisation de peuplement blanc intensive. Pour Norton de Matos, le succès de la « mission historique » du Portugal passait par l'arrivée de Portugais qui émigraient jusqu'alors majoritairement au Brésil. Pour lui, chaque colonie deviendrait : « le prolongement de la nationalité, brillant réceptacle de notre langue, champ immensément vaste de l'expansion de notre civilisation [...] bénie par les peuples primitifs que l'Histoire nous a chargés d'élever jusqu'à nous »<sup>125</sup>. Dans un futur très lointain, mesuré en siècles, les Blancs se fondraient avec les autochtones et feraient surgir une « race nouvelle » mieux adaptée aux conditions locales. Pour l'heure, tant que subsistait le fossé qui séparait les « civilisés » des « primitifs », ces races ne devaient en aucun cas se mélanger. La République incita donc les paysans, les marins mais aussi les élites à partir vers les colonies africaines. Ainsi, dans les provinces du Nord de la métropole, pour les années 1912-1913 et 1918-1920, l'émigration aurait même provoqué un taux négatif de croissance de population. Les Blancs rejoignaient les territoires africains puisque l'Angola en 1927 comptait 43 000 Blancs contre 13 000 en 1913 et le Mozambique 18 000 contre 11 000<sup>126</sup>. Cette augmentation numérique modifia les stratifications de la population européenne des colonies; l'élite coloniale détentrice du pouvoir et des richesses se distingua alors des petits paysans blancs en voie de paupérisation.

La République s'intéressa également aux populations noires. Dans le statut de l'indigénat de 1914, à « l'Africain assimilé », soumis à la législation portugaise, elle opposait « l'indigène incivilisé » sous tutelle du gouvernement. En pratique, « l'assimilé » subissait, malgré sa protection juridique, des actes de discrimination et restait cantonné à des professions modestes. Il ne se voyait toutefois point astreint au travail forcé. D'ailleurs, la question du travail focalisait l'attention de Norton de Matos, gouverneur général d'Angola de 1912 à 1915. À son arrivée dans la province

---

<sup>125</sup> Norton de Matos cité par Valentim ALEXANDRE, « Nação e império », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI, *op. cit.*, p. 140.

<sup>126</sup> Chiffres tirés de José CASTRO & José LUÍS GARCIA, « A Batalha e a questão colonial », *Ler Historia* (Lisbonne), n° 27-28, 1995, p. 126.

angolaise, celui-ci s'indigna du système de travail en vigueur<sup>127</sup> qu'il considérait comme « non libre »<sup>128</sup> et se proposa d'y remédier en appuyant *Le règlement général du travail des indigènes* de 1914. Pourtant, ce texte légitimait de la même façon le travail forcé. Tout d'abord, il rendait obligatoire le travail des indigènes dans les plantations trois mois par an. Ensuite, il ne considérait comme « travail » que celui intégré à l'économie marchande coloniale<sup>129</sup>, les paysans « ne travaillant pas » devenaient alors des vagabonds. À ce propos, l'article 94 du règlement stipulait très clairement que « l'indigène qui ne remplit pas volontairement l'obligation de travailler, qui est le devoir de tout Portugais, peut être amené, comme vagabond, à le faire par le pouvoir des autorités qui adopteront les mesures nécessaires pour l'éduquer et le civiliser »<sup>130</sup>. Même si Norton de Matos désira généraliser le travail salarié volontaire, en pratique, le recrutement forcé des « indigènes » perdura. Aussi, en 1925, un rapport international, signé Edward Ross, sociologue nord-américain, qualifia-t-il les relations de travail dans les colonies portugaises de « quasiment esclavagistes »<sup>131</sup>, contrariant fortement les autorités lisboètes.

Si la politique de Norton de Matos donna quelques résultats, elle en resta là, pour un temps, puisque Lisbonne le rappela en 1915. Il retourna en Angola en avril 1921 (jusqu'en juin 1924) et, grâce à la liberté d'action dont jouissaient les hauts-commissaires, multiplia les réalisations<sup>132</sup>. Il revendiquait toujours une fusion des politiques métropolitaine et coloniale par des marchés réciproques permettant la circulation des richesses dans tout l'Empire, un parlement unique, etc. Son plan de développement de la province s'articula en trois axes :

- créer des infrastructures : chemins de fer, ports, routes, habitations...

<sup>127</sup> En 1899, sous l'influence d'António Enes, la monarchie avait instauré le travail forcé, alors que l'esclavage avait été aboli en 1878.

<sup>128</sup> Norton de Matos cité par Basil DAVIDSON, *L'Angola au cœur des tempêtes*, Paris, Maspéro, Cahiers libres n° 246-247, 1972, p. 117.

<sup>129</sup> Voir Michel CAHEN, « Corporatisme et colonialisme : approche du cas mozambicain, 1933 - 1979. I/ Une genèse difficile, un mouvement squelettique », *Cahiers d'Etudes africaines*, n° 92, 1983, pp. 383-417.

<sup>130</sup> Reproduit par Basil DAVIDSON, *op. cit.*, p. 119.

<sup>131</sup> Cité par António José TELO, *Economia e Império no Portugal contemporâneo*, Lisbonne, Cosmos, 1994, p. 225.

<sup>132</sup> Il énuméra et analysa lui-même ses travaux dans divers ouvrages : *A Província de Angola*, *Memórias e trabalhos da minha vida*, *A Nação Una* et *África Nossa*.

- donner accès aux services et aux soins par la construction d'hôpitaux, d'infirmes, de lignes téléphoniques, de radios et par l'adoption de pratiques hygiéniques.
- organiser l'exploitation scientifique de la colonie par des études géologiques, géographiques, astronomiques, des laboratoires médicaux...<sup>133</sup>

Ce programme impliqua le recours à des emprunts extérieurs et s'avéra un gouffre financier. Les opposants de métropole à Norton de Matos utilisèrent ce bilan pour critiquer l'action de ce partisan et trouvèrent des alliés dans la province même. En effet, à son retour en 1921, le haut-commissaire abolit le travail « sous contrat » (forcé) des indigènes pour les employeurs privés, amenant un vent de révolte chez les colons portugais. Ces remontrances diverses donnèrent matière au livre du républicain Cunha Leal de 1924, *Caligula em Angola*, qui accusait Norton de Matos d'abus de pouvoir et de politique financière incontrôlée. Pourtant, si à la suite de cet échec de Norton de Matos, certains courants envisagèrent de se débarrasser des provinces d'outre-mer, ils restèrent minoritaires. L'ensemble de la population se montra favorable au maintien de l'Empire dans sa configuration d'alors. La propagande impériale animée par les dirigeants portugais prouvait ainsi son efficacité.

Le nouveau régime, qui désirait construire un État basé sur des valeurs laïques et rationnelles, opposa la République à la religion, la Patrie à Dieu. Il valorisa les symboles de la nation : le « national » substitua le « de la couronne » ; les routes, les académies, les associations, les entreprises devinrent « nationales ». Les républicains choisirent leur drapeau, vert et rouge<sup>134</sup>, comme drapeau national. Le bouclier symbole de la monarchie y fut superposé dans cette même volonté de continuité historique. Le régime dota les écoles de drapeaux avec recommandations aux professeurs d'expliquer la valeur de ces symboles aux élèves, instaura dans les casernes le serment au drapeau... En 1918, par exemple, dans une brochure, l'écrivain Ana de Castro Osório expliqua aux enfants l'entrée en guerre du Portugal. Elle y décrivit le citoyen comme totalement dévoué à sa patrie<sup>135</sup>.

<sup>133</sup> Pour plus de détails se reporter à l'article de A. Malheiro da SILVA & José Luís GARCIA, « Norton de Matos e a oposição à política colonial de Salazar », *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, 1995, pp : 349-404.

<sup>134</sup> Les députés se perdirent dans de longs débats sur la perception psychologique d'un peuple à travers les couleurs qui le représentent. Le rouge était, par exemple, la couleur « virile par excellence », celle de « la conquête et du risque ». José MATTOSO (dir.), *História de Portugal*, vol. VI, *op. cit.*, p. 424.

<sup>135</sup> *Ibidem*, p. 417. Elle en profita pour énumérer les devoirs du citoyen. Le premier des dix était, par exemple, d'« aimer le Portugal par dessus tout ».

Dans ce contexte, la République tenta de présenter la modernisation coloniale comme un objectif « national » et une action de préservation du legs des ancêtres. Les livres scolaires retracèrent les épopées des héros nationaux. L'enfant Dom Henrique incarna la détermination, le courage et la fermeté<sup>136</sup>. Les autres découvreurs portugais prirent place dans cet enseignement comme Pedro Álvares Cabral, Vasco de Gama dont le quatre centième anniversaire de la mort, célébré en 1924, donna prétexte à la République pour réaffirmer la vocation maritime et civilisatrice du Portugal. Il s'agissait pour le régime de relever le rôle « pionnier des Portugais dans le contact avec les différents peuples africains et l'ouverture de nouvelles voies de communication maritime entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie »<sup>137</sup>.

Mais, la politique coloniale « modernisatrice » de la République échoua tant sur le plan financier que social. Avec le rapport de Ross à la SDN, remis à la Commission temporaire sur l'esclavage, cet échec retentit sur la scène internationale. Les Portugais crièrent à la conspiration. À leurs yeux, afin de compenser les pertes de la Grande Guerre, l'Allemagne et l'Italie<sup>138</sup> nourrissaient des volontés d'expansion au détriment des colonies portugaises. Le 21 janvier 1925, le discours d'Armando Cortesão, directeur de l'Agence générale des colonies, à la conférence de la Société de géographie de Lisbonne constitua le point culminant de cette réaction : « Nous n'avons qu'un seul chemin à suivre : faire en sorte que l'on nous respecte [...] en valorisant les énormes richesses jacentes dans nos colonies, en affirmant au monde notre droit et notre capacité de peuple colonisateur »<sup>139</sup>. Norton de Matos synthétisa en 1926 la vision nationaliste/colonialiste du moment :

« [Il doit exister] le lien le plus intime entre la métropole et les colonies portugaises, de manière à constituer pour toujours une unique nation. [Chaque colonie doit se penser] comme partie intégrante d'un grand empire constitué du Portugal de l'Europe [sic] et des autres colonies portugaises. Cela constituera un

<sup>136</sup> Voir Sérgio Campos MATOS, *História, mitologia, imaginário nacional, a História no curso dos Liceus (1895-1939)*, Lisbonne, Livros Horizonte, 1990, pp. 142-146.

<sup>137</sup> M. C. PROENÇA, L. VIDIGAL, F. COSTA, *Os Descobrimientos no imaginário juvenil (1850-1950)*, Lisbonne, Commission nationale pour la commémoration des Découvertes portugaises, 2000, p. 148.

<sup>138</sup> Contrairement à leur exigence, les terres irrédentes (l'Istrie, la Dalmatie, Trieste et Fiume) ne furent pas restituées à l'Italie, par exemple.

<sup>139</sup> Armando CORTESÃO, *O problema colonial português*, Lisbonne, 1925, pp. 20-31, cité par Valentim ALEXANDRE, « Ideologia, economia e política : a questão colonial na implantação do Estado Novo », *Análise Social* (Lisbonne), vol. XXVIII, n° 123-124, 1993, p. 1121.



des principaux facteurs, le meilleur des éléments pour la renaissance et la grandeur de la Patrie »<sup>140</sup>.

Ce sursaut nationaliste, porté par les élites, amena la création fin 1924 d'un mouvement pour la défense des colonies. Cependant, un très petit groupe se distingua de cette onde de protestation : les anarcho-sindicalistes de la CGT. Leurs critiques, quoique marginales, fondèrent le discours anticolonialiste au Portugal.

## **2/ Les anarcho-sindicalistes de la CGT, fer de lance de l'anticolonialisme.**

L'application du projet colonial de la République engendra quelques oppositions exprimées essentiellement dans les années 1924-25. Le comité de défense des colonies revint sur la politique coloniale républicaine, remettant en cause notamment les choix financiers de l'administration de Norton de Matos. Il reprocha au régime de provoquer l'affaiblissement du Portugal, trop engagé dans la valorisation de l'Afrique au détriment du contexte européen, et la décentralisation des pouvoirs. Nonobstant ses critiques, le comité ne revint pas sur la « mission historique » des Portugais dans le monde, le caractère « incivilisé » des « indigènes », le principe d'assimilation des populations locales, l'utilisation des ressources des provinces d'outre-mer...

Il se composait des rédacteurs du *Diário de Notícias* et de *O Século*, des monarchistes, des intégralistes de la Cruzada Nun'Alvares<sup>141</sup>, de membres de la Ligue ouvrière et même des républicains du groupe *Seara Nova*. Cette dernière formation, apparue en octobre 1921, constitua par la suite une force de résistance à la Dictature. Elle édita une revue qui donna un espace de choix à la question coloniale. L'historien António Amaro résume ainsi ses principes :

« Le primat de la culture dans l'action politique et la subordination de la politique à la morale, la croyance en l'autosuffisance de la raison et en l'efficacité

<sup>140</sup> Norton de MATOS, *A província de Angola*, Porto, 1926, cité par Valentim ALEXANDRE, « A África no imaginário... », *op. cit.*, p. 45.

<sup>141</sup> Les *integralistas* étaient un groupe de la droite radicale fondé en 1918 qui « développa une campagne de propagande pro-autoritaire où le fascisme constituait une référence importante » et qui colporta un discours nationaliste. António Costa PINTO, *Os camisas azuis, ideologia, elites e movimentos fascistas em Portugal, 1914-1945*, Lisbonne, Estampa, 1994, p. 63.

exclusive des idées pour la transformation du monde, la défense de l'avant-gardisme intellectuel »<sup>142</sup>.

*Seara Nova* publia un numéro spécial en janvier 1926 consacré à la question coloniale. Le groupe accepta, à l'occasion, les textes d'intellectuels éloignés de ses valeurs, comme le catholique conservateur Quirino de Jesus pour qui les colonies constituaient un sacrifice et un lourd investissement financier. Cette collaboration témoignait des liens que le thème du devenir de l'Empire parvenait à nouer entre des hommes pourtant opposés idéologiquement. La propagande coloniale fonctionnait, effaçant les antagonismes politiques.

Parfois, les forces présentes s'opposèrent mais s'accordaient généralement à voir dans le maintien de l'intégralité de l'Empire la garantie de la survie du Portugal comme nation indépendante. Le comité combattait une politique spécifique mais non le principe même de colonisation.

La critique anticolonialiste au Portugal était portée par un seul groupe : les anarcho-syndicalistes de *A Batalha*, le journal de la CGT. Leurs dénonciations débutèrent après la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire avec l'accroissement de l'effort colonial de la République. Deux historiens portugais ont étudié ce journal (1919-1927) et regroupent les articles en trois ensembles :

- « - La critique de la politique coloniale républicaine
- l'appui au mouvement social anticapitaliste dans les colonies
- la problématique de « l'émancipation de la race nègre » et l'appui aux organisations de Noirs dans la métropole et les colonies »<sup>143</sup>.

Les connaissances des militants de la CGT se basaient souvent sur des lettres envoyées des colonies mêmes. Ils qualifièrent la colonisation portugaise d'oppressive, exploitant les travailleurs blancs et noirs, très loin des prétendus objectifs qu'évoquaient les dignitaires du régime : « Civiliser, pour eux, signifie syphiliser les femmes et, à travers elle, toute la race et alcooliser les hommes, les empêchant de vivre et de penser »<sup>144</sup>. Ils critiquèrent aussi les sévices et les discriminations envers les Noirs mais c'étaient contre le travail forcé qu'ils livraient leur plus grande bataille.

<sup>142</sup> António Rafael AMARO, « A *Seara Nova* e a resistência cultural e ideológica à ditadura e ao Estado Novo (1926-1939) », *Revista de História das ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, 1995, p. 406.

<sup>143</sup> José CASTRO & José Luís GARCIA, « *A Batalha* e a questão colonial », *Ler História* (Lisbonne), n° 27-28, 1995, p. 127. Les articles de *A Batalha* cités *infra* le sont par ces auteurs.

<sup>144</sup> *A Batalha*, supplément littéraire, n° 93, 7 septembre 1925.

*A Batalha* soutint les mouvements contestataires des travailleurs et appela, également, à la création de syndicats dans les territoires d'outre-mer. Elle entretenait des liens privilégiés avec certains organes de presse des colonies comme, par exemple, *O Emancipador*, journal lié à la Maison des travailleurs de Lourenço Marques. Elle appuya la grève des fonctionnaires à São Tomé en 1921, des cheminots à Lourenço Marques la même année, des cheminots et dockers au Mozambique en 1925, de la police indigène de Lourenço Marques en 1924, des employés de commerce à Luanda en 1925 et la révolte des Noirs en Guinée en 1925.

Elle défendait l'émancipation de la race noire et salua, en mars 1921, la création d'un parti de natifs des colonies, formé à partir de la *Junta nacional dos indígenas*, le Parti national africain (PNA). Non sans malice, elle proclama : « Noirs du monde, unissez-vous »<sup>145</sup>. Le syndicaliste Mário Domingues signait bon nombre des articles contre le colonialisme, « œuvre de destruction que les Portugais au nom de la civilisation exécutent en Afrique »<sup>146</sup> et en faveur de l'indépendance : « Aux infamies pratiquées par le despotisme blanc en Afrique, seul un idéal d'indépendance peut s'opposer avec efficacité... Les Noirs ont-ils droit oui ou non à l'indépendance ? Et si oui, comment l'obtenir ? En luttant »<sup>147</sup>.

Les deux historiens portugais, déjà cités, J. Castro et J. L. Garcia, se sont alors interrogés sur les thèses défendues par Mário Domingues. Reflétaient-elles sa seule pensée ou correspondaient-elles à la position de la CGT ? Tout d'abord, ils rencontrèrent bon nombre d'articles de même teneur non signés. Ensuite, le congrès constitutif de 1919 de la Confédération appela non seulement à la création de syndicats en Afrique mais de surcroît indépendants de ceux de la métropole. Aussi, s'ils ne peuvent avancer de conclusion certaine, ils penchent plutôt pour la seconde hypothèse. Il est vrai que la rédaction de *A Batalha* semblait tout au moins suffisamment en accord avec les revendications de Mário Domingues pour les publier sans restriction.

Inspirée par les choix en matière de politique coloniale de la III<sup>e</sup> République française, par les réflexions de Saint Simon pour qui la colonisation ne représentait ni désir de conquête ni enjeu mais « une véritable entreprise de modernisation », la

<sup>145</sup> *A Batalha*, 23 août 1921.

<sup>146</sup> *A Batalha*, 1<sup>er</sup> juillet 1922.

<sup>147</sup> *A Batalha*, 5 juillet 1922.

République portugaise proposa son projet de colonisation. Le régime croyait à la possibilité de liens économiques réciproques et ne relevant pas d'une exploitation économique féroce ; parallèlement, il entendait travailler à l'émancipation des populations dites primitives. Cette idée de « mission civilisatrice » du peuple portugais fonctionna d'autant mieux que l'imaginaire colonial né au XIX<sup>e</sup> siècle la véhiculait déjà. Le culte d'une patrie unie dans ses composantes continentales et d'outre-mer, implanté après octobre 1910, consolida ce mythe ; les marins « découvreurs » renaquirent de leurs cendres, promus en héros nationaux. L'ancrage de la politique coloniale de la République dans l'imaginaire national limita le nombre de voix discordantes. De fait, les critiques ne fusèrent guère et émanèrent d'un très petit groupe : les anarcho-sindicalistes de la CGT. Comme on l'a vu, ces derniers appuyaient clairement l'indépendance des peuples coloniaux et appelaient à la formation d'organisations sans lien organique avec celles de la métropole.

### **CONCLUSION.**

Après l'indépendance du Brésil en 1822, le Portugal connut un débat de fond sur la pertinence du maintien de l'Empire et de ses modes d'exploitation. Bien que marginal dans le concert des puissances coloniales, il entreprit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle la colonisation de « ses » terres africaines. Dans la droite ligne des dispositions de la Conférence de Berlin, il s'attela à occuper effectivement les possessions revendiquées. Dans ce contexte, la République poursuivit la voie tracée par la monarchie avec les campagnes militaires. Néanmoins, elle élaborait un réel projet colonial, tenta d'appliquer ses options colonialistes au travers des actions de son porte-parole, le gouverneur d'Angola Norton de Matos. Il s'agissait d'amener les peuples colonisés à une autonomie relative et de civiliser les « indigènes ». Pour légitimer sa politique, elle utilisa les mêmes images que celles véhiculées sous la monarchie. En effet, un « nationalisme impérial à teneur populiste » avait surgi dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, nourri de mythes coloniaux plus ou moins anciens. La République ajouta le culte de la patrie au panthéon des devoirs portugais et basa sa propagande nationale-coloniale autour de ces schémas.

Pourtant, à l'écart des impératifs nationaux martelés, des anarcho-sindicalistes formulèrent des critiques envers, non seulement la politique coloniale de la République, mais le principe même de colonisation. Celles-ci surprennent car elles

émanent d'un seul groupe et sont d'une limpidité déroutante. Contrairement aux débats de la II<sup>e</sup> Internationale (*cf. infra*), l'idée de « colonisation positive » ou de colonisation à visage humain n'apparaît pas. Les positions de ces militants ne semblaient pas subordonner l'émancipation des colonies à quelques intérêts supérieurs ; les revendications étaient sans concession. De plus, le terme de populations « arriérées », rencontré dans les débats marxistes, n'était pas employé. Il devient alors intéressant de voir si l'héritage anarcho-syndicaliste du PCP se fit sentir sur la question coloniale.

### **III/ Le PCP et la question coloniale : le choc des héritages.**

*Afrique*  
*Strabon la jugeait si peu considérable*  
*Grigris d'un usage général*

Blaise Cendrars

Appartenant à un vieux pays colonisateur, les militants du jeune PCP évoluèrent dans une période de renouveau impérial durant laquelle la République entreprit une vaste modernisation de la politique coloniale portugaise. Ils pouvaient se laisser bercer par les grands discours du moment. Mais, leur adhésion à l'internationalisme prolétarien et leur filiation à l'IC leur fournirent d'autres outils d'analyse pour apprécier tant les faits de politique nationale que les rapports mondiaux. La question coloniale occupait une place dans les réflexions et résolutions de l'Internationale, ce qui leur permit d'élaborer les contours de leurs positions relatives à la colonisation portugaise. Le parti se trouva alors pris entre les intérêts antinomiques de sa nation d'appartenance et de son référent international. Comment allait-il intégrer les influences de ces deux univers au cœur des réflexions coloniales ?

Le parti connut de réelles difficultés à embrasser les principes kominterniens ; il les adapta aux conditions locales ou les « omit » totalement. Il s'agira donc , après un rappel des théories marxistes et des Internationales (socialiste et communiste) sur la question coloniale, d'aborder les différentes positions défendues par le parti de sa fondation à son II<sup>e</sup> Congrès.

## **A/ LES HERITAGES DES INTERNATIONALES.**

Les écrits de Marx et Engels, puis plus tard ceux de l'IC, sur le devenir des territoires dominés s'intitulent généralement : « Thèses sur la question nationale » ou « questions nationale et coloniale ». Quand ils se réfèrent uniquement aux colonies et semi-colonies, le terme « question d'Orient » apparaît alors. Cependant, afin de rendre aux colonies africaines une place équitable au sein de la question coloniale, on ne retiendra pas ici cette dénomination.

Il s'avère difficile d'exposer la genèse de la pensée marxiste en matière coloniale et nationale tant ces questions ne firent pas l'objet d'une théorie bien définie mais furent abordées dans des écrits épars en réaction à des situations historiques données. En effet, « la dialectique des débats ne se situait pas [...] au seul niveau de l'idéologie. Elle était ancrée sur le terrain même de la praxis. Ce fut devant la nécessité de définir une attitude tactique [...] qu'ont été tentés les essais de conceptualisation »<sup>148</sup>. Cependant, les militants se réclamant de Marx possédaient un héritage certain au travers de ces textes dispersés. Globalement, le colonialisme y était analysé comme un effet et un signe d'expansion du capitalisme et la nation comme un phénomène transitoire particulier lié à une étape du capitalisme, phénomène qui justifiait la priorité de l'action donnée à la formation et à la lutte des classes. L'IC affina ces positions et élaborait des thèses, notamment sur le droit à la séparation des peuples colonisés et sur la participation des populations des pays dominés à l'avènement de la révolution mondiale. Elle possédait pour ce faire un autre héritage : celui des débats de la II<sup>e</sup> Internationale, qu'il faut par conséquent évoquer également. L'évolution de la conceptualisation sur la question coloniale conditionna les références du PCP. Se revendiquant de l'IC, il tenta d'en reprendre à son compte les thèses.

### **1/ De Marx et Engels à l'Internationale socialiste.**

Dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, Marx et Engels écrivaient que la société bourgeoise moderne arrivait à un stade de développement qui lui procurait

<sup>148</sup> G. HAUPT – M. LÖWY, C. WEILL, *Les marxistes et la question nationale 1848-1914*, 1<sup>ère</sup> édition de 1974, Paris, l'Harmattan, 1997, p. 11.

trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Dès lors, elle surmontait cette crise par « la destruction forcée d'une masse de forces productives [et] par la conquête de nouveaux marchés ». « Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahissait le globe entier »<sup>149</sup>. La colonisation du monde serait ainsi la conséquence de l'expansion du capitalisme. Ces deux auteurs analysaient les fondements du colonialisme sans toutefois envisager dans leur ouvrage les effets de cette domination sur les populations opprimées. Ce n'est qu'après avoir été amenés à se positionner sur la « question des nationalités », autrement dit sur la nature et la légitimité des revendications national-patriotiques et/ou identitaires et sur l'éventuel appui à leur apporter, que peu à peu ils abordèrent celle des peuples colonisés.

Ils voyaient la question nationale comme un problème certes omniprésent, mais qu'on ne pouvait théoriser de manière autonome et qui en tout état de cause restait loin des problématiques fondamentales. La lutte des classes constituait la préoccupation centrale ; la nation n'était qu'une catégorie transitoire qui correspondait à la nécessité du développement capitaliste. Ces deux auteurs suivaient la perspective selon laquelle les « transformations structurelles qu'implique le développement du capitalisme : la création de grandes entités nationales, de grands espaces étatiques centralisés, [sont] une condition préalable à un développement historique allant dans le sens du progrès social »<sup>150</sup>. En effet, selon eux, la formation de l'État national constituait un passage vers l'internationalisme ; les ouvriers, ainsi débarrassés de la question nationale, pourraient se concentrer sur leurs intérêts de classe. L'unité nationale possédait une valeur instrumentale, elle incarnait une étape du développement capitaliste et par-là même du chemin vers le socialisme.

La question des nationalités — la nationalité correspondant, à l'époque, à une nation qui n'a pas réussi à se construire en État — surgit, elle, au moment de la révolution de 1848. Marx et Engels s'alignèrent alors sur les positions de la gauche européenne pour laquelle soutenir et satisfaire les revendications nationales, quand elles se situaient en Europe occidentale et centrale, revenait à ébranler le système dit

---

<sup>149</sup> MARX et ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, texte de 1848, Paris, Mille et une nuits, 1994, pp. 19 et 22.

<sup>150</sup> G. HAUPT, M. LÖWY, C. WEILL, *op. cit.*, p. 17.

de la Sainte Alliance issu du Congrès de Vienne<sup>151</sup>. Dans les principes de ce soutien, ils mettaient alors de côté le devenir des « petites » nationalités du Sud-Est de l'Europe et envisageaient, en quelque sorte, le droit à l'autodétermination aux seules « nations historiques », engagées dans un processus d'industrialisation. Selon George Haupt, qui reprend l'analyse de R. Rosdolsky, le contexte historique de l'époque explique la réaction de méfiance de Engels et Marx envers les nationalités. Ils finirent même par les condamner et posèrent clairement que le soutien au mouvement national ne se justifiait « que lorsque les activités politiques de cette nationalité revêtaient un caractère révolutionnaire et servaient aussi les intérêts particuliers de la démocratie »<sup>152</sup>. Cette option amena, par exemple, Engels au terme de son analyse de l'échec de la révolution de 1848-49 à conclure que :

« Les Slaves d'Autriche n'avaient jamais eu d'histoire qui leur fut propre. Ils dépendaient des Allemands et des Hongrois dans les domaines historique, littéraire, politique, commercial et industriel et ils étaient déjà partiellement germanisés, hongarisés, italianisés. [...] S'ils formaient des États indépendants, ils n'en seraient pas les bénéficiaires car ce serait la bourgeoisie allemande et italienne de leurs villes qui gouverneraient ces États. [...]. Cependant, tout cela ne serait pas décisif. Si, à un moment quelconque de leur asservissement, les Slaves avaient entamé une nouvelle histoire révolutionnaire, ils auraient par-là même donné la preuve de leur vitalité. Dès cet instant la révolution aurait eu quelques intérêts à leur libération et l'intérêt particulier des Allemands et des Magyars s'effaçait devant l'intérêt supérieur de la révolution européenne. Mais justement ce ne fut pas le cas. Les Slaves [...] furent toujours les *instruments principaux des contre-révolutionnaires* »<sup>153</sup>.

Pour Michaël Löwy, cette « erreur » de Engels s'explique par le fait qu'il n'avait pas « perçu la véritable racine de classe de l'échec de 1848-49 »<sup>154</sup>. De même, sa théorie des « peuples non historiques » est étrangère au marxisme. Il ne fait cependant aucun doute que cette citation un peu longue s'inscrit parfaitement dans le

<sup>151</sup> Il s'agit naturellement ici du Congrès international de 1814-1815 fixant le nouveau cadre européen après les guerres napoléoniennes où se rencontrèrent principalement la France et les quatre pays de l'alliance de Chaumont, c'est-à-dire les puissances victorieuses : l'Autriche, la Prusse, la Russie et l'Angleterre. Le congrès répartit les territoires sans prendre en compte le sentiment des peuples, ainsi, entre autres, la Pologne fut partagée entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, les Belges soumis au roi de Hollande, les Lombards-Vénitiens à l'empereur d'Autriche, le reste de l'Italie divisé au profit de souverains des maisons de Bourbon ou de Habsbourg et l'Allemagne réorganisée sur la base d'une Confédération germanique de trente-neuf états. Cette mise en tutelle des peuples fut l'œuvre du système dit de la Sainte Alliance.

<sup>152</sup> Engels cité par G. HAUPT, M. LÖWY, C. WEILL, *op. cit.*, p. 15.

<sup>153</sup> ENGELS, « Le panslavisme démocratique », *New Rheinische Zeitung*, 15 -16 février 1849, reproduit par G. HAUPT, M. LÖWY, C. WEILL, *op. cit.*, annexe, p. 78

<sup>154</sup> G. HAUPT, M. LÖWY, C. WEILL, *op. cit.*, p. 373.



principe linéaire souvent avancé par Marx de la subordination des mouvements et/ou des sentiments nationaux à la lutte de classe.

Le même principe détermina la position tenue par Marx et Engels à propos du cas polonais. L'enjeu historique était donc primordial puisque le rétablissement de la Pologne aurait eu le mérite de briser le lien entre les trois despotismes militaires (Russie, Prusse, Autriche). Le caractère instrumental de cette analyse fut confirmé quand émergèrent les perspectives d'une révolution russe, autre moyen de mettre à mal cet équilibre, puisque alors les revendications nationales en Pologne perdirent aux yeux de Marx et Engels leur valeur. L'éventuel rétablissement de l'État polonais ne fonctionnerait plus comme seul rempart contre le tsarisme. Bref, « Le soutien de [Engels] aux indépendances polonaise et irlandaise est ainsi fondamentalement *tactique* »<sup>155</sup>.

Toutefois, avec la question irlandaise, l'analyse de la problématique nationale évolua. Après l'automne 1867, ils avancèrent que la puissance nécessaire à un peuple pour en opprimer un autre se retournait finalement contre le prolétariat des nations dominantes et que les enjeux nationaux masquaient les conflits de classe paralysant ainsi le mouvement ouvrier des nations opprimées. En conséquence, les luttes nationales entreprises au sein de ces dernières servaient aussi la classe ouvrière de la nation dominante. Le primat de la lutte des classes sur la lutte nationale en devenait alors absolu. Dans certains cas bien précis, ces deux types de lutte s'avéraient complémentaires. Ici, par exemple, la lutte des Irlandais jouait sur l'évolution du prolétariat anglais. Marx écrit lui-même en 1869 qu'il « avait longtemps cru qu'il serait possible de jeter bas le régime irlandais par la domination de la classe ouvrière anglaise » mais qu'il était « maintenant convaincu du contraire, la classe ouvrière anglaise n'accomplira jamais rien avant de se débarrasser de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut appliquer le levier »<sup>156</sup>. Bien que le but ne soit pas la libération de l'Irlande mais la révolution anglaise, l'évolution théorique de Marx sur la place accordée aux luttes nationales ouvrait la porte aux réflexions sur le devenir des colonies et le rôle qu'elles pouvaient éventuellement tenir dans l'avènement de la révolution.

---

<sup>155</sup> Michel CAHEN, *Ethnicité politique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 41.

<sup>156</sup> Karl MARX, Lettre à Engels du 10 décembre 1869, in Hélène CARRERE D'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *Le marxisme et l'Asie, 1853-1964*, Paris, Armand Colin, 1970, p. 149.

Avant de se pencher sur le rôle des révolutions nationales des pays non européens dans la lutte pour le renversement du capitalisme, Marx étudia, dans les mêmes années 1850-1860, la nature de la civilisation indienne et plus largement asiatique. Bien que l'information qu'il possédait s'avéra notoirement insuffisante, il avança, dans un texte de 1853<sup>157</sup> sur la domination britannique en Inde, que le despotisme européen s'était ajouté au despotisme oriental et avait causé à l'Hindoustan des maux beaucoup plus profonds. Il analysa alors le système socio-économique indien ou « mode de production asiatique » dont les trois caractéristiques premières résidaient en l'absence de propriété privée, une multitude de petites communautés isolées les unes des autres et la présence d'un État despotique chargé des travaux publics. Il en conclut que ce système économique et social ou « système des villages » constituait le fondement du despotisme oriental et que la colonisation anglaise, au-delà des horreurs qu'elle produisait, provoquait une véritable révolution sociale. En annihilant les bases sociales de l'Asie, elle « fut l'instrument inconscient de l'histoire ».

Par ailleurs, Marx écrivit que la « civilisation [asiatique] était trop basse et l'étendue territoriale trop vaste pour susciter l'association volontaire ». C'est pourquoi, contrairement à l'Europe, la gestion de l'eau, par exemple, était assurée par l'Etat. Dans le même ordre d'idée, il qualifia les communautés villageoises de « semi-barbares, semi-civilisées » et remarqua que les Indiens « dont la soumission était compensée par une certaine noblesse calme [...] malgré leur langueur naturelle avaient étonné les officiers britanniques par leur courage ». Bref, il fit preuve d'un eurocentrisme certain en considérant non seulement le mode de production asiatique comme la formation sociale la plus proche de la société tribale primitive (donc nettement antérieure et inférieure aux formations sociales européennes), mais aussi en posant la civilisation asiatique comme inférieure à la civilisation européenne. « Affirmer que les pays asiatiques étaient encore à l'aube de la civilisation et qu'en plus ils ne seraient jamais sortis de leur état de stagnation sans l'intervention de l'occident, c'était condamner d'avance toute tentative de la part des peuples de ces pays de se moderniser tout en restant eux-mêmes »<sup>158</sup>.

<sup>157</sup> Karl MARX, « La domination britannique en Inde », *New York Daily Tribune*, 25 juin 1853, pp. 171-179.

<sup>158</sup> Hélène CARRERE D'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *op. cit.*, p. 15.

Marx et Engels découpaient en phases le développement capitaliste et celui allant dans le sens du progrès social. En calquant leur grille d'analyse, élaborée à partir d'une histoire européenne, sur le reste du monde et en replaçant les formes d'organisation sociale qu'ils y rencontrèrent sur une « échelle » du progrès, ils arrivèrent à concevoir un retard des territoires dominés non européens. Marx avait posé l'infériorité de la civilisation asiatique ; Engels, beaucoup plus tard, avança que :

« Les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays occupés par une population européenne, le Canada, le Cap, l'Australie, deviendraient toutes indépendantes, en revanche, les pays habités par des indigènes, qui étaient simplement subjugués — l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises, espagnoles — devraient être provisoirement pris en mains par le prolétariat et conduits aussi rapidement que possible vers l'indépendance »<sup>159</sup>.

Ces premières théories marxistes, qui sous-entendaient que l'Inde et l'Asie devaient passer par une étape capitaliste — et sur lesquelles ils allaient revenir par la suite —, véhiculaient finalement les mêmes représentations que le discours libéral sur l'état de sous-développement des colonies et la reconnaissance de l'action « salvatrice » des puissances métropolitaines dans un cas ou du prolétariat dans l'autre.

Malgré cette théorie étapiste, Marx dès 1853<sup>160</sup> envisagea le rôle moteur que pourrait avoir une révolution dans les pays colonisés. À partir de l'analyse du capitalisme qui était, selon lui, en train de créer un système économique mondial, il considéra qu'une révolution en Chine provoquerait le rétrécissement des marchés anglais et « causerait ainsi l'explosion de la crise générale longtemps mûrie ». Celle-ci devait, encore une fois, permettre l'avènement de la révolution anglaise. Son raisonnement préfigurait, par conséquent, son évolution de 1867 sur la question irlandaise. Dans les deux cas, Il développa une vision instrumentale de la révolution nationale (*cf. supra*).

Marx et Engels dépassèrent peu à peu leurs premières analyses des sociétés asiatiques<sup>161</sup>, Russie incluse, puisqu'ils la considéraient comme un pays asiatique ou

<sup>159</sup> ENGELS, « Ce que pensent les ouvriers européens », 12 septembre 1882, in Hélène CARRERE D'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *ibidem*, p. 155.

<sup>160</sup> Karl MARX, « La révolution en Chine et en Europe », *New York Daily Tribune*, 20 mai 1853, *ibidem*, p. 146.

<sup>161</sup> Si, dans ses lettres à Engels, Marx dit avoir étudié de plus près le système d'oppression coloniale lors de son séjour en Algérie (entre le 20 février et le 2 mai 1882) pour raisons de santé, cette expérience ne l'amena pas pour autant à écrire des textes spécifiques sur la question.

semi-asiatique. Au fil du temps, ils mirent en exergue un des avantages de son mode d'organisation sociale : les communautés villageoises pouvaient se transformer en propriété socialiste<sup>162</sup>, sans passer par l'étape de la propriété individuelle. Ils ouvrirent ainsi la porte aux théories d'une voie non capitaliste de développement dans les pays dits « arriérés ». Toutefois, ces deux auteurs expliquèrent que, pour parvenir à cette transformation, la Russie avait besoin de l'appui du prolétariat européen. En 1894, Engels étendit cette idée à tous « les pays qui venaient seulement de tomber dans la production capitaliste ».

Bref, Marx et Engels subordonnaient la lutte nationale à la stratégie révolutionnaire mondiale, en réalité eurocentrée. Ils donnaient une place déterminante au prolétariat des pays capitalistes dans l'avènement et l'achèvement de toute révolution y compris celle des territoires dominés. Leurs réflexions permirent par la suite aux militants communistes de se conformer à l'imaginaire colonial qui émergea à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui inscrivit la situation des pays colonisés plus dans la problématique d'un « retard » que dans celle d'une domination. Ces écrits allaient alors nourrir les débats du mouvement ouvrier et, en particulier, ceux de la II<sup>e</sup> Internationale.

## **2/ De la II<sup>e</sup> Internationale et la colonisation « positive » à Lénine.**

La question coloniale s'inscrivait dans les débats des sociaux-démocrates et se trouva à l'ordre du jour des différents congrès de la II<sup>e</sup> Internationale. Lors du Congrès de Paris de 1900, celle-ci sépara les questions nationale et coloniale, distinguant ainsi implicitement les contextes « civilisés » et « non civilisés ». La première motion sur le sujet était apparue dès le Congrès de Zurich de 1893, à propos de la question du Siam<sup>163</sup>. Les délégués y définirent rapidement la colonisation et la condamnèrent. Toutefois, il faut attendre le Congrès de Paris pour que ce thème figure en tant que tel à l'ordre du jour.

<sup>162</sup> Marx et Engels ne détaillaient pas les modalités de cette transformation.

<sup>163</sup> Le Siam, royaume de Thaïlande, conclut des accords commerciaux avec l'Angleterre en 1855 et se trouva au centre des tensions franco-anglaises lorsque la France intervint en Indochine en 1859. Ces tensions perdurèrent jusqu'à la signature de l'Entente cordiale en avril 1904, accord qui était censé régler tous les différends franco-anglais en divers points du monde.

Les socialistes percevaient la colonisation, en plein essor à ce moment-là, de manière négative dans le sens où, non seulement, elle assujettissait les populations mais de plus elle ne profitait qu'à la bourgeoisie et au capitalisme.

Mais, l'idée qu'elle pouvait jouer sur l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière européenne se consolida peu à peu dans l'esprit de certains militants. Ainsi, à partir du Congrès d'Amsterdam de 1904 et avec la question de la Révolution russe de 1905, apparurent deux tendances contradictoires au sein de l'Internationale, toujours actives au Congrès de Stuttgart de 1907 ou durant la préparation de celui de Copenhague de 1910<sup>164</sup> ; les réflexions « modernes » se heurtèrent aux thèses « traditionnelles », les partisans d'une « colonisation humaniste » aux anticolonialistes.

La justification de la mise sous tutelle des pays colonisés apparut donc au Congrès de 1904. Van Kol, social-démocrate hollandais, y présenta un rapport défendant l'idée que les socialistes ne devaient pas se borner à demander l'abolition des colonies. Il énonça clairement que : « Les besoins nouveaux qui se feront sentir après la victoire de la classe ouvrière et de son affranchissement économique rendront nécessaires, même sous le régime socialiste de l'avenir, la possession des colonies »<sup>165</sup>. Prônant le principe du maintien des empires sous un régime socialiste, il souligna toutefois que le changement politique des métropoles serait bénéfique aux colonies. En effet, « le temps viendra où la ceinture chaude du globe sera habitée par des races jaunes ou noires, qui ne se sentiront plus inférieures aux Blancs et qui n'auront plus besoin de notre tutelle, pouvant se guider elles-mêmes ». Les réminiscences des écrits de Marx et Engels, certes produits dans les premières heures de la colonisation, se faisaient sentir. Une interprétation à la lettre de leurs idées pouvait aisément amener au type d'analyse défendue par Van Kol, Bernstein, Vandervelde et Jaurès : l'état d'avancement de la classe ouvrière européenne justifiait « l'aide » apportée aux « peuples primitifs » (rapport de Van Kol). En défendant que ces peuples ne pouvaient pas se passer de la période capitaliste dont, par conséquent, il ne fallait pas entraver le développement, Van Kol s'opposait certes à

---

<sup>164</sup> Après le congrès de Copenhague, la lutte contre la guerre qui embrasait l'Europe renvoya au second plan les phénomènes révolutionnaires ou sub-révolutionnaires survenus en Asie.

<sup>165</sup> *Congrès socialiste international d'Amsterdam du 14 au 20 août 1904, Rapports et Projets des Résolutions sur les questions de l'ordre du jour par le Secrétariat socialiste international, Bruxelles, 1904, in Hélène CARRERE D'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, op. cit., p. 156.*

Marx qui, avec la question russe, n'était plus si catégorique, mais il s'en inspirait en inscrivant ces peuples dans la période de l'enfance.

Cependant, les analyses de Van Kol ne furent pas majoritaires et se heurtèrent au cours du débat à quelques critiques. L'Anglais Hyndman, par exemple, tint un discours en totale opposition. Pour lui, l'Inde « fournissait l'exemple le plus frappant de l'infamie du capitalisme moderne dans les colonies ». Il lança un réquisitoire en faveur de cette civilisation, surprenant dans les années 1900 où, au-delà des clivages sur le devenir des colonies, la plupart des sociaux-démocrates en soulignaient plutôt le « retard » :

« L'Inde est le plus grand et le plus peuplé empire qui ait jamais été sous le contrôle d'une nation. [...] Arts, grande littérature, grands monuments, grands travaux industriels et grande bravoure militaire, grandes lois, grands financiers et grands législateurs illustrent ses longues annales. [...] Notre mission a été de détruire toute cette grandeur »<sup>166</sup>.

Les tendances contradictoires qui s'exprimèrent donc au Congrès d'Amsterdam, qui invita à l'occasion les partis à créer des commissions d'études coloniales<sup>167</sup>, s'affrontèrent franchement à celui de Stuttgart. Au nom de la majorité, Van Kol présenta une motion qui renonça à condamner la « politique coloniale » dans le sens d'acquisition et d'exploitation des colonies. Dans le débat de la troisième commission sur la question coloniale, David, délégué allemand, demanda le vote d'une résolution afin que : « le Congrès socialiste acceptât en principe la colonisation pour le motif que l'occupation et l'exploitation de la terre entière étaient indispensables au bien-être de l'humanité »<sup>168</sup>. De plus, il souhaita, « bien entendu, que la résolution critiquât aussi la gestion capitaliste »<sup>169</sup>. Certes, des délégués rappelèrent que « toute politique coloniale était nécessairement capitaliste » et que « adversaires en principe de toute exploitation et de toute oppression de [leur] propre pays, [ils] se devaient de condamner celle qui sévissait dans les colonies ». Mais, la résolution finale soumise au congrès par cette commission prévoyait de ne pas « condamner en principe et pour tous les temps, toute politique coloniale qui — en régime socialiste — pourra être

<sup>166</sup> *Idem.*

<sup>167</sup> On ignore tout de leur composition, et même si elles furent mises en place, mais une chose est avérée : dans chaque pays des « spécialistes » apparurent.

<sup>168</sup> VII<sup>e</sup> Congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907, *Compte rendu analytique* publié par le Secrétariat du Bureau socialiste international, Bruxelles, Veuve Désirée Brismée, 1908, in Hélène CARRERE D'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *op. cit.*, p. 159.

<sup>169</sup> *Idem.*

œuvre de civilisation ». La réunion plénière ne retint pas la formule et préféra conclure que « seule la société socialiste pourrait offrir à tous les peuples la possibilité de développer pleinement leur civilisation » et que « les mandataires socialistes avaient le devoir de s'opposer irréductiblement dans tous les parlements à ce régime d'exploitation à outrance et de servage qui sévissait dans toutes les colonies existantes ». Cette révision répondait aux interventions de Kautsky pour qui toute « politique coloniale était contraire à la politique civilisatrice ».

Les partisans d'une colonisation humaniste ou « positive » furent mis en minorité. Mais, tous les délégués se retrouvèrent autour de la certitude d'un retard des peuples colonisés. Même pour Kautsky :

« Les peuples attardés n'étaient pas adversaires de la civilisation qui leur était apportée par des peuples plus civilisés [...]; l'expérience démontrait, au contraire, que là où l'on se montrait bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptaient volontiers les instruments et le secours d'une civilisation supérieure »<sup>170</sup>.

Deux éléments expliquent aisément cette perception récurrente de hiérarchisation des civilisations et des peuples : la culture européenne du moment et l'influence des théories « étapistes » de Marx et Engels. Les imprécisions de ces dernières ne permettaient pas aux militants de rompre avec l'imaginaire colonial qui, de surcroît, se construisait à cette même époque. Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce propos que dans « les pays dépourvus de colonies, [...] les motions radicales rencontrèrent un soutien quasi unanime »<sup>171</sup>. L'univers national des délégués semble alors intervenir nettement dans l'adoption de certains principes. La difficile conciliation entre culture nationale et réflexions socialistes touchait tous les métropolitains, indépendamment de la spécificité des mythes coloniaux développés dans leur pays. Absents de ces débats, les futurs militants communistes portugais n'en allaient pas moins exprimer des positions identiques. Même les apports de Lénine, présent au Congrès de Stuttgart de 1907, et de l'IC ne leur permirent pas de dépasser cette problématique.

La majorité des marxistes envisageait pour les pays « arriérés » une révolution bourgeoise que l'accroissement de la lutte des classes conduirait à la révolution

<sup>170</sup> *Idem.*

<sup>171</sup> Moussa CONDE, *L'attitude du parti communiste français face à la décolonisation de l'ouest africain français, 1944-1956*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, 1983, p. 34.

sociale. Lénine, agissant dans un pays où la classe ouvrière était numériquement faible et où il aurait fallu attendre longtemps son développement, chercha à repenser les relations entre le prolétariat et le parti ainsi que l'alliance entre ouvriers et paysans<sup>172</sup>. S'interrogeant sur les problèmes de la révolution dans ces pays, il s'efforça de faire entrer la paysannerie dans la stratégie marxiste. Il croyait au succès d'une dictature des ouvriers et des paysans, dirigée en fait par le prolétariat. Ces conclusions partaient de l'expérience de la Russie de 1905. Il posait, par conséquent, qu'une classe n'occupant pas de position dominante dans l'économie pouvait toutefois s'attribuer le pouvoir. Il proposait ainsi une solution aux problèmes de la révolution en Orient, composé de territoires sans classe ouvrière conséquente.

Lénine ne donnait pas de valeur intrinsèque à la culture nationale mais estimait que soutenir les revendications nationales pouvait hâter la révolution sociale. De plus, issu d'un pays multinational, il défendait le droit à la séparation pour les nations dominées qui devaient comprendre, par la suite, l'intérêt d'appartenir à un ensemble plus large. Jusqu'en 1914, sa position ressembla à celle de Kautsky<sup>173</sup>. À l'inverse de bon nombre de disciples de Marx, Lénine ne définit point la nation et l'entité nationale. En revanche, il articula pour la première fois autodétermination nationale et internationalisme prolétarien. Selon lui, le droit à la séparation permettait de créer des unions libres et volontaires rendant possible dans un futur lointain la fusion entre les nations. De plus, la reconnaissance de ce droit par le mouvement ouvrier des nations dominantes pouvait lever la méfiance des opprimés et unir ainsi le prolétariat des deux nations, dominante et dominée, dans la lutte contre la bourgeoisie. En 1914, il publia à cet égard une brochure, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, qui s'opposait notamment aux idées de Rosa Luxemburg<sup>174</sup>.

<sup>172</sup> Pour Lénine, l'organisation et la discipline du parti étaient censées compenser cette faiblesse de la classe ouvrière russe. Il expose sa vision d'un parti conduisant le prolétariat dans une brochure devenue fameuse : *Que faire ?* Lénine, texte de 1902, Paris, Seuil, 1966, 319 p.

<sup>173</sup> Kautsky : Il s'opposait à la vision de Rosa Luxemburg. Il prenait en compte les aspirations nationales, convaincu de la justesse de la tendance vers l'unité nationale. Il considérait aussi que : « Là où ces tendances nationales luttent encore pour leur reconnaissance, tout parti de progrès [...] doit être autant national que démocratique et doit avoir sur ces questions une politique offensive ». Il lui semblait erroné de ne considérer la question nationale que dans le cadre des tâches concrètes, et positif que la social-démocratie puisse présenter un programme réalisable afin d'intervenir dans les luttes nationales. Kautsky cité par Haupt, *ibidem*, p. 44.

<sup>174</sup> Rosa Luxemburg : De ses articles de 1893 à 1908, il ressort, selon Löwy, une conception économiste du problème (si un pays est économiquement dépendant d'un autre, il ne peut être indépendant politiquement), une vision culturelle de la nation (escamotant sa dimension politique), une analyse partielle des mouvements de libération nationale (qui, pour elle, ne peuvent pas receler au-delà de leur côté « petit-bourgeois » réactionnaire une réelle potentialité révolutionnaire) et enfin



Cette logique s'appliquait également aux luttes de libération des peuples coloniaux. Sauf que dans le cas des possessions coloniales, Lénine mettait en avant un autre paramètre : leur utilisation par la bourgeoisie comme moyen de corruption de la classe ouvrière des métropoles. Si celle-ci ne profita pas directement de « l'argent des colonies », indirectement, les classes dominantes, fortes des bénéfices coloniaux engrangés, étaient en mesure de satisfaire certaines revendications ouvrières et donc d'affaiblir leur radicalité potentielle.

Les observations que fit Lénine au Congrès de Stuttgart de 1907 l'amènèrent à se rallier à d'autres socialistes qui voyaient dans les colonies un moyen pour la classe dominante de neutraliser les prolétaires européens.

Pourtant, il ne reprit pas les théories innovantes des marxistes austro-hongrois. Par la voix de Otto Bauer et sa publication en 1907 de *La question des nationalités et la social-démocratie*, ces derniers développaient deux concepts clés dignes d'intérêt : celui de « caractère national », défini en termes psychologiques, et celui de « culture nationale ». Otto Bauer témoigna d'une approche pionnière en concevant la nation comme un mouvement en perpétuelle transformation et d'une divergence certaine par rapport aux réflexions marxistes en refusant de croire à une possible culture internationale socialiste. Selon lui, le capitalisme excluait de la communauté culturelle nationale la classe ouvrière ; la tâche des sociaux-démocrates consistait justement à se saisir de la question nationale pour faire accéder cette classe à la communauté. Il fut vivement critiqué, en particulier par ceux qui réduisaient l'univers culturel aux conditions sociales d'existence. Cela dit, les échanges entre Bauer et Kautsky, notamment, nourrirent grandement les débats marxistes de la décennie 1910.

Au cœur de ces réflexions et en réaction à la guerre de 1914 et à l'effondrement de la social-démocratie, Lénine écrivit en 1916 la brochure : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Selon lui, le problème national dans les pays dominés était le produit du phénomène impérialiste et les bénéfices tirés des colonies permettaient à la bourgeoisie de nourrir au sein de la classe ouvrière les tendances opportunistes, réformistes. Les luttes de chaque nation contre l'impérialisme et sa destruction constituaient alors un élément fondamental de la lutte pour la révolution mondiale surtout si celles-ci se déroulaient en Europe. L'IC élaborait,

---

l'incompréhension qu'existait au sein même des masses populaires et du prolétariat une exigence de libération nationale. On retiendra que, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, cette militante défendit que les positions de classe et non les positions nationales constituaient les fondements de la politique socialiste. Löwy in G. HAUPT, M. LÖWY, C. WEILL, *op. cit.*, pp. 375-379.

par la suite, ses thèses sur la « question d'Orient » à partir des réflexions de Lénine et de celles des marxistes des vingt années précédentes. Mais la présence d'interlocuteurs asiatiques rendit encore plus complexes les débats en la matière.

### **3/ Les principes de l'Internationale communiste.**

Au sein de l'IC, la sous-estimation du mouvement national persista jusqu'à son dernier congrès (1935). Mais, comme du vivant de Lénine les débats s'y révélèrent plus riches, seuls les quatre premiers congrès méritent une étude plus précise. D'ailleurs, c'est au II<sup>e</sup> Congrès que les positions sur la question coloniale de l'Internationale qui ouvrirent, par la suite, la porte à de nombreuses discussions et interprétations furent définies.

Suite au rapport de Zinoviev sur la Conférence de Berne de 1919 (*cf. supra*) qui aborda la question du contrôle des colonies allemandes par la SDN, le I<sup>e</sup> Congrès de l'IC, tenu à Moscou du 2 au 6 mars 1919, adopta une résolution d'opposition aux positions des sociaux-démocrates sur la question coloniale. Il dénonça également le Congrès de Stuttgart de 1907 et avança que « la Conférence de Berne était à la remorque de ces politiciens libéraux-bourgeois de la colonisation qui justifiaient l'exploitation et l'asservissement des colonies par la bourgeoisie impérialiste et cherchaient seulement à la masquer par des phrases philanthropiques-humanitaires »<sup>175</sup>. Le 6 mars, le Congrès vota également le *Manifeste de l'IC au prolétariat du monde entier*. Celui-ci proclama que « l'affranchissement des colonies n'était concevable que s'il s'accomplissait en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles [et que pour les] esclaves et coloniaux d'Afrique et d'Asie, l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnerait [...] comme l'heure de [leur] délivrance »<sup>176</sup>. L'IC reconnut parallèlement le droit des territoires dominés à la séparation. Mais si, selon elle, ils pouvaient légitimement revendiquer leur indépendance, ils ne réussiraient à sortir du système impérialiste que si la révolution se déroulait aussi en Europe, berceau du capitalisme. La Russie socialiste appliqua elle-même ces principes avec la reconnaissance de la souveraineté des peuples des

<sup>175</sup> Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne, *Manifestes et thèses...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>176</sup> « Manifeste de l'IC aux prolétaires du monde entier », *ibidem*, p. 32.

anciennes colonies tsaristes et de la possibilité pour eux de se constituer en États indépendants<sup>177</sup>.

Si le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, tenu à Moscou du 23 juillet au 19 août 1920, ne consacra pas un point à part entière de l'ordre du jour à la question coloniale, il fut tout de même celui des « définitions » en ce domaine. Elles furent le résultat des travaux de la « Commission pour la question nationale et coloniale », nommée le 24 juin. Composée de délégués des pays européens, coloniaux, semi-coloniaux et d'Orient, elle n'accueillit point de militants portugais. Les premiers à se rendre à Moscou furent Caetano de Sousa et Pires Barreira, partis en 1922 afin d'assister au IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC.

Suite au rapport de Lénine, les échanges de cette commission se centrèrent principalement autour de trois thèmes. Tout d'abord, les délégués se penchèrent sur le problème de l'appui des communistes aux mouvements bourgeois des colonies. Lénine distingua les « bourgeois réformistes », prêts aux compromis avec l'impérialisme, des « bourgeois révolutionnaires » (ou nationalistes révolutionnaires) qu'il fallait, par conséquent, soutenir du moment que ceux-ci ne s'opposaient pas à l'organisation des paysans. Ensuite, ils débattirent de la perspective, défendue par Lénine, de la création de soviets paysans dans les pays coloniaux. Enfin, ils abordèrent l'analyse de Lénine qui affirmait qu'il était possible d'éviter la phase capitaliste dans les pays dits « arriérés ».

Le délégué de l'Inde, M. N. Roy<sup>178</sup>, proposa des thèses complémentaires. Ce militant nationaliste posa de façon originale que la révolution en Europe dépendait de la victoire de la révolution en Orient. Le raisonnement faisait sens : si le capitalisme se voyait privé des ressources extraites dans les colonies, il lui était plus difficile voire impossible de faire des concessions au mouvement ouvrier des métropoles qui contesterait donc plus facilement ; il était voué à l'effondrement. La chute de la domination coloniale et simultanément le déclenchement d'une révolution prolétarienne dans la métropole entraîneraient le renversement du capitalisme. Lénine jugea un peu excessives les positions de Roy pour qui, au fond, le destin de l'Occident dépendait du développement des forces révolutionnaires en Orient...

---

<sup>177</sup> C'est dans ce cadre que la Finlande, les Pays Baltes et la Pologne obtinrent leur indépendance.

<sup>178</sup> Manabendra Nath Roy, 1887-1954, né au Bengale, exclu de l'IC comme droitier en 1929 après avoir effectué une mission en Chine en 1927.

Néanmoins, les délégués votèrent les thèses de Lénine et celles, additionnelles, de Roy. Jointes, elles engageaient l'IC à « subordonner les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier »<sup>179</sup> et à œuvrer pour le rapprochement entre mouvements révolutionnaires coloniaux et européens. De plus, elles concluaient que : « Le surplus obtenu par l'exploitation des colonies était le soutien principal du capitalisme contemporain et aussi longtemps que celui-ci n'aurait pas été privé de cette source de super-bénéfices, il ne serait pas facile à la classe ouvrière européenne de renverser l'ordre capitaliste »<sup>180</sup>.

D'un point de vue tactique, l'IC souhaita établir des alliances avec des mouvements d'émancipation, y compris de direction bourgeoise, à la condition que le mouvement ouvrier, même embryonnaire, conserva son indépendance par la création d'organisations ouvrières dont la direction ne serait pas, par conséquent, de nature bourgeoise. M. N. Roy s'opposa à ce type d'alliance avec la bourgeoisie nationale mais resta minoritaire sur ce point<sup>181</sup>. Par ailleurs, l'IC conclut que les révolutions sociales dans les colonies passaient, dans un premier temps, par des révolutions démocratiques nationales. Le travail des communistes consistait donc à transformer ces nouveaux États en sociétés socialistes sans qu'ils soient passés par le capitalisme. L'IC définit ensuite la politique à poursuivre par les PC des pays impérialistes. La huitième condition d'adhésion stipula que : « Les partis des pays dont la bourgeoisie possédait des colonies ou opprimait des nations devaient avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette [...], ils devaient exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole »<sup>182</sup>.

Afin de poursuivre les réflexions engagées et d'appliquer les résolutions votées, le II<sup>e</sup> Congrès appela à la tenue d'un congrès des peuples d'Orient. Celui-ci se déroula à Bakou du 1<sup>er</sup> au 8 septembre 1920. Trotsky et Lénine en furent les présidents d'honneur. Le Congrès s'apparenta plus à une tribune où, pour la première fois, les revendications des populations sous domination purent être formulées. La

<sup>179</sup> « Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales », *Manifestes, thèses...*, *op. cit.*, pp. 57-61.

<sup>180</sup> *Idem.*

<sup>181</sup> Il préférait créer des soviets ouvriers plutôt que paysans et pensait, par ailleurs, que la bourgeoisie, une fois au pouvoir, trahirait inmanquablement ses anciens alliés.

<sup>182</sup> « Manifeste de l'IC aux prolétaires du monde entier », *ibidem*, p. 32.

présence de 1 891 délégués<sup>183</sup> expliqua également ce déroulement particulier. Ceux-ci abordèrent la question agraire et soulignèrent que la paysannerie, comme d'ailleurs les peuples d'Orient dans leur ensemble, ne devaient pas lutter exclusivement contre l'opresseur étranger. Il leur fallait combattre aussi les oppressions intérieures. Le Congrès réaffirma le principe avancé par l'IC : le triomphe des partis communistes en Occident signifierait la fin de l'exploitation des peuples d'Orient.

Il élit un « Conseil d'action et de propagande », composé de quarante-huit personnes, qu'il engagea à publier en plusieurs langues une revue intitulée *Les Peuples d'Orient*. Toutefois, un seul numéro sortit et le Conseil ne fonctionna guère.

Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer la portée du Congrès de Bakou qui resta, certes, avant tout symbolique. Mais, tous les PC évoquèrent tout au long de leur histoire ce fameux congrès. Il servit, en quelque sorte, de mythe fondateur à l'anticolonialisme communiste. Face aux critiques extérieures ou internes, les dirigeants rappelaient l'action de l'Internationale et de « son » congrès précurseur des peuples opprimés pour légitimer leur discours sur les colonies. Même si aucun Africain ou Noir-américain n'avait assisté au congrès, les militants communistes l'utilisèrent pour cautionner leur revendication sur l'indépendance des colonies africaines.

Les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès, tenus à Moscou respectivement du 22 juin au 12 juillet 1921 et du 5 novembre au 5 décembre 1922, passèrent rapidement sur la question coloniale. En 1921, la discussion dura une journée ce qui donna argument à M. N. Roy pour critiquer violemment l'IC. Il l'accusait de négliger l'importance du thème et considéra sa position « pire que celle de la II<sup>e</sup> Internationale ». En 1922, si les *Thèses générales sur la question d'Orient* reprirent les principes énoncés lors du II<sup>e</sup> Congrès, la nouveauté résida en l'introduction d'un point sur la « question noire », abordant essentiellement les mouvements noirs aux États-Unis. Les délégués considérèrent alors le problème des Noirs-américains non seulement comme un problème racial mais aussi un problème colonial.

L'intérêt du IV<sup>e</sup> Congrès se situe surtout dans les débats menés sur l'action des partis communistes de métropole. L'IC leur demanda de développer leur propagande et insista également sur la nécessité d'organiser dans les colonies des PC indépendants et non des excroissances des PC nationaux (ou métropolitains). Elle

<sup>183</sup> Ils appartenaient à une trentaine de nationalités, essentiellement originaires des peuples asservis par la Russie des tsars ou limitrophes.

répondait en cela aux délégués des pays semi-coloniaux et coloniaux qui se plaignirent lors du congrès du peu d'activité des PC des pays capitalistes. Par exemple, ils critiquèrent la Fédération communiste d'Algérie pour les préjugés raciaux de ses membres (majoritairement des colons). Ils estimèrent alors qu'elle constituait un obstacle au développement des mouvements d'émancipation et, pour asseoir leur démonstration, renvoyaient à un de ses écrits :

« [Le pays n'est pas encore] capable de se gouverner seul [...], et avant toute révolution victorieuse dans la métropole [...], le soulèvement de la masse musulmane amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin à la féodalité. [...] Le meilleur moyen d'aider tout mouvement libérateur dans notre colonie n'est pas d'abandonner cette colonie, comme il est dit dans la huitième condition de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, mais au contraire d'y rester »<sup>184</sup>.

Cette position de la Fédération communiste d'Algérie venait confirmer la difficile application des principes de l'IC pour un PC de métropole, la confrontation inévitable entre culture nationale et/ou coloniale et internationalisme prolétarien. Les délégués des pays colonisateurs aux congrès de la II<sup>e</sup> Internationale avaient montré leurs réticences à approuver des thèses radicales (*cf supra*). Les militants communistes des colonies dévoilaient, de la même manière, leur ancrage dans leur société d'origine.

Les congrès de l'IC se poursuivirent et continuèrent à aborder en filigrane la question coloniale. Cependant, avec la mort de Lénine en 1924 et la victoire de la troïka (Zinoviev, Kamenev, Staline), un tournant s'annonça. L'IC mit tout d'abord en œuvre la « bolchevisation » des PC puis, avec la rupture de la troïka au profit de Staline, la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Elle découlait du principe antérieur de subordination des luttes nationales aux intérêts de la lutte pour l'avènement de la révolution mondiale. L'URSS, incarnant pour ces dirigeants le premier pas vers cette révolution, il fallait consolider l'expérience. Les choix de l'IC devaient donc défendre l'Union soviétique. Les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Congrès, respectivement tenus de juin à juillet 1924 et de juillet à août 1928, dénoncèrent à nouveau « les persistances d'attitudes impérialistes » chez certains communistes et réaffirmèrent le droit à la séparation des peuples coloniaux et la pertinence de l'alliance avec la bourgeoisie nationale. M. N. Roy s'opposa encore une fois vivement à cette tactique d'alliance mais, pour la première fois, lors du V<sup>e</sup> Congrès fut mis en minorité sur

<sup>184</sup> Lettre des communistes de Sidi-Bel-Abbès, datée du 22 juin 1922, transmise à Frossard, secrétaire général du PCF, in Hélène CARRERE D'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *op. cit.*, pp. 268-271.

l'ensemble de ses thèses. De toute façon, à ces deux congrès, les questions centrales se situaient ailleurs et les problèmes coloniaux restèrent au second plan.

Après ce rappel, il faut revenir sur deux points fondamentaux pour toute étude sur un PC et « sa » question coloniale.

Tout d'abord, bien qu'elle s'exprimât différemment selon les délégués et selon les congrès, la question de l'ordre des révolutions concentra les dissensions. Lors des quatre premiers congrès, tous les délégués s'accordaient sur le rôle primordial des colonies au sein du monde capitaliste — rôle au demeurant plus explicité par les interventions de M. N. Roy que par le rapport de Lénine — mais se divisaient quand il s'agissait de désigner le facteur qui serait déterminant dans l'avènement de la révolution mondiale. La révolution en Orient devait-elle survenir en premier lieu ? Les révolutions devaient-elles être simultanées ? Ou bien encore, seule une révolution prolétarienne européenne pouvait-elle renverser le capitalisme et libérer les colonies ? L'idée sous-jacente chez les délégués des PC européens, malgré les débats de l'IC, induisait qu'une révolution en Orient ébranlerait certes le système capitaliste mais qu'il survivrait. En revanche, selon eux, une révolution en Europe renverserait l'ordre établi et libérerait les colonies. Il s'établissait, par conséquent, une hiérarchie dans les priorités des luttes révolutionnaires.

Le deuxième point concerne les PC des métropoles : ils n'admettaient pas l'indépendance de « leurs » colonies, trop « immatures », et n'envisageaient les PC coloniaux que comme une simple section de l'organisation nationale. Les critiques faites par l'IC à l'encontre du PCF au sujet de l'Algérie pouvaient ainsi plus largement s'appliquer à d'autres PC. L'Internationale entendait remédier au problème. Pourtant, c'était la thématique de ses propres débats qui enfantait de telles attitudes. En effet, reprendre les théories étapistes de Marx et questionner la hiérarchisation des révolutions légitimait aisément les persistances d'attitudes « impériales » au sein des PC.

Les théories de Marx et Engels inspirèrent les réflexions des socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale. Certains militants internationalistes défendirent des positions qui paraissent pour le moins surprenantes. Ils croyaient à une colonisation « positive », humaniste et souhaitait civiliser « vraiment » les populations coloniales. Certes, l'idée de peuples « arriérés », née des lectures de Marx du développement des sociétés, intervint dans les positions de ces délégués. Néanmoins, le contexte détermina pour

beaucoup la difficulté de ces socialistes à admettre la séparation des colonies. En effet, suite aux entreprises de colonisation des puissances européennes, émergeait dans les métropoles l'idée que politique coloniale et politique nationale se confondaient. La culture coloniale de chacun rendait difficile l'adoption de certains principes.

De la même façon, si les thèses de Lénine et les résolutions de l'IC entérinèrent le droit à la séparation des territoires dominés, les PC de pays impériaux ne respectèrent pas les principes internationaux. Ils jugeaient les pays dominés « arriérés » et les révolutions « asiatiques » secondaires.

### **B/ LE PCP DEFINIT SA POSITION.**

Le PCP se retrouva quelque peu esseulé dans l'élaboration de ses thèses sur la question coloniale. L'influence théorique de l'Internationale socialiste avait été mineure et rares furent les textes de l'IC importés au Portugal. Il est plausible que Jesus Ibanez et Joaquin Maurín, les deux communistes espagnols arrivés à Lisbonne en 1921, aient discuté avec les maximalistes des grandes orientations de l'IC. De même, les séjours à Moscou de militants portugais, Caetano de Sousa et Pires Barreira en 1922 puis Carlos Rates en 1924, permirent à de rares éléments de se familiariser avec certaines notions marxistes. Par la suite, les visites régulières de délégués de l'IC (entre 1923 et 1925) visèrent à consolider cette formation politique que les rares essais de réflexion ou les traductions publiées sur les idées communistes dans les années 1920 au Portugal ne suffisaient pas à renforcer<sup>185</sup>. Quoiqu'il en soit, l'IC pouvait fort à propos conclure au « manque de formation marxiste » au sein du PCP (*cf. supra*). Néanmoins, et malgré sa situation de parti implanté dans un pays des confins de l'Europe, loin de la tourmente révolutionnaire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et de l'effervescence suscitée par la naissance de la nouvelle Internationale, le PCP tenta de s'imprégner de cette culture kominternienne sur la question coloniale.

Dans ce contexte particulier, l'alternance de thèses du PCP proches de celles des bolcheviques avec d'autres radicalement opposées ne surprend point. Le parti

<sup>185</sup> H. Cristo écrivit en 1919 *O Bolchevismo na Rússia*. La même année, C. Rates rédigea *Os Partidos e o operariado*. Par la suite, il proposa des traductions de Lénine : en 1920, *A Ditadura do proletariado* et, en 1923, *O Estado e a Revolução*. En 1924, à son retour de Moscou, il publia *A Rússia dos Sovietes*. Vandervelde traduisait également *Três aspectos da Revolução russa* en 1925.



cumulait deux « handicaps » à une bonne application des principes communistes : sa position périphérique et son appartenance à un pays impérial. C'est donc entre culture coloniale et approximations doctrinales qu'il élaborait sa politique coloniale. Il s'agira d'en définir les contours au travers des textes produits par le parti lui-même mais également par les partisans de l'ISR puisque ces derniers, pour la plupart, intégrèrent peu de temps après le PCP.

### **1/ Des positions en accord imparfait avec l'IC.**

Désireux de correspondre aux objectifs fixés par l'IC sur les plans idéologique, stratégique ou tactique, le PCP tenta d'en reprendre les thèses en matière coloniale. Dès la présentation du projet des bases organiques du futur parti, les maximalistes inclurent la question du devenir des colonies. Ainsi, la base 2 prévoyait-elle « la préparation et la promotion de l'émancipation complète des peuples des colonies »<sup>186</sup>. Le premier numéro de *O Comunista* reprit cette proposition<sup>187</sup>. Celle-ci témoignait bien de l'acceptation par les militants portugais de la légitimité pour les territoires d'outre-mer d'accéder à « l'indépendance », du moins si l'on considère « indépendance » comme synonyme d'« émancipation complète des peuples indigènes ». En revanche, elle ne signifiait pas l'adhésion totale du PCP au principe fondamental de l'IC, celui qui notamment la distinguait de la II<sup>e</sup> Internationale : le droit immédiat à l'autodétermination des nations dominées, y compris le droit à la séparation. En effet, les militants du PCP envisageaient l'émancipation des colonisés mais n'estimaient pas ces peuples prêts à être autonomes. Ils se proposaient, justement et simplement, de les aider à s'y préparer.

Ce raisonnement déviait des thèses kominterniennes mais, paradoxalement, s'y inscrivait à la fois. En effet, à partir d'une analyse eurocentriste du mode de production, l'IC avait conclu au « retard » des pays coloniaux. Cette idée conduisit alors facilement au sentiment que non seulement les pays mais les peuples étaient « arriérés ». D'ailleurs, Marx n'avait-il pas tenu des propos similaires sur la civilisation asiatique ? Le PCP, comme beaucoup de PC, s'engouffra dans ce glissement

<sup>186</sup> « Projecto de bases orgânicas », *A Batalha*, janvier 1921, citée par Ramiro da COSTA, *Elementos...*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>187</sup> « Bases orgânicas provisórias do PCP », chap. I, *O Comunista*, série I, n°1, 16 octobre 1921, p. 4.

sémantique et estima les colonisés incapables d'assumer, pour l'heure, l'indépendance de leur pays. Par conséquent, il « omettait » le fameux droit à la séparation immédiate des territoires dominés. Les critiques formulées par l'IC à l'encontre du PCF (*cf. supra*) permettent d'éclairer également l'attitude du PCP : dans les années 1920, il s'avérait complexe pour des PC de pays colonisateur d'imaginer le démantèlement de « leur » empire national.

Quoi qu'il en soit, le PCP réaffirma maintes fois sa position relative à l'immaturation des peuples coloniaux, notamment pour justifier leur mise sous tutelle. Si dans les « bases de 1921 », il ne la formula pas clairement, en 1924 en revanche, à propos de colonies africaines, le doute ne subsistait point. Dans un article sur les devoirs des PC de métropole, Augusto Rodrigues Miranda commentait :

« Il est clair que dans nos colonies africaines [...] un mouvement séparatiste, à cause de l'inculture des masses noires, profiterait seulement à la bourgeoisie de plusieurs bords qui actuellement exploite nos territoires coloniaux. Nous ne devons donc pas pour l'instant parler en terme de mouvements séparatistes nationaux. Nous devons, oui, arriver à soumettre à notre influence le prolétariat européen travaillant dans les colonies et faire naître chez lui un sentiment de fraternel amour pour cette piétaille nègre et ignare qu'il a tant de fois aidé à exploiter pour le compte d'un patron commun. Le PCP doit faire en métropole une campagne décidée et efficace contre toute tentative d'intervention armée dans les questions coloniales »<sup>188</sup>.

En dénonçant l'exploitation des indigènes par des travailleurs européens, le PCP se prononçait donc, en quelque sorte, contre la politique coloniale portugaise. Il reproduisait en cela le discours de l'IC qui, lors de son IV<sup>e</sup> Congrès, avait décidé de combattre « les tendances colonisatrices de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés travaillant dans les colonies »<sup>189</sup>. Cependant, il ne parvenait pas à parler des populations noires en termes égalitaires.

Les débats politiques de l'époque pourraient amener à relativiser cette attitude. En effet, pour l'IC, les PC constituaient des partis de révolutionnaires professionnels ; ils incarnaient l'avant-garde de la classe ouvrière. Ils devaient fonctionner, entre autres, comme outils de formation politique et éveiller les masses afin de les amener à comprendre la justesse de la lutte contre le capitalisme. Le sentiment que les ouvriers

<sup>188</sup> Augusto Rodrigues MIRANDA, « A questão negra », *O Comunista*, série I, n° 14, 21 juin 1924, p. 1. Le terme « *preto* », employé dans le texte original, désigne dans la langue portugaise péjorativement le Nègre, aussi a-t-on traduit « *Pretalha* » par « piétaille nègre ». Un extrait de cette citation sans référence apparaît dans José Freire ANTUNES (1980), *O Império com pés de barro*, Lisbonne, Dom Quixote, p. 82. L'auteur la date de 1929. Je conclus à une erreur de José Antunes.

<sup>189</sup> « Thèses générales sur la question d'Orient », *Manifestes, thèses...*, *op. cit.*, p. 178.

non-organisés l'étaient par ignorance a pu ressortir dans certains écrits communistes. Aussi, quand Augusto Rodrigues Miranda évoque « l'inculture » des Africains on pourrait penser qu'il les assimile à la fraction « non-éduquée », mais mondiale, du prolétariat. Toutefois, l'emploi de termes identiques relatifs aux ouvriers portugais ou aux travailleurs européens des colonies n'apparaît pas dans les textes du parti. Pour les militants, il existerait donc parmi les « non-éduqués » une hiérarchisation des races, le Noir étant plus inculte que le Blanc.

Nonobstant ses « bases de 1921 » et cet article de 1924, et en dehors de son Congrès de 1923 (*cf. infra*), le PCP se préoccupa peu de la question coloniale. Contrairement aux anarcho-syndicalistes de la CGT qui publiaient régulièrement des informations sur les luttes coloniales portugaises, il restait centré sur ses débats internes (formation marxiste des militants, intervention syndicale, deux PCP...).

Néanmoins, après la liquidation des antagonismes de son I<sup>e</sup> Congrès et fort du retour dans sa vie politique du courant Caetano de Sousa, plus « bolchevique », le parti élaborera en 1925 un projet de constitution d'une République socialiste des soviets du Portugal (RSSP). Dans l'organisation de cette fédération, calquée sur le modèle de la toute nouvelle URSS, il statuait sur le devenir et la place occupée par les colonies. Il y établissait alors une différence profonde entre celles situées en Afrique et celles d'Orient. Ainsi, l'article 24 stipulait-il que :

« Aux anciennes provinces d'outre-mer de Macao, de Timor, et de l'Inde portugaise sont données immédiatement l'autonomie et la liberté de disposer d'elles-mêmes, en retirant d'ores et déjà toutes les forces militaires de l'armée de la métropole ou coloniale qui s'y trouvent »<sup>190</sup>.

En revanche, dans l'article 25, le parti posait que :

« L'on cherchera à étendre, dans la mesure du possible, le régime soviétique aux anciennes provinces d'outre-mer d'Angola, du Cap-Vert, de São Tomé e Príncipe, et du Mozambique, nous engageant dès lors à promouvoir l'instruction des populations attardées »<sup>191</sup>.

L'article 26 prévoyait en conséquence :

<sup>190</sup> « Projecto da RSSP », *O Comunista*, n° 36, 18 juillet 1925, p. 4.

<sup>191</sup> *Idem*. À noter que la Guinée est très probablement incluse, dans la mention faite du Cap-Vert.

« un commissariat aux nationalités [qui mettrait à] exécution les dispositions des articles 24 et 25, se considérant éteint dès qu'il aurait terminé sa mission »<sup>192</sup>.

Tout d'abord, contrairement à sa position de 1921, le parti énonça ici clairement le droit à la séparation (immédiate) pour les colonies d'Orient. On ne retrouve une formulation équivalente à propos de l'Afrique qu'en 1934 et il faut attendre le V<sup>e</sup> Congrès de 1957 pour qu'elle soit reprise et qu'elle irrigue l'ensemble de l'organisation.

Il reste à se demander pourquoi le PCP envisage dans son projet de RSS du *Portugal* en 1925 de donner l'autonomie et la liberté aux colonies d'Orient et simultanément ne propose pour les territoires africains que l'intégration à cette République au prétexte qu'ils sont plus « attardés ». Certes, à ce moment-là, l'Afrique représentait un enjeu de second ordre dans la lutte contre le capitalisme et, au sein même de l'analyse « marxiste-léniniste », détenait une importance très relative. De plus, tous les pays sous domination du continent n'avaient pas le même statut : l'Afrique du Sud ou l'Afrique du Nord ou même encore l'Éthiopie pesaient plus lourd que l'Empire lusitanien. Mais tout de même, dissocier Orient et Afrique de la sorte surprend le lecteur contemporain. Il faut alors évoquer les centres d'intérêts de l'IC à cette époque pour comprendre, en partie, la distinction établie.

Pour les marxistes, le succès de la révolution en Russie, pays semi-asiatique, permettrait d'étendre à l'Asie en général le potentiel révolutionnaire bolchevique. Au V<sup>e</sup> Congrès de l'IC, Manouïlsky rapporta clairement : « La Révolution russe a eu deux visages : celui d'une révolution prolétarienne européenne et celui d'une révolution nationale asiatique »<sup>193</sup>. Aussi, les communistes se montraient-ils plus attentifs au développement des mouvements révolutionnaires « nationaux » d'Asie où existaient, de surcroît, des partis communistes organisés. Le PCP s'inscrivait donc dans les priorités et les orientations de l'IC en défendant la rétrocession de Macao. En effet, dans ce contexte particulier, le potentiel révolutionnaire en Chine garantissait, à ses yeux, le devenir du comptoir portugais. Le parti écrivait alors :

« C'est maintenant que les fils du Céleste empire se montrent disposés à rompre avec les concessions honteuses de leurs anciens mandarins et empereurs,

<sup>192</sup> *Idem.*

<sup>193</sup> MANOUÏLSKY, Rapport sur la question nationale et coloniale du 30 juin, in Enrica COLLOTTI PISCHEL et Chiara ROBERTAZZ, *l'Internationale Communiste et les problèmes coloniaux, 1919-1935*, Paris, Mouton, 1968, p. 133.

que nous envoyons là-bas des navires et des soldats pour défendre contre les Chinois, leurs légitimes maîtres, la ville de Macao que nous occupons »<sup>194</sup>.

Or, en Afrique subsaharienne, nulle organisation communiste, excepté en Afrique du Sud, nul mouvement de la bourgeoisie nationale ne laissaient présager de luttes prometteuses. De plus, les colonies d'Orient, par leur développement et leur rôle dans l'économie capitaliste, ne risquaient pas de tomber aux mains d'autres impérialismes. En 1924, par la voix de Augusto Rodrigues Miranda, le parti craignait à l'inverse que les territoires portugais africains ne puissent résister à d'autres dominations. Il s'inscrivait en cela dans les analyses de l'IC : l'économie des colonies d'Asie en faisait bel et bien le « maillon faible » du capitalisme.

D'ailleurs, les syndicalistes portugais partisans de l'ISR ne s'y trompaient pas. L'Orient de 1925 représentait pour eux « un excellent lieu d'écoulement des exportations de l'Europe et de l'Amérique, et battait aujourd'hui ses ex-fournisseurs dans les marchés du monde »<sup>195</sup>. Donc, non seulement les revendications d'émancipation des territoires d'Asie pouvaient constituer de réels facteurs de crise dans les pays capitalistes, privés potentiellement de débouchés importants, mais l'Orient, contrairement à l'Afrique, semblait avoir la capacité de survivre seul sur le plan économique. Il pouvait, par conséquent, accéder à l'indépendance.

Toutefois, la question économique n'explique pas à elle seule la distinction établie par le PCP. Dans son projet de RSSP, le parti considérait les territoires africains plus « attardés » que ceux d'Asie. Si cette hiérarchisation émanait indirectement des analyses de l'IC (*cf. supra*), les représentations que les sociétés colonisatrices de l'époque se faisaient du monde colonial déterminèrent également certains accents des discours politiques, y compris communistes<sup>196</sup>. Le Portugal ne se démarqua évidemment pas des autres pays.

Sur ce plan, Anne Hugon dit des images ethnographiques que « le souci de classification rejoint la croyance en une subdivision des races, bien hiérarchisées. [L'iconographie en témoigne :] la mise en page (Blancs à droite, Jaunes au centre, Noirs à gauche) souligne la primauté de la race blanche, tout comme leur degré de

<sup>194</sup> « A situação em China », *O Comunista*, série I, n° 36, 18 juillet 1925, p. 1.

<sup>195</sup> « A perda das colónias », *A Internacional*, année II, n° 53, 28 novembre 1925, p. 1.

<sup>196</sup> Voir mon article. Judith MANYA, « La question d'Orient dans l'imaginaire colonial portugais », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, 2000, pp. 161-173.

civilisation matérielle (du plus sophistiqué au plus rudimentaire) »<sup>197</sup>. Pour Jean Devisse, l'imaginaire ne conçoit « l'Africain [...] qu'à travers le christianisme, qu'à travers une évolution de ses mœurs, de son costume, la nudité étant le signe de sa sauvagerie. Il doit se racheter par la civilisation »<sup>198</sup>. Il distingue, d'ailleurs, les Asiatiques des Africains. « Notre » occident chrétien se réfère souvent à l'architecture religieuse des « civilisations » d'Orient pour légitimer la hiérarchie qu'il établit entre cultures africaines et cultures asiatiques. La redécouverte du site d'Angkor dont les premières esquisses parurent dans *Le tour du monde* en 1863 (du naturaliste Henri Mouhot) fonctionna d'ailleurs comme « la pierre triangulaire de toute représentation officielle de l'Indochine [et en] symbolisa la civilisation [...], l'Indochine, cette création artificielle, échafaudage imaginaire du colonialisme français »<sup>199</sup>.

Les mythes impériaux portugais véhiculèrent de la même façon ces représentations. L'iconographie mettait principalement en scène les Africains. D'après Isabel Castro Henriques, « la caractéristique première du Noir était l'anthropophagie se doublant toutefois, puisque indispensable dans l'organisation du travail portugais, de celle du domestique compétent quand il était intégré à l'espace du Blanc »<sup>200</sup>. Ce Noir, vu comme anthropophage, apparut dès le XV<sup>e</sup> siècle dans les récits de voyage de Portugais en Afrique, mais l'idée se banalisa vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le biais de la tradition orale. Le PCP se montra par conséquent perméable aux représentations de sa société d'appartenance. Au-delà des « dérapages » que pouvaient susciter les analyses de l'IC, son discours s'inscrivait dans l'imaginaire colonial portugais.

Néanmoins, fidèle partisan de l'Internationale, le PCP s'évertuait à expliquer certains concepts clés du mouvement communiste international en reproduisant dans son journal, par exemple, la définition de l'impérialisme selon les écrits de Lénine<sup>201</sup>,

<sup>197</sup> La propagande coloniale commença vraiment en France à partir de 1920, sous l'impulsion d'Albert Sarraut, ministre des Colonies, et atteignit son paroxysme au début des années 1930 lors de la célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie et l'exposition coloniale de Vincennes. Pour le Portugal, la production iconographique se renforça dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans les journaux, les livres d'enfant ou encore dans la bande dessinée. Voir Anne HUGON, « Synthèse », in P. BLANCHARD & A. CHATELIER (dir.), *Images et colonies*, Paris, Syros - Achac, 1993, p. 54.

<sup>198</sup> Jean Devisse cité par P. BLANCHARD & A. CHATELIER, « Introduction », *ibidem*, p. 11.

<sup>199</sup> Panivong NORINDR, « L'Indochinois dans l'imaginaire occidental », in P. BLANCHARD, S. BLANCHOIN, N. BANCEL, G. BOËTSCH, H. GERBEAU (dir.), *L'autre et nous, scènes et types*, Paris, Syros, 1995, p. 38.

<sup>200</sup> Castro Isabel HENRIQUES, « L'Afrique dans l'iconographie coloniale portugaise », in P. BLANCHARD & A. CHATELIER (dir.), *op. cit.*, p. 117.

<sup>201</sup> « O Imperialismo », *O Comunista*, série I, n° 42, 25 octobre 1925, p. 4.

des explications théoriques<sup>202</sup> et en traduisant certains textes de membres éminents de l'IC<sup>203</sup>. Çà et là, dans des articles non spécifiques aux questions nationale et coloniale, il réaffirmait certains principes. Ainsi, précisait-il que « le prolétariat allemand comprendra sans aucun doute que sa mission est de s'opposer à l'oppression, quelle que soit la forme que celle-ci revêt, même celle de la domination étrangère »<sup>204</sup>. De même, il engageait l'ISR et l'IC à lutter contre la politique de l'impérialisme franco-britannique en appelant « les peuples esclaves à la révolte et les classes ouvrières des grandes puissances au combat contre ses gouvernants »<sup>205</sup>.

Par ailleurs, désirant peut-être calquer l'attitude des anarcho-sindicalistes de la CGT, les partisans de l'ISR publièrent dans leur journal, *A Internacional*, des illustrations et des dénonciations de réalités coloniales spécifiques. Toutefois, elles ne concernaient pas, comme dans *A Batalha*, les territoires portugais mais plutôt des zones géographiques clés pour l'IC. Elles évoquaient alors la situation en Chine et la guerre du Rif au Maroc où « il n'était pas possible de permettre que le militarisme espagnol, sous le prétexte de civiliser le Maroc, massacre ce peuple héroïque qui, avec tant d'ardeur, défendait son indépendance »<sup>206</sup>. Si *A Internacional* lançait également des appels « radicaux » contre la colonisation espagnole<sup>207</sup>, force est de constater que les arguments avancés contre la guerre dénonçaient essentiellement les conséquences du conflit sur la population métropolitaine plus que sur les Marocains eux-mêmes :

« Le peuple espagnol est simplement obligé de constater ce qui suit : des milliers de familles dans la misère pleurent la perte de leurs bien-aimés qui, en Afrique, se battirent contre la justice et le droit. Pendant que le peuple versait des larmes amères, le roi, les curés, les capitalistes et les militaires professionnels se frottaient les mains d'allégresse ; oui, ils avaient simplement réussi leurs objectifs, c'est-à-dire, l'obéissance spirituelle et l'exploitation des minerais du Rif. Serait-il

<sup>202</sup> « O bolchevismo e as colónias », *A Internacional*, année II, n° 30, 27 décembre 1924, p. 6.

<sup>203</sup> « Victor Serge, os sovietes e a China », *O Comunista*, série I, n° 37, 1<sup>er</sup> août 1925, p. 1. « A. William sobre as cooperativas russas e a internacionalização das cooperativas », *O Comunista*, série I, n° 45, 31 janvier 1926. « O. Rabaté sobre a guerra de Marrocos », *A Internacional*, année II, n° 30, 27 décembre 1924, p. 1.

<sup>204</sup> « Pela pátria, como na França, em [déchiré] », *A Internacional*, année I, n° 2, 17 novembre 1923, p. 2.

<sup>205</sup> « Contra o imperialismo anglo-francês », *A Internacional*, année II, n° 29, 13 décembre 1924, p. 6.

<sup>206</sup> « A infâmia de Marrocos », *A Internacional*, année I, n° 24, 4 octobre 1924, p. 3.

<sup>207</sup> « Uma mensagem de Abd-El-Krim », *A Internacional*, année II, n° 50, 17 octobre 1925, p. 2.

juste, pour rendre heureux deux centaines de créatures, de sacrifier quelques millions de travailleurs ? »<sup>208</sup>.

Les partisans de l'ISR entendaient convaincre la classe ouvrière de métropole, dans une perspective d'alliance des prolétariats du monde entier, que la colonisation et la guerre ne lui rapportaient rien. Il s'agissait de défendre, en quelque sorte, un « anticolonialisme métropolitain » et non pas un « internationalisme anticolonial ».

Les évocations de la situation en Chine s'avéraient quant à elles beaucoup plus documentées, les données émanant directement de l'IC. La tactique à poursuivre par le Parti communiste chinois, la question des alliances avec les autres mouvements d'émancipation nourrissaient les débats de l'Internationale, dans les années 1920 notamment<sup>209</sup> ; l'information circula ainsi plus facilement.

Dans tous les cas, les partisans portugais de l'ISR ne faisaient pas preuve d'une sensibilité accrue quant au devenir de l'Empire portugais, contrairement aux syndicalistes de la CGT ; ils calquaient simplement leur propagande sur celle de l'IC.

Ces militants et le PCP réaffirmèrent tant bien que mal les principes de l'IC. Ils tentèrent de sensibiliser le mouvement ouvrier métropolitain à la justesse des luttes de libération des colonies (contre la guerre du Rif, pour la révolution nationale en Chine). Les « coupes » dans les thèses de l'Internationale (droit immédiat et principal à l'autodétermination, en 1921) ou leurs adaptations (différenciation entre Afrique et Asie, en 1925) s'expliquaient par l'influence de l'imaginaire colonial sur ces militants. Elles témoignaient également d'une appropriation plus ou moins approximative des analyses marxistes instrumentales de la question coloniale.

## **2/ Des propositions en parfait désaccord avec l'IC.**

Au-delà de ses difficultés à reprendre les thèses anticoloniales de l'IC, le PCP témoigna d'une importante résistance à l'application de certaines résolutions internationales. Deux de ses propositions en témoignent clairement.

<sup>208</sup> « Marrocos e o povo espanhol », *A Internacional*, année I, n° 23, 20 septembre 1924, p. 1.

<sup>209</sup> Voir Pierre BROUÉ, *La question chinoise dans l'IC*, Paris, Éditions et Documentation Internationales, 1965, 377 p.



La première apparut en 1923, quand le PCP envisagea la... vente des colonies. Dans ses thèses politiques du I<sup>e</sup> Congrès, et en réponse à la crise économique traversée par le pays, il défendit au point 5 :

« Une solution financière urgente, par l'aliénation d'une partie des biens territoriaux d'outre-mer dont les populations ne peuvent être valorisées par l'État portugais au travers d'une instruction et ne peuvent, par conséquent, préparer la fin à leur exploitation séculaire à cause de la déficience de moyens de ce dernier »<sup>210</sup>.

Afin donc de résoudre les problèmes financiers de la métropole, l'État pourrait vendre quelques parcelles du domaine colonial. Cette logique politique se situait aux antipodes de celle de l'IC. Humbert-Droz, délégué de l'Internationale, présent à ce moment-là à Lisbonne, intervint immédiatement contre cette idée mais avoue avoir eu « des difficultés à faire retirer cette proposition par le CC et à lui faire comprendre que la libération des peuples coloniaux ne pouvait passer par un changement de maître, et que cette thèse faisait du parti un marchand d'esclaves »<sup>211</sup>. Effectivement, par cette disposition, le PCP considérait les territoires coloniaux comme un héritage foncier et s'il imaginait la fin de l'exploitation coloniale, il vendait, d'abord, la « propriété » à d'autres impérialismes. La proposition du parti ne dénotait donc pas une claire assimilation des principes marxistes ou bolcheviques.

De nombreuses années plus tard, le PCP attribua à Carlos Rates la paternité et la défense inconditionnelle de cette thèse, prouvant ainsi, selon lui, « la présence d'infiltrations étrangères au tissu idéologique du parti »<sup>212</sup>. Dans cette lecture du parti, les « erreurs » du passé étaient dues aux éléments « récalcitrants » à une « bolchevisation » de l'organisation. Toujours est-il que le comité *unitaire* de sept membres chargé de préparer le Congrès constitutif de 1923 pensa soumettre cette proposition au vote. Seules l'intervention de Humbert-Droz et la présentation d'un amendement rédigé par Luna de Carvalho parvinrent à faire modifier ce point 5. Les délégués adoptèrent finalement la thèse suivante :

<sup>210</sup> « Tese para o I<sup>o</sup> congresso do PCP », *O Comunista*, n° 5, 10 septembre 1923, p. 4.

<sup>211</sup> Cité par José Freire ANTUNES, *op. cit.*, p. 82.

<sup>212</sup> J. M. Costa FEIJÃO, « o PCP e a questão colonial (1921-1941) », *O Militante*, n° 188, janvier 1991, p. 28.

« Le PC donnera tout son appui aux ligues et associations qui ont pour but de défendre les populations des colonies contre toutes les extorsions capitalistes et des États et les amènera à secouer le joug de toutes les tutelles »<sup>213</sup>.

Sans suivre à la lettre la stratégie de lutte anti-impérialiste, cette disposition, contrairement à la proposition de vente, adhérait à la teneur générale du discours de l'IC. Mais, pour expliquer ce « dérapage », évité de justesse, il faut revenir aux controverses portugaises de l'époque en matière coloniale. La politique de modernisation du gouvernement républicain faisait l'objet de contestation et certains envisageaient effectivement la vente des colonies comme solution aux problèmes financiers de la métropole (*cf. supra*). Des communistes ont donc pu, sans surprise, s'imprégner des discussions nationales de l'époque, et reprendre certaines positions républicaines ou autres.

La confrontation entre le facteur national et international s'avère ici flagrante. Les avantages immédiats métropolitains supplantaient, aux yeux de militants portugais, ceux de la révolution mondiale à l'avenir hypothétique. Les tentatives de l'IC de subordination des luttes nationales aux intérêts de la lutte internationale semblent ne pas fonctionner dans le cas du PCP entre 1923 et 1925. Perméables aux débats sur l'Outre-mer de leur nation d'appartenance, ces militants en « oublièrent » les revendications politiques des colonisés qu'en tant qu'internationalistes ils auraient dû s'approprier.

De même, une deuxième « particularité nationale » vint corroborer ce constat. Dans un article de 1925 de *A Internacional*, un militant exprimait son inquiétude quant à la perte éventuelle des colonies :

« Par le langage chaque fois plus violent de la presse bourgeoise, on comprend que quelque chose de grave menace les colonies portugaises, si ce n'est toutes, au moins les plus importantes. [Le danger vient] des négociations honteuses dont est tellement gourmand le régime capitaliste. Tant et si bien que le fait laisse indifférents certains révolutionnaires. [...] »

Le Portugal n'a jamais été un pays de fort capitalisme et s'il n'a jamais su développer les richesses de la métropole, il n'a su encore moins le faire dans les colonies qui, par une action intelligente et honnête, auraient pu devenir d'excellents marchés et de puissants centres exportateurs de richesses, ce qui aurait conduit les natifs à un plus haut degré de civilisation. Les capitalistes et les dirigeants politiques ne s'occupèrent jamais d'élever le niveau moral, intellectuel et social de l'indigène, ils ne surent lui créer de nouveaux besoins spirituels et matériels, ils se limitèrent à exploiter sa force et son ignorance, entraînés par la fièvre de l'enrichissement et peut-être par la crainte stupide qu'un Noir éduqué,

<sup>213</sup> « O congresso comunista », *O Comunista*, n° 7, décembre 1923, p. 2.

apte à travailler dans les différentes branches de l'industrie et de l'agriculture, tente de secouer le joug dominateur en se sentant l'égal du Blanc. [...]

Le Portugal est menacé de perdre ses colonies et ce fait ne doit pas cesser de nous préoccuper ; en effet, il va se traduire pour la masse travailleuse de la métropole par un accroissement de la misère. L'exportation de produits qui aujourd'hui se réalise, ne se fera plus, les industries et le commerce déperiront, la crise deviendra permanente. Tant que le prolétariat ne conquerra pas le pouvoir dans les différents pays européens, les travailleurs portugais seront victimes de la plus grande misère. [...]

Le travailleur noir, de son côté, cessera de souffrir de l'action de l'impérialisme portugais, en rien comparable aux autres grandes puissances, mais connaîtra toutes les horreurs de l'industrialisme et de l'impérialisme capitaliste, qui s'engraineront sur son dos avec autant de force ou plus que sur le dos des travailleurs chinois »<sup>214</sup>.

L'auteur de cet article, anonyme, n'était peut-être pas membre du PCP, sa prose fut néanmoins publiée dans l'organe des partisans de l'ISR. Elle mérite par conséquent d'être analysée.

Il faut s'arrêter sur la conception de l'impérialisme portugais qui en émane. L'argument, consistant à le trouver moins mauvais qu'un autre (« en rien comparable »), réapparut périodiquement dans l'histoire du communisme portugais — et bien au-delà — jusqu'à aujourd'hui. Il se nourrit des différents mythes impériaux métropolitains. D'une part, la « présence multiséculaire » des Portugais en Afrique aurait engendré une « connaissance authentique » des populations coloniales, conduisant à une véritable adaptation des colons devenus ainsi respectueux des us et coutumes locaux. D'autre part, les fondements de la colonisation reposeraient sur la volonté de réaliser la mission civilisatrice du Portugal et non sur la « nécessité » d'une exploitation des ressources coloniales. Non économique, l'impérialisme portugais serait alors moins drastique et, par conséquent, représenterait un moindre mal pour les colonisés. L'Afrique qui s'émanciperait en viendrait quasiment à regretter les « avantages » de l'impérialisme lusitanien, en passant sous la coupe d'autres « horreurs de l'industrialisme et de l'impérialisme capitaliste ».

Par ailleurs, ce texte comporte un autre argument récurrent dans le discours du PCP : le Portugal serait un pays « moyennement capitaliste ». Or, pour les partisans de l'ISR, la viabilité de la thèse de Lénine ne fait aucun doute, l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme. Si le Portugal n'est qu'« à demi » capitaliste, il ne peut pas être complètement impérialiste. Par conséquent, sa politique coloniale n'en serait pas vraiment une. S'agirait-il alors pour l'auteur de cet article de justifier la possession

<sup>214</sup> « A perda das colónias », *op. cit.*, p. 1 et 4. Souligné par moi.

de colonies d'outre-mer en laissant imaginer que d'autres liens unissent ces territoires à la métropole, idée entretenue pas les mythes évoqués précédemment ?

Cette libre adaptation des théories léninistes renvoyait limpiquement au mythe impérial portugais et attribuait une tâche particulière aux communistes du PCP et aux partisans de l'ISR : parmi les différentes colonisations européennes, il fallait combattre en priorité l'impérialisme étranger (quelqu'il soit) parce que le plus dangereux. Le parti n'avait en rien assimilé les thèses de l'IC sur le travail des PC de métropole, invités à combattre sans merci leur propre impérialisme. Pis, cet article invitait les militants à réagir face à l'éventuelle perte des colonies. Décrire les conséquences néfastes qu'entraînerait le démantèlement de l'Empire sur le prolétariat de métropole, même si le devenir des travailleurs africains était évoqué, « n'éduquait » en rien la conscience politique du lecteur. Ce discours n'était pas de nature à éveiller chez lui un anticolonialisme radical puisqu'il ne pouvait comprendre la perte des colonies que comme facteur de misère. Une telle position apparaissait alors totalement antinomique aux théories anti-impérialistes, défendues au même moment par l'IC.

En fait, resurgissait ici une idée venue tout droit de la II<sup>e</sup> Internationale : l'exercice possible d'une colonisation « positive ». En effet, le sentiment que l'action du Blanc, menée « autrement », aurait pu devenir bénéfique pointe ici : avec une « action intelligente et honnête », il était « possible d'élever le niveau moral, intellectuel, et social de l'indigène ». Ce type d'arguments traversait les débats de l'Internationale socialiste, dans les années 1910 ; mais, l'IC les avait critiqués vivement comme étant « à la remorque des politiciens libéraux-bourgeois ». Cela dit, ici, la culture nationale portugaise explique la présence d'un tel raisonnement. En effet, si les réflexions de la II<sup>e</sup> Internationale ne pénétrèrent qu'en surface les cercles politiques portugais, les républicains s'en étaient réappropriés certaines idées. Dans leur entreprise de modernisation de l'Empire, ils défendirent des propos similaires. Le PCP évoluait dans un contexte extrêmement favorable à la diffusion d'un tel sentiment et finissait par le véhiculer lui-aussi.

Le PCP déviait donc réellement des positions marxistes et bolcheviques. Auparavant, le rôle joué par l'extérieur non communiste (imaginaire colonial de l'Occident) dans l'élaboration des positions « déviantes » du parti se doublait d'une influence indirecte mais indéniable de l'IC. Dans les deux cas cités, seule l'emprise de la culture nationale sur ces militants internationalistes peut expliquer de tels « dérapages ».

Pourtant, les idées anticoloniales existaient bel et bien au Portugal, bien que marginales. Les articles de *A Batalha* défendaient l'indépendance des colonies sans condition préalable. Par conséquent, une hypothèse surgit : le PCP adhéra pleinement à l'imaginaire colonial portugais, puisqu'il ne reprit pas les textes anticoloniaux de la CGT, car les ambiguïtés des thèses et résolutions « marxistes-léninistes » lui laissaient la *possibilité* de s'engouffrer dans la mythologie impériale de sa nation d'appartenance. Elles ne le poussaient pas vers le radicalisme anticolonialiste des anarcho-syndicalistes. Le parti n'en proposait pas moins un plan d'action.

### **3/ Un projet d'action en suspens :**

Le PCP n'envisagea que dans de rares cas une tactique concrète à suivre en matière d'émancipation. Mais, dans ses « bases provisoires » d'octobre 1921, il prévoyait dans le chapitre VII sur « l'organisation du parti dans les colonies » de créer outre-mer :

« des fédérations provinciales autonomes constituées par des blocs formés par les associations ouvrières et ligues indigènes, instituées par localités, districts ou régions [qui auraient] une représentation adéquate dans l'organe national exécutif du parti »<sup>215</sup>.

Une proposition similaire concernait les « îles adjacentes » portugaises (Madère et les Açores) mais apparaissait dans le chapitre VI sur « l'organisation des sections du parti en métropole ». Lors de son II<sup>e</sup> Congrès, partant de l'expérience soviétique, l'Internationale communiste posait « le principe fédératif comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays [et] l'obligation de soutenir activement [le mouvement révolutionnaire d'émancipation] incombait en premier lieu aux travailleurs de la métropole »<sup>216</sup>. L'IC parlait de fédérations entre nations opprimées mais, dès lors, l'assimilation entre cette forme d'organisation et des fédérations de PC fut possible. Comme un PC de métropole devait œuvrer à la création ou au développement des mouvements révolutionnaires des colonies, le PCP

<sup>215</sup> « Bases orgânicas provisórias do PCP », chap. I, *O Comunista*, série I, n° 1, 16 octobre 1921, p. 4.

<sup>216</sup> « Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales », *Manifestes et thèses...*, *op. cit.*, pp. 57 et 58.

se proposa logiquement de mettre en vigueur ce programme en incitant les indigènes à s'organiser sous la forme de partis communistes.

Cependant, il existait une confusion certaine puisqu'il souhaitait intégrer ces éventuels PC à la direction nationale du PC *portugais*. Qu'existassent des liens privilégiés entre associations des territoires d'outre-mer et parti révolutionnaire de métropole faisait sens à la lecture des thèses de l'IC, qu'elles fussent incorporées à l'appareil du PCP relevait déjà d'une autre logique. La séparation entre les colonies et le Portugal en devenait moins nette. L'application de l'internationalisme prolétarien strictement en termes de classe, sans aucune considération sur l'identité et le rapport spécifique du colonisé au colonisateur, conduisait à ce genre de dispositions ambiguës sur le plan idéologique. Celles-ci considéraient qu'il fallait unir tous les exploités vivant sous la domination d'un même État dans un même mouvement politique. En pratique, elles posaient donc les sections des colonies comme des excroissances de la section métropolitaine.

Cette vision évolua les années suivantes, avec les mises au point faites par l'IC lors de son IV<sup>e</sup> Congrès (1922) relatives aux positions défendues par la Fédération communiste d'Algérie et aux actions menées par le PCF. Aussi, la thèse finalement adoptée au I<sup>e</sup> Congrès du PCP, et parue dans *O Comunista* en décembre 1923, envisagea l'appui aux ligues et aux associations qui défendaient les populations coloniales. Déjà, en juin 1923, dans le même journal, le PCP précisait sa position dans son programme d'action :

« [Le parti donnera] tout son appui aux ligues, associations, partis, etc. qui ont pour but de défendre les populations des colonies portugaises contre toutes les extorsions capitalistes et de l'État. Il défendra les revendications d'ordre politique ou économique des colonies combattant les formes, encore existantes, d'esclavage déguisé. Il se battra pour l'extension des libertés politiques et syndicales dans les colonies et pour le droit à la coalition et association des travailleurs indigènes »<sup>217</sup>.

Le PCP ne mentionnait plus l'éventuelle incorporation des PC coloniaux à la direction métropolitaine. Il reprenait désormais à la lettre la huitième condition d'adhésion à l'IC qui stipulait que tout PC de métropole devait « soutenir non en paroles mais en faits, tout mouvement d'émancipation des colonies ». Dans la même logique, le rapport de la Commission centrale au II<sup>e</sup> Congrès de 1926 soutint que :

217

« O programa de acção do PCP », *O Comunista*, sériel, n° 2, 10 juin 1923, p. 6.

« Dans les colonies où existent des organisations autonomistes, les communistes doivent en faire partie, en y constituant des fractions, comme ils doivent travailler à l'organisation de partis autonomistes dans les colonies où il n'y en a pas »<sup>218</sup>.

De même, dans une optique du remplacement de la solidarité de race par une solidarité de classe, l'IC désira que le PCF travaillât « inexorablement [à la création de] syndicats mixtes composés de travailleurs indigènes et européens »<sup>219</sup> dans les colonies. À ce titre, les partisans portugais de l'ISR, sans dissenter sur le type d'organisation des travailleurs des colonies portugaises, reproduisirent l'appel de la CGTU française aux centrales syndicales des pays d'origine des émigrés en France<sup>220</sup> et abordèrent la question syndicale en Afrique du Sud<sup>221</sup>.

Par conséquent, d'un point de vue tactique et organisationnel, le PCP s'inscrit complètement dans les options choisies par l'IC. À l'exception de la disposition de ses « bases provisoires » qui ne donnaient pas toute indépendance aux potentielles sections communistes coloniales, le parti reproduisit le discours de l'Internationale. Mais, ses relations avec le mouvement ouvrier des colonies ne lui permirent pas de mener à bien son projet d'action.

En effet, le PCP ne semble pas avoir conduit d'actions concrètes dans les territoires portugais d'outre-mer ni même avoir créé des sections coloniales au cours des années 1920. Selon l'historien José Capela, l'étude du mouvement ouvrier de Lourenço Marques de 1898 à 1927<sup>222</sup>, par exemple, ne dévoile aucune activité communiste conséquente. À l'inverse, la presse et notamment *O Emancipador* témoignent, d'une part, d'un transfert par les militants de la mentalité et de la pratique syndicaliste de Lisbonne à Lourenço Marques et, d'autre part, logiquement, d'une prépondérance des idées anarcho-syndicalistes. L'appartenance de tous ces militants à la communauté blanche expliquait ces héritages. Ainsi, un article d'août 1921 de *O*

<sup>218</sup> « Relatório da comissão central ao IIº Congresso partidário », *O Comunista*, série I, n° 44, 22 novembre 1925, p. 2.

<sup>219</sup> Voir le « Programme de travail et d'action du PCF », IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC, *Manifestes, thèses...*, op. cit., p. 200 et Jean-Blaise KOLOLO, *La vie politique des nègres en France de 1920 à 1927, la question de l'émancipation de la race nègre dans l'immigration et au sein du PCF et de l'IC*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, 1982, pp. 38-39.

<sup>220</sup> « Apelo da CGTU », *A Internacional*, année IV, n° 76, 15 janvier 1927, p. 1.

<sup>221</sup> « O desenvolvimento dos sindicatos na África do Sul », *A Internacional*, année III, n° 60, 6 mars 1926, p. 2. Ils y constataient la haine raciale qui existait entre les ouvriers blancs et indigènes dans certaines régions ainsi que la séparation des syndicats noirs et blancs.

<sup>222</sup> José CAPELA, *O movimento operário em Lourenço Marques, 1898-1927*, Lisbonne, Afrontamento, 1981, 281 p.

*Emancipador* ne cachait pas sa sympathie pour la CGT ni même pour les écrits de *A Batalha*.

Le journal mozambicain accompagna l'évolution de la Révolution russe en reproduisant certains textes de *A Banderia vermelha*, quelques thèses de l'IC et notamment le discours de Lénine au III<sup>e</sup> Congrès sur le réveil des populations coloniales<sup>223</sup>. S'il accueillit favorablement la formation du PCP en 1921, en revanche dès 1924, il s'en distanca et affirma sa neutralité quant aux différentes tendances qui divisaient le milieu ouvrier de métropole. Au Mozambique, un seul exemple de syndicaliste s'étant revendiqué communiste avant 1927 est alors connu de José Capela : il s'agissait de Faustino da Silva. Cela dit, la formation idéologique de ce militant ne lui venait très certainement pas du PCP, mais du PC d'Afrique du Sud, pays dans lequel il s'était exilé après sa participation à la grève ferroviaire de 1925.

### **CONCLUSION.**

Le PCP se montrait parfois en accord avec l'IC... Accepter le principe de l'autonomie, même future, des colonies, dénoncer l'impérialisme dénotait son effort d'application des thèses de l'Internationale. Mais, il affichait, également, un discours en contradiction avec les principes kominterniens. Conclure à l'immaturité des populations africaines quant à leur éventuelle émancipation (1924), ne leur accorder en conséquence qu'une vague autonomie alors qu'aux colonies d'Asie serait donnée l'indépendance (1925) s'avérait à première vue paradoxal. Toutefois, ces idées traversaient également l'Internationale et n'étaient donc en rien extravagantes. De plus, le flou des positions léninistes, autour de l'articulation entre révolution sociale de la classe ouvrière russe et révolutions nationales des peuples opprimés, laissait au PCP tout le loisir d'adapter la reconnaissance du droit à l'autodétermination à sa situation nationale, même si celle-ci n'avait strictement rien en commun avec la situation russe<sup>224</sup>. Le contexte politique portugais intervint alors indéniablement dans l'élaboration du discours du parti qu'il s'agisse de simples « ajustements » ou de réelles inventions. Envisager la vente des colonies ou s'inquiéter de leur perte s'inscrivait pleinement dans des préoccupations nationales métropolitaines. Doublées

<sup>223</sup> *Ibidem*, p. 81.

<sup>224</sup> Voir Michel CAHEN, *Ethnicité...*, *op. cit.*, pp. 43-47.



de l'influence de l'imaginaire colonial portugais, celles-ci amenèrent le PCP à « oublier » ses devoirs d'internationaliste.

## **Conclusion**

Les positions du PCP sur le devenir des colonies dans la période 1921-1926 témoignent bien de sa difficulté globale à assimiler l'orientation bolchevique. Il alterna réaffirmation des principes léninistes sur l'impérialisme et analyses en parfaite contradiction. Celles-ci ne naquirent pas de l'imagination de certains militants mais reflétaient bel et bien les débats portugais de l'époque, auxquels le PCP s'avéra perméable. Sa culture nationale intervint par conséquent dans l'élaboration de sa politique coloniale même quand elle l'éloignait de l'internationalisme prolétarien, valeur cardinale du mouvement communiste international.

Si les controverses spécifiquement portugaises expliquent certains propos tenus par le PCP, les héritages schématiques marxistes puis ceux de l'IC nuisirent pareillement à sa compréhension des sociétés coloniales.

Politique fondée mécaniquement sur le niveau de développement économique inférieur des territoires africains, de surcroît jugé à la seule aune du capitalisme, mais pourtant étendu à des considérations civilisationnelles et politiques, l'« étapisme » établit une hiérarchisation des modèles de société et des races. Il conduisit inmanquablement à un « paternalisme humaniste » : on se proposa d'aider les populations coloniales à s'émanciper, on dénonça leur niveau culturel et social, souhaitant prouver ainsi sa sensibilité, son engagement de révolutionnaire anti-impérialiste. Néanmoins, l'appartenance à un vieux pays colonisateur, où persistaient dans l'inconscient collectif des mythes impériaux peinant à masquer l'existence d'intérêts économiques moteurs de la colonisation portugaise, conforta le PCP dans ses positionnements.

Il approuva théoriquement l'émancipation des colonies au nom d'une solidarité prolétarienne et non point par la dénonciation radicale de son propre système colonial, ni même par la défense des identités et cultures africaines et de leur droit à la dignité. Le PCP s'opposa réellement aux actions de l'État portugais dans les colonies et les dénonça. Mais, il le fit d'un point de vue de « classe », s'appliquant à aider un prolétaire colonial, en tant qu'exploité par la bourgeoisie portugaise par exemple. Il ne dit rien sur l'Africain en tant qu'Africain dans sa société propre et son historicité. Il ne défendit pas le droit à la séparation *indépendamment de la question de la destruction du capitalisme*. Le divorce n'était louable que si socialiste, il restait

donc *instrumental*. Cette conception guida d'ailleurs la jeune URSS, empêchant en pratique l'autodétermination de l'Asie ex-tsariste. Mais dans ce cas, elle s'ancrait dans le réel puisque l'URSS en formation était déjà socialiste. L'instrumentalisation du PCP est « future », conditionnant l'autodétermination à un socialisme à venir au Portugal. En pratique, cela permettait une « défense sociale » des indigènes contre l'exploitation coloniale, mais en aucun cas un soutien concret à l'émergence d'une volonté d'indépendance de la société africaine.

## **CHAPITRE II**

**1926 – 1938,**

**ENTRE STRATEGIES INTERNATIONALES ET  
REVENDICATION PATRIOTIQUE**



## Introduction.

Dans les années antérieures à 1926, le PCP émergent avait tenté laborieusement de définir son orientation politique. À l'intérieur du mouvement ouvrier portugais, il présentait pourtant certains traits identitaires spécifiques par ses références aux débats de l'IC et à la vie politique de la récente URSS ; mais ces caractéristiques ne suffisaient pas à le distinguer sur la scène portugaise comme entité radicalement autre. L'instauration de l'État Nouveau par António Oliveira de Salazar en 1933, consécutivement au coup d'État militaire du 28 mai 1926, allait modifier brutalement ses conditions d'intervention politique. Cette dictature tenta de mettre en place le corporatisme, se posa en gardien de la morale religieuse, et résuma sa vision de la société portugaise en cinq valeurs : Dieu, Patrie, Autorité, Famille, Travail. La caractérisation de cet État autoritaire suscite encore quelques divergences entre historiens : peut-on ou non le qualifier de totalitaire<sup>1</sup>, voire de fasciste (*cf. infra*) ? Le PCP, quant à lui, au vu des liens du pouvoir central avec la bourgeoisie et de la perte des droits politiques, syndicaux et des libertés individuelles, ne se perdit guère dans ces réflexions et conclut à la nature fasciste du régime. Il se réclama, en conséquence, de « l'antifascisme ». Il dénonça les choix politiques du nouveau régime et organisa son appareil militant de manière

---

<sup>1</sup> Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'autoritarisme s'opposa aux libéralismes politique et économique et, au XX<sup>e</sup> siècle, aux démocraties libérales victorieuses au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dans l'entre-deux-guerres, de nouveaux régimes apparurent. Au-delà de leurs différences, les historiens les qualifient d'États totalitaires en raison de l'existence de caractéristiques communes aux trois États émergents : l'Allemagne, l'Italie et la Russie. Tous trois construisirent un système politique assis sur la dictature d'un homme appuyé par un parti unique qui entendait rassembler la communauté nationale ou multinationale et l'encadrer afin de la protéger des tares du libéralisme. On retient alors un certain nombre de traits caractérisant les régimes totalitaires : la présence d'un idéal à faire triompher, ciment de la cohésion nationale (État tout puissant en Italie, société raciste en Allemagne et société sans classe en Russie), la volonté de créer un homme nouveau et la mise en place progressive du système légitimée par la rupture profonde qu'il instaurait avec les structures existantes et l'apparition de moyens nouveaux afin de mettre en place l'État projeté (contrôle et encadrement de la population, chef charismatique et parti unique). Voir Serge BERSTEIN, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1992, pp. 119-128. À propos de l'État Nouveau portugais, son caractère autoritaire ne fait aucun doute, en revanche, certains auteurs hésitent à le qualifier de totalitaire, ils utilisent parfois le concept d' « État autoritaire à tendance totalitaire » (*cf. infra*).

clandestine. Ses analyses et les comportements spécifiques qui en découlèrent le différencièrent alors des autres forces politiques.

Au même moment, l'évolution de la situation soviétique l'amena à opter pour des choix politiques singuliers. L'éviction des opposants à Staline, entreprise dès la fin des années 1920, atteignait son paroxysme avec les fameux « procès de Moscou ». La ligne politique du PCP fut dès lors déterminée par le souci d'adhérer à ce processus d'épuration en dénonçant les « traîtres » et de militer pour la consolidation de la Révolution dans un seul pays, l'URSS. L'ère de l'élaboration d'un discours analytique et tactique spécifique à ce parti débuta avec la « bolchevisation » de 1929. Les années suivantes, le PCP paracheva la définition de ses orientations, les ancras dans une pratique et en échafauda de nouvelles, à chaque soubresaut dicté par les contextes portugais et international. Il développa peu à peu une culture politique unique ; ses militants s'affichaient résistants, clandestins, antifascistes, défenseurs de Staline et de ses directives ; ils revendiquaient une identité communiste.

Son suivisme des orientations de l'IC irrigua ses choix politiques dans la décennie, tant sur le plan de sa ligne générale que de sa politique coloniale. D'un anticolonialisme virulent durant les années 1930-35 — quoique situé uniquement dans le champ théorique —, le PCP passa à la défense de propos patriotiques et pro-coloniaux. Les évolutions du Komintern intervinrent dans les changements du parti. Néanmoins, il se montra également perméable à l'imaginaire colonial portugais, alimenté et ravivé par le nouveau régime féru de glorification nationale et d'exaltation impériale. Entre 1926 et 1938, malgré l'existence de deux positions indéniablement antagonistes en matière coloniale, la politique développée par le parti fit preuve d'une constance certaine : au-delà de la permanence de sa lutte antifasciste dans une Europe où fascisme et nazisme connaissaient leur heure de gloire, son suivisme sans faille de la politique soviétique. Paradoxalement, c'est cette cohérence qui induisit des césures franches dans la ligne anticoloniale du parti.

Après avoir situé le « fascisme » et « l'antifascisme » portugais, j'exposerai les évolutions et les avatars de la ligne du parti en matière de politique générale pour ensuite présenter et réfléchir aux positions des communistes sur les questions nationale et coloniale.

## **I/ Fascisme et antifascisme.**

*C'est toujours au nom d'une divinité  
bienfaisante, sortie de l'imagination des  
hommes, que se prépare le massacre de la  
pauvre humanité.*

Jaroslav Hašek

Selon Bruno Groppo, c'est dans les années 1990 avec la « fin du communisme », que la communauté scientifique s'intéressa à nouveau au concept d'antifascisme, alors fréquemment « présenté comme une invention du communisme et un instrument de propagande au service d'une stratégie totalitaire de conquête et de monopole du pouvoir par les communistes »<sup>2</sup>. Or, il s'avère tout aussi difficile de définir ce concept que celui de fascisme. S'il exprima un même refus des systèmes politiques émergents de l'entre-deux-guerres, l'antifascisme prit diverses formes selon les pays et selon les époques<sup>3</sup>. De plus, en ce qui concerne l'antifascisme communiste en particulier, Bruno Groppo distingue deux périodes : avant 1945, où il fut un « phénomène à la fois politique, social et identitaire »<sup>4</sup> basé sur une certaine lecture du capitalisme et du fascisme et s'opposant à des « fascismes réels » ; et après 1945, où il servit à légitimer, dans les pays sous influence soviétique, le contrôle du pouvoir par les PC. Dans cette deuxième phase, il survécut comme sensibilité et référent identitaire, les « fascismes réels » ayant disparu puisque, selon cet auteur, l'Espagne franquiste et le Portugal salazariste étaient « plutôt des régimes autoritaires que des régimes proprement fascistes comparables à ceux de Mussolini et d'Hitler »<sup>5</sup>. Au-delà du débat relatif à la qualification du régime *estado-novista*, il sera donc intéressant de voir s'il exista un antifascisme communiste portugais d'avant et d'après 1945. Pour l'heure, il s'agit de souligner l'influence de cette posture politique dans la construction identitaire du PCP.

---

<sup>2</sup> Bruno GROPPPO, « Fascismes, antifascismes et communismes », in Michel DREYFUS *et alii* (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 500.

<sup>3</sup> Voir l'ouvrage incontournable de Jacques DROZ (2001), *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923 - 1939*, 1<sup>ère</sup> édition de 1985, Paris, La Découverte, 318 p.

<sup>4</sup> Bruno GROPPPO, « Fascismes, antifascismes et communismes », *op. cit.*, p. 503.

<sup>5</sup> Bruno GROPPPO, « L'Antifascisme dans la culture politique communiste », in Jean VIGREUX & Sege WOLIKOW (dir.), *Cultures communistes au XX<sup>e</sup> siècle, entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, 2003, p. 82.



Par son opposition à la dictature de Salazar, le parti s'associa au combat du mouvement ouvrier européen des années 1920-1930. Il la qualifia clairement de fasciste et tout aussi clairement se réclama de l'antifascisme. Les grandes orientations de l'État Nouveau prouvaient, à ses yeux, la véritable nature du régime portugais. Quoi qu'il en soit, elles déterminaient le quotidien de l'opposant ; aussi faudra-t-il rendre compte des conditions spécifiques d'existence et de survie des militants. En effet, leur vécu intervenait indéniablement dans l'évolution du parti et justifiait les mots d'ordre politiques avancés, les modalités de fonctionnement adoptées ainsi que le type d'actions choisi. Que l'État de Salazar soit perçu comme autoritaire, totalitaire ou fasciste ne modifiait pas la réalité du contrôle policier, des dénonciations, des arrestations, des emprisonnements et des déportations qui rythmaient le parcours des communistes portugais. Or, pour résister à cet environnement particulier, les dirigeants du parti décidèrent d'ériger une structure partisane sans faille. Un des principaux objectifs des réorganisations successives entreprises par la direction visa alors à établir des règles strictes de fonctionnement, la création de *valeurs mêmes de la clandestinité*. Ces dernières jouaient un rôle de premier plan dans la mesure où elles constituaient un sorte d'*habitus* s'exprimant par le monolithisme des discours politiques du parti et son déficit de démocratie interne et participaient subrepticement à l'apparition d'une identité communiste — certains diront stalinienne — au Portugal.

Il faut, par conséquent, revenir sur les difficultés de fonctionnement légal rencontrées par le PCP, difficultés qui justifiaient, par la suite, son adoption de règles clandestines. Aussi, après une présentation succincte de l'État Nouveau, aborderai-je les conséquences du changement de régime sur l'opposition portugaise.

### **A/ L'ÉTAT NOUVEAU AU QUOTIDIEN.**

L'étude de l'État Nouveau a engendré quelques polémiques au sein de la communauté scientifique. Jusqu'au 25 avril 1974, date de la révolution qui mit un terme à quarante-huit ans de dictature, les essais portugais sur la nature du salazarisme s'avèrent inconséquents<sup>6</sup>, puisque s'inscrivant dans un contexte de

---

<sup>6</sup> À l'extérieur toutefois, quelques études parurent dans les années 1960-70 comme celle datant de 1974 de Ernest Mandel (*Du fascisme*, Paris, Maspero) qui caractérisa l'État Nouveau de *non* fasciste.

censure générale. Bien que Luis Reis Torgal relève l'existence d'une étude qu'il qualifie d'impartiale datant de 1953<sup>7</sup>, il faut attendre les années « post 25 avril » pour voir fleurir les recherches sur l'idéologie et la pratique de Salazar<sup>8</sup> ; jusqu'alors, les ouvrages se limitaient à présenter la personnalité de cet homme<sup>9</sup>. La formule de Manuel de Lucena, sans faire l'unanimité au sein de la communauté scientifique, résuma l'analyse dominante de la décennie 1970-80 : « Le salazarisme est un fascisme sans mouvement fasciste ». Des historiens d'une nouvelle génération, comme le Portugais António Costa Pinto<sup>10</sup>, revinrent sur la question, et publièrent divers ouvrages de synthèse. Costa Pinto, en 1989, relança le débat, en rejoignant les positions de 1982 du Français Jacques Georgel qui, de manière « précoce », réfutait le « caractère fasciste » du régime portugais. Des années plus tard, Yves Léonard s'inscrivit dans ce même courant, entre temps devenu majoritaire, et écrivait que :

« Antiparlementaire, antidémocratique, antilibéral et anticommuniste, nationaliste, corporatif et répressif, doté d'un parti unique, le régime salazariste se retrouve rapidement et fréquemment qualifié de « fasciste ». Nonobstant la dérive prononcée de la fin des années trente et son "badigeon à la romaine", le salazarisme n'est pas à proprement parler un fascisme »<sup>11</sup>.

Si Michel Cahen reconnaît que des fondements militants de la caractérisation de l'État Nouveau supplantèrent parfois ceux d'origine scientifique et admet le « catalogue » des différences entre le régime portugais et les grands cas classiques du fascisme, il affirme, à propos de l'État Nouveau, que : « Les trois caractéristiques essentielles et cumulatives – un régime totalitaire, au sein d'une économie capitaliste, dans un pays du centre du monde – dessinent bien un régime d'État dont

<sup>7</sup> Celle de António José da Silva Saraiva, *O Pensamento político de Salazar*, relevée par Luís Reis TORGAL, « Sobre a história do Estado Novo », *Revista de história das ideias* (Coimbra), n° 14, vol. annuel, 1994, pp : 529-554.

<sup>8</sup> Citons, entre autres, les œuvres de Jorge CAMPINOS, *Ideologia política do estado salazarista*, Lisbonne, Portugália, 1975 / Manuel de LUCENA, *A Evolução do sistema corporativo português*, Lisbonne, Perspectivas & Realidades, 1976 / Manuel Braga da CRUZ, *As Origens da democracia cristã e o salazarismo*, Lisbonne, Presença, 1980.

<sup>9</sup> On retiendra surtout les publications de António FERRO, *Salazar, o homem e a sua obra*, Lisbonne, Empresa nacional de publicidade, 1933, et Christine GARNIER, *Vacances avec Salazar*, Paris, Grasset, 1952.

<sup>10</sup> António Costa PINTO, « O Salazarismo e o fascismo europeu : os primeiros debates nas ciências sociais », *Salazar e salazarismo*, Lisbonne, Dom Quixote, 1989.

<sup>11</sup> Yves LEONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996, pp. 207 et 208.

les fonctions sont celles du fascisme »<sup>12</sup>. Même si ces échanges entre experts semblent « un peu académiques et jusqu'à un certain point dépassés »<sup>13</sup> à Miguel Luis Torgal, qui leur préfère les recherches sur des aires circonscrites<sup>14</sup>, la question reste ouverte.

Pour le PCP, l'évidence se discutait à peine. Les tentatives de l'État Nouveau de mise en pratique du corporatisme, son nationalisme, son caractère antidémocratique, et la répression qu'il engendrait prouvaient largement, à ses yeux, son caractère fasciste.

### **1/ Les caractéristiques fascisantes de l'État Nouveau .**

L'État Nouveau naquit en 1933 comme régime politique théorisé par António Oliveira de Salazar, sur la base de la dictature issue du coup d'État militaire du 28 mai 1926. Les historiens s'accordent généralement pour distinguer une première phase, du 28 mai au 9 juillet 1926, qui correspondrait à une période de clarifications. En effet, peu à peu, dans cette période de transition, la Dictature écarta de ses rangs les républicains libéraux et leur projet de système libéral-parlementaire.

Gomes da Costa, un général populaire pour avoir participé aux campagnes militaires africaines du XIX<sup>e</sup> siècle et à la Grande Guerre, fut le dirigeant du coup d'État du 28 mai ; dès lors, il se posa en porte-parole de la droite antidémocratique et militariste. Bénéficiant de l'appui des militaires, il se méfiait de Mendes Cabeçadas, autre chef populaire de la révolte du 28 mai, détenteur de tous les ministères, et représentant les aspirations de la droite républicaine. La population voyait en Cabeçadas, figure de la révolte du 5 octobre 1910 instaurant la première République portugaise, un homme respectable, garant des institutions républicaines. Il semblait incontournable, mais les luttes politiques et autres mouvements de casernes, menés entre autres par Gomes da Costa, le poussèrent à la démission le 18 juin 1926. Il

---

<sup>12</sup> Michel CAHEN, *Salazarisme, fascisme et colonialisme, problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception*, Lisbonne, CEsa, 1997, documents de travail n° 47, p. 5.

<sup>13</sup> Luís Reis TORGAL, *op. cit.*, p. 538. Néanmoins, il se référait aux débats de la période 1974-1993 environ et non aux développements postérieurs.

<sup>14</sup> Sur l'opposition (D. L. RABY, *A resistência antifascista em Portugal, comunistas, democratas e militares em oposição a Salazar, 1941-1974*, Lisbonne, Salamenta, 1988), la littérature clandestine (Oliveira MARQUES, *A Literatura clandestina em Portugal*, Lisbonne, Fragmentos, 1990), les années 1930 (Fernando ROSAS, *O Estado Novo nos anos trinta, 1928-1938*, Lisbonne, Estampa, 1986), etc.

avait entre temps, le 3 juin, appelé Salazar au ministère des Finances d'un nouveau gouvernement de coalition ; mais le jeune ministre Salazar quitta ses fonctions dès le 17 juin 1926. Après la chute de Cabeçadas, Gomes da Costa devint « Président du Ministère », c'est-à-dire chef du gouvernement. Toutefois, le 9 juillet 1926, en désaccord avec la place donnée aux *integralistas*<sup>15</sup> dans la politique gouvernementale, le bloc militaire conservateur le contraignit à la démission et installa Oscar Carmona, figure consensuelle, à la présidence de la République.

Entre le 28 mai et le 9 juillet 1926, le nouveau régime s'était par conséquent débarrassé de son « aile gauche », la droite républicaine, et de son « aile droite », la droite radicale militariste. Après cette première phase de clarifications, le bloc conservateur qui se trouvait à la tête de l'État n'en était pas moins divisé. Il allait perdurer, malgré d'âpres luttes intestines, jusqu'à la veille de l'instauration de l'État Nouveau. À l'intérieur du bloc coexistaient deux courants distincts : les chefs militaires de formation républicaine, maçonniques et conservateurs, et les salazaristes. Ces derniers étaient soutenus par des catholiques, des *integralistas* et des opposants divers. De 1926 à 1934, un long conflit opposa les deux courants en présence. Dans un contexte financier catastrophique, Salazar, qui s'était vu confié le 18 avril 1928 le ministère de l'Économie, se sentit incontournable et posa ses conditions : obtenir les pleins pouvoirs financiers, qui ne lui furent pas refusés. Après un parcours ténébreux de démissions, de chantage permanent, d'élimination politique des rivaux républicains conservateurs<sup>16</sup>, Salazar, qui avait promulgué dès 1930 l'Acte colonial, devint, en 1932, président du Conseil. Lors de la création de l'Union nationale en juillet 1930, il présenta son programme politique. Ce discours « juillettiste » devenu célèbre, exposa les « principes fondamentaux de la révolution politique » et fit adopter la nouvelle Constitution. Il entreprit la mise en place définitive des institutions de l'État Nouveau en 1933.

Salazar a toujours posé problème aux contemporains et historiens. Jacques Georgel le jugeait « dictateur contre nature »<sup>17</sup>, puisque refusant le contact avec les masses et n'intervenant pas en tribun dans un style mussolinien, par exemple.

<sup>15</sup> Fondé à la veille de la Première Guerre mondiale, le mouvement dit des *intégralistes* prônait la restauration de la monarchie corporative, antilibérale, décentralisée et traditionaliste. Voir pour plus de détails, António Costa PINTO, *As Camisas azuis, ideologia, elites e movimentos fascistas em Portugal, 1914-1945*, Lisbonne, Estampa, 1994, pp. 25-35.

<sup>16</sup> Il participa notamment à l'élimination des présidents du Conseil Vicente de Freitas et Ivens Ferraz.

<sup>17</sup> Jacques GEORGEL, *Le salazarisme*, Paris, Cujas, 1981, p. 32.

Salazar adhérait aux thèses traditionalistes de l'Église et, même s'il se prononça en faveur de la planification économique et s'il accorda des investissements à l'industrie, il considérait comme seules véritables ressources du pays l'agriculture et la mer. Son idéal se résumait ainsi : « Retenir la course du temps »<sup>18</sup>. Son traditionalisme religieux l'amena à défendre la famille, noyau chargé d'inculquer les vertus morales et civiques, et d'en garantir la pérennité. Il condamna ainsi toute puissance matérielle. Pour lui, il était « plus facile de parvenir au bonheur par le renoncement que par la recherche et la satisfaction de besoins chaque jour plus nombreux »<sup>19</sup>. Il désirait créer un homme nouveau, à la morale catholique de renoncement, d'obéissance, d'éternelle continuité. Il exprima clairement que pesaient sur le pays « des défauts traditionnels [...] qu'il faudrait déraciner de l'âme et du caractère portugais »<sup>20</sup>. Il envisageait l'homme comme une machine modelable, un objet à réparer, à réajuster. Pour ce faire, il fallait le surveiller, l'encadrer, l'éduquer.

Pour parvenir à ces fins, le pouvoir contrôla toute forme d'organisation, associative ou politique. Le 30 juillet 1930, avant la dissolution des autres partis, l'Union nationale apparut. Elle devait préparer, dans un premier temps, la transformation constitutionnelle de la dictature. Ses premiers statuts furent votés en mai 1932. Elle était tout sauf un grand parti fasciste, restait une affaire d'intellectuels mais donnait néanmoins une assise politique à l'État Nouveau. Elle devait servir à l'institutionnalisation du régime et à la construction du corporatisme. Salazar présidait sa Commission centrale. Cependant, elle connaissait une certaine concurrence : celle du national-syndicalisme, école bien plus « classique » du fascisme et cherchant le charisme d'un chef. L'État Nouveau rendit alors illégal ce courant, en juillet 1934. Cependant, l'Union nationale perdit de son influence à partir de 1936, avec la création de la *Mocidade portuguesa* (Jeunesse portugaise) et par le rôle qu'elle endossa de simple appoint au gouvernement.

La répression des autres groupes politiques, à l'exception du Parti socialiste qui agit librement jusqu'en mars 1933, transforma de fait l'Union nationale en parti unique. L'adoption du Statut du travail national (STN), du 23 septembre 1933, entérina l'interdiction des grèves et, surtout, des syndicats « indépendants ». Le régime ne tolérait aucune opposition. Le STN s'inspirait de la charte du travail

---

<sup>18</sup> Salazar cité par Jacques GEORGEL, *ibidem*, p. 37.

<sup>19</sup> Christine GARNIER, *op. cit.*, p.126.

<sup>20</sup> Salazar cité par António FERRO, *op. cit.*, p. 51.

promulguée le 1<sup>er</sup> février 1927 par l'Italie fasciste de Mussolini et de l'encyclique de Léon XIII « *Humanus Genus* » du 20 avril 1884, prolongée par celle du 15 mai 1891, « *Rerum Novarum* ». Ces deux derniers textes déploraient la disparition des corporations et condamnaient énergiquement le socialisme. Salazar reprit un des principes édictés selon lequel : « La corporation des artisans, avec la religion pour guide, protège [...] à la fois les intérêts et les mœurs »<sup>21</sup>. Il incita alors les ouvriers à s'organiser au sein de futures corporations. La mise en place d'un système corporatiste constituait un pilier idéologique du régime. Le retour des corporations<sup>22</sup> devait créer, selon leurs défenseurs, un équilibre entre les différentes branches de la production et assurer les intérêts, jugés communs, du Capital et du Travail. Ce système autoritaire, antilibéral, était néanmoins fondé sur le maintien de la propriété privée. Salazar souhaitait parvenir à l'autosuffisance et, par ce biais, organiser un minimum vital entièrement portugais. L'Empire eut ainsi un rôle déterminant dans l'idéologie salazariste. Salazar entendait bien s'opposer au libéralisme politique du XIX<sup>e</sup> siècle, qui avait, selon lui, « fabriqué un individu démembré de sa famille, de sa classe, de sa profession, de son milieu de culture, de la collectivité économique auxquels il appartient »<sup>23</sup>.

L'objectif des corporations était également de mettre fin aux conflits sociaux et d'incorporer à l'État la vie des personnes, voire des familles, représentant les groupes « naturels », à l'opposé des associations ou des partis politiques. Les membres des anciennes associations ouvrières devaient intégrer des *Sindicatos nacionais* (SN, Syndicats nationaux) et les paysans des *Casas do Povo* (Maisons du Peuple). En 1937 apparurent celles des pêcheurs. Les patrons s'unissaient dans des *Grémios*, groupements représentant leurs intérêts et conduisant la production sous l'étroite orientation de l'État. La fédération de ces diverses structures professionnelles devait constituer la Corporation mais il ne fut pas toujours possible de le faire, en particulier dans les colonies. Les différentes corporations de branche élisaient les cent quatre-vingt-cinq membres de la Chambre corporative, une sorte de

<sup>21</sup> Extrait de l'encyclique « *Humanus Genus* ».

<sup>22</sup> Elles étaient apparues au Moyen-Âge, en 1383 selon la chronique de Fernão Lopes (chroniqueur des rois Dom Pedro, Dom Fernando et Dom João (de 1357 à 1433). Fernão Lopes écrivit, entre 1430 et 1450, la chronique de ces souverains, réalisant ainsi la première œuvre portugaise considérée comme « historique ». Les corporations portugaises avaient été les dernières d'Europe à être abolies, en 1834.

<sup>23</sup> Salazar cité par Christian RUDEL, *La liberté couleur d'œillet, histoire du vingtième siècle portugais*, Paris, Fayard, 1980, p. 115.

Sénat, proposant des lois dans les domaines économique et professionnel mais n'assurant qu'une fonction consultative et non législative. En pratique et en opposition à la tradition corporative ancienne, les corporations ne pouvaient pas fonctionner sans l'aval de l'État, qui en nommait les dirigeants et auquel la conduite de l'économie restait subordonnée.

Dans leur présentation de l'État Nouveau, les historiens soulignent unanimement l'échec du corporatisme, resté pour certains d'entre eux uniquement sur le plan théorique. Pourtant, si Salazar ne réussit effectivement point à implanter ce système, il n'en mena pas moins une authentique politique, très concrète, « non théorique », en ce sens. Quoi qu'il en soit, ces options économiques marquèrent grandement la vie militante du PCP puisqu'elles déterminèrent les conditions de toute action syndicale. Ainsi, un large et virulent débat émergea à partir de 1933 à l'intérieur du parti sur la viabilité d'une pratique militante au sein même des SN : les communistes devaient-ils intégrer ces nouvelles organisations ou, au contraire, œuvrer à la création de syndicats clandestins libres ? Si la mise en pratique était différente, dans les deux cas, l'activité communiste ne pouvait qu'être clandestine : pour défendre de l'intérieur des revendications non conformes à la « philosophie » des SN ou pour mettre en place un appareil syndical autre, les militants devaient dans tous les cas échapper au contrôle policier. La tâche la plus infime, la plus banale, comme la distribution d'un tract, imposait une vigilance permanente et des dispositions minutieusement préparées.

## **2/ Réalités du contrôle et de la répression.**

Salazar ne supprima pas seulement la liberté syndicale et les droits des travailleurs. Même s'il souhaita donner à son régime une façade démocratique en accordant certaines libertés<sup>24</sup>, suivant alors les positions défendues par les libéraux, il restreignit drastiquement les droits des individus et des associations. Il exerça un contrôle étroit sur l'information grâce au Secrétariat de la propagande nationale, mis

---

<sup>24</sup> Par exemple, il autorisa le suffrage universel direct pour l'élection des députés et, jusqu'en 1958, celle du chef de l'État. Mais, en écartant du corps électoral les analphabètes, il excluait les quatre cinquièmes de la population, rendant caduque, de fait, ce droit des démocraties parlementaires. De plus, les difficultés des candidats de l'opposition à se présenter lors des élections restreignaient également les conditions d'exercice du droit de vote.

en place le 26 octobre 1933. Cet organisme surveillait la circulation de tout écrit et l'entrée de tout document en provenance de l'étranger. Chaque texte était soumis à la censure. Cette disposition touchait inévitablement la presse. Les journaux se voyaient dans l'obligation d'insérer les communiqués du gouvernement dans leurs colonnes et de retirer les articles jugés « anti-nationaux ». À partir de 1936, tout nouveau journal ne put paraître sans autorisation. Tout refus ou non-respect de la loi entraînait la fermeture immédiate des locaux. La presse communiste n'échappait évidemment pas à la règle et, pour continuer à fonctionner, le parti organisa des typographies et des réseaux de distribution de la presse clandestins. Le simple fait de réussir à publier et à diffuser l'organe central du parti, *Avante!* (dont le premier numéro parut le 15 février 1931), constituait un enjeu politique et une priorité militante.

Pour surveiller la population et empêcher toutes réunions et manifestations, syndicales ou autres, le régime mit en place une police politique. La première, la Police spéciale d'information, fut organisée dès décembre 1926 à Lisbonne et mars 1927 à Porto. Après plusieurs transformations<sup>25</sup>, le 29 août 1933, fut formée la Police de vigilance et de défense de l'État (PVDE). De 1937 à 1940, elle reçut l'aide de la Mission italienne de police, sur la demande de Salazar lui-même. En 1937 pareillement, la Gestapo collabora à la formation des agents de la PVDE<sup>26</sup>. Cette police fonctionnait à deux niveaux, devant garantir la défense politique, sociale et internationale du Portugal mais aussi œuvrer explicitement à « la répression du communisme »<sup>27</sup>. Le dispositif sécuritaire fut complété par la Police de sécurité publique (PSP) qui jouait un rôle de police nationale, la Garde nationale républicaine (GNR, gendarmerie), chargée du maintien de l'ordre, et la Légion portugaise, véritable milice. La PVDE n'en assurait pas moins l'essentiel du contrôle et du

<sup>25</sup> Elle se transforma en Police d'information le 17 mars 1928 et en Police internationale portugaise, le 28 juillet 1931. L'organisation resta à peu près la même. Cependant, dans cette dernière les autorités chargèrent une section spéciale de la surveillance des frontières et des étrangers résidant au Portugal. Le 23 janvier 1933, une Police de défense politique et sociale apparut, subordonnée au ministère de l'Intérieur ; elle coexista avec la Police internationale. C'est leur fusion qui donna, le 29 août 1933, la Police de vigilance et de défense de l'État (PVDE).

<sup>26</sup> Si Yves Léonard écrit qu'il « *semble douteux que la PIDE ait été entraînée et formée par la Gestapo* » (Yves LEONARD, *op. cit.*, p. 126), les études récentes de D. L. Wheeler, António Telo, reprises et confirmées par Maria da Conceição Ribeiro lèvent le doute sur la question. Elles indiquent que les contacts entre la PVDE et la Gestapo, mais aussi les services d'information militaires, Abwehr, commencèrent lors de la guerre civile espagnole. Cependant, la première collaboration certaine date de septembre 1937. Maria da Conceição RIBEIRO, *A Polícia política no Estado Novo, 1926-1945*, Lisbonne, Estampa, 2000, p. 168.

<sup>27</sup> Décret-Loi 22 992 du 29 août 1933. Création de la PVDE.



combat contre les opposants. Elle dépendait officiellement du ministère de l'Intérieur mais s'organisait, de fait, de manière autonome et obéissait directement à Salazar. Elle devait prévenir et dissuader, contrôler et rechercher, punir et réprimer. Des tribunaux spéciaux avaient été créés par décret en 1932 pour juger les crimes. Mais, pour la période 1930-40, seul celui de Lisbonne fonctionna et, de plus, leurs prérogatives s'avérèrent limitées. En effet, la PVDE détenait la plupart des pouvoirs de l'instruction. Par exemple, 80% du total des prisonniers (6 518 en valeur absolue)<sup>28</sup> détenus en 1936-1939 n'étaient pas passés devant un tribunal (ils purent être jugés par la suite). Cette proportion témoigne de la puissance de la PVDE. Cette police abusait en effet de la garde à vue, fixée théoriquement à huit jours, mais muée en véritable prison préventive. Dans une même logique, elle prolongeait l'enfermement des prisonniers, au-delà de leur temps de condamnation.

Les prisons portugaises se nommaient Aljube, Peniche, Caxias. Les militants, mais aussi les simples sympathisants, arrêtés chez eux sans mandat, menacés d'un revolver, partaient vers l'une de ces prisons. À Caxias, par exemple, après les formalités d'usage auxquelles les prisonniers devaient se soumettre à leur arrivée (identification, prise d'empreintes, photos), le personnel leur coupait les cheveux, confisquait les objets privés (montres, lunettes, lacets). Il amenait ensuite les détenus dans des cellules d'isolement en ciment, où lire, écrire, communiquer était interdit. À la prison d'Aljube, ces cellules, situées au troisième étage, mesuraient deux mètres sur un mètre cinquante.

À Lisbonne ou ailleurs, la torture était couramment pratiquée. Celle du sommeil ou supplice de la statue marqua très fortement les victimes<sup>29</sup>. L'usage de drogues, de brûlures de cigarettes, la pendaison par les bras, l'écrasement des testicules, les menottes électriques, les projecteurs dans les yeux, constituaient, avec d'autres violences physiques (en particulier les coups), autant de moyens destinés à faire parler les prisonniers. À court terme, outre les douleurs physiques, le résistant pouvait connaître des confusions mentales, des hallucinations, des perturbations de la mémoire, des états d'amnésie, des délires et, à long terme, des atteintes psychosomatiques, des psychoses, débouchant sur des suicides. Sur le

---

<sup>28</sup> Chiffre tiré de Maria da Conceição RIBEIRO, *op. cit.*, p. 237.

<sup>29</sup> La PVDE les réveillait le plus souvent vers minuit et procédait à l'interrogatoire. Ce dernier était effectué par quatre fonctionnaires. Afin d'empêcher le détenu de dormir, ceux-ci frappaient sur la table, criaient, l'obligeaient à se lever, s'asseoir et à rester debout encore. Après des jours et des nuits passés ainsi, les pieds se crevassaient, les hallucinations survenaient.

plan physique, on constatait des perturbations urinaires, cardio-vasculaires, des fractures, des blessures. Cependant, la pratique la plus courante de la PVDE consista à isoler les prisonniers. Les « *curros* » d'Aljube ou cachots en terre battue, les « *segredos* » (littéralement « mises au secret ») de Caxias, le puits et la « *poterna* »<sup>30</sup> désignaient en fait la même chose. La colonie pénale de Tarrafal<sup>31</sup> possédait aussi son cachot : « *a frigideira* » (la friteuse), un cube de ciment exposé au soleil. Ces salles aux dimensions variables, mais toujours petites, étaient le passage presque obligé des détenus<sup>32</sup>.

La déportation ou « *degreδο* » complétait cet enfer carcéral<sup>33</sup>. La Dictature la supprima le 24 décembre 1931 pour finalement la rétablir en 1933. Le fort de Angra do Heroísmo, aux Açores, recevait les prisonniers jugés hautement dangereux ; après 1936, les opposants furent déportés à Tarrafal. Bien qu'il existât d'autres forteresses antérieures à 1936, comme celui de Timor<sup>34</sup>, la pratique du « *degreδο* » connut son plein essor avec la création de la colonie pénale de Tarrafal. Aussi, à partir de 1936, l'opposition, et en particulier les communistes, lança-t-elle de virulentes campagnes contre ce camp. Le PCP en publia régulièrement des nouvelles qui servaient de support à ses réquisitoires contre l'État Nouveau.

<sup>30</sup> Ce terme correspondait aux écuries du fort de São João Baptista, située sur le territoire de Angra do Heroísmo aux Açores. Elles avaient été creusées à seize mètres en dessous du sol et transformées en cellules car l'humidité était néfaste pour les chevaux.

<sup>31</sup> Le Décret-Loi n° 26 539, du 23 avril 1936, créa un camp sous l'appellation officielle de « colonie pénale », situé à Tarrafal, sur l'île de Santiago du Cap-Vert. Prétendant « l'urgente nécessité de l'internement » des indésirables, les prisonniers « réfractaires à la discipline » des prisons de métropole, le DL autorisait leur installation immédiate, provisoire, dans l'attente de la construction du camp. Durant une vingtaine d'années, plus de deux cents antisalazaristes séjournèrent à Tarrafal. Voir mon mémoire de maîtrise : *Une application de la politique de Salazar : la colonie pénale de Tarrafal au Cap-vert (1936-1956)*, sous la direction de D. Domergue-Cloarec, Université Toulouse le Mirail, 1995.

<sup>32</sup> Pour les détails de ces incarcérations et des pratiques répressives de l'État Nouveau, voir différents recueils de témoignages, entre autres, : Mário SOARES (1974), *Portugal amordaçado*, Portugal, Arcádia ; Fernando QUEIROGA, *Portugal Oprimido*, Lisbonne, O Século, 1975 ; Francisco MIGUEL, *Das prisões à Liberdade*, Lisbonne, eds Avante!, 1986 ; Cândido de OLIVEIRA, *Memória viva do Tarrafal*, Lisbonne, eds Avante!, 1987 ; Alexandre MANUEL, *PIDE – história da repressão*, Fundação, Jornal do Fundão, 1974 ; Acácio Tomáz de AQUINO, *O Segredo das prisões atlânticas*, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1978.

<sup>33</sup> Dans le code pénal portugais de 1852, inspiré de celui de la France de 1810 et de celui de l'Espagne de 1848, les peines considérées comme les plus lourdes étaient la mort, les travaux forcés, la prison assortie de travaux forcés, la perte des droits politiques et « *o degredo* » (désignant aussi bien la « déportation », le déplacement forcé des prisonniers politiques, que la « transportation », celui des droits communs). En 1867, le Portugal abolit la peine de mort et fit du « *degreδο* » une peine complémentaire : à tant années de prison pouvaient s'ajouter tant d'années de « *degreδο* ».

<sup>34</sup> Une lettre du 17 octobre 1931, destinée à l'avocat A. Neves Anacleto et à la signature illisible, atteste de l'existence d'un fort à Timor où étaient incarcérés des opposants. Archives personnelles.

Les caractéristiques du régime de Salazar, structuré peu à peu de 1926 à 1933, participèrent à l'émergence d'une identité communiste spécifiquement portugaise. Si de nombreux historiens aujourd'hui ne qualifient pas l'État Nouveau de « fasciste », pour les militants du PCP le choix d'un système corporatif, les mesures antidémocratiques « votées » par un Parlement aux ordres du dictateur, la police politique créée pour réprimer toute opposition, prouvaient le contraire. Effectivement, du point de vue des militants, les modifications sociales et politiques engendrées par l'État Nouveau étaient fascistes. Elles les obligeaient à adopter un fonctionnement spécifique, identique à celui des PC des pays fascistes. Que ce soit sur le plan de la lutte syndicale, avec la création des SN ou sur celui de la lutte politique, ils affrontaient l'organisation corporative du travail, la censure, la répression avec ses arrestations, ses emprisonnements, ses déportations, le contrôle permanent.... Ils devaient, pour se protéger, adopter des stratégies de survie qui imposaient des priorités (défense de l'appareil et des dirigeants) et qui justifiaient l'importance des questions organisationnelles, quitte à renvoyer au second plan celles d'ordre idéologique. Ils tentaient d'échapper constamment au contrôle policier, préoccupation qui bouleversait leur mode de vie et créait chez eux le sentiment d'être totalement immergés et solidaires dans la lutte contre le fascisme.

### **B/ L'OPPOSITION EST MAL PARTIE.**

Après le coup d'État de 1926, de nombreuses organisations furent interdites et réprimées. Par ailleurs, une certaine confusion régna au départ quant aux réactions à avoir face à la dictature : fallait-il fomenter des révoltes militaires, préparer la grève générale ou bien encore opter pour un appui critique ? De 1926 à la consolidation du nouveau régime en 1932, les tentatives de déstabilisation des gouvernements successifs se multiplièrent. Le *reviralthismo* désigna, alors, le mode d'action de certains républicains radicaux contre la dictature militaire, désireux de restaurer la république démocratique par la réalisation d'un coup d'État. Ce mouvement connut un reflux dans les années 1929-30, puis une nouvelle vague en 1931. Toutefois, il devint par la suite un phénomène externe (partisans en exil) et en décadence. L'histoire de ce courant influença le PCP, en ce sens que le parti succomba à la tentation qu'il représentait et participa à quelques putschs armés. Déjà, en décembre

1923 et septembre 1924, la direction de Carlos Rates avait appuyé le Parti républicain radical (PRR) et s'était engagée à ses côtés dans la réalisation d'assauts armés contre des ministères de la République. Dans les mois qui suivirent le 28 mai 1926, le PCP répéta ces « déviances » militaristes passées.

Néanmoins, l'influence de l'IC remit le parti sur le « droit chemin ». De plus, la proclamation de la République espagnole, en avril 1931, et par la suite le début de la guerre civile entraînent la multiplication au Portugal de mobilisations plus conformes à l'idée communiste. Ainsi, de nombreuses grèves catégorielles et des révoltes secouèrent-elles le régime y compris dans les colonies (Angola en 1930, São Tomé, Açores et Madère en 1931) ; les manifestations se multiplièrent dans le milieu universitaire. Tous ces événements interféraient sur les choix politiques du PCP. Ils l'amènent à se distinguer sur la scène publique et dans le mouvement ouvrier par des orientations spécifiques. De plus, face à la répression, de mieux en mieux organisée, exercée par la police politique, l'opposition dans son ensemble devait réagir et tenter de survivre. Qui n'arrivait pas à mettre en place un appareil clandestin était voué à la disparition. Le PCP construisait ses structures nouvelles ; elles lui permirent d'être le seul groupe à perdurer, comme organisation, durant les quarante et un ans de l'État Nouveau.

### **1/ L'échec du *reviralhismo*.**

Les partisans du *revilharismo*, nommés également les *reviralhistas*, tentèrent tardivement, c'est-à-dire à la mi-juin 1926, après l'éloignement de Cabeçadas de la Présidence, de reconstituer le « bloc du 5 octobre » (1910). Celui-ci consistait en « une alliance de la petite bourgeoisie urbaine avec la « plèbe » — la classe ouvrière et les couches les plus pauvres des employés et fonctionnaires — des grandes villes »<sup>35</sup>. Or, ces adeptes d'un putsch militaire sous-estimaient les profondes transformations de la société portugaise depuis 1910. La classe ouvrière, meurtrie par les crises économiques incessantes depuis la Première Guerre mondiale et en particulier par celle de 1929, se méfiait d'une République qui s'était révélée incapable sur le plan social. Les classes intermédiaires urbaines ne cachaient pas,

---

<sup>35</sup> José MATTOSO (dir.), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, Portugal, Estampa, 1994, p. 210.

elles non plus, leurs désillusions. La République avait assisté ainsi à l'affaiblissement de ses appuis traditionnels et s'était vu, de plus, confrontée à une opposition, la droite républicaine, dotée d'une bien meilleure formation politique et répressive, capable de réagir aux attaques des radicaux. Enfin, les *revirahistas* minimisaient le consensus qui existait au sein des Forces armées pour défendre la Dictature contre les « révolutionnaires ».

Ainsi, les tentatives de renversement du régime furent-elles vouées à l'échec. La première d'entre elles, fomentée du 2 au 7 février 1927 à Porto, connut un sérieux revers. Elle représentait le fruit d'un long travail de préparation. En effet, fin 1926, Cabeçadas avait réussi à réunir autour d'une revue semi-clandestine, *A Revolta*, diverses personnalités républicaines, et notamment des hommes issus du groupe *Esquerda democrática*<sup>36</sup>, de José Domingues dos Santos. Après les dernières mises au point, la révolte éclata le 2 février. Sousa Dias en guidait le Comité militaire révolutionnaire, avec l'appui de Jaime Morais, Jaime Cortesão et Sarmiento Pimentel. Elle dura cinq jours et reçut, le 7 février, le renfort d'un groupe mené à Lisbonne par Agatão Lança et Luís da Câmara Leme. Les insurgés combattirent féroce­ment, mais la Dictature les écrasa et les déporta.

Février 1927 n'en représenta pas moins la grande tentative du *reviralismo*, de la fin des années 1920 d'autant que l'action suivante, prévue en juillet 1928, avorta suite à l'arrestation un mois auparavant de nombreux participants potentiels. Malgré son insuccès, cette première révolte prouva l'existence d'un travail d'élaboration politique au sein des républicains révolutionnaires. La publication en juillet 1927 d'un premier manifeste politique, rédigé par la Ligue de Paris (exilés républicains en France), vint nourrir cette réflexion.

Toutefois, l'opposition *reviralista* n'arriva point à offrir une alternative à la dictature. Tenant compte de la faible popularité de la I<sup>e</sup> République, elle en condamnait les caciques et les partis et insistait sur le prestige des Forces armées, de l'ordre, du contrôle de l'État. Il s'avérait alors difficile de la situer. De plus, les *revilharistas* cherchaient une légitimité politique que la division du camp républicain minait ; les conservateurs, par exemple, appuyèrent ouvertement la Dictature jusqu'en 1930. En fait, les controverses au sein du courant lui-même abondaient. À la Ligue de Paris comme dans le groupe des « Budas » (émigrés politiques en

---

<sup>36</sup> Lors des législatives de novembre 1925, le PCP avait présenté des candidats communs avec cette organisation. Voir chap. I, p. 73.

Espagne) les discussions n'en finissaient pas : quelles revendications avancer, quelles tactiques suivre, etc. ?

Jusqu'aux années 1931-32, les *revirahistas* déployèrent une grande activité, profitant des espaces non encore contrôlés par la police politique. L'instauration de la II<sup>e</sup> République espagnole en 1931 offrit parallèlement de sérieux appuis aux opposants portugais. Aussi l'année 1931 connut-elle de fortes agitations. Réagissant au durcissement de la dictature militaire du 28 mai et au discours de Salazar de juillet 1930, ceux-ci participèrent à trois révoltes. À Madère, le 4 avril, des mécontents prirent les représentants du gouvernement en otage, afin de protester contre l'augmentation du prix du pain. Les *revirahistas* et beaucoup de déportés politiques civils et militaires leur prêtèrent main forte. Sousa Dias présida alors la junte révolutionnaire, mise en place à la suite de cette rébellion. Une véritable guerre civile secoua Madère pendant tout le mois d'avril. Cette agitation engendra en métropole des mouvements de soutien offensifs (étudiants, 1<sup>er</sup> mai, cf. *infra*). Simultanément, aux Açores, des révoltés réussirent également à réunir trois mille hommes (révolte du 7 au 10 avril) et, dans les colonies, des Blancs prenaient les armes : à São Tomé le 12 avril et en Guinée le 17, quand un groupe de civils et de militaires arrêta le gouverneur. Narguant l'État Nouveau, ces derniers insurgés n'hésitèrent pas à embarquer leur prisonnier, le colonel Leite de Magalhães, pour Funchal, capitale de l'île de Madère et centre de la rébellion. Mais, après la reddition de Sousa Dias, ceux de Guinée déposèrent les armes le 6 mai 1931. La Dictature combattit énergiquement les révoltés, en tua bon nombre, déporta et emprisonna les autres.

Dans ce climat d'intense répression, quelques actions éparses (attentats à la bombe principalement) éclatèrent encore. Le 26 août 1931 concentra les passions ; Lisbonne assista, ce jour-là, à une véritable guerre civile guidée par des militaires *revirahistas*. L'objectif principal consistait à lutter pour l'annulation des actes émanant des gouvernements « post 19 juin 1926 » et pour le rétablissement des libertés individuelles<sup>37</sup>. Une fois de plus, la Dictature triompha, arrêta et déporta à peu près six cents personnes, militaires et civils. Néanmoins, l'amnistie qu'elle décréta le 5 décembre 1932, au nom d'une réconciliation, permit le retour de certains

<sup>37</sup> Voir l'article de Manuel Augusto DIAS, « A oposição revolucionária ao salazarismo », *História* (Lisbonne), n° 11, février 1999, pp. 18-26.

opposants qui tentèrent de nouvelles attaques, toutes avortées, comme en novembre 1933 ou encore en septembre 1934.

À partir de 1936, la situation se compliqua un peu plus. Malgré la victoire du Front populaire en Espagne, la guerre civile qui éclata peu après changea les conditions de militantisme des antifascistes portugais. De plus, la « réélection » de Carmona, en 1935, assura une certaine légitimité au régime et relégua l'opposition au second plan. Toutefois, des bombes continuèrent à exploser au Portugal comme en janvier 1937 à Lisbonne. Les *revirahistas*, numériquement faibles, cherchaient des alliances de plus en plus larges.

Ils obtinrent la collaboration de l'*Organização revolucionária dos sargentos* (Organisation révolutionnaire des sergents — ORS) et de l'*Organização revolucionária da Armada* (Organisation révolutionnaire de la Marine — ORA) dont le leader, Manuel Guedes, était membre du PCP. L'ORA réussit, d'ailleurs, à dérouter trois bateaux de guerre portugais, le 8 septembre 1936, dans l'objectif de soutenir les républicains espagnols. Mais, suivant leur stratégie, en septembre 1935, les *revilharistas* avaient conspiré avec les monarchistes et des adeptes du national-syndicalisme. Cette alliance les éloignait de leur base républicaine et les amenait à avoir un programme minimaliste. Désormais, Le *revilharismo* « cherchait à faire l'unité avec les mécontents du régime, ne prétendant plus renverser totalement la situation [...] acceptant, par exemple, le maintien de Carmona à la Présidence de la République »<sup>38</sup>. Il dépérit peu à peu, victime de la répression et de ses derniers choix politiques. Seules en subsistèrent des traces en exil, en France ou en Espagne.

Le PCP fut alors une des rares associations politiques, voire la seule, qui réussit à maintenir une continuité organisationnelle. L'appareil qu'il mit en place contraria les efforts de la PVDE puisqu'elle ne parvint pas à le détruire totalement. Le fonctionnement clandestin du parti devint une marque identitaire qui le distingua des autres groupes politiques.

---

<sup>38</sup> Luis FARINHA, « O republicanismo/revirahismo e a guerra civil de Espanha », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a guerra civil de Espanha*, Lisbonne, Colibri, 1998, p. 157.

## **2/ Le PCP et la culture politique de la clandestinité.**

La PVDE se livra à une répression « efficace » de l'opposition. Même si elle ne s'assimila pas à celle connue par les résistants antifranquistes, la sensation d'un contrôle permanent se faisait sentir. Les antifascistes devaient opérer de manière clandestine afin d'éviter l'enfer : emprisonnement et déportation. Ce fonctionnement particulier induisait la construction d'un espace et d'un temps spécifique au militant clandestin. Son lieu d'évolution devait être clos (maison, chambre...), la rue se révélant dangereuse. De plus, la clandestinité amenait souvent à la prison. À sa sortie, le militant reprenait une vie légale, mais, s'il continuait ses activités, celles-ci le renvoyaient dans la clandestinité. Il s'enfermait alors fréquemment dans ce cycle temporel. Dans les rangs de l'opposition, les communistes excellèrent dans la mise en place d'un appareil clandestin.

Pour J. P. Pereira, les bolcheviques fondèrent la clandestinité moderne en ce sens qu'elle représentait un des principes organisationnels du parti<sup>39</sup>. La nécessité pour un PC de posséder une organisation illégale s'inscrivait, en effet, dans les vingt et une conditions d'adhésion à l'IC. Le point 3 précisait que : « Il est de leur devoir [des communistes] de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution »<sup>40</sup>. Cette thèse s'inscrivait dans un contexte très particulier : il s'agissait de mettre en place un appareil d'appui insurrectionnel au parti. Ce dernier se dissociait donc d'une clandestinité défensive et de long terme. Si, jusque dans les années 1930, pour les marxistes, les conditions de pré-guerre civile étaient réunies et justifiaient l'existence de réseaux clandestins, avec l'abandon de la théorie insurrectionnelle, ce type de clandestinité implosa. De plus, la participation de certains PC aux gouvernements de leur pays (PCF, PCI) rendit le thème tabou.

Mais, pour le PCP la clandestinité ne concernait pas un secteur du parti ; jusqu'au 25 avril 1974, elle détermina son fonctionnement général. L'insécurité et la répression amenaient les militants à obéir sans hésitation aux directives de l'organisation non par devoir, comme dans l'armée, mais au nom d'une discipline

---

<sup>39</sup> J. Pacheco PEREIRA, *A sombra, estudos sobre a clandestinidade comunista, 1910-1974*, Lisbonne, Grádiva, 1993, p. 29.

<sup>40</sup> *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923*, Paris, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, juin 1934, p. 39.



politique totalement assumée. La clandestinité devenait un principe éducatif. Les intérêts individuels se subordonnaient encore plus que dans les autres PC (légaux) aux intérêts de l'organisation, au nom du respect de la sécurité.

Même si la structure du PCP, mise en place (du moins en théorie) à partir de la Conférence de 1929, s'apparentait à celles des organisations légales avec cellules, comités régionaux, comité central, comité exécutif, congrès et secrétaire général, le parti possédait un fonctionnement spécifique. Il connaissait un déficit de débat dû directement au manque de réunions, plus difficiles à organiser du fait des risques de répression. Le centralisme démocratique, propre aux PC, impliquait, du moins en théorie, une démocratie dans l'élaboration de la ligne politique, donc des débats et des désaccords exprimables. La majorité et la minorité devaient appliquer la ligne finalement adoptée. En pratique, les critiques faites à la ligne proposée par le Comité central étaient, bien souvent, peu tolérées. De plus, en l'absence de droit de tendance, la minorité n'avait pas de représentation dans les structures du parti une fois le vote acquis. Il était alors aisé pour la direction de ne pas tenir compte des positions ou des objections que celle-ci avait formulées. Dans une organisation clandestine, le « dérapage » devenait encore plus facile. Les paroles de Santiago Carillo (secrétaire général du PCE), bien que postérieures aux années 1926-39, éclairent grandement cette réalité des PC clandestins : « Tant qu'il y aura le fascisme, le centralisme pèsera plus que le démocratique »<sup>41</sup>.

Les comportements spécifiques qu'induisait la clandestinité participaient donc amplement au déficit de démocratie interne. Les militants adoptaient des pseudonymes, maintenaient uniquement des contacts individuels ou avec les membres de leurs cellules, diffusaient la presse sous le manteau et se réunissaient le « minimum nécessaire » (avec peu d'éléments et rapidement). Cette réalité limitait les discussions entre eux ainsi que l'émergence d'éventuels courants politiques internes. De plus, la protection des lieux clés du PCP (typographies illégales, maisons clandestines) et des dirigeants déterminait les priorités du parti. Il allait de soi que l'objectif premier était de pérenniser l'existence de l'appareil clandestin, quitte à émettre le débat politique.

---

<sup>41</sup> Santiago CARILLO, *Discurso ante una asamblea de militantes del partido*, Paris, PCF, 1964, p. 46. Cité par Guy HERMET, *Les communistes en Espagne, étude d'un mouvement politique clandestin*, Paris, Presse de la FNSP & Armand Colin, 1971, p. 95.

Dès 1932-33, le parti condamna la délation et exigea un comportement exemplaire face à la police. Il s'agissait de suivre à la lettre les consignes de sécurité pour ne pas « mettre en péril » l'organisation. S'il élaborait des règles « *conspirativas* » (littéralement « relevant du complot », donc du fonctionnement clandestin) de plus en plus minutieuses à partir de la réorganisation de 1940-41, il les avait conçues et mises en place dès le début des années 1930. Appliquer toutes les mesures de sécurité du parti visait à protéger celui-ci mais allait également créer une mythologie communiste avec ses lâches et ses héros, ses indicateurs et ses martyrs. Ces figures nouvelles servaient implicitement à consolider la cohésion du groupe victime d'attaques extérieures et à légitimer certaines décisions de la direction. Par exemple, elles étaient utilisées par cette dernière pour accuser les opposants internes de « traîtres », évitant par-là même de leur « répondre » sur le terrain du débat politique. L'existence des personnages sanctifiés renforçait avant tout le lien symbolique qui unissait les membres de cette même organisation, réprimée, poursuivie, attaquée. L'analyse de Claude Pennetier et Bernard Pudal qui évoquent pourtant le fonctionnement des PC dans leur ensemble (légaux et clandestins) n'en apparaît alors que plus pertinente :

« En érigeant la vigilance et la surveillance en devoir permanent dans un monde environnant perçu comme insidieusement ou ouvertement hostile, en se dotant d'un calendrier festif propre, de sa légende, en faisant évoluer les militants dans la hiérarchie des secrets de parti, le Parti communiste stalinien élève une barrière symbolique entre le dehors et le dedans, entre les camarades et les autres »<sup>42</sup>.

Au-delà du fonctionnement qu'elle induisait, la lutte clandestine engendrait également une fonction politique nouvelle pour le PCP. En effet, à propos du PCF, Georges Lavau rappelait la classique fonction « tribunitienne » des PC légaux au sens où ceux-ci se chargeaient de « la défense des catégories sociales plébésiennes (exclues des processus de participation au système politique) » et luttaient pour leur intégration à ce système<sup>43</sup>. Mais, pour lui, un parti clandestin se retrouvant lui-même exclu du système politique n'était donc pas en mesure de mettre en œuvre cette fonction et d'intégrer au système politique légal ces fameuses catégories. En

<sup>42</sup> Claude PENNETIER & Bernard PUDAL, « Du parti bolchevik au parti stalinien », in Michel DREYFUS *et alii*, *op. cit.*, chapitre XV, p. 338.

<sup>43</sup> Georges LAVAU, « Le parti communiste dans le système politique français », Guy HERMET, *op. cit.*, p. 162.

revanche, si du fait de la clandestinité cette fonction « tribunitienne » disparaît, alors émergerait une autre fonction, « latente et involontaire ». Le régime utiliserait le parti clandestin, le « danger communiste », pour légitimer son caractère autoritaire et répressif<sup>44</sup>.

Au Portugal, le sentiment anticommuniste nourrit, sans aucun doute, le discours de l'État Nouveau. Le régime définissait les partisans de cette idéologie comme des individus en marge de la morale, sans valeur, réfractaires à l'idée noble de la Patrie, pratiquant l'opposition et la critique systématiques, pervers et menteurs<sup>45</sup>. Il appelait à la création d'une unité de toutes les forces nationales, lui-même en symbolisant le cœur, contre cet ennemi dangereux et de surcroît « extérieur ». En effet, la propagande s'attachait à dénoncer les « travers » moraux des communistes, mais aussi leurs « amitiés » avec les bolcheviques de l'URSS. Arguant que la civilisation soviétique était profondément asiatique, et non occidentale, la Dictature posait le communisme comme « un phénomène purement russe »<sup>46</sup>, extérieur aux traditions de l'Europe de l'Ouest. Elle dénonçait et combattait logiquement le parti qui voulait imposer un modèle « contre nature », contre les valeurs de la civilisation occidentale.

Se défendant de ces accusations, le PCP insistait sur son attachement à la nation portugaise, sur la nature patriotique de ses actions ou sur ses bons sentiments envers les catholiques. Son discours tentait de concilier les valeurs sociales mises en avant par le mouvement ouvrier international et son besoin de prouver son respect des intérêts nationaux. Néanmoins, le contexte international intervint également dans la construction de ce positionnement particulier.

En effet, les changements tactiques de l'IC relatifs à la montée du fascisme orientèrent les PC vers une nouvelle attitude face à la nation. Serge Wolikow remarque à propos du PCF, par exemple, qu'avant le VII<sup>e</sup> et dernier Congrès de l'IC tenu en 1935, ce parti dénonçait l'exaltation nationale et le patriotisme, fauteurs de

---

<sup>44</sup> Guy HERMET, *ibidem*, p. 63.

<sup>45</sup> Se reporter à l'excellente étude de Telmo Daniel FARIA, « O comunismo : um anátema estadonovista », *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, 1995, pp. 229-261.

<sup>46</sup> José ROLIM, *O Comunismo. História, ideologia, crítica*, Lisbonne, União Gráfica, 1944, p. 379. Cité par Telmo Daniel FARIA, *ibidem*, p. 231.

guerre<sup>47</sup>. Par la suite, comme tous les PC, il fit de la création d'un Front populaire une priorité. Il entendait s'allier avec toutes les composantes antifascistes de la nation, les intérêts immédiats supplantant les intérêts de classe. Les références à la nation, d'abord nommée « pays », apparurent ainsi peu à peu dans les textes du parti français, des appels aux « traditions nationales » à la réhabilitation de la Marseillaise, ce qui fait écrire à S. Wolikow que ce parti développa :

« une approche anthropologique et culturaliste de l'identité de la France [...]. Sa manière d'associer les luttes sociales et les références patriotiques esquissait une figure de la nation construite par le travail, l'effort collectif du peuple selon une image romantique qui jouait souvent sur l'unanimisme populaire »<sup>48</sup>.

Je reviendrai, par la suite, sur la « nationalisation »<sup>49</sup> des PC au moment des Fronts populaires et sur les conséquences du tournant de l'IC sur leur traitement de la question nationale. Chaque parti a suivi une trajectoire « individuelle » dans sa réappropriation du thème, mais tous passèrent d'une condamnation radicale à des formes d'exaltation patriotique plus ou moins en contradiction, selon les pays, avec l'internationalisme prolétarien. Force est de constater que la mise en place de l'État Nouveau favorisa l'émergence d'un discours national-patriotique au sein du PCP. Non seulement le parti épousa alors les nouvelles formes de lutte de l'antifascisme communiste international mais aussi se défendit d'être « antinational ». Ses réactions à cette accusation directe portée contre lui par la Dictature accentuèrent les traits et les attitudes rencontrées dans l'ensemble des PC de cette époque, lui conférant une spécificité eu égard à ses « partis frères ».

La Dictature ne s'installa pas sans rencontrer de nombreuses résistances. Jusqu'au début des années 1930, les républicains libéraux, évincés du nouveau régime, gonflèrent les rangs de l'opposition. Ils multiplièrent les coups d'État et les attentats. Mais, victimes d'une répression féroce, ils disparurent quasiment de la scène politique. Face aux nouvelles conditions de militantisme qu'imposait la Dictature, le PCP construisit un appareil clandestin fonctionnel. Il définit les

<sup>47</sup> Serge WOLIKOW, « le PCF et la nation au temps du Front populaire », in Serge WOLIKOW & Annie BLETON-RUGET (dir.), *Antifascismes et nation, les gauches européennes au temps du Front populaire*, France, Éditions universitaires de Dijon, 1998, pp. 129-140.

<sup>48</sup> *Ibidem*, p. 130.

<sup>49</sup> Terme emprunté à António Elorza. In Serge WOLIKOW & Annie BLETON-RUGET, « Table ronde », *op. cit.*, p. 256.

comportements spécifiques à adopter et se fixa d'autres priorités. La clandestinité accentua alors ses « travers » antidémocratiques. Par ailleurs, agir dans un pays « fasciste » qui développait une forte propagande anticomuniste l'amena plus que n'importe quel PC à prouver son attachement aux valeurs nationales et le tournant de l'IC au moment des Fronts populaires trouva chez lui un écho particulier.

### **CONCLUSION.**

La fin des années 1920 s'avéra capitale pour le PCP. Groupuscule en déliquescence à la suite du coup d'État de 1926, le parti tentait de se reconstruire, affrontant un régime qui s'affirmait et se durcissait chaque jour un peu plus. Si les historiens débattent de la caractérisation de la nature de l'État Nouveau, l'opposition communiste en butte à la réalité de l'oppression s'afficha quant à elle rapidement « antifasciste ». Le choix du corporatisme, la suppression des libertés fondamentales, la mise en place d'un puissant outil de répression, la PVDE, modifiaient ses conditions de militantisme. Pour faire face, le PCP établit clairement les principes d'un fonctionnement clandestin. Il collabora, de plus, avec les *revirahistas*, démontrant qu'il ne se situait pas en marge de la résistance active. Il allait par son discours et ses actions devenir un parti référent sur la scène politique, un allié incontournable.

Par ailleurs, pour contrecarrer les accusations lancées par le régime, il dut sans cesse prouver sa légitimité politique. Mis à l'index pour ses sympathies envers le régime soviétique, il lui fallait combattre cette image d'ennemi « extérieur » ; il allait s'évertuer à montrer son enracinement portugais, son adhésion aux héritages culturels.

## **II/ Le PCP : du statut de « bon élève » de l'IC à celui de paria.**

*Ragnar est communiste et ne s'en cache pas :  
« soit on est communiste, soit on est con ». C'est  
clair et net, et il n'y a rien à ajouter.*

Elinar Mar Gudmundsson

À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, les PC d'Europe furent secoués par de nombreuses crises internes. Les dénonciations de la stalinisation de l'IC venaient déstabiliser les directions. Au sein de chaque parti national, débats et ruptures surgirent. Au-delà de ces conflits, que suscitaient l'acceptation des tactiques politiques préconisées par le Komintern et, bien souvent dictées par l'URSS, le PCP suivit les grandes évolutions du mouvement communiste international et, en « bon élève », appliqua au Portugal les consignes de l'IC.

Néanmoins, il possédait aux yeux de « la maison » de sérieux handicaps. Les arrestations régulièrement effectuées par la police politique créaient une instabilité chronique des directions. De plus, l'exil de nombreux militants entraînait la dispersion géographique de cellules du PCP. L'IC pouvait recevoir alors plusieurs rapports au nom du PCP, constatait et déplorait ce désordre organisationnel. Après des tentatives ambiguës de résolution de crise, elle rompit les liens avec ce parti en 1938. Staline avait déjà engagé, à ce moment-là, le « nettoyage » de l'IC et des sections nationales. Le PCP échappa aux grandes purges de 1936-38, mais sa désorganisation, son indiscipline le rendaient dangereux aux yeux de l'IC qui finit par cesser de le reconnaître. Il présenta alors la particularité d'être renié par l'organisation mère.

Dans l'analyse que je proposerai des positions du PCP sur la question nationale et coloniale durant la période 1926-1939, j'évoquerai l'instabilité du PCP des années 1930 et la perte du référent politique international, certes avant tout symbolique, comme éléments d'explications à certains propos « hérétiques » ou « déviants » du parti. Aussi, même si certains développements peuvent paraître, à première vue, très éloignés de la thématique centrale, ils prendront tout leur sens par la suite. En effet, resituer le parti dans ses tentatives d'application fidèle des directives kominterniennes et ses liens malheureux avec « la maison » éclaire les analyses futures. J'aborderai, tout d'abord, l'état du PCP dans les premières années

de la Dictature et sa « bolchevisation », puis sa fidélité aux thèses de Moscou et, enfin, l'histoire de sa rupture avec l'IC.

### **A/ 1926-1929, UN CHRIST BOLCHEVIQUE ?**

Le coup d'État de 1926 sema la zizanie entre les différentes organisations ouvrières. Face à l'incapacité républicaine, fallait-il appuyer les militaires ou adopter une attitude attentiste ? Qui participerait à un « front » antifasciste ? Les questions assaillaient la CGT, l'*Esquerda democrática*, le Parti socialiste portugais et les communistes. La répression des opposants à la dictature s'ordonnait très rapidement, touchant dès 1927 ces organisations. Se laissant tenter par les complots des républicains libéraux et participant à leurs actions putschistes, au demeurant peu bolcheviques, le PCP se vit accablé par la PVDE et pourchassé encore plus. De 1927 à 1929, son activité, en tant que parti organisé, fut quasiment nulle. Pourtant, en avril 1929, quelques-uns de ses dirigeants appelèrent à une conférence nationale, souhaitant réorganiser le parti sur le modèle bolchevique. Selon l'histoire officielle du PCP, leur action engendra une véritable résurrection de l'organisation. Toutefois, une étude minutieuse de la période dévoile une histoire aux contours moins nets et relativise le rôle que le parti entendait et entend encore faire jouer par ses révisions factuelles au secrétaire général informel de l'époque, Bento Gonçalves.

Il est toujours important de procéder à l'analyse des distorsions de l'histoire faite par le PCP. Elle est fort révélatrice des enjeux du moment et sera prise en compte dans l'étude du parti avant et après cette première « réorganisation ».

#### **1/ Désorganisation, réorganisation : les années creuses du PCP.**

Les réactions face au coup d'État du 28 mai 1926 se conjuguèrent au pluriel. Quand survint le coup d'État, la CGT se révélait déjà fragile<sup>50</sup>. Les discussions internes avaient miné peu à peu l'organisation. Aux prises avec ses « luttes » de tendances et la désaffection de ses effectifs, la Confédération avait vu son pouvoir d'attraction fortement diminué. Par ailleurs, elle s'inquiéta de ce mouvement de

---

<sup>50</sup> Voir chap. I, p. 72.

caserne particulier mais, « pour beaucoup de militants, les appréhensions quant au caractère dictatorial du [dit] mouvement étaient compensées par le soulagement que représentait la chute du Parti démocratique »<sup>51</sup>. Aussi, si la CGT réagit en appelant à la grève générale en guise de protestation, elle ne donna pas suite à cette convocation, persuadée que ce coup d'État annonçait une période de transition comme une autre.

Le Parti socialiste de Ramara Curto maintint son attitude habituelle : quand le gouvernement républicain avait tendu vers une pratique politique dictatoriale, comme ce fut le cas sous la présidence de Sidónio Pais, le PS avait prôné une « collaboration constructive » sur le plan syndical et une opposition responsable sur le plan politique. Jusqu'en 1933, il adopta cette même ligne de conduite avec la dictature militaire. Il est alors le seul parti politique à fonctionner normalement, réunissant même sa IV<sup>e</sup> Conférence nationale, à Coimbra en mars 1933.

Le PCP, quant à lui, avait réuni, le 27 mai 1926, son II<sup>e</sup> Congrès et qualifié le coup d'État de « fasciste ». Trop faible pour mener seul la lutte contre les militaires, il pâtit de l'absence de réaction des autres forces du mouvement ouvrier. En revanche, par la suite, certains de ses militants participèrent aux révoltes *revirahistas* de février 1927 et d'avril/mai 1931. Peu importe si leurs actions allaient à l'encontre de leur idéologie, ils voulaient agir et stopper l'escalade des militaires. La direction du PCP n'assumait pas nécessairement cette position de « collaboration » avec les républicains, d'autant plus que ces militants ne négociaient pas leur appui politique et « s'offraient [à eux] comme force de choc, sans exiger les moindres garanties, sans discuter quoi que ce soit du programme »<sup>52</sup>. Mais, comme d'autres militants d'organisations ouvrières, ces communistes s'engagèrent à titre individuel dans la lutte car ils y voyaient le seul recours contre la Dictature.

Ces hommes et ces femmes, pour leur participation à ces révoltes, furent durement réprimés par le pouvoir. Si dès 1926 la loi de 1891, interdisant entre autres les fédérations syndicales, fut remise en vigueur, le gouvernement n'intervint réellement sur les activités de la CGT qu'après février 1927. Il ferma le local du syndicat, interdit *A Batalha*, emprisonna des centaines de militants... Il démantela également le Comité régional du PCP du Nord, son secrétaire, José Silva, ayant

<sup>51</sup> João FREIRE, *Anarquistas e operários*, Porto, Afrontamento, 1992, p. 237.

<sup>52</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para a história do movimento operário em Portugal*, vol. II, 1930-1975, Lisbonne, Assírio & Alvim, 1979, p. 24.



participé à la fameuse révolte. L'état du PCP de Lisbonne reste méconnu. De même, le PCP de Coimbra semble éteint entre mai 1926 et août 1929. *O Comunista*, organe central du parti, cessa de paraître<sup>53</sup>. Même si, à Porto, *A Bandeira vermelha* (journal de l'organisation régionale du Nord du parti, paru au printemps 1925) sortait toujours, il est certain que le PCP connaissait à la fin des années 1920 des temps extrêmement difficiles. Pour Carlos Cunha, l'état de délabrement du parti en 1927 ne s'explique pas uniquement par la répression dont il fut victime. Les alliances de 1925 avec le Parti radical républicain, le Parti socialiste portugais, *l'Esquerda democrática* et la CGT, les conflits internes, les purges et la participation aux élections jouèrent aussi un rôle dans la décomposition de l'organisation<sup>54</sup>.

Quelles que soient la ou les raisons de cet état catastrophique du PCP, le parti ne disparut pas totalement. En mars 1927, José de Sousa et Silvino Ferreira prirent en main les restes de la direction nationale et réorganisèrent le parti. Cependant, les nouvelles déportations et les nouveaux emprisonnements de juin 1927 firent avorter cette tentative de restructuration. Malgré ses difficultés de fonctionnement, le PCP donnait de forts signes de vie puisqu'en octobre et novembre 1927 une délégation portugaise assista au dixième anniversaire de la Révolution russe. Composée de Silvino Ferreira pour le PCP, Augusto Machado et Bento Gonçalves, comme syndicalistes, elle fut chargée par l'IC de réorganiser le parti. À leur retour au Portugal, ces militants appliquèrent effectivement les consignes mais « l'activité essentielle [du parti] devenait la formation théorique des cadres [...]. Il continuait à se montrer peu actif et chaque fois plus isolé »<sup>55</sup>.

À ce moment-là, le comité des partisans portugais de l'ISR réunissait cinq éléments et le CC du parti trois<sup>56</sup>. Néanmoins, le PCP se recomposait peu à peu grâce notamment au renouveau de l'activité syndicale. Les syndiqués de l'arsenal de la Marine avaient une vieille tradition de lutte contre les adeptes du syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme. Les partisans des syndicats rouges ou de l'ISR parvinrent ainsi facilement à s'y implanter. Les syndicalistes formés entrèrent

<sup>53</sup> Ferreira Quartel en avait occupé la fonction de rédacteur principal du n° 37 (1<sup>er</sup> août 1925) au n° 46 (1<sup>er</sup> mai 1926).

<sup>54</sup> Carlos CUNHA, *The Portuguese Communist Party's strategy for power, 1921-1986*, New York & Londres, Garland, 1992, p. 114.

<sup>55</sup> João G. P. QUINTELA, *Para a história do movimento comunista em Portugal : 1 a construção do partido (1<sup>o</sup> periodo 1919-1929)*, Porto, Afrontamento, 1976, p. 72.

<sup>56</sup> Selon Ramiro da COSTA, *Elementos...*, vol. I. *op. cit.*, p. 142. Le CC se composerait alors de Augusto Machado, Júlio Dinis et Manuel Pilar.

au PCP et impulsèrent finalement une nouvelle réorganisation. José Pacheco Pereira précise qu'une dizaine de cadres du parti venaient de l'arsenal, et, à ce titre, parle de cet atelier comme « véritable berceau du communisme portugais »<sup>57</sup>. L'un de ces militants, Bento Gonçalves, entré en 1928 au PCP, s'associa à Manuel Pilar, membre du CC, et appela en avril 1929, dans la clandestinité, à la réalisation d'une conférence nationale du parti. Elle rassembla quarante-neuf militants, dont vingt-neuf de Lisbonne<sup>58</sup>. Il s'agissait d'appliquer les consignes de l'IC, en mettant sur pied les principes d'un fonctionnement clandestin capable de protéger le parti et de ne pas l'éloigner des masses. Par conséquent, cette conférence faisait des cellules les organes de base du parti, et désignait définitivement la direction du terme de « Comité central ». En effet, avant 1929, on trouvait aussi l'appellation de Commission centrale.

Cette réorganisation de 1929 s'inscrit dans l'histoire chaotique du PCP, avec ses tentatives variées de restructuration. Néanmoins, elle suivit également les grands tournants de l'histoire de l'IC. En effet, les I<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> Congrès fondèrent l'Internationale, les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> précisèrent l'activité de ses différentes sections. Toutefois, selon l'IC elle-même, des « défauts » et des « carences » y subsistaient, comme la sous-formation des cadres et des directions. Le V<sup>e</sup> Congrès, de juin et juillet 1924, mit par conséquent l'accent sur les problèmes d'organisation des PC. Il décidait de les « bolcheviser », c'est-à-dire de les structurer selon le modèle du parti russe. Il ordonnait la mise en place du centralisme démocratique dans chaque PC, la formation d'un appareil permanent et la création de cellules d'entreprise. Ce schéma renversait le fonctionnement traditionnel des partis socialistes, au sein desquels bon nombre de militants communistes s'étaient formés.

Selon P. Frank, après l'écrasement de l'opposition de Trotsky et celle dite « de Moscou »<sup>59</sup>, c'est en 1923 que les dirigeants de l'URSS instaurèrent un monolithisme certain dans leur parti. En « bolchevisant » les PC nationaux, ils prévenaient toute remise en cause de leur politique, toute opposition potentielle, interne ou externe au

<sup>57</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal, uma biografia política*, vol. I, Lisbonne, Temas & Debates, 1999, p. 67.

<sup>58</sup> Chiffre tiré de José Pacheco PEREIRA, « Problemas da história do PCP », in *O fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1982, p. 280.

<sup>59</sup> Ce terme désigne l'opposition de gauche à la politique de l'Internationale ; elle naît en 1923, à partir d'une lettre signée par quarante-six proches de Trotsky. Elle fonctionnait en tendance et prônait une véritable démocratie à l'intérieur du parti bolchevique russe.

PCUS<sup>60</sup>. Le choix d'instaurer ces PC de type nouveau date, selon lui, du V<sup>e</sup> plenum de l'IC, tenu en mars-avril 1925. Mais, par extension, la « bolchevisation » des PC désigne leur loyauté à l'IC dans son combat contre les oppositions.

Pour Quintela, le PCP se « bolchevisa » dès 1924, avant ce fameux V<sup>e</sup> plenum. L'attitude du nouveau délégué de l'IC qui retira, cette année-là, son appui à Carlos Rates et le donna aux anciens exclus du PCP, de la tendance bolchevique « pure et dure »<sup>61</sup>, corrobore cette analyse. Cela dit, dans l'histoire officielle du PCP, la « bolchevisation » serait effective à partir de la Conférence de 1929, organisée par Bento Gonçalves.

Cette réunion nationale désirait créer un appareil clandestin, mais aussi défaire les militants de certaines tentations. Il s'agissait de combattre les tendances anarcho-syndicalistes, la pratique des actes isolés de terrorisme, et la participation des communistes aux putschs *revirahistas*. Le PCP souhaitait occuper un espace politique, par des interventions ciblées, au sein d'une classe ouvrière frappée de plein fouet par la crise.

## **2/ Le PCP bolchevisé.**

Immédiatement après la Conférence du PCP d'avril 1929, en mai, son comité de Porto publiait *O Proletário*. Ce journal « était en réalité un journal national [...] fonctionnant comme moyen d'expression principal de l'orientation du PCP [et] paraissait à Porto parce que la censure dans cette ville était moins sévère »<sup>62</sup>. Ainsi, en août 1929, les articles envoyés de Coimbra à *O Proletário*, appuyant l'ISR et la Révolution russe attestent de l'existence de militants dans cette ville, quoique non organisés<sup>63</sup>. Durant l'été 1930, le parti transféra le journal à Lisbonne, et le tira à six mille exemplaires. Mais très vite, il dut en suspendre la publication, aux alentours d'octobre 1930, suite à l'emprisonnement de ses principaux collaborateurs, José da Silva, à Porto, et Bento Gonçalves, à Lisbonne. Néanmoins, l'année suivante, le 15

<sup>60</sup> Pierre FRANK, *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, La Brèche, 1979, p. 385.

<sup>61</sup> Voir chap. I, p. 74.

<sup>62</sup> José Pacheco PEREIRA, « As primeiras séries do *Avante !* clandestino », *Estudos sobre o comunismo* (Lisbonne), n° 1, septembre-décembre 1983, p. 23.

<sup>63</sup> Alberto VILAÇA, *Para a história remota do PCP em Coimbra 1921-1946*, Lisbonne, eds Avante!, 1997, p. 60.

février 1931, le PCP pouvait sortir un nouveau journal, *Avante!*, qui est encore aujourd'hui le nom de l'organe officiel du PCP.

L'état de la presse communiste constitue un bon indicateur de la santé du parti. Au-delà de cette activité d'édition et de diffusion, les militants tâchaient d'en structurer d'autres. Ils participèrent notamment à la création de différentes organisations, les « satellites » du parti. L'ORA regroupait les marins-soldats, le SVI (*Socorro vermelho internacional* - Secours rouge international) s'occupait des prisonniers politiques et la FJCP (Fédération des jeunesses communistes portugaises) formait les jeunes militants. Cette multiplication de groupes correspondait à une tentative d'implantation hégémonique du PCP dans le mouvement ouvrier portugais et à l'application des directives votées par l'IC sur les organisations de masse et l'action des PC. La tactique semblait porter ses fruits puisque, en 1931, le PCP s'était restructuré, avait recruté et dénombrerait bientôt près de sept cents militants (quarante-neuf seulement avaient assisté à la Conférence nationale d'avril 1929).

Les militants libertaires soulignèrent, par la suite, l'importance de la réorganisation de 1929, en posant que :

« À partir de [cette date], le parti communiste, qui antérieurement n'avait aucune implantation politique, commença à être présent au niveau de l'agitation estudiantine et dans certaines usines, attirant les déçus des mouvements insurrectionnels ratés de l'opposition politique »<sup>64</sup>.

Effectivement, réorganisé en 1929, le PCP pouvait agir plus efficacement en 1930-31 quand sonna l'heure des grèves étudiantes et ouvrières.

Dès 1926-1927, les étudiants républicains avaient pris position contre la dictature militaire. Par exemple, le Centre républicain académique de Coimbra, (dont certains membres comme Carlos Cal Brandão et Joaquim Cordeiro allaient devenir des personnages incontournables de l'opposition, participa à la préparation de la révolte de février 1927. De même, il assura la distribution du manifeste républicain édité par la Ligue de Paris. D'autres étudiants organisèrent, à Lisbonne, sur la place de São Domingos, une manifestation contre la politique menée par le régime, à l'occasion des commémorations du 1<sup>er</sup> décembre (date de la Restauration). Le 14

---

<sup>64</sup> Acácio Tomáz de AQUINO, Américo MARTINS, Custodia da COSTA, José FRANCISCO, Marcelino MESQUITA & Emídio SANTANA, *O 18 de Janeiro de 1934 e alguns antecedentes*, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1978, p. 23.

avril 1928, la Dictature publia un décret visant à modifier le système académique, provoquant une violente réaction chez les étudiants. En juin, les trois universités (Porto, Lisbonne, Coimbra) étaient en grève. Ces mobilisations créèrent un climat propice au rapprochement entre certains étudiants et le PCP.

Mais, d'après João Madeira, celui-ci serait intervenu peu avant la Conférence de 1929. De plus, cet historien ne retient pas l'option de Gilberto de Oliveira, l'un des dirigeants de cette organisation de jeunesse, pour lequel « la base de la jeunesse communiste dans le pays était, de fait, travailleuse »<sup>65</sup>. Au contraire, il situe « l'élargissement réel de [son] influence auprès des secteurs non ouvriers, notamment les étudiants et les intellectuels »<sup>66</sup>. Il en relativise d'autant l'impact de la réorganisation. En tout état de cause, les nouveaux liens apparus en 1929 entre le PCP et les milieux étudiants faciliteraient, deux ans plus tard, l'implantation de la FJCP (Jeunesses communistes). Il est vrai que celle-ci recruta essentiellement parmi la jeunesse scolarisée.

Après deux années de calme relatif, le mouvement étudiant explosa. En avril 1931, suite au soulèvement de Sousa Dias, à Madère, les manifestations se succédèrent. La faculté de médecine de Lisbonne se mit en grève, le 25 avril, et rapidement celles de Porto et Coimbra suivirent. La FJCP bénéficia alors de la radicalisation du mouvement, indirectement aidée par la forte répression que celui-ci subit. En effet, à l'Institut industriel de Porto, le 28 avril, une assemblée générale se réunit. La PSP (Police de sécurité publique) prit possession des lieux. La répression fut brutale, et fit une victime, João Martins Branco. Le 30 avril 1931, à son enterrement, une foule nombreuse, extrêmement tendue, était au rendez-vous ; la PSP, également. La contestation s'étendit peu à peu aux diverses facultés et franchit même les murs de l'Université. Les ouvriers entrèrent en lutte, soutenus par la population en général. C'est « dans ce climat insurrectionnel que se déroulèrent les célébrations du 1<sup>er</sup> mai »<sup>67</sup>. Ce 1<sup>er</sup> mai 1931 inaugura l'ère des manifestations ouvrières. De nombreuses grèves catégorielles perturbèrent le régime de 1930-31 à 1935-36, à l'appel, entre autres, d'un PCP revitalisé. En effet, le mouvement étudiant devint un vivier de recrutement du parti. Certains dirigeants de la fin de la décennie,

---

<sup>65</sup> Gilberto de OLIVEIRA, *Memória viva do Tarrafal*, Lisbonne, eds Avante!, 1987, p. 79.

<sup>66</sup> João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas, o partido comunista e os intelectuais*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 76.

<sup>67</sup> Cristina FARIA, « Lutas estudantis de 1927 a 1931, a contestação à Ditadura militar », *História* (Lisbonne), n° 4/5, juillet/août 1998, p. 48.

comme Firmamio Cansado et Victor Hugo Velez Grilo, adhèrent au PC à ce moment-là. La FJCP nourrissait le parti, néanmoins, l'IC la critiqua. Cette dernière s'en prenait à son type d'actions, comme en témoigne le texte suivant : « Il est clair que la komsomol (JC) ne réalise aucun travail politique orienté vers la jeunesse. Elle est un parti constitué de jeunes. Elle n'a aucun programme de revendications pour la jeunesse, aucune méthode de travail jeune »<sup>68</sup>. Effectivement, elle agissait en « parti bis », mais elle permettait au PCP de former les cadres et les militants qui firent vivre l'organisation dans cette décennie.

La réorganisation de 1929 semble, par conséquent, marquer un réel tournant dans l'histoire du PCP. Les classiques « organismes satellites » des partis communistes européens apparurent « enfin » et le parti entreprit de mener un travail de masse, du moins au sein de la jeunesse. Il présenta alors, et présente encore, Bento Gonçalves comme véritable héros salvateur et associe les années précédentes à une période trouble, « hérétique », due à la forte présence des secteurs anarcho-syndicalistes. *A contrario*, la Conférence de 1929 est assimilée à une sorte de résurrection<sup>69</sup>. En réalité, les « bolcheviques » dirigeaient le parti avant 1929. D'autre part, si l'activité du PCP connaissait une agitation croissante, elle ne changeait pas radicalement de mode. Bref, cette distorsion de l'histoire s'explique par les besoins du parti. Il devait démontrer « l'inefficacité » organisationnelle et idéologique des libertaires et annihiler de la mémoire communiste la période antérieure, temps de la critique et de la contestation.

---

<sup>68</sup> *Rapports informatifs sur la situation des pays en 1931. Information sur la situation de l'Union portugaise de la jeunesse*, s/l, s/a, 5 décembre 1931, dactyl., traduction du russe, p. 6. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 533, op 8 // caisse 5, paquet 88, document 168.

<sup>69</sup> Bento Gonçalves écrit dans les années 1940 deux livres : *Palavras necessárias* (titre de la réédition) ébauché en 1936-37, à la prison de Angra do Heroísmo, et *Duas palavras*, écrit en 1941, au camp de Tarrafal. Dans le premier ouvrage, il présentait une vision « marxiste-léniniste » de l'histoire du mouvement ouvrier portugais et faisait l'histoire du PCP. Il associait, alors, le groupe des JC à la gauche du parti et le groupe Carlos Rates à sa droite. Dans le développement de Bento Gonçalves, le PCP, de 1921-1929, offrait une histoire extrêmement pauvre. Bref, l'auteur lui-même survalorisait la conférence de 1929.

## **B/ 1930-1936, L'APPLICATION DES DIRECTIVES DE L'IC.**

Durant cette période, le PCP se montra « bon élève » et suivit les différentes politiques visant à contenir le fascisme mises en place par l'Internationale<sup>70</sup>. Certes, des résistances internes apparurent, mais, dans l'ensemble, comme tous ses partis frères, il répondit aux exigences de Moscou. Pourtant, quels contacts avec l'IC pouvait entretenir le fragile PCP de la fin des années 1920 ? En 1928, Silvino Ferreira, Augusto Machado et Bento Gonçalves avaient participé au VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale. António (pseudonyme de Francisco de Paula Oliveira) présenta un rapport sur l'état du parti, au XII<sup>e</sup> plénum de l'IC en 1932 et, en août 1935, le parti envoya une véritable délégation au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale. Il se sentait reconnu et participait, enfin, à la construction du mouvement communiste international. Il entendait donc bien appliquer les orientations prônées par le centre comme les tactiques qui en découlaient.

### **1/ L'application portugaise de la tactique internationale « classe contre classe ».**

En 1928, l'IC réunit son VI<sup>e</sup> Congrès. Elle avait analysé la période 1917-1923 comme celle d'une « crise révolutionnaire », celle de 1923-1928 correspondant à une phase de stabilisation relative du capitalisme. À partir de 1928 s'ouvrait, en revanche, selon elle, celle de l'augmentation des contradictions du capitalisme et par conséquent s'amorçaient les prémices de sa crise générale, apte à nourrir un processus révolutionnaire de longue durée. L'apparition de mouvements anticoloniaux, comme en Chine par exemple, et la radicalisation des manifestations ouvrières en Europe appuyaient cette analyse. Dans cette situation de « pré-crise », les militants craignaient l'augmentation des agressions impérialistes.

---

<sup>70</sup> Le Komintern proposa deux analyses différentes du fascisme. La première considérait le fascisme comme une variante de la domination capitaliste, au même titre que la démocratie parlementaire. Il fallait donc lutter en premier lieu pour le renversement du capitalisme et contre tous ceux dont les carences permettaient l'avènement du fascisme (notamment les sociaux-démocrates). La deuxième analyse considérait le fascisme comme l'expression politique de certains secteurs capitalistes seulement. Du point de vue tactique, cette évolution théorique entérina le passage du mot d'ordre de « classe contre classe » à celui de « Front populaire antifasciste ».

Cette perception des évolutions de la situation mondiale orientait, bien entendu, la politique tenue par l'IC<sup>71</sup>. L'Internationale décida de combattre toutes les organisations, y compris social-démocrates, « compromises » avec le capitalisme<sup>72</sup>. Ainsi, lors des élections législatives françaises de 1927, elle ordonna au PCF, par exemple, de ne pas se désister au profit des candidats de « gauche » les mieux placés à l'issue du premier tour, comme le voulait la pratique, mais de se maintenir si les socialistes persistaient à vouloir s'allier avec les radicaux. Résultat : les communistes perdirent au second tour la moitié de leurs voix. Dans une même logique, le combat contre les syndicats dits « réformistes » se durcissait. L'IC soutenait la création de « syndicats rouges » rattachés à l'ISR quoique, jusqu'en 1928, cette dernière semble avoir eu une attitude plus ouverte que l'Internationale<sup>73</sup>.

La tactique ébauchée avant 1928 fut approuvée lors du VI<sup>e</sup> Congrès : les militants optèrent pour cette politique « classe contre classe ». Durant ce même congrès, certains délégués usèrent abondamment de l'expression « social-fascisme ». Si d'autres la questionnèrent, voire la critiquèrent, elle finit tout de même par être adoptée. L'Internationale, en la reprenant, visait à dénoncer les prétendues inclinations de la social-démocratie en direction du fascisme. Même si quelques voix s'élevèrent pour rappeler la base ouvrière des partis sociaux-démocrates, elles ne furent pas entendues et on vota les textes. Qu'ils aient ou non adhéré à cette analyse lors du Congrès, les délégués reprirent ce concept de « social-fascisme » et le terme appartint désormais à la phraséologie communiste du début des années 1930. Les déviations de la social-démocratie justifiaient le choix de la politique « classe contre classe », il s'agissait d'entreprendre une lutte frontale contre tous les ennemis du mouvement ouvrier.

<sup>71</sup> Pour la démonstration, je retiens la ligne générale majoritaire dans l'IC et lui attribue la défense de certaines orientations bien que celles-ci furent loin de faire l'unanimité au sein de l'Internationale. Sur les débats en cours durant cette période (Staline, Boukharine, Zinoviev...), voir Serge WOLIKOW, « Aux origines de la galaxie communiste : l'Internationale », in Michel DREYFUS *et alii*, *op. cit.*, pp. 207-210.

<sup>72</sup> Pour l'IC, l'ensemble des organisations de l'État bourgeois, du patronat aux bureaucraties syndicales, formaient un front uni. Ces dernières travaillaient de manière unanime à l'accroissement de l'exploitation du prolétariat ; seule la méthode différait. Les sociaux-démocrates, qui prônaient la collaboration de classe, s'opposaient donc à la lutte émancipatrice des ouvriers.

<sup>73</sup> Les démarches de l'ISR, qui entendait se rapprocher du mouvement socialiste, ont-elles été tolérées par l'IC ou cet organisme possédait-il une réelle marge d'autonomie ? L'état actuel des recherches ne permet pas de répondre clairement à cette interrogation. De toute façon entre 1928 et 1934, l'ISR renonça à toute unité syndicale et appliqua, elle aussi, la tactique de « classe contre classe ». Voir, Michel DREYFUS, « Syndicalistes communistes », in Michel DREYFUS *et alii*, *op. cit.*, p. 470.



Cette tactique du VI<sup>e</sup> Congrès expliqua certains choix du PCP, représenté à ce moment-là à Moscou. La création de la Commission intersyndicale (CIS) en septembre 1931, visant à regrouper les noyaux des partisans de l'ISR, s'inscrivait dans cette logique. Si les anarcho-syndicalistes et les anarchistes de la CGT portugaise ne pratiquaient pas la collaboration de classe comme les sociaux-démocrates, ils n'en étaient pas moins « dangereux » aux yeux des communistes portugais. Selon eux, ils engraisaient les rangs des ennemis. Le PCP l'exprimait clairement : « Dans la réalité historico-dialectique présente, contre nous se concentrent toutes les forces des nuances variées de la bourgeoisie et de l'État, des réformistes, de l'anarchie et de l'anarcho-syndicalisme »<sup>74</sup>.

Dans son nouvel organe de presse, *Avante!*, dont le premier numéro parut le 15 février 1931, le PCP reprit à la lettre les orientations du VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC. Il expliqua la nature du « social-fascisme » en évoquant :

« les sociaux réformistes, main dans la main avec la bourgeoisie, admirablement bien encadrés dans le système bourgeois qu'ils servent comme les bons laquais qu'ils sont, [et qui défendent], dans cette escalade du pouvoir bourgeois, [...] les intérêts du capitalisme avec plus de foi que les propres capitalistes »<sup>75</sup>.

Si le PCP dénonça l'anarchisme, il s'évertua également à expliquer les travers des sociaux-démocrates. Or, au Portugal, la social-démocratie ne constituait pas une force politique majeure. Une question surgit alors immédiatement : comment le PCP justifierait-il l'application de la tactique « classe contre classe » contre les anarcho-syndicalistes de la CGT, les substituant ainsi à une social-démocratie quasi inexistante ? À quelle dialectique subtile ce parti allait-il recourir ? La réponse est sans appel : « Le social-fascisme est l'ennemi conscient. L'anarcho-syndicalisme est l'ennemi inconscient »<sup>76</sup>. L'argumentaire se basait sur la prétendue non-violence défendue par les anarcho-syndicalistes. Pour le PCP, celle-ci laisserait les travailleurs à la merci de la violence bourgeoise. Par conséquent, les anarcho-syndicalistes ne seraient pas vraiment contre la bourgeoisie.

Cette image de militants cégétistes « non-violents » venait probablement de leur condamnation de la dictature du prolétariat. Pourtant, ils ne récusèrent pas le

<sup>74</sup> « Situação e tarefas do nosso partido », *Avante!*, série I, n° 2, 8 mars 1931, p. 1 et 4.

<sup>75</sup> « O PC : único caminho rápido e seguro para a emancipação de todos os trabalhadores de Portugal », *Avante!*, série I, n° 3, 16 avril 1931, p. 4 et 5.

<sup>76</sup> *Idem*.

recours aux actions violentes ou à la violence des masses mais condamnaient la notion même de dictature et du maintien de l'État qu'elle impliquait. Le PCP feignait de ne pas saisir la nuance et appliqua l'étiquette honteuse de « non-violents » aux anarcho-syndicalistes afin de nourrir son raisonnement et les discréditer.

Quelles que soient les forces politiques en présence, le PCP appliqua les nouvelles orientations de l'IC. Certes, il élaborait un argumentaire spécifique afin d'adapter les analyses internationales à ses particularismes nationaux, mais il réussit à attaquer tous les groupes politiques dans leur ensemble. Il visa les anarcho-syndicalistes comme il dénonça la franc-maçonnerie qu'il jugeait « héritière de la pensée matérialiste antérieure à la Révolution française, en opposition à la libre pensée prolétarienne ». De plus, il ajoutait :

« Son idéologie n'est pas révolutionnaire. Au contraire, la libre pensée prolétarienne est antimaçonnique, parce que l'esprit de classe la préside. [Aussi] ici, comme dans tous les autres secteurs de la vie politique bourgeoise, quels que soient leurs aspects, la devise [du PCP] est : classe contre classe »<sup>77</sup>.

L'application de cette tactique ne se résuma point à la rédaction de ces articles agressifs, elle infléchit l'histoire syndicale portugaise par la création de la CIS qu'elle encouragea. La « Commission intersyndicale de Lisbonne pour la défense de la journée de huit heures » s'était constituée le 6 mars 1930. Quelques anarchistes participèrent à l'expérience de la CIS de Lisbonne pour la défense de la journée de huit heures même si le gros du contingent venait des Noyaux des partisans de l'ISR. Par la suite, ces derniers se retrouvèrent seuls et donnèrent alors le nom de CIS (abandonnant la suite de l'appellation) à la dite Commission. Ils quittèrent la CGT en septembre 1931, c'est-à-dire plus d'un an après sa création.

Cette scission signifiait, bien sûr, un certain isolement du PCP sur le plan syndical, mais le parti retira malgré tout de l'opération quelques compensations puisque la CIS connut alors une croissance soutenue, fruit de ses activités<sup>78</sup>. Dans son élan, et convaincue de sa capacité à mobiliser la classe ouvrière, elle appela

---

<sup>77</sup> *Avante!*, série I, n° 5, 6 juin 1931, p. 3. Souligné dans le texte.

<sup>78</sup> Dès 1931, elle rendit public un « cahier de doléances » où elle demandait un salaire minimum compatible avec le coût de la vie, une allocation chômage égale à 75% du salaire, et la journée de huit heures. Elle adressait même, toujours en 1931, une lettre revendicative au gouvernement souscrite par soixante syndicats. Chiffres tirés de J. M. BRANDÃO DE BRITO & Fernando ROSAS (dir.), *Dicionário de história do Estado Novo*, tome I, Portugal, Círculo de Leitores, 1996, p. 171.

pour le 25 février 1931 à : « une journée de lutte contre le chômage », et, pour le 29 février 1932, à une deuxième journée et à la grève générale<sup>79</sup>.

La CGT n'adhéra pas à cette action, ne croyant pas en sa possible réalisation. Néanmoins, elle décida « de ne pas la contrarier ni de s'opposer à une grève non préparée, [...] parce que cela donnerait un atout au gouvernement et désorienterait encore plus les travailleurs »<sup>80</sup>. De plus, elle remettait en cause les revendications avancées par le PCP et la CIS, notamment sur l'allocation chômage. Elle préférait exiger « du travail pour tous ». N'acceptant pas les revendications transitoires prônées par le PCP, les anarcho-syndicalistes devenaient « dangereux » aux yeux des communistes qui se voyaient confortés dans l'idée que l'application de la tactique « classe contre classe » avait été pertinente.

La grève générale de 1932, connue dans les mémoires des militants anarcho-syndicalistes comme la « révolution de papier », fut un échec. Toutefois, elle témoigna de la bonne volonté du PCP à appliquer les directives de l'IC. En effet, celle-ci avait élaboré des rapports spécifiques sur la situation portugaise, communiqués ensuite au parti. Ainsi, l'analyse de 1932 stipulait que :

« La résistance des masses laborieuses contre le régime de la dictature militaire fasciste a longtemps été paralysée et jusqu'à maintenant affaiblie par l'influence des chefs « républicains » des partis petits-bourgeois sur les masses travailleuses qui ont appuyé l'avènement de Carmona au pouvoir. [...] Le Portugal malgré les gouvernements républicains, n'a pas encore achevé sa transformation démocratique-bourgeoise, dont les objectifs sont : l'abolition des survivances féodales, la solution révolutionnaire de la question agraire, l'abolition des privilèges du capital anglais, ces objectifs ne peuvent être réalisés qu'en brisant la résistance non seulement des gros latifundistes, du clergé et de la caste des officiers supérieurs mais aussi celle de la bourgeoisie qui représente au Portugal la principale force de la contre révolution. [...] La révolution qui mûrit au Portugal est une révolution bourgeoise-démocratique. Le prolétariat doit diriger et instaurer la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans en brisant la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et, ne s'arrêtant pas à mi-chemin, transformer la révolution démocratique en révolution socialiste »<sup>81</sup>.

Le PCP devait donc définitivement abandonner ses tentations de participation aux putschs républicains, comme il devait oublier ses anciens mots d'ordre en faveur

<sup>79</sup> Les ouvriers se mobilisèrent relativement peu pour cette dernière journée. Il est vrai que le gouvernement avait créé peu de temps auparavant l'allocation chômage, compromettant de cette façon la grève générale.

<sup>80</sup> Acácio Tomáz de AQUINO *et alii*, *O 18 de Janeiro...*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>81</sup> A. MARTY, *Indications sur « texte définitif de la lettre directive au PCP adoptée par le Secrétariat politique du 19 octobre 1932 »*, pour le Secrétariat romain, p. 10 et 11. (En français). Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 495, op. 3, d 342 // caisse 1, paquet 3, document 46.

de la révolution immédiate — ce qu'il fit. Eu égard à ces analyses de la situation portugaise, le rôle du parti devenait très clair :

« En dénonçant la collaboration ouverte du Parti socialiste avec la dictature fasciste militaire et en liquidant son influence auprès des ouvriers, en démasquant la passivité objectivement contre-révolutionnaire des dirigeants anarchistes, en convainquant les masses populaires de la fausseté et de l'inconséquence de la politique des partis petits-bourgeois illégaux et en s'efforçant d'en isoler les chefs, le PC du Portugal doit gagner la confiance de la majorité de la classe ouvrière »<sup>82</sup>.

Les tâches dictées au PCP émanaient, directement, des orientations plus générales de l'IC. Ainsi, évoquer l'influence du Parti socialiste auprès des ouvriers surprend quelque peu dans la situation portugaise. Toujours est-il que le PCP, par ses articles de 1931 et par sa politique syndicale, se montra bon élève de l'IC. Il n'œuvrait peut-être pas assez vite au goût de l'Internationale, mais en suivait les consignes.

## **2/ Du réveil des masses aux prémices du Front unique.**

Dès les premiers jours qui suivirent le VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC de 1928, les dissensions en son sein redoublèrent. Lors du X<sup>e</sup> plénum élargi du CE de l'IC du 3 juillet 1929, Boukharine entra en rupture avec Staline, notamment à propos du « social-fascisme ». Ce « concept », au-delà de l'analyse de la social-démocratie qu'il prétendait établir, bouleversait la vie quotidienne des sections nationales communistes puisqu'il s'agissait également pour l'IC de poursuivre les ennemis « sociaux-fascistes » à l'intérieur même des PC. Sur les ordres de Moscou, qui envoyait des « instructeurs » dans les différents pays pour vérifier la bonne application des nouvelles orientations de l'IC, les PC devaient épurer leur appareil des éléments jugés « opportunistes ». Cette traque se pratiquait pareillement au sein du Komintern.

Face à cette nouvelle donne, certains dirigeants de l'Internationale se turent ; d'autres refusèrent de faire leur autocritique et d'adhérer à cette orientation. Dans les sections nationales, certains membres des directions et de nombreux militants résistèrent également à cette politique. Le résultat resta, néanmoins, le même :

---

<sup>82</sup> *Carta directiva ao PC de Portugal, confidencial*, 29 octobre 1932. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 495, op. 3, d 342 // caisse 1, paquet 9, document 81.

exclusion et liquidation. Staline ne cherchait même plus à combattre « l'opposition de gauche » de l'IC, déjà vaincue et exclue, mais projetait purement et simplement de contrôler l'Internationale dans son ensemble, de son centre au moindre détail de la plus petite de ses sections. Bref, les directions nationales des PC changèrent, quitte à ce que certaines soient formées de et à Moscou. Ainsi, celle du PCE, élue lors d'un congrès, est limogée et re-nommée en URSS<sup>83</sup>. Certaines organisations, certains secteurs d'intervention disparurent totalement à la suite de ces purges.

La stalinisation de l'IC signifia, certes, l'exclusion de vieux dirigeants et militants, mais aussi leur liquidation, et la mise en place d'une police efficace qui contrôla et réprima toute opposition, contestation ou critique. Celle des PC modifia indéniablement la vie quotidienne et l'univers mental des communistes. Ils devaient agir en révolutionnaires professionnels, se montrer disciplinés, responsables, servir la Cause... Ils atteignirent un certain degré d'abnégation : leur vie privée passait au second plan. « Le zèle fanatique des membres du Parti communiste reposait sur leur croyance en la puissance de l'Union soviétique et en sa victoire finale sur le monde capitaliste »<sup>84</sup>. Bref, un fonctionnement politique particulier émergea peu à peu pour les PC, entre dévouement total, obéissance et absence de critique.

Dans ce climat d'épuration, les orientations de Moscou changèrent une fois de plus. La défaite allemande, l'arrivée au pouvoir de Hitler en janvier 1933, dans le contexte de la crise économique mondiale et sans résistance de l'appareil communiste, bouleversa la politique stalinienne. En effet, toutes les forces politiques de gauche s'accordaient à voir dans la division du mouvement ouvrier, conséquence de la tactique de l'IC, la principale raison du succès du national-socialisme. Beaucoup souhaitaient donc l'unité et l'action collective, dans un combat anticapitaliste et dans une prévention du fascisme, bref la création de Fronts uniques. En Autriche, en Espagne<sup>85</sup>, les mobilisations redoublèrent. Les événements

---

<sup>83</sup> Les dirigeants élus et confirmés lors de la « bolchevisation » : José Bullejos, Gabriel León et Etelvino Vega apprirent, à Moscou, par Jacques Duclos, qu'ils étaient exclus du Bureau politique de leur parti, et que le secrétaire général était, désormais, José Diaz. Les instructeurs de l'IC les accusaient d'opportunisme de droite pour avoir appelé à la « défense révolutionnaire de la République », contre le *pronunciamento* d'août 1932 du général Sanjurjo. Voir Pierre BROUÉ, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 496.

<sup>84</sup> Témoignage de l'Américain Ben Gitlow sur la vie quotidienne du PC américain, *I Confess*, New York, 1939, p. 288-291. Cité par Pierre BROUÉ, *ibidem*, p. 604.

<sup>85</sup> Voir Jacques DROZ, *op. cit.*, p. 239.

de l'année 1934 débordèrent le Komintern qui ne put continuer à prêcher pour la tactique « classe contre classe » face à cette montée ouvrière.

Le Portugal participa de cette dernière, au même titre que l'insurrection des Asturies. En effet, en septembre 1933, Salazar promulgua le Statut du Travail national, interdisant l'activité syndicale en dehors des *Sindicatos nacionais* (SN). En opposition à ce statut, le 18 janvier 1934 éclata une grève générale. La CGT, la CIS, la FAO (*Federação das associações operárias*, regroupant les syndicats de tendance socialiste) et les syndicats autonomes mirent en place un comité d'unité de front unique antifasciste. Au départ, le PCP préconisa des grèves partielles. Après le désaveu, par les militants, de cette ligne défendue par le dirigeant Bento Gonçalves, qui appliquait la tactique de l'action pacifiste, légale et rejetait l'idée d'une grève générale, le parti se rallia rapidement à la position cégétiste de « grève générale insurrectionnelle ». L'espoir de voir les *revirahistas* renforcer le mouvement avec une nouvelle rébellion armée confirma les syndicalistes dans le choix de ce type de lutte. Mais, la CGT affirme, et les historiens également, avoir préparé quasiment seule la grève (contacts entre régions, localisation d'armes...) et choisit le 18 janvier comme journée d'action. Or, le 15 du même mois, la PVDE arrêta sur dénonciation le secrétaire de la CGT, Mário Castelhana. Craignant d'autres complications, la Confédération proposa l'ajournement de la grève. La CIS refusa, contraignant la CGT à ne pas modifier ses plans.

Le 18 janvier éclata la grève, principal acte de résistance du mouvement ouvrier à l'État Nouveau avant guerre. Cependant, la présence policière en perturba le bon déroulement ; elle ne connut qu'un succès très relatif. En l'absence de réelles manifestations de rue, ce sont les perturbations dans les communications, les actes de sabotage en tout genre, le déraillement d'un train qui marquèrent le plus la population. À la verrerie de Marinha Grande, la grève fonctionna à peu près bien<sup>86</sup>. La forte présence de communistes explique l'éphémère constitution d'un soviet. Mais, les militaires, venus de Leria, réprimèrent rapidement les grévistes. Pour une grève générale, le bilan s'avéra plutôt négatif.

Les polémiques et récriminations entre communistes et anarcho-syndicalistes culminèrent en cet après 18 janvier, chacun accusant l'autre d'avoir favorisé l'échec. Le PCP fit son autocritique, à la satisfaction de Bento Gonçalves, et dressa la liste

<sup>86</sup> Voir Emília Margarida MARQUES, « 18 de Janeiro de 1934 na Marinha Grande », *História* (Lisbonne), n° 63, février 2004, pp. 25-29.

des erreurs commises : interprétation opportuniste de la tactique de Front unique, manque d'attention portée aux luttes partielles et conception anarchisante de la grève générale révolutionnaire<sup>87</sup>. Pourtant, le PCP, dans son histoire officielle, se débarrassa de ces ratés pour ne retenir que son action à Marinha Grande. Il en conclut, d'ailleurs, que : « À partir du 18 janvier, [il] s'affirma définitivement comme le parti de la classe ouvrière, comme le grand dynamiseur de la lutte antifasciste »<sup>88</sup>.

Pourtant, cette action entraîna une répression phénoménale, handicapant le mouvement ouvrier dans son ensemble. Le gouvernement « prétexta » de troubles à l'ordre public pour décapiter les organisations syndicales et ouvrières. La PVDE arrêta la plupart des dirigeants et les emprisonna aux Açores, à Angra do Heroísmo. Bon nombre d'entre eux inaugurèrent le camp de Tarrafal, le 29 octobre 1936. Par exemple, les autorités déportèrent à Tarrafal quatre des six hommes de la CGT investis dans la préparation de la grève<sup>89</sup>. De même, Bento Gonçalves, José de Sousa, initiateurs de la réorganisation du PCP, s'y retrouvèrent incarcérés. La vague répressive de 1934-35 atteignit toutes les organisations et les saigna de leurs dirigeants. Les anarcho-syndicalistes ne se relevèrent pas de ce coup de sabre et le PCP dut attendre la décennie suivante pour le surmonter.

Malgré les réticences de Bento Gonçalves, le PCP dérogea à la tactique kominternienne en participant au 18 janvier, au côté d'autres forces syndicales. Cela dit, il ne « dévia » point totalement de la ligne puisqu'il anticipa, comme d'autres PC, les réorientations de l'IC. Après cet échec, il s'interrogea sur le type de travail à entreprendre : rester dans la clandestinité ou intégrer les SN ? La position dominante, y compris au sein du PCP, consista à privilégier l'action illégale et prévoyait de la rompre par des actions de masse<sup>90</sup>. Néanmoins, suivant les

<sup>87</sup> Voir le manifeste de la CIS de janvier 1934, les articles de *O Proletário* de mars, et de *Avante!* des mois suivants. Cité par Ramiro da COSTA, *Elementos...*, vol. II, *op. cit.*, p. 43.

<sup>88</sup> *60 anos de luta*, Lisbonne, eds Avante!, 1981, p. 47.

<sup>89</sup> Mário Castelhana, José Francisco et Manuel Henriques Rijo composaient le Secrétariat de la CGT en 1933-34 ; Custódio da Costa, Serafim Rodrigues et Acácio Tomás Aquino, le Comité d'action chargé de préparer la grève insurrectionnelle du 18 janvier.

<sup>90</sup> Elle divergeait de celle du PCI en Italie qui entendait, dès 1931-32, pénétrer les organisations de masse du fascisme et construire un Front unique avec les fascistes. Par la voix de Manouïlsky, l'IC soutint cette orientation en 1935. En effet, pour l'Internationale, si les Fronts populaires devaient déboucher sur des gouvernements, ils se formaient également à « la base ». Or, les couches populaires évoluaient dans ces organisations fascistes. Selon les communistes, pour les atteindre, les militants devaient y adhérer. Le PCP adopta peu de temps après une attitude similaire et préconisa le travail politique au sein des *Sindicatos nacionais* (SN) et de la *Mocidade portuguesa*. Sur l'histoire du PCI durant cette période, voir Aldo AGOSTI, « Un Front populaire avec les fascistes ? Les

changements d'orientation de l'IC, l'analyse du parti évolua, mais seulement en 1935.

### **3/ Un Front populaire de papier.**

Cette année-là, se réunit le VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC, également son dernier. Les manifestations ouvrières des derniers temps et l'unité qu'elles préconisaient amenèrent l'Internationale à revoir sa ligne. Ce congrès célébra, donc, des changements d'orientation. Il vit aussi l'entrée de Dimitrov sur la scène politique soviétique. Son procès, en Allemagne en 1933, lui avait valu une reconnaissance mondiale<sup>91</sup>. Symbolisant le renouveau militant et la lutte des masses, il intégra la direction de l'IC dès avril 1934. Il participa ainsi à la préparation du congrès. Il établit que, face à la montée du fascisme, il fallait impulser des Fronts uniques, au sommet comme à la base, c'est-à-dire qu'il préconisait l'alliance avec la social-démocratie. Un nouveau type d'antifascisme communiste apparaissait qui distinguait désormais fascisme et démocratie libérale. Ce virage politique connut, bien sûr, quelques oppositions, mais Dimitrov arriva à les vaincre et il présenta ses thèses au congrès.

Sous l'influence du PCF et de son secrétaire général, Maurice Thorez, elles subirent quelques transformations : le projet initial de constitution du Front unique devint celui de la lutte en faveur du Front populaire. Cette perspective élargissait les alliés potentiels du prolétariat qui ne se limitaient plus désormais aux seuls sociaux-démocrates. En effet, il s'agissait de s'unir avec tous les partis antifascistes même s'ils appartenaient à la bourgeoisie. Ainsi, en France, le PCF préconisa l'alliance avec le PS mais aussi avec le Parti radical. L'IC adopta cet axe d'action et ajouta à la tâche de création des Fronts populaires l'obligation de défendre l'URSS. L'argument s'avérait simple : une victoire du fascisme amènerait une attaque contre l'Union soviétique.

---

communistes et l'anomalie italienne », in Serge WOLIKOW & Annie BLETON-RUGET, *op. cit.*, pp. 101-112.

<sup>91</sup> Il entra au Secrétariat du Bureau de Berlin en 1929, mais intervint peu dans la politique allemande du Komintern. Après l'incendie du Reichstag, il fut arrêté par Hitler et jugé en 1933. Il écrivait, également à ce moment-là, *Le Livre brun*, où il démolissait les thèses nazies. Il gagna, ainsi, la réputation d'un combattant antifasciste de poids. D'origine bulgare, et bien qu'acquitté lors de son procès, il fut déchu de sa nationalité et adopta la nationalité soviétique en février 1934.



Depuis l'instauration de la dictature portugaise, le PCP entretenait des contacts réguliers avec l'IC. Dès 1927, une délégation assistait à l'anniversaire de la Révolution russe. Après la réorganisation de 1929, Bento Gonçalves retourna à Moscou, via Madrid et Paris. Quand le PCP souhaitait s'entretenir avec l'IC, il envoyait un militant à Madrid, siège du Secrétariat roman (ou Bureau latin) de l'Internationale. Ainsi, afin de faire le point sur la participation du PCP à la grève du 18 janvier 1934, Bento Gonçalves se rendit dans la capitale espagnole. Par la suite, dès 1934, ce fut Francisco de Paula Oliveira qui représenta le parti auprès de l'IC. La participation d'une délégation portugaise au VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC et au VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale des Jeunesses communistes ne surprend guère. Les contacts existaient depuis quelques années ; la situation du parti semblait s'être assainie, les vieux militants du PCP des années 1920 ayant « déserté » ; logiquement, le PCP allait assister au VII<sup>e</sup> Congrès.

En avril 1935, dans *Avante!*, le PCP le prépara soigneusement, à partir de documents reçus de l'Internationale. Il y aborda la question de l'éventuelle constitution d'un Front populaire et s'interrogea sur sa possible réalisation au Portugal, en l'absence d'un Parti socialiste important. Les mois suivants, il choisit ses délégations, constituant sa véritable première participation à une réunion internationale. José de Sousa et Joaquim Pires Jorge avaient contribué à l'élaboration du rapport du PCP présenté au congrès. Cependant, étant responsables respectivement du travail syndical et du travail organisationnel, ils restèrent au Portugal. Au congrès de l'IC assistèrent par conséquent :

- Manuel Roque Junior pour la CIS, pseudonyme : Rafael Castro,
- Bento Gonçalves pour le PCP, pseudonyme : Albino Pedro,
- Francisco de Paula Oliveira comme représentant du PCP auprès de l'IC, pseudonyme : Pavel, mais à cette occasion il utilisa, également, celui de Fernando Queiros,
- Gilberto de Oliveira pour les FJCP, pseudonyme : Sousa.

Álvaro Cunhal (pseudonymes Daniel/Gonçalves) et Domingos dos Santos (Magalhães), quant à eux, participèrent au Congrès de l'Internationale de la Jeunesse communiste. D'autres Portugais se trouvaient alors à Moscou, bien que n'appartenant pas à ces délégations : Carolina Loff da Fonseca, traductrice à l'IC, José Gregório, António Búgio, Manuel Domingues, Francisco Miguel Duarte,

Sebastião Viola, suivant les cours de l'école Lénine, école de formation politique<sup>92</sup>. C'était l'occasion rêvée pour tous ces militants de discuter de l'action du parti. Les conditions de clandestinité au Portugal nuisaient fortement à la réalisation d'une telle rencontre au pays même. Ils tirèrent des bilans, notamment celui de la journée du 18 janvier 1934, mais (re)préparèrent aussi le congrès de l'IC. À l'issue de leurs travaux, ils adressèrent un rapport à la direction de l'IC. Ils y faisaient, entre autres, le point des effectifs : quatre cents militants<sup>93</sup> mais seulement cinq permanents clandestins<sup>94</sup>. Même si le texte original reste inconnu, il semblerait que des éléments de son contenu aient déplu à l'IC puisque le PCP dut réviser sa copie. La version définitive serait l'œuvre de Pavel<sup>95</sup>. Les modifications apportées concerneraient, entre autres, l'orientation syndicale qui avait été élaborée en grande partie par José de Sousa (ancien des Jeunesses syndicalistes). En effet, ce dirigeant défendait depuis longtemps l'idée d'un travail clandestin tant direct, par le biais de la CIS, qu'au sein du mouvement syndical. Or, le congrès de l'IC préconisa l'entrée dans les organisations de masse, bref dans les *Sindicatos nacionais* (SN) fascistes. En effet, Dimitrov, dans sa volonté de contrecarrer le fascisme, décidait de l'attaquer à la base en occupant le terrain social. Pour lui, il fallait développer un travail de propagande au sein des associations regroupant les ouvriers, quelles qu'elles soient, y compris fascistes, comme au Portugal.

Le PCP présenta deux interventions au congrès. L'une, de Bento Gonçalves, sur l'évolution et les différentes tendances du mouvement ouvrier portugais, et l'autre de Pavel, sur les raisons de la victoire du fascisme. Ce dernier évoquait, par ailleurs, les tâches du PCP quant au Front populaire. Les condamnations des libertaires, « l'ennemi inconscient », comme les interrogations sur l'absence d'un PS portugais avaient disparu. Il fallait maintenant :

« Proposer aux anarchistes et aux groupes socialistes dispersés dans tout le pays, une plate-forme d'actions concrètes pour la défense des intérêts économiques et politiques immédiats de la classe ouvrière. [...Il fallait] conquérir

<sup>92</sup> Gilberto de OLIVEIRA, *Memória viva do Tarrafal*, *op. cit.*, p. 76.

<sup>93</sup> Joaquim Pires JORGE, *Com uma imensa alegria*, Lisbonne, eds Avante!, 1984, p. 37.

<sup>94</sup> Bento Gonçalves, José de Sousa, Joaquim Pires Jorge, Júlio Fogaça et Manuel Rodrigues da Silva.

<sup>95</sup> Voir José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. I, *op. cit.*, p. 117. L'auteur s'appuie sur le témoignage de Fernando Macedo de Sousa.

les éléments républicains qui s'étaient éloignés du courant putschiste et organiser avec eux un large Front populaire antifasciste »<sup>96</sup>.

Au Portugal, l'application de ces décisions se révéla chaotique. En ce qui concernait le travail syndical, les opinions divergeaient. Pavel souhaitait rassembler toutes les cellules syndicales illégales et créer ainsi des syndicats libres. Bento Gonçalves, quant à lui, critiquait vigoureusement les syndicats illégaux. Or, ces deux militants aux positions discordantes tenaient le rôle de réels secrétaires généraux, avec l'aval de l'IC. De plus, des syndicalistes rejetaient les propositions de l'Internationale. José de Sousa, par exemple, s'opposait à l'entrée dans les SN. Enfin, le 11 novembre 1935, la PVDE arrêta le Secrétariat du PCP : Bento Gonçalves, José de Sousa et Júlio Fogaça. Ceux-là mêmes qui étaient en désaccord sur l'application des fameuses résolutions de l'IC ne purent en parler longtemps ; leur emprisonnement interrompit leur participation au débat.

Le parti ne se remit pas de sa décapitation ; il dépérit peu à peu, pour ne revenir sur la scène politique qu'en 1941. Les meneurs de la réorganisation de 1929 étaient incarcérés, et bon nombre de dirigeants se trouvaient à l'étranger. Progressivement, les militants désertèrent le parti ; certains partirent militer à l'étranger, en Espagne, en France ou en URSS. Pourtant, après le coup de filet de 1935, la direction se renouvela. Miguel Wager Russell (Mota), entré au parti en 1931 et représentant le PCP au I<sup>e</sup> Congrès du SRI (Secours rouge international) à Moscou, occupa les fonctions d'un secrétaire général. Il contrôlait, par ailleurs, *Avante!*. Manuel Rodrigues da Silva (Braz) avait la responsabilité du travail syndical ; Francisco Ferreira (Silvestre de Campos) celui de la FJCP. Alberto Araújo collaborait aux tâches diverses. Cependant, la direction restait fragile, changeait régulièrement, elle ne se stabilisa qu'en 1941. Le retour des délégués portugais de Moscou, dont Álvaro Cunhal, ne facilita pas les choses. Ajourné à cause des risques d'emprisonnement, il survint seulement en 1936. L'expérience de ces militants les rendait quelquefois intolérants face au « manque de formation » de leurs camarades.

La mise en place d'un Front populaire portugais impulsé par le PCP s'avéra laborieuse. Certes, la Ligue contre la guerre et contre le fascisme (LCGCF), créée en août 1934, avait élaboré des mots d'ordre réutilisables, mais l'alliance avec les

---

<sup>96</sup> João Arsénio NUNES, « Da política « classe contra classe às origens da estratégia antifascista : aspectos da IC entre o VI<sup>o</sup> e o VII<sup>o</sup> Congressos », *O Fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1982, annexe p. 71.

*revirahistas* posait problème. Ils refusaient de renier leur tendance putschiste, tendance que le parti ne pouvait évidemment plus tolérer. De plus, une coalition avec les dirigeants socialistes paraissait impossible aux communistes, puisqu'ils avaient collaboré avec les fascistes. En effet, dans l'analyse de l'IC les « sociaux-fascistes » permettaient l'avènement du fascisme mais, dans le cas particulier du Portugal, ils avaient de surcroît soutenu la dictature militaire et pu ainsi militer « librement » jusqu'en 1933. Quant à la CGT et aux syndicats autonomes, si le PCP se montrait disposé à une coopération, eux la refusaient pour ne pas se retrouver à la remorque de ce parti. Ces réalités portugaises rendaient aléatoire la constitution d'un Front populaire. En fait, il ne fonctionna réellement que dans les milieux de l'opposition en exil et notamment en France<sup>97</sup>. Au Portugal, il prit forme grâce aux secteurs traditionnellement proches du parti : quelques francs-maçons, républicains radicaux et étudiants<sup>98</sup>. En 1936, le PCP et ses « alliés » annonçaient la création d'un programme commun, mais ce Front populaire n'était en pratique qu'une coquille vide. La propagande du PCP se centrait alors beaucoup plus sur l'histoire et l'actualité du Front populaire espagnol, mis à mal par le soulèvement militaire de juillet 1936.

L'appui de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie aux troupes du général Franco donna l'occasion au PCP de soutenir concrètement ce Front. Le 8 septembre 1936, trois navires de guerre, le *Bartolomeu Dias*, le *Dão* et le *Afonso de Albuquerque*, se révoltèrent dans le port de Lisbonne. La version la plus courante attribue ce mouvement de rébellion à la volonté des marins portugais organisés dans l'ORA (Organisation révolutionnaire de la Marine), d'appuyer leurs camarades espagnols. Toutefois, dans ses mémoires, Jaime Serra cite un témoin dont les propos nuancent cette première explication. Face à l'éventuel démantèlement du groupe par le gouvernement salazariste, de plus en plus inquiet de la présence de cette organisation clandestine au sein de la Marine, les militants souhaitaient faire un « coup d'éclat ». Puis, « l'appui à la République espagnole et la solidarité à son encontre apparurent comme un nouvel élément dans les considérations de l'ORA et

<sup>97</sup> L'opposition en exil créa un Front populaire et parvint à publier le journal *Unir*, voir Ana Cristina CLIMACO, *L'exil politique en France et en Espagne, 1927-1940*, thèse d'université nouveau régime, Histoire, Paris, 1999, notice n° 049613634, 1358 p.

<sup>98</sup> Dans les facultés apparaissaient le Bloc académique antifasciste (BAAF) et l'Action antifasciste et anticléricale (AAA). On notait la présence, également, de l'Alliance républicaine.

du parti »<sup>99</sup>. Il est vrai que cette organisation, créée en 1931-32, présentait une vague de répression. Le début de la guerre civile espagnole pouvait très bien ne servir « que » de prétexte à une action déjà envisagée auparavant. Quoi qu'il en soit, le pouvoir réprima durement la révolte, et les marins du 8 septembre rejoignirent « logiquement » les rangs des prisonniers jugés les plus dangereux, ceux de Tarrafal.

Le contrôle du PCP sur l'activité de l'ORA avait décliné, fin 1935, avec l'arrestation des dirigeants de l'organisation, dont le communiste Manuel Guedes. Pourtant, ce groupe lui permettait de traiter d'égal à égal avec les *revirahistas*. Ces derniers « contrôlant » l'ORS (Organisation révolutionnaire des sergents), ils contactaient le PCP pour tout travail dans le secteur de la Marine, ce qui revenait à reconnaître le parti et à lui octroyer une certaine envergure. À la suite de la répression du 8 septembre, la désorganisation de l'ORA fut totale. Le parti perdit ainsi son unique cellule au sein des Forces armées. Cette situation malheureuse constituait un élément de plus dans la crise du PCP de ces années 1935-36.

Le PCP, tenu pour « mort » avant 1929, avait donc réussi dans la première moitié des années 1930 à témoigner d'une assez bonne santé. Les militants recrutés récemment dans les FJCP ou dans les « syndicats rouges » s'engageaient dans l'action. Le PCP se lançait dans la cour des grands et commençait son travail ouvrier. Jusqu'alors il avait eu une timide implication sur le terrain de la lutte des classes au Portugal. Sa participation aux grèves étudiantes annonça cette ère nouvelle. Pourtant, son intervention au sein du mouvement ouvrier n'avait pas été uniquement le fruit de sa croissance ; elle avait été dictée par les choix politiques de l'Internationale. Quels que soient les virages effectués par Moscou, les communistes portugais se plièrent aux exigences et appliquèrent les nouvelles orientations. Quand ces dernières s'associaient à une analyse sans correspondance avec la situation de leur pays, ils arrivaient, par des pirouettes rhétoriques, à faire coller les vérités internationales aux particularismes locaux. Ainsi, ils reprirent à leur compte la tactique « classe contre classe » alors même que la social-démocratie était quasi inexistante au Portugal et que les militants connaissaient déjà le fascisme. Pareillement, le PCP appliqua la politique de Front populaire, même si elle s'avéra

---

<sup>99</sup> Jaime SERRA, *Eles têm o direito de saber*, Lisbonne, eds Avante!, 1997, p. 36.

un échec. Bref, le PCP se montrait bon élève ; la « maison » reconnut ses efforts et son essor en l'associant alors de plus près à la vie moscovite.

Cela dit, la répression de 1934-35 n'épargna pas le PCP et le début de la guerre civile espagnole mit fin aux appuis proches dont il jouissait. D'une part, son fonctionnement interne se trouva compromis par la vigilance exacerbée de la police politique et, d'autre part, il fut privé de la base arrière d'une Espagne républicaine. Attaqué par l'État Nouveau, il chercha des solutions auprès des membres de l'Internationale. Désirant à tout prix survivre, il s'en remit à elle. Mais, peu encline à tolérer l'état de désorganisation du parti et à accepter la diversité de ses recours, l'IC le repoussa finalement.

### **C/ 1937-38 : CHRONIQUE D'UNE EXCLUSION ANNONCÉE.**

L'épuration d'opposants à la politique de Staline connut un paroxysme en 1936 avec les grands procès de Moscou, c'est-à-dire les procès des dirigeants historiques de la Révolution russe. Au-delà des condamnations spectaculaires, Staline ordonnait l'élimination, dans l'ombre, de tous les vieux communistes, de toutes les personnes créant des obstacles à son règne. Le PCP fut physiquement épargné, mais n'en représentait pas moins un problème pour l'IC. Différents groupes contactaient Moscou au nom du parti, proposaient des bilans contradictoires. L'état de désorganisation était patent. L'IC finit par ne plus savoir quelle était la situation exacte du parti. Elle n'avait que faire, en cette période de grandes purges, d'un petit PC indiscipliné. Elle rompit les contacts, laissant le PCP esseulé au moment même où il avait réussi à s'imposer comme véritable parti communiste.

#### **1/ Un PCP aux abois.**

L'année 1937 correspond à une période noire de l'histoire de l'URSS : celle des grandes purges. Elles passèrent relativement inaperçues, le pouvoir évitant les procès retentissants. Pourtant, aucune instance ne fut épargnée : le Komintern, l'appareil d'État, la police politique (le NKVD). Staline « épurait » et Nikolaï Ejov exécutait. Il liquidait à tour de bras les derniers bolcheviques de la Révolution d'octobre. Dès 1932, le pouvoir qualifiait les oppositions non pas de tendances ou

fractions mais « d'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise ». À ce titre, il fallait les combattre. Dans une même logique, on devait éliminer les « opportunistes » en tout genre.

La répression ne toucha pas uniquement les communistes d'URSS, elle s'attaqua à tous les partisans. Beaucoup de militants qui s'étaient réfugiés en Union soviétique, fuyant les persécutions ou les condamnations dans leur pays, disparurent de la même façon que leurs camarades soviétiques. Le nombre de morts reste difficile à établir. Cela dit, les PC extérieurs ne connurent pas tous un destin identique. Par exemple, les dirigeants, réfugiés en URSS, des partis communistes turc et letton, furent victimes d'une véritable hécatombe — un seul survécut. Le PC polonais, pourtant particulièrement visé pour avoir soutenu Trotsky en 1923-24, vit quelques-uns de ces dirigeants échapper à la tuerie. Ironie du sort, ces derniers ne durent leur survie qu'au fait que le pouvoir polonais en place les avait déjà arrêtés.

Ces épurations massives se déroulaient en même temps que la constitution des Fronts populaires, censés prévenir et arrêter le fascisme. Il semble paradoxal de vouloir rassembler « ses » forces et, parallèlement, faire disparaître des milliers de révolutionnaires. Certaines analyses voient dans les choix de Staline, outre le désir de régner sans entrave, une façon de rassurer les gouvernements « capitalistes bourgeois » susceptibles de se rapprocher de l'URSS en cas de guerre<sup>100</sup>.

Les pratiques de fonctionnement clandestin de certains PC renforçaient les soupçons de la police politique soviétique. Ils utilisaient des messages codés, des réseaux et pouvaient potentiellement « conspirer » plus facilement contre l'Internationale. Le PCP semblait exposé. Néanmoins, évoluant à la marge du mouvement communiste et ses dirigeants étant absents de Moscou en 1937-39, il fut épargné. Pierre Broué relève uniquement le cas d'un couple, les Freund, liquidé en 1938. L'homme, d'origine tchèque, aurait émigré au Portugal pour des raisons professionnelles et participé à la création de l'ORA<sup>101</sup>.

Non seulement le PCP échappa à l'épuration générale, mais il poursuivit même son travail avec l'Internationale. Avant le VII<sup>e</sup> Congrès, l'Internationale possédait un système d'instructeurs, des militants délégués par l'IC auprès des PC,

---

<sup>100</sup> Sur les diverses analyses des raisons de cette réorientation et de l'évolution de l'IC à cette période, voir Serge WOLIKOW, « Aux origines de la galaxie... », *op. cit.*, p. 212.

<sup>101</sup> Voir Pierre BROUÉ, *op. cit.*, p. 999.

avec pouvoir d'autorité sur des décisions nationales<sup>102</sup>. À partir de 1935, l'IC supprima ce statut de délégué, ce qui n'entrava en rien le contrôle qu'elle exerça sur ses sections. Après le VII<sup>e</sup> Congrès, Manouilsky assura le suivi du PCP et lui demanda, en tant que PC latin (le PCF recevait des consignes identiques), de soutenir le PCE. Et le PCP obéit. Francisco Cachapuz, Pavel, Armando Correia Magalhães et Ludgero Pinto Basto se relayèrent afin d'assurer la représentation du PCP auprès du CC du PCE. Le parti satisfaisait l'IC et maintenait des contacts réguliers avec elle.

En plus des représentants du PCP, des opposants portugais rejoignirent les unités républicaines espagnoles. On distingue trois groupes : les émigrés économiques installés en Espagne dès les années 1920, les exilés politiques arrivés dès l'implantation de la République en 1931 et les combattants volontaires venus au début de la guerre. Certains périrent sur les fronts, d'autres grossirent les colonnes de l'exil vers la France<sup>103</sup>. Il s'avère difficile de les comptabiliser et, encore plus, d'y dénombrer les militants communistes. Il est avéré que certains combattirent en Espagne mais l'activité du PCP, en tant qu'organisation, y resta limitée.

La campagne d'appui du parti en tant que tel à la République espagnole s'avéra, d'ailleurs, essentiellement propagandiste. « Durant la guerre civile d'Espagne, le PCP se résumait à un groupe d'agitation et de propagande, avec un appareil de presse hypertrophié qui ne correspondait pas du tout à la dimension et à la capacité d'action de l'organisation clandestine »<sup>104</sup>.

Les années 1935-37 résonnèrent, effectivement, comme le chant du cygne du parti. Handicapé par les arrestations de 1935, déstabilisé par une direction dispersée, il maintint, cependant, des contacts avec l'IC. Il échappa aux épurations stalinienne et tenta de poursuivre son travail de parti internationaliste, mais il ne parvint pas à suivre les directives de Moscou comme par le passé. L'état de l'organisation ne lui permettait plus d'intervenir au sein du mouvement ouvrier ni même de remplir ses devoirs de solidarité antifasciste. Sollicité en la matière par l'Internationale, il n'arrivait pas à répondre à ses exigences. Son combat

<sup>102</sup> Dans les années 1920, Humbert-Droz était intervenu au Portugal. Par la suite, Codovilla avait pris le relais. Voir chap. I, pp. 68-74.

<sup>103</sup> Voir l'article de Cristina CLIMACO, « Portugueses nos campos do Sudoeste de França (1939-1941) », *Penélope* (Lisbonne), n° 16, 1995, pp. 25-61.

<sup>104</sup> João Brito FREIRE, « o PCP e a Guerra civil de Espanha », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a Guerra civil de Espanha*, Lisbonne, Colibri, 1998, p. 195.



antifranquiste resta une histoire écrite même si quelques individus isolés rejoignirent l'action. Le PCP sombra, une fois de plus, dans les affres de la désorganisation.

## **2/ Crises et châtements.**

L'importance de l'IC dans la vie politique nationale des PC n'est plus à démontrer. Des interventions directes de délégués au suivi des orientations votées lors de ses congrès, les pérégrinations idéologiques de l'Internationale conditionnaient celles du PCP. Arbitre, guide, cette structure apparaissait aux militants comme l'ultime recours en cas de doutes, de conflits, de crises internes. Déjà en 1928, quand les divergences faisaient rage dans un parti agonisant, Alpedrinha, José de Sousa et Quirino demandèrent à l'instance suprême d'éloigner Augusto Machado et proposèrent la réorganisation du parti. Après les arrestations de 1935, les directions se succédèrent à un rythme effréné, mais la crise s'enracinait. Les dirigeants adoptèrent une attitude similaire et firent appel à l'IC. Pavel, un des cadres de l'époque, devint incontournable. Pourtant, en 1936, Moscou le suspectait et le tenait à l'œil. Dans le contexte des grandes purges, entamer le procès du PCP et d'un de ses dirigeants participait de l'ordinaire et si le parti ne déplora pas de pertes humaines, il n'échappa pas à certaines accusations.

Dès 1935, à l'occasion du VII<sup>e</sup> Congrès, les relations IC/PCP s'aggravèrent. Un communiste, exilé en France, avertit l'IC de l'existence de « provocations » au sein du parti. Par ce mot, les dirigeants désignaient aussi bien les infiltrations de la police politique dans l'organisation que les militants au comportement « indigne » dans les prisons, c'est-à-dire ceux qui *parlaient* durant les interrogatoires ou sous la torture. Manuel Roque Junior (Rafael Castro), un des rares fondateurs du PCP encore présent dans la vie du parti dans les années 1930, déporté en Afrique pour avoir participé à la révolte de 1927, fut arrêté en 1932. Ce résistant antifasciste ne résista pas aux coups, brimades et autres pratiques de la PVDE et parla. Or, Pavel l'avait recommandé à l'IC pour représenter le PCP auprès du Profintern<sup>105</sup> et ne dit mot de l'attitude de ce militant en prison. Dénoncé par un camarade, Manuel Roque Junior fut accusé de « provocations » et Pavel d'avoir dissimulé ces actes répréhensibles. Le procès « Queiros et Castro » se tint en juillet 1936 ; l'IC exclut

---

<sup>105</sup> Autre nom de l'Internationale syndicaliste.

Castro et réprimanda Pavel (Queiros). Pour sa défense, ce dernier évoqua d'autres cas de « provocations », accusant des dirigeants notoires des mêmes actes, afin de prouver les difficultés d'un parti clandestin et l'isolement du PCP<sup>106</sup>. L'IC, clémente, chargea alors Pavel, protégé par Manouilsky, de convoquer une conférence de réorganisation à laquelle assisterait une délégation de l'Internationale. Elle exigea, par ailleurs, le retour des élèves de l'école Lénine au Portugal et la limitation de la délégation de Lisbonne à la dite conférence.

Dans la tourmente de l'affaire Pavel, l'IC, avant même le procès « Queiros et Castro », décida de convoquer une réunion « au sommet » en avril 1936. Le Secrétariat roman (Bureau latin de l'IC) réunit alors ce dirigeant, Gueret et Blagoeva<sup>107</sup>. Les militants de l'IC interrogèrent Pavel sur la situation portugaise et les progrès du parti au niveau du travail paysan (le pays étant considéré comme un pays rural, le point était de taille). Le Portugais avait bien préparé son rapport, il n'évita pas pour autant les questions un tantinet hostiles des gens du Komintern, Gueret menant la danse.

Par exemple, Pavel donna le chiffre de cinq cents adhérents pour le PCP, Gueret, surpris, intervint :

- « - Avant le Congrès, il a été indiqué mille deux cents ! Où sont passés les sept cents autres ?
- Je crois que deux hypothèses se présentent : d'un côté on a exagéré...
- Et quelle garantie avons-nous maintenant que les cinq cents adhérents existent ?
- Je ne sais pas de quelle façon, à ce moment-là, on a compté, mais voici : nous avons cinq cents adhérents, plus deux cent trente dans la Marine et dans l'armée, et nous avons encore trois cents camarades arrêtés. Comme cela nous voyons qu'il y a mille camarades au parti, et la différence entre mille et mille deux cents n'est plus très grande »<sup>108</sup>.

Cette retranscription de dialogue témoigne du peu de rigueur du PCP dans une période où, justement, les dirigeants du Komintern se montraient très à cheval

---

<sup>106</sup> Pour plus de détails sur les accusations de l'IC et sur les réponses de Pavel, voir José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. I, *op. cit.*, p. 236.

<sup>107</sup> Stella Blagoeva était une militante bulgare. Née en 1887 à Vidine (Bulgarie) et morte en 1954 à Moscou, elle fut responsable en chef du service du personnel du Comité exécutif de l'IC entre 1931 et 1934. Elle participa activement à la répression stalinienne pendant les purges de 1937-39. Voir José GOTOVITCH *et alii* (dir.) (2001), *Komintern, l'histoire et les hommes, dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 163-164. Gueret était, peut-être, militant hongrois. Les deux travaillaient à Moscou, le second auprès de Manouilsky.

<sup>108</sup> Réunion du Secrétariat roman, *Question portugaise*, orateur Keiros (Queiros/Pavel), 14 avril 1936, retranscription en français de l'entretien, 41 p. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 495, op 10, d 4 // caisse 2, paquet 30, document 110.

sur la discipline, élément jouant en défaveur du parti. Mille ou mille deux-cents adhérents pour la soif de contrôle minutieux de l'IC équivalait à une grande différence. Ce document fournit également de nombreuses informations sur l'état du PCP : le parti annonçait le tirage de *Avante!* à cinq mille exemplaires, donnait la répartition géographique de ses membres : deux cent cinquante à Lisbonne, quatre-vingts en Algarve, soixante-dix à Barreiro, deux cents dans l'Alentejo (j'y reviendrai par la suite, mais on peut noter d'ores et déjà que le parti ne signalait aucun militant dans les colonies portugaises). Il expliquait la stagnation du parti par la répression, les dénonciations, etc. L'organisation aurait été, de plus, trop centrée sur la capitale, les instructeurs ne visitant pas les organisations de base. Pavel se montrait encore plus précis : « Nous ne sortons pas de Lisbonne »<sup>109</sup>.

L'extrait de la conversation précédemment cité et les propos du dirigeant portugais ne reflètent pas l'état de crise du parti ; mais des rapports de Stella Blagoeva, légèrement postérieurs à cette réunion, démontrent la lucidité des responsables de l'IC sur l'état préoccupant du parti, sur ses zones d'ombre... Les hésitations de Pavel et par la suite son procès ne dédouanèrent guère le PCP et renforçèrent le scepticisme de l'Internationale.

De plus, le parti semblait ne pas avoir de direction centrale ; la cacophonie régnait. L'année 1937 reste indéniablement floue. En début d'année, Pavel et Cunhal rentrèrent au Portugal. Il s'agissait, pour Pavel, de préparer une « réorganisation » et, avant toute chose, de reconstruire la direction. Les anciens élèves de l'école Lénine, réels disciples de l'IC, n'apprécièrent guère celle qu'il proposa en juin 1937 mais attendirent patiemment leur temps. Durant cette période, des conflits de personnes s'ajoutèrent aux tactiques souterraines de l'IC. L'unité du parti et de sa direction n'était pas évidente, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Au Portugal, la désorganisation régnait : l'appareil clandestin fonctionnait mal, de nombreuses résistances émergeaient quant à l'application des orientations du VII<sup>e</sup> Congrès, les finances frôlaient la banqueroute... Le parti évoquait, toutefois, les grands thèmes de la future réorganisation de 1941 : le combat contre le « sectarisme » (en faveur du travail de masse), l'utilisation des moyens légaux d'action, la condamnation des « provocateurs », ceux qui *parlent*, et l'application des directives du VII<sup>e</sup> Congrès, résumées au travers du mot d'ordre : *Pelo pão, pela*

---

<sup>109</sup> *Idem.*

*liberdade, pela independência nacional* (Pour le pain, pour la liberté, pour l'indépendance nationale).

À l'étranger, la santé du PCP n'était guère plus brillante. Le cercle des Portugais de Moscou périlait, l'IC imposant le retour au pays. Celui des militants partis en Espagne se dispersait au fil des fronts et le noyau de Paris se noyait en conflits internes. Or, les groupes français et espagnols envoyaient des informations à l'IC, sans l'aval de la direction du Portugal, la direction Pavel. Parfois contradictoires, ces rapports exaspéraient de plus en plus l'Internationale qui se voyait confrontée à un parti dispersé. Chaque clan se plaignait et doutait de la fidélité de l'IC à son égard.

Par exemple, Pavel demanda à l'IC d'ordonner le retour des cadres portugais exilés comme solution à la crise, et notamment celui de Armando Magalhães qui assurait à Paris les contacts avec le PCF et l'IC. Mais Magalhães refusa et dit rester dans cette ville sur demande de l'Internationale. Pavel envoya successivement deux dirigeants pour tenter de casser le « monopole » de Magalhães ; mais Ludgero Pinto Bastos comme Alberto Araújo échouèrent, accroissant les doutes de Pavel. Un cercle vicieux apparut puisque l'IC ne lui accordait effectivement plus sa confiance en raison de son incapacité à réunifier les différents groupes. En fait, l'IC jouait un double jeu ; elle demandait à Pavel de restructurer le parti et, en même temps, planifiait la substitution de la direction de l'époque. Elle créait, de plus, un sentiment hostile envers Pavel chez les Portugais formés à Moscou. La division et la désorganisation étaient des plus totales.

La PVDE emprisonna Pavel, le 10 janvier 1938. Les rumeurs circulèrent : avait-il été dénoncé ? Quoi qu'il en soit, les militants se réunirent à Paris pour essayer de comprendre ce qui se passait au Portugal. L'IC comprit que le PCP lui avait « échappé », elle ne contrôlait plus rien... Magalhães en profita pour revenir à Lisbonne ; mais, Pavel s'évada. Les querelles redoublèrent entre les deux hommes, annonçant « l'extinction » du parti. Tombant aux mains de la PVDE, en octobre 1938, Magalhães fit des déclarations à la police, rejoignant les rangs des « traîtres ». Pavel, ne se sentant pas désiré par les militants venus de Moscou, et qui avaient pris le contrôle du parti en son absence, s'exila... à Paris après avoir débarqué à Marseille en juillet 1938. Là-bas, il décida de s'occuper du groupe des communistes portugais, réglant les vieux contentieux de 1937. Le temps lui était compté. L'IC le suspectait : une évasion si rapide... Elle l'accusa, par ailleurs, de travail fractionnel,

résultat de son implication dans les conflits du PCP depuis 1935. Il s'exila au Mexique, intégra le PC mexicain, et se lia à Diego Rivera et Frida Kahlo.

On pourrait croire la « question portugaise » résolue. Or, paradoxalement, le départ de Pavel provoqua la dissolution du PCP. On ne trouve pas trace de décision formelle de l'IC quant à l'exclusion du parti de la « maison »<sup>110</sup>, mais les contacts ont été indéniablement suspendus. S'agissait-il d'une exclusion ou d'une dissolution ? La réponse reste en suspens. Il ne fait, cependant, aucun doute que l'IC coupa ses relations avec le parti, qui ne furent rétablies qu'en 1941.

Le PCP, déjà en mauvaise posture en 1935, évoluait en ces années 1936-38 entre querelles personnelles, noyaux éclatés à travers le pays et directions tournantes. Il subit, également, le coup de grâce : L'Internationale, son référent en matière de communisme et de combat antifasciste, le renia.

La tourmente soviétique, avec ses liquidations de masse et ses suspicions constantes, explique en partie l'attitude de l'IC à l'égard du PCP, à cette époque. Toutefois, celui-ci présentait bel et bien un état organisationnel déplorable. Il ne réussissait même plus à exécuter les consignes de l'IC, notamment en ce qui concernait la guerre d'Espagne. En tant que structure unifiée, il n'existait plus. L'Internationale sévit alors fermement et après des tentatives ambiguës de résolution de crise, rompit. L'excluait-elle ou suspendait-elle « simplement » les contacts ? Une réponse catégorique serait hasardeuse. Toujours est-il que le PCP vécut la rupture des relations comme une véritable expulsion. Mais les conséquences de ce sentiment sur les militants de base communistes restent à étudier.

### **CONCLUSION.**

À partir de 1928-29, le PCP se comporta comme un véritable parti bolchevique pro-soviétique. Il assumait tous les prompts virages de l'IC et tenta d'en appliquer les consignes indépendamment de sa situation nationale. Il s'engagea, par exemple, dans la politique « classe contre classe » alors que le fascisme faisait déjà rage au Portugal et que la social-démocratie ne représentait pas une force politique de poids. Bon élève de Moscou, il périclita néanmoins, victime, comme toute

---

<sup>110</sup> José Pacheco Pereira qui a eu accès aux archives de l'IC, à Moscou, ne rencontre pas de document entérinant une « dissolution ». Voir José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. I, *op. cit.*, p. 323.

organisation oppositionnelle, de la vague répressive de 1935, du changement régulier de directions, de sa dispersion en exil... Face à un parti qu'elle ne contrôlait plus, l'IC rompit les contacts.

Or, l'évolution des stratégies kominterniennes amena en 1935 la « nationalisation » des PC. La constitution de Fronts populaires favorisa la réappropriation du sentiment national ; l'idée d'une nation unie contre le fascisme se frayait un chemin et mettait à mal la distinction établie par Lénine entre la nation des travailleurs et celles des exploités. Le PCP n'échappa point à ce phénomène renforcé, comme pour le PCE<sup>111</sup>, par le désir de casser le monopole que les salazaristes entendait établir sur le contenu national. Il semble alors pertinent de se demander si le relâchement de ses liens avec l'Internationale ne l'amena pas à se raccrocher plus fortement à son autre référent, récemment « réhabilité » : sa culture nationale, son attachement à sa mère patrie.

### **III D'un parti anticolonialiste à un parti patriote et pro-colonial.**

*Mon parti m'a rendu le sens de l'épopée  
Je vois Jeanne filer Roland sonne le cor  
C'est le printemps des héros qui renaît au Vercors  
Les plus simples des mots font le bruit de l'épée  
Mon parti m'a rendu le sens de l'épopée.*

Aragon

Stigmatisés par l'État Nouveau comme *antinationaux* pour leurs sympathies soviétiques, les militants communistes réagissaient à cette accusation d'illégitimation de l'ensemble de leurs revendications politiques. La disqualification prenait un tour particulièrement fort dans le contexte des orientations récentes du régime en matière coloniale. Dès leur arrivée au pouvoir, les militaires mirent en place de nouvelles mesures en la matière. Être *national* impliquait la défense de l'Empire, de la patrie portugaise avec ses portions « tropicales », défense qui se confondait par conséquent avec celle de l'État Nouveau. À l'inverse, critiquer la politique coloniale de Salazar revenait à être *antinationnel*, antiportugais. À la fin de la décennie 1930, le

---

<sup>111</sup> Voir António ELORZA, « La « nation éclatée » : Front populaire et question nationale en Espagne », in Serge WOLIKOW & Annie BLETON-RUGET, *op. cit.*, p. 118.

PCP allait modeler ses discours pour concilier la remise en cause du régime et l'affirmation de son identité portugaise. Cet exercice difficile l'amena parfois à défendre des positions sur les colonies en contradiction apparente avec sa culture internationale prolétarienne, et à privilégier, dans une même logique, les intérêts de l'État-nation portugais sur les intérêts de classe.

S'il réaffirma dans un premier temps les positions défendues par les bolcheviques, il publia à partir de 1936-37, également, des textes dont le ton et le contenu peuvent surprendre. En effet, il se montra non seulement timoré quant à la dénonciation de la politique coloniale de Salazar, mais aussi tolérant quant au principe même de la colonisation. Le contexte local explique partiellement un tel engouement pour la défense des colonies portugaises de la part du PCP : le parti, déjà perméable à l'imaginaire colonial de sa nation d'appartenance, devait en plus, face au discours de la Dictature, prouver son enracinement portugais. Toutefois, il ne faudrait pas sous-estimer les conséquences des stratégies soviétiques sur les « dérapages » patriotiques du parti. Les Fronts populaires participèrent du changement de l'attitude traditionnelle des partis communistes à l'égard du phénomène national. Le PCP connut un cheminement similaire et put se sentir conforter dans ses propos par les diverses thèses circulant au sein des PC et de l'IC. Néanmoins, sans parvenir à délimiter l'influence de chaque univers référent du parti (culture politique et culture nationale), force est de constater que des responsables de l'Internationale intervinrent parfois pour limiter les penchants et les réflexes « naturels » du parti.

Après avoir précisé ce que *national* voulait dire sous l'État Nouveau en revenant sur la politique coloniale de la Dictature, j'étudierai les textes anticoloniaux du parti et ceux au ton patriotique voire pro-colonial qu'il élaborait dans un deuxième temps, après 1936.

## **A/ DES « DOMAINES » DU PORTUGAL A L'EMPIRE COLONIAL.**

Dès l'été 1926, le Statut indigène définit selon des critères raciaux qui, aux colonies, était citoyen et qui ne l'était pas, permettant de désigner qui devait être astreint au travail obligatoire, pièce maîtresse du nationalisme économique de mise en valeur de l'Empire. Puis, l'Acte colonial, rédigé par Salazar et promulgué en 1930,

entérina, confirma et développa le mode d'administration des colonies choisi par la Dictature. L'État Nouveau instaurait un véritable « Pacte colonial ». Il rompait avec la politique de la République ; mais, paradoxalement, la notion même de « colonie » qu'il adopta s'éloignait de « l'intégralisme » de la République et de la monarchie libérale, qui ne connaissait que les « provinces d'outre-mer ». Il y avait désormais deux catégories distinctes de territoires dans l'Empire — ce que dénoncèrent certains Républicains, accusant Salazar de trahir l'unité de la nation — mais une considérable centralisation politique. Cela fournissait l'« appareillage politique » apte à reconquérir économiquement les colonies, truffées de compagnies étrangères (anglaises, sud-africaines, belges, françaises...), par un strict contrôle budgétaire et le recours massif au travail forcé compensant la faible capacité d'investissement. Sur le plan idéologique, le régime réaffirma la mission « historique » du Portugal : coloniser et civiliser. Il construisit une forte propagande articulée autour de cette idée : il fallait *portugualiser* les colonies.

### **1/ Le Pacte et l'Acte colonial.**

Dans le cadre de son nationalisme économique, Salazar voyait l'Empire comme un tout politiquement, économiquement et moralement uni. L'objectif consistait à créer un espace marchand propre à l'Empire. Ce choix s'inscrivait aussi dans le contexte de la récession économique d'après 1929, due aux répercussions de la crise mondiale sur les colonies. Les prix des matières premières et des produits coloniaux avaient grandement chuté et les colons espéraient qu'une aide de la métropole améliorerait cette situation dramatique. Pourtant, à leur grande surprise, Salazar suspendit les crédits octroyés par celle-ci aux colonies, optant pour une politique de strict équilibre budgétaire. La suppression de ces aides financières ne constituait qu'un volet de sa politique économique, qu'une pièce du puzzle. Salazar avait élaboré un ensemble de mesures à appliquer. Ainsi, :

« - Il imposa le principe de l'équilibre budgétaire en vigueur au Portugal, au prix de la réduction de crédits, de la fin des grands projets d'investissement et de la quasi-paralyse des travaux de l'État. [...]



- Il augmenta le lien entre métropole et Empire, de manière à combattre la crise internationale par le renfort des échanges au sein de l'espace économique portugais, grâce à des sacrifices mutuels. [...] »<sup>112</sup>

Dès 1931-32, le régime exerça un contrôle des échanges draconien pour toutes les colonies ; par la suite, il élaborait des mesures spécifiques, produit par produit, qui renforçaient les liens de dépendance entre colonies et métropole. En opposition à la politique économique coloniale de la République, il diminua les concessions faites aux étrangers et supprima les hauts-commissaires, remplacés par des gouverneurs généraux aux pouvoirs considérables mais totalement contrôlés.

Ce véritable « Pacte colonial » devait protéger le commerce extérieur portugais, en donnant notamment priorité dans les colonies aux capitaux nationaux (publics et privés), avant tout métropolitains pas même luso-coloniaux. Il visait ainsi à assurer l'approvisionnement en matières premières des industries portugaises, dans une tentative de fonctionnement autarcique. En conséquence, dans les territoires africains par exemple, la plupart des activités industrielles restèrent interdites jusque dans les années 1940<sup>113</sup>.

Jusqu'alors, Salazar n'avait pas accordé, dans son parcours politique, d'attention particulière à la question coloniale. Quand il se retrouva ministre des Colonies durant le premier semestre de l'année 1930, son objectif premier resta le même : la résolution des problèmes financiers portugais. Il poursuivit la politique initiée par João Belo : une décentralisation administrative et financière (les colonies géraient leur propre budget) en cohérence avec la politique républicaine antérieure et une centralisation politique nouvelle (extension des lois métropolitaines à l'Outre-mer, interdiction des langues africaines, nomination par Lisbonne des gouverneurs généraux comme de districts...). Il tenta de trouver une solution aux problèmes économiques du nouvel Empire (métropole et colonies), avec la mise en place de ce « Pacte Colonial ».

Si l'exploitation coloniale prônée par João Belo, et poursuivie par Salazar, changeait considérablement de mode, les conditions de vie des Africains semblaient immuables. Suite au Statut indigène de 1926, la mise en place par la Dictature en

---

<sup>112</sup> António José TELO, *Economia e Império no Portugal contemporâneo*, Lisbonne, Cosmos, 1994, p. 239.

<sup>113</sup> À l'inverse, pour ne pas nuire aux productions coloniales, certaines cultures étaient interdites en métropole, comme, par exemple, celle de la betterave, concurrençant potentiellement celle de la canne à sucre.

1928 du code du travail indigène visait à rationaliser la question du travail forcé dans les colonies, déjà problématique sous la République<sup>114</sup>. Ces mesures modifièrent les conditions de recrutement de la main d'œuvre africaine mais ne les améliorèrent pas. En effet, elles permirent un recensement méticuleux de la totalité des indigènes, les distinguant rigoureusement des rares « assimilés » et permirent à l'administration d'« aider » le privé à recruter les indigènes<sup>115</sup>. La crise et la récession post-1929 retardèrent les rafles de main d'œuvre qui se multiplièrent, de fait, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, l'Acte colonial de 1930, au-delà des mutations économiques et administratives qu'il entérinait, revêtit une importance particulière en ce sens qu'il « conférait, pour la première fois, une valeur constitutionnelle à la mission colonisatrice conçue comme inhérente à l'identité de la nation portugaise »<sup>116</sup>. Il stipulait, en effet, clairement dans son article 2 que : « Il est de l'essence organique de la Nation portugaise de développer la fonction historique de posséder et de coloniser les domaines d'outre-mer et de civiliser les populations indigènes qui y vivent »<sup>117</sup>. Cette idéologie impériale, dont le principal théoricien était Armindo Monteiro, futur ministre des Colonies, concevait « l'Empire comme quelque chose d'atemporel, qui se situait au-dessus de tous les intérêts et se confondait avec la volonté profonde du peuple »<sup>118</sup>. Les autorités travaillèrent, alors, au développement d'une véritable mythologie impériale visant à inculquer l'amour de l'Empire chez tous les Portugais. Ceux-ci devaient être convaincus des liens affectifs, moraux, *nationaux* qui les unissaient à ces terres peu connues. Ils ne devaient plus associer l'Afrique au châtement extrême infligé à certains prisonniers mais à un des éléments de cette nouvelle nation pluricontinentale voulue par Salazar. Il s'agissait de prouver au monde entier que le Portugal « n'était pas un petit pays ».

<sup>114</sup> Voir chap. I, p. 91.

<sup>115</sup> De plus, dans chaque colonie, des *Règlements du travail indigène* (non publiés au *Diário da República* mais seulement dans les BO des colonies), puis de simples circulaires vinrent compléter le code de 1928. Ils incitaient au travail forcé.

<sup>116</sup> Yves LEONARD, « O Império colonial salazarista », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa*, vol. V, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1999, p. 18.

<sup>117</sup> Article 2.

<sup>118</sup> Claudia CASTELO, *O modo português de estar no mundo, o luso-tropicalismo e a ideologia colonial portuguesa (1933-1961)*, Lisbonne, Afrontamento, 1998, p. 47.

## **2/ Exaltation impériale et nationale.**

Pour ce faire, le régime orchestra une puissante campagne impériale. En janvier 1934, le Secrétariat pour la propagande nationale (SPN) et l'Agence générale des colonies lançaient le premier numéro de la revue *O Mundo português*. L'objectif de cette publication visait à :

« animer une foi, un idéal patriotique, un espoir dans le futur radieux du Portugal, [...] elle prétendait donner aux jeunes de[s] écoles d'ici et d'outre-mer la certitude que, fort d'un passé glorieux, [le Portugal] disposait de tous les éléments pour construire un destin prospère et prestigieux »<sup>119</sup>.

Dans une même optique, l'Agence générale des colonies avait réorganisé, dès mars 1932, son Bulletin (le *Boletim da Agência-geral das colónias*) et, surtout, impulsait une nouvelle collection de vulgarisation en 1935. *Pelo Império* se destinait à un vaste public.

La politique éducative de l'État Nouveau embrayait fidèlement sur cette volonté propagandiste et fut, par conséquent, modifiée à partir de 1936, date à laquelle António Faria Carneiro Pacheco accéda au ministère de l'Instruction publique. Avec sa réforme du 14 octobre, une nouvelle discipline surgit, « Organisation politique et administrative de la Nation », et les programmes d'histoire subirent quelques modifications, visant notamment à renforcer le culte des héros de la nation. En avril 1936, le régime instaura également la *Mocidade portuguesa* (Organisation nationale de la jeunesse portugaise) censée inculquer aux jeunes du pays le sentiment de l'ordre, le goût de la discipline et une conscience civique empreinte de patriotisme. La *Mocidade* participait, comme les écoles, à la diffusion de cette mythologie impériale.

L'encadrement de la jeunesse et la multiplication des revues s'inscrivaient dans un plan plus large de propagande qui prévoyait également des conférences publiques et d'autres manifestations. Ainsi, fier des pavillons portugais présentés à l'Exposition coloniale internationale de Vincennes en 1931, l'État Nouveau décida de renouveler l'expérience. Il organisa son Exposition coloniale, en 1934, à Porto, son Exposition historique de l'occupation, en 1937. L'apogée de cette propagande impériale se situa en 1940, avec l'ouverture le 23 juin de l'Exposition du Monde

---

<sup>119</sup> Armindo Monteiro cité par Yves LEONARD, « O Império colonial salazarista », *op. cit.* p. 25

portugais à Lisbonne. Cette manifestation célébrait également deux centenaires. En effet, le Portugal commémorait à cette occasion la date de sa fondation, en 1140, et la restauration de sa couronne, en 1640<sup>120</sup>. Cette exposition cherchait à valoriser Salazar, présenté comme le digne héritier des héros portugais, construisant le glorieux destin national.

Cette année 1940 constitua un tournant dans la vie du PCP. Cette année-là, le pouvoir amnistia certains prisonniers de Tarrafal, et une partie de la direction historique du parti retrouva donc Lisbonne où elle allait jouer un rôle de premier plan. Mille neuf cent quarante donna également à quelques communistes une visibilité ; du moins permit-elle la reconnaissance de leur existence en tant que Portugais. En effet, une grave polémique avait précédé l'ouverture de l'Exposition. Dans les rangs de l'État Nouveau, certains reprochaient à António Ferro, secrétaire de la propagande nationale et commissaire de l'Exposition, d'employer des artistes modernes (et c'était le cas) qui, quoique liés au pouvoir, « avaient construit leur identité culturelle, à partir de principes esthétiques de rupture, d'originalité, de recherche intérieure, contre les artistes académiques »<sup>121</sup>. Ressano Garcia, président de la Société nationale des beaux-arts, allait plus loin, disant même que :

« Il était incompréhensible que l'État nationaliste donne, à nouveau, accueil et protection aux immondes œuvres artistiques des futuristes, ces révolutionnaires sociaux, sans idéal, sans Dieu et sans morale, adeptes avoués d'une esthétique vulgarisée à partir de la Russie de Lénine »<sup>122</sup>.

Ce débat entre artistes ne semblait pas déranger le régime, pour qui seule la réalisation de l'Exposition était importante. La source de leur inspiration ou les courants auxquels ils adhéraient ne concernaient qu'eux.

---

<sup>120</sup> En 1578, le Roi Sébastien disparaissait à la bataille d'Al Ksar el Kébir. Son oncle prenait la couronne mais mourait en 1580. Plusieurs prétendants revendiquèrent le trône. Philippe II d'Espagne chargea alors le duc d'Albe d'occuper le Portugal et mit en place une union dynastique qui respecta l'existence propre du Portugal et de ses colonies. Les révoltes de 1634 et 1637, fomentées principalement pour des motifs fiscaux, tentèrent de chasser le duc d'Albe du Portugal. En 1640, avec l'aide de Richelieu, le pays retrouva son indépendance, reconnue par l'Espagne en 1668 lors du traité de Lisbonne.

<sup>121</sup> Jorge Ramos do Ó, « A exposição do mundo português de 1940 e a expo 1998 », in *Essas outras histórias que há para contar*, Actes du colloque de juillet 1998, Lisbonne, Salamandra, 1998, p. 248.

<sup>122</sup> *Idem*.

### **3/ De l'exaltation impériale au lusotropicalisme.**

Les discussions et les échanges entre intellectuels, en revanche, intéressaient nettement plus le régime. D'autant que, dans les années 1930, les recherches, originales pour l'époque, du sociologue brésilien Gilberto Freyre donnaient matière à réfléchir. Né à Recife en 1900, cet auteur se forma aux États-Unis et suivit de près, en France, les cercles de l'Action française de Charles Maurras. Il posa, en précurseur, que les Africains étaient intervenus positivement dans la formation de la société brésilienne. En exil, notamment au Portugal, à partir de 1930, il mena une recherche de terrain qui le conduisit à publier, en 1933, le très célèbre *Casa-grande e senzala* (publié en français sous le titre de *Maîtres et esclaves*). Dans cet ouvrage, il valorisa l'apport des cultures noires et indiennes dans la formation du Brésil, apport rendu possible selon lui par le mode portugais de colonisation. En 1940, il défendit que : « Partout où domina ce type de colonisation, le préjugé de race apparaît insignifiant, et le métissage, une force psychologique, sociale, et même, peut-on dire, éthiquement active et créatrice ». Cette idée clé constitua, alors, le fil conducteur de son nouvel ouvrage, *O Mundo que o Português criou* (Le Monde que le Portugais a créé).

Au Portugal, la première référence à l'œuvre de Gilberto Freyre, *Casa-grande e senzala*, apparaît dans *O Mundo Português*, en avril 1934. Osório de Oliveira y évoquait les théories du sociologue en signalant l'existence de ce nouveau regard porté sur les Noirs et la réhabilitation de leur participation dans l'élaboration de la société brésilienne. Si les Brésiliens utilisèrent les travaux de Gilberto Freyre pour développer les thèmes plus spécifiques du « métissage » et de la « démocratie raciale », en revanche la thèse qui consistait à distinguer la colonisation portugaise de celle des autres puissances ne les intéressait pas<sup>123</sup>. Les Portugais, au contraire, saisirent l'occasion : quitte à simplifier le raisonnement de leur penseur de référence, ils reprirent ses idées pour vanter leur mode de colonisation. Cette dernière serait basée sur la communion des races, le métissage. Ainsi, Osório de Oliveira, toujours en 1934, soulignait le primat de la culture sur la race et glorifiait le Portugal qui avait su porter les valeurs de l'amour fraternel/chrétien à travers le monde. Par la suite,

---

<sup>123</sup> Sur la réception des théories de Gilberto Freyre au Brésil, voir notamment Armelle ENDERS, « Le lusotropicalisme, théorie d'exportation. Gilberto Freyre dans son pays », *Lusotopie*, vol. annuel, 1997, pp. 201-210.

des extraits de *Casa-grande e senzala* furent reproduits dans divers ouvrages<sup>124</sup>. En 1937, le I<sup>e</sup> Congrès d'histoire de l'expansion portugaise se tint à Lisbonne et Gilberto Freyre y intervint, comme il le fit dans les universités de Lisbonne, Porto et Coimbra.

Certains intellectuels portugais portèrent donc un intérêt immédiat aux écrits du sociologue brésilien. Quoique minoritaires avant-guerre, ils les accueillirent favorablement. En revanche, les politiques se méfiaient de ces thèses voire les critiquaient. Pour Vicente Ferreira, ancien ministre des Finances et des Colonies durant la République et haut-commissaire en Angola entre 1926 et 1928, le métissage produisait des effets négatifs de dégénérescence de la race. Quant à Armindo Monteiro, idéologue de l'Acte colonial, il se reconnaissait plus dans les thèses du darwinisme social que Oliveira Martins avait introduites au Portugal au XIX<sup>e</sup> siècle. L'idée d'une vie conviviale et harmonieuse entre Blancs et Noirs ne le séduisait pas. Il n'était, par conséquent, pas question de valoriser les cultures des colonies mais de continuer à accomplir le devoir historique des Portugais : imposer aux races inférieures la civilisation occidentale et le christianisme. Les thèses de Gilberto Freyre faisaient peur aux adeptes de la portugalisation.

Si, après la Deuxième Guerre mondiale, le régime les utilisa abondamment pour légitimer sa présence coloniale, en Afrique notamment, pour l'heure il les rejetait. Le Portugal, « replié sur son vaste Empire colonial [...], pays colonisateur, chercha alors à s'affirmer comme puissance coloniale et comme puissance mondiale »<sup>125</sup>.

Durant cette décennie, l'État Nouveau de Salazar souhaita renforcer l'Empire en poursuivant la mission historique et civilisatrice du Portugal afin de redonner sa puissance au pays. Les métropolitains subissaient la propagande savamment orchestrée par le régime. De ce point de vue, l'État Nouveau se révélait totalitaire. Fidèle aux idéaux de Salazar qui désirait créer un Homme nouveau, il investit tous les aspects de la formation de la conscience des hommes et des femmes du pays. Remaniements des programmes scolaires, création de la *Mocidade portuguesa*, édition de revues spécialisées (d'intellectuels ou de vulgarisation), réalisations de

<sup>124</sup> Par exemple, dans le livre de Carlos Malheiro en 1934, dans *O Diário de Notícias* et *O Boletim geral das colónias* en 1935, etc. Voir Claudia CASTELO, *op. cit.*, pp. 72-79.

<sup>125</sup> Yves LEONARD, « Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », *Lusotopie*, vol. annuel, 1997, p. 216.

conférences, d'expositions d'envergure, etc. ; tous les lieux d'instruction et de réflexion baignaient dans la mythologie impériale distillée par le régime.

Salazaristes, républicains, monarchistes, anarchistes, national-syndicalistes, communistes, tous côtoyaient cet univers idéologique et y évoluaient peu ou prou. Ils grandissaient et se construisaient dans la continuelle affirmation de la mission civilisatrice portugaise. Certains se prenaient, alors, à croire au fabuleux destin de *leurs* marins découvreurs et à la spécificité de *leur* colonisation. D'autres questionnaient la légitimité de cette mission ou simplement sa mise en pratique, s'exposant à être stigmatisés comme *antinationaux* et antiportugais. D'autres encore, au PCP ou ailleurs, balançaient entre ces sentiments contradictoires.

### **B/ 1926-35, L'ÂGE D'OR DE L'ANTICOLONIALISME COMMUNISTE.**

De 1926 à 1929, les textes du PCP sont relativement rares, constat peu étonnant au vu de l'état de désorganisation du parti durant cette période. D'ailleurs, le rapport du PCP au Comité exécutif de l'IC, dans le cadre de la préparation du VI<sup>e</sup> Congrès de 1928, précisait clairement que : « À propos de la propagande générale faite à travers les journaux et les manifestes, le parti, à cause de la sévère censure et du manque de moyens matériels, n'a rien développé »<sup>126</sup>. Les positions de l'organisation en matière coloniale, durant les premières années de la période, s'avèrent, par conséquent, quasi inexistantes. Il faut attendre la réorganisation de 1929 et les années 1930-31, avec la parution de *Avante!*, pour voir quelques écrits sur le sujet. Même si, comparativement, les données se multiplient, les textes consacrés à la question ou l'évoquant simplement restent marginaux dans l'ensemble des parutions communistes. Toutefois, leur « originalité » est à souligner.

À partir des années 1930, le PCP agit en accord avec les orientations de l'IC et réaffirma son adhésion aux principes bolcheviques tels qu'ils étaient véhiculés par l'Internationale en cours de stalinisation. Sur le plan de la question coloniale, il suivit une tendance identique en énonçant à nouveau « le droit à la séparation » et en prônant la lutte des peuples opprimés pour leur libération. Il le fit sans aucune

---

<sup>126</sup> *Relatório apresentado pelo PCP ao Comité executivo da IC, no quadro da preparação do VIº Congresso internacional, s/a, s/d. Texte cité par João QUINTELA, Para a historia do movimento comunista..., op. cit., annexe p. 298. Cet auteur date le rapport de mars/avril 1928.*

restriction, au nom de son internationalisme prolétarien. Il n'échappa pourtant point aux remontrances de l'IC qui sollicitait l'application concrète de ces discours.

### **1/ Les années de gloire de l'anticolonialisme, 1926-1935.**

S'il s'avère difficile de rencontrer des écrits communistes au Portugal entre 1926 et 1929 et des textes relatifs à la question coloniale jusqu'en 1931, une référence en la matière apparaît toutefois dans le rapport, précédemment évoqué, rédigé par le PCP en 1928 pour le Comité exécutif de l'IC. Dans la partie sur la situation économique et politique, l'auteur anonyme présenta les évolutions de la Dictature : le nouveau régime oscillait, selon lui, entre une orientation pro-Angleterre et une autre pro-États-Unis. En effet, lorsque le Portugal avait cherché à contracter un emprunt, l'Angleterre aurait proposé, par le biais de la SDN, un accord aux conditions trop rudes pour le pays. L'État Nouveau s'était alors tourné plutôt vers les ÉUA. L'auteur argumenta :

« L'influence croissante des États-Unis se fait surtout sentir dans les colonies portugaises. Nous signalons simplement les nouvelles concessions américaines et la suppression de la livre anglaise comme unité de paiement en Afrique de l'Est »<sup>127</sup>.

L'état des lieux se voulait neutre. Toutefois, le type de préoccupations du PCP révélait ses inquiétudes profondes : il se montrait attentif aux « incursions » étrangères dans les colonies portugaises. La nature du document rendait la formulation informative, mais les années suivantes virent fleurir dans la presse communiste de virulentes dénonciations des concessions coloniales obtenues par des puissances étrangères. À ce moment-là, pour le PCP, la lutte contre le colonialisme passait surtout par la dénonciation des autres impérialismes. Des prémices des orientations propagandistes choisies ensuite par le PCP apparaissaient-elles dès ce texte de 1928 ? Je me bornerai simplement à souligner la coïncidence : dans ce rapport, les allusions aux colonies n'évoquaient que la pénétration nord-américaine dans les territoires portugais, au moment même où le nationalisme économique de reconquête coloniale s'affirmait avec la Dictature.

---

<sup>127</sup> *Ibidem*. Il est à noter que la livre rhodésienne continuait, quant à elle, à avoir cours dans le territoire de Manica et Sofala de la compagnie du Mozambique, compagnie à charte.



Avec la réorganisation et la publication du nouvel organe de presse du PCP, la situation changea grandement. *Avante!* servait à réaffirmer les positions de principe des communistes ainsi qu'à exposer les nouvelles orientations du parti. La mise en place de quelques règles *conspirativas* (de fonctionnement clandestin) permit d'ajouter à cette parution celle de diverses brochures. Les informations sur la politique coloniale du PCP se multiplièrent en conséquence. Ainsi, dans un texte intitulé *A didatura do proletariado e a expropriação dos expropriadores* (La dictature du prolétariat et l'expropriation des expropriateurs) datant de juin 1931, le PCP consacrait un point à part entière à la question nationale et coloniale. Il revendiquait :

« A/ La reconnaissance du droit de toutes les nations, sans distinction de race, à disposer pleinement de leur destinée, c'est-à-dire, y compris le droit à se séparer pour se constituer en État indépendant.

B/ L'union et la centralisation volontaire des forces militaires et économiques de tous les peuples émancipés du capitalisme pour lutter contre l'impérialisme et contre l'édification de l'économie capitaliste.

C/ La lutte décisive, et par tous les moyens, contre toute limitation et vexation dirigée contre n'importe quel peuple, nation ou race. L'égalité complète des droits entre toutes les nations et toutes les races.

D/ L'appui, par tous les moyens qui sont à la portée de l'État prolétarien, aux cultures nationales des nations émancipées du capitalisme, sans cesser, pour autant, de garantir dans le développement des dites cultures une composante prolétarienne.

E/ Le développement, par tous les moyens, du progrès économique, politique et culturel des « régions », domaines et « colonies », antérieurement opprimés, dans le sens de leur transformation socialiste, avec l'objectif de créer une base solide pour l'égalité nationale, effective et complète.

F/ La lutte contre tous les résidus chauvins, de haine nationale, de préjugés de race et autres résultats idéologiques de la barbarie féodale et capitaliste »<sup>128</sup>.

On le voit, le PCP reprenait à la lettre les préceptes de l'Internationale. Il ne se contentait pas, comme par le passé, d'énoncer le droit à la séparation ; il développait avec précision les effets que devait provoquer cette libération des peuples opprimés sur l'organisation économique et politique mondiale. L'article se voulait égalitaire et offensif. De plus, contrairement à ce qu'il proposait en 1925 dans son projet de statuts de la République socialiste des soviets du Portugal, les colonies se libèreraient avant même leur transformation socialiste<sup>129</sup>. En 1931, la formulation du point E montre que le PCP envisageait clairement « le développement [...] du

<sup>128</sup> « A didatura do proletariado e a expropriação dos expropriadores », *Avante!*, série II, n° 5, 6 juin 1931, p. 4 et 5.

<sup>129</sup> En 1925, il souhaitait créer une URSS à l'africaine où les colonies resteraient sous la gestion d'une métropole soviétique, le temps de se développer.

progrès économique politique et culturel » comme une tâche postérieure à la libération des territoires dominés. Néanmoins, dans le point B, il prônait le groupement des colonies indépendantes contre « l'édification de l'économie capitaliste » ; est-ce à dire qu'il imaginait qu'elles s'uniraient à l'ancienne métropole devenue socialiste ? Quoi qu'il en soit, le PCP faisait ainsi de la lutte anticoloniale un combat à part entière, indépendant des autres contingences politiques. À noter cependant qu'il n'abordait pas, même théoriquement, la question de l'aide à la formation de partis révolutionnaires africains.

Dans les années 1920, le parti s'était situé à la traîne des revendications anticoloniales, supplanté par des écrits anarcho-syndicalistes plus virulents. Les conséquences de son virage bolchevique l'amenaient désormais à rejoindre les rangs des anticolonialistes convaincus. En 1934, il confirma ses nouvelles dispositions dans le texte *Pontos fundamentais do programa do governo operário e camponês* (Points fondamentaux du programme du gouvernement ouvrier et paysan) :

« L'autarcie locale et coloniale salazariste ne vise pas d'autre objectif que d'apporter à l'État toutes les ressources tirées des contributions et des impôts sur le travail et les articles de consommation des masses de la Métropole. [Elle souhaite, également] amener les populations coloniales, entraînées dans le tourbillon de la crise, à grignoter sur leur propre faim, à entretenir, à leurs risques et périls, une lourde bureaucratie militaire et civile métropolitaine et à servir de chair à canon. [...] Face aux conditions actuelles de pourrissement de l'Internationale impérialiste et face à un impérialisme national qui, d'une part, opprime et, d'autre part, assume ses tentatives d'expansion territoriale (« Acte colonial » portugais), d'où résulte l'origine même du paroxysme des convoitises des impérialismes « extérieurs » sur les colonies portugaises – la véritable lutte libératrice des colonies, contre leur sujétion présente et la menace de l'ennemi extérieur, ne peut être menée à terme qu'à la condition d'être la lutte des peuples coloniaux contre « leur propre impérialisme », pour leur propre autodétermination »<sup>130</sup>.

Le huitième des onze points programmatiques concernait la question coloniale. Il appelait, logiquement, étant donné les penchants du moment du parti, à : « la libération immédiate et complète des colonies, l'autodétermination des archipels de Madère et des Açores, avec, y compris, la reconnaissance du droit à se séparer du Portugal »<sup>131</sup>. Avant de poursuivre l'analyse, il faut d'ores et déjà remarquer

<sup>130</sup> « Pontos fundamentais do programa do governo operário e camponês », *Avante!*, série II, n° 2, octobre 1934, p. 6.

<sup>131</sup> *Idem.*

l'étrangeté de la revendication du PCP quant à l'avenir de ces archipels. Bien que colonisés au XV<sup>e</sup> siècle par le Portugal lors de la conquête maritime engagée par la couronne, ceux-ci avaient échappé au statut de « Colonie » ou « Province d'outre-mer » et semblaient plus proches de la métropole. Or, le parti les distinguait nettement du Portugal en leur accordant le droit à l'autodétermination. On peut supposer que le PCP formula cette exigence afin de les isoler de l'État Nouveau. En effet, ayant été le théâtre des plus forts moments de la révolte antisalazariste de 1931, ils incarnaient la résistance.

Cela dit, le programme du parti condamnait ouvertement la politique coloniale de Salazar, son exploitation des territoires, ses référents idéologiques. Le PCP réagissait à l'Acte colonial, en critiquant ses orientations qu'il jugeait expansionnistes. Il allait très loin dans l'analyse de la situation et dans ses revendications puisqu'il assurait que les peuples coloniaux devaient lutter « contre leur propre impérialisme », ce qui équivalait à lutter contre l'impérialisme portugais. Certes, la structure de la phrase évitait une telle formulation (« contre l'impérialisme portugais »), mais exprimait sans ambiguïté l'idée. Si le doute subsistait, le huitième point du programme du gouvernement ouvrier et paysan levait complètement le voile, puisqu'il prônait « la libération immédiate et complète des colonies ». Contrairement à ses positions de 1925, le PCP ne faisait pas de distinction entre colonies africaines et colonies asiatiques ni ne remettait à plus tard cette libération. Ce réquisitoire en faveur de l'indépendance des colonies et de l'autodétermination des archipels de Madère et des Açores eut peu d'équivalent ultérieurement dans les écrits anticolonialistes du parti.

Les choix stratégiques de l'IC et de sa tactique « classe contre classe » fournissent, peut-être, un élément de compréhension. Il s'agissait de déstabiliser, certes, le régime fasciste, mais aussi les autres forces politiques. Avec des revendications si « avant-gardistes » pour le Portugal, le PCP secouait l'ensemble de la scène politique. Les républicains acceptaient l'héritage de la République. En conséquence, ils défendaient le type d'administration coloniale alors choisi et le principe même de colonisation. Les anarcho-syndicalistes disparaissaient peu à peu de la scène politique et s'accrochaient à d'autres débats. Les communistes, en tenant de tels discours anticolonialistes, gageaient de leur sérieux. Contre les « traîtres, sociaux-fascistes et les réformistes », ils luttaient, seuls, pour la défense des intérêts du prolétariat et de tous les opprimés. La tactique « classe contre

classe », sur le plan de la question coloniale, portait ses fruits. Le PCP passait d'un anticolonialisme « approximatif » théorique, dans les années 1920, à des mots d'ordre clairement anticolonialistes.

En 1935, il continua dans cette droite ligne. À l'heure du Front populaire, il développa à nouveau son argumentaire, quitte à choquer ses futurs alliés :

« Devant l'aggravation des relations internationales, et la politique impérialiste des grands pays fascistes, l'Angleterre a, déjà, décidé de compenser les désirs des impérialismes italien et allemand, par un partage des pays coloniaux, sous la tutelle portugaise et l'exploitation anglaise. [Elle souhaite] éviter une nouvelle guerre d'où son impérialisme sortirait très secoué par l'émancipation de certains peuples, comme, par exemple, l'Afrique du Sud, l'Australie, l'Inde, etc.

Notre position, face à un nouveau partage des territoires africains par l'impérialisme européen, est la position de tout léniniste : lutter contre l'impérialisme capitaliste et pour la libération des pays coloniaux, et en faveur de la reconnaissance, pour ces peuples, au droit de se gouverner soi-même. Nous sommes contre tous les impérialismes, qu'ils soient portugais, anglais, allemands ou italiens. [...] À la politique chauvine des défenseurs de la dictature salazariste, qui voient dans les colonies sous le joug de l'impérialisme portugais un champ d'exploitation capitaliste, nous, nous opposons notre politique de léninistes, en luttant pour la libération des peuples exploités et opprimés par le capitalisme portugais.

Pour la libération des peuples coloniaux !

Contre les impérialismes oppresseurs !

Contre la guerre !

Contre le fascisme ! »<sup>132</sup>.

Face à la montée du nazisme et de ses velléités, l'Angleterre tentait de contenir Hitler en lui assurant la possibilité d'un nouveau partage colonial. Les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale avaient dépossédé, avec le traité de Versailles, l'Allemagne du Togo, du Cameroun, du Sud-Ouest africain, de l'Afrique Orientale allemande, du Ruanda et de l'Urundi. L'Angleterre pensait apaiser Hitler en revenant sur ces dispositions jugées honteuses. Le Portugal se sentait menacé, lui qui avait sauvé son Empire *in extremis* en 1885 et en 1914.

Selon l'IC et les principes léninistes, les PC, comme partis bolcheviques, devaient se situer en dehors des conflits du monde capitaliste et impérialiste. Ce type de tensions ne les concernait pas. En revanche, l'exploitation des contradictions du capitalisme ou la critique des solutions recherchées par les puissances ébranlées les intéressaient grandement. Ces dissensions leur permettaient de développer leur point de vue, de remettre en cause le système économique capitaliste. Le PCP se révéla alors extrêmement fidèle aux codes de conduite de sa famille d'appartenance

---

<sup>132</sup> « As « nossas colónias » », *Avante!*, série II, n° 10, août 1935, p. 1.

puisqu'il profita de cette évocation d'un partage colonial pour combattre le principe même de l'impérialisme et pour demander la libération des colonies. À ce moment-là, il se montrait à l'apogée de son apprentissage. Quitte à démanteler l'Empire portugais, que le pouvoir lui présentait comme partie intégrante de la nation, il prônait, face aux tensions anglo-allemandes, l'émancipation de toutes les colonies.

Le PCP effectua sa transformation à tous les niveaux de discours. Il appliqua les consignes générales de l'Internationale et reprit les principes léninistes anti-impérialistes. Il envisagea une libération des colonies sans condition, une lutte anticoloniale non calquée sur les rythmes de la lutte en métropole, c'est-à-dire indépendante des priorités politiques des prolétariats des métropoles.

## **2/ Un anticolonialisme sous la surveillance de l'IC.**

La défense de telles positions par le PCP semble, toutefois, avoir été un exercice difficile. Dans une lettre adressée au Secrétariat politique du Bureau latin de l'IC et datée de 1931, un dirigeant du parti en dressait lui-même les difficultés. Outre « le caractère infantile du communisme » portugais, c'est-à-dire l'influence persistante des anarcho-syndicalistes, outre la sous-estimation de la crise économique nationale capitaliste par les militants, il relevait au sein du PCP « un chauvinisme inconscient, mais qui n'en restait pas moins un chauvinisme »<sup>133</sup>. Ce sentiment ne se repère pourtant pas dans les articles évoqués. Il est indéniable que, publiquement, le PCP avançât des propos en adéquation avec ceux du mouvement communiste international. L'IC, si elle ne confirmait pas les durs propos de ce militant, n'en relevait pas moins l'attitude timorée du PCP sur la question coloniale. Elle concluait, en 1932 :

« Le PC du Portugal doit mener une lutte énergique contre la domination du Portugal sur ses colonies d'Afrique et d'Océanie, en exigeant l'affranchissement complet de ces colonies du joug portugais et l'évacuation immédiate des troupes et des navires de guerre des colonies. Le parti doit entrer en liaison avec les éléments révolutionnaires des colonies et leur donner toute l'aide possible pour créer dans les colonies des organisations de lutte pour l'indépendance de ces

---

<sup>133</sup> *Lettre de Tulio pour le Secrétariat de la Commission centrale exécutive du PCP au Secrétariat politique du Bureau latin de l'IC*, Lisbonne, 21 août 1931, p. 5. Archives de l'ICS, fonds de l'IC, F 495, op 10a, d 264 // caisse 3, paquet 42, document 122.

pays. Il est nécessaire que le PC du Portugal soutienne activement tous les mouvements qui ont pour but la libération des colonies »<sup>134</sup>.

Les élans anticolonialistes du PCP semblent avoir nécessité un coup de pouce de la « maison ». En effet, l'IC « cadra » le PCP en lui dictant les actions à suivre, le langage à employer. Au-delà des éclairages rhétoriques qu'elle lui fournissait, elle lui demandait des engagements concrets, matérialisés par la prise de contact avec les « éléments révolutionnaires des colonies ». Or, ceux-ci étaient inexistantes. D'ailleurs, le parti ne parlait jamais d'organisations africaines, révolutionnaires ou non. Certes, les mouvements de libération des colonies en étaient à leurs balbutiements (étaient apparues outre-mer la *Liga nacional africana*, fondée en 1929, et quelques associations). Certes la clandestinité rendait toute communication entre métropole et colonies difficile, mais l'idée n'effleurait même pas le PCP de soutenir ou de construire ces mouvements. Même à l'occasion des révoltes dans les colonies portugaises d'Afrique des années 1930-31, il ne dit mot.

Toutefois, la révolte de 1930 à Luanda n'était pas anticoloniale : il s'agissait d'un règlement de compte entre militaires, où les colons n'intervinrent même pas. Les penchants *integralistas* du lieutenant Ernesto de Morais Sarmento, homme assurant en partie la fonction de Haut-commissaire à ce moment-là, amenèrent certains officiers à réagir, menés par le colonel Genipro da Cunha Eça de Almeida<sup>135</sup>. La situation créée par les événements de ces vingt et un jours ne peut être assimilée en aucun cas à un terrain propice à une quelconque lutte révolutionnaire. Une intervention du PCP, qui en mars 1930 amorçait seulement son processus de restructuration, était impossible.

Il en fut tout autrement de la tentative de sédition de São Tomé en mai 1931. Les révoltés étaient des officiers mais aussi des colons civils. Face à la chute confirmée des cours du cacao, production de la majorité des plantations (*roças*), et face à la crise de 1929 qui ne fit qu'amplifier la tendance, les propriétaires des *roças* renvoyèrent les Africains et licencièrent les Européens. Les fonctionnaires subirent le même sort et la population rendit responsable de ce « chaos » le gouverneur du territoire, Vieira Fernandes. São Tomé connut donc une révolte coloniale contre la

<sup>134</sup> A. MARTY, *Indications sur le « texte définitif de la lettre directive au PCP adoptée par le Secrétariat politique du 29/10/1932 »*, pour le Secrétariat roman, *op. cit.*, p. 18. En français dans le texte.

<sup>135</sup> Pour plus de détails, voir René PELISSIER, *La colonie du Minotaure, nationalismes et révoltes en Angola (1926-1961)*, France, éd. Pélissier Orgeval, 1978, p. 203 ; et Helena Pinto JANEIRO, « Os 21 dias que abalaram Angola », *História* (Lisbonne), n° 1, avril 1998, pp. 29 et 30.

métropole, c'est-à-dire contre la crise de la colonisation portugaise dans l'archipel, un soulèvement « pied-noir » en quelque sorte. Néanmoins, son fondement économique et social créait une certaine convergence d'intérêt entre les diverses populations. Aussi, bien qu'après le 28 mai le pouvoir ait dissout la Ligue des intérêts indigènes, quelques Africains participèrent-ils à cette révolte<sup>136</sup>. Le PCP n'établit pourtant pas de contacts.

Plus qu'une réticence du parti à agir, il faut y voir le résultat de conditions défavorables à l'action. Tout d'abord, étant donné le contexte national (de la métropole), avec sa répression, les déboires de l'organisation des années précédentes, le PCP se concentrait sur des tâches de proximité géographique. Il ne pouvait répondre aux demandes de l'IC quant à une action dans les colonies ou un appui pratique à la création de mouvements de libération. Ensuite, le parti n'eut pas l'occasion d'appliquer concrètement ses résolutions, contrairement au PCF lors de la guerre du Rif, en 1925<sup>137</sup>. En effet, si jusqu'en 1924-25, le parti français eut à subir, lui aussi, les remontrances de l'IC, entre 1925 et 1935, il mena une lutte acharnée contre le colonialisme français. Au moment du conflit, il appela au soutien de tous les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux, à la fraternisation entre soldats français et armée du Rif, etc. Dans cette même logique, lors de l'exposition coloniale de Vincennes, en 1931, il organisa avec l'aide de la Ligue internationale contre l'impérialisme une contre exposition intitulée : « La vérité des colonies »<sup>138</sup>. La mise en pratique des mots d'ordre anticoloniaux facilitée par la situation de crise coloniale permettait la pénétration dans l'univers politique des militants français de cette question particulière. À l'inverse, pour le PCP, elle restait périphérique, cantonnée au champ théorique.

Néanmoins, malgré ce contexte particulier, le parti aurait pu développer une « politique d'approche » des Africains en parlant, par exemple, des congrès

<sup>136</sup> Pour plus de détails voir Augusto NASCIMENTO, « A sedição de 1931 em São Tomé », *História* (Lisbonne), n° 1, avril 1998, pp. 36- 43.

<sup>137</sup> Suite à la victoire du Kabyle Abd-el-Krim sur l'Espagne et la création d'un État indépendant au Maroc, la France, sous le gouvernement Poincaré (le « bloc national ») comme sous le « cartel des gauches » (socialistes, radicaux et républicains socialistes, élus en mai 1924), appuya la métropole ibérique en 1924. Avril 1925 ouvrit une longue période de guerre coloniale.

<sup>138</sup> Le pavillon des soviets de l'Exposition universelle de 1925 servit de lieu à cette manifestation. Reconstitué sur l'actuelle place du colonel Fabien, il accueillit une salle consacrée à la propagande (photos de massacres coloniaux, implantation du Secours rouge), une autre plus politique sur les minorités soviétiques. Une troisième et dernière salle était destinée à l'art nègre Cette contre exposition reçut 4 226 visiteurs entre octobre 1931 et février 1932 contre 8 millions environ pour l'exposition officielle.

« garveyistes »<sup>139</sup> ou en reprenant des extraits de la presse africaine coloniale (stockée au dépôt légal de Lisbonne). En fait, il se contenta de s'inscrire dans la tactique « classe contre classe » en défendant ses positions anticoloniales face aux autres courants de gauche mais ne s'engagea pas dans l'action. L'absence de recrutement d'Africains, de propagande spécifique et de pratique allait nettement faciliter son changement de discours des années suivantes. Durant la décennie 1926-35, le PCP appliqua les principes kominterniens mais ne répondit pas aux attentes de l'IC.

D'ailleurs, au début des années 1930, l'IC ne se limita pas à déterminer des mots d'ordre pour le PCP ou des tâches à effectuer ; elle lui proposa une analyse du contexte national. Certaines re-formulations du parti laissèrent alors la porte ouverte à l'expression de sentiments, de pensées en inadéquation avec les principes de tout léniniste. Par exemple, l'IC posait que :

« L'Angleterre achète la partie prépondérante des produits d'exportation portugais et fournit au Portugal ses principaux produits d'importation (machines, charbon, pétrole). Les bourgeois portugais sont en liaison étroite avec le capital anglais et le fardeau des dettes d'épargne empruntées à l'Angleterre pèse lourdement sur les masses populaires portugaises. [...]

La position dominante de l'Angleterre dans l'économie du Portugal entrave le développement de l'industrie nationale et met le Portugal sous la dépendance politique de l'impérialisme anglais, dépendance camouflée sous le nom de l'alliance entre les deux pays. [...]

Le PC du Portugal doit renforcer la lutte contre l'asservissement du Portugal à l'impérialisme anglais, l'appui extérieur de la dictature fasciste portugaise, qui va utiliser le Portugal en qualité de satellite dans la nouvelle guerre impérialiste et dans l'intervention qui est préparée contre l'URSS comme il l'a utilisé lors de la dernière guerre impérialiste. En dénonçant les préparatifs guerriers de la dictature militaire fasciste et en particulier ceux contre la révolution espagnole, en démasquant les buts des campagnes antisoviétiques de la presse fasciste portugaise, le parti doit appeler les masses laborieuses à la lutte contre la dépendance économique et politique du Portugal à l'Angleterre »<sup>140</sup>.

Dans l'objectif d'une lutte anti-impérialiste et anticapitaliste, l'analyse de l'IC faisait sens. Plusieurs traités économiques liaient le Portugal à l'Angleterre. Pour les communistes, il fallait rompre les alliances susceptibles de renforcer le bloc ennemi,

<sup>139</sup> Le Jamaïcain Marcus Garvey est considéré comme un des fondateurs du panafricanisme. Le 1<sup>er</sup> Congrès panafricain eut lieu à Paris en 1919. Il chercha à promouvoir une charte des droits de l'homme en faveur des Africains. Le mouvement souhaitait s'appuyer sur la SDN pour obtenir une institution spécifique qui veillerait aux droits des indigènes. De nombreux intellectuels noirs mais aussi blancs rejoignirent ce courant ainsi que certains travaillistes britanniques et socialistes français.

<sup>140</sup> A. MARTY, *Indications sur le « texte définitif de la lettre directive au PCP adoptée par le Secrétariat politique du 29 octobre 1932 »*, op. cit., pp. 1, 6 et 14. En français dans le texte.



en l'occurrence une possible coalition anglo-portugaise. Par conséquent, l'IC engageait le PCP à dénoncer et critiquer les influences britanniques dans son pays. Elle souhaitait le voir lutter contre la dépendance du Portugal, tant sur le plan économique que politique, envers l'Angleterre. Le PCP comprit le message et le reformula à sa manière :

« Le Portugal est un pays vassal du capital financier anglais, au statut légèrement plus amélioré que celui d'une semi-colonie de l'Angleterre. [...La preuve :] Quelques-unes des principales richesses nationales sont encore aux mains de l'impérialisme étranger et surtout de l'impérialisme anglais »<sup>141</sup>.

Les grands mots étaient lâchés : une semi-colonie améliorée. Il s'agissait, certes, de désigner par ces termes la dépendance économique dont souffrait le pays. Cependant, à l'exception (jusqu'en 1940) du territoire de Manica et Sofala du Mozambique, l'Angleterre ne bénéficiait pas de territoires cédés à bail ou de concessions au Portugal, ni n'interférait sur sa souveraineté, comme elle pouvait le faire par exemple en Chine, une réelle *semi-colonie*.

La formulation du PCP se voulait percutante et y parvenait. Pourtant, elle créait une confusion entre dépendance et colonisation. Comparer la situation portugaise au statut de certains territoires sous domination européenne revenait à minimiser, de façon assumée ou inconsciente, la réalité de l'impérialisme portugais. D'un point de vue léniniste, l'impérialisme correspond à un stade d'expansion du capitalisme. Certes, le Portugal des années 1930 ne se distinguait pas par une industrialisation ultra-développée, il n'en restait pas moins un pays capitaliste et colonisateur. Cette analyse lacunaire allait amener les militants portugais à opter pour des mots d'ordre ambigus, notamment celui « d'indépendance nationale ». Dans ces années-là, le PCP se retrouvait seul sur le terrain de la lutte « indépendantiste » ; défendre ce slogan prêtait peu à conséquence. Mais, quand les colonies portugaises se révoltèrent contre la métropole et avancèrent un mot d'ordre similaire, la confusion régna. En effet, la revendication du parti ne permettait pas de distinguer les natures différentes de ces deux « luttes de libération ».

Pour l'heure, les analyses de l'IC et les re-formulations du PCP, jouant dans un registre ambigu et de toute manière sans traduction pratique, préparaient les positions patriotiques et pro-coloniales que le parti adopterait les années suivantes.

<sup>141</sup> « A Resposta do PCP aos decretos inquisitoriais de amnistia da ditadura fascista », *Avante!*, série II, n° 9, janvier 1933, p. 1.

Les lettres de Bento Gonçalves, José de Sousa et Júlio Fogaça adressées au Tribunal militaire spécial en réponse à leur mise en accusation par l'État Nouveau pour activités « subversives » marquèrent le tournant du PCP sur les questions nationales et coloniales. Arrêtés après la grève du 18 janvier 1934, ils s'inspirèrent de la défense de Dimitrov devant les tribunaux allemands et accusèrent l'État Nouveau de mener une politique allant à l'encontre des intérêts du pays. Celle de Bento Gonçalves brossait le portrait du PCP et dit alors que le parti constituait le « véritable défenseur de la nationalité »<sup>142</sup>, affirmation valorisée et exploitée dans les années suivantes.

Au début des années 1930, le PCP exprimait un anticolonialisme clair : en énonçant le droit des pays dominés à se séparer des métropoles, en envisageant les répercussions directes de ces séparations sur l'organisation économique et politique mondiale, en prônant la libération immédiate des colonies portugaises et en appelant les populations de ces territoires à lutter contre l'impérialisme portugais. Dans le cadre de la tactique « classe contre classe » et afin de déstabiliser les autres forces d'opposition portugaise, le PCP engageait la lutte contre le colonialisme portugais. Mais, celle-ci resta sur un plan théorique malgré les souhaits exprimés par l'IC, facilitant par-là même le tournant opéré en 1935, conformément au virage international.

### **C/ 1936-38, LES TENTATIONS COLONIALISTES DU PCP.**

Le VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC, de 1935, entérina les inflexions des analyses et des discours communistes sur le fait national. Dans le cadre de la lutte antifasciste, il souhaitait que les communistes utilisent tous les éléments de cohésion potentielle afin de construire et consolider un bloc défensif. Le rassemblement autour des valeurs nationales s'imposa comme politique nouvelle. Dimitrov parlait bien d'« acclimatation » de l'internationalisme prolétarien dans chaque pays pour « enfoncer des racines profondes dans sa propre terre natale »<sup>143</sup>. Un contexte

---

<sup>142</sup> *Contestação dirigida ao TME*, 2 août 1936. ANTT/PIDE, Pc n° 2290/935, cité par José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. I, *op. cit.*, p. 149.

<sup>143</sup> Dimitrov au VII<sup>e</sup> Congrès, cité par Serge WOLIKOW, « L'Internationale communiste 1919-1943 », in José GOTOVITCH *et alii*, *op. cit.*, p. 76.

particulier facilita l'épanouissement du nationalisme antifasciste. Certaines classes dirigeantes nationales choisirent le camp des États fascistes, permettant aux forces de gauche de se poser en seuls et authentiques défenseurs des intérêts de la nation et de valoriser le patriotisme, dissocié du nationalisme bourgeois. De plus, ces forces pouvaient dénoncer les liens de leur ennemi direct avec des entités et des menaces étrangères potentielles ou avérées (Franco, par exemple).

Le combat se situa sur deux fronts, la libération de la nation étant souvent associée à la transformation sociale. Aussi, « la naissance et la diffusion du patriotisme antifasciste furent, dans le contexte des années 1933-1945, étroitement liées à l'internationalisme et n'entrèrent donc pas vraiment en contradiction avec les sentiments de solidarité internationale »<sup>144</sup>.

Pourtant, en ce qui concerne le PCP, l'influence du nationalisme antifasciste sur la perception des liens avec le monde colonial le fit s'éloigner grandement des valeurs de l'internationalisme prolétarien. En effet, bon élève, il appela à l'unité du combat antifasciste. Afin de rallier les républicains et d'éventuels dissidents de la Dictature à sa cause, il avança le mot d'ordre de défense de « l'indépendance nationale ». Il entendait garantir ainsi la souveraineté du Portugal face aux prétendus appétits impérialistes des puissances fascistes (y compris la phalange espagnole). Le PCP alertait la population des dangers de domination étrangère et dénonçait Salazar pour sa collaboration avec l'ennemi. Il se présentait comme seul authentique défenseur des valeurs et des intérêts de la nation, de sa culture, de son histoire et de l'Empire. Le problème réside dans l'Union nationale qu'il entendait mettre en place autour de ces valeurs. Elle ne devait pas s'opérer uniquement sur des points ponctuels mais de manière durable avec les secteurs colonialistes portugais. Le parti sacrifia alors son anticolonialisme minimaliste, en ce sens qu'il était resté du domaine de la théorie, aux récentes implications de la lutte internationale antifasciste.

Véritables patriotes antifascistes, les militants du parti tinrent également des propos pro-coloniaux ou de tendances colonialistes qui débordèrent largement les prétentions de l'IC.

---

<sup>144</sup> Serge Wolikow, *Idem*.

### **1/ Les communistes, véritables patriotes.**

Le PCP choisit le fameux mot d'ordre « d'indépendance nationale » pour construire une large opposition. Il dressa la liste de tous les ennemis potentiels de la nation, tous ceux qui retireraient un bénéfice de l'annexion ou de la « colonisation » du pays, pensant rassembler derrière lui et avec lui les véritables patriotes. Il les appela à lutter pour la défense de la culture et de la souveraineté portugaises menacées. Le danger immédiat venait de l'ennemi le plus proche, celui qui, des siècles durant, selon le parti, avait prétendu annihiler le Portugal : l'Espagne ! En 1580, le royaume du Portugal avait été, en effet, rattaché à la couronne espagnole. Le pays ne devait retrouver son indépendance qu'en 1640. La peur d'une nouvelle domination, voire d'une potentielle invasion, pénétrait lentement la population portugaise. L'existence de ce sentiment irrationnel, de cette crainte permanente, de ce danger imaginaire fonctionnait comme véritable ciment national. Le PCP acceptait totalement la réécriture nationaliste, venue de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'histoire de cette période d'union dynastique.

Bien sûr, en tant que parti antifasciste, il condamna le soulèvement de Franco. Toutefois, pour sensibiliser, voire mobiliser ses interlocuteurs ou ses lecteurs, il ressuscitait les démons populaires. Il prévenait des risques encourus par le Portugal en mêlant ses avertissements à des souvenirs qui caressaient les vieux fantômes portugais :

« Suite à la folle aventure de Dom Sebastien en Afrique, dont les ambitions impérialistes coûtèrent au pays plus de dix mille vies et toutes les possibilités économiques de la nation, la banqueroute morale nous a amenés à la plus grande des ignominies : la vente du Portugal à Philippe II d'Espagne. [...] Le danger quant à l'indépendance du Portugal est, aujourd'hui, équivalent à celui encouru en 1580 »<sup>145</sup>.

Le parti s'exprimait encore plus clairement quant à la menace espagnole :

« Ou la République espagnole triomphe et l'indépendance du Portugal est assurée, parce que la République n'a pas d'ambitions impérialistes [...] ou la réaction monarchiste fasciste triomphe et l'indépendance du Portugal est mise en

---

<sup>145</sup> « 1<sup>o</sup> de dezembro 1640 », *Avante!*, série II, n<sup>o</sup> 60, 4<sup>ème</sup> semaine de novembre 1937, p. 1 et 2.

jeu, parce qu'à nos côtés surgit, à nouveau, l'Espagne impériale des Philippines, qui durant des siècles se sont efforcés de soumettre le Portugal à leur joug »<sup>146</sup>.

Le PCP se faisait le porte-voix des peurs ancestrales — ses dénonciations avaient vocation à réveiller et à alimenter les vieux fantasmes populaires. Il était le fidèle continuateur du sursaut du nationalisme portugais provoqué en 1890-91 par l'ultimatum britannique et qui fut une cause de la révolution républicaine du 5 octobre 1910. La « peur de l'Espagne » était typiquement une tradition inventée dans un contexte précis. Le parti la réactiva en la doublant de la dénonciation des liens de Franco avec ses deux acolytes, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. L'Espagne n'effrayait plus simplement en tant qu'« ennemi héréditaire » mais en tant que pays désormais fasciste. De surcroît, Salazar, en 1936, avait appuyé le soulèvement nationaliste en Espagne.

Cette attitude surprit car elle marquait un profond changement dans la politique extérieure portugaise : d'une part, le pouvoir se mêlait des affaires internes espagnoles et, d'autre part, il favorisait la mise en place d'un gouvernement hostile à l'Angleterre, son allié traditionnel<sup>147</sup>. Aussi, jusqu'en 1938, les Britanniques prirent-ils leurs distances avec le Portugal. Lancé par l'État Nouveau en 1935-36, le réarmement du pays répondait à trois préoccupations : assurer d'éventuelles opérations coloniales, se protéger de l'Espagne républicaine et être prêt en cas de conflit européen. Dès 1937, Salazar chercha donc d'autres appuis, auprès de l'Italie et de l'Allemagne. Ces choix politiques de la Dictature prouvaient, pour le PCP, son caractère fasciste, si besoin en était, et, surtout, équivalaient à l'abandon de la péninsule ibérique aux impérialismes italiens et allemands. Il accusait par conséquent Salazar de « trahison nationale » : « Salazar et ses acolytes ne sont, donc, pas des Portugais, ce sont des traîtres misérables qui se vendent et veulent vendre le Portugal à l'Allemagne et à l'Italie »<sup>148</sup>.

Il adopta très vite un nouveau registre. Le *peuple portugais* et les *patriotes* remplacèrent *le prolétariat* et *la classe ouvrière*. Le parti ne se posa plus en défenseur des intérêts d'une classe, mais en protecteur de ceux de la nation. Pour

<sup>146</sup> *A caminho da guerra e da dominação estrangeira. A política de traição nacional do governo fascista de Salazar*, eds Avante!, novembre 1937, p. 3. BN de Lisbonne, AHS, 4097.

<sup>147</sup> Voir António José TELO, « As relações peninsulares num periodo de guerras globais », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a Guerra...*, op. cit., p. 136.

<sup>148</sup> « O povo espanhol pede o nosso auxílio. Unamo-nos e lutemos para ajudar a sua luta contra o fascismo assassino », *Avante!*, série II, n° 38, 2<sup>ème</sup> semaine de juin 1937, p. 1.

un parti classiste et internationaliste, le paradoxe semblait de taille. Pourtant, cette contradiction témoignait simplement de la fidélité du parti aux récents contours de la lutte antifasciste déterminés par l'IC et l'URSS. Quelques années plus tard, il reprenait d'ailleurs à son compte les termes de Dimitrov évoquant « le nationalisme bourgeois et le nihilisme national ». Il en concluait que :

« Demander au peuple qu'il nie, qu'il foule aux pieds les traditions et les particularités nationales ; c'est laisser au fascisme la possibilité de s'approprier ces traditions et ces sentiments nationaux comme arme contre la classe ouvrière, c'est permettre au fascisme qu'il s'approprie frauduleusement de tout ce qui représente, avec une force de sentiment et d'action progressistes, les traditions liées à un passé glorieux et d'avant-garde »<sup>149</sup>.

À ce titre le PCP entendait bien occuper le terrain :

« Nous aimons notre pays, un des plus beaux du monde : nous nous sentons orgueilleux de son passé, de l'aura de son histoire, de sa grande contribution à l'édification commune de la civilisation et du progrès humains. [...] Nous voulons faire connaître à nos compatriotes et à d'autres peuples du monde, les beautés de notre terre. [...] Nous nous enorgueillissons du traditionnel amour des Portugais pour la liberté et l'indépendance. Nous n'ignorons ni ne méprisons le fait que les hommes qui donnèrent à l'humanité la connaissance de vastes régions du globe, qui détruisirent les croyances et les superstitions moyenâgeuses furent des Portugais. Nous déplorons la mégalomanie de la conquête, de la rapine qui fit perdre au Portugal son indépendance et le plongea dans le marasme, mais dans un même temps nous célébrons les héros portugais de la liberté et du progrès, les véritables héros de notre peuple »<sup>150</sup>.

Comme d'autres partis frères, le PCP réhabilitait le passé national, y trouvait des motifs d'orgueil. Le PCF insista, par exemple, sur la tradition révolutionnaire de la France pour mieux faire passer son nouveau discours, marquer « la réconciliation de la classe ouvrière avec la symbolique patriotique »<sup>151</sup>. Il se ré-appropriâ certaines références, 1789 et la commune de Paris de 1871, associa drapeau tricolore et drapeau rouge, la Marseillaise et l'Internationale, etc. L'influence des héritages nationaux, comme la tradition jacobine ou le panslavisme russe, jouèrent un rôle indéniable mais complexe et difficilement quantifiable dans l'élaboration du

---

<sup>149</sup> *A nova divisão administrativa de Portugal*, eds Avante!, s/a, s/d, p. 18. FMS, dossier, 2595-01, fl. 162. Par sa référence, dans un autre passage du texte, à l'actualité (l'URSS « n'interfère » pas dans la deuxième guerre mondiale) et son titre, je le situerai entre 1940 et l'été 1941. En effet, l'État Nouveau publia en 1940 la carte des nouvelles régions portugaises, créées par le code de 1936 (la révision suivante date de 1959) et l'URSS, à partir de l'été 1941, « interféra » dans la Deuxième Guerre mondiale.

<sup>150</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>151</sup> Serge WOLIKOW, « Le PCF et la nation au temps du Front populaire », *op. cit.*, p. 132.

nationalisme antifasciste. Comme les autres, le PCP puisa au cœur des racines de la cohésion nationale, l'Empire, les éléments de son discours, mêlant alors étroitement question nationale et coloniale. Néanmoins, ce retour aux sources ne semblait pas si évident puisque le parti devait convaincre du lien naturel existant entre révolution sociale, solidarité internationale et patriotisme :

« Le Portugal est un pays, depuis longtemps déjà, qui sent le poids ignominieux de la domination étrangère. [...] Le fascisme, qui hypocritement se dit « nationaliste », a enterré chaque jour un peu plus l'indépendance du Portugal. [...] Mais, en luttant pour l'indépendance de notre peuple, nous continuons à être les plus fervents partisans de l'internationalisme prolétarien »<sup>152</sup>.

Ou encore :

« Au nom de l'agrandissement de la nation, le nationalisme bourgeois prétend opprimer les autres peuples, piller ses richesses, exterminer ceux qui résistent. [...] Les communistes proclament que toutes les races méritent une considération et un respect identiques, que tous les peuples méritent notre estime. [...] Nous voulons établir une communauté comme elle existe en URSS, une énorme réunion fraternelle de cent peuples de nationalités différentes »<sup>153</sup>.

L'internationalisme du PCP consistait à rappeler le slogan de « l'amitié entre les peuples ». Mais, la majorité de ses articles exprimait plutôt son patriotisme et visait à défendre « l'indépendance nationale ». L'exaltation du sentiment national et la volonté de protection de l'Empire dominaient le discours. Dans une brochure de novembre 1937, le parti apostrophait le peuple portugais sans ambages : « Le PCP appelle tous les Portugais à s'unir pour libérer le Portugal de l'oppression étrangère et de ses agents traîtres à la Patrie »<sup>154</sup>. Il publiait même dans ses colonnes, en 1937, une lettre de Paiva Couceiro<sup>155</sup>, monarchiste avéré, qui alertait, comme le PCP, les Portugais sur les risques de domination allemande. Certes, le parti expliquait que : « Il n'avait pas sur tout le problème colonial les mêmes opinions que Paiva Couceiro, [mais qu'il] s'était résolu à assurer la publicité de cette lettre parce

<sup>152</sup> « Os internacionalistas são os mais fervosos partidários da independência de cada povo », *Avante!*, série II, n° 37, 1<sup>ère</sup> semaine juin 1937, p. 3.

<sup>153</sup> « Os comunistas e a nação (II) », *Avante!*, série II, n° 60, 4<sup>ème</sup> semaine de novembre 1937, p. 3.

<sup>154</sup> *A caminho da guerra e da dominação estrangeira...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>155</sup> Militaire, Paiva Couceiro fut gouverneur général d'Angola en 1907-1909, et s'opposa en 1910 aux troupes républicaines. Malgré les tentatives de l'État Nouveau pour l'intégrer, il s'opposa, dès 1935, au régime, l'accusant de sacrifier l'Empire colonial.

qu'elle avait le mérite d'attirer l'attention sur le danger encouru par les colonies »<sup>156</sup>. Cette « aide » communiste à un monarchiste, démontrait, d'un côté, l'acharnement du PCP à déstabiliser Salazar sur le terrain de sa politique étrangère, de la protection des intérêts de la nation et de l'Empire et, d'un autre, le respect par le parti des dispositions de l'IC sur les Fronts populaires puisqu'ils permettaient l'intégration des antisalazaristes, quels qu'ils soient, au sein des forces antifascistes. L'idéologie et les propositions politiques de ces hommes pouvaient se trouver en complète opposition avec celle du PCP ; mais la moindre position commune satisfaisait le parti dans sa volonté d'alliance frontiste, « l'indépendance du Portugal » devenant, effectivement, un thème largement rassembleur. Cependant, l'organisation communiste n'utilisait pas ce slogan simplement comme élément d'un programme d'action commune ; l'emphase de son argumentation tend à faire croire qu'au-delà de son instrumentalisation, le PCP adhérait à cette idée, expliquant ainsi sa « collaboration » avec Paiva Couceiro.

En accusant Salazar de « trahison nationale », le PCP réprouvait la qualification d'*antinational* que le pouvoir lui attribuait. Il se posait comme réellement *national*, comme unique défenseur de la patrie et de la culture nationale. Il défendait d'ailleurs avec force conviction la littérature portugaise (Gil Vicente et Eça de Queiros par exemple), le football, le fado, bref ce qu'il pensait être les référents populaires : « Nous défendons le fado parce qu'il est une manifestation de l'art populaire et parce qu'il est un moyen de propagande accessible aux couches prolétariennes »<sup>157</sup>. Le PCP dépassait la simple affirmation de son caractère profondément portugais, en renvoyant l'accusation d'*antinational*, de *traître* à Salazar. Il s'appropriait le monopole du vrai patriotisme :

« Nous, les communistes, sacrifions toute notre tranquillité et notre existence pour que le Portugal ne soit jamais une colonie de Hitler ou de Mussolini ou encore de quelque impérialisme que ce soit. [...] Non seulement nous ne voulons pas l'anéantissement de notre nationalité mais encore nous luttons pour un régime au sein duquel notre langue, notre littérature et notre culture nationales atteignent toute leur splendeur. [...] Nous aimons le Portugal, nous aimons notre terre si belle qui possède des merveilles naturelles. [...] Nous nous enorgueillons

<sup>156</sup> *Está em perigo a integridade nacional*, communiqué du Secrétariat du PCP, fin 1937, 1 p., in *Estudos sobre o Comunismo* (Porto), n° 0, juillet 1983, annexe 1, p. 16.

<sup>157</sup> « O fado e o fascismo », *Avante!*, 1937, cité par José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. I, *op. cit.*, p. 293.



d'appartenir au peuple qui fit les Découvertes, qui eut un infant Dom Henrique, un Pedro Nunes, un Gil Vicente »<sup>158</sup>.

Souhaitant démontrer à tout prix la sincérité de leur appartenance nationale, les communistes portugais en arrivaient à revendiquer l'histoire de leur pays, avec ce qu'elle comportait de condamnable pour des bolcheviques : l'expansion coloniale mercantile avec une filiation évidente à la colonisation contemporaine et à l'impérialisme national. Etre *national*, dans les années 1930, revenait à défendre la patrie mais aussi à adhérer à cette idée d'un Empire portugais uni (*cf. supra*), à la mission civilisatrice et séculaire du Portugal. Le PCP, sans se questionner, entretenait et diffusait cette vision d'un pays parti précocement coloniser le monde. Même une distinction entre la gloire « d'appartenir au peuple » qui fit les Découvertes et la colonisation contemporaine portugaise ne fut jamais faite. D'une part, il intégrait la défense des colonies dans sa propagande pour « l'indépendance nationale », d'autre part, il « omettait », durant cette période, de rappeler ses mots d'ordre anticoloniaux même *minimalistes*.

## **2/ Du patriotisme au colonialisme.**

Pendant ces années 1937-1938, le PCP n'évoqua ni la possible indépendance des colonies asiatiques, ni la future autonomie des terres africaines, dont il avait parlé dès 1925. Au contraire, il associait les possessions d'outre-mer à l'intégrité territoriale du Portugal.

Juste avant la Première Guerre mondiale, des accords secrets avaient prévu le partage de l'Empire portugais. Leur révélation raviva dans la population les mythes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : d'une part, l'Empire œuvrait en garant de l'indépendance de la nation portugaise et, d'autre part, les puissances étrangères s'évertuaient à vouloir le spolier. Au milieu des années 1930, le PCP reprit cette idée de complot international contre les domaines du Portugal. Pourtant, à ce moment-là, rien de tel ne menaçait vraiment. Certes, l'Angleterre avait proposé à l'Allemagne un réaménagement du continent africain, pensant mettre ainsi fin aux prétentions germaniques. Mais, Hitler avait refusé, répondant que la solution en Afrique passait par sa victoire en Europe. Il protégeait ainsi l'Empire portugais d'une éventuelle

---

<sup>158</sup> « Os comunistas e a Nação », *Avante!*, série II, n° 59, 3<sup>ème</sup> semaine de novembre 1937, p. 3.

répétition de 1914. Cette situation n'empêcha pas le PCP d'attiser, une fois de plus, les traumatismes collectifs et d'intégrer la menace contre les colonies à sa propagande. Il pistait les faits et gestes de l'État nazi et alertait du danger :

« Hitler envoie là-bas, [en Angola], avec la complicité de son laquais Salazar, ses fonctionnaires, ses espions et ses agronomes, pour exploiter ces terres, et en tirer des bénéfices pour l'Empire allemand. [...] Voici la réalité de « l'Empire colonial » créée par la dictature ! C'est à une telle situation que nous a conduits la politique de trahison nationale du fascisme »<sup>159</sup>.

Qu'il s'agisse de la nation ou de l'Empire, le PCP utilisait une tactique identique. Il jouait sur le sentiment national des Portugais, celui qui poussait à croire en l'existence d'une « ligue ennemie » internationale : Contre le Portugal, l'Espagne ! Contre les colonies, les puissances européennes !

Le patriotisme du PCP l'amena même à tenter de prendre Salazar en défaut sur sa politique coloniale. Il rappela la Constitution portugaise pour démontrer la trahison fasciste : « La Constitution qu'il nous a obligé à accepter, dit, dans l'article 2 : « Aucune parcelle du territoire national ne peut être acquise par le gouvernement ou une entité de droit public d'un pays étranger » et il offre une parcelle de territoire national à l'Allemagne »<sup>160</sup>. Après lecture de ce genre de citation, on est en droit de se demander si le parti cherchait simplement, par ses écrits, à souligner les contradictions du régime ou s'il adhérait « affectivement » à cette idée d'un Empire uni où les colonies, au même titre que les districts portugais, composeraient le territoire national. Dans un autre texte, il lève toute ambiguïté :

« Portugais :

Est-il possible qu'apparaissent seulement un chef monarchiste et un parti, fausement accusé d'attenter à l'existence du Portugal comme nation indépendante, pour défendre l'intégrité nationale ?

Où est l'armée ? Où sont les autres patriotes ? Consentiront-ils à ce que les colonies portugaises renforcent l'Allemagne impérialiste et agressive qui, lors de la guerre de 14-18, [*illisible*] avec trahison tant de fils du Portugal ?

Ce n'est plus possible. Ce serait, pour eux, le plus grand déshonneur, ce serait un crime de lèse-patrie.

« L'intégrité nationale est en danger ! »

Portugais, tous, ne consentons pas à ce qu'ils vendent et mettent en miette notre terre. Unissons-nous contre la trahison, sauvons le Portugal ! »<sup>161</sup>.

<sup>159</sup> « Angola já é Alemão ? », *Avante!*, série II, n° 58, 2<sup>ème</sup> semaine de novembre 1937, p. 1.

<sup>160</sup> « Portugal já é uma colónia alemã », *Avante!*, série II, n° 49, 1<sup>ère</sup> semaine de septembre 1937, p. 3.

<sup>161</sup> *Está em perigo a integridade nacional, op. cit.* Les mots soulignés sont en majuscules dans le texte original.

Quand le PCP appelle ses lecteurs à « sauver le Portugal » dans un texte où il se réfère également à la perte éventuelle des colonies au profit de l'Allemagne, le doute initial s'estompe. Le PCP ne cherchait pas simplement à souligner les contradictions de Salazar, il défendait l'idée d'un Empire « portugalement » uni. Pour lui, les possessions africaines faisaient partie du territoire portugais, il l'exprimait ailleurs encore plus clairement : « Le Portugal, sous un gouvernement antipopulaire et antinational, travaille avec empressement, à la remise aux Allemands de l'Angola qui fait partie du Portugal depuis des siècles ! »<sup>162</sup>. Le PCP se montre perméable aux représentations portugaises de l'Empire et se détache des analyses léninistes sur la question coloniale. Il oublie la nature de la colonisation, de l'impérialisme, des rapports de domination. Fini l'anticolonialisme « approximatif » des années 1920 ou l'anticolonialisme clair, quoique *minimaliste*, du début de la décennie ; en 1937, le PCP adopte un ton pro-colonial ou à tendance colonialiste en préconisant la défense de l'intégrité territoriale du Portugal et de ses colonies.

Être colonialiste impliquait la défense du principe de colonisation, d'une politique coloniale visant à développer les territoires sous dépendance. Le PCP ne proposait pas d'actions précises ; cependant, il remettait en cause les pratiques coloniales de l'État Nouveau. Selon lui, Salazar ne développait pas suffisamment les colonies et les administrait de manière archaïque créant ainsi les risques d'augmentation de la domination étrangère : « C'est en maintenant l'esclavage des Noirs que le fascisme entrave le développement des colonies et fournit à Hitler des arguments pour justifier les manœuvres qu'il entreprend dans le but de s'approprier les riches régions sous domination portugaise »<sup>163</sup>. Derrière de telles critiques de la colonisation salazariste, le PCP trahissait sa propre idée coloniale. En intervenant sur la question de l'esclavage et du travail forcé, qu'il s'acharnait à dévoiler et à critiquer, le parti révélait sa vision d'une « bonne colonisation ». Par exemple, contrairement à la décennie précédente, il connaissait et faisait connaître un peu plus les rudes conditions de vie des « pauvres noirs »<sup>164</sup>. Son objectif consistait à illustrer l'ampleur de la trahison de Salazar. Il n'était aucunement question d'appeler à l'organisation politique ou associative des masses africaines ; il fallait amener les

<sup>162</sup> « Checoslovaquia ou Angola ? », *Avante!*, série II, n° 77, 1<sup>ère</sup> semaine d'avril 1938, p. 1.

<sup>163</sup> « A escravatura ainda existe no « império colonial » », *Avante!*, série II, n° 48, 4<sup>ème</sup> semaine d'août 1937, p. 3.

<sup>164</sup> *Idem.*

colons blancs à guider les indigènes et à travailler main dans la main avec eux, dans un combat antisalazariste.

« La vie des blancs dans cette terre africaine malfamée que l'on nomme Angola est pratiquement aussi misérable que celle des indigènes. [...] Toutes les manifestations de la misère métropolitaine y sont déjà présentes. [...] À cause de l'émigration permanente de la main d'œuvre indigène, les blancs se retrouvent peu à peu à effectuer les travaux les plus durs, le gouvernement leur donnant les mêmes conditions de vie que celles qu'il donne aux Nègres. [...] Blancs d'Angola ! Votre situation misérable vous a déjà démontré qu'il [...] existe plus d'affinité d'intérêts entre vous et les Nègres, qu'entre vous et vos exploiters blancs. Unissez-vous aux Noirs, éclairez-les et lutez ensemble pour la défense de vos intérêts ! Combattez unis vos exploiters »<sup>165</sup>.

Le PCP proposait une administration différente de cette colonie où les exploités chasseraient les exploiters, mais n'envisageait pas une autonomie ou une indépendance de l'Angola. Il niait, également, les rapports sociaux de « race », c'est-à-dire les situations où, du simple fait de l'appartenance « raciale », une relation de domination/exploitation s'installait entre Blancs et Noirs. Il proposait, en négatif, sa politique coloniale : le pouvoir aux exploités. Le « particularisme » colonial n'existait pas ; le Portugal était l'Angola, et inversement.

Dans cette citation, on retrouve, également, cette idée de l'infériorité des Noirs, comme dans les années 1920. Les Blancs, plus conscientisés, devaient guider les colonisés. Cette hiérarchisation des races équivaut à la non-reconnaissance des cultures africaines. Elle existait chez les libéraux comme chez les marxistes, et, en 1937, les représentations n'avaient pas tellement évolué. Toutefois, l'importance de cette citation réside ailleurs, en cet autre argument qui conditionne la politique du PCP en matière coloniale des décennies suivantes : face à un ennemi commun, les Blancs fascistes, les exploités, blancs ou noirs, devaient s'unir. Pour le parti, le problème principal découlait non pas d'une contradiction de classe mais, en fait, de l'existence du fascisme. Il transposait mécaniquement en Angola le Front populaire ou l'Union nationale de métropole. Son objectif premier résidait dans le renversement du fascisme.

« Comme on peut le voir, le Portugal qui avait pour plus beau titre de gloire son doux et humanitaire système de colonisation, aujourd'hui, non seulement met en esclavage l'indigène mais aussi ses propres fils qui vont chercher dans les colonies ce travail que la métropole leur refuse. [...] Pour tous ces motifs, il est urgent que nous fassions une intense propagande pour que soit créés dans les

<sup>165</sup> « Império colonial, império da fome », *Avante!*, série II, n° 49, 1<sup>ère</sup> semaine de septembre 1937, p. 2.

colonies des syndicats où les travailleurs blancs et noirs trouvent ensemble les moyens de défense qui leur manquent aujourd'hui »<sup>166</sup>.

Pour faire le procès de Salazar, le parti prenait comme point de comparaison le système d'administration de la République. Aussi, même si les propositions communistes n'existaient pas en tant que telles, on peut dire que le PCP possédait une sorte de programme colonial que l'on découvre au travers des idéaux qu'il condamne ou réproouve.

L'absence de dénonciation non pas du colonialisme salazariste mais du colonialisme en tant que tel ne cadre pas avec les principes léninistes. Certes, pendant la décennie précédente, le PCP avait posé que les colonies africaines n'étaient pas prêtes à profiter de leur indépendance. Mais, il leur avait tout de même reconnu, au moins théoriquement, le droit à se séparer de la métropole et avait dénoncé le principe même du colonialisme (en Chine et au Maroc par exemple). En 1931, il avait adopté un ton radical. En 1937, il se contente de critiquer la politique de l'État Nouveau. Cette attitude découle de sa perméabilité au mythe impérial portugais, la patrie englobant les territoires tropicaux. Mais, les stratégies de l'IC purent conforter le PCP dans ses discours patriotiques et colonialistes. Les craintes de Staline quant à d'éventuelles attaques contre l'URSS, dans le contexte de montée du nazisme, l'amenaient à limiter coûte que coûte le nombre de ses ennemis potentiels.

Donc, le PCP connaît durant cette période une « déviation colonialiste » par sa propension à considérer portugaises les colonies du Portugal et à nier, en conséquence, leur situation particulière, et par les modèles de colonisation auxquels il se réfère. Il ne s'agit pas simplement de protéger ces territoires d'autres impérialismes qui tenteraient de les accaparer — préoccupation qui ne devrait pas, au demeurant, intéresser un parti internationaliste — ni même d'appliquer la tactique du Front populaire ; non, le PCP dévoile son incapacité à imaginer l'éclatement de « sa » terre, entendue dans l'imaginaire national de ces années 1930 comme comprenant les colonies d'outre-mer.

---

<sup>166</sup> « O paraíso fascista em Angola », *Avante!*, série II, n° 71, 3<sup>ème</sup> semaine de février 1938, p. 3.

### **3/ Le PCP : du suivi des directives moscovites aux critiques de l'IC.**

Lors des premiers congrès de l'IC, la hiérarchisation du rôle des luttes prolétariennes et coloniales dans l'avènement de la révolution mondiale avait engendré un vif débat. Sous Staline, la question ne se posait plus. La libération des « camarades » africains passait par la victoire du prolétariat dans les États capitalistes. Le dirigeant qualifiait même, lors du VI<sup>e</sup> Congrès, de 1928, l'impatience des militants coloniaux « d'attitude antirévolutionnaire ». Ils devaient reléguer leurs combats à plus tard, dans un temps futur, indéterminé et incertain. Par ailleurs, la théorie du « socialisme dans un seul pays » prônée par Staline conditionnait de plus en plus la politique du mouvement communiste international. Les PC européens suivaient les choix stratégiques de Moscou et s'engouffraient dans une défense inconditionnelle de l'URSS. Ils subordonnaient alors la lutte des Africains à ces impératifs. Ces derniers voyaient la légitimité de leurs revendications fondre peu à peu au nom des priorités communistes. Le Congrès de 1935 enterra clairement leur lutte.

À ses origines, l'IC intégra des militants noirs dans ses rangs. Les premières années, ils n'occupèrent qu'un rôle de second plan, la rareté des publications de l'IC sur la question en témoigne. En revanche, en 1930, un groupe d'anthropologues et d'ethnologues communistes émergea et travailla aux affaires africaines. Pourtant, en 1934-35, les récents appuis du Komintern aux mouvements de libération africains se réduisirent. D'une part, Moscou prédisait la trahison des bourgeoisies nationales locales qui succomberaient à la tentation d'un compromis avec l'impérialisme. Elle aidait donc avec une extrême prudence les groupes des colonies engagés dans cette voie. D'autre part, elle cherchait à contenir Hitler et à se protéger de toutes les attaques en maintenant la stabilité des frontières de l'époque.

Lors du VII<sup>e</sup> Congrès, celui de 1935, dans une même logique, elle décida d'abandonner la Ligue anti-impérialiste qu'elle avait alimentée jusqu'alors et de se concentrer sur la lutte antifasciste. Ainsi, Staline demanda-t-il seulement « l'émancipation nationale » de l'Abyssinie, l'Albanie et l'Autriche, et quelques réformes « raisonnables » pour les colonies françaises et anglaises<sup>167</sup>. Cette distinction visait à rassurer les alliés potentiels de l'URSS, la France et l'Angleterre,

---

<sup>167</sup> Voir Moussa CONDE, *L'Attitude du PCF face à la décolonisation de l'ouest africain français, 1944-1956*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, 1983, multigr., p. 66.

toutes deux puissances coloniales. En outre, Staline cherchait à former avec elles un « front de paix », tâche qui lui semblait plausible puisqu'un accord d'assistance mutuelle, signé le 2 mai 1935, l'unissait à la France. Le travail des militants des PC des métropoles était d'œuvrer dans le même sens que lui et de donner des garanties à leurs gouvernements respectifs.

Lors de sa visite à Moscou, Laval s'accorda avec Staline pour dire que rien ne devait affaiblir la « défense nationale », afin de garantir la paix (déclaration du 15 mai 1935). Suite à cette intervention, le PCF laissa peu à peu la question coloniale de côté et soutint le gouvernement de Front populaire contre les mouvements d'émancipation des territoires sous domination. Sous prétexte que Hitler pourrait spolier les colonies, le PCF en refusait leur indépendance. Il avançait un argument identique à celui du PCP, conséquences des stratégies soviétiques : entre deux impérialismes, mieux valait choisir le sien. Le PCP revendiquait, en effet, le rapprochement de son pays avec l'Angleterre et désignait du doigt les ennemis de l'URSS et d'un Portugal démocratique et souverain : l'Allemagne et l'Italie. Il menait de front deux campagnes : l'une combattait le fascisme, l'autre isolait les adversaires de Staline. Entre l'impérialisme étranger et l'impérialisme portugais, le PCP choisissait son propre impérialisme, dénonçant le prétendu émiettement de l'Empire.

Le PCF souhaitait, également, améliorer le type d'administration coloniale en cours, au nom des dangers encourus :

« Le Bureau politique a entendu un rapport sur la situation des peuples coloniaux. Il a décidé de demander que des mesures soient prises pour venir en aide aux populations coloniales et pour leur assurer de meilleures conditions d'existence. Il importe de répondre ainsi aux immenses espérances que suscita la victoire du Front populaire et de contrecarrer efficacement, grâce à une large politique de solidarité humaine, les agissements du fascisme hitlérien, mussolinien et de la réaction japonaise dans les colonies »<sup>168</sup>.

Comme le PCP, le PCF défendait une colonisation positive, dans le style des congrès de l'Internationale socialiste de 1904 et 1907. Il critiquait légèrement la politique coloniale de la France au nom d'un certain humanisme mais ne remettait pas en cause la colonisation en tant que telle. Il opérait ce tournant au nom des nécessités présentes.

---

<sup>168</sup> Extrait du procès-verbal du Bureau politique du PCF (réunion du 2 décembre 1937), *Cahiers du bolchevisme*, n° 12, janvier-février 1938, p. 1184. Cité par Jacob MONETA, *le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Paris, Maspéro, 1971, p. 133.

Face à la menace fasciste, il prônait, lui aussi, l'union de tous les exploités :

« La revendication fondamentale de notre parti communiste concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit à l'indépendance. Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France, et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, sous le joug de Mussolini ou de Hitler »<sup>169</sup>.

Le PCP, quand il proposait l'alliance des travailleurs noirs et blancs contre les exploités blancs au sein de syndicats uniques, ne se distinguait pas du PCF. Je disais qu'il récusait tout rapport de domination entre colons et colonisés, au nom de la douloureuse nécessité du combat antifasciste, qu'il niait les rapports sociaux de « race ». Le PCF agissait d'une manière similaire, les deux PC s'inscrivant dans les stratégies définies par Moscou. Le PCP rappelait son internationalisme prolétarien ; en revanche, il ne faisait pas allusion, comme pouvait le faire dans cet extrait le PCF, aux droits des peuples à se séparer. Il est vrai que les pressions des militants émancipalistes dans les colonies françaises où existait, de surcroît, des PC, ne se comparaient pas à celles des Africains des possessions portugaises. L'histoire de l'organisation politique des Noirs de l'Empire portugais en était à ses débuts. De plus, le PCP n'entretenait aucun contact, dans les années 1930, avec des militants blancs ou noirs des colonies. Si, dans la décennie précédente, des échanges avaient eu lieu entre syndicalistes des différents territoires (essentiellement entre le Portugal et le Mozambique), ils avaient largement été rendus impossibles par la dictature et la clandestinité. Personne ne pressait le PCP de réaffirmer les principes de Lénine sur la question coloniale. Il se contentait, par conséquent, de prôner l'unité des exploités.

Le PCP, en donnant priorité à la lutte antifasciste au détriment d'une éventuelle lutte de « libération nationale », en critiquant le mode d'administration coloniale de Salazar, ne se démarquait pas du PCF. Il s'inscrivait dans la droite ligne des directives moscovites. Il les avait suivies, dans la première moitié des années 1930, en revendiquant la libération des territoires dominés et la lutte anti-impérialiste, dans le cadre de la tactique « classe contre classe ». Il faisait de même, à partir de la deuxième moitié de la décennie, en tentant de créer un Front populaire.

---

<sup>169</sup> Maurice THOREZ, *Rapport au IX<sup>e</sup> Congrès du PCF*, Arles, 25-29 décembre 1937. *Ibidem*, p. 132.



Se poser en « bon portugais » servait les priorités de l'Union soviétique. Au nom de la défense des intérêts nationaux, le PCP tentait d'isoler l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Les imaginaires national et colonial portugais ne semblaient donc pas constituer l'élément déterminant dans l'élaboration des positions patriotiques et colonialistes du parti. Pourtant, ses déboires avec l'Internationale, qui tentait de contenir certains propos des dirigeants portugais, nuancent cette première impression.

Dès la préparation du VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC, la question coloniale fut discutée. En effet, rappelons qu'une commission se mit en place, chargée de réécrire le projet d'intervention du PCP. Quelques points ne cadraient pas avec les nouvelles orientations de l'Internationale, comme la question syndicale. Une liste de tâches urgentes avait été également ébauchée et prévoyait dans son troisième et dernier point que le PCP devait :

« consacrer une attention spéciale au travail anti-impérialiste, en même temps, vaincre les faiblesses et les manques de son activité sur le terrain de l'organisation de la lutte pour la défense des intérêts des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme portugais, et les aider à mener cette lutte jusqu'à leur complète libération »<sup>170</sup>.

L'IC rappelait, par-là, ses directives de 1932. Elle ne critiquait pas encore les propos du PCP, mais par ses ajouts pointait les manquements du parti sur la question.

En revanche, en 1936, lors de la présentation du rapport sur la situation portugaise au Secrétariat roman par Pavel (Queiros, écrit Keiros dans les textes internationaux), les divergences entre stratégies soviétiques et « débordements » du PCP apparurent clairement. La transcription de ce rapport ainsi que des échanges tenus lors de cette réunion s'avère une mine d'information par les corrections manuscrites que les représentants de l'IC ont effectuées sur le texte dactylographié de Pavel.

En avant propos sur la question coloniale, le dirigeant portugais affirmait : « En aucun cas le gouvernement portugais ne sera d'accord avec le passage des colonies portugaises à une quelconque autre nation »<sup>171</sup>. Il parlait bien sûr du futur

<sup>170</sup> *Relatório apresentado ao VII<sup>o</sup> Congresso da IC*, publié in Bento Gonçalves, *op. cit.*, p. 117.

<sup>171</sup> Réunion du Secrétariat roman, *Question portugaise*, 14 avril 1936, rapport de Keiros (Queiros, Pavel), *op. cit.*, p. 16. En français dans le texte.

gouvernement d'un Portugal devenu démocratique. L'Union Soviétique craignait une coalition ennemie et désirait évaluer les risques qu'elle encourait. Pavel se montrait rassurant. Par ailleurs, quant à la situation actuelle dominée par la politique salazariste, il précisait qu'un large mouvement s'opposerait à une utilisation de l'Empire par les fascistes de tout bord, quelque soit la volonté de Salazar :

« Les monarchistes ont pendant longtemps appuyé la dictature, du moins ils n'ont pas lutté contre, mais l'année passée, sous l'influence de la menace de Hitler sur notre colonie, un chef monarchiste a publié une lettre dans laquelle il disait que le gouvernement portugais était absolument incapable de défendre nos colonies »<sup>172</sup>.

L'URSS n'avait donc pas à s'inquiéter : le Portugal entier, sauf Salazar, réagirait pour garantir la souveraineté du pays sur les territoires d'outre-mer. En revanche, les représentants de l'IC, dans un souci de cohésion entre le rapport de Pavel et leurs principes politiques corrigèrent le texte. Ils barrèrent le *notre* et le *nos* et les substituèrent par *les [colonies] portugaises*. Le différend sémantique illustre les difficultés du PCP à concevoir les territoires portugais comme séparés de la métropole.

D'ailleurs, Gueret semble désemparé devant le comportement du parti.

« keiros - Une autre question est celle des colonies. Dans leurs déclarations, les ministres déclaraient qu'ils ne sont nullement disposés à abandonner leurs colonies en aucune circonstance. Je crois que cela nous donne la possibilité de mener une campagne légale contre l'hitlérisme. On pourrait, pour l'agitation de la presse légale, poser des mots d'ordre comme celui-ci : « sauvons les colonies des appétits hitlériens », parce que nous ne pouvons pas défendre l'impérialisme portugais, mais nous ne pouvons pas accepter...

Gueret - c'est un drôle de mot d'ordre....

Keiros – En même temps nous nous opposons à toutes les négociations pour céder des colonies à Hitler. Pour l'amélioration des conditions de vie des masses indigènes, etc. \* Mais c'est une question que nous ne pouvons pas poser ouvertement dans la presse légale et il faudra trouver les moyens de faire une campagne légale »<sup>173</sup>.

Une fois encore, les correcteurs durent intervenir. Ils rayèrent la phrase soulignée et, au niveau de l'astérisque, rajoutèrent en manuscrit « Nous devons lutter pour la ligne du parti, pour les questions coloniales, càd (sic) auto-déterminations et indépendances ». De même, avant de passer au point suivant, qui

<sup>172</sup> *Idem.* Souligné par moi.

<sup>173</sup> *Ibidem*, p. 39.

abordait la politique électorale du parti, une main anonyme écrivit treize lignes supplémentaires. Elle tentait de traduire les bégaiements du PCP :

« Nous pourrions également dans la presse légale proclamer la nécessité d'améliorer les conditions de vie des masses indigènes, la participation des masses indigènes à l'administration civile et militaire des colonies, etc. Sans défendre la soumission à l'impérialisme portugais, nous devons, en profitant de toutes les possibilités légales, mener une grande campagne, contre les prétensions (sic) d'Hitler sur les colonies portugaises »<sup>174</sup>.

Certes, un usage du français plus maîtrisé que celui de Pavel donne, à la nouvelle formule, une clarté idéologique. Si *prétentions* est mal orthographié, en revanche, *c'est-à-dire* écrit en abrégé, atteste d'une certaine aisance de l'auteur eu égard à cette langue. Cependant, la différence d'écriture ne correspond pas seulement à une maîtrise plus ou moins bonne du français. Elle témoigne, également, d'un maniement approximatif des concepts marxistes-léninistes par Pavel. La réflexion de Gueret confirme cette sensation de jonglage théorique de la part du PCP. Proposer « Sauvons toutes les colonies des appétits hitlériens » comme mot d'ordre anticolonial ou en lien avec la question coloniale contrecarre les volontés soviétiques pour qui la participation des masses indigènes à l'administration des colonies et leur autodétermination constituent un meilleur objet de campagne.

Certes, l'IC n'évoquait plus la lutte pour l'indépendance des colonies mais elle souhaitait intégrer au combat antifasciste les peuples dominés et recherchait des mots d'ordre susceptibles d'être défendus par les colonisés. Or, celui proposé par le PCP ne concernait que les Portugais de métropole. La question restait, pour lui, une affaire d'Européens ; une fois de plus il semblait incapable de prendre en compte les colonisés. La tendance à dévaloriser les spécificités culturelles africaines, dans le contexte portugais et européen des années 1920 et 1930, était une attitude répandue et n'était pas propre au PCP. En revanche, ne pas réussir à associer à la lutte des Africains celle de la classe ouvrière de la métropole, tout au moins dans ce mot d'ordre proposé, reste une difficulté propre au parti.

Bien sûr, le PCF passait d'une dénonciation virulente du colonialisme français, au travers notamment du mouvement qu'il impulsait contre la guerre du Rif dans les années 1920, à un soutien complaisant de la politique coloniale du Front populaire français. Il n'en continuait pas moins à réaffirmer le droit théorique des territoires

---

<sup>174</sup> *Idem.*

dominés à se séparer ; que ce soit par « réflexe » anticolonial ou par pressions de militants coloniaux importe peu. Il tentait d'aménager ce droit mais avait le souci de garder à ses côtés les colonisés en lutte. Le PCP, lui, montre plus de réticences à concilier les deux. Pour sa défense, il faut ajouter que contrairement au PCF, qui parlait surtout de l'Afrique du Nord et de l'Indochine et très peu, voire pas du tout, des colonies françaises d'Afrique noire, le PCP « n'avait », lui, que des territoires en Afrique noire. Or, qu'ils soient français ou portugais, ces derniers, s'ils connaissaient parfois quelques révoltes que certains qualifièrent d'« anticoloniales », ne possédaient pas de mouvement d'émancipation capable de faire pression sur le parti de métropole. De plus, la décolonisation potentielle des colonies portugaises d'Asie, Macao et Goa, ne passait pas par des indépendances mais par des restitutions (voir chapitres suivants). Aussi, cette spécificité confortait le PCP dans ses travers.

Durant ces années 1936-38, le parti prouva son patriotisme par des écrits emphatiques où il lança des appels alarmants, où il attaqua l'impérialisme allemand, prétendument intéressé par les colonies portugaises, et où il décrivit les sacrifices communistes opérés pour le bien de la nation. Il s'appropriâ l'histoire du Portugal, dans son ensemble, de ses rois, de ses écrivains et de « ses Découvertes ». Il adhéra ainsi pleinement à l'idée d'un pays uni, composé des territoires européens, africains et asiatiques et développa, sous couvert de redécouverte du phénomène national, des propos pro-coloniaux. La « ferveur » de ses « dérapages » n'attestait pas d'un simple suivi inconditionnel de la politique moscovite mais démontrait sa perméabilité à l'imaginaire colonial portugais.

### **CONCLUSION.**

L'étude des positions coloniales du PCP entre 1926 et 1938 fait apparaître une période mouvementée. Tout d'abord, de 1926 aux années 1930-31, l'organisation publia très peu de textes, la question coloniale resta absente. Ensuite, de 1931 à 1935, le PCP présenta des revendications anti-impérialistes et anticolonialistes offensives. Enfin, de 1936 à 1938, il adopta un discours patriotique et de tendance colonialiste. La recherche d'une cohérence, d'une logique interne à la question coloniale semble à première vue complexe.

Le contexte international et les tactiques de l'IC fournissent un élément d'explication. Sur le fond, le PCP poursuivit une stratégie identique à celle d'autres partis comme le PCF par exemple. Mais, contrairement à ce dernier, il alla jusqu'à « oublier » dans son argumentaire les mots d'ordre anticolonialistes *minimalistes*, ne rappela même pas le droit à la séparation des peuples dominés. L'élément national, la différence de contexte interviennent ici. En effet, la propagande de l'État Nouveau créa une confusion entre nation et Empire. Défendre le Portugal revenait à s'associer à sa mission civilisatrice ancestrale, à adhérer à l'idée d'un Empire uni, à considérer les colonies comme partie intégrante du Portugal. De fait, le PCP se montra perméable à son environnement national et reproduisit dans ses colonnes les archétypes de cet imaginaire colonial. Si, dans la France de l'entre-deux-guerres, les gouvernements se lancèrent à la conquête de l'opinion publique et orchestrèrent, également, une propagande coloniale conséquente, elle ne revêtait pas, par la nature même du régime, l'amplitude de celle développée au Portugal. Ensuite, contrairement au PCF qui avait une influence certaine sur les petits colons d'Afrique du Nord et d'AOF et les milieux anticoloniaux africains, le PCP n'entretenait aucun contact avec les colonies et ne disposaient pas de militants sur place qui auraient pu infléchir ses tendances colonialistes.

## **Conclusion.**

Le PCP des années 1926-1938 réussit le tour de force d'ériger, dans la tourmente des répressions salazaristes, une culture politique communiste reconnue tant par la « maison » que par les autres forces d'opposition portugaises. Après quelques années d'errance, il entreprit, aux alentours de 1928-29, sa « bolchevisation » et appliqua à la lettre les orientations de l'Internationale. Certains particularismes locaux (influence des anarcho-syndicalistes, absence de social-démocratie) rendirent la tâche plus ardue, mais le PCP ne fléchit pas. Il suivit même la tactique « classe contre classe » alors que les « fascistes » étaient déjà au pouvoir au Portugal. Il opéra, comme tous les PC d'Europe, un prompt virage, en 1935-36.

Sa politique coloniale épousa les mêmes contours chronologiques et idéologiques : jusqu'en 1935, il se montra virulent sur la question coloniale dans le but de prouver sa spécificité : il défendait *seul* les opprimés, européens ou africains. Par la suite, afin d'élargir la base unitaire de la lutte antifasciste et dans la redécouverte du phénomène national par les PC en général, il revit ses écrits. De plus, on protégeait l'URSS, « patrie du socialisme », redonnant par-là même une valeur politique positive au patriotisme. Le PCP dénonça Salazar sur sa politique coloniale et se posa en véritable et unique défenseur des intérêts nationaux et coloniaux. L'absence d'une quelconque pratique anticoloniale, de liens avec des militants, africains ou blancs, des colonies favorisa indéniablement le virage du PCP qui n'eut, finalement, qu'à modifier son discours.

Si les élans patriotiques du parti se comprennent dans le cadre des nouveaux choix stratégiques de l'IC, cette dernière intervint, pourtant, en 1936, pour contenir un PCP trop « colonialiste ». L'environnement national du parti peut expliquer ses « dépassements » des consignes internationales. Cela dit, en rompant les liens qui l'unissaient au parti, l'Internationale en accentua l'isolement idéologique, contribuant peut-être ainsi à l'émergence de textes pro-coloniaux. S'affirmer communiste internationaliste se révélait problématique dans ces années 1937-38 puisque les contacts avec l'IC, référent identitaire du PCP, disparurent. La perte de cette liaison, à forte composante symbolique, amena peut-être certains militants à se « raccrocher » à leur autre point d'ancrage : leur nationalité ?



## **CHAPITRE III**

**1939 - 1949,**

**L'ANTICOLONIALISME COMMUNISTE SACRIFIE  
SUR L'AUTEL DE L'UNITE ANTISALAZARISTE**





## Introduction

Dès son déclenchement, les divers protagonistes envisagèrent la Deuxième Guerre mondiale comme le combat final entre États totalitaires et démocraties. La cascade d'appels à la mobilisation générale sonna donc comme la prolongation de la guerre civile espagnole, répétition du grand conflit à venir. Chaque acteur impliqué y avait trouvé le terrain d'expression et de défense de ses idéaux politiques. D'un côté, l'appui de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie mussolinienne aux troupes du général Franco avait cimenté les forces antidémocratiques et, de l'autre, la solidarité du mouvement ouvrier international envers les républicains, les révolutionnaires et tous les résistants espagnols avait donné naissance au bloc des antifascistes ; leur confrontation était bien déjà celle de deux visions différentes de la nation et du monde.

Fin 1939, à l'aube du deuxième conflit mondial, ces résistants espagnols de la première heure mirent de côté la « trahison » du Front populaire de Léon Blum et de cette France républicaine<sup>1</sup>, les manœuvres contrerévolutionnaires de l'URSS stalinienne<sup>2</sup> et se joignirent aux armées régulières des Alliés pour tenter d'enrayer les processus tyranniques.

Les opposants portugais, pour certains frères d'armes des antifascistes espagnols, pouvaient également se saisir de l'universalité de ce combat pour entreprendre de renverser Salazar. Pourtant, la tâche s'annonçait ardue. D'une part, l'État Nouveau se déclara très vite neutre et maintint tout le long du conflit cette position, qui n'excluait pas des démonstrations d'amitié envers l'Allemagne ou l'Angleterre selon les humeurs. D'autre part, le PCP, principale force de l'opposition nonobstant son état cacochyme, soutint la signature du Pacte de non-agression

---

<sup>1</sup> Sur la non-intervention de la France, voir par exemple Jean LACOUTURE, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977, pp. 352 et 353.

<sup>2</sup> Sur l'attitude de l'URSS pendant la guerre civile espagnole, voir Pierre BROUE, *Staline et la Révolution*, Paris, Fayard, 1993, 365 p. ; Julian GORKIN, *Les communistes contre la révolution espagnole*, Paris, Belfond, 1978, 252 p. Pour une analyse différente, voir Pierre VILAR, *Histoire de l'Espagne*, Que Sais-je ?, Paris, PUF, 1986, 127 p.

germano-soviétique par Staline et défendit, face aux impérialismes de tous bords, la neutralité du prolétariat. La démarcation de Salazar par rapport aux puissances de l'Axe et la politique de non-intervention du PCP ne favorisaient pas l'action des résistants.

Cependant, l'attaque de l'URSS par Hitler le 22 juin 1941 bouleversa la scène politique portugaise. Le parti portugais s'engagea alors dans la bataille et profita d'une contestation sociale grandissante pour renflouer ses effectifs. Il devint hégémonique au sein des forces antifascistes dans la classe ouvrière même si ses crises internes firent quelque temps passer au second plan son intervention politique. En effet, en 1940-41, des militants décidèrent de réorganiser un parti en déliquescence, ce qui eut pour effet de faire apparaître, pour la deuxième fois dans l'histoire de l'organisation, deux PCP. En 1943, l'un de ces partis tint un congrès, illégal, et en scella ainsi le devenir. « Vainqueur », il renforça les règles du fonctionnement clandestin et élaborait un réel programme de politique générale. En réponse à l'appel de Moscou pour la création d'un Front mondial antifasciste, il fit de l'unité son premier objectif politique. Une première analyse globale de la question coloniale fut également présentée à ce congrès. Mais, les différentes résolutions adoptées en ce domaine différaient à tel point des positions des autres antisalazaristes qu'il les sacrifia bien vite afin de préserver l'unité nationale antifasciste. Cette ligne de conduite marqua durablement la politique coloniale du parti et revêtit ainsi une importance capitale dans cette étude.

Cependant, ce « sacrifice » n'équivalait pas au complet abandon par le parti de cette question. Soucieux d'élargir la base de la lutte antifasciste et donc de trouver de nouveaux alliés, il entreprit de fomenter un travail politique dans les colonies mêmes. Les années 1940 marquèrent alors l'heure des premières interventions communistes en Angola et au Mozambique.

Dans ce chapitre, je m'attacherai à présenter tout d'abord l'attitude des forces portugaises dans le deuxième conflit mondial : la neutralité de l'État Nouveau, le positionnement du PCP face aux revirements de la diplomatie soviétique et la réaction de ces deux adversaires quand les Alliés, puis les Japonais, envahirent le Timor oriental. Ensuite, j'aborderai le renouveau de l'opposition portugaise, de la montée de la contestation sociale à la réorganisation de ses principales composantes. Les stratégies mises en place par le parti afin de réaliser l'unité antifasciste y retiendront toute l'attention tant la question coloniale se retrouva au

centre des discussions entre les divers courants. Enfin, je terminerai en étudiant la trajectoire des démocrates portugais dans l'immédiat après-guerre et les prémices de la guerre froide. Ce nouveau contexte compliqua en effet la tâche que s'était assignée le PCP qui rencontra ainsi de sérieuses difficultés à maintenir une unité antifasciste et à faire vivre les revendications anticoloniales affichées dans la période précédente.



## **I/ Des neutralités dérangeantes.**

*Peut-être  
enivrée de fumées et de combats  
la terre ne relèvera-t-elle jamais la tête ?*

Maïakovski

Dans le contexte particulier de conflit mondial, tant l'attitude de l'État Nouveau que celle de son opposition communiste surprisent à bien des égards. Le Portugal, en raison des sympathies qu'il avait témoignées aux partisans du général Franco et de l'aide qu'il avait reçue des États fascistes dans la formation de sa police politique, paraissait devoir se ranger du côté des forces de l'Axe. Or, dès le 1<sup>er</sup> septembre 1939, Salazar choisit une politique de « neutralité » qui, bien qu'évolutive, se maintint tout au long du conflit.

De même, oserais-je dire, le PCP surprit ses compagnons de route et ses propres militants en prônant le *statu quo* entre la Dictature et les antisalazaristes. Le parti portugais, comme ses « partis frères », suivait en cela les directives kominterniennes et répondait à la stratégie de Staline matérialisée par la signature, le 23 août 1939, du Pacte de non-agression et de bon voisinage germano-soviétique. Le suivisme inconditionnel des options soviétiques caractéristiques des PC se doublait pour le PCP d'une volonté de réintégrer « la maison », de se racheter aux yeux de cette Internationale qui l'avait écarté. Tels des séides, certains dirigeants du parti approuvèrent ce pacte et en appliquèrent les préceptes ; d'autres dénoncèrent une trahison et en refusèrent l'application au nom de leurs valeurs politiques. Le malaise s'atténua quelque peu après l'entrée en résistance des communistes du monde entier à la suite de l'attaque de l'URSS par l'Allemagne nazie le 22 juin 1941.

À partir de cette date, le PCP réapparut sur la scène publique avec la publication d'une nouvelle série de *Avante!*, en août 1941 précisément. Il revêtit ses habits d'opposant acerbe et, malgré ses apories apparentes, dénonça les tergiversations salazaristes. Il se saisit de la question de Timor pour souligner les effets néfastes des amitiés de l'État Nouveau et exprimer à nouveau ses positions national-patriotiques.

Je présenterai la neutralité salazariste, puis celle du PCP pour comprendre l'enjeu que représentèrent, pour l'une et l'autre des parties, les colonies portugaises.

**A/ L'ALLIANCE LUSO-BRITANNIQUE ET LA NEUTRALITE DE L'ÉTAT NOUVEAU.**

Dès la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre et le Portugal avaient entamé une politique d'alliance qui marqua durablement les choix portugais en matière de politique étrangère<sup>3</sup>. Tout au long des siècles, les dirigeants portugais réitérèrent ces orientations devenues traditionnelles d'autant plus qu'au XIX<sup>e</sup> siècle elles leur garantirent la préservation et le développement de l'Empire africain<sup>4</sup>. Quand le Portugal tenta de sortir des cadres existants, il essuya des échecs cuisants comme l'illustra l'épisode de l'ultimatum britannique de 1890<sup>5</sup>. La guerre anglo-boer de 1899-1902, en permettant au Portugal d'obtenir d'une Angleterre en position de faiblesse des garanties quant à la défense de son Empire colonial africain, scella définitivement l'alliance entre les deux pays.

À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, l'opposition républicaine se montrait critique face à ce partenaire anglais qui avait humilié le pays (1890) et construisait son identité patriotique dans la répudiation de la « vieille dame ». Toutefois, avec l'avènement de la I<sup>e</sup> République le 5 octobre 1910, les républicains désormais au pouvoir s'appuyèrent sur l'Angleterre, qui avait été la première des nations européennes à reconnaître le nouveau régime le 11 septembre 1911, pour en faciliter l'acceptation par la communauté internationale. À partir de là, Lisbonne, que son allié ne ménageait pourtant pas, accepta de satisfaire à bon nombre d'exigences de l'Angleterre et se montra attentive aux évolutions de la diplomatie britannique<sup>6</sup>. Bref, la traditionnelle politique d'alliance luso-britannique survécut aux velléités de révolte républicaine et perdura sous le nouveau régime. Il en fut de même lors du coup d'État militaire de 1926.

<sup>3</sup> La première alliance entre l'Angleterre et le Portugal fut scellée par la signature du traité de Windsor en 1373. En 1703, le traité de Methuen réaffirma les liens entre les deux pays et inclut une forte composante de politique économique et commerciale.

<sup>4</sup> Voir chap. I, pp. 82-83.

<sup>5</sup> La politique d'alliance luso-britannique suivie par le ministre des Affaires étrangères, Andrade Corvo (1871-1877 et 1878-1879), et les tentatives de sortie de cette alliance réalisées par le ministre Barros Gomes (1886-1890) sont présentées dans l'article de Fernando COSTA, « Do Ultimatum à República », *História* (Lisbonne), n° 32, janvier 2001, pp. 18-27.

<sup>6</sup> L'attitude de l'Angleterre, entre autres, poussa le Portugal à participer à la Grande Guerre. En effet, la République avait proclamé tout d'abord sa neutralité. Elle se disait du côté de l'Angleterre mais non contre l'Allemagne. Cependant, après l'impact de l'offensive allemande en septembre 1914, les Anglais l'invitèrent le 10 octobre 1914 à rejoindre les Alliés. De plus, préoccupée par la dangerosité des transactions germano-britanniques de 1913-14 que l'attaque du Nord du Mozambique, le 25 août 1914, par des troupes coloniales allemandes venait, à ses yeux, confirmer, elle entra en guerre le 16 mars 1916.

### **1/ Maintien de l'alliance traditionnelle.**

Avec l'instauration de la Dictature, le 28 mai 1926, la situation n'évolua guère sur ce plan. Puis, Salazar refusa l'implication trop grande du pays dans des instances supranationales comme la SDN, pensant qu'elle pourrait mettre en danger la souveraineté du pays. Il poursuivit alors la « vieille alliance » et se tint à l'écart des questions internationales. Cependant, la guerre civile espagnole l'amena à s'intéresser davantage à la politique extérieure du Portugal<sup>7</sup>. Il s'agissait pour lui de combattre le républicanisme menaçant à ses frontières en appuyant les troupes franquistes. Il collabora, par exemple, à la prise sanglante de Badajoz le 14 août 1936 et fournit armes et munitions aux nationalistes espagnols. Au départ, la Grande-Bretagne vit d'un mauvais œil cette collaboration entre les deux pays mais, œuvra à la mise en place du Pacte ibérique, traité de non-agression luso-espagnol, dont elle soutint la signature le 17 mars 1939. En effet, malgré l'attitude du Portugal, elle souhaitait avant tout, à la lumière des derniers événements et dans la perspective d'un conflit européen, neutraliser la péninsule — ce que consacrait le fameux pacte<sup>8</sup>.

En dehors de l'épisode espagnol, la politique étrangère de l'État Nouveau de la décennie 1930-1940 ne révolutionna pas les liens anciens établis avec l'Angleterre. Le rôle tenu par la Grande-Bretagne au sein de l'économie portugaise expliquait, en partie, la politique poursuivie par Salazar. Si l'orientation protectionniste adoptée par le Président du Conseil l'amenait à diversifier les échanges extérieurs portugais et à diminuer le commerce avec l'Angleterre, « on ne pouvait pas parler d'une substitution du rôle traditionnel de ce pays dans les échanges portugais durant cette période [1928-38] ». La Grande-Bretagne représentait à elle seule 22,29% du commerce extérieur portugais en 1935 et 18,27% en 1938<sup>9</sup>. Le Portugal devait, par conséquent, ménager Londres.

---

<sup>7</sup> Salazar récupéra d'ailleurs le portefeuille des Affaires étrangères de 1936 à 1947 et celui de la Guerre de 1936 à 1944.

<sup>8</sup> Voir Yves LEONARD, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996, pp. 155-164.

<sup>9</sup> Citation et chiffres tirés de Fernando ROSAS, *O Estado Novo nos anos trinta, 1928-1938*, Lisbonne, Estampa, 1986, p.135. Pour comparaison, le commerce avec l'Allemagne représentait 13,31% du commerce extérieur en 1935 et 15,58% en 1938 alors que la politique de l'État Nouveau était de diversifier ses échanges extérieurs afin de rompre avec sa dépendance traditionnelle envers l'Angleterre.



À la veille du conflit, l'État Nouveau se sentait tranquilisé par la signature du Pacte ibérique qui neutralisait son principal « ennemi » et consolidait ses frontières. De plus, malgré les fortes tensions des années 1936-37 avec l'Angleterre qui récusait l'engagement portugais aux côtés des franquistes, il s'inscrivait dans une continuité en matière diplomatique et protégeait ainsi son Empire colonial. Cela dit, l'émancipation dont il fit preuve au moment de la guerre civile espagnole en prenant quelques initiatives propres altéra son habituel dévouement à la cause britannique. Il récidiva lors du deuxième conflit mondial.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, Salazar déclara de manière unilatérale la neutralité du Portugal. Cette option s'inscrivait certes dans les objectifs du *Foreign office* dont nous avons vu qu'ils visaient à neutraliser la péninsule ibérique. La décision de septembre 1939 avait le mérite, aux yeux des Anglais, de contenir l'Espagne franquiste qui s'était montrée menaçante en signant, sur proposition italienne et contrairement au Portugal, le Pacte antikomintern<sup>10</sup> de mars 1939. Avec une péninsule non belligérante, il s'agissait de protéger Gibraltar et les archipels portugais de l'Atlantique, véritables postes de contrôle des routes océanes. Par conséquent, la neutralité portugaise satisfaisait Londres qui, même si cette position émanait au départ entièrement de Lisbonne, non seulement l'approuva mais l'appuya comme elle allait soutenir les diverses initiatives de l'État Nouveau durant le déroulement de la guerre.

Cette déclaration de neutralité collait aux enjeux géostratégiques anglais mais résultait également d'un état désastreux des capacités militaires portugaises. Le programme de réarmement approuvé en 1935 par le gouvernement avait pris un sérieux retard. En effet, le refroidissement des relations luso-britanniques en 1936-37 avait privé l'État Nouveau de son principal fournisseur d'armes et, bien que l'Allemagne se substitua un temps à l'Angleterre, lors de la menace d'une invasion allemande à partir de l'Espagne en 1940, la capacité militaire portugaise s'avéra limitée. Ainsi, une seule division prit position le long de la frontière avec des

---

<sup>10</sup> Le 25 novembre 1936, l'Allemagne et le Japon signaient le Pacte antikomintern rejoints par l'Italie le 6 novembre 1937 puis la Hongrie, l'Espagne et le Mandchoukouo (Manchourie occupée depuis 1932) au printemps 1939. Ensemble, ils renouvelèrent ce pacte pour cinq ans le 25 novembre 1941 malgré les accords bilatéraux passés par l'Allemagne et le Japon avec l'URSS : Pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939 et traité de neutralité entre l'URSS et le Japon d'avril 1941.

munitions pour seulement trois jours<sup>11</sup>. Cette situation pitoyable fut d'ailleurs résumée en 1943 par George Kennan, conseiller de légation nord-américaine à Lisbonne, en ces termes :

« En cas de conflits majeurs entre un grand pouvoir militaire continental et un grand pouvoir maritime extra-continental, le Portugal constituerait une pomme de discorde sinon un terrain de bataille. Ses frontières terrestres, pour anciennes qu'elles soient, sont, en dernière analyse, indéfendables contre le premier ; sa côte et son Empire sont également indéfendables contre le second. Par conséquent, sa sécurité dépend toujours de sa capacité à manœuvrer, à jouer une carte contre l'autre, à se « vendre » aux deux belligérants en sa qualité de neutre »<sup>12</sup>.

Effectivement, le Portugal joua différentes cartes et se rapprocha tantôt des Alliés tantôt des puissances de l'Axe, quand ce n'était pas des deux en même temps.

## **2/ Neutralités fluctuantes.**

Les historiens s'accordent à repérer trois phases dans les choix de l'État Nouveau en matière de politique militaire : de septembre 1939 à l'été 1940, de juillet 1940 à novembre 1942 et de 1943 à 1945.

Lors de la première phase, c'est-à-dire du commencement de la guerre à la défaite de la France et à l'arrivée des Allemands aux Pyrénées, la guerre apparaît encore très lointaine aux gouvernants et la Grande-Bretagne jouit d'un crédit positif au sein de la classe dirigeante, de l'Église catholique et de la population portugaise. Certes, dès août 1939, l'extrême droite nationale et en particulier le réseau national-syndicaliste, bien que s'étant montré favorable à la déclaration de neutralité du Portugal, diffusait une propagande pro-nazie<sup>13</sup>. Cependant, on comptait bon nombre de personnalités de la Dictature favorables à l'Angleterre tels l'anglophile Armindo Monteiro, alors ambassadeur à Londres, Marcelo Caetano, commissaire national de la *Mocidade portuguesa*, António Ferro, directeur du Secrétariat de la propagande nationale, ou bien encore António Lourenço, responsable de la PVDE, police

---

<sup>11</sup> Rapport du Major Général de l'Armée évoqué par José António TELO, « A neutralidade portuguesa na Segunda Guerra Mundial », in Nuno Severiano TEIXEIRA (coord.), *Portugal e a guerra, história das intervenções militares portuguesas nos grandes conflitos mundiais*, Lisbonne, Colibri, 1998, p. 113.

<sup>12</sup> Georges Kennan cité par J. M. de BRITO in J. M. Brandão de BRITO & Fernando ROSAS (dir.), *Dicionário de história do Estado Novo*, vol II, Portugal, Círculo de Leitores, 1996, p. 666.

<sup>13</sup> Sur les activités des partisans du national-syndicalisme de Rolão Preto et leurs liens avec certains membres de la Légion portugaise, voir António Costa PINTO, *Os Camisas azuis, ideologia, elites e movimentos fascistas em Portugal 1914-1945*, Lisbonne, Estampa, 1994, p. 293 et sq.

politique. Le Pacte de non-agression germano-soviétique et l'attaque de la Pologne catholique et conservatrice avaient servi indirectement à renforcer nettement cette sympathie. Cependant, le Portugal n'accorda aucune facilité économique à l'Angleterre afin de profiter pleinement de la situation et de témoigner à l'Allemagne de sa « réelle » neutralité. D'ailleurs, Salazar, jusqu'en juin 1940 et la reddition de la France, satisfaisait les deux parties. Il amadouait les Britanniques en leur octroyant quelques avantages et en leur promettant des accords commerciaux — ce qui amène les historiens portugais à qualifier la politique portugaise de cette période de « *neutralidade colaborante* » (neutralité collaboratrice) — mais soutenait Hitler en important des marchandises allemandes, lui procurant ainsi les devises nécessaires. La guerre touchait si peu le pays que le régime organisa même les commémorations des centenaires<sup>14</sup> et l'Exposition du Monde portugais en juin de la même année.

Pourtant, la défaite de la France changea la donne. L'Angleterre se retrouva en première ligne et les divisions *panzer* atteignirent les Pyrénées. Si le Portugal réaffirma le 12 juin sa neutralité, l'Espagne, elle, adopta une position de « non-belligérance » marquant ainsi ses prédispositions à soutenir l'Allemagne nazie. L'État Nouveau se sentit menacé, le voisin ibérique redevenant potentiellement ennemi et « l'opération Félix » envisagée par les Allemands en novembre 1940 prévoyait à partir de janvier 1941 l'invasion du Portugal et la prise de Gibraltar. Cependant, Franco, qui jouait lui aussi sur les deux tableaux en conseillant, par exemple, au Portugal de se détacher de l'Angleterre, signa finalement le protocole additionnel au Pacte ibérique en juillet 1940, réaffirmant ainsi ses engagements liés au traité d'amitié et de non-agression de 1939. Cette signature résultait du travail acharné de l'ambassadeur portugais à Madrid, Teotónio Pereira, qui visait à éloigner la menace espagnole et à s'assurer un interlocuteur potentiel auprès des puissances de l'Axe. Le danger s'éloigna alors peu à peu<sup>15</sup> et la péninsule n'entra pas dans le conflit.

---

<sup>14</sup> Pour rappel : centenaire de la fondation du Portugal en 1140 et de la restauration de la couronne en 1640 après la période d'unité dynastique avec l'Espagne (1580-1640).

<sup>15</sup> De plus, « l'opération Félix » ne se réalisa pas car l'Allemagne ne pouvait, entre autres, répondre aux exigences de ses alliés (Italie, Espagne) qui, sûrs de la victoire allemande, souhaitaient obtenir les colonies françaises en échange de leur soutien. De plus, une attaque contre le Portugal signifiait l'occupation immédiate par les Anglais des Açores à laquelle l'Allemagne répondrait par celle du Cap-Vert. Hitler s'engagerait ainsi dans une stratégie maritime risquée à ses yeux et préféra régler le problème du front Est. Voir António José TELO, « As relações peninsulares num periodo de guerras globais », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a guerra civil de Espanha*, Lisbonne, Colibri, 1998, p. 140-141.

Salazar, rassuré, ne croyait ni en la victoire des Alliés ni en celle de l'Axe mais imaginait une « paix de compromis ». Il revalorisa alors les secteurs germanophiles portugais dont faisait partie notamment le ministre de la Marine, Manuel Ortins de Bettencourt. Les relations avec l'Angleterre devinrent chaotiques ; une véritable guerre économique entre les deux pays se déclara. L'attaque de l'URSS le 22 juin 1941 par l'Allemagne et le rapprochement entre l'URSS et la Grande-Bretagne en mai 1942 ne firent que renforcer les tendances pro-allemandes au sein du régime.

Les Alliés considéraient alors les pays ibériques comme « neutres adjacents » au territoire ennemi, c'est-à-dire non-belligérants mais pro-Axe. Les historiens portugais parlent alors de « *neutralidade geométrica* » (neutralité géométrique) puisque le Portugal se tenait à équidistance de l'Allemagne et de l'Angleterre. Aussi, la péninsule ibérique eut-elle à souffrir du rationnement décidé par l'Angleterre dans le cadre de sa politique de blocus du continent européen décrété le 31 juillet 1940. Jusqu'en novembre 1942, le Portugal connut une phase difficile, la conjoncture économique devenant extrêmement défavorable malgré l'essor de la contrebande avec l'Allemagne (surtout à partir de mars 1942 quand les États-Unis participèrent au blocus). Le 28 novembre, cependant, Salazar signa avec les Alliés un accord commercial de guerre qui rendit les exportations possibles.

La fin de l'année 1942 annonça le tournant de la politique portugaise. L'Allemagne n'apparaissait plus invincible, surtout après la victoire de Montgomery sur Rommel à El Alamein et le débarquement anglo-américain le 8 novembre 1942 sur les côtes d'Afrique du Nord. En 1943, les Soviétiques sortirent vainqueurs de la bataille de Stalingrad, Mussolini était débouté en juillet, bref la victoire des Alliés semblait de plus en plus plausible. Ces derniers décidaient alors d'exiger un soutien réel de la péninsule ibérique ou de se passer de ses chefs. Franco nomma donc le 3 septembre le général Jordano aux Affaires étrangères en remplacement du germanophile confirmé Ramon Serrano Suñer et Salazar céda peu à peu à toutes les demandes alliées : facilités militaires aux Açores pour les Britanniques, refus de vente de wolfram<sup>16</sup> aux Allemands, par exemple, et sauva sa tête de justesse.

---

<sup>16</sup> Le printemps 1944 connut une période de tensions extrêmes entre Alliés et Portugais relativement à cette question. En effet, l'accord commercial en interdisant la vente, signé le 28 novembre 1942, avait expiré en février 1943 et Lisbonne, contre l'avis des Anglo-américains, augmenta ses exportations vers l'Allemagne. Le 5 juin 1944, Salazar décida la fermeture des mines de wolfram conscient des risques majeurs en cas d'obstination.

Le régime de Salazar réussit donc à traverser la guerre en maintenant une politique de neutralité, épousant les divers épisodes belliqueux ; d'abord bienveillante à l'égard de l'Angleterre, elle devint à partir du milieu de l'année 1940 plus favorable aux puissances de l'Axe pour se rapprocher à nouveau des Alliés à partir de mai 1943. Elle obéissait, entre autres, aux règles dictées par la Grande-Bretagne et les États-Unis qui évaluaient constamment les bénéfices engendrés par l'entrée du Portugal dans la guerre. Comme ils s'avéraient bien minces en comparaison de ceux rapportés par le maintien de cette politique de neutralité, l'État Nouveau put conserver ce cap et réussit ainsi à réaliser son principal objectif en matière de politique extérieure : maintenir la stabilité du régime.

La question des facilités accordées par le Portugal de Salazar, État autoritaire, totalitaire et fasciste pour certains, à l'Allemagne nazie interroge les chercheurs actuels. La fin des années 1990 vit ainsi surgir au Portugal de nombreux travaux relatifs à cette période qui, par leurs répercussions, mettent le débat sur la place publique. Les universitaires, les journalistes et autres chercheurs se penchent sur l'attitude de la Dictature face aux Juifs et sur « les transactions d'or effectuées entre les autorités portugaises et les autorités allemandes entre 1936 et 1945 » (objectifs de la Commission Soares nommée en 1999). Ces interrogations donnent lieu à des polémiques relativement fortes.

La multiplication récente des ouvrages sur le Portugal dans la Deuxième Guerre mondiale et les débats et sentiments qu'ils engendrent encore témoignent bien de l'ambiguïté de la neutralité portugaise maintenue tout au long du conflit par la volonté mutuelle des Alliés et des Allemands. En revanche, la position du PCP s'avère nettement moins questionnée. S'inscrivant dans l'attitude générale des partis communistes fidèles à l'URSS de Staline, elle semble admise. Pourtant, dans la famille des PC, le parti portugais dévoila, encore une fois, quelques spécificités.

## **B/ LE PCP ENTRE POSITIONS PRO-SOVIÉTIQUES ET FANTAISIES PERSONNELLES.**

L'état cacochyme du parti en 1938 ne laissait pas présager une activité idéologique ou une apparition militante très importante durant les années de guerre. La nouvelle génération d'étudiants et d'intellectuels du PCP, formée dans les années

1937-39<sup>17</sup>, entreprit, pourtant, un travail de publication dans des revues et des journaux. Ils s'initiaient à la critique littéraire et défendaient notamment le néo-réalisme ; ils assuraient surtout ainsi un minimum de visibilité aux idées communistes.

Cela dit, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le PCP restait extrêmement fragile. En métropole, il se résumait au noyau de Lisbonne ; à l'extérieur ses activités étaient entravées par la défaite des troupes républicaines espagnoles et l'accueil déplorable des exilés par la France<sup>18</sup>. *Avante!* avait cessé de paraître en mai 1938 et la direction du parti, entre exil et arrestation, était vacante. Avec la fuite de Francisco Miguel le 18 mars 1939 de la prison de Caxias<sup>19</sup>, la situation s'améliora quelque peu, permettant la création d'un nouveau secrétariat<sup>20</sup>, à la permanence cependant fragile.

Malgré cet état de déliquescence, l'appareil communiste poursuivit la réflexion théorique. Elle émanait essentiellement du camp de Tarrafal, aux îles du Cap-Vert, puisque « malgré l'isolement, [les prisonniers] accompagnaient toujours la situation nationale et internationale, [...] même les premiers pas du nazisme vers la Seconde Guerre mondiale. [Ils] avaient des informations sur les annexions et occupations nazies, sur le Pacte germano-soviétique »<sup>21</sup>. Les communistes détenus réagissaient ainsi aux questionnements suscités par la période. Or, plus que de simples militants, on rencontrait à Tarrafal la plupart des dirigeants du parti, notamment ceux de l'ORA (Organisation révolutionnaire de la Marine) et l'essentiel du Secrétariat. Entendant bien remplir leurs fonctions, ces dirigeants prenaient des décisions valables pour tous les militants communistes qu'ils se trouvent dans la colonie pénale ou à l'extérieur. Le camp constituait donc, à ce moment-là, un des centres vitaux de l'histoire du parti.

---

<sup>17</sup> Pour plus de détails sur les discussions entre intellectuels de cette période ou « les compagnons de route », voir José Pacheco PEREIRA, *Alvaro Cunhal, uma biografia política*, « Daniel », o *Jovem Revolucionário*, vol. I, Lisbonne, Temas & Debates, 1999, chapitre 10, pp. 337-366.

<sup>18</sup> *Unir*, revue des communistes en exil à Paris était interdit ; les Portugais étaient faits prisonniers à la frontière des Pyrénées et placés dans des camps. Voir Cristina CLIMACO, « Nos campos do Sudoeste de França (1939-41) », *Penélope* (Lisbonne), n° 16, 1995, pp. 30-31.

<sup>19</sup> Décrite par l'auteur dans : Francisco MIGUEL, *Das prisões à liberdade*, Lisbonne, eds Avante!, 1986, p. 47.

<sup>20</sup> Constitué par Álvaro Cunhal, Francisco Miguel et Ludgero Pinto Bastos.

<sup>21</sup> Gilberto de OLIVEIRA, *Memória viva do Tarrafal*, Lisbonne, eds Avante!, 1987, p.171.

De nombreux témoignages, parfois polémiques, nous informent de l'orientation politique de cette direction particulière et des débats en cours chez tous les prisonniers communistes<sup>22</sup>. Dès l'ouverture de la colonie pénale, les militants incarcérés se montrèrent fidèles aux exigences du parti qui prônait la continuation du travail politique dans les geôles salazaristes en créant l'OCPT (Organisation communiste de prisonniers de Tarrafal). Bento Gonçalves, José de Sousa et Júlio Fogaça du Secrétariat, en assuraient la direction, appuyés par Alpedrinha et Militão Ribeiro. L'OCPT fonctionna comme école de formation marxiste, élaborait les règles de conduite à tenir à l'intérieur du camp et se chargea des relations avec la direction de la colonie pénale et, entre prisonniers, avec l'OLP (Organisation libertaire de prisonniers). Le PCP ne se réduisait alors pas à la somme des militants libres tant l'OCPT joua le rôle d'une véritable direction.

La première algarade y survint dès 1937<sup>23</sup> ; néanmoins, la rupture prit réellement effet en 1941 avec l'expulsion des membres critiquant la ligne pro-soviétique, expulsion effective en 1943. La signature du Pacte de non-agression germano-soviétique s'avéra donc rédhitoire pour la cohésion interne de l'OCPT.

Rappelons que le PCP continental appuyait le fameux accord et le justifiait dans un document de septembre 1939. Après un rapide historique de la montée du fascisme, résultat des antagonismes entre pays capitalistes, et l'analyse de la nature impérialiste de cette nouvelle guerre, le PCP y concluait que : « il est faux de dire que le Pacte germano-soviétique a rompu les négociations anglo-franco-soviétiques. Au contraire, c'était l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations qui [...] a conduit l'URSS à signer le Pacte de non-agression avec l'Allemagne »<sup>24</sup>. Suivaient quatre pages où étaient déconstruits les arguments condamnant l'URSS et où il était affirmé que le pacte équivalait à une grande victoire du communisme sur le fascisme.

<sup>22</sup> Acácio Tomáz de AQUINO, *O segredo das prisões atlânticas*, Lisbonne, A Regra do Jogo, 1978, 448 p. ; Francisco MIGUEL, *Das prisões à liberdade*, op. cit., 125 p. ; Candido de OLIVEIRA, *Tarrafal, o pântano da morte*, Lisbonne, éd. República, 1974, 151 p. ; Gilberto de OLIVEIRA, *Memórias vivas...*, op. cit., 244 p. ; Manuel Francisco RODRIGUES, *Tarrafal, aldeia da morte*, Porto, éd. Brasileira, 1974, 327 p. ; Pedro SOARES, *Tarrafal, o campo da morte lenta*, Lisbonne, eds Avante!, 1977, 74 p.

<sup>23</sup> Avec l'arrivée, le 12 juin, de nouveaux déportés, dont des cadres communistes de l'appareil syndical clandestin, les divergences qui avaient existé entre militants sur le continent à propos des directives du VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC et de ses Fronts populaires syndicaux touchaient maintenant ceux de Tarrafal. José de Sousa soutint les partisans d'une non-application de ces directives, position notamment défendue par les nouveaux venus Virgílio de Sousa et Fernando de Sousa. La première césure survint alors au sein de l'OCPT. Par la suite, elles se multiplièrent et deux courants émergèrent : les « adeptes » de Bento Gonçalves et ceux de José de Sousa.

<sup>24</sup> *A segunda guerra imperialista e o pacto de Não agressão Germano-soviético*, feuillet du CC du PCP, sept. 1939, p. 4. FMS 2243-01.

Nonobstant cette prise de position de la direction, les opposants à ce Pacte ne manquèrent pas. Ils rejetaient le passage d'une politique de constitution de Front populaire antifasciste, qui faisait encore écrire en avril 1939 au PCP que « le danger concret et imminent [était] l'invasion du Portugal par les hordes du fascisme »<sup>25</sup>, à un accord entre frères ennemis. Cette « politique de neutralité » mettait à mal l'alliance avec tous les antisalazaristes prônée durant les années précédentes. Le parti se coupait des alliés qu'il s'était auparavant efforcé de séduire et se retrouvait, une fois de plus, isolé sur la scène politique portugaise. Toutefois, consciente de la perte de ses appuis et de ses compagnons de route, sa direction n'en obtempérait pas moins, souhaitant racheter la confiance perdue de l'IC. Dans cette même logique, le PCP allait appuyer et appliquer tous les virages de Moscou. Le 18 septembre 1939, par exemple, sans directives particulières<sup>26</sup>, il légitimait l'occupation d'une partie de la Pologne par l'URSS : « les troupes soviétiques ne prétendent pas faire des annexions par la force, [...] la force de l'Armée rouge ouvrière et paysanne vient d'empêcher le fascisme hitlérien d'étendre sa domination à une des régions que les capitulateurs des États « démocratiques » avaient déjà abandonnée »<sup>27</sup>. Du Pacte germano-soviétique au partage de la Pologne, le PCP se rangeait donc derrière Moscou.

Ce soutien inconditionnel à Staline impliquait des virages à cent quatre-vingts degrés pour l'IC<sup>28</sup> comme pour tous les PC. Mais le PCP eut la spécificité, d'une part, de gérer le changement d'orientation au sein d'un État fasciste et, d'autre part, de se créer quelques difficultés internes supplémentaires. En effet, la direction continentale connaissait un peu mieux les détails de la politique soviétique et soutenait l'URSS sans innover ou tenter de la devancer sur le plan idéologique, soucieuse qu'elle était de ne pas faire de nouvelles vagues. En revanche, de Tarrafal partirent quelques initiatives.

---

<sup>25</sup> *Estão em perigo a independência e a integridade de Portugal*, communiqué du PCP, avril 1939, p. 1.

<sup>26</sup> Rappelons que les dirigeants du Komintern et *a fortiori* ceux des PC nationaux et du PCP ne connaissaient pas le contenu du Pacte signé le 23 août. Si ce dernier prévoyait le partage de la Pologne, la clause était secrète et les PC, comme le monde entier, en comprirent l'existence avec l'invasion de la Pologne par les troupes soviétiques le 17 septembre.

<sup>27</sup> *A Polónia e a URSS*, communiqué du CC du PCP, 18 septembre 1939, 1 p. In *Estudos interdisciplinares sobre o comunismo e os movimentos comunistas* (Lisbonne), n° 0, 1980, annexe 4 p. 19.

<sup>28</sup> Sur l'alignement de l'IC derrière la diplomatie soviétique et sur ses difficultés à en appliquer les stratégies, voir B. H. BAYERLEIN, M. NARINSKI, B. STUDER & S. WOLIKOW, *Moscou-Paris-Berlin, télégrammes chiffrés du Komintern (1939-1941)*, Paris, Tallandier, 2003, 614 p.



Ainsi, Bento Gonçalves et l'OCPT proposaient à l'OLP (libertaires) en septembre 1939 une « *política nova* » (politique nouvelle). Le rôle primordial du secrétaire général dans cette initiative ne fait aucun doute. Dans un chapitre de *Duas palavras* (1941), censuré par la suite, Bento Gonçalves précisait les tenants et aboutissants de cette politique. Le secrétaire général, citant l'exemple de communistes français ayant rejoint les troupes régulières, y prônait le soutien au « Bloc de la paix » France-Angleterre-URSS jusqu'à, si besoin était, lutter avec le gouvernement portugais, potentiellement pro-britannique, pour défendre le territoire face à l'impérialisme allemand. Bento Gonçalves spécifiait bien qu'« au centre de cette politique était l'affirmation que [le parti] se plaçait au-dessus de toutes les luttes partisans et intégrait la défense de la nation contre l'ennemi qui tentait d'annihiler l'indépendance du Portugal »<sup>29</sup>.

Aussi, bien avant le soutien à la signature du Pacte germano-soviétique, le contexte de la Seconde Guerre mondiale amena le PCP à opérer un changement d'orientation : dans les années 1937-38, il dénonçait encore la « trahison salazariste » et, en 1939, au nom de la sauvegarde des intérêts de la nation, la direction de l'OCPT envisageait une collaboration avec l'État Nouveau. Selon Acácio Tomáz de Aquino, cette attitude ne manqua pas de créer, à l'intérieur de la colonie pénale, des dissensions entre prisonniers et entre communistes eux-mêmes :

« Le 3 septembre, l'OCPT vient proposer à l'OLP de participer à sa ferme résolution de communiquer au gouvernement de Salazar, par l'intermédiaire du directeur de la Colonie, sa disposition à se ranger de son côté ou de quelque autre, pour défendre le territoire au cas où il serait envahi »<sup>30</sup>.

Cela dit, le PCP de Tarrafal dut rapidement faire volte face ; pendant qu'il élaborait sa nouvelle stratégie, Staline et Hitler signaient le Pacte.

Déjà les communiqués du CC de septembre démontraient l'adhésion inconditionnelle du parti continental aux décisions soviétiques ; la réunion élargie (*Reunião ampliada* ou RA) du CC d'octobre 1939 confirma ces nouvelles directives et entérina l'abandon du Front populaire, puisque les autres secteurs de l'opposition

<sup>29</sup> Bento GONÇALVES, *Duas palavras*, chapitre reproduit dans *Alguns elementos para a história do PCP*, bulletin interne du cabinet d'action culturelle de la Junte centrale de la Légion portugaise, fascicule II, Lisbonne, 1957, p. 35. Cité par Fernando ROSAS, « O PCP e segunda guerra mundial », *Estudos sobre o comunismo...*, n° 0, *op. cit.*, p. 17.

<sup>30</sup> Acácio Tomáz de AQUINO, *op. cit.*, p. 127. Gilberto de OLIVEIRA (1987), *op. cit.*, p 182. Ce dernier répondait à cette « mauvaise interprétation » faite par Aquino et réaffirmait la simple inscription de l'OCP dans le « bloc de la paix » (France/Angleterre/URSS).

avaient trahi en contestant le Pacte germano-soviétique. Le rapport élaboré par la RA reproduisit l'argumentaire de l'IC dans ses moindres détails (victoire du communisme sur le fascisme, critiques de l'impérialisme franco-britannique...). Salazar se retrouvait maintenant dénoncé non pas pour ses liens avec les puissances de l'Axe mais pour sa proximité avec l'Angleterre. Le parti réaffirma, par ailleurs, sa politique de neutralité et maintint cette position jusqu'à l'attaque de l'URSS par les troupes hitlériennes le 22 juin 1941.

Alors même que l'évolution du conflit rendait chaque jour plus difficile la défense du Pacte germano-soviétique comme en témoigne la collaboration de certains militants communistes avec les services secrets britanniques<sup>31</sup>, le CC en avril 1941 développait encore longuement ses premières analyses. Il demandait la « neutralité intégrale » du Portugal, c'est-à-dire résistante à tout type d'impérialisme (anglais comme allemand) et condamnait « tous les pseudo-démocrates et les pseudo-socialistes qui font allégeance aux soi-disant « démocraties » trahissant ainsi les intérêts de la classe travailleuse et du pays »<sup>32</sup>.

Pour Pacheco Pereira, « la responsabilité de ce virage [adhésion au Pacte] revient, en premier lieu à Álvaro Cunhal, membre du Secrétariat, auteur de la plupart des documents qui défendent la politique soviétique »<sup>33</sup> et qui soutiennent les purges de 1936-38 comme la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique. Il recevait dans ses prises de position l'appui de dirigeants tels Carolina Loff et Firminiano Cansado Gonçalves<sup>34</sup>.

<sup>31</sup> En effet, un réseau d'espionnage anglo-portugais se mit en place en décembre 1940 et fut démantelé début 1942. L'objectif premier consistait à préparer le pays à une résistance efficace en cas d'avancée allemande. Il s'agissait de planifier préalablement des actes de sabotage, de recueillir des éléments typographiques sur certaines régions, de créer des réseaux de communication, des refuges.... Le procès n° 90/42 des archives de la PIDE datant de début 1942 concernait soixante-quinze personnes dont dix-huit déjà connues des services de police pour « activités subversives ». La plupart provenait des milieux républicains, *revilharistas*, des années 1930, d'autres s'affirmaient de filiation communiste : Jorge Portugal Branco de Alcácer do Sal, José manuel Gil de Aljustrel, António Teodoro Salvador qui disaient appartenir au Comité régional de Beja et António Rato, le seul à avoir déjà été arrêté en janvier 1935 pour activités communistes. D'une part, il semblerait que ces individus agissaient seuls, rien n'indiquant qu'ils suivaient une directive du PCP. D'autre part, on ne peut établir à quel PCP ils appartenaient (*cf. infra*). Voir pour plus de détails, Júlia Leitão BARROS, « O caso Shell : a rede de espionagem anglo-portuguesa (1940-42) », *História* (Lisbonne), n° 147, décembre 1991, pp. 54-83 et en particulier la page 71.

<sup>32</sup> *Nós e a guerra impérialista*, feuillet du CC du PCP, avril 1941, p. 11.

<sup>33</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal*...., vol. I, *op. cit.*, p. 404.

<sup>34</sup> Carolina Loff da Fonseca avait appartenu au groupe de Portugais présent à Moscou en 1935 (voir chap. II, p. 182) qui, forts de leur formation, se montrèrent à leur retour quelque peu condescendants avec leurs camarades. Cansado Gonçalves avait intégré diverses directions des années 1937-38.

Si une partie de la direction justifiait les options stratégiques soviétiques, certains militants tarrafalistes, comme je l'ai dit, les remettaient en cause sans ambages. Ils contestaient les positions de la direction de l'OCPT qui, bien qu'éloignée du Secrétariat continental et malgré sa « *política nova* » toute récente, se rangeait, de la même façon, derrière Moscou. La lettre d'expulsion de José de Sousa de 1943 éclaire le débat et prouve l'existence d'une critique ouverte en 1940-41.

« José de Sousa, en dehors du Parti a accusé les dirigeants soviétiques de trahison à la classe ouvrière [...son attitude] contraste singulièrement avec celle de communistes modestes prisonniers à Tarrafal qui, étant isolés de l'extérieur, n'ayant pas de sources d'explication et ne pouvant donc pas se faire une opinion sûre, ont attendu calmement l'éclaircissement sur le Pacte germano-soviétique, avec une inébranlable confiance dans les dirigeants soviétiques et notre grand camarade Staline »<sup>35</sup>.

Le ton était donné, le parti ne tolérerait aucun opposant et la rupture au sein de l'OCPT de 1941 fut entérinée<sup>36</sup>.

Pourtant, la direction du parti allait devoir elle-même non seulement critiquer cette position de « neutralité » des communistes mais aussi l'abandonner et proposer en juillet 1941 la constitution d'un Front mondial antifasciste. En effet, après l'attaque de l'URSS par l'Allemagne, le PCP se devait d'accompagner les nouveaux changements d'orientation soviétiques. Le CC, après avoir justifié une fois de plus le Pacte de non-agression, appela alors les Portugais à faire la guerre au fascisme afin d'éviter que « les peuples [soient] réduits à l'esclavage », se félicitant tout de même d'avoir « gagné dix-huit mois »<sup>37</sup> de paix et reproduisit le discours de Staline du 3 juillet. Toutefois, le PCP devenu pro-Alliés continua à prôner, comme sous la « *política nova* », le maintien de la neutralité de l'État portugais, ce qui impliquait également la lutte pour la défense de l'intégrité nationale. *O Militante*<sup>38</sup> d'octobre

<sup>35</sup> *Sobre a expulsão de José de Sousa*, circulaire aux Comités régionaux, locaux et de zone et aux responsables de cellule, novembre 1943, p. 1. FMS 2591-43.

<sup>36</sup> Par la suite, en 1943, le parti en tant que tel expulsa le groupe dissident de 1941. Ce dernier était constitué, entre autres, d'anciens membres de la direction comme José de Sousa, Álvaro Duque da Fonseca, Fernando Quirino, Boaventura Gonçalves, Leonido Felizarde, Vergílio de Sousa, Fernando Macedo, António Gonçalves Coimbra. Lors de la rupture de 1941 au sein de l'OCPT, ils avaient créé le Groupe des communistes écartés. Ces cadres avaient en commun d'avoir été politiquement formés avant la stalinisation de l'IC et son congrès de 1935.

<sup>37</sup> *Proletários de todos os países : uni-vos !, luta de morte contra o fascismo*, communiqué du PCP, juillet 1941, p. 2. FMS 2243-01.

<sup>38</sup> Bulletin interne du Parti, la troisième série débute en juin 1941.

1941, qui désignait les Alliés comme des « pays appelés démocraties », spécifiait bien que « la politique externe du Portugal [devait] s'orienter de manière à favoriser la victoire antifasciste [...] sans pour autant rompre la paix nécessaire à la vie nationale »<sup>39</sup>.

Les désordres politiques engendrés par le contexte particulier de la guerre renforcèrent la fragilité du PCP. À ses difficultés de fonctionnement<sup>40</sup> quasi structurelles vint se greffer une confusion idéologique. Les virages successifs de la direction et l'opposition avouée de militants « historiques » participèrent de la nouvelle crise.

Après cette période mouvementée, le premier numéro d'*Avante!* de la VI<sup>e</sup> série sortit en août 1941. Au-delà du caractère clandestin de sa presse, les positions officielles du parti retrouvaient un canal d'expression privilégié. Les écrits regorgeaient d'explications politiques, revenaient sur cette période trouble du parti (1939-1941) et attaquaient l'État Nouveau coincé dans sa phase de « neutre adjacent », profitant de la question timoraise pour rappeler la « trahison » de Salazar.

### **C/ DU BON USAGE DES COLONIES EN TEMPS DE GUERRE.**

La Seconde Guerre mondiale marqua indéniablement le quotidien et le devenir des colonies portugaises. En effet, à cette période, l'État Nouveau concrétisa sa politique impériale décidée dans les années 1930. Le but initial consistait à assurer l'équilibre de la balance des paiements de l'ensemble Portugal/Empire, ce qui fait dire, d'ailleurs, à Michel Cahen que le régime portugais fut « profondément monétariste » et non mercantiliste<sup>41</sup>. Or, à partir de 1939-40, la recherche de cet équilibre devint prioritaire et se doubla de la nécessité de compenser la perte de certains marchés. Le blocus dont souffrait le pays restreignait grandement son accès aux biens alimentaires et aux matières premières ; l'État Nouveau se tourna alors vers les économies coloniales. On assiste, par conséquent, au renforcement des

---

<sup>39</sup> « Perguntas e respostas », *O Militante*, III série, n° 4, octobre 1941. Cité par Fernando ROSAS, « O PCP e a II Guerra Mundial », *op. cit.*, p. 10.

<sup>40</sup> L'arrestation en décembre 1939 de Francisco Miguel et Ludgero Pinto Bastos décima le Secrétariat et n'améliora en rien la situation.

<sup>41</sup> Michel CAHEN, « Lénine, l'impérialisme portugais, Gervase Clarence-Smith », *Cahiers d'Études africaines*, n° 107-108, XXVII-3-4, 1987, p. 439.

échanges traditionnels entre métropole et colonies selon les termes du Pacte colonial. Certains territoires (en particulier l'Angola et le Mozambique) connurent un début d'industrialisation<sup>42</sup> et d'autonomisation économique<sup>43</sup> permettant de compenser le déficit des produits en provenance du Portugal. Par ailleurs, si la propagande impériale précéda cette « redécouverte » de l'Empire, elle prit un nouvel essor durant les années de guerre avec notamment, le 4 juin 1940, l'inauguration de l'Exposition du Monde portugais dont le principe avait été toutefois adopté avant la guerre. De plus, au même moment la présence portugaise financière, humaine, culturelle dans les territoires d'outre-mer eux-mêmes se renforça inexorablement<sup>44</sup>.

Cependant, si la guerre assigna indirectement une place nouvelle aux colonies, elle les renvoya également à un rôle « traditionnel » de monnaie d'échange lors de négociations internationales. Les puissances en conflit s'intéressèrent de près aux territoires portugais et plus particulièrement aux archipels atlantiques - les Açores situées à 1 200 km à l'ouest de l'Europe continentale, Madère et le Cap-Vert - et à la colonie du Pacifique, Timor oriental.

### **1/ Géostratégie atlantique.**

L'heure n'était plus à un hypothétique partage de l'Empire portugais mais à une utilisation géostratégique de ses colonies. En effet, la situation géographique de l'archipel açorien le rendait extrêmement attrayant pour les divers belligérants. Lisbonne, les Açores et le Cap-Vert dessinaient les sommets d'un triangle

<sup>42</sup> Il est à remarquer que le Pacte colonial contemporain portugais, appelé *condicionamento industrial*, n'avait jusque-là pas été totalement hostile à l'industrialisation des colonies. Il visait surtout à éliminer tout ce qui pouvait concurrencer l'industrie métropolitaine ou, à l'inverse, les cultures coloniales. Il s'avéra plus favorable à la métropole dans l'ensemble mais il convient de l'analyser secteur par secteur. Ainsi, par exemple, les industries de consommation courante pour l'approvisionnement de la population coloniale croissante (laiterie, bière...) avaient été autorisées et encouragées.

<sup>43</sup> Sur la politique coloniale de guerre du régime, voir Fernando ROSAS, *Portugal entre a Paz e a Guerra 1939-1945*, Lisbonne, Estampa, 1995, pp. 260-274.

<sup>44</sup> D'une part, les projets de colonisation blanche, notamment en ce qui concerne l'Angola et le Mozambique, étaient lancés à ce moment-là même s'ils prirent effet avec le décret de mars 1945 (Fernando Rosas, *id.*, p. 268). D'autre part, la présence culturelle prenait une nouvelle dimension avec la signature en mai 1940 du Concordat et de l'Acte missionnaire entre l'État Nouveau et le Vatican. Il s'agissait, certes, de régler les dissensions survenues à la suite de l'arrivée du libéralisme au Portugal puis de la 1<sup>re</sup> République mais également d'asseoir l'assise de l'Église sur les colonies puisque l'accord amenait, selon Manuel Braga da Cruz, « de nouvelles perspectives à l'action missionnaire, [et] considérait les missions comme « instruments de civilisations et influence nationale » ». Manuel Braga da CRUZ, « As negociações da Concordata e do Acordo Missionário de 1940 », *Análise social* (Lisbonne), vol. XXXII, n° 143-144, 1997, p. 821.

stratégique contenant, de surcroît, Madère en son sein. Les tactiques militaires adoptées par les différents camps firent régulièrement grand cas de la question du contrôle de cet espace atlantique, accommodèrent les statuts des archipels à leurs besoins et prévoyèrent leur transformation en base militaire.

Le PCP, se faisant fort de représenter les intérêts du peuple portugais et de proposer une analyse des relations internationales et du conflit mondial capitale pour la classe ouvrière, se saisit de la question des îles atlantiques. Il prit position lors des multiples soubresauts de cette histoire coloniale particulière, réagissant aux menaces d'occupation allemande ou « alliée ». Les écrits du parti des années 1941-43 (thèses connues grâce à la parution du nouveau *Avante!* en août 1941) dénotent dans l'ensemble la prégnance des réflexions engagées au cours des années précédentes. Face aux divers appétits ennemis, il s'agissait pour le parti de défendre « l'intégrité territoriale » du Portugal, sa métropole et ses territoires extra-continentaux. Toutefois, l'attaque de l'URSS par l'Allemagne nazie en juin 1941 changea la donne. Après s'être rangé au côté des forces démocratiques, le PCP surveilla plus étroitement les mouvements des forces de l'Axe. Il accepta même, dans le nouveau contexte de Front mondial antifasciste, de malmener cette fameuse « intégrité » et admit l'idée d'une présence anglaise aux Açores.

Cette dernière était déjà à l'ordre du jour en mai 1940. En effet, dans l'éventualité d'une occupation du Portugal par l'Allemagne, le Royaume-uni songeait à établir une base militaire aux Açores afin de contenir Hitler et de freiner son entrée dans l'espace atlantique. Le führer dominait déjà, par l'intermédiaire de l'Italie, les voies de communication méditerranéennes ; la prise directe de Gibraltar ou menée par l'Espagne franquiste devait lui donner le contrôle total des voies maritimes australes. L'installation de bases aériennes du Reich aux îles Canaries, à Dakar et au Cap-Vert aurait pu rompre l'équilibre de l'Atlantique et celui du fameux triangle stratégique. Face au danger de cette option ibérique allemande, l'État-Major britannique planifia, par conséquent, une nouvelle stratégie de défense et prévint unilatéralement, c'est-à-dire sans autorisation préalable du Portugal, l'occupation des Açores et de Madère.

Toutefois, il fallut attendre deux ans (1943) avant d'assister à l'établissement des Anglais dans l'archipel des Açores malgré les négociations engagées en ce sens dès décembre 1940 entre les deux parties, sur les conseils de Armindo Monteiro. En effet, d'une part, jusqu'à l'automne 1942 le *Foreign office* préféra monnayer avec

Lisbonne des avantages économiques et politiques en échange de la sauvegarde de « l'intégrité territoriale » du Portugal — l'élaboration constante de plans d'occupation des îles par l'État-Major exerça une pression sur la voie diplomatique. D'autre part, l'offensive d'Hitler vers l'Est et l'abandon de « l'opération Félix » rendirent provisoirement le danger moins imminent et la Grande-Bretagne, conjointement avec les ÉUA, qui rejoignirent en décembre 1941 le concert des nations en guerre, plaça la défaite de l'Allemagne au premier rang de ses priorités.

Pour le PCP d'après juin 1941, l'intention des Anglais d'occuper les Açores et Madère et d'attenter à l'intégrité territoriale du Portugal était une conséquence de la « fausse » neutralité de Salazar. De toute façon, cette éventuelle perte de souveraineté ne mettait pas en danger les intérêts nationaux puisqu'elle visait à faire triompher les forces du progrès, garantes du devenir du pays. Ainsi, pour le parti, la victoire alliée, priorité induite par la lutte pour la défense de l'URSS attaquée militairement, primait sur la sauvegarde de « l'indépendance nationale ». Il dénonça alors systématiquement les entraves à une victoire anglo-américaine dressées par la politique de l'État Nouveau. Alors qu'il n'avait pas réagi sur l'instant à l'envoi par Salazar en mai 1941 de militaires dans les archipels atlantiques et en particulier au Cap-Vert, afin de protéger ces îles de toute attaque, en novembre 1941, il se saisit de la question pour condamner l'État Nouveau :

« Tout cela pour que l'Angleterre et les États-Unis ne puissent se servir de ces îles dans leur lutte contre le fascisme sans entrer en guerre avec le Portugal et ne puissent rendre évidente aux yeux du peuple portugais, ouvertement pro-allié, la collaboration de son gouvernement avec la canaille fasciste. Il faut que chaque envoi de troupes soit suivi d'une vague de protestations et de manifestations de mécontentement contre l'envoi de troupes hors du continent »<sup>45</sup>.

Ses écrits d'août 1941 avaient annoncé clairement le changement de ligne :

« En avant vers l'indépendance du Portugal et contre les manœuvres impérialistes de la Phalange espagnole ! Contre l'appui fourni par le gouvernement salazariste aux agresseurs de l'URSS ! Contre l'envoi d'autres soldats aux Açores et au Cap-vert ! En avant vers le sabotage et l'anéantissement de l'appui fourni par le gouvernement de Salazar aux ennemis du progrès et de l'humanité travailleuse ! En avant vers le renversement de Salazar [...] ! En avant vers la victoire de l'Armée Rouge ! »<sup>46</sup>.

<sup>45</sup> « Nem mais um soldado para as ilhas », *O Militante*, série III, n° 5, novembre 1941, p. 1 et 3. FMS dossier 0038-002.

<sup>46</sup> « O que queremos », *Avante!*, série VI, n°1, août 1941, p. 2.

Il maintint cette attitude jusqu'à la fin de la guerre, c'est-à-dire y compris après le rapprochement entre Alliés et Portugais, réaffirmant, par exemple en avril 1942, à propos des pénuries rencontrées par la colonie capverdienne, que jusqu'au 15 novembre 1941 mille décès d'indigènes avaient été recensés « à cause non seulement du manque de pluie mais aussi de l'arrivée de troupes qui achètent et consomment tout »<sup>47</sup>. Dénoncer les dégâts causés par la présence de soldats métropolitains revenait à définir clairement l'ennemi : les puissances de l'Axe et tous leurs auxiliaires, et montrait l'attachement du PCP au Front mondial antifasciste prôné par Moscou.

C'est donc bien au nom de la lutte antifasciste et du soutien à l'URSS que le PCP, en contradiction flagrante avec les analyses défendues dans les années 1936-38, admit une éventuelle intervention étrangère dans une des colonies portugaises. Certes, il avait déjà par le passé critiqué la politique coloniale salazariste, mais jusque-là il n'avait jamais envisagé une présence extérieure sur le sol « national ».

Cette contradiction ne fut pas propre au PCP. En effet, dans leur volonté de protéger à tout prix la « patrie de la révolution », les partis communistes adoptèrent des positions singulières au regard de leurs histoires nationales. Ainsi, dans une même logique, le PCF en 1941 renoua avec la doctrine léniniste mise pourtant en sourdine le temps du Front populaire en revenant, à propos de l'Algérie, à des revendications indépendantistes. Après une autocritique de coutume, il stipulait que : « Aujourd'hui, le gouvernement de Vichy se trouve au service de l'Allemagne fasciste et c'est pourquoi nous posons le problème de l'indépendance de l'Algérie – ce qui ne suppose pas que celle-ci ne puisse s'unir avec une France populaire »<sup>48</sup>. Si le PCP, quant à lui, ne demanda pas l'indépendance des colonies portugaises dont la neutralité satisfaisait les divers protagonistes, il alla jusqu'à accepter, dans un revirement identique, la cession d'une base militaire aux Anglais dans l'archipel des Açores.

Ces derniers désiraient s'y installer de plus en plus ardemment car leurs navires ne bénéficiaient pas toujours de couverture aérienne dans l'Atlantique, ce qui entraînait de nombreuses pertes. Aussi, craignant qu'une occupation par la force ne fasse basculer le Portugal dans la guerre, risque majeur en pleine préparation de

---

<sup>47</sup> « De Cabo-verde (do nosso correspondente local) », *Avante!*, série VI, n° 9, avril 1942, p. 5.

<sup>48</sup> Rapport du Bureau politique du PCF, novembre 1941. Cité par C.-R. AGERON, « le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *XX<sup>e</sup> siècle*, n° 12, oct.- déc. 1986, p. 46.



« l'opération Torche »<sup>49</sup>, préférèrent-ils solliciter officiellement le Portugal pour l'octroi d'un tel privilège. Le 18 août 1943, Lisbonne céda une base à Lajes sur l'île Terceira de l'archipel aux seuls Britanniques. À l'occasion de la mise en application de cet accord le 13 octobre 1943, le PCP se félicita de l'événement qui rapprochait le Portugal des Alliés, démontrant l'adéquation entre ses discours et sa pratique. Sa priorité, dictée par les impératifs soviétiques et, peut-être, l'illusion que l'influence anglaise aiderait à démocratiser le Portugal, résidait bien en la victoire du camp démocratique même au prix d'une perte relative mais symbolique de souveraineté. Certes pour lui, « une politique aux côtés des Nations Unies ne se résumait pas seulement à une collaboration militaire mais à une politique intérieure anti-hitlérienne et démocratique »<sup>50</sup>, mais il approuvait ce premier geste.

D'ailleurs, cette collaboration militaire s'avéra décisive pour les forces alliées ; les États-Unis l'utilisèrent rapidement. En novembre 1943, ils exprimèrent le désir de mener des tractations unilatérales avec Lisbonne afin d'obtenir l'agrandissement de la base de Lajes et l'installation d'une nouvelle base sur l'île de Santa Maria. Finalement, lors de la Conférence de Téhéran de décembre 1943, ils laissèrent aux Britanniques le soin de conduire seuls les pourparlers avec les Portugais qui s'étaient montrés plus réticents que prévu à cette avancée de « l'impérialisme américain ». Après moult péripéties et rebondissements, le 28 novembre 1944, Salazar accepta officiellement un accord et autorisa le stationnement américain à Santa Maria<sup>51</sup>. Il en jugeait les termes défavorables mais négocia en contrepartie la « libération » ou plutôt la restitution de Timor. Dans l'archipel fin 1944, les Américains constituaient alors 80% de la population alliée, la prédominance du commandement britannique prévue initialement relevant de la fiction, et évaluaient dans un rapport de 1947 la participation financière des ÉUA à la construction des bases de Lajes et de Santa Maria à trente millions de dollars contre trois millions pour le gouvernement portugais<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> « L'opération Torche » désignait le débarquement anglo-américain au Maroc le 8 novembre 1942 à la suite duquel, notamment, Vichy rompit ses relations diplomatiques avec les ÉUA.

<sup>50</sup> Communiqué du Secrétariat du CC du PCP, 13 octobre 1943, p. 2.

<sup>51</sup> Pour plus de détails sur ces négociations, voir António José TELO, *Portugal na Segunda Guerra mundial*, Lisbonne, Vega, 1991, pp : 199-209.

<sup>52</sup> Chiffres tirés de António José Telo, *ibidem*, p. 218.

Cette reddition diplomatique portugaise sur la question des Açores ne peut se comprendre que dans le contexte de la question coloniale et, en particulier, timoraise.

## **2/ L'occupation de Timor, un enjeu national 1942-1945.**

Les Portugais s'intéressèrent à Timor, île de l'archipel des Petites Sonde de l'Insulinde, dès la conquête de Malacca, port névralgique de leur Empire asiatique, en 1511 et l'utilisèrent au fil des siècles à des fins commerciales. L'arrivée des Hollandais dans l'océan Indien modifia les cartes de la présence européenne dans la zone. Ces derniers débarquèrent, en effet, à Timor en 1613 et prirent notamment Malacca en 1641. Ces deux puissances coloniales se partagèrent alors peu à peu l'île et, avec les Anglais qui les avaient rejoints, tout l'espace asiatique. Les Portugais gardèrent la partie orientale de l'île, les Hollandais l'occidentale. Le traité du 20 avril 1859 en scella les frontières.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, la neutralité déclarée par la métropole portugaise s'étendit à ses colonies<sup>53</sup>. Ainsi, ce statut particulier de Timor lui conféra-t-il une place de premier ordre dans la guerre du Pacifique. Occuper l'île revenait, pour le Japon, à établir un point d'ancrage au sein même des possessions hollandaises qui disposaient de surcroît du pétrole qui lui faisait défaut et pour les Alliés, à l'inverse, à contenir l'expansionnisme nippon.

Aussi, Anglais, Hollandais et Américains, réunis à Singapour en avril 1941, décidèrent-ils que la présence de forces japonaises à Timor constituerait un acte de guerre ; l'Australie, en septembre de la même année, envisagea l'invasion de l'île en représailles éventuelles. Cette anticipation des Alliés s'explique par la crainte qu'inspiraient les manœuvres diplomatiques japonaises. En effet, d'une part, Tokyo réussissait en mars 1939 à faire accepter au rang des nations le Mandchoukouo (nom de la Manchourie occupée depuis 1932) qui signait en son nom propre le Pacte antikomintern. D'autre part, les Japonais négociaient avec le Portugal la

---

<sup>53</sup> Ainsi, l'Angola et le Mozambique forts de leur « neutralité » jouèrent le rôle de terre d'accueil pour les sujets des puissances de l'Axe, des Allemands du Transvaal, par exemple, ou encore des Italiens d'Éthiopie arrivés par navires marchands.

reconnaissance de ce nouvel État en échange de la garantie de la sécurité de Macao et envisageaient, également, des concessions sur Timor.

Les Alliés supposaient, par conséquent, que l'île portugaise se situerait au cœur des ambitions ennemies en cas de conflit régional. Aussi, une de leurs premières réponses au déclenchement de la guerre du Pacifique par l'attaque japonaise de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, consista à envoyer des troupes australiennes et hollandaises occuper Timor oriental dès le 17 décembre. Robert Lee souligne d'ailleurs l'ironie d'une telle action : les Alliés provoquèrent un affrontement avec le Japon car ils ne pouvaient contenir son avancée dans les colonies neutres d'Asie — et notamment en Indochine française — et ils agirent de manière similaire en envahissant le Timor neutre et en prenant sa capitale, Dili<sup>54</sup>.

Le gouvernement portugais n'approuva pas pleinement cette stratégie, puisqu'il n'avait autorisé un tel mouvement qu'en cas d'attaque japonaise. Le PCP, quant à lui, mécontent de cette action en expliquait toutefois les fondements par, une fois de plus, la « fausse » neutralité du Portugal confirmée par les concessions économiques octroyées au Japon. Partisan des forces démocratiques, le parti usait néanmoins cette fois-ci de tournures « équivoques » pour évoquer l'incident : « L'occupation de Timor par les troupes australiennes et hollandaises [était] la première action militaire portant atteinte à l'intégrité territoriale du Portugal »<sup>55</sup>. Si le parti pouvait concevoir la cession d'un poste militaire aux Açores, en revanche l'occupation pure et simple d'une colonie revenait pour lui à empiéter sur le territoire national : Timor *était* le Portugal et inversement. La ligne politique d'inspiration patriotique adoptée par le PCP à la fin des années 1930 retrouva ici un canal d'expression privilégiée. Le parti renouvela alors ses accusations contre Salazar et le rendit à nouveau coupable de crime de lèse-patrie. Les critiques s'accrochèrent avec l'invasion de l'île en février 1942 par les Japonais, occupants étrangers et, de surcroît, pro-Axe.

Lisbonne avait imposé aux Alliés, dès le 24 décembre 1941, le principe du remplacement de leurs militaires par des forces nationales basées à Lourenço

---

<sup>54</sup> Robert LEE, « Crisis in a backwater, 1941 in Portuguese Timor », *Lusotopie*, vol. annuel, 2000, p. 180.

<sup>55</sup> « Unidade nacional para salvar a independência ameaçada », *Avante!*, série VI, n° 6, janvier 1942, p. 1.

Marques mais le temps lui fit défaut<sup>56</sup>. Durant le premier trimestre 1942, les places anglaises et hollandaises tombèrent une à une. La bataille de la mer de Java du 27 février au 10 mars scella la capitulation hollandaise et consacra l'implantation nipponne dans la région ainsi que sa main-mise sur le pétrole. Dans cette conquête du Sud (des Philippines vers Java), Timor ne fit point exception ; le 19 février, les Japonais bombardèrent Dili et débarquèrent sur l'île. Il ne s'agissait plus pour l'État Nouveau de relayer les militaires alliés mais de négocier avec le nouvel occupant.

Si les relations avec un Portugal neutre assuraient, au départ, une cohabitation à peu près pacifique, le Japon s'engageant au respect de la souveraineté portugaise, par la suite l'attitude de l'occupant devint plus offensive. Cette première période d'entente cordiale suscita la vive réprobation du PCP qui précisait en mars 1942 à propos des négociations entre autorités portugaises et japonaises que « ceci [revenait] à vouloir justifier une vile atteinte à l'intégrité d'une colonie »<sup>57</sup>.

Quand, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1942, le Japon eut recours à la violence pour asseoir sa domination, avec notamment l'assassinat dans le district de Aileu de neuf Portugais, le PCP se saisit de la question pour alimenter son plaidoyer :

« C'est comme ça que le jésuite Salazar entend défendre le « patrimoine colonial » et « la civilisation chrétienne ». Fonctionnaires et sacerdoce portugais sont assassinés par les envahisseurs mais Salazar, obéissant à Hitler, applaudit les assassins japonais alliés de l'Allemagne nazie. [...] Portugais ! Salazar, l'ennemi numéro un du peuple portugais, Salazar qui a donné Timor au Japon, Salazar qui cherche à faire des Açores et du Cap-vert des postes avancés hitlériens dans l'Atlantique, Salazar qui prépare la remise du Portugal à Hitler, a perdu totalement le notion de dignité et d'honneur nationaux. Exigez une attitude ferme et énergique contre le Japon fasciste qui vole et assassine les Portugais et les populations indigènes de Timor ».<sup>58</sup>

On retrouve le ton des années 1936-38 quand le PCP sommait tous les Portugais d'honneur de défendre le domaine colonial. Certes, le parti ne prônait pas

---

<sup>56</sup> Le 19 décembre 1941, l'Assemblée Nationale approuva une motion ordonnant le remplacement des militaires hollandais et australiens par des troupes nationales. Le 24 du même mois, le Portugal en informa officiellement l'Angleterre qui accepta le 15 janvier 1942 le principe de l'évacuation des militaires alliés. Le 22 janvier, les navires de guerre *João Belo* et *Gonçalves Zarco* quittaient Lourenço Marques pour finalement, au vu des derniers événements, être déviés vers Colombo à Ceylan. Voir pour plus de détails, Carlos BESSA, « le Timor portugais dans la deuxième guerre mondiale », *le Portugal dans les conflits du XX<sup>e</sup> siècle - Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 178, avril 1995, pp. 50 et 51.

<sup>57</sup> « Contra a política de traição que fez perder Timor ! », *Avante!*, série VI, n° 8, mars 1942, p. 1.

<sup>58</sup> « Em Timor entregue ao Japão », *Avante!*, VI série, n° 27, deuxième quinzaine février 1943, p. 3.

une « alliance » avec les monarchistes afin de prévenir la menace nazie et de respecter les directives sur le Front populaire. Mais, son appel au rassemblement de tous les antifascistes pour combattre l'agression perpétrée utilisait les mêmes valeurs « d'honneur national » qu'autrefois. Il faut dire que, fin 1941, la politique de l'URSS qui dictait celle de l'IC réattribua à la lutte des partis communistes une forte dimension patriotique (*cf. infra*). Néanmoins, le contexte local timorais favorisa, également, ces réminiscences. En effet, les exactions japonaises intervenaient parallèlement à l'émergence d'une opposition locale ; des îliens, Timorais et Portugais, résistaient à l'occupation en se joignant aux forces australo-alliées. Or, le rapport Archer, du nom d'un membre des services consulaires britanniques, de mai 1941 dénombrait la présence en 1940 sur l'île de 450 000 Timorais, 300 Portugais dont 100 déportés, 13 Japonais et plus de 2 000 Chinois. Soixante pour cent de ces déportés semblaient être des démocrates, 30% des communistes et 10% des droits communs<sup>59</sup>. Une information du ministère des Colonies d'octobre 1945 confirme l'action des déportés politiques : « Tous prouvèrent durant cette période leur grand patriotisme, ayant été des éléments de grande utilité [dans...] la situation difficile que nous avons traversée »<sup>60</sup>.

Le PCP se servit de ce soulèvement pour rappeler la « trahison » de Salazar qui, d'une part, dilapidait et/ou malmenait l'héritage colonial mais qui, d'autre part, en se maintenant dans le camp des forces antidémocratiques, mettait en danger le peuple portugais.

Il apparaît clairement que le PCP aborda la question timoraise sous l'angle d'une condamnation du salazarisme et de ses alliances et non sous celui d'une dénonciation du colonialisme, bref sous l'angle d'un antifascisme métropolitain et non d'un anticolonialisme internationaliste. Cette tendance, c'est-à-dire l'utilisation d'événements survenant dans une colonie comme support à un autre type d'accusation, se renforça à partir des années de guerre. L'évocation et la dénonciation de la situation coloniale servaient essentiellement à critiquer le caractère antidémocratique du régime. Les références au Cap-Vert se multiplièrent,

---

<sup>59</sup> Chiffres tirés du rapport Archer du 3 mai 1941 et des affirmations de João Gomes Moreira, tous deux cités par Robert LEE, *op. cit.*, p. 183. Pour sa part, Carlos BESSA avance celui de 90 déportés, *op. cit.*, p. 45.

<sup>60</sup> *Situação dos deportados em Timor*, télégramme confidentiel envoyé de la colonie au Cabinet du ministère des Colonies, daté du 6 octobre 1945, transmis au ministère de l'Intérieur puis au Président du Conseil. ANTT, Archives Salazar, AOS/CO/IN, 8C, dossier 31.

par exemple dans l'après-guerre, mais pour évoquer essentiellement les conditions d'internement des opposants détenus là-bas. La propagande de défense de Timor inaugura cette dimension. Le parti exigea par conséquent en novembre 1943 :

« Une aide immédiate, matérielle, morale et militaire, aux Portugais qui, à Timor, combattent l'envahisseur. [...] Une poignée d'héroïques Portugais, alliés aux peuples indigènes, luttent dans de terribles conditions, dans la partie Est de l'île, contre les troupes japonaises. Ce ne sont pas les fascistes ni les autorités portugaises de Timor qui combattent l'envahisseur. Ce sont les déportés politiques de Timor, hommes que le gouvernement fasciste de Salazar a condamnés à la déportation comme anti-nationaux. Parmi les déportés qui prennent la tête de ce mouvement de résistance, on compte notamment, Cal Brandão, Matos e Silva et le Sargent Martins »<sup>61</sup>.

Non seulement donc les choix de Salazar exposaient le domaine colonial et le territoire national mais une fois de plus les antifascistes ne se montraient pas « antinationaux » contrairement à l'accusation souvent portée contre eux. À l'inverse, dans cet affrontement mondial, l'option des opposants garantissait la paix portugaise. Ces derniers prenaient leurs responsabilités et prouvaient leur loyauté par leurs actes en ce moment crucial.

Aussi, quand Lisbonne tenta de négocier, d'une part, la ré-occupation de l'île par les Alliés puisqu'elle doutait des engagements nippons et, d'autre part, sa participation aux forces de libération, le parti ne dit mot et sembla consentir.

Par ces pourparlers, le Portugal souhaitait également freiner les appétits de l'Australie qui s'engageait au respect de la souveraineté portugaise en échange de la cession de la fameuse base aux Açores, marchandage approuvé par les ÉUA. Une fois signés les accords octroyant ce poste militaire aux Américains, les Portugais organisèrent la contre-offensive : du Mozambique, ils préparèrent un débarquement à Timor dans l'éventualité d'une reddition japonaise, l'objectif consistant à devancer les Alliés. Les tractations entre Australiens, Anglais puis Américains foisonnèrent ; il fallut cependant attendre la reddition du Japon, le 14 août 1945, pour assister au

---

<sup>61</sup> « Patriotas portuguesas combatem em Timor », *Avante!*, série VI, n° 43, première quinzaine de novembre 1943, p. 1. Je ne dispose pas d'informations sur Matos e Silva et Martins. En revanche, Cal Brandão, avocat né en 1910, s'engagea dès 1930 dans la lutte antisalazariste. Il participa aux mouvements *revilharistas* de 1928 et 1931. Il embarqua le 6 juin 1931 sur le *Pedro Gomes* à destination du Cap-Vert puis de Timor. Il y séjourna jusqu'en février 1946. Comissão do livro negro sobre o regime fascista, *Presos políticos no regime fascista*, vol. VI, 1952-1960, Sintra, Gráfica Europam, 1988, p. 100. Le PCP ne semblait pas maintenir de contacts particuliers avec eux, mais pour Cal Brandão était en mesure de connaître sa déportation.

retrait de ses troupes de l'île et la restauration de l'autorité portugaise le 5 septembre 1945.

Durant la guerre, les colonies portugaises gardèrent leur rôle traditionnel de « monnaie d'échanges ». Au XIX<sup>e</sup> siècle et à la veille de la Grande Guerre, les puissances envisageaient le partage de ces territoires ; lors du Deuxième conflit mondial, elles les utilisèrent comme moyen de pression sur la diplomatie portugaise : en menaçant d'occuper unilatéralement les Açores, en envahissant le Timor oriental. La politique de défense de l'URSS et du camp démocratique détermina les réactions et positions du PCP. S'il admit la présence de bases anglaises aux Açores, il ne se résigna pas à approuver le débarquement préventif des Alliés à Timor, dévoilant, à première vue, l'ancrage de ses sentiments patriotiques.

### **CONCLUSION.**

Malgré sa neutralité fluctuante, Lisbonne réussit le tour de force de garantir la survie du régime mais également de maintenir l'intégralité de son Empire colonial. Certes, les négociations s'avérèrent tumultueuses, certes l'État Nouveau dut accepter l'installation de bases anglo-saxonnes dans ses îles atlantiques, certes, le régime perdit sa souveraineté nationale sur Timor de 1942 à 1945, mais au sortir de la guerre, Lisbonne avait gardé l'Empire.

Le PCP, quant à lui, reprit les mots d'ordre nationaux-patriotiques adoptés dans les années 1930. Occuper un territoire outre-mer portugais revenait alors pour lui à agresser le Portugal. Dans le contexte de la guerre, cette ligne politique s'explique aisément. En revanche, qu'il accepte l'installation d'une base anglaise aux Açores surprend quelque peu. On aurait pu croire que l'exacerbation du sentiment national au sein du parti à la veille du conflit l'amènerait à envisager d'un mauvais œil la présence de la Grande-Bretagne sur le sol « national » alors que, peu de temps auparavant, cette dernière faisait encore du Portugal une « semi-colonie ». Le PCP se montra, par conséquent, très obéissant à Moscou puisqu'il admit non pas une occupation mais une présence étrangère dans l'archipel au nom de la défense du camp démocratique, celui de l'URSS.

## **II/ L'opposition en guerre.**

*Je vais préparer tout à l'heure des  
lendemains qui chantent.*

Dernière lettre de Gabriel Péri  
avant son exécution.

La neutralité du Portugal devait le tenir à l'écart des conséquences désastreuses généralement engendrées par les conflits armés. La vie quotidienne des Portugais ne s'en trouva pas épargnée pour autant. Le blocus organisé par l'Angleterre à partir du 13 juillet 1940 (jusqu'en novembre 1942) et renforcé par la participation des ÉUA en mars 1942 engendrait des rationnements, notamment alimentaires, qui créaient de nombreuses carences. Des facteurs internes accrurent de surcroît les difficultés : sécheresse, mauvaises récoltes... L'inflation grimpa alors, le pouvoir d'achat des classes moyennes chuta. Sans accès au marché noir, celles-ci vivaient dans la précarité et, avec les classes encore plus défavorisées, soufflaient le vent de la révolte. À l'automne 1942, la contestation sociale gronda et le pays connut des mouvements sociaux ouvriers et paysans soutenus par une opposition forte de son engagement pro-alliés et d'un PCP reconstruit. En effet, le parti avait vécu la « réorganisation » de 1940-41. Cette nouvelle étape de son histoire scellait définitivement son appartenance au mouvement communiste international animé par l'URSS. Après la « bolchevisation » du PCP, on assistait à sa stalinisation complète, consacrée lors du Congrès de 1943.

En interaction avec ces révoltes, les rangs du parti réorganisé s'amplifièrent et lui permirent, malgré son soutien initial au Pacte de non-agression germano-soviétique, de s'imposer comme un allié de poids auprès des autres forces traditionnelles démocratiques portugaises. Le rapprochement des différents groupes restructurés ouvrait les chemins de l'unité, les premiers pas de la contestation unitaire anti-salazariste. Suivant les directives soviétiques sur la constitution du Front mondial antifasciste, le PCP participa activement à ces tentatives de regroupement sur la base de programmes minimums éloignés des principes essentiels du léninisme.

Après une présentation de l'histoire interne du PCP durant cette période, j'aborderai son inscription dans la réalité socio-politique portugaise en évoquant sa participation aux grandes grèves ouvrières de la période. Dans un troisième temps,



j'étudierai ses efforts pour réaliser l'unité tant désirée, stratégie qui, au vu des positions colonialistes de ses partenaires de lutte, le fit renoncer aux dispositions anticoloniales qu'il venait tout juste d'adopter.

### **A/ LA « REORGANISATION » OU LA STALINISATION DU PCP.**

Il s'avère difficile, une fois de plus, pour les années 1940-42, de retracer l'histoire du parti de façon précise. Certes, ce dernier tentait par la publication de *Em Frente!* en mai 1940 de maintenir un minimum d'activité militante et de compenser l'absence de *Avante!*, mais l'emprisonnement d'Álvaro Cunhal de fin mai à novembre 1940 ne simplifiait pas sa tâche.

On pourrait écrire des pages et des pages sur l'histoire du PCP de ces années-là, tant son aventure regorge de virevoltes et rebondissements. La PVDE, elle-même, en perdait son latin. Rappelons que la direction du PCP en 1938-39 se répartissait en trois zones géographiques différentes<sup>62</sup> : au Portugal continental, dans les prisons salazaristes — tout particulièrement à Angra do Heroísmo aux Açores et à Tarrafal — et pour finir à Paris, ville d'exil. Chacun des groupes tentait de réconcilier le PCP avec Moscou, de restructurer l'appareil organisationnel, bref de « réorganiser » le parti. Pourtant, quand le PCP évoque cette période, il emploie le terme de « réorganisation » pour désigner l'histoire de la faction qui vainquit, engagée par le groupe des tarrafalistas — que l'on nommera ainsi même s'ils inclurent par la suite d'autres militants (*cf. infra*).

Une des conséquences de ces initiatives fut, pour la deuxième fois dans l'histoire du parti, l'existence concomitante de deux PCP dont chacun réussissait le tour de force de publier un *Avante!*.

On peut distinguer sommairement le groupe d'Álvaro Cunhal, José Gregório Junior et Júlio de Melo Fogaça, appelés également les « *franguistas* » (de « Frango » pseudonyme de Júlio Fogaça) et qui plaçaient en une de leur *Avante!* la faucille et le marteau à gauche, de celui de Velez Grilo, João Assunção et Rodrigues, autrement nommés les « *enfrentistas* » (du titre de l'organe central du parti, antérieur à la sixième série de *Avante!*, à savoir *Em frente!*) et qui plaçaient les symboles communistes à droite.

<sup>62</sup> Voir chap. II, pp. 192-193.

Avant de ne retrouver qu'une seule organisation, les critiques, épurations et autres règlements de compte en tout genre abondèrent, comme l'atteste cette information transmise par un agent de la PVDE en 1942. Selon lui, « la politique d'élimination suivit par le groupe de « Frango », consistait à publier dans son *Avante!* les noms des camarades « *enfrentistas* » »<sup>63</sup>.

Ces dissensions expliquent qu'il fallut attendre le Congrès de 1943, III<sup>e</sup> Congrès du parti, connu sous l'appellation de I<sup>e</sup> Congrès, abréviation de I<sup>e</sup> Congrès illégal, pour clore à peu près l'incident. Le rapport d'Álvaro Cunhal à ce congrès, *A actividade do grupelho provocatório* (l'Activité du groupuscule provocateur) visait à clarifier et condamner selon les préceptes d'un communisme stalinien les rebonds de cette période trouble.

Sans se perdre dans les méandres de cette histoire tumultueuse, il faut revenir rapidement sur ces années pour pouvoir saisir par la suite, l'attitude du PCP face aux révoltes du mouvement ouvrier portugais contre la guerre et la ligne adoptée par le parti en 1943.

### **1/ Le PCP voit double.**

En octobre 1940, Júlio Fogaça, qui avait été arrêté en novembre 1935 avec les deux autres membres du Secrétariat, José de Sousa et Bento Gonçalves, bénéficia de l'« amnistie des Centenaires » (Indépendance, 1140 et restauration de l'indépendance, 1640) et revint de Tarrafal. Du Secrétariat de 1935, il se retrouva alors seul dirigeant en liberté. Son retour s'effectua via Angra do Heroísmo où il en profita pour présenter aux prisonniers les intentions militantes des tarrafalistes : réorganiser le parti ! Avec six (ou cinq, voir note *infra*) communistes de confiance qu'il réunit au Portugal à Cova da Piedade<sup>64</sup>, il créa un nouveau parti coexistant avec le parti continental. Ces « réorganiseurs » se montraient, en effet, méfiants à l'égard de tous les dirigeants apparus entre 1935 et 1940, y compris d'Álvaro Cunhal qui avait mis en place en mai 1939, avant son arrestation un an plus tard, un

---

<sup>63</sup> Information du 3 février 1942. ANTT/PVDE, Pc. 3968-SR, Júlio Fogaça, fl. 54.

<sup>64</sup> Autour de Júlio Fogaça : José Gregório, Militão Ribeiro, Manuel Guedes, Pires Jorge, Sérgio Vilarigues et Américo Gonçalves de Sousa, selon José Pacheco PEREIRA (2001), *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, p. 22. Pedro Soares, Manuel Guedes, Pires Jorge, Militão Ribeiro, Fernando Piteira Santos, selon Fernando ROSAS in José MATTOSO (dir.), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, Lisbonne, Estampa, 1994, p. 381.

Secrétariat avec Ludgero Pinto Basto et Francisco Miguel. Reprenant par conséquent à leur compte les soupçons de l'IC à l'encontre des dirigeants portugais des années 1937-38, ils expliquaient les embarras perpétuels rencontrés par le PCP par la présence d'agents de la PVDE infiltrés dans les organes du parti, y compris dans les centres décisionnels. Il s'agissait donc d'épurer l'organisation de ses éléments néfastes, aux actions dévastatrices. Les « réorganiseurs » se justifièrent publiquement en soulignant la nécessité d'une telle entreprise dans une publication de novembre 1941 : *O Menino da Mata e o seu Cão Piloto*<sup>65</sup>. Dans ce texte, ils pointaient deux de leurs principaux objectifs : délivrer le parti du travail de « provocation » dont il était victime, travail démasqué par les arrestations successives le frappant depuis 1935, et dévoiler l'appartenance des « provocateurs » à la direction.

Leurs suspicions initiales s'étaient vues renforcées par les commentaires de certains membres du Secrétariat de mai 1939. En effet, peu de temps après l'arrestation de deux de ses trois membres<sup>66</sup>, l'un d'eux, Francisco Miguel, fut déporté, le 28 juin 1940, à Tarrafal. Il y contacta<sup>67</sup> certains des acteurs de la « réorganisation », sachant leur libération proche, afin de les informer de la situation continentale. Selon lui, il fallait se méfier des nouveaux dirigeants du Secrétariat, Vasco de Carvalho et Francisco Sacavém. Si ces derniers tentaient de re-dynamiser la nouvelle publication du parti, *Em frente*<sup>68</sup>, ils n'en étaient pas moins suspectés de « provocation ». Francisco Miguel, par ailleurs englué dans des conflits personnels avec Vasco de Carvalho, confortait ainsi par ses dires les réprobations formulées. Cette opposition du premier Secrétariat de 1939 à celui qui lui avait succédé s'expliquait en partie par l'héritage revendiqué par Francisco Sacavém et Vasco de Carvalho. Ces deux dirigeants reprenaient à leur compte les critiques formulées par Miguel Russel et Pavel, dans les années 1937-39, notamment à l'encontre de la

<sup>65</sup> *L'enfant de la forêt et son chien « pilote »*, choix d'un titre de littérature enfantine afin de tromper la PVDE, le titre exact est : *Frente à provocação* (Face à la provocation).

<sup>66</sup> Le Secrétariat de mai 1939 se composait de Francisco Miguel, Ludgero Pinto Bastos et Álvaro Cunhal. Après les arrestations des deux premiers en décembre 1939, Álvaro Cunhal, Francisco Sacavém et Carolina Loff en assurèrent le fonctionnement. En mai 1940, après l'emprisonnement de Álvaro Cunhal et Carolina Loff, Vasco de Carvalho rejoignit Francisco Sacavém au Secrétariat.

<sup>67</sup> Francisco MIGUEL, *Das prisões à liberdade*, op. cit., p. 75.

<sup>68</sup> Au moment de la libération des dirigeants emprisonnés à Tarrafal et à Angra do Heroísmo, la direction du PCP continental était très affaiblie ; d'ailleurs le PCP lui-même ne semblait plus qu'un spectre. Deux éléments tentaient de poursuivre les actions engagées (notamment la publication du journal) : Vasco de Carvalho et Francisco Sacavém, appuyés par les rares cadres encore en liberté à cette époque, comme Cansado Gonçalves.

ligne syndicale de l'IC. Les tarrafalistes, déjà convaincus de la justesse de leur cause, exportèrent alors au Portugal les réflexions engagées par l'intermédiaire de militants sortis des geôles salazaristes à l'occasion de la commémoration des centennaires de 1940. Le camp des « réorganiseurs » entreprit d'exécuter ces tâches et se montra d'une intransigeance sans nom à l'égard de la deuxième direction de 1939, puisque Júlio Fogaça alla jusqu'à qualifier de « pourriture »<sup>69</sup> ce PCP.

Lutter contre la « provocation » rendait les purges politiques aisées ; en effet, on écartait ainsi tout débat idéologique et on pouvait exclure ou éloigner sous ce motif les militants réfractaires et/ou contestataires. Les sujets de discorde ne manquaient pas ; de plus, la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique avait semé le trouble. Certains historiens affirment que, tout en acceptant le Pacte, les partisans de *Em Frente!* défendaient une neutralité favorable à l'Angleterre et à la France, alors que les « réorganiseurs » non seulement en soutenaient la signature mais adoptaient un mot d'ordre qui avantageait l'Allemagne : pour la « neutralité intégrale » du Portugal<sup>70</sup>. Quoi qu'il en soit, au-delà du combat contre des agents infiltrés potentiels, leurs activités visaient à prendre le contrôle du parti.

Tout d'abord, ils réactivèrent un réseau de militants et sympathisants grâce au journal *O Diabo*. Selon João Madeira, même si l'histoire officielle du parti dévalorise le rôle tenu par cette publication légale, dirigée par un membre de l'organisation, Fernando Piteira Santos, elle avait le mérite de resserrer les liens avec des personnes éloignées depuis 1938-39<sup>71</sup>. Ensuite, ils entreprirent de déstabiliser le Secrétariat de 1939-40 en mettant en place des actions souterraines. Elles constituaient le fer de lance de la « réorganisation » et les lettres de Júlio Fogaça de 1941 témoignent de cette utilisation de « taupes » qui se poursuivit au-delà des contacts établis avec le PC continental :

« La meilleure preuve de notre travail réside en deux éléments : premièrement, nous avons entrepris la réorganisation du parti en faisant un travail

---

<sup>69</sup> Júlio FOGAÇA, *Carta ao CE da IC*, 15 juillet 1941, in *Estudos sobre o comunismo*, n° 1, *op. cit.* p. 26.

<sup>70</sup> Voir pour plus de détails, José Pacheco Pereira, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, pp. 44-62.

<sup>71</sup> João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas, o partido comunista e os intelectuais*, Lisbonne, Estampa, 1996, pp. 145-146.

de sape dans les filières de l'ancienne organisation sans que ces dirigeants ne s'aperçoivent ni de la réorganisation entreprise par nous, ni du travail de sape »<sup>72</sup>.

De fait, ce travail de sape porta ses fruits : Francisco Sacavém se soumit aux exigences des tarrafalistas et quitta le parti ; Vasco de Carvalho résista un peu plus et négocia l'unité du parti en acceptant la suspension de *Em Frente!* dont le dernier numéro sortit en mars 1941. Mais, concluant à de faux engagements de la part des « réorganisateur », il contacta alors les Comités régionaux et leur conseilla de poursuivre leurs activités en attendant une nouvelle direction. En avril-juin 1941, c'est-à-dire au moment de « l'opération Barberousse », la situation du PCP était en suspens.

En juin 1941, les tarrafalistas mirent en place un secrétariat provisoire<sup>73</sup> qu'intégra Álvaro Cunhal en août 1942 après l'emprisonnement de Júlio Fogaça. Le rôle qu'il joua lors du III<sup>e</sup> Congrès fit de Cunhal un dirigeant central. Après l'arrestation de Júlio Fogaça et la mort de Bento Gonçalves, il occupa l'équivalent de la fonction de Secrétaire général. Toutefois, il se trouvait en prison au moment de la réunion des tarrafalistas et n'adhéra pas immédiatement à leur initiative<sup>74</sup>. Contacté par les deux groupes, il hésita et ne rejoignit les « réorganisateur » qu'à la mi-1941.

En août 1941, deux *Avante!*<sup>75</sup> paraissaient et formalisaient l'existence de deux PCP : les « *franguistas* » s'opposaient aux « *enfrentistas* » ou, à cause du renouvellement de certains cadres, les « *cunhalistas* » aux « *grilistas* » (de Velez Grilo). Chaque parti questionnait les positions de l'autre, continuait à l'accuser de « provocation », de « trotskysme », attaque suprême en ces temps stalinien, et brossait des portraits au couteau des militants de l'autre groupe. On décortiquait les positions politiques passées, on en soulignait les erreurs, on allait même jusqu'à dénoncer certains comportements déviants comme l'alcoolisme, par exemple.

<sup>72</sup> Júlio Fogaça, *Carta ao CE da IC*, 15 juillet 1941, *op. cit.*, p. 26.

<sup>73</sup> Júlio Fogaça, Militão Ribeiro et Manuel Guedes, selon João MADEIRA, *os Engenheiros...*, *op. cit.*, p. 146.

<sup>74</sup> Pour plus de détails, José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, pp. 84-93 et l'information d'un agent de la PVDE du 25 nov. 1941 spécifiant que « Álvaro Cunhal après plusieurs réunions avec les deux groupes a décidé d'intégrer les filières de celui de « Frango » à la condition d'avoir un poste à la direction ». ANTT-PIDE, Pc 3968-SR, Júlio Fogaça, p. 109.

<sup>75</sup> Voir les explications sur les différentes séries dans la rubrique « sources ». Les « *franguistas* » publièrent une série VI pendant que les « *enfrentistas* » choisissaient une série III puis IV. Le *Avante!* des années suivantes et jusqu'à la fin de la période étudiée (25 avril 1974) correspond à la suite de la série VI.

Dans les accusations lancées, la justesse des interprétations de la diplomatie soviétique était sans cesse questionnée. Les « *enfrentistas* » critiquaient tout d'abord la lecture du Pacte de non-agression des « réorganiseurs », qu'ils jugeaient pro-allemande, puis leur incompréhension des adaptations de la diplomatie soviétique après le 22 juin. Selon Pacheco Pereira, le PCP de Fogaça ne prit effectivement pas en compte toute la dimension qu'impliquait l'invasion de l'URSS par l'Allemagne. Pour cet auteur, les « *franguistas* » ne résumaient pas la Seconde Guerre mondiale à une lutte antihitlérienne. Ils distinguaient deux guerres : l'une révolutionnaire, conduite par l'URSS, et l'autre impérialiste (lecture classique) menée par les Anglais et les Américains<sup>76</sup>. C'est pourquoi même après le 22 juin, les « réorganiseurs » parlaient encore des « pays appelés démocraties » à propos des Alliés (*cf. supra*, p. 233). Ces lectures divergentes expliqueraient également, toujours selon Pereira, une approche différente de la question timoraise.

Aux écrits dénonçant l'invasion de l'île par les troupes australiennes et hollandaises comme une vive atteinte à l'intégrité territoriale du Portugal, les « *enfrentistas* » répondaient en proclamant :

« Nous jugions, camarades, qu'au Portugal seuls les salazaristes et les agents du monstre hitlérien dénonçaient l'agression des pays démocratiques contre Timor ! Nous savons maintenant que les trotskistes du groupe de Frango font la même chose, hurlant avec les loups. Mais tout le monde sait qu'il n'y eut ni agression ni occupation de la part des troupes australiennes et hollandaises. Ces dernières prennent simplement les mesures préventives que la politique tortueuse de Salazar en faveur du Japon implique, gardant l'aéroport, prêtes à repousser une agression japonaise »<sup>77</sup>.

Selon l'analyse de Pereira, les positions national-patriotiques du parti « *franguista* » à propos de Timor s'expliqueraient donc par le choix d'une perspective erronée. De la même manière qu'il défendait une « neutralité » portugaise bienveillante à l'égard des Alliés après le 22 juin 1941 et mettait quelque temps à reprendre les dispositions soviétiques sur le Front mondial antifasciste, il continuait à raisonner en terme de capitalisme et à poser l'impérialisme comme la cause

<sup>76</sup> Voir José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, p. 97. Il y cite un rapport d'un « camarade X » devant le CC du PCP en janvier 1943 : « Il s'agit de deux guerres en une ». « D'un côté l'Armée Rouge, alliée à la classe ouvrière internationale, qui mène une guerre révolutionnaire, et de l'autre les Anglais et les Américains qui mènent une guerre impérialiste. Allons contre les Anglais et les Américains ».

<sup>77</sup> « Aço », *Conferência realizada pelo Camarada Aço, perante os Quadros Dirigentes do PCP, em Dezembro de 1941*, s.l., s.d. (1941). Cité par José Pacheco PEREIRA, *ibidem*, p. 98.

première de la Guerre Mondiale. Ces orientations l'amèneraient alors à critiquer l'occupation de Timor par les Alliés, ennemis capitalistes.

Cette proposition de lecture s'avère d'autant plus pertinente qu'elle s'applique à des militants « réorganiseurs » qui n'avaient pas été à l'origine du discours pro-colonial des années 1930. On ne peut donc pas attribuer leur position sur Timor à des réminiscences de cette période mais bien à une interprétation particulière des stratégies de l'URSS après son entrée en guerre. Leur difficulté à assimiler les analyses soviétiques expliquerait leur réaction quant à l'occupation de Timor par les Alliés en janvier 1942, survenue peu de temps après le changement de ligne. En revanche, l'acceptation d'une base anglaise aux Açores s'avérait possible puisque cet événement survenait à la fin 1943.

Il faudrait toutefois remarquer que chaque moment historique recèle des éléments capables d'expliquer les « dérapages » pro-coloniaux du PCP. Il s'agit donc de saisir les raisons de leur ancrage dans la durée, au-delà des hommes, au-delà des particularismes contextuels. Force est alors de constater que quelles que soient la période et les justifications, le glissement reste permanent et identique : valorisation et conservation du patrimoine national : l'Empire. Perméabilité au mythe impérial portugais et stratégies soviétiques assimilées ou mal-interprétées interviennent dans la persistance de ce trait comportemental des dirigeants du PCP.

J'ai donc choisi d'insister sur les écrits des « réorganiseurs » sur Timor dans l'objectif de dégager cette constante des glissements communistes mais également parce que le parti d'après guerre, celui du congrès victorieux de 1943, celui étudié jusqu'en 1974, fut constitué par ces militants.

En effet, en dehors de l'initiative idéologique qu'ils lancèrent, les tarrafalistes ne représentaient numériquement pas grand-chose. Pourtant, ils parvinrent à réanimer les cellules inactives, à re-dynamiser les secrétariats régionaux et gagnèrent peu à peu la bataille engagée avec l'autre PCP pour l'occupation du terrain politique. Ils allaient, dans le même temps, solliciter l'appui de l'IC afin de légitimer leur action.

Cette dernière avait décidé de rompre avec le PCP à l'époque de Pavel. Néanmoins, ne voulant pas renoncer à une section qui pouvait occuper un rôle de premier plan sur l'échiquier politique de l'après guerre d'Espagne — de nombreux Espagnols étant réfugiés au Portugal —, elle résolut en 1939 d'enquêter sur les difficultés et la situation du PCP. Les amères conclusions qu'elle en tira la firent

réagir. Pour contrecarrer l'existence de « provocation et infiltration d'agents ennemis à diverses échelles » du parti et le « caractère infantile » du mouvement ouvrier portugais avec « ses traditions anarchistes, individualistes et la fragilité politique des cadres du parti »<sup>78</sup>, elle décida d'engager en conséquence une réorganisation du PCP. Le PCF et les Portugais en exil à Paris devaient en constituer le fer de lance et établir des contacts avec les militants restés au pays. Par ailleurs, des cadres du PCE se rendirent au Portugal dans le même but. Pourtant, l'interdiction du PCF le 26 septembre 1939 renvoya la résolution du problème portugais à une date ultérieure, les priorités ayant changé.

Ainsi les deux groupes portugais se débrouillèrent-ils seuls. Selon Cansado Gonçalves en 1983, son groupe des « *enfrentistas* » avait bénéficié du soutien de l'IC :

« Nous avons l'appui de l'Internationale à travers un cadre bulgare du Komintern venu de la guerre civile d'Espagne. Il nous a dit de poursuivre la publication de *Avante!* et de ne pas respecter les instructions des réorganiseurs et de faire preuve de patience car notre position viendrait à être reconnue. Malheureusement après être parti pour l'Angleterre, l'avion qui le conduisait en URSS a été abattu au dessus de l'Europe »<sup>79</sup>.

Selon l'ensemble des documents de Júlio Fogaça, étudié par António Ventura en 1983, le contact des « réorganiseurs » avec l'IC se fit via le PC des États-Unis, avec l'aide de marins américains<sup>80</sup>.

Les choses allaient se précipiter en 1942, plusieurs éléments intervenant dans la résolution du conflit. Cette année-là, les dirigeants des deux groupes furent arrêtés<sup>81</sup> et le Secrétaire général, Bento Gonçalves, mourut à Tarrafal. Ces événements étendirent aux secteurs décisionnels le renouvellement des générations déjà engagé. Cette réalité nouvelle accentua l'éloignement entre les deux PCP et

---

<sup>78</sup> Stela Blagoeva, sans titre, 5 janvier 1939, CRCEDHC-Moscou. Cité par José Pacheco PEREIRA, *ibidem*, p. 149.

<sup>79</sup> Firminiano Cansado Gonçalves, témoignage oral publié en mai 1983 in *Estudos sobre o comunismo*, n° 0, *op. cit.*, p. 38.

<sup>80</sup> Le communiste José Rodrigues Miguéis résidait aux États-Unis et devait communiquer les lettres du PCP au PCA (américain). La première de ces lettres date de juillet 1941 ; Júlio Fogaça y expliquait les raisons de la « réorganisation », justifications que l'on retrouve dans *O Menino da Mata e o seu cão Piloto* et dans le rapport d'Álvaro Cunhal au III<sup>e</sup> Congrès, « *A actividade do grupelho provocatório* ». Voir « Documentos sobre uma tentativa de contacto entre o Bureau político do PCP (Júlio Fogaça) e a IC em 1941 », introduction et notes de António VENTURA, *Estudos sobre o Comunismo*, n° 1, *op. cit.*, pp. 23-30.

<sup>81</sup> Vasco de Carvalho / Júlio Fogaça, Pires Jorge, Pedro Soares.



élimina indirectement les rares passerelles qui existaient entre les individus des deux groupes, consommant totalement la rupture. Par exemple, à Tarrafal, les pratiques militantes d'avant 1935 défendues par le groupe des « *afastados* » (les éloignés), les partisans de José de Sousa, semblaient anachroniques aux nouveaux arrivants, extérieures à leur culture politique. De même, sur le continent, les deux organisations évoluaient parallèlement sans aucun lien. Le PCP des « réorganiseurs » devint alors hégémonique par l'appareil qu'il construisit.

La relative vacance de la direction et la mort de Bento Gonçalves favorisèrent l'ascension de Álvaro Cunhal, membre de cette jeune génération d'intellectuels, qui imprima au mouvement de la « réorganisation » un contenu idéologique et formel incontestable et l'amena au congrès de la victoire.

## **2/ La victoire des « réorganiseurs » et leur Congrès de 1943.**

On associe fréquemment le Congrès de 1943 à un moment phare, décisif de l'histoire du parti, consacrant les « réorganiseurs ». Le PCP des « *enfrentistas* » ne disparut pas pour autant. Certes, Vasco de Carvalho se retrouvait en prison mais, dans cette organisation également, de jeunes militants renouvelaient les effectifs. Velez Grilo devint un personnage central dans la vie de ce groupe. Il reprit le flambeau de la lutte anti-« réorganiseurs » et, malgré le démantèlement par la PVDE de son appareil clandestin début 1942, ce PCP intensifia ses activités l'été 1942 et arriva à maintenir la publication de son *Avante!* jusqu'en janvier 1945. Cependant, il perdit peu à peu la bataille face au PCP d'Álvaro Cunhal, qui l'appelait désormais le « *grupelho* » (groupuscule), notamment par son manque d'emprise sur les milieux ouvriers contestataires qui grandissaient et s'exprimaient dans les années 1942-44. Il réussissait, malgré tout, à maintenir une influence politique dans les rangs des intellectuels. Il animait des débats politiques dans les cafés qui, loin de ne constituer que de futilles *tertulias* comme l'affirmait le PCP « réorganisé », entretenaient son réseau militant. Pourtant, l'emprisonnement de Grilo, début 1944, et la saisie d'une typographie clandestine en mars de la même année ébranlèrent sérieusement ce groupe qui perdura malgré tout jusqu'à la fin de la guerre au

moment où, vaincus, bon nombre de ses militants rejoignirent les rangs du mouvement socialiste reconstruit<sup>82</sup>.

Quant aux « vainqueurs », ils durent leur salut à un schéma d'organisation sans faille : règles de clandestinité revues et corrigées et emploi de « *funcionários* » (permanents). Le PCP devint un parti de professionnels. Les partisans de Lénine avaient posé très tôt les principes de la clandestinité moderne : utilisation de techniques spécifiques, dévouement total au parti... Le PCP s'inspira, bien évidemment, de ces préceptes dès son entrée dans la clandestinité mais, à partir de la réorganisation de 1929, il développa et appliqua scrupuleusement ces méthodes de fonctionnement forgeant ainsi en partie son identité politique, sa culture de la clandestinité. Avec l'arrivée d'Álvaro Cunhal, des dispositions vinrent renforcer ces caractéristiques. Plusieurs étapes rythmaient déjà le cycle clandestin : recrutement du militant, attribution du pseudonyme, parcours d'ascension dans l'organisation. Après 1940-41, le basculement dans la clandestinité impliqua d'autres réalités : possibilité pour le militant de devenir « *funcionário* », changement d'espace et de temps avec attribution d'une « compagne », véritable appui logistique de l'homme clandestin<sup>83</sup>. Celle-ci pouvait être la concubine du permanent ou une simple militante chargée des tâches matérielles. Les « *cunhalistas* » reprirent de la clandestinité léniniste essentiellement son aspect organisationnel, laissant bien souvent de côté son contenu politique.

Par ailleurs, la hiérarchie au sein du parti se renforça ; le Secrétariat cumulant diverses tâches (relations internationales, gestion des permanents, contrôle de la ligne éditoriale de *Avante!*, des maisons clandestines), il devint l'organe central du parti. Fort de cette structuration, le PCP réunit son congrès en novembre 1943, en pleine guerre, congrès de toutes les mises au point et de la reprise en main de l'organisation par Álvaro Cunhal qui, profitant de son statut d'intellectuel, présenta le rapport du CC devant le Congrès, devenu emblématique et intitulé : « La lutte pour le

---

<sup>82</sup> Pour la petite histoire : averti qu'il risquait d'être liquidé par le PCP officiel, Velez Grilo accepta la proposition de Salazar, arrêta ses activités oppositionnelles et partit au Mozambique où il devint un notable important de la vie coloniale. Adriano Moreira, entretien avec Michel Cahen, archives personnelles.

<sup>83</sup> Voir José Pacheco PEREIRA, *A sombra, estudo sobre a clandestinidade comunista, 1910-1974*, Lisbonne, Grádiva, 1993, chapitre IV.

pain, pour la liberté et pour l'indépendance du peuple portugais »<sup>84</sup>. Il fixa pour la première fois les grands axes du PCP en matière de politique générale.

Le Congrès se réunit à Monte de Estoril et se composa de délégués choisis et non élus. Les militants du parti eux-mêmes ne prirent connaissance de son existence que quelques mois plus tard dans *Avante!*. Il s'agissait pour le PCP d'y défendre et d'y entériner les stratégies récemment élaborées et d'y asseoir les directives staliniennes, comme l'abandon des syndicats illégaux et la tactique de participation aux SN de Salazar.

Le rapport comportait plusieurs rubriques analysant et spécifiant les tâches à réaliser face aux catégories nationales : « le front unique et le travail des syndicats nationaux / l'alliance avec la paysannerie / l'alliance avec la petite bourgeoisie / l'alliance avec les peuples coloniaux / le front national de la jeunesse ». Le parti y réaffirma ses analyses du moment : la guerre opposait fascistes et démocrates, défendus par l'URSS ; le salazarisme pouvant survivre à une défaite de l'Axe par des alliances de dernière minute avec l'Angleterre, la priorité résidait alors en la constitution d'un front unique afin de renverser Salazar.

Le rapport visait à démontrer la « trahison nationale » de Salazar et rappelait le choix crucial posé à la nation : le fascisme ou la démocratie. Il forgeait surtout la ligne du parti jusqu'au 25 avril 1974 : priorité à l'unité antifasciste. Álvaro Cunhal y reprenait les pistes de 1935 sur les Fronts populaires. Relevant la spécificité du contexte portugais qui empêchait l'émergence d'associations ou de partis politiques, il prônait une unité à la base et dans l'action. Les contacts entre groupes ne suffisaient pas, il fallait travailler avec tout un chacun. Cette particularité confirmait, selon lui, la justesse de la tactique de Bento Gonçalves : l'infiltration des SN.

Cette alliance pour la démocratie devait se faire avec les couches populaires, le prolétariat comme la paysannerie, mais aussi avec la petite bourgeoisie. En effet, cette dernière, par la nature du Portugal, « semi-colonie et État impérialiste », agissait sur deux tableaux. Elle pouvait participer aux côtés du peuple à la libération du pays comme, dans un même temps, réprimer tout mouvement émancipateur dans les colonies. Mais, en ces années de guerre, son aide devenait capitale pour renforcer les rangs des démocrates. Souhaitant par conséquent la ménager, le PCP concluait que « l'étape actuelle de la révolution au Portugal [était] une révolution

---

<sup>84</sup> *A luta pelo pão, pela liberdade e pela independência do povo português*, Rapport politique au 1<sup>e</sup> Congrès illégal du PCP, fascicule 2, 1943, 17 p.

nationale-démocratique, contre la domination étrangère dans [le] pays »<sup>85</sup>. Bref, les priorités étaient fixées et toute l'organisation, tout militant antisalazariste devait subordonner son activité à ce principe actif : l'unité.

Le PCP des « *enfrentistas* », s'il avait appelé à l'unité en 1942, critiqua ces dispositions car, pour lui, on ne pouvait « appuyer un gouvernement quelconque pour le simple fait d'avoir renversé la Dictature, [.. ni] un gouvernement d'unité nationale quelconque, pour le simple fait que ce gouvernement se soit autoproclamé d'unité nationale »<sup>86</sup>. Mais les dires de ce groupe eurent peu d'impact sur les « délégués » du III<sup>e</sup> Congrès que les interventions du parti dans les grèves de 1942-43 (*cf. infra*) avaient convaincus du bien-fondé de l'orientation défendue. Ils entérinèrent dans une même logique le second rapport important d'Álvaro Cunhal sur « l'Activité du groupuscule provocateur ». Ce texte revenait sur les années 1940-42 et, pour les participants, mettait un terme à cet épisode scissionniste. La « réorganisation » ne se limitait donc pas simplement, comme on a pu le lire dans les histoires officielles du parti, à l'initiative des tarrafalistes de 1940-41. Elle correspondait aussi à l'affrontement des deux partis entre 1941 et 1943.

Par ailleurs, certains auteurs voient dans le déroulement de cette « réorganisation » les conséquences à retardement des purges soviétiques des années 1930. Si on associe la « réorganisation » de 1929 à la « bolchevisation » du parti, bien qu'on ait pu mesurer la relativité et la complexité de cette qualification, de même la « réorganisation » de 1940-41 correspondrait à la stalinisation du PCP, tant les différends idéologiques s'y perdaient dans des dénonciations à tout va et des exclusions. Le Congrès de 1943, revenant sur ces purges pour les justifier et multiplier les critiques et autocritiques, scellerait la fin de ce processus.

Il faudra attendre de longues années pour que le PCP reconnaisse les erreurs passées, sans évoquer toutefois l'influence d'une URSS stalinienne. Álvaro Cunhal finit par expliquer lui-même que les raisons initiales qui motivèrent les « réorganiseurs » étaient « fausses et même gratuites »<sup>87</sup>. Les accusations de « provocation » dirigées contre les « *enfrentistas* » étaient abusives tant « les

<sup>85</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>86</sup> « A nossa posição », *Avante!*, série IV, n° 11, janvier 1944. Les mots soulignés apparaissent en majuscules dans l'original. Cité par D. L. RABY, *A resistência antifascista em Portugal, comunistas, democratas e militares em oposição a Salazar, 1941-1974*, Lisbonne, Salamenta, 1988, p. 73.

<sup>87</sup> Álvaro CUNHAL, « Préface », in *O caminho para o derrubamento do fascismo*, Lisbonne, eds Avante!, 1997, p. 35.

emprisonnements successifs de la direction pouvaient entièrement s'expliquer par le manque d'attentions aux règles clandestines »<sup>88</sup>.

S'il n'y a probablement pas de rapport direct entre la lutte fratricide des deux PCP et les purges staliniennes de la fin des années trente, il n'en reste pas moins que, dans le modèle que cherchaient à imiter fidèlement les « *franguistas* », les divergences se réglaient par dénonciations et liquidations. L'identification à un tel modèle peut suffire à expliquer la lutte à mort.

Cette stalinisation du PCP se perçoit dans les purges qu'il entreprit mais aussi dans ses choix en matière de politique générale. Par ses dispositions, le PCP collait aux objectifs du chef suprême énoncés dans la *Pravda* le 22 mai 1943 à l'occasion de l'annonce de la dissolution du Komintern. Étant donné l'attitude de Staline vis-à-vis de l'IC depuis le début de la Deuxième Guerre mondiale, cette décision ne surprend point les historiens. Dès avril 1941, Staline expliquait à Dimitrov que : « dans la situation actuelle, l'appartenance à la Comintern facilite pour la bourgeoisie la persécution des partis communistes, renforce leur isolement de la population de leurs propres pays, les empêche de se développer de façon indépendante et de réaliser leurs objectifs en tant que partis nationaux »<sup>89</sup>. Différentes analyses tentèrent par la suite d'expliquer les raisons de cette dissolution. Pour Fernando Claudín, Staline faisait une concession aux pays occidentaux car en rassurant Churchill, il renforçait le camp des Alliés, « son » camp. Il enterrait ainsi toute possibilité de transformation de la lutte antifasciste en révolution socialiste pour préserver l'URSS. Il passait également sous silence la lutte de libération des peuples coloniaux ne se concentrant que sur celle des pays envahis par les puissances de l'Axe<sup>90</sup>. Si Pierre Broué s'inscrit complètement dans cette analyse<sup>91</sup>, Pierre Frank ajoute que Staline profitait de la situation créée par la guerre pour dissoudre un organisme qu'il craignait<sup>92</sup>.

---

<sup>88</sup> *Idem.*

<sup>89</sup> Selon Firtsov, dont le témoignage est cité par Pierre BROUÉ, *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 791.

<sup>90</sup> Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, vol. I, Paris, Maspero, 1972, p. 30.

<sup>91</sup> Pierre BROUÉ, *op. cit.*, p. 800.

<sup>92</sup> Pierre FRANK, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, Paris, La Brèche, 1979, pp. 861 et 862. L'origine de la constitution de l'IC visant à favoriser la révolution mondiale, Staline préférait enterrer toute velléité de révolte qui mettrait en danger son pouvoir et se consacrer à la consolidation de la révolution dans un seul pays.

Quoiqu'il en soit, le PCP « réorganisé » se conformait aux décisions du centre. Il appuya la dissolution de l'IC dès juin 1943<sup>93</sup> et s'inscrivit par ailleurs pleinement dans les limites de la lutte antifasciste définie par Staline puisqu'il défendit la réalisation d'une révolution nationale-démocratique. De plus, il subordonna toutes les luttes à la protection de l'URSS. Ainsi, les colonies portugaises ne pouvaient-elles accéder à l'indépendance car leur immaturité les aurait conduit dans les bras d'impérialismes ennemis.

### **3/ Le III<sup>e</sup> Congrès et « l'Alliance avec les peuples coloniaux ».**

L'analyse du Congrès de 1943 s'avère capitale dans l'ensemble des réflexions menées sur le PCP et la question coloniale. Au-delà de cette étude, tous les auteurs ayant travaillé sur le parti portugais y font référence. Il est vrai que, pour la première fois dans son histoire, le parti développa une approche globale de la question. Ensuite, cette position de 1943 conduisit la politique coloniale du PCP jusqu'au V<sup>e</sup> Congrès, celui de 1957, et le début des mouvements armés dans les colonies portugaises en 1961. Enfin, elle ancrera le parti dans les orientations staliniennes en revendiquant l'héritage de toutes les positions prises jusqu'alors.

Avant de revenir sur les réflexions que suscite le texte du PCP, « l'Alliance avec les peuples coloniaux », il faut en citer de larges extraits :

« Les alliés du prolétariat dans l'actuelle étape de la révolution ne sont pas seulement la paysannerie et la petite bourgeoisie. Les peuples des colonies portugaises sont un allié naturel du prolétariat. [...]

1/ Dans le cadre de l'impérialisme mondial, le Portugal présente des caractéristiques très singulières. D'un côté, le Portugal, est un État économiquement dépendant de l'étranger, de l'autre, le Portugal est un État impérialiste et les capitaux portugais dominant, conjointement avec les capitaux étrangers, la vie économique des colonies.

Ceci détermine : d'une part, l'exploitation des masses travailleuses portugaises au bénéfice des impérialistes étrangers, d'autre part, l'exploitation des peuples coloniaux au bénéfice des impérialistes portugais et étrangers. [...]

Dépendant de l'étranger, [...] le Portugal est, en même temps, une nation opprimée et un État oppresseur. La lutte anti-impérialiste, la lutte pour l'émancipation nationale ne se pose pas uniquement dans les colonies portugaises mais aussi au Portugal. [...]

4/ La majorité des colonies portugaises se trouve encore dans un état de développement économique attardé. Chaque colonie portugaise ne constitue pas une nation. L'immense majorité de la population indigène ne se trouve pas encore

---

<sup>93</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, p. 324.

groupée en nations. Dans le territoire de chaque colonie, il y a beaucoup de tribus et groupements proto-nationaux (avec des modes de vie différents, des us et coutumes différents, avec des idiomes et dialectes différents). Ainsi, le traitement des questions nationales est spécifique à chaque colonie et compliqué à appréhender. [...]

5/ Les mouvements nationaux dans les colonies portugaises n'ont pas acquis encore de forme organisée. En général, ils reflètent à peine la haine et la terreur que les populations « noires » ont des « blanches » et dans les lieux où ils semblent plus développés — comme au Cap-Vert, par exemple — ils n'ont pas encore le caractère de mouvements nationaux. [...]

6/ Nous, communistes, n'établissons pas de différence de droits entre « noirs » et « blancs », entre les populations « attardées » des colonies portugaises et les masses de la métropole réduites à l'esclavage.

Nous, communistes, reconnaissons l'égalité des droits des nations, l'égalité des peuples coloniaux avec le peuple portugais. Cette égalité doit être réalisée par « une aide extérieure effective et prolongée » puisque l'inégalité persistera de fait encore longtemps à cause du retard des peuples coloniaux. [...]

Seule une aide fraternelle [...] du peuple portugais aux peuples coloniaux [...] permettra que la consigne d'égalité nationale ne reste pas lettre morte — parce que les peuples des colonies portugaises ne sont pas aptes, par eux-mêmes et dans les circonstances présentes, à convertir la reconnaissance de leurs droits en complet exercice de ces mêmes droits.

Nous, communistes, reconnaissons aux peuples coloniaux le droit de se constituer en États indépendants, bien que les peuples des colonies portugaises, peu développées sur tous les aspects, ne puissent par eux-mêmes, dans les circonstances présentes, assurer leur indépendance. Il ne s'agit pas de « concéder » une indépendance et une séparation dont les peuples des colonies portugaises ne sauraient profiter. Dans les circonstances présentes, cette « concession » représenterait la chute des colonies portugaises sous la domination d'un autre impérialisme.[...7/...8/...]

9/ [...] Les peuples coloniaux ont autant intérêt que le peuple portugais à la défaite du fascisme salazariste et à la conduite au Portugal d'une politique anti-impérialiste. [...] La victoire [de l'URSS et de ses alliés] est la meilleure garantie de l'indépendance du Portugal et de l'existence au Portugal d'un régime démocratique — condition pour la future liberté des peuples des colonies portugaises.

10/ Nous, communistes, luttons contre le chauvinisme portugais envers les peuples coloniaux, chauvinisme qui envahit les propres rangs du prolétariat et qui se manifeste par l'idée d'une supériorité et d'un mépris envers les « nègres » et, parfois, par une complète indifférence quant au devenir des colonies portugaises.[...]

[Conclusion] Que [ces thèses] servent à stimuler, à l'intérieur du parti (y compris dans les organismes dirigeants), l'intérêt pour la question nationale-coloniale, l'esprit de solidarité prolétarienne avec les peuples mis en esclavage des colonies portugaises.

De ce point de vue, nous n'avons rien fait, camarades. Et, pourtant, il existe une réserve puissantissime de prolétariat, de mouvement antifasciste jusqu'à aujourd'hui inexploitée. [...] Nous devons envisager la formation dans les colonies de ligues nationales, d'organisation de culture coloniale, de groupes d'intellectuels indigènes, etc. et aussi la formation d'organismes liés au parti dans les colonies,

recrutant de préférence le prolétariat naissant, y compris parmi les Portugais émigrés »<sup>94</sup>.

La richesse de ce texte mériterait indéniablement de larges commentaires. Aussi, la teneur des réflexions présentées par Pacheco Pereira sur ce thème ne laisse-t-elle de surprendre. Comparativement à la recherche générale menée dans le vol. II de sa biographie politique d'Álvaro Cunhal, et aux développements suscités par les positions du PCP sur cette question dans les années 1936-38 dans le vol. I, les deux maigres paragraphes consacrés<sup>95</sup> à ce point du rapport semblent, même si de larges extraits en sont publiés, en total décalage avec l'importance du texte. Certes, on peut admettre la thèse de cet auteur selon laquelle rien ne justifiait une analyse du parti aussi développée sur les peuples coloniaux dans les préceptes de politique générale consacrée à l'Unité mais on ne peut en évacuer l'analyse.

Bien qu'erronée, la réaction de Dawn Linda Raby a le mérite de relever d'emblée l'importance de ce texte et donc semble plus à la hauteur de « l'enjeu historique » : « La position de Cunhal dans ce domaine [...] était particulièrement intéressante et aide à comprendre les excellentes relations que le PCP a pu maintenir plus tard avec les mouvements de libération africains, malgré son engagement public avec l'opposition bourgeoise hésitante au Portugal »<sup>96</sup>. Effectivement, le PCP, comme dans les années 1920 et au début de la décennie de 1930, énonçait dans ce passage le droit théorique à la séparation. Cet anticolonialisme, même *minimaliste* et métropolitain, le distinguait clairement des autres forces de l'opposition antisalazariste. En 1943, le parti réaffirmait donc sa posture progressiste et avant-gardiste sur la question. Il se montrait d'autant plus alerté par cette thématique qu'il reconnaissait le « chauvinisme portugais qui envahit les propres rangs du prolétariat » (point 10) et se proposait de le combattre. Cela dit, il n'entretint pas, au départ, « d'excellentes relations » avec les mouvements de libération africain (*cf.* chapitres suivants). De plus, de là à conclure avec D. L. Raby que : « Bien que dans ses déclarations publiques le PCP assumât une attitude plus prudente, cette position était extrêmement objective et réaliste pour son époque, contredisant les critiques récentes de trotskistes et catholiques de gauche qui

---

<sup>94</sup> Álvaro CUNHAL, « L'Alliance avec les peuples coloniaux », Rapport au I<sup>er</sup> Congrès illégal, 1943. Voir texte en annexe.

<sup>95</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, pp. 299 et 300.

<sup>96</sup> D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, *op. cit.*, p. 68.



accusent le PCP de n'avoir jamais changé sa mentalité colonialiste »<sup>97</sup> ... En fait, plusieurs éléments alimentent mon désaccord : conclure à l'immaturation des masses africaines et remettre, pour cela, l'octroi de l'indépendance à plus tard ne témoigne peut-être pas en soi d'une « mentalité colonialiste » mais légitime les critiques évoquées.

À mon avis, tout d'abord, Álvaro Cunhal dans ce rapport se montre fidèle aux analyses développées en 1932-33 par le parti bolchevisé de Bento Gonçalves. Il revendique d'une certaine façon l'héritage du communisme portugais disputé en ces années de scission. Dans le premier point, il reprend l'idée d'un Portugal « semi-colonie ». Or, j'ai déjà souligné que, si dans le cadre d'une lutte anti-impérialiste, combattre la dépendance économique du pays vis-à-vis de l'Angleterre pouvait se justifier — le contexte particulier de la Deuxième Guerre mondiale n'intervenant pas dans cette tentative d'analyse globale du problème —, cette vision pouvait engendrer par ailleurs de fâcheuses confusions. En effet, elle a le désavantage de mettre sur le même plan les différents types de dépendance, amoindrissant par-là même les spécificités de la domination coloniale. Censés partager avec les colonisés une quasi égalité de condition, les antifascistes métropolitains leur laissaient bien peu de place pour exprimer leurs propres revendications. Partant, ils rendaient difficiles voire impossibles le questionnement et la remise en cause par les colonisés de celles qu'ils formulaient en leur nom.

« L'oubli » des préceptes marxistes par Cunhal ne fait qu'accroître la confusion. En effet, à propos de la question irlandaise, Marx évoquait les liens entre domination coloniale et paralysie du prolétariat métropolitain qui lui faisaient dénoncer les bénéfices engendrés par l'exploitation de la colonie servant indirectement la classe ouvrière anglaise<sup>98</sup>. Álvaro Cunhal n'applique, au cas portugais, que la première partie de cette analyse. Quand il s'arrête sur les bénéfices tirés de cette exploitation, c'est pour en dire qu'ils reviennent aux « impérialistes portugais et étrangers » (point 1). Il n'évoque pas les éventuelles répercussions positives pour la classe ouvrière nationale. L'ambiguïté s'accroît encore quand il

---

<sup>97</sup> *Ibidem.*

<sup>98</sup> Si le bilan global de la colonisation s'avéra souvent déficitaire, étant donné les frais de conquête, d'occupation et d'administration il fut largement positif pour certains secteurs de la bourgeoisie. La classe ouvrière ne profita pas directement de « l'argent des colonies » mais, indirectement, de l'enrichissement de ces secteurs. Forts des bénéfices coloniaux engrangés, ces derniers se montrèrent en mesure de céder à certaines revendications ouvrières.

parle des « masses réduites à l'esclavage » (point 6) puisqu'il utilise indifféremment cette expression à propos des « masses » de la métropole ou des colonies. Il nie ainsi, d'une part, « l'intérêt », à court terme et au-delà des raisons idéologiques (patriotisme, formation...), des travailleurs portugais dans le maintien du système colonial et, d'autre part, les conditions spécifiques d'exploitation des indigènes. Le Portugal avait pourtant longtemps détenu le monopole de la traite des esclaves et l'expression de « mise en esclavage » renvoie indéniablement dans ce pays à une réalité historique particulière.

Les ambiguïtés du discours tendaient à aligner sur le même plan deux types de domination différents et, en conséquence, comme dans les années 1930, à amalgamer les luttes à mener. Pour Álvaro Cunhal, logiquement « la lutte pour l'émancipation nationale ne se [posait] pas uniquement dans les colonies portugaises mais aussi au Portugal » (point 1). Le PCP doutait d'autant moins du caractère d'émancipation nationale de sa lutte que les revirements de la diplomatie soviétique confortaient cette confusion. Staline, dès juillet 1941, expliquait que : « Notre guerre pour la liberté de notre patrie se fondera avec la lutte que mènent les peuples d'Europe et d'Amérique pour l'indépendance, pour les libertés démocratiques »<sup>99</sup>. Staline faisait référence à l'indépendance des peuples dominés par les armées hitlériennes ; le PCP prit le propos pour lui. Ce parti eut la particularité de se réapproprier et de revendiquer la terminologie soviétique alors même qu'il évoluait dans un pays « libre ». Bien sûr, il lui fallait acquérir les libertés démocratiques mais, du point de vue du discours de Staline, il vivait dans un Portugal « libre » puisque le maître du Kremlin avait spécifié qu'il s'agissait « d'aider tous les pays d'Europe noyés sous le joug du fascisme allemand »<sup>100</sup>.

Álvaro Cunhal, par son examen général de la nature du colonialisme portugais et par ses abus de langage, se montre le digne héritier du PCP de Bento Gonçalves et du parti « bolchevisé ». Le contexte particulier de la guerre, s'il n'intervient pas directement dans l'élaboration de ce rapport, ne fait que conforter les positions antérieures du PCP.

Ensuite, Álvaro Cunhal prouve ici sa fidélité sans faille à Staline. D'une part, sa définition de la nation reprend les écrits du chef. « La nation c'est avant tout une

---

<sup>99</sup> Staline cité par B. H. BAYERLEIN, M. NARINSKI, B. STUDER & S. WOLIKOW, *op. cit.*, p. 429.

<sup>100</sup> *Idem.*

communauté déterminée d'individus. [...elle] n'est pas une communauté de race ni de tribu mais une communauté d'hommes historiquement constituée. [...] Ainsi, une nation n'est pas un conglomérat accidentel ni éphémère. [...]»<sup>101</sup>. Il faut également une « communauté de langue, [...] de territoire, [...] une cohésion économique [et] une communauté de culture »<sup>102</sup>. Puisque dans les colonies portugaises « il y a beaucoup de tribus et groupements proto-nationaux » (point 4) qui parlent « des idiomes et dialectes différents » (*idem*), on comprend que chacune d'entre elles « ne constitue pas une nation » (*idem*). Cunhal développe donc une vision, très classique à l'époque et fréquente encore aujourd'hui, parfaitement évolutionniste qui considère les peuples coloniaux comme étant à l'âge du néolithique ou du Moyen-âge, avec des « tribus » et des « agglomérats proto-nationaux ». Leur libération réelle ne serait possible qu'en suivant un processus à l'européenne, à savoir la lente fusion en nations homogènes correspondant aux frontières coloniales. La révolution nationale (à venir) aux colonies est la condition de la révolution indépendantiste : pas d'indépendance sans nation.

D'autre part, les modes d'application du droit des colonies à la séparation défendus par Cunhal s'inscrivent dans la ligne directe des choix soviétiques. Dans le contexte de la guerre, les communistes portugais devaient dénoncer les rapprochements de Salazar avec les puissances de l'Axe et aider ainsi l'URSS dans sa guerre patriotique contre l'Allemagne. Ceci dit, les « réorganisateur » ne renonçaient pas à dénoncer le caractère impérialiste de cette guerre. Pour eux, les fascistes comme les États capitalistes alliés se rangeaient dans le camp des ennemis de la patrie du socialisme. À travers le prisme de cette lecture, ils concluaient qu'il valait mieux maintenir les colonies portugaises sous domination propre plutôt que prendre le risque de les voir tomber aux mains d'autres impérialismes. L'immaturation des peuples coloniaux les mènerait à renforcer involontairement l'influence des capitalistes puisque les autres impérialismes venaient de pays capitalistes plus développés (point 6). Álvaro Cunhal expliquait encore en 1997 les dispositions de ce congrès par cette crainte et ce contexte particulier de 1943, puisque le PCP à ce moment-là « pensait qu'avec l'indépendance, les colonies tomberaient aux mains des Allemands ou des Anglais,

---

<sup>101</sup> Joseph STALINE, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions sociales, 1949, p. 14-15, article de 1913.

<sup>102</sup> *Idem*.

c'est-à-dire aux ennemis »<sup>103</sup>. On retrouve les conclusions du parti exprimées dans le projet de 1925 de constitution d'une République socialiste des soviets du Portugal.

Cependant, le PCP étoffe, ici, son analyse : il ne s'agit plus en ces temps de contestation coloniale (des mouvements pour l'émancipation ont déjà éclos en Inde) de s'en tenir au retard des populations dominées. Dans le sixième point, Álvaro Cunhal insiste donc sur la reconnaissance de l'égalité des droits entre Portugais et colonisés. Mais, en évitant d'évoquer les particularismes politiques, historiques et culturels des sociétés africaines, il peut induire chez les militants le sentiment que cette égalité de droits découle d'une égalité de condition (un état de misère) et non d'un principe intangible. Cette posture amène le parti à repousser (sans cesse ?) la date de l'indépendance, au bénéfice de la convergence de lutte contre leur oppresseur commun. De ce point de vue, on comprend mieux la teneur des critiques évoquées par D. L. Raby.

Enfin, le rapport d'Álvaro Cunhal revêt une importance capitale car il fixe des modalités d'action. Dans les années 1920, le PCP avait déjà fait preuve de velléités quant à la création d'organismes liés au parti dans les colonies. Il réitère ici ses volontés. Il souhaite également y former des « ligues nationales » (point 10), c'est-à-dire des organisations politiques de masse mais non des partis africains « nationaux ». Par cette disposition, il s'inscrit toujours dans cette vision évolutionniste. Par ailleurs, ce texte pose un principe essentiel de la politique coloniale du PCP : l'instauration d'un régime démocratique au Portugal comme préalable à toute libération des colonies. Certes, dans le contexte du travail unitaire défendu et approuvé au congrès, le caractère prioritaire de la lutte antifasciste fait sens mais dans ce neuvième point le raisonnement dépasse ce cadre. En effet, « l'existence au Portugal d'un régime démocratique [est] une condition pour la future liberté des peuples des colonies portugaises ». On passe d'une priorité à un préalable. Cette idée ne se justifie même pas par une orthodoxie léniniste puisque pour celle-ci seule la destruction du capitalisme peut mettre fin à l'impérialisme et libérer réellement les territoires de toute domination alors qu'Álvaro Cunhal parle de régime démocratique et non de révolution socialiste. Peut-être trouve-t-on ici la synthèse des dispositions sur l'unité antifasciste et de la vieille idée que l'émancipation partira du centre, donc du Portugal. Quoi qu'il en soit, ce préalable

---

<sup>103</sup> Álvaro Cunhal, entretien avec l'auteur, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 11 novembre 1997.

posé en 1943 allait marquer la vie politique du PCP durant de longues années ainsi que ses relations avec les Africains engagés dans la lutte pour l'émancipation des colonies.

Les années 1939-1943 s'avèrent riches en rebondissements dans l'histoire du parti. Mis à l'écart de l'Internationale, il n'en continue pas moins de se ranger à ses décisions et plus particulièrement de suivre les orientations de la diplomatie soviétique qui pendant la Seconde Guerre mondiale ne cessent de changer. Toutefois, l'évolution du discours du parti pendant ces années ne se comprend qu'après l'étude de ses divisions internes. Mais comment dégager une ligne de conduite précise de l'organisation quand l'on se retrouve à nouveau confronté à l'existence de deux PCP ? L'enchevêtrement d'écrits d'origines diverses rend l'exercice difficile. Cela dit, si le Congrès de 1943 ne signifie pas la fin de cette période de « double PCP », il permet de cerner clairement les objectifs de celui qui survit à la crise. Álvaro Cunhal se forge à cette occasion le rôle central qu'il allait tenir dans la vie du parti jusqu'au début des années 1990. Il présente un texte d'orientation générale, règle la question de la « réorganisation », fixe les priorités politiques, fait de l'unité antifasciste la bataille primordiale du parti et rédige la première analyse d'ensemble de la question coloniale. L'ethnocentrisme patent qui se dégage de ce rapport marqua ainsi de son empreinte les réflexions du parti en la matière pour de nombreuses années à venir. Capital à tous les niveaux, ce congrès détermine l'attitude du parti face aux autres forces de l'opposition et du mouvement ouvrier.

## **B/ UN MOUVEMENT OUVRIER A L'OFFENSIVE.**

Au-delà des choix du PCP, la Seconde Guerre mondiale favorisa indirectement l'émergence de l'unité du mouvement ouvrier portugais. La détérioration des conditions de vie de la population engendra de vives contestations et une augmentation des grèves et manifestations. Plusieurs courants politiques se restructurèrent et l'opposition se retrouva forte d'un PCP pro-Alliés, à partir de juin 1941, et de l'Union Socialiste créée par des intellectuels début 1944. Par des liens d'interaction, une sympathie ouvrière pro-Alliés émergea et les contestataires

gonflèrent les rangs des groupes antisalazaristes. Cette évolution de la scène politique portugaise et les orientations adoptées par Moscou conditionnèrent l'action du PCP pour de longues années. En effet, la constitution d'organisations unitaires censées saper le fascisme à la base devint l'unique priorité du parti. Dans le contexte de la guerre froide, cette orientation s'inscrivait dans une optique de déstabilisation du camp capitaliste ; pour l'heure, la lutte pour l'instauration d'une « démocratie nationale » visait à consolider le camp de la paix, celui de l'URSS. Cette option politique reléguait au second plan les autres combats et, sur l'autel de cette priorité absolue, le parti fit quelques concessions notoires. Par conséquent, il s'avère capital de cerner les relations du PCP avec le mouvement ouvrier et ses premiers pas sur le chemin de cette nouvelle unité.

### **1/ Raisons et centres du mécontentement.**

La guerre bouleversa les équilibres précaires établis par le régime en matière économique. Si, malgré le blocus et l'absence de transport maritime, l'économie portugaise connut dans l'ensemble de la période une phase de prospérité<sup>104</sup>, ce sont les classes populaires et moyennes qui payèrent le coût d'un tel bilan. Les restrictions alimentaires se faisaient sentir, l'inflation galopait et le niveau des salaires chutait lourdement ; les conditions de vie se détérioraient chaque jour. La pauvreté urbaine explosait : mendiants, prostituées, aveugles et va-nu-pieds proliféraient dans les rues tandis qu'attaques et vols se multipliaient. Le « *Socorro de inverno* », (Secours d'hiver), œuvre caritative créée en 1935, décompta, par exemple en 1941 à Lisbonne, 100 000 pauvres, soit près de 14% de la population de la ville<sup>105</sup>. Les salaires des ouvriers diminuèrent fortement entre 1939 et 1945<sup>106</sup>. Une agitation se fit sentir dès 1941. Les mesures gouvernementales de 1942, visant à augmenter le temps de travail journalier afin de récupérer des périodes d'inactivité forcée, ne firent qu'aggraver le quotidien des ouvriers qui se mirent en grève à plusieurs reprises, à l'automne 1942, l'été 1943 et en mai 1944.

---

<sup>104</sup> J. MATTOSO, *História de Portugal*, vol. VII, *op. cit.*, p. 349-350.

<sup>105</sup> Fernando ROSAS, *Portugal entre a Paz e a Guerra, 1939-1945*, *op. cit.*, p. 344.

<sup>106</sup> Voir Ramiro da COSTA, *Elementos para a história do movimento operário em Portugal 1930-1975*, vol 2, Lisbonne, Assírio & Alvim, 1979, p. 65.

Au prolétariat des zones industrialisées se joignirent les habitants des zones rurales. De véritables jacqueries explosèrent dans tout le pays, de la Beira littorale au Trás-os-Montes. Selon Fernando Rosas, ce type de contestation loin des secteurs d'implantation de l'opposition fut largement sous-estimé par celle-ci à l'époque — il existe un déséquilibre conséquent entre les rapports du ministère de l'Intérieur et les articles d'informations contenus dans *Avante!* — puis radicalement écarté de l'héritage culturel de l'opposition<sup>107</sup>. Ces révoltes paysannes se seraient néanmoins articulées autour des grèves ouvrières, épine dorsale de l'agitation sociale, localisées dans trois grandes régions :

- celle de Lisbonne et de sa ceinture industrielle au nord et au sud du Tage, respectivement jusqu'à Vila Franca de Xira et Setúbal, zone de développement du capitalisme industriel avec, par conséquent, un prolétariat vivant exclusivement de sa force de travail. Les tensions sociales y étaient exacerbées.

- la région Nord où évoluait un semi-prolétariat industriel qui vivait de son salaire mais aussi de petites parcelles de terre. Il restait inscrit dans des relations paternalistes, ce qui le rendait moins disposé à certains types de contestation. Une seule grève significative s'y déroula durant la guerre : celle d'août 1943 des savetiers de São João da Madeira, le reste des protestations passant par des « marches de la faim ».

- l'ensemble des îlots industriels du Portugal, des verreries de Marinha Grande aux usines textiles de Alcobaça ou Tomar.<sup>108</sup>

De ces trois centres partaient des manifestations de protestation, et notamment en 1942-1944, une multiplication de grèves inter-catégorielles.

En mai et juin 1941, les premiers signaux avaient été donnés au gouvernement par les sauniers de Alhos Vedros et les ouvriers du textile de Covilhã qui se mirent en grève pour une augmentation de salaire, mais aussi par les révoltes paysannes qui parcoururent le pays, en refus des réquisitions. Durant la première moitié de 1942, les dirigeants des SN présentèrent des requêtes au gouvernement qui répondit par une intransigeance sans nom.

Aussi, le 17 octobre, dans la ceinture industrielle de Lisbonne débuta dans le secteur des transports une grève régionale et inter-catégorielle qui s'étendit peu à

<sup>107</sup> Fernando ROSAS, *Portugal entre a Paz e a Guerra...*, op. cit., p. 338.

<sup>108</sup> *Idem*, pp. 341-342.

peu au secteur des téléphones, aux chantiers navals de la CUF (Companhia União Fabril), aux docks, à diverses entreprises nationales et privées. Des affrontements opposèrent alors ouvriers en grève, soutenus massivement par les femmes mobilisées, et forces de répression, GNR et PSP. Une quinzaine de jours plus tard, le régime avait rétabli l'ordre mais devant l'ampleur du mouvement il dut y faire référence dans la presse. Depuis le 18 janvier 1934, le pays n'avait pas connu de telles actions revendicatives et l'automne 1942 marqua un tournant dans le climat social portugais. Certes, la contestation restait centrée sur Lisbonne, mais sa simple existence surprit tout le monde, à tel point que l'ambassade anglaise crut dans un premier temps à une agitation organisée par des éléments pro-germaniques<sup>109</sup> ; plus tard, elle admit l'existence de causes économiques comme facteur explicatif. Ces manifestations restèrent les seules à prendre de court ainsi le régime : par la suite, l'État Nouveau prévint les attaques en adoptant, notamment en février 1943, un ensemble législatif permettant la militarisation des activités économiques publiques et privées, afin d'assurer ainsi un « service minimum » de fonctionnement.

Si le mouvement devait bien son origine aux conditions de vie déplorables induites par la guerre, son déclenchement revint en grande partie à la spontanéité des travailleurs et des femmes — bon nombre de structures militantes n'ayant pas survécu à la clandestinité. Le Parti socialiste n'était qu'une carcasse vide sans cadre ni militant et les nouveaux adeptes de ce courant ne s'étaient point encore regroupés. Par ailleurs, la répression et la guerre d'Espagne avaient eu raison des libertaires ; par exemple, un seul militant de la CGT avait échappé à la répression de 1933-34 ; celle de l'hiver 1938 avait réduit quasiment à néant les Jeunesses libertaires. Le mouvement anarchiste était à l'agonie, comme le décrit le texte suivant : « Entre 1939 et 1942, on assiste à la désagrégation du mouvement libertaire, à l'exception des organisations nées à l'intérieur des prisons comme c'est le cas de l'Organisation libertaire de Tarrafal, seuls quelques groupes isolés [...] subsistent à Lisbonne et Coimbra »<sup>110</sup>. Il faut attendre avril 1942 pour assister à une tentative de réorganisation de la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires), mais au devenir fragile.

---

<sup>109</sup> António José TELO, *Portugal na Segunda Guerra mundial*, op. cit., p. 99.

<sup>110</sup> Paulo GUIMARÃES, « As Juventudes Libertárias e a agonia do anarquismo, 1935-1946 », *História* (Lisbonne), n° 6, septembre 1998, p. 56.



Ainsi, aucune des forces traditionnelles de l'opposition n'était en mesure de participer activement à ces grèves de 1941 et 1942, encore moins de les déclencher. Surpris dans un état de faiblesse quantitative et qualitative, le PCP ne put, pour l'occasion, relever le niveau de l'engagement des secteurs organisés du mouvement ouvrier. Toutefois, à partir de 1943, le PCP, fort de sa « réorganisation », entra dans le jeu de la contestation.

## **2/ Le PCP à l'école de la grève.**

Le PCP immergé dans les méandres de la « réorganisation » n'intervint point dans la grève de 1941. Si le parti animait quelques cellules dans certaines des entreprises en grève à l'automne 1942, leurs membres participèrent au mouvement mais n'en constituèrent pas les éléments déclencheurs. Il faut, toutefois, souligner le rôle de Alfredo Dinis (assassiné en 1945) qui l'encouragea dans la zone de Cacilhas/Almada. Mais, enferré dans ses histoires internes et l'application de sa stratégie nouvelle de constitution d'un Front mondial antifasciste, le parti admit lui-même que : « Il ne se rendit pas compte à temps de la maturité des conditions qui facilitèrent le déclenchement de la grève et n'y joua pas son véritable rôle dirigeant »<sup>111</sup>.

On assiste, en revanche, à une implication plus nette du PCP dans les grèves de 1943. Cette année-là, la situation n'avait fait qu'empirer : le pouvoir d'achat avait encore diminué, les rationnements alimentaires s'étaient aggravés et, parallèlement, les prix du marché noir ne cessaient d'augmenter ; les horaires « extra-ordinaires » de travail avaient été par ailleurs maintenus. La contestation couvait, les mutineries paysannes se poursuivaient et la chute de Mussolini, le 25 juillet 1943, servit d'étincelle. Le lendemain, un lundi, les usines de liège d'Almada cessèrent le travail autour des mêmes revendications : augmentation des salaires, accès aux produits de première nécessité et fin des contrats collectifs. Dès le mercredi 28 juillet, de nombreux secteurs rejoignirent les grévistes : la construction navale, la chimie, la céramique, la métallurgie, le textile, etc., touchant 50 000 ouvriers de Lisbonne, Almada, Barreiro, Seixal, Amora, qui déferlèrent dans les rues au cri de « *Temos*

<sup>111</sup> José GREGORIO, *O Partido e as Grandes greves de 1942 e 1943*, Rapport du Secrétariat du CC sur la lutte des masses, octobre - novembre 1942 et juillet - août 1943, eds Avante!, s/l., 1944, pp. 10 et 11. Cité par Fernando ROSAS, *Portugal entre a Paz e a Guerra...*, op. cit., p. 379.

fome » (nous avons faim). Les commerces fermèrent leurs vitrines par crainte de pillages. Les affrontements avec l'armée et la police se multiplièrent alors. Le 29 juillet, les transports (Carris), la compagnie du gaz et le secteur des téléphones entraient en scène à leur tour ; la grève s'avérait quasi générale. Comme le gouvernement tentait de régler les problèmes immédiats vécus dans la capitale par de nouvelles réquisitions dans les zones agricoles, exsangues, celles-ci rejoignirent le soulèvement.

La réponse du gouvernement fut sévère : les établissements paralysés tombèrent sous la juridiction du ministère de la Guerre qui fit emprisonner les grévistes ou les licencia massivement ; les différentes marches furent matées. Dès le 30 juillet, on constatait des reprises de travail et si deux grandes manifestations se déroulèrent encore le 2 et 3 août, le 5 marqua la fin de cet « été chaud ». Le PCP, reconnu par les travailleurs, avait appelé dès le 4 à cesser la grève, entérinant l'issue du mouvement.

Cet été-là, sa situation interne — effectifs renfloués, appareil restructuré — lui permit de s'impliquer dans la contestation. Un manifeste lancé le 21 juillet dénonça les problèmes de ravitaillement et appela à la grève en ces termes : « Pour s'opposer à la force brutale avec laquelle le fascisme oblige les travailleurs à connaître la faim et la misère, il ne reste plus aux travailleurs qu'à répondre par la force des masses [...]. Il faut suspendre le travail »<sup>112</sup>. Pour Pacheco Pereira, le parti aurait pris le train en marche et aurait choisi d'intervenir dans le mouvement seulement en juillet, après avoir senti le vent de la révolte souffler et la population prête à nouveau à une rébellion spontanée<sup>113</sup>. Cela dit, même tardive, son implication fut réelle ; pendant les grèves, il participa aux *Comissões de unidade* (Commissions d'unité) qui se réunirent dans les usines, véritables moteurs des luttes, mit en place en son sein un comité de grève chargé d'assurer les liaisons entre tous les organes du parti, anima celle de São João da Madeira....

Après la fin de la rébellion et la reprise du travail, l'organisation tira les bilans et les critiques fusèrent. De nombreux dirigeants, dont Militão Ribeiro et José Soares, estimèrent qu'il fallait pousser le mouvement ouvrier à la grève générale, portée par une revendication exclusivement politique, antisalazariste, et que le parti,

---

<sup>112</sup> Manifeste du PCP du 21 juillet 1943, cité par Ramiro da COSTA, *Elementos para a história...*, op. cit., p. 67.

<sup>113</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, op. cit., p. 246.

l'été 1943, aurait dû travailler au développement de la contestation en ce sens. Ils ajoutaient que le contexte international était, de surcroît, des plus favorables (chute de Mussolini) et qu'il était aisé de repérer l'existence d'un climat pré-insurrectionnel. Le Secrétariat, lui, justifia le recul du parti du 4 août par divers arguments : les conditions nécessaires au renversement du régime n'étaient pas réunies car, entre autres, à l'échelle nationale, la prise de conscience révolutionnaire des masses travailleuses ne le permettait pas. Afin de régler la question de ces divergences internes, le Secrétariat proposa de réunir le parti en congrès (*cf. supra*), le premier depuis 1926 et l'instauration de la dictature.

Fort de son réajustement politique, le PCP participa activement aux grèves des 8 et 9 mai 1944. Cette fois-ci, deux éléments les déclenchèrent : la diminution générale des rations aggravée d'un rationnement nouveau décrété par le régime le 20 avril, celui du pain, et une diminution supplémentaire des salaires ruraux. La grève, appelée le 7 par le PCP, se déroula les deux jours suivants ; elle eut moins d'impact que celles de l'année précédente car elle ne toucha que les zones rurales et la ceinture nord de Lisbonne. Les grands centres industriels ne démarrèrent pas.

La grève n'arriva pas à déborder ce cadre restreint, freinée par les dispositions du gouvernement prises dès le 9 mai (licenciements, punitions...) et par les nouveaux choix du PCP. En effet, consciente de l'imminence de la fin du conflit mondial, l'opposition se projetait dans l'après-guerre et inventait des alternatives unitaires et démocratiques au salazarisme. Le parti, déjà engagé dans une expérience d'union, avec sa participation au Mouvement d'unité nationale antifasciste (MUNAF) créé en décembre 1943, souhaitait ne pas effrayer ses partenaires de lutte en restant dans les cadres d'action définis par le front antifasciste. L'exigence consistait maintenant à demander des élections syndicales, les SN étant investis par de nombreux travailleurs, ce qui en transformait le rôle administratif que le régime leur avait assigné.

Après ce mois de mai particulier, quelques grèves persistèrent jusqu'en 1947 : dans l'Alentejo en 1945, dans l'industrie lainière de Covilhã et de la Serra de Estrela en 1946, dans la construction navale en 1947, mais elles n'arrivèrent pas à s'étendre géographiquement comme celles des années précédentes. La grande force du régime fut d'isoler ces divers mouvements et de mener une répression efficace. Si le PCP, quant à lui, travaillait à l'agitation sociale, à partir de fin 1943, il privilégia toutefois l'action politique et s'engouffra dans la bataille de l'unité.

Le militantisme des communistes portugais jusqu'à l'automne 1943 ne semblait pas en adéquation avec leurs aspirations. En effet, porte-parole autoproclamé de la classe ouvrière, le PCP ne travailla point à la montée d'une contestation sociale ouvrière et paysanne favorisée par le contexte de la guerre. Pris au propre piège de ses luttes internes, le parti des « réorganiseurs » saisit le train de la grève en marche et participa peu, en tant qu'organisation, aux premières grandes grèves de 1941 et 1942. En revanche, il s'impliqua d'avantage dans celles de 1943 et 1944 même si, aux dires de certains de ses dirigeants, il opta pour une attitude timorée. Sa ligne d'alliance large avec les forces de progrès portugaises pouvait expliquer cette éventuelle prudence.

### **C/ LE FRONT MONDIAL ANTIFASCISTE ET L'EMANCIPATION DES COLONIES.**

Entre le VI<sup>e</sup> Congrès de l'IC en 1935 et la signature du Pacte germano-soviétique, les PC avaient défendu l'émergence d'organisations unitaires antifascistes ; du Front unique au Front populaire, ils avaient orienté leur action vers la réalisation de cet objectif. Après l'attaque de l'URSS par Hitler, ils revinrent fin 1941 à cette tactique, l'appel de Moscou pour la constitution d'un Front mondial antifasciste relançant la dynamique enclenchée avant guerre. Comme au temps des Fronts populaires, les PC firent de nombreuses concessions, plus ou moins bien accueillies par les militants, afin de permettre cette unité nouvelle. Par exemple, au PCF, certains n'apprécièrent pas particulièrement le virage entrepris par leur direction, étranger à la culture politique de leur parti. En effet, celle-ci prôna l'engagement dans la lutte armée aux côtés du général de Gaulle sur les directives de Moscou sous prétexte que celui-ci leur « indiqu[ait] la voie »<sup>114</sup>.

De la même manière, le PCP dut mettre en sourdine certaines de ses revendications. Dès l'année 1942, se multiplièrent les contacts entre le parti et les autres forces de l'opposition afin de créer une alternative démocratique au salazarisme. En 1943, le MUNAF apparut alors sur la scène politique portugaise ouvrant les chemins de l'unité. L'éventail de ses partenaires n'ayant jamais pris

---

<sup>114</sup> Radio-Moscou, le 3 septembre 1941 : « Français ! Aidez l'Armée rouge à écraser le fascisme allemand. Combattez les envahisseurs allemands. Débarrassez-vous de Pétain et de Laval. Le Général de Gaulle vous indique la voie. Français aux armes ! ». Cité par B. H. BAYERLEIN, M. NARINSKI, B. STUDER & S. WOLIKOW, *op. cit.*, p. 430.

position en faveur d'une autonomie des colonies portugaises, c'est sur la question du devenir des territoires dominés que le parti opéra, sans surprise, ses plus flagrants reculs.

### **1/ Les chemins de l'unité — le MUNAF.**

Dès 1942, les socialistes avaient tenté une réorganisation menée, entre autres, à Lisbonne par Vitorino Magalhães Godinho, José Magalhães Godinho, Moura Dinis et Manuel Pires Jorge, à Porto par Mário Cal Brandão et António Macedo et à Coimbra par Paulo Quintela. Ces militants rompirent avec le vieux Parti socialiste (SPIO) de Ramada Curto et tentèrent de restructurer ce courant de pensée. Divers groupes émergèrent alors, comme celui du *Núcleo de doutrinação e acção socialista*, qui s'unirent pour fonder l'Union socialiste début 1944. Par l'intermédiaire du mathématicien communiste Bento de Jesus Caraça, ils établirent fin 1942 des contacts avec le PCP qui se montra enthousiaste à l'idée de créer une Union démocratique. Le parti pensait, en effet, et l'affirmait dans ses colonnes en janvier 1943, que Salazar ne tomberait pas forcément avec la victoire des Alliés et qu'il fallait, par conséquent, préparer le futur de la lutte contre le fascisme. Il était alors disposé à s'unir aux républicains, aux rares cégétistes (anarcho-syndicalistes), aux monarchistes.... Álvaro Cunhal, se distanciant de l'aile gauche du PCP, proposa même de travailler avec les membres des institutions fascistes qui auraient éventuellement manifesté des signes d'opposition interne à Salazar. Le PCP invitait toutes les bonnes volontés à lutter pour le renversement du régime. Pourtant, ces personnalités de tout bord se montraient peu disposées à oublier les positions du parti de 1939-41 et à travailler avec ce soutien actif de l'agitation sociale. Mais le sachant incontournable, elles acceptèrent l'union, envisageant néanmoins de l'écarter des cercles du pouvoir une fois le but atteint.

Les diverses forces en présence entamèrent donc des négociations longues et fastidieuses. L'idée du PCP consistait à lier la campagne contre le fascisme aux luttes quotidiennes de la population pour l'amélioration des conditions de vie ; de là le titre du rapport de 1943 « La lutte pour le pain, pour la liberté et pour l'indépendance du peuple portugais ». Il exerçait une pression constante en réaffirmant ses principes et ses propositions dans diverses publications. Ainsi, il

publia dans l'*Avante!* de mars 1943 le contenu d'un manifeste lancé un mois auparavant. Il y jetait les bases de « la constitution de l'unité nationale de toutes les organisations, groupes et individus antifascistes et patriotiques ». Le programme immédiat d'action en neuf points proposé par le parti prônait le renversement de Salazar et son remplacement par un gouvernement démocratique et spécifiait que : « La liberté et l'indépendance, l'instauration d'un régime démocratique au Portugal, [dépendaient] absolument de l'Unité nationale des progressistes et des patriotes »<sup>115</sup>. Le parti visait à rallier un maximum d'individus à sa cause et à influencer ainsi ses partenaires politiques.

Cette association unitaire en formation s'exprima pour la première fois sur la place publique durant l'été 1943, avec la parution d'une lettre ouverte à l'ambassade anglaise. Elle dénonçait le salazarisme et demandait l'appui des Alliés dans le processus de libération du Portugal. Elle signait, à ce moment-là, « Front national démocratique ». Un mois après le congrès du PCP, en décembre 1943, elle annonçait la constitution du MUNAF, formé de toutes les composantes de l'opposition : l'Union socialiste, les restes de la SPIO, le PRP (Parti républicain portugais), les anarcho-syndicalistes de la CGT, l'*Esquerda democrática* (Gauche démocratique), le groupe de la *Seara Nova* et quelques individus isolés, francs-maçons et monarchistes<sup>116</sup>. Elle mettait également en place un Conseil national d'unité antifasciste (CNUAF)<sup>117</sup>.

Le Mouvement, illégal, possédait donc une double structure au niveau national : un Conseil national et une Commission exécutive (CE), sorte de secrétariat de l'organisation. Norton de Matos, général républicain connu pour sa participation à la Première Guerre mondiale et son statut de gouverneur d'Angola, présidait le Conseil, vitrine de l'unité. La CE<sup>118</sup>, quant à elle, prenait les décisions. Le MUNAF trouva une audience populaire, et les étudiants engagés dans la lutte depuis 1940 en

<sup>115</sup> « 9 pontos, programa para a unidade nacional », communiqué du CC, *Avante!*, série VI, n° 29, 2<sup>ème</sup> quinzaine de mars 1943, p. 5.

<sup>116</sup> D. L. RABY, « Portugal, 1942-1947 : o problema da estratégia revolucionária da Oposição », *Análise Social* (Lisbonne), série III, XX, n° 84, 1984, p. 690.

<sup>117</sup> Le CNUAF contacta même, sûrement à l'insu des représentants du groupe de Cunhal, Velez Grilo de l'autre PCP comme en témoigne une lettre de la main de celui-ci publiée dans *Estudos sobre o comunismo*, n° 0, *op. cit.*, p. 18.

<sup>118</sup> Composée initialement de José Magalhães Godinho (socialiste), Fernando Piteira Santos (PCP), Jacinto Simões (républicain indépendant), Moreira de Campos (républicain), Alberto Rocha et Manuel Duarte, selon D. L. RABY, *A Resistência antifascista ...*, *op. cit.*, p. 27.

gonflèrent les effectifs<sup>119</sup> ; il édita même clandestinement, entre autres, *Libertação nacional*.

En août 1944, le CNUAF publia son « Programme d'urgence du gouvernement provisoire ». Ce dernier « I/ dissoudrait l'ordre fasciste [...] II/ instaurerait un ordre démocratique [...] III/ améliorerait les conditions de vie du peuple portugais »<sup>120</sup>. La distribution clandestine de ce programme à travers tout le pays prouva l'efficacité d'une opposition unie et son succès témoigna du mécontentement général. La question de l'élaboration d'une stratégie pour la prise du pouvoir se posa rapidement aux membres du mouvement. Le PCP se distingua à nouveau des vieux républicains encore partisans de coups d'État militaires. Ces derniers intervenaient, par conséquent, en priorité auprès des Forces armées et envisageaient, parallèlement, la constitution de « groupes de choc » chez les ouvriers. Le parti, lui, profitait de toutes les occasions pour dénoncer Salazar comme « traître à la nation », utilisant notamment le cas timorais, et développait l'agitation sociale, suivant en cela la ligne définie lors de son dernier congrès en faveur « d'un soulèvement des masses ». Sa participation aux grèves de mai 1944 s'inscrivaient dans cette stratégie.

Si le PCP se démarqua des républicains empreints de *revilharismo*, il applaudit, en revanche, à la mise en place des « groupes de choc », les GAC (Groupes antifascistes de combat) en décembre 1944. Le CNUAF s'adressa, en effet, à « tous les Portugais antifascistes et patriotes non intégrés dans les organisations politiques nationales ». Il les appela à créer ou à intégrer ces groupes et « à s'engager dans la lutte pour la liberté du Peuple et pour l'indépendance de la Patrie, à lutter pour le renversement du gouvernement fasciste de Salazar, à prendre les armes quand ce sera nécessaire, à accomplir les directives du Conseil national »<sup>121</sup>.

Pour le parti, l'existence des GAC s'inscrivait dans ses objectifs d'insurrection populaire, il en était alors le premier artisan. Il expliquait que :

« Le soulèvement national ne sera pas un mouvement pacifique, il sera une grève générale doublée d'une insurrection. Pour cette dernière, le peuple portugais doit avoir des hommes entraînés à la lutte armée. [...] Le parti communiste défend

<sup>119</sup> Voir Mário SOARES, *Portugal amordaçado*, Lisbonne, Arcádia, 1974, pp. 51-56.

<sup>120</sup> *Programa de emergência do governo provisório*, CNUAF, août 1944, 7 p. FMS, dossier n° 2592.01.

<sup>121</sup> *Grupos antifascistas de combate (GAC)*, CNUAF, s/d, 1 p. FMS, dossier n° 2592.01.

l'unité du peuple avec les Forces armées contre la trahison du fascisme [...]. Mais, le peuple ne doit pas confier la révolution démocratique aux seules actions des Forces armées. Il doit avoir ses propres organismes, [...] d'où la nécessité de détachements armés qui puissent défendre les masses populaires de la violence et de la répression fasciste. Le parti communiste pense que les GAC doivent se transformer dès maintenant en ces détachements. [...] La formation des GAC est un mot d'ordre du Conseil national. Mais, le parti, comme force d'avant-garde du mouvement d'unité démocratique, doit fondamentalement organiser et dynamiser les GAC »<sup>122</sup>.

À la même époque (février 1945), le parti se plaignit de l'immobilisme de ces structures et souhaita que « les GAC agissent d'ores et déjà »<sup>123</sup>. Selon lui, le MUNAF ne devait donc pas se contenter d'attendre le coup d'État militaire en préparation puisque le pays était au bord de la crise révolutionnaire et connaissait un climat pré-insurrectionnel. Début 1945, des troupes armées mutines étaient prêtes à agir, mais pour des motifs chaque fois différents elles n'entrèrent pas en action. Le MUNAF qui n'avait pour réelle base que les effectifs du PCP, conclut que les GAC ne possédaient pas de moyens d'action suffisants et les supprima fin 1945 ou début 1946.

Dans l'ensemble, les moyens de lutte choisis par le MUNAF ressemblaient à ceux mis en œuvre par les résistants des pays occupés à la seule différence que le sol portugais était vierge de toute intrusion étrangère. Ce particularisme explique en partie l'échec de l'opposition. Si, entre 1943 et 1947, les projets de conspiration se multiplièrent, nul n'aboutit. La crise interne du régime de mai 1944, la fréquence des mutineries paysannes et des grèves, la défaite des puissances de l'Axe n'eurent pas raison de l'État Nouveau. Pourtant, en mai 1945 à l'annonce de la reddition de Hitler, de grandes manifestations déferlèrent dans les villes du pays au cri de « Élections libres ! Liberté ! Démocratie ! [...] À bas le fascisme ! À bas Salazar et la PIDE ! »<sup>124</sup>. Les revendications populaires prirent une telle ampleur qu'elles convainquirent le PCP que l'« on ne pouvait exclure un renversement « pacifique » du gouvernement de Salazar »<sup>125</sup>.

<sup>122</sup> « Os GAC's », *O Militante*, série III, n° 36, février 1945, s/p. Archives ICS, fonds César de Oliveira.

<sup>123</sup> « Os GAC's devem agir desde já », *Avante!*, série VI, n° 72, 2<sup>nde</sup> quinzaine de février 1945, p. 1.

<sup>124</sup> « A vitória das Nações unidas, a nação portuguesa exige eleições livres ! », *Avante!*, série VI, n° 77, 2<sup>eme</sup> quinzaine mai 1945, p. 1.

<sup>125</sup> « Resolução do CC sobre o governo provisório », *Avante!*, série VI, n° 79, 2<sup>eme</sup> quinzaine de juin 1945, p. 1. Il faut entendre ici par « renversement pacifique » une destitution de Salazar sans insurrection ni même coup d'État.



Mais l'État Nouveau, sentant la victoire des Alliés proche, travailla avec succès à partir de la mi-1944 à sa survie politique. D'une part, il négocia et obtint le soutien des Alliés, d'autre part, il réussit à contrôler les officiers des Forces armées qui avaient montré des signes de mécontentement jusque-là. Pour ce faire, Salazar engagea une sorte de rénovation de l'Union nationale et du Secrétariat à la propagande. De plus, il fit aux Anglais la promesse d'une évolution du régime avec l'entrée de l'opposition à l'Assemblée. Ainsi, dans un discours d'août 1945, promit-il des « élections libres [...], aussi libres que dans la libre Angleterre »<sup>126</sup>. L'opposition y crut, « elle attendit ! Ce fut son erreur historique »<sup>127</sup>. Elle n'imaginait pas une telle trahison des Alliés qui ne désavouèrent pas le régime, pas même à l'occasion du deuil national de trois jours décrété par l'État Nouveau pour la mort de Hitler. Pourtant, les tractations autour de la cession d'une base militaire aux Açores donnaient une sérieuse indication des choix diplomatiques à venir des Anglais.

## **2/ Le devenir des colonies sacrifié.**

Avec le Congrès de 1943, le PCP entérina l'abandon des positions national-patriotiques anciennement défendues et l'adoption d'un discours plus conforme aux orientations « marxistes-léninistes » de l'IC. Pourtant, ses engagements pro-unité l'amènèrent à en renier certaines. On constate ainsi en 1942-43 l'existence concomitante d'écrits réitérant les principes fondamentaux léninistes et d'autres adhérant au programme minimum de l'opposition unie. Les axes en étaient tellement opposés que concilier les deux semble relever d'une réelle schizophrénie politique. D'un côté, le PCP énonçait le droit élémentaire à l'émancipation des peuples coloniaux, de l'autre, afin de satisfaire des partenaires peu enclins à revenir sur la nature de l'Empire portugais, il admettait le maintien de la situation d'alors.

Par exemple, il reprit, en mai 1942 dans les colonnes de *Avante!*, ses accusations anticoloniales en dénonçant la politique impérialiste de l'État Nouveau. À propos des conditions de vie dans les *roças* (plantations cacaoyères) de São Tomé, il critiquait avec véhémence le sort des travailleurs venus du Mozambique qui,

<sup>126</sup> Salazar, cité par Mário SOARES, *op. cit.*, p. 87.

<sup>127</sup> *Idem.*

déplacés légalement pour une durée maximale de trois ans, restaient en pratique selon lui entre vingt et trente ans sur place.

« La « politique impérialiste » du fascisme salazariste vint aggraver de manière considérable la situation en soi désespérée des peuples coloniaux et en particulier des esclaves de São Tomé. [...] La « politique impérialiste » du salazarisme représente l'exploitation la plus brutale, la plus honteuse des peuples qui souffrent de l'impérialisme portugais ! Seul un gouvernement autonome des peuples coloniaux pourra leur garantir la liberté et la justice auxquelles ils ont droit »<sup>128</sup>.

Si le PCP n'évoque ici qu'une hypothétique autonomie des colonies portugaises (vocabulaire accepté également par certains républicains), cet article ne constitue pas un écrit isolé dans une montagne de concessions. De la même manière, le parti insistait, en octobre 1942 par exemple, sur ses thèmes de prédilection à propos de la situation capverdienne. Le PCP semblait bien au fait de la réalité de cet archipel puisqu'il lui consacra de nombreuses informations durant les années de guerre. Il dénonçait alors les ravages causés par le colonialisme :

« Vous avez, ici, une petite démonstration de ce qu'est cet « Empire » portugais si vantard, les habitants continuent à vivre dans le plus complet abandon et dans la plus grande misère sans la moindre protection. Au Cap-Vert, par exemple, [...] pendant que les problèmes de ces malheureux restent sans solution, le gouvernement de Salazar poursuit sa politique démagogique en envoyant de temps en temps un émissaire aux colonies pour maintenir ces populations dans l'illusion. [...] Ceci vient démontrer aux peuples coloniaux que le salazarisme est incapable de résoudre leur situation, que seul un gouvernement libre, élu par le peuple et qui s'intéresse à la résolution de ces problèmes, pourra les libérer de la faim, de l'esclavage dans lequel ils continuent à vivre. Et cette réalité vient démontrer au peuple portugais que « n'est pas libre un peuple qui opprime d'autres peuples ». Le PCP, comme principal interprète des opprimés du Portugal, dénonce cette misère engendrée par le régime salazariste et invite les peuples coloniaux à s'unir à ses côtés dans sa lutte contre le salazarisme et contre l'exploitation coloniale »<sup>129</sup>.

Certes, cet appel du parti à l'union entre colonisés et communistes de métropole dans une lutte commune contre le salazarisme ne s'apparentait pas *a priori* à une revendication radicale du droit à l'indépendance. Il ne s'en rangeait pas moins parmi les écrits les plus virulents du parti sur la question et reprenait l'un des étendards des PC : « N'est pas libre un peuple qui en opprime un autre ». Par ailleurs, la proposition d'alliance formulée dans ce texte préfigurait la position

<sup>128</sup> « A escravatura na ilha de São Tomé ! », *Avante!*, série VI, n° 10, mai 1942.

<sup>129</sup> « As belezas do império português, a fome em Cabo-Verde », *Avante!*, série VI, n° 19, 2<sup>ème</sup> quinzaine d'octobre 1942.

adoptée lors du I<sup>e</sup> Congrès illégal et devenait un véritable leitmotiv. Ainsi, le PCP proclama-t-il en novembre 1942 que : « Les peuples coloniaux ont le même intérêt que les travailleurs du Portugal : le renversement du gouvernement fasciste. Cette caractéristique rend indissoluble leur alliance avec les forces progressistes métropolitaines dans cette lutte »<sup>130</sup>.

Le programme minimum pour l'unité nationale, que le PCP publia dans ses colonnes en mars 1943 et soumit à ses partenaires potentiels, allait plus loin dans l'évolution tactique. En effet, le parti incluait un point sur la question coloniale (8) qui prônait « l'établissement d'une alliance libre avec les peuples coloniaux »<sup>131</sup>. Certes, la formulation était habile, « alliance libre » ne définissait pas un statut précis et laissait la question ouverte.

Néanmoins, dans le programme adopté finalement par le CNUAF, la dialectique changeait du tout au tout puisque, toujours en point 8, était écrit que : « le gouvernement provisoire [futur] défendra l'unité du Portugal avec les colonies »<sup>132</sup>.

Dans le détail :

« 1/ On s'orientera vers le principe de l'unité embrassant les territoires de la métropole continentale, insulaire et des colonies, étant bien entendu que la mission de la métropole auprès de ses colonies se justifie uniquement d'un point de vue humaniste dans la mesure où elle assure une mission civilisatrice et d'appui aux peuples indigènes.

2/ On resserrera les liens entre la métropole et les colonies, par le développement des moyens de communication, avec tout le recours que la technique permet ; par l'intensification des liens d'interdépendance économique entre la métropole et les colonies ; par la promulgation de mesures de défense de l'indigène en ce qui concerne ses conditions de travail, son éducation et l'élévation de son niveau économique et de civilisation »<sup>133</sup>.

Le CNUAF adopta donc un programme clairement colonialiste et en totale opposition avec la proposition de mars 1943 du parti communiste. On peut le rapprocher d'un des communiqués, non daté, de la Commission exécutive du MUNAF qui revendiquait clairement la possession de colonies : « Après vingt ans de salazarisme, le Portugal se trouve au bord de la ruine et sur le chemin de la guerre

<sup>130</sup> « A verdade sobre o « império colonial português » », *Avante!*, série VI, n° 20, 1<sup>ère</sup> quinzaine de novembre 1942, p. 4.

<sup>131</sup> « 9 pontos : programa para a unidade nacional », 1943, *op. cit.*, p. 1. Souligné par moi.

<sup>132</sup> « CNUAF tem um programa », *Avante!*, série VI, n° 58, 2<sup>ème</sup> quinzaine de juillet 1944, pp. 1 et 2. Souligné par moi.

<sup>133</sup> *Programa de Emergência do Governo provisório*, CNUAF, juillet 1944.

civile, ce qui peut le conduire à la perte de sa souveraineté sur les provinces d'outre-mer et celle de son indépendance comme nation »<sup>134</sup>. Mais ces positions colonialistes de l'opposition républicaine n'étaient pas une nouveauté.

On peut se montrer surpris, en revanche, par la concession faite par le PCP. Certes, il négocia une version plus proche de sa position initiale, mais ces tentatives restèrent vaines. En effet, le projet proposé par la Commission de rédaction au CNUAF, début 1944, souhaitait : « assurer et intensifier l'unité [entre les territoires de la métropole continentale, insulaires et des colonies] sur les aspects suivants : I/. l'aspect territorial [...] II/. l'aspect économique [...] III/. l'aspect social »<sup>135</sup>. Face à cette formule pro-coloniale, le PCP tenta en juillet de faire au moins accepter quelques revendications en faveur des peuples coloniaux : « Le gouvernement provisoire luttera contre les idées de haine raciale en établissant la possibilité d'accéder aux postes de l'Armée et de la Marine aux Portugais de quelque race qu'ils soient et en abolissant la loi d'interdiction de mariage avec des femmes de couleur et d'autres lois similaires »<sup>136</sup>.

L'échec supposé des négociations au vu de la version finale adoptée démontre la prégnance de l'idée coloniale au sein de l'opposition portugaise. Les dispositions proposées s'avéraient de dignes héritières du colonialisme républicain qui visait à humaniser les rapports avec les colonies et à favoriser leur développement sur un modèle européen ; elles s'inscrivaient dans la classique politique d'assimilation. Les préceptes de « colonisation positive » de certains militants de l'Internationale socialiste s'exprimaient ici pleinement. Ce point fait dire à D. L. Raby que : « à l'exception de la position réactionnaire sur la question coloniale »<sup>137</sup>, [le programme constituait] une formulation progressiste et convaincante de l'alternative démocratique »<sup>138</sup>. Dans l'étude transversale ici menée, « l'exception » prend une importance certaine. Elle vient démontrer qu'une fois de plus, les principes relatifs aux colonies sont sacrifiés. À la suite de l'analyse de la

<sup>134</sup> *Pela pátria ! Pela paz, Pela democracia !*, Communiqué de la Commission exécutive du MUNAF, s/d, p. 1. FMS, dossier 2592-01, fl. 19.

<sup>135</sup> *Projet de programme*, Commission de rédaction du CNUAF, s.d. (début 1944). Cité dans *Estudos sobre o comunismo*, n° 0, *op. cit.*, annexe 7, p. 21.

<sup>136</sup> *Projecto proposto ao CNUAF como base de discussão para a adopção de um programa definitivo*, PCP, juillet 1944. *In ibidem* p. 22.

<sup>137</sup> Souligné par moi.

<sup>138</sup> D. L. RABY, « Portugal, 1942-1947... », *op. cit.*, p. 692.

question pour les années 1920 et 1930 (*cf. supra*), on ne peut que conclure que le PCP montrait une plus grande facilité à renoncer à ses revendications anticoloniales plutôt qu'à d'autres. Le fait que celles-ci restent largement du domaine de la théorie explique, en partie, ce processus.

Comme au temps des Fronts populaires, le PCP choisit, au nom des nécessités politiques du moment, de revenir sur ses positions en matière coloniale plutôt que de rompre le front de l'unité. Il tentait ainsi d'appliquer, à tout prix, l'orientation de Moscou de 1941 qui faisait de la réalisation du Front mondial antifasciste l'objectif absolu. La nature de la concession — les revendications anticoloniales étant éloignées de la réalité et de l'émotion des militants —, laisse supposer que ce renoncement ne représenta pas un énorme sacrifice pour la direction du parti.

### **CONCLUSION.**

Durant ces années de guerre, le PCP emprunta une trajectoire sinueuse, et vécut des moments tumultueux. Confronté à une véritable scission lors de la « réorganisation », il assista lors de son 1<sup>er</sup> Congrès illégal de 1943 à la victoire des partisans de l'orthodoxie stalinienne, conduits par Álvaro Cunhal dont le rôle dirigeant émergea clairement à cette occasion. Ce congrès offrit également la première analyse générale de la question coloniale, qui s'inspirait de l'héritage du PCP de Bento Gonçalves et des visions de Staline sur la question nationale.

Entre 1943 et 1945, le parti appliqua à la lettre les dispositions votées au congrès : il œuvra en faveur d'une insurrection populaire, en participant notamment aux grèves et aux GAC, et s'impliqua dans la première expérience unitaire de l'opposition, le MUNAF. À partir de ces années, il n'eut alors de cesse de réaffirmer la priorité donnée à l'unité malgré les sacrifices qu'une alliance avec les socialistes, les républicains et autres opposants clairement colonialistes lui imposait. Mais ces sacrifices — réels — étaient néanmoins rendus possibles par l'historicité propre du PCP, profondément enracinée dans l'idée nationale portugaise.

### **III/ L'après-guerre : d'un allié à l'autre.**

*Les vérités cachées ne vont pas tarder à devenir officielles, sans aucune conséquence sur le cours des choses. L'héroïsme des oppositionnels de jadis et d'hier sera salué, pour mieux être oublié. L'histoire n'est pas juste, elle n'a pas de morale.*

Jean-François Vilar

La Deuxième Guerre mondiale terminée, les puissances impliquées conclurent à la victoire des démocraties sur le totalitarisme allemand et italien, à celle de la paix sur les auteurs de guerre. Pourtant, si l'Europe se remettait peu à peu des dégâts causés par le fascisme et le nazisme, la population de certains territoires resta prisonnière de ses oppresseurs. Ainsi, le « bloc chrétien latin » persistait, et Franco comme Salazar restaient au pouvoir. L'occupation des « pays de l'Est » par l'Armée rouge inquiéta les États libéraux ; par sa lutte contre le communisme, l'État Nouveau devenait alors fréquentable. Sa vieille alliance avec l'Angleterre et les engagements qu'il avait donnés pendant la guerre lui permirent d'occuper un nouvel espace dans l'échiquier géopolitique de l'après-guerre et justifiaient largement son maintien au pouvoir.

La lutte des antifascistes portugais, désormais seuls après l'attitude des puissances occidentales, qu'ils qualifièrent de « trahison », se poursuivit donc au-delà de cette « victoire » du camp démocratique. Le PCP tentait coûte que coûte de renverser Salazar. Il maintenait le cap de sa stratégie frontiste des temps de guerre et, d'un point de vue colonial, continuait à « sacrifier » ses revendications à la réussite de son entreprise antifasciste. Il multipliait ainsi les expériences unitaires, persuadé de vivre une période de transition où Salazar pouvait être renversé malgré la défection des Alliés. Par ailleurs, conscient de l'accroissement des difficultés de son combat et, parallèlement, de son développement politique, il décida d'étendre ses activités aux colonies et de chercher de nouveaux alliés, de nouveaux partenaires de lutte : les populations coloniales. D'autant plus que les récentes dispositions des Alliés légitimèrent chez celles-ci la montée d'un sentiment anticolonial propice à la réception de discours contestataires.

Après l'examen des stratégies du PCP et de l'opposition portugaise dans l'immédiat après-guerre face au maintien de l'État Nouveau, j'étudierai les évolutions

du parti sur la question coloniale, à l'aube des nouveaux rapports internationaux nés de l'affrontement Est/Ouest et des premières décolonisations.

### **A/ MALGRE SA DEFAITE PORTUGAISE, LE CAMP DES DEMOCRATES NE DESARME PAS.**

La victoire du camp démocratique procura indéniablement un nouvel essor à l'opposition. Les contacts avec les Alliés se multiplièrent et en particulier avec la Grande-Bretagne par le biais des ambassades ou de l'Institut britannique, dirigés à ce moment-là par des démocrates portugais. Les opposants au régime réclamaient des pressions diplomatiques sur Salazar. La grande manifestation populaire qui eut lieu à Lisbonne le 8 mai 1945 leur donnait du poids dans les discussions.

Mais Salazar avait préparé sa sortie : il sauvait sa tête en promettant notamment aux Alliés une libéralisation du régime. Des sentiments contradictoires assaillirent les démocrates portugais, partagés entre réjouissance et désespérance. Certes, l'idée démocratique triomphait du fascisme dans ce conflit de titans, mais les États l'incarnant les laissaient seuls face à leur dictature. De nouvelles interrogations surgirent : devait-on participer aux élections organisées par le régime ? Remettaient-elles en cause les stratégies unitaires précédentes ?

L'opposition crut un instant à une possible ouverture du régime, et participa ainsi aux différentes campagnes électorales, convaincue toutefois de leur illégitimité. Le PCP se laissa prendre en 1945, de la même manière, à espérer un renversement du fascisme. Toutefois, tous ses militants n'étaient pas d'accord sur les modalités de sortie de l'État Nouveau. Certains expliquaient la viabilité d'une « *política de transição* » (politique de transition) et d'un changement pacifique de régime, pendant que d'autres, majoritaires dans ce débat politique, croyaient en un soulèvement des masses conduisant à l'insurrection nationale. La consolidation ou la structuration de mouvements unitaires devait favoriser cette option. Mais, les prémices de la guerre froide mirent un terme à cette stratégie.

Il faut alors saisir la nature des rapports établis entre le PCP et le reste de l'opposition dans cette période charnière pour pouvoir mesurer pleinement les raisons de l'acceptation par le parti du discours colonialiste de ses partenaires de lutte.

### **1/ L'expérience légale de l'opposition : le MUD et les élections de 1945.**

Conscient de ce qu'impliquait le changement de contexte international pour l'État Nouveau, Salazar réunit à la mi-août 1945 l'Union nationale – le parti unique – afin de discuter des mesures à prendre pour satisfaire son partenaire britannique. S'il savait d'ores et déjà que la survie de son régime était assurée, il lui fallait témoigner de sa bonne foi et inventer les formes de la libéralisation politique. Il songeait bien à « reculer », mais entendait le faire de manière très maîtrisée.

Il entreprit tout d'abord d'apporter quelques modifications à la loi électorale et révisa en cela la Constitution. Ensuite, il proclama une amnistie partielle pour les crimes politiques et réorganisa la PVDE. Cette dernière disparut pour laisser place à la PIDE (Police internationale et de défense de l'État) en octobre 1945. Mais si cette nouvelle police devait théoriquement « suivre [...] le même système que celui adopté en Angleterre » au nom de la prévention des « crimes contre la sécurité extérieure et intérieure de l'État »<sup>139</sup>, elle se révéla un instrument implacable de répression politique. Enfin, afin de satisfaire pleinement aux exigences internationales, Salazar convoqua la tenue d'élections législatives le 18 novembre 1945, même si dans son discours du 7 octobre 1945, il réaffirma sa condamnation des systèmes électoraux. Le choix de cette date visait à prendre de court une opposition quelque peu démunie face à une éventuelle campagne électorale. Salazar s'y impliqua personnellement, car devant les sympathies engrangées par ses adversaires, la victoire ne paraissait pas assurée.

En effet, bien que l'opposition adoptât des attitudes variées face à ce nouvel enjeu de participation électorale, elle releva néanmoins le défi. Certains démocrates avaient décidé de tester la bonne foi du régime et, profitant du succès de la manifestation nationale du 5 octobre en souvenir de la victoire des républicains, convoquèrent une réunion publique de préparation, le 8 octobre. Au départ, seuls onze républicains et socialistes signèrent la demande d'autorisation pour la tenue d'une telle session comme l'exigeait la loi<sup>140</sup>. Près de deux cents personnes dont quelques communistes se retrouvèrent alors au centre républicain de l'avenue Almirante Reis. Elles adoptèrent une proclamation énonçant les conditions de leur

---

<sup>139</sup> Décret-loi n° 35 046 du 22 octobre 1945.

<sup>140</sup> Mário SOARES, *op. cit.*, p. 96.



participation aux élections et fondèrent par ce biais le MUD (Mouvement d'unité démocratique), premier mouvement semi-légal de l'opposition unie. Elles optaient ainsi pour des méthodes d'action politique respectant le cadre légal fixé par l'État, pensant profiter de la rare opportunité qui leur était donnée.

Le MUNAF en tant qu'organisation ne semble pas avoir été partie prenante de ce lancement ; il est vrai qu'il adhérait encore largement à ce moment-là à sa politique putschiste. En revanche, certains membres de son conseil, alliés à des opposants indépendants, participèrent à la fondation du MUD et en animèrent l'activité. La diversité des engagements et des idées politiques défendues par les différentes composantes du MUNAF eurent raison de lui. Entre travail insurrectionnel, fomentation de coups d'État et volonté de participation électorale, ses militants ne purent dégager une ligne de conduite commune. Cette absence de cohérence interne rendit de moins en moins attrayante l'organisation d'autant plus que son caractère clandestin au temps d'un MUD légal ne favorisait en rien son implantation ni même son développement. Il périclita lentement au profit du MUD.

Il faut dire que ce dernier provoquait un engouement inédit dans le pays. Dès le 24 octobre, l'avocat Lima Alves, tête de file du mouvement, annonça 50 000 signatures de soutien recueillies à Lisbonne et durant quinze jours les meetings se multiplièrent. Pourtant, le mouvement suspendit ses réunions publiques et décida finalement de ne pas participer aux élections pour deux raisons : Face à la non satisfaction des conditions censées garantir le bon déroulement du scrutin énumérées dans la proclamation du 8 octobre, le MUD se retira de la course électorale. Ensuite, le MUNAF aurait demandé à la Commission centrale du MUD de mettre un terme à ses activités afin de ne pas déranger, par un climat politique instable, la préparation d'un coup d'État<sup>141</sup>. Le MUNAF démontrait ainsi la prégnance des idées *revilharistas* en son sein et son mépris des actions alternatives.

Si le PCP ne prit point part à la formation du MUD, de nombreux militants avaient spontanément participé aux premières réunions du mouvement convoquées à travers tout le pays ou l'avaient rejoint très rapidement. Ainsi, le parti accompagna-t-il de près l'évolution de cette organisation et, séduit par cette expérience légale, critiqua ouvertement la suspension des réunions.

---

<sup>141</sup> D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, op. cit., p. 33.

Les antisalazaristes de 1945 souffrirent des illusions enfantées par la victoire des Alliés et crurent réellement à l'ouverture politique du régime, à de nouvelles possibilités d'action. Certains militants se laissèrent complètement prendre au piège. Ainsi, quand le gouvernement portugais, sous prétexte de vérifier le nombre des signatures recueillies par le MUD et d'en mesurer les motivations, exigea que ces « listes » de souscripteurs lui soient remises, la commission du district de Lisbonne, après débat, en admit le principe et les donna. L'idée d'une potentielle répression lui était complètement inimaginable. Ceux qui s'y refusèrent, comme à Porto, furent emprisonnés et tous purent malheureusement rapidement constater la duplicité de l'État Nouveau qui engagea de vives représailles (licenciements des fonctionnaires signataires, par exemple). De plus, les élections de novembre s'avérèrent une grande mascarade : d'une part, seules les listes du gouvernement étaient présentes ; d'autre part, recueillant peu de voix, le régime eut recours à la fraude électorale afin de trafiquer le taux très élevé des abstentionnistes, puisque ses adversaires avaient finalement appelé au boycott. Il s'agissait de contrecarrer les éventuelles attaques de l'opposition, en fait du PCP, qui se serait appuyé sur le faible taux de participation pour conclure à l'irrecevabilité de ce vote et à la victoire des démocrates.

Malgré l'échec patent de la voie légale, le MUD après discussion maintint cette stratégie. Il incarna alors dans cette période capitale d'après-guerre l'unité des antisalazaristes, drainant de nouveaux militants. Il impulsa la création du MUD *Juvenil* dont l'ampleur finit par le supplanter. Il décida de privilégier l'action légale et se distingua par sa campagne contre l'admission du Portugal aux Nations-Unies en 1946<sup>142</sup>. D'autres initiatives symboliques furent organisées, comme les commémorations du 5 octobre 1946, du 31 janvier 1948 (soulèvement militaire de 1891)... Mais la répression que connurent le MUD, interdit en mars 1948, et l'opposition en général, explique qu'à la mi-1948 celle-ci dans son ensemble ait disparu de la scène politique.

Il faut attendre les élections présidentielles de 1949 et la candidature de Norton de Matos pour voir cette opposition resurgir sur la place publique en revenant à une activité légale et en poursuivant une stratégie électorale.

---

<sup>142</sup> Il faut attendre le 14 décembre 1955 pour que l'Espagne, le Portugal et quatorze autres pays, suite à l'accord passé entre l'URSS et les ÉUA, entrent à l'ONU. De 1946 à 1955, si le Portugal obtint le soutien des ÉUA, de la France et de l'Angleterre, membres du Conseil de sécurité, l'URSS usa de son droit de veto contre son entrée.

## **2/ Diversités de stratégies chez les communistes, entre « politique de transition » et soulèvement national.**

Comme le reste de l'opposition, le PCP crut un temps que la victoire des Alliés pourrait permettre le renversement du fascisme portugais. Rapidement, diverses attitudes coexistèrent au sein du parti. Les défenseurs de la ligne de « l'insurrection populaire » se distinguaient en certains points de ceux croyant à la viabilité d'une « politique de transition » et à un changement pacifique de régime. Mais, nonobstant ces divergences quant au choix d'une tactique, les uns comme les autres critiquaient la direction du parti, en s'appuyant sur le déroulement des grèves de 1944. Selon eux, le Secrétariat, par sa position attentiste, n'avait pas favorisé l'explosion populaire. Les premiers revenaient, par ailleurs dans une même logique, sur les fameux GAC. Ils auraient voulu en faire de réels groupes armés de la classe ouvrière et non, comme le CNUAF l'envisageait, des points d'appui à une révolution de palais. Or, le parti lui-même semblait y avoir renoncé, après son appel à « agir maintenant » de février 1945 dans *Avante!*, et ne faisait plus référence aux GAC. Les partisans de la thèse insurrectionnelle s'inquiétaient. Pourtant, malgré la décision du parti de participer aux élections et d'utiliser un cadre légal d'action politique, les principes de « soulèvement national » qui leur étaient chers étaient réaffirmés au IV<sup>e</sup> Congrès du parti (ou II<sup>e</sup> Congrès illégal), tenu à Lousã en juillet 1946.

Ce nouveau congrès devait permettre de faire le bilan de la stratégie unitaire, des élections de 1945, et d'ajuster ainsi la tactique du parti aux nouvelles circonstances. Il s'agissait également de contrecarrer définitivement les arguments des partisans de la « politique de transition » qui provenaient essentiellement de Tarrafal. Les vagues successives de déportations avaient certes renouvelé les hommes de la fin des années 1930 et de l'époque des « réorganiseurs », mais certains protagonistes restaient les mêmes. Ainsi, Júlio Fogaça, qui revint au camp le 22 juin 1943, Pedro Soares et João Rodrigues de l'OCPT développèrent à partir de 1943 cette nouvelle théorie. Cela dit, au sein du PCP continental et notamment lors de la réunion élargie (RA) du CC de mai 1945, certains militants, comme Fernando Piteira Santos<sup>143</sup>, rejoignirent les positions des tarrafalistes. L'idée consistait à dire qu'un changement de régime au Portugal était possible non seulement par des

---

<sup>143</sup> Voir José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, *op. cit.*, pp : 501-504.

moyens pacifiques et non révolutionnaires, mais aussi par le biais d'un « gouvernement de transition » qui pouvait inclure « des éléments du fascisme et des courants modérés » se retrouvant autour d'un « programme minimum »<sup>144</sup>. Par ailleurs, « l'insurrection populaire » ne s'avérait pas indispensable puisque, selon eux, un putsch militaire suffirait à servir les intérêts des démocrates. Il fallait profiter de la crise en utilisant les voies de la bourgeoisie libérale pour mettre fin à l'État Nouveau.

Le climat de l'immédiat après-guerre, la collaboration de l'URSS avec l'Angleterre, la « *política nova* » et la dissolution de l'IC jouèrent sûrement un rôle dans l'élaboration de cette stratégie. Les communistes en général se retrouvèrent quelque peu démunis face aux événements après la disparition de l'Internationale, véritable phare politique, même si depuis 1936 celle-ci donnait plus une ligne générale qu'une orientation politique structurée, soumise qu'elle était à la diplomatie de l'URSS et à la diversification des interventions des PC. Ainsi, les thèses des tarrafalistes sont à rapprocher d'autres idées ou expériences développées en Europe ou encore de celles du secrétaire général du Parti communiste américain, Earl Browder, qui préconisait dans un livre publié peu de temps avant les premières lettres des prisonniers du Cap-Vert de la mi-1944, l'incorporation de son parti et des PC dans un ample mouvement démocratique. De façon similaire, les partisans portugais de la « politique de transition » proposaient d'abandonner un temps, pour des raisons tactiques, la terminologie classiste du parti, très forte en 1943-45, et de s'unir à la bourgeoisie libérale afin d'instaurer un gouvernement démocratique d'unité nationale. Cette option les amena même à proposer d'enlever la faucille et le marteau de *Avante!*<sup>145</sup>. Ils critiquaient le triomphalisme du PCP continental et sa ligne d'insurrection populaire, persuadés que le parti, isolé, ne pourrait agir.

L'amnistie décrétée par le régime en octobre 1945 ramena de nombreux militants sur le continent<sup>146</sup>. Ils récupérèrent leurs fonctions au sein du PCP et, même si désormais Álvaro Cunhal et ses proches dominaient le parti, le débat s'avéra houleux. Ces dissidents revenaient sur l'action de l'organisation dans les grèves de

<sup>144</sup> Propositions rapportées par Álvaro Cunhal dans, *O caminho para o derrubamento do fascismo*, rapport du CC au IV<sup>e</sup> Congrès, daté de 1946, réédité en 1997 dans *Cadernos de História do PCP*, n° 6, eds Avante!, p. 173.

<sup>145</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para ...*, vol. II, *op. cit.*, p. 80.

<sup>146</sup> Bénéficiant de l'amnistie proclamée par le décret du 18 octobre 1945 n° 35.041, Júlio Fogaça, Pedro Soares, João Rodrigues, Álvaro de Araújo, Manuel Rodrigues da Silva, Gilberto de Oliveira, entre autres, arrivèrent au Portugal en février 1946.

1942-44, sur les orientations du Secrétariat en matière d'unité et entendaient bien réorienter le parti dans une période aussi cruciale.

Le Congrès de 1946 mit un terme aux désaccords. Les partisans de la « politique de transition » se retrouvèrent minoritaires et leurs propositions qualifiées de « *desvio de direita* » (déviation de droite) d'autant plus que, élaborées entre 1944 et 1945, leurs thèses ne résistaient pas à la défaite politique de l'opposition libérale consécutive au déroulement des élections de novembre 1945 et dévoilaient les limites de la légalité. Gilberto de Oliveira lui-même, pourtant défenseur à Tarrafal de certains aspects de cette politique, reprenait par la suite la conclusion du Congrès sur la « politique de transition » qui avait, selon lui, « une base idéologique de caractère petit-bourgeois »<sup>147</sup>. Comme nombre des anciens partisans de cette orientation et malgré ses options politiques précédentes, il garda un rôle prépondérant et fut élu au CC lors du Congrès, avec, entre autres, Júlio Fogaça. Leur maintien au sein du parti et de ses organes dirigeants témoignait de l'ampleur de cette « lame de fond » et de la volonté par la direction continentale de ne pas risquer une nouvelle scission.

Par ailleurs, le IV<sup>e</sup> Congrès réaffirma les orientations adoptées par le PCP en 1943. Álvaro Cunhal, rapporteur du CC devant l'assemblée confirma l'unité antifasciste comme objectif principal de la lutte du parti. Il étudia les diverses forces politiques portugaises<sup>148</sup> et rappela que l'unité devait englober tous ces partenaires (mais non des « éléments du fascisme ») car « la question fondamentale du moment présent n'était pas celle du régime, mais celle de la concession au peuple portugais des libertés fondamentales et d'élections libres »<sup>149</sup>. Le parti campait sur son analyse de 1943, l'heure était toujours à une « révolution démocratique et nationale » avec la constitution d'un large front antifasciste censé préparer le soulèvement en masse de la population qui devait mener à l'insurrection nationale. Même si les conditions de cette insurrection n'étaient point réunies, cette dernière restait l'objectif à atteindre. Cette différence de stratégie distinguait la position officielle du parti des minoritaires. Toutefois, cette position fit conclure à Ramiro da Costa que :

---

<sup>147</sup> Gilberto de OLIVEIRA, *op. cit.*, p. 191.

<sup>148</sup> Parti républicain portugais, Union socialiste, Franc-maçonnerie, Parti socialiste indépendant, anarchistes, groupes républicains et républicains sans parti, monarchistes, militaires et catholiques.

<sup>149</sup> Álvaro CUNHAL, *O caminho para o derrubamento do fascismo*, *op. cit.*, p. 133.

« Le II<sup>e</sup> Congrès illégal condamna et critiqua la « politique de transition » parce que celle-ci conduisait à la dissolution du Parti dans le Front antifasciste, abandonnait la perspective de classe et conduisait à la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie libérale. Le parti exigea de ses auteurs des autocritiques et considéra cette « politique » comme une ligne opportuniste de droite. Pourtant, c'est le Congrès lui-même qui, en acceptant la ligne de soulèvement national, n'alla pas jusqu'au bout de la critique de cette ligne ultra-droite. Ainsi, ses germes allaient rester vivants et allaient réapparaître en 1955 »<sup>150</sup>.

Bien que le PCP pensât conserver sa spécificité et ses objectifs propres, le sens qu'il donnait au « soulèvement national » — donc, à l'unité nationale antifasciste — impliquait indirectement la disparition de certains organismes : par exemple, celle des GAC ou la dissolution des Jeunesses communistes dans le MUD *Juvenil*. Ces décisions illustraient, toujours selon Ramiro da Costa, le non-aboutissement des critiques du PCP à l'encontre de la « politique de transition ».

Le Congrès de 1946 visait également à resserrer le fonctionnement de l'appareil clandestin. En effet, la PVDE puis la PIDE luttèrent ardemment contre les *antinationaux* de toute sorte et en particulier contre les communistes. Dès 1942, cette police engagea des persécutions importantes à l'encontre des militants du parti, cherchant à en comprendre l'organigramme et à le démanteler. Elle procéda à de nombreux emprisonnements en 1944, ébranlant fortement la direction issue de la « réorganisation », et se rendit compte alors, selon les dires d'un de ses inspecteurs, de la force du PCP<sup>151</sup>. L'action policière prit de l'ampleur entre juin et juillet 1945 ; plusieurs grands coups de filet touchèrent le parti, qui déplora l'assassinat par la PVDE de Alfredo Dinis, et subit des arrestations, le démantèlement de « maisons clandestines » et d'une typographie. À partir du Congrès de 1946, le PCP ne se contenta plus de pointer les carences de sa politique « *conspirativa* » mais prit de nouvelles mesures de sécurité. Après les sanctions infligées aux militants suspectés d'avoir fait des déclarations à la PIDE, voire après leur exclusion, le parti publia en 1947 le fameux *Se fores preso camarada...*<sup>152</sup>. Ce texte établissait les comportements à tenir face à la police après une arrestation.

Malgré la répression féroce dont il était victime, le PCP vécut son apogée en 1946-1947. Il est difficile de connaître le nombre exact de militants. Toutefois,

<sup>150</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para ...*, op. cit., p. 82.

<sup>151</sup> Voir Fernando GOUVEIA, *Memórias dum inspector da PIDE, a organização clandestina do PCP*, Lisbonne, éd. Roger Delraux, 1979, 475 p.

<sup>152</sup> *Si tu es fait prisonnier camarade....* Ce livre donnait suite à la résolution du Secrétariat de septembre 1946 : *A todos os militantes do Partido comunista português, Disciplina partidária*. 4 p.

Manuel Garcia et Lourdes Maurício donnent un chiffre proche de 7 000 individus pour les années 1945-1947<sup>153</sup> et Pacheco Pereira celui de 5 143 en 1947 puis de 4 487 en 1948 avec en plus 5 815 sympathisants.<sup>154</sup>

Pourtant, si le parti connaissait des heures florissantes, à partir du Congrès de 1946, les difficultés s'accrochèrent. À la forte répression qu'il subissait, s'ajoutaient les prémices de la guerre froide, qui rendaient son travail unitaire de plus en plus compliqué. Il conservait sa place au sein du mouvement unitaire au prix de concessions toujours plus nombreuses. Les antifascistes attendaient désormais un « virage » du salazarisme et non plus son « renversement ». Le PCP maintenait son activité « semi-légale » et son action au sein des diverses organisations de l'opposition unie. Il n'en allait pas moins se retrouver isolé après la dernière tentative d'unité autour de la candidature de Norton de Matos.

### **3/ Les derniers moments de l'unité antifasciste.**

Le MUD se distinguait du MUNAF par un aspect fondamental, sa composition. Tandis qu'il engrangeait la sympathie ou l'adhésion d'individus et élargissait ainsi sa base, le MUNAF, lui, fonctionnait comme un cartel d'organisations. Le PCP disposait à ce titre d'une représentation au sein du CNUAF. Ces spécificités influencèrent les objectifs assignés par le parti à chacun de ces mouvements. Selon lui, le MUNAF devait guider la lutte antifasciste et élaborer les programmes politiques de substitution du régime et le MUD lutter pour des revendications immédiates de libéralisation de l'État Nouveau. Ainsi, subordonnait-il l'action du MUD à celle du MUNAF et faisait tout son possible pour maintenir à flot ce dernier. Certes, de nombreux militants communistes intégraient les rangs du mouvement légal mais le parti souhaitait qu'ils y freinassent et y contrecarrassent les attitudes contraires à cette orientation<sup>155</sup>.

Malgré les efforts fournis par le PCP, le MUNAF ne résista point à l'enthousiasme suscité par le MUD et, à partir de 1946, il s'apparenta à une coquille

---

<sup>153</sup> Cité par D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, *op. cit.*, p. 109.

<sup>154</sup> Dont, en 1948, 2 369 ouvriers, 450 paysans et 159 femmes ; in José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, annexe p. 873.

<sup>155</sup> Voir les relations du PCP avec certaines commissions du MUD, in João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas*, *op. cit.*, pp. 174-178.

vide. Cette réalité dévoilait le désintérêt des autres partis politiques de l'opposition pour le maintien de ce cartel d'organisations, de cette unité formelle. De plus, si le PCP investit le MUD et intégra sa Commission centrale<sup>156</sup>, son action se situa à un moment, dans les années 1946-47, où l'appui des secteurs de l'opposition libérale au mouvement déclinait. Bref, l'isolement du parti grandissait et l'interdiction du MUD en 1948 ne fit qu'accentuer cette tendance.

L'intervention la plus conséquente des communistes passa, en fait, par le MUD *Juvenil* dont ils furent les principaux artisans. La FJCP (Fédération des jeunesses communistes portugaises) avait joué un rôle politique important au sein du PCP pour avoir été le passage obligé de bon nombre des futurs dirigeants des années 1940. Des délégués portugais avaient assisté au VI<sup>e</sup> Congrès de l'IJC (Internationale de la Jeunesse communiste) en 1935. Ils participaient, depuis, à diverses luttes estudiantines et contribuaient au travail intellectuel du parti. La situation de la FJCP constitua, alors, un des grands débats des années de guerre et du I<sup>e</sup> Congrès illégal. En effet, face à une certaine fragilité de la Fédération, des militants proposaient de privilégier l'action légale et, avec les mêmes arguments avancés lors des discussions sur les SN, d'intégrer les organisations de masse de jeunesse y compris la *Mocidade portuguesa* afin de toucher un grand nombre d'individus. Aussi, les conditions créées par l'opposition durant la guerre avec l'apparition d'un mouvement unitaire de masse, le MUD favorisèrent-elles l'adoption d'une stratégie depuis longtemps réfléchie. Par conséquent, le IV<sup>e</sup> Congrès vota la dissolution de la FJCP et l'intégration de ses militants au récent MUD *Juvenil*. Trois cadres importants du parti devaient contrôler la genèse et le développement de ce dernier : Octávio Pato, Mário Soares et Francisco Salgado Zenha.

En divers lieux du pays, des proclamations fleurissaient appelant la jeunesse à créer des commissions unitaires démocratiques<sup>157</sup>. Les auteurs de ces tracts créèrent alors le MAUD (*Movimento académico de unidade democrática*) dès la fin 1945 et le transformèrent en MUD *Juvenil* en juillet 1946. Le PCP profita de l'existence formelle de ce dernier pour appliquer sa stratégie et procéda à la dissolution de la FJCP dont il incita les militants à adhérer au nouveau mouvement.

---

<sup>156</sup> Un membre sur sept appartenait au parti, selon le médecin Luciano Serrão de Moura, in Ramiro da COSTA, *Elementos para a história...*, op. cit., p. 77.

<sup>157</sup> *A Juventude e o actual momento político português*, à Coimbra en décembre 1945 ; *Proclamação dos estudantes democratas ao povo português*, à Porto en novembre 1945. Voir Alberto VILAÇA, *O MUD Juvenil em Coimbra, história e estórias*, Porto, Campo das Letras, 1998, p. 17.



Ainsi, même s'il proclamait l'autonomie des jeunes communistes du MUD *Juvenil*, son emprise sur cette organisation fut réelle. En conséquence, la majorité des militants élus à la première Commission centrale du mouvement, réunie en juillet 1946, appartenaient au parti<sup>158</sup>, ce qui n'était pas le cas pour celle du MUD. Au départ, le MUD *Juvenil* connut une implantation principalement étudiante et, donc, localisée dans les trois villes universitaires du pays, Lisbonne, Porto et Coimbra ; mais grâce à l'action d'Octávio Pato, il toucha peu à peu la jeunesse ouvrière.

Les activités du mouvement se développaient. Mais, en décembre 1946, un groupe de jeunes créa la Jeunesse socialiste portugaise. Ses militants adhèrent à l'Union socialiste, à la SPIO ou à d'autres organisations. Le PCP tenta alors de persuader les membres de la JS d'intégrer le MUD *Juvenil*. Celle-ci déclina l'invitation mais ne réussit pas à se développer et, après quelques rebondissements, périclita en 1949. Le parti arrivait ainsi à dominer l'ensemble du travail « unitaire » en direction de la jeunesse. De l'élaboration de revendications spécifiques à la participation aux rencontres de la Fédération mondiale des jeunesses démocratiques (qui avait remplacé l'IJC), le MUD *Juvenil* dépassa peu à peu le MUD. Ebranlé sérieusement par la répression du printemps 1947, le mouvement de jeunesse n'en restait pas moins à la fin des années 1940 le seul mouvement d'après-guerre à survivre aux prémices de la guerre froide.

En effet, si la politique du parti envers la jeunesse portait ses fruits, ses liens avec l'extérieur, en revanche, battaient de l'aile. Les autres groupes de l'opposition abandonnaient plus ou moins le MUNAF ; le MUD ne se remettait pas de son interdiction ; l'expérience unitaire avait vécu. Le discours de Churchill de mars 1946 et la demande d'adhésion du Portugal à l'ONU, qui faisait dire à Álvaro Cunhal que le pays bénéficiait de « l'appui de la réaction mondiale »<sup>159</sup>, donnaient le ton général. Dans cet immédiat après-guerre, les anciens alliés de l'URSS préféraient contenir la puissance soviétique en appuyant des régimes qu'ils avaient en d'autres temps condamnés. L'opposition mettait à exécution ses différentes stratégies, consciente du peu de temps qui lui était imparti pour faire émerger une solution démocratique. D'un côté, par l'action du lieutenant Fernando Queiroga qui s'impliqua dans le soulèvement militaire du 10 octobre 1946, elle activait une dernière fois ses vellétés

<sup>158</sup> João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas*, op. cit., p. 233.

<sup>159</sup> Lettre d'Álvaro Cunhal à Santiago Carrillo du 6 août 1946, transcrite par José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal...*, vol. II, op. cit., p. 665.

putschistes. Pourtant, aucun bataillon ne rejoignit celui de Queiroga ; la révolte de la *Mealhada* échoua terriblement. D'un autre côté, elle décidait de présenter une candidature aux élections de 1949, celle du général Norton de Matos. Le PCP entreprit également d'accélérer le processus et s'investit dans une des dernières grèves de l'après-guerre, celle de la construction navale de 1947<sup>160</sup>, et participa à la campagne électorale de 1948.

Une réunion élargie<sup>161</sup> du CC se tint en juin 1947, établissant le bilan de cette grève et posant les problèmes de la politique unitaire d'alors. En effet, le climat de la guerre froide et l'anticommunisme ambiant portaient grandement préjudice aux actions du PCP en ce sens. Le parti décupla ses efforts et admit la proposition des républicains de présenter la candidature de Norton de Matos en mars 1948, un an avant les élections prévues le 17 février 1949. D'ailleurs, la participation de l'opposition à ces élections permettait de profiter de la dernière action légale possible, après l'interdiction du MUD. Le PCP accepta la candidature du Général, lié au PRP et donc au MUNAF, à la condition qu'il se retirât si les conditions minimales de déroulement de la campagne n'étaient pas respectées. Même s'il laissa peu de place aux communistes dans l'élaboration de ses textes programmatiques — ses écrits sur la question coloniale étayaient ce constat (*cf. infra*) —, Norton de Matos tint cet engagement. Mais, ses autres appuis, comme l'Union socialiste par exemple, contrairement à 1945, n'entendaient pas céder aux exigences du PCP. L'exacerbation des tensions politiques dans le cadre de la guerre froide les confortait dans le risque qu'ils prenaient ainsi de faire éclater l'unité, bien qu'ils reconnussent le rôle du PCP dans la résistance au salazarisme. Parallèlement, confronté au titisme, le PCP se gardait de plus en plus de « l'ennemi intérieur » potentiel et était enclin à camper sur ses positions.

Après des débats houleux et un climat de division chaque jour plus tendu, Norton de Matos retira au dernier moment sa candidature. L'opposition sortit divisée des élections. Le PCP vivait la fin de cette unité nationale tant désirée et était de surcroît victime d'une terrible répression au premier trimestre 1949. La PIDE arrêta tant de dirigeants — Jaime Serra, Álvaro Cunhal, Militão Ribeiro, António Dias

<sup>160</sup> Jaime SERRA, *Eles têm o direito de saber*, Lisbonne, eds Avante!, pp. 57-58.

<sup>161</sup> Les réunions élargies (*reuniões ampliadas*) comprennent le Secrétariat, les permanents importants et les responsables de secteur, qu'ils soient ou non membres du CC. Elles se tiennent régulièrement jusqu'en 1957, date du V<sup>e</sup> Congrès, pilotant l'orientation du parti entre deux congrès.

Lourenço — qu'elle proclama le parti « éteint »<sup>162</sup>. Celui-ci créa toutefois, dès avril 1949, un autre mouvement légal, le MND, afin de réunir autour de lui les antisalazaristes non anticomunistes, impliqués dans les commissions électorales. Mais, cette organisation souffrit à son tour d'une forte répression.

L'expérience unitaire prenait fin et ôtait tout espoir de renversement du régime ; la participation du Portugal à la fondation de l'OTAN ne fit que confirmer les difficiles temps à venir.

Engagée dans l'élan démocratique d'après guerre, forte de la victoire des Alliés, l'opposition portugaise s'était prise à espérer la fin de la Dictature. Le PCP croyait lui aussi à un renversement possible de l'État Nouveau. C'était sans compter sur l'alliance traditionnelle de l'Angleterre et du Portugal, sur la « trahison » des démocraties victorieuses, sur les prémices de la guerre froide. Dans ce climat d'exacerbation de l'anticommunisme, d'opposition entre l'Europe et Moscou, persuadé que sa stratégie de « soulèvement national » était la bonne, malgré une forte opposition interne entre 1943 et 1947, le parti porta très loin l'étendard de l'unité et multiplia les compromis avec l'opposition libérale. Sa lutte pour la libération nationale du « joug fasciste » allait lui faire accepter les programmes coloniaux de ses partenaires et, parallèlement tenter de favoriser l'émergence d'autres alliés, les victimes de l'oppression coloniale.

## **B/ LES COLONIES, QUESTION D'ACTUALITE.**

Salazar survivait donc au triomphe de l'idée démocratique et l'opposition portugaise consommait sa défaite. Pendant ce temps, ailleurs, d'autres luttes s'engageaient. La Deuxième Guerre mondiale ouvrait l'ère des décolonisations, internationalisait la question coloniale. Des dispositions institutionnelles aux premières actions contre cette autre forme de domination, les revendications des « peuples opprimés » pénétraient les débats politiques. Pourtant, les démocrates portugais et le PCP campèrent sur leurs stratégies nationales. Le parti continua, jusqu'en 1949, à s'allier aux autres forces de l'opposition, celles qui ne remettaient point en cause les liens organiques de l'Empire. Tous se penchaient, cependant, sur

---

<sup>162</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para a história...*, *op. cit.*, p. 99.

la réalité des colonies « portugaises ». La prendre en compte revenait à inclure les territoires dominés dans ce vaste mouvement antifasciste. D'un point de vue théorique, le parti s'inscrivait dans les nouveaux rapports Est/Ouest d'après-guerre et utilisait désormais le vieil argument de la « trahison nationale » de Salazar pour défendre le « camp du socialisme ». Son national-patriotisme le confondit avec ses alliés colonialistes, il ne s'en démarqua que par les efforts organisationnels qu'il entreprit pour développer des noyaux communistes en Afrique.

### **1/ Le renouveau du débat colonial.**

La Deuxième Guerre mondiale s'avéra capitale pour le monde colonial. En effet, la politique américaine donna une légitimité aux revendications d'avant-guerre nationales et émancipatrices des territoires dominés. Wilson et Roosevelt partageaient au départ la même hésitation à participer au conflit européen ; puis, la même volonté de donner à l'entrée en guerre des ÉUA l'allure d'une croisade démocratique. La question du devenir des Empires devint alors un débat inévitable dans la mesure où l'oppression coloniale portait atteinte aux droits de l'homme. Pourtant, cet argument masquait un objectif politico-économique : le principe de la liberté des échanges. Aussi, dans la charte de l'Atlantique du 14 août 1941, Churchill et Roosevelt proclamaient-ils certains principes dont le « droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ». Il s'agissait bien de l'énonciation du droit à l'autodétermination, mais chacun lui donnait un sens propre : Churchill pensait que celui-ci ne concernait que les victimes directes du nazisme en Europe ; Roosevelt y englobait les populations des colonies.

En 1942-43, la politique américaine devint de plus en plus active quant à la résolution du problème colonial. En mars 1943, les ÉUA déclaraient le droit à « l'indépendance nationale » pour les colonisés, à laquelle ils parviendraient grâce au soutien d'une administration internationale de « *trusteeship* » (tutelle). Ce texte heurtait les intérêts européens et suscitait l'hostilité totale des Anglais. La nécessité de préserver l'alliance anglo-américaine aboutit alors à un changement de position de la part des ÉUA. À la veille de Yalta (février 1945), Roosevelt limitait son projet de « *trusteeship* » à trois catégories de territoires : ceux sous mandat de la SDN, les territoires coloniaux des pays vaincus et les territoires que les puissances

européennes accepteraient de placer sous mandat international. Lors de la Conférence de San Francisco (avril 1945) qui proclama la charte des Nations Unies, les États réunis créèrent, dans le chapitre XI, cette fameuse administration internationale de tutelle. Celle-ci était chargée de veiller sur les colonies désormais nommées « territoires non autonomes » et de favoriser leurs capacités à s'auto-administrer.

Certes, la position américaine de 1945 marquait un net recul par rapport à celle de 1943, mais les populations coloniales se saisirent du débat pour asseoir leurs revendications sur la scène internationale. Les mouvements transcoloniaux remportaient une audience forte tant sur le plan intellectuel que médiatique. Le succès du Congrès panafricain de Manchester d'octobre 1945 qui « exprima aussi l'espoir qu'avant longtemps les peuples d'Asie et d'Afrique auraient brisé les chaînes plusieurs fois séculaires du colonialisme »<sup>163</sup> en témoignait.

Pourtant, les réponses des autorités coloniales divergèrent selon les métropoles. Dans le cas de la France, une succession de dispositions semblait présager d'une émancipation des territoires dominés. Dès 1942, le Comité français de libération nationale se déclarait hostile à toute discrimination raciale ou exploitation économique d'un peuple par un autre et proclamait sa volonté de bâtir des relations nouvelles entre colonisés et colonisateurs. Le 12 décembre 1943, dans son discours de Constantine, le général de Gaulle annonçait l'octroi de la citoyenneté française, dans le respect de leur statut coranique, à plusieurs milliers de musulmans algériens. La Conférence de Brazzaville (30 janvier-8 février 1944) devait sceller le devenir des colonies. Or, les termes retenus révélaient l'ambiguïté des positions de la France toujours campée sur son archaïque « mission civilisatrice ». En effet, elle écartait la constitution d'un « *self government* » et pensait « continuer simplement les grandes traditions coloniales de la France, celle des grands hommes à qui le pays doit son Empire ». Certes, la conférence témoignait, par ailleurs, d'une prise en compte des revendications coloniales, mais elle survenait trop tard pour convaincre les partisans de l'émancipation.

L'Angleterre semblait avoir eu une perception plus aiguë des aspirations émancipatrices et une volonté plus précoce d'y répondre. La publication en 1944 par Lord Hailey d'une version remaniée de son ouvrage de 1938, *African Survey*,

---

<sup>163</sup> George PADMORE, *Panafricanisme ou communisme ?*, Paris, Présence africaine, 1960, p. 177.

constituait le premier symptôme de cette évolution. L'auteur y mettait en avant le concept de « *partnership* » (association) et se montrait favorable à une plus grande participation des colonisés aux affaires. La Grande-Bretagne semblait comprendre que son intérêt ne résidait pas forcément dans le maintien de l'Empire mais que son *Commonwealth of Nations* pouvait l'aider à conserver ses colonies. Il faut dire qu'elle se trouva très vite confrontée à une forme de contestation nouvelle. Dès 1940, Gandhi appelait à la désobéissance civile et, avec les autres dirigeants du Congrès indien, déclençait en 1942 la campagne *Quit India*. Celle-ci visait à empêcher l'engagement de l'Inde dans la guerre, ce qui allait à l'encontre des souhaits anglais. En août 1947, l'Inde se retrouva partagée en deux États indépendants. En les acceptant, la Grande-Bretagne attisait alors le débat colonial en Europe. Le Portugal possédant des comptoirs sur le sol indien, la question de l'indépendance de l'Inde interpellait d'autant plus la scène politique portugaise.

Les colonies du Portugal connurent de profonds changements durant le déroulement du conflit mondial. Les industries locales s'étaient développées et le contexte international avait favorisé l'entrée de capitaux étrangers. Salazar s'adapta aux nouvelles données économiques, mais sur le plan politique resta fidèle à la notion de « mission civilisatrice » et au maintien de l'Empire. Dans son discours du 18 mai 1945, il déclara : « Enracinés ici et en Afrique, sur les larges côtes de l'Atlantique, vers où, par fatalité de circonstances, se déplace le centre de gravité de la politique occidentale, nous avons assuré notre place ; le seul problème qui se pose à nous est de savoir si nous nous montrerons à la hauteur de nos responsabilités »<sup>164</sup>.

Or, l'été 1946, le gouvernement provisoire indien, par la voix de son vice-président, Jawaharlal Nehru, déclara que l'Inde portugaise ne pourrait conserver son statut actuel. L'État Nouveau se voyait fragilisé sur la scène internationale par le veto de l'URSS qui refusait son entrée à l'ONU, mais également par des relations diplomatiques tendues avec l'Inde et les nouveaux États indépendants du fait de son attitude sur la question goanaise. Le discours de Salazar du 25 novembre 1947 ne présageait pas d'une issue facile et rapide à ce différend. En effet, il expliquait que : « Si géographiquement Goa est indienne, socialement, religieusement,

<sup>164</sup> Salazar, cité par Yves LEONARD, « O ultramar português », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, último Império e recentramento, 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2000, p. 32.

culturellement Goa est européenne. Si vivent là-bas des Occidentaux, des Indoportugais et des Indiens, politiquement il n'existe que des citoyens portugais, c'est-à-dire des membres sans distinction d'une communauté civilisée avec quelques siècles d'existence »<sup>165</sup>.

D'ailleurs en 1945, conscient des évolutions récentes de la scène politique internationale, le gouvernement entreprit de réviser l'Acte colonial de 1930. Si la question de la terminologie semblait pertinente à de nombreux acteurs qui proposaient, par conséquent, d'abandonner le mot « colonie » pour celui de « provinces d'outre-mer », les modifications apportées s'avèrent mineures et ne tranchèrent pas ce débat. Salazar continuait à défendre sa vision d'avant-guerre de l'Empire. Cependant, les événements internationaux et le début de l'ère des décolonisations allaient l'obliger à réenvisager la question et l'isolèrent un peu plus sur la scène politique mondiale.

L'opposition antifasciste allait de même intervenir sur la question coloniale notamment au moment de la campagne électorale du général Norton de Matos. Pourtant, plongée corps et âme dans sa lutte pour le renversement ou l'ébranlement de l'État Nouveau, elle nourrit ce débat plus grâce aux convictions personnelles de son candidat que par option politique. Les positions de cet ancien gouverneur d'Angola rejoignaient, dans une certaine mesure, celles du régime puisqu'elles excluaient totalement l'émancipation des colonies. Une fois de plus, le PCP, afin de préserver l'unité antisalazariste de plus en plus menacée par les dissensions internes, ne dit mot.

## **2/ Le national-patriotisme du PCP face à la question de l'émancipation anticoloniale**<sup>166</sup>.

La paix de 1945 donna naissance à un monde nouveau tant au niveau européen qu'asiatique ou encore africain puisque les instances internationales mises

<sup>165</sup> Salazar, cité par Yves LEONARD, *ibidem*, p. 34.

<sup>166</sup> Bien que l'expression « lutte ou mouvement de libération nationale » revienne fréquemment, il convient de parler plutôt de lutte d'émancipation anticoloniale. En effet, la première formulation ne constitue bien souvent qu'une imitation légitimante de ce qui s'est produit un siècle avant en Europe (en Grèce, par exemple), créant certaines confusions bien dommageables. Par la suite, j'emploierai parfois « mouvement de libération nationale » car il fera partie intégrante du vocable de l'opposition et des militants anticolonialistes eux-mêmes.

en place au sortir de la guerre reconnurent le droit des peuples à s'auto-administrer. Ainsi, les premières indépendances se firent jour. L'opposition portugaise revendiqua le respect de ce droit pour elle-même, pour vivre une citoyenneté métropolitaine. Peut-être cette lecture particulière l'amena-t-elle à écarter la question des luttes d'émancipation dans les colonies du débat politique. L'on se souvient de l'existence d'échanges et de négociations au moment de la création du CNUAF en 1943 entre le PCP et les secteurs libéraux de l'opposition à propos du programme minimum commun sur la question coloniale ; en revanche, s'il n'a pas disparu des écrits du MUNAF d'après guerre, ce point ne semble pas avoir été l'objet de discussions internes au sein de l'opposition unie.

D'une part, les tâches que le PCP avait assignées au MUD dispensaient ce dernier de l'élaboration de tout projet politique global pour la nation, réduisant ainsi les sphères susceptibles de débattre de la question coloniale. D'autre part, les activités déclinantes du MUNAF diminuaient l'impact des désaccords éventuels entre les deux mouvements. António Dias Lourenço, ancien dirigeant du PCP, explique :

« Nous avons des positions d'internationalistes, la répression fasciste ne faisant pas de distinctions raciales. Nous fûmes toujours contre le système colonial et nous pouvions infléchir l'orientation du CNUAF. Quand on parlait de ça [la question des colonies], les communistes intervenaient mais ce n'était pas le thème central. [De plus,] dans les réunions auxquelles je participai, jamais le problème colonial ne fut abordé. J'ai été membre du Conseil durant deux ans mais nous avons des discussions relatives à des questions internes. Au sein du CNUAF, nous n'avons jamais discuté de la position sur les colonies, ce ne fut jamais un problème interne »<sup>167</sup>.

Ce témoignage confirme que la question coloniale n'a pas été une priorité de l'opposition unie. Par ailleurs, le PCP ne fit pas d'effort particulier pour qu'elle le soit. Álvaro Cunhal reconnaissait même en 1997 que « pour le mouvement antisalazariste, on ne pouvait toucher aux colonies, [...] en conséquence le PCP luttait contre la dictature de façon unitaire et tout seul en ce qui concernait la question coloniale »<sup>168</sup>. Cela dit, la réalité portugaise peut expliquer que la polémique de l'été 1944 mit un terme au débat. Tout porte à croire en effet que, le principe d'unité entre la métropole et les colonies ayant été initialement adopté, la question de la sortie du fascisme retint toute l'attention des diverses composantes des mouvements unitaires. Toutefois, la lecture de *Libertação nacional*, de *Democracia*

---

<sup>167</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 4 juillet 2000.

<sup>168</sup> Álvaro Cunhal, entretien avec l'auteur, *op. cit.*



ou de *Ressurgimento*, presses du MUNAF, ou bien même de *Libertação portuguesa*, son bulletin interne, démontre que l'organisation ne se dessaisissait pas totalement de la question. Elle réaffirmait les principes énoncés en 1944, examinait les diverses situations coloniales ou, bien entendu, intervenait à propos de la situation timoraise et de la souveraineté portugaise sur l'île :

« C'est une marée d'annonce et de propagande pour convaincre le pays que la politique extérieure de la dictature a été juste et qu'au lieu de reproches elle mérite seulement des applaudissements. On joue bien sur les mots, on se prévaut d'appuis, on dénature des intentions. Regardez bien ce qui se passe à propos de Timor. Aucun de ces personnages [gouvernants] ne dit que la partie de cette île qui nous appartient doit revenir au domaine portugais »<sup>169</sup>.

L'opposition se posait en garante de l'Empire et dénonçait ainsi la politique de Salazar qui malmenait les intérêts de la nation, d'ailleurs « Timor [était] la honte de l'État Nouveau »<sup>170</sup>. Elle reprenait en cela des thématiques proches de celles développées par le PCP dans les années 1942-43 sur le même sujet. On ne peut pas parler, par conséquent, de concession de la part du parti, puisque l'analyse du MUNAF s'apparentait à la sienne. Cette similitude s'explique par la spécificité du cas timorais. Il ne s'agissait pas d'opposer, comme dans la rédaction du programme provisoire du CNUAF, le droit théorique à l'émancipation des colonies à la confirmation des liens organiques unissant la métropole à son Empire, mais de réagir à la perte de la souveraineté nationale sur une partie « du territoire ». Le PCP, comme les secteurs libéraux, accusait Salazar de trahison et exprimait à l'identique la volonté de chasser les Japonais de l'île.

Le MUNAF développait bon nombre de commentaires similaires à ceux du parti. Il s'en distinguait néanmoins par le rappel en 1947 des bases politiques relatives aux colonies qu'il avait établies en 1944 :

« Sur la base du point VIII du programme d'urgence du gouvernement provisoire, qui prendra effet après le renversement du salazarisme, le Conseil national du MUNAF promet que ce dernier s'orientera selon le principe d'unité des territoires métropolitain, insulaire et d'outre-mer et qu'il resserrera les liens entre ces territoires par le développement des moyens de communication, par une plus grande interdépendance économique, par le développement de l'instruction et de

<sup>169</sup> « Política de mentira », *Libertação nacional*, n° 11, 27 août 1945, p. 1.

<sup>170</sup> « Timor », *Libertação nacional*, n° 34, juillet 1946, p. 1.

la culture, par la promulgation de mesures de défense des indigènes. Il en sera ainsi »<sup>171</sup>.

En acceptant que le mouvement unitaire dans lequel il s'investissait tiende de tels propos, le PCP « sacrifiait » à sa stratégie le principe du droit à la séparation. On pouvait légitimement imaginer que, au moins dans sa propre propagande, il se démarquerait des autres forces de l'opposition. Or, on constate qu'il n'en est rien et que moult de ses analyses coloniales se rapprochaient de celles des républicains.

Tout d'abord, on doit préciser que le PCP des années 1945-47 n'avait guère évolué dans ses revendications. Le contexte d'après guerre et la « trahison » des Alliés pouvaient largement expliquer la persistance des options du parti, les prémices de la guerre froide ne venant à ses yeux que confirmer la justesse de ses premières orientations. Le monde vivait à l'heure des indépendances, mais celles-ci concernaient des Empires lointains, et dans les colonies portugaises aucune structure ne bousculait encore les militants métropolitains. Par conséquent, le PCP continuait à appliquer sa stratégie du III<sup>e</sup> Congrès, que les récentes évolutions de la diplomatie internationale confortaient. Dans cette logique, le IV<sup>e</sup> Congrès, celui de 1946, s'étendit très peu sur la question coloniale. Le rapport d'Álvaro Cunhal, *O Caminho para o derrubamento do fascismo* (Le Chemin pour le renversement du fascisme) consacra à peine à ce thème une page, ainsi libellée:

« Le salazarisme souligne maintes fois que sa politique impériale est la plus grande preuve de son « patriotisme ». Il faut répondre à cela, tout d'abord que le salazarisme, loin de sa politique de grandeur proclamée, a remis les colonies portugaises, comme le territoire continental lui-même, à la rapine et à la gourmandise des négriers et des impérialistes quand il ne les livre pas, comme ce fut le cas à Timor, à la stratégie d'agresseurs. Ensuite, ce n'est pas en maintenant les peuples coloniaux dans un régime d'esclavage bénéfique aux négriers, le transport d'esclaves d'une colonie à l'autre, les condamnant à mort à cause du travail, du climat et des traitements imposés, ce n'est pas en saccageant les petits agriculteurs indigènes, ce n'est pas en faisant place aux châtiments corporels et en ne respectant pas la vie des Noirs, ce n'est pas en diabolisant leurs coutumes et leurs religions, ce n'est pas en fomentant des idées de haine raciale, ce n'est pas avec une telle politique que l'on promeut le développement des colonies et que l'on garantit l'accomplissement de la « mission civilisatrice ». Ceci s'atteint en élevant le niveau de vie, de culture et de préparation des peuples indigènes, en leur donnant de facto les conditions de la personne humaine, en transformant l'aide

---

<sup>171</sup> « A unidade antifascista da metropole com as ilhas e províncias ultramarinas », *Libertação portuguesa*, n° 1, septembre 1947, p. 1.

fraternelle du peuple portugais aux peuples des colonies portugaises en une réalité. Là réside l'intérêt de la nation »<sup>172</sup>.

Le PCP n'éprouvait ainsi même pas le besoin de réaffirmer les analyses de 1943, considérant peut-être le droit théorique à l'autodétermination énoncé une fois pour toutes. Ce manquement amena même Álvaro Cunhal à dire en 1997 que : « La principale insuffisance des documents du IV<sup>e</sup> Congrès résidait peut-être dans la maigre attention apportée au problème colonial »<sup>173</sup>. L'absence de longs développements sur le sujet en ces années de conflits indien, indonésien et de guerre civile chinoise ne fait que confirmer l'idée que, prisonnier de sa politique d'unité antifasciste, le PCP privilégiait les réflexions liées à sa stratégie frontiste. De plus, si le parti était prêt, au nom de ces impératifs, à mettre en sourdine ses revendications anticolonialistes, le sacrifice restait dans l'ensemble minime.

En effet, en dehors des congrès, les textes du PCP s'articulaient autour de son accusation de prédilection : la « trahison » de Salazar. Il s'agissait de dénoncer les faux patriotes, les nationalistes de droite et la politique coloniale « antinationale » de Salazar. Dans les résolutions du Congrès de 1946, un point s'intitulait « Salazar contre la nation ». Dans une même logique, en 1948, *Avante!* revenait sur cette fameuse distinction entre le nationalisme bourgeois et le nationalisme progressiste, thématique apparue dans les années 1930. Il réitérait ses valeurs : le PCP n'était pas *antinational* puisque « [sa] politique sera toujours une politique nationale [...] luttant jusqu'à la victoire pour le bien-être du peuple portugais, pour la grandeur et la prospérité du Portugal »<sup>174</sup>.

La confrontation chaque fois plus ferme entre les deux blocs politiques naissants, entre cette URSS dite communiste et ces ÉUA dits impérialistes, amenait le PCP à condamner les ennemis de Moscou, à démasquer les auxiliaires du capitalisme. Surgit ainsi dans les écrits du PCP des années 1948-49 une rhétorique proche de celle des années 1930 et de la tactique classe contre classe. Il accablait les impérialistes et leurs agents, c'est-à-dire ses anciens alliés comme l'Angleterre. Salazar restait un traître à la patrie puisque « [sa] politique antinationale conduisait le

<sup>172</sup> Álvaro CUNHAL, *O Caminho para o derrubamento do fascismo*, op. cit., p. 118.

<sup>173</sup> Álvaro CUNHAL, « Préface », 1997, *ibidem*, p. 27.

<sup>174</sup> « O PCP e a nação », *Avante!*, série VI, n° 112, 1<sup>ère</sup> quinzaine de janvier 1948, p. 1.

Portugal à la ruine économique et à la condition de colonie de l'impérialisme anglo-américain »<sup>175</sup>.

Une fois de plus, le parti mettait le Portugal continental sur le même plan que les territoires d'outre-mer. En dénonçant cet impérialisme qui faisait de la métropole une colonie mais s'attaquait également aux possessions portugaises, il créait de *facto* l'image d'une sorte de « solidarité naturelle » entre ces deux territoires et, en parallèle, d'« union nationale », de front commun contre le même ennemi. Le PCP relevait ainsi les concessions faites par l'État Nouveau à des compagnies étrangères au Mozambique (Gulf Oil C<sup>ie</sup>) : « Ces concessions sont la donation déguisée de bases stratégiques aux impérialistes anglo-américains »<sup>176</sup> et leur extension<sup>177</sup> : « Ce plan n'est pas celui de la libération du Portugal et des colonies portugaises du joug étranger »<sup>178</sup>. De même, à propos de l'emprunt effectué par la Compagnie des diamants d'Angola, le parti précisait : « Les impérialistes américains se rendent maîtres progressivement des richesses coloniales du Portugal. Ceci correspond à un petit chapitre de l'œuvre de trahison nationale »<sup>179</sup>.

Le ton changeait peu à peu, le PCP utilisait la « trahison nationale » de Salazar pour entrer pleinement dans l'affrontement Est/Ouest. D'une part, il accusait donc l'État Nouveau de se servir de l'Afrique portugaise à des fins géostratégiques pro-américaines. Dans un article intitulé bien à propos « l'Afrique, source de matières premières « du bloc occidental » », le parti spécifiait que : « Dans ses projets de déchaînement d'une nouvelle guerre contre l'URSS et les démocraties populaires, les militaristes nord-américains et leurs laquais sont en train de porter une attention particulière au continent africain. [...] Salazar donne alors les richesses des colonies aux fomenteurs d'une nouvelle guerre »<sup>180</sup>. D'autre part, il reliait cette thématique à l'anticommunisme régnant :

<sup>175</sup> « A política antinacional de Salazar », *Avante!*, série VI, n° 119, 2<sup>ème</sup> quinzaine de juin 1948, p. 1.

<sup>176</sup> « A penetração imperialista nas colónias », *Avante!*, série VI, n° 125, 2<sup>ème</sup> quinzaine d'octobre 1948, p. 2.

<sup>177</sup> La C<sup>ie</sup> anglaise, *Beira Railways*, ayant obtenu la concession du chemin de fer de Beira verrait, selon le PCP, l'arrivée de C<sup>ies</sup> américaines concurrentes.

<sup>178</sup> « Moçambique, nova colónia dos EEUU », *Avante!*, série VI, n° 129, 2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre 1948, p. 1.

<sup>179</sup> « A C<sup>ia</sup> dos diamantes de Angola », *Avante!*, série VI, n° 128, 1<sup>ère</sup> quinzaine de décembre 1948, p. 1.

<sup>180</sup> « A África, fonte de matérias primas « do bloco occidental » », *Avante!*, série VI, n° 129, 2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre 1948, p. 1.

« Ce fut au nom de « l'anticommunisme » que les fascistes de Franco ouvrirent les portes de l'Espagne aux nazis hitlériens et aux fascistes de Mussolini afin d'écraser la République espagnole. Ce fut au nom de « l'anticommunisme » et de « l'ordre » que le nazisme allemand, le fascisme italien et l'impérialisme japonais lancèrent leurs peuples contre les autres peuples amoureux de la paix dans une guerre dévastatrice et assassine. Ce fut encore au nom de « l'anticommunisme » que les traîtres, Pétain et Laval, remirent la France à Hitler et fusillèrent des dizaines de milliers de patriotes pour le crime d'être communistes ou de réagir contre la politique de trahison de Vichy. [...] Inspiré par la réaction mondiale, le gouvernement fasciste de Salazar s'associe au chœur « anticommuniste » »<sup>181</sup>.

Les priorités restaient les mêmes, la diplomatie internationale faisait évoluer le discours mais la défense de l'URSS traçait irrémédiablement les contours des politiques développées par le PCP. Le parti avait toujours considéré que Salazar menait une politique antipatriotique : Dans les années 1930, par les amitiés dangereuses du régime avec les jeunes États autoritaires d'Europe, dans les années de guerre, par les différents rapprochements avec l'Angleterre puis l'Allemagne et enfin, dans la première phase de la guerre froide, par le soutien du Portugal à l'alliance anglo-américaine. Dans ce nouveau contexte, il expliquait la « trahison » du régime salazariste par la solidarité manifestée envers l'internationale anticommuniste. Pour des raisons *a priori* distinctes, le PCP retombait sans cesse sur la même analyse, portait la même critique : Salazar menait une politique « antinationale ».

L'affrontement Est/Ouest légitimait les dispositions que le parti défendait en matière coloniale. Elles consistaient à dire que les colonies, en leur présent, si elles accédaient à l'indépendance, ne résisteraient pas aux avances de l'impérialisme ennemi, dont elles grossiraient les rangs et réduiraient les forces du bloc progressiste. À la même époque, le PCF tint un discours similaire. Suite à la création du Rassemblement démocratique africain (RDA) en février 1946 et aux velléités déclarées de certains militants d'Afrique à diriger leurs propres affaires, ce parti expliquait que si l'Afrique, encore peu développée, s'émancipait, elle tomberait aux mains des impérialistes anglais ou américains. La situation s'aggraverait car, en Grande-Bretagne comme aux ÉUA, « les forces progressistes démocratiques » étaient encore « particulièrement faibles » alors que « le puissant mouvement

---

<sup>181</sup> « O PCP e a nação », *op. cit.*, p. 1.

démocratique » français pouvait contribuer à l'émancipation de l'Afrique »<sup>182</sup>. Les Africains devaient donc s'allier aux Français pour lutter contre le capitalisme et les monopoles en métropole. Lors du Congrès de juin 1946, le PC de Belgique adopta une posture identique. Dans son rapport au congrès sur la question coloniale, intitulé « Notre Congo : sauvegarder et développer la civilisation », Antonina Grégoire, membre du CC, écrivait : « Les communistes s'affirment en principe pour le droit à la séparation et de l'utilité de la séparation des colonies. Mais cela ne veut pas dire qu'ils sont toujours et partout pour le droit à la séparation. [...] Tout dépend si fixer la séparation aide ou non les peuples assujettis et la classe ouvrière de métropole. Ici, il apparaît clairement que la question [...] n'intéresse aucunement les Noirs »<sup>183</sup>. Pour cette raison, l'indépendance du Congo belge était, par conséquent, ajournée. L'on peut penser que la position de 1945 du secrétaire national du PCB, Jean Terfve, qui posait que, comme l'ensemble des colonies, le Congo était victime de l'impérialisme anglo-saxon et que son émancipation le ferait tomber aux mains des ennemis, inspira le rapport de Grégoire. On peut tout à fait imaginer que les propagandes impériales orchestrées par la France et la Belgique jouèrent un rôle dans l'élaboration de la ligne du PCF et du PCB, comme l'imaginaire colonial portugais influença celle du PCP. Néanmoins, au vu de la similitude des arguments voire des termes employés, il apparaît indéniable que les stratégies soviétiques modelèrent, suscitèrent ce genre de discours.

Le PCP suivait parfaitement les orientations du centre et reprenait en fait, après-guerre, la position du Congrès de 1943. Il intervint ainsi sur la situation de Goa en mars 1947 :

« Par sa politique antidémocratique et d'oppression coloniale, le gouvernement de Salazar creuse un abîme irrémédiable entre le Portugal et les peuples coloniaux. La répression brutale des réclamations goanaises illustre cette politique de Salazar. Ces réclamations [...] n'évoquaient pas (ce qui serait d'ailleurs légitime) le droit à la séparation. Les dirigeants du mouvement goanais ne demandaient pas plus l'intégration de Goa dans le reste de l'Inde, ce qui, dans le moment présent, bien qu'il y ait un grand contraste entre l'oppression salazariste et certaines libertés dans l'Inde anglaise, ne serait pas la meilleure défense des intérêts des peuples indiens.[...]

---

<sup>182</sup> Extraits des cours des Groupes d'études communistes cités par Moussa CONDE, *L'attitude du parti communiste français face à la décolonisation de l'ouest africain français, 1944-1956*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, 1983, multigr., p. 172.

<sup>183</sup> Antonina Grégoire cité par Juliette BRODER, in « Le Parti communiste de Belgique et la question coloniale (1945-1961) », *Études marxistes* (Bruxelles), n° 44, nov.-déc. 1998, p. 118.

Ce n'est pas en maintenant des systèmes racistes et médiévaux de colonisation que se resserreront les liens entre le Portugal et Goa ni même se créeront les conditions nécessaires à l'amitié et l'union entre le peuple portugais et le peuple indien. La politique coloniale terroriste du salazarisme éloigne Goa du Portugal, crée de la haine contre la nation portugaise et génère des difficultés futures, elle est en cela une politique antinationale »<sup>184</sup>.

Si le PCP réaffirmait en mars 1947 le droit de Goa à l'autonomie, « ce qui serait d'ailleurs légitime », il pensait, en revanche, que son rattachement à l'Union indienne, comme le réclamait Nehru, ne lui apporterait pas grand chose. On suppose que les liens encore étroits de l'Inde avec la Grande Bretagne — l'indépendance ne prenant effet qu'en août 1947 — en faisaient pour le parti une alliée potentielle du capitalisme britannique. La probable persistance de ces rapports privilégiés expliquait les positions du PCP qui pensait alors que l'union de Goa avec le reste de l'Inde « ne serait pas la meilleure défense des intérêts des peuples indiens ». Le parti ne cachait point, ici, les objectifs principaux de ses interventions politiques et s'inscrivait pleinement dans les nouveaux rapports internationaux d'après-guerre.

Par ailleurs, accuser Salazar de « politique antinationale » au prétexte qu'il créait « de la haine contre la nation portugaise » limitait la teneur anticoloniale des critiques du parti. Le PCP condamnait la politique coloniale portugaise, non point en elle-même, mais pour ses caractéristiques fascistes. Il ne se distinguait pas par un anticolonialisme offensif et se contentait d'énoncer simplement le droit à la séparation. Le parti utilisait les colonies portugaises comme enjeu politique ou stratégique et se montrait frileux dans ses revendications.

Cependant, on aurait tort de lier son attitude national-patriotique uniquement aux changements des équilibres internationaux ; il faut nuancer cette analyse. D'une part, comme je l'ai dit, des éléments de son discours prennent une tournure atemporelle. D'autre part, même en s'en tenant au contexte particulier de la guerre froide, ils révèlent des positions empreintes de mythologie impériale. Le PCP ne se montrait pas moins perméable que le reste de l'opposition à l'imaginaire colonial portugais. À propos de la répression dont fut victime Evágrio Jorge, patriote goanais, le MUNAF commentait :

« C'est à cause de l'impérialisme de petits Hitler féroces et ridicules, d'hommes de l'État Nouveau, que notre compatriote [...], notre frère de lutte,

<sup>184</sup> « O terror fascista em Goa, o salazarismo afasta Goa de Portugal », *Avante!*, série VI, n° 99, mars 1947, p. 1.

quand il se réfère aux oppresseurs de Goa emploie le terme de « portugais » au lieu du terme « fasciste » et croit que « quand il fait chaud à Goa, il fait froid dans la métropole ». Non, compagnon Evágrio Jorge, le peuple portugais est aussi une victime du fascisme qui vous opprime. Nous ne sommes pas ennemis, nous sommes frères dans la même lutte contre un ennemi commun : l'État Nouveau fasciste »<sup>185</sup>.

Certes, le peuple portugais ne portait pas en soi la responsabilité de la colonisation, mais ne pas admettre que la situation coloniale de Goa pouvait différer de celle de la métropole (« froid/chaud »), même si tous les individus souffraient de la répression fasciste, revenait à ne pas prendre en compte la spécificité de la réalité coloniale. Cet écrit du MUNAF est alors à rapprocher de celui du PCP précédemment cité : la politique impériale de Salazar enfantait ressentiments et critiques contre la nation portugaise chez les colonisés — elle empêchait donc la « véritable union ». Toujours pour le MUNAF, en Afrique, les conséquences semblaient encore plus dramatiques puisque certaines populations envisageaient la séparation. En février 1947, le mouvement revenait ainsi largement sur la famine qui avait frappé le Cap-Vert durant la guerre et dont les effets dévastateurs se faisaient encore sentir. Accusant le gouvernement portugais de ne rien faire pour sauver les habitants de l'archipel, il expliquait qu'il remplissait ses devoirs de solidarité en « travaillant à secourir les populations nationales qui meurent de faim et en cherchant à empêcher la dénationalisation des terres portugaises »<sup>186</sup>. Il soulignait, d'ailleurs, que « lors de la crise de 1940-42, l'île de Fogo en était même arrivée à demander son incorporation à l'Afrique du Nord pour échapper à la mort »<sup>187</sup>. De même, il notait qu'existait, plus récemment, :

« au fond de l'esprit des colons, l'idée de séparation parce que le gouvernement de la métropole, le gouvernement fasciste de Salazar ne témoigne pas du moindre intérêt pour les colonies, pour leurs problèmes, excepté l'intérêt qui naît de l'avidité, de la volonté d'en tirer les plus grands avantages, quitte à réduire les colons à la plus grande pauvreté. [...] Quant aux indigènes, malgré le « racisme » très atténué de cette colonie portugaise, le Noir angolais préfère fuir la « paix lusitanienne », clandestinement, et aller travailler dans les colonies voisines. [...] On peut calculer le préjudice provoqué ainsi pour l'agriculture coloniale »<sup>188</sup>.

<sup>185</sup> « Jai Hind !, Viva a Índia », *Ressurgimento*, année I, n° 3, mars 1947, p. 9.

<sup>186</sup> « Fome em cabo-verde », *Democracia*, n° 17, 6 février 1947, p. 3.

<sup>187</sup> *Idem*.

<sup>188</sup> « O fascismo e as nossas províncias ultramarinas », *Ressurgimento*, année I, n° 4, juin 1947, p. 19.



Si l'économie coloniale s'enlisait, si une frange de la population coloniale, même blanche, se montrait disposée à se séparer de la métropole, si l'unité de la nation portugaise était mise en danger, la faute en revenait à Salazar. Par conséquent, de ce point de vue, MUNAF et PCP s'accordaient sur la dénonciation de la « politique antinationale » de l'État Nouveau.

Le conflit Est/Ouest naissant ne mena pas le parti à développer la rhétorique national-patriotique des années 1940, mais il en favorisa l'expression en lui donnant de nouveaux arguments. Le parti ne « sacrifiait » donc pas la question coloniale à sa stratégie unitaire, il lui suffisait de mettre de côté son anticolonialisme théorique, son principe léniniste : le droit à la séparation. Sa perméabilité au mythe impérial portugais, sa conception de la nation portugaise faisaient le reste et l'amenaient à formuler des positions très proches de celles des milieux oppositionnels libéraux et colonialistes, même en dehors de toute intervention de ceux-ci.

On pouvait penser, toutefois, que les thèses défendues par le candidat du MUNAF, le général Norton de Matos, aux élections de 1949 bousculeraient le PCP. En effet, cet ancien gouverneur d'Angola n'utilisait pas seulement la question coloniale pour démasquer la trahison de Salazar mais profitait de la campagne pour réitérer les principes d'unité de l'Empire et présenter un véritable programme colonial au moment même où survenaient les premières indépendances. Dans sa circulaire « à *Nação* » de juillet 1948, il présentait son projet politique. Ce texte démarrait par « Portugais d'ici et d'outre-mer ! »<sup>189</sup>, dévoilant d'emblée l'option de son auteur en la matière. Il prenait très à cœur l'avenir des colonies et leur attribuait une place de choix dans sa circulaire. Il écrivait :

« Un grand champ d'action reste ouvert aux activités portugaises, champ dans lequel disparaissent toujours, et ce depuis des siècles, nos désaccords quand une vision supérieure parvient à nous dominer.

Je me réfère à la mission historique du Portugal, à la colonisation et à la civilisation des territoires situés par-delà les mers.

Dans la continuité de cette œuvre, en l'intensifiant et en la sublimant dans l'affreux moment que nous traversons, tous les Portugais pourront se retrouver côte à côte, loin de toute querelle et en ayant seulement en vue d'améliorer et d'élever le niveau de vie national que l'on vive en métropole ou en outre-mer. [...]

La nation est un tout, formée par des territoires situés en Europe et par d'autres situés sur des continents divers, provinces portugaises d'en deçà et d'au-delà les mers comme les appelèrent nos aînés. [...]

<sup>189</sup> Norton de Matos, *À Nação*, juillet 1948, 2 p.

Nous devons donner à la valorisation des colonies le nom de valorisation de la nation, il n'y a pas de politique coloniale mais seulement une politique nationale »<sup>190</sup>.

Comme vu précédemment, le PCP ne participa point à l'élaboration de ce programme mais appuya le candidat de l'opposition unie dont le discours ne souffrait d'aucune ambiguïté sur la question coloniale. Norton de Matos critiquait la politique coloniale de l'État Nouveau, opposé qu'il était à la conception d'un Empire centralisé, mais il la rejoignait dans sa vision intégrationniste de la nation. Il allait jusqu'à écrire, un peu plus tard, que : « La nation est une et si quelque envahisseur ou horde capitaliste veut s'emparer de l'Angola ou du Mozambique, nous les recevrons comme s'ils tentaient d'envahir Lisbonne »<sup>191</sup>. Le PCP patriotique s'alliait à un colonialiste convaincu.

S'il avait reculé en 1944 face aux positions de ses alliés antifascistes et avait mis en sourdine ses propres revendications, cette fois-ci les choses étaient différentes. Par exemple, l'Inde jouissait de l'indépendance depuis quasiment un an. L'Indonésie l'avait proclamée en août 1945. Le contexte international en 1948 interdisait que l'on ignore ou feigne d'ignorer comme auparavant l'existence d'aspirations particulières dans les colonies et leur désir d'émancipation. Accepter de soutenir Norton de Matos obligeait le parti à une plus large concession.

António Dias Lourenço participait au comité de soutien au général Norton de Matos. Il commente pour nous la collaboration du PCP avec ce républicain :

« Quand on parle de Norton de Matos, il est nécessaire de séparer deux questions : le Norton de Matos gouverneur et le Norton de Matos président du CNUAF. [...] Il n'était pas pour l'abolition du système colonial. Dans le même style que le général Humberto Delgado, il n'a jamais préconisé la fin du système colonial. Humberto Delgado était au départ un homme de confiance du fascisme mais que ce soit avec lui ou avec Norton de Matos, les liens des communistes avec eux se sont faits les plus actifs possible parce que tous deux avaient pris une position très claire en relation au fascisme. [...] Norton de Matos était gouverneur d'Angola de 1921 à 1924 et était colonialiste. Même à l'intérieur du CNUAF, je me souviens de l'entendre dire « avec mon gouvernement d'Angola ». Il tenta d'humaniser la colonie et fut celui qui y mit sur pied le système administratif. Mais, d'un autre côté, par exemple, il n'ouvrit pas d'école avec un enseignement dispensé en dialecte, il a même ordonné de fermer environ soixante écoles qui

---

<sup>190</sup> *Idem.*

<sup>191</sup> Norton de MATOS (1953), *A Nação Uma*. Cité par Armando B. M. da SILVA & José Luis Lima GARCIA, « Norton de Matos e a oposição à política colonial de Salazar », *Revista de história das ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, 1995, p. 403.

existaient sous l'influence de l'Église protestante ou méthodiste parce que l'enseignement y était dispensé en dialecte et non en portugais »<sup>192</sup>.

Le PCP assumait des priorités de court terme, le renversement du fascisme. Peu importait le programme colonial des hommes providentiels de l'opposition du moment que Salazar disparaissait de la scène publique ; les négociations commenceraient après. Certes, en critiquant le colonialisme du Norton de Matos des années 1920, António Dias Lourenço se montre sensible à la question coloniale. Mais, en n'abordant pas celui des programmes de l'opposition des années 1940, même s'il dit faire la différence entre les deux, il évite de relever les concessions faites par le parti à ce moment-là. D'ailleurs, le PCP dut sûrement se trouver confronté à des questions et des critiques sur cette alliance « contre-nature » tant la réponse semble rodée et précise (« environ soixante écoles »).

Toutefois, on ne saurait oublier que ces années 1940 soufflaient le vent du changement. En effet, le PCP souhaitait développer son organisation dans les colonies. Contrairement à l'absence complète de concrétisation de ses premières résolutions de 1921 et 1923, il mit cette fois-ci en pratique ses décisions.

### **3/ Le PCP à la découverte de l'allié colonial<sup>193</sup>.**

Dans les années d'après-guerre, la rencontre entre PCP et colonisés devint possible. D'une part, lors des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès le parti constatait l'absence de travail politique dans les colonies. Il comptait y remédier en envoyant des cadres sur place pour développer les luttes locales, ce qui généra des contacts jusqu'alors inexistantes. D'autre part, de jeunes lettrés des colonies, Blancs, Noirs ou métis assimilés, arrivaient au Portugal afin de suivre des études universitaires. Beaucoup d'entre eux rejoignirent les rangs des antifascistes et alimentèrent ainsi des relations longtemps inexplorées. Coïncidences du calendrier, ces deux éléments survinrent simultanément amplifiant d'un coup les marges de manœuvre du parti en relation à un potentiel travail colonial et ouvrant le chemin d'une collaboration politique.

<sup>192</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>193</sup> « Colonial » désigne ce qui vient des colonies. Ainsi, reprenant la terminologie de l'époque, quand j'utilise le nom « colonial » je désigne tous ceux vivant dans les colonies : les colonisés (assimilés et indigènes), les colons (les Portugais récemment venus de métropole) et les descendants blancs de Portugais.

Avant même la fin du conflit mondial, l'État Nouveau avait entrepris de revoir sa politique scolaire dans les colonies. L'été 1944 apparaissait ainsi la *Casa dos estudantes do Império* (CEI). Elle réunissait la *Casa dos estudantes de Angola* créée en 1943, et celles de l'Inde, de Macao, du Mozambique et du Cap-Vert. De jeunes Angolais fondaient la première d'entre elles sur un mode associatif dans le but d'améliorer les conditions d'accueil des Angolais venus étudier en métropole. En effet, méfiant vis-à-vis de la formation d'une élite indigène, le gouvernement de Salazar n'allait créer qu'en 1963 des Études générales universitaires en Angola et au Mozambique. D'ailleurs, la politique scolaire de l'État Nouveau pêchait par ses orientations archaïques. Elle défendait « la formation de citoyens capables de comprendre pleinement les impératifs de la vie portugaise, les interpréter et les transformer en une réalité constante, afin d'assurer la continuité de la nation »<sup>194</sup>. Peu d'enfants fréquentaient les écoles primaires, où l'on dispensait les cours en portugais et très peu d'Africains accédaient au secondaire. La place laissée aux missions catholiques, notamment par le Concordat de 1940, ne comblait pas les carences du système.

Mais, soucieux de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur pour les fils et filles de colons portugais et pour quelques assimilés, le ministre des Colonies, Francisco Vieira Machado, et le commissaire national de la *Mocidade portuguesa*, Marcelo Caetano, proposèrent en 1944 la fusion des différentes *Casas*. Il s'agissait également ainsi de préserver l'unité de l'Empire et de contrôler plus efficacement les membres de ces associations.

Dépendant au départ de la *Mocidade portuguesa*, la CEI se divisa jusqu'en 1952 en secteurs selon la colonie d'origine de l'adhérent. Chacun des groupes envoyait un représentant à la direction<sup>195</sup> qui élut Alberto Marques Mano de Mesquita, neveu du gouverneur d'Angola, comme premier président. Une délégation était fondée à Coimbra en décembre 1944<sup>196</sup> et, selon une enquête de fin 1945, la CEI comptabilisait à ce moment-là 600 adhérents à Lisbonne et 116 à Coimbra<sup>197</sup>.

<sup>194</sup> Silva Cunha, ministre de l'Outre-mer, cité par Dalila Cabrita MATEUS, *A luta pela independência, a formação das elites fundadoras da FRELIMO, MPLA e PAIGC*, Portugal, Inquérito, 1999, p. 26.

<sup>195</sup> Réélue chaque année.

<sup>196</sup> Il faut attendre mars 1959 pour voir la fondation de celle de Porto.

<sup>197</sup> Cláudia CASTELO, « CEI (1944-1965) : uma síntese histórica », in Association de la CEI, *Mensagem, número especial*, Lisbonne, éd. des auteurs, 1997, p. 24.

Pourtant, si le régime avait cherché à encadrer la CEI en la mettant sous tutelle de la *Mocidade portuguesa*, tous les dirigeants de l'année 1945-46 signèrent les listes de soutien au MUD et rejoignirent le MUD *Juvenil* en 1946. Dans un même élan, certains se retrouvèrent aux côtés de l'opposition en 1948-49 lors de la campagne de Norton de Matos, bien que d'autres, comme l'Angolais Mário Pinto de Andrade, se montrassent surpris par la désignation de ce candidat :

« Le PC m'a choqué en choisissant d'appuyer Norton de Matos. Norton de Matos était le candidat de toute l'opposition, y compris du PC. De Norton de Matos, je connaissais un peu son administration et son rôle en Angola comme haut-commissaire très répressif, le « Caligula », qui était dans la mémoire de nos pères. [...] C'était un colonialiste formé à l'école portugaise »<sup>198</sup>.

Par ailleurs, les prémices d'une auto-organisation se faisaient jour puisqu'en juillet 1948, ces étudiants lançaient la publication de *Mensagem*, sorte de circulaire interne, à Lisbonne et de *Meridiano*, à Coimbra. Moutils militants et dirigeants des futurs mouvements d'émancipation anticoloniale d'Afrique portugaise allaient y écrire, tels Viriato da Cruz, Agostinho Neto, António Jacinto, Luandino Vieira .... Celles-ci prirent de plus en plus la forme de revues associatives et littéraires.

Au travers du MUD *Juvenil*, le PCP entra en contact avec les jeunes coloniaux. Si les connaissances relatives aux activités et débats internes du mouvement entre militants métropolitains et militants coloniaux portent sur une période postérieure, il faut, toutefois, souligner l'émergence de ce nouveau secteur de l'opposition. D'une part, il constitua pour eux et pendant longtemps le seul lieu de rencontres, de discussions ou de désaccords sur la question coloniale ; d'autre part, il resta l'un des rares disposés à travailler avec le parti après 1949. En effet, si ces jeunes se montraient lucides quant aux positions du PCP, ils constataient également qu'il était la seule force politique à se prononcer pour le droit à la séparation. Lúcio Lara, militant africain du parti puis du mouvement de libération angolais, résumait bien les choix s'offrant aux jeunes coloniaux :

« Le PCP, quand j'étais étudiant, était la seule entité à porter un peu d'attention aux colonies. J'ai connu le PC à la faculté où existaient des mouvements de jeunes comme le MUD *Juvenil* qui sans être lié directement au PCP, était orienté par lui. Ce qu'on peut dire, c'est que le PC ne comprenait rien

<sup>198</sup> Mário Pinto de Andrade arriva à Lisbonne fin 1948. Cité par Michel LABAN, *Mário Pinto de Andrade, uma entrevista*, entretien de 1984, Lisbonne, Sá da Costa, 1997, p. 58.

aux colonies, d'ailleurs de nombreux jeunes discutaient entre eux de la position et de l'attitude du PCF relatives à l'Algérie »<sup>199</sup>.

Donc, les étudiants des colonies fraîchement arrivés au Portugal ne se montraient point dupes, capables de commenter les dérapages du PCF. Mais ils savaient également que le parti pouvait constituer une force d'appui et une école de formation.

Cela étant, entre le Congrès de 1943 et celui de 1946, de grands changements s'opérèrent dans les colonies mêmes. En effet, lors du III<sup>e</sup> Congrès, le PCP constatait l'inexistence d'un travail politique dans les colonies et, par la suite, décidait d'établir des relations avec les militants coloniaux. Un article de *O Militante* de novembre 1944, bulletin interne du parti, fixait clairement les tâches :

« En analysant le chemin parcouru par notre parti, de sa création jusqu'à aujourd'hui, nous devons reconnaître que sincèrement le problème de l'organisation du parti dans les colonies portugaises n'a jamais été sérieusement envisagé et reste une énorme lacune dans toute l'activité du parti en général. [...] Bien que ce sujet ait été abordé lors du I<sup>e</sup> Congrès illégal du parti, [...] la situation n'est pas meilleure et nous constatons que tout reste à faire. [...]

Cette situation doit être modifiée radicalement et immédiatement si nous voulons éliminer le danger qui continue de subsister relatif à la séparation du peuple portugais dans sa lutte contre le fascisme d'un de ses meilleurs alliés, les peuples des colonies portugaises. [...]

En 1<sup>er</sup> lieu, tous les membres du parti et les sympathisants doivent s'efforcer d'établir le contact avec des communistes, des sympathisants ou de simples antifascistes et patriotes qui vivent dans les colonies portugaises où voyagent entre elles et le Portugal. En 2<sup>nd</sup> lieu, tous les membres du parti et sympathisants doivent faire le maximum d'efforts afin qu'arrive dans les colonies la presse de notre parti et du CNUAF avec la plus grande régularité possible. [...] En 3<sup>ème</sup> lieu, tous les camarades doivent chercher à obtenir le plus grand nombre possible de matériaux et rapports relatifs aux colonies portugaises qui rendent ainsi plus facile au parti l'exacte connaissance des conditions économiques et sociales des peuples des colonies portugaises »<sup>200</sup>.

On ne peut parler de « tournant » du PCP en matière de politique coloniale. Le but ne visait pas à créer ou développer un mouvement anticolonial africain, ni même des PC africains mais d'étendre celui de métropole aux colonies. Lors du Congrès de 1946, le parti précisait et élargissait ses objectifs :

« On a discuté lors de notre I<sup>e</sup> Congrès illégal le problème colonial et on a constaté l'inexistence d'une quelconque organisation liée au parti dans les colonies portugaises. Depuis ce moment-là, nous avons établi des contacts et quelques

<sup>199</sup> Lúcio Lara, entretien avec l'auteur, enregistré, non confirmé, Luanda, 5 novembre 2000.

<sup>200</sup> « Estabelecemos a organização do partido nas colónias », *O Militante*, série III, n° 33, nov. 1944, pp. 4 et 5.

cercles liés au parti se sont formés et il y eut y compris les premières expériences de luttes de masse des travailleurs indigènes sous la direction de notre parti (ce fut le cas lors de la grève des boulangers de Luanda). Ces progrès ne peuvent cependant qu'être considérés comme des premiers pas encore hésitants. Il n'y a pas de parti formellement organisé dans aucune des colonies portugaises et les cercles de camarades qui existent, par leur isolement et leur manque d'aide politique, ne peuvent que manifester de nombreuses incompréhensions et fragilités. [...] Il est nécessaire, dans un premier temps, de créer une liaison régulière, un appui politique régulier, l'envoi régulier de la presse du parti. Il est nécessaire, dans un second temps, d'employer tous les efforts dans le sens de l'organisation des travailleurs indigènes et pas seulement l'organisation entre les Portugais de race blanche »<sup>201</sup>.

L'objectif organisationnel du PCP ne souffrait d'aucune ambiguïté : créer des noyaux du PCP dans les colonies qui regroupent aussi bien les colons vivant sur place que les indigènes. Dans d'autres écrits, il confirmait cette volonté de travail commun au sein d'une même cellule entre colons et colonisés et clarifiait les alliances à passer :

« Vaillants travailleurs africains ! Attentif à vos luttes, le PC est disposé à les appuyer et à les orienter, le parti des travailleurs blancs et de couleur, le parti de ceux qui sont opprimés et volés comme vous l'êtes ! [...] Unissez-vous aux travailleurs blancs, exploités et opprimés comme vous, qui veulent renverser le gouvernement de Salazar et en mettre un autre en place qui puisse travailler au bonheur de tous les travailleurs, sans distinction de race ni de couleur »<sup>202</sup>.

Dans les années 1940, il semblait difficile de faire se rencontrer des Africains et des Blancs, étant donné l'importance de la « couleur » dans les rapports sociaux. Mais, le PCP n'adoptait pas pour autant une attitude très explicite : les militants devaient-ils favoriser l'auto-organisation des Africains ? Si oui, celle des seuls assimilés ou aussi des indigènes ? Devaient-ils tous les réunir autour d'un même noyau du PCP ? Les groupes fondés constitueraient-ils des cellules du PCP, des sections coloniales du parti ou bien des PC indépendants ? Les modalités d'application des objectifs fixés restaient très floues. Le parti ne paraissait pas suivre le schéma des Groupes d'études communistes (GEC) d'Afrique Noire française.

En effet, ces derniers, créés sur décision du Secrétariat du PCF en septembre 1945, mais qui correspondaient à la nouvelle dénomination des « cercles » ou

<sup>201</sup> « Organização nas colónias », Rapports et résolutions du IV<sup>e</sup> Congrès, 1946. La version citée correspond à celle publiée en 2000 à Lisbonne aux eds Avante! [Cahiers d'histoire du PCP, n° 7], p. 124.

<sup>202</sup> « As massas trabalhadoras africanas lutam contra a escravatura e contra o fascismo », *Avante!*, série VI, n° 138, juillet 1949, p. 1.

« bureaux d'étude » apparus spontanément à partir de 1943 en AEF et AOF, devaient :

« 1/ S'orienter vers les Africains et modifier en conséquence la plate-forme des organisations françaises [...] dans lesquelles ils agissent [...].

2/ Lutter pour coordonner et unifier le plus possible les organisations syndicales françaises et africaines (généralement distinctes) avec comme but la constitution partout de syndicats uniques regroupant ensemble Français et Africains.

3/ Constituer dans chaque territoire d'un parti démocratique (ou progressiste) destiné à rassembler les Africains (avec quelques Français) sur la base du programme du CNR [Conseil national de la résistance] »<sup>203</sup>.

Pendant une vingtaine d'années, depuis la fin des années 20 et l'épisode de la guerre du Rif en 1924-25 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le PCF s'était montré peu intéressé par la situation coloniale. Il se saisissait désormais du nouveau contexte africain (ralliement à De Gaulle dès août 1940 de l'AEF) pour intervenir sur la question. Les Groupes d'études communistes répondaient en fait à l'orthodoxie stalinienne.

En effet, selon l'analyse de Staline présentée à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient, le 18 mai 1925, l'intervention des PC de métropoles dans les colonies devait s'ajuster au développement capitaliste des territoires dépendants. Si les secteurs industriels et le prolétariat s'avéraient peu développés, comme au Maroc par exemple, les militants devaient créer un Front national unique pour lutter contre l'impérialisme (le regroupement en PC surviendrait après la révolution victorieuse). En revanche, quand existait une classe ouvrière, on constatait que les bourgeoisies « nationales » se scindaient en deux. Comme en Chine et en Égypte, une partie poursuivait la lutte révolutionnaire engagée contre l'impérialisme ; l'autre, « conciliatrice », s'alliait avec les impérialistes par peur d'une révolution socialiste. Dans ce cas, les communistes devaient s'engager dans un Bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite-bourgeoisie<sup>204</sup>. Enfin, quand la bourgeoisie était entièrement

---

<sup>203</sup> Cité par Jean SURET-CANALE, *Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 24.

<sup>204</sup> Par la suite, la défaite de la Commune de Shanghai en 1927 infléchit cette position. En effet, lors de son VII<sup>e</sup> plénum élargi tenu en nov. - déc. 1926, l'IC confirma la ligne défendue par Staline et Boukharine d'alliance avec la bourgeoisie au sein du Guomindang. Or, en mars 1927, une insurrection permit aux communistes de prendre le contrôle de Shanghai. Ils ouvrirent alors la porte de la ville à l'armée de Tchang Kai-chek, qui prit contact avec la bourgeoisie locale et, les trahissant, ordonna finalement l'écrasement de l'insurrection. Ces années 1926-27 marquèrent un tournant non pas dans les objectifs stratégiques (direction prolétarienne, construction du bloc social de la



inféodée aux impérialistes, comme en Inde, il fallait préparer le prolétariat à son futur rôle de leader du mouvement de libération, donc créer un Bloc ouvrier paysan<sup>205</sup>.

L'Afrique Noire appartenait à la première catégorie des territoires dépendants et le PCF pensait bien animer ces Fronts nationaux uniques et développer ainsi la lutte anti-impérialiste. Jean Suret-Canale, membre du GEC de Dakar, soulignait que l'appui donné par le PCF et les GEC à la tenue du Congrès du RDA de Bamako en 1946 illustre les choix politiques des communistes<sup>206</sup>.

Le PCP semblait bien loin de toutes ces considérations. Il ne prévoyait pas de construire des Fronts nationaux uniques mixtes pour lutter contre l'impérialisme. Il ne parlait pas de « prolétaires » mais de « travailleurs » et n'évoquait point la situation des bourgeoisies coloniales. Il est vrai que les bourgeoisies indigènes auxquelles se référaient Staline et le PCF n'existaient pas dans l'Afrique portugaise. La seule bourgeoisie était celle des colons que le PCP considérait, pour la plupart, comme « travailleurs blancs opprimés » par le salazarisme. Pour cette raison, les propositions d'organisation du parti sont à rapprocher de ses velléités d'alliance antifasciste exprimées dans *O Militante*. Il exportait le modèle métropolitain de la résistance antisalazariste dans les colonies. Il proposait de « renverser le gouvernement de Salazar et en mettre un autre en place » et non pas d'appuyer un mouvement, puis un gouvernement, autonome. Bref, il se situait bien loin des méandres de la lutte anti-impérialiste et poursuivait sa stratégie du Front mondial antifasciste en regroupant à ses côtés des « compagnons de route ».

L'opposition, en général, développait cette idée et pensait chercher de nouveaux alliés pour son combat. Ainsi, en 1947, le MUNAF spécifiait-il que :

« L'Unité de demain dans la démocratie [point VIII du programme] doit être, premièrement, l'unité d'aujourd'hui dans la résistance à l'exploitation et à la violence salazariste, dans les protestations quant aux trahisons à l'encontre du peuple et de la patrie, dans la lutte pour le pain et pour la liberté. L'unité de tous les patriotes d'ici et d'outre-mer. [...] Unir et organiser pour lutter et lutter encore, c'est ce que les patriotes du MUNAF demandent à leurs frères d'ici et d'outre-mer pour la patrie et pour la démocratie portugaise. [Il faut créer des comités d'unité] dans toutes les possessions d'outre-mer, comme dans les îles adjacentes [lesquels] seront dirigés par le Conseil national du MUNAF ».

---

révolution) mais dans les choix tactiques à opérer (alliance ponctuelle avec la bourgeoisie) de l'IC. En effet, la lutte des classes venait d'émerger au sein du mouvement « national ».

<sup>205</sup> STALINE, *op. cit.*, pp. 205-206.

<sup>206</sup> Jean SURET-CANALE, *op. cit.*, p. 27.

Ou encore :

« Patriotes coloniaux, c'est avec l'aide de votre lutte que nous devons écraser cette insultante notion de colonisation du gouvernement fasciste qui nous opprime. Le Portugal a intérêt à ce que ses terres africaines soient valorisées par la main d'œuvre blanche, envoyée pour collaborer avec la main d'œuvre indigène »<sup>207</sup>.

Les dispositions du MUNAF se rapprochaient de celles du PCP, ou inversement, et les deux organisations avançaient vers le même objectif : l'alliance des antifascistes, laissant totalement de côté les besoins spécifiques des « masses indigènes » liées aux rapports de domination induits par la colonisation. Quoi qu'il en soit, le PCP s'engagea dans cette tâche ardue et tenta de mettre sur pied des cercles politiques dans les colonies, principalement en Angola et au Mozambique. Si le parti souhaitait s'adresser à toutes les populations des colonies, Blancs, Noirs et métis, il ne réussit à toucher en pratique, jusqu'aux années 1950, que la communauté blanche des colonies et les métropolitains de passage.

Il s'avère compliqué et parfois hasardeux d'aborder les contacts entre PCP ou Portugais se réclamant du communisme, d'une part, et Africains ou futurs « nationalistes », d'autre part. Même s'il n'est pas question d'en faire ici l'histoire, la recherche de l'influence communiste et, plus généralement, marxiste en Afrique amène inévitablement à porter un regard sur la genèse des mouvements d'émancipation anticoloniale africains. L'écueil majeur de se perdre dans cette histoire complexe se voit renforcé par le risque d'attribuer l'apparition de groupes ou d'élans marxistes dans les colonies à la seule volonté politique du parti.

## a) En Angola

Le cas angolais paraît à première vue moins complexe et moins touffu que le cas mozambicain. En effet, l'activité du parti ou des éléments communistes de cette colonie ne semble pas avoir pris beaucoup d'ampleur avant le début des années 1950. Ainsi, sur la base de sources policières, Amândio César, cité par René

---

<sup>207</sup>

« A unidade antifascista da metropole com as ilhas e províncias ultramarinas », *Libertação portuguesa, op. cit.*, 1947, pp. 1 et 2.

Pélissier et Dalila Cabrita Mateus<sup>208</sup>, écrivait que l'action du PCP en Angola avait pu être détectée « seulement » à partir de 1945. Mais un autre témoin, présent dans la colonie dans ces années-là, nuance largement ce point de vue. Fernando Estrela, né en 1922, ne fut jamais affilié au PCP et partit en Angola en 1946. Il travailla dans une fazenda près de Camacupa puis passa un mois à Benguela, travailla un an à Lobito en 1949 et arriva enfin à Luanda en 1950. Il fut secrétaire de la *Sociedade cultural* (Société culturelle) de Luanda. Avant son départ, il avait eu des contacts avec le PCP qui lui permirent de lire quelques *Avante!*, les thèses du Congrès de 1943, certaines résolutions de celui de 1946 et des thèses du Komintern, lues dans *Como via a Rússia* de Carlos Afonso dos Santos. Fernando Estrela précise donc :

« Il y avait alors en Angola quelques fonctionnaires publics qui se disaient communistes mais c'étaient des intellectuels : Jofre de Amaral Nogueira, historien, et professeur sans activité communiste en Angola mais qui avait la plus grande formation politique, Luís Filipe de Aguiar, comptable, et Balsemão Pires. Mais ils ne constituaient pas d'organisation et n'étaient même pas copains. En revanche, en 1949 à Nova Lisboa [Huambo], José Meireles, travaillant dans une revue littéraire d'orientation marxiste, Carvalho, médecin qui avait déjà été prisonnier au Portugal, et Portocarrero fondent une organisation communiste. Ils n'ont pas d'objectifs précis mais ont des discussions. Ce groupe ne donne rien car Meireles pour des raisons professionnelles doit partir à Luanda. [...] De toute façon, cette tentative d'organisation était une erreur car, en 1949, on était en pleine guerre froide et faire un PC impliquait alors nécessairement d'être très fermé et donc sans réelle implantation. [...] Il faut attendre 1950 et l'arrivée à Luanda de Felisberto et Francisco Louro, une tête du PCP, pour voir l'activité communiste se développer »<sup>209</sup>.

Il semble à la lecture des divers ouvrages sur la naissance du mouvement anticolonial angolais ou des recueils de témoignages d'anciens militants que Fernando Estrela ait raison. On ne peut *a priori* pas parler de réelle activité du PCP ou des individus lui étant liés en Angola avant 1949-50 (même si le parti évoquait en 1946 l'appui donné lors de la grève des boulangers). D'autant plus que les deux auteurs faisant référence aux écrits de Amândio César n'apportent pas d'éléments supplémentaires pour étayer ses dires. Par ailleurs, si le parti envoyait en 1947 un militant au Mozambique poursuivre les tâches entreprises dès 1945, il semblerait qu'il faille attendre les années 1950 et l'arrivée de Francisco Louro pour vivre

<sup>208</sup> René PELISSIER, in *La Colonie du Minotaure, nationalismes et révoltes en Angola, 1926-1961*, Paris, éd. Pélissier Orgeval, 1978, p. 240, et Dalila Cabrita MATEUS, in *A Luta pela independência, op. cit.*, p. 80, citent Amândio CESAR, *Angola 61*, p. 97.

<sup>209</sup> Éléments biographiques donnés par l'intéressé ; Fernando Estrela, entretien avec l'auteur, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 16 février 1999.

l'équivalent en Angola. Certes, António Calazans Duarte, membre du PCP, se rendit à Luanda en 1944 mais n'y resta que quarante jours avant de poursuivre dans le Nord-Est<sup>210</sup>. De plus, dans une lettre au CE de l'IC de 1941, Júlio Fogaça précisait que si l'on pouvait faire confiance à Calazans, ce dernier avait, toutefois, beaucoup intrigué en France lors des périodes sombres du parti<sup>211</sup>. On peut alors imaginer que le PCP ne lui aurait pas confié une tâche de cadre. L'activité communiste se résuma à des discussions à Luanda et à la constitution du groupe de Nova Lisboa, de vie éphémère. Cette dernière ville rassemblait, néanmoins, un réseau militant conséquent puisqu'elle avait vu naître également l'OSA (Organisation socialiste d'Angola). Fondée aux alentours de 1937-38, cette organisation clandestine arrivait à lire la littérature interdite (la PVDE n'était pas encore installée en Angola), notamment grâce à Américo de Carvalho, luttait contre « l'exploitation des ressources du pays en faveur des grands monopoles », les mauvais traitements etc. et structurait un réseau d'opposants, travaillant souvent avec la *Mutualidade de Angola*, association de secours mutuel créée en 1933<sup>212</sup>. La présence d'un noyau communiste quelques années plus tard apparaît tout à fait sensé d'autant plus qu'un MUD local y avait été créé<sup>213</sup>.

À Luanda, de nouveaux arrivants vinrent intensifier les cercles de discussions. En effet, Fernando Estrela ajoute :

« Entre temps des prisonniers sortent de Tarrafal, dont Álvaro Duque, et trois d'entre eux arrivent simultanément en Angola ; ils sont très préparés politiquement. Il y avait le journaliste Mesquita, le moins formé car originaire de Trás-os-montes, et le syndicaliste João Batista Machado qui, en vertu du Pacte germano-soviétique, travailla pour des Allemands et, après l'invasion de la Russie, se mit au service des Anglais. Ils ne font rien de spécial mais conversent et se forment »<sup>214</sup>.

Une fois de plus, cette information est plausible : Álvaro Duque da Fonseca était parti au camp de Tarrafal le 29 octobre 1936 et en était sorti en avril 1946<sup>215</sup>.

<sup>210</sup> Calazans Duarte, entretien avec l'auteur, enregistré, non confirmé, Lisbonne 12 février 1999.

<sup>211</sup> Júlio FOGAÇA, *Carta ao CE da IC*, 15 juillet 1941, *op. cit.*, p. 27.

<sup>212</sup> Les dates de création de l'OSA et de la *Mutualidade de Angola*, ainsi que la description rapide du programme de ces socialistes sont données par Sócrates Dáskalos, un des membres fondateurs de l'OSA. Sócrates DASKALOS, *Um testemunho para a história de Angola, do huambo ao huambo*, Lisbonne, Vega, 2000, pp. 46 et 47.

<sup>213</sup> Trois tracts attestent de l'existence du MUD à Nova Lisboa. FMS, dossier 2969-44.

<sup>214</sup> Fernando Estrela, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>215</sup> Acácio Tomás de AQUINO, *O segredo das prisões...*, *op. cit.*, annexe liste des prisonniers p. 282. J. B. Machado n'apparaît pas dans cette liste et deux prisonniers répondent au nom de Mesquita.

Cela étant dit, aux dires de cet ancien membre de la Société culturelle d'Angola, ces anciens prisonniers ne développèrent point d'activités communistes concrètes. Ces conversations marxisantes en Angola (Luanda en 1946 et Nova Lisboa en 1949) n'autorisent pas à détecter, avec Amândio César, l'action du PCP dans cette colonie dès 1945.

En revanche, l'absence de travail politique du PCP n'implique pas l'inexistence d'autres mouvements oppositionnels. Des individus dits « progressistes » participaient à des associations qui contribuaient à l'éveil de la conscience anticoloniale dans la colonie. Diverses structures existaient au début du XX<sup>e</sup> siècle ; tolérées, surveillées ou réprimées sous l'autorité de la I<sup>e</sup> République, certaines disparurent pour renaître sous la Dictature qui maintint dans les années 1930-40 le même cap que le régime précédent. Ainsi, la *Liga nacional africana* réapparaissait en 1929-30 (reprise de la *Liga angolana* fondée en 1912 et dissoute en 1922). Dominée par les métis et les Noirs assimilés, elle s'ouvrait peu à peu aux indigènes et son implantation principale se trouvait à Luanda. Le *Grémio africano* (1913) devenait, en 1947, l'Association des natifs d'Angola, ANANGOLA, acceptant en son sein des Blancs, généralement nés dans la colonie, et rassemblant les « métis clairs »<sup>216</sup>.

Certains membres de ces deux associations menaient un combat politique, même si, officiellement, celles-ci devaient œuvrer selon les intérêts généraux de la colonie. Germano Gomes, adhérent et dirigeant à des époques différentes des deux groupes, se montrait très explicite : « À partir du moment où l'on pensait que nous devons utiliser ces deux associations pour [...] regrouper les personnes autour d'une idée d'indépendance, d'une idée nationaliste [...], nous devons élargir la base »<sup>217</sup>. La contestation « nationaliste » émergeait peu à peu.

Les Africains prirent également d'autres chemins. Ainsi, l'ANANGOLA et le Mouvement des Jeunes intellectuels d'Angola, qui prit par la suite le nom de *Vamos descobrir Angola*<sup>218</sup>, éditèrent en 1948 une revue qui s'intitula, comme le bulletin de la

<sup>216</sup> René PELISSIER, *La colonie du Minotaure, op. cit.*, p. 236. En Afrique portugaise, le qualificatif « africain » désignait en réalité des métis, bien distincts des indigènes et même des Noirs assimilés. La présence de Noirs assimilés, assez nombreux, aux côtés des métis de la *Liga nacional africana* s'explique par l'histoire des élites noires luandaises du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>217</sup> Germano Gomes, cité par Marcelo BITTENCOURT, *Dos jornais às armas, trajetórias da Contestação Angolana*, Lisbonne, Vega, 1999, p. 118.

<sup>218</sup> Il existe un « différend » sur la date de création de ce groupe, 1948 ou 1950. Voir René Pélissier, Mário de Andrade, Mário António de Oliveira, Russel Hamilton, Basil Davidson....

CEI en métropole, *Mensagem*. On trouvait liés à ce groupe António Jacinto, Viriato da Cruz, Leston Martins, Mário Alcântara Monteiro, entre autres. Certains, par les liens qu'ils établirent entre activités culturelles et initiatives politiques, durent quitter l'ANANGOLA et entrèrent à la Société culturelle d'Angola dans les années 1951-52.

En effet, bon nombre de Portugais progressistes étaient membres de cette Société créée en 1942. Ces hommes, contrairement à la majorité des colons nés dans la colonie ou chassés du Portugal par la misère, possédaient une bonne culture politique et intellectuelle. Cet organisme légal devint alors une réelle école de formation politique. L'activité des démocrates et des communistes passa au début des années 1950 par une intervention au sein de cette Société.

Ainsi, avant 1950, l'action du PCP est quasiment nulle et celle de ses militants/sympathisants très modeste. En revanche, tous les foyers de genèse anticoloniale étaient apparus au cours de la décennie précédente, et la majorité des futurs protagonistes était en place.

## b) Au Mozambique

Au Mozambique, le mouvement communiste est plus précoce et plus dense. Tout d'abord, des membres du PCP se regroupèrent dès 1944-45, ensuite, d'autres marxistes se manifestèrent en 1945-46 et enfin, le parti montra sa volonté d'appuyer ces actions « spontanées » en envoyant en 1947 un de ses dirigeants.

Sous la République et sous la Dictature, cette colonie avait connu un mouvement ouvrier blanc revendicatif. Certes, les groupes politiques existant dans les années 1920 et 1930 et la presse militante, comme le journal *O Emancipador*, n'avaient pas survécu à l'État Nouveau, mais l'héritage de cette tradition de lutte se faisait peut-être encore sentir et explique, aux côtés d'un fort ressentiment antimétropolitain des colons eux-mêmes, les actions de résistance des Blancs mozambicains durant la Deuxième Guerre mondiale. La situation de ce territoire favorisait également la ténacité des discussions idéologiques. En effet, géographiquement étirée, la colonie se retrouvait bordée de tous côtés par les possessions anglaises dont les populations noires souffraient certes de l'oppression colonialiste mais dont les colons ne vivaient pas sous une dictature. Ainsi, dans celles-ci, il était plus simple d'accéder à la littérature et aux réflexions sur

l'émancipation des colonies ; des positions panafricaines de Marcus Garvey aux révoltes anticoloniales, les expériences foisonnaient. Certains Portugais résidant en Afrique du Sud transmettaient ainsi clandestinement les informations dont leurs compatriotes du Mozambique ne pouvaient disposer directement<sup>219</sup>.

Quoi qu'il en soit, dans l'immédiat après-guerre, des groupes communistes de Blancs apparurent au Mozambique. Deux réseaux se développèrent simultanément. D'une part, le PCP prit l'initiative par l'intermédiaire de ses membres de créer un noyau communiste, d'autre part, de jeunes Blancs proches du marxisme se lancèrent d'eux-mêmes dans la lutte clandestine.

José Henrique Arandes arriva à Lourenço Marques en 1944 où il travailla comme professeur à l'école Sá da Bandeira. Recruté en 1943 par Sérgio Vilarigues au PCP, il résida au Mozambique « pour raison professionnelle » de 1944 à fin 1947. Il dit avoir reçu en 1945 une lettre de Blanqui Teixeira qui lui rappelait qu'une activité bénéfique au parti serait la bienvenue<sup>220</sup>. Or, le professeur collaborait au journal libéral *Itinerário* et y avait rencontré deux communistes : Calciano Caldas et une sud-africaine, Enid Warden. Il les contacta donc et leur proposa de créer un groupe communiste. Il arriva ainsi à rassembler les « vieux » marxistes de la colonie comme le docteur António Rebello, Sofia Pomba Guerra, Claudio d'Espiney<sup>221</sup>, Júlio César Leitão ou Noberto Sobral de Campos et monta une organisation liée au PCP par l'implication politique de ses membres (Júlio César Leitão, par exemple, recevait auparavant de Lisbonne la propagande du parti<sup>222</sup>). Ces communistes s'organisèrent et « bien que rudimentaire, ce parti ramena tous les mois quelques milliers d'escudos et contacta directement le PC d'Afrique du Sud »<sup>223</sup>. José Henrique Arandes connaissait déjà ce parti frère car, par l'intermédiaire d'Enid Warden, il avait participé à un congrès du PC sud-africain. Son voyage avec elle à Johannesburg lui permit

<sup>219</sup> Selon les services de la PIDE, depuis 1935 « la littérature communiste en anglais était traduite clandestinement de Johannesburg puis envoyée par David Barbosa Pina, employé des chemins de fer internationaux à Lourenço Marques ». « Associação africana da província de Moçambique », ANTT/PIDE, Pc 2668/54 SR, Organizações africanas portuguesas, dossier 3, fl. 44.

<sup>220</sup> Interrogatoire de José Henrique Arandes du 7 octobre 1963, ANTT/PIDE, SC. 1596/63, José Henrique Arandes, vol. II, fl. 2.

<sup>221</sup> Claudio d'Espiney accompagna le début de ce processus seulement. Il s'en éloigna en raison de ses désaccords quant au refus de certains membres du réseau de recruter d'autres personnes que les Blancs et les « assimilés ». Cf. Fernando ROSAS, « Claudio d'Espiney (1912-1984) », *Estudos sobre o comunismo*, n° 3-4, *op. cit.*, p. 91.

<sup>222</sup> Information 2049/2076, ANTT/PIDE, SR 264/52, José Henrique Arandes, fl. 39.

<sup>223</sup> Confession de José Henrique Arandes, ANTT/PIDE, SC 1596/63, José Henrique Arandes, vol. I, fl. 11.

également d'entrer en relation avec la *Liga antifascista portuguesa* de cette ville, formée en 1939<sup>224</sup>. La presse et les documents du PCP parvenaient alors au groupe mozambicain via Johannesburg. Ce noyau s'étendit graduellement dans toute la province et plus particulièrement à Inhambane, où vivait Júlio César Leitão, et à Beira, où résidait Claudio d'Espiney.

Aux dires de João Mendes, un des fondateurs de l'OCM (Organisation communiste du Mozambique), le réseau Arandes n'eut aucune activité concrète. C'est peut-être la raison pour laquelle, quasiment au même moment, en 1945-46, avec Abel Cruz, ils concoctèrent un tract qu'ils distribuèrent de nuit dans Lourenço Marques. L'idée de rédiger ce dernier « naît dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, du problème du fascisme et du nazisme »<sup>225</sup> et de la volonté de faire quelque chose contre cela d'autant plus que : « nous sentions que l'organisation [communiste], ici, était très passive »<sup>226</sup>. Ils signèrent deux tracts de ce type : « *Os Humanos* ». Leur travail ne manqua pas d'impressionner les anciens car la conception et l'étendue de la distribution révélaient, à première vue, l'existence d'une solide organisation. Or, Mendes spécifie que celle-ci était rudimentaire : « Nous dessinions les lettres pour qu'on ne puisse pas identifier une machine à écrire et [...] faisons les photocopies à mon bureau »<sup>227</sup>. Les membres du groupe de Arandes ne savaient pas qui composait « *Os Humanos* » mais en informèrent le PCP au travers des rapports qu'ils envoyaient régulièrement à Lisbonne via l'Afrique du Sud.

Par la suite, en 1946-47, ces jeunes décidèrent d'élargir leur réseau, de transformer cette signature en une organisation concrète : l'OCM. Ils démarchèrent pour cela des personnes déjà membres du PCP ou très proches, comme Calciano Caldas, Maria Sofia Pomba Guerra, Noberto Sobral de Campos.... Si l'on retrouve certains noms simultanément dans le cercle de Arandes et dans ce groupe, et si la localisation géographique des deux groupes était similaire, il semble toutefois que nous ayons bien deux réseaux distincts. En effet, João Mendes confirme cette séparation et Sansão Muthemba, qui rejoignit les rangs de l'OCM, corrobore : « João Mendes était du PC, comme moi [...] mais ce n'était pas la même vague que celle du

<sup>224</sup> Fondée par António Martins Pires de Carvalho, selon le rapport de la délégation de la PIDE du Mozambique du 18 novembre 1952. ANTT/PIDE, SR 264/52, José Henrique Arandes, fl. 69.

<sup>225</sup> João Mendes, entretien avec l'auteur, enregistré, non confirmé, Maputo, 15 novembre 2000.

<sup>226</sup> *Idem.*

<sup>227</sup> *Idem.*



Dr. António Rebello. Pedro Soares n'était pas avec eux [OCM], il était avec l'autre groupe mais nous avons tous préparé les élections de Norton de Matos »<sup>228</sup>.

De toute façon, le noyau Arandes disparut de la scène politique après l'intervention de Pedro Soares. Ce permanent du parti arriva en 1947 à Lourenço Marques et y resta trois années « pour raisons professionnelles », comme professeur. Il y croisa José Henrique Arandes avant que celui-ci ne retourne au Portugal. Est-ce à dire qu'il y eut passage de relais et que Arandes était lui-même un envoyé du parti ?

À propos de la venue de Pedro Soares, João Mendes explique qu'elle était liée « à la présence de personnes du PC, bien que [il] ne puisse l'affirmer car l'on ne le [lui] avait pas dit directement ». Toujours selon le témoin, Pedro Soares « demanda [aux membres du PC] qui étaient les éléments de l'OCM, mais ils ne le savaient pas ». Après avoir pris connaissance de l'identité des militants de l'OCM, ce permanent « la soutint [l'organisation] énormément puis s'en retourna au Portugal »<sup>229</sup>. Ce dirigeant aurait demandé aux « vieux » communistes du réseau Arandes d'intégrer l'OCM, impulsant ainsi une nouvelle dynamique à l'organisation ; ce qui permit le développement de nouvelles activités. Les militants, et en particulier les jeunes, profitèrent de la campagne de Norton de Matos et de la naissance du MUD *Juvenil* du Mozambique pour accroître l'agitation sociale et la réflexion politique. Selon João Mendes dans un entretien donné à Mário de Andrade en 1985, ce MUD *Juvenil* « local » apparut seulement durant la campagne de 1949<sup>230</sup> ; mais dans un autre témoignage, une information écrite de 1951 présentée à la Commission centrale du MUD *Juvenil* du Portugal, la date de fin 1947 est avancée<sup>231</sup>. Cette année semble plus plausible puisque João Mendes souligne, par ailleurs, que l'arrivée d'un militant communiste et appartenant au MUD *Juvenil* de Coimbra, Henrique Beirão, dynamisa les activités de la « section » locale, avec la rédaction de

<sup>228</sup> Sansão Muthemba, entretien réalisé par Alexandrino José & Teresa Cruz e SILVA pour le CEA en juin et juillet 1985, pp. 30 et 31. FMS, dossier 4329-002.

<sup>229</sup> João Mendes, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>230</sup> Mário de ANDRADE, « Actividade política em Moçambique, Lourenço Marques / Beira anos 1945-49 », entretien avec João Mendes, Maputo, 5 juillet 1985.

<sup>231</sup> *A situação da juventude em Angola e Moçambique e a actuação do MUD Juvenil*, information de mars 1951, présentée à la Commission centrale du MUD *Juvenil*. FMS, dossier 2969-05, fl. 3.

la feuille jeune de *Itinerário*, par exemple. Or, encore selon d'autres sources, ce militant aurait quitté Coimbra pour le Mozambique en 1948<sup>232</sup>.

Quoi qu'il en soit, les membres de l'OCM participèrent en nombre au MUD *Juvenil* et, afin de s'implanter dans des milieux variés, fréquentèrent diverses associations : le club sportif « 1<sup>er</sup> mai », l'association des Indo-portugais afin d'être en contact avec d'autres communautés, l'Association des natifs du Mozambique.... Toujours selon João Mendes, ils avaient l'intention de monter un groupe de « l'intellectualité du Mozambique », suivant en cela l'idée des écrivains José Craveirinha et Noemia de Sousa, et du photographe Ricardo Rangel. Ils souhaitaient développer des activités culturelles indépendantes de l'OCM ou du MUD *Juvenil*, qui pourraient déboucher éventuellement sur un groupe parallèle sans réelle caractéristique communiste mais, avec des caractéristiques « typiquement nationalistes » (paroles de João Mendes).

L'histoire de la création de ces divers groupes ou celle de l'action des militants communistes du Mozambique ou bien encore celle de l'intervention du PCP reste quelque peu floue ou confuse mais la clandestinité imposait des modes de fonctionnement favorisant en partie ces entrelacs. Ainsi, João Mendes dit avoir révélé à Pedro Soares seulement après son emprisonnement qu'il était un des auteurs de « *Os Humanos* ». Sansão Muthemba apprit tardivement, alors qu'ils militaient ensemble, que João Mendes, comme lui-même, était lié au PCP.... Si les méandres de la clandestinité n'expliquent pas toutes les zones obscures, ils rendent plausibles, par exemple, l'appartenance de Calciano Caldas aux deux « groupes ».

L'action militante de tous ces individus se trouva, néanmoins, freinée voire suspendue par l'arrestation de Henrique Beirão, Sobral de Campos, João Mendes, Maria Pomba Guerra, Henrique Vasco Soares de Melo et Santa Rita<sup>233</sup>, lors de la distribution d'un tract durant la campagne de Norton de Matos. Malgré ces emprisonnements, les activités de l'opposition au Mozambique reprirent à partir de 1950.

---

<sup>232</sup> Alberto VILAÇA, *O MUD Juvenil...*, op. cit., p. 130.

<sup>233</sup> Information de la délégation de la PIDE de Lourenço Marques du 15 septembre 1949, ANTT/PIDE, PC. 2156/49, Maria Pomba Guerra, fl. 88. Notons que João Mendes, dans l'entretien donné à Mário de Andrade, dit avoir été arrêté début septembre 1949 et que, d'une part, la PIDE précisait les avoir fait prisonniers lors de la campagne de Norton de Matos et que, d'autre part, l'*Avante!*, dans son numéro 131 de la 2<sup>ème</sup> quinzaine de janvier 1949, dénonçait l'arrestation des démocrates mozambicains, c'est-à-dire le groupe cité plus 6 autres noms.

Avant de conclure et au-delà des considérations factuelles, il nous faut examiner comment les communistes dans la colonie abordèrent la question de l'identité africaine, celle des revendications éventuelles des autres communautés, noire et métisse...

Fernando Estrela, d'Angola, faisait remarquer sans ménagement qu'en « 1946 il n'y avait pas d'Angolais, il y avait des Blancs, des Noirs et des mulâtres ; ce sont les Blancs et les métis petit-bourgeois qui, pour s'opposer et se distinguer du Portugal, ont introduit cette notion de « Blanc Angolais » mais c'était le même colonialisme »<sup>234</sup>. J'aurai largement l'occasion de revenir sur cette problématique mais elle donne au moins une indication, confirmée par les protagonistes : la couleur de peau déterminait la hiérarchie sociale et les rapports sociaux, y compris pour les opposants. Si João Mendes fréquentait des mulâtres, il n'en restait pas moins le « *chacalito* » (dérision affectueuse de « chacal », surnom donné aux Blancs) et cela lui posait des problèmes dans la société mozambicaine. Il précisait très bien que « le souci, c'était que le Blanc était le dominateur, indépendamment de qui il était »<sup>235</sup>. L'heure pour eux n'était donc point à l'écoute des revendications des autres communautés, des autres groupes (mulâtres, indigènes...). Il rajoutait :

« Nous n'avons jamais parlé de l'idée d'indépendance parce que cette idée n'existait pas encore. [...] Si tous les membres de l'OCM étaient conscients du sentiment nationaliste et de la justesse de cette lutte du peuple mozambicain pour sa libération, il était clair, et c'est une caractéristique commune à tous les PC mais particulièrement au PCP, que pour le PCP tous les mouvements devaient s'unir dans la lutte de toutes les forces antifascistes. Ils étaient conscients qu'existait un sentiment nationaliste, le respectaient et l'approuvaient mais... [silence] »<sup>236</sup>.

Le témoignage de Sansão Muthamba, un des rares mulâtres de l'organisation, confirme ces dispositions des communistes portugais du Mozambique : « Ils étaient Portugais, il vaut mieux le comprendre (rires), ils ne nous ont jamais parlé d'indépendance. Ils nous en ont parlé seulement quand apparut le Frelimo »<sup>237</sup>.

La pratique du PCP s'inscrivait pleinement dans les objectifs fixés en métropole : la lutte antifasciste. Dans cette optique et suivant les résolutions de *O Militante* de 1944 et du IV<sup>e</sup> Congrès, le PCP tentait d'élargir ses forces à ses

<sup>234</sup> Fernando Estrela, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>235</sup> João Mendes, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>236</sup> *Idem.*

<sup>237</sup> Sansão Muthemba, entretien réalisé par Alexandrino José & Teresa Cruz e SILVA, *op. cit.*, p. 22.

« meilleurs alliés » : les colonisés et les progressistes blancs d'outre-mer. Il devait alors jongler avec la satisfaction d'intérêts radicalement opposés. Si le parti se montrait sensible au « sentiment anticolonial » des colonisés, ses partenaires portugais des colonies étaient loin de l'accepter. Les communistes du Mozambique militaient essentiellement dans le MUD *Juvenil*, mais on ne pouvait séparer totalement leur intervention des activités de l'organisation « mère », le MUD du Mozambique. Or, la Commission centrale de ce dernier rédigeait en 1947 un tract clairement colonialiste à l'occasion du débat sur le devenir du chemin de fer de Beira :

« Il ne s'agit pas d'une querelle de parti, il s'agit de l'intérêt de tous les Portugais, il s'agit de défendre le patrimoine de la nation, il s'agit d'honorer la mémoire des héros qui sont morts en combattant pour l'intégrité du sol où nous vivons et de rendre hommage à la mémoire des pionniers de la colonisation dans cette terre séculairement portugaise »<sup>238</sup>.

L'histoire du MUD local s'avère si compliquée que nous ne sommes pas en mesure d'affirmer que les militants de l'OCM présidaient sa Commission centrale en 1947 au moment de la diffusion de ce document. Ceci dit, ils en étaient membres de façon certaine en 1949<sup>239</sup> et au vu de la petitesse des cercles progressistes de la colonie, on suppose qu'ils y rencontrèrent des militants de la période précédente toujours empreints de ces positions nettement colonialistes. Les résolutions du PCP paraissaient alors contradictoires. En effet, comment rassembler antifascistes et indigènes quand les premiers refusent toute identité propre aux seconds ? Et si les désaccords entraînés par une telle cohabitation ne se firent point jour dans ces années d'après-guerre c'est parce que le mouvement émancipaliste en était à ses balbutiements. Nonobstant cette harmonie apparente, une des conséquences immédiates fut, par exemple, l'inexistence de tract en langue locale ce qui aurait ouvert le réseau aux milieux africains. Cependant, on peut légitimement se demander si le parti, dans les années suivantes, n'allait point devoir faire le grand écart. Ses stratégies contradictoires (unité antifasciste/revendications anticoloniales) au vu du

---

<sup>238</sup> Commission centrale du MUD du Mozambique, *Uma questão nacional : queremos a nacionalização do caminho de ferro da Beira*, Lourenço Marques, 20 septembre 1947, p. 5. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>nd</sup>o juízo criminal, 1962, caisse 705, vol. VIII, fl. 538.

<sup>239</sup> En septembre 1949, des démocrates signaient un tract au nom de la Commission centrale du MUD, *O povo de Moçambique luta pela democracia ! mais violências e deportações do Estado Novo !* Maria Sofia Pomba Guerra, Henrique Beirão, Sobral de Campos et João Mendes. Archives de l'ICS, fonds Pinto Quartim, caisse 1, document 239.

contexte local et des rapports sociaux au sein de la colonisation n'étaient pas conciliables.

Pour l'heure, il restait loin de toute réflexion sur les relations de domination, loin de toute considération stratégique. L'Empire prolongeant à ses yeux le Portugal continental, le PCP y appliquait les mêmes méthodes. Les analyses de Staline sur les bourgeoisies coloniales, les choix du PCF qui en découlaient, à savoir la constitution de GEC, semblaient extrêmement éloignées des préoccupations des communistes portugais « d'en deçà et d'au-delà les mers ».

La Seconde Guerre mondiale et les prémices de la guerre froide avaient marqué l'attitude des militants et du parti : priorité aux luttes antifasciste et anti-impérialiste. Cette condition politique détermina l'intervention du PCP et de ses membres dans les colonies. Si les communistes ne semblent pas avoir développé d'activités particulières au Cap-Vert, à São Tomé et Príncipe ni même en Guinée<sup>240</sup>, en revanche, dans les deux grandes colonies de l'Afrique portugaise, ils tentèrent de s'organiser. En Angola, le faible nombre de militants et/ou sympathisants explique qu'avant les années 1950, leur activité se limita à impulser des groupes de réflexion — et ce malgré un noyau actif de progressistes à Huambo. Au Mozambique, les opposants multiplièrent les tâches politiques. Le PCP en tant que tel intervint même dans la colonie en y envoyant des émissaires chargés d'appliquer les dernières directives adoptées sur l'organisation des colons et des Africains. Cela dit, nonobstant cet effort partisan, d'un côté le parti ne recensait que 22 militants présents en 1948 dans l'ensemble des colonies<sup>241</sup> et, d'un autre, la réussite des entreprises politiques locales dut l'essentiel à l'initiative individuelle de leurs militants, soutenus par ailleurs par le PC sud-africain.

---

<sup>240</sup> Je ne dispose pas d'information sur les militants de ces colonies à cette époque. Toutefois, des opposants purent y résider en étant suffisamment isolés pour ne pas mener d'activités politiques ou pour que l'on n'en trouve trace par la suite.

<sup>241</sup> *Balanço geral do estado da organização do PCP, ano de 1948*, rapport de « Duarte » (Álvaro Cunhal) cité par João MADEIRA, « O PCP e a questão colonial, dos fins da guerra ao Vº Congresso (1943-57) », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do Século XX* (Coimbra), n° 3, 2003, p. 220.

## **CONCLUSION**

Comme les autres forces de l'opposition, le PCP se montra prisonnier de sa défaite : l'État Nouveau survivait. Sa priorité absolue fut alors la réalisation d'une unité antifasciste. Pour s'allier à des partenaires clairement colonialistes, il « sacrifia » le droit à la séparation des colonies. Son anticolonialisme se cantonna alors à la simple réaffirmation, dans ses textes, du droit à l'indépendance et à la dénonciation de la politique coloniale de l'État Nouveau. La teneur de ces écrits amène à dire que, mis à part l'énonciation du droit à la séparation, le parti se satisfaisait des positions de l'opposition unie et ne « sacrifiait » finalement que peu de chose.

Il aurait, pourtant, tout à fait pu militer en faveur d'une action unitaire semi-légale en métropole et préparer en même temps une lutte armée aux colonies. Il ne l'envisagea même pas. Il ne put imaginer l'émergence d'un mouvement autonome indigène, alors même que Moscou, dès 1945, proposait d'en favoriser la constitution. Il ne conçut la création de groupes coloniaux qu'uniquement liés au PC métropolitain dirigés par quelques cadres blancs urbains. Son imaginaire politique portugais l'a donc amené, tout autant que sa stratégie frontiste, à minimiser la question coloniale.



## **Conclusion**

La décennie des années 1940 s'avère riche en rebondissements. La période ouverte par la Deuxième Guerre mondiale a entraîné de grands bouleversements au sein du PCP. Comme tous ses partis frères, il connut des dissensions relatives à l'acceptation du Pacte de non-agression germano-soviétique ; mais, héritier par ailleurs de ses difficultés des années 1936-38, il vécut un contexte de double crise qui provoqua une seconde scission. Cette spécificité explique alors la concomitance de thèses contradictoires revendiquées par « les » PCP, y compris à propos de thèmes liés à la question coloniale, notamment en ce qui concerne le cas timorais.

Pourtant, malgré cette pagaille, c'est au Congrès de 1943 que le PCP clarifia ses positions en matière coloniale. Ce congrès scella *a posteriori* la « victoire » du camp Cunhal dont les thèses marquèrent durablement les résolutions du PCP à ce sujet. Elles constituèrent les premières analyses générales élaborées par le parti sur la question, tout en étant les dignes héritières des esquisses précédentes et des théories staliniennes. Malgré quelques écrits témoignant d'une sensibilité certaine à l'égard des réalités coloniales, le PCP adopta dans l'ensemble un anticolonialisme très théorique, déjà présent dans les décennies précédentes, que j'avais qualifié de *minimaliste*. Le PCP défendit, en effet, uniquement le droit futur à la séparation sans aucune stratégie de mobilisation des peuples coloniaux sur des objectifs et selon des rythmes qui leur fussent propres. On peut dire qu'il fit preuve d'un anticolonialisme métropolitain, et non d'essence internationaliste par son incapacité à imaginer leur auto-organisation.

Il « sacrifia » de surcroît ce principe à sa stratégie unitaire métropolitaine, les autres composantes de l'opposition portugaise se révélant colonialistes et fermées à toute proposition d'avancée sur la question. Cela dit, les textes du parti étudiés mènent dans leur ensemble à nuancer cette notion de « sacrifice » dans la mesure où, même en dehors de toute nécessité unitaire, ils démontrèrent à plusieurs reprises la prégnance du national-patriotisme du PCP. Ce recul en métropole ne saurait en revanche faire oublier que, dans ces années 1940, le parti décida d'agir aux colonies mêmes, à la recherche de nouveaux partenaires de lutte. Ainsi, des noyaux communistes émergèrent en Angola et au Mozambique. Pourtant, si de nombreux éléments restent à ce jour obscurs, il apparaît néanmoins que l'existence



de ces groupes soit plus à mettre au compte de l'initiative personnelle de militants du PCP résidant dans ces colonies ou y séjournant temporairement qu'à une stratégie tenace. Le parti appelait, dans son bulletin interne, à la mobilisation de ces communistes d'outre-mer, mais rien ne permet d'affirmer que les balbutiements d'activité repérés aient été dus à l'application de cette consigne.

Quoi qu'il en soit, cette décennie lègue pour la première fois une importante littérature du PCP sur la question du devenir colonial, sans pour autant que les effets concrets de ces efforts théoriques soient nettement repérables dans la pratique militante en métropole, ni même dans la genèse des rares groupes contestataires aux colonies.

## **CHAPITRE IV**

# **1949 – 1959, L'EMPIRE S'INVITE AU PORTUGAL, DU RENOUVEAU THEORIQUE DU PCP A L'EPREUVE DU TERRAIN**



## **Introduction.**

**L**e monde des années 1950 fut celui de la guerre froide. Si les jalons de ces nouvelles relations internationales furent jetés dès Hiroshima, les créations en 1949, d'une part, de l'OTAN et, d'autre part, du COMECON dans le respect des dispositions du rapport Jdanov, précédé de la formation du Kominform en septembre 1947, confirma définitivement le clivage Est/Ouest. Ces antagonismes se surimposèrent plus ou moins à tous les comportements politiques, ceux des partis comme ceux des dirigeants étatiques. L'opposition portugaise en subit l'évolution et fut victime de cette nouvelle guerre.

L'État Nouveau, ébranlé le temps du conflit mondial, engagea rapidement un retour à la « normale », à l'ordre ancien, soutenu par des Alliés occidentaux attachés à son programme anticommuniste, nationaliste et corporatiste et à la stabilité de la péninsule ibérique. Pourtant, le Portugal d'après-guerre vivait un inexorable changement. Il connaissait une évolution démographique marquée par un vieillissement de sa population et une forte émigration des métropolitains. Parallèlement, l'industrialisation et l'urbanisation naissantes modifiaient la composition de la société, de moins en moins agricole, et initiaient les transformations profondes des structures économiques du pays. Ces mutations considérables soulignaient chaque fois plus l'immobilisme politique de l'État. Nonobstant les dispositions défavorables de la population, Salazar semblait pourtant maintenir parfaitement son cap.

En effet, à partir de 1949, il reprit le contrôle de la situation intérieure et régna sans partage, suivant le cours de ses habitudes : censure, arrestations.... L'opposition vécut des heures sombres d'autant que la campagne de Norton de Matos fut le terme de l'union puisque, après 1949, s'inscrivant dans les enjeux de la guerre froide, les « démocrates » se divisèrent. De plus, victime la même année d'une vague répressive particulièrement efficace, la résistance ne put changer le cours des « années de plomb » que fut la période 1950-1958. Face à ce panorama politique, la population associa de plus en plus le « Portugal habituel » de Salazar à

une complète stagnation. Ce sentiment explique en partie le succès de la candidature du général Humberto Delgado aux élections de 1958 et le renouveau de la contestation qui s'ensuivit, initiant le déclin du salazarisme « classique » des années 1950.

Le PCP de cette période vivait à nouveau de sérieuses difficultés, tant sur le plan organisationnel que politique. Après 1949, sa direction se retrouva en prison et les militants qui avaient échappé à l'incarcération pratiquèrent une période de sectarisme intense inspiré par le contexte de la guerre froide : méfiance et dogmatisme idéologique, critique et autocritique. Mais la mort de Staline en 1953 et les changements qui en découlèrent influencèrent, bien entendu, un PCP réhabilité auprès de Moscou. Les résolutions du XX<sup>e</sup> Congrès du PCR(b) eurent des répercussions sur le parti qui, au milieu des années 1950 et lors de son V<sup>e</sup> Congrès tenu en 1957, retourna à une sorte de « politique de transition » et vécut un nouveau « *desvio de direita* » (déviation de droite).

Pourtant, c'est dans ce contexte local et international défavorable à la mobilisation politique des communistes portugais que la question coloniale devint un objet central des réflexions du parti et un enjeu politique national. Les revendications émancipalistes portées par les étudiants coloniaux en métropole infiltraient peu à peu les sphères de l'opposition ; en 1954, les manifestations anticoloniales de Goa jetèrent un pavé dans la mare et portèrent à la connaissance de tous les termes du débat colonial. Pressé par ces nouveaux enjeux, le PCP réélabora sa théorie anticoloniale et, mis en demeure de la confronter au terrain, put en mesurer les limites.

Dans ce chapitre, je poserai tout d'abord le cadre des virevoltes internes du parti. J'étudierai ensuite ses efforts de théorisation, imposés par l'actualité goanaise, sur la question coloniale réintroduite alors dans les rangs de l'organisation, en particulier au moment du V<sup>e</sup> Congrès (1957). Je confronterai, enfin, les divers registres de son discours à sa pratique et en réajusterai ainsi l'analyse. Celle-ci se mit en place en métropole, où un front anticolonial s'était formé mais aussi dans les colonies où les débats entre Africains et militants du PCP faisaient rage.

## **I/ Des « années de plomb » (1950-58) à la crise du régime.**

*Les temps changent, les volontés changent  
L'être change, la confiance change  
Le monde est fait de changements*

Luís de Camões

Les « années de plomb » désignent généralement la période 1950-1958, associée également à la « lente agonie du salazarisme ». En effet, si le régime de Salazar semblait décidément bien survivre à l'après-guerre et à la croisade antitotalitaire des Alliés et trouvait sa place dans ce monde devenu bipolaire, il ne put empêcher ces années-là la sédimentation d'un terreau de la contestation. Malgré l'intensification de la répression, le pouvoir, ne sachant ou ne voulant accompagner les évolutions sociales du pays, prépara par son immobilisme la remise en cause de l'ordre établi, laquelle « explosa » en 1958. Certes, les antisalazaristes semblaient peu nombreux, fragiles et divisés, mais les formes d'une nouvelle contestation (anticoloniale) et l'apparition de nouveaux partenaires (catholiques, déçus du régime) laissaient toutefois présager de ce renouveau. Aussi, loin de toute lecture téléologique de l'histoire, la période 1950-58 correspond-elle bien à « la lente agonie du salazarisme ».

Lors de ces dures années, le PCP passa d'un extrême à l'autre. Fidèle à la lutte engagée par Moscou et au camp socialiste naissant, il se replia sur lui-même et ses débats tournèrent bien souvent autour de questions internes détachées de réelles implications sur le terrain. De cette position ultra-sectaire, il en vint à une politique nettement plus réformiste et conciliante face à ses potentiels alliés libéraux, dans une tentative d'application des dispositions du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS tenu en 1956. Ce virage stratégique ne l'empêcha pas d'être quelque peu dépassé par l'engouement suscité par Humberto Delgado lors des élections présidentielles de 1958.

L'étude de ces trois moments distincts du PCP permettra, une fois de plus, de comprendre les revirements du parti sur la question coloniale.

**A/ CHOISIS TON CAMP, CAMARADE !**

Si l'on en croit les propos d'Álvaro Cunhal, les relations entre le PCP et Moscou se rétablirent en 1947 lors d'un de ses voyages en URSS<sup>1</sup>. Il s'avère difficile d'en conclure pour autant que le parti rejoignit les rangs de « l'Internationale », puisque à cette date le Komintern avait déjà été dissout. Quatre ans séparent en effet la disparition de l'IC, ordonnée par Staline et le PCR(b) en 1943, de la formation du Kominform en septembre 1947. En 1943, par leur décision, les dirigeants russes souhaitaient rassurer leurs alliés de guerre. Pourtant, les années suivantes, de profonds changements firent revenir Staline sur ses stratégies : le mouvement communiste progressa dans le monde, les tendances de gauche se développèrent dans les partis sociaux-démocrates, certains pays passèrent sous contrôle de l'Armée rouge et d'autres, comme la Grèce ou la Chine, connurent l'expérience de la lutte armée. Le chef suprême opéra alors un virage à cent-quatre-vingts degrés en septembre 1947 et impulsa la création du Kominform, lors d'une réunion secrète tenue en Pologne. Neuf PC participaient à cette dernière, sept d'Europe de l'Est et les PCF et PCI à qui certains reprochèrent d'ailleurs de ne pas avoir assez lutté contre l'intégration de leur pays dans les stratégies antisoviétiques des ÉUA. Si la dissolution de 1943 survenait dans la période d'alliance antifasciste de l'URSS, selon les protagonistes de la réunion secrète de 1947, l'apparition du Kominform était due à la « métamorphose des Alliés ». Le monde se divisa alors en deux « camps » et les tâches des PC s'inscrivirent dans la logique de cet affrontement.

Le PCP soutint inconditionnellement Staline et entreprit de réaliser au Portugal les objectifs fixés par le PCR(b) et l'URSS. Il partit à la chasse aux libéraux, espions et autres traîtres, et fit taire dans ses rangs les voix divergentes par une épuration radicale. Il rompit par ailleurs avec les tendances sociales-libérales de l'opposition.

---

<sup>1</sup> Álvaro Cunhal, *Duas intervenções numa reunião de quadros*, Lisbonne, eds Avante!, collection Cahier d'histoire du PCP, n° 3, 1996, p. 116.

### 1/ Le PCP à l'ère du « Jdanovisme ».

Comme l'écrit Lilly Marcou, avec la guerre froide, « la notion de « camp » prend le dessus sur celle du parti dirigeant ou de parti guide [PCR(b)] »<sup>2</sup>. Le Kominform disparut en 1956 ; dans la pratique il avait déjà cessé toute activité à la mort de Staline en 1953. En ses quelques années d'existence, il réussit néanmoins à asseoir sa conception du monde et de la lutte communiste. Il était né des orientations fixées par le secrétaire du parti bolchevique, Andrei Jdanov.

Les orientations du PCP des années d'après-guerre s'inscrivirent dans le cadre de cette division mondiale. Dans un premier temps, le parti avait logiquement maintenu son alliance antifasciste en ordonnant par exemple la dissolution des FJCP, afin de privilégier le récent MUD *Juvenil*<sup>3</sup>. Par la suite, il ne résista point au mouvement international et, en mars-avril 1949 après les élections présidentielles, se sépara de ses anciens alliés.

Cette rupture ébranla fortement l'organisation, construite autour de la stratégie unitaire. D'autres événements vinrent accentuer ses difficultés puisque, en mars 1949 toujours, la moitié du Secrétariat fut arrêtée. Si cette circonstance participa de « l'effondrement » politique à venir du parti, elle fut contrebalancée par la normalisation des relations du PCP avec Moscou en 1947. Les « réorganiseurs » exprimèrent très tôt (dès 1941) leur souhait de renouer les liens avec la « maison »<sup>4</sup>. Pourtant, nonobstant leur satisfaction d'avoir rétabli cette relation privilégiée, ils valorisèrent par la suite l'isolement vécu durant les années 1938-1947, soulignant entre autre leur mérite d'avoir engagé la « réorganisation » sans soutien ni directive. Mais, malgré cette glorification *a posteriori*, le PCP avait souffert de cette séparation, d'où une précoce volonté d'en sortir. De plus, il faudrait nuancer la solitude politique du parti. En effet, dès 1943 des contacts avec Moscou furent mis en place par le biais du PCE<sup>5</sup>. La fin de la guerre permit également la multiplication des échanges, bien que sporadiques, avec le PCF et le PCB (Brésil). Quant au PCR(b), il ne

<sup>2</sup> Lilly MARCOU, *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979, p. 29.

<sup>3</sup> Voir chap. III, p. 317.

<sup>4</sup> Par l'intermédiaire du PC des ÉUA, voir chap. III, p. 277.

<sup>5</sup> José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal, uma biografia política, « Duarte », o dirigente clandestino*, Lisbonne, Temas & Debates, vol. II, 2001, p. 751. Ceci dit, selon Álvaro Cunhal lui-même, ces contacts n'auraient consisté qu'en des échanges culturels et des passages de frontières (*O Partido com Paredes de Vidro*, Lisbonne, eds Avante!, 1985, p. 257).



semblait pas manifester un enthousiasme débordant à l'idée de rétablir les relations avec le PCP. Non qu'il craignît d'éventuelles nouvelles mésaventures du parti ; simplement il ne voyait pas l'intérêt qu'il pouvait tirer de la réhabilitation d'une organisation située aux confins de l'Europe, forte de quelques milliers de militants seulement.

Le virage diplomatique de Staline offrit alors l'opportunité au PCP de réintégrer la « maison » puisque dans cette division du monde en « camps », tout PC servait potentiellement les intérêts du bloc anti-impérialiste. Le voyage d'Álvaro Cunhal de 1947-48 en Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Union soviétique lui permit de rétablir les liens originels. Selon les sources disponibles, l'organisation de ce périple<sup>6</sup> serait due à la Légation yougoslave à Lisbonne, approchée par Bento Jesus Caraça, ou aux contacts établis par Cunhal lors de la guerre civile espagnole<sup>7</sup>. Toujours est-il que le 12 février 1948, il rencontra à Moscou Mikhaïl Andreevitch Suslov, secrétaire du CC du PCR(b)<sup>8</sup>.

Cette rencontre se réalisa ainsi peu de mois après la fameuse réunion secrète de Szklarska Poreba en Pologne en septembre 1947 où Jdanov présenta son célèbre rapport. Ce dernier jetait les bases de la diplomatie soviétique pour les décennies à venir et établissait les différentes luttes à mener en conséquence, dans un monde dès lors bipolaire :

« Le camp impérialiste et antidémocratique d'un côté, et le camp anti-impérialiste et démocratique de l'autre. [Dans le premier] la force dirigeante fondamentale, ce sont les États-Unis, [la Grande Bretagne et la France en sont les satellites]. Le camp impérialiste est appuyé par des États coloniaux tels que la Belgique et les Pays-bas, des pays aux régimes réactionnaires et antidémocratiques tels que la Turquie et la Grèce, des pays qui dépendent politiquement et économiquement des États-Unis comme, par exemple, ceux du Proche-Orient, d'Amérique du Sud et la Chine, [ce camp s'appuie également] sur les forces réactionnaires et antidémocratiques de tous les pays. [...] La base [du camp anti-impérialiste] est constituée par l'URSS et les pays de la démocratie nouvelle, [...celui-ci] s'appuie sur le mouvement ouvrier et démocratique de tous les pays, sur les partis communistes frères, sur le mouvement de libération nationale de tous les pays coloniaux et dépendants, sur l'aide de toutes les forces

---

<sup>6</sup> Selon Fernando Piteira Santos dans un entretien de 1983 avec Fernando Rosas. In José MATTOSO (dir.), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, Lisbonne, Estampa, 1994, note 179, p. 414. Version confirmée par les recherches de Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal ...*, vol. II, *op. cit.*, pp. 757-764.

<sup>7</sup> Selon Carlos Aboim Inglês dans un entretien de 1994 avec João Madeira. João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas, o partido comunista e os intelectuais*, Lisbonne, Estampa, 1996, p. 244.

<sup>8</sup> José MILHARES, « O começo de uma grande amizade », *Público*, 3 octobre 1994, p.17.

démocratiques et progressistes qui existent dans chaque pays. [...] Le rôle dirigeant [de ce camp] revient à l'Union soviétique et à sa politique étrangère »<sup>9</sup>.

Ce rapport affirmait clairement la subordination des PC du monde entier aux décisions soviétiques. Cette soumission existait déjà du temps du Komintern puisque les PC lui apportaient généralement un soutien inconditionnel. Cela dit, pilotée par le PCR(b), l'IC n'en était pas moins constituée par les représentants des différents PC qui pensaient ainsi participer à ses orientations et défendre la patrie du socialisme. Mais, les PC ne devaient plus lutter pour l'avènement de la révolution mondiale et contre le capitalisme, le combat à mener ciblait désormais les ennemis de l'URSS et les tâches à réaliser découlaient de ce précepte.

La demande du PCP arriva à point nommé dans le nouveau contexte. Fin 1947, Álvaro Cunhal entreprit son long voyage. Il séjourna à Belgrade en janvier 1948, au moment où avait lieu la première réunion, le 18 du mois précisément, du Kominform (ou Bureau d'information). Le dirigeant portugais eut des discussions avec ses homologues yougoslaves et soviétiques<sup>10</sup> mais, si la PIDE affirma qu'il participa à cette fameuse réunion, le fait n'est pas avéré<sup>11</sup>. Toujours est-il que, de cette ville, Cunhal insista auprès de Leonid Baranov, vice-chef du Département des relations externes du PCR(b), pour être reçu par le parti russe. Méfiant envers le PCP, stigmatisé par ses troubles des années 1938-39, Moscou tarda à répondre, mais finalement invita Cunhal en URSS. Après un passage à Prague, le dirigeant portugais y arriva le 2 février et y rencontra Suslov. Après discussion, les contacts furent rétablis, le parti réadmis dans le sérail. Sur la route du retour, Álvaro Cunhal passa quelques semaines à Paris, puis retrouva sa terre natale aux alentours de la mi-1948. Durant ce voyage, il écrivit plusieurs articles qu'il put publier dans la presse communiste étrangère maintenant que son parti était réhabilité. Au printemps 1948, le PCP avait enfin réintégré la grande famille du mouvement communiste international.

Il lui restait à se montrer digne de la confiance que lui avait ainsi manifestée le PCR(b). Il allait soutenir et justifier la série d'actions hétéroclites menées par l'URSS.

<sup>9</sup> Texte officiel du rapport Jdanov cité par Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, Maspero, tome 2, 1972, p. 539.

<sup>10</sup> Álvaro Cunhal, *Carta para o Secretariado*, codée, avril 1948, citée par Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal ...*, vol. II, *op. cit.*, p. 767.

<sup>11</sup> Doute de Pacheco PEREIRA, *ibidem*, p. 768 ; et affirmation de la PIDE dans : Legião portuguesa, « Elementos sobre a organização do PCP », *Confidencial, suplemento n° 16 ao Boletim de Informação*, Lisboa, 1958, p. 19.

Il s'afficha comme l'allié fidèle du « camp démocratique », et importa en conséquence la ligne Jdanov au Portugal. Peu à peu, l'anti-américanisme prit le pas sur les dénonciations de la domination anglaise, pénétra les écrits sur l'état de dépendance des colonies et du Portugal. Les articles du deuxième semestre 1948 nous ont déjà révélé la nouvelle phraséologie du PCP, conforme aux dispositions moscovites<sup>12</sup>. De même, lors de l'exclusion du PC yougoslave du Kominform en juin 1948<sup>13</sup>, *Avante!* publia dès le mois de juillet une résolution du CC de soutien au Bureau d'information et, en septembre de la même année, revint largement sur la situation, condamnant dans ses moindres détails la politique du PC de Tito<sup>14</sup>.

Sur le plan national, si la réunion du CC de juin 1947 présentait encore les « habituelles » instructions en matière d'unité, celle de janvier 1949 rompait nettement avec les orientations précédentes et adaptait le « jdanovisme » aux réalités locales. Le parti entendait alors lutter contre les tendances non communistes des mouvements unitaires, y construire « l'hégémonie de la classe ouvrière », c'est-à-dire la sienne.

Cette période fut qualifiée ultérieurement par le PCP lui-même de « *desvio sectário* » (déviation sectaire). Dans ses histoires officielles, le parti exempta Álvaro Cunhal de toute participation à ce « *desvio* » sous prétexte qu'il se trouvait alors en prison. Pourtant, il avait approuvé le rapport de Militão Ribeiro présenté à la réunion de janvier 1949, entérinant la nouvelle orientation. En effet, la fin de ce texte clarifiait nettement le débat : « La lutte de notre parti doit, donc, être conduite sur deux fronts : la lutte contre le salazarisme et la lutte contre tous les arrivistes, les traîtres et les opportunistes à l'intérieur du mouvement antifasciste »<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> À propos des dénonciations de l'emprise de « l'impérialisme anglo-américain », voir en particulier chap. III, pp. 328-330.

<sup>13</sup> Le *Rudo Pravo* du 28 juin 1948 publia une résolution du Kominform relative à la situation du PC de Yougoslavie. Moscou y accusait les dirigeants de cette organisation et plus largement de l'État yougoslave d'être « nationalistes » et les condamnait comme traîtres à l'internationalisme prolétarien. La rupture allait se consommer peu à peu dans une ambiance et une violence dignes du temps des procès de Moscou.

<sup>14</sup> « Resolução do CC de julho 1948 », *Avante!*, série VI, n° 121, août 1948, p. 2 et « Acerca da situação do PC da Iugoslávia », *Avante!*, série VI, n° 123, 2<sup>ème</sup> quinzaine de septembre 1948, pp. 1 et 2.

<sup>15</sup> « António » (Militão Ribeiro), *A actual situação política portuguesa e as tarefas do partido na hora presente*, rapport à la réunion du CC de janvier 1949, p. 19. Cité par João MADEIRA, *Os Engenheiros...*, op. cit., p. 248.

## **2/ Le « desvio sectário », 1949-1953.**

Les événements du premier trimestre 1949 vinrent légitimer aux yeux des militants la chasse aux « traîtres ». Cette année-là, la PIDE réussit à décimer la direction du PCP<sup>16</sup>. L'appareil du parti se trouva fortement ébranlé et toutes ses organisations régionales quasiment liquidées. Signe des temps difficiles, le CC lui-même fut réduit à cinq membres<sup>17</sup>. La police poussait l'avantage, grâce à certains militants « craquant » lors des interrogatoires et aux agents infiltrés dans l'organisation. Le parti engagea alors une vive lutte contre « les traîtres et les provocateurs ». Selon l'inspecteur de la PIDE, Fernando Gouveia, ce « nettoyage » aurait même amené le CC à supprimer physiquement Manuel Domingues, ancien membre de la direction, accusé d'être un « espion », ce que dément le PCP<sup>18</sup>.

Nonobstant ces attaques policières répétées, les militants maintinrent le cap fixé en 1949. Le comportement « exemplaire » de la plupart de leurs dirigeants en prison fonctionnait comme une preuve de la justesse de l'orientation votée par le parti. La mort de Militão Ribeiro, le 3 janvier 1950, des suites conjointes des tortures subies et d'une grève de la faim, renforça leurs certitudes.

Face à un tel contexte, les cadres idéologiques définis par Jdanov aiguisèrent les tensions. En effet, le IV<sup>e</sup> Congrès du PCP avait condamné et éliminé la « politique de transition » et le « browderisme »<sup>19</sup>. Le combat mené contre ces tendances « droitières » de l'organisation se durcit fin 1948 et explosa dans les années 1949-1952. Les instances dirigeantes du parti suivaient les résolutions internationales à la lettre comme en témoigne la publication d'un communiqué de janvier 1950 sur la conférence du Bureau d'information des PC par l'organisation régionale de Lisbonne.

<sup>16</sup> Les arrestations commencèrent fin 1948 pour culminer en mars 1949 mais elles se poursuivirent jusqu'en novembre : Militão Ribeiro, Álvaro Cunhal, Jaime dos Santos Serra, António Bastos Lopes, Mercedes de Oliveira Ferreira, José Augusto da Silva Martins, Casimira da Silva, António Dias Lourenço et les trois sœurs de Oliveira Ferreira, Sofia, Mercedes et Georgette tombaient dans les mailles de la PIDE. Voir D. L. RABY, *A resistência anti-fascista em Portugal, comunistas, democratas e militares em oposição a Salazar, 1941-1974*, Lisbonne, Salameta, 1988, p. 122.

<sup>17</sup> José Gregório, Pires Jorge, Manuel Guedes, Júlio Fogaça et Sérgio Vilariques plus deux membres suppléants, Octávio Pato et Soeiro Pereira Gomes, selon Ramiro da COSTA, *Elementos para a história do movimento operário em Portugal 1820-1975*, vol. II, Lisbonne, Assirio & Alvim, 1979, p. 99.

<sup>18</sup> Fernando GOUVEIA, *Memórias dum inspector da PIDE, a organização clandestinidade do PCP*, Lisbonne, Roger Delraux, 1979, pp. 319-324.

<sup>19</sup> Du nom du secrétaire général du Parti communiste américain, Earl Browder. Voir chap. III, p. 313.

Cette dernière y rappelait les tâches attribuées à chaque PC, dans la droite lignée des directives de Jdanov :

« Les tâches importantes incombent aux PC de France, Italie, Angleterre et Allemagne occidentale et des autres pays que les ÉUA veulent utiliser comme chair à canon pour réaliser leurs plans d'agression. Leur devoir est de développer, avec une force accrue, la lutte pour la paix, la lutte pour faire échouer les projets criminels des fauteurs de guerre anglo-américains. [...]

Les partis communistes et ouvriers des pays capitalistes doivent coordonner la lutte pour l'indépendance nationale avec la lutte pour la paix, dénoncer implacablement le caractère antinational, le caractère de trahison de la politique des gouvernements bourgeois, devenus laquais avoués de l'impérialisme agressif de l'Amérique. [...]

C'est avant tout par l'union de vastes masses de la classe ouvrière, indépendamment de leurs idées politiques, de leur filiation syndicale ou de leurs croyances religieuses que ces tâches pourront être réalisées. L'unité par la base, tel est le chemin le plus sûr pour regrouper tous les ouvriers voulant défendre la paix et l'indépendance nationale de leur pays »<sup>20</sup>.

Le PCP reprenait sans détour les consignes soviétiques de lutte anti-impérialiste et de recherche d'une nouvelle unité « à la base ». Dans ses écrits de 1943, Álvaro Cunhal avait envisagé et même prôné l'adhésion d'individus isolés au vaste mouvement unitaire. Mais l'« unité par la base » allait déterminer un changement de mode d'action pour le parti : l'« unité » n'avait plus le même sens ; elle cessait d'être pluraliste. Le PCP avançait comme seule force politique organisée, entouré de quelques compagnons de route<sup>21</sup>. Ainsi, le parti devint hégémonique au sein de l'opposition légale incarnée par le MND (Mouvement national démocratique) né en avril 1949 à la suite des élections. Ce mouvement, et le parti, décidèrent de ne pas présenter de candidats aux législatives d'octobre 1949 ; ils souhaitaient tout d'abord porter la lutte sur le terrain de la conquête des « libertés fondamentales », nécessaires au bon déroulement de toute campagne électorale. Cette position faisait écho au débat tenu lors des élections présidentielles de février 1949 à propos de la pertinence de maintenir ou non la candidature de Norton de Matos. Cette fois-ci, devenu majoritaire au sein du mouvement légal, le PCP affirmait et imposait sa position sans encombre. Il connaissait d'autant moins d'obstacle à la mise en

---

<sup>20</sup> *Comunicado sobre a conferência do Bureau de informação dos PC*, Organisation régionale du PCP de Lisbonne, janvier 1950, 20 p.

<sup>21</sup> Par exemple, des intellectuels comme Ruy Luis Gomes, José Morgado, Virginia Moura, Lobão Vital, Albertino de Macedo, David Carvalho, Armando Bacelar, Lino Lima et Humberto Lopes restèrent à ses côtés, selon Mário SOARES, *Portugal amordaçado*, Lisbonne, Arcádia, 1974, p. 171.

pratique de cette stratégie qu'il avait expulsé ou éloigné de ses propres rangs les militants contestataires.

En effet, si les directions successives du PCP avaient lutté en permanence contre des tendances internes « déviantes », avec la guerre froide, l'heure de l'intransigeance totale sonnait. Le parti pratiqua ainsi dans les années 1950-51 une véritable épuration dans ses rangs. Il utilisa les accusations de trahison ou de « provocation » pour chasser des informateurs de la PIDE, mais surtout pour écarter les oppositionnels. Il exclut en 1950 deux militants qui devinrent célèbres : Fernando Piteira Santos et Mário Soares. Le premier d'entre eux avait déjà été repéré puisque partisan de la fameuse « politique de transition ». Le parti lui reprochait et l'accusait de ne pas avoir complètement rompu avec elle et d'être, de plus, un adepte du titisme<sup>22</sup>, tare suprême dans le monde communiste des années 1950. Cependant, le PCP disait avoir prononcé son exclusion à cause de son « mauvais comportement face à la police »<sup>23</sup> lors de son emprisonnement en 1945. Quant à Mário Soares, il souhaitait maintenir une unité large et se montrait disposé pour cela à faire d'autres concessions à la « bourgeoisie libérale », position allant à l'encontre de la politique adoptée par le parti. En ces temps de guerre anti-impérialiste, de défense du « camp démocratique », le PCP ne tolérait point une telle divergence et l'exclut. Les mesures de ce type se multiplièrent et Octávio Pato releva ainsi une dizaine de dirigeants exclus entre 1949 et 1955<sup>24</sup>.

Le ménage entrepris par le parti constituait, pour les indésirables, au-delà de l'échec politique, une réelle violence psychique tant les campagnes de dépréciations à leur encontre foisonnaient dans la presse communiste. De plus, le parti demandait également à ses membres de couper toute relation avec les exclus, y compris les liens privés éventuels qui les unissaient puisque : « L'existence d'un certain type d'amitié personnelle, amitié qui parfois prend une forme de « politique de compères » [est] opposée aux intérêts du parti »<sup>25</sup>. Cela dit, tous les partisans de la « politique de transition » ne souffrirent pas le sort de Fernando Piteira Santos. En effet, y échappèrent ceux qui, comme Júlio Fogaça, acceptèrent de procéder à une autocritique.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 172.

<sup>23</sup> « Em guarda contra o provocador Piteira Santos », *Avante!*, série VI, n° 179, août 1953, p. 5.

<sup>24</sup> Cité par João MADEIRA, *Os Engenheiros...*, *op. cit.*, p. 252.

<sup>25</sup> « As organizações e militância do Partido », *Avante!*, série VI, n° 159, mai 1951, p. 3.

Le monde communiste dans son ensemble était passé rapidement du devoir, défini par Lénine<sup>26</sup>, pour un parti politique d'étudier ses erreurs à celui d'auto-accusation pour ses militants, sous la période stalinienne. Les autocritiques fleurirent alors dans les PC, véritables actes de soumission à « l'esprit du parti » et de dévouement à l'organisation. La pratique de ce véritable « examen de soi »<sup>27</sup> s'apprenait dans les écoles de formation et était requise par les partis. Ainsi, bien qu'admis au CC lors du IV<sup>e</sup> Congrès, Fogaça dut présenter une première autocritique — relative à la « politique de transition » — en 1948, et en réitérer d'autres, en 1949, 1950 et 1951. De ces versions successives, la direction du PCP accepta la dernière et Fogaça, réhabilité, intégra le Secrétariat.

Si certains militants réussirent leur « reconversion » politique, cette période d'épuration en éloigna nombre d'autres, écoeurés par ces tensions et par l'aggravation de la répression salazariste. Ainsi, entre 1946 et 1952, les effectifs du parti auraient diminué de 48%, selon un rapport sur l'organisation présenté par Fogaça à la IV<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC, en décembre 1952<sup>28</sup>.

Le PCP se retrouvait par conséquent très isolé, son sectarisme du début des années 1950 le séparant de nombre de ses militants et de larges secteurs de l'opposition démocratique. Il présenta au travers de son mouvement unitaire le MND, ce qui revient à dire seul, un candidat aux élections présidentielles de 1951, convoquées suite au décès du président d'alors, le très vieil Óscar Carmona. L'opposition se retrouva ainsi avec deux représentants : le professeur Rui Luís Gomes pour le MND et Quintão Meireles pour un cercle plus à droite<sup>29</sup>. Mais, le Conseil d'État rejeta la candidature du professeur pendant que son mouvement connaissait une nouvelle vague de répression. Le PCP ne réitéra donc pas l'expérience et, aux élections législatives de 1953, soutint, contre certains secteurs libéraux, une position abstentionniste et maintint le cap politique au prix de son isolement. Si l'on peut parler d'échec en ce qui concerne l'aventure « unitaire » et

---

<sup>26</sup> « L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux ». Lénine (1920), *Œuvres complètes*, Paris, éd. Sociales, 1976, p. 52.

<sup>27</sup> Voir l'introduction à l'ouvrage de Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, pp. 15-39.

<sup>28</sup> Júlio Fogaça, *Liguemos-nos às massas e venceremos a batalha da paz e da democracia*, décembre 1952, p. 16. Cité par João MADEIRA, *Os Engenheiros...*, op. cit., p. 251.

<sup>29</sup> Des dissidents du régime, comme Henrique Galvão, s'allièrent pour l'occasion à Cunha Leal, au Directoire social-démocrate et à l'Union socialiste.

légale du MND, il convient d'ajouter que celui-ci venait peut-être avant tout du reflux du mouvement ouvrier portugais d'après-guerre, en tout cas il n'était pas seulement dû aux querelles internes de l'opposition ou même au « *desvio sectário* » du PCP.

Les effets du « jdanovisme » se firent donc pleinement sentir au Portugal. Content d'avoir réintégré la « maison », le PCP soutint l'exclusion du PC de Yougoslavie et dénonça l'impérialisme anglo-américain. Sur le plan national, les conséquences de ces dispositions l'amènèrent à poursuivre seul l'expérience « unitaire », simplement uni à ses compagnons de route au sein d'un MND en difficulté. Cela dit, cette période charnière se distingue surtout par l'épuration que le PCP entreprit dans ses rangs. La mort de Staline en mars 1953 et les références du mouvement communiste à la nécessité d'une coexistence pacifique ouvrirent une phase nouvelle pour le PCR(b) et l'URSS qui, comme les précédentes, allait induire des virages idéologiques au sein du PCP.

## **B/ LE PCP AU TEMPS DU XX<sup>e</sup> CONGRES DU PCUS**

À partir de 1954-55, le PCP commença à infléchir sa politique générale et présenta son autocritique ; il admit être tombé dans les travers du sectarisme et s'être ainsi éloigné du moyen le plus fiable de débouter Salazar : l'unité. Il entreprit alors un virage à cent quatre-vingts degrés. Il prôna rapidement la construction d'un large front antisalazariste, quitte à faire quelques concessions à l'aile libérale de l'opposition pour vaincre le gouvernement y compris dans les urnes. Le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, en 1956, vint conforter les dirigeants portugais dans leurs choix et renforcer leur argumentaire. On ne saurait toutefois imputer à ce seul événement extérieur l'évolution du parti dans la seconde moitié des années 1950. En effet, les revirements du PCP s'ancrent dans des thématiques héritées de la « politique de transition » des années 1943-46 ; de plus, le PCP subissait l'influence de l'évolution générale du mouvement communiste international, que la mort de Staline au début de l'année 1953 favorisa, et en particulier des expériences des PC d'Espagne et de Grèce.



### **1/ « Desvio de direita », le retour (1954-59).**

Si la lutte du parti contre les dissidents se poursuivit jusqu'en 1954, date de l'exclusion de João Rodrigues qui avait défendu, entre autres, la dissolution du MND<sup>30</sup>, l'heure du recadrage idéologique avait sonné. Entre 1954 et 1955, le PCP opéra un profond virage, délaissa et critiqua les orientations précédentes, et s'engagea sur la voie de la « coexistence pacifique ».

Lors de la V<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC en mars 1954, l'idée d'établir un projet de programme qui devait servir de base politique au PCP se fit jour. Les partisans de la ligne « dure », ceux en faveur d'une stratégie révolutionnaire et tournée vers l'instauration d'une démocratie populaire au Portugal, remportèrent d'abord une victoire sur leurs adversaires. En effet, le CC réaffirma la nécessité d'un « soulèvement national » pour réaliser un tel objectif, disposition déjà ancienne, mais expliqua surtout que :

« Le PCP a comme objectif fondamental [...] de lutter énergiquement contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation de notre peuple et des peuples coloniaux et de développer au maximum les forces productives nationales pour pouvoir continuellement améliorer les conditions de vie, de travail et de culture des masses travailleuses et de les conduire sur le chemin lumineux du socialisme »<sup>31</sup>.

Ce projet, présenté par José Gregório, dépassait les lignes d'action établies lors du I<sup>e</sup> Congrès et reprises lors de celui de 1946 en accord avec la réalisation d'une « révolution démocratique et nationale » ; en effet, sa phraséologie différait quelque peu pour retrouver les accents des années 1920 en évoquant « le chemin lumineux du socialisme ».

Il ne correspondit toutefois en rien au programme finalement adopté au V<sup>e</sup> Congrès, celui de 1957, puisque à partir de cette réunion de mars 1954, les tactiques allaient changer. En effet, en une année et demie, entre la V<sup>e</sup> réunion élargie et la VI<sup>e</sup> qui se tint en août 1955, si les critiques formulées à l'encontre du « sectarisme » et de la politique d'unité « sommaire » des années précédentes étaient toujours

---

<sup>30</sup> Octávio Pato à la réunion de la direction d'octobre 1954 spécifiait que les idées de ce militant : « étaient intimement liées aux idées incarnées par les principes opportunistes de la « politique de transition » et en traduisaient la continuité ». Octávio Pato (Melo), *A Força do Partido reside na sua unidade*, octobre 1954. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>nd</sup>o juízo criminal, 1962, caisse 712, vol. XXVIII, fl. 1784.

<sup>31</sup> *Projecto de programa do PCP*, Tract du CC, eds Avante!, mars 1954, p. 1. Souligné par moi. FMS, dossier 2597-04, fl. 53.

d'actualité, elles s'estompèrent peu à peu laissant place à un nouveau combat, à l'idée qu'existait une « solution pacifique au problème portugais ». Cette dernière résidait dans la possible victoire politique d'un large Front antisalazariste. Le PCE influença l'élaboration de cette nouvelle analyse, en particulier par les résolutions de son V<sup>e</sup> Congrès, en novembre 1954<sup>32</sup>. Certains militants, restés minoritaires, virent dans l'option nouvellement prônée la résurgence de certaines opinions défendues dans la « politique de transition » et s'opposèrent à ce changement d'orientation<sup>33</sup>.

Quoi qu'il en soit, la VI<sup>e</sup> réunion élargie ouvrit la voie à une nouvelle phase de la vie politique du parti, phase que le PCP allait nommer en 1960-61 « déviation de droite » ou « déviation anarcho-libérale » et imputer à Júlio Fogaça. Pourtant, les rapports qui y furent présentés incombaient à Sérgio Vilarigues et à Joaquim Pires Jorge, chargés respectivement des questions relatives à la politique d'unité et aux problèmes d'organisation<sup>34</sup>. Durant cette réunion, le parti prôna le retour à un Front national antisalazariste large, convaincu qu'aucune force politique ne pouvait vaincre l'État Nouveau de façon isolée. Selon lui, il s'agissait de profiter des organisations légales, comme les SN (*Sindicatos nacionais*) ou les *Casas do povo*, pour toucher la population et l'entraîner dans la lutte. Ce type d'intervention servirait, par ailleurs, à renforcer le travail de masse du parti et à lutter ainsi contre le « sectarisme ». Selon Ramiro da Costa, cette ligne d'action induisait nécessairement des positions conciliatrices avec les dirigeants syndicaux et, par conséquent, nuisait à la mobilisation, dans les usines et les entreprises, de la classe ouvrière autour de luttes revendicatives potentiellement révolutionnaires<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> Selon Ramiro da Costa, dès 1953, le PCE défendit l'union de tous les Espagnols contre le franquisme. En octobre 1954, dans un article du *Mundo obrero*, il proposait la réintégration des militants exclus injustement et en août 1956 souhaitait revenir sur les erreurs de la période stalinienne. Il défendit alors une politique de réconciliation nationale. Il développa et réaffirma ses premières thèses lors de son V<sup>e</sup> Congrès. Ramiro da COSTA, « O XX<sup>e</sup> Congresso do PCUS e o PCP », in *Estudos comunistas*, n° 3-4, *op. cit.*, p. 8.

<sup>33</sup> A partir de la V<sup>e</sup> RA du CC de mars 1954, un groupe, nommé par les autres « groupe fractionnel », critiqua les positions adoptées en mars 1954 et la mainmise de Fogaça sur le CC. Il se composait de João Rodrigues, expulsé par la suite, « André » (membre du CC) et « Montes », selon le rapport de la PIDE basé sur deux séries de documents : des lettres de João Rodrigues et son autocritique d'août 1951, *Autocritica – a minha participação no trabalho fraccional*, et la lettre de décembre 1954 d'André : *Ao secretariado do partido, queridos camaradas*. ANTT/PIDE, Pc 827/60, Cândida Margarida Ventura, fl. 117.

<sup>34</sup> « Amílcar » (Sérgio Vilarigues) présentait *O Caminho para uma ampla frente nacional anti-salazarista* et « Gomes » (Joaquim Pires Jorge) *Sobre Problemas de organização, da vida interna do Partido e da sua ligação com as massas*.

<sup>35</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para...*, *op. cit.*, vol. II, pp. 115 et 116.

Sur le plan organisationnel, les dirigeants désiraient installer une direction collective, développer la pratique de la critique et de l'autocritique et consolider la démocratie interne. Ces propositions originales restèrent toutefois lettre morte car le reflux du parti, en terme d'implantation politique, contrecarra leur application ; les militants, isolés, se reposèrent de plus en plus sur les permanents. Dès lors, elles furent enterrées par le projet de statuts du PCP, élaboré lors d'une réunion du CC en mai 1956. Les dirigeants y spécifiaient, en effet, que la clandestinité imposait certaines règles particulières de fonctionnement et que dans les conditions d'alors on pouvait admettre :

« a/ que les membres du parti soient nommés ou cooptés au lieu d'être élus aux organismes du parti, du CC à la base.  
b/ que la réalisation d'assemblées ou de réunions larges de rapport d'activité doit seulement avoir lieu après autorisation préalable des organismes supérieurs »<sup>36</sup>.

Ainsi, rapidement les solutions censées guérir le parti de ses maux « sectaires » tombèrent aux oubliettes. Parallèlement, l'évolution du travail théorique poursuivi par la direction reléguait ce combat contre le sectarisme au second plan. La réunion de mai 1956 posa clairement que face à la « fragilisation de la camarilla gouvernante et son progressif isolement, une solution pacifique est possible »<sup>37</sup>. Cette conclusion préfigurait le manifeste adopté par le CC en octobre 1956, dans lequel le parti développait son argumentaire :

« Le CC du PCP, après analyse de la situation nationale et internationale et la désagrégation croissante des filières salazaristes, conclut qu'il est aujourd'hui possible de trouver une solution démocratique et pacifique au problème politique national, qu'il est possible d'expulser du pouvoir le gouvernement de Salazar sans guerre civile et sans violence. [...] Le parti communiste a toujours été, en toutes circonstances, le plus intrépide champion de l'unité antisalazariste. Cependant, dans cette nouvelle situation [...] rupture de l'unité à partir de 1949], le PC n'a pas su [...] donner les preuves de la patience et de la souplesse nécessaires envers les autres secteurs antisalazaristes »<sup>38</sup>.

Après l'analyse des événements nationaux et internationaux, et de l'attitude de chaque frange de la classe politique portugaise, le PCP concluait dans ce

<sup>36</sup> *Projecto dos estatutos do PCP*, CC du PCP, 1<sup>er</sup> mai 1956, p. 5. FMS, dossier 2597-04, fl. 60.

<sup>37</sup> *A posição do PCP perante os próximos actos eleitorais*, communiqué du CC du PCP du 24 mai 1956. Archives de l'ICS, fonds Pinto Quartim, doc. 195.

<sup>38</sup> *A situação política actual e a posição do PCP*, CC du PCP, 27 octobre 1956, pp. 29 et 31. Document reproduit en annexe de *Estudos sobre o comunismo*, Lisbonne, n° 3-4, février 1985.

manifeste qu'un large Front antisalazariste, et pas seulement démocratique<sup>39</sup>, pouvait « expulser le gouvernement » par la bataille électorale. Il se basait sur les élections grecques de février 1956 pour asseoir son argumentation puisque dans ce pays l'opposition, forte de l'Union démocratique, y avait remporté 135 sièges sur 300. En conséquence, le parti sollicitait un accord électoral immédiat afin de faire élire des députés à l'assemblée nationale lors des législatives de 1957 et pouvoir à la fois ouvrir de nouvelles perspectives de lutte et obtenir une candidature démocratique aux présidentielles de 1958.

La possibilité exposée en octobre 1956 de renversement de l'État Nouveau sans violence par la voie légale allait se voir confirmée peu de temps après lors du V<sup>e</sup> Congrès du PCP, en septembre 1957.

Par la suite, certains militants attribuèrent le revirement du PCP de 1954-55 à l'absence de José Gregório que des raisons de santé avaient éloigné de la vie politique et à l'influence de Júlio Fogaça revenu dans les rangs de la direction. Il s'avère réducteur d'expliquer ce virage par l'action d'un seul homme et beaucoup plus judicieux de mettre en relief le renouvellement des cadres durant cette période ainsi que l'évolution du contexte international comme pistes explicatives. En effet, au milieu des années 1950, le monde communiste commençait à entendre parler, après la consolidation de la guerre froide, de « coexistence pacifique ». La mort de Staline en mars 1953 avait inauguré ce revirement de situation.

## **2/ Autour du V<sup>e</sup> Congrès du PCP de 1957.**

En septembre 1953, cinq mois après la disparition du chef suprême, Nikita Khrouchtchev devint premier secrétaire du PCR(b). Les pistes nouvelles permises par la mort de Staline se concrétisèrent avec la tenue du XX<sup>e</sup> Congrès du parti en février 1956, soit huit mois avant le manifeste du PCP. Le fameux rapport secret<sup>40</sup> présenté au congrès dénonça le culte de la personnalité et ouvrit la voie à la déstalinisation. Les précautions prises par les dirigeants soviétiques n'évitèrent pas les fuites et, dès le mois de mars, des extraits furent publiés dans la presse

---

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 49. Le front « antisalazariste » devait regrouper un éventail plus large de personnes par rapport à un front « démocratique » et pouvait ainsi inclure des dissidents du régime.

<sup>40</sup> Voir pour plus de détails : *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, texte présenté et annoté par Branko LAZITCH, Paris, Seuil, 1976, 190 p.

occidentale et des exemplaires parvinrent aux directions des divers PC. Au départ, ceux-ci ne réagirent pas tous de manière similaire, d'autant qu'aucune consigne n'accompagnait le document ni n'indiquait les attitudes à adopter.

Ainsi quelques PC nièrent tout d'abord la véracité du rapport et, comme les PC du Luxembourg et des Pays-bas, conclurent à une machination du camp impérialiste. Par la suite, une fois l'origine du texte dûment authentifiée, certains secrétaires généraux, comme Maurice Thorez, ne virent pas d'inconvénients à « extirper » le culte de la personnalité de leur parti puisque, selon eux, celui-ci n'y avait jamais existé ; d'autres accompagnèrent le mouvement et même le dépassèrent en critiquant plus profondément l'époque stalinienne. Par exemple, Togliatti du PCI, à la Conférence des partis communistes et ouvriers de Moscou de novembre 1957, affirma à propos du XX<sup>e</sup> Congrès et de la critique du culte de la personnalité : « On élude les vrais problèmes, qui sont de savoir de quelle façon et pourquoi la société soviétique a pu aboutir et a abouti à certaines formes d'écart par rapport à la voie démocratique et à la légalité qu'elle s'était tracée, voire de dégénérescence »<sup>41</sup>.

Au-delà de ce grand bouleversement dans les repères des communistes, le XX<sup>e</sup> Congrès traça également les contours d'un nouveau positionnement quant à l'ennemi impérialiste. Khrouchtchev y expliquait les principes de la « coexistence pacifique ». Celle-ci ne correspondait nullement à une renonciation au triomphe mondial du communisme :

« Mais les guerres ne sont pas inévitables, ne sont pas fatales... Dans la mesure où nous sommes convaincus que le système socialiste prouvera sa supériorité sur le système capitaliste dans la compétition économique et pacifique et y remportera la victoire, nous n'avons pas et ne pouvons avoir aucun intérêt à la course aux armements »<sup>42</sup>.

Selon les rapports officiels de la *Pravda*, le parti n'assista pas au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Cela dit, il prit connaissance du Rapport secret au travers des émissions de Radio Moscou, de son édition au Portugal par les anarchistes et de sa publication dans *Mundo obrero*, organe du PCE. Le PCP s'était montré fidèle à Staline depuis sa réintégration au sein de la « maison ». Il publiait régulièrement des textes, des

---

<sup>41</sup> Togliatti, cité par Lilly MARCOU, *op. cit.*, p. 36.

<sup>42</sup> Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, cité par Michel MOURRE, *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, tome 2, Paris, Bordas, 1978, p.1012.

photographies ou des portraits du grand chef et salua son œuvre dans l'article nécrologique qu'il lui consacra. Par ailleurs, la *Biographie d'Álvaro Cunhal* éditée en 1954 témoigne des mêmes dispositions et apparaît comme un exercice classique de la période stalinienne tant elle encense ce dirigeant. Elle s'inscrivait tout à fait dans le culte de la personnalité développé par le parti soviétique.

Le contenu du Rapport secret provoqua donc une onde de choc au sein du parti. Le militant de base eut tendance à dire « quelle calomnie !! », le militant intermédiaire « c'est une calomnie, mais peut-être existe-t-il un fond de vérité là-dedans » et le dirigeant admit qu'il « pouvait y avoir à boire et à manger, mais que dans l'ensemble cela devait être vrai »<sup>43</sup>. Le PCP critiqua le culte de Staline et, laissant de côté le Rapport secret, reprit surtout les thèmes du XX<sup>e</sup> Congrès. Il y trouva le moyen de légitimer ses positions exposées lors de la VI<sup>e</sup> réunion élargie du CC en mars 1955 et un argumentaire de plus pour défendre l'élaboration de son manifeste d'octobre 1956. Son V<sup>e</sup> Congrès vint entériner les récentes évolutions.

En effet, un an après le Congrès de Moscou, le parti réunit à Estoril un nouveau congrès du 8 au 15 septembre 1957. Júlio Fogaça (Ramiro) y présentait le rapport politique du CC, António Dias Lourenço (João) celui sur *les problèmes d'organisation* et les *statuts du parti*, Jaime Serra (Freitas) une intervention sur *les peuples des colonies* puis une autre sur *le travail idéologique et de presse du parti*, Octávio Pato (Melo) celles sur *le programme du parti* et sur *le mouvement de jeunesse*, Costa Carvalho (Manuel) celle sur *les prochaines élections* et « Montes » celle sur *l'alliance avec la paysannerie*.

Dans le rapport du CC<sup>44</sup>, Júlio Fogaça reprit les orientations soviétiques et réitéra les critiques faites au culte de la personnalité de Staline en URSS. Il déclara viables les principes de la « coexistence pacifique » et se réappropria l'analyse en l'adaptant au cas portugais. En effet, si une voie pacifique vers le socialisme existait, comme l'affirmait Khrouchtchev, elle pouvait s'appliquer au Portugal. Ainsi, une transition pacifique amènerait le renversement de Salazar et l'installation de la démocratie. La stratégie restait similaire ; il fallait, une fois constaté le désaveu du

<sup>43</sup> Selon la triple distinction qu'établit Rui Perdigão dans son entretien avec Ramiro da Costa. Sa généralisation se base sur les attitudes respectives du « militant intermédiaire » Blanqui Teixeira et du « dirigeant » Pires Jorge. Ramiro da COSTA, « O XX<sup>e</sup> Congresso ... », *op. cit.*, p. 9.

<sup>44</sup> « Ramiro » (Júlio Fogaça), *A unidade das forças anti-salazaristas factor decisivo para a libertação nacional*, in *Estudos comunistas*, n° 3-4, *op. cit.*, annexe, pp. 54-66.

régime par toutes les couches de la population, favoriser l'unité antisalazariste et s'engager dans la bataille électorale :

« Une solution pacifique du problème politique portugais ne pourra se faire qu'au travers de la lutte unie et organisée, elle ne pourra se confiner dans les limites d'une lutte économique, elle doit fondamentalement être un mouvement politique qui a comme objectif bien défini une modification de la politique nationale. Pour cela même, profiter des possibilités de la lutte légale, au travers des prochaines élections, nous apparaît comme une des tâches immédiates des forces démocratiques et antisalazaristes »<sup>45</sup>.

Si le parti reprenait largement les orientations de son manifeste d'octobre 1956, il ne faudrait pas négliger ses critiques à l'encontre de certaines « déviations » droitières contenues dans quelques écrits de cette époque, y compris dans le manifeste lui-même. Ainsi Fogaça souligna-t-il que certains militants sous-estimaient le « rôle de la classe ouvrière et des actions de masses comme facteurs décisifs pour créer dans [le] pays un vaste mouvement d'unité antisalazariste »<sup>46</sup>.

Les remontrances de Fogaça ne firent point taire les détracteurs de cette orientation de 1956-57. Ces derniers expliquèrent par la suite que, d'un point de vue tactique, les décisions prises lors du Congrès de 1957 s'inscrivaient dans une même logique « révisionniste » que les précédentes, constituante de la « déviation anarcho-libérale ». Il est vrai que certaines positions revenaient sur de vieux principes chers au parti. Ainsi, dans son intervention au congrès, Guilherme da Costa Carvalho traita de la question de la participation électorale<sup>47</sup>. Il défendit la présentation de candidats de l'opposition aux élections législatives de 1957 mais surtout leur maintien coûte que coûte, thèses adoptées par les délégués. La possible mobilisation de masse autour des candidats de l'opposition justifiait, selon le parti, cette nouvelle tactique. La « désagrégation du régime », qui perdait de nombreux soutiens, devait l'amener à organiser sur la pression des masses des élections « un minimum honnêtes » entraînant ainsi sa capitulation. Le PCP allait donc se lancer dans la bataille électorale.

Outre ces dispositions en matière de politique nationale, le V<sup>e</sup> Congrès du PCP s'attacha à donner une autre dimension, une autre amplitude à son action. S'il

---

<sup>45</sup> *Ibidem*, p. 64.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 65.

<sup>47</sup> « Manuel » (Guilherme da Costa Carvalho), *Sobre as próximas eleições para deputados*, intervention au V<sup>e</sup> Congrès.

défendit une « transition pacifique » vers la démocratie, restructura sa politique unitaire, révisa ses stratégies électorales, s'il élaborait et adopta un programme politique et de nouveaux statuts, il entérina également son retour sur la scène internationale communiste. En effet, d'une part, il reçut pour la première fois les salutations d'autres PC, d'autre part, il soigna ses relations extérieures en envoyant quelques-uns de ses militants en ambassade à l'étranger<sup>48</sup>. Ainsi, Jaime Serra<sup>49</sup> partit avec António Dias Lourenço et Alexandre Castanheira en mission d'information auprès des PC des « pays socialistes » d'Europe et auprès de la République populaire de Chine.

Leur périple devait les amener, entre autres, à Pékin, à Paris et à Moscou pour le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution russe. Ils assistèrent par la même occasion à la I<sup>e</sup> Conférence internationale des partis communistes et ouvriers. En effet, même s'il était inefficace depuis la mort de Staline, le Kominform ne fut officiellement dissout qu'en avril 1956 et remplacé par des conférences régulières des PC du monde entier. La première se tint donc en novembre 1957 dans le contexte des révoltes polonaise et hongroise et l'échec de la campagne des cent fleurs en Chine<sup>50</sup>. Elle s'intéressa à la question de la voie de passage vers le socialisme. Les Chinois y accusèrent les soviétiques « d'altérer les principes fondamentaux du marxisme-léninisme sur l'État et la révolution »<sup>51</sup>. Par ailleurs, si le PC de Yougoslavie assista à la réunion (première participation depuis la crise de 1948 et dernière jusqu'en 1976), il refusa de signer la déclaration des PC au pouvoir (au nombre de treize), la « déclaration des douze ».

Devenu un réel parti frère depuis 1948, le PCP intervint à la Conférence, soutenant l'URSS et signant, par exemple, le manifeste pour la paix qui succédait au

<sup>48</sup> Jaime SERRA, *Eles têm o direito de saber*, Lisbonne, eds Avante!, 1997, pp. 104 et 105.

<sup>49</sup> Ce dirigeant est élu membre du CC en 1952 mais fait prisonnier en décembre 1954. Il s'évada de la prison de Caxias en mars 1956 et put alors présenter au Congrès de septembre 1957 le rapport sur le problème colonial sous le pseudonyme de « Freitas ».

<sup>50</sup> Tout d'abord, en Pologne, suite à la forte grève ouvrière de juin 1956, Gomulka le « modéré » accéda en octobre au poste de secrétaire général. Bien qu'il revint à une politique stalinienne plus « orthodoxe » à partir de 1958, il prit entre 1956 et 1958 des mesures de détente. Ensuite, cet « octobre polonais » et les conflits entre la vieille école hongroise, représentée par Rákosi, et la nouvelle, menée par Imre Nagy, influencèrent l'éclosion de la « révolution de Budapest » d'octobre 1956. Les chars soviétiques écrasèrent la révolte le 4 novembre. Enfin, en 1956 le PC chinois assouplit sa politique et autorisa la formulation de critiques. Devant la remise en cause du parti, il mit fin à cette campagne en juin 1957 et persécuta les « droitiers ».

<sup>51</sup> Cité par Lilly MARCOU, *op. cit.*, p. 62.



manifeste de Stockholm de mars 1950 demandant l'interdiction de la bombe atomique.

Au milieu des années 1950, le PCP décida de soigner les stigmates de la guerre froide au Portugal et proposa un retour à une unité large et surtout défendit « une solution pacifique au problème portugais » tout droit inspiré de la « coexistence pacifique » de Khrouchtchev. Malgré le reflux certain de l'opposition nationale, il pensait mobiliser la population autour de la question électorale et débouter ainsi Salazar. Les élections de 1958 devaient selon lui résonner comme la preuve de la justesse de son orientation.

### **C/ QUAND L'« AVANT-GARDE » S'ESSOUFLE**

Le PCP se montrait dorénavant disposé à re-travailler avec les forces démocrates et libérales de l'opposition, mais celles-ci entendaient-elles accepter ? La période ne favorisait en rien les antisalazaristes. L'État Nouveau perfectionnait et accentuait sa répression ; les enjeux de la guerre froide avaient fait exploser leur unité. De plus, la société portugaise était en plein mouvement, connaissant dans tous les secteurs de profondes mutations (démographiques, économiques, sociales) demandant à chaque groupe, chaque courant une constante adaptation à ces évolutions. Le PCP, aspiré par ses débats internes, sembla peu attentif à ces bouleversements extérieurs. Il se confronta également aux changements survenus dans les rangs de ses anciens alliés.

Il perdit ainsi peu à peu son rôle incontournable sur la scène politique oppositionnelle et sa position de force pour négocier. Il arriva alors aux élections de 1958 quasiment exclu du processus décisionnel et obligé d'accepter le candidat des libéraux ou d'assumer la division. Si dans un premier temps il appuya Arlindo Vicente, « son » candidat, il dut finalement se rallier à la candidature du général Humberto Delgado devant l'engouement qu'elle suscita.

Quels facteurs sociaux et politiques amenèrent le parti à perdre ainsi son influence prépondérante sur la vie de l'opposition ? Quel sens donner au déroulement des élections de 1958 au regard « des années de plomb » et de la marginalisation relative du PCP ?

**1/ Les « temps modernes ».**

En ces temps d'après-guerre la société portugaise connaissait de profonds changements. D'un point de vue démographique, il faut signaler le vieillissement de la population, les jeunes représentaient 39,1% de la population en 1950 et 37,6 % en 1960. La baisse du taux de mortalité accentua le phénomène constaté. La structure de la population active se trouva également modifiée. Le Portugal était en passe de ne plus être ce pays rural glorifié par l'État Nouveau. Le secteur primaire diminuait inexorablement. Jusque-là majoritaire dans la population active, il descendit au dessous du seuil des 50% pour ne plus représenter que 44,2% des actifs en 1953. Le secteur secondaire quant à lui connaissait une progression constante et comptait, par exemple, 27,8% des actifs en 1950 contre 24,1% en 1940. Si ce mouvement touchait tous les pays d'Europe, l'échec de la réforme agraire défendue jusque-là par Salazar le renforça. La parcellisation de la terre, notamment celles des *latifúndios* du sud, souhaitée par le Président du Conseil pour satisfaire les besoins familiaux, aurait pu avoir pour effet le maintien des journaliers dans les campagnes. Mais l'opposition de larges secteurs de la société et du lobby agricole à cette réforme accentua la tendance générale à l'exode rural.

À partir des années 1944-45, le débat sur l'industrialisation du pays pénétra les cercles économistes et, au début de la décennie 1950, ses partisans s'évertuèrent à démontrer l'échec de l'agriculture portugaise ; selon eux, elle n'arrivait pas à faire face, entre autres, à la demande croissante de la consommation interne. Aussi, pariaient-ils sur un programme d'industrialisation actif, projet ébauché par le sous-secrétaire d'état à l'industrie d'après-guerre, Ferreira Dias, qui se basait sur une réserve de marchés (forte protection douanière) et un faible coût des facteurs productifs. De fait, les structures de l'économie portugaise commencèrent à bouger. Les parts des secteurs secondaire et tertiaire dans la population active n'allaient cesser de croître. À partir de 1950, les industries traditionnelles laissèrent peu à peu la place à celles des secteurs de pointe (chimie, métallurgie, machines...) et, par voie de conséquence, à ceux de la construction civile et des travaux publics ainsi qu'à ceux de l'électricité, du gaz et de l'eau.

Cette évolution engendra une accentuation du « processus de polarisation social [moins de patrons, entreprises plus grandes, plus d'ouvriers par entreprise],

mais de forme lente et contradictoire, dénotant la forte capacité de résistance, de reconstitution et de survie [...] des groupes sociaux intermédiaires »<sup>52</sup>. Le capital se concentra et le salariat augmenta. Cette refonte de la société portugaise eut pour effets plus ou moins directs d'enclencher des mouvements d'exode rural, d'émigration et d'urbanisation. C'était une société et surtout une classe ouvrière en pleine mutation que le PCP devait accompagner.

Jointes aux désillusions de l'après-guerre et à l'efficace répression policière, ces changements structurels participèrent au reflux des luttes populaires. Le parti perdait ainsi quelque peu son contact avec les masses, ce qui ne l'aida pas à en suivre les évolutions. Stéphane Courtois explique l'isolement grandissant du PCF de la fin des années 1950 en partie par la dénégation dont celui-ci faisait preuve à l'égard du processus de modernisation de la société française<sup>53</sup>. De même, certains auteurs portugais signalent que les transformations de la classe ouvrière portugaise, ajoutées aux choix du PCP — lutte légale dans les syndicats, lutte réformiste sur le plan économique et abandon de la lutte politique à la bourgeoisie par l'adoption d'une tactique électoraliste — firent que le parti perdit le contact avec « l'avant-garde combative de la classe ouvrière »<sup>54</sup>.

Le PCP écrivait en 1956 que :

« De telles traditions [patriotisme], immortelles comme le peuple lui-même, font partie de celles qu'il revient à la classe ouvrière, classe ascendante de la société d'aujourd'hui, de préserver et valoriser comme toutes les traditions dont elle est la légitime héritière, par la force de l'évolution historique, par le rôle qu'elle est constamment appelée à jouer de nos jours, face aux forces putrescentes qui se trouvent au pouvoir et traînent dans la boue les destins de notre patrie. De telles traditions remontent de bien loin »<sup>55</sup>.

Pourtant, le « peuple » n'était plus « traditionnel » et, s'il évoluait depuis toujours, il ne fait aucun doute que dans les années 1950 il connaissait de fortes mutations.

Au début de la décennie, les conditions de vie de cette classe ouvrière s'améliorèrent sensiblement grâce, entre autres, à une normalisation de la situation

<sup>52</sup> José MATTOSO (dir.), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, *op. cit.*, p. 427.

<sup>53</sup> Stéphane COURTOIS, *Histoire du PCF*, Paris, PUF, 1995, p. 299.

<sup>54</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos...*, *op. cit.*, p. 127.

<sup>55</sup> *Unidades dos intelectuais para salvar a cultura*, PCP, juillet 1956, p. 9. Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>ndo</sup> juízo criminal, 1962, caisse 710, vol. XXII, fl. 1140.

économique après les carences engendrées par la guerre et grâce aux aménagements d'infrastructures entrepris avec l'industrialisation nouvelle. Mais, cette amélioration toucha surtout les citadins ; les ruraux vivaient encore dans la misère. Aussi, si le mouvement ouvrier portugais et l'opposition connurent un reflux certain au début des années 1950 (absence de grandes grèves notamment), en revanche, les luttes paysannes ne faiblirent point. Depuis les années de guerre, les journaliers n'eurent de cesse de se révolter. Le PCP commençait d'ailleurs à s'imposer dans les rangs du prolétariat rural. Certains de ses militants participèrent à l'agitation sociale de 1947-49 dans l'Alentejo et dans le conflit de 1952 du Bas-Alentejo qui s'étendit à Évora et Beja, pour une augmentation du salaire journalier...<sup>56</sup>. En 1947, le PCP (organisation régionale du Sud) avait même lancé un journal destiné aux paysans du Sud, *O Camponês* ; à ceux du Nord fut distribué *A Terra* à partir de 1949. L'état d'agitation étant endémique, d'autres grèves éclatèrent en 1953 et 1954. Lors de ces manifestations, la GNR tirait fréquemment sur les contestataires tuant certains ouvriers agricoles. Ces morts allaient rejoindre au panthéon des martyrs du parti les autres morts pour la cause, tels Bento Gonçalves ou Militão Ribeiro. Le plus grand symbole de cette résistance populaire fut Catarina Eufémia, militante du parti de Baleizão, tombée sous les balles d'un lieutenant de la GNR en mai 1954<sup>57</sup>.

La lutte concernait essentiellement les travailleurs ruraux journaliers des *latifúndios* de l'Alentejo, même si des mouvements touchèrent les secteurs industriels et les centres urbains, comme la grève des conserveries de Setúbal en 1952, des usines de textile de Porto en 1954..., animés par des ouvriers réclamant, bien souvent, des augmentations de salaire.

Mais, si la contestation dans les campagnes persistait, le mouvement ouvrier connaissait une phase de reflux après son intense activité des années 1943-45, accompagnant la tendance enregistrée dans les groupes de l'opposition.

<sup>56</sup> D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, op. cit., p. 139.

<sup>57</sup> À partir de la fin 1954, le PCP fit des causes et des circonstances de la mort de Catarina Eufémia le symbole de la lutte paysanne : militante du PCP, cette femme tomba sous les balles de la GNR alors qu'elle était enceinte. Cette circonstance particulière fut régulièrement reprise dans la presse communiste et perdue de nos jours. Or, récemment, João Madeira bat en brèche les idées reçues en précisant qu'elle n'était pas enceinte (rapport du médecin légiste) et émet un fort doute quant à sa qualité de membre du parti. Voir João MADEIRA, « A morte e o mito nos campos do Sul », *História* (Lisbonne), n° 66, mai 2004, p. 55.

## **2/ Flux et reflux des mouvements unitaires.**

Victime de la forte répression de 1949, divisée dans le contexte de la guerre froide, l'opposition resta extrêmement fragile et effacée de la scène politique jusqu'en 1958. Après les élections de 1949, le MND se retrouva isolé. Les secteurs libéraux et sociaux-démocrates refusaient l'unité avec le PCP d'autant plus que celui-ci connaissait à ce moment-là son « *desvio sectário* ». Par ailleurs, en 1949 toujours, un nouveau groupe vit le jour : le DDS (*Directório democrato-social*). Il émanait de la « Commission des vingt-quatre », c'est-à-dire des vingt-quatre démocrates s'étant réclamé « atlantistes ». Des figures historiques composaient ce mouvement comme António Sérgio, Mário de Azevedo Gomes, Jaime Cortesão<sup>58</sup> et Cunha Leal. Ce courant ne développa pas d'actions spécifiques, il se contenta essentiellement de critiquer le gouvernement. Bien que conservateur, il réunit certains partisans du Parti républicain portugais (PRP), comme Norton de Matos, et des intellectuels de la gauche socialiste en rupture avec le PCP, comme Mário Soares qui adhéra au DDS en 1956 alors qu'il était aussi membre de la Résistance républicaine (*Resistência republicana*). Celle-ci avait été créée par ces intellectuels en 1955 qui tentaient de s'émanciper du PCP tout en maintenant leur distance avec le DDS. On retrouve au sein de ce groupe, Manuel Mendes, fondateur du MUD, Fernando Piteira Santos et Ramos da Costa, des « ex » du PCP, des militants de l'Union socialiste des années 1940, José Magalhães Godinho, Teófilo Carvalho dos Santos.... Mais ce noyau « resta en deçà, particulièrement sur le plan théorique, de ce qu'on pouvait légitimement en attendre »<sup>59</sup>. Le DDS prônait l'abstentionnisme aux élections alors même que le PCP à partir de 1956 militait pour le vote coûte que coûte (*cf. supra*)<sup>60</sup>. C'était le monde à l'envers.

Si tous les membres du Directoire s'accordaient à voir des signes de désagrégation dans le fonctionnement de l'État Nouveau, ils divergeaient sur les actions à mener. Certains souhaitaient exploiter les contradictions internes du pouvoir par la réalisation d'une révolution de palais alors que d'autres misaient sur la voie légale et la collaboration de l'aile réformiste du régime. Ainsi, la candidature aux

---

<sup>58</sup> A son retour d'exil en 1952.

<sup>59</sup> Mário SOARES, *op. cit.*, p 195.

<sup>60</sup> D. L. RABY, « O Problema da unidade antifascista : o PCP e a candidatura do general Humberto Delgado em 1958 », in *Análise Social* (ICS), n° 72-74, 1982, p. 870.

élections de 1951 de l'amiral Quintão Meireles, homme du 28 mai 1926, s'inscrivait dans cette seconde orientation. Les critiques formulées par des dissidents de l'État Nouveau lors du Congrès de l'Union nationale de juin 1956, dans la continuité de celles lancées par le capitaine Henrique Galvão lors de la campagne électorale de son collègue en 1951, confortèrent les membres du DDS dans leur analyse. La préparation infructueuse d'un coup d'Etat en 1952 mené par le même Henrique Galvão<sup>61</sup> répondait, elle, aux objectifs visés par l'autre branche du Directoire. Si cette révolte avorta, elle marqua en revanche le commencement d'une conspiration latente au sein des Forces armées, pourtant fidèle appui de l'État Nouveau.

Signe du changement, d'autres secteurs anciennement favorables au régime ou à l'idée de dictature soutinrent les candidats de cette opposition conservatrice. Ce fut le cas du fondateur du national-syndicalisme, Rolão Preto. Les catholiques prirent également peu à peu leur distance avec le régime, notamment la Jeunesse universitaire catholique (JUC) lors de son 1<sup>er</sup> Congrès en 1953. Si le mouvement ouvrier et l'opposition connaissaient un reflux indéniable, d'un autre côté certains secteurs soutenant traditionnellement le pouvoir en place s'en désolidarisaient peu à peu. Cette situation conduisit le PCP à sa ligne de « solution pacifique » des années 1955-56. Pourtant, malgré son désir et ses dispositions à se rapprocher des dissidents et des libéraux, il faut croire qu'il restait « sulfureux » aux yeux de certains puisque les sociaux-démocrates le tinrent éloigné des groupes discordants du salazarisme ; la marge de manœuvre du parti s'en trouva extrêmement réduite. L'échec du MND, dissout en 1956, et la crise du MUD *Juvenil* ne favorisèrent en rien son retour dans les cercles décisionnels.

Après l'échec des élections de 1951 où il avait soutenu Ruy Luís Gomes, le MND consacra son action entre 1952 et 1954 à la lutte contre l'OTAN et à la question de Goa (*cf. infra*). Fort de sa critique portée contre le sectarisme des années passées et tout à son désir de reconstituer l'unité, le PCP entendait utiliser le MND afin de renouer les liens avec l'opposition libérale. Ce mouvement constatait en 1954 que, même si les courants de l'opposition envisageaient de manière différente la résolution des problèmes nationaux, tous s'accordaient à instaurer un État démocratique au Portugal<sup>62</sup>. Ainsi, au travers du MND, le parti reprit contact dès juillet

<sup>61</sup> Il est finalement arrêté en janvier 1952 et jugé par le Tribunal militaire de Santa Clara en décembre.

<sup>62</sup> *Por uma ampla unidade de acção*, Communiqué du MND, avril 1954, 10 p.

1955 avec des personnalités de l'aile gauche de l'opposition non communiste comme António Sérgio, Azevedo Gomes, Adão e Silva... Faisant taire leur rancœur envers un parti qui les avait traités récemment de « traîtres », d'« opportunistes » et autres qualificatifs peu amènes, ils envisagèrent ensemble l'élaboration d'un nouveau Front antifasciste. Mais des mots à l'action, de grands pas restaient à faire. Les arrestations dont souffrit le MND fin 1955 mirent un frein à ses activités et il vécut une lente agonie jusqu'à son extinction.

En ce qui concerne le MUD *Juvenil*, le PCP, dans la droite ligne de ses écrits du II<sup>e</sup> Congrès tenu en 1946, souhaitait que la jeunesse développât le travail de masse légal. Les nouvelles adhésions enregistrées lors de la campagne de Norton de Matos de 1949, et ce malgré l'interdiction du MUD en mars 1948, le confortèrent dans cette orientation. Mais, l'évolution du contexte politique national ne pouvait rendre opératoire cette disposition : la répression constante dont fut victime le MUD *Juvenil* et l'isolement qu'il connut ne lui permirent pas de fonctionner de manière légale.

En effet, conformément aux souhaits du jeune Kominform, il se consacrait à la lutte pour la paix. Sa Commission centrale expliquait clairement que « dans sa mission de guide et directeur de la jeunesse portugaise, il lui revient la grande responsabilité de la prévenir des dangers d'un nouveau conflit mondial »<sup>63</sup>. Le MUD *Juvenil* se lança alors dans la collecte de signatures, la publication et la diffusion de communiqués, tracts, timbres, banderoles et la réalisation de graffitis s'ancrant un peu plus dans des pratiques semi-clandestines et subissant ainsi les foudres de la PIDE. Les tentatives de rectification faites par Octávio Pato lors de la IV<sup>e</sup> réunion élargie (RA) de décembre 1952 n'y changèrent rien. Ce dirigeant avait pourtant proposé des actions concrètes afin de rompre l'isolement du MUD *Juvenil* et son activisme trop politique pour être rassembleur. L'idée avancée prônait l'intervention des jeunes militants dans des associations sportives et culturelles au public plus large ainsi que dans les organisations de masse de jeunesse existantes : la JUC, la JOC (*Juventude operária católica*)...et même la *Mocidade Portuguesa*. Octávio Pato sollicitait, également, l'appui du parti au MUD *Juvenil*.

À partir de 1953, le PCP poussa le mouvement à développer ses relations internationales, dans cette volonté de soutien au « camp socialiste ». Ainsi, des

---

<sup>63</sup> *A Juventude e a paz*, Commission centrale du MUD *Juvenil*, juin 1950, p. 3. Citée par João MADEIRA, *Os Engenheiros...*, *op. cit.*, p. 317.

jeunes participèrent régulièrement aux festivals et congrès de la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique (FMJD). Pourtant, la situation interne du mouvement ne cessait de se dégrader. La répression de la PIDE, notamment en 1955, et son identification au PCP de la part des autres secteurs de l'opposition ne firent qu'aggraver les difficultés déjà existantes. Si le parti ne décida pas lors de son Congrès de 1957 de mettre un terme à cette expérience « unitaire », il ne fit en revanche aucune allusion au MUD *Juvenil* dans son texte *sur le mouvement de jeunesse*. Dès lors, le MUD *Juvenil* périclita malgré le regain de la lutte estudiantine de décembre 1956 contre le décret 40 900 qui visait à restreindre l'autonomie des associations étudiantes.

Le PCP se trouvait vraiment isolé à la veille des législatives d'octobre 1957 et des présidentielles de 1958. Aucun des deux éléments sur lesquels il comptait, le MND et le MUD *Juvenil*, ne lui permit de renouer les liens avec une opposition libérale que la guerre froide et la période sectaire du PCP avaient convaincue de refuser toute alliance avec les communistes. Le parti ne disposait alors d'aucune influence dans le choix des candidats et ne put que protester et s'opposer à celui du général Humberto Delgado, dissident du régime.

### **3/ Les libéraux défient le PCP autour de la candidature de Humberto Delgado en 1958.**

Dans ce contexte politique, les regards de l'opposition se portaient sur les présidentielles de 1958. Les nouvelles directives du PCP, qui avait condamné le « *desvio sectário* » et proposé de se concentrer sur l'action électorale, promettaient une unité pour l'occasion. Le contexte international de « détente » après des années de tensions aiguës Est/Ouest favorisait cette possible unité. Des signaux positifs avaient été donnés en ce sens. Tout d'abord, pour la première fois depuis la mise en place de l'État Nouveau, se tint un Congrès républicain de l'Opposition démocratique, à Aveiro le 6 octobre 1957 à l'instigation de Mário Sacramento. Bien que se revendiquant opposé aux communistes, ce Congrès marqua le point de départ d'une reprise de discussions entre les sociaux-démocrates et le PCP autour d'un projet unitaire. Réunis, ils présentèrent des listes uniques aux élections législatives de novembre 1957 mais, en raison de la persistance des clivages, dans



trois districts seulement : Aveiro, Porto et Braga. Certains secteurs avaient refusé toute collaboration avec les communistes.

Néanmoins, l'attitude du DDS contrebalança cette maigre avancée sur le chemin de l'unité. En effet, au dernier moment il retira son appui à ces candidatures. Le PCP déplora l'entrave à l'unité que constituait un tel revirement et le manque de confiance dans les masses qu'il signifiait<sup>64</sup>. Mais au-delà, le choix du Directoire pouvait correspondre à la ferme application de sa position abstentionniste, puisque les conditions démocratiques, préalable à toute participation électorale, n'étaient à l'évidence pas réunies. N'était-il pas également un geste prémonitoire annonciateur de la bataille que se livrèrent ces oppositions lors de la préparation des élections 1958 ? En effet, la lutte pour le *leadership* de la contestation antisalazariste y connut sa plus grande expression sous l'action de António Sérgio<sup>65</sup>. Désireux de court-circuiter les démarches unitaires du PCP, ce dernier imposa dans les esprits des opposants conservateurs le bien-fondé de la « candidature indépendante » du général Humberto Delgado aux élections du 8 juin, seul homme que le PCP rejetait vigoureusement<sup>66</sup>.

Or, le PCP s'était engagé rapidement dans la préparation de la campagne électorale. Dès novembre 1957, c'est-à-dire immédiatement après les législatives, il avait prôné le choix rapide d'un candidat<sup>67</sup>. Ne voulant justement pas d'un homme du régime tel Humberto Delgado ou Botelho Moniz, noms qui circulaient à ce moment-là, il proposa d'appuyer Cunha Leal, selon lui « citoyen démocrate », alors que Humberto Delgado était « un homme de confiance du gouvernement et de l'impérialisme américain »<sup>68</sup>. Il est vrai que H. Delgado avait longtemps séjourné aux États-Unis. Quant à Cunha Leal, il défendait en 1925 la mise en place d'une Dictature militaire comme seule solution pour combattre la « Dictature du parti unique » sous la

<sup>64</sup> *Sobre a actividade do Partido nas campanhas eleitorais para Deputados à Assembleia Nacional e para a presidência da República*, Rapport de la Commission politique du PCP d'août 1958. Rapporteur Gomes. FMS, dossier 2597-04, fl. 74.

<sup>65</sup> Figure emblématique de l'opposition démocratique, vice-président de *Seara Nova* en 1923, António Sérgio de Sousa rejoint le MUNAF en 1943 et se retrouve vice-président de la junte consultative du MUD en 1946. Par la suite il appuie le DDS et la candidature de Humberto Delgado.

<sup>66</sup> Selon Fernando Rosas, in J. M. Brandão de BRITO & Fernando ROSAS (dir.), *Dicionário de história do Estado Novo*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1996, p. 993.

<sup>67</sup> « Unidos para a escolha de um candidato oposicionista à presidência da República », *Avante!*, série VI, n° 245, 1<sup>ère</sup> quinzaine de novembre 1957, p. 1.

<sup>68</sup> « O momento político nacional e as tarefas dos comunistas », *O Militante*, série III, n° 95. Cité par João MORAIS et Luís VIOLANTE, *Cronologia dos factos económicos e sociais, 1926-1985*, Lisbonne, Livros Horizonte, 1986, p. 155.

1<sup>er</sup> République et appuya de manière critique celle du 28 mai 1926. Il fut alors nommé gouverneur de la banque d'Angola en 1930. Dénonçant peu à peu certains aspects de la politique de Salazar, il se retrouva au côté de l'opposition. Prisonnier, évadé à plusieurs reprises, il s'allia même en 1935 avec les partisans du national-syndicalisme de Rolão Preto. À partir des élections de 1951, la droite oppositionnelle le récupéra. Il peut alors sembler curieux que le PCP le propose en 1958. Selon le parti, si Cunha Leal était une des figures très controversées de cette période, il avait néanmoins prouvé son antisalazarisme alors que Humberto Delgado était utilisé par le pouvoir en place pour provoquer la division au sein de l'opposition. Le parti disait même avoir établi un programme minimum commun avec Cunha Leal qui s'engageait à « lutter pour les libertés démocratiques, pour l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses et pour la défense de la bourgeoisie nationale, combattant les monopoles qui asphyxient la nation »<sup>69</sup>. Finalement, prétextant des raisons de santé, Cunha Leal refusa d'être le candidat de cette opposition. Pour le remplacer, le PCP pensa un temps à l'avocat Manuel João da Palma Carlos à qui les prisonniers communistes recouraient fréquemment pour leur défense. Ce dernier déclinant la proposition, le parti avança le nom de Arlindo Vicente, avocat et maître en arts plastiques, qui accepta.

Sous l'influence de António Sérgio, l'opposition conservatrice choisit tout de même Humberto Delgado. Le DDS puis les groupes socialistes appuyèrent cette candidature. Le PCP ne pouvait soutenir le Général après les accusations qu'il avait portées contre lui. Jusqu'en mai 1958 existèrent donc deux candidatures de l'opposition aux élections présidentielles. Celle de Humberto Delgado, appuyée par les libéraux, et celle de Arlindo Vicente, par le PCP et l'aile gauche des sociaux-démocrates. En mai 1958, ces candidats lancèrent respectivement une proclamation et un manifeste<sup>70</sup>. À travers cet affrontement symbolique, se trouvait en jeu la question du *leadership* de l'opposition, de l'hégémonie d'un courant dans le domaine de la contestation ; les antagonismes post-guerre perduraient fermement. Cet épisode de 1958 est largement relaté dans les livres d'histoire. Certes, après les

<sup>69</sup> *Sobre actividade do partido nas campanhas...*, *op. cit.*, fl. 74.

<sup>70</sup> Arlindo Vicente, *Aos Portugueses, Manifesto do Candidato da oposição à presidência da República*, Lisbonne, mai 1958 et Humberto Delgado, *Proclamação do G<sup>al</sup> Humberto Delgado, candidato à presidência da República*, brochure de propagande, avril 1958, 13 p. FMS, dossiers 2582-08 et 2787-11.

« années de plomb », il marque le renouveau de la contestation au Portugal mais il signifie surtout la fin de la prédominance communiste sur la scène politique.

Dans un premier temps, le PCP se retrouva divisé quant à l'attitude à tenir. Il faut dire que la réaction de la population surprit. Les commissions d'appui à Humberto Delgado drainèrent de nombreuses personnes et le 14 mai, des milliers de manifestants accueillirent le candidat à Porto. Devant l'enthousiasme populaire soulevé par ce dernier, certains militants du parti se demandèrent s'il ne fallait pas le rejoindre. Un partisan de Arlindo Vicente résume l'idée ainsi : « Etant donné le mouvement populaire qui commençait à entourer Delgado, j'ai pensé qu'il fallait être là où étaient les gens, peu m'importait qu'ils aient tort ou raison »<sup>71</sup>. Après intransigeance, débats et réunions, la Commission politique du PCP, réunie le 29 mai, finit par appeler à appuyer le Général. Le retrait de Arlindo Vicente prit sa dimension publique par le pacte de Cacilhas du 30 mai. Les deux hommes rédigèrent une déclaration commune dans laquelle ils clarifiaient leur attitude :

« L'opposition indépendante et l'opposition démocratique, représentées par leur candidat à la présidence de la République, Humberto Delgado et Arlindo Vicente, face à la nécessité d'établir, dans les urnes, une unité d'action contre le gouvernement de la Dictature, pensent qu'il est utile, voire décisif, de procéder à l'unité. [...] Les candidats s'engagent, à partir de cette date, à travailler ensemble, et l'opposition à finalement ne se faire représenter dans les urnes que par un seul candidat, le général Humberto Delgado »<sup>72</sup>.

Le 8 juin, les Portugais votèrent et, malgré la fraude manifeste, le candidat dissident obtint près de 23% des suffrages et la majorité absolue dans les villes de Nova Lisboa (Huambo, Angola) et Beira (Mozambique). Lors d'une conférence de presse le lendemain, Humberto Delgado accusa le gouvernement d'entrave au déroulement du scrutin et d'irrégularités. À partir du 12, de nombreuses grèves spontanées éclatèrent et la publication dans la presse des résultats le 13 fit s'amplifier la contestation ; la Commission politique du PCP appela ainsi à la cessation du travail le 19 juin. Le 24, la PIDE tua un manifestant, Adelino dos Santos, à Montemor-o-Novo. Humberto Delgado tenta alors de prolonger ce moment électoral « chaud » par la création d'un mouvement qu'il appela Mouvement national indépendant (MNI).

---

<sup>71</sup> Bruno da Ponte, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 8 juillet 1997, enregistré, non confirmé.

<sup>72</sup> Humberto Delgado et Arlindo Vicente, *Portugueses !*, déclaration du 30 mai 1958. FMS, dossier 2969-079, p. 1.

D'ailleurs, la question de l'encadrement de ces grèves se posa à toutes les composantes de l'opposition. Le PCP, sur pression de ses militants essentiellement, se chargea de mettre en place des actions coup de poing : il appela pour les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juillet à des « journées de protestation contre la farce électorale ». Celles-ci se révélèrent être des échecs complets. Il faut dire que le PCP ne paraissait pas avoir anticipé, imaginé ces manifestations spontanées de la population et se trouva débordé. D'une part, il proposa ses journées au moment même où le mouvement retombait et, d'autre part, les revendications de la population étaient plus radicales que ses mots d'ordre. De même, quand il organisa sa « Journée nationale pacifique pour la démission de Salazar et de Santos Costa<sup>73</sup> » le 28 mai 1959, action directement inspirée par la journée organisée en Espagne par le PCE, il n'obtint pas un succès plus grand. Il accompagna le travail de l'opposition en intégrant, par exemple, les *Juntas de libertação nacionais*, créées en mars 1959 et qui se transformèrent dès le mois de décembre de la même année en *Juntas de acção patrióticas* (JAP), futures « cellules » du Front patriotique de libération nationale (FPLN), front de l'opposition unie fondé en 1962<sup>74</sup>. Mais en cette année 1959, ses efforts ne furent pas récompensés, le mouvement contestataire n'étant pas reparti, suite à la répression brutale exercée par le gouvernement. Les historiens du PCP voient alors dans ce tournant de 1958-59, la fin de la phase « réformiste » du parti et plus largement la fin de l'hégémonie ou plutôt de la prédominance du PCP sur la scène politique portugaise.

La guerre froide avait réorganisé indirectement l'opposition portugaise. Des sociaux-démocrates et des libéraux s'étaient déclarés « atlantistes » et, victimes de surcroît de la période sectaire du PCP qui les avait ostracisés, ils entendaient mener la lutte comme bon leur semblait. Tirillés par des forces contradictoires, sans boudier totalement le parti, ils se comportèrent de manière à le neutraliser ou tout au moins à le mettre en difficulté. Ainsi, ils imposèrent la candidature de Humberto Delgado aux élections de 1958 et firent subir un camouflet politique au PCP qui, après une réaction de résistance avec le soutien au candidat Arlindo Vicente, renonça à ses exigences et prit en marche le train de la contestation. Cet épisode

<sup>73</sup> Ministre de la défense.

<sup>74</sup> *O que é uma junta de acção patriótica ?*, Commission exécutive de la Junte centrale d'action patriotique, brochure, 1964, 15 p. ANTT/PIDE, Sc. 1353-CI (2), FPLN, fl. 465.

était-il annonciateur de lendemains qui déchantent ? Le PCP avait perdu son rôle « d'avant-garde » au sein de l'opposition, allait-il le perdre également au sein de la population ?

### **CONCLUSION.**

À la fin des années 1950, le PCP avait donc perdu sa place de choix, de *leadership* de la contestation antisalazariste. La normalisation de l'État Nouveau engagée par les puissances occidentales et la cristallisation de la guerre froide participèrent grandement à cet état de fait. En effet, fort de sa réhabilitation auprès de Moscou, le PCP appliqua les consignes du récent Kominform et soutint tous les virages de Staline, comme il allait adhérer plus tard à la critique khrouchtchevienne. Ces événements internationaux expliquent en partie que le PCP passa d'un « *desvio sectário* » à un « *desvio de direita* » en moins d'une décennie. Des facteurs internes et nationaux entrent également en ligne de compte. D'une part, une opposition conservatrice, libérale, s'organisa autour de la défense de l'OTAN et n'eut de cesse de freiner un quelconque rapprochement avec le PCP et, d'autre part, le renouvellement des cadres au sein même du parti amena des variations dans l'analyse et des changements d'orientation. Dans ce contexte nouveau, le PCP se retrouva peu à peu sur la touche, n'arrivant pas, après son *mea culpa*, à resserrer les rangs de l'opposition. Il est alors malmené et dépassé lors des élections de 1958 et de la candidature de Humberto Delgado.

Toutefois, cette tourmente politique ne lui fit point mettre en sourdine la question du devenir des colonies et pour cause. Certes, le thème restait quelque peu secondaire eu égard aux enjeux de ses autres sujets de discussion interne mais les événements extérieurs s'intensifièrent et pressèrent le parti d'adapter ses positions. La décennie marque alors un réel tournant dans la politique coloniale du PCP.

## **II/ Le réajustement théorique du PCP sur la lutte anticoloniale.**

*La splendeur du Portugal*

António Lobo Antunes

L'ère des décolonisations s'ouvrit dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les années 1950 virent les événements s'accélérer. De la multiplication des indépendances au commencement de la lutte armée dans certaines colonies, les manifestations anticoloniales s'amplifièrent. Les nouveaux États indépendants s'organisèrent et les anticolonialistes de tout bord se regroupèrent. Ainsi, en 1955 se tint à Bandung, en Indonésie, la conférence de ce qui allait être les « non-alignés » qui leur conféra un poids plus important sur la scène internationale. Or, le Portugal entra justement à l'ONU cette année-là et se trouva immédiatement confronté à la question de la décolonisation, notamment face à l'Union indienne, également membre de l'ONU.

Le Portugal, qui n'avait pas été invité à la Conférence de San Francisco d'avril 1945 proclamant la charte des Nations Unies, avait vu sa candidature à l'ONU rejetée en 1946 par le veto de l'URSS. Par ailleurs, méfiant et hésitant sur l'attitude à adopter face à l'ami américain qui s'était montré favorable à l'idée d'autonomie des territoires dominés, il refusa en 1947 d'intégrer le Plan Marshall pour finalement tenter d'y adhérer en 1948. Malgré ces tergiversations, son rapprochement des États-Unis dicté par la guerre froide le consacra membre fondateur de l'OTAN dès l'année suivante. Il s'assura ainsi un calme relatif quant à la question de la décolonisation. L'alliance de Salazar avec les ÉUA s'avéra payante en terme de politique extérieure puisque, y compris pendant les guerres coloniales, les puissances occidentales protégèrent le Portugal face aux critiques nourries des nouveaux États indépendants. Cela dit, dès 1950, malgré la protection américaine, la multiplication des événements extérieurs relatifs à la question coloniale et surtout les exigences de l'Union indienne firent éclore le débat sur le sol portugais.

Le PCP se saisit du cas de Goa, premier conflit colonial de l'État Nouveau, pour dénoncer Salazar comme il l'avait fait en son temps, aidé du MUNAF, au sujet de Timor. Il réalisa alors quelques prouesses spectaculaires pour concilier les aspirations ou luttes anticoloniales émergentes et ses réflexions anciennes en la matière, c'est-à-dire pour ménager ses nouveaux alliés potentiels tout en entendant

préservé « la tradition portugaise progressiste » qui lui était chère. Mais, l'ampleur de ses contradictions face à un premier cas concret fut un des éléments qui lui firent élaborer une nouvelle ligne en matière coloniale. Lors de son V<sup>e</sup> Congrès, tenu en 1957, il défendit ainsi l'indépendance immédiate et sans condition des colonies africaines.

Je soulignerai, tout d'abord, l'influence d'un monde en mouvement sur ce Portugal que le régime voulait immobile pour, par la suite, étudier la réponse particulière du PCP face à ce renouveau du débat politique, réponse découpée en deux volets, un propre à la question goanaise et l'autre relatif à la question coloniale dans son ensemble.

### **A/ L'EMPIRE S'INVITE AU PORTUGAL.**

La question de la décolonisation pénétra après la Deuxième Guerre mondiale la société portugaise au travers notamment des indépendances de l'Indonésie et de l'Inde, territoires où la présence des Portugais, avec les comptoirs de Goa, Damão et Diu, Macao et Timor, se faisait encore sentir. Dans les années 1950, la pression extérieure crût inexorablement. L'Union indienne avait négocié avec la France et obtenu la rétrocession des comptoirs coloniaux de Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon. Dès 1950, elle fit une proposition similaire au Portugal qui refusa. La tension monta alors entre les deux pays ; des manifestations se déroulèrent dans les comptoirs portugais et les déclarations se multiplièrent à Lisbonne. Soumis à des critiques de plus en plus pressantes des forces anticoloniales (nouveaux États indépendants) et à des mesures de rétorsion de plus en plus dures de l'Union indienne, Salazar tenta d'enrober sa politique coloniale par des réformes constitutionnelles de façade afin de faire taire ses détracteurs.

#### **1/ « La Rome de l'Orient » ou la fonction symbolique de l'Inde portugaise.**

L'Empire portugais d'Asie avait cessé d'exister dès le XVII<sup>e</sup> siècle pour ne se réduire qu'aux fameuses « poussières d'Asie », mais il garda une fonction symbolique importante dans l'imaginaire national portugais. Goa n'était-elle pas la ville de tous les héros, de Vasco de Gama à Alfonso de Albuquerque, le *Lion des*

mers ? N'était-elle pas la ville de Saint François Xavier et de l'inquisition en terre païenne ? De plus, dès leur arrivée en 1498 sur la côte du Malabar, les Portugais avaient éprouvé des sentiments ambigus à l'égard des Indiens, mais nettement moins inamicaux que ceux ressentis envers les Africains côtoyés auparavant. D'une part, ils y rencontrèrent quelques personnes (des Maures de Tunisie) qui parlaient la langue des Espagnes. D'autre part, ils confondirent dans un premier temps les temples hindous avec ce qu'ils imaginaient être ces mythiques églises chrétiennes d'Orient tant recherchées. Ces deux réalités leur firent peut-être appréhender de manière plus affective, plus familière ces terres reconnues.

Ainsi, dès son apparition, l'*Estado da Índia* eut un statut particulier. Il s'agissait d'une sorte d'État virtuel, en ce sens qu'il correspondait à la mise en place d'une thalassocratie par Afonso de Albuquerque nommé gouverneur en 1509 mais sans acte de fondation, ni de territoires sous domination bien définis. Quoi qu'il en soit, il procurait épices, soieries et richesses en tout genre au royaume du Portugal. Cependant, cette « *mare clausum* », verrouillée par la prise des trois points névralgiques qui commandaient le passage des marchandises circulant dans l'Océan indien : Ormuz, Aden et Malacca, fut mise à mal dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle par l'arrivée des premières flottes anglaises et hollandaises dans les eaux asiatiques (James Lancaster en 1592 et Cornelis de Houtman en 1596). Malgré cette existence éphémère, l'*Estado da Índia* et, en particulier, les trois comptoirs de l'Inde appartenaient, pour les Portugais, au patrimoine national et garantissaient leur présence dans tous les « nouveaux mondes ». L'action des jésuites, par l'intermédiaire de François Xavier arrivé en 1542 à Goa, et l'implantation en 1560 d'un tribunal de l'inquisition<sup>75</sup> firent qu'elle fut même surnommée « la Rome de l'Orient ». Ainsi depuis des siècles et bien après sa chute, l'Empire portugais d'Asie, s'il ne correspondait qu'à peu de chose territorialement, revêtait aux yeux des Portugais autant d'importance que les colonies africaines.

Dès lors, quand l'Union indienne réclama en février 1950, après diverses déclarations en 1946-47 allant en ce sens, la souveraineté sur les comptoirs portugais de l'Inde, le gouvernement de Salazar refusa fermement toute négociation. En janvier 1953, cette proposition fut reformulée et l'État Nouveau y opposa le même

<sup>75</sup> Goa détenait un statut vraiment particulier en ce sens qu'il existait seulement quatre tribunaux de l'Inquisition portugais : Lisbonne, Porto, Évora et Goa. Les autres villes et territoires ne « bénéficiaient » que de délégations.



rejet. Après d'autres tentatives infructueuses, l'Union indienne ferma sa Légation à Lisbonne le 11 juin 1953. La tension monta inexorablement et en 1954, les deux pays connurent un conflit ouvert. L'Union indienne se montra intransigeante. Forte du transfert de souveraineté accepté par la France pour ses comptoirs indiens, elle institua le blocus de Goa en décembre 1953 puis isola les territoires portugais. Par exemple, en juin 1954, elle empêcha le gouverneur de Damão de rejoindre les enclaves de Dadrá et Nagar-Aveli. Par la suite, elle envahit ces fameuses enclaves et organisa en 1954 une manifestation pacifique contre la présence portugaise aux frontières de ces territoires ainsi qu'en leur sein.

Contrairement à la première grande manifestation d'après-guerre contre l'autorité coloniale portugaise qui avait eu lieu à Goa le 18 juin 1946 (et n'avait d'ailleurs touché que le sud du territoire), cette manifestation d'août 1954 fut planifiée et soigneusement préparée. Le nouveau contexte de la péninsule indienne et la création du *National congress*<sup>76</sup> de Goa encouragée par le mouvement de 1946 expliquent cette anticipation. Le 15 août donc en hommage à la date d'indépendance de l'Union, la manifestation ou mouvement des *satyagrahis* (manifestants pacifistes) partit des frontières du territoire indien rejoindre les manifestants du comptoir de Goa<sup>77</sup>.

Bien que ce mouvement fût d'ampleur modérée, les autorités portugaises le réprimèrent et procédèrent à de nombreuses arrestations. Le ministère de l'Outre-mer donna le chiffre de 1 135 détenus<sup>78</sup> dans les geôles salazaristes à Goa dont P. D. Gaitonde, président du *National congress* (Goa). La tension était à son comble. L'Angleterre avait refusé d'aider les Portugais, qui invoquaient l'accord luso-britannique de 1899, à mener un hypothétique conflit contre l'Union indienne. Le Portugal seul ne pouvait répondre militairement à une « attaque » indienne ; la situation semblait sans issue. Jusqu'au 18 décembre 1961, date à laquelle l'Union indienne occupa Goa, Damão et Diu, les querelles se multiplièrent, chaque camp cherchant des alliés : Lisbonne fit appel au Tribunal international de Justice, Nehru rendit visite au pape en 1955...

---

<sup>76</sup> Créé en août 1946, il découlait directement du *Goa congress committee* fondé en 1928 par Tristão de Braganza Cunha et reconnu par le Congrès national indien la même année.

<sup>77</sup> Pour plus de détails sur la genèse et le développement de la contestation goanaise, voir P. P. SHIRODKAR, *Goa's struggle for freedom*, Delhi, Ajanta, 1988, 325 p.

<sup>78</sup> Chiffres cités par Maria Manuel STOCKER, in « Nehru e os movimentos de libertação », *Público* (Lisbonne), samedi 19 août 1995, p. 10.

L'opposition, et en particulier le PCP, se saisit du débat. À cette époque, le parti se posait toujours en garant de la paix mondiale. Il avait dénoncé par le passé les risques de guerre engendrés par les politiques funestes des impérialistes ; en 1955, il invoquait la possible coexistence pacifique afin d'éviter les conflits. Comme premier artisan de la lutte pour la paix, il reproduisait les déclarations du Mouvement mondial de la Paix. Ce dernier tint une réunion à Budapest en juin 1953. Les délégués portugais qui y participèrent, Ruy Luís Gomes, Manuel Valadares et Maria Lamas, en rapportèrent l'assertion suivante : « La coexistence pacifique implique que tous les conflits et les litiges soient résolus par voie de négociation »<sup>79</sup>. Aussi en 1954, le PCP demanda-t-il une solution pacifique au cas de Goa, Damão et Diu. Dans *Avante!*, il expliqua, en tant que porte-parole du peuple portugais, que ce dernier « ne voulait pas la guerre mais la négociation »<sup>80</sup>. Il s'inscrivait fidèlement dans les objectifs du mouvement communiste international et insistait :

« Le gouvernement de Salazar cherche par tous les moyens à faire de la question des colonies portugaises en Inde le point de départ d'un conflit armé et de la création d'un foyer de guerre dans le monde. [...] Des nations puissantes comme l'Angleterre et la France ont été forcées d'entrer en négociation avec les peuples coloniaux et de leur concéder totalement ou partiellement leur indépendance. [...] Il est naturel et conseillé que le gouvernement de Salazar cherche à négocier avec les nationalistes de Goa, Damão et Diu et avec le gouvernement de l'Inde »<sup>81</sup>.

Au-delà des interventions du PCP, les écrits et les déclarations de ses organisations satellites venaient renforcer l'importance du cas indien dans la vie politique nationale. Ainsi, la Commission nationale de la Paix publia en janvier 1955 un communiqué où elle réaffirmait ses positions :

« Dans deux documents déjà publiés, la Commission nationale de la Paix a préconisé l'ouverture immédiate de négociations entre les gouvernements portugais et indien comme unique moyen d'éloigner le danger de guerre. Jusqu'à présent rien n'a été fait en ce sens et, au contraire, les autorités portugaises agissent comme si la guerre était la seule solution. [...] Indépendamment de l'opinion que chacun possède sur la solution finale du conflit luso-indien, il est nécessaire d'exiger que soit mis un terme à toutes les attitudes provocatrices et

<sup>79</sup> « Os Portugueses e o Movimento Mundial da Paz », *Avante!*, série VI, n° 181, octobre 1953, p. 1.

<sup>80</sup> « Queremos a solução pacífica do caso de Goa, Damão e Diu », *Avante!*, série VI, n° 191, septembre 1954, p. 1. Voir également « Por negociações com a União Indiana », *Avante!*, série VI, n° 192, novembre 1954.

<sup>81</sup> « A política provocadora e agressiva do governo no caso da Índia », *Avante!*, série VI, n° 190, août 1954, p. 1 et 2.

susceptibles de compromettre la négociation, il est nécessaire de réclamer que le cas de Goa, Damão et Diu puisse être discuté publiquement et dans la presse »<sup>82</sup>.

Ces dernières lignes permettent de comprendre en quels termes ce débat prit le devant de la scène politique au Portugal : pour l'opposition démocratique dans son ensemble, il ne s'agissait pas de se prononcer en faveur ou non d'une indépendance ni même d'une autonomie mais, dans un premier temps, de dénoncer l'attitude autoritaire du régime qui rejetait toute négociation. Ainsi, António Sérgio insistait sur la nécessité de : « négocier avec les habitants de notre Inde les conditions d'un régime de très large autonomie, œuvrer au maximum possible au progrès culturel et matériel, et ce, à l'intérieur d'une communauté des populations portugaises »<sup>83</sup>. S'il se retrouvait avec la Commission nationale pour la Paix autour de la revendication minimale de négociation, il ne s'en autorisait pas moins à défendre le maintien d'une communauté des « populations portugaises ». De plus, en rappelant qu'il revenait aux habitants de ces comptoirs indiens et non aux politiques de New Delhi de s'occuper de leur destin, il déniait au gouvernement de Nehru la légitimité de sa réclamation.

Tous les opposants pouvaient se saisir de la question puisque l'enjeu ne mettait pas nécessairement en péril l'Empire portugais. Tous appelaient à la tenue de négociations dans des tracts clandestins ou des lettres officielles, comme celle d'António Sérgio. Il faut souligner, d'ailleurs, qu'en août 1954, le MND publia et envoya une « note officieuse sur le problème de Goa, Damão et Diu » à Salazar et à d'autres notabilités politiques représentatives. Revendiquant son statut légal, le MND demandait publiquement, après une analyse critique de la politique coloniale de l'État Nouveau, une solution négociée<sup>84</sup>. Cette attitude entraîna l'arrestation des dirigeants signataires, et leur procès au printemps 1955 pour « trahison à la Patrie ». Cet épisode amorça la lente agonie du mouvement qui, comme la Commission nationale de la Paix, avait porté publiquement les principes du PCP sur la question indienne.

---

<sup>82</sup> *Agrava-se a situação na Índia*, communiqué de la Commission nationale de la Paix, Lisbonne, janvier 1955, p. 1. Archives ICS, fonds Pinto Quartim, doc. s/n.

<sup>83</sup> António Sérgio, *Desmacara a política de Salazar no problema da Índia*, lettre de l'auteur au ministre de l'Outre-mer et appel, publiés par la Commission centrale du MUD *Juvenil*, Lisbonne, 6 et 21 août 1954, p. 6. Archives ICS, fonds Pinto Quartim, doc. s/n.

<sup>84</sup> *Nota oficiosa sobre o problema de Goa, Damão e Diu*, communiqué de la Commission centrale du MND, signé par Ruy Luís Gomes, Virgínia Moura, José Morgado et Albertino Macedo, Lisbonne, 11 août 1954, 6 p. FMS, dossier Oposição legal/MND, fl. 146.

## **2/ Cachez cette colonie que je ne saurais voir...**

Des matériaux brassés au cours de cette recherche émergea l'impression que le Portugal « ordinaire » s'intéressa au sort de l'Empire quand celui-ci connut ses premières secousses, quand la presse ne put plus en cacher les remous à résonances internationales. La question de Goa s'imposa brutalement dans les débats métropolitains et dans les esprits des opposants. Les « poussières d'Asie » quittaient subitement leur monde endormi pour venir enrayer l'engrenage du pouvoir portugais. Dans les mentalités, la question de Timor occupé par les Japonais avait créé un précédent, mais c'était en temps de guerre et le problème avait disparu avec la défaite nipponne. Or à présent, Goa explosait et ce n'était que la partie visible de l'iceberg.

Cependant, les vents du changement avaient ébranlé le Portugal bien avant 1954, mais de façon moins ostensible. Le contexte international de la décolonisation pesait sur l'État Nouveau mais des facteurs internes intervinrent également dans le processus de refonte de l'Empire portugais. En effet, la métropole avait tiré un sérieux profit du conflit mondial passé en vendant aux belligérants armes, minéraux et produits tropicaux dont les prix avaient grimpé en flèche à l'époque. La récente industrialisation du pays s'était effectuée sur la base d'une accumulation réalisée pendant la guerre notamment grâce à ses territoires outre-mer, y provoquant quelques mutations. Les économies des colonies, et en particulier celle de l'Angola, connaissaient un plein essor. Duffy parle même d'un « âge d'or » des colonies dans l'après-guerre (cours élevés de certains produits, ajouté au dynamisme du capitalisme portugais). Il est vrai que si l'on regarde l'exemple angolais, les chiffres sont sans appel : « L'indice de la « valeur physique » de la production, qui mesure l'augmentation des quantités, passa, d'une base de 100 en 1950 à 1 051 en 1961 ; l'indice de « croissance économique » qui traduit l'accroissement de la production en valeur passa, lui, de 100 à 431,6 pour la même période ; quant aux quantités exportées, sur une base de 100 en 1939, elles atteignent 178 en 1954 et 672 en 1963 »<sup>85</sup>. Cette colonie africaine connaissait par conséquent, comme le Mozambique, un réel essor économique. Néanmoins, il s'agissait d'une croissance sans développement, les structures de la production n'évoluant pas. Les employeurs et

<sup>85</sup> Christine MESSIANT, *Angola 1961 ; histoire et société, les prémices du mouvement nationaliste*, thèse de sociologie, Paris, EHESS, 1983, multigr., p. 17.

l'administration avaient toujours recours au travail forcé (semestriel au Mozambique et annuel en Angola) provoquant des mouvements d'émigration clandestine massive au Congo et en Afrique du Sud ou en Rhodésie, et des famines dans les zones de cultures forcées. L'essor du début des années 1950 s'essouffla dès la fin de la décennie.

Toutefois, à ce moment-là, l'Angola devint la colonie de peuplement tant rêvée par le pouvoir portugais par une nette augmentation des flux migratoires et l'arrivée de Portugais en provenance de la métropole. Ce mouvement de population renforça inévitablement la présence physique et symbolique portugaise dans la colonie et prit alors une dimension politique dans le contexte anticolonial d'après-guerre. En effet, si la bonne santé économique de l'Empire donnait un autre argument à Salazar pour ne pas se séparer des colonies, le peuplement blanc assurait en plus une dimension humaine au problème colonial. Dans l'anticolonialisme ambiant d'après-guerre, tous ces atouts étaient positifs pour le régime. Salazar dut toutefois masquer ce nouvel essor du colonialisme portugais par quelques mesures de façade face à la pression de l'ONU. Mais les dispositions prises ne visaient en fait qu'à consolider l'Empire.

Dès 1945, le pouvoir revenait sur l'Acte colonial. Mais la teneur des débats aux Assemblées corporative et nationale déboucha sur une révision qui n'apportait que de maigres modifications aux articles de 1930. Cependant, elle préfigurait celle de 1951. Cette dernière révision constitutionnelle visait à répondre aux critiques du Comité de décolonisation de l'ONU. Elle disait mettre un terme à l'idée d'exploitation sommaire des colonies, typique de l'idéologie impériale des années 1930. Elle vint en fait renforcer les conceptions intégrationnistes du pouvoir en changeant la dénomination des colonies qui redevaient « provinces d'outre-mer », comme avant 1930. L'État Nouveau entendait ainsi réaffirmer sa souveraineté sur ces territoires en consolidant la construction juridique non pas de l'Empire mais du Portugal lui-même, pays pluriracial et pluricontinental. Cette « reprovincialisation » visait également à répondre politiquement au danger d'un « nouveau Brésil » que l'accroissement de la population blanche et les contradictions internes de l'économie coloniale faisait craindre. De plus, en 1951, le régime adoptait officiellement comme doctrine le lusotropicalisme formulé par Gilberto Freyre au cours de la décennie précédente.

Dans l'ensemble, les changements se révélèrent mineurs et la *Loi organique de l'Outre-mer portugais* de 1953, qui remplaça la *Charte organique de l'Empire colonial portugais* de 1933, n'introduisit pas de modifications majeures dans

l'administration de ces territoires. De plus, le statut de l'indigénat<sup>86</sup> resta en vigueur et la révision effectuée en 1954 en aggrava même les dispositions. Par exemple, il n'était plus seulement demandé, comme en 1926, aux candidats à l'assimilation de « parler portugais » mais de « parler correctement portugais ». Ce statut, entre autres effets, fit de l'assimilation un processus individuel en renvoyant les enfants d'assimilés au statut d'indigène et institua une « assimilation intermédiaire »<sup>87</sup> pour les Africains « détribalisés ». Sous couvert d'une réponse aux critiques anticoloniales de l'ONU et des nouveaux États indépendants, le Portugal affichait une posture archaïque pour son colonialisme, alors que les autres Empires évoluaient.

La question coloniale était, par conséquent, présente sur la scène politique portugaise bien avant les événements de Goa de 1954. Elle ne pénétra les esprits qu'avec les premières manifestations ouvertes de contestation, les premières confrontations directes. Toutefois, l'appui d'un pays indépendant, l'Union indienne, s'avéra capital pour que l'on s'intéresse à la chose. En effet, d'autres révoltes, celle de Machanga et Mambone au Mozambique en janvier 1953 ou encore celle de São Tomé en février 1953, connue comme « le massacre de Batepá », questionnaient déjà le Portugal, mais sans que l'on y prêtât l'attention qu'elles auraient méritée, au vu du changement des rapports coloniaux qu'elles préfiguraient.

La révolte de Machanga et Mambone au Mozambique était « grave » dans la mesure où elle témoignait de l'enracinement d'une organisation protonationaliste, le *Núcleo negrófilo de Manica e Sofala* (Noyau négrophile du Manica e Sofala), de direction urbaine (à Beira), mais de forte base sociale paysanne ndau dans tout le sud du Sofala. L'émeute, provoquée par de mauvais traitements et des vols de l'administration portugaise locale, fut réprimée par des dizaines d'arrestations et des déportations longues, à São Tomé notamment<sup>88</sup>. Néanmoins, s'étant déroulé dans un endroit isolé du pays, loin des grandes villes, elle put rester quasiment inconnue — même si elle eut des conséquences politiques à long terme.

<sup>86</sup> Rappelons que les lois coloniales considéraient comme assimilés les « natifs » de Macao, des comptoirs portugais de l'Inde, du Cap-vert et de São Tomé, les autres étaient soumis au statut de l'indigénat.

<sup>87</sup> Voir Michel CAHEN, *Salazarisme, fascisme et colonialisme, problèmes d'interprétation en sciences sociales ou le sébastianisme de l'exception*, Lisbonne, documents du CEsA, n° 47, 1997, p.14.

<sup>88</sup> Voir Michel CAHEN, *Les Bandits, un historien au Mozambique 1994*, Paris, centre culturel Calouste Gulbenkian, 2002, pp. 16. et 238-242.

À São Tomé et Príncipe, une partie de la population de l'île, des Africains « indigènes » amenés par bateau d'Angola et du Mozambique, vivait sous le régime de « *contratos* » (contrats) de travail, euphémisme pour le travail forcé, d'une durée de deux ans dans les *roças*. Une autre, historiquement présente dans l'archipel, échappait à ce système particulier<sup>89</sup>. De plus, nombre de « civilisés » capverdiens face à la pénurie d'emploi dans leur archipel venaient régulièrement proposer leurs services dans les plantations de São Tomé. À la différence de ces Capverdiens, les populations *angolares* refusaient de travailler la terre, d'être des « *capatazes* ». Aussi, quand en 1953, pour répondre au besoin croissant de main-d'œuvre bon marché des propriétaires terriens consécutif à l'augmentation des prix du cacao et du café, et pour mener les travaux du port en eau profonde, le gouverneur et commandant militaire de São Tomé, Carlos Gorgulho, tenta d'instaurer le « contrat » pour tous les habitants, la révolte explosa<sup>90</sup>. Fait notable, l'élite *forra* créole soutint la contestation des autres *forros*.

Selon Josep Sánchez Cervelló, les raisons de ces folles journées du 2 au 8 février 1953 s'expliquent par l'attitude du gouverneur et celle des responsables de l'Église catholique<sup>91</sup>. Les autorités réprimèrent féroce­ment les révoltés, lançant une véritable « chasse aux Noirs » aidés des colons de l'île et de leurs « sous-contrat » angolais et mozambicains mobilisés pour l'occasion, des quatre-vingts Angolais de la police indigène locale (les cent natifs de l'archipel ayant été désarmés) et des prisonniers blancs de droit commun. Les principaux dirigeants, ou considérés comme tels de la révolte, un ingénieur agronome de São Tomé, Salustino Graça et deux opposants portugais actifs dans la campagne de Norton de Matos en 1949, Virgílio Lima et Carlos Soares, furent arrêtés. Cette « chasse » tua par dizaines, par

---

<sup>89</sup> Les *Forros*, créoles d'origine luso-africaine, et les *Angolares*, descendants d'esclaves enfuis au XVI<sup>e</sup> siècle et, par conséquent, hommes libres, possédaient le même statut que les Capverdiens, à savoir qu'ils étaient « assimilés ».

<sup>90</sup> Voir sur les antécédents de la révolte : Gerhard SEIBERT, « Le massacre de février 1953 à São Tomé », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, 1997, p. 176. Cet auteur a également publié en 2001 sa thèse : *Camaradas, clientes e compadres, colonialismo, socialismo e democratização em São Tomé e Príncipe*, Lisbonne, Vega, 553 p.

<sup>91</sup> Josep Sánchez CERVELLO, « A Matança de Batepá », *História* (Lisbonne), n° 20, décembre 1999, p. 28.

centaines<sup>92</sup>, emprisonna, tortura, des indigènes, qu'ils aient été ou non partie prenante de la révolte, et se poursuivit durant tout le mois.

Les événements de São Tomé ou de Machanga et Mambone en 1953 auraient pu constituer un avertissement. Mais le pouvoir portugais n'était absolument pas préparé à lire les prémices de la contestation anticoloniale en Afrique. Il ne s'éveilla qu'avec la multiplication des crises en 1960 (Mueda dans le nord du Mozambique, Baixa de Cassange en Angola, São João de Ajuda au Bénin, cf. chapitre suivant) et le début de lutte armée en Angola en 1961. Pourtant, les révoltes de 1953 témoignaient d'une évolution significative des rapports coloniaux. L'alliance contre l'autorité métropolitaine des élites urbaines avec les bases paysannes dans un cas et celle des « assimilés » avec les indigènes dans l'autre présageaient bien d'une prise de conscience anticoloniale des populations dominées. Sans effet d'envergure sur la scène politique nationale, puisque, d'une part, elles furent matées et que, d'autre part, elles ne reçurent le soutien d'aucun État indépendant, les luttes de São Tomé et du Mozambique de 1953 préparèrent néanmoins les esprits aux manifestations de Goa. La réponse intégrationniste de l'État Nouveau aux critiques internationales et aux contradictions internes de la colonisation venait de toute façon bien trop tard et, malgré les révisions engagées de l'Acte colonial en 1945 et 1951, l'Empire passait à l'ère de la révolte ; São Tomé et Goa — les cas les plus connus — ne firent qu'éclairer l'approche du gouffre.

Sans prise de position particulière sur ce premier événement, le PCP, par la plume de Mário de Andrade et António Domingos<sup>93</sup>, avait publié un article en février 1953<sup>94</sup>, dans le même journal qui annonçait la mort de Staline, stigmatisant le travail et les déplacements forcés des indigènes, le système des *roças*. Il évoqua aussi la révolte dans un tract de juillet 1953 dénonçant les « trois cents morts » victimes de la répression et exigeant la libération de tous les prisonniers et la fin des persécutions ; s'il associa cette contestation « à la lutte des peuples coloniaux du monde entier », il ne poursuivit pas plus loin l'analyse<sup>95</sup>.

<sup>92</sup> Il existe une incertitude quant au nombre de morts, il varie selon les diverses sources. Voir par exemple Gerhard SEIBERT, *op. cit.*, p. 187.

<sup>93</sup> Selon Mário de ANDRADE dans « Entretiens avec Christine Messsiant (1982) », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, 1999, p. 198.

<sup>94</sup> « Revolta dos negros de São Tomé », *Avante!*, série VI, n° 175, février 1953.

<sup>95</sup> *Na ilha de São Tomé os salazaristas cometeram atrocidades e crimes hediondos*, tract du PCP, juillet 1953, 1 p. FMS, dossier 2597-01, fl. 19.



Le début des années 1950 projeta le débat colonial directement sur la scène nationale portugaise. Il ne s'agissait plus de lointaines déclarations de principe des Alliés victorieux. Il fallut alors rapidement maquiller cet Empire critiqué et attaqué. Pourtant, les réformes des textes fondamentaux en matière coloniale (Acte, Charte organique, Statut de l'indigénat) entreprises par le régime, par leur inscription dans les thèses intégrationnistes, correspondirent plus à un dernier sursaut d'archaïsme qu'à une libéralisation du système colonial. Pendant ce temps, dans les « provinces d'outre-mer » la contestation montait et s'organisait. Les révoltes de janvier 1953 au Mozambique et de février 1953 à São Tomé résonnèrent dès lors comme annonciatrices d'un combat plus ample. Cependant, il fallut attendre 1954 et les manifestations de Goa pour que le Portugal commence à saisir l'existence d'un problème, puisque si les comptoirs de l'Inde étaient secondaires territorialement, économiquement, démographiquement, ils occupaient une place symbolique indéniable. Le PCP se saisit très tôt de cette question touchant à l'un des principaux mythes nationaux, multiplia les articles dans la presse et tenta d'élaborer une position réfléchie en la matière.

### **B/ GOA, LE CASSE-TETE INDIEN DU PCP.**

Dans ses articles de presse, le PCP se prononça très tôt en faveur de l'autodétermination de Goa, Damão et Diu. Dès mai 1951, peu de temps après la demande de restitution des territoires indiens portugais formulée par l'Union indienne, le PCP dénonça la « terreur » salazariste et défendit : « Le droit des peuples des domaines portugais de l'Inde à choisir librement leur destin »<sup>96</sup>. Il demandait, par ailleurs, une solution négociée (*cf. supra*). Pourtant, cette exigence ne relevait pas de la simple application des droits fondamentaux, elle devait être justifiée et expliquée. Le parti avança alors « publiquement », c'est-à-dire étant donné sa situation illégale dans sa presse et ses tracts clandestins, ainsi que dans ses débats internes, différents types d'arguments. En se basant sur les principaux articles et documents relatifs au cas de Goa : la déclaration de mai 1954 du parti, le communiqué du CC du PCP d'août 1954, l'intervention d'un dirigeant à la VI<sup>e</sup> réunion

---

<sup>96</sup> « O terror salazarista na Índia portuguesa. Que os soldados voltem para casa », *Avante!*, série VI, n° 159, mai 1951, p. 2.

élargie (RA) d'août 1955, le rapport du CC d'octobre 1956 et enfin deux articles de fond de *O Militante* datés de décembre 1954 et décembre 1956, on peut regrouper ces arguments en deux groupes.

### **1/ Les bonnes raisons d'une séparation.**

À la lecture de ces différents textes, il semble que le parti, qui prônait une solution négociée pour Goa et affirmait le droit théorique à la séparation, devait se convaincre lui-même de la justesse de ses propres revendications. La nette ressemblance entre ses articles à visée « publique » et la teneur de ses argumentations à visée interne en témoignent. En effet, le parti aurait pu développer un discours spécifique en direction des masses, qu'il pouvait estimer frileuses à la réception d'idées anticoloniales, et tenir des propos plus offensifs « en interne ». Mais il ne se ressent pas en décalage, voire en avance, sur les « masses », puisqu'en août 1955, lors de la tenue de sa VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA), il dressait le constat inverse : de nombreux Portugais un temps « trompés par l'hystérie patriotarde du salazarisme »<sup>97</sup> rejoignaient enfin les rangs des communistes et autres « patriotes honorables ». Toutefois, cette concordance entre le parti et cette frange de la population ne pouvait, à ses yeux, déboucher sur un vaste mouvement puisque : « il [était...] évident que les formes et l'extension de cette lutte [étaient] encore loin de correspondre aux conditions objectives existantes »<sup>98</sup>. Cela dit, pourtant fort de cette entente, le PCP éprouvait le besoin de justifier ses positions.

Tout d'abord, le parti revint dans sa presse sur les risques que le maintien des forces fascistes portugaises feraient encourir à l'URSS. Ainsi, se séparer des comptoirs indiens aurait pour effet heureux de préserver la patrie du socialisme :

« Les fascistes portugais prétendent utiliser les peuples de Goa, Damão et Diu comme chair à canon et leurs territoires comme bases militaires et aériennes

---

<sup>97</sup> Résumé de l'intervention du camarade João, *Pour la paix et pour la négociation à Goa*, à la VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC du PCP, août 1955. ANTT/PIDE, Pc 167/54, Georgette de Oliveira Ferreira et Jaime dos Santos Serra, fl. 361. L'adjectif « patriotarde » correspond à une traduction personnelle du portugais « patrioteira » utilisé dans le texte original puisque « patriota » existe par ailleurs dans cette langue.

<sup>98</sup> *Idem.*

aux futures provocations et à la future guerre qu'ils tentent de déclencher contre l'URSS, la Chine et les autres peuples libres d'Asie »<sup>99</sup>.

Il est clair que le Portugal n'envisageait pas de déclarer la guerre à la Chine ni même à l'URSS. Il faut donc comprendre cette affirmation comme un signe des temps. Aux yeux du PCP, la simple présence des fascistes portugais, collaborateurs de l'ennemi impérialiste américain, suffisait à menacer et à perturber l'espace indien et plus largement l'espace asiatique qui correspondait à la zone d'influence de l'URSS. De même, citer l'Union soviétique et la Chine comme victimes probables des fauteurs de guerre alors que la première cible aurait été l'Union indienne inscrit bien cette rhétorique dans la phraséologie de la guerre froide et de la division mondiale en deux camps. L'attitude belliciste du gouvernement de Salazar n'était-elle pas commandée par les « cercles gouvernants des États-Unis »<sup>100</sup> ?

Cette argumentation se retrouve sans surprise dans les rapports internes du parti : « Il est évident que la campagne salazariste pour le déclenchement d'un conflit armé contre le peuple indien s'intègre dans la campagne d'intimidation et de pression militaire et économique des cercles les plus réactionnaires des États-Unis contre l'Union indienne »<sup>101</sup>, Union indienne désireuse de suivre, selon lui, le chemin d'un développement en dehors des monopoles nord-américains. En octobre 1956, dans le point IV d'un rapport du CC sur « la ruineuse politique militaire du gouvernement [qui] met en péril l'indépendance nationale et fait se lever contre elle les corps d'officiers et les Portugais d'honneur », le PCP évoquait les énormes dépenses militaires du pays (500 000 contos pour les trois dernières années), critiquait les alliances passées avec les ÉUA (par l'adhésion du Portugal à l'OTAN, par la présence d'officiers américains sur les bases de Montijo, Tancos, Alverca ...) et revenait ainsi sur le cas goanais :

« La politique des « positions de force » défendue et pratiquée par les réactionnaires nord-américains a conduit la politique étrangère des ÉUA à des défaites diplomatiques successives. La même politique, appliquée par le gouvernement de Salazar à l'Union indienne, peut conduire notre pays à des positions humiliantes et catastrophiques. Le conflit de Goa sert uniquement les

<sup>99</sup> « Pela autodeterminação dos povos de Goa, Damão e Diu », *Avante!*, série VI, n° 179, août 1953, p. 2.

<sup>100</sup> « A política provocadora e agressiva do governo no caso da Índia », *Avante!*, série VI, n° 190, août 1954, p. 1.

<sup>101</sup> Résumé de l'intervention du camarade João à la VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA), *Pour la paix et pour la négociation à Goa*, *op. cit.*, fl. 361.

partisans de la « guerre froide » et la création de foyers de guerre dans le monde permet surtout aux États-Unis d'exercer un chantage auprès du gouvernement de Nehru, mais elle ne sert en rien les intérêts du peuple de Goa ni même du peuple portugais »<sup>102</sup>.

Le droit à l'autodétermination des peuples des comptoirs indiens était donc justifié au vu de la menace qu'y représentait la présence portugaise pour le camp « socialiste ».

Ensuite, pour faire également accepter l'idée de séparation de ces comptoirs, le PCP avançait un autre argument qui consistait à différencier les populations indiennes de la population métropolitaine dans une tentative de déconstruction du lusotropicalisme utilisé par Salazar. Il voulait démontrer la non-recevabilité de cette idéologie qui mettait en avant un soi-disant métissage culturel des populations et qui soulignait les « traits tropicaux du caractère portugais » et, en filigrane, les traits portugais du caractère tropical. Désireux donc de saper les bases de ce raisonnement, le parti expliquait que : « Goa, Damão et Diu ont une population qui vit opprimée sous le joug colonial, [une population] de races, de langue et de religion différentes de la population portugaise »<sup>103</sup>. Il reprenait ici une version édulcorée de la conception de la communauté nationale développée par Staline et l'appliquait au cas présent pour justifier la légitimité des populations indiennes de Goa, Damão et Diu à choisir leur destin.

« En interne », le parti détaillait cette étude de cas d'une nation. Dans un article de fond de décembre 1956, publié dans le bulletin interne *O Militante*, un dirigeant (Olívio) tentait de déconstruire la propagande impériale salazariste. À la question « Goa, est-ce le Portugal ? » il répondait :

« Le fascisme affirme péremptoirement que oui, que Goa fait partie intégrante de la nation portugaise, que Goa c'est le Portugal. C'est faux ! Et cela est faux parce que le fascisme mystifie en disant que plus de quatre siècles d'histoire commune nous unissent à Goa.

Il est vrai que le drapeau portugais flotta sur ces terres dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle, mais ceci ne prouve rien, le drapeau portugais a flotté également sur le Brésil et celui de l'Angleterre sur l'Amérique, ce qui n'a jamais voulu dire que le Brésil était le Portugal ni les États-Unis l'Angleterre, ni même que l'évolution historique de ces peuples ait été commune.

<sup>102</sup> *A situação política actual e a posição do PCP*, rapport du CC du PCP, 27 octobre 1956. In *Estudos sobre o comunismo*, n° 3, *op. cit.*, p. 41.

<sup>103</sup> « Queremos a solução pacífica do caso de Goa, Damão e Diu », *Avante!*, série VI, n° 191, septembre 1954, p. 1.

Si l'on fait une analyse, même rapide, de notre histoire, on vérifie que le peuple goanais n'a vécu avec nous aucun des moments historiques qui forment l'histoire du peuple portugais. Le peuple goanais n'a pas partagé avec nous le processus historique qui aboutit à la fondation de notre nationalité ; le peuple goanais n'a pas fait avec nous la révolution de 1383-1385, n'a pas vécu l'époque des Découvertes. Il n'a pas senti comme nous la domination castillane ni souffert des invasions françaises. Il n'a pas non plus participé à la révolution de 1640, ni à la lutte contre les hordes napoléoniennes, ni aux luttes libérales, ni même aux luttes pour la conquête et la défense de la république implantée en 1910. [...] Si l'histoire du Portugal rencontre celle des peuples [d'Inde] c'est parce qu'il existe un long chapitre qui décrit l'oppression que les colonialistes portugais exercèrent sur eux. Et si l'histoire de ces peuples rencontre la nôtre, c'est parce qu'existe également un long chapitre qui relate la souffrance et la misère provoquée par la domination portugaise. Commune à l'histoire du peuple de Goa (et à ceux de Damão et Diu), c'est l'histoire des peuples de l'Union indienne qui ont les mêmes origines et qui ont souffert aussi longuement de la domination colonialiste.

Le peuple goanais n'ayant pas vécu la même évolution historique que le Portugal, n'étant pas lié par les liens de l'histoire comme prétend le faire croire le salazarisme, caractérisé de plus par l'absence de la nécessaire continuité géographique qui caractérise une unité nationale entre le territoire qu'il habite et le continent portugais [...], il est évident que l'argumentation du pouvoir est absolument insuffisante pour prouver que Goa est le Portugal.

On dit qu'il existe une communauté culturelle, linguistique, de coutumes et de mentalité qui identifie Goa à la nation portugaise. C'est faux ! En premier lieu parce qu'il n'y a pas de communauté mais une simple influence ; en second lieu parce que, même s'il y avait eu une certaine communauté culturelle, linguistique, religieuse, de coutumes et de mentalité, elle ne déterminerait pas en soi l'existence d'une communauté nationale. Le Brésil a vécu une profonde influence culturelle portugaise, parle notre langue, croit dans le même dieu et conserve beaucoup de coutumes et de mentalité portugaises, pourtant personne ne s'aventure à dire que le Brésil est partie intégrante de la nation portugaise ni ne conteste la légitimité de son indépendance. Eh bien ! à Goa, une telle influence profonde n'existe pas »<sup>104</sup>.

Cette citation se passe presque de commentaires. Tout d'abord, tous les ingrédients nécessaires à la définition de la communauté nationale avancés par Staline sont ici repris : une communauté existe si elle est à la fois territorialement, historiquement, culturellement unie<sup>105</sup>. « Ólívio » se base sur l'absence de continuité géographique entre le Portugal et le Brésil pour conclure que ce dernier « n'est [pas] partie intégrante de la nation portugaise » alors qu'il a en commun tout le reste (langue, culture, religion). On voit donc que l'absence d'un des critères normatifs est

<sup>104</sup> « Ólívio », « A tese salazarista sobre Goa », *O Militante*, série III, n° 89, décembre 1956, p. 9 et 10. Voir texte en annexe.

<sup>105</sup> Pour rappel, selon Staline « la nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture ». Joseph STALINE, « Le marxisme et la question nationale », texte de 1913, in Joseph STALINE, *La question nationale et coloniale*, Paris, Editions sociales, 1949, p. 15. On restera surpris toutefois par l'omission, dans la liste établie par Ólívio, de l'aspect économique que Staline, lui, n'oubliait pas. En effet, pour ce dernier, une nation existait s'il y avait « une liaison économique interne, soudant les diverses parties de la nation en un tout unique », *Ibidem*, p. 18.

déterminante (ici, le critère de la continuité territoriale). Staline l'illustre lui-même en écrivant :

« Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie encore point qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! [Les Anglais et les ÉUA n'appartiennent pas à la même nation car] ils ne vivent pas côte à côte mais sur des territoires différents [...Or,] une longue vie en commun est impossible sans un territoire commun »<sup>106</sup>.

C'est donc en observateur fidèle des thèses du chef suprême qu'« Ólívio » mettait en avant l'absence de continuité territoriale, et non par simple opposition à la vision salazariste de l'Empire qui concevait la nation comme une et indivisible du « Minho à Timor » et qui, en 1951, faisait rebaptiser les colonies « Provinces d'outre-mer », afin de les rattacher un peu plus à la métropole.

En août 1955, lors de sa VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA), le PCP avait déjà développé cet argumentaire consistant à distinguer les populations indiennes de la population portugaise et les différentes communautés qui en découlaient. Le rapport qui en sortit s'avère très instructif en la matière. Il revient de la même manière sur cette idée de « nation » mais débute par une formule équivoque :

« Il existe des réalités historiques, raciales et politiques qui ne peuvent être falsifiées. En premier lieu, malgré certaines caractéristiques propres aux peuples goanais, des liens ethniques que les 400 ans de colonialisme portugais n'ont pu détruire le lient à l'Union indienne »<sup>107</sup>.

Là, le parti semble se perdre quelque peu dans les méandres de la définition puisque le même Staline précisait que la communauté nationale « n'est pas de race, ni de tribu. L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Etrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. [...] Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée ». Le PCP en rappelant les « liens ethniques » entre Goanais et Indiens sortait de la doxa stalinienne. Il éprouvait le besoin de légitimer la séparation des Goanais par la possibilité de « rattachement » aux Indiens, leurs frères ethniques. Quand il accepte l'éventuelle décolonisation de l'Inde portugaise au nom du « désir [...] du peuple de Goa », il n'en rappelle pas moins que cette envie le ferait « participer à la vie

<sup>106</sup> *Idem.*

<sup>107</sup> Résumé de l'intervention du camarade João à la VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC, *Pour la paix et pour la négociation à Goa, op. cit.*, fl. 361.

politique et nationale de la grande communauté ethnique dont il fait partie »<sup>108</sup>. À moins que, pour le PCP, le facteur « ethnique » soit un ersatz de « nation historiquement constituée » mais que, stalinien et eurocentré, il hésite à parler de nation pour une cristallisation identitaire qui ne correspond pas à l'orthodoxie stalinienne.

Quoi qu'il en soit, l'extrait de la thèse d'« Olívio » constitue une indéniable rupture avec les textes des années 1954-55 puisqu'il n'y est plus question de maintenir les « traditions progressistes des Portugais » en Orient mais, au contraire, de justifier la séparation des comptoirs indiens. Cela dit, cette appréciation se voit contrebalancée par une autre série d'arguments concomitants développée par le PCP.

Il resterait, de toute façon, à vérifier si, pour le PCP, ces réflexions nouvelles étaient censées s'appliquer également à l'Angola, au Mozambique, au Cap-Vert, à la Guinée, et à São Tomé puisqu'il est difficile d'imaginer à qui les populations de ces territoires pourraient être rattachées...

## **2/ En finir avec une politique antinationale.**

Pour légitimer ses revendications et les aspirations des Goanais, le PCP reprenait un argument devenu classique et récurrent qu'il convient d'observer à part, tant il s'inscrit dans les problématiques déjà largement évoquées et ne fait que les nourrir. Sans surprise, le parti revenait sur l'attitude du gouvernement de Salazar qui, selon lui, allait à l'encontre des intérêts de la nation et à ce titre devait être condamnée :

« Contre l'envoi d'autres soldats en Inde ! Contre les dépenses militaires qui ruinent la nation ! Contre l'aggravation de la crise économique et l'augmentation du chômage ! Pour une solution pacifique des cas de Goa, Damão et Diu ! Pour le retour immédiat des soldats déjà envoyés en Inde ! Pour la liberté des peuples ! Pour la paix ! Pour la démocratie ! »<sup>109</sup>.

Cette série de slogans de fin d'article est éloquente : une fois de plus, comme dans les années 1930 et 1940 mais pour des motifs différents, la politique coloniale

---

<sup>108</sup> *Idem.*

<sup>109</sup> « A política provocadora e agressiva do governo no caso da Índia », *Avante!*, série VI, n° 190, août 1954, p. 2.

de Salazar devait être condamnée non par essence mais parce qu'elle nuisait aux intérêts nationaux. Dans ce leitmotiv du discours du PCP, il faut toutefois noter la présence d'une nouveauté, la mise en relation des guerres coloniales et des dépenses de défense nationale. Le PCP l'utilisa à partir des événements de Goa et n'aura de cesse de la réitérer tout au long des guerres coloniales africaines.

De cette dénonciation de la politique antinationale de Salazar découlait la revendication déjà rencontrée :

« Seul un gouvernement démocratique pourra résoudre le problème colonial [car] seul un gouvernement démocratique qui n'est pas dominé par les intérêts des impérialistes et des fomenteurs de guerre, qui mène une véritable politique nationale, pourra avoir une attitude compréhensive face aux peuples coloniaux et améliorer substantiellement les relations du peuple portugais avec les peuples des colonies. [...] Seul un gouvernement qui est capable de donner l'autonomie aux peuples coloniaux, de leur offrir une aide fraternelle et de leur ouvrir le chemin vers une vie libre pourra résoudre de manière juste et définitive le problème colonial »<sup>110</sup>.

Le PCP paraît englué dans ses vieilles arguties puisque la ligne de conduite fixée par le III<sup>e</sup> Congrès (1943) pèse encore lourdement sur ses écrits de 1954 : il envisage l'octroi d'une autonomie pour les populations coloniales, mais pense attendre qu'elles soient en mesure de l'exercer avant de la leur « concéder » puisqu'à cette date, il écrit encore qu'il faut « leur ouvrir le chemin vers une vie libre ». Le parti appela donc à une solution négociée, revendiqua l'autonomie pour les territoires coloniaux, critiquant une fois de plus, non point le colonialisme portugais, mais la politique coloniale de Salazar, et en aucun cas ne demanda l'indépendance inconditionnelle pour toutes les colonies. Les enjeux restèrent ancrés dans la défense de l'URSS et les rebonds de la guerre froide. Un tract de septembre 1954 adressé aux soldats s'avère un monument en la matière :

« Soldats et marins ! Sergents et officiers ! Fils du peuple en uniforme ! Contre les intérêts supérieurs de la nation et en défense des criminelles ambitions de l'impérialisme US, la camarilla salazariste est disposée à sacrifier la vie de milliers de soldats portugais dans une guerre injuste et cruelle contre le peuple indien. Aucun intérêt n'oppose le peuple portugais aux peuples des colonies portugaises d'Inde. Mais une aspiration commune unit notre peuple aux peuples de Goa, Damão et Diu : vouloir se libérer de l'oppression, du joug et de la tyrannie salazariste et de la domination de l'impérialisme US. Par le Pacte de l'Atlantique, le

---

<sup>110</sup> *Idem.*



territoire du Portugal et des colonies et les forces armées portugaises ont été placées sous le commandement et aux ordres des généraux américains »<sup>111</sup>.

Ce pamphlet résume parfaitement les enjeux abordés précédemment ; indépendamment du devenir des colonies, la question centrale reste la lutte anti-impérialiste assimilée non pas à un combat contre le colonialisme en lui-même mais à la dénonciation de l'impérialisme de « l'Ouest » et à sa contention afin de préserver Moscou. Par ailleurs, l'intérêt de ce tract réside en son appel aux soldats. Selon les principes léninistes, le parti devait développer un travail politique auprès des Forces armées. Au Portugal, les tentatives de contact de l'opposition avec les militaires passèrent essentiellement par les républicains et les *revilharistas*. Cela dit, le PCP avait par le passé connu quelques expériences indépendantes (ORA) et entendait bien les renouveler. Cet appel aux soldats correspond, par conséquent, à la poursuite du travail engagé et préfigure les analyses du parti en 1955-1956 en matière de politique générale. En effet, il allait défendre ces années-là l'idée que le régime perdait peu à peu ses soutiens traditionnels y compris au sein des Forces armées. Ainsi, n'aura-t-il de cesse dans les années suivantes de valoriser l'action des soldats, « victimes » du fascisme, et d'en appeler à leur résistance en les stimulant par le récit de leurs déplorables conditions de vie et celui, plus glorieux, de mutineries comme dans cet article de 1955 :

« S'apercevant du rôle de bourreaux et d'opresseurs qui incombe aux troupes portugaises en Inde, sujets de surcroît à une mauvaise alimentation et aux maladies, les soldats et marins [à Goa] expriment leur mécontentement et se révoltent contre le corps officier fasciste. [...] Les cas graves sont légion au sein des troupes, plusieurs soldats sont morts à cause de maladies et une centaine est victime du scorbut. Ils ont coupé les jambes à un jeune de Poço do Bispo (Lisbonne) et un autre est mort à Goa. [Les soldats] font dire aux familles qu'ils ont faim [...], qu'un kilo de pommes de terre coûte 10 escudos et que chaque olive coûte 3 centimes »<sup>112</sup>.

Le parti relevait de même les problèmes que rencontrait la hiérarchie militaire, et, au-delà, le pouvoir dans les centres nationaux de recrutement :

---

<sup>111</sup> *Soldados e marinheiros ! Sargentos e oficiais ! Filhos do povo fardados !*, tract du PCP aux soldats, 1<sup>er</sup> septembre 1954, 1 p.

<sup>112</sup> « Nem mais um soldado para a Índia ! », *Avante!*, série VI, n° 205, novembre 1955, p. 2.

« À Évora, au 16<sup>e</sup> régiment d'Infanterie, a été faite une invitation à 1 250 soldats, en ordre de parade, pour que ceux disposés à aller en Inde fassent un pas en avant. Eh bien, pas un seul soldat n'a fait un pas en avant »<sup>113</sup>.

Voici, un aperçu de ce que les militants et sympathisants commencèrent à lire régulièrement dans la presse communiste. Le PCP réitérait ses slogans, ses mots d'ordre nationaux-patriotiques formulés dans les années 1930 et 1940, se posait en défenseur des intérêts nationaux, et en proche du peuple portugais et de « ses » soldats. Son discours classiste avait été étouffé depuis longtemps et le tumulte récent des relations internationales du gouvernement portugais offrait une autre légitimité à la permanence de son patriotisme. Il faut citer le communiqué du Secrétariat du CC du parti d'août 1954. Réagissant aux grèves goanaises, il reprenait une rhétorique déjà rencontrée et en appelait à tous les démocrates patriotes :

« Le gouvernement fasciste de Salazar [...] mène une campagne prétendument patriotique mais en réalité elle est seulement chauvine et terroriste. [...] C'est l'intérêt du peuple portugais et le devoir de tous les démocrates sincères de réagir contre cette campagne du gouvernement fasciste et de lutter unis pour que soit adoptée une politique qui simultanément respecte les intérêts des peuples de l'Inde et défende les intérêts du peuple portugais, intérêts qui, loin d'être antagonistes, sont complètement concordants. [...] Les démocrates doivent avoir clairement à l'esprit que ce sont eux, et non les fascistes, les continuateurs des traditions glorieuses du peuple portugais et que seule leur politique, et non celle des fascistes, peut assurer la défense des intérêts légitimes du peuple portugais en Inde. Les découvertes maritimes [...] ont été une contribution décisive au progrès général de l'humanité, dans lequel le peuple portugais trouve un juste motif d'orgueil. Le peuple de l'Inde, comme le peuple du Portugal, est intéressé au maintien et au renforcement des traditions progressistes des Portugais en Orient. [...] Une politique véritablement portugaise et nationale viserait à libérer les colonies portugaises d'Inde du régime fasciste et de l'oppression coloniale, tout en maintenant et en renforçant en Inde les traditions progressistes du peuple portugais. [La politique de Salazar] entraînera la chute des justes positions historico-culturelles des Portugais en Inde »<sup>114</sup>.

Cette volonté de concilier autonomie des colonisés et maintien de la présence portugaise devenue progressiste-démocrate et digne héritière des traditions nationales ne constitue pas une nouveauté. En 1937, le parti avait écrit un article déjà commenté<sup>115</sup> où il affirmait : « Nous aimons le Portugal, nous aimons notre terre si belle qui possède des merveilles naturelles. [...] Nous nous enorgueillissons

---

<sup>113</sup> *Idem.*

<sup>114</sup> *Bases para a solução pacífica da questão de Goa*, communiqué du Secrétariat du CC du PCP, août 1954, 2 p. Souligné par moi.

<sup>115</sup> Voir chap. II, p. 219.

d'appartenir au peuple qui fit les Découvertes, qui eut un infant, Dom Henrique, un Pedro Nunes, un Gil Vicente ». Il ne fait ici que reformuler ses propos anciens. Pourtant, le parti semble embourbé et sa rhétorique se voit confrontée aux dures lois de la réalité. Devant un cas concret, il s'avère nettement plus difficile de satisfaire toutes les parties (colonisés et démocrates métropolitains), toutes les convictions. Victime lui-même d'une propagande impériale qu'il prétendait pourtant dénoncer, le PCP ne se résout pas à critiquer le passé national, il revendique l'héritage sacré, se porte garant de la tradition. Membre du mouvement communiste international, il doit condamner « l'oppression coloniale », mais arrive un moment où il ne peut plus masquer la contradiction de ses deux assertions sans que le discours confine à l'absurde. Comment maintenir les dites « traditions progressistes » et les « justes positions historico-culturelles » des Portugais en libérant les colonies portugaises d'Inde ?

De plus, évoquer les Découvertes est une chose, qualifier par deux fois, de surcroît, les « traditions » portugaises de « progressistes » en est une autre. Le PCP se montre totalement a-critique et omet les exactions commises lors des « Découvertes », de l'implantation portugaise.... Au bout du compte, il n'arrive à concevoir l'existence des revendications goanaises que comme une critique portée à la politique coloniale fasciste et non à la politique coloniale tout court. Se confortant dans l'idée que les contestataires réagissaient aux conditions de la domination, et non à la domination elle-même, il arrivait ainsi à écrire en 1955 :

« Le gouvernement de Salazar a réprimé par la violence toutes les manifestations démocratiques et nationales du peuple goanais et il n'est alors pas surprenant que le mouvement pour les libertés élémentaires se soit transformé rapidement en un ample mouvement de libération nationale »<sup>116</sup> .

On ne constate donc pas, malgré le contexte nouveau, l'abandon des vieux schémas de pensée du parti. Malgré le développement d'une contestation anticoloniale concrète, ses textes témoignent de la persistance de ses positions coloniales-patriotiques.

Pour le PCP, la restitution des comptoirs portugais d'Inde était recevable, non en tant que telle, mais en ce que le maintien des forces salazaristes nuirait au camp

---

<sup>116</sup> Résumé de l'intervention du camarade João à la VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC, *Pour la paix et pour la négociation à Goa, op. cit.*

socialiste et parce que leurs populations s'avéraient culturellement distantes de la population portugaise. Au-delà de la nouvelle prise de position en faveur d'une solution négociée directement induite par l'irruption dans la vie nationale de l'exigence indienne, le parti campait sur un argumentaire ancien et concevait la contestation antiportugaise uniquement dans son caractère antifasciste. Dans le cas éminent de Goa, les contingences nouvelles et un monde en mutation pouvaient modifier quelque peu sa tactique, mais ne parvenaient pas à réorienter en profondeur son approche politique stratégique de la question coloniale.

### **C/ LARMES DE LA THEORIE.**

Les réflexions développées par le PCP lors des congrès de 1943 et 1946 ont indéniablement pesé dans son appréhension de la question coloniale dans les années 1950. S'il fallait choisir et résumer les principaux mots d'ordre hérités de ces analyses et de ces résolutions antérieures, il conviendrait de mettre en avant :

- La reconnaissance du droit à l'autodétermination des colonies
- L'immaturation des peuples coloniaux à jouir d'une éventuelle indépendance
- La décision de créer des noyaux du parti dans les colonies

Dans les chapitres précédents, j'ai eu l'occasion de souligner longuement les limites et les contradictions internes des positions adoptées et défendues par le PCP. Il s'agit maintenant d'étudier ses circonvolutions théoriques dans la tentative de concilier ses héritages politiques et les nouvelles réalités auxquelles il se trouvait confronté. L'étude du cas de Goa a apporté d'utiles enseignements : face à des résolutions inconciliables, le parti maintient les termes de ses assertions quitte à frôler l'absurde. Toutefois, il convient maintenant de mettre en exergue les évolutions discursives du parti quand celui-ci réfléchit à la question coloniale dans son ensemble. L'expérience goanaise a peut-être suscité, avec le recul, quelques réflexions nouvelles et la perspective de la multiplication de luttes de libération a pu accélérer le processus de maturation. Par conséquent, il reste à vérifier cette hypothèse dans les analyses défendues par le parti et dans les objectifs organisationnels qu'il se fixe, de l'après 1949 (candidature de Norton de Matos) à la veille du déclenchement de la lutte armée en Angola.

**1/ En matière coloniale, ni « déviance sectaire » ni « déviance anarcho-libérale », un même héritage.**

Si le contexte international de la décolonisation influença la scène politique nationale portugaise et, par ricochet, les positions du PCP, l'histoire interne du parti intervint également dans les tentatives de définition d'une position en matière coloniale. Les deux déviations, « sectaire » puis « de droite », laissèrent chacune leur empreinte dans les écrits de cette période sur les « provinces d'outre-mer » portugaises. Il apparaît alors judicieux de mener une lecture chronologique des textes afin de saisir les nuances formulées, signes des exigences des temps vécus, puis d'en synthétiser rapidement les évolutions et les constantes.

Jusqu'au V<sup>e</sup> Congrès, tenu en 1957, le PCP reprit, quelle que soit la période, « sectaire » ou de « droite », la plupart des préceptes en matière coloniale défendus jusque-là et continua à assumer l'héritage du rapport d'Álvaro Cunhal au I<sup>e</sup> Congrès de 1943. Pourtant, les accents et les priorités ou les tâches à accomplir différaient quelque peu d'un moment à l'autre. Ainsi, au début des années 1950 et durant le « *desvio sectário* », le parti souhaitait développer l'« unité antifasciste ». Or, elle ne s'étendait, étant donné les choix du moment, qu'au MND et à ses compagnons de route. Il lui fallait par conséquent trouver de nouveaux partenaires. Dès les années 1940, il s'était convaincu qu'ils pouvaient être constitués par les populations coloniales, victimes de l'oppression salazariste. Le début des luttes de libération des peuples opprimés par la colonisation à l'échelle mondiale et les premières manifestations de contestation dans les colonies portugaises elles-mêmes ne firent que conforter le parti dans son hypothèse théorique. Ainsi, les rapports présentés lors de la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC (RA) en décembre 1952 revenaient largement sur la question coloniale. D'ailleurs, le rapport « Matos » (Pedro Soares) sur le « Panorama colonial portugais et les tâches immédiates du parti » précisait d'emblée que :

« La conduite de la lutte des peuples opprimés des colonies portugaises est une tâche importante de notre parti car elle ne touche pas seulement et directement la mobilisation des populations coloniales en défense de leurs intérêts mais elle est également partie intégrante de la lutte de notre peuple contre la gouvernance fasciste, représentant ainsi l'alliance indissoluble entre les peuples

opprimés des colonies et les masses laborieuses de la métropole dans la lutte pour la Démocratie, pour la Paix, pour l'Indépendance nationale »<sup>117</sup>.

Fort d'avoir rappelé « l'indissoluble alliance » des peuples coloniaux et du peuple portugais, s'inscrivant sans détour dans les exigences du moment, « Matos » poursuivait par un descriptif des luttes anticoloniales entreprises dans le monde et une analyse conséquente de la domination impérialiste dans les colonies portugaises, puis spécifiait les tâches à entreprendre. En dehors, de la volonté du parti de porter à la connaissance de tous les « problèmes fondamentaux des travailleurs des colonies », le PCP énumérait les futurs combats à mener outre-mer (pour l'augmentation de salaires, contre les violences, pour l'égalité des droits...) et incluait dans sa longue liste la lutte « pour l'indépendance et l'autonomie des peuples coloniaux quand ceux-ci se montreront désireux de se séparer de la métropole pour s'intégrer à leur territoire d'origine, du moment qu'une telle attitude ne constitue pas un renforcement des manœuvres impérialistes »<sup>118</sup>.

Cette formulation se distinguait de celle de 1943 puisqu'elle n'évoquait plus explicitement la nécessité d'une maturité des peuples coloniaux à gérer leur indépendance. Toutefois, le parti posait encore et toujours une condition : que cette séparation ne serve pas les impérialistes. Par ce bémol, il se montrait à la fois le digne héritier de son histoire et le disciple fidèle des priorités fixées par Moscou. Cela dit, son plus grand cheval de bataille semblait être la recherche de nouveaux alliés puisque dans les résolutions votées lors de cette IV<sup>e</sup> réunion élargie, il insistait dans le point 11 sur le fait que :

« 1/ Le rôle des peuples coloniaux dans la lutte contre l'impérialisme, pour la Paix et pour la Démocratie est chaque fois plus important. La lutte des peuples des colonies contre la politique d'oppression et d'exploitation des salazaristes est une contribution puissante pour le renversement du fascisme et pour la cause de la Paix et de la Démocratie.

2/ Les luttes de masses qui se développent dans certaines colonies portugaises contre la politique impérialiste du gouvernement salazariste rendent évident le mécontentement croissant des peuples des colonies et les rendent les alliés puissants de la lutte contre le fascisme et l'impérialisme »<sup>119</sup>.

<sup>117</sup> « Matos », *O Panorama colonial português e as tarefas imediatas do partido*, rapport à la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC, décembre 1952, p. 1. Tribunal comarcal de Lisboa, quarto juízo criminal, pc. 66/59, Aída da Conceição Paula e Luiza da Conceição Paula, vol. VI, fl. 314.

<sup>118</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>119</sup> *Résolutions de la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC*, eds. Avante!, décembre 1952, 14 p. In Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>ndo</sup> juízo criminal, 1962, caisse 709, vol. XXI, fl. 1112.

La lutte directe contre le colonialisme portugais n'était pas évoquée et la nécessité de la lutte contre l'impérialisme découlait pour le PCP des orientations fixées par Jdanov et de la guerre des « camps ». Concrètement, pour le parti, les actions des populations coloniales devaient rejoindre celles des Portugais dans leur dénonciation de la politique américaine et surtout dans leurs critiques et attaques du régime salazariste mais pas de la colonisation en tant que telle. Logiquement, en décembre 1953, le parti reprit et précisa les termes de cet accord politique virtuel :

« La politique d'oppression et de persécution suivie par le gouvernement à Macao et en Inde fait monter, à juste titre, contre le Portugal la haine des peuples de la Chine et de l'Inde. [...] Seule la lutte des populations indigènes et des européens honnêtes et consciencieux, alliés au Mouvement démocratique national, pourra faire reculer le gouvernement et rendre meilleure et plus sûre la vie des peuples des colonies et du pays »<sup>120</sup>.

Dans cet extrait, le PCP reprenait également et invariablement cette idée que seul un gouvernement démocratique pourrait améliorer le quotidien des populations coloniales, idée héritière des théories de la « colonisation positive » mais aussi modelée par les impératifs posés par l'URSS. Elle fut, comme je l'ai longuement développé, largement exploitée dans le cas concret de Goa.

Dans son projet de programme de mars 1954, le parti énonça des principes en léger « recul » comparativement aux textes de 1952. En effet, il défendait le « droit d'autodétermination pour les peuples coloniaux y compris celui de se séparer du pays, [et l'octroi d'une ] aide fraternelle économique, technique et culturelle aux peuples des colonies portugaises afin de leur offrir rapidement les conditions nécessaires à une vie entièrement indépendante et démocratique »<sup>121</sup>. Ce recul revenait donc à juger implicitement à nouveau, comme dans les années 1940 et en particulier en 1943, les populations coloniales immatures et par conséquent incapables de jouir de leur indépendance. Les contextes historiques changeaient, le discours restait le même. Lors du I<sup>e</sup> Congrès illégal, la présence des armées allemandes aux frontières des Pyrénées justifiait à ses yeux cette crainte de voir tomber les colonies aux mains des fascistes ou des impérialistes étrangers. Avec la guerre froide, le parti évoqua la menace de pénétration des capitaux et militaires

---

<sup>120</sup> « Ramiro », *A Uninade conduz à vitória, agrava-se a situação dos povos colóniais*, rapport au Secrétariat du CC du PCP, décembre 1953, p. 13. ANTT/PIDE, PC 213/61, José Miguel, « O lambana », vol. III, fl. 549.

<sup>121</sup> *Projecto do programa do PCP*, eds Avante!, mars 1954, p. 6. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>nd</sup>o juízo criminal, 1962, caisse 709, vol. XXI, fl. 1123.

américains pour expliquer cette position. Selon lui, fragiles économiquement, politiquement et socialement, les colonies risquaient de se retrouver involontairement sous la mainmise des impérialistes. D'ailleurs, il demandait également dans ce projet de programme :

« l'expulsion du territoire national et des colonies de toutes les missions économiques et militaires des impérialistes américains et anglais [et] la remise à un commandement militaire portugais de toutes les bases militaires aujourd'hui sous la direction des impérialistes et le départ de toutes les troupes américaines et anglaises du territoire national »<sup>122</sup>.

Durant sa période « sectaire », en apparence ancrée à gauche... en métropole, le parti continua, dans l'ensemble, à réaffirmer son anticolonialisme *minimaliste* et ne revendiqua pas le droit à l'indépendance immédiate et sans condition pour les colonies portugaises. Pourtant, la teneur des débats de l'ère jdanoviste semble avoir influencé tout de même le discours anticolonial du parti. En effet, auparavant, les textes du PCP se démarquaient par leur silence sur l'après-indépendance. Au début des années 1950 en revanche, ils envisageaient clairement le futur des colonies. Le parti souhaitait travailler afin de donner l'assurance d'« une vie entièrement indépendante et démocratique » aux colonies libérées. Quelques mois plus tard, en mai 1954, il employa même les grands mots, puisque :

« Notre parti, en tant que parti marxiste-léniniste, défend le principe d'autodétermination des peuples colonisés et soumis, et a toujours défendu en conséquence que l'aide fondamentale du prolétariat portugais et du peuple aux populations des colonies portugaises, où qu'elles se trouvent, doit avoir pour objectif exclusif leur libération du joug colonial et l'extirpation de la vie nationale de ces peuples de toutes les racines du régime colonialiste »<sup>123</sup>.

Si cet avenir radieux promis aux colonisés semblait lointain, la phraséologie employée dans cette première moitié de la décennie retrouvait quelque peu les accents des discours et des préceptes formulés dans les années 1920, en somme une tonalité plus offensive sur la question coloniale. En décembre de la même année, le parti présenta même son autocritique en relevant les carences qui avaient entaché son discours dans le cas de Goa :

---

<sup>122</sup> *Idem.*

<sup>123</sup> Résumé de l'intervention du camarade João à la VI<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC, *Pour la paix et pour la négociation à Goa*, op. cit.. Dans ce rapport, l'auteur cite abondamment une déclaration du parti datant de mai 1954 que nous reprenons ici.



« Certains militants démontrèrent un manque incontestable de perception quant à l'importance de cet événement de la vie nationale qui leur firent voir cet acte comme un parmi d'autres du gouvernement fasciste. [...] Les militants du parti impliqués dans le MND et le Mouvement national de la Paix n'aidèrent en rien la mise en pratique de la juste position définie par ces mouvements. [...] La lutte contre la politique de guerre du fascisme, pour de sincères négociations avec le gouvernement indien, pour l'autodétermination des peuples de Goa, Damão et Diu, pour le retour des soldats, ouvre de nouvelles perspectives à l'action de notre parti et crée les conditions de l'élargissement de l'unité et du renforcement du MND et du Mouvement de la Paix »<sup>124</sup>.

Certes, l'objectif restait la recherche de nouveaux alliés, mais il faut saluer ici, d'une part, la meilleure compréhension du moment politique et historique vécu et, d'autre part, la volonté de s'inscrire dans ces nouvelles orientations et opportunités de luttes. Cette autocritique reste un des derniers textes de la période « offensive » du parti sur la question coloniale. Par la suite, après les réorientations effectuées au nom de la « coexistence pacifique », ses assertions retrouvèrent des contours plus ronds et ses articles et textes de fond se concentrèrent à nouveau sur des événements particuliers, firent le récit de luttes ponctuelles, s'ancrèrent essentiellement dans l'anecdotique, dans la description du quotidien. Si ce travail d'information et de dénonciation correspondait à une tâche traditionnelle du parti, réaffirmée d'ailleurs en 1952 durant la période « sectaire », la différence réside dans le fait qu'à partir des années 1955-56, ces « petites » nouvelles prédominent et éclipsent l'analyse politique du fait colonial et anticolonial.

Même l'article de juin 1955 dans lequel le PCP revenait sur la Conférence de Bandung semble bien pauvre eu égard à l'événement. En effet, cette réunion fondatrice eut dès sa tenue un impact psychologique indéniable que le monde ne pouvait ignorer, et surtout pas le monde communiste. La conférence avait été convoquée à l'initiative des organisateurs du Congrès des peuples de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique tenu en 1948. À cette date, tous ceux refusant la guerre froide et un monde bipolaire divisé entre ÉUA et URSS, désirant créer une « troisième force internationale » et notamment les socialistes et syndicalistes européens favorables à la création d'États-Unis socialistes d'Europe, décidèrent par l'intermédiaire d'un comité d'étude et d'action d'organiser ce fameux congrès des Peuples. Influencés directement par les actions de la Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance

<sup>124</sup> « Matos », « A luta contra a política de guerra e de opressão colonial do fascismo em Goa, Damão e Diu é uma tarefa central do Partido », *O Militante*, série III, n° 78, décembre 1954, p. 2.

nationale créée en 1927<sup>125</sup>, par les débats de la Fédération syndicale mondiale fondée en février 1945 et qui regroupait de nombreux délégués coloniaux et ceux du Congrès panafricain de Manchester d'octobre 1945, les organisateurs rédigèrent une plaquette d'invitation éloquente :

« L'Europe a été la citadelle de l'impérialisme. Depuis près d'un siècle la liberté est refusée à ses dépendances d'Asie et d'Afrique. La responsabilité de ce crime incombe à la vieille classe capitaliste dirigeante, mais les classes ouvrières d'Europe, dont beaucoup ont fait l'expérience de l'occupation et de l'exploitation étrangère pendant et depuis la guerre, souhaitent s'unir aux peuples d'Asie et d'Afrique pour mettre fin à l'impérialisme [...]. Si les peuples de ces trois parties du monde parviennent à unir leurs efforts pour établir des rapports nouveaux économiques et politiques, sur la base de l'égalité, de la liberté et de la coopération, un grand pas sera fait vers la libération humaine »<sup>126</sup>.

Le déroulement et les conséquences du Congrès de 1945 jouèrent favorablement dans la décision de convoquer une autre conférence ; elle se tint à Bandung en 1955. Durant les débats, trois pôles se dégagèrent alors : le pôle neutraliste mené par Nehru, le pôle anticommuniste conduit par le Pakistan, Ceylan et la Turquie et le pôle communiste dirigé par la Chine et le Nord Viêt-Nam. Quels que furent les résultats concrets de cette conférence, les contours d'une nouvelle force, d'un nouveau monde se firent jour. La presse s'évertua à relever les contradictions et les difficultés rencontrées (conflits entre États présents, désaccords quant à l'attitude à adopter face aux deux « camps ») mais les avancées étaient indéniables : « C'était la mort du complexe d'infériorité »<sup>127</sup> des peuples opprimés et apparaissait un nouvel état d'esprit : des États parfois opposés se montrèrent unanimes dans leur condamnation de tous les colonialismes.

La portée psychologique de Bandung ne faisant donc aucun doute, le PCP ne s'y trompa point et rédigea un tract à cet effet : Cette conférence

« aura des effets décisifs dans la lutte libératrice des peuples coloniaux et aura pour nous, Portugais, une importance extraordinaire par les incidences que le problème de la lutte des peuples des colonies portugaises a sur la lutte du peuple portugais lui-même contre le domaine fasciste. Le cas de Goa en constitue la preuve évidente par les répercussions qu'il a déjà eues et aura dans le pays [...] et

<sup>125</sup> Fondée à Bruxelles le 10 février 1927, en présence de cent soixante-quinze délégués dont cent sept provenant de pays coloniaux, en prolongation du Congrès de Bakou de 1920.

<sup>126</sup> *Congrès des Peuples de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique*, Paris 18-22 juin 1948, cité par Pierre CHEVALIER, *Jean Rous, militant du socialisme et de la décolonisation, 1908-1985*, thèse d'histoire sous la direction de Jean Sagnes, Perpignan, 1999, p. 693.

<sup>127</sup> A. CONTE (1965), *Bandung, tournant de l'histoire*, Paris, Laffont, p. 363.

des événements coloniaux, comme, par exemple, le massacre de São Tomé en 1953, auront après la Conférence de Bandung des répercussions très différentes que celles qu'ils eurent alors »<sup>128</sup>.

Le parti semble ici se saisir des « opportunités » historiques ; mais sa réaction reste bien superficielle : point d'analyse plus approfondie des répercussions de cette conférence sur le processus de décolonisation, point de perspectives sur les actions politiques possibles de cette « troisième force ». Il semble alors que cet article s'inscrive dans le simple catalogage que le PCP faisait, à cette époque là, des événements liés à la question coloniale : la décolonisation restait une thématique centrale mais il continuait à l'inscrire dans l'anecdotique, le circonstanciel alors même que les mouvements d'émancipation des colonies avaient rejoint les terrains de la stratégie politique et de la théorisation.

La lecture de la presse communiste ne fait que confirmer ce sentiment premier. En juin 1956, le parti analysa le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Union nationale de Salazar. Il dénonça le travail forcé et l'esclavage dans les colonies portugaises ainsi que l'hypocrisie de la prétendue « civilisation » évoquée à ce congrès ; il attaqua la politique de guerre du gouvernement portugais menée en Afrique avec l'aide, selon lui, des États-Unis et de la Belgique (allusion à la Conférence militaire de Nairobi de 1950, aux manœuvres navales luso-belges...). Certes, il concluait invariablement ses articles par le constat que la contestation grondait et que les jours du colonialisme étaient comptés<sup>129</sup> mais se limitait à de simples descriptions. De même, en août 1956, il parla du quotidien colonial en évoquant les derniers événements de Guinée, la grève des marins de la navigation fluviale, celle des cuisiniers de Bafatá, et conclut au réveil des masses africaines<sup>130</sup> mais il le fit comme il aurait cité une « quelconque » grève de pêcheurs dans un port de la métropole.

C'est sur la base de ces frileuses dispositions que le PCP aborda son V<sup>e</sup> Congrès. Le point sur la question coloniale, présenté par Jaime Serra (Freitas), se démarqua des thèses présentées jusqu'alors. Non seulement il occupa une place centrale lors des travaux du dit Congrès, mais il entérina une réelle rupture avec les discours des vingt dernières années. Certes, les événements de Goa infléchirent les

---

<sup>128</sup> *A conferência de Bandung e as colónias portuguesas*, tract du PCP, juin 1955, 1 p. ANTT/PIDE, Pc 167/54, Georgette de Oliveira Ferreira et Jaime dos Santos Serra, fl. 331.

<sup>129</sup> « O colonialismo tem os dias contados », *Avante!*, série III, n° 214, 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin 1956, p. 1.

<sup>130</sup> « Greves e lutas dos africanos na Guiné e em Angola », *Avante!*, série III, n° 218, août 1956, p. 1.

réflexions du parti mais ils ne sauraient expliquer à eux seuls le changement de 1957.

## **2/ A propos de la « révolution » du V<sup>e</sup> Congrès.**

Le Congrès de 1957 révolutionna la politique du parti sur la question coloniale. Le virage, manifeste avec l'intervention de « Freitas », peut s'expliquer, d'un côté, par les exigences portées par le nouveau contexte du mouvement communiste international après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS de 1956 et, d'un autre côté, par l'existence d'un foyer de pressions politiques favorable à une telle réorientation au Portugal. En effet, la présence, sur laquelle je reviendrai longuement, de militants coloniaux et en particulier africains dans les rangs de l'opposition portugaise mais aussi du PCP joua sur l'adoption de cette nouvelle posture par le parti.

Tout d'abord, il semblerait que suite aux conclusions du Congrès, le parti commanda à un de ses militants, Armando Castro, entré dans l'organisation aux alentours de 1936-37 et formé en droit à l'université de Coimbra, une étude sur le système colonial portugais. Publié en 1962 en Union soviétique sous le pseudonyme de Joaquim Silva, *Le système colonial portugais en Afrique* sortit en 1978 au Portugal. Néanmoins, l'auteur en avait fini la rédaction dès 1959 après un voyage effectué en juin 1958 qui dura 95 jours et le mena en Angola, au Mozambique, à São Tomé e Príncipe et en Guinée. Durant son périple, il ne semble toutefois pas avoir pris contact avec les communistes résidant là-bas. Cela dit, cet épisode prouvait le récent intérêt du parti pour la question coloniale.

La question coloniale était également présente dans de nombreux points du rapport politique central présenté par Júlio Fogaça au Congrès : un point sur « la désagrégation du système colonial », deux autres sur « les monopoles compromettant l'indépendance nationale et fomentant une politique de guerre » et « le problème colonial et les colonialistes portugais », et un dernier sur « la lutte du peuple de Goa ». Enfin, l'intervention de « Freitas » (Jaime Serra) « sur le problème des colonies » secoua les registres établis jusqu'alors : elle revint sur l'héritage du I<sup>e</sup> Congrès revendiqué par le parti et critiqua nettement la colonisation en tant que telle, indépendamment de sa version salazariste.

Cette intervention fut d'ailleurs citée comme l'un des points marquants, la plus grande contribution politique du V<sup>e</sup> Congrès. Le parti des années suivantes admit et reprit les avancées opérées en la matière, même si ce texte s'ancrait dans la période faste de la « déviation de droite » qu'il avait condamnée sur d'autres points par ailleurs. Lúcio Lara observateur/invité angolais au congrès ne soulignait-il pas « l'étonnement et la satisfaction » des trois « délégués » coloniaux présents dans la salle devant une telle intervention<sup>131</sup> ? Il est vrai que « Freitas », citant donc le Congrès de 1943, concluait que les dispositions d'alors limitaient « le développement du mouvement libérateur des peuples des colonies portugaises »<sup>132</sup>. Selon lui, il revenait au V<sup>e</sup> Congrès de « proclamer clairement la reconnaissance inconditionnelle du droit des peuples des colonies portugaises d'Afrique à l'immédiate et complète indépendance »<sup>133</sup>. Le PCP changeait radicalement d'orientation.

L'historien José Neves voit dans l'article de 1955 se référant à la VI<sup>e</sup> réunion élargie du CC (RA) qui réaffirmait que « comme parti marxiste-léniniste [le PCP] défend le principe de l'autodétermination des peuples coloniaux » (*cf. supra*), un premier signe de la résolution du V<sup>e</sup> Congrès<sup>134</sup>. Pourtant, cet article ne faisait qu'énoncer un principe déjà posé maintes fois. En effet, l'évolution théorique du PCP sur la question coloniale échappe à tout tracé linéaire, dépendant plus ou moins directement des contingences imposées par les contextes nationaux et internationaux, des déboires internes du parti et de l'état de ses relations avec le centre du mouvement communiste international. On retrouve alors à différents moments de cette histoire transversale, la réaffirmation de ce principe par le parti. Même si Jaime Serra dit que le rapport de 1957 fut le fruit d'un travail antérieur<sup>135</sup>, il serait aventureux de chercher dans cet article de 1955 une des racines des proclamations de 1957 tant cette démarche risquerait de voiler l'originalité de cette intervention au congrès. Le PCP pour la deuxième fois de son histoire seulement admettait le droit à l'indépendance immédiate des colonies africaines.

La première remontait à 1934 quand, dans *Pontos fundamentais do programa do governo operário e camponês* (Points fondamentaux du programme du

<sup>131</sup> Lúcio Lara, entretien avec l'auteur, Luanda, 5 novembre 2000, enregistré, non confirmé.

<sup>132</sup> « Freitas », *Sobre o problema das colónias*, rapport au V<sup>e</sup> Congrès du PCP, 1957, pp. 8 et 9.

<sup>133</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>134</sup> José NEVES, *Comunismo, Nacionalismo e Colonialismo*, Tese de licenciatura, Lisbonne, ISCTE, 2001, multigr., p. 78.

<sup>135</sup> Jaime Serra, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 26 octobre 1999, enregistré, non confirmé.

gouvernement ouvrier et paysan), il avait appelé à : « la libération immédiate et complète des colonies, l'autodétermination des archipels de Madère et des Açores, avec, y compris, la reconnaissance du droit à se séparer du Portugal »<sup>136</sup>. Cette revendication découlait alors de la tactique « classe contre classe » encore suivie par le parti à ce moment-là.

Jaime Serra expliqua dans son rapport au V<sup>e</sup> Congrès, découpé en quatre chapitres<sup>137</sup>, que des « facteurs d'ordre interne et externe [...] exigent [du] parti la définition de ce problème en termes différents »<sup>138</sup>. L'extension et la consolidation du camp socialiste, les voies de la décolonisation ouvertes par la défaite des pays impérialistes (Allemagne, Italie, Japon), le renforcement du courant anti-impérialiste et anticolonialiste à l'ONU, l'apparition avec la Conférence de Bandung d'un puissant front anticolonial, l'obtention d'indépendances sur le continent africain même, la dénonciation internationale des formes archaïques du colonialisme portugais et l'intensification des révoltes coloniales contre l'exploitation justifiaient une telle révision.

Un autre point de cette intervention révolutionna les écrits du PCP : la condamnation du colonialisme portugais *en général*. En effet, notre lecture des articles antérieurs à 1957 permet de relever la propension du parti à critiquer le colonialisme portugais *dans sa version salazariste* et non dans son essence même. Cette particularité récurrente, y compris au moment de la question goanaise, m'amena à renvoyer les positions du parti à celles des sociaux-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale sur la « colonisation positive » et à celles des républicains portugais et leur « colonisation moderne ». Le texte de 1957 constituait donc indéniablement un élément de rupture avec les thèses précédentes. Jaime Serra n'y expliquait-il pas que « les colonies portugaises sont parmi les plus anciennes du continent africain. Leur occupation date de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, il y a quasiment 500 ans. Le retard des peuples de ces colonies est malgré cela impressionnant »<sup>139</sup>. Après

<sup>136</sup> Pour rappel, le PCP défendit ce droit une troisième fois dans son histoire, en 1925 dans son projet de RSSP, mais il demandait alors l'octroi de l'indépendance immédiate des colonies portugaises pour les seules colonies d'Asie. Sur la position de 1934, voir chap. II, pp. 207-208.

<sup>137</sup> La version écrite de cette intervention se divise en quatre parties : I/ L'Afrique, dernière frontière du colonialisme, II/ La situation des colonies portugaises, III/ Les peuples des colonies aspirent à l'indépendance – Le salazarisme craint et combat cette aspiration et IV/ La position et les tâches de notre parti en relation aux colonies.

<sup>138</sup> « Freitas », *Sobre o problema das colónias*, *op. cit.*, p. 9.

<sup>139</sup> *Ibidem*, p. 3.

avoir donné le nombre d'individus dans chaque territoire et comparé le nombre des « civilisés » à celui des « non civilisés », il concluait que ces chiffres donnaient « une idée peu flatteuse de ce qu'a été l'action civilisatrice des colonialistes portugais durant cinq siècles de domination en Afrique »<sup>140</sup>. Ainsi, ce dirigeant ne parlait plus de « traditions progressistes » des Portugais apportées avec les Découvertes<sup>141</sup> mais s'engageait dans un travail de déconstruction du colonialisme moderne.

L'indubitable rupture opérée par cette intervention peut s'expliquer par le nouveau contexte du mouvement communiste international. Ramiro da Costa insinuait même que ce rapport de « Freitas » fut directement dicté par le mouvement communiste<sup>142</sup>. Il est vrai qu'il s'inscrivait dans les objectifs définis par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et les exigences de la guerre froide. Dans son rapport politique, Júlio Fogaça réitéra quant à lui les analyses développées sur Goa qui consistaient à décrypter les risques de guerre et la menace impérialiste<sup>143</sup> et se basait sur les préceptes du XX<sup>e</sup> Congrès<sup>144</sup>. Jaime Serra démontrait surtout sa volonté de coller à ces préceptes en débutant son intervention par : « La désagrégation du système colonial de l'impérialisme est en cours et la suppression totale de ce honteux système est déjà inscrite à l'ordre du jour comme un des problèmes brûlants de l'actualité, selon la juste définition du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS »<sup>145</sup>.

Au-delà du suivisme politique, la vie interne du parti constitua également un élément déterminant de la redéfinition de son orientation. Ses résolutions s'avéraient en adéquation avec ses analyses antérieures concernant la recherche d'alliés outre-mer pour la lutte antifasciste. Lors de ce congrès, le PCP admit toutefois que les populations coloniales pouvaient mener leur lutte sans que celle-ci soit nécessairement subordonnée à celle du « peuple portugais ». Le salazarisme restait « l'ennemi commun » mais le parti cessait de faire dépendre l'action indépendantiste de l'activité antifasciste. Sans s'attarder sur la délicate question de l'ordre des fronts

<sup>140</sup> *Idem.*

<sup>141</sup> Il écrivait encore en février 1957, dans *Avante!*, qu'il ne fallait pas confondre l'épopée des Découvertes et ce qu'elles représentaient pour le progrès de l'humanité avec la politique coloniale de pillage que suivirent les classes dirigeantes jusqu'à présent. On peut encore lire dans ce commentaire la prégnance du mythe de la « splendeur du Portugal ». « Os colonialistas portuguesas na ONU », *Avante!*, série VI, n° 228, 1<sup>ère</sup> quinzaine février 1957, p. 2.

<sup>142</sup> Ramiro da COSTA, « O XX<sup>o</sup> congresso do PCUS e o PCP », *op. cit.*, p. 11.

<sup>143</sup> « Ramiro », *A situação política actual e a posição do PCP*, rapport politique au V<sup>e</sup> Congrès, 1957, p. 22.

<sup>144</sup> *Ibidem*, p. 4.

<sup>145</sup> « Freitas », *Sobre o problema...*, *op. cit.*, p. 1.

de lutte, Jaime Serra convenait que si « le Portugal était la quatrième puissance colonialiste du monde, [...] les colonies portugaises figuraient au rang de celles où l'organisation d'un puissant mouvement de libération était le plus en retard »<sup>146</sup> et que le PCP devait tout faire pour inverser la tendance, reconnaissant qu'il avait par le passé « sous-estimé »<sup>147</sup> ce terrain de lutte. L'alliance entre forces contestataires (antisalazaristes et anticolonialistes) persistait mais ne visait plus le seul but du renversement du fascisme. Cette révision de l'analyse ou plutôt du mot d'ordre pouvait certes s'expliquer par les dispositions récentes du PCUS mais surtout par une évolution propre au PCP.

La présence de militants coloniaux dans les rangs de l'opposition portugaise détermina en partie cette mutation. Je reviendrai longuement sur les difficultés de ces coloniaux à faire admettre le principe d'auto-organisation aux dirigeants du parti. Les débats entre communistes et Africains révèlent certes la persistance d'une mentalité coloniale au sein de la direction du PCP mais éclaire également sur les exigences de ces nouveaux alliés et les efforts qu'ils demandèrent à cette organisation.

Cela dit, si les déclarations et les résolutions de ce V<sup>e</sup> Congrès révolutionnèrent quelque peu le discours colonial du parti et si elles servirent de référence en la matière tout au long des guerres coloniales, le PCP n'hésita pas à les mettre en sourdine au moment des élections de 1958. En effet, il soutint Humberto Delgado, colonialiste avéré. La priorité donnée à la stratégie d'unité antifasciste faisait fi des redéfinitions du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS sur le renouveau des relations internationales et des belles réflexions anticoloniales. Le parti avait lutté contre cette candidature, mais en mai 1958 se résolut à l'appuyer malgré tout. Pourtant, dans sa proclamation d'avril, le général affirmait que :

« Dans la communauté des territoires portugais d'en deçà et d'au-delà des mers, le Portugal exhibe une impressionnante carence de politique d'ensemble, de coordination économique articulée et en conformité avec la réelle contribution que chaque province peut donner à la prospérité et à l'intégration nationales »<sup>148</sup>.

<sup>146</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>147</sup> *Idem*.

<sup>148</sup> *Proclamação do general Humberto Delgado, candidato à presidência da República*, brochure de propagande, avril 1958, p. 12. FMS, dossier 2587-11.



Il ajoutait que devaient être défendus « ces fondements et d'autres de nature politique, morale et spirituelle sans lesquels il n'est pas possible de structurer solidement une unité nationale des territoires portugais »<sup>149</sup>.

Certes, l'appui du parti donné à ce candidat se fit dans des circonstances très particulières. L'on ne saurait déceimment insister, comme pour la candidature de Norton de Matos en 1949, sur les compromissions du PCP tant les conditions de son ralliement à Humberto Delgado ne lui permirent pas de négocier sur ses bases (*cf. supra*). Il convient donc de se rapporter plutôt aux propos soutenus en la matière par le candidat proposé par le parti aux élections présidentielles, Arlindo Vicente. Dans son manifeste de mai 1958, « Aux Portugais », il déclarait :

« Quelles sont les tâches fondamentales qui s'imposent au gouvernement ? [...] La modification de l'actuelle politique d'outre-mer, par l'organisation de son travail et par la coordination des secteurs économiques de la métropole et des diverses parcelles du territoire d'outre-mer sur des bases égalitaires dans le but de renforcer les liens communs d'amitié et de coopération »<sup>150</sup>.

On le voit, le discours public de l'opposition de gauche, qui était soutenue par les communistes, différait de celui interne au parti. D'un point de vue revendicatif, il s'avérait nettement en deçà des proclamations faites au V<sup>e</sup> Congrès. L'idée que les masses n'étaient pas prêtes à entendre des revendications clairement anticoloniales justifiait en partie cette réserve comme la résistance de certains militants de gauche et mêmes de certains compagnons de route. Le PCP avait opté pour des résolutions radicales ; mais son attitude lors de ces élections de 1958 contrebalança ses déclarations.

Si le V<sup>e</sup> Congrès bouleversa quelque peu la politique coloniale du PCP, il convient de le situer dans l'histoire du mouvement communiste pour en percevoir la réelle dimension. Dans les années 1940, les positions du parti portugais rejoignaient sur le fond celles du PCF, autre parti d'une grande puissance coloniale : l'immaturité des colonies africaines les ferait tomber aux mains des impérialistes. Elles s'en démarquaient toutefois par la volonté affichée de créer des noyaux du PCP dans les colonies et non des Fronts uniques<sup>151</sup>. Dans les années 1950, ces deux PC occidentaux furent confrontés à la réalité de la lutte anticoloniale par les

---

<sup>149</sup> *Idem.*

<sup>150</sup> *Aos Portugueses*, manifeste du candidat de l'opposition à la présidence de la République, Arlindo Vicente, Lisbonne, mai 1958, p. 9. FMS, dossier 2582-08.

<sup>151</sup> Voir chap. III, pp. 342-343.

manifestations en faveur de l'émancipation survenues dans « leur » Empire respectif. Le PCP se retrouvait confronté au cas de Goa et, au même moment, le PCF au déclenchement le 1<sup>er</sup> novembre 1954 de la révolution algérienne.

Inspiré par le discours de Maurice Thorez de 1939, le parti français avait défendu jusqu'en 1957-58, que la nation algérienne était une « nation en formation ». Ce texte de 1939 servait au PCF de document fondateur, comme le PCP utilisa celui d'Álvaro Cunhal de 1943. Dans les années 1954-56, le PCF n'eut de cesse de réclamer des négociations pour la paix et l'établissement d'une « véritable Union française »<sup>152</sup> car : « ainsi et ainsi seulement, pourront être déjoués les plans de certains de nos alliés atlantiques qui aspirent à imposer leur domination en Afrique du Nord, et bénéficient de l'appui de milieux colonialistes français, ne reculant nullement devant le séparatisme pour conserver leur position privilégiée »<sup>153</sup>. Cette Union devait mener vers une décolonisation que ces premières années de guerre d'Algérie inscrivaient dans un très proche avenir. Ainsi, lors d'une réunion du CC, le 15 février 1957, Maurice Thorez expliqua que : « En accord avec l'histoire, avec la vie qui se développe et qui avance », « la nation algérienne en formation » était devenue une nation déjà « constituée »<sup>154</sup>. Le PCF opérait un net virage sur la question. Il l'entérina lors de son XIV<sup>e</sup> Congrès, qui se tint au Havre du 18 au 21 juillet 1957, et abandonna en conséquence le terme d'Union française. Il ouvrit la porte à d'autres propos et permit que le parti admit le droit à l'autodétermination pour ce peuple algérien récemment reconnu.

Le « tournant » pris par le PCF en 1957 est alors à rapprocher des proclamations nouvelles du PCP de la même année. D'ailleurs, tous deux concluaient que les anciennes analyses étaient historiquement dépassées (« nation

<sup>152</sup> Au sortir de la guerre, la I<sup>e</sup> constituante française tenta de s'inspirer des principes de Brazzaville pour que les Africains « s'administrent eux-mêmes ». Aussi, elle admit une représentation africaine à l'Assemblée et elle rédigea un projet « d'Union Française ». Celle-ci naquit alors dans le cadre de la Constitution nationale votée par référendum le 13 octobre 1946. Symbolisée par une nouvelle terminologie (le terme d'Empire français disparaît, les colonies les plus anciennes deviennent des DOM et les autres des TOM), cherchant à exprimer un nouveau climat dont le préambule du texte témoigne (« l'Union est fondée sur l'égalité des droits et des devoirs »), cette Union perdura jusqu'en 1956. Le PCF en appuya tout d'abord le principe. Puis, il la critiqua rapidement et demanda à ce que s'établisse une « véritable Union française ». Son discours n'était pas sans rappeler celui de certains socialistes des années 1920 qui avaient réclaté une véritable colonisation, la fameuse « colonisation positive ».

<sup>153</sup> Jacques Duclos, discours sur l'investiture du gouvernement de Guy Mollet à l'Assemblée Nationale, 31 janvier 1956. In Jacob MONETA, *Le PCF et la question nationale, 1920-65*, Paris, Maspero, 1971, p. 214.

<sup>154</sup> Maurice Thorez, 15 février 1957. *Ibidem*, p. 219.

en formation » pour le PCF et « immaturité » des populations coloniales pour le PCP). Ils ne procédaient pas à une autocritique mais convenaient simplement que, avec le temps, « avec la vie », les choses évoluaient et que les PC se devaient de les accompagner. Tous deux s'inscrivaient tant bien que mal dans l'ère ouverte par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. L'évolution du PCP correspondait à une manifestation des temps nouveaux.

Cependant, l'attitude « publique » du parti resta identique à celle des années pré-congrès ; sa presse relatait les divers événements ayant trait aux colonies et cantonnait les enjeux de la décolonisation dans une version anecdotique. Ainsi, il évoquait les difficultés des représentants de l'État Nouveau rencontrées à l'ONU<sup>155</sup>, la répression dont étaient victimes les Africains<sup>156</sup>, dénonçait la politique coloniale de Salazar<sup>157</sup> ....

Pour savoir jusqu'où la question coloniale était devenue cette question prioritaire avancée dans les discours « internes », il reste à interroger les pratiques du PCP. Car si ses analyses accompagnaient les évolutions internationales et notamment les redéfinitions politiques formulées par Moscou, en revanche, ses positions quant à l'organisation de la contestation dans les colonies même allaient trancher radicalement avec les préceptes du mouvement communiste en la matière.

### **3/ La mise en place de PC coloniaux.**

Pour mémoire, si un PC observait les consignes de Staline sur la question coloniale, il détenait de solides arguments pour justifier la création soit de partis communistes dans les territoires dominés soit de Fronts nationaux uniques. L'analyse de la nature des bourgeoisies nationales (c'est-à-dire les bourgeoisies de chaque colonie) inspirait le choix à opérer. Selon ces théories, le PCF choisit ainsi d'appuyer et de créer en Afrique les GEC (Groupes d'études communistes), nés pour certains, au départ, de l'activisme spontané de quelques militants locaux. En effet, selon le parti français et selon Moscou, la bourgeoisie sur ce continent ne s'était pas

---

<sup>155</sup> « Os colonialistas portuguesas na ONU », *Avante!*, *op. cit.*, p. 2.

<sup>156</sup> « É inevitável a libertação dos povos coloniais », *Avante!*, série VI, n° 283, 1<sup>ère</sup> quinzaine de novembre 1959, p. 2.

<sup>157</sup> « Não são províncias ultramarinas, são colónias ! Os colonialistas portuguesas em maus lençois... », *Avante!*, série VI, n° 284, 2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre 1959, p. 1.

encore scindée en aile révolutionnaire et aile modérée ; la lutte à mener passait alors par l'action de ces fameux Fronts. Dans les années 1940, le PCP se démarqua de ces instructions puisque ce qu'il se proposa de créer n'était ni des Fronts uniques, ni des partis communistes locaux, mais des noyaux du parti portugais lui-même dans les colonies d'Afrique. Pour ce faire, il alla jusqu'à envoyer des dirigeants superviser ce travail. Dans les années 1950, il tira le bilan de ces activités et persista dans cette voie « hérétique ». Ses options contredisaient d'autant plus les consignes soviétiques que ces dernières sollicitaient à ce moment précis l'appui des communistes du monde entier à la nouvelle génération de mouvements de libération.

Pourtant, dans le rapport de Júlio Fogaça à la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC (RA) en décembre 1952, le PCP proposait :

« Le travail du parti dans les colonies présente deux problèmes de base dont la solution s'avère pour l'instant difficile : la direction effective et les cadres indigènes expérimentés au travail d'organisation des communistes dans les colonies manquent d'une direction réellement agissante et suivie, jouissant d'une certaine autonomie, ce qui impliquerait une maturation politique que nous n'avons pas encore été capables de créer malgré ce qui se fit de très positif en la matière. [...] Le parti doit être vigilant pour découvrir et combattre avec énergie toutes les manifestations chauvines, d'origine impérialiste, [d'une part] de ces cadres qui, à mots couverts, défendent la discrimination raciale ou qui cherchent à justifier la tutelle politique de la bourgeoisie nationale et internationale sur les peuples coloniaux, qui pensent que l'organisation du parti dans les colonies portugaises doit, elle aussi, prendre un aspect impérialiste, en ne promouvant pas audacieusement les cadres indigènes noirs vers les organismes de direction et en les maintenant indéfiniment dans des postes subalternes, [d'autre part] de ces éléments qui pensent que les organisations démocratiques des colonies doivent indéfiniment se maintenir dépendantes des organisations similaires du pays. [...] Il ne s'est fait rien d'autre jusqu'à présent que de transplanter mécaniquement vers les colonies tout d'abord le MUD et son programme puis le MND, au lieu de chercher à créer un mouvement ample d'unité avec des objectifs propres »<sup>158</sup>.

Certes, le parti n'appelait pas ici clairement à la formation de noyaux du PCP dans les colonies ni même à la création de PC autonomes. S'il prônait l'émancipation des formations politiques existantes de la tutelle, avant tout symbolique, des organisations de la métropole, il ne demandait ni la dissolution des cercles communistes coloniaux ni la création de Fronts nationaux. Il collait aux dispositions moscovites en souhaitant créer « un mouvement ample d'unité », formulation au demeurant relativement floue, mais il n'excluait pas, loin de là, la création de PC dans les colonies. La responsabilité de l'échec d'alors constaté revenait selon lui au

<sup>158</sup> « Ramiro », *Relatório ao CC, IV<sup>e</sup> reunião élargie*, décembre 1952. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>ndo</sup> juízo criminal, 1962, caisse 709, vol. XXI, fl. 1114.

« chauvinisme » des militants métropolitains des colonies. On se souvient, en effet, des commentaires des démocrates Blancs du Mozambique à propos de la question du chemin de fer de Beira et leur glorification de la colonisation portugaise<sup>159</sup>. Cependant, rien n'indique qu'un débat sur la question de l'admission d'Africains dans ces organisations d'outre-mer ait existé au sein de ces groupes d'opposition portugais comme il eut lieu dans les GEC. Toutefois, la nature et les activités passées de l'OCM, du MUD du Mozambique et des noyaux communistes d'Angola confirmaient que la promotion des « cadres indigènes » laissait à désirer. De ce point de vue, le bilan tiré par le parti correspondait à la réalité du terrain.

Dans trois des résolutions de sa IV<sup>e</sup> RA, le parti allait alors adopter des dispositions en adéquation avec ces critiques et préciser ses orientations en matière d'organisation, quitte à s'opposer aux directives soviétiques :

« 3/ Le parti doit faire un effort dans le but d'assurer au travail partisan dans les colonies portugaises une direction efficiente et stable.

4/ La formation de cadres indigènes du parti est fondamentale pour la mobilisation des masses et pour créer dans les colonies un mouvement aux racines propres et aux objectifs bien définis.

5/ Il est du devoir du parti envers les peuples coloniaux opprimés par le capitalisme portugais d'aider les organisations communistes et les organisations démocratiques des colonies à renforcer leur travail et à créer les conditions d'une vie propre et indépendante »<sup>160</sup>.

Le parti semblait baliser le chemin à parcourir pour accéder à ce « mouvement ample d'unité » qui s'assimilerait aux Fronts uniques : soutenir et développer les cercles communistes et démocrates existants. Pourtant, il énonçait par ailleurs que le but visé consistait à ce que ces derniers puissent, « liés aux masses africaines, se forger en partis communistes autonomes »<sup>161</sup>. Cette position s'opposait aux directives du mouvement communiste international puisque, selon celles-ci, l'auto-organisation des communistes n'était viable et pertinente que dans les territoires dépendants où la bourgeoisie nationale était inféodée aux impérialistes étrangers. Les tâches d'organisation du PCP non seulement allaient donc à l'encontre des dispositions soviétiques mais restaient de surcroît teintées de paternalisme. En effet, à l'image de l'état général de leur colonie, les militants africains devaient se révéler quelque peu

<sup>159</sup> Voir chap. III, p. 353.

<sup>160</sup> *Resoluções da IV<sup>e</sup> RA do CC*, eds Avante!, décembre 1952, 14 p. In Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>nd</sup>o juízo criminal, 1962, caisse 709, vol. XXI, fl. 1112.

<sup>161</sup> *Idem*.

« immatures » puisqu'ils ne pouvaient se prévaloir de posséder un mouvement autonome, « aux racines propres » (point 4) et devraient travailler d'arrache-pied aux côtés des communistes pour s'émanciper d'un appareil métropolitain. Cela dit, peut-être se retrouvent ici les accents de la période de la « déviation sectaire ». L'heure n'étant pas à imaginer une quelconque alliance avec des « sociaux-traitres », constituer un Front national unique pouvait apparaître contre-nature au PCP de ces années-là. Promouvoir ou aider les noyaux communistes des colonies permettait d'éviter une unité dévoyée et correspondait, de plus, aux positions déjà défendues jusque-là.

Toutefois, ces tâches spécifiques allaient inévitablement subir les effets du contexte international et surtout des changements d'orientation internes du parti des années 1956-57. Ainsi, en mai 1957, un responsable du parti faisait la remarque suivante :

« Ayant eu l'occasion de prendre connaissance de façon détaillée de l'expérience du PCF [en matière coloniale], je suis arrivé à la conclusion que nous nous sommes caractérisés par des formes de travail sectaires dans notre activité dans les colonies. Depuis le commencement de notre action, nous avons donné à l'activité du parti un contenu et des formes d'organisation empruntées à celle du pays. Nous avons créé des organisations communistes et dans les résolutions de la IV<sup>e</sup> réunion élargie nous avons établi comme tâche immédiate la création de PC dans les colonies. Il est clair qu'une telle résolution est restée lettre morte, mais il n'en est pas moins clair qu'elle traduisait exactement le sectarisme qui nous animait dans d'autres aspects de notre action. [A *contrario*, le PCF, lui,] se lança dans la création de larges organisations de masses, que les communistes ont intégrées et où ils ne mènent même pas un travail de fraction. [...] Dans nos colonies, l'existence d'organisations légales peut et doit être le pivot d'une large activité de masses. Tel est le cas de l'Association africaine du Mozambique et d'Angola et du Centre des Noirs du Mozambique. [...] Temporairement, je crois que nous pouvons envisager l'existence de deux types d'activité parallèles : celle des masses travailleuses africaines et celle des secteurs de la population blanche. Ce qui ne veut pas dire que dans le futur, nous ne créions pas les conditions de contact et d'aide mutuelle pour une coordination des efforts, ni que nous mettions de côté l'aide que les camarades blancs peuvent apporter au mouvement des masses coloniales »<sup>162</sup>.

Il s'agissait par conséquent de remettre le parti dans le droit chemin et de travailler à la création d'organisations de masse africaines. Je reviendrai longuement

<sup>162</sup> Dans son texte, ce responsable faisait remarquer que la IV<sup>e</sup> RA avait adopté le principe de « création immédiate de PC dans les colonies ». Si dans les résolutions consultées une telle formule n'apparaît pas, rien ne dit qu'elle ne figure pas dans d'autres. « H. », *Algumas considerações sobre o trabalho do partido nas colónias*, 23 mai 1957, 4 p. « H. » correspond peut-être à l'abréviation de Henrique, pseudonyme de António Dias Lourenço. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>ndo</sup> juízo criminal, 1962, caisse 712, vol. XVI, fl. 853.

sur la situation politique des colonies et sur ces tâches antérieures restées soi-disant « lettre morte » (*cf. infra*) ; mais quelques questions, nées des imprécisions du PCP, méritent d'ores et déjà d'être posées : qui devait animer l'activité des masses travailleuses africaines alors même que le parti concluait quelques années plus tôt à l'inexpérience des cadres indigènes ? Comment le parti pensait-il entrer en contact avec les associations légales ? Quel type d'organisation politique prévoyait-il pour les secteurs de la population blanche ?

Le parti revenait sur l'histoire de la création de groupes communistes dans les colonies et expliquait cette erreur passée par son sectarisme d'alors. Ne disait-il pas lui-même qu'il s'était « caractérisé par des formes de travail sectaires dans [l']activité dans les colonies » ? Pourtant, ce retournement et ces « bonnes » résolutions ne s'inspiraient pas des analyses politiques soviétiques ni même de l'expérience du PCF. En effet, si tel avait été le cas, le PCP n'envisagerait pas séparément l'activité des secteurs blancs des colonies de celles des coloniaux, même temporairement, et ne limiterait pas l'action des opposants aux seules organisations légales existantes. Ces nouvelles dispositions témoignaient de la volonté des dirigeants communistes de s'emparer de la question des structures militantes coloniales après avoir révisé celle de la lutte antifasciste, mais ne correspondaient pas à une réflexion innovante ni même à une assimilation fidèle des préceptes soviétiques. Elles devaient d'ailleurs disparaître lors du V<sup>e</sup> Congrès (sept. 1957). Jaime Serra concluait, en effet, son intervention par un appel à :

« l'ample divulgation dans les colonies de cette position du parti [sur l'indépendance immédiate et sans condition] et un effort organique de tout notre parti pour aider à la formation, le plus rapidement possible, de partis communistes autonomes dans les colonies »<sup>163</sup>.

Il expliquait également que la formation de ces partis, de direction et de base indigène, était « la condition fondamentale au succès ultérieur de tout le mouvement libérateur des peuples des colonies portugaises »<sup>164</sup>. Ces dispositions s'avéraient décidément bien étranges par rapport à l'autocritique antérieure et aux consignes internationales. D'ailleurs, après la reprise des voyages internationaux décidée lors du V<sup>e</sup> Congrès, un dirigeant témoigna en 1961 des critiques formulées à l'encontre du parti sur cette question :

---

<sup>163</sup> « Freitas », *Sobre o problema...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>164</sup> *Idem.*

« Ce problème, comme l'ensemble du problème colonial a été abordé en détail avec G.... Je leur ai dit que, bien que notre parti n'ait pas fait une rectification publique quant à l'orientation du V<sup>e</sup> Congrès qui mettait comme tâche principale la création de PC dans les colonies portugaises, en pratique nous ne nous étions pas engagés sur cette voie »<sup>165</sup>.

Il restera bien entendu à voir quelle fut la pratique développée par le PCP dans les colonies mais il s'agit d'ores et déjà de tenter de comprendre les raisons de son obstination. En effet, quand le paternalisme et l'influence du nationalisme impérial se font sentir dans les rangs de l'organisation, de telles positions hérétiques du parti étonnent moins. Le PCP avait longtemps considéré les groupes militants des colonies comme des excroissances des organisations métropolitaines ; mais dans les années 1950, avec l'autocritique et les réorientations du V<sup>e</sup> Congrès, la lecture s'avère plus compliquée. Peut-être les conditions particulières de militantisme du parti jouent-elles sur l'atypisme de ses résolutions. En effet, étant un des rares partis communistes occidentaux clandestins, il a déjà éprouvé quelques difficultés à fixer sa ligne politique. Ses dissensions internes avaient touché notamment la question des centres d'intervention viables : organisations légales, semi-légales ou clandestines. Par ailleurs, le parti s'était trouvé rapidement confronté à un jeu complexe d'alliances ; qu'il s'agisse d'accords ou d'appuis électoraux ou de la création de mouvements d'unité, il dut régler la question de ses liens avec l'opposition conservatrice. La nécessité d'un parti communiste autonome en métropole ne faisait pas l'ombre d'un doute mais son positionnement au sein du « mouvement ample d'unité » ou au sein des « organisations légales, [...] pivot d'une large activité de masses » donna lieu à de vifs débats tout au long de la période étudiée. Aussi, l'hypothèse selon laquelle les incertitudes chroniques du PC de la métropole quant aux modalités d'action à adopter pouvaient déteindre sur le choix de structures militantes dans les colonies revêt-elle une certaine pertinence. De plus, les manifestations de paternalisme dans les textes du parti relatifs à la question coloniale peuvent également expliquer les errements du PCP en la matière.

<sup>165</sup> « H. », *Lettre du 30 juillet 1961 – informations sur l'outre-mer*. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>hdo</sup> juízo criminal, 1962, caisse 704, vol. VI, fl. 453. J'ai suggéré à propos d'un texte précédemment étudié et signé « H. », datant de 1957, que cette initiale pouvait correspondre à celle de « Henrique », pseudonyme de António Dias Lourenço. Or, en 1961, selon le témoignage de Rui Perdigão, ce dirigeant se trouvait à Prague, alimentant un peu plus cette hypothèse. Rui PERDIGÃO, « Testemunho sobre a Rádio Portugal Livre », *Estudos sobre o comunismo* (Lisbonne), n° 1, sept-déc. 1983, p. 40. En revanche, aucun élément ne permet d'identifier « G », l'interlocuteur du dirigeant portugais.



Dans les années 1950, le PCP tente indéniablement de mettre la question coloniale au cœur de ses préoccupations et de la vie politique portugaise. Les différentes périodes qu'il traverse marquent de leur empreinte les résolutions en la matière. Durant sa « déviation sectaire », le parti revient à une rhétorique plus offensive, retrouvant quelques accents typiques des années 1920 ; durant la « déviation de droite », il entreprend surtout de réviser les tâches organisationnelles à accomplir dans les colonies. Pourtant, à tout moment, les grandes lignes de son orientation se montrent les dignes héritières du texte fondateur d'Álvaro Cunhal de 1943. Il faut alors attendre le Congrès de 1957 pour voir s'opérer une petite révolution interne : le parti y reconnaît pour la deuxième fois de son histoire le droit à l'indépendance immédiate et sans condition des colonies portugaises d'Afrique. Le contexte international du mouvement communiste mais aussi l'émergence du bloc des « non-alignés » avec la Conférence de Bandung de 1955, la victoire des communistes indochinois en 1954, le commencement de la guerre d'Algérie en 1954 ont joué indéniablement un rôle dans ce virage. La présence de militants coloniaux dans les rangs de l'opposition portugaise allait également pousser le PCP à accélérer son évolution.

### **CONCLUSION.**

Le monde de l'après-guerre est celui de vives accélérations, de nombreuses ruptures et de thématiques nouvelles. De la charte de l'ONU aux premières indépendances en passant par les conférences des peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique, les métropoles doivent rendre des comptes. Le Portugal se voit dans l'obligation de maquiller sa propagande impériale et de masquer l'archaïsme de son Empire. Pour ce faire, il procède à la révision des textes fondateurs en matière coloniale en 1945 mais surtout en 1951. Pensant échapper ainsi à la contestation anticoloniale, il se trouve toutefois directement confronté à diverses alertes, dont la principale est celle de Goa. Toute la scène politique portugaise est d'ailleurs dominée par ce conflit.

Ce nouveau contexte prend le PCP au piège de ses propres contradictions. Malgré l'insertion du réel dans sa vie politique et du terrain concret de la lutte dans ses débats théoriques, il maintient ses positions anciennes et tente de concilier des héritages hétéroclites. Il juxtapose le droit des peuples à la séparation, que lui

réclame son identité « marxiste-léniniste », et les mérites de la tradition portugaise outre-mer qu'il vante sans même formuler une critique du processus colonial, démontrant ainsi son attachement à la culture nationale et impériale. Il adopte le même ton sur la question coloniale dans son ensemble puis, comme le PCF, évolue peu à peu, dans la seconde moitié des années 1950, poussé par les exigences des militants africains résidant au Portugal et par les contingences du mouvement communiste international.

### **III/ Le parti à l'épreuve du terrain.**

*Nous étions les gens d'outre-mer et les  
Portugais les métropolitains, même si le mot  
« outre-mer » signifie simplement de l'autre  
côté de la mer.*

Pepetela

Il ne s'agit pas, dans le cadre d'un travail sur l'histoire du PCP, de faire l'étude des mouvements d'émancipation des colonies portugaises, ni même du militantisme anticolonial dans la métropole salazariste. L'objectif est de donner un aperçu de la « maturité politique », pour reprendre un vocable du parti, des jeunes coloniaux dans les années 1950 et de l'influence qu'ils exercèrent sur les membres du PCP en métropole par des actions/pressions qui prirent diverses formes : matérielles, par l'impulsion de débats, par la rédaction de revendications spécifiques, par des ruptures franches... et finalement mentales par leur seule présence active, l'expression de leurs nouveaux désirs, leur propre créativité.

Ainsi, ces « meilleurs alliés » ne venaient pas simplement gonfler les rangs d'un parti en difficulté, d'un mouvement unitaire dépouillé de nombre de ses composantes ; ils existaient à part entière et, surgissant dans cette décennie charnière pour les peuples dominés, leurs actions, leurs idées allaient marquer les esprits. António Dias Lourenço ne reconnaît-il pas lui-même que « les formations coloniales au Portugal comme la CEI eurent de fait une grande influence, principalement au sein du MUD *Juvenil* »<sup>166</sup> ?

---

<sup>166</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 4 juillet 2000, non enregistré, non confirmé.

De même dans les colonies, si le PCP tenta d'organiser ses réseaux selon les dispositions votées lors des réunions élargies de son CC ou de son V<sup>e</sup> Congrès, la réalité du terrain poussa ses militants à s'adapter. Ainsi, en Angola, seul territoire où l'on dénote une action organisée des communistes portugais d'outre-mer, ces individus, par les relations qu'ils entretenaient avec les autres opposants angolais, infléchirent quelque peu le travail entrepris. Ils se détachèrent des directives du PCP de métropole pour se rapprocher, en fait, de celles de Moscou afin de mettre en place, non plus un PC autonome, mais un mouvement de « libération nationale ».

Il s'agit alors d'étudier les différents « rafistolages » opérés par le PCP, commandés par l'épreuve du terrain, tout d'abord en métropole puis dans les colonies mêmes.

#### **A/ PREMICES DE LA LUTTE ANTICOLONIALE EN METROPOLE.**

Dès 1944, les étudiants, portugais et coloniaux, des colonies portugaises venus suivre leurs cursus en métropole disposèrent d'une structure d'accueil à Lisbonne : la *Casa dos estudantes do Império* (CEI). Allant à l'encontre de ce que le régime attendait d'eux, beaucoup soutinrent les listes du MUD et rejoignirent les rangs de l'opposition démocratique. De ce noyau hétérogène de jeunes coloniaux émergea rapidement une conscience anticoloniale et naquirent les premières manifestations contre la domination portugaise outre-mer.

Il peut sembler inopportun d'envisager l'histoire de cette contestation selon une division géographique, en métropole (puis en Europe) et dans les colonies, tant les liens entre les coloniaux venus en Europe et ceux restés au pays s'avèrent étroits et réguliers. De nombreux témoignages rendent compte de ces échanges privilégiés, comme ceux de Mário de Andrade<sup>167</sup> ou ceux rassemblés en 1997 dans un numéro spécial de *Mensagem*<sup>168</sup>. La publication par Lúcio Lara de sa correspondance<sup>169</sup> confirme cette réalité. Pourtant, cette recherche étant centrée sur la question de la rencontre du PCP avec ces nouveaux militants et de l'adaptation du

---

<sup>167</sup> Mário Pinto de ANDRADE, *Uma entrevista dada a Michel Laban*, Lisbonne, João Sá da Costa, publié en 1997, 207 p. et Mário de ANDRADE, « Entretiens avec Christine Messiant (1982) », *op. cit.*

<sup>168</sup> Associação Casa dos estudantes do Império, *Mensagem, número especial*, Lisbonne, éd. de l'auteur, 1997, 251 p.

<sup>169</sup> Lúcio LARA, *Um amplo movimento, Itinerário do MPLA através de documentos e anotações de Lúcio Lara*, vol. I, de la naissance du mouvement à février 1961, Luanda, éd. de l'auteur, 1998, 553 p.

parti à ce « public » particulier, cette ligne de rupture géographique apparaît nécessaire.

### **1/ Auto-organisation des jeunes coloniaux : des prémices associatifs au mouvement anticolonial.**

Avec la création de la CEI en 1944, les jeunes coloniaux arrivés en métropole se rencontrèrent, se regroupèrent et partagèrent leurs réflexions. Dans son témoignage, Mário Pinto de Andrade décrit méticuleusement les hasards des rencontres, les relations naissantes, rendant compte de cette atmosphère nouvelle lisboète, ambiance corroborée et revisitée par le romancier angolais Pepetela dans *A Geração da utopia* (la Génération de l'utopie). Peu à peu, les personnes venues de toutes les colonies entrèrent en contact ; des cercles émergèrent où se croisaient nombre de ces jeunes qu'ils fussent militants ou simples exilés et dont les noms allaient rester dans l'ombre ou occuper le haut du pavé. On pense notamment aux Bissau-Guinéens Vasco Cabral, qui a été Premier ministre de la jeune Guinée indépendante, et Amílcar Cabral<sup>170</sup>, aux Angolais Mário Pinto de Andrade, Agostinho Neto et Lúcio Lara, aux Santoméens Francisco José Tenreiro et ceux de la famille Espírito Santo, aux Mozambicains Marcelino dos Santos et Noémia de Sousa, au Goanais Orlando da Costa<sup>171</sup>... Plus tard, à partir de 1954, d'autres jeunes arrivèrent au Portugal : João Vieira Lopes, Carlos Pestana (Pepetela), Edmundo Rocha, Tomás Medeiros, Paulo Jorge, Gentil Viana... Ils constituèrent alors une génération que l'on désigne par « nouvelle vague ». Leur orientation se démarqua de la génération précédente ou « génération Cabral ». En effet, beaucoup d'anciens avaient rejoint les rangs du PCP ou du MUD *Juvenil* alors que les nouveaux, dans l'ensemble, rejetèrent d'emblée une intégration au sein des organisations portugaises<sup>172</sup> et s'investirent plutôt dans le militantisme dit nationaliste, s'éloignant

---

<sup>170</sup> Amílcar Cabral naît à Bafatá (deuxième ville de Guinée Bissau) en 1924 mais part vivre au Cap-Vert en 1929 avec ses parents, originaires tous les deux de l'archipel. Il fit alors plusieurs allées et venues avant de partir étudier à l'Institut Supérieur d'Agronomie de Lisbonne.

<sup>171</sup> Né à Lourenço Marques, Mozambique.

<sup>172</sup> Selon le témoignage de Edmundo Rocha qui dit avoir été l'un des rares de cette nouvelle génération à intégrer le MUD *Juvenil*. In Edmundo ROCHA, « A CEI nos anos de fogo », *Mensagem*, op. cit., p. 104.

des formes d'action politique traditionnelles, rompant ainsi matériellement avec les cercles communistes.

La génération de 1944-1954 créa peu à peu un groupe de pensée, « forma une conscience collective »<sup>173</sup>. Le réseau qu'elle mit en place s'articula autour de trois pôles : la CEI, le Centre d'études africaines (CEA) créé en 1951 et, plus tard, le Club maritime africain créé en 1954<sup>174</sup>. Deux courants se distinguèrent alors : celui proche du PCP (grâce à la prépondérance du parti et du MUD *Juvenil* sur la scène politique portugaise) et celui proche de Césaire et Senghor ou « courant de la négritude ». En effet, si ces étudiants désiraient approfondir leurs analyses politiques, améliorer leur formation théorique, connaître les rouages de la clandestinité, peu de possibilités s'offraient à eux : soit ils suivaient le « mouvement américain » et la littérature noire à travers *Présence africaine*, soit ils adhéraient aux groupes de l'opposition démocratique portugaise. Agostinho Neto, Vasco Cabral, Lúcio Lara entrèrent au PCP tandis que Mário de Andrade, Francisco Tenreiro et Amílcar Cabral investirent plus le CEA.

Ce dernier se réunit pour la première fois en octobre 1951<sup>175</sup>. Il se proposait d'approfondir, voire de découvrir, les connaissances relatives à l'Afrique et basa sa réflexion sur six axes de recherche. Leurs dénominations, bien que la terminologie évolua avec le temps, témoignent bien des objectifs choisis par le centre : « La Terre et l'Homme, Socio-économie africaine, La Pensée noire, Les Problèmes de l'Outre-mer portugais et du reste de l'Afrique noire, Le Noir dans le monde et Problèmes centraux pour le progrès du monde noir ». Le CEA tint ses séances à un rythme hebdomadaire. Tous les étudiants militants de cette époque, y compris ceux liés au PCP intervinrent lors de ses sessions de travail sur des thèmes liés aux axes pré-définis. Le centre entreprit également d'apparaître à l'extérieur du groupe en organisant, par exemple, des conférences à la CEI puisqu'il disposait là d'un public intéressé et potentiellement acquis. Par ailleurs, des membres du CEA écrivaient régulièrement dans la revue de la CEI, *Mensagem*. Ils réussirent à éditer comme production propre du CEA *O Caderno de poesia negra de expressão portuguesa* (le

<sup>173</sup> Mário Pinto de ANDRADE, *Uma entrevista dada a Michel Laban...*, *op. cit.*, p. 69.

<sup>174</sup> Le Club maritime est fondé le 13 décembre 1954 par Humberto Machado (né en 1927 à Luanda) et frère de Ilídio Machado, l'un des fondateurs du PC angolais. ANTT/PIDE, Pc 2668/54, Clube Marítimo africano e Liga nacional africana, fl. 547.

<sup>175</sup> La première manifestation de la volonté de créer un CEA passa par la tentative de prise de contrôle de la *Casa de África*, vieille organisation légale dominée par un dénommé Castro (?). Voir Mário de ANDRADE, « Entretiens avec Christine Messiant (1982) », *op. cit.*, p. 193.

Cahier de la poésie noire d'expression portugaise). Ils recevaient régulièrement *Présence africaine* par l'intermédiaire du Brésilien Fernando Mourão et quelques livres en provenance des États-Unis ou du Brésil, introduits au Portugal par les marins africains comme l'incontournable João António (Zito) Van-Dúnem qu'on allait retrouver au Club maritime. Ils réussirent ainsi à lire les intellectuels africains francophones Césaire, Fanon et Senghor, l'hispanophone Nicolas Guillén ou encore les anglophones Langston Hughes et Richard Wright. À l'intérieur même de ce centre, un cercle plus politique se mit en place, dépassant ce travail d'exploration de l'Afrique, de connaissance de soi pour se pencher alors sur l'idée d'autonomie, d'indépendance<sup>176</sup>. Il assumait la perspective d'une rupture totale avec le colonisateur, discours absolument révolutionnaire.

Le massacre de Batepá en février 1953 à São Tomé e Príncipe eut des répercussions directes sur le CEA puisque la PIDE, à partir de 1954, commença à s'intéresser aux activités du groupe. Elle en connaissait certains membres, de surcroît pour « activités subversives ». Tel était le cas de Mário Pinto de Andrade, Marcelino dos Santos, Orlando da Costa et d'autres, arrêtés pour avoir déposé une gerbe de fleurs le 11 novembre 1950 au monument aux morts de la Grande Guerre, action organisée par le MUD *Juvenil*<sup>177</sup>. Également dans le collimateur, Amílcar Cabral, qui avait signé en mars 1952 un tract réclamant la sortie du Portugal de l'OTAN<sup>178</sup>. La surveillance de la PIDE rendit difficiles les réunions du CEA ; les départs d'Amílcar Cabral en septembre 1952 pour la Guinée, puis de Mário Pinto de Andrade en juillet 1954 pour Paris, finirent par ébranler ses activités. Il se réunit une dernière fois en avril 1954<sup>179</sup>. Par la suite, l'activité des étudiants coloniaux (soit en 1955, après

<sup>176</sup> Ce groupe réunissait Humberto Machado, Agostinho Neto, Amílcar Cabral, Mário Pinto de Andrade... Francisco Tenreiro, cofondateur du CEA, ne participait pas à ce cercle, non qu'il fût en désaccord avec ses principales orientations, mais parce que les jeunes militants avaient jugé préférable de l'en exclure. En effet, ces derniers souhaitaient lui épargner des activités que la clandestinité rendait périlleuses car cet homme incarnait pour eux un « homme de science, [...] établi avec une famille ». ANTT/PIDE, Pc 2668/54, Clube Marítimo africano e Liga nacional africana, fl. p. 81.

<sup>177</sup> ANTT/PIDE, Pc 281/50, Mário Pinto de Andrade.

<sup>178</sup> ANTT/PIDE, Pc 1915-50/SR, Amílcar Lopes Cabral.

<sup>179</sup> Date avancée par Mário Pinto de Andrade dans son entretien avec M. Laban, mais contredite par les recherches de Edmundo Rocha qui a trouvé une convocation à une réunion du centre adressée à Arlindo Espírito Santo datée du 10 oct. 1954. In Edmundo ROCHA, *Angola*, Lisbonne, éd. de l'auteur, 2003, p. 91.

l'arrivée de la « nouvelle vague », une vingtaine de personnes<sup>180</sup>) se tourna plus vers le Club maritime et la CEI.

Les statuts du Club maritime datent légalement de 1954 (cf. note 172), même si la structure existait au préalable. Les nombreux Africains travaillant au Portugal dans les *Companhias nacional e colonial de navegação* (C<sup>ies</sup> nationale et coloniale de navigation) l'avaient mis en place. Les propos de Humberto Machado peuvent inciter à penser que les étudiants auraient « infiltré » le Club. En effet, alors qu'il n'avait rien d'un marin, il dit être rentré au Club en 1952 sur les sollicitations de l'Angolais Francisco de Barros Jack qui désirait animer plus activement cette structure. Il se retrouva ainsi signataire avec Raul Francisco Caterça de la demande d'officialisation du dit Club<sup>181</sup>. L'idée consistait à développer les activités récréatives et culturelles ; les étudiants dispensaient ainsi des cours d'alphabétisation, des conférences, organisaient des bals le samedi et y assistaient. La plupart des membres du CEA passèrent et travaillèrent au Club, comme ils fréquentèrent la CEI. Leur implication découlerait de leur volonté de toucher et sensibiliser, en tant qu'intellectuels, les travailleurs africains, principalement des marins et des employés domestiques<sup>182</sup>. Cette volonté fit même écrire récemment à l'ancien membre de la CEI et du MUD *Juvenil*, Edmundo Rocha, que « le Club fut l'inédit « soviétique » africain incrusté en terres lusitaniennes »<sup>183</sup>.

Grâce aux activités de cet organisme, les Africains de Lisbonne cessaient un peu d'être marginalisés socialement. Les cercles africains protestants à travers Pedro Sobrinho et Pedro Filipe participaient également à ce mouvement, et les coloniaux de la capitale tissaient les liens d'une communauté africaine réunie<sup>184</sup>. Parmi les étudiants, Lúcio Lara, Amílcar Cabral, Agostinho Neto, António et Alda Espírito Santo, Costa Campo, Luís Barreto, Noémia de Sousa et d'autres s'investirent dans la vie du Club et, parmi les marins, Francisco Jack, Zito et Manuel

<sup>180</sup> Tomás de Medeiros, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 6 juillet 2000, non enregistré, non confirmé.

<sup>181</sup> ANTT/PIDE, Pc 2668/54, Clube Marítimo africano e Liga nacional africana, fl. 122.

<sup>182</sup> Selon le témoignage de Tomás Medeiros à Dalila Mateus. In Dalila Cabrita MATEUS, *A luta pela independência, a formação das elites fundadoras da Frelimo, MPLA e PAIGC*, Lisbonne, Inquérito, 1999, p. 77.

<sup>183</sup> Edmundo ROCHA, *Angola, op. cit.*, p. 79.

<sup>184</sup> Notons, toutefois, que dans son témoignage Tomás Medeiros souligne que les étudiants protestants disposaient de leur propre foyer et ne fréquentaient ainsi que très peu la CEI et les autres pôles de rencontre. Tomás MEDEIROS, « Prolegómenos a uma história (verdadeira) da CEI », *Mensagem, op. cit.*, p. 38.

Van-Dunem, Florentino Silva, Francisco Zara, João Pataca da Costa, Manuel Soares Gomes et d'autres<sup>185</sup>. Pendant cinq ans, les activités fleurirent, permettant que se crée ce lien nouveau et facilitant les contacts entre ces militants de Lisbonne et les groupes anticolonialistes de Bissau et Luanda, les marins servant très souvent de « facteurs » entre ces différentes destinations. Cette tâche revenait en particulier à António Rodrigues, Zito Van-Dúnem et Manuel Soares Gomes<sup>186</sup>.

Le CEA et le Club maritime concentrèrent par conséquent les activités des militants coloniaux présents à Lisbonne et si le CEA s'éteignit en 1954, le Club, lui, perdura en l'état jusqu'en 1959, pour vivoter par la suite. Néanmoins, le pôle principal des activités des militants africains resta la CEI, par la multiplicité des rencontres qu'elle permettait. De l'avis de nombreux protagonistes, c'est dès 1944 que la CEI représenta un lieu d'expression, de liberté, de convivialité inégalé, le lieu de « l'unité d'une diversité de valeurs originelles, où s'affirmèrent et se développèrent des différences culturelles dans une perspective et une possibilité communes »<sup>187</sup>. Elle permit le lien entre la première vague ou « génération Cabral » et la « nouvelle vague ». Ses différents services organisèrent de nombreuses activités, offrirent de multiples ressources comme la cantine, le foyer, la bibliothèque et le poste médical.

Dans les premières années, la Casa accueillit essentiellement des Africains blancs mais entre 1954 et 1961 leur proportion diminua progressivement<sup>188</sup>. À ses débuts donc, les étudiants « déchirent » la *Mocidade portuguesa* en appuyant les listes du MUD et en accompagnant la campagne de Norton de Matos. Ceux originaires d'Inde allèrent même jusqu'à refuser de répudier publiquement les déclarations de Nehru de 1951 comme le pouvoir le leur demandait. Les directions des Casas, élues par leurs membres, accueillirent sans surprise des Africains aux noms déjà cités : Agostinho Neto, qui fut secrétaire de la CEI de Coimbra (délégation) en 1949, Marcelino dos Santos, qui fut secrétaire de la section du Mozambique en 1950/51, Lúcio Lara, qui assura la présidence de la délégation de

<sup>185</sup> ANTT/PIDE, Pc 2668/54, Clube Marítimo Africano e Liga nacional africana. Voir également, Edmundo ROCHA, *O Clube Marítimo Africano*, Lisbonne, éd. Musée de la République et de la Résistance, 1998, p. 16.

<sup>186</sup> Noms cités par Lúcio Lara. In, Lúcio LARA, *Um amplo movimento...*, op. cit., note 3, p. 22.

<sup>187</sup> António FARIA, *A Casa dos Estudantes do Império*, Lisbonne, éd. Mairie de Lisbonne, 1995, p. 12.

<sup>188</sup> Edmundo ROCHA, « A CEI nos anos de fogo », *Mensagem*, op. cit., p. 105.



Coimbra en 1952, Amílcar Cabral, qui occupa le poste de vice-président de la CEI en 1951/52...<sup>189</sup>.

Cette première génération de militants coloniaux milita essentiellement au côté de l'opposition portugaise dans sa lutte contre le fascisme. Certains connurent d'ailleurs prisons et sévices salazaristes comme Agostinho Neto et Graça Tavares, d'autres furent contraints à l'exil comme Marcelino dos Santos ou Mário de Andrade et plus tard Lúcio Lara et Eduardo dos Santos. Edmundo Rocha, de la « nouvelle vague », distingue quatre groupes parmi les habitués de la CEI : ceux qui profitaient simplement des infrastructures offertes par la Casa, les littérateurs (Fernando Mourão, Carlos Ervedosa, Tomás Medeiros...) et ceux plus politiques, soit marxisants (menés par les trois frères Bernardino, David, José puis Luís) soit « nationalistes progressistes »<sup>190</sup>. En 1957, les étudiants de la CEI purent à nouveau élire la direction (de 1952 à 1957, le gouvernement avait nommé une commission administrative) qui prit, avec Fernando Vaz, un ton ouvertement antifasciste et anticolonialiste. À la fin des années 1950, la Casa comptabilisait alors près de six cents adhérents et sa cantine servait environ deux cents repas par jour<sup>191</sup>. Cette dernière période favorisa la création du MAC (Mouvement anticolonial) en 1957<sup>192</sup>, lequel regroupa les militants originaires des diverses colonies portugaises d'Afrique<sup>193</sup>.

À sa fondation, le MAC regroupa une trentaine de personnes toutes générations confondues. Il entretenait des contacts avec Bissau et Luanda ainsi qu'avec les groupes en exil en France et en Allemagne. Il disposait de deux cercles, un à l'extérieur (en exil) avec Marcelino dos Santos, Mário de Andrade, Aquino de Bragança, Viriato da Cruz, Lúcio Lara, Hugo Menezes et un au Portugal composé des membres de la « nouvelle vague » (Iko Carreira, Edmundo Rocha, João Viera

<sup>189</sup> À propos des directions de la CEI et des interruptions de sa gestion autonome par le pouvoir, voir António FARIA, *Linha estreita da liberdade, a CEI*, Lisbonne, Colibri, 1997, pp. 41 et 42.

<sup>190</sup> Edmundo ROCHA, « A CEI nos anos de fogo », *op. cit.*, p. 104.

<sup>191</sup> Cláudia CASTELO, « CEI (1944-1956) : uma síntese histórica », *Mensagem, op. cit.*, p. 25.

<sup>192</sup> Selon Lúcio Lara un premier mouvement autonome était toutefois apparu en 1954 : le Mouvement Démocratique des Colonies Portugaises. In Lúcio LARA, *op. cit.*, p. 34.

<sup>193</sup> Cet éclairage particulier de la CEI, lieu de rencontres transcoloniales, ne saurait faire oublier les tensions qui purent régner entre ses membres. Rémy Lucas relève ainsi, d'une part, que Manuel Lima battit en brèche l'idée qu'il y existât une vie harmonieuse et, d'autre part, que Pepetela décrivit l'importance de la colonie d'origine et de la couleur des étudiants dans l'établissement de relations sociales au sein de la Casa. Rémy LUCAS (1997), « La CEI : un îlot culturel africain dans la tourmente de la Dictature », *Culture et régimes autoritaires dans les pays de langues romanes*, Actes du colloque organisé par l'équipe ERILAR, Rennes 2, avril 1997, pp. 28 et 29.

Lopes, Carlos Pestana, Tomás Medeiros) et des anciens (Amílcar Cabral, Agostinho Neto, Jacob Menezes, Noémia de Sousa, Eduardo dos Santos). Pourtant, l'exil ou le départ de nombreux de la « génération cabral » mit un coup de frein à ses activités. S'il acquit une dimension internationale à la Conférence panafricaine de Tunis de 1960<sup>194</sup> par l'action de son « cercle extérieur », au Portugal son existence reste somme toute relativement éphémère (1957-59). Cela dit, son *Manifeste*, élaboré en 1957 et dont la version finale fut rédigée entre 1957 et 1959 par Mário de Andrade et Amílcar Cabral, circula à partir du premier janvier 1960 et marqua les esprits<sup>195</sup>. Reprenant les principes énoncés à Bandung, il passait tout d'abord en revue les différentes luttes menées contre le colonialisme. Après un historique et une analyse de la colonisation portugaise, de la répression menée contre les « nationalistes » africains, ses auteurs exposaient les droits des peuples africains et les axes de lutte. Ils critiquaient également la position traditionnelle de l'opposition portugaise et du PCP en particulier, se détachant clairement de leurs « anciens alliés » et envisageaient le recours aux actes violents, si besoin en était, pour gagner leur indépendance<sup>196</sup>. Ainsi écrivaient-ils :

« Le salazarisme, variante portugaise du fascisme, n'est pas notre ennemi principal. Le salazarisme est un instrument virulent, mais naturellement transitoire, du vieil et odieux colonialisme portugais. Les colonialistes portugais et l'exploitation coloniale sont concrètement et assurément à la base de la formation et du renforcement d'un salazarisme de trente années de triste histoire »<sup>197</sup>.

La CEI qui constituait un vivier de recrues potentielles pour ces militants du MAC dérangeait le pouvoir. Aussi, celui-ci tenta-t-il de briser ce foyer de contestation. L'occasion lui en fut donnée par la publication en 1960 d'un manifeste (attribué à la CEI de Coimbra), *Message au peuple portugais*, qui soutenait les critiques faites au Portugal à l'ONU et demandait, entre autres, la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Le pouvoir y répondit en nommant autoritairement une nouvelle

<sup>194</sup> II<sup>e</sup> Conférence panafricaine tenue en janvier 1960. La I<sup>e</sup> datait de décembre 1958 et s'était déroulée à Accra. Lancée par Nkrumah et Bourguiba, celle-ci entendait dégager le continent africain de la tutelle égyptienne par laquelle le président Nasser menait le flambeau de la lutte du Tiers-monde et se poser en réponse à la Conférence de Berlin. Connue pour son slogan : « l'Afrique aux Africains », elle eut néanmoins peu de retentissement international. En effet, dans l'ensemble, les leaders du Tiers-monde ne firent pas le déplacement.

<sup>195</sup> Pour des précisions sur l'histoire du MAC, voir Julião Soares SOUSA, « Os movimentos unitarios antocolonialistas (1954-1960) », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do século XX* (Coimbra), n° 3, 2003, pp. 323-349.

<sup>196</sup> MAC, *Manifeste*, 1<sup>er</sup> janvier 1960, 28 p. FMS, dossier 4334-004.

<sup>197</sup> *Ibidem*, p. 18.

commission administrative. Cette décision, ajoutée à la « fuite des cent », c'est-à-dire à la fuite clandestine massive de nombreux étudiants coloniaux du Portugal en 1961, mit fin aux années chaudes de la CEI, qui cependant perdura statutairement jusqu'en 1965, date à laquelle elle fut définitivement fermée par la PIDE. Elle avait été le théâtre des premières manifestations politiques des colonisés, de la découverte de soi à l'engagement anticolonial et, par conséquent, le foyer d'une contestation nouvelle qui ne pouvait laisser le PCP indifférent.

## **2/ Le MUD Juvenil face à ses militants coloniaux.**

La « génération Cabral » adhéra sans hésitation aux organisations unitaires de l'opposition portugaise : au Mouvement pour la Paix ou au MUD *Juvenil*. Certains rejoignirent même les rangs du PCP. L'étude des relations qui naquirent entre ces militants venus des colonies et les communistes portugais est alors riche d'enseignements. Si le MUD *Juvenil* ne se composait pas exclusivement de membres du parti, leur présence y était toutefois prépondérante et à ce titre il convient de se pencher sur les débats tenus en son sein.

Avec l'adhésion de jeunes africains, le MUD *Juvenil* aborda rapidement la question coloniale sous une forme différente, centré sur l'Afrique. Il ne s'agissait plus d'énoncer de vieux principes sur le droit à l'autonomie, mais de mener des analyses de fond sur la nature des conditions de vie des populations coloniales dans une démarche nouvelle renvoyant quelque peu aux orientations élaborées par le CEA. Ainsi, en 1951, un jeune adhérent africain se chargea de présenter à l'organe directeur du MUD *Juvenil* une note d'information sur la situation de la jeunesse en Angola et au Mozambique. Le rapporteur faisait le point sur l'état économique et social des colonies dénonçant le recours au travail obligatoire, les bas salaires, les mauvais traitements et les écoles-missions. Il décrivait également « la séparation raciale » puis dressait un historique du MUD *Juvenil* du Mozambique<sup>198</sup>. Ces préoccupations nouvelles étaient le signe de l'activité des jeunes coloniaux et de la « pression » soutenue qu'ils exerçaient sur leurs camarades portugais.

---

<sup>198</sup> *A situação da juventude em Angola e Moçambique e a actuação do MUD Juvenil*, information présentée à la Commission centrale du MUD *Juvenil*, mars 1951, 4 p. FMS, dossier 2969-05, fl. 3.

La Commission centrale du MUD *Juvenil* réagit en octobre 1953 à une lettre que ces jeunes lui avaient adressée. Cette réponse s'avère particulièrement intéressante car elle permet de retracer les enjeux des débats internes de l'époque. En effet, dans leur courrier, les jeunes coloniaux exposaient, en onze points, les principales thèses qui leur permettaient de formuler leurs revendications phares et le mode d'organisation qu'ils entendaient mettre en place pour les faire aboutir. Ils affirmaient, par conséquent, le droit des territoires dominés par le colonialisme portugais à l'indépendance nationale et posaient cet objectif comme la condition *sine qua non* de l'amélioration des conditions de vie des populations coloniales. Dans les résolutions adoptées, celles qui traitaient des formes d'organisation ne laissaient pas place au doute quant au désir d'auto-organisation des auteurs de la lettre :

« V/ En ce qui concerne les jeunes africains ou asiatiques qui résident au Portugal, qu'ils soient étudiants, fonctionnaires ou travailleurs, nous pensons qu'ils doivent s'organiser de manière à avoir comme centre principal d'attention les problèmes concernant leurs propres pays, donc l'on cherchera à réaliser dès que possible une organisation dont la base sera nationale.

VI/ Etant donné le nombre et la conscience des jeunes asiatiques et africains se trouvant au Portugal, nous pensons que, en ce moment précis, il est d'ores et déjà possible de les organiser au sein de groupes d'intérêts existants ou à venir. L'on cherchera à les y rassembler dans le plus grand nombre possible, nommément au sein de : la CEI, Le Club maritime africain, le groupe sportif d'outre-mer et le CEA »<sup>199</sup>.

Ils reconnaissaient, par ailleurs, la justesse de la lutte démocratique au Portugal et la nécessaire « collaboration entre colonisés et éléments progressistes de la classe colonisatrice ».

Ces propos témoignaient d'une maturité politique indéniable : après l'analyse de la spécificité de la domination dont ils étaient victimes, les militants coloniaux vivant au Portugal proposaient l'auto-organisation. Ils ne reniaient pas leurs engagements passés et souhaitaient rester aux côtés de l'opposition démocratique et, en particulier, dans les rangs du MUD *Juvenil*. Ils désiraient simplement militer au sein de cellules spécifiques formées sur la base de cette appartenance commune : la « classe » des colonisés. Pourtant, la Commission centrale du MUD *Juvenil* dans sa

<sup>199</sup> « Teses dos jovens coloniais », qui date nécessairement d'avant octobre 1953, cité dans *A caminho para a unidade efectiva e fraternal dos jovens portugueses e das juventudes das colónias portuguesas*, Lettre aux jeunes coloniaux de la Commission centrale du MUD *Juvenil*, Lisbonne, octobre 1953, p. 4. Voir texte en annexe.

réponse exprima clairement son désaccord avec ces thèses et notamment avec les points V et VI.

Tout d'abord, la direction du mouvement revint sur le point II où les jeunes coloniaux séparaient les populations des colonies en deux groupes : « les colons portugais, agents du colonialisme, et la population colonisée ». La Commission centrale expliqua qu'une telle division ne prenait pas en compte la réalité coloniale puisque « l'ensemble « colons portugais » n'était absolument pas un ensemble homogène, avec des intérêts identiques qui s'opposent linéairement à ceux des populations indigènes »<sup>200</sup>.

Le PCP et le MUD *Juvenil* pouvaient arguer du fait que vivaient dans les « provinces d'outre-mer » des colons partisans de la démocratie au Portugal et de l'amélioration des conditions de vie des populations coloniales, voire de l'indépendance quelques années plus tard ; bref qu'ils n'étaient pas tous des « agents du colonialisme ». Plus en mesure que les « colons » de prendre en compte la spécificité des rapports sociaux de domination induits par la situation coloniale et de se pencher sur le rôle de tous les Blancs, même démocrates, dans la reproduction du système colonial, les dirigeants auteurs de la réponse du MUD *Juvenil* évacuaient cependant cet aspect de la question. Cantonnés à l'analyse politique théorique du colonialisme, ils restaient aveugles face à la spécificité de la société coloniale ; par exemple, ils sous-estimaient l'importance de la couleur de peau dans les fondements de la hiérarchie sociale ou l'existence de privilèges pour les Blancs des colonies qu'ils fussent progressistes, démocrates ou autres.

Dès lors, incapables de resituer les propos des jeunes coloniaux dans ce contexte, ils ne pouvaient ou ne voulaient comprendre toute la teneur de la distinction que les expéditeurs de la lettre établissaient dans le point II et en discuter sur des bases claires ; le débat était biaisé.

Ensuite, la Commission centrale revint sur la thèse IV (sur l'indépendance, condition *sine qua non* de l'amélioration des conditions de vie des populations colonisées). Elle souligna que l'instauration d'un régime démocratique au Portugal participerait également de cette amélioration. Elle expliqua, par ailleurs, que le combat pour la démocratie et celui pour l'indépendance devaient être menés en parallèle. En conséquence, elle conseilla aux jeunes coloniaux de ne pas concentrer

---

<sup>200</sup> *Ibidem*, p. 3.

tous leurs efforts dans la seule lutte en faveur de l'indépendance et de s'impliquer également dans la défense de revendications immédiates. La Commission prit une position claire quant aux priorités de lutte. Cette question de la hiérarchie des fronts s'était constamment avérée sensible, de la création de l'IC au rapport Jdanov. Pour la Commission centrale du MUD *Juvenil* :

« La lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance est simultanée à celle du peuple portugais pour la libération du joug anglais et américain et seul un régime démocratique au Portugal permettra au peuple portugais d'aider fraternellement les peuples coloniaux dans leur développement »<sup>201</sup>.

Les membres de cette commission évitaient ici de se prononcer directement sur la question de la hiérarchie des fronts, mais la formulation qu'ils utilisèrent était tendancieuse. En effet, d'une part, en se référant à la « domination impérialiste » anglaise et américaine, ils rapprochaient, une fois de plus, leur situation de celle des populations coloniales niant ainsi la spécificité de la revendication de celles-ci. D'autre part, le propos renvoyait une nouvelle fois à l'image de peuples coloniaux en voie de développement et qui avaient donc besoin d'être aidés ; est-ce à dire qu'ils n'étaient pas prêts pour l'indépendance et que « seul un régime démocratique » pourrait les y conduire ? Enfin, la Commission se prononça sur le désir d'autonomisation des militants coloniaux au sein du MUD *Juvenil*. Sa position fut sans appel : « D'une façon générale, les conditions actuellement existantes ne nous paraissent pas compatibles avec l'organisation d'un mouvement propre »<sup>202</sup>.

Même si elle se disait prête à œuvrer dans le sens de la création des fameuses conditions nécessaires à l'émergence d'un mouvement autonome, la question n'était pas à l'ordre du jour en octobre 1953. De plus, pour clore le débat, elle rajouta qu'elle s'opposait au point IV (organisation à base nationale) car il revenait, selon elle, aux jeunes des colonies (résidant là-bas), et à eux seuls, de se prononcer sur cette question. Défendant cela, elle n'était pas en contradiction avec les dispositions de la IV<sup>e</sup> réunion élargie (RA) du CC du PCP sur la création d'organisations et de PC autonomes par colonie. Cependant, elle ne les approfondissait point puisqu'elle refusait ce droit à ses adhérents coloniaux de métropole, témoignant du caractère exclusivement stratégique de ces dispositions, détachées alors de toute analyse politique de fond. Elle ne prenait absolument pas

<sup>201</sup> *Ibidem*, p. 4.

<sup>202</sup> *Ibidem*, p. 5.

en compte les évolutions politiques et identitaires en cours au sein de la communauté coloniale, en particulier africaine, présente au Portugal. Les récents événements de Goa ne l'incitait pas plus à admettre l'existence d'un mouvement autonome goanais.

Vasco Cabral témoigne de l'existence d'une commission du MUD *Juvenil* dans la CEI, sur le modèle des cellules, composée de Amílcar Cabral, Marcelino dos Santos, Mário de Andrade, Guilherme Espírito Santo et de lui-même. Elle aurait visé à « coordonner et orienter l'activité à développer auprès des adhérents de la CEI et à promouvoir la mobilisation des étudiants et des jeunes africains pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts essentiels »<sup>203</sup>. Pourtant aucune autre source ne vient corroborer ses dires et, de plus, la posture du MUD *Juvenil* en 1953 plaide pour leur invalidation. Toutefois, avant de rejeter définitivement le témoignage, il faut tenir compte des conditions particulières de militantisme liées à la clandestinité et à la nature d'association « identitaire » de la CEI (regroupant les étudiants de l'Empire). Elles pouvaient rendre floue la perception que les acteurs concernés avaient de leur groupe (véritable cellule, regroupement de militants de la même organisation, simples contacts amicaux). De plus, Vasco Cabral se réfère peut-être à une période postérieure.

Quoiqu'il en soit, il est clair que la question de l'auto-organisation posait indéniablement un problème aux communistes portugais et à ses compagnons de route du MUD *Juvenil*, révélant, d'une part, la myopie du PCP et du mouvement sur le fait colonial en lui-même et le processus de décolonisation et, d'autre part, leur frilosité à accepter l'idée même d'indépendance des colonies portugaises. De plus, le parti se montrait incapable d'envisager la problématique africaine comme « nationale », il reconnaissait aux colonisés le droit de s'émanciper en tant que travailleurs opprimés, non en tant qu'Africains.

Cette opposition des membres du MUD *Juvenil* et des communistes à ce que les militants africains s'émancipent de la tutelle des organisations métropolitaines s'exprima lors des Festivals mondiaux de la jeunesse et amena même à des ruptures entre ces militants. Dans le contexte de guerre froide, l'Union soviétique et les pays satellites organisaient de grandes manifestations à objectif symbolique et politique censées permettre de montrer la force du camp socialiste et de mobiliser

---

<sup>203</sup> Vasco Cabral, in Dalila MATEUS, *op. cit.*, p. 297.

une foule de sympathisants et de compagnons de route autour du bloc soviétique. Ainsi, par exemple, Vasco Cabral, militant guinéen de la CEI, du MUD *Juvenil* et du PCP, quitta légalement le Portugal en 1952 et n'y revint qu'en mars 1954, pour y être aussitôt arrêté par la PIDE pour activités subversives. Entre ces deux dates, il avait participé au Congrès des peuples pour la Paix à Vienne comme représentant des partisans de la paix portugais, à la réunion du Conseil mondial de la Paix à Budapest, au IV<sup>e</sup> Festival et au III<sup>e</sup> Congrès mondial de la jeunesse à Bucarest comme représentant de la jeunesse des colonies portugaises et au Congrès mondial des étudiants à Varsovie. Le MUD *Juvenil* envoya des délégations de militants à ces grands rassemblements, son affiliation à la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique ayant été officiellement approuvée lors du conseil mondial réuni à Pékin du 9 au 15 août 1954<sup>204</sup>.

Ainsi, lors du IV<sup>e</sup> Festival mondial de la jeunesse et des étudiants à Bucarest en juillet 1953, les représentants de la jeunesse portugaise étaient au nombre de dix et comptaient dans leur rang des militants coloniaux. Vasco Cabral, Agostinho Neto et Marcelino dos Santos décidèrent, cette fois-là, de se présenter non comme délégués du MUD *Juvenil* mais comme représentants de « leurs pays » (Angola, Mozambique, Guinée et Cap-Vert)<sup>205</sup>, sans pour autant, semble-t-il, arriver au point de rupture<sup>206</sup>. Le déroulement du Festival impulsa le débat au sein de la Commission centrale du MUD *Juvenil* sur la question de l'intégration des militants coloniaux et annonça la présentation des fameuses XI thèses et la lettre de réponse d'octobre 1953 de la direction. Dans la thèse X, les étudiants posaient une condition à l'intégration d'un militant colonial dans la Commission interuniversitaire : celui-ci devait être délégué par une de leurs organisations de base<sup>207</sup>. Dans une même

<sup>204</sup> La délégation portugaise se composait de deux membres dont un des colonies. ANTT/PIDE, PC 47/55, António Agostinho Neto, vol. I, fl. 427.

<sup>205</sup> Entretien de Vasco Cabral avec Dalila Mateus, in Dalila Mateus, *op. cit.*, p. 299.

<sup>206</sup> Carlos Aboim Inglês et Maria Alçada Padez affirment que la rupture survint plus tard, en 1955 à Varsovie. En revanche, les témoignages de Fernando Correia da Silva, militant présent à Bucarest, et de l'historien communiste, Alberto Vilaça, ne corroborent pas cette version et disent que le divorce fut bel et bien consommé à Bucarest en 1953, la délégation portugaise se transformant en plusieurs délégations. Carlos Aboim Inglês, entretien avec l'auteur, 12 juillet 2002, non enregistré, non confirmé, et Maria Alçada Padez, entretien avec l'auteur, Luanda, 21 octobre 2000, enregistré, non confirmé. Fernando Correia da Silva, cité par João MADEIRA, « O PCP e a questão colonial, dos fins da guerra ao V<sup>o</sup> Congresso (1943-57) », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do Século XX* (Coimbra), n<sup>o</sup> 3, 2003, p. 230, et Alberto VILAÇA, *O MUD Juvenil em Coimbra*, Porto, Campo das Letras, 1998, p. 69.

<sup>207</sup> *Teses dos jovens coloniais*, *op. cit.*, p. 5.



logique, lors du V<sup>e</sup> Festival mondial de la jeunesse à Varsovie en 1955, ils manifestèrent le désir de défiler sous leur propre banderole. Or, le MUD *Juvenil* entendait former une délégation unique, « portugaise », comptant neuf membres dont six en provenance des colonies<sup>208</sup>. Les dissensions prirent donc de l'ampleur et, selon un représentant portugais de l'époque, la rupture fut consommée à cette occasion : les jeunes coloniaux campèrent sur leur position et formèrent un groupe indépendant<sup>209</sup>. Si cette brouille survint, on est en droit d'imaginer que les Soviétiques l'approuvèrent ou du moins ne s'y opposèrent pas. Il faut dire qu'à partir de 1953, contre l'avis des Chinois, ils défendirent à nouveau l'organisation de « Fronts amples » et l'autonomie des Africains pouvait en découler.

Toujours est-il que cette décision unilatérale sembla aux yeux de ces jeunes le seul moyen de mettre un terme au paternalisme des organisations de la métropole quant à leur désir d'émancipation et aux résistances du MUD *Juvenil*. Directement inspiré par la politique du PCP, ce dernier, comme les autres groupes satellites tel le Mouvement pour la Paix, appliquait les directives du parti. Toutefois, après ce détour par l'étude de l'attitude du MUD *Juvenil*, il convient maintenant d'étudier directement et plus précisément l'attitude du parti lui-même sur la question de l'auto-organisation des jeunes originaires des colonies.

### **3/ Le PCP et l'organisation de ses militants coloniaux.**

De nombreux militants venus des colonies participèrent de près ou de loin au MUD *Juvenil* et un nombre conséquent entra au PCP, ou joua au moins les agents de liaison avec le reste de la communauté africaine. Ce fut notamment le cas des Angolais Agostinho Neto, José et Luis Bernardino, Lúcio Lara, Arménio dos Santos Ferreira, Nuno Alves Pereira, du Guinéen Vasco Cabral, des Mozambicains Noémia de Sousa et Álvaro Mateus. Leurs contacts avec les militants communistes leur permirent d'exercer une pression sur les décisions du parti et, à l'inverse, d'acquérir une certaine formation politique : par la participation, comme on l'a vu, aux festivals mondiaux, mais aussi par les connaissances nées de ce militantisme commun. Par

---

<sup>208</sup> *Apontamentos de um delegado português ao V<sup>o</sup> Festival mundial da juventude em Varsovie*, 31 juillet – 14 août 1955. ANTT/PDE, Pc. 231/61, José Miguel, « o Lambanas », fl. 425.

<sup>209</sup> Maria Alçada Padez, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

exemple, ils apprirent ainsi les bases des règles « *conspirativas* » du parti, c'est-à-dire les règles de fonctionnement dans la clandestinité. De ce fait, forts de cette expérience, ils adoptèrent pour leurs propres organisation (en métropole ou dans les colonies) ces modes d'organisation expérimentés antérieurement.

La question de l'intégration des militants coloniaux au PCP ne fit pas l'objet d'une position préalablement définie par le parti. Les modes de participation de ces jeunes évoluèrent au gré des discussions et de l'action des Africains et Indiens du parti pour finalement épouser des contours assez flous.

Au début de la décennie, le PCP n'admettait pas l'auto-organisation des jeunes coloniaux sur une « base nationale » (voir les débats du MUD *Juvenil* de 1953, cf. *supra*) et la création, par conséquent, de cellules de coloniaux, qu'elles soient du MUD *Juvenil* ou purement communistes, au sein de la CEI ou du Club maritime. Il n'était pas question d'organiser ce secteur particulier : les Africains de la CEI devaient rejoindre les cercles de leur université d'appartenance. António Dias Lourenço exprime clairement que : « Au sein du MUD *Juvenil*, les Africains participaient aux commissions du mouvement sur leur lieu d'études, ils s'organisaient au même titre que les Portugais en fonction de leurs diverses universités »<sup>210</sup>. Luís Bernardino confirme cette répartition organisationnelle : « Ma liaison avec le PC passait par ma participation à la cellule de la faculté de médecine, il n'existait aucune préoccupation de liaison avec les colonies »<sup>211</sup>.

Le PCP ne portait donc que très peu d'intérêt non pas au discours des militants africains, mais à leur mode d'organisation. Convaincu que leur place se trouvait naturellement dans ses rangs, dans les commissions du MUD *Juvenil* ou dans les cellules du parti, il ne songeait pas à créer une structure spécifique pour eux. En revanche, il en suivait attentivement l'évolution politique. C'est dans ce cadre qu'auraient eu lieu, autour de la colonisation portugaise, de longues discussions entre deux étudiants de la même faculté, Mário de Andrade et Carlos Aboim Inglês, adhérent du PCP<sup>212</sup>. Interrogé plus amplement à ce sujet, ce militant communiste explique que son désaccord de l'époque avec Mário Pinto de Andrade était dû au fait que ce dernier se reconnaissait dans le courant de la négritude, courant qui ne

<sup>210</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>211</sup> Luís Bernardino, entretien avec l'auteur, Luanda, 2 novembre 2000, enregistré, non confirmé.

<sup>212</sup> Mário de ANDRADE, « Entretiens avec Christine Messiant (1982) », *op. cit.*, p. 201.

correspondait pas à ce que pensait la majorité des étudiants africains et s'assimilait à une sorte de « racisme à l'envers »<sup>213</sup>.

Ainsi, si le parti s'opposait à leur auto-organisation, il semblait tout de même suivre l'évolution politique des militants africains même si, aux dires de certains, il ne comprit jamais réellement le « sentiment national » qui les animait<sup>214</sup>. Il s'agissait surtout pour le PCP de maintenir un contact avec ces nouveaux « alliés » et de les gagner à sa cause. Il disposait ainsi d'un militant angolais, véritable porte-parole du parti au sein de la CEI : Arménio dos Santos Ferreira. Né à Luanda le 15 juin 1920, ce jeune homme y avait suivi sa scolarité et avait rejoint la métropole avant la guerre pour s'inscrire à l'université de médecine. Il débarqua à Lisbonne le 15 avril 1939 et entra au parti en 1942, introduit par un dirigeant de la jeunesse de l'époque, Borges de Macedo<sup>215</sup>. Arménio dos Santos Ferreira dit avoir tenu le rôle de « point d'appui » en quelque sorte de la direction du PCP dans la clandestinité et en particulier avoir soutenu Octávio Pato, António Dias Lourenço et Blanqui Teixeira tout en restant, lui, dans la légalité. Parallèlement à cette activité communiste, il fut membre fondateur de la CEI (carte d'adhérent numéro 2) et, bien qu'ayant achevé son cursus de médecine, il en resta par la suite membre d'honneur (le seul). Cette distinction honorifique s'explique par les services qu'il rendit. En effet, il était médecin de la CEI et les membres de la Casa bénéficiaient de ses consultations gratuites. Il dit lui-même qu'il était proche de tous ces jeunes militants « plus en tant que médecin qu'en tant que camarade », sa « peur d'être fait prisonnier »<sup>216</sup> l'amenant en effet à cacher son engagement politique. Toutefois, sous ce statut légal, Arménio dos Santos Ferreira distribuait *Avante!* et jouait les agents de liaison entre le PCP et les Africains. Si Mário de Andrade dit de lui qu'il « était l'Angolais du PCP » et qu'il en défendait invariablement la position<sup>217</sup>, selon ses dires, il lui arrivait néanmoins de

---

<sup>213</sup> Carlos Aboim Inglês, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>214</sup> Pourtant, ces Africains, élites de l'élite, assimilaient la « nation » au pays dessiné par la colonisation, sans ethnicité. D'une certaine manière, ils tenaient le même langage, projetaient le même type de nation imaginée, que le PCP, mais celui-ci ne leur reconnut même pas cette similitude.

<sup>215</sup> Celui-ci devint salazariste et eut un fils qui dirigea les ANTT.

<sup>216</sup> Arménio dos Santos Ferreira, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 17 mai 2000, enregistré, non confirmé.

<sup>217</sup> Voir Mário de ANDRADE, « Entretiens avec Christine Messiant (1982) », *op. cit.*, p. 201.

discuter, notamment avec Mário de Andrade lui-même et Eduardo do Santos, de l'auto-organisation des Africains et de s'éloigner des discours dominants du parti<sup>218</sup>.

Au milieu des années 1950, plusieurs éléments vinrent bousculer la politique coloniale du PCP : les réflexions engendrées par la participation des jeunes coloniaux aux festivals de Bucarest (1953) et de Varsovie (1955), entre autres, les interventions répétées des Africains sur le travail des Noirs d'Angola et du Mozambique, comme celle de Agostinho Neto lors de la V<sup>e</sup> assemblée de délégués du MUD *Juvenil* en septembre 1954, réunion où il fut d'ailleurs élu membre de la Commission centrale<sup>219</sup> et le débat du V<sup>e</sup> Congrès du parti.

Ainsi, dans la deuxième moitié de la décennie les termes du débat évoluèrent quelque peu. Pressé par une réalité qui le dépassait, le PCP s'adapta. Dans un rapport non daté sur le MUD *Juvenil*, un militant communiste revenait sur le travail de l'organisation et constatait un manque de rigueur certain quant à l'exécution des tâches pré-définies. Il en arrivait à la conclusion que pour remédier à la dispersion et être plus efficace : l'« on devait étudier la question de la création d'un organisme dans la CEI pour éviter les habituelles aides que quelques camarades du parti ont l'habitude de donner à cette Casa et au mouvement anticolonial, portant ainsi préjudice au travail qu'ils devraient normalement réaliser »<sup>220</sup>. Dans le même ordre d'idée, Tomás Medeiros affirme qu'à partir de 1956 le PCP décida « l'infiltration de ses militants dans les noyaux [des militants anticoloniaux] déjà organisés de la CEI, du CEA et du Club maritime ». Le témoin ajoute que : « Le parti, en organisant le Club maritime, avait comme finalité de recruter cette couche de la population africaine en lutte contre le colonialisme portugais en Afrique et contre la Dictature au Portugal »<sup>221</sup>. Pourtant, rien de tel ne semble avoir été concrétisé. L'offensive du PCP sur ce secteur colonial n'apparaît pas conséquente. Le parti facilita quelques initiatives de ses militants coloniaux ; Luís Bernardino raconte comment le journal *Amanhã*, qui prit position contre le colonialisme, fut imprimé à la fin de la décennie dans les typographies clandestines du parti<sup>222</sup>. Mais de nombreux protagonistes assurent qu'aucun organisme du parti ne fut créé dans la CEI ni dans le Club

<sup>218</sup> Arménio dos Santos Ferreira, entretien avec l'auteur, op. cit.

<sup>219</sup> ANTT/PIDE, Pc 47/55, António Agostinho Neto, vol. I, fl 440.

<sup>220</sup> *Rapport sur le MUD Juvenil*, PCP, s/d, p. 6. FMS, dossier 2969-020, fl. 45.

<sup>221</sup> Tomás Medeiros, entretien avec Dalila Mateus, op. cit., p. 255.

<sup>222</sup> Luís Bernardino, entretien avec l'auteur, op. cit.

maritime. Jaime Serra, rapporteur sur la question des colonies au V<sup>e</sup> Congrès, explique que : « Il y avait des communistes dans la CEI mais [qu']ils ne se fixaient aucune tâche politique autre que la liaison avec leurs compatriotes et le développement de la lutte. [...] Ils créèrent par la suite un noyau dans la CEI mais il n'y avait pas à proprement parler de structure du parti ; les étudiants coloniaux formaient des noyaux entre eux et les contacts avec le parti se faisaient à l'extérieur »<sup>223</sup>. António Dias Lourenço est encore plus explicite : « Nous n'avons jamais eu un organisme propre dans la CEI »<sup>224</sup>. Certains militants auraient joué les intermédiaires comme José Bernardino, responsable du parti pour le travail effectué au sein de la Casa<sup>225</sup>, mais on ne peut dire que le parti en tant que tel investit la CEI. De même, Lúcio Lara dit ne pas connaître de membres du PCP militant au sein du Club maritime bien qu'il est avéré que Zito Van-Dunem fut très lié à l'organisation et que le PCP utilisa ce réseau également pour faire transiter ses documents vers les colonies<sup>226</sup>.

Les militants venus d'Afrique ou d'Asie devenaient autonomes et formaient donc leur propre groupe en marge du PCP et ce, sans en référer nécessairement au parti. Le PCP semblait plus ou moins au fait des activités de ces jeunes et, n'ayant de toute façon pas le choix, laissait faire.

À la fin de la décennie, après la Conférence de Bandung, les premières indépendances et le V<sup>e</sup> Congrès, les discussions autour de la lutte anticoloniale revêtirent un contour moins polémique ou contradictoire. Lúcio Lara participa à ce congrès à la place de Noemia de Sousa en qualité de « délégué invité »<sup>227</sup>. Il n'était pas réellement délégué mais disposait d'un droit de parole. Il reconnaît qu'avant 1957 « il n'y avait rien. Nous étions des colonies et nous pensions indépendamment du Portugal, nous ne pensions pas comme des Portugais, et ce ne fut pas facile »<sup>228</sup> et il lui semble se souvenir qu'au moment du congrès le parti n'était pas au courant de la récente création du MAC ; ceci, bien sûr, dénotait les liens fragiles du PCP avec les militants des colonies présents en métropole. Cela dit, Lúcio Lara intervint

---

<sup>223</sup> Jaime Serra, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>224</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>225</sup> Pepetela, entretien avec l'auteur, Luanda, 31 octobre 2000, enregistré, non confirmé.

<sup>226</sup> Lúcio Lara, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>227</sup> *Idem.*

<sup>228</sup> *Idem.*

dans le débat pour expliquer que le problème colonial « n'était pas un problème portugais d'intégration dans le parti mais un problème des colonies »<sup>229</sup> et resta agréablement surpris de la résolution finalement adoptée. Les jeunes des colonies « sentaient bien que le parti [les] traitait avec beaucoup de considération [même si] dans le fond il n'assimilait pas [leur] sentiment nationaliste »<sup>230</sup>.

Mais, du point de vue du modèle organisationnel (cellules, mouvement autonome...), le PCP resta désormais en retrait et n'intervint auprès de ces jeunes qu'au nom des principes de lutte. Lúcio Lara explique :

« Je ne sais pas si vous avez remarqué durant votre recherche qu'existe au Portugal un véritable culte de la prison. On reconnaissait une véritable organisation antifasciste à ses membres emprisonnés, à Aljube, Caxias ou autres. Nous, nous suivions le mot d'ordre de nos patriotes qui consistait à fuir, si nous étions avertis de notre future arrestation. Cette attitude renforçait le scepticisme du PCP quant à notre capacité organisationnelle. [...Ainsi] par exemple, Aboim Inglês vint chez moi pour tenter de me convaincre que ce n'était pas une bonne idée de fuir alors que j'étais poursuivi par la PIDE »<sup>231</sup>.

Lúcio Lara, qui dit, par ailleurs, que les nationalistes n'étaient de toute façon pas assez nombreux pour se permettre d'être faits prisonniers, fut en 1959 du Portugal pour l'Allemagne où il séjourna quelques années.

Au long des années 1950, le PCP perdit progressivement l'attrait qu'il avait pu susciter pour les jeunes militants originaires des colonies. Certains parmi ceux de la première génération (jusqu'en 1954-55) intégrèrent les filières de l'opposition démocratique portugaise, le Mouvement pour la Paix, le MUD *Juvenil*, voire le PCP. Ils le firent quoique conscients des réticences des communistes à leur laisser mener leur lutte de manière autonome, du paternalisme à peine voilé du parti ou du caractère non prioritaire de leur combat pour leurs camarades du moment. Ils développèrent alors en parallèle leur réflexion quant à la question des indépendances et impulsèrent les prémices du mouvement anticolonial au Portugal. La « nouvelle vague », si elle ne rompit pas complètement avec les opposants portugais, concentra toute son énergie à faire vivre ce nouveau mouvement. Le PCP, sous la pression de ses « alliés », ne put qu'assister à la naissance de cette nouvelle

<sup>229</sup> *Idem.*

<sup>230</sup> *Idem.*

<sup>231</sup> *Idem.*

lutte. Il modifia son discours sur le devenir des colonies. Mais, en considérant que leurs indépendances passaient par l'instauration d'un régime démocratique au Portugal et en ne favorisant point, bien au contraire, l'auto-organisation des militants coloniaux, il se retrouva peu à peu à la marge de cette contestation. Il chercha à intégrer des jeunes dans ses filières mais en les traitant comme des « Portugais » ; il se coupa de ces nouveaux foyers de militants. Son aide concrète consista alors à enseigner son « savoir-faire » de la pratique clandestine, à soutenir quelques tâches (typographies) et à ouvrir aux militants coloniaux certains réseaux (bloc soviétique).

Il reste à voir si dans les colonies même il montra pareilles dispositions et si, de la même manière, son attitude l'éloigna des protagonistes des mouvements anticoloniaux naissants.

## **B/ LE PCP ET LES MOUVEMENTS DE LIBERATION DANS LES COLONIES.**

Je n'aborderai, sous cette rubrique, que l'activité des communistes portugais outre-mer, qu'ils soient résidents des colonies ou qu'ils soient « envoyés » par l'organisation à des fins partisans. Le PCP souhaitait dans les années 1950 (*cf. supra*) créer des PC autonomes outre-mer et former des « cadres indigènes » afin d'impulser, par la suite, un large mouvement d'unité. Il convient, par conséquent, d'étudier les diverses activités militantes du parti et de les mettre en parallèle avec les tâches préalablement définies. Il s'agit également de voir si les « populations coloniales » et leurs fameux « cadres indigènes » réagirent comme l'entendait le PCP ou s'ils exprimèrent des aspirations divergentes. Je tenterai également de décrire comment la simple rencontre entre démocrates Portugais et anticolonialistes africains eut lieu. Cette tâche reste délicate car la clandestinité favorisa des destins « parallèles ». Un individu pouvait connaître deux personnes qui militaient dans un même groupe sans être au fait de cette commune appartenance. Retracer l'histoire de ces cercles, les trajectoires de ces hommes et de ces femmes s'avère alors un exercice difficile et périlleux d'autant plus que les mouvements d'émancipation, pour des questions stratégiques et de légitimité, semèrent la confusion sur les conditions de leur émergence.

L'histoire officielle du nationalisme africain, celle du MPLA en particulier, vient brouiller les pistes et rendre complexe l'exercice. Les réseaux politiques étant

étroitement liés, les acteurs hésitent à aborder en détail leur militantisme de cette période laissant parfois dans l'ombre quelques actions, quelques débats. Si l'histoire du PCP accompagne au début celle des mouvements de libération des colonies portugaises, je ne peux relater cette dernière tant ce « détour » nous éloignerait du sujet. Je resterai centrée sur l'étude du PCP, et non sur l'histoire du nationalisme angolais.

Les rencontres se multiplièrent surtout en Angola, les contacts établis en métropole expliquant en partie cette situation particulière. Ce territoire constituait alors le seul lieu d'organisation réelle des communistes portugais outre-mer. La pratique imposée par les contingences du terrain y amena les militants à s'éloigner peu à peu des directives de l'organisation mère pour s'adapter aux aspirations et revendications concrètes de leurs camarades de lutte angolais.

### **1/ L'Angola et ses deux PCA.**

La question angolaise s'avère complexe en raison des révisions dont l'histoire de la genèse du nationalisme angolais et plus spécifiquement de la naissance du MPLA a fait l'objet. La grande majorité des témoignages dataient, et datent parfois encore, la création du MPLA du 10 décembre 1956 à Luanda. Mário de Andrade et d'autres ont pourtant reconnu par la suite l'inexactitude de cette affirmation. Néanmoins, le flou persiste sur les conditions de création du mouvement. Trois membres du MPLA de l'époque, alors en exil en France, en Allemagne ou résidant au Portugal reconnaissent que le mouvement ne fut pas fondé en Angola en 1956. Mário de Andrade explique que, bien que l'idée circulât depuis un moment, le MPLA apparut après la II<sup>e</sup> Conférence panafricaine de Tunis en 1960<sup>232</sup> ; Arménio Santos Ferreira retient la même date mais à Paris ; Lúcio Lara, en exil à Franckfurt, dit avoir utilisé pour la première fois le nom de MPLA dans le *Mémoire* adressé, le 26 décembre 1959, au Neo-Destour tunisien<sup>233</sup>. Il serait de toute façon fondé à l'extérieur de la colonie et aux alentours de 1960 et non pas à Luanda en 1956.

---

<sup>232</sup> Mário de ANDRADE, « Entretiens avec Christine Messiant (1982) », *op. cit.*, p. 220.

<sup>233</sup> Lúcio LARA, *op. cit.*, p. 214.



Publié en 1997 dans une tentative de déconstruction de l'histoire officielle, le livre de Carlos Pacheco<sup>234</sup> a lancé la polémique. L'enjeu pour ceux qui situaient — et situent encore — la formation du MPLA en 1956 à Luanda, résidait, d'une part, en la revendication d'une antériorité sur l'autre mouvement angolais présent à Tunis, l'UPA (Union des populations d'Angola) de Roberto Holden, et, d'autre part, correspondait à un besoin d'ancrer le mouvement dans une dynamique intérieure, en Angola, alors même que de nombreux dirigeants vivaient en exil.

Pour comprendre les enjeux de ce flou historique et les allusions de certains anciens militants, je résumerai très brièvement et schématiquement la version officielle du MPLA : Ilídio Machado (frère de Humberto Machado membre du Club maritime africain de Lisbonne), Viriato da Cruz, António Jacinto et Mário António de Oliveira créèrent un Parti communiste d'Angola en 1955<sup>235</sup>. Inspirés par l'image positive qu'ils avaient des vieux militants de la *Liga nacional africana* (Ligue nationale africaine), ces jeunes entendaient valoriser la culture africaine, redécouvrir l'Angola. Ils avaient ainsi participé au mouvement *Vamos descobrir Angola*<sup>236</sup>. Ils lancèrent donc le PCA avec l'objectif de créer un parti indépendant des organisations communistes de métropole, puis rapidement d'en élargir les bases. Il évolua donc en 1956 vers une structure plus large, le PLUAA (Parti de la lutte unie des Africains d'Angola) qui lui-même fusionna avec d'autres groupes de moindre importance pour donner le MPLA en 1956. Autour de ce PCA, puis du PLUAA, se serait élaboré, en effet, un manifeste appelant à l'organisation des Angolais contre le colonialisme portugais adopté par les quatre fondateurs du PCA et par Matias Migueis, André Franco de Souza et Higino Aires. C'est la diffusion de ce manifeste en 1956 qui permet à certains de retenir cette date pour la naissance du MPLA. Toutefois, d'autres, s'inscrivant dans cette version, y apportent des variantes et prétendent, par exemple, que le mouvement fut fondé de manière autonome.

Qu'elle soit officielle ou revisitée, l'histoire ne mentionne pas de contacts particuliers ou directs entre ces communistes angolais et ceux, portugais de métropole, résidant en Angola. En effet, si ces derniers travaillèrent avec quelques

---

<sup>234</sup> Carlos PACHECO, *MPLA, um nascimento polémico*, Vega, Lisbonne, 1997, 201 p.

<sup>235</sup> Les pseudonymes diffèrent selon les sources ainsi que la date de création du PCA. Carlos Pacheco (p. 64 de son ouvrage) la date du 12 novembre 1955, Ilídio Machado des alentours de 1952-53 (Interrogatoire du 2 juin 1959. ANTT/PIDE, Pc 58/59, Viriato da Cruz, fl. 80) et Adolfo Maria vers 1954 (entretien avec l'auteur, Lisbonne, 5 juin 2000, enregistré, confirmé ; voir texte en annexe).

<sup>236</sup> Voir chap. III, p. 346.

jeunes blancs et quelques rares métis et Noirs au sein de deux structures, la *Sociedade cultural de Angola* (Société culturelle d'Angola), déjà évoquée dans le chapitre précédent, et un deuxième « PCA » qu'ils mirent en place, ils ne participèrent pas directement à la construction des groupes angolais. Ils contribuèrent à former politiquement certains jeunes qui agissaient parallèlement dans d'autres cercles, mais n'impulsèrent en rien la création de ces cellules. D'ailleurs, les statuts du premier PCA ne s'inspiraient pas de ceux du PCP mais étaient la copie conforme de ceux du PC brésilien, pays d'où parvenaient de nombreux livres.

Néanmoins, Ilídio Machado affirme que Viriato da Cruz, secrétaire général du PCA, recevait la presse clandestine et des brochures du PCP (*Avante!* et *O Militante*) et avait une liaison avec cette organisation comme il en avait avec des amis brésiliens ou français<sup>237</sup>. Viriato est un personnage controversé du nationalisme angolais. Possédant une forte formation marxiste, il porta loin son projet politique et préconisa le développement des forces de production et d'un prolétariat angolais (blanc, noir et métis) comme étape historique nécessaire à l'instauration d'une société socialiste. Face aux dangers que son combat lui faisait courir, il quitta Luanda et embarqua à bord du paquebot *Uíge* en octobre 1957 avec l'intention de rejoindre Paris où Mário de Andrade l'accueillit. Il fit étape à Lisbonne chez Amílcar Cabral.

Un deuxième « PCA »<sup>238</sup> naît donc, quant à lui, vers 1958 de l'entreprise des membres du PCP présents à Luanda. L'activité légale des Blancs portugais démocrates tournait principalement autour de la *Sociedade cultural de Angola*. Cette société apparut en 1942 et développa à partir de janvier 1947 une activité culturelle engagée autour de la publication d'un journal, *Cultura*, dont le rédacteur en chef, Eugénio Bento Gonçalves Ferreira<sup>239</sup>, disait s'inspirer des articles de *Présence africaine* sur « culture et politique »<sup>240</sup>. La nouvelle génération d'écrivains angolais et figures de l'anticolonialisme africain comme António Jacinto, Agostinho Neto, Viriato

<sup>237</sup> Interrogatoire de Ilídio Machado, 2 juin 1959. ANTT/PIDE, Pc. 58/59, Viriato da Cruz, fl. 80 bis.

<sup>238</sup> Selon les sources, le groupe des Blancs portugais d'Angola change de dénomination et d'histoire, les détails de l'affaire sont exposés dans les lignes suivantes.

<sup>239</sup> Avocat originaire de Madère, Eugénio Ferreira tenta également de lancer une Alliance démocratique d'Angola, cercle qu'il entendait rattacher au MUNAF.

<sup>240</sup> Rapport de la délégation d'Angola du 17 sept. 1965. ANTT/PIDE, Sc Pc 5551 CI(2), Sociedade cultural de Angola.

da Cruz, Mário de Andrade, Leston Martins, Lilia da Fonseca, Antero Abreu, Ermelinda Xavier, Luandino Vieira et António Cardoso collaborèrent à la revue entre 1947 et 1949. Après une suspension, le journal réapparut en 1957 et publia jusqu'en 1960 douze numéros dans lesquels Adolfo Maria écrivit également<sup>241</sup>. Les liens de cette société avec les mouvements considérés comme « subversifs » par la PIDE ainsi que le choix des prix littéraires décernés, comme celui de 1964, octroyé à Luandino Vieira pour son livre *Luaanda* (prix Mota Veiga) alors qu'il était emprisonné pour raisons politiques, entraîna la demande de fermeture par la PIDE aux autorités de la *Sociedade cultural*.

Cette société constitua dans les années 1950 un lieu privilégié de rencontres entre les militants communistes portugais et les jeunes coloniaux. Le cercle des Blancs démocrates d'Angola dans les années 1950 s'était relativement élargi comparativement à celui de la décennie précédente. Calazans Duarte, Fernando Estrela, José Meireles, arrivé de Nova Lisboa, Eugénio Ferreira... représentaient une première génération ; Felisberto Lemos, Francisco Louro, António Veloso, Julieta Gândra et Manuel João Palma Carlos<sup>242</sup> une seconde.

En effet, Calazans Duarte, par exemple, arriva en Angola le 1<sup>er</sup> janvier 1944. Il resta quarante jours à Luanda puis résida environ un an et demi dans le Nord-Est, à Saurimo, pour finalement rejoindre Malange. Son séjour dura au total quatre années. De retour au Portugal vers 1948, des hasards familiaux l'amènèrent finalement à retourner en Angola en 1954<sup>243</sup>. De nouvelles têtes vinrent à ce moment-là renflouer les rangs des opposants et des sympathisants et militants communistes. Calazans Duarte retrouva par exemple Tito Morais, socialiste affirmé, qu'il connaissait de l'armée et fit la connaissance de Felisberto Lemos.... Ce dernier, comme Francisco Louro trois ans auparavant, avait rejoint la colonie en 1954. Originaire de Coimbra et militant du PCP, il ne conservait pas de relation organique avec le parti<sup>244</sup>. Son rôle revêt une certaine importance dans la vie politique luandaise car, libraire, il faisait

---

<sup>241</sup> Dans cette première phase, Humberto Duarte da Fonseca assurait les fonctions de vice-président, Fernando Octávio Portugal Brandão Estrela celles de secrétaire général, et Maria Julieta Gândra celles de « déléguée ».

<sup>242</sup> Souvenons-nous que cet avocat était une figure de l'opposition et s'était fait notamment remarquer en 1953 en accusant les autorités métropolitaines d'homicide suite au massacre de Batepá. Il avait d'ailleurs engagé à ce moment-là Alda Espírito Santo comme secrétaire.

<sup>243</sup> Calazans Duarte, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 11 février 1999, enregistré, non confirmé.

<sup>244</sup> Felisberto Pereira de Lemos, entretien avec l'auteur, Coimbra, 8 février 1999, enregistré, non confirmé.

circuler les livres marxistes au sein des groupes militants mais aussi, par la suite, dans les mains des soldats portugais venus combattre en Afrique. Ces livres venaient du Brésil ou de France par des réseaux indépendants des PC. Les Éditions sociales ou la Bibliothèque ouvrière envoyaient les ouvrages à la librairie « Lello ».

L'arrivée de Francisco Louro s'avère donc antérieure à celle de Felisberto Lemos. Louro était connu des services de police puisqu'il avait été condamné une première fois en 1947. Il partit pour Luanda en 1951, milita, comme la plupart des Blancs démocrates, au sein de la *Sociedade cultural* et en devint trésorier en 1955<sup>245</sup>. Il rentra en métropole en mai 1957 pour revenir à Luanda en décembre 1957<sup>246</sup>. En Angola, il entra donc en contact avec José Meireles, qui avait appartenu au MUD *Juvenil* de Nova Lisboa, et côtoya la trentaine de sympathisants communistes présents dans la colonie ces années-là<sup>247</sup>. Francisco Louro, considéré comme « une tête du PCP, ayant au Portugal des responsabilités politiques, très intelligent mais qui n'aimait pas l'Angola »<sup>248</sup>, s'avéra très actif. Il fonda le ciné-club de Luanda et organisa dans les alentours de la ville le 5 octobre 1955, avec la complicité du président de la société culturelle, Eugénio Ferreira, un repas de commémoration à l'occasion de l'anniversaire de l'instauration de la 1<sup>e</sup> République portugaise, repas réitéré à Luanda-même, cette fois-ci le 31 janvier 1956<sup>249</sup>. Peu à peu, l'idée de créer un groupe des communistes blancs d'Angola faisait son chemin. Le séjour de Francisco Louro à Lisbonne en 1957 et ses contacts avec Cândida Ventura « Maria », membre du CC du PCP<sup>250</sup>, furent déterminants pour le réseau luandais.

Tout d'abord, cette dirigeante lui annonça la venue d'un autre élément du PCP en Angola, résidant pour l'instant au Mozambique, António Veloso ; ensuite, elle lui remit des documents clés comme *Se for preso camarada* et les fameuses résolutions du V<sup>e</sup> Congrès<sup>251</sup> ; enfin, elle semble lui avoir donné quelques instructions politiques.

<sup>245</sup> À cette date, Eugénio Ferreira assurait toujours la fonction de président, le secrétariat était revenu à Meireles.

<sup>246</sup> ANTT/PIDE, Pc 630/59, Francisco Louro, fl. 1-10.

<sup>247</sup> Chiffre donné par Fernando Estrela, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>248</sup> *Idem.*

<sup>249</sup> Eugénio Ferreira avait déjà participé aux campagnes d'appui à Norton de Matos en 1949 et à Ruy Luís Gomes en 1951.

<sup>250</sup> Elue au CC lors du Congrès de 1957, jusque-là elle était suppléante.

<sup>251</sup> ANTT/PIDE, Pc 630/59, Francisco Louro, fl. 1-10.

Les résultats de ces contacts entre Cândida Ventura<sup>252</sup> et Francisco Louro laissent penser que s'il ne fut pas « l'envoyé » du PCP dans cette colonie, il en répercuta néanmoins fidèlement les directives<sup>253</sup>. Parallèlement, l'annonce de l'arrivée d'António Veloso amène à croire que, comme Pedro Soares dans le Maputo des années 1940, ce militant fut mandaté par le parti pour réaliser les objectifs fixés<sup>254</sup>.

Début 1958, Louro et Veloso, associés à un nouveau venu, Manuel João Palma Carlos, lancèrent le comité de soutien à Arlindo Vicente. Il parvint à réunir quatorze personnes<sup>255</sup>. De ce comité de soutien émergea le groupe des communistes blancs d'Angola. Felisberto Lemos de la librairie « Lello » dit pourtant qu'aucune structure ne réussit à se mettre en place à cause de l'arrestation des piliers de ce réseau<sup>256</sup>. Cela dit, selon Calazans Duarte, ce militant n'assista qu'à une ou deux réunions du cercle<sup>257</sup>. Par conséquent, devant la multiplicité des sources attestant de l'existence de ce groupe, je ne retiendrai pas le témoignage du libraire sur ce point. Fernando Estrela, de la *Sociedade cultural*, assure que, de ce réseau des quatorze Blancs du comité de soutien, quatre seulement s'organisèrent, de surcroît toutes implantées à Luanda : Calazans Duarte, António Veloso, Julieta Gândra et Francisco Louro<sup>258</sup>. Calazans Duarte confirme ce témoignage en disant que : « À Luanda, on organisa une cellule du PCP ». La suite de ses dires permet de rajouter que cette cellule était bien la seule puisqu'il précise :

<sup>252</sup> Sa logeuse déclara que Cândida Ventura partit pour Luanda début 1959 ; toutefois les autres témoignages ne mentionnent pas un éventuel séjour dans cette ville. ANTT/PIDE, Pc 827/60, Cândida Ventura, interrogatoire de Maria Galacho du 25 octobre 1960, fl. 89.

<sup>253</sup> Relevons toutefois que, pour Ilídio Machado, Francisco Louro était « l'envoyé du PCP chargé de l'organisation du parti en Angola ». Ilídio Machado, interrogatoire du 22 juillet 1959. ANTT/PIDE, Pc 58/59, *op. cit.*, fl. 94.

<sup>254</sup> Francisco Louro étant décédé et António Veloso n'ayant pas donné suite à ma demande de rencontre, leur rôle reste tracé au travers des archives de la PIDE, qui ne me permettent pas de formuler des conclusions catégoriques. Toutefois, António Veloso dans son interrogatoire du 3 août 1959 dit avoir rencontré en 1957 un permanent du PCP pour discuter de son activité à venir en Angola, thème à nouveau abordé lors d'une seconde rencontre lors de vacances à Lisbonne en juin 1958 à l'issue de laquelle lui incombe le rôle d'agent de « liaison » du PCP à Luanda. ANTT/PIDE, PC 47/59, Ilídio Machado et autres, vol. II, fl. 151.

<sup>255</sup> Maria Julieta Gândra, César de Oliveira, Maria Helena de Oliveira, Calazans Duarte, Amadeu Brandão appuyèrent au départ Humberto Delgado. ANTT/PIDE, Pc 630/59, Francisco Louro, interrogatoire du 21 août 1959, fl. 18.

<sup>256</sup> Felisberto Lemos, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>257</sup> Calazans Duarte, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>258</sup> Fernando Estrela, entretien..., *op. cit.* Ce noyau correspond à la structure dirigeante, il faut ajouter quelques Blancs mais angolais, Meireles, Adolfo Maria et António Cardoso, un métis et un Noir angolais respectivement António da Costa et Manuel dos Santos pour avoir la composition complète de ce groupe.

« Il y avait des éléments communistes, certains s'organisaient, d'autres non ; il y en avait à Benguela en liaison avec Lobito<sup>259</sup> et à Nova Lisboa (Huambo). En revanche, on n'a pas réussi à savoir s'il y avait un groupe à Sá da Bandeira (Lubango). Il n'y avait pas un réseau, il y avait des éléments qui appuyaient, défendaient les idées communistes, menaient une activité légale mais il n'y avait pas une organisation à l'échelle de l'Angola »<sup>260</sup>.

Sócrates Dáskalos, qui avait appartenu à l'OSA (Organisation socialiste d'Angola)<sup>261</sup> de Nova Lisboa, revendique une double antériorité militante : c'est dans cette même ville qu'il aurait créé le premier ciné-club d'Angola en 1954 et mis sur pied quelques mois auparavant la première cellule du PCA avec Cadima et Manuel Myre Dores et un ouvrier portugais<sup>262</sup>. Selon lui, ce cercle connut une durée très éphémère car les PC d'Europe ne voulaient pas de Blancs dans les PC africains<sup>263</sup>. Même si cette première cellule de Nova Lisboa avait réellement existé, de toute façon, en 1958, seul la cellule du PCA de Luanda fonctionnait. Les contacts entre les militants Blancs de Nova Lisboa et ceux de Luanda semblaient restreints puisque le PCA ne les évoque pas, même si José Meireles affirme avoir recruté Manuel Myre Dores pour chercher à développer le PCA dans le Sud de l'Angola. Ce travail ne porta pas ses fruits d'autant plus que Myre Dores dut, pour des raisons personnelles, partir en France<sup>264</sup>.

Ce groupe de Luanda entra en contact avec quelques « natifs » de la colonie, Blancs, métis et Noirs et tenta de les former pour, à terme, les recruter<sup>265</sup>. L'Angolais António Cardoso explique, par exemple, qu'en 1957 il fréquentait la *Sociedade cultural* et qu'il y rencontra plusieurs « natifs » antisalazaristes : Adolfo Maria, João

<sup>259</sup> Lobito constituait un port important pour les opposants du point de vue de la réception de matériel en provenance de la métropole. André Franco de Sousa dit avoir récupéré la presse du PCP à bord du paquebot « Angola ». Interrogatoire de André Franco de Sousa du 2 juin 1959. ANTT/PIDE, Pc 40/59, António Marques Monteiro, vol. I, fl. 81. Adolfo Maria dit également avoir trouvé à la librairie de Lobito bon nombre d'ouvrages marxistes publiés par des maisons d'éditions brésiliennes comme Vitória & Lusada. Adolfo Maria, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>260</sup> Calazans Duarte, entretien..., *op. cit.*

<sup>261</sup> Créée en 1937 à Huambo, elle aurait fonctionné également à Luanda et Lubango. Voir chap. III, p. 321.

<sup>262</sup> Sócrates DASKALOS, *Um testemunho para a História de Angola, do huambo ao huambo*, Lisbonne, Vega, 2000, p. 78.

<sup>263</sup> *Idem*. D'une part, tel n'était pas le cas du PC sud-africain, d'autre part, dans son témoignage, l'auteur ne précise pas si sa cellule capota par manque d'appui des dits PC européens ou par consignes directes de ces mêmes PC, ce qui serait de toute façon sans rapport avec la question des « Blancs ». Quoi qu'il en soit, l'attitude du PCP par rapport au PCA de Luanda des années suivantes ne vient pas alimenter la deuxième hypothèse.

<sup>264</sup> Interrogatoire de José Meireles du 14 août 1959, ANTT/PIDE, Pc 47/59, *op. cit.*, vol. III, fl. 268.

<sup>265</sup> Différents témoignages attestent que Francisco Louro, avant de retourner en métropole en décembre 1958, avait présenté les jeunes Angolais de la Société culturelle à Veloso.

Abel, José Vieira da Graça, Helder Neto « en contact avec Veloso qui les influençait beaucoup dans le domaine politique »<sup>266</sup>. Lui-même fut sollicité fin 1958 par José Luciano Meireles pour rentrer au PCP<sup>267</sup>. Adolfo Maria confirme l'adhésion de son camarade et la sienne. Questionné sur la nature de ce PC (PCP, PCA ou PC tout court) il répond : « le nœud de la question est là »<sup>268</sup>. Les militants communistes, et en particulier José Meireles qui servait d'intermédiaire, ne précisaient pas quand ils recrutaient de quel PC il s'agissait. António Cardoso explique dans une autre déclaration très à propos que, quand « il travaillait avec le PCP, il ne savait pas exactement s'il s'agissait d'un PCP ou d'un PCA, il avait simplement la certitude que les directives étaient communistes bien qu'il ne sache pas si Calazans, Veloso ou Meireles entretenaient des liens avec le PC de métropole »<sup>269</sup>. Séduits par les idées marxistes et par la possibilité de connaître les rouages de la clandestinité, Adolfo Maria et António Cardoso se montraient désireux d'intégrer un PC. Ils auraient préféré qu'il fût « local » et non dépendant du PCP<sup>270</sup>, mais ils attendirent quelque temps pour éclaircir avec leurs camarades recruteurs la nature du PC auquel ils avaient adhéré. Adolfo Maria précise que ceux-ci répondirent « n'avoir pas étudié cette question mais qu'il fallait en débattre et que, de fait, le PC deviendrait un PCA »<sup>271</sup>.

Si de nombreux témoignages et sources attestent que ce groupe de communistes portugais en Angola créa un PC, voire un second PCA, quelques confusions demeurent quant à la dénomination de ce cercle. Fernando Estrela, par exemple, dit qu'il s'agissait du Parti démocratique angolais<sup>272</sup>; Calazans Duarte et Felisberto n'évoquent pas de second PCA. Mais à l'inverse, José Meireles rapporte que, au moment de créer le groupe, António Veloso, Calazans Duarte et lui-même le

---

<sup>266</sup> Interrogatoire de António Cardoso du 16 novembre 1961. ANTT/PIDE, Pc 662/61, Adolfo Rodrigues Maria, fl. 5.

<sup>267</sup> *Idem.*

<sup>268</sup> Adolfo Maria, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>269</sup> Interrogatoire de António Cardoso du 5 mars 1962. ANTT/PIDE, Pc 662/61, Adolfo Rodrigues Maria, fl. 105.

<sup>270</sup> Interrogatoire de José Meireles du 21 août 1959. ANTT/PIDE, Pc 47/59, Ilídio Machado et autres, vol. III, fl. 289.

<sup>271</sup> Adolfo Maria, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>272</sup> Fernando Estrela, entretien..., *op. cit.*

désignèrent par PCA<sup>273</sup>, et António Cardoso et Adolfo Maria parlent également d'un « PCA ».

Cela dit, le groupe se structura peu à peu et distribua à ces jeunes recrues quelques tâches comme la réalisation d'une étude sur les conditions de la jeunesse angolaise. De fait, les deux Angolais, António Cardoso et Adolfo Maria, n'eurent que peu de temps puisque ce réseau fut démantelé par les arrestations de la PIDE de juillet 1959. En effet, soucieux d'élargir l'influence des marxistes en Angola, mais également de travailler à l'indépendance des colonies portugaises ainsi qu'au renforcement des liens entre communistes portugais et nationalistes angolais, certains membres de ce groupe PCA et de la *Sociedade cultural* décidèrent de recentrer leurs activités autour d'un mouvement de « libération nationale ». Selon José Meireles, en écho à la publication de divers manifestes et tracts dans la colonie, ce cercle décida en 1959 de rédiger des tracts au nom du MLN (Mouvement de libération nationale) puis plus tard du MLNA (Mouvement de libération nationale de l'Angola)<sup>274</sup>. António Veloso et l'Angolais Manuel dos Santos en rédigeaient alternativement le contenu, Calazans Duarte et José Meireles le discutaient et se chargeaient de la distribution<sup>275</sup>.

Pour ce faire, Calazans Duarte sollicite deux jeunes de la *Sociedade cultural* et précise : « Ces deux Blancs n'étaient ni affiliés ni militants mais simplement sympathisants, ils étaient des Blancs angolais nationalistes et appartenaient à la Société culturelle. On avait eu beaucoup de contacts, j'avais donc très confiance en eux »<sup>276</sup>. Ces derniers, Helder Neto et José Vieira da Graça (plus connu sous le pseudonyme littéraire de Luandino Vieira), aidèrent Calazans à distribuer un tract dans les boîtes aux lettres des Blancs, puis Calazans se chargea des secteurs noirs. L'erreur de Helder Neto, qui garda le document et le transmit à Mário Lopes Guerra surveillé par la PIDE, fut fatale au groupe. Le dossier 47/59 du MLNA, correspondant aux arrestations de juillet 1959, est beaucoup plus connu sous la désignation du

<sup>273</sup> Interrogatoire de José Meireles du 14 août 1959. ANTT/PIDE, Pc 47/59, *op. cit.*, fl. 268.

<sup>274</sup> Un brouillon retrouvé sur António Veloso au moment de sa capture en 1959 contenait en point 4 de l'ordre du jour d'une réunion à venir : « intervention du P. dans l'organisation et impulsion à imprimer au MLNA ». ANTT/PIDE, Pc 47/59, *op. cit.*, vol. II, fl. 114.

<sup>275</sup> Dans son interrogatoire du 29 juillet 1959, António Veloso précise que les minutes de *Lutemos pela liberdade* furent rédigées par lui et celles de *Ao mundo inteiro — Angola é dos Angolanos, Grito de Guerra, Ameaça física* (première signature au nom du MLNA par ce groupe) et *Nenhum preso político de Angola deve sair de Angola* (dernier paru) furent apportées par Manuel dos Santos. ANTT/PIDE, Pc 47/59, fl. 75.

<sup>276</sup> Calazans Duarte, entretien..., *op. cit.*



« dossier des Blancs » tant les personnes interrogées et emprisonnées étaient majoritairement issues de ce réseau des communistes portugais d'Angola. Jugés en 1960<sup>277</sup>, José Meireles, António Veloso, Julieta Gândra et Calazans Duarte furent envoyés en novembre de la même année à Lisbonne et incarcérés à la prison de Caxias.

Cette expérience communiste dans les colonies reste la plus significative puisque les membres du PCP présents à Luanda réussirent à structurer un groupe. Les conditions de création de ce second PCA paraissent très claires : les militants portugais souhaitaient appliquer les directives du V<sup>e</sup> Congrès fraîchement parvenues jusqu'à eux qui prévoyaient la formation de PC autonomes dans les colonies. Contrairement à ce qu'affirmait en 1961 un dirigeant, « H. », le PCP s'était donc bien « engagé sur cette voie »<sup>278</sup> puisqu'il appuya voire impulsa par l'intermédiaire de Francisco Louro puis d'António Veloso la création d'une cellule communiste en Angola. Nonobstant les difficultés évoquées de ces militants de Luanda à déterminer la nature de leur PC, portugais ou angolais, le débat central se situe en marge de cette problématique. Il s'agit, en effet, de voir comment ces Blancs portugais venus en Angola, qui s'inscrivaient dans les grandes orientations du PCP en pratiquant une activité légale de masse au sein de la *Sociedade cultural* et en travaillant parallèlement à l'émergence d'un PC, affrontèrent les questions suivantes :

- celle de l'intégration des Angolais (blancs, métis ou noirs) au sein de leur groupe
- celle des liens à développer avec les organisations nationalistes existantes
- celle de la pertinence d'une lutte en faveur de l'indépendance.

Calazans reconnaissait « qu'au début, la question de l'indépendance de l'Angola ne se présenta pas, elle surgit plus tard à la suite des interventions de l'ami noir de Veloso et d'un métis »<sup>279</sup>. Selon Adolfo Maria, le PCA trancha la question : la pertinence d'une lutte de libération avait été débattue au sein de ce groupe communiste et celui-ci avait fait de ce thème une préoccupation centrale quitte à

<sup>277</sup> À l'occasion du jugement, le PCP de métropole dénonça les pratiques de la PIDE et vit dans ces arrestations d'environ « cinquante patriotes angolais et de quelques démocrates portugais » une manœuvre salazariste pour faire accepter au « peuple portugais une aventure guerrière contre les peuples des colonies ». « Campeia o terror nas colónias portuguesas », *Avante!*, série VI, n° 288, mars-avril 1960, pp. 1 et 2.

<sup>278</sup> « H. », *Carta do 30 de julho de 1961 — informação sobre o ultramar*. ANTT/PIDE, Octávio Pato, *op. cit.*, caixa 704, vol. VI, fl. 453.

<sup>279</sup> Calazans Duarte, interrogatoire du 7 août 1959. ANTT/PIDE, Pc 47/59, *op. cit.*, fl. 206.

contrarier dans la forme les directives du PCP de métropole<sup>280</sup>. Ainsi, à la fin février 1959, ce noyau de Blancs pensa qu'effectivement une collaboration au sein du MLNA s'inscrirait dans les objectifs fixés par le V<sup>e</sup> Congrès puisqu'elle permettrait, d'une part, « la création des conditions politiques et des cadres indispensables à la formation d'un PC en Angola »<sup>281</sup> et, d'autre part, de créer un nouveau front contre le gouvernement de métropole.

L'idée de travailler concrètement à l'émancipation des colonies surgit du contexte même dans lequel évoluaient les militants portugais. À la fin de la décennie, l'organisation mère qui se contentait d'énoncer le droit théorique à la séparation des territoires dominés avait dû modifier quelque peu son attitude sous la pression des Africains présents en métropole ; de même les Portugais d'Angola durent, par leurs rencontres, réfléchir concrètement à la question. Le PCP n'élabora donc pas de stratégie précise, resta dans un registre rhétorique et laissa à la discrétion de ses militants le soin de se débrouiller avec les nouvelles revendications portées par les opposants coloniaux. Cet état de fait amène Viriato da Cruz à écrire en 1964 que : « Le PCP n'avait [...] exercé aucune influence appréciable, ni sur la préparation, ni sur le déclenchement du mouvement révolutionnaire angolais »<sup>282</sup>.

Les relations entre ces deux types de militants ne semblent pas avoir été des plus simples. En effet, à la fin des années 1950, certaines personnes pouvaient fréquenter plusieurs cercles politiques, comme Manuel dos Santos, par exemple, qui discutait des tracts à rédiger pour le MLN avec un noir surnommé « Pinto » ou encore Helder Neto qui s'entretenait régulièrement avec Mário Lopes Guerra. Ces relations restaient toutefois des exceptions et les liens de groupe à groupe s'avéraient cahotiques. Ainsi, Felisberto Lemos dit avoir demandé à António Jacinto après la création du premier PCA si « *a gente* »<sup>283</sup> pouvait rejoindre le parti et ce

<sup>280</sup> Adolfo Maria, entretien..., *op. cit.*

<sup>281</sup> Calazans Duarte, interrogatoire du 7 août 1959. ANTT/PIDE, Pc 47/59, *op. cit.*, fl. 206. Notons, toutefois, que la PIDE se montrait obnubilée par la chasse aux communistes, aussi sa transcription du témoignage de Calazans Duarte peut s'avérer erronée. En collaborant au MLNA, ces Blancs prétendaient peut-être réaliser simplement les objectifs prédéfinis à Lisbonne (action au sein d'un PC et parallèlement activité plus large) sans nécessairement penser travailler à l'émergence et au développement d'un PC autonome d'envergure.

<sup>282</sup> Viriato da Cruz, « Du conflit de race au conflit de classe », *Révolution* (Paris), n° 6, février 1964, p. 10. FMS, fonds Mário de Andrade, dossier 4358-008.

<sup>283</sup> Felisberto Lemos parle, bien sûr, des Portugais de métropole présents à Luanda. « *A gente* » se traduit littéralement par « les gens » ; les lusophones désignent ainsi un groupe d'individus liés symboliquement (réseau d'amis) ou matériellement (membre d'une même organisation).

dernier de lui répondre par la négative<sup>284</sup>. Ces premiers Angolais organisés ne tenaient pas à se sentir dépendants des Portugais progressistes d'Angola. Ilídio Machado ajoute même que « dans l'intention de ne pas subordonner le PCA au PCP, ils [les quatre fondateurs] en ont eux-mêmes élaboré les statuts »<sup>285</sup>. Cependant, d'après le témoignage de Mário de Andrade, ces militants n'en attendaient pas moins la reconnaissance de leur organisation par les Portugais progressistes. Ainsi Viriato da Cruz aurait-il, lors de son séjour à Lisbonne en 1957, tenté de faire reconnaître le PCA auprès du PCP, qui s'y serait refusé<sup>286</sup>. Cela dit, conclure avec lui que : « Le PCA troublait un peu le schéma mis en place en Angola [car le PCP] avait des antennes, des filiales, disons des sections là-bas formées par des gens de la communauté européenne » s'avère hasardeux. Le PCP n'a pas, en l'état des connaissances actuelles, donné de consignes à ses agents de liaison à Luanda pour mettre en place une quelconque organisation, et, de toute façon, le groupe des communistes portugais d'Angola n'existait même pas en 1957. Quoi qu'il en soit, sans parler de reconnaissance, Carlos Aboim Inglês dit que si le « PCP n'avait jamais défendu le PCA, il l'avait [néanmoins] aidé, c'était une aide mutuelle »<sup>287</sup>.

Dans ce même ordre d'idée — d'indépendance des Africains face aux Portugais d'Angola —, fin 1958, Mário Lopes Guerra essaya de convaincre Helder Neto que, si devaient coexister deux organisations, celle des Blancs devait être subordonnée à celle des Noirs. Sans entrer dans les détails des raisons qui poussèrent les nationalistes angolais à se démarquer des réseaux progressistes portugais de la colonie, il faut rappeler que, dans l'Angola colonial, le facteur racial était un facteur constitutif des relations sociales, économiques et donc politiques. Si les Noirs souffraient de ce type de discrimination, il faut noter que les Blancs natifs d'Angola la ressentaient également. Les avantages octroyés par Lisbonne aux Portugais de métropole implantés dans les colonies amenaient ces Blancs qui y étaient nés à se considérer comme des « Portugais de seconde classe »<sup>288</sup>. Ces

---

<sup>284</sup> Felisberto Lemos, entretien..., *op. cit.*

<sup>285</sup> Interrogatoire de Ilídio Machado du 22 juillet 1959. ANTT/PIDE, Pc 58/59, *op. cit.*, fl. 94.

<sup>286</sup> Mário de ANDRADE, « Entretien avec Christine Messiant (1982) », *op. cit.*, p. 209.

<sup>287</sup> Carlos Aboim Inglês, entretien..., *op. cit.*

<sup>288</sup> T. M. OKUMA, *Angola in Ferment. The Background and Prospects of Angolan Nationalism*, Boston, Beacon Press, 1962, p. 59. Cité par Christine MESSIANT, *Angola...*, *op. cit.*, p. 128.

« métis sociaux »<sup>289</sup> eurent des positions convergentes avec celles des nationalistes africains, alimentant ainsi l'ambiguïté des mouvements de contestation des Blancs d'Angola. Dans ce tissu complexe des relations sociales angolaises, la problématique de la « couleur » pénétra inévitablement les débats des cercles militants des Angolais qui craignaient, entre autres, de voir se reproduire certaines attitudes discriminatoires ou tout au moins paternalistes dans leur rang s'ils y intégraient les Portugais.

Selon Fernando Estrela, cette problématique interrogea l'ensemble du réseau (une trentaine de personnes) après la campagne de soutien à Arlindo Vicente. Deux tendances se seraient alors dessinées : l'une souhaitant limiter l'action aux seuls Blancs, défendue par Eugénio Ferreira et lui-même, et une autre désireuse de l'ouvrir aux Africains<sup>290</sup>. Pourtant, Calazans Duarte n'évoque pas ces deux tendances et précise que son groupe « avait décidé non par sectarisme, mais par sécurité, et à cause de certaines réserves émises à l'encontre de certaines personnes, de ne pas ouvrir son groupe aux Noirs, même si au départ, il y avait deux Angolais noirs »<sup>291</sup>. Il ne faut pas nécessairement voir dans l'option stratégique décrite par Duarte une manifestation de racisme de la part de ces communistes d'Angola. Certes, la direction métropolitaine avait condamné le « chauvinisme » présent dans les rangs de ses militants d'outre-mer, mais il faut peut-être voir ici la simple prise en compte d'une réalité coloniale. Si leur vie quotidienne les amenait à croiser des Noirs angolais, il n'était pas question de les côtoyer. La hiérarchie raciale entachant encore les rapports sociaux, la manifestation d'une quelconque proximité aurait paru douteuse et aurait entraîné les soupçons. Aussi, face à l'inconnu (« par sécurité »), ils choisirent de fonctionner en vase plus ou moins clos. Peu à peu, toutefois, à travers l'activité légale, ils admirèrent des « natifs » Blancs et métis.

Quoi qu'il en soit, l'Angola est la seule colonie où les militants communistes portugais purent se retrouver confrontés à de telles problématiques. Ils connurent les affres de la praxis, prisonniers au départ des analyses théoriques et des consignes stratégiques du parti de métropole. Finalement, comme l'organisation mère, rencontrer les militants africains les fit évoluer dans leurs discours et dans leurs

<sup>289</sup> Christine Messiant, *idem*.

<sup>290</sup> Fernando Estrela, entretien avec l'auteur, *op. cit.* Il explique sa position d'alors par une « raison primaire : si tu mets une croix blanche sur une page noire tu ne vois que ça. Le groupe de Calazans fait son organisation ouverte et se fait prendre ».

<sup>291</sup> Calazans Duarte, entretien..., *op. cit.*

actions, confirmant une fois de plus le caractère inadapté et attardé des positions du PCP dans les années 1950.

## **2/ Les autres colonies.**

Pour des raisons différentes suivant les colonies, dans l'ensemble l'activité communiste y apparaît nettement plus réduite. Aucun groupe organisé n'y vit le jour et les militants liés au parti se retrouvaient bien isolés. Ainsi, on relève, par exemple, au début des années 1950, la présence d'un communiste, Mário Santos, à São Tomé<sup>292</sup>.

Le PCP ne possédait également que très peu d'informations sur la situation des comptoirs indiens<sup>293</sup> et n'y exerçait aucune activité. Un militant du Portugal reconnaissait en 1961 que le parti « était absent de Goa » et ignare sur la question. Il profita d'une conversation avec un dirigeant international pour assimiler quelques éléments d'analyse et formuler quelques propositions de mode d'action puis en fit, à son retour, un compte-rendu au parti. Son interlocuteur lui avait dit que les milieux d'affaires indiens ne s'impliqueraient pas dans la lutte en faveur du rattachement de Goa à l'Union indienne par crainte qu'un éventuel conflit ne provoquât une réaction négative des États-Unis. Par ailleurs, toujours selon lui, ils se satisfaisaient de la situation d'alors car Goa constituait une plaque tournante de la contrebande<sup>294</sup> et, de plus, Salazar avait donné aux capitaux indiens la possibilité d'investir dans ces comptoirs. Pour toutes ces raisons et toujours selon cet individu, Nehru hésitait à engager une action décisive pour libérer Goa. Aussi, pour le PC indien, chargé de suivre l'affaire, « à l'intérieur de Goa, seul le recours à la lutte armée était viable à cause du régime fasciste de terreur, des grandes forces militaires, etc. »<sup>295</sup>

Conscients des faiblesses du PCP, les dirigeants internationaux, entérinant ainsi la réalité du terrain, l'avaient désinvesti des actions concernant Goa. Toutefois, soucieux de coordonner ce combat anticolonial, ils jugèrent opportun d'établir un

---

<sup>292</sup> Voir Michel CAHEN, *Les bandits*, op. cit., p. 245.

<sup>293</sup> Fournies probablement par l'intermédiaire des militants africains de métropole qui côtoyaient leurs collègues indiens de la CEI, tel Orlando Costa.

<sup>294</sup> Par exemple, l'importation de montres, interdite en Inde, serait passé par Goa.

<sup>295</sup> Cité par « H. », *Carta do 30 de julho de 1961 — informação sobre o ultramar*, op. cit.

« contact plus étroit entre les deux partis [PCI et PCP], [d'organiser une] éventuelle rencontre entre délégations pour aborder le problème »<sup>296</sup> ; mais, dans la répartition des tâches fixée, le PCP restait en dehors du débat. En effet, « le PCP donnerait des informations sur la situation politique au Portugal et le PC indien des informations détaillées sur la situation à Goa ». Le PCI restait, par conséquent, seul maître à bord. Néanmoins, si le PCI comprenait que le PCP ne puisse pas réunir les forces démocratiques sous son mot d'ordre : « Le gouvernement de Nehru doit agir pour assurer la libération de Goa »<sup>297</sup>, il n'en espérait pas moins une aide du parti. Ainsi sollicitait-il les communistes portugais et leur demandait-il de lutter pour la concession de libertés démocratiques à Goa et le droit des peuples à décider de leur destin.

Les bonnes résolutions de ces dirigeants ne semblent pas avoir eu d'effet. L'annexion en décembre 1961 des comptoirs par les troupes indiennes mit un terme à cette lutte anticoloniale.

En revanche, il est curieux de constater à quel point les slogans tactiques du PC indien, comme celui en faveur de l'octroi de libertés démocratiques à Goa, faisaient écho à certaines des revendications portées par le PCP des années auparavant. Cette « coïncidence » révèle le poids de la culture politique du communisme international, autrement dit la prégnance des consignes soviétiques. Le nationalisme impérial développé par l'État Nouveau, auquel les militants portugais furent bien perméables, ne suffit donc pas à lui seul à expliquer les mots d'ordre *minimalistes* élaborés par le PCP. Encore une fois, les stratégies imposées par Moscou conditionnèrent largement les positions défendues par le parti.

En ce qui concerne le Mozambique, l'on constate l'absence surprenante d'un mouvement communiste organisé. En effet, la période précédente laissait présager une poursuite des activités dans cette colonie. La constitution, au sortir de la guerre, de l'OCM (Organisation communiste du Mozambique), le développement d'un réseau communiste s'étendant à différentes villes du pays et l'arrivée en 1947 d'un dirigeant du parti, Pedro Soares<sup>298</sup>, semblaient avoir bâti de solides bases pour les

<sup>296</sup> *Idem.*

<sup>297</sup> *Idem.*

<sup>298</sup> Pedro Soares vint au Mozambique officiellement pour « raisons personnelles » mais est, de fait, l'envoyé du parti. Voir chap. III, p. 350.

années à venir. Pourtant, l'arrestation, en 1949, de la plupart des militants de ce réseau communiste et du MUD *Juvenil* fut fatale au mouvement.

Un réseau continua néanmoins d'exister mais éclaté et peu structuré. Il se composait de personnes isolées comme Pedro Casimiro, médecin à Nampula, et de cercles de réflexion. Par exemple, des anciens du PCP créèrent un noyau connu sous le nom « les dissidents » qui rassemblait d'ex-militants comme Russel<sup>299</sup>. Par ailleurs, loin de ses vieilles histoires, un autre groupe, impulsé, entre autres, par Hermínio Martins du lycée Salazar et qui fonctionnait à Lourenço Marquês, entendait réfléchir aux idées marxistes et les divulguer. Il survit au départ de ce « fondateur » pour Londres en 1951, et compta alors sur Máximo Viana Fernandes, Ernesto Vigário et Fernando Gil pour l'animer. Ces jeunes tentaient de se procurer les livres marxistes et de discuter autour de leur contenu.

Les activités individuelles participaient grandement de la présence communiste dans la colonie. Ainsi, le fils de Pedro Casimiro témoigne qu'en 1951-52, et ce jusqu'en 1958-59, son père possédait des *Avante!*. De même, dans cette ville, la librairie « Vilares », comme la librairie « Lello » de Luanda, possédait des documents interdits. Rescapés de la censure, ils étaient conservés par le libraire qui, bien que séminariste peu à gauche, les mettait à disposition des intéressés. António Pedro Casimiro (fils) dit se souvenir avoir pu écouter ainsi dans la maison familiale Colette Magny, les Chœurs de l'Armée Rouge ou les chants de la Révolution espagnole. L'activité paternelle connut un regain lors de la campagne de Humberto Delgado (1958), à l'occasion de laquelle le médecin eut des contacts avec l'opposition de Beira<sup>300</sup>.

La présence communiste au Mozambique était donc assurée par l'initiative individuelle et des noyaux épars sans lien apparent direct avec le parti de métropole. En effet, le PCP ne semblait pas disposé à re-impulser une organisation. Selon Francisco Louro, le parti aurait même choisi dans les années 1950 de ne plus s'investir dans la colonie. Présent à Lourenço Marques, António Veloso, avant de rejoindre plus tard Luanda, aurait sollicité une « liaison » avec le PCP. Francisco Louro dit alors avoir transmis à Cândida Ventura, son contact du CC et de surcroît originaire de cette ville, la demande de ce militant, demande dont il avait lui-même

---

<sup>299</sup> José Capela, Lettre à Pacheco Pereira, 25 mars 1980. In Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal ...*, vol. II, *op. cit.*, p. 645.

<sup>300</sup> António Pedro Casimiro, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 10 mars 2000, enregistré, non confirmé.

pris connaissance par l'intermédiaire de Maria Helena Barradas. Cândida Ventura lui aurait alors répondu « qu'elle n'était pas intéressée par une quelconque « liaison » du parti à Lourenço Marques et que si Veloso voulait travailler, [il n'avait qu'à] venir en métropole »<sup>301</sup>. S'il convient de prendre les précautions d'usage inhérentes à l'examen de ce type de déclarations, l'étude de la situation locale laisse croire effectivement à un désintérêt du parti quant aux activités communistes au Mozambique.

En métropole, les contacts des militants communistes avec les étudiants coloniaux n'étaient pas uniformes. Les jeunes Mozambicains étaient entrés moins massivement au PCP que leurs collègues angolais de la CEI. Ils s'avéraient même moins investis dans les institutions de la Casa et les diverses associations émergentes. Tout « naturellement », un lien privilégié naquit alors entre le PCP et les militants angolais. Le parti entretenait non seulement un contact avec les Blancs des colonies mais aussi, dorénavant, avec les « coloniaux », ces « meilleurs alliés » tant convoités. Ses efforts devaient nécessairement se concentrer sur l'Angola. De plus, cette colonie jouissait dans les mentalités portugaises d'une proximité affective plus prégnante, due notamment à la colonisation blanche impulsée par l'État Nouveau dans les années 1950<sup>302</sup>, qui intervenait probablement dans les options du PCP. Enfin, l'opposition mozambicaine se montrait nettement plus hétérogène que celle d'Angola, rendant ainsi la tâche du parti moins aisée.

En effet, le cercle des antisalazaristes du Mozambique se composait essentiellement de démocrates libéraux, issus pour certains du MUD du Mozambique. Leurs positions sur l'indépendance de ce territoire ne favorisaient en rien la création ou le renforcement de liens entre ces militants et les « natifs » de la colonie. Ils se firent, par exemple, remarquer au moment de la campagne électorale de 1958. Un tract destiné *Aux citoyens électeurs*<sup>303</sup> exposait les revendications de

<sup>301</sup> Franscico Louro, interrogatoire du 17 août 1959. ANTT/PIDE, Pc 630/59, *op. cit.*, fl. 21.

<sup>302</sup> Les plans quinquennaux décrétés par les autorités (1953-58 et 1959-1964) visant à repeupler les campagnes concernaient le Portugal continental comme les provinces d'outre-mer. Ainsi, en 1950 on dénombrait 79 000 Européens en Angola sur une population de 4,1 millions d'habitants et 48 000 Européens au Mozambique. En 1960, ils étaient 173 000 en Angola sur une population totale de 4,8 millions et 97 000 au Mozambique sur une population de 6,6 millions d'habitants. Chiffres tirés de Armelle ENDERS, *Histoire de l'Afrique lusophone*, Paris, Chandeigne, 1994, p. 111.

<sup>303</sup> Non daté, ce document s'inscrit vraisemblablement dans la période post-électorale de 1958 par son style et surtout sa référence à la récente Communauté française.



ces opposants telles que la fin du statut de l'indigénat. Leur cinquième réflexion tranchait radicalement avec les discours communistes :

« Il serait erroné de notre part de tenter d'occulter que le nœud gordien de la crise nationale s'identifie avec notre politique ultramarine. [...] Bien, il se trouve que nous avons un mot à dire à la Nation à ce sujet. On ne nous en voudra pas, comme Portugais originaires du Mozambique, ou ici enracinés, d'envisager ce problème sous un angle mozambicain qui ne cesse d'être un angle national pour autant. [...] C'est une chose d'envisager les aspirations de la population africaine de race noire comme un simple souhait de dignité humaine et cela en est une autre que de les envisager comme revendications de plus de la moitié de la population portugaise, population que nous côtoyons quotidiennement et que nous sommes fiers de côtoyer encore et dont les fils sont aujourd'hui et seront surtout demain les compagnons de nos fils. [...] Nous souhaitons surtout qu'ils [les Noirs] croient en nous, en notre désir de convivialité égalitaire, en notre vif engagement à rééditer ici la gloire d'un second Brésil. [...] L'on rencontre aujourd'hui une affirmation largement répandue selon laquelle les Portugais sont en Afrique pour y rester<sup>304</sup>. L'expression comporte, évidemment, les sens les plus divers. Pour y rester sans aucun doute. Mais en quelle qualité ? Ceci est la question. [...] Nous ne renoncerons à constituer une communauté lusitanienne des Nations à laquelle éventuellement se joindrait le Brésil [...] que si la preuve évidente est apportée de son inviabilité pratique ou de sa non-acceptation par tous ou par la majorité des possibles États fédérés »<sup>305</sup>.

Ces démocrates mozambicains proposaient un système similaire à celui de la Communauté française, à laquelle ils se référaient par ailleurs, puisqu'ils évoquaient une possible communauté lusitanienne des nations. La Communauté française, si elle ne constituait pas une fédération, tentait de répondre aux aspirations d'autonomie des colonies. Elle s'inscrivait dans la droite ligne de la loi-cadre du 23 juin 1956 qui accordait aux territoires français l'autonomie interne, entérinait une décentralisation administrative dans le cadre d'une république restée unitaire<sup>306</sup> et remplaçait l'Union française de 1946. Cette loi-cadre, élaborée par Gaston Deferre, ministre de la France d'outre-mer, et Houphouët-Boigny, ministre d'État, répondait aux manifestations anticoloniales montantes (début de la guerre en Algérie en 1954, troubles au Cameroun) et aux pressions extérieures. Avec le retour de De Gaulle au pouvoir en juin 1958, les relations entre la France et ses colonies évoluèrent encore. Le Général souhaitait créer une confédération franco-africaine, mais cette structure ne correspondant plus aux aspirations africaines, il lui préféra celle de la

<sup>304</sup> Slogan scandé par l'État Nouveau.

<sup>305</sup> *Aos cidadãos eleitores*, Um grupo de democratas, Mozambique, 1959 (?), p. 1. Octávio Pato, *op. cit.*, caisse 703, vol. I, fl. 38. Souligné par moi.

<sup>306</sup> Elle entraînait par conséquent l'extinction de l'AOF et de l'AEF. Elle généralisait le suffrage universel et mettait en place un collège unique.

Communauté. Adoptée par le référendum de septembre 1958 (exceptée la Guinée), elle octroyait aux États membres des compétences en matière de politiques diplomatique, de défense et monétaire.

Le PCF avait soutenu l'Union française en 1946 et la défendait encore par la voix de Léon Feix, membre du CC du parti, dans une brochure de 1956. Dans une réflexion plus générale, il ajoutait même : « Toute possibilité de réaliser une union répondant aux intérêts des peuples jusqu'alors colonisés et à l'intérêt national français doit-elle donc être écartée ? Nous ne le pensons pas... »<sup>307</sup>. Pourtant, en 1958, face au déroulement de la guerre en Algérie, face à l'évolution de ses relations avec les membres du RDA (Rassemblement démocratique africain) lequel tint un congrès en 1957, le parti condamna la Communauté. Bref, même pour un PC qui avait maintes fois prouvé ses prédispositions à cautionner les tentatives d'aménagement des relations coloniales par le pouvoir métropolitain, l'idée de Communauté dérangeait car elle ne correspondait plus aux revendications africaines, elle était obsolète avant même d'exister.

L'on ne connaît pas la réaction des militants communistes du Mozambique, ni même celle du PCP, face à la proposition des démocrates de la colonie. Néanmoins, même si rien n'indique que, à l'époque, les réflexions du PCP s'apparentaient à celles du PCF, on est en droit de penser qu'*a priori*, le parti portugais n'adhérait pas à la mise en place éventuelle d'une telle structure. L'absence d'une telle idée dans ses écrits conforte cette hypothèse. On peut alors conclure que les communistes étaient quasi absents des réseaux oppositionnels de la colonie.

Si l'expérience angolaise s'avère riche d'enseignements, force est de constater, dans l'ensemble, l'inaction relative du PCP dans les colonies portugaises. Absent des « poussières d'Asie » et également, dans l'état actuel des sources, de Guinée, du Cap-Vert, il s'est fait éradiquer de la scène mozambicaine et n'entendait pas la réinvestir. En revanche, le parti envoya deux agents de « liaison » à Luanda, Francisco Louro puis António Veloso, appuyant ainsi les efforts des Blancs de la *Sociedade cultural de Angola* pour créer un groupe autonome conformément aux résolutions du V<sup>e</sup> Congrès. Toutefois, les pressions plus ou moins avouées des militants « natifs » intégrés à ce cercle engendrèrent l'inexorable changement

<sup>307</sup> Léon Feix, *Discours du 11 juin 1956*, cité par Jacob MONETA, *op. cit.*, p. 277.

d'orientation du groupe : de l'objectif d'un PC, il passa à celui d'un mouvement d'émancipation anticoloniale. Si l'étude de cas enrichit indéniablement l'approche globale de la problématique, on ne saurait surestimer le terrain colonial dans la définition de la politique du parti. Comme l'écrivait si bien en 1959 un dirigeant du parti :

« Le PCP a cherché à aider les peuples des colonies dépendantes dans leur lutte pour leur libération du joug colonialiste ; simplement, les colonies se trouvaient à des milliers de kilomètres du pays ; pour un parti travaillant depuis plus de 30 ans dans la clandestinité, ce n'était pas une tâche facile que de maintenir des contacts réguliers et efficaces avec les peuples coloniaux »<sup>308</sup>.

### **CONCLUSION**

Durant les années 1950, le PCP fit la dure expérience de la transposition de ses discours anticoloniaux, même *minimalistes*, aux réalités portugaises et africaines. Lisbonne assistait à la transformation progressive des associations communautaires, nourries par les jeunes étudiants de la CEI et les travailleurs du Club maritime, en mouvement anticolonial. Les réflexions et les exigences des militants coloniaux perturbèrent quelque peu les rangs du parti. Se prononçant contre leur auto-organisation en métropole, position qui dénotait les carences de son analyse sur le fait colonial en lui-même et le processus de décolonisation, le PCP ne put qu'entériner la rupture et adapter ses positions. Il ne les considéra toutefois point comme des « traîtres », alors qu'il l'avait fait pour des divergences moindres exprimées par des militants européens. Serait-ce le résultat d'une conscience, menée par défaut, de l'altérité africaine ou l'expression d'un certain paternalisme (s'ils ne sont pas « mûrs » pour le PC, laissons-les à l'étape de la révolution nationale) ?

Par ailleurs, si le PCP réussit modestement à appliquer dans les colonies ses résolutions sur la création de PC autonomes, ses efforts se limitèrent à un seul territoire (Angola). De plus, celles-ci ne résistèrent pas à l'épreuve du terrain. Confrontés aux aspirations des Africains côtoyés, les communistes de Luanda abandonnèrent les dispositions de l'organisation mère et créèrent le Mouvement de libération nationale d'Angola.

---

<sup>308</sup> *A acção do PCP na defesa da paz e na luta pela conquista das liberdades democráticas e pelo socialismo*, PCP, août 1959, p. 17. ANTT/PIDE, Octávio Pato, *op. cit.*, caisse 708, vol. XII, fl. 698.

## **Conclusion.**

Le PCP semblait s'endormir sur ses lauriers et se satisfaire de sa position « historique » de 1943. Pourtant, les années 1950 sonnaient le temps de la multiplication des revendications anticoloniales et des processus de décolonisation. Le contexte international et la présence active de jeunes originaires des colonies au Portugal bouleversa les certitudes du parti. Nonobstant les réflexions de ces militants africains engagés dans ses rangs et dans ceux du MUD *Juvenil* autour de la remise en cause de la domination portugaise, la première confrontation « directe » du PCP avec un conflit colonial ne prit effet que lors des événements de Goa en 1954. Il tenta alors, dans un premier temps, de bricoler un arrangement de ses vieilles positions pour les adapter aux nouvelles données, promettant simultanément, par exemple, le respect du droit à l'indépendance ou au rattachement des comptoirs à l'Inde et la fidélité aux « traditions progressistes portugaises » outre-mer. Mais ces pirouettes ne résistèrent pas très longtemps à l'épreuve du terrain. Ses insurmontables contradictions et les remontrances de ses alliés africains le firent évoluer. Ainsi, lors de son V<sup>e</sup> Congrès, tenu en 1957, il reconnut, dans l'intervention de « Freitas » (Jaime Serra), le droit à l'indépendance immédiate et sans condition des colonies d'Afrique portugaise. Si cette formule avait déjà surgi en 1934, cette fois-ci le texte ne se perdit pas dans les méandres de l'histoire, il devint le nouveau référent en la matière, celui qu'on allait distribuer systématiquement aux coloniaux de métropole et envoyer dans les colonies.

Le discours avait changé. Cependant, d'un point de vue organisationnel, le parti poursuivait dans la même direction. Il avait conclu à la nécessaire création de PC autonomes dans les colonies mais réfuté l'auto-organisation des militants coloniaux en métropole. Pourtant, devant la rupture provoquée par ces derniers, il ne put que se plier à leur choix et continua à appuyer leurs revendications. Quant à la réalisation des objectifs du parti dans les colonies, le bilan reste maigre. Durant la décennie, seul l'Angola connut un groupe communiste actif et fidèle aux directives du PCP. Mais, comme le parti de métropole lui-même, l'inscription de ses militants dans une réalité concrète différente les fit évoluer. Ils s'orientèrent alors vers la constitution d'un « mouvement de libération nationale ».

Ces deux « infidélités », celle des métropolitains d'Angola et celle des coloniaux du Portugal (auto-organisation) rompaient avec la tradition du PCP. Mais, le parti n'avait pas les moyens de s'y opposer et ne pouvait donc qu'entériner ces dispositions qui, de toute façon, correspondaient aux attentes du mouvement communiste international.

Le parti n'accompagna que partiellement, voire chaotiquement, l'évolution de ces temps anticoloniaux, il ne fit que « rafistoler » quelques mots d'ordre et quelques analyses pour coller à la nouvelle situation. Cette absence de changement en profondeur laissait présager de temps difficiles à venir au moment même où le Portugal allait entrer dans la spirale des « guerres coloniales », autrement dit des guerres de décolonisation.

Les militants africains, quoique contrariés par les dispositions du PCP, n'en profitèrent pas moins de son expérience. Dans leurs témoignages, ils concluent dans l'ensemble que le PCP fut une solide école de formation même s'il se situa à la traîne quant à la nature de ses revendications anticoloniales.

**CHAPITRE V**

**1960 - 1974,  
LE PCP A LA TRAINÉ DE LA LUTTE  
ANTICOLONIALE**



## Introduction

**A** partir de l'imposante contestation née autour de la candidature de Humberto Delgado en 1958, l'État Nouveau connut en quelque sorte un état de crise permanent. Après les années de grèves et de manifestations du tournant de la décennie, le régime affronta des attaques plus « violentes » qui le placèrent au centre des critiques de la communauté internationale. En janvier 1961, l'épopée du *Santa Maria*, paquebot détourné par Henrique Galvão qui souhaitait libérer l'Angola et y installer un gouvernement provisoire, eut un fort retentissement médiatique. De même, en décembre de la même année, l'annexion par l'Union indienne de Goa, Damão et Diu projeta l'État Nouveau au cœur du débat mondial sur la décolonisation. De plus, c'est aussi à partir de 1961 que les organisations nationalistes déclenchèrent des actions de guérilla dans les colonies d'Afrique. Parallèlement, le régime traversait une crise sans précédent en métropole. Ainsi, en 1962 puis en 1969, deux mouvements sociaux d'ampleur inégalée, le premier englobant de nombreux secteurs de la société portugaise, l'autre touchant essentiellement les milieux universitaires, déferlèrent sur le Portugal.

Tandis que les anticolonialistes prenaient les armes et faisaient monter d'un cran le combat contre l'État Nouveau, le PCP œuvrait en faveur d'un « soulèvement national », seul capable selon lui de renverser le régime. Le retour d'Álvaro Cunhal à la tête du parti rompit avec la « coexistence pacifique » et la « déviation de droite » des années 1956-59, accompagna les évolutions des thèses soviétiques et conclut alors à la victoire possible d'une « révolution démocratique et nationale » par une vaste action des masses. Ce n'était pas l'avis de l'ensemble des antisalazaristes puisque bon nombre d'entre eux, des partisans du *revilharismo* à ceux de la lutte armée en passant par les populistes militaires, se déclaraient disposés à agir maintenant de manière violente. Le PCP combattit vigoureusement, pourtant, les orientations de ses vieux rivaux et de cette jeune opposition, comme il l'avait fait, malgré quelques moments de faiblesse, pour les projets des républicains *revilharistas*. Par ailleurs, après le déclenchement des guérillas en Afrique et alors



que le pays s'enlisait dans la guerre, il refusa également d'appeler à la désertion individuelle des soldats pour ne reconnaître comme seule lutte viable que les désertions collectives et les actes de désobéissance. Ces deux positions le reléguèrent, aux yeux de ses partenaires du mouvement unitaire fraîchement reconstitué (FPLN – Front patriotique de libération nationale créé en 1962) et des groupes d'extrême gauche, au rang des forces réformistes. En effet, à partir de la scission maoïste de 1963, le parti dut désormais compter avec la présence de militants dits révolutionnaires, se réclamant eux aussi de la classe ouvrière et fidèles partisans de la lutte anti-impérialiste.

Le PCP, seul parti à reconnaître jusqu'au début des années 1960 le droit à la séparation des colonies, se voyait critiqué et devancé par de nouvelles tendances politiques sur la question de la libération des territoires dominés au moment même où cette problématique pénétrait tous les secteurs de la société portugaise. Ce nouveau contexte ne l'amena pourtant pas à opérer un sursaut politique. Il ne s'engagea point dans une lutte anticoloniale acharnée, se contentant, en fait, d'intensifier simplement ses efforts de propagande. Les années 1950 avaient embourbé le parti dans de difficiles conciliations entre théorie et pratique anticoloniales, la décennie suivante le relégua au second rang des combattants.

Il incarna de plus en plus une certaine tradition politique inadaptée aux temps modernes. Seuls le départ de Salazar en 1968 et les espoirs déçus de changement de régime, les dix années de guerre et la pression croissante des autres cercles de l'opposition de gauche qui choisirent alors de créer des groupes armés, poussèrent le PCP à l'action. En 1970, il impulsa la création de l'ARA (Action révolutionnaire armée), quelques années trop tard pourtant pour remédier au divorce survenu entre lui et une grande partie de la jeunesse portugaise. C'est avec l'image d'un combattant ayant peu combattu que le parti s'engouffra dans le processus révolutionnaire et de décolonisation après la formation d'une Junte de Salut national basée sur le programme du MFA (Mouvement des Forces armées) dans la nuit du 25 avril 1974.

Il s'agira dans un premier temps d'analyser les profonds changements survenus au début de la décennie : d'une part, la fin de la prépondérance du PCP sur la scène politique et ce, malgré le retour d'Álvaro Cunhal et, d'autre part, la fin de la cohésion « nationale » si chère au régime après le début des guerres coloniales. Puis, à travers les grands débats de la période et l'examen des actions concrètes

menées par le PCP sur le plan anticolonial, je montrerai en quoi le parti incarna la « force de la tradition ». Enfin, dans un troisième et dernier temps, j'étudierai la nature et les raisons du sursaut politique du PCP à l'aube des années 1970.



## **I 1960-1964, les années charnières ou le début de la fin.**

*Le flux les apporte, le reflux les remporte*

Corneille

De la candidature de Humberto Delgado en 1958 à l'année 1964, le régime connut de virulentes attaques perpétrées de toute part. Les différents secteurs de l'opposition tentaient de manière désordonnée de profiter des perspectives ouvertes par la contestation nouvelle pour renverser le régime. Le sursaut du courant *revilharista* et la montée du populisme militaire<sup>1</sup> se conjuguèrent pour fomenter dès mars 1959 une première révolte militaire contre l'État Nouveau connue sous le nom de « *Conspiração da Sé* » ; elle fut suivie d'une seconde en janvier 1962 dite « Révolte de Beja ». Entre temps, d'autres actions avaient été préparées. Ainsi, en janvier 1961, Henrique Galvão détourna le paquebot *Santa Maria*, pour libérer l'Angola, et planifia une action analogue avec un avion de la TAP (Transport aérien portugais) en novembre de la même année.

Sur les plans colonial et international, c'est à dire en dehors du rectangle métropolitain, le régime subit également de multiples attaques et connut de cruelles déceptions. En février 1961, les Angolais prirent les armes contre le colonisateur et, peu avant Noël, l'Union indienne annexa les comptoirs portugais d'Asie. La nuit du 18 décembre, Salazar se serait posé la question de son abdication, pour choisir finalement de rester à la tête de l'État<sup>2</sup>. De surcroît, la guérilla lancée par les militants angolais allait faire des émules et en janvier 1963 et septembre 1964 les nationalistes guinéens et mozambicains empruntaient un chemin analogue vers la libération.

Le PCP participa à ce sursaut contestataire, notamment lors de la dernière grande offensive ouvrière contre le régime en 1962. Au préalable, le 3 janvier 1960, il avait réussi le tour de force de faire évader neuf dirigeants<sup>3</sup> du fort de Peniche,

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir D. L. RABY, *A Resistência antifascista em Portugal 1941-1974*, Lisbonne, Salamandra, 1988, chap. V, pp. 167-241.

<sup>2</sup> Témoignage de Manuel José Homem de MELLO, « Quando Salazar pensou demitir-se », *História* (Lisbonne), n° 61, novembre 2003, p. 50.

<sup>3</sup> Álvaro Cunhal, Francisco Miguel, Joaquim Gomes, Pedro Soares, Jaime Serra, Carlos Costa, Costa Carvalho, Rogério de Carvalho et José Carlos Francisco Martins Rodrigues.

exploit réitéré le 4 décembre 1961 avec la fuite de six militants<sup>4</sup> de la prison de Caxias. Il accompagna alors les manifestations de 1961-62, qui faisaient écho à celles de 1942-44, tant elles englobaient des militants de tous milieux : agricoles, industriels et universitaires. Pourtant, il allait essuyer parallèlement une critique virulente de la part de nouveaux secteurs de l'opposition : les marxistes-léninistes, les catholiques radicaux puis plus tard les trotskistes.

Les années 1958-1963 peuvent être alors qualifiées de charnières car le Portugal assista durant cette courte période à la fin du rôle prépondérant du PCP au sein de l'opposition et à la fin annoncée d'un Empire en ébullition.

### **A/ LA FIN DU PCP HEGEMONIQUE.**

Les intrigues autour du choix d'un candidat de l'opposition aux élections de 1958 avaient laissé présager un avenir difficile pour le PCP. En effet, les secteurs libéraux antisalazaristes, par l'intermédiaire du DDS (Directoire démocrate-social), avaient imposé leurs vues. Le parti, en situation de faiblesse, ne put que se plier à cette décision après avoir tout d'abord appuyé Arlindo Vicente. Pourtant, si les années 1960 entérinèrent effectivement la perte de la place prépondérante du PCP sur la scène politique portugaise et celle de son rôle hégémonique au sein des milieux ouvriers, l'aile droite de l'opposition n'y fut pas pour grand chose. Les bouleversements provinrent de deux secteurs jusque-là inexistantes : les populistes, issus pour la plupart des milieux militaires, et les jeunes révolutionnaires, regroupés par la suite essentiellement dans le courant marxiste-léniniste. Le PCP dut à la fois se défendre de freiner par des mots d'ordre légalistes l'insurrection nationale tant désirée et réprimer les tentations « déviantes » que des actions putschistes pouvaient susciter. En effet, selon lui, ces dernières ne sauraient se substituer à la lutte des masses et guider le combat antifasciste. Aussi, dans la période 1958-63, le PCP remit en cause la ligne précédente de « solution pacifique » au problème portugais qui l'aurait tenu éloigné des masses et dut simultanément intervenir et préciser ses positions sur la question de la pertinence des révoltes armées. Cela dit, en 1962, au moment où les partisans de putschs militaires connaissaient un reflux, le

---

<sup>4</sup> Francisco Miguel, José Magro, Costa Carvalho, António Gervásio, Domingos Abrantes et Ilídio Esteves.

PCP affronta une critique virulente, celle des marxistes-léninistes inspirés des réflexions du PC chinois, et vit poindre une nouvelle proposition : celle du recours à la lutte armée. Il connut par ailleurs, à partir de cette scission maoïste, une concurrence directe sur ses terrains d'intervention privilégiés et une remise en cause de son caractère « révolutionnaire ».

### **1/ Le retour d'Álvaro Cunhal et les grèves de 1961-62.**

L'adhésion de la population à la campagne de Humberto Delgado et sa réaction face au déroulement du scrutin surprirent le PCP et remirent sérieusement en cause les fondements de la « solution pacifique » prônée jusqu'alors : la fraude électorale venait démontrer l'impossibilité de renverser Salazar par la voie légale ; les manifestations populaires, qu'il n'avait pas suscitées mais simplement accompagnées, renvoyaient le parti à son incapacité à contrôler les masses et à les diriger tant ses stratégies politiques l'en tenaient éloigné. La décision d'arrêter en août 1959, faute de participation, la « Journée nationale pacifique », campagne militante qui avait démarré au mois de mai précédent, confirmait l'échec de la tactique mise sur pied par la direction de 1956. Inspirée par celles du PCE, cette action soulignait l'incontestable inadaptation des orientations du PCP face au climat insurrectionnel qui parcourait le pays.

L'évasion des dirigeants emprisonnés au fort de Péniche changea la donne. Avec la complicité d'un agent de la GNR, les prisonniers endormirent un gardien et franchirent les murailles de la forteresse. Réfugiés à Lisbonne, ils reprirent sans plus tarder leurs activités militantes et, dès février 1960, la Commission politique du CC, sous leur influence mais aussi avec le soutien des militants opposés à la ligne Fogaça<sup>5</sup>, revint sur les travaux menés par la direction de 1956-59. Elle se fixait, entre autres, comme tâche de « corriger les conceptions politiques qui conduisirent au mépris du travail d'organisation »<sup>6</sup>. De même, lors d'une réunion de cadres tenue le même mois, le débat autour de la « solution pacifique » et notamment sur l'appel lancé par les « réformistes » aux dissidents potentiels du régime en juillet 1959 fit

---

<sup>5</sup> Pour plus de détails sur les critiques exprimées au sein du parti dès 1957, voir João MADEIRA, *Os Engenheiros de Almas*, Lisbonne, Estampa, 1996, pp. 373-374.

<sup>6</sup> « As Tarefas fundamentais de organização na situação presente », Commission politique du CC du PCP, *O Militante*, série III, n° 108, janvier 1961, p. 1.

rage. Ces cadres concluaient alors prudemment qu'ils « ne pouvaient compter démesurément sur la désagrégation [interne] du régime »<sup>7</sup>. Dans une logique similaire de déconstruction des analyses des années 1956-59, la Commission politique du CC publia, en mai 1960, dans *O Militante* un texte de ré-orientation sous le titre : « *Tarefas inadiável da hora presente : a unidade* »<sup>8</sup> (Tâches inajournables du moment présent : l'unité). Elle y critiquait entre autre l'idée d'un recours à un coup d'État comme solution au fascisme, position insuffisamment condamnée à son goût par la direction précédente. Elle insistait d'autant plus sur ce point que le PCP d'alors avait entretenu des contacts avec les militaires fomenteurs de la « *Conspiração da Sé* » de mars 1959 et que, s'il s'était rétracté, certains militants à titre individuel participèrent à sa préparation (cf. *infra*). Le texte de mai 1960 dénonça par conséquent avec véhémence les dangers que les partisans du « terrorisme » [actions violentes] faisaient courir aux forces démocratiques par les illusions profondes qu'ils semaient chez les antifascistes.

Les évadés de Peniche multipliaient leurs attaques contre le « *desvio de direita* » et poursuivaient leur lutte. Aidés indirectement par l'arrestation de Fogaça en août 1960, ils réussirent à faire adopter officiellement en mars 1961, lors d'une réunion du CC, la critique de la ligne menée antérieurement par le parti. Deux documents furent alors votés : « *O Desvio de direita no PCP nos anos 1956-59* » (La Déviation de droite dans le PCP des années 1956-59) et « *Ensinamentos numa série de traições* »<sup>9</sup> (Enseignements sur une série de trahisons). Cela dit, dès décembre 1960, le CC avait édité une brochure sur « La tendance anarcho-libérale dans l'organisation du travail de direction » dans laquelle il critiquait les analyses des « réformistes » et en soulignait les contradictions. Selon lui, l'espoir d'une désagrégation du régime avait poussé les partisans de la « solution pacifique » à prôner une unité qui laissait le champ libre à « l'hégémonie de la bourgeoisie libérale et des forces conservatrices »<sup>10</sup>. Le CC insista particulièrement sur la non-validité

<sup>7</sup> Compte rendu de la réunion des cadres du PCP de février 1960. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, 2<sup>nd</sup>o juízo criminal, 1962, caisse 706, vol. XI, fl. 676.

<sup>8</sup> *Tarefas inadiável da hora presente : a unidade*, Commission politique du CC, mai 1960, 6 p. FMS dossier 2597-01.

<sup>9</sup> *O Desvio de direita no PCP nos anos 1956-59* et *Ensinamentos numa série de traições*, Rapports publiés dans *O Militante*, série III, n° 110, mai 1961.

<sup>10</sup> *A Tendência anarco-liberal na organização do trabalho de direcção*, brochure du CC du PCP, eds Avante!, décembre 1960, p. 5. FMS dossier 2597-01. *A Tendências anarco-liberal...* fut élaboré en août par Joaquim Pires Jorge mais adopté en décembre 1960, selon João MADEIRA, *op. cit.*, p. 372.

des principes organisationnels promus durant cette période. Ainsi, il remarquait que la tentative de réponse à « l'excessif centralisme » de la période 1949-55 avait conduit à une forme de désaveu perpétuel du Secrétariat et une forme d'égalitarisme entre permanents, néfastes pour le parti. La direction de 1956 aurait dû lutter contre les excès du centralisme et non contre le centralisme en tant que tel car tout parti léniniste doit être centralisé ; en cela elle avait « dévié ». De plus, les critiques qu'elle avait émises contre le culte de la personnalité « tendirent à nier les différences de niveau et de capacité politiques des militants, les différences de leurs mérites dans l'action [...] et à « niveler » artificiellement et illusoirement la compétence, la capacité, la confiance, le prestige et l'autorité des cadres »<sup>11</sup>. Cette tendance devait être combattue violemment et promptement car elle avait « conduit à un « égalitarisme » et un « démocratisme » absolus très proches de l'anarchisme »<sup>12</sup>.

Toutefois, si Álvaro Cunhal et ses lieutenants insistaient sur la nécessaire révision des principes organisationnels, les deux rapports présentés au CC en mars 1961 revenaient, eux, largement sur les erreurs plus politiques, provoquées par ce qu'ils considéraient être une application mécanique des résolutions du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Selon les auteurs des deux rapports, celles-ci envisageaient pour les pays démocratiques le passage pacifique, c'est-à-dire par la voie parlementaire, des sociétés capitalistes au socialisme. Aussi, pour les détracteurs de la « déviation », cette solution ne concernerait le Portugal, qui évoluait en pleine dictature, que si l'on enregistrait un développement notable du mouvement démocratique et, simultanément, un réel affaiblissement de l'appareil répressif de l'État autoritaire. Ne pas tenir compte de ces deux conditions avait provoqué les positions droitières de la direction de 1956. Cette dérive avait fait perdre au PCP une réelle opportunité de renverser le fascisme. Dans « *o Desvio de direita...* », le CC expliquait, en effet, que le pays avait traversé en juin 1958 une situation pré-insurrectionnelle sans que le parti ne s'en rende compte et que l'organisation n'avait finalement « rien prévu, rien préparé, rien organisé, rien fait », bref, qu'elle « fut, largement, à la traîne du mouvement spontané »<sup>13</sup>.

En remplacement des orientations « réformistes » dénoncées, les évadés de Peniche et leurs partisans proposèrent une nouvelle stratégie afin d'obtenir « le

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>12</sup> *Idem*.

<sup>13</sup> *O Desvio de Direita no PCP nos anos 1956-59, op. cit.*, p. 9.



renversement de la dictature fasciste et la conquête des libertés politiques ». Ils argumentaient que, face à la dictature du capital monopolistique (associé au capital étranger) et des grands propriétaires terriens, seul un « *levantamento nacional* » (soulèvement national) pouvait mettre à mal le régime. Le mouvement populaire et les forces démocratiques, par le biais par exemple de la grève générale, unis à des militaires à leur ordre conduiraient à la victoire sur l'État Nouveau. Pour le PCP « rénové », les petite et moyenne bourgeoisies cessaient d'être les alliés privilégiés de la classe ouvrière qui devait désormais compter davantage sur le soutien du paysannat et des peuples des colonies. Ces détracteurs des visions « réformistes » soulignaient également les carences du parti lors des manifestations de 1958-59 et sa perméabilité excessive à des expériences internationales, en particulier à celle du PCE. Lors de cette réunion de mars 1961, pour appliquer ces nouvelles résolutions, ils élirent à la tête du parti Álvaro Cunhal qui occupa alors la fonction de secrétaire général, poste laissé vacant depuis la mort de Bento Gonçalves en 1942.

Ce dirigeant entreprit donc de modifier les statuts du parti, de recadrer le fonctionnement de la direction, de mener un travail de réflexion autour de cette critique du « *desvio de direita* » et de s'atteler à élargir le mouvement antisalazariste. Cette montée en puissance s'opérerait au travers des luttes « contre les monopoles et les grands propriétaires fonciers [...et] contre la domination impérialiste et pour l'indépendance complète du Portugal »<sup>14</sup> et mènerait au soulèvement général des masses contre le régime. Ramiro da Costa remarquera très justement qu'il s'agissait d'étendre la base de la contestation par la multiplication des luttes partielles et immédiates et non de la radicaliser vers une action révolutionnaire ; cette stratégie contenait ainsi, selon lui, en son sein les germes de son propre insuccès<sup>15</sup>.

Certes, quelques camarades s'interrogèrent sur les nouvelles dispositions. En avril 1961, un militant demandait des éclaircissements sur certains éléments exposés dans *A Tendência anarco-liberal...* Les « limitations à la démocratie interne dans un parti clandestin »<sup>16</sup> semblaient en particulier lui poser problème. Quoi qu'il en soit, la ligne Cunhal s'imposa et ce fut dans de telles dispositions que le parti affronta les grèves de la fin 1961 et de 1962. Le secrétaire général s'érigea en gardien du temple

<sup>14</sup> *Tarefas inadiável* ..., *op. cit.*, p. 3.

<sup>15</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para a história do movimento operário em Portugal*, Lisbonne, Assírio & Alvim, vol. II., 1979, p. 154.

<sup>16</sup> *Opiniões expressas por alguns camaradas*, feuillet dactylographié, avril 1961, p. 5. Octávio Pato, *op. cit.*, caisse 706, vol. XI, fl. 675.

et ébaucha peu à peu la ligne qui guida le PCP jusqu'au 25 Avril et la fin de la Dictature, celle en faveur d'une « révolution démocratique et nationale ». Trois de ses textes balisèrent cette élaboration théorique : un daté d'août 1963, le rapport au CC d'avril 1964, « *Rumo à vitória* » (Le Chemin de la victoire), devenu emblématique, et enfin celui présenté au VI<sup>e</sup> Congrès du PCP tenu en URSS en septembre 1965.

Pour l'heure, le secrétaire général transformait les pratiques militantes : de la révision des règles « *conspirativas* » à une gestion draconienne de la presse, de la protection de la direction (devait-elle ou non résider dans son ensemble au Portugal, exposée à tous les dangers ?) au renforcement du rôle prépondérant du parti sur la scène politique. Ainsi, admiratif de l'audience que la radio du PCE, Radio Pirinaica<sup>17</sup>, détenait en Espagne et même au Portugal, le PCP décida de créer sa propre radio. Elle devait, d'une part, prendre de vitesse les velléités en la matière de Humberto Delgado et, d'autre part, assurer un lien partisan entre le pays et Álvaro Cunhal, envoyé à la mi-1961 à Moscou pour des raisons de sécurité<sup>18</sup>. Le groupe de Portugais qui intervenaient régulièrement sur les antennes de Radio Prague cessa alors ses émissions. Sous la tutelle de Pedro Soares et Rui Perdigão (plus une jeune dactylographe), une radio indépendante fut créée et diffusa de Bucarest sur ondes courtes, le 12 mars 1962, la première émission de Radio Portugal Libre<sup>19</sup> au moment où l'agitation au Portugal culminait.

Cette extension de l'appareil propagandiste du parti vint appuyer l'éclosion du mouvement antisalazariste. En effet, même si en 1959 la contestation née des élections présidentielles de 1958 connut un reflux indéniable, le climat d'insatisfaction restait général dans le pays. Le 1<sup>er</sup> mai 1960, différentes villes du Portugal connurent quelques grèves de travailleurs ; en novembre les étudiants de Coimbra protestèrent contre l'augmentation du prix des tickets de cinéma et en décembre ceux de la faculté de médecine de Porto se mirent en grève, préfigurant

<sup>17</sup> Elle était bien souvent jugée nettement moins sectaire que Radio Moscou et bénéficiait en cela d'une large écoute ; certains démocrates non communistes portugais écoutaient, par exemple, ses programmes.

<sup>18</sup> Le parti annonça dans son journal de septembre la sortie réussie du Portugal d'Álvaro Cunhal, son arrivée en URSS et ses rencontres prometteuses avec deux membres du Secrétariat du PCUS, Suslov et Kusinen, et un membre du CC, Ponomariov. « Álvaro Cunhal encontra-se na União Soviética », *Avante!*, série VI, n° 306, 2<sup>ème</sup> quinzaine de septembre 1961, p. 1.

<sup>19</sup> Rui PERDIGÃO, « Testemunho sobre a Rádio Portugal Livre », *Estudos sobre o comunismo* (Lisbonne), n° 1, sept-déc. 1983, pp. 39-46.

l'agitation des années suivantes. En 1961, divers secteurs exprimèrent leur mécontentement : les pêcheurs de Peniche, les employés des banques, ceux des téléphones, de la CUF (les chantiers navals), de la *Carrís* (les transports) et, une fois de plus, les étudiants. Ces derniers avaient, entre autres, décidé de prolonger la Journée de l'Étudiant du 24 mars, mise à l'occasion sous haute surveillance policière. Les élections législatives de novembre 1961 cristallisèrent les tensions. Le PCP appela à des manifestations « contre la farce électorale » qui prirent une ampleur certaine à Lisbonne, Alpiarça, Couço, Coimbra, Covilhã et Almada, ville dans laquelle l'ouvrier communiste Cândido Capilé mourut sous les balles de la GNR.

L'année 1962 connut alors l'apogée de ce mouvement ouvert par la crise de 1958. Les étudiants s'allièrent aux secteurs ouvriers pour ébranler fortement le régime, le 1<sup>er</sup> mai 1962. Déjà, le 31 janvier, lors de la commémoration de la Révolution républicaine de 1891, de fortes manifestations<sup>20</sup> secouèrent le pays mobilisant de larges franges de la population et pas seulement, comme il était d'usage pour cette cérémonie, les grandes figures républicaines de l'opposition. De même lors de la Journée internationale de la femme, le 8 mars, d'imposants cortèges<sup>21</sup> se formèrent, d'autant plus, j'y reviendrai, que la guerre coloniale avait débuté. Les mots d'ordre relataient cette évolution. Si la foule criait « Portugal — oui, Salazar — non », les tracts distribués par des femmes exigeant le retour de leurs fils, maris et frères mobilisés la poussaient également à clamer « Paix — oui, Guerre — non ». Le 23 mars, les autorités interdirent la célébration de la Journée de l'Étudiant provoquant une onde de choc sans précédent et une grève universitaire quasi-générale qui se prolongea jusqu'en juin dans les facultés de Lisbonne et de Coimbra. Les affrontements violents avec la police conjugués aux nombreux débats tenus durant cette période participèrent de la politisation de cette jeunesse estudiantine. À partir de mai, les ouvriers agricoles et ceux de l'industrie rejoignirent la contestation. Dans l'Alentejo, la grève des moissons fit rage et les salariés agricoles réussirent souvent à imposer la journée de huit heures ; dans les grandes villes, les manifestations du 1<sup>er</sup> mai connurent un succès certain, principalement à Porto,

---

<sup>20</sup> Le PCP avança en 1965 le chiffre de 50 000 personnes dans les rues de Porto. Álvaro CUNHAL, *Relatório da actividade do CC ao VI<sup>e</sup> Congresso do PCP - 1965*, Lisbonne, eds Avante!, publié en 1975, p 163.

<sup>21</sup> Toujours selon le PCP, 20 000 manifestants se retrouvèrent à Porto le 8 mars 1962. *Idem*.

Almada, Barreiro et Lisbonne où ce furent entre 50 000 et 100 000 personnes qui affrontèrent les forces de l'ordre<sup>22</sup>. Les 8 et 28 mai, d'autres cortèges défilèrent, à l'appel notamment du PCP. Ils furent de moindre ampleur et durent affronter une répression féroce ; aussi le second semestre 1962 vit-il retomber l'imposant mouvement du printemps.

Le PCP de Cunhal revenu de sa déviation droitière trouvait dans ces troubles de 1961-62 un terrain de prédilection pour l'application de sa ligne en faveur d'un « soulèvement national ». Pourtant, pour beaucoup, cette agitation de masse révéla les carences du parti.

Tout d'abord, l'organisation était peu implantée dans les milieux universitaires. Le MUD *Juvenil* avait cessé d'exister depuis quelques temps déjà et les étudiants s'avéraient souvent issus de milieux peu imprégnés d'idéologie marxiste. Aussi, dans une première phase de la contestation, ces universitaires, regroupés dans les associations légales des facultés, dépassèrent seuls, c'est-à-dire sans mots d'ordre extérieurs, le cadre que leur fixait le gouvernement et recoururent à d'autres types d'actions, guidés par leur simple engagement et alliés à leurs professeurs. Dans un deuxième temps, un grand nombre d'entre eux, séduits par le prestige politique du parti, le rejoignirent. Mais, la discipline et la rigidité politiques de cette organisation ne tardèrent pas à freiner leurs appétits militants. Les initiatives raisonnables proposées par le parti ne satisfaisaient point leur désir d'« actions directes », seul moyen d'intervention efficace à leurs yeux. La répression policière à laquelle ils étaient quotidiennement confrontés ne fit qu'alimenter cette lecture radicale des rapports de force politiques. Aussi la direction du PCP reprochait-elle à ses nouvelles recrues, qui formaient d'ailleurs la base d'une « vaste organisation partisane »<sup>23</sup>, de confondre militantisme associatif et militantisme politique. Selon elle, il fallait que les étudiants « concentrent leurs énergies sur la réalisation des activités sociale, culturelle, pédagogique, éditoriale et sportive qui incombaient aux associations »<sup>24</sup>. En somme, selon une logique chère au parti, il fallait qu'ils privilégient l'action légale, soutiennent des revendications intermédiaires ou « plus réfléchies »<sup>25</sup> comme l'installation de cantines, de services médico-sociaux et qu'ils ne provoquent pas de « chocs

<sup>22</sup> Chiffres tirés de D. L. RABY, *A Resistência...*, *op. cit.*, p. 156.

<sup>23</sup> Álvaro CUNHAL, *Relatório da actividade do CC ao VIº Congresso do PCP*, *op. cit.*, p. 128.

<sup>24</sup> *Ibidem*, p. 127.

<sup>25</sup> *Idem*.

frontaux »<sup>26</sup> avec le régime. Ce différend sur le choix des moyens d'action politique entre le parti et ces jeunes expliqua en partie la naissance, justement dans ces milieux universitaires, d'une nouvelle opposition se situant à gauche du PCP et qui allait fortement le contester.

Ensuite, sans aller jusqu'à parler de carences du parti dans l'encadrement des travailleurs en lutte, certaines voix s'élevèrent tout de même pour lui reprocher une politique insuffisamment offensive. Plus largement, face au climat insurrectionnel de mai 1962, certains participants proposèrent d'organiser l'autodéfense du mouvement ouvrier, de créer des brigades populaires, de recourir aux actes de sabotage et aux attaques à main armée. Le parti aurait rejeté ces éventualités et réprimé les tentatives effectuées en ce sens<sup>27</sup>. Les diverses critiques dont il était l'objet dénonçaient l'impasse dans laquelle il se trouvait puisqu'il n'avait pas réussi à faire accéder le mouvement à une phase insurrectionnelle. En forme de réponse, Álvaro Cunhal écrivit en 1964 que : « Certains camarades manifestent de sérieux doutes sur le fait que la lutte populaire de masses puisse atteindre un niveau plus élevé »<sup>28</sup> que celui atteint durant les manifestations de mai 1962. Selon lui, ces doutes étaient injustifiés : la contestation n'avait pas, à ce moment-là, touché tout le pays avec la même intensité ni même atteint de larges couches de la population ; le débordement viendrait par conséquent avec l'élargissement du mouvement. Pourtant, en contradiction avec cette analyse, le parti reconnaissait lui-même que les manifestations avaient parcouru le Portugal de part en part réunissant salariés agricoles, ouvriers et étudiants<sup>29</sup>. Quoi qu'il en soit, le PCP semblait une fois de plus ne pas avoir su profiter de cette mobilisation exceptionnelle.

Conjugué aux révoltes militaires de 1959 et 1962, au début de la guerre coloniale et à l'annexion de Goa, ce mouvement de contestation participait bien à l'éclosion d'une crise politique sans précédent pour l'État Nouveau. Mais, méfiant par rapport aux secteurs politiques qu'il ne contrôlait pas et opposé aux moyens d'action qui sortaient du cadre qu'il s'était fixé, le « soulèvement national », le PCP ne

---

<sup>26</sup> *Idem.*

<sup>27</sup> Ramiro da COSTA, *Elementos para..., op. cit.*, , p. 159.

<sup>28</sup> Álvaro CUNHAL, *Rumo à vitória : as Tarefas do partido na revolução democrática e nacional- 1964*, Lisbonne, éd. A Opinião, publié en 1975, p. 170.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 211.

travailla pas à la radicalisation de cette contestation par le recours aux actions d'autodéfense ou violentes.

Il faut dire que la concurrence des militaires populistes engagés sur le terrain politique et guidés par le MNI (Mouvement national indépendant) de Humberto Delgado expliquait, en partie, ses condamnations virulentes de tout acte armé, qualifié bien souvent de « terrorisme ».

## **2/ Le PCP débordé sur sa droite par une opposition ragailardie.**

Les manifestations consécutives à la campagne de Humberto Delgado n'eurent pas seulement des répercussions directes sur le PCP, qui corrigea son « *desvio de direita* » et médita sur une nouvelle stratégie, mais aussi sur les milieux oppositionnels traditionnels. Les discours légalistes et prudents des vieux républicains semblaient caducs au vu des aspirations exprimées par la population et de la logique d'affrontement choisie par le régime. L'idée de la nécessité de l'appui des Forces armées ou du recours à la violence pour réussir à débouter Salazar s'imposait dans les rangs de cette opposition bousculée par le succès du « Général sans peur »<sup>30</sup>. Celui-ci, conscient des appuis qu'il conservait parmi les militaires, créa le MNI qui ne parvint pas néanmoins à convertir le soutien qu'avait obtenu son chef en engagement politique militant. Par ailleurs, soumis à un procès disciplinaire, Humberto Delgado démissionna de ses fonctions de directeur-général de l'Aéronautique civile, acte qui réduisit sa marge de manœuvre au sein des Forces armées. Le 12 janvier 1959, il se réfugia à l'ambassade du Brésil pour, après d'âpres négociations, partir en exil le 21 avril à Rio de Janeiro où il entra en contact avec les noyaux d'opposants portugais émigrés. Le 18 décembre 1958, il avait tenté de fomenter un coup d'état et entendait bien réitérer l'opération.

Son arrivée au Brésil modifia l'activité des démocrates y résidant. D. L. Raby estime à une centaine le nombre d'exilés politiques dans les années 1950 et 1960 dans l'ancienne colonie<sup>31</sup>. Ces derniers, qu'ils soient socialistes, républicains ou communistes, se retrouvaient autour d'une même ligne d'action : la dénonciation de la répression salazariste. Le cercle de São Paulo publia même à cet effet à partir de

---

<sup>30</sup> Surnom donné à Humberto Delgado.

<sup>31</sup> D. L. RABY, « O PCP e a oposição no exílio », *Vertíce* (Lisbonne), n° 50, octobre 1992, p. 33.

1956 le journal *Portugal democrático*. Avec la présence de Humberto Delgado, les projets changèrent et se transformèrent en actions concrètes comme la préparation de conspirations militaires. Si ces émigrés, et Delgado en particulier, ne participèrent pas directement à la « *Conspiração da Sé* » de mars 1959, celle-ci se distingua déjà des expériences *revilharistas* des décennies précédentes tant elle impliqua militaires et civils et fut rejointe par des éléments jusque-là étrangers à ces méthodes traditionnelles.

Mário Soares s'avère très explicite à ce sujet. Selon lui, le soulèvement prévu pour la nuit du 11 au 12 mars 1959 marqua :

« une rupture avec les conspirateurs traditionnels qui, de façon chronique, alimentaient le courant putschiste. Il s'agissait de personnes nouvelles, initiées à la politique, dans leur majorité, par la candidature de Delgado ; beaucoup d'entre elles provenaient des milieux catholiques et certaines étaient même venues du camp du fascisme »<sup>32</sup>.

Ainsi, à l'exception du capitaine Carlos Vilhena, la plupart des conspirateurs incarnaient donc plutôt un renouveau. C'était le cas, par exemple, de Manuel Serra, officier de la marine marchande mais surtout ex-dirigeant de la Jeunesse catholique. Les civils, monarchistes, catholiques et socialistes, devaient se retrouver dans la Sé (cathédrale) patriarcale de Lisbonne et attendre les mouvements des militaires... qui ne vinrent point, entérinant l'échec de la conspiration.

Cette configuration nouvelle distinguait cette tentative de coup d'État des expériences passées et expliquait, en partie, l'attitude du PCP. Il se montra au départ favorable à la réalisation d'un tel complot<sup>33</sup> mais, à quelques jours du 12 mars, il retira son soutien aux conspirateurs, manœuvre suivie de près par le capitaine Vasco Gonçalves, un proche du PCP (futur membre de la commission coordinatrice du MFA / Mouvement des Forces armées à l'origine du 25 avril 1974). Ce militaire argumenta par la suite que son groupe d'officiers avait quitté la conspiration car il était devenu évident que celle-ci ne représentait qu'une énième tentative de coup

---

<sup>32</sup> Mário SOARES, *Portugal amordaçado*, Lisbonne, Arcádia, 1974, p. 263.

<sup>33</sup> Voir D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, *op. cit.*, p. 223. Cette collaboration du PCP à la préparation de la révolte du 12 mars est confirmée par un ancien militant du parti, à ce moment-là militaire et membre d'une unité pressentie pour la révolte. Selon ce témoin, le PCP, qui qualifiait pourtant la conspiration de « putsch », lui demanda par l'intermédiaire de son « contrôleur » de quitter sa caserne et de se joindre aux révoltés. Devant le nombre réduit de mutins, il s'en retourna. António Pedro Ferreira, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 12 mai 1999, enregistré, non confirmé.

d'État et ne bénéficiait pas de l'appui des masses<sup>34</sup> ; ceux qui persévérèrent escomptaient que cet appui suivrait l'action.

Malgré son échec patent, cet épisode insuffla un nouvel élan à l'opposition, légale ou clandestine, et au printemps 1959 émergea l'idée de mettre sur pied des Juntas d'action patriotique (JAP)<sup>35</sup>. Formées en décembre de la même année, elles devaient constituer les unités de base d'une Junte centrale, composée des divers courants de l'opposition dont, entre autres, de représentants des comités de soutien électoraux de Arlindo Vicente et Humberto Delgado. Ces Juntas renouaient avec la traditionnelle politique d'unité antisalazariste abandonnée depuis la rupture de 1949 et la campagne de Norton de Matos. Cela dit, le PCP n'aurait été quant à lui contacté que quelques mois plus tard<sup>36</sup>. Cantonné ainsi à un rôle subalterne, il n'en entendait pas moins examiner la pertinence des actions engagées et veiller aux voies empruntées.

Ainsi, dans son texte de mai 1960, « *Tarefas inadiável da hora presente* », il s'opposa aux déclarations que le capitaine Henrique Galvão, un proche de Humberto Delgado, crut bon de faire en décembre 1959 sur le recours à l'action militaire afin de détrôner Salazar.

Pour mémoire, ce dissident du régime avait promu la candidature de Quintão Meireles en 1951 et fréquentait depuis les rangs de l'opposition militaire. Condamné par le régime, il avait cependant réussi à s'évader le 16 janvier 1959 de l'hôpital Santa Maria et à demander l'asile politique à l'ambassade d'Argentine pour rejoindre Buenos Aires au mois de mai. Fixé finalement au Venezuela, il maintint des contacts réguliers avec Humberto Delgado qui résidait alors au Brésil. Il allait devenir célèbre par son orchestration du détournement du paquebot *Santa Maria* en janvier 1961. Cette opération réunissait des opposants portugais et espagnols regroupés en février 1960 dans le Directoire révolutionnaire ibérique de libération (DRIL). Ce dernier était

<sup>34</sup> Entretien de Vasco Gonçalves du 24 mars 1977 avec D. L. Raby (Lisbonne). In D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, op. cit., p. 225.

<sup>35</sup> Notons que, si différents auteurs parlent de Juntas patriotiques pour 1959, une brochure publiée par la Commission exécutive de la Junte centrale d'action patriotique en novembre 1964 faisait remarquer que les Juntas prirent ce nom « d'action patriotique » uniquement en 1961. Elles se seraient auparavant appelées Juntas de libération nationale. *O que é uma Junta de acção patriótica*, brochure de la Commission exécutive de la Junte centrale d'action patriotique, éd. des auteurs, 1964, 15 p. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, fl. 465.

<sup>36</sup> Entretien de Fernando Piteira Santos et Nikias Skapinakis avec D. L. Raby (Lisbonne), datés respectivement des 28 février 1977 et 4 mai 1977. In D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, op. cit., p. 227.



issu, selon le PCP, du Front démocratique de libération des peuples de la péninsule ibérique formé à Caracas en décembre 1959 et, comme Galvão, prônait le recours à l'action militaire afin de détrôner Salazar<sup>37</sup>.

La commission politique du PCP désapprouva vivement l'action projetée et la qualifia d'acte de « terrorisme »<sup>38</sup> représentant un danger pour les forces démocratiques. De plus, elle estimait ce type de projet irresponsable : la condition d'exilés de ses fomenteurs ne ferait point disparaître, comme ils semblaient le croire, les difficultés des préparatifs et les échecs potentiels d'une telle action. Dans le même ordre d'idée, le parti condamna l'épopée du *Santa Maria*.

Le 21 janvier, Galvão à la tête de vingt trois hommes (onze Portugais et douze Espagnols menés quant à eux par Jorge Sotomayor et José Velo Mosquera) réalisa « l'Opération Dulcinée » et, le lendemain, prit d'assaut un paquebot transatlantique dans la mer des Caraïbes avec le fantasque projet de débarquer sur Fernando Pó (Guinée espagnole) puis d'atteindre le Nord de l'Angola afin d'y installer un gouvernement provisoire<sup>39</sup>. Rebaptisé *Santa Liberdade*, le navire fut finalement intercepté le 25 janvier par les ÉUA. Pour statuer sur le sort des insurgés, ils attendirent toutefois le 1<sup>er</sup> février, date de la passation des pouvoirs au nouveau président du Brésil, l'un des deux pays d'accueil des antisalazaristes sur le continent américain. Jânio Quadros s'était montré, en effet, favorable à l'opposition portugaise. Ainsi, les attaquants bénéficièrent-ils de l'asile politique dans l'ancienne colonie. Cet épisode revêtit une importance capitale dans l'histoire de la dictature salazariste car il démontra au Portugal à quel point le pays était isolé sur la scène internationale. Déjà, en novembre 1958, les arrestations d'opposants de renom, quasiment « intouchables », comme António Sérgio, Jaime Cortezão, Azevedo Gomes et Vieira de Almeida avaient provoqué un scandale international. Ensuite, la répression qui s'abattit sur le PCP en 1958 et 1959 (le parti perdrait deux tiers de ses militants) et sur les conspirateurs da Sé alimenta cette image d'un régime autoritaire et caduc. Le cas du *Santa Maria* transforma cette condamnation politique de principe en résolutions diplomatiques.

---

<sup>37</sup> Sur l'histoire du DRIL et de ses contacts internationaux, voir D. L. RABY, « O DRIL (1959-1961), uma experiência única de oposição », *Penélope* (Lisbonne), n° 16, 1995, pp. 63-86.

<sup>38</sup> *Tarefas inadiável da hora presente : a unidade, op. cit.*

<sup>39</sup> Il est à noter que la tentative de Galvão est « blanche », c'est-à-dire que le gouvernement provisoire qu'il entend installer en Angola est, certes, antisalazariste, mais également blanc et colonial. Galvão n'envisage pas une participation de la population locale à son gouvernement ni une séparation de la colonie. Lui et ses hommes incarnent bien le courant des antisalazaristes colonialistes.

En effet, dès la prise du paquebot, Lisbonne sollicita au motif d'un acte de piraterie le soutien des Anglais, Français, Hollandais et Américains, qui coopérèrent. Pourtant, quand, le 24 janvier, Henrique Galvão dévoila ses intentions et son appartenance à l'opposition, la France, la Hollande et l'Angleterre suspendirent les recherches. Parallèlement, l'administration Kennedy décida de harponner le paquebot mais de traiter avec les membres du DRIL. L'État Nouveau recevait ainsi un sérieux camouflet sur la scène internationale.

Conscient du retentissement politique du détournement du *Santa Maria*, le PCP se montra plus clément envers Galvão qu'en mai 1960. Ainsi, dans un communiqué du CC de janvier 1961, il dénonça tout d'abord le discours de Salazar et ses amitiés puisque celui-ci avait fait appel à l'OTAN et aux ÉUA. Ensuite, il récusa l'accusation de « terroriste » lancée par le chef du gouvernement à l'encontre de Galvão. Cependant, fidèle à sa logique, le parti continua à critiquer la démarche entreprise : ce type d'actions « isolées, anarchistes »<sup>40</sup> ébranlait certes momentanément le fascisme mais ne menait finalement à rien ; la solution résidait dans le travail de masse et l'intervention auprès des Forces armées. Mais, le parti ne contrôlait plus rien. Galvão, qui avait quitté le Brésil en septembre 1961, tint de nombreuses conférences dans divers pays, puis rejoignit le Maroc en novembre et y organisa le détournement de l'avion de la TAP qui assurait la liaison Lisbonne – Casablanca. Palma Inácio et Camilo Tavares menèrent l'opération qui visait à survoler avec l'appareil la capitale portugaise, Barreiro, Beja et Faro pour y lancer des tracts signés par Henrique Galvão au nom du Front antitotalitaire des Portugais libres de l'étranger<sup>41</sup>.

Par ailleurs, cette année 1961 apporta au PCP d'autres préoccupations : en mai, le « Programme pour la démocratisation de la République »<sup>42</sup>, daté de janvier et élaboré par des républicains et des socialistes, prit une dimension publique. S'il brillait par son absence d'innovation politique, sa référence anachronique à la République de 1910 en ces temps tourmentés, son projet de République fédérale portugaise qui intégrait les colonies alors même que les révoltes anticoloniales se

<sup>40</sup> *O Caso do « Santa Maria »*, communiqué du CC du PCP, janvier 61, 1 p. FMS dossier 2597-01.

<sup>41</sup> Par la suite, Galvão, expulsé du Maroc, demanda l'asile politique au Brésil où plus tard des troubles mentaux le tinrent éloigné de la politique portugaise.

<sup>42</sup> *Programa para a democratização da República*, brochure signée par plusieurs personnalités dont Mário Soares, Mário de Azevedo Gomes, Helder Ribeiro, José Mendes Cabeçadas Junior, Fernando Piteira Santos, 31 janvier 1961, 41 p. FMS, dossier 2582-26.

multipliaient, il n'en témoignait pas moins de la volonté de ce courant de se réorganiser. Pourtant, la répression consécutive à la publication de ce programme dissipa ce groupe de réflexion. Les JAP, première tentative de recomposition de l'opposition, auxquelles participaient ces opposants, en subirent le contrecoup.

Les Juntas, et notamment la Junte centrale qui périclita début 1962, furent également ébranlées par la réalisation d'une nouvelle révolte, celle de Beja du 31 décembre 1961. Celle-ci s'inscrivait en droite ligne de la « *Conspiração da Sé* », de l'épopée du *Santa Maria* et du renouveau de la contestation militaire. Elle prolongea les actions menées de l'intérieur du régime, à partir d'avril 1961, par le ministre de la Défense nationale, Botelho Moniz. En effet, les événements d'Angola de février 1961 avaient alimenté les doutes des Forces armées et l'idée d'un nécessaire réaménagement de la politique coloniale se fit jour. Ce ministre dirigea alors un classique coup d'État militaire, connu sous le nom de « *Abrilada* » (de avril), qui engagea quasiment toute la hiérarchie militaire et reçut le soutien de l'ancien président de la République, Craveiro Lopes (président de 1951 à 1958). Mais, désirant agir par la voie légale, c'est-à-dire en convainquant le président de la République, Américo Tomás, de destituer Salazar, il se laissa surprendre par un contre coup d'État. Ainsi, le 13 avril, le chef du gouvernement démit-il Botelho Moniz et réussit-il de surcroît à s'allier une majorité de militaires contre les dissidents. Si ce printemps portugais incarna une sorte d'apogée des attaques portées contre le régime depuis ses propres bases, la Révolte de Beja en constitua le dernier épisode et fut la dernière action de ce type. Par la suite, et principalement après le printemps 1962, les guerres coloniales occupèrent le devant de la scène politique.

En décembre 1961 à l'initiative de Humberto Delgado, qui envoya notamment Manuel Serra préparer le terrain, s'organisa donc la Révolte de Beja. Aidé de Fernando Piteira Santos qui venait de sortir de prison où il avait été détenu pour avoir signé le « Programme pour la Démocratisation de la République », Serra contacta civils et militaires. Le capitaine Varela Gomes, candidat de l'opposition aux législatives de novembre 1961, devait guider les insurgés. La révolte partit de la caserne de Beja mais fut réprimée par celle d'Évora qui devait au départ rallier les mutins. Une fois de plus, la défection de certaines unités initialement favorables au mouvement tua dans l'œuf l'insurrection. Varela Gomes et Manuel Serra furent arrêtés ; Humberto Delgado, qui avait réussi à pénétrer clandestinement au Portugal

le 30 décembre, s'enfuit miraculeusement. Les réseaux de cette opposition des militaires populistes ne résistèrent pas à ce nouvel échec.

Malgré l'impasse des solutions prônées par les militaires, la période 1958-62 ne fut pas favorable à un renforcement du PCP. Il fut vite tenu à l'écart des actions d'envergure contre le régime pour s'être désolidarisé de la conspiration de mars 1959. Ensuite, il fut cantonné à un rôle subalterne dans la première expérience unitaire née dans une phase de détente entre les différents secteurs de l'opposition après la rupture sévère de 1949. Enfin, il fut confronté à un nouveau débat : au-delà de la question du choix des méthodes, il lui fallait reconnaître l'efficacité relative des groupes de démocrates en exil qui avaient pu prendre possession du *Santa Maria*, détourner l'avion de la TAP et fomenter la Révolte de Beja. Alors qu'il avait toujours considéré comme seule direction antisalazariste légitime celle implantée sur le sol métropolitain, il lui fallait désormais compter sur ces noyaux à l'extérieur. Il perdait donc peu à peu le contrôle des cercles oppositionnels. Les années suivantes ne furent point exemptes de tourments car, parallèlement à cette perte d'influence et en conséquence de sa gestion des grèves et manifestations de 1961-62, le PCP allait se faire déborder sur sa gauche par l'apparition du courant marxiste-léniniste.

### **3/ Le PCP débordé sur sa gauche par la scission maoïste de 1963.**

Lors de la I<sup>e</sup> Conférence des partis communistes et ouvriers, tenue à Moscou en 1957, le PC chinois (PCC)<sup>43</sup> s'était démarqué de ses partis frères et notamment du PCI de Togliatti qui exploraient les voies ouvertes par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et le rapport Khrouchtchev de 1956<sup>44</sup>. Les Chinois y accusèrent les Soviétiques de prôner par leur « voie pacifique au socialisme » un retour à la voie parlementaire défendue par les sociaux-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale. La soi-disant nouvelle stratégie revenait selon eux à « altérer les principes fondamentaux du marxisme-

---

<sup>43</sup> Bien qu'il reprochât à Staline d'avoir voulu empêcher la Chine de faire la révolution, le PC chinois, après sa victoire en 1949, se rapprocha des Soviétiques. Mais, Mao ne parlait pas de révolution socialiste ; il plaçait la République populaire sous le drapeau de la « nouvelle démocratie » et maintenait sa politique de Front uni. C'est seulement à partir de 1952-53 que le PCC défendit une politique de transition du capitalisme au socialisme.

<sup>44</sup> Voir chap. IV, p. 378.

léninisme sur l'État et la Révolution »<sup>45</sup>. Le PCC n'hésita alors pas à revenir sur l'ensemble des principes défendus par le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Dans le quotidien du peuple *Renmin Ribao*, il écrivit que ce congrès avait porté « atteinte à la portée universelle des travaux du PCUS »<sup>46</sup>, dérogeant ainsi à la sacro-sainte règle imposée à tout PC de ne pas remettre en cause la parole du grand frère.

Il faut dire qu'en 1957 la République populaire de Chine (RPC) se sentait le vent en poupe. En effet, après la récente campagne des « Cent fleurs », le PCC reprenait en main les rênes du pays et entendait bien promouvoir « la voie chinoise [de passage] au socialisme ». Aussi, afin de diminuer l'écart persistant entre villes et campagnes, de rattraper plus rapidement que prévu le retard économique constaté et afin de s'extirper du modèle soviétique de développement jugé trop rigide, il lançait le « Grand bond en avant ». Le PCUS se démarqua de ces méthodes, qui ne lui rappelaient que trop la période du volontarisme stalinien, et s'opposa aux Chinois sur ce point d'autant plus que, la même année, ceux-ci provoquaient une crise autour de Taiwan, s'aliénant l'ennemi américain, politique aux antipodes de la coexistence pacifique célébrée par Moscou. Lors de la Conférence de 1957, les communistes chinois et soviétiques s'affrontèrent alors autour d'un large débat d'idées et prolongèrent leurs douces invectives durant la II<sup>e</sup> Conférence des PC tenue en novembre 1960.

Le désaccord idéologique essentiel entre l'URSS et la RPC portait sur la nécessité « d'adapter », selon les Chinois, les principes léninistes aux conditions nationales. Le PCC se basait sur son expérience révolutionnaire et soulignait que, contrairement à ce que laissait prévoir la vision léniniste qu'il jugeait d'inspiration très européenne, le pilier de la révolution chinoise avait été la paysannerie et non un quelconque prolétariat. Il refusait par conséquent d'appliquer et d'importer mécaniquement le modèle partisan, social et étatique soviétique. Par ailleurs, il ne se contentait pas d'envisager une « voie pacifique » au socialisme. Il revendiquait le recours aux actions violentes pour y parvenir, si la situation locale l'exigeait. À la lueur des enjeux de la période Khrouchtchev, la position chinoise mettait clairement un terme à l'unité affichée jusqu'à présent par le mouvement communiste international. Aussi, le PCUS essaya-t-il d'isoler le PCC lors de la rencontre

---

<sup>45</sup> *Pékin information*, 15 et 16 septembre 1963. Cité par Lilly MARCOU, *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979, p. 62.

<sup>46</sup> *Renmin Ribao*. *Ibidem*, p. 38.

« informelle » des PC pendant le III<sup>e</sup> Congrès du PC roumain tenu à Bucarest en juin 1960. Seul le PC albanais refusa de condamner la ligne de Mao.

La II<sup>e</sup> Conférence des PC, tenue à Moscou et où siégèrent quatre-vingt-un des quatre-vingt-sept PC existants, s'ouvrit dans des dispositions nettement défavorables au PCC. Le PCF, par l'intermédiaire de Maurice Thorez, y tint le rôle de conciliateur-médiateur entre les deux parties et influa sur la déclaration finale. Minoritaires, les Chinois ne purent que constater dans celle-ci la réaffirmation des principes du XX<sup>e</sup> Congrès. Le PC albanais, leur « allié » de juin 1960, quitta même la conférence. L'échec était patent. Dans un texte de janvier 1963, Thorez revint clairement sur les conclusions d'alors du mouvement communiste international :

« Lénine a maintes fois insisté sur la nécessité d'appliquer correctement les principes fondamentaux du communisme conformément aux traits spécifiques de chaque nation, de chaque État national. [Cette thèse n'a rien à voir avec les théories défendues par les camarades chinois] sur « l'enchinoisement » du marxisme-léninisme ou même, si l'on s'en tient à leur propre traduction en français, sur « l'adaptation » du marxisme-léninisme à la Chine. Que resterait-il des principes universels du marxisme-léninisme après son « enchinoisement » par les uns, sa « francisation » par les autres ou par sa « russification » pour reprendre les termes des sociaux-démocrates contre Lénine ? Chaque parti contribue dans les conditions de son pays, à l'enrichissement de notre théorie, et non à son « adaptation » c'est-à-dire, en définitive, à son appauvrissement, à sa limitation étroite au cadre d'un pays déterminé »<sup>47</sup>.

La sentence était rendue. Les travaux du XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS d'octobre 1961 réaffirmèrent les orientations votées en 1956 et celles de la Conférence de 1960.

Malgré ces leçons, le PCC insista et ajouta une critique. Selon lui, en proclamant lors de leur XXII<sup>e</sup> Congrès que le mouvement de libération nationale était entré dans une « nouvelle phase » où la lutte autour de questions économiques était devenue, comme l'était auparavant celle autour de problèmes politiques, la « tâche centrale »<sup>48</sup>, les Soviétiques visaient « à liquider les révolutions des nations opprimées ». Les tensions ne firent que croître. Les lettres ouvertes du CC du PCC au CC du PCUS datée du 14 juin 1963 et du CC du PCUS « aux organisations du Parti et à tous les communistes de l'Union soviétique » datée, elle, du 14 juillet firent

<sup>47</sup> Maurice THOREZ, *Problèmes du mouvement communiste international*, Paris, éd. du CC du PCF, janvier 1963. Texte reproduit dans Hélène Carrère d'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *Le Marxisme et l'Asie 1853-1964*, Paris, Armand Colin, 1970, pp. 427 et 428.

<sup>48</sup> Extrait des réponses successives chinoises à la lettre du 14 juillet du PCUS, tiré de *Hongqi*, n° 20, 22 octobre 1963. Cité par Hélène Carrère d'ENCAUSSE & Stuart SCHRAM, *op. cit.*, p. 442.

office de base programmatique et cimentèrent la scission. Les Soviétiques reprochaient aux Chinois de situer la contradiction essentielle de l'époque entre le mouvement de libération nationale et l'impérialisme et non entre le socialisme et l'impérialisme. Le PCC s'en défendait arguant que les prétendus marxistes-léninistes (le PCUS), en fait des « révisionnistes modernes », voulaient décourager les luttes de libération car ils « tremblaient devant la tempête révolutionnaire » et craignaient, comme ils ne s'en cachaient même pas dans leurs déclarations, qu'« une petite étincelle ne provoquât une guerre mondiale »<sup>49</sup>.

Ainsi, à partir de 1963, la RPC encouragea la création de groupuscules pro-chinois sur la base des analyses publiquement affichées, forte des scissions déjà survenues au sein de diverses organisations « satellites » telle la Fédération syndicale mondiale. La RPC ne manifesta toutefois « jamais [la volonté] de créer une internationale maoïste. La force du PCC résida dans son rôle de modèle, dans la réussite de la révolution chinoise »<sup>50</sup>.

La réponse de Moscou ne se fit pas attendre. Le PCUS, désireux de régler ouvertement le conflit, voulut convoquer une nouvelle conférence. Afin de ne pas provoquer un refus frontal de la part des Chinois, il convainquit un de ses fidèles lieutenants d'appeler à la tenue d'un tel rassemblement. Contre toute attente, au vu de l'histoire des relations entre le « centre » et le PCP, ce fut ce petit parti périphérique qui s'attela à la tâche<sup>51</sup>.

La présence de Cunhal à Moscou en 1961 avait renforcé les liens entre la direction portugaise et le PCUS qui n'avait jusque-là manifesté que peu d'intérêt pour ce parti, certes dévoué, mais clandestin et agissant aux marges de l'Europe. En 1963, « le PCP se présenta [donc] comme un parti influent. [...] En publiant la déclaration du PCP, la *Pravda* indiqua implicitement que le PCUS la faisait sienne. Le texte portugais se prononçait pour une conférence mondiale qui débattrait des problèmes idéologiques et établirait les normes qui régiraient les relations inter-

---

<sup>49</sup> *Ibidem*, p. 444.

<sup>50</sup> Roland LEW, « Le Communisme chinois », in Michel Dreyfus et alii (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 254.

<sup>51</sup> La surprise serait d'autant plus grande si l'on se fiait aux analyses de la PIDE. En effet, selon un de ses agents, le PCP lors du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS en 1956 aurait eu des contacts suffisamment étroits avec le PCC pour que Cunhal soit obligé lors du XXI<sup>e</sup> Congrès tenu en février 1959 de présenter une autocritique. Toutefois, ces faits ne sont pas avérés. Cunhal au moment du congrès était en prison et la « délégation » du PCP envoyée en Chine ne le fut qu'en 1957. De plus, la littérature sur cette question ne confirme pas l'information des services portugais. *Informação do Gabinete de pesquisas*, mai 1964. ANTT/PIDE, Pc 1336-SC-CI(2), PCP, dossier 1, fl. 478.

partis »<sup>52</sup>. Cette valorisation soudaine du parti portugais s'explique, en fait, par les guerres de libération engagées par les indépendantistes des colonies d'Afrique. L'Union soviétique et le PCUS s'intéressèrent dorénavant de près aux discours et actions du PCP. Le rôle influent qu'ils lui conférèrent naquit de son statut d'intermédiaire potentiel entre le mouvement communiste international et les nationalistes. Le PCP constituait également une base arrière dans un pays colonialiste en crise.

Pourtant, s'il se rangea fidèlement aux côtés de Moscou, le parti connut parallèlement une crise idéologique similaire en son sein, doublée d'une vague d'arrestations orchestrées par la PIDE<sup>53</sup>, qui mirent sérieusement à mal l'organisation. Les critiques formulées à son encontre émergèrent dans l'ambiance créée par celles initiées par la direction même du parti à l'encontre du « *desvio de direita* ». En août 1963, une réunion du CC du PCP vit ainsi surgir deux orientations distinctes autour des questions sur « la lutte armée ; la direction prolétarienne de la révolution et la politique d'unité nationale antifasciste ; la ligne du mouvement communiste international et la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme »<sup>54</sup>. Les divergences exprimées portaient d'une analyse controversée de la conduite par le parti des grèves de 1961-62 ; les récents débats entre PCUS et PCC vinrent les inscrire non dans une énième « déviation » mais dans un courant politique à portée internationale.

En la personne de Francisco Martins Rodrigues, les détracteurs de la nouvelle direction défendaient la création de « détachements de combat [comme] application du marxisme-léninisme aux conditions nationales et comme condition décisive pour l'acheminement des masses vers « l'insurrection » »<sup>55</sup>. Ce dirigeant revenait sur la conception du « soulèvement national » défendu par le « clan » Cunhal qu'il jugeait inconvenante en ce sens qu'elle misait trop sur la présence d'officiers progressistes et déléguait, par-là même, la conduite du dit soulèvement à la bourgeoisie libérale. Le parti empêcha ce militant de divulguer ses positions et l'exclut en janvier 1964

<sup>52</sup> Lilly MARCOU, *op. cit.*, p. 171.

<sup>53</sup> En mai 1963, onze permanents, dont Guilherme de Carvalho, José Carlos, Jorge Araújo et Fernando Blanqui Teixeira qui assurait les fonctions de secrétaire général en l'absence d'Álvaro Cunhal, étaient arrêtés et, en août, neuf autres.

<sup>54</sup> Francisco Martins RODRIGUES, *Luta pacífica e luta armada no nosso movimento*, document présenté au CC d'août 1963.

<sup>55</sup> *Idem*.



officiellement pour « désertion » du CC. Il est vrai que ce dernier avait abandonné le parti en décembre 1963 après avoir diffusé son texte du mois d'août et des « Documents sur le rôle du PCP contre le régime et la situation politique et économique nationale »<sup>56</sup> qui servirent de référence idéologique aux marxistes-léninistes portugais.

Dès janvier 1964, il créa le FAP (Front d'action patriotique) qui évolua en avril de la même année en CMLP (Comité marxiste-léniniste portugais). Cette organisation prétendait construire le véritable réseau communiste et publia à cet effet un nouvel organe de presse : *Revolução popular*. Si d'autres militants quittèrent le parti avec Francisco Martins Rodrigues, les dissidents ne convainquirent pas l'ensemble de l'appareil. Cela dit, la scission témoigna d'un certain malaise apparu dans les rangs de l'organisation né du questionnement de sa capacité à mener une action révolutionnaire. Les arrestations de 1965 qui touchèrent les cadres de ce nouveau courant ébranlèrent sérieusement le CMLP. Toutefois, ce mouvement eut un impact certain sur la scène politique portugaise car, au-delà de la traduction et de la diffusion des textes du PCC qu'il effectua, sa défense du recours à la lutte armée fit des émules parmi des jeunes déçus des grèves des années 1961-62 et ce au moment même où, en Angola, d'autres opposants au régime avaient pris les armes.

Le PCP réagit promptement et violemment à cette critique de « gauche » (en ce sens que les marxistes-léninistes accusaient les dirigeants communistes de « révisionnisme »). Entre 1963 et 1965, le CC s'attela à déconstruire les arguments et les idées avancées par ses « ennemis ». Dans ses textes fondamentaux, *Rumo à vitória* d'avril 1964 et le rapport d'activité au VI<sup>e</sup> Congrès du PCP de 1965, Álvaro Cunhal compara alors le CMLP au « groupuscule provocateur » de 1941-43 rappelant que celui-ci avait également tenté de re-créeer un PC, publiant même un autre *Avante!*, et que le parti avait triomphé de ceux qui avaient porté atteinte à son unité. Le secrétaire général mit en garde toutefois les militants : si l'organisation devait combattre tous ceux qui « prétendaient faire la révolution en commençant par détruire le PC », elle ne saurait recourir à certains moyens comme ceux exploités en

---

<sup>56</sup> *Documentos sobre o papel do PCP na luta contra o regime e a situação política e económica nacional*. Document critiquant la ligne majoritaire au sein du PCP daté de décembre 1963, 28 p. FMS dossier 2597-04.

1964 à savoir la publication « dans *Avante!* [du] nom de deux de ces ennemis du parti »<sup>57</sup>. La lutte contre les marxistes-léninistes devait se dérouler « à la régulière ».

Cela dit, le parti perdit le combat. À partir de 1964, sa légitimité à se poser en porte-parole de la classe ouvrière fut mise à mal par ces jeunes révolutionnaires qui revendiquaient une fonction similaire. Si ces derniers ne parvinrent pas à rassembler un grand parti « de masse », la multiplication après la scission de noyaux marxistes-léninistes et d'extrême gauche entérina la fin de l'hégémonie du PCP sur la scène politique oppositionnelle.

Le PCP des années 1960 s'était structuré autour d'une nouvelle ligne, issue de la critique virulente formulée à l'encontre de la direction précédente et de son fameux « *desvio de direita* » de 1956-59. En réponse aux opportunités ratées (1958), il mettait en avant l'orientation du « soulèvement national » que les grèves de 1961-62 lui permirent d'expérimenter. Pourtant, il se retrouva cantonné à un rôle subalterne dans le renouveau de la contestation antisalazariste, lui qui avait jusqu'à présent tenu le haut du pavé, supplanté par une nouvelle génération de militants formés à la politique dans « l'après Delgado ». D'une part, les partisans d'actions militaires ne regroupaient plus seulement les vieux *revilharistas* mais comptaient, désormais, dans leurs rangs des officiers populistes et des civils, prêts à agir par la violence. S'ils supportèrent de cuisants échecs durant les années 1961-62, ils n'en constituèrent pas moins dorénavant un noyau fort, quoiqu'en exil, sur lequel il faudrait compter.

D'autre part, sur le terrain de la lutte de masse, le PCP apparaissait timoré de par son ancrage dans des modalités d'action légales. Les remous qui parcoururent le mouvement communiste international consécutifs aux critiques chinoises des thèses du PCUS sur la coexistence pacifique mirent alors le feu aux poudres. Le schisme sino-soviétique, effectif en 1963, eut des répercussions directes sur la vie interne du PCP qui assista à la scission des marxistes-léninistes et à l'apparition du CMLP en 1964. Que ce soit par l'action des libéraux ou par celle des révolutionnaires, le parti perdait la prépondérance sur la scène politique portugaise.

<sup>57</sup> Il s'agissait de João Pulido Valente et Rui d'Epiney, dirigeants du CMLP, arrêtés par la PIDE après la publication dans *Avante!* de leur nom. Álvaro CUNHAL, *Relatório da actividade...*, op. cit., pp. 195 et 196.

## **B/ LA FIN DE L'EMPIRE**

Les mémoires ont retenu 1961 comme l'année du début de la révolte anticoloniale. Dans la nuit du 3 au 4 février, l'assaut d'une prison de Luanda revendiqué par des militants anticolonialistes qui adhérèrent ensuite au MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola), marqua dans les esprits le point de départ des guerres coloniales, révélant au grand jour la fragilité d'un Empire au temps désormais compté. Pourtant, les débats et les actions engagées en 1960 annonçaient déjà les soubresauts à venir. Cette année-là, une révolte avait eu lieu à Mueda (16 juin), au Mozambique, et une autre avait débuté dans la Baixa de Cassange en Angola. De plus, on assista à la formalisation de deux mouvements engagés par la suite dans la lutte armée, le MPLA et le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert). À São Tomé et en Rhodésie du Sud apparurent respectivement le CLSTP (Comité de libération de São Tomé et Príncipe) et l'Udenamo (Union démocratique nationale du Mozambique), groupes qui tous deux allaient jouer un rôle dans le processus de décolonisation de leur territoire, le premier en donnant en 1972 le MLSTP (Mouvement de libération de São Tomé et Príncipe), l'autre en constituant l'une des trois composantes du Frelimo (Front de libération du Mozambique), front qui prit les armes en septembre 1964. Toujours en 1960, au mois de janvier, le mouvement unitaire anticolonial s'était consolidé avec la création du FRAIN (Front révolutionnaire africain pour l'indépendance nationale). Il avait succédé au MAC (Mouvement anticolonial) mais en avait repris les dispositions et envisageait donc de recourir aux actions violentes et à la lutte armée pour se libérer du colonialisme portugais. Par la suite, la CONCP (Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises) qui remplaça le FRAIN en 1961 garda le même cap. La contestation s'organisait et s'emparait de tous les moyens d'intervention possible : pacifiques, par les recours formulés auprès de l'ONU par exemple, et violents, par les armes.

La fin de l'unité de l'Empire tant vénérée se concrétisa avec l'annexion de Goa, Damão et Diu en décembre 1961 par l'Union indienne, ne promettant pas un bel avenir au Troisième Empire portugais. Les bouleversements vécus dans les colonies durant ces années 1960-62 vinrent renforcer la crise interne que traversait le régime en métropole. Les communiqués de l'opposition et en particulier du PCP se

multiplièrent, condamnant vivement l'attitude de l'État Nouveau et soutenant les alliés anticoloniaux.

### 1/ « Le colonialisme brûle »

Lors de la II<sup>e</sup> Conférence pan-africaine de Tunis en janvier 1960, le MPLA acquit une existence formelle<sup>58</sup>. Il rencontra dans cette ville des représentants de l'UPA (Union des peuples angolais) de Roberto Holden, militant déjà présent, à ce titre, à la I<sup>er</sup> Conférence pan-africaine d'Accra en décembre 1958. L'UPA aurait été créée vers novembre 1958 dans l'optique d'élargir la base d'un premier parti régionaliste, l'UPNA (Union des peuples du Nord de l'Angola), constitué essentiellement de Bakongos et né au Congo belge en juillet 1957<sup>59</sup>. Tout comme le MPLA, ces Unions travaillèrent en exil, mais le soutien ethnique transfrontalier dont elles disposèrent leur facilita la tâche puisque le Congo leur servit de base arrière, notamment après l'indépendance de la colonie belge, le 30 juin 1960. L'Angola possédait de solides noyaux indépendantistes catalysant peu à peu la kyrielle de cercles militants qui s'étaient constitués jusque-là et qui témoignaient, malgré la faiblesse numérique des personnes impliquées, d'une intense activité.

En Guinée, un Parti africain de l'indépendance (PAI) apparut également dans ces années-là qui évolua en PAIGC. Si la date de création de ce dernier fait l'objet de polémique, ses fondateurs, dans leur majorité d'origine capverdienne mais résidant ou travaillant en Guinée, Amílcar et Luís Cabral, Aristide Pereira, Júlio Almeida, Fernando Fortes, Eliseu Turpin et Rafael Barbosa la situèrent en septembre 1956. Ce parti tint un rôle mineur dans la grève des agents du port de Bissau d'août 1959 mais fit de cet événement un mythe fondateur. En effet, la répression qui s'abattit sur les manifestants fut féroce et valut à cet épisode le nom de « massacre de Pidjiguiti ». L'indépendance, précoce pour le continent africain, de

---

<sup>58</sup> Voir chap. IV, p. 461.

<sup>59</sup> Voir pour plus de détails René PELISSIER, *la Colonie du Minotaure, nationalismes et révoltes en Angola (1926-61)*, Orgeval, éd. de l'auteur, 1978, pp. 269-275. Remarquons que Josep Sánchez Cervelló date, lui, la création de l'UPNA d'octobre 1954. In Josep Sánchez CERVELLO, *A Revolução portuguesa e a sua influência na transição espanhola (1961-1976)*, Lisbonne, Assírio & Alvim, 1993, p. 78.

la Guinée Conakry en septembre 1958 servit les objectifs du PAIGC. Sa direction s'y réfugia et Amílcar Cabral lui-même y arriva en mai 1960.

Si les militants mozambicains suivirent des parcours différents en ce sens qu'ils fréquentèrent moins les cercles politiques de la métropole et d'Europe, à l'exception toutefois de Marcelino dos Santos, ils créèrent pareillement des mouvements de libération. La colonie bénéficiait des réseaux offerts par la proximité des colonies anglaises et de l'Afrique du Sud. Les premières organisations nationalistes apparurent dans les pays limitrophes. L'Udenamo fut ainsi fondée en Rhodésie en 1960 et dirigée par Adelino Gwanbe et la MANU (Union nationale africaine du Mozambique) naquit en 1961 au Tanganyika. Le Frelimo fut, quant à lui, créé à Dar-es-Salam en juin 1962. Si sous pressions tanzaniennes, certaines sections de la MANU rejoignirent le Front, celui-ci ne correspondit toutefois pas à la fusion des deux précédents mouvements. Il devint hégémonique grâce à des soutiens et une action politique supérieurs aux autres groupes nationalistes, et à sa capacité de mobiliser les élites du Sud, de Maputo<sup>60</sup>.

Le MPLA, le PAIGC et l'Udenamo se rassemblèrent en 1960 pour constituer le FRAIN lors de la Conférence de Tunis. À la différence du MAC auquel il succédait, ce front regroupait des organisations nationalistes et non plus des individus. L'UPA, pourtant invitée à y adhérer, se distanca de ses pairs. La Conférence de Tunis revêtit une importance certaine dans l'histoire générale de la décolonisation. Elle en appela, par exemple, à l'ONU pour que l'organisation internationale étudie la question des territoires d'outre-mer non autonomes. Elle fut capitale également dans le processus portugais en particulier puisque, au-delà des résolutions en faveur de l'indépendance des colonies portugaises adoptées par l'ensemble des conférenciers, elle appuya la création du FRAIN scellant ainsi l'unité du combat contre le colonialisme portugais. De plus, ce front déboucha l'année suivante sur la création de la CONCP à laquelle s'adjoignit le CTSLP (São Tomé). Ce nouvel organisme tint son 1<sup>er</sup> Congrès à Rabat en avril 1961 et multiplia les interventions auprès de l'ONU et de différents États.

Le PCP ne se trompa point quant à l'importance de la Conférence de Tunis et publia dès la fin janvier un article où il en soutenait les travaux. En effet, selon lui,

---

<sup>60</sup> Voir pour plus de détails, Michel CAHEN, « The Mueda case and maconde political ethnicity, some notes on a work in progress », *Africana studia* (Fundação Eng. António de Almeida), n° 2, 1999, pp. 34-36.

« la classe ouvrière et le peuple portugais n'[avaient] aucun intérêt à ce que soient maintenues la domination et l'exploitation coloniale. Aussi, [les communistes] ne pouvaient-ils que saluer et appuyer chaleureusement les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès [des peuples africains] »<sup>61</sup>. Justement le peuple portugais allait être rapidement interpellé par les militants nationalistes rassemblés à Tunis. Dès juin 1960, le MPLA lui adressait un message explicite :

« Hommes, femmes et jeunes de toutes les couches sociales du Portugal ! C'est à vous qu'il revient de démontrer clairement et concrètement devant l'opinion mondiale que le patriotisme portugais n'est pas synonyme d'oppression et d'exploitation d'autres peuples. [...] Le peuple angolais et le MPLA ne luttent pas, par conséquent, pour que soit renové l'Empire ou l'outre-mer, mais, oui, pour la liquidation complète du système colonial en Angola et pour la conquête de l'exercice effectif du droit à l'autodétermination »<sup>62</sup>.

Ce mouvement ajoutait qu'il existait deux sortes d'individus, les partisans d'un colonialisme obstiné et ceux qui soutenaient les négociations, tendance qui parcourait y compris les rangs de colonialistes convaincus. Il précisait que : « Un peuple et une organisation patriote qui luttent pour la liquidation complète du système et des relations coloniales ne pourront qu'assumer des différences face à ces deux tendances »<sup>63</sup>. La détermination des militants ne souffrait aucun doute, faisant écho à une période de tensions où un rapport de force acharné s'était engagé avec les autorités.

#### a/ Le PCP et les premières révoltes anticoloniales (1959-1962).

En effet, l'État Nouveau avait été alerté par la participation d'exilés angolais aux émeutes déclenchées par l'ABAKO<sup>64</sup> en janvier 1959 à Léopoldville durant lesquelles, de surcroît, des boutiques de commerçants portugais avaient été pillées.

<sup>61</sup> « Il Congresso dos povos africanos — novo passo para a completa abolição do domínio colonialista em África (Tunes) », *Avante!*, série VI, n° 286, 2<sup>nde</sup> quinzaine de janvier 1960, p. 2.

<sup>62</sup> *Mensagem ao povo português*, signé Viriato da Cruz, Mário de Andrade, Lúcio Lara au nom du comité directeur du MPLA, publié dans la revue *África*, du 30 juin 1960. ANTT/PIDE, Pc/SR 381/60, MPLA, fl. 337. Le mot souligné apparaît en majuscules dans l'original.

<sup>63</sup> *Idem.*

<sup>64</sup> Au Congo belge, l'ABAKO est issu du mouvement kimbanguiste clandestin des années 1920, formé sur la base d'une association de Bakongos. À la fin 1956, il évolua en parti pour préparer les élections municipales de décembre 1957 convoquées par le pouvoir colonial. Seul parti présent, il y obtint d'ailleurs tous les sièges.

La métropole s'organisa alors et multiplia les démonstrations de force appuyées par la vague d'arrestations de mars 1959<sup>65</sup>. Par exemple, elle somma ses troupes de renforcer la frontière Nord-ouest de la colonie pour se protéger du Congo belge. Pourtant, la première révolte éclata en juin 1960 à Catete tout près de Luanda (62 kilomètres) non loin de Kaxicane, village d'origine de Agostinho Neto. Quand la nouvelle de l'arrestation le 8 juin de ce militant angolais tomba, un millier de manifestants issus des *muceques* se dirigèrent alors vers Catete pour demander auprès de l'administrateur du *Concelho* la libération de l'enfant du pays. Le pouvoir métropolitain envoya l'armée réprimer ce mouvement, considéré en conséquence comme un massacre de plus perpétué par les autorités coloniales (le nombre de victimes reste encore difficile à évaluer). Cet épisode alimenta le sentiment d'une escalade de la violence et des mesures de répression engagées par le pouvoir d'autant plus qu'il était concomitant à l'arrestation de militants angolais de poids comme le père Joaquim Pinto de Andrade. Il attisa ainsi les rancœurs.

La révolte de Catete ébranla les mentalités portugaises car elle se déroula non pas dans une région perdue au fin fond de la brousse mais au cœur même des terres pénétrées, colonisées, « civilisées » par les Portugais depuis des siècles. Certes, comme dans la Baixa de Cassange, autre lieu d'une révolte à la fin 1960, les paysans y étaient soumis au régime de la culture obligatoire mais les abus s'y révélaient moins fréquents et flagrants que dans l'Est, contenus par la proche présence de nombreux consulats et missions étrangères et des assimilés de la capitale<sup>66</sup>. Ainsi, le potentiel de mobilisation de la population contre l'occupant colonial explosa au grand jour.

Le PCP revint longuement sur l'incident sans toutefois en relever la puissance symbolique liée à sa localisation. En effet, après avoir dénoncé les « trois dizaines de morts et les plus de deux cents blessés » et la destruction de Scolo Bengo (Catete), le parti se félicita surtout du soutien apporté à Agostinho Neto par le « peuple » de son village. Il se gardait bien de présenter ce dernier comme le fer de lance de la lutte anticoloniale, il en parlait seulement en tant que dirigeant de la « Commission centrale du MUD *Juvenil* ». Les Portugais devaient alors, selon lui, « joindre leurs protestations à celles du peuple d'Angola en exigeant la libération de

---

<sup>65</sup> Puis après, par celles des militants portugais d'Angola, voir chap. IV, pp. 469-470.

<sup>66</sup> René PELISSIER, *op. cit.*, p. 308.

tous les patriotes angolais incarcérés par les autorités fascistes »<sup>67</sup>. Il proposa, par conséquent, des slogans, certes adaptés au nouveau contexte, mais qui conservaient les grandes lignes d'action menées jusque-là par le parti : dénonciation de la répression salazariste, bref de l'État Nouveau avant tout pour sa nature autoritaire.

En septembre 1960, dans un article intitulé « Comment Salazar répond aux légitimes représentants du peuple d'Angola », le parti aborda plus directement la question de l'oppression coloniale en publiant et commentant une « Déclaration du MPLA au gouvernement portugais ». Il appuya les revendications du Mouvement, comme l'amnistie totale et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, le retrait des Forces armées portugaises, la convocation à la fin 1960 d'une table ronde pour négocier la fin de la domination coloniale... et critiqua la réponse du pouvoir. Il listait les exactions commises par les autorités dans tout l'Empire qui ne faisaient qu'aiguiser les tensions : au Mozambique la répression d'Africains « refusant le travail forcé », notamment lors du massacre de Mueda (Cabo Delgado) de juin 1960<sup>68</sup> ; en Guinée, le « massacre de Pijiguiti » ; à Timor, l'existence d'un camp de concentration pour les patriotes angolais<sup>69</sup> et surtout accusait le régime de fomenter la guerre.

On retrouve aisément dans cette phraséologie du PCP des accents connus. En effet, avant 1955 et la coexistence pacifique, il s'était inscrit dans les orientations du PCR(b) et, à ce titre, avait dénoncé fréquemment avec véhémence et insistance les fauteurs de guerre capitalistes. Il accusait l'ennemi impérialiste de générer de futurs conflits et de menacer la paix mondiale. On pourrait alors aisément penser à un retour de flamme et à la reprise des slogans phares de la guerre froide au moment même où se détérioraient grandement les relations entre les ÉUA, alliés inconditionnels de Salazar, et les Cubains, suite, entre autres, à la réforme agraire adoptée par l'île en juin 1959 et à une série de nationalisations.

<sup>67</sup> « Corre o sangue do povo de Angola ! », *Avante!*, série VI, n° 292, août 1960, pp. 1 et 2.

<sup>68</sup> Si la révolte de Mueda ne provoqua « que » neuf morts, elle fut l'incident militaire le plus important après l'issue de la révolte de Barué en 1921. Elle n'eut que peu à voir avec un refus du travail forcé mais fut, en réalité, liée à la question posée, notamment par des groupes politiques « exilés » au Tanganyika, quant au retour de la communauté émigrée maconde. Voir, pour plus de détails, Michel CAHEN, « The Mueda case and maconde... », *op. cit.*, pp. 31-40.

<sup>69</sup> « Como Salazar responde aos legítimos representantes do povo de Angola », *Avante!*, série VI, n° 293, septembre 1960, p. 5.



Toutefois, cette interprétation est à nuancer : la direction du « *desvio de direita* » qui avait abandonné cette rhétorique depuis quelque temps déjà, dirigeait toujours le parti, bien que vivement exposée aux critiques. De plus, si le PCP ne renouvait pas son vocabulaire, il témoignait néanmoins dans ses articles d'une prise en compte du contexte local. Il restait certes sur le mode de l'anecdotique mais se référait désormais à la réalité de la domination coloniale. Il évoquait, par exemple, la multiplication (et la localisation) de mouvements populaires contre les autorités coloniales, l'accentuation de la répression, la structuration d'organisations nationalistes disposées à prendre les armes. Il dépassait donc les « simples » mises en garde de principe des années 1945-55. Par ailleurs, à la lumière des récents événements nationaux, et hors de toute propagande soviétique, il pouvait tout à fait craindre un choc frontal, un conflit armé entre les deux parties en présence.

Le communiqué de novembre 1960 de la Commission politique du CC sur le problème colonial montre que le parti ne se contentait pas de condamner les « fomenteurs de guerre ». Il y reconnaissait en effet le droit à l'indépendance des colonies portugaises et appuyait la lutte des peuples de ces territoires certes « tant pour ce que cette lutte représente pour les peuples des colonies comme pour l'aide effective qu'elle représente pour le peuple portugais dans sa lutte contre les monopoles, l'impérialisme et le gouvernement fasciste de Salazar qui sert les uns et les autres »<sup>70</sup>.

Le PCP se révéla alors être la seule force d'opposition en 1960 à se prononcer en faveur de l'autodétermination des colonies, à dévoiler la nature et les abus de la politique coloniale de Salazar et les risques qu'ils comportaient. Les autres courants campaient sur leur position, même si le Portugal assistait à ce moment-là à la montée des tensions, à l'affirmation des intentions des mouvements nationalistes.

## b/ L'unité revue à la lumière des tensions coloniales.

Au début de la décennie, le parti changea d'ailleurs d'attitude envers les autres cercles antisalazaristes. Il souhaitait toujours s'unir à eux malgré leurs

---

<sup>70</sup> *Comunicado da Comissão política do CC sobre o problema colonial*, novembre 1960, 1 p. FMS, dossier 2597-01 et *Avante!*, série VI, n° 295, novembre 1960, pp. 1 et 2.

positions colonialistes, mais en relevait et en critiquait la teneur dans ses documents publics (à « large » diffusion). Ainsi, dans le même communiqué, écrivait-il :

« Le PCP souligne la nécessité de vaincre les préjugés coloniaux et chauvins qui subsistent chez les éléments libéraux, préjugés qui limitent l'unité démocratique en relation au problème colonial, mais n'empêchent pas cependant l'action commune dans la nécessité de conjurer le danger de guerres coloniales et la nécessité d'instaurer les libertés démocratiques dans les colonies portugaises »<sup>71</sup>.

Le parti dénonça donc les réticences de ses alliés potentiels antisalazaristes et prôna la conduite d'une lutte interne pour les convaincre du bien fondé des revendications anticoloniales. Dans un article antérieur, daté de mai 1960, un dirigeant abordait la difficulté pour le parti de mener un travail anticolonialiste : d'un côté, la population se montrait réceptive à la « démagogie impériale » ne favorisant alors en rien la tâche entreprise et, d'un autre côté, les militants se faisaient souvent accuser de « traîtres à la patrie ». Annonçant le communiqué de novembre 1960, ce militant pointait par ailleurs que :

« Nous devons nous mettre au travail dès maintenant. Mais pour que les organisations de notre parti assimilent correctement l'orientation quant au problème colonial et sachent la populariser avec force, il devient nécessaire de dépasser deux erreurs : l'une est tout d'abord de croire que la conscience des masses se forme spontanément et, donc, de voir la vie en rose quant à leur disposition ; ensuite, de ne pas aller à la rencontre de leurs doutes et de leurs hésitations nous révélant incapables d'utiliser le débat et la discussion qui sont pourtant notre grande arme. L'autre est de confondre l'unité des forces antisalazaristes avec un éclectisme idéologique, nous devons toujours veiller à ce que les compromis faits par notre parti sur le terrain concret de la lutte dans le sens de l'unité antisalazariste n'affectent en rien l'indépendance idéologique du parti, indépendance que nous devons défendre jalousement si nous ne voulons pas voir le mouvement prolétaire se transformer en un appendice de la bourgeoisie, c'est-à-dire que la ligne du parti sur le problème colonial est et reste l'autodétermination sans quelque subterfuge que ce soit pour les peuples des colonies portugaises »<sup>72</sup>.

Ce document témoigne, par conséquent, des conditions de militantisme particulièrement ardues vécues par le parti, la population ne se montrant pas favorablement disposée à entendre ses revendications en matière coloniale et de l'omnipotence des tendances colonialistes de l'opposition libérale sur la scène politique portugaise.

---

<sup>71</sup> *Idem.*

<sup>72</sup> « Serpa », « As Responsabilidades do partido e da classe operária no problema colonial », *O Militante*, série III, n° 104, mai 1960, p. 1. Les mots soulignés apparaissent en gras dans l'original.

Souvenons-nous, en effet, que le programme d'avril 1958 de Humberto Delgado, repris par la suite par le MNI, prônait l'unité de l'Empire. Le « Programme pour la démocratisation de la République » des républicains et socialistes élaboré durant le second semestre 1960, lancé en janvier 1961 et publié quelques mois plus tard s'inscrivait dans ces mêmes grandes orientations. Ne revendiquait-il pas une politique de décentralisation pour les territoires d'outre-mer et, sur place, la formation d'une réelle élite africaine pour assumer un transfert de pouvoirs mais au sein d'un Empire uni<sup>73</sup> ? L'opposition libérale et/ou militaire réaffirmait constamment ses positions colonialistes et entraînait donc de la part du PCP un effort constant de réponses et de clarification.

À partir de 1959-60 et de la montée des contestations dans les colonies, le parti dénonça les positions de ses alliés antisalazaristes et s'évertua parallèlement à chercher un programme minimum d'action. Il avait insisté sur le maintien et la défense de son identité anticoloniale dans l'article de mai 1960 mais c'est en octobre de la même année, lors d'une réunion interne, qu'il réfléchit à la « définition d'une ligne acceptable pour les organisations légales et unitaires »<sup>74</sup> auxquelles il participait. Relevant que la bourgeoisie nationale et démocratique se montrait favorable à la création d'une communauté coloniale de type Commonwealth ou Communauté Française, projet qui de fait se substituait au colonialisme classique, mais qu'elle hésitait à s'engager dans un manifeste clairement anticolonial, le parti envisageait de lui proposer huit points d'entente. Pour lui, le combat contre la politique de préparatifs militaires et la guerre coloniale, la reconnaissance du droit de lutter pour l'indépendance, l'inscription des actions des peuples des colonies dans la lutte plus générale des forces démocrates contre le salazarisme, l'établissement des droits politiques dans les colonies, l'établissement de liens privilégiés de collaboration culturelle et économique dans l'avenir, constituaient un panel de revendications qui devaient permettre aux communistes de se retrouver autour d'une plate-forme commune avec l'opposition libérale.

Ainsi, dans son communiqué de novembre 1960, il assura que toutes les parties pouvaient s'engager à « conjurer le danger de guerres coloniales et [à faire valoir] la nécessité d'instaurer les libertés démocratiques dans les colonies

---

<sup>73</sup> *Programa para a democratização da República, op. cit.*

<sup>74</sup> *Informações e considerações sobre o problema colonial, s/a, Porto, octobre 1960, 2 p. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, op. cit., caisse 706, vol. IX, fl. 601.*

portugaises » (cf. *supra*). En septembre 1961, le parti en adressait un autre à la Junte patriotique en réponse aux déclarations colonialistes de cette dernière publiées dans le journal *Tribuna livre*. Il en profita pour y proposer également une plate-forme unitaire, suivant en cela la ligne de conduite qu'il s'était fixée :

« La condamnation du soi-disant « terrorisme » utilisé par les organisations « nègres » ne prend pas en compte les conditions dans lesquelles le peuple angolais a été forcé d'engager sa lutte pour l'indépendance et laisse dans l'ombre les crimes commis en Angola contre les patriotes et les populations autochtones. Dans les points II, III et IV [de la déclaration de la Junte patriotique...] se manifeste en plein l'idée de survivance du colonialisme dans les colonies portugaises qui est en opposition avec les réalités de l'histoire et les aspirations des peuples de ces colonies. [...Pourtant,] il existe un large champ d'unité : [...]

- la lutte pour la fin immédiate de la guerre en Angola
- la lutte pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples coloniaux
- la lutte contre les crimes de répression fasciste en Angola et dans les autres colonies portugaises
- la lutte pour l'ouverture de négociations avec les représentants des colonies portugaises »<sup>75</sup>.

Jusqu'au début des guerres coloniales, le PCP s'avéra donc la seule force d'opposition à non seulement soutenir les revendications des mouvements nationalistes mais à en défendre les actions, y compris radicales. Alors qu'il avait récemment et « instinctivement » condamné les opérations de Henrique Galvão, qualifiées de « terroristes », il se montrait réfléchi quant à ses positions sur le recours à la violence par les anticolonialistes. Il différenciait le « terrorisme » des putschs militaires, sans lien avec une organisation ou un mouvement de masse, de la lutte armée engagée par les organisations nationalistes que l'opposition ne pouvait, selon lui, qualifier de « terroriste » tant elle correspondait à une maturation politique et faisait écho aux luttes de libération nationale écloses dans de nombreux pays colonisés (Viêt-Nam, Congo belge, Algérie...).

Au-delà de la volonté qu'il avait jusque-là manifestée de réaliser « à tout prix » l'unité antisalazariste avec les secteurs conservateurs et libéraux de l'opposition quitte à « oublier » et laisser de côté la question coloniale, le PCP tentait maintenant d'imposer cette thématique en trouvant des bases de revendications communes

---

<sup>75</sup> À *Junta patriótica*, réponse de la Commission politique du CC du PCP aux déclarations sur la question coloniale de la Junte centrale publiées dans le journal *Tribuna livre*. Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, *op. cit.*, caisse 706, vol. IX, fl. 591 et *Avante!*, série VI, n° 306, 2<sup>ème</sup> quinzaine de septembre 1961, pp. 1 et 2.

acceptables par les deux parties. Le déclenchement de la lutte armée en Angola en février 1961 lui fournit alors un mot d'ordre simple, une revendication intermédiaire acceptable par tous, déjà présente dans ce communiqué de septembre 1961 : la fin de la guerre. Celle-ci était d'autant plus recevable que « Paix en Angola » qui faisait écho au « Paix en Algérie » du PCF ne signifiait absolument pas « Victoire aux guérillas anticoloniales ».

## **2/ Guerre coloniale en Afrique.**

L'opposition traditionnelle dans son « Programme pour la démocratisation de la République » demandait timidement en janvier 1961 le respect des principes de la charte des Nations Unies de 1945. Elle allait toutefois moins loin que son noyau de Londres qui exigeait en plus l'ouverture de « négociations entre le gouvernement central de la métropole et les chefs politiques des colonies pour établir les bases de l'indépendance de chacune des colonies et le régime futur de coopération »<sup>76</sup>. De plus, l'ONU elle-même, sous la pression de l'axe afro-asiatique, considéra en décembre 1960 dans sa résolution 1514 que le manque de préparation politique, économique et sociale des colonies ne pouvait plus désormais servir de prétexte au refus de leur accession à l'indépendance<sup>77</sup>.

Or, l'État Nouveau, qui avait répondu à la proposition d'organiser une table-ronde pour rechercher une solution négociée au problème colonial formulée par le MPLA dans sa *Déclaration* de juin 1960 par : « ni table-ronde ni carrée »<sup>78</sup>, affichait une volonté jusqu'au-boutiste. Face à cette impasse politique, les militants angolais décidèrent de prendre les armes.

Dans la nuit du 3 au 4 février 1961, ils attaquèrent la prison de Luanda. Il existe de multiples versions des faits mais il semblerait que, cette nuit-là, trois commandos aient agi contre les autorités. Un premier fit diversion dans le *muceque* de Casabranca ; un deuxième regroupant entre 70 et 100 personnes attaqua la *Casa*

---

<sup>76</sup> *Programa da política ultramarina, Princípios definidores do programa da oposição portuguesa*, Londres, sept. 1960, 2 p. FMS, dossier 2595-01.

<sup>77</sup> Relevé par João Paulo Guerra. In João Paulo GUERRA, *Descolonização portuguesa, o regresso das caravelas*, Lisbonne, Dom Quixote, 1996, p. 15.

<sup>78</sup> Réponse du gouvernement publiée dans le journal, *Diário da Manhã*. Citée par J. M. Brandão de BRITO (dir.), *Do Marcelismo ao fim do Império*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1999, p. 124.

de *reclusão* militaire sans succès et, enfin, un troisième tenta de prendre d'assaut un centre de télécommunication et la 1<sup>ère</sup> compagnie mobile de la PSP (Police de sécurité publique). Le bilan s'avéra globalement négatif ; les insurgés eurent à déplorer des pertes conséquentes dans leurs rangs et l'absence de soutien des soldats africains angolais. En revanche, symboliquement, l'événement valut son pesant d'or car il se déroula dans la ville la plus blanche d'Angola, au cœur même du noyau colonial : Luanda. Le pouvoir blanc prit peur ; il organisa des patrouilles et encadra parfois les milices spontanées qui émergèrent à la suite de cette attaque. Le 5 février, lors des obsèques des soldats blancs tués, les tensions explosèrent et le lynchage d'Africains par des Blancs paniqués commença. L'engrenage de la haine raciale démarra et ce n'est que vers le mois de mars que le calme revint, malgré la persistance d'un climat de suspicion prégnant.

Cet épisode resta ancré dans les esprits comme le déclenchement de la guerre, parce qu'il symbolisa l'entrée dans une spirale sans fin et aussi car il eut un fort retentissement médiatique sur le plan international. Même si la censure salazariste atteignit des sommets en arrêtant notamment quatre journalistes étrangers la semaine consécutive aux faits et en retardant la diffusion d'une autre version que celle divulguée par les autorités, le grand nombre de journalistes présents à Luanda donna une répercussion mondiale à l'événement. En effet, de nombreux reporters se trouvaient encore sur le territoire angolais à la suite de l'incident du... *Santa Maria*. Malgré la concomitance troublante des dates, les responsables des deux initiatives ne semblent pas avoir entretenu un quelconque lien ou partagé la préparation de leur action. Quoi qu'il en soit, la presse étrangère se fit l'écho des journées luandaïses et exposa au yeux du monde un autre visage du Portugal : celui d'un pays dictatorial vivant des heures sombres. Cette image se propagea d'autant plus qu'en ce début d'année les troupes portugaises réprimaient une autre révolte : celle de la Baixa de Cassange.

Entre la fin 1960 et les premiers mois de 1961, cette région du Nord-Est de l'Angola fut le théâtre d'une « mystérieuse jacquerie messianique »<sup>79</sup>. Les autorités avaient soumis les indigènes de cette zone à la culture obligatoire du coton ; ils continuèrent d'ailleurs à le faire jusqu'en mai 1961 où elle prit officiellement fin. Par cette obligation, le petit planteur devenait tributaire des aléas inhérents à cette

<sup>79</sup> René PELISSIER, *op. cit.*, p. 394.

production et du bon vouloir de la Compagnie générale des cotons d'Angola (Cotonang) qui, fondée en 1926 et forte de capitaux luso-belges, possédait un monopole absolu digne des compagnies à charte des temps anciens et régnait en 1959 sans partage sur 33 508 planteurs<sup>80</sup>. Or, les pluies de 1959-60 mirent fortement à mal la production et le revenu des familles chuta. Fin 1960, après l'indépendance du Congo voisin obtenue en juin, l'idée se propagea parmi les paysans d'abandonner les champs et de refuser de payer l'impôt. Doublée de l'annonce d'un nouveau culte messianique, celui de la déesse Maria, et d'une délivrance prochaine, elle mobilisa en masse les indigènes. Les Portugais réprimèrent alors brutalement ce mouvement, allant même au début février 1961 jusqu'à utiliser le napalm pour mater la révolte. Ils firent preuve d'une telle sauvagerie que des aviateurs chargés de larguer les bombes s'y refusèrent<sup>81</sup>.

Le PCP réagit promptement à ces événements et commenta dès février 1961 l'attaque des prisons luandaïses. Sans surprise, il condamna la réponse faite par les autorités et leur choix de réprimer férocelement les auteurs de troubles. Selon lui, si l'État Nouveau était parvenu jusque-là à occulter les massacres perpétrés, cette fois-ci devant l'ampleur de la contestation, il ne pouvait plus masquer les faits. Le parti rappela, de plus, que les nationalistes se lançaient dans la lutte armée pour conquérir l'indépendance après le refus de Salazar de convoquer une table-ronde. Il voyait donc dans les derniers événements la preuve du bien-fondé des avertissements qu'il n'avait cessés de lancer et insistait :

« Le Portugal est au bord de la guerre coloniale. Salazar se prépare à faire de l'Angola une nouvelle Algérie ou un nouveau Congo. Seul un fort mouvement populaire peut empêcher que notre pays soit entraîné par le gouvernement fasciste vers une telle guerre »<sup>82</sup>.

Par conséquent, il renouvela son appel au peuple portugais et en particulier aux femmes dont les « maris, fiancés et frères » partis vers l'Angola « ne reviendraient pas » pour la plupart. Il appela également les soldats, marins et aviateurs à désobéir et termina son article de février par les mots d'ordre qu'il allait scander jusqu'en 1974 : « Pas un soldat de plus pour les colonies ! Retour des

---

<sup>80</sup> Chiffres tirés de R. PELISSIER, *ibidem*, p. 404.

<sup>81</sup> Au nombre de six, ils furent arrêtés. Voir Mário Moutinho de PADUA, *Guerra em Angola*, São Paulo, éd. Brasiliense, 1963, p. 41

<sup>82</sup> « O Povo de Angola inicia a luta armada pela sua independência », *Avante!*, série VI, n° 297, 1<sup>ère</sup> quinzaine de février 1961, pp. 1 et 6.

troupes ! Négociations avec les véritables représentants des peuples des colonies !  
À bas la guerre coloniale »<sup>83</sup>.

La direction de l'Organisation de Lisbonne publia également à la même date un tract signé du fameux « *Abaixo a guerra colonial* » (À bas la guerre coloniale)<sup>84</sup>.

Le contenu de ce pamphlet et de l'article de *Avante!* témoignaient plus des liens privilégiés entre militants angolais et PCP que d'une connaissance profonde du quotidien de la colonie. Le parti revenait en effet longuement sur la nuit luandaise mais à aucun moment ne faisait référence à la révolte de la Baixa de Cassange. Celle-ci débuta en novembre-décembre 1960 et connut l'apogée de sa répression début 1961 ; le parti communiste était par conséquent en mesure d'y faire référence dans son article de février. Rien de tel n'apparaît cependant dans cet écrit ni même dans celui de janvier où le PCP développait une longue analyse de « À qui profite le colonialisme » et listait quelques exactions, bases de l'économie coloniale. Il décrivait la culture obligatoire du coton en Angola et au Mozambique dont la production était vendue à la Cotonang mais ne parlait pas de la situation dans la Baixa de Cassange ni de la révolte alors que l'épisode de la Baixa lui aurait fourni une « excellente » illustration. Il abordait l'exploitation des ressources et des indigènes mise en place par la domination coloniale dans les différents secteurs : le coton, certes, mais aussi le café (en Angola et à São Tomé), l'arachide (en Guinée), le cacao (à São Tomé), le fer (à Lobito), les diamants (en Angola) et le pétrole (en Guinée, au Mozambique, en Angola et à Cabinda)<sup>85</sup>. Il faisait allusion à une manifestation dans l'enclave de Cabinda mais restait résolument muet sur la Baixa de Cassange, région cotonnière. Par conséquent, il semble que ses informations venaient avant tout du réseau MPListe ou de Blancs libéraux des associations luandaises. L'absence du MPLA et de l'UPA dans la préparation et l'encadrement de cette rébellion va dans le sens de cette hypothèse.

Après ces événements de février 1961, si les autorités coloniales avaient réussi à étouffer la révolte, elles ne parvinrent néanmoins pas à contenir l'escalade de la violence en Angola. De plus, l'engagement des mouvements nationalistes sur le terrain rendit publiques les révoltes et les exactions commises dans les colonies.

<sup>83</sup> *Idem.*

<sup>84</sup> *Corre sangue em Angola*, pamphlet de la direction de l'Organisation de Lisbonne du PCP, février 1961, 1 p.

<sup>85</sup> « A quem aproveita o colonialismo », *Avante!*, série VI, n° 296, janvier 1961, p. 3.



Ainsi, l'offensive menée par l'UPA en mars 1961 porta sur le devant de la scène le problème angolais et confirma l'entrée du Portugal dans la guerre. Le Nord-Ouest de la colonie (districts du Zaïre, de l'Uije) s'enflamma à partir du 15 du mois. Partis de la Fazenda da Primavera près de São Salvador<sup>86</sup>, les troubles se propagèrent dans la région des Dembos<sup>87</sup> dans la pointe sud du pays bakongo. Si l'on ne peut parler d'un soulèvement massif des populations, force est de constater que de nombreuses bandes de jeunes attaquèrent les responsables des plantations et terrorisèrent la population blanche (tortures, assassinats, viols, dépeçages...) et tous ceux associés au pouvoir colonial ou considérés étrangers aux « valeurs africaines » : les métis, les Capverdiens et les assimilés, ainsi que les travailleurs ovimbundu sous contrat dans les plantations de café. Le nombre de victimes<sup>88</sup> fut laissé volontairement dans le flou et jusqu'en avril les représailles des Blancs se multiplièrent, enclenchant un cycle de terreur réciproque. Les troubles gagnèrent peu à peu d'autres zones de la colonie (notamment les districts de Luanda et du Cuanza Nord, en pays mbundu) et l'Angola s'installa dans la guerre. Malgré tout, Salazar revendiqua les choix adoptés dans son discours d'avril 1960.

Au vu des derniers événements, le PCP possédait une certaine légitimité pour écrire en juillet 1961 : « La guerre d'Angola lance le pays dans la ruine, les nouveaux impôts aggravent la misère du peuple »<sup>89</sup>. Les convictions politiques du Président du Conseil obligeaient effectivement l'État portugais à rechercher de nouveaux crédits pour accompagner la recrudescence des besoins militaires. Le parti listait alors tous les indicateurs économiques nationaux, désastreux, pour donner un argument de plus aux opposants à la guerre : la monnaie était dévalorisée, tandis qu'augmentaient la dette publique, le déficit de la balance commerciale et la dépendance à l'égard de l'impérialisme étranger. Il est vrai que le Portugal, en s'engageant dans la guerre, conditionna sa politique nationale et la conduite des

---

<sup>86</sup> São Salvador constituait le centre du pays kongo. En effet, Mbanza Kongo, renommée São Salvador en 1526 sous l'influence des Portugais et suite à la christianisation du royaume, constituait la capitale de l'ancien royaume Kongo.

<sup>87</sup> Christine Messiant situe cette région politico-militaire de la guérilla des Dembos entre le fleuve Bengo au sud et le Loge au nord, donc à l'intérieur des terres, entre le Golungo Alto et le pays bakongo. Christine MESSIANT, *Angola 1961 ; histoire et société, les prémices du mouvement nationaliste*, thèse de Sociologie, Paris, EHESS, multigr., 1983, p. 420.

<sup>88</sup> Entre 200 et 300, selon Pélissier qui croise plusieurs sources, cf. René PELISSIER, *op. cit.*, p. 530.

<sup>89</sup> « A guerra de Angola lança o país na ruína, os novos impostos agravam a miséria do povo », *Avante!*, série VI, n° 303, 2<sup>ème</sup> quinzaine de juillet 1961, pp. 1 et 2.

affaires étrangères au déroulement du conflit. Pourtant, les effets néfastes de celui-ci sur le développement économique du pays ne semblent pas si évidents, du moins pendant les premières années. Une chose est sûre, la guerre limita les fonds investis dans des secteurs primordiaux : la construction d'infrastructures et l'éducation ; mais le Portugal, tout en restant un pays pauvre et à la traîne, connut dans les années 1960 une embellie économique, comme d'ailleurs toute l'Europe du Sud. Comble du paradoxe, l'Angola et le Mozambique bénéficièrent d'une réelle croissance entraînant l'amélioration des conditions de vie des populations (extension de la scolarité, accès aux soins...) avec des répercussions positives sur l'économie métropolitaine. Cela dit, l'argent investi dans la « Défense » suffisait au parti pour dénoncer les choix de Salazar qui maintint le cap, même quand l'enlisement dans la guerre s'imposa comme une évidence. Dès 1964, la situation n'offrait effectivement aucune éclaircie puisque toutes les colonies continentales d'Afrique recouraient à la lutte armée.

En Angola, l'UPA, transformée en mars 1962 en FLNA (Front national de libération de l'Angola) à la résonance moins « tribale », mena quasiment seule jusqu'en 1964 des actions de guérilla. Elle organisait souvent des raids à partir de Léopoldville, capitale où Roberto Holden avait fixé en 1962 son récent gouvernement de la République d'Angola en exil (GRAE)<sup>90</sup>. Le MPLA, lui, dut attendre le mois d'octobre pour se voir autorisé à siéger dans cette ville et pour en être finalement expulsé l'année suivante. L'accès au Nord de l'Angola lui était par conséquent difficile et, si certains de ces militants agissaient en pays dembo, leur ravitaillement s'avérait impossible. Le MPLA rejoignit finalement le Congo Brazzaville en 1963 d'où il put plus aisément ouvrir un second front dans l'enclave de Cabinda. Grâce à l'indépendance de la Zambie en octobre 1964, il trouva une base arrière pour ouvrir le front Est.

En Guinée, les premières attaques des positions portugaises revinrent au Mouvement de libération de la Guinée (MLG) dirigé par François Mendy. Recevant l'appui de Sékou Touré, il intervint à la frontière Nord entre Varela et Ingoré en juillet 1961 mais ses actions restèrent sans suite. Sa disposition à prendre les armes ne favorisa pourtant point son union avec le PAIGC qui appela à la lutte armée dès le mois d'août 1961. Si le parti de Cabral débuta ses actions de guérilla à la mi-1962, dans les esprits, la guerre coloniale commença réellement en janvier 1963

---

<sup>90</sup> Dans les bonnes grâces de Washington, Holden se fit reconnaître officiellement chef du GRAE.

seulement, au moment où celles-ci s'intensifièrent et s'organisèrent méthodiquement. Le 23 du mois, le PAIGC attaqua ainsi la caserne de Tite au sud de la colonie, délimitant une première zone de combat située entre le fleuve Geba et la République de Guinée. Pour les Portugais, le point de non-retour fut atteint en janvier 1964 avec la bataille pour le contrôle de l'île de Como où ils assistèrent au premier affrontement conventionnel des guérilleros avec les troupes portugaises. Ce fut également en 1964 que l'OUA reconnut le PAIGC, fort de sa prédominance politique et militaire, seul parti légitime de Guinée au détriment notamment du MLG et du FLING (Front de lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau) dirigé par Henry Labéry et soutenu par Senghor<sup>91</sup>. Cette reconnaissance officielle renforça le poids du PAIGC et, par conséquent, la portée de ses actions comme celle de Como. L'ouverture en 1965 d'un autre front à Cacheu annonça la propagation du conflit à tout le territoire.

Au Mozambique, le recours aux armes survint, selon la version officielle des nationalistes du Frelimo, le 25 septembre 1964 dans le Nord de la province lors de l'attaque par un groupe d'une quinzaine d'hommes d'un poste civil de l'administration dans le district de Chai, situé à l'extrême nord du pays. Les difficultés de stabilisation du Frelimo expliquent en partie ce décalage par rapport aux autres colonies. En effet, après la fondation du Front à Dar Es-Salaam, Eduardo Mondlane rejoignit quelques temps les ÉUA laissant une organisation en proie à des hésitations stratégiques et à de nombreuses scissions.

Entre 1961 et 1964, les trois colonies d'Afrique portugaise continentales s'engouffrèrent dans la guerre et renvoyèrent aux yeux du monde entier l'image d'un Portugal rétrograde et autoritaire attaché à son Empire en déliquescence que même les ÉUA, pourtant fidèle soutien, condamnèrent. Le PCP, après avoir lancé des mises en garde, ne put que réprimer le gouvernement pour ses choix guerriers. Le parti prenait d'autant plus conscience des limites de la politique suivie par l'État Nouveau que l'Empire d'Asie se voyait sérieusement ébranlé par l'annexion des comptoirs d'Inde par l'Union indienne en décembre 1961<sup>92</sup>. En 36 heures (du 18 au

---

<sup>91</sup> Les rivalités entre le Sénégal et la Guinée Conakry avaient amené Senghor à impulser ce FLING en opposition au soutien donné par Sékou Touré au PAIGC.

<sup>92</sup> Notons toutefois que le démantèlement du Troisième Empire commença dès juillet 1961. En effet, le Portugal possédait une petite enclave de 1 km<sup>2</sup> au Dahomey gouvernée par trois fonctionnaires et issue de la forteresse construite en 1471, São João Baptista de Ajudá. Au moment de son indépendance, en août 1960, le Dahomey, comme l'avait fait l'Inde, réclama au Portugal la

19 décembre) cinquante mille soldats indiens prirent le contrôle des territoires. L'épisode démontra le caractère suicidaire de la politique de Salazar qui, malgré l'infériorité numérique patente de ses troupes, afficha son jusqu'au-boutisme. Il écrivit, en effet, au général Vassalo e Silva en poste à Goa<sup>93</sup> : « Je ne prévois pas de trêve ni même de prisonniers portugais, il ne peut y avoir que des soldats et des marins victorieux ou morts »<sup>94</sup>. Les affrontements firent soixante-sept morts et trois mille cinq cents prisonniers.

Devant l'obstination de Salazar alors même que certains militaires convenaient en 1961-62 que la solution militaire n'était pas viable, le PCP, fort de son texte du Congrès de 1957, recentra son discours et consolida ses positions en matière coloniale.

### **3/ Le parti à la page.**

En février 1961, le PCP achevait quasiment son processus de réorientation après les années « réformistes » de la direction Fogaça. Si le fameux texte « La Déviation de droite dans le PCP des années 1956-59 » et l'élection de Álvaro Cunhal au poste de secrétaire général dataient de mars 1961, les rapports de mai 1960 sur « Les Tâches inajournables du moment présent : l'unité » et de décembre 1960 sur « La Tendence anarcho-libérale dans l'organisation du travail de direction » témoignaient de la reprise en main du parti par la frange orthodoxe de l'organisation. Le projet présenté en février 1961 par la Commission politique du parti sur « le PCP et le problème colonial »<sup>95</sup> s'inscrivait, par conséquent, pleinement dans cette optique de rénovation complète de l'organisation. En cinq axes, le PCP y détaillait ses analyses et y affinait ses positions : « 1/ Le colonialisme a fait son temps, 2/ la déformation et la mystification au service des colonialistes portugais, 3/ la répression

---

rétrocession de ce territoire. Le Portugal refusa tout net encore une fois. Aussi, en juillet 1961, l'armée de ce pays nouvellement indépendant prit l'enclave. L'État Nouveau manifesta une réelle intransigeance en refusant toute négociation et en ordonnant au commandant de la forteresse de brûler le fort.

<sup>93</sup> Sur les détails de l'attitude du Commando militaire de Goa, voir Mário MATOS E LEMOS, « Goa, o princípio do fim do Império, alguns documentos », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do século XX* (Coimbra), n° 3, 2003, pp. 271-287.

<sup>94</sup> Salazar cité par João Paulo GUERRA, *op. cit.*, p.29.

<sup>95</sup> *O PCP e o problema colonial*, Commission politique du CC du PCP, février 1961, 15 p. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, *op. cit.*, caisse 706, vol. IX, fl. 637.

et la terreur dans les colonies portugaises, Salazar prépare la guerre coloniale, 4/ à qui profite la politique colonialiste de Salazar ? 5/ les peuples des colonies ont le droit à l'autodétermination et à l'indépendance »<sup>96</sup>. Le parti y rappelait également le nombre de pays nouvellement indépendants, visant par ce biais à prouver le caractère anachronique de l'attitude adoptée par l'État Nouveau qui désirait maintenir un système colonial au moment même où l'actualité en sonnait la liquidation complète. Le parti condamnait, par conséquent, la politique salazariste et le colonialisme en général. Contrairement à la teneur de ses dénonciations passées, il ne se « contentait » plus de vilipender la forme *estado-novista* de l'impérialisme mais critiquait le colonialisme portugais en tant que tel. Il en arrivait même à réexaminer les progrès enfantés par les « Découvertes ». Selon lui, :

« Le peuple pouvait toujours s'enorgueillir de la contribution donnée par ses scientifiques et ses navigateurs à l'avancement des sciences nautiques et géographiques et à celui du progrès général du monde, mais il ne pouvait oublier de répudier avec aversion les cruautés et les crimes ahurissants qui ont été à la base de la création et de la persistance jusqu'à nos jours de l'impérialisme colonial portugais »<sup>97</sup>.

Le parti se situait désormais bien loin de la défense du « maintien et du renforcement des traditions progressistes des Portugais » outre-mer comme il le revendiquait à propos de l'Orient en 1954 ou bien même des commentaires récents de certains de ses cadres sur l'histoire portugaise. Par exemple, Guilherme da Costa, qui certes avait appartenu à la direction de 1956-57, s'inscrivait encore dans un patriotisme sans nuance lors de sa défense devant les tribunaux en 1959. Ainsi, dans une longue analyse sur la situation du Portugal, il lançait à propos du déroulement des élections de 1958 et des revendications des militants africains :

« Le Portugal s'enorgueillit, au-delà de sa participation à l'Épopée des Découvertes, d'avoir également ouvert à l'humanité les chemins du progrès social avec les chartes de 1777 qui déclaraient égaux et libres les Maures et les Juifs, avec l'abolition de la peine de mort et des travaux forcés en 1867, avec la suppression de l'esclavage en 1869, avec l'extinction de la prison à perpétuité, etc. Il voit aujourd'hui à quel point il a régressé sur le plan humain. [...] Nous nous enorgueillissons d'avoir une patrie indépendante depuis plus de huit siècles,

---

<sup>96</sup> *Idem.*

<sup>97</sup> *Idem.*

comment alors ne pas comprendre les autres peuples qui prétendent accéder au même statut ? »<sup>98</sup>

Ce dirigeant abordait l'abolition de l'esclavage sans revenir sur la participation des Portugais dans la mise en place de ce commerce transatlantique puis triangulaire et leur lutte pour en obtenir le monopole. Il évacuait pareillement les conversions forcées des Juifs portugais. En 1959 encore, l'histoire du pays était observée par le prisme de dates politiques symboliques sans les resituer dans la longue durée ou mettre en perspective certaines conséquences fâcheuses. Le projet de 1961 dénotait par conséquent une évolution certaine, poussant un peu plus loin les timides rectifications déjà enregistrées lors du Congrès de 1957. Jaime Serra n'y avait-il pas conclu que l'examen de la situation coloniale donnait « une idée peu flatteuse de ce qu'a été l'action civilisatrice des colonialistes portugais durant cinq siècles de domination en Afrique »<sup>99</sup> ?

Les nuances apportées par le projet de février 1961 de la Commission politique aux soi-disant bienfaits entraînés par les « Découvertes » confirment la lecture proposée dans le chapitre précédent sur les évolutions du parti : le PCP radicalisa ses positions suite aux pressions exercées par les militants anticoloniaux originaires des colonies et aux évolutions du contexte international. Si le MUD *Juvenil* n'existait plus, les rencontres entre Africains et Portugais n'en continuaient pas moins. Ils se côtoyaient désormais via le « secteur anticolonial » du PCP et son journal *Anticolonial* (cf. *infra*). Lors de la première « crise » de l'Empire (Goa), le parti n'était pas parvenu à se débarrasser de ses tendances colonialistes, à rompre avec les mythes impériaux portugais. À la date du projet, c'est-à-dire au moment où la plupart des Empires coloniaux avaient disparu, où des révoltes sanglantes avaient éclaté dans les colonies portugaises, il fut en mesure de vilipender les cruautés indirectement engendrées par les « Découvertes » et de modifier son discours sur l'épopée du Portugal moderne.

Et il persista. Une fois relevé ainsi l'anachronisme de l'Empire portugais, le parti démontra l'archaïsme du concept de « civilisés » et des pratiques du travail forcé, des châtiments corporels, des déplacements de main d'œuvre.... et déconstruisit la propagande nationale en expliquant que :

<sup>98</sup> Guilherme da COSTA, *Contestação ao tribunal plenário do Porto*, 1959, extraite du Pc 120/59, in ANTT/PIDE, Pc 213/61, José Miguel, vol. II, fl. 175.

<sup>99</sup> Voir chap. IV, pp. 425-427.

« La désignation de régions si géographiquement, ethniquement et socialement différentes par le terme de « provinces » est un grossier stratagème qui permet uniquement de mettre à nu le caractère mystificateur et cynique du régime salazariste »<sup>100</sup>.

Pour le PCP, le concept même « d'Empire portugais » s'avérait donc dépassé ; le parti insista alors sur les erreurs et les crimes commis par l'État Nouveau dans sa défense de la continuité d'une entité complètement obsolète. Dans son projet, il récapitula les informations déjà divulguées dans ses communiqués et sa presse sur les exactions perpétrées (São Tomé 1953, Bissau 1959, Scolo Bengo 1960, Luanda 1961) et sur l'existence de camps à Timor et en Angola. Il dévoila les préparatifs de guerre engagés par le régime comme la réorganisation des Forces armées, le déplacement de troupes et l'endoctrinement des militaires. Il réaffirma ses anciennes positions en insistant sur le fait que l'Empire ne servait que « les intérêts de classe du grand capital » et défendit donc le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour les colonies portugaises. Il rappela que les militants africains constituaient les alliés directs du prolétariat portugais et, après la critique faite aux positions de l'opposition libérale et en particulier à celle de Humberto Delgado, il définît ses principales lignes d'action : exiger une solution pacifique au problème portugais et mettre fin à la guerre.

En définitive, ce texte prenait la forme d'un bilan des actions et discours défendus durant les années qui séparaient le V<sup>e</sup> Congrès du début des violences en Afrique. D'ailleurs, le déclenchement de la lutte armée par des militants que le parti avait connus (MPLA, PAIGC et Frelimo), contrairement au PCF qui s'avéra étranger au FLN algérien, facilita l'enracinement de ces évolutions, bien réelles au demeurant, au sein de l'organisation. Les mots d'ordre que le parti présenta en guise de conclusion et de perspectives allaient alors être martelés par l'organisation jusqu'au 25 avril 1974. Il parvenait à insérer ses nouvelles revendications, imposées par le contexte, dans ses choix stratégiques et ses analyses de fond. Ainsi, dans un article de mai 1961, le parti appela au soulèvement en masse contre la dictature fasciste pour obtenir la fin de la « guerre injuste contre l'héroïque peuple d'Angola »<sup>101</sup>. Censée prémunir le parti de ses errements passés, la ligne défendue par Cunhal de « soulèvement national » trouvait une place de choix dans ce nouveau combat.

---

<sup>100</sup> *O PCP e o problema colonial*, février 1961, *op. cit.*, p. 15.

<sup>101</sup> « Abaixo a guerra colonial ! O momento é de unidade e de acção ! Organizemos o levantamento em massa da nação contra a ditadura fascista », *Avante!*, série VI, n° 300, mai 1960, pp. 1 et 2.

Selon cet article, ce soulèvement serait le point « culminant de milliers de luttes et d'actions de tous les fronts, il serait le combat frontal et violent contre l'appareil répressif et armé du salazarisme, il serait une véritable insurrection populaire contre le fascisme, pour la démocratie et la liberté de la patrie »<sup>102</sup>. Pour ce faire, le parti n'innovait point et proposait de s'organiser et de renforcer l'unité.

Pourtant, il faisait un pas en avant indéniable. Ainsi lançait-il un appel aux « soldats, marins, aviateurs, hommes honnêtes de la PSP, de la GF et de la GNR »<sup>103</sup> afin que ces derniers s'organisent en « comités de résistance » et refusent de partir. Son objectif était de saper l'appareil de guerre mais aussi le dispositif répressif monté par l'État Nouveau. Le Portugal assista ici à un renouveau du discours politique communiste. En effet, si par le passé le PCP, en bon parti léniniste, avait tenté de créer des comités de soldats, il ne l'avait point revendiqué « publiquement » (presse, tracts...). L'adaptation du parti aux nouvelles conditions nationales l'amenait à revendiquer désormais ce travail comme acte de résistance au salazarisme et à l'ériger en lutte populaire, s'y référant à ce titre longuement dans sa presse.

Ainsi, à partir de 1961, le parti diffusa régulièrement dans *Avante!* des appels à la désobéissance collective, des récits nourris d'exploits de soldats dans ce sens... Dès le mois de décembre, il publia un long article sur ces hommes qui refusaient de partir à la guerre et semaient le trouble en distribuant au sein même des casernes des tracts et autres documents interdits<sup>104</sup>. Durant les guerres coloniales, le PCP allait donc poursuivre ses actions traditionnelles (1<sup>er</sup> mai, participation aux grèves, politique unitaire) et investir un nouveau secteur de lutte : le travail dans les Forces armées. Les communiqués de la Commission politique du CC du PCP, édités ou distribués sous forme de tract et adressés aux « Portugais et Portugaises », condamnaient la guerre et renouvelaient pareillement l'appel aux soldats, marins et aviateurs<sup>105</sup>.

Toutefois, si la propagande du parti trouva rapidement son rythme de croisière forte des « nouveaux » mots d'ordre, adopter une ligne unique ne fut pas si simple encore une fois. En août 1961, un dirigeant se montrait agacé et considérait urgent

<sup>102</sup> *Idem.*

<sup>103</sup> *Idem.*

<sup>104</sup> « Soldados », *Avante!*, série VI, n° 311, décembre 1961, p. 4.

<sup>105</sup> Voir les tracts/communiqués du 28 avril 1961 et du 21 juillet 1961.



que le parti se prononçât sur le « Programme pour la démocratisation de la République » des républicains et socialistes car, selon lui, certaines conceptions semblaient déteindre de façon préjudiciable sur des éléments du parti. Ainsi, il écrivait :

« J'ai lu un bandeau signé par la direction de l'Organisation régionale de la Beira Littoral de notre parti, daté de mai, dans laquelle la libération de l'Angola était défendue pour sa capacité « à devenir un marché pour nos amis » et donnait comme mot d'ordre aux ouvriers : « Montrons à nos patrons que seule l'indépendance de l'Angola sert leurs intérêts ». Je propose que cette grave manifestation d'opportunisme soit critiquée et discutée dans notre presse, en démontrant ce qu'elle contient de dégradation pour la lutte des masses et en quoi elle contribue à atteler encore et toujours le parti à la bourgeoisie »<sup>106</sup>.

Les dirigeants régionaux ici montrés du doigt ne manifestaient pas de difficulté particulière à accepter l'indépendance des colonies portugaises, problème que le parti avait rencontré par le passé et qu'il avait dénoncé comme des manifestations de « chauvinisme » au sein de l'organisation. Il s'agissait, cette fois-ci, d'un différend tactique et non d'une question de fond. L'« opportunisme » contenu dans la proposition du PCP de la Beira Littoral ne remettait pas en cause les grandes orientations de l'organisation nationale. Il témoignait simplement de la difficulté chronique pour ce parti, régi par le centralisme démocratique, à faire adopter et appliquer sans obstacle, sans re-formulation, sans adaptation la ligne dictée par sa direction centrale.

Quoi qu'il en soit, à partir de 1961, le PCP centra sa lutte autour de la question coloniale et combattit en faveur de la fin de la guerre, poussé par les événements nationaux et l'évolution de la scène internationale.

Entre 1960 et 1964, le Portugal assista par conséquent à la remise en cause directe et violente de son Empire. Les différents mouvements de libération nationale nés à la fin des années 1950 consolidaient leur base, obtenaient des appuis internationaux, notamment auprès de l'ONU où siégeaient les États nouvellement indépendants, et optaient en théorie et en pratique pour le recours aux actions armées. Dès les premiers troubles/répressions de 1959-60 en Guinée, au Mozambique et en Angola, le PCP dénonça l'engrenage dans lequel s'engouffrait le

---

<sup>106</sup> « Camp. », *Contra o oportunismo*, août 1961, 1 p. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, *op. cit.*, caisse 712, vol. XVI, fl. 840.

pouvoir. Accuser Salazar de préparer la guerre était un vieil argument utilisé par le parti pour discréditer la politique de la Dictature ; toutefois, la proximité des événements et les évolutions du contexte international amenèrent le PCP à pousser plus loin l'engagement. Le parti relayait alors les informations obtenues par son réseau de sympathies et, par cette « simple » politique de contre-information, militait contre l'État Nouveau. Par ailleurs, il trouva dans la montée des tensions et surtout le déclenchement de la guerre en Angola en février 1961 un argument de poids pour introduire la thématique coloniale dans ses projets d'unité avec l'opposition libérale. En effet, si jusqu'à présent il avait sacrifié cette question au profit d'une alliance avec les autres secteurs antisalazaristes aux tendances colonialistes avérées, désormais il souhaita imposer des revendications minimales légitimées par la « crise » coloniale. Ce tournant des années 1960-61 l'amena également à faire le point sur la question et à introduire dans ses combats une nouvelle thématique : le travail dans les Forces armées.

### **CONCLUSION**

Au début de la décennie 1960, le paysage politique portugais évolua radicalement et le régime affronta une de ses plus violentes crises. La contestation surgie des élections de 1958 s'intensifia, nourrie par les secteurs traditionnels de l'opposition comme le PCP, fort de son redressement et de sa condamnation de la « déviation de droite » des années 1956-59, mais aussi par de nouveaux courants notamment les catholiques progressistes et les militaires populistes. Aux manifestations et aux actions spectaculaires de 1961-62 vint s'ajouter l'éclosion de la violence dans les colonies. Pourtant, la concomitance des divers événements (Luanda, février 1961, et *Santa Maria*, mars 1961 / Révolte de Beja, en janvier 1962, et manifestations paysannes de l'Alentejo au printemps 1962) ne parvint pas à renverser le régime. Si l'opposition portugaise assista impuissante à la retombée de la contestation en 1962, celle des colonies en revanche se renforça. L'Empire entra dans la spirale de la violence, s'engageant ainsi inexorablement vers sa propre fin dont l'annexion de Goa, Damão et Diu en décembre avait constitué le tonitruant début.

Le PCP s'impliqua dans la lutte contre la guerre et tenta d'imposer quelques-uns de ses mots d'ordre au reste de l'opposition. Pourtant, ces années charnières

scellèrent également la fin de son hégémonie sur la scène politique portugaise. Il se voyait fortement concurrencé par d'autres forces, lassées de ses stratégies « raisonnables » et disposées à débouter Salazar par les armes. S'il pouvait espérer travailler par la suite avec certains de ces secteurs autour de mots d'ordre unitaires traditionnels comme l'instauration des libertés démocratiques, et minimalistes comme la fin de la guerre, d'autres entraient totalement en rupture avec lui au nom de ses positions timorées : les marxistes-léninistes maoïstes.

## **II Le PCP ou la force de la tradition, 1961-1968.**

*À bas la faucille et le marteau  
Vive Black & Decker*

Slogan anarchiste portugais

À partir du milieu des années 1960, la vie politique portugaise se centra autour des questions de la guerre coloniale et de la stratégie à adopter pour débouter Salazar. Par les positions qu'il adopta alors, le PCP rejoignit le cercle des oppositions non révolutionnaires. Il incarna la tradition, refusant d'explorer tout nouveau chemin militant, au nom de la responsabilité politique. Il poursuivit ainsi sa ligne historique d'unité antifasciste, défendit le « soulèvement national » contre toute autre action alternative et continua son travail de solidarité avec les colonies en lutte. En 1962, il intégra logiquement le FPLN (Front patriotique de libération nationale) composé des vieux secteurs en pleine recomposition de l'opposition (les socialistes notamment), de nouveaux courants et de Humberto Delgado ; mais les divergences s'accumulèrent et, en 1964, la rupture avec le Général fut consommée. Toutefois, débarrassé de cet obstacle, le parti n'en accumula pas moins les désaccords avec le reste de ses partenaires. Les questions de la lutte armée et des désertions individuelles des soldats portugais alimentèrent ces différends.

Il poursuivit néanmoins la réalisation de ses tâches et doubla son travail de propagande d'actions d'aide aux nationalistes africains. Il publia de nombreuses dénonciations et aida à la parution du journal *Anticolonial*. Pourtant, s'il planifia et accomplit l'évasion de Agostinho Neto et de Vasco Cabral en juin 1962, ses implications concrètes dans la lutte anticoloniale s'avérèrent dans l'ensemble

limitées. Contrairement à ce que croient énormément de témoins de cette époque, y compris dans les rangs du PCP lui-même, les évasions de militants africains ou opposants portugais non communistes qui souhaitaient quitter le Portugal pour échapper aux persécutions ou à l'armée, par exemple, ne durent que très peu aux réseaux du parti.

Après avoir retracé l'évolution et les débats du mouvement unitaire antifasciste rénové, je m'attacherai à étudier les positions et les actions du PCP en matière de lutte anticoloniale.

### **A/ UNITE ANTIFASCISTE ET GUERRES COLONIALES : LES QUESTIONS QUI FACHENT.**

Le début des guerres coloniales correspondit au renouveau du mouvement unitaire démocratique portugais. En 1962 naissait le FPLN qui regroupa toutes les tendances de gauche de l'opposition à l'exception des marxistes-léninistes. En effet, les récents événements impliquaient pour de nombreux militants de travailler à la recomposition de leurs courants et de revoir leur analyse de la situation nationale. De nouveaux groupes apparurent alors, re-questionnant par leur présence les enjeux des alliances unitaires. Le PCP qui, jusque-là, avait effrayé ses alliés du mouvement démocratique par son radicalisme, voire ses aspirations révolutionnaires, incarna désormais aux yeux de ces forces émergentes un frein aux ardeurs de la lutte antifasciste. Au-delà du conflit qui l'opposa à Humberto Delgado, le parti se voyait désormais critiqué pour son immobilisme.

Alors que pour beaucoup de jeunes militants « l'état de guerre » et la radicalisation dont avaient témoigné les masses en 1961-62 justifiaient que l'on passât à une « étape supérieure », à savoir les actions armées, le PCP campait sur ses analyses post-déviations de droite. Il concluait que l'heure n'était pas propice à ce genre d'actions et qu'il fallait poursuivre le travail en faveur d'un « soulèvement national ». L'autre objet de discordes découlait directement de la guerre : quelle attitude adopter face à la mobilisation des jeunes Portugais ? Le PCP défendit l'organisation de désertions collectives quand nombre de militants de l'opposition appelèrent à la désertion individuelle. Le parti perdit ainsi son crédit auprès de la jeunesse.

### **1/ Le FPLN, un nouvel organisme unitaire (1962-65).**

Le Front patriotique de libération nationale résulta de la volonté de divers groupes de l'opposition en exil et du PCP de constituer un mouvement uni, fort de la contestation populaire des années 1958-62 et des actions de Humberto Delgado, et prêt à renverser Salazar. La question coloniale y occupa inévitablement une place de choix, satisfaisant les récentes conditions posées par le PCP.

#### a/ Genèse et évolution du FPLN.

La période semblait propice aux « bilans et perspectives ». Tous les courants idéologiques tentèrent à ce moment-là une recomposition. Sur les ruines du DDS (Directoire démocrate-social) qui n'avait pas survécu à sa défaite politique, les libéraux et les vieux républicains créèrent à la mi-1963 l'Action démocrate-sociale (ADS) à la tête de laquelle l'on retrouvait des figures emblématiques et historiques, telles Cunha Leal et Mendes Cabeçadas. Le déroulement des élections de 1958 et de 1961 était venu remettre en cause le réformisme prôné par les dirigeants du DDS. L'échec des actions menées par les dissidents du régime, comme celles de l'ex-ministre de la Défense, Botelho Moniz, enterra définitivement leurs espoirs de solution intra-militaire. Par conséquent, le Directoire devait trouver un nouveau souffle. Cela dit, l'histoire et l'activité de l'ADS relevèrent quasiment de l'anecdote et cette organisation disparut rapidement sans avoir engagé d'actions conséquentes.

Du Brésil, Henrique Galvão poursuivait son combat, se détachant des autres tendances politiques de l'opposition. Ainsi, en janvier 1962, il créa le Front antitotalitaire des Portugais libres exilés (FAPLE), organisme sans grand avenir mais qui avait pour ambition de regrouper les cercles non communistes<sup>107</sup> et qui se démarquait de l'action politique de Humberto Delgado.

Si l'apparition de ces deux organisations, l'ADS et le FAPLE, témoignait de la volonté des antisalazaristes de rénover l'échiquier politique national, ce fut du côté de la Suisse que la dynamique de recomposition des groupes non communistes prit le plus d'ampleur. En 1962, des militants réactivèrent le groupe Résistance

---

<sup>107</sup> Henrique Galvão publia d'ailleurs en juin 1965 un livre intitulé très à propos : *Ma lutte contre le salazarisme et le communisme au Portugal*.

républicaine (créé en 1955) qui devint Résistance républicaine et socialiste et regroupa des anciens membres de l'ex-Union socialiste (1944) comme Gustavo Soromenho, José Magalhães Godinho et António Macedo, des dissidents du PCP comme Fernando Piteira Santos, Francisco Ramos da Costa, Mário Soares et Francisco Zenha et des indépendants comme Manuel Mendes. Tito Morais, Francisco Ramos da Costa et Mário Soares créèrent alors en avril 1964 à Genève, ville de résidence pour certains, l'Action socialiste portugaise (ASP) plus ancrée que la Résistance républicaine et socialiste dans le courant social-démocrate puisqu'elle entra en contact avec l'Internationale socialiste et y adhéra en 1972. Fernando Piteira Santos, quant à lui, resta en dehors de l'ASP et s'impliqua davantage dans le FPLN.

Au printemps 1961, Tito Morais et Manuel Sertório pour le PCP avaient établi une liaison<sup>108</sup> afin de stimuler les différents réseaux de l'opposition en exil : ceux de la Junte patriotique portugaise du Venezuela, du Groupe des Portugais démocratiques d'Angleterre, des individus vivant à Paris et celui particulièrement actif d'Afrique du Nord où les révoltés de Beja et nombre de membres de la Junte patriotique centrale avaient trouvé refuge. La tenue à Paris d'une conférence européenne pour « l'Amnistie des prisonniers politiques portugais » en novembre 1962 témoignait bien de l'activisme de ces réseaux. Ces contacts croisés permirent la tenue à Rome, du 19 au 21 décembre 1962, de la I<sup>e</sup> Conférence des forces antifascistes portugaises qui donna naissance au FPLN. Mário Ruivo, proche du PCP, se chargea de l'organisation. Assistèrent à la dite conférence : Álvaro Cunhal pour le PCP, Fernando Piteira Santos et Lopes Cardoso pour la Junte centrale, Manuel Sertório à titre individuel et comme représentant de Humberto Delgado (bien que militant du parti), Tito de Morais, Mário Ruivo et Francisco Ramos da Costa<sup>109</sup>. Les sujets de discorde ne manquèrent pas et portèrent notamment sur la question de la localisation du siège du nouveau front : au Portugal ou à l'étranger ? Une fois les réticences du PCP balayées et le principe d'une résidence extérieure adopté, il fallut déterminer le pays d'accueil. Or, le nouveau gouvernement de Ben Bella accordait

<sup>108</sup> Une « Commission inter liaisons de l'opposition portugaise » serait née au Brésil le 5 mars 1961 afin de contacter tous les opposants résidant à l'étranger. En octobre 1961, elle prit le nom de : Unité démocratique portugaise. In D. L. RABY, « O PCP e a oposição no exílio », *op. cit.*, p. 32.

<sup>109</sup> Entretien de Fernando Piteira Santos et Manuel Sertório avec D. L. Raby à Lisbonne de, respectivement, février et avril 1977. In D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, *op. cit.*, p. 275.

quelques facilités aux exilés politiques portugais. Logiquement, Alger s'imposa<sup>110</sup>. Pourtant, le PCP aurait préféré Rome, ville moins emblématique que la capitale algérienne qui incarnait le succès d'une lutte armée, option maintes fois rejetée par le parti et qui pouvait alors constituer une source d'inspiration pour le FPLN.

Cela étant, le choix d'Alger s'avéra profitable pour le FPLN car il y rencontra facilement les représentants des organisations nationalistes des colonies portugaises et surtout y mit en place à partir de 1963 des émissions radiophoniques sur ondes moyennes au nom de Radio Voix de la Liberté (*Rádio Voz da Liberdade*). Le FPLN put se prévaloir de l'adhésion de l'ASP après sa création et surtout du ralliement de Humberto Delgado, incarnant ainsi un véritable renouveau du travail unitaire. Ce dernier apparaissait d'autant plus impressionnant à la lumière du fossé politique qui séparait le Général du PCP. Absent de la I<sup>e</sup> Conférence, Delgado entra en contact avec Álvaro Cunhal à Prague en 1963, intégra les rangs du FPLN et assista à la II<sup>e</sup> Conférence qui se tint également à Prague en janvier 1964. Toutefois, les orientations de Humberto Delgado, partisan du recours aux actions armées et de l'établissement d'un gouvernement provisoire en exil, compliquèrent sérieusement les relations.

Lors de cette II<sup>e</sup> Conférence, Manuel Sertório, Mário Ruivo, Tito Morais, Fernando Piteira Santos, Ruy Luís Gomes, Humberto Delgado et Álvaro Cunhal tentèrent un compromis. Le PCP vota même la création d'un « Commando des opérations » chargé de réaliser des « actions directes et offensives » mais ne montra aucune intention d'aider à leur préparation. Malgré cette entente de circonstances, dès l'été 1964 les tensions crûrent entre les divers protagonistes et la rupture fut consommée lors de la III<sup>e</sup> Conférence du Front, en octobre 1964 à Alger. Dans un mémorandum, Delgado dénonça la préparation et le déroulement de cette dernière conférence à laquelle il refusa d'assister. Pour lui, ses délégués s'étaient « autoproclamés » et le résultat était joué d'avance. Il data la rupture de l'été 1964 quand, par un vote, le 31 juillet, sa proposition d'organiser un débarquement au Portugal simultanément à une révolution intérieure fut mise en minorité. Lui-même attribua l'hostilité du PCP à son égard et son éviction du Front à son « refus de persécuter les dissidents révolutionnaires du PC pacifiste [les maoïstes présents à

---

<sup>110</sup> Au début des années 1960, la petite communauté d'exilés portugais en Algérie (autour de cent personnes) accueillait toutes les tendances de l'opposition : communistes, socialistes (plusieurs tendances), quelques conservateurs, Delgado et ses collaborateurs indépendants, membres du CMLP/FAP. La ville bouillonnait.

Alger] et de demander leur expulsion »<sup>111</sup>. Il mit alors sur pied un deuxième FPLN. Si les initiales étaient les mêmes, le nom de ce nouveau parti différait toutefois légèrement du premier puisqu'il s'agissait du Front *Portugais* de libération nationale. Il annonça également en décembre 1964 que « son » FPLN se livrerait à des actes de sabotage au Portugal<sup>112</sup>.

Les résolutions de la III<sup>e</sup> Conférence du FPLN entérinèrent la « reprise en main » de l'organisation par le PCP puisque le Front y rappelait que l'insurrection contre Salazar naîtrait à l'intérieur du pays et y avisait la population de ne pas attendre une quelconque délivrance venue de l'extérieur, attitude qu'il jugeait empreinte de sébastianisme<sup>113</sup>. Après l'éviction de Delgado, le PCP milita au sein du FPLN jusqu'en 1970, le cantonnant dans un rôle plus conventionnel, traditionnel que celui que Humberto Delgado entendait lui faire jouer<sup>114</sup>. Le FPLN s'éteignit, lui, en 1974<sup>115</sup>. Le destin tragique du Général conforta le parti dans ses positions. Humberto Delgado fut assassiné par la PIDE en février 1965 à Badajoz alors qu'accompagné de sa secrétaire, il rejoignait la frontière portugaise afin d'entrer en contact avec des militaires dissidents, piège probablement monté par la police elle-même. L'« échec » du Général corroborait, aux yeux du PCP, la justesse des positions du parti.

Durant toutes ces années et au-delà des divergences, le Front se structura autour d'une intense activité de propagande via sa radio, sa presse<sup>116</sup>, ses interventions internationales<sup>117</sup> et ses contacts mais continua parallèlement à

<sup>111</sup> Humberto DELGADO, *Memorandum*, s/d, 1 p. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 1, fl. 127.

<sup>112</sup> Déclaration de Humberto Delgado publiée par le journal *Le Progrès* (Lyon) du 4 janvier 1965. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 2, fl. 456.

<sup>113</sup> Nom donné au mouvement messianique apparu après la mort du roi Dom Sebastião en 1578 à la bataille de Al Ksar el Kébir (Maroc). La crise de succession qui s'en suivit porta sur le trône Philippe II d'Espagne et certains Portugais attendirent alors le retour du roi Sébastien, dont on n'avait jamais retrouvé la dépouille, pour les libérer de l'emprise castillane. « Resoluções da III<sup>a</sup> Conferência da FPLN », *Portugal democrático* (Brésil), n° 88, novembre 1964. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 1, fl. 193.

<sup>114</sup> Selon Piteira Santos, il aurait même été question du temps de Delgado de négocier avec les autorités chinoises l'établissement d'un gouvernement provisoire à Macao, projet connu comme « Opération Orange ». La présence de marxistes-léninistes à Alger pouvait expliquer un tel projet. Entretien de Fernando Piteira Santos avec D. L. Raby à Lisbonne du 28 février 1977. In D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, op. cit., p. 275.

<sup>115</sup> Tito Morais et Ramos da Costa en sortirent toutefois en 1965 afin de construire l'ASP.

<sup>116</sup> En janvier 1964, le FPLN lança la publication de son bulletin, *Portugal livre*, puis à partir de février 1966, de son organe de presse, *Liberdade*. Il édita également *Passa palavra* à partir de juin 1966 en tant qu'organe des militaires du FPLN.

<sup>117</sup> Le FPLN, au travers de la Junte révolutionnaire portugaise, son organisme de direction, entreprit plusieurs actions auprès de l'ONU comme, par exemple, ce mémorandum des démocrates portugais d'Amérique adressé à la XIX<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1964. Ce



promouvoir un schéma « classique » d'organisation. Les Juntas d'action patriotique (JAP) devinrent alors rapidement les organismes de base, pour ne pas dire les cellules, du FPLN qui se dota également en janvier 1964 d'un organe central intitulé : Junte révolutionnaire portugaise<sup>118</sup>. Humberto Delgado fut élu<sup>119</sup> à sa tête lors de la II<sup>e</sup> Conférence et destitué lors de la III<sup>e</sup>. Les JAP n'enclenchèrent toutefois pas de réelle dynamique au Portugal. Selon Álvaro Cunhal, cette inertie relative était due à l'absence de forces politiques impliquées puisque, en dehors du PCP, rares furent les courants qui les animèrent<sup>120</sup>.

## b/ Le FPLN et la question coloniale.

En ce qui concerne la question coloniale, la I<sup>e</sup> Conférence du FPLN répondit aux attentes du PCP. En effet, le parti s'était fixé comme préalable à tout travail unitaire l'acceptation par ses partenaires de revendications minimales. Le Front ne le déçut pas puisqu'il reconnut à ce moment-là le droit à la séparation des colonies<sup>121</sup> et se positionna contre les guerres coloniales. Il reprit sans problème les mots d'ordre avancés par le parti :

« La cessation des opérations militaires en Angola et le retrait des troupes portugaises, l'ouverture de négociations avec les organisations nationalistes africaines, l'établissement des libertés démocratiques, la libération de tous les prisonniers politiques dans les colonies<sup>122</sup> et la prise de contacts entre le FPLN et les mouvements de libération nationale » .

Ses slogans collaient mot pour mot aux revendications formulées en septembre 1961 par la Commission politique du parti en réponse à une déclaration de la Junte patriotique (*cf. supra*). Toutefois, on ne peut pas les attribuer uniquement

---

document demandait l'application des résolutions des 31 juillet et 12 décembre 1963 en faveur de l'indépendance des colonies portugaises. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 2, fl. 296.

<sup>118</sup> Cette Junte remplaça l'exécutif permanent du FPLN, nommé jusque-là « Commission déléguée ».

<sup>119</sup> Pedro Ramos de Almeida y était également élu comme représentant du PCP en remplacement de Pedro Soares.

<sup>120</sup> Álvaro CUNHAL, *Rumo à vitória...*, *op. cit.*, pp. 150-152.

<sup>121</sup> Il est à noter, toutefois, que Sócrates Dáskalos affirme que le manifeste de constitution du FPLN parlait d'autonomie pour les colonies et non d'indépendance, différend sémantique qui provoqua de sérieuses difficultés avec le MPLA. Sócrates DASKALOS, *Um Testemunho para a história de Angola, do huambo ao huambo*, Lisbonne, Vega, 2000, p. 106.

<sup>122</sup> *1<sup>a</sup> Conferência das forças antifascistas portuguesas*, Rome, décembre 1962. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 2, fl. 763.

à l'action du PCP. En effet, l'ensemble des courants antisalazaristes étaient obligés de prendre en compte l'exacerbation des rapports coloniaux. D'une part, les secteurs libéraux de l'opposition, les républicains et quelques socialistes, même s'ils persistaient dans leur volonté d'œuvrer à la continuité de l'Empire, se livraient parallèlement à un aménagement de leurs positions passées respectives. D'autre part, apparaissaient de nouveaux cercles oppositionnels ouvertement anticolonialistes et en faveur de l'indépendance des territoires portugais, comme les catholiques progressistes ou, bien sûr, les marxistes-léninistes. Ainsi, selon une brochure des Éditions du journal *Anticolonial* (cf. *infra*), certains catholiques, pourtant confrontés au conservatisme voire à la collaboration de leur hiérarchie avec les autorités coloniales, avaient dénoncé le colonialisme portugais. Par exemple, les étudiants africains catholiques lors des Congrès de Pau de 1956 puis d'Angers de mars 1961 et de Varennes d'avril 1963 exprimèrent leur solidarité avec l'Angola. La brochure remarquait également que des voix au Mozambique, en Angola et au Portugal même s'étaient élevées pour s'opposer à la position colonialiste de la hiérarchie catholique portugaise<sup>123</sup>.

Le parti n'était donc plus, comme par le passé (à l'exclusion des années 1920 et du début des années 1930 où les anarcho-syndicalistes exerçaient encore une influence sur la scène politique), la seule force à défendre le droit à l'indépendance des colonies. Cette évolution du contexte rendait son attitude moins risquée. En effet, les conditions posées à toute alliance s'avéraient bien inoffensives au vu des changements survenus ; peu de partenaires étaient susceptibles d'opposer un refus aux mots d'ordre minimalistes du parti. Même les secteurs les plus réticents à toute émancipation des colonies modelaient leur discours sur la question. Par exemple, dans son programme général présenté lors des élections législatives de novembre 1965, l'ADS prônait la fin de « l'état de guerre » et « l'observance du principe d'autodétermination ». Il fallait, selon elle, préparer la population à cette doctrine. Néanmoins, l'ADS envisageait dans les conséquences d'une éventuelle autonomie

123

La brochure relevait les noms de ceux s'étant prononcés contre le colonialisme : Sebastião Soares de Resende, évêque de Beira au Mozambique, le chanoine Franklin da Costa, le prêtre Joaquim Pinto de Andrade e Maia, Monseigneur Manuel Joaquim das Neves en Angola et évoquait la publication d'une première position des catholiques progressistes portugais contre la guerre dans la revue *Direito a informação*. In *A Hierarquia católica portuguesa e a questão colonial*, brochure des éd. *Anticolonial*, imprimé, juillet 1964, 19 p. FMS, dossier 2595-09, fl. 3.

« la continuation de la présence portugaise, matérielle et spirituelle »<sup>124</sup>. Certes, selon Ruy Luís Gomes et José Morgado, qui lui adressaient en juin 1967 une lettre ouverte (signée : « Pour les démocrates portugais de Recife (Brésil) »), l'ADS n'allait pas assez loin puisqu'elle « ne condamnait pas la guerre coloniale [...ni] l'impérialisme nord-américain »<sup>125</sup> et qualifiait encore les actions angolaises de « terrorisme ». Il n'en reste pas moins qu'elle reconnaissait désormais le droit à l'autodétermination. Ce n'était donc pas les lourdes pressions ou un fort chantage du PCP qui avaient poussé le FPLN à se prononcer en faveur de négociations avec les nationalistes mais bien les évolutions d'une société et de ses élites politiques (opposition) ainsi que l'éclosion de guerres de libération qui érigeaient désormais les militants africains en acteurs *non* portugais.

Le FPLN réitéra logiquement ces dispositions lors de sa II<sup>e</sup> Conférence en janvier 1964. La III<sup>e</sup> Conférence, elle, déploya la panoplie des arguments chers au PCP sur la question coloniale : la politique colonialiste de Salazar entraînait « une plus grande exploitation des travailleurs portugais, l'aggravation du coût de la vie, l'augmentation des impôts, le recours au capital étranger ». Elle préconisait « l'intensification du travail antifasciste et anticolonialiste des militants démocratiques et des éléments révolutionnaires des Forces armées dans les territoires portugais »<sup>126</sup>.

Par conséquent, le PCP pouvait s'estimer satisfait de militer, pour une fois, au sein d'une organisation unitaire où la thématique coloniale ne faisait pas défaut. Cette « heureuse » situation découlait de l'évolution des mentalités portugaises bien plus que d'âpres négociations. Elle n'évita pas pour autant au PCP de connaître de vives oppositions. D'autres questions vinrent nourrir les points d'achoppement entre le parti et ses partenaires antifascistes.

---

<sup>124</sup> Communiqué de la réunion du directoire et du Secrétariat de l'ADS, 27 juin 1965 (?), p. 2. FMS, dossier 2595-24, fl. 16.

<sup>125</sup> Ruy Luís GOMES et José MORGADO, *Carta aberta à Acção democrato-social*, datée du 12 juin 1967 et publiée le 26 juillet, pp. 3 et 4. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 9, fl. 178.

<sup>126</sup> « Resoluções da III<sup>a</sup> Conferência da FPLN », *op. cit.*

## **2/ Débats autour de la lutte armée contre l'État Nouveau.**

La question du choix des moyens d'action à adopter contre l'État Nouveau vint pourrir les relations entre le PCP et les autres composantes du FPLN. Le débat n'était pas nouveau et avait éclos durant les années 1958-1962 mais s'amplifia lors de la II<sup>e</sup> Conférence du Front, tenue en janvier 1964. Après y avoir énuméré et spécifié ses objectifs (comme la destruction de l'État fasciste, la mise en place d'une réforme agraire...), et après y avoir reconnu dans ses résolutions que le combat contre la politique colonialiste de Salazar constituait un des aspects centraux de la lutte contre le gouvernement fasciste, le FPLN y aborda les « formes de lutte » à développer. Il soulignait l'impossibilité d'une solution pacifique au problème portugais, misait sur l'insurrection des masses et des secteurs révolutionnaires des Forces armées, entendait poursuivre les actions légales et semi-légales. Mais, à la différence du PCP, il envisageait des actions violentes d'agitation, d'autodéfense, d'affaiblissement de la machine militaire et « d'autres actions offensives, du moment que celles-ci étaient réalisées dans des objectifs politiques convenablement étudiés »<sup>127</sup>.

Or, le PCP avait maintes fois réitéré sa position à ce sujet : les actions violentes métropolitaines, quelles qu'elles soient, déboucheraient sur une impasse, seul le soulèvement populaire pouvait débouter Salazar. Nonobstant cette analyse, les évolutions des rapports politiques dans le monde amenaient le parti à préciser son discours. En mai 1959, encore sous la direction « de droite », le parti soutint le PC cubain qui, après avoir dans un premier temps qualifié le groupe de Fidel Castro de « petit-bourgeois », l'avait finalement appuyé. Dans les traces de son homologue, le PCP admettait alors que les « actes de sabotage, à ce moment-là, étaient justes »<sup>128</sup>. Il acceptait, par conséquent, le recours à ce mode d'action mais avec un bémol : les conditions devaient s'avérer favorables à la réalisation de tels actes, ce qui n'était évidemment pas le cas dans le Portugal des années 1960. Conscients du blocage exercé par le parti qui s'estimait seul juge de la situation, de jeunes militants, issus de la crise universitaire de 1962 comme Lopes Cardoso, Hipólito dos Santos, Rui Cabeçadas, Bruno da Ponte, Jorge Sampaio... et inspirés par la révolution

<sup>127</sup> *Résolutions de la II<sup>e</sup> Conférence du FPLN*. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 2, fl. 507.

<sup>128</sup> *Problemas do movimento operário internacional*, PCP, photocopié, s/a, mai 1959. ANTT/PIDE, Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, *op. cit.*, caisse 705, vol. VII, fl. 492.

cubaine, créèrent fin 1962 leur propre groupe : le Mouvement d'action révolutionnaire (MAR)<sup>129</sup>. Issus des milieux catholiques progressistes, du PCP ou de la gauche socialiste, ils acceptèrent, contrairement aux marxistes-léninistes, de collaborer avec le parti et travaillèrent activement au sein du FPLN. Cela dit, selon un des fondateurs, le MAR s'avéra « peu articulé politiquement et [ses membres] très différents les uns des autres » et obtint donc « de mauvais résultats »<sup>130</sup>. Toutefois, la présence de certains de ses militants expliqua en partie les pressions exercées au sein du Front pour appuyer et mener des actions armées.

Poussé par l'émergence d'un groupe comme le MAR et par la scission marxiste-léniniste, le PCP clarifia le débat dans un article de *O Militante* de mars 1964 et applaudit le texte d'Álvaro Cunhal d'avril 1964, *Rumo à vitória*, qui mettait les points sur les i. Ces écrits répondaient, entre autres, aux critiques formulées par Francisco Martins Rodrigues dans ses textes de décembre 1963, « Documents sur le rôle du PCP contre le régime et la situation politique et économique nationale ».

Pour ce dissident du PCP, le début des guerres coloniales avait ouvert une nouvelle phase de lutte au Portugal que le mouvement de 1961-62 était venu confirmer. De plus, si les conservateurs avaient dominé cette dernière contestation, il constatait que, désormais, un courant révolutionnaire s'était détaché du mouvement démocratique et s'orientait vers la lutte armée. Selon lui, le PCP se montrait dépassé dans la situation actuelle faute d'avoir su accompagner la radicalisation des masses et parce que : « Il avait cessé de penser à la révolution [...], d'étudier le processus révolutionnaire comme un tout, pour mettre tous ses espoirs et toutes ses perspectives dans telles ou telles étapes à accomplir ». Il était arrivé peu à peu à « une position bureaucratique de fond réformiste »<sup>131</sup>. Or, cette absence de perspective globale l'empêchait de voir qu'une étape supérieure devait être franchie : celle de la lutte armée. Le texte poursuivait et analysait l'histoire du rapport à la violence du PCP qui, ayant renoncé à cette possibilité en 1945-46 avec la fin des GAC (Groupes antifascistes de combat)<sup>132</sup>, la rejetait depuis. En effet, toujours selon l'auteur, le PCP savait que la seule violence qu'il admettait, celle née de la

---

<sup>129</sup> En 1964, ce mouvement lança deux publications : une destinée aux travailleurs portugais, *Unidade*, l'autre comme organe extérieur de l'organisation édité à Alger, *Acção popular*.

<sup>130</sup> Bruno da Ponte, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 8 juillet 1997, enregistré, non confirmé.

<sup>131</sup> *Documentos sobre o papel do PCP na luta contra o regime e a situação política e económica nacional*. Document critiquant la ligne majoritaire au sein du PCP daté de décembre 1963, *op. cit.*

<sup>132</sup> Voir chap. III, p. 312.

spontanéité des masses, ne se développerait jamais du fait de l'appareil répressif salazariste.

Dans les deux pages sur « ligne révolutionnaire et ligne aventuriste » de son bulletin interne, le PCP approfondit ses analyses : face au long calvaire que la permanence du fascisme imposait au peuple portugais, certains militants souhaitaient mettre sur pied des groupes armés pour « créer dans le pays une ou plusieurs « Sierra Maestra », et ainsi, selon eux, [faire] débiter la lutte révolutionnaire et le soulèvement national »<sup>133</sup>. Bien entendu, le CC ne pouvait accepter cette ligne et en démasquait les erreurs, les partisans de telles stratégies se trompaient car ils :

« prétendaient remplacer la ligne des luttes de masses, la ligne qui se montre confiante en la vertu et la capacité révolutionnaire du peuple portugais, par une ligne opportuniste de petits groupes isolés des masses qui n'a de révolutionnaire rien de plus que la phraséologie gauchiste et sectaire »<sup>134</sup>.

Par ailleurs, notamment dans « Les chemins illusoire et les dangers qu'ils comportent », chapitre de *Rumo à vitória* d'avril 1964, et dans « Contre l'opportunisme de droite et contre le gauchisme », pages consacrées à ce thème dans le rapport d'Álvaro Cunhal au VI<sup>e</sup> Congrès du PCP (1965), le parti réitérait ses propos. Dans l'ensemble, il défendait que la ligne révolutionnaire, la vraie, se basait sur une « réalité objective », une connaissance réelle des masses et non sur une impatience révolutionnaire ou sur des suppositions. Ceux qu'il appelait alors les « aventuristes » pariaient sur l'adhésion des masses sans les avoir structurées et leurs méthodes conduisaient nécessairement à l'échec. Le parti n'acceptait donc pas la création de groupes d'action directe, coupés de la base, qui ne serviraient qu'à « brûler » l'avant-garde des forces antifascistes.

De plus, le PCP dénonçait ce « radicalisme petit-bourgeois » qui s'avérait dangereux car il poussait les forces démocratiques à s'éloigner de leurs tâches essentielles, immédiates, à se séparer des masses et les exposait à une brutale répression. À l'inverse, le parti préconisait l'autodéfense des masses et non le déclenchement d'un combat armé. Il ne se disait pas hostile aux actions armées qu'il considérait « inévitables et nécessaires » mais refusait qu'elles pilotent la classe

---

<sup>133</sup> « Linha revolucionária e linha aventureirista », *O Militante*, série III, n° 126, mars 1964, p. 4.

<sup>134</sup> *Idem*.

ouvrière et les masses populaires. Il insistait également sur le fait que « les conditions objectives et subjectives pour l'insurrection n'étaient pas réunies ».

Au sein du FPLN, et fort de ses réflexions, le PCP imposa rapidement la distinction entre insurrection populaire armée et terrorisme collectif. Dans une interview donnée à la Radio Portugal Libre le 4 janvier 1965, Álvaro Cunhal se félicitait par exemple des résolutions de la III<sup>e</sup> Conférence du FPLN qui condamnaient le terrorisme individuel ou collectif et la destruction des structures économiques du pays. Il ramenait également toutes actions armées « coupées des masses » à ce terrorisme : les « raids », les « opérations de sabotage », convaincu qu'il ne fallait pas se laisser séduire par des « solutions faciles et illusoires »<sup>135</sup>.

En freinant les aspirations des jeunes militants et des anciens partisans d'actions militaires, le PCP incarna de plus en plus aux yeux de cette opposition une force non révolutionnaire, attachée à son pré-carré, engluée dans une tradition militante devenue inadaptée. Régulièrement, des publications extérieures critiquaient le parti sur ce point, plaçant cette thématique au cœur des questions stratégiques. Y compris à l'intérieur du PCP, des voix discordantes se faisaient entendre.

Dès le départ, des militants « dévièrent » de la ligne, témoignant de la vigueur du débat et de l'orthodoxie de la direction. Dans son bulletin interne de juillet 1964, le PCP dut préciser. Il pointa les erreurs récurrentes : l'appel à « disperser par des actions violentes les forces répressives » et à établir des « plans collectifs d'autodéfense aux objectifs politiques »<sup>136</sup>. Selon cet article de *O Militante*, des manifestations de la première erreur étaient apparues dans : l'*Avante!* de mars 1964, le manifeste du Comité local de Lisbonne et des documents publiés par l'Organisation régionale du Sud. L'auteur remarquait alors que, si le PCP avait appelé pour la première fois en janvier 1963 à des actions d'autodéfense des masses, en aucun cas celles-ci ne sauraient être assimilées à des actions spécifiques de petits groupes isolés. La deuxième erreur venait plutôt du manque de définition des « plans » proposés par la direction de l'Organisation régionale du Nord. Le PCP en concluait que « l'influence du radicalisme petit-bourgeois se faisait sentir dans les filières du parti » et rappelait les éclaircissements donnés par la réunion du CC d'avril 1964.

---

<sup>135</sup> Álvaro Cunhal, transcription de l'entretien à RPL, 4 janvier 1965. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 2, fl. 458.

<sup>136</sup> « Deficiências de orientação : um erro esquerdista », *O Militante*, série III, n° 127, juillet 1964, p. 6.

Ces rectifications régulièrement réitérées et la main de fer qui ne cessa de guider le parti n'empêchèrent pas l'émergence d'incitations à plus d'action. Par exemple, un texte de 1967 développait :

« Il ne suffit pas de reconnaître la nécessité de l'insurrection : il faut la préparer, il faut prendre des mesures pratiques qui permettent de la réaliser, il faut créer non seulement un nouveau style de travail, mais une nouvelle mentalité, une nouvelle manière d'être à l'intérieur du parti qui détruit chez certains militants cette idée que le parti est une fin en soi. [...] Une telle attitude a amené certains cadres à agir comme des « sociaux-pacifistes », à qualifier abusivement de gauchistes les cadres qui se préoccupaient du problème politique, technique et scientifique de l'insurrection, à sous-estimer le caractère politique et révolutionnaire de la lutte de masse et à se satisfaire des formes élémentaires et routinières d'une activité que nous répugnions à qualifier de révolutionnaire »<sup>137</sup>.

La fracture entre le parti et le reste de ses alliés ne fit que s'amplifier au fur et à mesure que le Portugal s'enlisait dans les guerres coloniales et conduisit à la rupture à la fin de la décennie. La position du parti sur les désertions vint renforcer le divorce entre le PCP et ses jeunes mais aussi avec la nouvelle opposition et plus largement avec la jeunesse portugaise.

### **3/ Face à l'appareil militaire.**

Les guerres coloniales provoquèrent un virulent débat au sein de la gauche portugaise. Si celui sur la lutte armée découlait en grande partie de l'évolution des rapports politiques internes au pays, celui sur la question des désertions surgit brusquement. Face à la mobilisation des jeunes pour les combats en Afrique, quelles attitudes l'opposition devaient-elles adopter ? Du travail dans les Forces armées à la question des désertions, le PCP intervint dans le débat.

#### **a/ Le travail dans les Forces armées.**

La position du PCP sur le travail dans les Forces armées s'inscrivait dans la droite ligne des analyses léninistes. Schématiquement et appliqué aux conditions

---

<sup>137</sup> « Ricardo » (probablement membre du PCP selon l'archiviste de l'ICS), *O Portugal salazarista de 1967 apresenta diferenças sensíveis em relação à Rússia czarista de 1905*, dactylographié, s/d mais probablement de 1967, p. 3. ICS, fonds César de Oliveira, dossier PCP.



locales, le raisonnement se résumerait ainsi : pour obtenir l'appui des militaires aux démocrates portugais et nationalistes africains en lutte, des éléments de l'opposition devaient agir au sein même des forces répressives afin de diffuser les idées progressistes et ainsi rendre possible le « retournement » des troupes. Déjà par le passé, le parti avait tenté la mise en pratique de cette orientation en soutenant ardemment l'ORA (Organisation révolutionnaire de la Marine) qui dérouta trois bateaux de guerre portugais, le 8 septembre 1936, dans l'objectif de soutenir les républicains espagnols. Mais, depuis les années 1930, il n'avait pas développé de travail spécifique en direction des Forces armées, s'appuyant essentiellement, pour nourrir son propre réseau, sur les contacts que les républicains *revilharistas* puis les dissidents du régime entretenaient avec des militaires.

Avec le climat insurrectionnel ouvert par la candidature de Delgado et l'orientation impulsée par Álvaro Cunhal de « soulèvement national populaire », soulèvement dans lequel les Forces armées tiendraient un rôle central, le parti réinvestit ce secteur. Le début des guerres coloniales le conforta dans sa nouvelle stratégie et l'amena à développer son travail dans les casernes puisque les contingences du moment le poussaient à passer de la théorie à la pratique. Bien que, selon António Pedro Ferreira, militant investi dans le secteur militaire du parti, « le PCP avait une faible implantation parmi les cadres militaires et agissait plus au niveau des miliciens »<sup>138</sup>, en janvier 1960 sortait le premier numéro du journal *Tribuna militar*, organe de la Commission d'unité militaire du PCP destiné à tous les soldats. Le secteur du parti chargé de cette publication se composait essentiellement de militants, seules deux ou trois personnes étaient indépendantes<sup>139</sup>. Aussi, le programme présenté dans le numéro 1 du journal reprenait les analyses du parti et incitait, par conséquent, les « camarades » à coopérer avec le mouvement en lutte contre le régime pour créer un bloc assez fort pour le renverser. Ses auteurs jugeaient que :

- « L'organisation devait se construire sur les principes de base suivants :
- 1/ L'observance rigide des normes de sécurité,
  - 2/ La non discrimination politique, c'est-à-dire, la cohésion de toutes les forces politiques opposées au régime,
  - 3/ La préparation des Forces armées à former un mouvement à base nationale,

---

<sup>138</sup> António Pedro Ferreira, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>139</sup> *Idem.*

capable de renverser le fascisme, si possible sans effusion de sang. »<sup>140</sup>.

Dans le corps du texte, le parti précisait que l'ensemble des forces opposées au fascisme se composait de : « le milieu intellectuel, la classe moyenne, les Forces armées, les masses travailleuses, [soit] tout le peuple » et se démarquait des révoltes militaires précédentes :

« Si nous remettons le renversement du fascisme à une étroite minorité de « héros », de « chefs », ce mouvement ne représenterait pas la volonté et les aspirations de la nation, mais la volonté et les aspirations d'une minorité qui s'octroierait des pouvoirs que personne ne lui aurait conférés »<sup>141</sup>.

Il s'agissait, par conséquent, pour le parti d'appeler les Forces armées à participer au futur « soulèvement national » repris et cité plus avant dans ce programme, de réaffirmer le nécessaire lien entre masses et militaires, donc de condamner les tentatives de putschs passées, les motivations des vieux *revilharistas* comme celles de certains dissidents du régime. Dans cette optique, le parti se devait de réhabiliter, malgré les rancœurs et les divergences, le général Humberto Delgado qui avait été porté par une foule en liesse. Ainsi, en décembre 1960, le numéro 7 du journal publiait une longue interview de celui qui avait refusé de se taire « au prix de sa carrière ».

*Tribuna militar* insistait sur l'état calamiteux des troupes pour convaincre et rallier les soldats. D'ailleurs, l'action de Botelho Moniz et de ses acolytes réalisée peu de temps après, si elle eut comme premier objectif de débouter Salazar, n'en souhaita pas moins également améliorer la formation et les techniques des Forces armées dans le respect des exigences de l'OTAN<sup>142</sup>. Aussi, le numéro 3 du journal, daté de mars-avril 1960, présentait-il l'article de trois pages d'un militaire qui entendait ouvrir le débat sur l'élaboration d'un programme oppositionnel. Cet homme fixait trois grandes tâches à accomplir qui visaient sans surprise une rénovation des forces armées : sur le plan « moral, la régénération », sur le plan « politique, l'éclaircissement », et sur le plan « technique, la réorganisation »<sup>143</sup>. La « régénération » consistait à rendre aux soldats leurs libertés essentielles, à rétablir la notion de responsabilité individuelle et à procéder à des enquêtes sur les officiers,

<sup>140</sup> « O nosso programa », *Tribuna militar*, n° 1, janvier 1960, p. 1.

<sup>141</sup> *Idem.*

<sup>142</sup> Josep Sánchez CERVELLO, *op. cit.*, p. 128.

<sup>143</sup> « Novos rumos », *Tribuna militar*, n° 3, mars-avril 1960, p. 5.

sergents et généraux douteux, aux compétences morales insuffisantes. L'« éclaircissement » revenait à réaffirmer le rôle de l'armée, institution au service de la nation au-dessus des querelles politiques. Il proposait, d'une part, que les militaires ne puissent occuper des fonctions politiques et, d'autre part, que le futur régime éloigne ceux ayant collaboré avec l'Union nationale. La « réorganisation » s'assimilait à une diminution des dépenses militaires « par la réduction des engagements internationaux, l'abolition de la fonction policière, l'augmentation du rendement de l'organisation militaire ».

Dès août 1960, les écrits sur la situation africaine pénétrèrent les colonnes du journal<sup>144</sup>. Ces militaires récusaient les tâches répressives que le pouvoir entendait leur faire accomplir au nom de la défense nationale. La question de la légitimité des interventions se posa rapidement. L'article de juin 1962 intitulé « En refusant de faire la guerre à Goa, les troupes portugaises prirent une position patriotique » témoigne bien de l'état d'esprit qui régnait au sein de ce réseau. Ses auteurs soulignaient que Goa ne constituait pas une quelconque province portugaise comme le matraquait le pouvoir :

« Sans nier les particularités propres à Goa et auxquelles ont contribué d'une certaine manière les Portugais en des temps révolus, les Goanais, à l'exception de quelques deux mille descendants, métis et assimilés, nous sont entièrement étrangers. [...] Les militaires présents à Goa purent vérifier de leurs propres yeux, à chaque pas, à chaque moment, le mensonge contenu dans la politique fasciste à propos de Goa »<sup>145</sup>.

Cet argumentaire (Goa n'est pas portugaise), d'ailleurs développé longuement par le PCP dans la deuxième moitié des années 1950<sup>146</sup>, amenait les auteurs de l'article à qualifier de « légitime » la désobéissance des soldats présents dans les comptoirs indiens au moment de l'annexion de décembre 1961. Ces derniers auraient en effet refusé de mourir pour des ordres « néfastes aux intérêts de la Patrie », inspirés par la politique jusqu'au-boutiste de Salazar. Leur attitude se justifiait d'autant plus que : « Au-dessus de la hiérarchie se trouve la morale »<sup>147</sup>. L'impasse de plus en plus évidente dans laquelle s'engouffrait le pouvoir en Afrique

<sup>144</sup> « Situação africana », *Tribuna militar*, n° 6, août – septembre - octobre 1960, pp. 1 et 2.

<sup>145</sup> « Recusando-se a fazer a guerra em Goa, as tropas portuguesas tomaram uma posição patriótica », *Tribuna militar*, n° 13, juin 1962, p. 2.

<sup>146</sup> Voir chap. IV, pp. 409-412.

<sup>147</sup> « Recusando-se a fazer a guerra em Goa... », *op. cit.*, p. 2.

justifiait de la même façon à leurs yeux les actes de désobéissance des militaires en faction sur ce continent.

Peu à peu avec la mobilisation croissante des troupes, les débats et les revendications se firent de plus en plus fréquents, et le parti concluait en janvier 1966 que : « Créer une organisation militaire était une des tâches les plus urgentes »<sup>148</sup>. Il faudra toutefois attendre de longues années pour voir le parti mettre en œuvre cette nouvelle disposition.

Dans une logique similaire et fort de l'engagement du PCP en ce sens, le FPLN publia également un journal destiné aux Forces armées : *Passa palavra* dont le premier numéro sortit en juin 1966. Les militaires du FPLN se positionnaient clairement contre la guerre coloniale car elle « ne défendait pas le Portugal ! Elle l'attaquait ! »<sup>149</sup>. Ils publiaient régulièrement des témoignages de soldats ayant résisté. Or, le journal entendait par « résister » désobéir aux ordres criminels et désertier. Cette question de la désertion devint alors centrale dans l'histoire de l'opposition et en particulier du PCP face aux guerres coloniales.

## b/ Désertion et désertions

En effet, avec le déroulement de la guerre, l'État Nouveau mobilisa de plus en plus de jeunes appelés, jusqu'à, au final, avoir 1% de sa population sous les drapeaux<sup>150</sup>. António Costa Pinto remarque que ce chiffre ne fut dépassé que par Israël ou que, pour aboutir au même pourcentage, les ÉUA auraient dû mobiliser lors de la guerre du Viêt-nam deux millions d'hommes au lieu des 500 000 effectivement mobilisés<sup>151</sup>. Notons toutefois que la France durant la guerre d'Algérie atteint quasiment ce pourcentage. Elle mobilisait 429 000 militaires (dont 70% de conscrits) en 1959 lors du plan Challe pour une population métropolitaine d'environ 42 millions d'habitants. Quoi qu'il en soit, l'impact social et politique de cet état de fait fut

<sup>148</sup> « Criar uma organização militar é uma das tarefas mais urgentes do partido », *O Militante*, série III, n° 141, janvier 1966.

<sup>149</sup> « Soldados Portugueses ! », *Passa palavra*, avril 1966.

<sup>150</sup> Ce pourcentage n'inclut pas les forces africaines de l'armée coloniale. António Costa PINTO, « A guerra colonial e o fim do Império português », F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, último império e recentramento 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1999, p. 75.

<sup>151</sup> *Idem.*

immense et la question de la désertion des jeunes appelés portugais s'imposa à tous les esprits.

Le PCP se prononça rapidement à ce sujet. Si les conflits ponctuels de 1960 puis le déclenchement des guerres coloniales entre 1961 et 1964 impliquèrent de plus en plus d'hommes, le parti avait commencé à s'intéresser à cette question dès les manifestations de Goa de 1954. Un témoin raconte : à cette époque<sup>152</sup>, les officiers accomplissaient un service militaire de 18 mois : 6 mois de cours et un an de caserne. Ils étaient, de plus, fréquemment mobilisés en fin de service pour les colonies. La situation des comptoirs indiens et la multiplication des incidents en Afrique amenèrent le régime à envoyer ses jeunes recrues à Goa, en Angola ou au Mozambique dès la deuxième moitié des années 1950. Aussi, bien avant le déclenchement « officiel » de la guerre coloniale, la question de leur incorporation préoccupait les jeunes soldats. L'un d'entre eux, Bruno da Ponte, militant du PCP ces années-là, dit avoir eu « de la chance ». Il réussit à faire son service dans une caserne aux Açores. Les officiers, après leur formation, étaient en effet classés ; ceux situés en bas du tableau rejoignaient directement les colonies, les supérieurs remontant la liste de bas en haut. L'officier placé juste après lui eut l'infortune d'être le dernier à partir pour l'Outre-mer. Bruno da Ponte dit « avoir eu de la chance » car, s'il fut tout de même contraint de désertir en mars-avril 1957 après son service, « ne se posa pas [pour lui à ce moment-là] le problème de la désertion, la question de ne pas partir, ce que le PCP condamnait »<sup>153</sup>.

Ayant déjà réfléchi à la question, dès le mois de décembre 1961, le PCP appela par conséquent « publiquement » les soldats à « refuser de partir », à multiplier les actes « d'agitation dans les casernes »<sup>154</sup>. Il entendait favoriser ainsi les « désertions » ou plutôt les désobéissances collectives. En aucun cas, il n'envisageait d'inciter à la désertion individuelle. Bruno da Ponte aurait eu, par conséquent, moult difficultés pour recevoir l'appui de ses camarades dans l'exécution de son projet. La situation aurait été d'autant plus compliquée que le PCP défendait pour ses militants une position encore plus rigide. Il précisait bien : « Lénine nous enseigne que nous devons travailler là où se trouvent les masses, [...] »

---

<sup>152</sup> Par la suite, avec les guerres coloniales, ils devaient effectuer quatre ans de service dont deux passés au front.

<sup>153</sup> Bruno da Ponte, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>154</sup> « Soldados », *Avante!*, série VI, n° 311, *op. cit.*

des milliers d'hommes, fils du peuple en armes, ne peuvent se retrouver sans l'aide politique du parti »<sup>155</sup>. Les militants communistes devaient par conséquent embarquer et « une fois dans les colonies, continuer leur travail » car : « Où se trouvait un militant, se trouvait le parti »<sup>156</sup>. Même après l'enlèvement dans la guerre, le parti persistait à écrire en 1967 :

« Les militaires communistes doivent travailler pour stimuler et organiser les désertions. Mais eux-mêmes ne doivent pas désertir ou seulement s'ils doivent accompagner une désertion collective ou s'ils encourent le danger imminent d'être fait prisonnier sous prétexte de leur action révolutionnaire. Le CC considère que les nombreuses désertions de membres du parti, bien qu'intégrées dans la résistance et la protestation contre la guerre, n'ont pas été favorables au développement et à l'organisation du mouvement révolutionnaire. Si tous les éléments révolutionnaires abandonnaient les Forces armées, celles-ci se convertiraient en un instrument docile et plus efficace de la politique fasciste »<sup>157</sup>.

Voilà pourquoi Bruno da Ponte, en tant que militant communiste, n'aurait jamais dû désertir. Le parti opta pour la « désertion », terme qui correspondait toutefois à celui de désobéissance ou d'évasion collective, dès les événements de Goa puis, à partir des guerres coloniales, incita régulièrement dans sa presse les soldats à désertir, conscient que :

« La désertion est devenue une forme de lutte contre la guerre coloniale, contre les oppresseurs des peuples du Portugal et des colonies, contre les ennemis de la jeunesse. N'économisons pas nos efforts pour organiser de nouvelles désertions collectives »<sup>158</sup>.

Il publia alors fréquemment dans ses colonnes les exploits de soldats résistant aux ordres de leurs supérieurs. Il salua, par exemple, en octobre 1962 ceux des Chasseurs 5 de Lisbonne, mais aussi ceux des soldats de casernes plus reculées dans le pays : Elvas, Adidos ou Tavira<sup>159</sup>. Il rendit hommage en décembre 1965 aux soldats mutinés du *Niassa*, navire conduisant les troupes vers les colonies<sup>160</sup>.

Néanmoins, la pertinence de ces mots d'ordre du parti ne s'imposa point à tout le monde. Ils essuyèrent les critiques de membres de l'opposition, en particulier

<sup>155</sup> « A importância do trabalho nas forças armadas », *O Militante*, série III, n° 116, mai 1962, p. 6.

<sup>156</sup> *Idem*.

<sup>157</sup> « Comunicado do PCP », réunion du CC, *Avante!*, série VI, n° 382, septembre 1967, p. 4.

<sup>158</sup> « Crescem as deserções e protestos contra a guerra colonial », *Avante!*, série VI, n° 362, décembre 1966, p. 4.

<sup>159</sup> « Insubordinação num quartel », *Avante!*, série VI, n° 322, octobre 1962, p. 1.

<sup>160</sup> « Crescem as deserções e protestos contra a guerra colonial », *Avante!*, *op. cit.*

des marxistes-léninistes. Pour ces derniers, l'appareil répressif de l'État Nouveau s'avérait si contrôlé et si verrouillé qu'y fomenter des actions politiques leur semblait totalement illusoire. Ils misaient sur la pénibilité des « simples » conditions d'exercice des militaires pour les pousser à la révolte. Ils citaient d'ailleurs, pour illustrer leur argumentaire, les cas de dissidences récentes (celle de Humberto Delgado notamment)<sup>161</sup>.

À l'intérieur même du parti, des « dérapages » avaient lieu, témoignant de l'inconfort d'une telle position. Un cadre notait en effet que : « À propos du « désertion ou non désertion », l'idée était difficile à intégrer ; ce qui avait engendré, jusqu'à un certain point, une confusion au sein même de la direction du parti »<sup>162</sup>. Finalement, les choses furent clarifiées même si l'on « dut vaincre un peu l'égoïsme manifesté par certains militants encore attachés au « sauve qui peut » »<sup>163</sup>. Ce cadre pointait également que certaines directions régionales allèrent jusqu'à défendre la désertion individuelle et que, devant l'attitude de ces quelques camarades qui conseillaient aux jeunes appelés de préparer leur passeport et de fuir à l'étranger, le parti avait même cru à une « provocation » tant l'idée était inconvenante.

António Pedro Ferreira va plus loin en affirmant que le parti dans son ensemble y compris la direction eut du mal à reprendre les fameux principes soi-disant enseignés par Lénine. Le PCP aurait accusé un temps de retard et, durant deux à trois mois, tenu une position « erronée ». Du déclenchement de la guerre en Angola à mai-juin 1961, il aurait conseillé à ses jeunes appelés de passer à la clandestinité. Selon ce militant, le recours au mot d'ordre de « désertions collectives » vint, dans un deuxième temps, rectifier la première position défendue. Ce nouveau slogan largement jugé irréalisable constituerait alors une simple pirouette verbale qui ne trompait personne. D'ailleurs, d'après lui, la « désertion collective » la plus massive ne concerna que quatre à cinq personnes.

Mário Pádua, lieutenant médecin de l'armée et militant du PCP, fut l'un des tout premiers déserteurs. Il témoigne de la difficulté à organiser de telles actions. Le 23 octobre 1961, il déserta avec Alberto Coelho Pinto, d'Angola, exploit considéré comme une désertion collective. S'il rencontra avant son départ pour la colonie un

<sup>161</sup> José Felipe Caixinha (Nico), entretien avec l'auteur, Lisbonne, 19 janvier 1999, enregistré, non confirmé.

<sup>162</sup> *Orientação do trabalho militante*, s/a, s/d, document du PCP, p. 4. Octávio Pato, Tribunal da Boa Hora, BH 43, *op. cit.*, caisse 712, vol. XVI, fl. 860.

<sup>163</sup> *Idem.*

permanent du parti, José Bernardino, qui lui recommanda de mener un travail politique sur place, il ne reçut en revanche aucun matériel d'appui pour le faire. La clandestinité imposait cette précaution. À Luanda, seule l'initiative personnelle lui permit de préparer sa désertion :

« On parlait beaucoup, pour sonder les personnes et certaines répondaient immédiatement que l'on ne pouvait rien faire contre les horreurs de la guerre, d'autres se montraient, en revanche, convaincues qu'il fallait réagir. Avec Alberto Coelho Pinto, j'ai vu qu'on était complètement d'accord »<sup>164</sup>.

Il s'entendit bien également avec Fernando Silvestre mais comme leurs bataillons, après Luanda, se séparèrent, il ne fut accompagné que de Alberto Coelho Pinto.

Quoi qu'il en soit, le PCP allait se couper peu à peu de la jeunesse portugaise, y compris communiste, réfractaire qui, devant l'enfer africain, préférait passer la frontière et rejoindre la France ou l'Angleterre où elle allait de surcroît animer des comités pour la libération des colonies portugaises et renforcer les cercles de l'opposition en exil. Les exemples sur lesquels se reposait le parti ne suffirent pas à convaincre les jeunes mobilisables.

Le PCP participait activement au FPLN et jouait un rôle prépondérant dans la définition de sa ligne depuis les désaccords avec Humberto Delgado datant du printemps 1964. Pourtant, dans l'émission de Radio Voix de la Liberté du 16 mai 1964, le Front annonça :

« La jeunesse portugaise ne peut pas, ne doit pas mourir au service du fascisme. Le mécanisme de mobilisation militaire doit être saboté par tous ceux qui, au-delà de leur propre vie, veulent sauvegarder le futur du Portugal. [...] Toutes les familles doivent protéger les vies de leurs jeunes, en leur facilitant la résistance à l'autorité militaire. [...] La désertion peut se choisir à n'importe quel moment. Le plus tôt est le mieux. Personne ne doit se présenter aux inspections. Personne ne doit être incorporé aux unités. [...] Personne ne doit embarquer. [...] Personne ne doit partir pour le théâtre des opérations »<sup>165</sup>.

Le Front appelait de cette façon aux désertions individuelles. D'une part, la référence aux familles laissait sous-entendre que les jeunes pouvaient utiliser des réseaux non-militants pour désertir, donc s'inscrire dans un processus politique individuel. D'autre part, le Front admettait la désertion « à n'importe quel moment »,

---

<sup>164</sup> Mário Pádua, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 10 mars 2001, enregistré, non confirmé.

<sup>165</sup> Retranscription de Radio Voz da Liberdade du 16 mai 1964, in ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 1, fl. 64.



et par-là même des actes isolés, à la différence du PCP qui privilégiait et ne tolérait que l'élaboration à l'intérieur des casernes de stratégies collectives de résistances.

Dans un article de novembre 1964 publié dans *Alger républicain*, le FPLN insista :

« Pour le FPLN, la condamnation du colonialisme ne se fait pas par des promesses d'action future, une fois renversé le régime de Salazar, [mais] en prenant des mesures pratiques pour intensifier les révoltes et les désertions, pour déclencher des actes de sabotage ou toute autre action contre l'appareil de guerre colonial »<sup>166</sup>.

Le FPLN constitua alors un appui politique aux déserteurs à défaut d'être un puissant soutien logistique. Ainsi, si des soldats envisageaient de désertir, ils pouvaient, selon le journal *Portugal democrático* qui diffusait cette information, entrer en contact avec les « mouvements de libération nationale » qui leur permettraient de rejoindre le Front à Alger<sup>167</sup>. Ces déserteurs trouvaient dans le FPLN une véritable tribune pour témoigner de leurs calvaires, exprimer leurs opinions... Radio Voix de la Liberté diffusait régulièrement des interviews de soldats évadés<sup>168</sup>. Elle se prévalut de recevoir également les deux premiers déserteurs d'Angola : Alberto Coelho Pinto et Mário Moutinho de Pádua qui exposèrent les raisons de leur désertion dans l'émission du 3 juillet 1965.

Mário Pádua avait d'ailleurs entrepris auparavant un conséquent travail de dénonciation des exactions commises par l'armée portugaise et de l'absurdité de la guerre en Angola. Après sa désertion, avec son compagnon, ils demandèrent l'asile politique à la République du Congo voisin et l'obtinrent le 16 février 1962. Dès le 26 mai, Mário Pádua intervenait à la 37<sup>ème</sup> séance du Comité spécial de l'assemblée générale de l'ONU pour les territoires administrés par le Portugal tenue à Léopoldville. Il y détaillait, entre autres, la répression par l'armée portugaise des révoltes de février 1961 et celle de la Baixa de Cassange, au travers de témoignages recueillis sur place dès son arrivée en Angola, le 2 mai 1961. En 1963, il publia

<sup>166</sup> Déclaration du représentant du FPLN à Alger (Tito Morais, Rui Cabeçadas et Ramos Almeida pour le PCP étaient présents à Alger), *Alger Républicain*, novembre 1964. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 1, fl. 119.

<sup>167</sup> *Portugal democrático*, n° 120, août 1967, in ANTT/PIDE, Pc FPLN, *op. cit.*, dossier 6, fl. 8.

<sup>168</sup> Comme celles de deux déserteurs venus de Guinée, Fernandes Vaz et Fontes Fernando, le 4 décembre 1963 ou celles des trois déserteurs recueillis par le PAIGC (en Guinée également), António Manuel Marques Barragosa, Rui Jorge Pires et José Fernando Amorim dans l'émission du 2 juin 1965. ANTT/PIDE, Pc FPLN, *op. cit.*, dossier 2, fl. 140.

également son journal de guerre avec le concours d'une maison d'édition brésilienne : *Guerra em Angola*.

Il y expliquait d'ailleurs que le problème de sa désertion se posa une première fois à Lisbonne après son incorporation en 1961. En effet, il refusait de partir en Angola car il connaissait bien la colonie pour y avoir vécu quand il avait entre 8 et 13 ans, puis à 15-16 ans suivant son père alors avocat. Il y avait un cousin, Henrique Abranches, et avait grandi avec des militants anticolonialistes tels que António Cardoso, António Jacinto, Luandino Vieira. Il ne souhaitait pas se retrouver confronté à eux<sup>169</sup>. Mais « quand il se décida [pour la désertion], ceux qui l'aidaient ne purent, comme ils l'avaient dit, lui donner un appui »<sup>170</sup>. Il retourna dans sa caserne où son absence n'avait pas encore été signalée.

Le PCP ne tint point ses réseaux à la disposition des déserteurs, n'impulsa ni ne facilita les évasions individuelles. Il martela une position « traditionnelle » en ce sens qu'il défendit l'incorporation des jeunes communistes et autres dans les Forces armées afin d'y fomenter des désertions ou des actes de résistance collectifs au nom de « principes léninistes » et ce, indépendamment du contexte local. Par ailleurs, on peut imaginer que le PCP, d'un côté, déterminé à travailler avec les Forces armées et, d'un autre, marqué par les accusations de parti « antinational » proférées contre lui, souhaitait ménager les militaires professionnels. En dénonçant l'attitude des réfractaires, il leur prouvait son patriotisme et son sens des responsabilités.

De nombreuses personnes, militantes communistes ou non, contemporaines des événements ou non, se plaisent à croire aujourd'hui que le parti seconda les déserteurs dans leur passage de la frontière<sup>171</sup>. Cependant, l'organisation en tant que telle refusa bien souvent d'aider les jeunes réfractaires. Certains militants du PCP, au contraire, mais à titre individuel seulement, firent bénéficier des amis ou de simples connaissances des réseaux communistes (*cf. infra*). Quoi qu'il en soit, le discours adopté par le PCP éloigna chaque jour un peu plus le parti de la jeunesse portugaise et la crise universitaire de 1968-69 entérina définitivement la rupture.

Si le PCP redressa la barre en réussissant à accompagner et à impulser le renouveau de l'opposition unitaire, ses déboires avec les secteurs antifascistes ne

<sup>169</sup> Mário Pádua, entretien..., *op. cit.*

<sup>170</sup> Mário Moutinho de PADUA, *Guerra em Angola*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>171</sup> Discours relevé dans de nombreux entretiens et moult conversations privées au Portugal.

s'estompèrent point. Les courants libéraux en déliquescence ne constituaient plus ses principaux détracteurs, mais les jeunes groupes de gauche avaient pris le relais. Le refus du parti d'appeler à la multiplication des actions armées et de soutenir les désertions individuelles le mit en porte-à-faux vis-à-vis de ces groupes et plus largement de toute une partie de la jeunesse portugaise. Toutefois, résolu désormais à faire accepter un programme minimum sur la question coloniale à ses partenaires, le parti remporta la manche et le FPLN développa des résolutions anticoloniales qui allaient dans son sens. Cette offensive du parti et sa victoire relative en comparaison de ses renoncements antérieurs ne lui donnèrent pas pour autant une image de révolutionnaire. Aux yeux des militants de l'opposition de gauche, ses discours et ses orientations incarnèrent peu à peu la force paralysante de la tradition tant les nouveaux « rapports de force » engendrés par les guerres coloniales semblaient bien peu infléchir sa politique.

### **B/ QUELLES LUTTES EN FAVEUR DE « L'ALLIÉ COLONIAL » ?**

Dans les années 1960, on l'a vu, fort des résolutions et des analyses exposées lors de son Congrès de 1957 et répondant au nouveau contexte dû à l'éclosion des guerres coloniales, le PCP réaffirma ses thèses passées sur la question coloniale. D'autres questionnements surgissent alors : le parti continua-t-il, et si oui, comment, à revendiquer « l'indépendance nationale » du Portugal ? Pouvait-il, sans équivoque, juxtaposer son mot d'ordre « d'indépendance nationale », adopté dans les années 1930 et repris constamment depuis, quand celui-ci devenait la revendication principale des Africains ? Quelles relations entretint-il avec les militants africains dorénavant organisés en mouvements autonomes ? Comment ces derniers réagirent-ils face à cet « allié » qui avait freiné leur auto-organisation ? Quelles actions le parti mit-il en place pour aider concrètement ses « alliés » ?...

Il s'agira donc d'analyser plus en profondeur le fameux mot d'ordre « d'indépendance nationale pour le Portugal et les colonies », d'aborder la nature des actions entreprises par le parti pour soutenir la lutte anticoloniale et de s'interroger sur leur impact réel.

### 1/ Les ambiguïtés de l'« indépendance nationale ».

À chaque période, le parti s'était appliqué à justifier son mot d'ordre d'indépendance nationale. Dans la deuxième moitié des années 1930, le choix de constituer des Fronts populaires et de mener une ample politique antifasciste expliqua cette revendication. Face à l'attaque des franquistes, face aux menaces d'expansion allemandes en Afrique, le PCP lutta pour préserver l'indépendance du pays en oeuvrant pour la victoire des républicains espagnols et en dénonçant les amitiés dangereuses de Salazar avec Hitler. Après la Deuxième Guerre mondiale et dans les années 1950, les enjeux géostratégiques nés de la guerre froide confortèrent le parti dans ses analyses et la dénonciation du statut du Portugal, « semi-colonie » de l'Angleterre, permit sans complexe la réaffirmation du fameux mot d'ordre. Il s'avère alors intéressant de voir comment le PCP reprit et légitima ce thème dans les années 1960.

Avec les débuts de la guerre coloniale, le parti réitéra, en effet, des thèses classiques en la matière<sup>172</sup>, mais dans *Rumo à vitória* (de 1964), Álvaro Cunhal les développa longuement. Dans le point 6, intitulé « Pour la reconnaissance du droit à l'indépendance aux peuples des colonies portugaises », le secrétaire général rappelait en neuf pages les analyses antérieures du PCP. Il déconstruisait tout d'abord l'affirmation de l'État Nouveau selon laquelle existaient « des siècles de cohabitation pacifique avec les populations indigènes »<sup>173</sup> ; il dénonçait la nouvelle appellation de « provinces d'outre-mer » et les crimes commis par le colonialisme. Il relevait le caractère anachronique du colonialisme portugais qui maintenait une domination sur les territoires africains au moment même où les autres puissances colonialistes concédaient l'autonomie à leurs propres colonies, tout en insistant cependant sur le fait que ces mêmes puissances investissaient dans l'Empire portugais. Il critiquait et décortiquait ensuite les mécanismes du « marché colonial ». Il condamnait l'escalade de la violence et tentait de prouver l'illégitimité de Salazar à persister dans la voie des guerres coloniales. Il expliquait, enfin, en quoi la politique colonialiste du gouvernement constituait « un crime contre les peuples des colonies mais aussi contre le peuple du Portugal ». Il rappelait par conséquent la nécessaire

<sup>172</sup> Comme dans la résolution d'août 1963 du CC sur la guerre coloniale parue dans *Avante!* : « A guerra colonial, a linha política e tática do partido », série VI, n° 334, septembre 1963, pp. 1, 2 et 4.

<sup>173</sup> Toutes les citations de *Rumo à vitória* sont tirées de la version originale. FMS, dossier 2241,008, s/p.

« alliance » entre la classe ouvrière métropolitaine et les peuples des colonies et le droit à l'indépendance de ces derniers.

Par la voix de son dirigeant, le PCP ne brillait pas par l'originalité des thèses exposées même s'il compléta son propos par la synthèse de faits ponctuels, relatés au préalable bien souvent dans sa presse, sur les guerres coloniales. Certes, la persistance du colonialisme portugais l'amenait inévitablement à réitérer bon nombre d'arguments. De la même façon, le point 5 intitulé « Pour la libération du Portugal de la domination impérialiste » énonçait de vieilles vérités chères au parti :

« La politique fasciste au long de ses trente-huit années a été une politique de soumission et de cadeaux consentis à l'impérialisme. Les Portugais ne peuvent faire un pas, ne peuvent agir dans la vie courante et banale sans voir les signes de la domination des impérialistes étrangers. [... Cette domination] signifie pour le Portugal non seulement la perte de l'indépendance économique comme la perte de l'indépendance politique car derrière la domination économique se cache l'interventionnisme [des impérialistes], leur influence sur la politique nationale, leurs exigences de caractère politique, diplomatique et militaire, et l'aide au gouvernement fasciste pour les servir ».

Álvaro Cunhal exposait ici un précepte classique du parti : le Portugal était victime de la domination impérialiste. Mais il poursuivait l'argumentaire en mettant en exergue la contradiction qui existait entre les intérêts du capital financier portugais et l'impérialisme étranger. Sans renvoyer expressément à la dialectique marxiste, il n'en effleurait pas moins les contours. En effet, la contradiction évoquée est à rapprocher de celle, relevée notamment par Lénine, entre les intérêts de la bourgeoisie impérialiste et de la « bourgeoisie nationale » au sein même des colonies. Par conséquent, ce parallèle plaçait le Portugal métropolitain et ses « provinces d'outre-mer » face à une même contradiction, les renvoyait à un statut analogue. Aussi, si le parti ne parlait pas de lutte pour l'indépendance nationale du Portugal dans ces deux points, en pointant qu'existaient des similitudes patentes de condition, il laissait planer l'idée que chaque peuple (portugais et des colonies) devait lutter pour cette « indépendance nationale ».

Le rapport de Cunhal au Congrès de 1965 reprit, sans surprise, les principaux développements présents dans *Rumo à vitória*. Il évoquait toutefois plus explicitement le rôle d'intermédiaire joué par le Portugal colonialiste. Selon une idée déjà largement divulguée, le pays possédait une caractéristique propre : être à la fois « un pays colonisateur et un pays colonisé ». Cette thématique, peu exploitée

toutefois dans le texte de 1964, apparaissait dans celui de 1965. Le secrétaire général précisait :

« La domination impérialiste sur le Portugal et celle du Portugal sur les colonies empêchent de fait : le développement du pays, l'utilisation des ressources nationales au bénéfice du peuple, une politique de paix, la réalisation de profondes réformes sociales, une vie démocratique et indépendante de notre pays »<sup>174</sup>.

Il formulait alors sans ambiguïté la vieille revendication :

« En ce qui concerne le problème de l'indépendance nationale, aussi bien pour le Portugal que pour les colonies portugaises, nous vivons, après trente-neuf ans de fascisme, une situation nouvelle. [...] En caractérisant désormais l'étape actuelle de la révolution comme une révolution démocratique et nationale, il devient évident qu'il sera impossible d'assurer au Portugal un développement démocratique, si le Portugal ne se libère pas du joug de l'impérialisme étranger »<sup>175</sup>.

Cette fois-ci, il revenait à la « nouvelle situation » de légitimer le mot d'ordre d'indépendance nationale. En employant cet argumentaire, le PCP s'inscrivait dans les préceptes définis par le centre, l'URSS. En effet, le mouvement communiste international, lors de la II<sup>e</sup> Conférence des PC tenue en novembre 1960 à Moscou, avait posé que, suite aux indépendances et aux luttes en cours, l'heure était à la construction de « démocraties nationales ». Il étendait cet objectif à tous les peuples en lutte contre l'impérialisme, qu'ils soient colonisés ou non. Quand il reprit en main l'appareil du PCP, Álvaro Cunhal suggéra donc la réalisation d'une « révolution démocratique et nationale ». Cette nouvelle orientation avait, par ailleurs, le mérite de constituer une réponse à la politique de « coexistence pacifique » défendue par la direction précédente. L'étape nouvelle amenait ainsi à réclamer l'indépendance nationale pour le Portugal au même titre que pour les colonies. Si Amílcar Cabral quelques années plus tard développa une analyse fort intéressante du « particularisme » portugais, le PCP en revanche réduisait ses arguments au strict minimum. Le fondateur du PAIGC écrivait, en effet, :

« Je disais que le Portugal n'est pas un pays impérialiste, que le Portugal est un pays colonialiste enchaîné à l'impérialisme, mais que lui-même, de sa nature, n'est pas un pays impérialiste. Quiconque connaît l'économie du Portugal à travers son histoire réalise facilement que l'infrastructure économique portugaise n'a jamais atteint un niveau qu'on puisse qualifier d'impérialiste. Le Portugal,

---

<sup>174</sup> Álvaro CUNHAL, *Relatório da actividade do CC ao VI<sup>o</sup> Congresso do PCP*, op. cit., p. 87.

<sup>175</sup> *Ibidem*, p. 89.

depuis le traité de Methwen, en 1711, est devenu lui-même une semi-colonie de l'Angleterre et le Portugal, au niveau de l'exploitation en Afrique, n'a été et n'est qu'un intermédiaire de l'exploitation impérialiste de nos peuples. [...] Voilà posé [...] un problème capital de la lutte contre l'impérialisme : celui de la distinction entre *impérialisme et domination impérialiste*. Nous considérons, dans le cadre général de l'économie mondiale, les pays capitalistes impérialistes comme un noyau. Ils ont créé à leur périphérie les pays dominés par l'impérialisme. Si un pays était dans un stade de développement non capitaliste encore, la domination est purement colonialiste. Si ce pays avait déjà certains commencements de capitalisme, la domination était néo-colonialiste ou semi-coloniale. Donc l'impérialisme ou la domination des peuples par le capitalisme financier, s'opère sous une forme de *colonialisme, de néo-colonialisme ou de semi-colonialisme* »<sup>176</sup>.

On note là une véritable recherche conceptuelle chez Cabral, au regard de laquelle le parti se satisfaisait de peu. Dans un article de *O Militante* de mai 1965, il abordait sous la rubrique « Le double caractère du Portugal et la révolution pour laquelle nous luttons », cet état particulier du pays :

« Le Portugal est, par conséquent et simultanément, un pays impérialiste et propriétaire de colonies et une semi-colonie dépendante des pays impérialistes les plus développés. Dans les thèses sur la question nationale et coloniale présentées au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, Lénine affirmait : « Quelle est l'idée fondamentale de nos thèses ? La distinction entre peuples opprimés et peuples oppresseurs ». Cette distinction faisait référence exactement à la tactique et aux alliances du prolétariat dans l'un ou l'autre des cas.

De fait, dans un pays oppresseur, les alliés du prolétariat sont la paysannerie et la petite bourgeoisie en voie de prolétarianisation. La seule révolution possible est bien sûr la révolution socialiste. Il n'y a pas d'étape intermédiaire ni nécessaire.

À la différence de ces pays, dans ceux qui sont opprimés, les alliés du prolétariat sont le paysannat, la petite bourgeoisie urbaine et les couches de la moyenne bourgeoisie qui, dans ces circonstances, sont appelées « bourgeoisie nationale ». Dans une telle situation, la première étape de la révolution caractérisée par son trait national, anti-impérialiste et antiféodal jette dans les filières de la révolution une partie de la bourgeoisie, la « bourgeoisie nationale » dont les intérêts sont directement atteints par les séquelles féodales et la domination impérialiste étrangère. La révolution réalisable et nécessaire est, bien entendu, la révolution national-libératrice comme étape préliminaire de la révolution socialiste.

Dans l'analyse claire, faite par Lénine n'était point incluse et ne pouvait d'ailleurs être incluse la situation rare et complexe d'un peuple qui est à la fois « opprimé » et « oppresseur » »<sup>177</sup>.

Le parti concluait que l'étape de la révolution nationale et démocratique s'appliquait au Portugal et demandait la libération nationale du pays. Il n'essayait pas d'analyser plus en profondeur les répercussions de la « situation rare et complexe »

<sup>176</sup> Amílcar CABRAL, « Le Portugal est impérialiste ? », *Afrique-Asie*, n° 3, 2 mai 1972, p. 34.

<sup>177</sup> « O duplo carácter de Portugal e a revolução por que lutamos », *O Militante*, série III, n° 137, mai 1965, pp. 3 et 4.

vécue<sup>178</sup> ; il citait Lénine, reformulait les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'IC (donc datant de juillet 1920) et renvoyait dos à dos les dominations vécues par les peuples des colonies et du Portugal.

On ne saurait nier l'état de dépendance du pays, son caractère périphérique, mais n'importe quelle analyse dévoile de notables différences avec la situation des colonies. D'une part, malgré son particularisme, le Portugal n'en restait pas moins un pays historiquement lié à la genèse du capitalisme et de la domination impérialiste et, d'autre part, même si le PCP dénonçait les influences subies, le pays possédait, à la différence des colonies, une indépendance politique et diplomatique, même théoriques, qui en faisait un État souverain avec une élite et une bourgeoisie historiquement enracinées.

Le parti se gardait bien de distinguer la « domination » supportée par le Portugal de celle endurée par les colonies.

De plus, le PCP n'utilisait pas le particularisme constaté pour étoffer sa connaissance de l'État Nouveau, pour expliquer certains fonctionnements de la Dictature — il s'en servait uniquement pour légitimer le choix de la nouvelle lutte, de sa nouvelle stratégie : la révolution nationale et démocratique. En revanche, Amílcar Cabral utilisait les différenciations conceptuelles pointées pour étayer son analyse de la politique portugaise. Il concluait ainsi, par exemple, dans le même article que : « Il faut comprendre que le Portugal ne peut pas réaliser un processus de décolonisation parce qu'il ne peut pas prétendre néo-coloniser »<sup>179</sup>.

Par ailleurs, les apports d'une quelconque intelligentsia ne vinrent pas affiner les efforts de théorisation du PCP. En France, qu'ils soient compagnons de route du PCF ou autres, nombre d'intellectuels avaient nourri, par leurs réflexions, le débat sur les questions de la décolonisation et de l'impérialisme. Si avant la guerre d'Algérie rares furent ceux qui militèrent pour l'indépendance des colonies, dans les années 1950, ils abondèrent. On pense notamment à Aimé Césaire ou Frantz Fanon, bien sûr, à François Mauriac, quoique de droite, à Raymond Aron ou J. P.

---

<sup>178</sup> Il ne faisait d'ailleurs aucune référence aux textes de Lénine sur l'oppression russe au sein de l'Empire tsariste. Pourtant, ceux-ci démontraient qu'un pays pouvait être à la fois victime d'une oppression et opprimer.

<sup>179</sup> Amílcar CABRAL, « Le Portugal est impérialiste ? », *idem*.



Sartre qui après avoir été le « pape de l'existentialisme » devint celui de l'anticolonialisme<sup>180</sup>.

Le Portugal ne connut pas de phénomène similaire. Déjà, les intellectuels constituaient dans ce pays un cercle restreint. Sérgio Grácio constate qu'ils représentaient 4.4% de la population nationale, en 1960<sup>181</sup>. De plus, dans les rangs des intellectuels communistes, les polémiques nées autour du néo-réalisme provoquèrent de fortes oppositions et entraînèrent la rupture de certains militants ou compagnon de route avec l'organisation. L'écrivain Mário Dionísio démissionna, par exemple, du parti en mai 1952. Il réfutait les critiques des « orthodoxes » du parti, empreints de jdanovisme, qui entendaient lutter contre le « cosmopolitisme » et la « réaction impérialiste ». Le PCF avait connu des différends et des débats comparables. Dans les années 1920-30, les controverses entre André Breton, et les surréalistes, et Aragon notamment s'étaient déjà inscrites dans ces problématiques.

Au-delà des effets néfastes qu'elle put avoir sur le courant néo-réaliste au Portugal, cette crise des années 1950<sup>182</sup> provoqua une baisse de la production théorique marxiste. Álvaro Cunhal tenta de compenser ce manque en multipliant les textes de fond. Cependant, il écrivait de sa position de responsable permanent du PCP. Le seul intellectuel marxiste dont les réflexions débordèrent l'univers étroit du parti était l'universitaire Armando Castro. Les conditions imposées par la clandestinité ne facilitaient pas, de toute façon, la diffusion des essais et leur discussion critique. Mais, le dogmatisme du PCP joua un grand rôle dans le vide constaté. Dans les années 1960, une nouvelle génération d'intellectuels formés notamment dans les universités apparut. Elle s'orienta, néanmoins, vers d'autres groupes de réflexion (*cf. infra*).

Malgré ces lacunes et ces manques, le PCP n'en allait pas moins persévérer. Dans le communiqué et les résolutions adoptés par la réunion du CC de juillet 1967, il réitérait ses dires. Ainsi, « soulignait[-il] que l'accélération de l'inféodation de l'économie nationale à l'impérialisme étranger se vérifiait » et que par conséquent « l'intensification de la lutte anti-impérialiste était une tâche de la plus grande

---

<sup>180</sup> Charles-Robert AGERON, *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 110.

<sup>181</sup> Dans ce pourcentage, cet auteur englobe les cadres moyens et supérieurs ainsi que les professions libérales et culturelles. Cité par João MADEIRA, *Os Engenheiros....*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>182</sup> Voir pour plus de détails, João MADEIRA, *ibidem*, pp. 277-312.

importance dans la situation actuelle »<sup>183</sup>. Même s'il évoquait, dans le même communiqué, « la politique colonialiste » dont étaient victimes les peuples des colonies portugaises, l'ambiguïté quant à la nature intrinsèque de la domination impérialiste que subissait chacun des « peuples » demeurait.

Les sphères dirigeantes du PCP elles-mêmes omettaient de différencier ces deux types de domination et leurs répercussions spécifiques. Le « simple » militant, le « simple » lecteur de *Avante!* et/ou des tracts du parti qui clamaient « Liberté et indépendance pour le Portugal ! Liberté et indépendance pour le peuple d'Angola »<sup>184</sup> ou bien encore « Pour un Portugal libre, pacifique et démocratique »<sup>185</sup> pouvaient alors aisément amalgamer les deux types d'oppression. Ils pouvaient considérer le Portugal opprimé au même titre, et de la même manière, que les colonies. La justification du mot d'ordre d'indépendance nationale dans les années 1960 se démarquait de celles rencontrées par le passé mais le résultat s'avérait identique : une confusion certaine entre les deux luttes à mener pour « les libérations nationales ».

Même l'entretien donné par Álvaro Cunhal lors de la Conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe, en Tchécoslovaquie à Karlovy Vary du 24 au 26 avril 1967, n'enrichit pas la pensée conceptuelle de l'organisation communiste. Le dirigeant y développa ses idées du moment en quatre points : « 1/ Un programme commun pour la création d'un système de sécurité collective, 2/ La lutte pour la paix et la sécurité en Europe et la lutte pour la démocratie, 3/ La lutte pour la paix et la sécurité en Europe et la lutte pour une véritable indépendance nationale, 4/ La lutte pour la paix et la sécurité en Europe et la lutte contre la politique de domination et de guerre coloniale des pays européens »<sup>186</sup>. S'il détailla les subtilités existantes entre diverses formes d'impérialisme, il n'approfondit pas le paradigme. En effet, il étendait cette lutte pour l'indépendance nationale à toutes les nations européennes victimes de l'intervention, dans leur vie interne, des pays aux positions économiques dominantes. Pour lui, le cas du Portugal illustre à merveille cette situation. Selon le

<sup>183</sup> « Comunicado do PCP, reunião do CC », *Avante!*, série VI, n° 382, septembre 1967, p. 2.

<sup>184</sup> *Portugueses*, Commission politique du CC du PCP, 21 juillet 1961, p. 1.

<sup>185</sup> *Basta de terror e opressão ! Basta de guerras coloniais*, Commission politique du CC du PCP, novembre 1963, p. 1.

<sup>186</sup> « A luta pela paz e pela segurança na Europa », interview du camarade Álvaro Cunhal à la conférence de Karlovy Vary, brochure eds *Avante!*, avril 1967, p. 6. ICS, fonds César de Oliveira, caisse PCP, et FMS dossier 2240-32.

secrétaire général, les fascistes et les impérialistes invoquaient le devoir d'aide des pays développés à ceux plus démunis pour justifier et masquer la véritable nature de la domination exercée sur le Portugal. Les impérialistes étrangers s'approprièrent, en fait, toutes les richesses de la nation et interféraient dans ses choix politiques. Il finissait son interview sur l'argument devenu plus que classique :

« En ce qui concerne le Portugal, il présente la caractéristique originale d'être, en même temps, un pays dépendant soumis à l'impérialisme étranger et un pays colonialiste dominant encore de vastes territoires. Pour paradoxal que cela puisse paraître, le fait que le Portugal soit un pays dépendant permet aux colonialistes portugais de maintenir encore des formes colonialistes traditionnelles et de chercher à étouffer par la guerre la juste lutte pour l'indépendance des peuples d'Angola, de Guinée et du Mozambique. [...] Sans l'aide des pays de l'OTAN, la dictature fasciste et colonialiste de Salazar n'aurait pu résister à la lutte conjointe du peuple portugais et des peuples des colonies portugaises »<sup>187</sup>.

Cependant, contrairement à la plupart des textes du CC ou des articles du PCP, Álvaro Cunhal alla ici un peu plus loin puisqu'il expliqua la résistance du colonialisme portugais par l'aide que l'État Nouveau recevait des pays impérialistes. Cela dit, cette évolution du discours partisan est plus à rapprocher de la lutte « anti-impérialiste » ponctuellement relancée par Moscou qu'à une maturation de l'analyse. La nomination en octobre 1964 d'une nouvelle équipe dirigeante qui entendait lutter contre la désagrégation de l'espace « socialiste » annonça les changements de la politique soviétique. Elle soutint Brejnev qui devint secrétaire général et prit la tête du parti lors du XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCUS, le 29 mars 1966.

La suite de cette interview, qui s'inspirait largement de l'article de *O Militante* de décembre 1966, nous amène à privilégier cette analyse tant elle rend compte de la tension du moment. Dans l'article de 1966, « Le Portugal : l'arrière-garde stratégique de l'impérialisme allemand », le parti procédait à une attaque en règle de toute la politique ouest-allemande accusée d'entreprendre « la réunification des frontières du nazisme et la réunification territoriale avec l'anéantissement de la RDA »<sup>188</sup>. Il insistait d'ailleurs particulièrement sur la pénétration au Portugal et dans les colonies des capitaux de cette « Allemagne revancharde » et démasquait « l'axe d'une politique de guerre : Lisbonne-Bonn ». Il faisait siens les propos du Conseil mondial pour la Paix et mettait en garde les militants : si les deux Allemagnes

---

<sup>187</sup> *Idem.*

<sup>188</sup> « Portugal rectaguarda estratégica do imperialismo alemão », *O Militante*, série VI, n° 146, décembre 1966, p. 9.

renonçaient à la bombe atomique, rien n'empêchait la RFA « de la fabriquer avec l'aide de Franco et de Salazar dans des pays comme l'Espagne ou le Portugal qui possèdent des réserves d'uranium »<sup>189</sup>. Selon les auteurs de l'article, cette alliance du « Pacte ibérique » (accord entre l'Espagne et le Portugal datant de la Deuxième Guerre mondiale) avec la RFA nourrissait les espoirs des deux parties. D'un côté, l'Allemagne (RFA) pouvait prétendre construire des armes nucléaires et consolider ses soutiens face aux pays socialistes de l'Est, d'un autre, le Portugal finançait et menait plus aisément sa politique guerrière. Le parti ne clarifiait-il pas sa pensée en janvier 1967 en écrivant : « Hier avec Hitler, aujourd'hui avec Bonn »<sup>190</sup> ? Dans son interview, Álvaro Cunhal utilisait, par conséquent, ce statut particulier du Portugal non pas pour expliciter la politique salazariste mais pour en dénoncer les amitiés et dénoncer les ennemis de l'URSS.

Dans la deuxième moitié de la décennie, la propagande anticoloniale du parti s'articulait autour de trois mots d'ordre. Comme nous l'avons vu, l'engagement en faveur d'un « soulèvement national » et celui pour « l'indépendance nationale », s'il ne datait pas de ces années-là, occupa désormais une place primordiale. Toutefois, un autre thème se fit jour alors et revint régulièrement.

Il s'agissait pour le PCP d'expliquer le bien fondé de la lutte contre les guerres coloniales. Un article de *O Militante* de septembre 1965 exposait clairement les raisons de ce combat et résumait ainsi divers textes parus dans *Avante!*. Selon le PCP, cette lutte s'intégrait dans celle pour la démocratie et celle générale des peuples pour la paix mondiale. Le parti faisait remarquer que les guerres coloniales tuaient de nombreux soldats et chassaient vers l'exil « les populations [africaines] faméliques depuis des siècles », de plus, elles ruinaient le pays. En effet, l'attitude de Salazar :

« coûtait au peuple portugais de nombreuses vies, la ruine économique de la nation, la cession de vastes territoires et de bases, de matières premières et de bras, en un mot, la cession de la propre indépendance nationale. Elle coûtait au peuple portugais l'aggravation constante du coût de la vie, des impôts, des taxes et des contributions qui se multipliaient et étaient chaque fois un peu plus lourdes, les prix des denrées qui augmentaient de manière à faire peur, des loyers de maisons impayables, une assistance hospitalière plus chère, une instruction rendue plus difficile par le manque d'écoles, de professeurs et d'argent, une

<sup>189</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>190</sup> « Ontem com Hitler, hoje com Bonn », *Avante!*, série VI, n° 374, janvier 1967, p. 5.

misère qui touchait des couches de la population plus larges et [...] une plus grande ... misère morale !

Elle coûtait encore au peuple portugais une répression qui croissait en intensité, en sauvagerie, en crimes contre les communistes. [...]

Les guerres coloniales étaient encore, d'une certaine façon, en train de compromettre le futur des relations amicales entre le peuple portugais et les peuples des colonies »<sup>191</sup>.

Tout au long de la décennie, le PCP allait reprendre ce type d'arguments qui, associés à ses deux autres slogans, constitua la base de sa propagande anticoloniale. L'appel aux soldats à désobéir et à organiser des désertions collectives venait compléter cette panoplie des incitations à l'action. Toutefois, le PCP allait doubler ses écrits de quelques gestes plus concrets de solidarité avec les nationalistes en lutte.

## **2/ Quelles tâches pour les Africains, quels appuis ?**

Les relations entre les militants coloniaux présents en métropole et le PCP évoluèrent au gré des changements survenus dans les années charnières de la décennie. Plusieurs éléments vinrent ainsi troubler les équilibres, certes précaires, établis jusqu'alors. Tout d'abord, en juin 1961, le Portugal assista à la fuite collective et spectaculaire d'à peu près quatre-vingts étudiants africains, réduisant ainsi considérablement le nombre des alliés potentiels du parti. Ensuite, les premiers noyaux locaux des organisations nationalistes apparurent au Portugal. Cette réalité nouvelle modifia la collaboration ou plutôt les formes de collaboration entre le parti et les membres de ces cercles. Plusieurs questions surgissent alors : le PCP acceptait-il la double appartenance politique d'un militant africain ? Attribuait-il à ces opposants africains des tâches sans tenir compte de leur autre engagement éventuel ? Et enfin, quelle forme de lutte anticoloniale choisit-il de développer ?

a/ Les partenaires s'en sont allés : la « fuite des cent ».

Avant d'examiner les liens qu'entretenait le PCP avec les nationalistes africains et quel type de travail il leur proposait, il faut revenir sur la fuite collective

---

<sup>191</sup> « A luta contra as guerras colónias é parte integrante da nossa luta pela democracia e da luta geral dos povos pela paz mundial », *O Militante*, série III, n° 139, septembre 1965, pp. 4 et 5.

des étudiants d'outre-mer. Ceux-ci parvinrent à quitter clandestinement le Portugal en juin 1961. Après cet exploit, la PIDE vit dans le parti le chef d'orchestre de ce coup de maître. Selon elle, les jeunes auraient profité des fêtes de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre pour passer la frontière d'Elvas afin de rejoindre Badajoz. Les formalités douanières étant plus simples durant les festivités, l'opération réussit. Le lieu du passage, traditionnellement utilisé par les communistes, doublé des activités suspectes du PCP autour et au sein de la CEI (*Casa dos estudantes do império*), rendait la conclusion évidente aux yeux de la PIDE : les communistes avaient planifié la fuite<sup>192</sup>. La police déplora ces sorties car, selon ses sources, parmi ces Africains certains rejoignirent Paris, d'autres rentrèrent en Angola et d'autres encore allèrent gonfler les rangs des combattants anticolonialistes. Toutefois, en 1965, une autre information policière évoqua la participation de la Cimade<sup>193</sup> dans l'organisation de la fuite<sup>194</sup>. Effectivement, celle-ci et plus largement les cercles protestants, ainsi que la CIA selon certains témoignages, jouèrent un rôle déterminant dans le succès de cette épopée, mais en aucun cas le PCP.

Tomás Medeiros qui fit partie des évadés en a la certitude<sup>195</sup>. Alors que les douaniers le retenaient avec d'autres compagnons au poste de Saint Sébastien, deux membres du groupe d'évadés sortirent, devant ses yeux, leur carte de la CIA et réussirent à les faire libérer. Ils rejoignirent alors la France où des membres de la Cimade les attendaient<sup>196</sup>. Selon ce témoin, les ÉUA s'impliquèrent dans l'histoire angolaise car ils pensaient que le Portugal ne supporterait pas longtemps l'état de guerre. Ils envisageaient alors de préparer le futur proche en recherchant des cadres qui puissent diriger les pays après les indépendances. Toutefois, peut-être ne se doutaient-ils pas que parmi les candidats à l'évasion se trouvaient des membres du

<sup>192</sup> Information 47/961 du 22 septembre 1961. ANTT/PIDE, Pr 2425-CI(2), Fuga dos estudantes ultramarinos, fl. 74.

<sup>193</sup> Cimade : Comité inter-mouvements auprès des évacués. Association protestante créée en octobre 1939 afin de venir en aide aux Lorrains et aux Alsaciens résidant aux abords de la ligne Maginot et évacués vers les départements de l'Ouest. Après la défaite, elle vint en aide aux personnes détenues dans les camps d'internement contrôlés par Vichy. Par la suite, elle s'occupa des « collaborateurs » incarcérés. Actuellement, elle est la seule association française autorisée à pénétrer dans les camps de rétention.

<sup>194</sup> Information de la délégation d'Angola du 21 avril 1965. ANTT/PIDE, Pr 2425-CI(2), Fuga dos estudantes ultramarinos, fl. 11.

<sup>195</sup> Edmundo Rocha qui intégra le groupe de ces étudiants confirme que le PCP ne fournit ni appui logistique ni appui financier à l'organisation de cette fuite collective. Edmundo ROCHA, *Angola, contribuição ao estudo da génese do nacionalismo moderno angolano (1950-64)*, Lisbonne, éd. de l'auteur, 2003, p. 53.

<sup>196</sup> Tomás Medeiros, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 6 juillet 2000, non enregistré, non confirmé.

MAC qui en profitèrent pour quitter le Portugal et que cette fuite servirait les intérêts du MPLA ou bien espéraient-ils au contraire infiltrer ainsi le mouvement angolais.

Edmundo Rocha détaille les préparatifs et la réalisation de cette évasion : complètement isolés et sans information sur le conflit angolais, les jeunes du MAC et de la CEI, ceux de la « nouvelle vague », décidèrent d'organiser une fuite collective. Graça Tavares et lui-même<sup>197</sup> quittèrent le Portugal en avril 1961 (par la frontière de Vila Real de São António) afin de trouver des appuis à l'extérieur. Le MPLA se montra dans l'incapacité matérielle, à leur grande déception, d'aider les deux jeunes. Finalement, ce fut l'Assemblée mondiale des Églises protestantes qui les soutint.

Cet épisode permit la sortie, selon la PIDE, de quarante et un étudiants, et de près de quatre-vingts selon les protagonistes<sup>198</sup>. Il n'en reste pas néanmoins connu sous le nom de « la fuite des cent ».

Le MPLA, qui ne semble pas avoir participé à l'organisation de cette fuite, exposa des années plus tard les raisons qui motivèrent ces jeunes universitaires : certains, militants du MPLA, se jugeaient plus utiles à l'étranger ou en danger au Portugal ; d'autres, sans être de l'organisation, développaient des idées qui s'en rapprochaient et craignaient également pour leur sécurité ; d'autres encore « sans activité politique liée à l'Outre-mer, étaient engagés toutefois avec les partis de gauche »<sup>199</sup> de métropole ; d'autres enfin souhaitaient simplement émigrer, apeurés par la répression policière. Le MPLA avançait également deux autres motifs complètement différents : l'esprit d'aventure et la volonté pour certains de cacher à leur famille leurs mauvais résultats scolaires !

Certains Africains évadés auraient donc milité au côté de l'opposition démocratique portugaise. Le PCP perdait, par conséquent, avec cette sortie massive non seulement quelques alliés mais surtout un cercle de militants potentiellement à l'écoute. Par ailleurs, l'apparition des groupes nationalistes au Portugal et la fermeture de la CEI participèrent grandement de l'isolement croissant du PCP.

La CEI retrouva un fonctionnement démocratique à partir de juillet 1961. Cela dit, malgré la récente répression dont leur association avait été victime, beaucoup de

---

<sup>197</sup> En tant que membres du MEA (Mouvement des étudiants angolais).

<sup>198</sup> Edmundo Rocha, par le croisement des listes établies, d'un côté, par Tomás Medeiros et, d'un autre, par la PIDE dans son dossier sur l'UGEAN, Pc 295/61, avance ce chiffre. Il cite les noms des participants. Edmundo ROCHA, *Angola...*, op. cit., pp. 197-199.

<sup>199</sup> « O exodo dos estudantes universitários », *O MPLA (o início)*, s/a mais rédigé par un membre du MPLA, 1973. FMS, fonds Mário de Andrade, dossier Documents divers, fl. 65.

ses membres s'engagèrent dans la crise universitaire du printemps 1962 et réagirent par la multiplication des meetings et des grèves à l'interdiction par le régime des festivités de la Journée de l'Étudiant. Certains débutèrent même en forme de protestation une grève de la faim<sup>200</sup>. Mais, les effectifs de la CEI s'amenuisaient. La fuite des cent, la fin en janvier 1963 des subventions octroyées jusque-là par les Gouvernements généraux des colonies, le départ d'adhérents préférant se consacrer entièrement à la lutte émancipatrice et, bien entendu, l'ouverture des Études générales (Instituts universitaires) en Angola et au Mozambique en 1963 participèrent à son déclin. L'association poursuivit malgré tout ses activités et sortit en juillet 1964 son dernier numéro de la revue *Mensagem*. En 1965, année de la forte offensive répressive orchestrée par le pouvoir (assassinat de Humberto Delgado, arrestation massive d'antifascistes), la CEI fut fermée le 6 septembre, sans provoquer la vague de protestations que la « simple » imposition de la Commission administrative en décembre 1960 avait engendrée.

Même si la disparition de la CEI marqua formellement la fin d'une époque, l'éventail de militants africains opposés au régime qu'elle représentait s'amenuisait depuis 1961. Le PCP perdait ainsi, au début de la décennie, un vivier de recrues ou d'« alliés » potentiels. Le terrain de la lutte anticoloniale lui échappait, l'enfermant chaque jour un peu plus dans son rôle de simple propagandiste.

## b/ Le PCP et les militants africains.

Néanmoins, et pour paradoxal que cela puisse paraître, à partir de 1961-62 l'activité du PCP au sein de la CEI s'étoffait. *Avante!* et d'autres pamphlets y circulaient plus massivement. Pepetela dit qu'à travers José Bernardino, Angolais militant du parti, la présence communiste devint plus importante<sup>201</sup>. Álvaro Mateus, Mozambicain, également du parti depuis 1961<sup>202</sup>, confirme que la presse clandestine au sein de la CEI était largement diffusée et que les adhérents protestaient contre son retard. En 1962, lors de la crise universitaire, il dut même brûler une liasse

<sup>200</sup> Voir les détails donnés par Dalida Mateus, in Dalila MATEUS, *A Luta pela independência, a formação das elites fundadoras da Frelimo, MPLA e PAIGC*, Portugal, Inquérito, 1999, p. 72.

<sup>201</sup> Pepetela, entretien avec l'auteur, Luanda, 31 octobre 2000, enregistré, non confirmé.

<sup>202</sup> Il se retrouva, par ailleurs, à la tête de la délégation portugaise au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui eut lieu à Sofia en 1968.



épaisse de papiers politiques divers quand la PIDE investit les locaux de la Casa<sup>203</sup>, fait témoignant de la volonté du parti de renforcer son « secteur anticolonial ».

Pourtant, certains militants estiment que, durant la période 1961-63, la politique anticoloniale du PCP connut un certain « tassement ». Selon Oscar Monteiro, Mozambicain arrivé au Portugal en 1958, les démocrates portugais et le parti en particulier démontraient une certaine sympathie à l'égard des étudiants coloniaux. Mais, les événements de mars 1961 en Angola freinèrent les témoignages de solidarité des progressistes portugais. Oscar Monteiro parle alors de « tassement » sur la question coloniale car le pouvoir exploita au maximum les déboires des Blancs d'Angola à grand renfort de photos et messages propagandistes. Il ajoute :

« Je ne connais pas la position officielle du PCP durant cette période mais je sais certaines choses, je sais qu'il ne voulait pas se prononcer sur cette question, ce qui explique que je ne connais pas de décisions très très fortes prises par le PCP à ce moment-là ; mais attention, je me trompe peut-être »<sup>204</sup>.

Pour les militants anticoloniaux, le PCP se montrait timoré et dans l'ensemble peu actif sur le terrain de la lutte anticoloniale. Force est de constater qu'il renforça sa présence dans les cercles coloniaux mais par l'intermédiaire de l'initiative individuelle de ses militants africains. Il ne prit pas de décision sur une éventuelle organisation au sein de la CEI, par exemple (*cf. supra*).

Álvaro Mateus précisait qu'en 1963 les étudiants africains du PCP s'organisaient encore par faculté (et non par origine) et distribuaient *Avante!* au sein de la CEI. D'autres témoignages comme celui de Luís Bernardino, frère de José Bernardino, confirment ces dires. Ce témoin suggère, en effet, que, y compris après l'apparition des premiers noyaux des organisations nationalistes au Portugal, le PCP maintint son schéma de fonctionnement et de recrutement à l'égard des étudiants africains<sup>205</sup>. L'organisation ne créa point de cellules d'Africains, par exemple, mais les intégra aux cellules de leurs lieux de vie et ne les poussa pas vers les mouvements d'émancipation.

Or, selon Dalila Mateus, les premiers noyaux du MPLA, du Frelimo et du PAIGC apparurent au Portugal dès 1960. Ainsi, l'Angolais Daniel Chipenda affirme

<sup>203</sup> Álvaro Mateus, entretien avec Dalila Mateus, *in* Dalila MATEUS, *op. cit.*, annexe p. 269.

<sup>204</sup> Oscar Monteiro, entretien avec l'auteur, Maputo, 22 novembre 2000, enregistré, non confirmé.

<sup>205</sup> Luís Bernardino, entretien avec l'auteur, Luanda, 2 novembre 2000, enregistré, non confirmé.

qu'après avoir adhéré cette année-là à un manifeste du MPLA, il participa à la création de noyaux du Mouvement à Lisbonne et Porto. Le Mozambicain Oscar Monteiro dirigea celui du Frelimo puis fut remplacé par Mário Machungo. Enfin, le Capverdien Jorge Querido lança en 1959 une cellule nationaliste qui s'affilia en 1960, après contact avec Amílcar Cabral, au PAIGC. Le PCP aurait pu engager ses militants coloniaux à contacter, si ce n'est rejoindre ces noyaux (même en supposant qu'il n'en connut l'existence que tardivement). Pourtant, il semble les aborder et les recruter de la même façon qu'avant le déclenchement de la guerre en Angola.

Luís Bernardino, par exemple, arriva au Portugal en 1954 et adhéra en 1957 à un MUD *Juvenil* sur le déclin. Il participa à la campagne de Arlindo Vicente puis à celle de Humberto Delgado. Par l'intermédiaire de ses deux frères, David et José, il se rapprocha ensuite du parti et y adhéra. Dans la maison que la fratrie louait, il rencontra de nombreuses personnes et lut *Avante!*. Un étudiant de droit, légèrement plus jeune que lui, Nuno Alves Perreira, fréquentait les lieux et remplaça (comme correspondant ?) son frère José quand celui-ci fut fait prisonnier. Nuno Alves Perreira sachant Luís très engagé auprès du parti lui proposa de participer à un journal clandestin. Il était évident, selon le témoin, que ce journal à vocation unitaire était édité dans les typographies du parti. *Amanhã*, donc, date probablement de début ou de mi-1961 car Luís Bernardino dit y avoir publié un article à l'occasion de la mort de José Dias Coelho (assassiné par la PIDE le 19 décembre 1961). À l'exception de Nuno Alves et de lui-même, l'ensemble des personnes y travaillant étaient portugaises. Le parti ne lui proposa jamais d'intégrer une cellule « africaine ». Les contacts de Luís Bernardino avec les autres Africains passèrent, par exemple, par les réseaux de la CEI et non par le PCP.

### c/ L'engagement concret et le journal *Anticolonial*.

Si Dalila Mateus affirme que le PCP tenta au début de l'année 1960 de faire vivre une « Direction provisoire des Africains »<sup>206</sup> rassemblant de jeunes Africains avec, à sa tête, Vasco Cabral, Pepetela (Carlos Pestana) et João Viera Lopes, rien ne permet de confirmer cette information. Pepetela n'évoque rien de tel et les autres

<sup>206</sup> ANTT/PIDE, Pc GT-195 cité par Dalila Mateus. In Dalila MATEUS, *op. cit.*, p. 95. Cette direction aurait toutefois périclité rapidement en raison des arrestations et des fuites.

sources n'y font pas plus référence... En revanche, à partir de 1963, apparut effectivement un « secteur anticolonial » au sein du PCP. Cela dit, Álvaro Mateus explique que cet engagement du parti résulta de son offre pressante de contacter, au nom du PCP, les Africains liés aux mouvements d'émancipation<sup>207</sup>. Quoi qu'il en fut, ces rencontres donnèrent lieu à la plus forte, mais toute relative, action de propagande communiste en matière anticoloniale : la parution du journal *Anticolonial*. La PIDE parla même, probablement à propos de ce secteur, d'une cellule outre-mer du parti.

Composé à ses débuts, selon Álvaro Mateus, d'un membre du PCP (lui-même), deux du MPLA et deux du Frelimo (l'un d'eux était Oscar Monteiro), ce réseau impulsa le lancement du journal sous la bannière de la lutte pour « la paix et l'autodétermination des peuples coloniaux ». D'après lui, le parti entendait créer ainsi un groupe réunissant les diverses composantes du mouvement anticolonialiste : le PCP et les nationalistes, certains membres possédant d'ailleurs la double appartenance (noyaux nationalistes et PCP). Ce cercle publia onze numéros : de début 1964<sup>208</sup> au dernier numéro connu datant de janvier 1969. Le numéro 1 présentait un premier article intitulé : « Peuple portugais - peuple angolais, une cause commune » qui prenait les accents des discours classiques du parti :

« Ce ne sont pas les Portugais qui profitent de toutes les richesses [des colonies] et commettent pour les obtenir, les violences connues, parce que les véritables portugais continuent à être victimes de l'exploitation sur leur propre terre. Ce sont les grands capitalistes du Portugal, ce sont les grands financiers étrangers, qui exploitent le peuple portugais dans sa patrie comme ils exploitent le peuple angolais dans sa patrie angolaise. [...] L'ennemi est le même. Les Angolais sont en train de rendre aux Portugais un service inoubliable. Aussi, le peuple d'ici et de là-bas est-il un seul et même peuple. Noirs et Blancs peuvent et doivent être frères dans leur cause commune »<sup>209</sup>.

<sup>207</sup> Álvaro Mateus, in Dalila MATEUS, *op. cit.*, annexe p. 267.

<sup>208</sup> La date de parution du journal demeure incertaine. D'une part, le témoignage de Álvaro Mateus est ambigu. Il évoque les distributions au sein de la CEI de *Anticolonial* et de la presse clandestine en général puis aborde l'existence de matériel subversif dans la Casa au moment de la crise étudiante de 1962. Il est difficile de savoir s'il y inclut alors le fameux journal. Auquel cas, le journal daterait de 1962, date qui serait plausible eu égard aux informations de la PIDE. En effet, selon elle, Álvaro Santos aurait amené en 1962 un tract intitulé « Anticolonial ». Quoi qu'il en soit, la consultation de la série du journal ne laisse la place à aucun doute : le premier numéro de *Anticolonial* date de début 1964 puisqu'il intègre une chronologie incluant des faits de l'année 1963. Le fameux tract serait alors un simple pamphlet et non un numéro du journal. De plus, le témoignage de Oscar Monteiro corrobore cette datation de 1964 (*cf. infra*). Les onze numéros du journal ont été consultés aux archives du PCP ; la datation démarre à partir du n° 3 publié en août 1964.

<sup>209</sup> « Povo português – povo angolano, uma causa comum », *Anticolonial*, n° 1, s/d (début 1964 ?), p. 1.

Le journal lançait également un appel aux soldats pour qu'ils « organisent une révolte armée » dans les colonies en neutralisant les éléments fascistes des troupes et en prenant la direction militaire de la région, ou à défaut pour qu'ils désertent collectivement. La patte du parti ne faisait pas l'ombre d'un doute.

La première génération de militants se servit des typographies clandestines du parti pour effectuer les tirages du journal. Elle assura ainsi la publication de deux numéros de *Anticolonial* et d'une brochure, « *A Hierarquia católica e a questão colonial* » (La Hiérarchie catholique et la question coloniale). Suite à l'emprisonnement de certains et à la fuite d'autres, l'équipe changea. Trois militants furent chargés du journal : Álvaro Mateus (devenu permanent du parti), le Mozambicain Mário Machungo et le Capverdien Virgílio Fernandes. Ils assurèrent les parutions suivantes, utilisant cette fois-ci une ronéo.

Si le journal reprenait et divulguait des analyses très similaires à celles du PCP en matière coloniale, il se distinguait toutefois des textes traditionnels de la presse du parti en divulguant des contes africains, comme celui de Luandino Vieira dans le numéro deux par exemple. L'existence de *Anticolonial* démontre la volonté du parti d'animer la lutte anticoloniale. Il ne s'agit pourtant pas d'un quelconque appui logistique du parti aux mouvements d'émancipation. En effet, cette publication visait avant tout à animer la propagande anticoloniale du PCP. Oscar Monteiro, qui entretenait d'ailleurs des liens privilégiés avec Jorge Querido, membre du PAIGC, lève toute ambiguïté :

« Je peux vous dire qu'à partir de 1963, le PCP était clair : sans faire de la question coloniale une question principale, il nous contacta. Nous avions un groupe d'étudiants des colonies et vers 1963-64 nous avons eu par l'entremise d'un de nos collègues du Mozambique [Álvaro Mateus] une sorte d'invitation pour donner, pour offrir des données sur la lutte de libération, sur les communiqués des organisations, que nous passions et qui étaient intégrés dans le bulletin *Anticolonial*. Mais *Anticolonial* n'a jamais été notre bulletin à nous en tant que tel. Nous donnions de la matière, mais c'était une initiative du PCP. Nous, nous faisons nos propres petites choses. Je me souviens d'avoir imprimé avec Jorge Querido un tract sur la faim au Cap-Vert ; ça c'était nos activités »<sup>210</sup>.

Ainsi, même dans son domaine d'excellence, les publications clandestines, le parti ne soutint pas matériellement les Africains, il alimenta la lutte anticoloniale mais ne développa point de réseaux de solidarité spécifiques.

<sup>210</sup> Oscar Monteiro, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

La position du parti sur l'attitude à adopter face et à l'intérieur des Forces armées ne porta pas plus à conséquence. En effet, en marge du débat sur la pertinence ou non de ne privilégier que les désertions collectives, se posait un autre problème : le parti appelait les soldats portugais à fraterniser avec les guérilleros. Avait-il été entendu ? Cet appel était-il viable ?

Tomás Medeiros commente :

« Les militaires portugais communistes quand ils arrivaient [en Afrique] étaient victimes des attaques de la guérilla comme les autres et ils optèrent, comme les autres, pour la même attitude d'autodéfense, c'est-à-dire l'attaque. [...] Dans la forêt, il n'y eut pas de relations d'amitié entre eux et les combattants, les militaires communistes firent la même chose que les autres. La philosophie politique du PCP n'a pas fonctionné. La seule chose qui se produisit fut la distribution dans la forêt du journal imprimé par le PCP, *Passa palavra* [NT : en fait, journal des militaires du FPLN]. Ceux qui nous aidèrent réellement furent les catholiques progressistes et les anarchistes qui, quand ils le pouvaient, envoyaient des photographies des plans d'attaque de l'armée portugaise. [...] Malgré cette position, nous n'avons rien dit ; le PCP était le seul parti allié, il constituait un second front. Mais, il ne nous apporta aucune aide effective »<sup>211</sup>.

Pepetela, l'un des rares dirigeants angolais passés par la métropole à avoir rejoint le front des combats (il intégra le front de Cabinda), à la question : « Le parti apporta-t-il une aide directe à la guérilla ? » rit franchement puis répondit : « À la guérilla ? Pour ce que j'en sais, jamais »<sup>212</sup>.

Le PCP qui se posait en fer de lance de la lutte anticoloniale développa certes une forte activité propagandiste mais ne joignit point les actes à la parole. S'il lança une publication spécifiquement anticoloniale, il n'en aida pas pour autant les noyaux nationalistes à sortir leur propre presse par exemple. De plus, ce journal ciblé ne s'inscrivait-il pas dans l'agitation-propagande traditionnelle développée par le PCP pour ces secteurs de lutte ? Existait bien depuis quelques années déjà *O Camponês* et *A terra* pour les paysans, *O Têxtil* et *O Corticeiro* pour les industries du textile et du liège, *Tribuna militar* pour les militaires. Avec l'actualité de la lutte anticoloniale et le début des guerres paraissait désormais *Anticolonial*.

Il reste néanmoins un secteur à étudier, celui des sorties clandestines du Portugal. En effet, s'il se reconnut stupéfait par la capacité des militants coloniaux à s'organiser et à réaliser la « fuite des cent », le PCP se prévalut et se prévaut encore, « en contre-partie » pour ainsi dire, d'avoir planifié et mené à bien l'évasion

<sup>211</sup> Tomás Medeiros, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>212</sup> Pepetela, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

d'Agostinho Neto et Vasco Cabral le 30 juin 1962. Il s'agit de voir si le parti s'arrêta à cette fuite ou s'il étendit son champ d'action.

### **3/ Les réseaux de sortie et la fuite d'Agostinho Neto et Vasco Cabral.**

Dans une biographie d'Agostinho Neto, rédigée vers 1963, non signée mais vraisemblablement du MPLA, le mouvement se montrait peu reconnaissant vis-à-vis du parti. En effet, à propos de l'épisode relatant l'évasion, il commenta : « le MPLA dont [Neto] était président d'honneur organisa alors son évasion avec l'aide de démocrates portugais et d'autres pays européens »<sup>213</sup>. Or, selon trois des quatre militants communistes qui réalisèrent la fuite, Jaime Serra, António Dias Lourenço, qui avait personnellement connu Neto et Cabral en prison au début des années 1950, et Arménio Ferreira, le PCP en assura l'entière responsabilité<sup>214</sup>.

Le PCP fit sortir Neto du Portugal où il était assigné à résidence. Toutefois, avant de le fixer aux alentours de Lisbonne, le régime avait déporté Neto au Cap-Vert. Le parti pensa un temps organiser la fuite de l'archipel, le déposant directement sur les côtes africaines. Il avait envoyé un militant, le Capverdien Telmo Crato Monteiro<sup>215</sup>, afin d'entrer en contact avec lui. Pourtant, le transfert précipité de Neto du Cap-Vert vers le Portugal, orchestré par la PIDE, amena le PCP à modifier ses plans et à réaliser l'évasion du Portugal.

Jaime Serra raconte alors que le parti demanda à José Nogueira, militant de l'organisation et officier de Marine militaire, d'acheter et d'immatriculer un bateau, tâche facilitée par sa profession<sup>216</sup>. Ce communiste qui ne connaissait pas au début les objectifs du parti<sup>217</sup> garda opérationnelle l'embarcation, amarrée au dock de Paço de Arcos dans les installations même de l'armée. Jaime Serra, responsable de

<sup>213</sup> *Biographie de Agostinho Neto, président du MPLA*, s/a (mais probablement du MPLA puisque appartenant aux documents de Mário de Andrade sur ces années-là), s/d (mais incluant des éléments de 1962). FMS, fonds Mário de Andrade, dossier 4322-001, fl. 89.

<sup>214</sup> Jaime Serra, António Dias Lourenço et Arménio dos Santos Ferreira, entretiens avec l'auteur, Lisbonne, respectivement les 26 octobre 1999, 4 juillet 2000 et 17 et 20 mai 2000. José Nogueira est décédé depuis.

<sup>215</sup> Médecin, il se rendait, selon Arménio dos Santos Ferreira, régulièrement au Cap-Vert, chaque année, pour réaliser des inspections. Il profita de ses voyages professionnels pour entrer en contact avec Neto. Arménio dos Santos Ferreira, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>216</sup> Jaime SERRA, *Eles têm o direito de saber*, Lisbonne, eds Avante!, 1997, p. 136

<sup>217</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

l'opération, décida donc d'embarquer Neto et Cabral au dock du Bom Sucesso à Pedrouços le 30 juin 1962. António Dias Lourenço et Arménio dos Santos Ferreira furent chargés d'aller chercher les deux candidats à l'évasion. Après avoir contourné le cap Saint-Vincent, ils mouillèrent dans une crique près de Olhão. Le mauvais temps rendit difficile leur navigation mais ils parvinrent néanmoins à faire escale dans la baie de Tarifa pour finalement accoster, le jour suivant, dans celle de Tanger. Neto et Cabral se présentèrent aux autorités marocaines et Serra et Nogueira rentrèrent au Portugal, atteignant l'estuaire du Tage le 4 juillet.

António Dias Lourenço questionné à ce sujet est catégorique : « Le MPLA n'a pas demandé au PCP de faire fuir Neto, président à ce moment-là du MPLA sans le savoir, [...il] n'a rigoureusement rien fait »<sup>218</sup>. D'après lui, comme le PCP avait accompagné l'évolution de ces deux militants et était resté en contact avec eux, il « décida de les libérer »<sup>219</sup>. Arménio do Santos Ferreira dit, quant à lui, avoir demandé à Dias Lourenço de faire évader Neto suite à une conversation avec Mário de Andrade. Angolais membre du PCP, il dit également avoir préféré adhérer au MPLA parisien plutôt que rejoindre une cellule du mouvement au Portugal car la PIDE y redoublait de persécutions envers les nationalistes. Cette adhésion extérieure expliquerait ses contacts avec Mário de Andrade. Rien ne permet toutefois d'infirmier ou de confirmer ses propos à cela près que le MPLA ne rapporte pas une version similaire des faits. Par ailleurs, Serra donne la même version que Dias Lourenço. Ils évoquent tous deux les liens qui les unissaient à Neto et Cabral pour justifier l'engagement du parti. Serra ajoute : « le PCP fidèle aux principes internationalistes qui le guide, aida [ces hommes] à sortir clandestinement du Portugal »<sup>220</sup>. Ce simple devoir d'entraide aurait donc dicté au parti sa conduite.

Pourtant, les biographies rapides des deux Africains et l'étude de l'aide du parti aux nationalistes poussent à d'autres analyses. En effet, il faut rappeler que Neto connut les geôles de la PIDE dès 1951 lors d'une première arrestation et y retourna en 1955 avec six autres membres du MUD *Juvenil* pour avoir, avec ses compagnons, agi en faveur du Mouvement de la Paix. Jean-Paul Sartre et d'autres écrivains français, par le biais d'une pétition, réclamèrent la libération de ce groupe.

---

<sup>218</sup> António Dias Lourenço, entretien avec l'auteur, *op. cit.* Ce témoin dit que Neto était président du MPLA « sans le savoir » car celui-ci était emprisonné à ce moment-là et n'avait pas eu l'information.

<sup>219</sup> *Idem.*

<sup>220</sup> Jaime SERRA, *Eles têm o direito...*, *op. cit.*, p. 134.

Amnesty International élit Neto « prisonnier de l'année » 1957. L'ampleur de la mobilisation internationale<sup>221</sup> obtint sa remise en liberté. Il regagna l'Angola en 1958 après l'obtention de son diplôme de médecine, pour finalement être à nouveau arrêté en juillet 1960. La PIDE le transféra alors à Lisbonne, accompagné du père Joaquim Pinto de Andrade et les incarcéra à Aljube.

Quant à Vasco Cabral, la PIDE le repéra dès 1949 pour sa participation à la Commission d'appui à la candidature de Norton de Matos. Elle l'arrêta en 1951, le soupçonnant et l'accusant d'être membre du MUD *Juvenil* et du PCP. Remis en liberté, il parvint à quitter le Portugal en novembre 1952 pour participer à diverses rencontres internationales et notamment au IV<sup>e</sup> Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui se déroula en juillet 1953 à Bucarest. En mars 1954, la PIDE le fit prisonnier à Funchal (Madère). Il subit de nombreuses privations pendant ses années d'incarcération, débutant même une grève de la faim en octobre 1956 en guise de protestation. Jugé en juillet 1957, il fut libéré par les autorités en 1959. Il poursuivit malgré tout son activité militante et rejoignit les rangs de la clandestinité en septembre 1961.

Neto étant donc dirigeant de la CEI et militant exemplaire du MUD *Juvenil* (représentant de la jeunesse des colonies à sa direction centrale) et du PCP, l'appareil communiste se mit alors en branle pour exiger sa libération. L'*Humanité*, quotidien du PCF, et Radio Moscou orchestrèrent une large campagne de soutien. Le PCP participa à cette fronde et quand, pour calmer les esprits, la PIDE décida d'envoyer ce prisonnier encombrant au Cap-Vert en tant que délégué de santé, *Avante!* relata l'événement et critiqua cette « déportation, [...] acte purement odieux »<sup>222</sup>, réclamant la liberté de Neto.

Le PCP ne choisissait donc pas ses protégés au hasard. Certes, l'évasion s'intégrait dans le cadre théorique d'aide aux mouvements d'émancipation mais le parti ne permettait-il pas ainsi avant tout la sortie de deux de ses prestigieux militants ? Étant donné la campagne internationale pour la libération de Neto, il réussissait un coup d'éclat et prouvait aux nationalistes, d'une part, sa capacité

<sup>221</sup> António Tomás signale, également, que la presse anglaise et en particulier *le Times* publia une pétition signée, entre autres, par Basil Davidson, Doris Lessing, Iris Murdoch, John Osborne. In António TOMAS, « Agostinho Neto, o homem que sonhou ser presidente », *Público*, supplément du dimanche 26 septembre 1999, p. 46.

<sup>222</sup> « Agostinho Neto deportado para as ilhas de Cabo Verde », *Avante!*, série VI, n° 295, novembre 1960, p. 1.



d'organisation après son absence dans la « fuite des cent » et au monde entier, d'autre part, la vitalité des combattants communistes antifascistes du Portugal. Son action se limita pourtant à cette sortie spectaculaire, le parti réserva par la suite l'efficacité de ses réseaux aux militants métropolitains.

D'ailleurs, plusieurs protagonistes africains soulignent parfois amèrement ce manque d'engagement du parti. Tomás Medeiros ne fait-il pas remarquer que « le PCP intervenait dans la sortie de « ses militants » et qu'il n'appuyait pas les autres, que les comités de soutien à la lutte des mouvements d'émancipation n'ont pas existé au Portugal comme ce fut le cas en France »<sup>223</sup>. Pepetela confirme : « De fait, les Angolais qui fuirent le Portugal grâce à l'appui du parti communiste furent très peu nombreux... très rares, je n'en connais aucun, à l'exclusion de Neto »<sup>224</sup>. Edmundo Rocha conclut plus largement : « Le PCP, malgré ses thèses théoriques favorables aux peuples colonisés, n'a jamais pris très au sérieux les aspirations, les attitudes et les mouvements de jeunesse africaine au Portugal à cette époque ni du mouvement nationaliste émergent »<sup>225</sup>. Du côté des autres opposants portugais, et en particulier de l'extrême gauche, la critique fut également, bien entendu, sans appel. Selon eux, le parti refusait de soutenir les désertions individuelles, d'engager des actions armées et de surcroît restait replié sur lui-même et n'ouvrait ses réseaux de sortie ni aux Africains ni aux déserteurs<sup>226</sup>.

En effet, contrairement à ce que l'on pourrait penser et à ce que la mémoire officielle a retenu, le PCP ne favorisa pas la fuite des militants portugais non communistes. Henrique Abranches, Angolais investi dans le secteur anticolonial du parti et qui dut lui-même quitter clandestinement le pays, évoque une de ses tâches : aider certains camarades à fuir. Pour preuve de l'effervescence des réseaux de sortie, il cite alors la préparation d'une fuite très importante (fin 1961 - début 1962) qui devait intégrer un grand nombre de camarades dont Humberto Traça<sup>227</sup> et les activités du réseau Curiel, du nom de ce militant communiste égyptien impliqué dans

---

<sup>223</sup> Tomás Medeiros, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>224</sup> Pepetela, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

<sup>225</sup> Edmundo ROCHA, *Angola...*, *op. cit.*, p. 193.

<sup>226</sup> Selon Pepetela, Manuel Alegre et Piteira Santos du FPLN s'en seraient ouvertement plaints à lui.

<sup>227</sup> Henriques Abranches, entretien..., *op. cit.* Cependant, Humberto Traça fuit, selon la PIDE, en 1963.

les rouages de la lutte de libération angolaise<sup>228</sup>. Henrique Abranches témoigne donc de la vigueur des réseaux mais ne fait en aucune manière référence au soutien apporté par le parti aux militants non communistes.

D'ailleurs, Sócrates Dáskalos écrit qu'en juin 1962 ils fuirent avec Ernesto Lara aidés par son neveu qui avait des liens avec le PCP. Ce neveu n'était autre que l'Angolais Luís Bernardino. Questionné à ce sujet, ce dernier précise :

« De fait, je faisais partie du PCP mais, vous savez, cette sortie n'a rien à voir avec le PC. Le PC était extrêmement secret en matière de sorties. Celles-ci n'étaient pas réservées à n'importe qui. La voie de sortie utilisée par Sócrates l'a été également par d'autres personnes, Ernesto Lara, bien entendu, puis Ganhão par exemple. D'ailleurs, Ganhão a été le premier à l'emprunter. Il fut ensuite recteur de l'université Eduardo Mondlane à Maputo. Il y en eut d'autres, comme le déserteur Rebelo, aussi du Mozambique. C'est moi qui l'ai accompagné à la frontière et cette sortie n'a rien à voir avec le PC. [Qui bénéficiait du réseau du parti ?] Surtout les permanents du parti... Mais de fait, je ne sais pas. Je ne peux pas dire qui c'était. Cette voie avait été trouvée par Ganhão par l'intermédiaire d'un étudiant brésilien, je crois, de Porto qui avait déserté de l'armée portugaise et qui devait fuir le pays. Il disait que cette voie avait été utilisée pendant la guerre. [...] Ainsi j'entrai en contact avec un homme de la faculté de médecine, très organisé, qui nous aida à faire vivre cette voie. [...] Il fallait prendre le train en Espagne à Puebla de Sanabria puis traverser les Pyrénées. La voie fonctionna bien et moi-même je l'utilisai par la suite »<sup>229</sup>.

En ce qui concerne les réseaux de sortie, le PCP ne soutint donc pas concrètement les Africains résidant en métropole à moins qu'ils ne fussent militants de l'organisation et encore, ceux-ci semblaient élaborer leur propre voie de passage. La clandestinité impliquait l'isolement des divers réseaux politiques ; certaines personnes assuraient des liens mais peu de contacts entre réseaux avaient lieu. Cependant, si le secteur anticolonial avait eu comme priorité de faciliter les sorties, il aurait été en mesure de trouver à qui le proposer par sa connaissance des sphères évoluant autour du MAC et de la CEI (même après sa fermeture). De plus, le parti ne se fixait point dans ses textes une telle tâche, il réservait sa capacité d'organisation aux affaires internes.

<sup>228</sup> Sócrates Dáskalos y fait référence dans son témoignage comme étant son « contrôleur » politique. En tant que membres du FUA, lui et Adolfo Maria durent rencontrer Curiel, lors de leur arrivée à Alger en janvier 1963. In Sócrates DASKALOS, *op. cit.*, p. 113.

<sup>229</sup> Luís Bernardino, entretien avec l'auteur, *op. cit.*

Certes, on peut relever des traces d'aide ponctuelle apportée par le parti à des militants Africains. Ainsi, par exemple, Domingos Aranca<sup>230</sup> dit-il avoir bénéficié du soutien du PCP : l'organisation ne le fit pas évader du fort de Péniche où il était incarcéré mais lui permit tout de même de faire passer sa correspondance. Cependant, il s'avère difficile de recenser ces manifestations d'entraide des communistes, « petites » mais qui comportaient des risques certains, et de déterminer si elles impliquaient le PCP en tant qu'organisation ou correspondaient à l'initiative individuelle de quelques militants.

Aussi, l'on peut conclure que, au-delà de la fuite spectaculaire qu'il réalisa de deux de ses militants par ailleurs dirigeants de mouvements d'émancipation, Agostinho Neto et Vasco Cabral, et au-delà des rares « coups de main » que des militants purent apporter aux Africains, le travail anticolonial du parti dans les années 1960 resta sur le terrain quasi exclusif de la propagande.

#### **4/ Hors métropole.**

L'affirmation des organisations africaines provoqua une redéfinition des relations politiques entre communistes portugais et mouvance nationaliste. D'une part, la consolidation du mouvement unitaire (MAC – Mouvement anticolonial, puis FRAIN – Front révolutionnaire africain pour l'indépendance nationale puis CONCP – Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises) modifia les liens qu'entretenait le PCP avec les militants anticolonialistes puisqu'ils passèrent d'une forme individuelle à une forme collective et officielle. Il faut se demander alors quelle place la CONCP laissa-t-elle au parti. D'autre part, l'émergence et l'amplification des mouvements nationalistes dans chacune des colonies bousculèrent les repères plus ou moins établis jusqu'alors. La participation des Blancs, même antifascistes, même en faveur de l'indépendance, à ces mouvements questionna les esprits. Que ces Blancs d'Angola soient Portugais (nés en métropole) ou Angolais (nés en Angola) n'influa pas sur la réponse : les organisations nationalistes tendaient à les écarter de leurs cercles. Les textes de Viriato da Cruz (du MPLA) revenaient régulièrement sur ce débat et le commentaire d'un militant

---

<sup>230</sup> Cet ancien président du *Centro associativo dos Negros de Moçambique* fut arrêté en 1965, accusé d'appartenir au Frelimo.

mozambicain, J. A. Campos, levait toute ambiguïté : « En ce moment, la collaboration des gens de couleur blanche au sein de l'Udenamo est impossible »<sup>231</sup>. Ces Blancs durent alors s'auto-organiser et trouver leur place dans cette lutte. Sans étudier les fondements et les développements de leurs divers groupes, il s'agit de voir quelle fut l'attitude du PCP face à cette nouvelle donne.

#### a/ Au sein du mouvement anticolonial unitaire.

Le premier mouvement unitaire, le MAC, dans son manifeste s'était démarqué de l'opposition portugaise puisqu'il faisait de son ennemi principal le colonialisme portugais et non le salazarisme<sup>232</sup>. Cette critique voilée des discours des démocrates portugais et en particulier de celui des communistes marqua l'attitude du FRAIN et surtout de la CONCP. En effet, ces organisations unitaires ne considéraient pas les antifascistes comme des alliés naturels. Certes, ces derniers pouvaient constituer en quelque sorte un énième front, mais ils devaient dorénavant appuyer clairement le combat anticolonial. Amílcar Cabral dans un rapport de juillet 1961 se montra très ferme :

« Aux classes cultivées du Portugal, et spécifiquement aux démocrates progressistes, incombe la mission d'aider le peuple portugais à détruire les solides vestiges de l'idéologie esclavagiste et colonialiste, lesquels déterminent, d'une manière générale, son comportement négatif devant les justes luttes des peuples africains. Cependant, ces classes cultivées devraient, pour cela, vaincre aussi leur mentalité colonialiste, faite de préjugés et de dédain sans fondement à l'égard de la valeur et de la capacité des peuples africains.

Les démocrates portugais seront effectivement dans l'impossibilité de comprendre les justes revendications de nos peuples tant qu'ils ne seront pas convaincus que la thèse « d'immaturité pour l'autodétermination » est fautive et tant qu'ils ne se convaincront pas que l'oppression n'est pas et ne sera jamais une école de vertus et d'aptitudes pour n'importe quel peuple.

Il faut réaffirmer clairement que, tout en étant contre n'importe quel fascisme, nos peuples ne luttent pas contre le fascisme portugais : nous luttons contre le colonialisme portugais »<sup>233</sup>.

<sup>231</sup> Lettre de J. A. Campos du 5 août 1962 à José Horta. ANTT/PIDE, Pc 3426/62 SR, Movimento democrático moçambicano, fl. 13.

<sup>232</sup> Voir chap. IV, p. 421.

<sup>233</sup> Amílcar CABRAL, *Rapport général sur la lutte de libération nationale*, juillet 1961, p. 17. ICS, dossier PAIGC.

Même si, depuis 1957 et son V<sup>e</sup> Congrès, le PCP n'invoquait plus « l'immaturation des masses africaines » pour en conclure à l'inactualité de leur séparation, il avait par le passé soutenu cette thèse et avait fréquemment poussé ses partisans, et plus largement les démocrates portugais, à considérer les militants coloniaux comme des alliés de la lutte antifasciste. De même, il avait incité ceux-ci à rejoindre les rangs des combattants antisalazaristes arguant que le renversement de l'État Nouveau libérerait les colonies. Amílcar Cabral s'inscrivait en faux et donnait le ton. Ainsi, la CONCP se démarqua du parti.

Fondée en avril 1961 à Casablanca<sup>234</sup>, elle réclamait, entre autres, la liquidation complète du colonialisme portugais et la coopération entre les différentes organisations des colonies portugaises. Elle tenta d'apporter des appuis concrets à la lutte de libération en promouvant, par exemple, la fondation de l'UGEAN (Union générale des étudiants d'Afrique noire sous la domination coloniale portugaise) créée à Rabat en septembre 1961, en obtenant des bourses d'études auprès des démocraties populaires de l'Est et en appuyant les médecins angolais réunis à Léopoldville en décembre de la même année...<sup>235</sup>. Elle participa au « Séminaire sur le problème des colonies portugaises » tenu à New Delhi du 20 au 23 octobre 1961 et organisé par le Conseil indien pour l'Afrique. Ce séminaire, mené par Abdel Krim Khatib, ministre des Affaires étrangères marocain<sup>236</sup>, devait conforter l'Union indienne dans sa détermination à occuper Goa, Damão et Diu deux mois plus tard. Des militants de prestige y assistèrent, condamnèrent unanimement le colonialisme portugais et approuvèrent le rattachement des comptoirs à l'Union indienne : Marcelino dos Santos pour la CONCP, João Cabral pour Goa, Adelino Gwambe et Eduardo Mondlane pour l'Udenamo, Aristide Pereira pour le PAIGC, Miguel Trovoadá de São Tomé et Manuel Sertório en tant que dirigeant de la « Commission d'inter-liaison des antifascistes à l'étranger » (et non pour le PCP)<sup>237</sup>. Ce séminaire devint emblématique dans l'histoire de la lutte contre le colonialisme portugais. Une preuve en est le message adressé au peuple portugais, le 14 décembre 1961, au nom du peuple de Goa. Celui-ci y saluait « l'attitude courageuse des patriotes

<sup>234</sup> Elle tint d'ailleurs son secrétariat permanent dans le même pays, à Rabat.

<sup>235</sup> Edmundo ROCHA, *Angola...*, *op. cit.*, p. 182.

<sup>236</sup> Selon le bulletin d'information de la CONCP, n° 1, 30 décembre 1961. ANTT/PIDE, Pc 1127/61 SR, CONCP, fl. 20.

<sup>237</sup> Information de la PIDE n° 1-692/61 - GU du 4 décembre 1961. ANTT/PIDE, *ibidem*, fl. 186.

portugais », qui l'avaient appuyé, et faisait une référence directe au séminaire de Delhi en disant qu'il « n'ignorait pas les courageuses déclarations des progressistes [qui y furent] faites par l'intermédiaire d'un démocrate portugais »<sup>238</sup>.

Le parti n'était pas considéré comme une composante des forces anticolonialistes ; il restait un parti certes progressiste, certes théoriquement rangé aux côtés des nationalistes, mais un parti de la métropole colonialiste, un parti de Portugais. Il ne participa point au fameux séminaire, ni même aux conférences de la CONCP. D'ailleurs, un militant angolais rapporte que la CONCP :

« était une affaire simplement de nationalistes. Premièrement, nous ne voulions pas que les forces de la métropole se mêlent de nos histoires, deuxièmement nous discussions de la position du PCP sur la question coloniale car à l'époque elle n'était pas très claire, très tranchante. Un débat énorme se poursuivait dans les années 1963-64, [...] sur la position des PC sur les indépendances, sur celle du PCF à propos de l'Algérie comme sur celle du PCP »<sup>239</sup>.

Les organisations constituantes de la Conférence ne souhaitaient pas intégrer le PCP à leur lutte et voulaient, *a contrario*, s'émanciper enfin des luttes métropolitaines. Ces débats de 1963-64 évoqués par le témoin et la reconnaissance internationale de la CONCP précisèrent sûrement les positions de chacun. Il fallut attendre 1965 pour que la CONCP acceptât une représentation de démocrates portugais. Le FPLN se targua alors de constituer cette première délégation. Il participa ainsi à la II<sup>e</sup> Conférence de la CONCP tenue à Dar Es-Salaam du 3 au 8 octobre<sup>240</sup>. Certes, le PCP restait prédominant au sein du front en 1965, mais ne fut pas convié en tant que tel. Il est vrai que les nationalistes acceptaient plus aisément comme partenaire de lutte le FPLN que le parti qui avait tenu, et prétendait tenir encore, un rôle de tuteur.

## b/ Dans les colonies.

Du côté des colonies, la situation des démocrates portugais et plus largement des anticolonialistes blancs s'annonçait compliquée. Au vu des récentes évolutions

---

<sup>238</sup> *Mensagem do povo de Goa ao povo português*, 14 décembre 1961. FMS, dossier 2595-01.

<sup>239</sup> Adolfo Maria, entretien..., *op. cit.*

<sup>240</sup> *Uma delegação da FPLN na segunda conferência da CONCP*, tract du FPLN, s/d, 1 p. Archives privées de Manuel Sertório, dossier Relations internationales (avant leur dépôt au centre 25 Avril de Coimbra).

des relations politiques locales, ces derniers furent tentés de s'auto-organiser. Deux expériences s'inscrivent dans cette dynamique : celle du MDM (Mouvement démocratique du Mozambique) et celle du FUA (Front uni angolais).

Comparativement aux actions qu'ils avaient menées à la fin de la décennie 1940, les cercles communistes et démocrates du Mozambique avaient connu dans les années 1950 un net reflux. Les membres de l'OCM (Organisation communiste du Mozambique) et du MUD *Juvenil* avaient été arrêtés et ne subsistaient que quelques groupes engagés dans des réflexions marxistes et que quelques intellectuels développant le thème de la « mozambicanité ».

La PIDE datait la fondation du MDM de décembre 1961 et la croyait impulsée par « un noyau de membres du PCP regroupé au Mozambique »<sup>241</sup> et en particulier par Adelino da Silva Simões. Pourtant, selon Adrião Rodrigues, un avocat démocrate résidant alors dans la colonie, « tous ces gens, à cette époque, étaient plus ou moins marxistes mais n'avaient pas de liaisons directes avec le PCP »<sup>242</sup>. D'après lui, les seuls communistes connus étaient au nombre de deux, si l'on écartait l'ancien opposant à Cunhal, Velez Grilo, passé à « l'ennemi » : Miguel Wager Russel, ancien détenu de Tarrafal, et Cansado Gonçalves. Ce dernier conseilla à de nombreux jeunes, futurs cadres du Frelimo, de rejoindre les rangs de l'organisation nationaliste. En effet, professeur, il discutait avec ses élèves et les orientait dans cette direction.

Si Adrião Rodrigues ne pouvait connaître tous les individus de la colonie se réclamant du communisme, il est vrai que le PCP n'était pas investi au Mozambique. Ses rares « militants » agissaient seuls et en marge du MDM. Ce mouvement concentrait en fait, selon la PIDE, une élite intellectuelle nationaliste et « recrutait quasiment exclusivement ses membres au sein des minorités métisse, indienne ou blanche »<sup>243</sup>. Artur Jorge Neves Marinha de Campos, médecin né à Maputo, José Carlos de Oliveira Sousa Horta de Inhambane, qui avait assisté au V<sup>e</sup> Festival de Jeunesse à Moscou en juillet 1957 et à celui de Vienne (le VI<sup>e</sup>) en juillet 1959, le Portugais Carlos Lança et José Cabral, qui avait fui le Portugal en 1961, seraient passés par ce mouvement.

Le MDM semble avoir produit peu de documents politiques. Il diffusa en revanche très largement un de ses tracts. Un journal sud-africain, *New Age*, le publia

---

<sup>241</sup> Information 41 du 13 février 1963. ANTT/PIDE, MDM, *op. cit.*, fl. 5.

<sup>242</sup> Adrião Rodrigues, entretien avec l'auteur, Lisbonne, juillet 1997, enregistré, non confirmé.

<sup>243</sup> Information 41 du 13 février 1963. *Idem*.

d'ailleurs le 23 novembre 1961 (donc avant la date de fondation présumée du Mouvement ??). Il appelait les soldats non pas à la désertion ou à la désobéissance mais, s'adressant à eux en des termes parfaitement européens, il les incitait à la résistance, eux qui :

« apparten[ai]ent à une armée qui a combattu les envahisseurs espagnols à Aljubarrota<sup>244</sup> et les soldats de Napoléon lors des mémorables batailles de Vimeiro et Torres Vedras, [...] dev[ai]ent servir maintenant de jouets dans les mains d'une poignée de vauriens traîtres aux grandes traditions de patriotisme et d'humanitarisme de la véritable armée portugaise »<sup>245</sup>.

D'une façon assez originale, donc, le MDM prenait part au débat de grande actualité en 1961 : l'attitude à adopter face aux Forces armées. Il est intéressant de voir que ce tract sortit dans un journal sud-africain, prouvant le maintien des réseaux de solidarité antérieurs. Ces derniers étaient apparus dès les années 1940. Toutefois, durant la décennie 1960, les formes semblent s'en être modifiées. En effet, une information de la PIDE de novembre 1961 fait état d'un groupe de communistes portugais installé à Johannesburg. Elle voit en Fernando Monteiro de Castro Soromenho<sup>246</sup> son leader ; pourtant, Sócrates Dáskalos dit l'avoir connu à Paris cette même année<sup>247</sup>. Par ailleurs, d'après une autre information de la PIDE datant de 1966, le SACP (Parti communiste sud-africain) guiderait les actions communistes au Mozambique<sup>248</sup>. Celle-ci se basait sur un document, pris au moment de son arrestation sur Abram Fischer, un dirigeant de ce parti, qui s'intitulait *Note des expériences de notre section portugaise*<sup>249</sup>.

Cela dit, cette note pouvait tout à fait concerner une action parmi les Portugais d'Afrique du Sud. De plus, le PCP ne fit aucune référence dans ses textes à des militants présents en Afrique du Sud ni même au parti frère. Enfin, personne n'évoque l'existence d'un cercle communiste au Mozambique dans ces années-là

<sup>244</sup> Le Portugal connaît en 1383 une crise dynastique. Deux prétendants au trône s'affrontent : João I<sup>er</sup> et Jean I<sup>er</sup> de Castille. Les troupes castillanes envahissent le Portugal en 1384 mais les *Cortes* réunies en avril 1385 choisissent João I<sup>er</sup>. Ce dernier, fort de ce soutien, remporte la bataille contre la Castille en août 1385 à Aljubarrota. L'accession au trône de João I<sup>er</sup> marque le début de la dynastie des Avis qui dura deux siècles.

<sup>245</sup> *New age*, 23 novembre 1961. ANTT/PIDE, Pc 1/46/SR A1, Partido comunista sul africano, fl. 67.

<sup>246</sup> Information du 2 novembre 1961. ANTT/PIDE, Pc 1153/51 SR, Viriato da Cruz, fl. 247.

<sup>247</sup> Sócrates DASKALOS, *op. cit.*, p. 103.

<sup>248</sup> Information du 5 janvier 1966. ANTT/PIDE, Pc 1/46 SR, Partido comunista sul africano, fl. 32.

<sup>249</sup> *Idem*.



qu'il soit lié au PC ou qu'il corresponde à une « section portugaise » du SACP<sup>250</sup>. L'expérience communiste dans cette colonie concernait l'action de certains militants en faveur du Frelimo (Cansado Gonçalves). Le PCP n'investit pas le MDM pour les mêmes raisons qu'il se montra défavorable au FUA.

Selon Sócrates Dáskalos, militant et fondateur du FUA, ce front fut actif de la mi-1961 à la fin 1964<sup>251</sup>. Il regroupa des militants blancs, originaires essentiellement du Sud de l'Angola, engagés auparavant dans diverses actions antifascistes et marxisantes. Ainsi, les progressistes de Benguela, de connivence depuis la campagne de Humberto Delgado de 1958, Dáskalos de l'OSA (Organisation socialiste d'Angola) des années 1930, Luís Portocarrero et Américo de Carvalho du cercle communiste de Nova Lisboa en 1949, Manuel Brazão Farinha, Carlos Costa, Carlos Morais, Rodriguês, Aires Roque, Aires de Almeida Santos, Fernando Falcão, Jorge Rocha, Mário Nunes... participèrent au FUA, lancé par quelques-uns début 1961. Certains furent arrêtés et transférés au Portugal où ils rencontrèrent d'autres militants angolais dont certains rejoignirent plus tard le front comme Adelino Torres, Ernesto Lara, Maria do Céu Carmo Reis, João Mendes (du Mozambique) et Adolfo Maria (du feu PCA lié au PCP). Exilés ou évadés, beaucoup se retrouvèrent dans la capitale française. De Paris, ils impulsèrent une certaine dynamique au FUA recrutant d'autres Angolais comme Pepetela, par exemple.

Si, toujours selon Dáskalos, ils auraient préféré avoir une discussion préalable avec le MPLA pour délimiter leurs actions respectives, ils commencèrent toutefois leur militantisme sans avoir rencontré le mouvement : ils rédigèrent une lettre adressée aux Blancs d'Angola, donnèrent des interviews dans des revues françaises (*Jeune Afrique* et *Partisans*) et projetèrent la réalisation d'un journal (*Kosavo*, c'est-à-dire « En avant » en umbundo). Des représentants du FUA rencontrèrent par la suite Lúcio Lara et Mário de Andrade pour le MPLA. Selon Dáskalos, Lara et Andrade prétendaient cantonner le champ d'action du FUA aux seuls Blancs. À l'inverse de ses deux autres camarades qui participèrent à la réunion, João Mendes et Adolfo Maria, Dáskalos réproouvait cette idée.

---

<sup>250</sup> Selon la PIDE, même le PC du Mozambique, apparu en janvier 1969, ne doit rien au PCP. Il serait de toute façon de filiation pro-chinoise. ANTT/PIDE, Pr. 11-252, PC du Mozambique, fl. 2. De plus, on peut tout à fait envisager que la PIDE ait ouvert un dossier « PCM », dans sa volonté de traquer les communistes, sans que ce sigle corresponde à une organisation bien réelle.

<sup>251</sup> Voir pour l'histoire du FUA, Sócrates DASKALOS, *op. cit.*, pp. 81-126.

Avec Adolfo Maria, il partit pour Alger en janvier 1963. Les tensions générées par le débat au sein de la communauté angolaise présente dans la capitale algérienne autour de l'intégration ou non du MPLA au GRAE (Gouvernement de la République d'Angola en exil), le souhait du propre MPLA de dissoudre le FUA<sup>252</sup>, son isolement grandissant avec l'Angola et le manque d'appuis participèrent, toujours selon Dáskalos, à son extinction vers 1964. Les militants du Front se seraient alors consacrés à leurs études et collaborèrent, notamment Adolfo Maria, au CEA (Centre d'études sur l'Angola) animé par Henrique Abranches. Ce dernier, s'il n'avait pas souhaité, avant d'être expulsé d'Angola, s'allier au FUA car il estimait « dangereux d'organiser les Blancs »<sup>253</sup>, connaissait et travaillait néanmoins avec ce réseau.

Durant leur séjour dans la capitale algérienne, Mário Pádua, Henrique Abranches et Adolfo Maria rencontrèrent alors Álvaro Cunhal. Adolfo Maria précise que la discussion, datant de 1965, portait sur la pertinence ou non de créer un noyau communiste angolais qui, tout en appuyant le MPLA, puisse donner sa position et influencer politiquement sur ce mouvement. Le PCP se montra défavorable à une telle attitude. Selon Adolfo Maria toujours, cette position s'explique par les nouvelles orientations du parti sur les mouvements de libération en général. Il n'entendait plus créer des PC coloniaux ; il appliquait enfin l'orientation soviétique et préférait soutenir le MPLA. Le témoin complète :

« Ils [les militants du PCP] avaient de l'estime pour nous, mais ils nous préféraient les officiels du MPLA. Bien que certains d'entre nous soient beaucoup plus proches d'eux idéologiquement, ils privilégiaient toutefois le MPLA. [...] De plus, nous étions des Blancs et comme la question de notre engagement n'a pas été étudiée ni au Portugal ni en Angola, cela joua en notre défaveur. Pourtant, ce ne fut pas par hasard que tant de Blancs et de métis se retrouvèrent dans la lutte de libération, l'Angola avait une réalité très particulière »<sup>254</sup>.

Il est vrai que la couleur de ces militants issus du FUA entachait leur crédibilité. Sócrates Dáskalos témoigne également de la surprise des militants français et notamment du PCF quand ils découvraient ces angolais « particuliers »<sup>255</sup>. Cependant, l'attitude du PCP s'explique surtout par les orientations soviétiques

<sup>252</sup> Selon Henrique Abranches. Henrique Abranches, entretien..., *op. cit.*

<sup>253</sup> *Idem.* Notons, toutefois, que Edmundo Rocha associe Henrique Anbranches au FUA. Edmundo ROCHA, « A CEI nos anos de fogo », *Mensagem, número especial*, Lisbonne, éd. de l'auteur ACEI, 1997, p. 109.

<sup>254</sup> Adolfo Maria, entretien..., *op. cit.*

<sup>255</sup> Sócrates DASKALOS, *op. cit.*, p 105.

réactivées<sup>256</sup> au XXI<sup>e</sup> Congrès du PCUS tenu en 1959 puis par la Conférence des PC de novembre 1960 sur l'appui à apporter aux mouvements de libération. Le PCP abandonna ses velléités de création de PC dans les colonies pour en soutenir les organisations nationalistes, laissant à leur sort les militants du FUA.

Le PCP ne participa point, hors métropole, à la lutte anticoloniale. D'une part, les mouvements et la CONCP souhaitaient se démarquer du parti. D'autre part, rangé aux côtés de Moscou, il ne souhaitait pas soutenir les expériences alternatives animées par les progressistes des colonies, même si certains constituaient parfois d'anciens camarades de lutte.

Par conséquent, le PCP ne se distingua, pas durant cette période par une activité concrète d'appui aux anticolonialistes. Ses seules activités restèrent sur le terrain de la propagande, sans que celle-ci puisse être exemptée de toute critique : L'un des mots d'ordre qu'il choisit, « indépendance nationale pour le Portugal et les colonies », pouvait aisément générer une confusion chez les militants et sympathisants entre les deux dominations (colonialiste et impérialiste). De plus, le journal anticolonial qu'il impulsa resta entièrement sien et sembla plus correspondre au fruit d'un engagement individuel que d'une volonté ou d'une dynamique impulsée par le parti. Il ne constitua en aucune façon un appui logistique aux militants africains. Le PCP ne mettait pas son appareil à disposition des fameux alliés. Il ne les aida pas plus à fuir quand leur sécurité était en danger. S'il organisa l'évasion, spectaculaire, de Angostinho Neto et Vasco Cabral, ce fut pour ses deux fidèles militants. Les réseaux africains de sortie du Portugal s'organisèrent sans lui, parfois mis en place par ses propres militants à titre individuel. Les Africains pouvaient être les alliés de la cause antifasciste au Portugal mais les antifascistes portugais n'étaient, concrètement, guère ceux des anticolonialistes.

## **CONCLUSION**

Que ce soit en matière de politique générale ou de politique coloniale, le PCP incarna, dans les années 1960, la force de la tradition. Ses positions sur deux grands débats du moment alimentèrent les critiques formulées aussi bien par ses

---

<sup>256</sup> Elles dataient en fait des années 1930, voir chap. III, p. 330.

partenaires du mouvement unitaire antifasciste, que par la nouvelle opposition. L'évolution de la contestation en métropole et l'urgence d'une solution politique aux guerres coloniales amenaient de nombreux militants à envisager le recours aux actions armées et à soutenir les désertions individuelles. Le PCP freina alors les ardeurs de ces antifascistes au nom d'« analyses objectives » de la situation et au nom de principes, incarnant selon lui, le « marxisme-léninisme ». Toutefois, ses détracteurs maintinrent leurs divergences.

Il est vrai que l'attitude du PCP pouvait laisser transparaître une certaine inertie, d'autant plus qu'il ne compensa pas ses options par quelques innovations ou engagements visibles sur la question coloniale. Le parti fonctionna suivant des schémas identiques à ceux de la décennie précédente, considéra les militants africains avant tout comme des militants communistes qu'il intégrait donc dans des cellules ordinaires. Son travail anticolonial porta, comme auparavant, sur le terrain quasi exclusif de la propagande. l'appui logistique du PCP à la lutte anticoloniale s'avéra quasiment nul. L'adaptation au nouveau contexte concerna ses mots d'ordre et en aucun cas ses modalités d'action.

C'est un PCP bien peu dynamique et en butte à des critiques acerbes qui allait donc affronter une situation nouvelle : la persistance de l'État Nouveau après la disparition de Salazar.

### **III Du marcelisme à la fin de la dictature, le PCP contraint au renouveau.**

*Le timide printemps s'est remis à briller, et  
voici que parmi nous  
La Violetera est de retour avec ses fleurs et  
son espoir.*

Opéra espagnol cité par Norman Lewis

L'été 1968, Salazar tomba de sa chaise longue, victime d'une hémorragie cérébrale. Ce banal accident domestique changea le devenir du Portugal. En effet, bien qu'opéré le 4 septembre, il ne vit point son état s'améliorer. Après tergiversations, le Conseil d'État le déclara incapable d'assurer ses fonctions, et le 28 du même mois, le Président de la République, Américo Tomás, appela Marcelo

Caetano à la présidence du Conseil. Partisan de la première heure de l'État Nouveau, Commissaire national, dans ces jeunes années, à la *Mocidade portuguesa*, cet homme incarnait, sur le plan institutionnel, le courant réformiste du régime. Il s'était même prononcé en faveur d'une solution politique à la crise coloniale, proposant en 1962 une évolution vers le fédéralisme. Pourtant, il poursuivit l'œuvre de la Dictature malgré quelques aménagements et surtout persista dans la voie des guerres coloniales. Face à la nouvelle donne, l'opposition se divisa un peu plus : le PCP dénonçait ce « salazarisme sans Salazar »<sup>257</sup>, l'ASP (Action socialiste portugaise) se posait en interlocutrice privilégiée dans le cadre d'une éventuelle transition et l'extrême gauche ne voyait là qu'une étape de plus au développement du capitalisme au Portugal.

Le maintien de la Dictature crispa les rapports politiques et entraîna une radicalisation de la contestation. Après une année 1969 d'intenses manifestations, alimentées par la crise estudiantine mondiale dans l'après Mai 1968 français, les modes d'action évoluèrent. Afin d'en terminer avec les guerres coloniales et le régime dictatorial, des groupes choisirent la violence armée, faisant écho aux débats antérieurs. Il était alors chaque jour un peu plus difficile pour le PCP de maintenir ses positions traditionnelles d'autant plus que se multipliaient les critiques relatives à son absence d'engagement, en particulier sur le plan de la lutte anticoloniale. Il choisit alors en 1970 de créer l'ARA (Action révolutionnaire armée) qui devait saboter la machine de guerre.

Après avoir exposé la politique suivie par le PCP dans les premières années du marcelisme et les critiques qu'il reçut, en particulier sur sa ligne anticoloniale, il s'agira d'étudier la réponse apportée par le parti avec la mise en place de son groupe armé.

## **A/ LE PCP MALMENE.**

Durant les premières années du marcelisme, le PCP maintint sa ligne d'action. Il défendit ainsi la participation de candidatures uniques et unitaires de l'opposition aux élections de la fin 1969. Celles-ci devaient permettre le déclenchement de luttes

---

<sup>257</sup> Álvaro Cunhal choisit même ce titre pour un des chapitres de son ouvrage : *Portugal : l'aube de la liberté*, Paris, Éditions Sociales, 1974, p. 103.

populaires impulsées par une mobilisation autour de l'acte électoral. Le PCP entendait profiter de la libéralisation annoncée par le régime, et dont il disait douter par ailleurs, pour reproduire, en quelque sorte, les effets de la campagne de Humberto Delgado. Cependant, cette orientation ne recevait plus le soutien d'une large frange de l'opposition ; les secteurs de la gauche radicale impliqués dans les récentes grèves étudiantes de 1968-69 récusèrent vigoureusement l'option du parti. Ils ne se limitèrent pas à condamner cette stratégie électorale, ils remirent en cause l'attitude du PCP dans sa globalité. Aussi, en matière de lutte anticoloniale, le cantonnement du parti à un effort de propagande nourrit-il les diatribes de ses détracteurs. Le PCP assista alors, à cause de sa politique coloniale, à la fin de l'unité antifasciste tant vénérée.

### **1/ Le PCP et le « printemps marceliste ».**

Marcelo Caetano jouissait d'un crédit favorable au sein de la Dictature. Professeur universitaire, idéologue du corporatisme, il rassurait tant les secteurs financiers de la Dictature, qui attendaient une ouverture européenne, que les chefs militaires, qui s'inquiétaient de l'enlisement dans les guerres coloniales. Contrairement à ce que certains secteurs de l'opposition dénoncèrent et dénoncent encore, sa nomination ne correspondit pas à une tentative cosmétique du salazarisme visant à masquer sa nature dictatoriale, mais réellement à la victoire d'un courant réformiste qui était apparu au sein du régime dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale mais qui s'était amplifié et affirmé, malgré des revers, durant la période 1958-61<sup>258</sup>. L'histoire du marcelisme se divise généralement en deux périodes : celle allant de 1968 à 1970, phase où le régime tenta une libéralisation tout en poursuivant les guerres en Afrique, et celle allant de 1970 à 1974 où il persista dans la guerre sans libéraliser. D'ailleurs, les historiens relèvent généralement une forte contradiction dans la politique menée par Marcelo Caetano : L'État Nouveau ne pouvait moderniser le régime, s'ouvrir sur l'Europe et

---

<sup>258</sup> J. M. Brandão de BRITO, *Do Marcelismo ao fim do Império*, (dir.), Lisbonne, Círculo de Leitores, 1999, pp. 34-40.

parallèlement se maintenir en Afrique<sup>259</sup>. Face à l'impossibilité de concilier ces deux programmes, Caetano abandonna ses premières intentions, se concentra sur la question impériale et signa ainsi l'arrêt de mort du régime.

Bien que profondément antilibéral et autoritaire, Caetano souhaitait néanmoins que les autorités administratives respectent la loi et le droit. La phase de libéralisation passa par des mesures symboliques inscrites dans une volonté de « rénovation dans la continuité ». Marcelo Caetano allégea la censure, favorisa la nomination d'un catholique progressiste à la tête de l'UN qui changea alors de nom pour devenir, en février 1970, l'ANP (Action nationale populaire), débaptisa la PIDE qui devint la DGS (Direction générale de sécurité), en limita les pouvoirs (la garde à vue passa de six à trois mois, par exemple), promulgua en avril 1969 une nouvelle loi électorale et une nouvelle loi syndicale qui dispensait les directions élues de l'homologation ministérielle et il fit revenir d'exil, dès octobre 1968, Mário Soares ainsi que, en juillet 1969, l'évêque de Porto. Ces mesures ouvrirent un climat d'expectative au sein de l'opposition qui valurent à cette année 1968-69 le surnom de « printemps marceliste ».

La nouvelle loi électorale entra en application pour les élections législatives d'octobre 1969. Elle élargissait le suffrage aux femmes alphabétisées et légalisait les groupes de citoyens inscrits dans la bataille électorale... Les opposants à la Dictature se retrouvèrent alors dans une situation similaire à celle de 1945 et s'engouffrèrent dans d'identiques débats que ceux de la décennie 1950 : une transition démocratique était-elle possible au Portugal ? Seulement, à la différence de ces années-là, le PCP ne dominait plus la scène politique. Dès le mois de décembre 1968, l'ASP publia un *Manifeste à la nation*, recueillant 467 signatures, qui condamnait le « socialisme totalitaire » et se montrait disposé à dialoguer avec le régime. Aussi, sans surprise, Mário Soares rencontra-t-il Melo e Castro, le nouveau leader de l'ANP (ex-Union nationale). Malgré les tensions nées de cette initiative unilatérale, l'opposition réitéra l'expérience de son premier Congrès à Aveiro et tint dans cette ville le II<sup>e</sup> Congrès républicain, du 15 au 17 mai 1969. Qualifié par le parti lui-même de « grand événement dans la vie politique nationale qui constitua une magnifique victoire des forces démocratiques et une affirmation de son amplitude, de

---

<sup>259</sup> José MATTOSO (dir.), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, Lisbonne, Estampa, 1994, pp. 546-547.

sa maturité politique et de son influence »<sup>260</sup>, ce dernier rassembla au repas de clôture neuf cents personnes<sup>261</sup> mais les délégués se montrèrent extrêmement divisés. D'un côté, les républicains se concentrèrent autour de l'ADS (Action démocrate-sociale) de Cunha Leal, d'un autre, les socialistes et les communistes réussirent à présenter une plate-forme commune.

Bien que Álvaro Cunhal dénonçât dans un texte de 1974 « l'influence négative des conceptions et des activités de l'ASP, qui depuis plusieurs années, s'était tournée vers des manœuvres en coulisses avec ceux qu'elle considérait comme des « dissidents du régime » »<sup>262</sup>, le PCP s'allia donc aux socialistes. Ensemble, appuyés par les catholiques progressistes, ils se regroupèrent dans la CED (Commission démocratique électorale) et établirent une *Plate-forme d'action commune de l'opposition démocratique* lors de la réunion du 15 juin à São Pedro de Muel. Oubliant la ligne empruntée par les socialistes quelques mois plus tôt, Álvaro Cunhal défendit cette alliance en ces termes :

« Dans le moment politique actuel, les termes du choix ne sont pas : pour le communisme ou contre le communisme mais pour la dictature fasciste ou contre elle. [...] Communistes, catholiques, socialistes, libéraux, tout ce qu'il y a de meilleur dans le mouvement antifasciste, sont en train de poser côte à côte les bases pour un vaste développement de la lutte politique »<sup>263</sup>.

Malgré cela, les divisions intrinsèques à un tel rapprochement ne tardèrent pas à poindre et dans les trois districts principaux (Lisbonne, Porto et Braga) les socialistes, les libéraux et les catholiques modérés fondèrent la CEUD (Commission électorale d'unité démocratique) tandis que le PCP, quelques partisans de la jeune opposition et les catholiques de gauche se retrouvèrent à animer la CDE. Nonobstant les dispositions énoncées, le régime priva ses opposants de certains droits : accès aux cahiers électoraux, participation aux bureaux de vote et au dépouillement, et maintint la censure. Il attaqua même le siège de la CDE de Lisbonne, confisqua les programmes des candidatures de l'opposition et arrêta certains militants... Les résultats ne surprirent point : une forte abstention (42% dans

<sup>260</sup> *Por uma grande campanha política de massas*, Lisbonne, eds Avante!, 1973, p. 15.

<sup>261</sup> Chiffre tiré de Seara Nova de 1969 et cité par D. L. Raby. *In* D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, *op. cit.*, p. 262.

<sup>262</sup> Álvaro CUNHAL, *Portugal : l'aube de la liberté*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>263</sup> Álvaro Cunhal, interview diffusée par Radio Portugal Libre, 8 mai 1969, p. 8 et p. 12. ICS, fonds César de Oliveira.



le pays et 52% à Lisbonne), 10,5% pour la CED, 1,6% pour la CEUD et 88% pour le parti officiel<sup>264</sup>, venant clore les espoirs d'une période nouvelle.

Si le PCP avait averti dès septembre 1968 que « la fin du fascisme ne saurait être le résultat de l'action de ceux-là même qui veulent le sauver »<sup>265</sup>, il s'était laissé prendre lui-aussi à imaginer une libéralisation du régime. Il dénonçait la « démagogie libéralisante »<sup>266</sup> de Caetano mais listait, tout de même, les différentes mesures qui pourraient annoncer une transition et participa aux élections. Cela dit, le déroulement et les résultats du scrutin vinrent mettre un terme à tout espoir et justifiaient les propos acrimonieux du PCP qui parlait :

« de la conséquence d'illusions électoralistes largement répandues, et dont la brusque faillite a provoqué le découragement et la désorientation de quelques-uns. Elles [les illusions] résultent également de la propagande des capitulationnistes qui attendent que les fascistes « libéralisants » offrent un jour la liberté sur un plateau au peuple portugais. Elles sont dues aussi aux gauchistes, qui essaient de faire croire que l'on peut mettre fin au fascisme en créant des phases pseudo-révolutionnaires »<sup>267</sup>.

Pourtant, d'autres secteurs de l'opposition ne « capitulèrent » pas. Dès novembre 1968, le Portugal connut le renouveau d'une crise universitaire influencée par les idées portées par les étudiants français. Suivie quelques mois plus tard par la faculté de droit, l'Université technique de Lisbonne se mit en grève, entraînant sa fermeture en février 1969. Toutefois, il faut attendre le printemps et l'été 1969 pour voir émerger, en particulier à Coimbra, les conflits les plus violents à partir notamment des perturbations survenues le 17 avril lors de l'inauguration par le Président de la République, Américo Tomás, d'un nouveau bâtiment de l'Université. Le PCP publia des messages d'appui à ce mouvement<sup>268</sup> mais fut dépassé par les expériences naissantes. Les grèves sortirent du cadre universitaire et touchèrent les secteurs ouvriers, forts de la libéralisation relative de la loi syndicale. Les pêcheurs de Setúbal, de Peniche, de l'Algarve et de Matosinhos ainsi qu'une vingtaine

<sup>264</sup> Cités par D. L. Raby. In D. L. RABY, *A Resistência antifascista...*, op. cit., p. 263.

<sup>265</sup> *Proclamação do CC do PCP*, émise par Radio Portugal Libre, 22 septembre 1968, p. 1. ICS, fonds César de Oliveira.

<sup>266</sup> *Viva o 1<sup>o</sup> de Maio !*, Commission exécutive du CC du PCP, mars 1969, p. 1.

<sup>267</sup> *Au peuple portugais, à tous les antifascistes*, Commission politique du CC du PCP, mars 1970, p. 3.

<sup>268</sup> *O governo de M. Caetano ocupa as escolas com policiaes – solidariedade e apoio aos estudantes de Lisboa, unidade e acção contra a ditadura*, tract de la direction de l'Organisation régionale du Nord du PCP, décembre 1968, 2 p. et *Solidariedade aos estudantes de Coimbra em luta !*, *ibidem*, mai 1969, 1 p.

d'usines dans le Ribatejo, la zone de Lisbonne et la rive Sud du Tage et à Covilhã se mirent en grève. Celles-ci se prolongèrent jusqu'au printemps 1970, gonflant les rangs des agitateurs. Pourtant, le PCP se trouva « menacé » par les milieux universitaires plus que par le mouvement ouvrier.

En effet, les expériences militantes fleurirent et le pays assista dès 1967-68 à la multiplication des revues et des groupes d'études politiques. Ainsi, les *Cadernos socialistas* (Cahiers socialistes) sortirent un premier numéro en juillet 1967 et un deuxième en mars 1968 ; les *Cadernos de circunstância* (Cahiers de circonstance), formés par un groupe d'intellectuels issus pour certains du CMLP (Comité marxiste-léniniste portugais) visaient à présenter une analyse et des documents sur la vie portugaise, le n° 1 datant de novembre 1967 ; et les *Cadernos necessários* (Cahiers nécessaires) dont le n° 1 parut en juin 1969 correspondaient, selon ses fondateurs, à une « tentative de création d'un courant d'opinion politique au Portugal »<sup>269</sup>.

Mais, pour le PCP, la situation se compliqua à partir de 1969-70 avec l'apparition de divers groupes et groupuscules marxistes-léninistes qui constituèrent une forte opposition aux cellules jeunes du parti regroupées, à partir du 21 janvier 1972 notamment, dans l'UEC (Union des étudiants communistes).

La PIDE/DGS, elle-même, tenait ses comptes. Dans un de ses dossiers, elle tenta de faire le point : le FAP (Front d'action populaire) créé en 1964, le CMLP (Comité marxiste-léniniste portugais) qui datait de 1964 mais qui se recomposa en PCP-ml (Parti communiste du Portugal - marxiste-léniniste) et son organisation de jeunesse correspondante l'UEC-ml apparue en 1970. D'ailleurs, la police répertoriait tous les cercles nés, selon elle, des exclusions diverses de membres du CMLP et présents surtout dans l'émigration (à l'extérieur du Portugal) : les noyaux « O Comunista », le groupe constitué autour de la publication *A Vanguarda* par des ex-militants du CMLP exclus en février 1969, les CCRML (Comités communistes révolutionnaires marxistes-léninistes) créés par un militant exclu en octobre 1969, le CML de P (Comité marxiste-léniniste du Portugal, cette fois ci, et non plus *Portugais*), publiant le bulletin *O Bolchevista*, début 1970. Elle repérait également le MRPP (Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat), toujours actif en 2004, créé en septembre 1970 – il était issu de l'EDE (Gauche démocratique étudiante) apparue début 1968 – et enfin, début 1970, les CLAC (Comités de lutte

<sup>269</sup> La consultation de certains de ces Cahiers peut se faire aux archives de l'ICS.

anticoloniale) contrôlés, selon elle, à partir de juin 1971 par le MRPP<sup>270</sup>. Signalons encore l'OCMLP (Organisation communiste marxiste-léniniste portugaise) et l'URML (Union révolutionnaire marxiste-léniniste). Très divisé comme on le voit, ce courant marxiste-léniniste<sup>271</sup> n'en faisait pas moins preuve d'un grand activisme politique et possédait une capacité phénoménale de mobilisation dans les cercles étudiants et les centres urbains, concurrençant sérieusement le PCP. Il faut d'ailleurs ajouter à ces réseaux, celui de trotskistes quoique plus tardif et plus discret.

Cette opposition en effervescence critiquait les engagements du PCP. Elle le malmenait, n'hésitant pas à le renvoyer dos-à-dos avec les secteurs libéraux. Par exemple, les *Cadernos necessários* de juillet 1969 (n°2) expliquaient que la stratégie de la bourgeoisie était de canaliser dans la voie parlementaire la lutte des classes et se désolaient de ses « tendances à interpréter mécaniquement le réel, y compris l'interprétation marxiste du mot d'ordre : « profitons de toutes les formes de lutte » »<sup>272</sup> par la bourgeoisie. Ils citaient alors quelques unes de ces interprétations et notamment celle du PCP qui « exigeait des conditions adéquates pour la réalisation d'élections avec un minimum de sérieux »<sup>273</sup>. Les espoirs du parti subissaient donc de cuisants échecs : l'État Nouveau avait fraudé aux élections de 1969 et la jeunesse étudiante sabrait ses discours.

À partir de 1970, le régime entra dans sa deuxième phase. Devant la vigueur de la contestation et l'impossibilité de libéraliser le régime en poursuivant la guerre, Marcelo Caetano recourut aux pratiques antérieures de la Dictature : en octobre 1970, le gouvernement revint sur la loi syndicale et provoqua la suspension des directions « subversives » ; il ordonna la fermeture progressive de toutes les associations étudiantes du pays (à l'exception de celle de la faculté Vétérinaire de Lisbonne et de Pharmacie de Porto) et la DGS accrut la répression et retrouva les méthodes chères à la PIDE (Mário Soares est contraint à nouveau à l'exil au printemps 1970)... Le Portugal entra dans une deuxième période : la guerre coloniale sans la « libéralisation ».

---

<sup>270</sup> Liste des organisations subversives, ANTT/PIDE/DGS, Pc 1336.SC, Partido comunista português.

<sup>271</sup> Pour plus de détails sur la formation et les objectifs de ces différents groupes, voir Ramiro da Costa, *Elementos para a história...*, op. cit., pp. 200-212.

<sup>272</sup> *Cadernos necessários*, n° 2, juillet 1969. In, *Cadernos necessários* (5 numéros) publiés à Lisbonne en 1975, p. 83.

<sup>273</sup> *O PCP e as eleições para a AN*, CC du PCP, avril 1969, cité par *Cadernos necessários*, n° 2, *idem*.

Dès lors, le PCP se trouva critiqué et malmené par les secteurs de l'opposition nés de la crise universitaire de 1968-69 tant sur sa politique générale que sur son traitement de la question coloniale.

## **2/ La politique coloniale du PCP en question : des critiques à la scission du FPLN.**

Des acteurs de plus en plus nombreux de la scène politique portugaise interprétaient l'anticolonialisme du PCP comme une simple position de principe et non à un engagement militant. Le parti assista, alors, à la fin des années 1960, à l'explosion publique des critiques de ses positions en matière coloniale. Après une dizaine d'années d'engagement militaire, la question des guerres occupait le centre des débats politiques portugais, radicalisant chaque jour un peu plus l'opposition de gauche. Celle-ci non seulement poursuivit sa remise en cause du parti mais, de plus, au nom d'un réel anticolonialisme, rompit l'unité si chère au PCP.

a/ Le PCP confirme ses analyses anticoloniales et renforce sa propagande.

Après le départ de Salazar et l'accession au pouvoir de Marcelo Caetano, le PCP continua à scander les mêmes slogans nés du contexte de la guerre coloniale. Les articles de *Avante!* reprenaient des apostrophes connues : « Les guerres coloniales sont payées par les travailleurs », « La jeunesse lutte pour la paix », « Le colonialisme portugais au pilori international », « Résistance dans les casernes », « Unité et action pour la conquête de la liberté et la fin de la guerre coloniale », « Une guerre criminelle que le peuple portugais condamne »<sup>274</sup> ...

En janvier 1969, le CC publiait une analyse de la question coloniale où il remarquait que la politique marceliste n'engageait aucun changement :

« Comme Salazar, [Caetano] a parlé d'œuvre « civilisatrice » des colonialistes et de nation « multiraciale ». Pour lui, comme pour Salazar, la lutte des peuples des colonies portugaises équivaut simplement à du « terrorisme » alimenté par les pays socialistes et quelques États africains. Il a affirmé qu'avec la

---

<sup>274</sup> *Avante!*, série VI, n° 399, 415, 419, 421, 424, 432 entre 1969 et 1971.

guerre en Afrique il défend non seulement « l'intégrité de la nation » mais aussi la civilisation et la sécurité de l'Occident »<sup>275</sup>.

Le PCP poursuivait en argumentant que Marcelo Caetano profitait du climat de guerre froide, qui, sous prétexte des événements en Tchécoslovaquie, était réalimenté par les impérialistes, pour obtenir les soutiens nécessaires à la poursuite de la guerre et à l'inféodation du pays et des colonies à leurs ordres. Il est vrai qu'après les déboires du gouvernement portugais avec l'administration Kennedy – qui expliquent entre autres le premier vote contre le Portugal aux Nations Unies en mars 1961 –, l'arrivée de Nixon en 1968 amena un vent nettement plus favorable au Portugal sur la scène internationale<sup>276</sup>. De plus, Caetano enterra ses velléités fédéralistes du début de la décennie et refusa toute négociation quant à une éventuelle décolonisation de l'Afrique portugaise. Le PCP pouvait aisément écrire que, sur le plan colonial, Caetano poursuivait la politique de Salazar. Il est à noter que le n° 11 du journal *Anticolonial*, datant de janvier 1969, publiait également à cette date un article sur « Caetano et les colonies ». Ce dernier reproduisait le discours du parti et signalait donc que Caetano s'inscrivait dans les objectifs de Salazar, bénéficiait de la collaboration des ÉUA et de tous les impérialistes – pour preuve la visite récente du chancelier de RFA, Kiesinger (1966-69) – et se rapprochait de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud<sup>277</sup>.

Le PCP garda donc le même cap et multiplia articles et tracts<sup>278</sup>. Il se prévalut, notamment, de la publication de deux brochures thématiques conséquentes : *Un Communiste portugais dans les régions libérées*, en 1971 (pour la deuxième édition) et *Le colonialisme et le racisme sans masque*, en 1972. Cette dernière commentait en fait le volume XII des *Leçons de stratégies* du général Kaulza de Arriaga pour la

<sup>275</sup> « Prosegue a guerra colonial e a entrega ao imperialismo », déclaration du CC du PCP, *Avante!*, série VI, n° 398, janvier 1969, p. 4.

<sup>276</sup> Voir A. Costa PINTO, *O Fim do Império Português*, Lisbonne, Livros Horizonte, 2001, pp. 16-33.

<sup>277</sup> « Caetano e as colónias », *Anticolonial*, n° 11, janvier 1969, pp. 1 et 2.

<sup>278</sup> Il lança en avril 1971 une nouvelle publication spécifique : *Não à guerra colonial* (le numéro 1 date d'avril 1971, mais le nombre de numéros nous reste inconnu). Par ailleurs, les manifestations du 1<sup>er</sup> mai étaient l'occasion de synthétiser le discours du parti et de développer certains slogans. Chaque année, la commission exécutive du CC publiait un pamphlet : *Viva o 1<sup>o</sup> de Maio, Avante na luta pelo pão, pela liberdade e pela paz*, mars 1969, *Comemoramos o 1<sup>o</sup> de Maio lutando por aumento geral de salarios ! Pelas liberdades democráticas ! Contra a guerra colónia !*, avril 1970, *Viva o 1<sup>o</sup> de Maio organizar para o dia dos trabalhadores uma jornada de protesto contra a subida dos preços*, mars 1972 et *Viva o 1<sup>o</sup> de Maio, reforçemos o papel dirigente da classe operária na luta pelas liberdades democráticas e contra o fascismo*, mars 1973.

formation des membres du haut commandement militaire datant de 1966-67. Le parti dénonçait les conceptions racistes développées par l'auteur qui :

« cadraient parfaitement avec la politique coloniale de pillage, d'oppression et de guerre conduite par les fascistes et les colonialistes portugais en Afrique, hier sous Salazar comme aujourd'hui sous Caetano »<sup>279</sup>.

Il y déconstruisait également, chiffres à l'appui, la propagande du régime en étudiant le travail forcé ou « travail esclave », en contrant l'idée de multiracialité, en dénonçant le peuplement blanc, synonyme pour lui de « génocide » et détaillait le pillage impérialiste en examinant la situation de chaque entreprise. Il terminait bien entendu sa publication de vingt-deux pages en exprimant sa solidarité avec la lutte des peuples des colonies portugaises.

Quant à la première brochure, elle correspondait en fait à la version écrite d'un reportage de Álvaro Mateus diffusé par Radio Portugal Libre. Celui-ci dit avoir été mandaté par le PCP pour obtenir plus d'informations sur les événements de la fin 1970. Le 20 novembre, des troupes portugaises, métropolitaines et africaines et des dissidents du régime de Sékou Touré avaient attaqué la Guinée Conakry selon un plan élaboré par le général, et gouverneur de Guinée, António Spínola, pour en renverser le gouvernement. Il s'agissait de le remplacer par un autre, favorable aux Portugais, qui renoncerait à servir de base arrière au PAIGC. L'échec fut fracassant.

Pour assurer son reportage, Álvaro Mateus, parti de Moscou, rencontra à Conakry Aristides Pereira et Vasco Cabral du PAIGC, mais fut emprisonné à Campo Boiro sans explication. Libéré, il fut conduit par Aristides Pereira à un campement du PAIGC, puis il put pénétrer dans les régions libérées, guidé par José Araújo, dirigeant de l'ancienne CEI et du PAIGC<sup>280</sup>.

Parallèlement à cette propagande anticoloniale, accrue donc dans ces dernières années du régime, le PCP continuait dans sa presse à lister les révoltes des soldats contre les guerres. En juin 1970, il publiait en français une brochure sur : *Les dernières luttes et manifestations populaires contre la guerre coloniale au Portugal*. Après avoir rappelé qu'il avait défini sa position depuis longtemps (au V<sup>e</sup> Congrès, 1957), il recensait les actions de la population contre les guerres coloniales

---

<sup>279</sup> *O Colonialismo e o racismo sem máscara*, eds Avante!, 1972, p. 6.

<sup>280</sup> Álvaro Mateus, in Dalila MATEUS, *op. cit.*, annexe p. 267.

comme celles de militaires insoumis, reprenant bien souvent des informations déjà publiées dans *Avante!*.

Sa stratégie se maintint donc sous le « printemps marceliste » et ses modes d'action restèrent identiques. Il est d'ailleurs étonnant de noter que l'espoir de libéralisation, au printemps 1969, renvoya le PCP à des comportements passés. En effet, privilégiant une fois de plus l'unité démocratique et le front électoral, le parti souscrivit à une position bien consensuelle et peu offensive en adoptant la fameuse *Plate-forme d'action commune de l'opposition démocratique*. L'action prévue par les démocrates présents à la réunion de São Pedro de Muel sur la question coloniale se proposait de trouver une « résolution pacifique et politique des guerres d'Outre-mer, sur la base d'une reconnaissance des droits des peuples à l'autodétermination, précédée d'un large débat national »<sup>281</sup>.

Au-delà des critiques formulées par la gauche radicale portugaise, il faut reconnaître que cette proposition n° 25 des démocrates se situait bien en deçà des revendications du PCP sur la fin immédiate des guerres coloniales et « l'indépendance nationale pour les colonies ». Le PCP s'unissait, une fois de plus, aux autres forces de l'opposition au prix d'un recul sur la question coloniale. Les critiques de la gauche radicale ne se firent pas attendre.

## b/ Critiques et quolibets.

Dès 1969, les *Cadernos necessários* firent remarquer à propos de la fameuse plate-forme que : 1/ Les démocrates employaient le terme, moins connoté, « d'Outre-mer » au lieu de celui de « colonial », 2/ « La résolution pacifique et politique » était une utopie de l'opposition démocratique car les guerres prendraient fin uniquement quand les mouvements de libération atteindraient leurs objectifs, à savoir l'indépendance, 3/ « L'autodétermination » naissait de la victoire de ceux qui la revendiquaient et non d'une concession de peuples soi-disant supérieurs faite à ceux considérés inférieurs, 4/ L'idée d'organiser « un ample débat national » montrait à

---

<sup>281</sup> *Plate-forme d'Action Commune de l'Opposition Démocratique*, citée par *Cadernos necessários*, n° 2, *op. cit.*, p. 89.

quel point ces démocrates restaient attachés à l'image d'un vieux et glorieux Portugal<sup>282</sup>.

Le PCP en signant ce texte donnait un peu plus d'arguments à tous ses détracteurs. D'autant plus que le parti continuait à ajouter à ses revendications (indépendance nationale et fin des guerres) l'ouverture de négociations<sup>283</sup> avec les organisations nationalistes. Álvaro Cunhal avait beau se réaffirmer partisan de l'internationalisme prolétarien, les critiques fusaient. Dans un texte de 1970, après un historique sur les changements opérés en ce domaine avec la mise en place de l'URSS puis un rappel des trois principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien (l'unité, la solidarité de la classe ouvrière de tous les pays et la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination), il avait à cœur de distinguer la position communiste de celle du nationalisme bourgeois<sup>284</sup>. Álvaro Cunhal expliquait ainsi que, pour les communistes : « Il ne s'agissait pas d'une reconnaissance verbale du droit [à l'autodétermination] mais d'une aide effective à la lutte des peuples pour l'obtenir »<sup>285</sup>. Il affirmait, également, que les « marxistes-léninistes » (comprendre ici, les communistes) étaient les meilleurs défenseurs des intérêts nationaux car l'« internationalisme des communistes est l'expression d'une conscience nationale supérieure et la base d'un patriotisme éclairé »<sup>286</sup>.

Pourtant, le PCP se vit remis en cause sur la question même de son internationalisme et de sa supposée aide effective aux mouvements de libération. Par exemple, dans une lettre datant de 1970, des militants exposaient les motifs de leur démission : l'intervention des chars en Tchécoslovaquie après le « printemps de Prague », le manque de démocratie interne au sein du parti, l'impasse dans laquelle se trouvait l'opposition socialiste et révolutionnaire au Portugal, l'incapacité de la direction du PCP à mettre en place sa ligne de « soulèvement national » et « d'insurrection armée » et la prépondérance de la lutte pour l'instauration d'une démocratie au détriment de celle pour imposer le socialisme. L'attitude du parti face à la question coloniale n'échappa point à cette série de remontrances :

<sup>282</sup> *Cadernos necessários, ibidem*, pp. 98-99.

<sup>283</sup> *Avante!* : n° 398 (janvier 1969), 411 (janvier 1970) et même 449 (janvier 1973).

<sup>284</sup> Álvaro CUNHAL, « O internacionalismo proletário, uma política e uma concepção do mundo », *Problemas da Paz e do socialismo*, n° 5, 1970, 8 p. ICS, fonds César de Oliveira, dossier FG 54-P 54.

<sup>285</sup> *Ibidem*, p. 3.

<sup>286</sup> *Ibidem*, p. 4.



« Dans la pratique, la direction du PCP a considéré la question coloniale à peine comme un événement de plus dans la « crise » traversée par le fascisme témoignant de son aggravation. Elle a dilué ainsi la lutte anticolonialiste dans la lutte unitaire antifasciste. [...] Le refus de passer d'un anticolonialisme de principe à un anticolonialisme internationaliste s'enracine dans la ligne même du PCP et de sa politique d'alliances »<sup>287</sup>.

Premier parti à énoncer le droit théorique à la séparation, le PCP se voyait reprocher désormais de rester uniquement sur le terrain de la théorie. D'ailleurs, sans détailler toutes les critiques qui lui furent faites sur ce sujet, notons toutefois que cette thématique se trouvait au cœur des « débats » entre le PCP et les marxistes-léninistes qui en 1965 rédigeaient un texte d'analyse globale sur : *Les communistes et la question coloniale, Combattre le chauvinisme impérialiste est la base d'une solidarité effective avec les peuples des colonies*<sup>288</sup>. Les différents groupes issus de ce courant se saisirent par la suite de manière identique de la question. Les divers *Cadernos* publièrent des études approfondies du colonialisme portugais et de l'attitude du PCP face à la question nationale, pour dénoncer celle-ci.

Plus tard, le courant trotskiste rejoignit le concert des adversaires du parti. Dans son journal, *Combate operário* (Combat ouvrier), la LCI (Ligue communiste internationaliste), créée en 1973 comme la section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'accusait d'avoir contribué par ses positions au maintien dans de larges couches de la classe ouvrière d'une idéologie colonialiste et impérialiste<sup>289</sup>.

La période marceliste vit par conséquent s'accomplir un pas de plus dans l'affaiblissement du parti. Dans les années 1960, le PCP s'était fait concurrencer par de nouveaux secteurs d'opposition, de gauche ; dorénavant ces courants le critiquaient avec virulence et, de surcroît, sur le terrain même de la question coloniale. De plus, après avoir choisi bien souvent d'abandonner ses thèses en la matière au profit de propos consensuels pour réaliser l'unité antifasciste, sa ligne politique éternelle, cette unité périssait maintenant justement par son manque d'audace sur le plan anticolonial. La question de la représentation du FPLN à la Conférence internationale de solidarité à la lutte de libération nationale des peuples

<sup>287</sup> Albano, Alexandre, Fernando, Mário et Paulo (pseudo), *Carta aberta aos militantes do PCP e revolucionários portugueses*, 15 juin 1970, p. 15. ICS, fonds César de Oliveira, dossier PCP.

<sup>288</sup> *Os Comunistas e a questão colonial. Combater o chauvinismo imperialista é a base duma efectiva solidariedade aos povos das colónias*, s/a, s/l, s/d, 12 p. À la lecture, nous pouvons situer ce texte aux alentours de 1965 et l'attribuer aux marxistes-léninistes. ICS, fonds César de Oliveira, FG 65-P 65.

<sup>289</sup> *Combate operário*, n° 3, février 1974, pp. 15-19.

de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, de São Tomé et Príncipe, tenue à Rome en juin 1970, annonça la fin de l'unité et la scission du 3 septembre 1970 au sein du front.

### c/ La Conférence de Rome et la scission du FPLN.

Le PCP tenait les rênes du FPLN depuis la III<sup>e</sup> Conférence tenue en septembre 1964. Jusqu'en 1970, Pedro Soares, Fernando Piteira Santos, Manuel Sertório et Manuel Alegre<sup>290</sup> composaient la Junte révolutionnaire portugaise (la direction du Front). Pourtant, à Alger, les divergences s'accrurent inexorablement. Les désaccords relatifs à la préparation d'actions violentes contre l'État Nouveau entre le PCP et certains membres du front (y compris certains de ses militants comme Manuel Alegre) participèrent à la scission. Néanmoins, ce fut la préparation de la fameuse Conférence de Rome qui mit un terme à l'unité. Dans une lettre du 24 juin, Manuel Alegre, Manuel Sertório et Fernando Piteira Santos exprimaient leur reproche au parti et faisaient un historique de la crise. Les tensions tournèrent autour de la question de la constitution de la délégation du FPLN à la Conférence de Rome. Le PCP avait décidé en réunion de direction que Pedro Soares, dont la fidélité à la ligne actuelle du parti ne s'était jamais démentie, participerait nécessairement à la délégation<sup>291</sup>. Manuel Sertório expliqua, quelques années plus tard, que les trois autres membres de la Junte s'y étaient opposés car ils craignaient :

« une éventuelle conciliation du représentant du PCP face à la présence à la conférence d'une délégation de l'ASP, en matière d'anticolonialisme [...]. En effet, même si le PCP en tant qu'organisation autonome reconnaissait le droit à l'indépendance des anciennes colonies portugaises, la question coloniale était habituellement utilisée, dans les organisations et organismes unitaires, comme *monnaie d'échange* par le parti qui avait toujours placé l'unité de la lutte antifasciste au-dessus de la solidarité avec les peuples soumis à la domination coloniale »<sup>292</sup>.

<sup>290</sup> Étudiant à Coimbra, Manuel Alegre fut mobilisé pour l'Angola en 1962. Les autorités l'arrêtèrent après sa révolte contre la guerre coloniale. Pendant six mois, il resta incarcéré au fort de São Paulo de Luanda. Déserteur, il rejoignit Alger.

<sup>291</sup> Manuel Sertório, Manuel Alegre et Fernando Piteira Santos, *Carta ao PCP*, Alger, 24 juin 1970. In *Estudos sobre o comunismo*, Lisbonne, n° 1, *op. cit.*, annexe, p. 34.

<sup>292</sup> Manuel SERTORIO, « PCP/FPLN, prologo de um conflito », *Estudos sobre o comunismo*, n° 1, *op. cit.*, p. 32.

Pour les trois membres de la Junte, la décision du PCP rendait la constitution d'une délégation impossible<sup>293</sup>. Lors d'une réunion de direction le 15 juin, ils proposèrent néanmoins un compromis et demandèrent à ce que Mário Pádua assiste à la Conférence comme accompagnateur de Pedro Soares et que s'élabore conjointement la déclaration. Mais, d'une part, le représentant du PCP partit avant même la rédaction d'un texte commun et, d'autre part, Mário Pádua ne put satisfaire la demande car il était déjà retenu pour la Conférence au nom du Mouvement portugais de la Paix. Ils décidèrent alors, après consultation d'autres militants du Front, que le FPLN, qui envoya tout de même une déclaration collective, ne serait pas considéré comme représenté à la Conférence de Rome<sup>294</sup>. À la suite de l'incident, ils désirèrent savoir si le PCP « couvrait » l'attitude « anti-collective » de Pedro Soares, son représentant à Alger. Le parti répondit à cette lettre par l'envoi d'un mémorandum où il détaillait l'évolution des enjeux de sa participation à Rome. Il y défendait également sa légitimité à représenter l'ensemble des forces anticolonialistes par l'absence de représentation intérieure (au Portugal) du FPLN... mais ne revenait pas sur l'attitude de Pedro Soares.

Le débat s'envenima. Dans une lettre du 7 septembre 1970, ce dirigeant communiste discrédita les membres du FPLN auprès du FLN algérien, les accusant de « ne pas sacrifier leur action révolutionnaire à une stratégie globale, [...] de ne pas reconnaître l'édification du socialisme en URSS »<sup>295</sup>. Le 25 septembre 1970, le FPLN publia un mémorandum entérinant la rupture. Il reprochait tout à la fois au PCP : ses méthodes antidémocratiques, de freiner la création de noyaux du FPLN à l'intérieur du Portugal, de tenter de s'approprier Radio Voix de la Liberté et d'avoir imposé Pedro Soares à la Conférence de Rome. Selon lui, les divergences s'étaient accentuées depuis le dernier acte électoral (1969). Le Front dit avoir tenté d'en discuter avec la direction du parti mais sans résultat satisfaisant, puisque la seule

---

<sup>293</sup> Il est à noter que les questions de représentation du FPLN à la Conférence de solidarité avec les peuples des colonies portugaises tenue les 18-19 et 20 janvier 1969 à Khartoum n'avaient pas posé de problèmes similaires. La délégation du Front s'était alors composée de Pedro Soares et Manuel Alegre. Documents sur le FPLN à Khartoum, ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 11, fl. 9.

<sup>294</sup> Les délégations de la Conférence se composaient de : Giancarlo Pajetta pour le PC Italien, Amílcar Cabral et Agostinho Neto pour la CONCP, Tenyson Makwiane pour l'ANC (Afrique du Sud), Mário Santos pour le PCP, Pedro Soares pour le FPLN, Mário Pádua pour le Mouvement de la Paix, Silva pour les catholiques et Tito Morais pour l'ASP. Documents sur la conférence de Rome d'Aquino de Bragança, FMS, fonds Mário de Andrade, dossier 4321-003.

<sup>295</sup> Pedro Soares, *Carta ao FLN*, Alger, 7 septembre 1970. ANTT/PIDE, Pc 1353 CI(2), FPLN, dossier 9, fl. 206.

réponse de ce dernier fut de déclarer, le 11 septembre, que le parti était victime d'une mainmise des « aventuristes » sur le FPLN<sup>296</sup>. Les militants du PCP, comme Manuel Alegre, qui choisirent de rester au sein du FPLN, voire qui alimentèrent les critiques à l'encontre du parti, le quittèrent ou en furent exclus.

Les cercles communistes de Paris publièrent alors une revue, *Portugal informação*, dont le numéro 3 daté d'octobre 1970 dénonça la prétendue réorganisation du FPLN à Alger qui avait exclu le PCP, rompant ainsi l'unité<sup>297</sup>. Dans l'émission de Radio Portugal Libre du 5 janvier 1971, le PCP lut une déclaration de sa Commission politique intitulée « Information à propos d'une opération de désagrégation et de provocation politique »<sup>298</sup>. Elle dressait un portrait peu flatteur de certains membres dont, bien entendu, Manuel Alegre et Fernando Piteira Santos. La rupture était consommée, la préparation de la Conférence de Rome ayant cristallisé les divergences et les tensions.

D'ailleurs, au sujet de la représentation de Pedro Soares, José Ferreira Fernandes<sup>299</sup> témoigne des mauvaises relations entre le parti et le MPLA manifestées à l'occasion<sup>300</sup>. Il avait demandé une entrevue à Agostinho Neto et se retrouva ainsi à attendre d'être reçu entre Mário de Andrade et Pedro Soares. Il dit que tous trois eurent droit à un entretien de cinq minutes très protocolaire : Mário de Andrade pour appartenir à la tendance oppositionnelle à la direction du MPLA, lui-même pour n'être qu'un jeune d'une vingtaine d'années et Pedro Soares à cause des différends entre Neto et le parti. Mário de Andrade ressortit « livide » et Pedro Soares offusqué

<sup>296</sup> *Memorandum da FPLN*, 25 septembre 1970, 10 p. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 13, fl. 72.

<sup>297</sup> « Carta aberta à Rádio Voz da Liberdade », *Portugal informação*, n°4, janvier 1971, pp. 6 et 7. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 15, fl. 18.

<sup>298</sup> *Informação acerca duma operação de desagregação e provocação política*, Commission politique du CC du PCP, novembre 1970, diffusée par Radio Portugal Libre le 5 janvier 1971. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 13, fl. 1.

<sup>299</sup> Ce Blanc angolais résida à Lisbonne jusqu'en 1967 date à laquelle il rejoignit Luanda. Mais, la perspective de son incorporation dans l'armée portugaise le fit désertier et rejoindre les rangs des exilés. Il arriva fin 1969, début 1970 à Grenoble (France). Il participa comme observateur angolais à la Conférence de Rome.

<sup>300</sup> Ces mauvais rapports entre le MPLA et le PCP dans les années 1970-74 s'expliquent aussi par l'attitude de l'URSS. En effet, durant cette période, celle-ci n'assura pas les livraisons d'armes nécessaires aux Angolais. Elle entendait peut-être les amener ainsi à négocier avec les Portugais.<sup>301</sup> José Ferreira Fernandes, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 3 février 1999, enregistré, non confirmé.

car « dans [sa] vie de fou de révolutionnaire, on ne [l]’avait jamais traité de la sorte »<sup>301</sup>.

Au-delà du refus de se voir imposé un délégué par la direction du PCP, la fermeté du FPLN à s’opposer au parti sur cette question s’explique peut-être par le fait que les dirigeants du Front, entretenant des contacts avec ceux des organisations nationalistes également présents à Alger, étaient certainement au fait des mauvaises relations entre MPLA et PCP.

Les années 1968-71 constituent un tournant de plus dans l’histoire du PCP. En maintenant la même attitude qu’auparavant face à la question coloniale, il renforça les convictions et les arguments de ses opposants politiques. Il se cantonna à un rôle propagandiste et sembla disposé à sacrifier, une fois encore, son anticolonialisme sur l’autel de l’unité antifasciste. Pourtant, c’est justement sur le terrain de la lutte anticoloniale que le FPLN, dernière organisation unitaire antifasciste, périclita. Les préparatifs de la conférence de Rome et les craintes de voir le PCP se rapprocher de l’ASP au prix des revendications anticoloniales provoquèrent la scission du FPLN fin 1970. Celle-ci reflétait, en fait, l’existence d’une nouvelle crise traversée par le PCP, alimentée par l’insistance de certains militants à engager des actions plus offensives et par les pressions indirectement exercées par les groupes révolutionnaires qui venaient de faire le choix de la lutte armée.

## **B/ LE SURSAUT OBLIGE DU PARTI ET LA CONSTITUTION DE L’ARA.**

Le marcelisme entra dans sa deuxième période et le régime dans sa phase finale. Celui-ci encaissait de plein fouet les difficultés militaires grandissantes en Guinée et au Mozambique. Sur le plan extérieur, le pape recevait les représentants des mouvements nationalistes, les effets de la crise économique et du choc pétrolier de 1973 gagnaient le Portugal. Sur le plan intérieur, la situation n’était pas plus reluisante. L’année 1970 voyait la constitution de nombreux groupes se revendiquant du marxisme-léninisme (*cf. supra*), l’opposition en exil développait une intense activité et l’ASP devenait en 1972 la Section portugaise de l’Internationale socialiste puis, lors du Congrès tenu à Bonn en 1973, le Parti socialiste. Parallèlement, l’aile

---

<sup>301</sup> José Ferreira Fernandes, entretien avec l’auteur, Lisbonne, 3 février 1999, enregistré, non confirmé.

réformiste de l'ANP (ex-Union nationale) constituait en 1972 le SEDES (Société pour l'étude du développement économique et social), entérinant la division au sein du régime. La contestation perdurait : aux printemps 1972 et 1973, l'agitation dans les universités rebondit et le mouvement ouvrier passa à l'offensive, fatigué du surplus de travail provoqué par les pénuries de main-d'œuvre consécutives à l'essor industriel, aux mobilisations pour la guerre coloniale et à l'émigration. Puis, en décembre 1973, le « Mouvement des capitaines » envisagea la possibilité d'un coup d'État. Enfin, le régime connaissait depuis 1967 des attaques et des actions de sabotage perpétrées par des groupes armés : la LUAR (Ligue d'union et d'action révolutionnaire) et, à partir de 1970, l'ARA et les BR (Brigades révolutionnaires).

Les récentes difficultés rencontrées par le régime, la constance des manifestations et les pressions exercées par les opposants au parti amenèrent le PCP à lancer son fameux groupe. L'ARA ne supplanta pas nécessairement ses deux « rivales ». Néanmoins, l'implantation du parti (sympathisants ou militants) s'avérait nettement plus étendue géographiquement que celles de la LUAR et des BR, qui se concentraient autour des trois grandes villes (Porto, Lisbonne, Coimbra). Aussi, les actions de l'ARA connurent-elles par le biais du PCP un retentissement nettement plus important.

### **1/ Les groupes armés et le PCP.**

Dans le prolongement des débats engagés au début de la décennie 1960 et à la suite du relief que la scission marxiste-léniniste leur conféra, le Portugal assista, en mai 1967, à la première manifestation publique de la LUAR : l'attaque d'une filiale de la Banque du Portugal à Figueira da Foz. Cette organisation se serait constituée en novembre 1966<sup>302</sup>. Herminio da Palma Inácio, connu pour avoir participé au détournement de l'avion de la TAP en 1961, dirigeait cette organisation. Certains de ses membres s'étaient formés à ce type d'action auprès de Humberto Delgado et Henrique Galvão, principalement au Brésil. Selon la DGS, Joaquim Alberto Lopes Simões (un ancien prêtre), Jaime de Oliveira Bastos, Agostinho Vasques Pestana, Alberto Coelho Pinto, Jacinto José Palma Dias et Luís Alberto Moreno Curado en

---

<sup>302</sup> Informations données par le journal *Le Monde* du 22 septembre 1967. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 669.

formaient les rangs<sup>303</sup>. Entre 1967 et 1972, elle aurait perpétré six actions contre les intérêts du régime allant de l'attaque de banque au sabotage du réseau électrique en passant par l'assaut contre des consulats portugais à l'étranger<sup>304</sup>. L'arrestation entre août et novembre 1973 de nombreux militants mit un terme à l'activité de la LUAR.

L'apparition de cette ligue témoignait du changement de mode d'action choisi par une frange de l'opposition portugaise, mais ne gênait pas le PCP outre mesure. En effet, la LUAR incarnait une organisation certes active mais, paradoxalement, peu impliquée dans le débat théorique. En revanche, les rapports entre l'ARA et les BR firent sortir le PCP de sa réserve. Le premier sabotage de la machine de guerre portugaise, le 26 octobre 1970, réussit à immobiliser le navire *Cunene* au dock d'Alcântara. L'ARA revendiqua l'attentat. À cette occasion et à la surprise générale, le PCP assumait la paternité de l'ARA. Parallèlement, il entreprit une campagne de dénigrement du FPLN qui avait applaudi cet attentat. Il accusa, entre autres, le Front, de vouloir s'en octroyer tout le mérite.

En effet, l'hypothèse était plausible puisque plusieurs facteurs étaient intervenus dans la scission du FPLN. Si la préparation de la Conférence de Rome entérina la rupture, d'autres éléments exacerbèrent les tensions entre le PCP et les membres du Front. Tout d'abord, même si les militants africains rencontrés déplorent *a posteriori* le peu de résultats obtenus par l'application de la ligne du PCP quant à la question des désertions, ils ne critiquent toutefois point l'option théorique du parti<sup>305</sup>. En revanche, les militants portugais lui reprochaient de plus en plus, et lui reprochent encore, ses orientations. Le refus du PCP d'engager des actions armées cristallisa donc les désaccords. Les termes du débat étaient anciens et récurrents mais, avec les années de guerre qui s'accumulaient et les nouveaux rapports de force nés des mouvements de 1968-69, ils ressurgissaient avec puissance.

---

<sup>303</sup> Note pour organismes d'information. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 16, fl. 61.

<sup>304</sup> Note de la DGS. *Idem*, fl. 9. La LUAR aurait organisé : le 17/5/67 l'attaque de la Banque du Portugal de Figueira da Foz, le 21/8/68 diverses attaques de banques et des postes de la GNR, PSP et Légion portugaise dans la zone de Covilhã, le 24/4/69 le sabotage de poste à haute tension à Alcochete, le 1/5/71 l'attaque du consulat portugais à Rotterdam, le 4/6/71 celle du consulat portugais du Luxembourg et enfin le 9/4/72 plusieurs attaques de banques notamment de la Banque franco-portugaise d'Outre-mer, ce qui valut à certains de ses membres d'être arrêtés en France.

<sup>305</sup> Les entretiens effectués (Lúcio Lara, Pepetela, Tomás Medeiros, Luís Bernardino, etc.), dans leur ensemble, mettent en relief une position commune : considérant la position du parti théoriquement juste (du point de vue « léniniste »), les militants africains s'impliquent peu dans la polémique entourant les choix du parti en matière de désertion. Ils se « contentent » de relever son absence d'implication sur le terrain.

Manuel Alegre, un des signataires de la lettre adressée au PCP en juin 1970, s'inscrivait dans cette volonté constante de théorisation. En novembre 1967, il soulignait que la « lutte armée » ne s'apparentait pas nécessairement à « l'insurrection » qui incarnait, elle, la lutte armée généralisée puisqu'elle correspondait à la prise des armes par le peuple. Selon lui, il ne fallait pas confondre les deux puisque « l'insurrection » constituait l'objectif et « la lutte armée » un des moyens d'y parvenir. Il concluait que le temps était venu de passer des paroles aux actes<sup>306</sup>. De même, le Front montrait sa détermination à s'engager sur cette voie puisqu'il publiait en juin 1969 le *Petit manuel du guérillero urbain*. Rédigée au Brésil, cette brochure détaillait les deux objectifs de la guérilla urbaine : la liquidation physique des chefs et des subalternes des Forces armées et de la police et l'expropriation du gouvernement et des grands capitalistes, latifundistes et impérialistes<sup>307</sup>.

Aussi, un mois après la scission du FPLN, devant cette volonté affichée des militants du Front d'engager des actions armées, certains avancent qu'il s'agissait pour le parti de se donner une image révolutionnaire. Il espérait garder ainsi ses secteurs jeunes et apaiser tous les militants en pleine « crise de conscience »<sup>308</sup>. Un mois après le premier communiqué de l'ARA qui se félicitait d'avoir « mené avec succès la première opération révolutionnaire armée contre l'appareil de guerre du gouvernement fasciste »<sup>309</sup>, Álvaro Cunhal prit fait et cause pour cette organisation. L'insistance du PCP et de Radio Portugal Libre à invectiver leurs anciens partenaires pousserait effectivement à croire que le parti tentait, avec l'ARA, de satisfaire certains de ses secteurs.

Le parti réagit agressivement au communiqué du FPLN diffusé sur Radio Voix de la Liberté du 27 octobre 1970 jetant le trouble quant aux auteurs de l'attentat. Le Front y saluait « l'ouverture d'un quatrième front au Portugal, l'ouverture d'un front d'action révolutionnaire contre la guerre coloniale »<sup>310</sup>. Le sabotage du *Cunene*

<sup>306</sup> Manuel ALEGRE, « Luta revolucionária ou golpe de estado ? », *Liberdade*, n° 8, novembre 1967, pp. 1 et 10. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 9, fl. 17.

<sup>307</sup> Carlos MARIGHELLA, *Pequeno manual do guerrilheiro urbano*, FPLN, juin 1969, 49 p. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 14, fl. 2.

<sup>308</sup> João Paulo MARTINS & Rui LOUREIRO, « As organizações armadas em Portugal de 1967 a 1974 », *História* (Lisbonne), n° 18, avril 1980, p. 19.

<sup>309</sup> Communiqué de l'ARA du 26 octobre 1970. In Raimundo NARCISO, *ARA, A história secreta do braço armado do PCP*, Lisbonne, Dom Quixote, 2000, p. 54.

<sup>310</sup> Communiqué du FPLN du 27 octobre 1970. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 192.



s'inscrivait plus, à première vue, dans la logique des militants du FPLN que du PCP ; la paternité de cet acte faisait donc question. La rhétorique correspondait à celle des dissidents du Front, des discussions semblaient y avoir été menées mi-1970 pour constituer des Brigades révolutionnaires<sup>311</sup> et le PCP s'était toujours opposé aux actions armées. Le FPLN aurait bien pu organiser cette action ; ses propos écartaient toute implication éventuelle du parti. Le 1<sup>er</sup> novembre 1970, il se félicita à nouveau du sabotage du *Cunene*, conclut que ce succès amenait à « laisser dire aux autres que les conditions ne sont pas encore mûres [argument jusque-là défendu par le PCP] ; le devoir des révolutionnaires est de les rendre justement mûres » et appelait « chacun à prendre l'initiative de former un groupe combattant »<sup>312</sup>. Pourtant, quelques jours plus tard, l'ARA recevait le soutien du parti qui tira alors à boulets rouges sur le Front.

Dès le mois de novembre, Radio Portugal Libre qui se félicitait de cette action de l'ARA profitait du nouvel engagement du parti pour en réaffirmer les analyses : « À l'inverse de ce que disent les verbalistes pseudo-révolutionnaires, le centre de gravité, dans le moment actuel, ne sont pas les actions violentes »<sup>313</sup>. Quelques semaines plus tard, elle explicitait son discours :

« Seuls des aventuriers irresponsables [...] peuvent prétendre que la lutte armée et l'insurrection surviennent grâce à des appels désespérés à l'initiative armée spontanée, dans une orientation qui vise le terrorisme individuel. [...] L'ARA montre que ses composants ne prétendent pas que leurs actions puissent résoudre les complexes problèmes du processus révolutionnaire que seule l'organisation révolutionnaire et le travail des masses peuvent résoudre. L'ARA, comme le souligne ses communiqués, se propose simplement de seconder, par ses actions, la lutte révolutionnaire des masses »<sup>314</sup>.

La Radio attaquait, également, directement les militants du Front :

« Pour les aventuriers d'Alger [FPLN après la scission], si habiles à forger de faux communiqués, le communiqué de l'ARA ne les intéresse pas, pour sûr, l'ARA n'est pas le fruit du verbalisme pseudo-révolutionnaire, l'ARA n'est pas une

<sup>311</sup> Cette information avancée par João Paulo MARTINS et Rui LOUREIRO n'est en aucun cas corroborée par la consultation du dossier de la PIDE-DGS sur les BR. João Paulo MARTINS & Rui LOUREIRO, *idem* et ANTT/PIDE-DGS, Pc 18327, Brigadas revolucionárias, 554 fl.

<sup>312</sup> Transmission de Radio Voix de la Liberté du 1<sup>er</sup> novembre 1970. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 219.

<sup>313</sup> Transmission de Radio Portugal Libre du 23 novembre 1970. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 167.

<sup>314</sup> Transmission de Radio Portugal Libre du 15 décembre 1970. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 121.

organisation de la division et de la désagrégation, l'ARA est une vraie organisation qui, modestement, insère ses actions dans la lutte générale du peuple portugais [...] et reconnaît que le PCP a une attitude conséquente et qu'il est une force révolutionnaire remarquable dans le cadre actuel des forces politiques portugaises »<sup>315</sup>.

Le ton était donné mais les premières actions des Brigades révolutionnaires vinrent perturber le discours triomphateur du parti. En effet, le 7 novembre 1971, la BR n°2 détruisait la base de l'OTAN située à Pinhal do Arneiro (Fonte da Telha, Setúbal)<sup>316</sup>. Le FPLN dans sa première intervention relative aux BR expliqua que les objectifs défendus résidaient en : « la lutte contre le capitalisme et son pouvoir d'État fasciste, la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme et la lutte contre l'impérialisme »<sup>317</sup>. L'ARA dans ses premiers communiqués, après avoir précisé qu'elle s'attaquait à l'appareil de guerre mais non aux soldats, s'était proposé : « de conduire son action révolutionnaire dans le cadre de la lutte générale du peuple portugais contre la dictature fasciste et pour la conquête de liberté » et avait précisé qu'elle « restait, de cette manière, liée à la lutte révolutionnaire des masses »<sup>318</sup>. Les BR allaient alors déployer des arguments similaires, coupant l'herbe sous le pied aux diatribes du PCP :

« Les actions violentes de ce type [7/11/71] ne pourront conduire en elles-mêmes à la défaite définitive du fascisme et à la prise de pouvoir par les travailleurs. Elles devront être insérées et encadrées dans une lutte politique globale qui assume toutes les formes : légales, semi-légales et illégales, sans qu'aucune d'entre elles ne soit sous-estimée. [...] Il faut combattre avec intransigeance l'opportunisme de droite et le réformisme qui excluent, dans la pratique, toutes les formes de violence révolutionnaire. [...] Ce qu'il y a de nouveau avec l'apparition des BR, c'est précisément la définition, sans ambiguïté, d'une orientation révolutionnaire. [...] La formation de BR découle d'une nouvelle idée d'organisation, idée qui consiste à dire que le rôle d'une organisation révolutionnaire n'est pas de se substituer aux masses, ni d'agir comme si c'était une fin en soi. Ce n'est pas de centraliser et de monopoliser l'action [...] ce n'est

<sup>315</sup> Transmission de Radio Portugal Libre du 28 mars 1971. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 323.

<sup>316</sup> Note de la DGS. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 16, fl. 9. Par la suite, les BR organiseraient le 12/11/71, la destruction d'une batterie de canons à Santo António da Charneca, le 11/7/72 celle de camions militaires à Cabo Ruivo, le 25/9/72 celle des installations de Marconi à Palmela et Sesimbra, en décembre 1972 le vol de cartes militaires pour les donner aux mouvements de libération nationale, le 9/3/73 la destruction d'installations militaires à Lisbonne et Porto et le 1/5/73 l'attaque du ministère des Corporations.

<sup>317</sup> Communiqué n° 1, FPLN. ANTT/PIDE-DGS, Pc 18327, Brigadas revolucionárias, fl. 2.

<sup>318</sup> Communiqué du 26 octobre 1970, ARA, *op. cit.*

pas de se présenter comme le parti guide, ni de revendiquer le monopole de la représentativité et de l'activité »<sup>319</sup>.

Durant quelques mois (de novembre 1971 à mai 1973), les deux groupes armés coexistèrent. Selon la PIDE-DGS, les BR étaient dirigées par, notamment, Fernando Piteira Santos, Manuel Alegre, Carlos Carneiro Antunes, José Augusto Silva Marques, Luís Bemvindo (ex-LUAR) et José Gabriel Ferreira Correia<sup>320</sup> et agiraient sans Commando central, liées en fait à un organisme de coordination<sup>321</sup>. À partir de mai 1973, toutefois, elles se restructurèrent à la suite de la nouvelle scission survenue au sein du FPLN. En effet, Carlos Carneiro Antunes<sup>322</sup> constitua un nouveau parti : le PRP (Parti révolutionnaire du prolétariat), officiellement fondé lors d'un I<sup>er</sup> Congrès en septembre 1973. Ce parti procéda à la dissolution de Radio Voix de la Liberté mais reprit en main les BR qui poursuivirent alors leurs actions jusqu'en avril 1974<sup>323</sup>.

Au moment de cette scission, l'ARA suspendit ses activités et se mit à attaquer ceux qui défendaient encore les actions armées. Le nouveau souffle donné aux activités légales par la tenue, du 4 au 8 avril 1973, du III<sup>e</sup> Congrès républicain d'Aveiro joua probablement un rôle dans la décision du PCP. Déjà en juin 1972, le parti avait placé ses espoirs dans la mobilisation que pourraient susciter les entraves mises par le régime au déroulement du processus électoral. Selon lui, les élections pourraient « constituer un pivot de restructuration et de réanimation du mouvement démocratique et d'une ascension nouvelle de la lutte pour les libertés fondamentales ». Il mettait en garde contre une éventuelle présence du SEDES déguisée en candidature de l'opposition et appelait à la préparation des forces démocratiques<sup>324</sup>. Cela dit, tous les secteurs de l'opposition n'entretenaient guère plus d'illusions sur les volontés réformatrices de Marcelo Caetano et refusèrent de

<sup>319</sup> Communiqué n° 1, BR, transmis par Radio Portugal Libre le 21 novembre 1971. ANTT/PIDE-DGS, Pc 18327, Brigadas revolucionárias, fl. 20.

<sup>320</sup> Note pour organismes d'information. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 16, fl. 61.

<sup>321</sup> Entretien avec André (Carlos Carneiro Antunes), Radio Voix de la Liberté, septembre 1972. ANTT/PIDE-DGS, Pc 18327, Brigadas revolucionárias, dossier « Divers », fl. 1.

<sup>322</sup> Selon la PIDE-DGS, Carlos Carneiro Antunes, ex-militant du PCP, aurait suivi un entraînement militaire au Cambodge et provoqué des dissensions à Alger au sein du FPLN car il aurait été en désaccord quant à l'organisation des BR. Information de la PIDE-DGS du 8 janvier 1974. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 16, fl. 10.

<sup>323</sup> La PIDE-DGS soupçonnait les BR de recevoir, à partir de ce moment-là, l'aide de l'ETA basque. Information de la PIDE-DGS du 19 mai 1973. ANTT/PIDE-DGS, Pc 18327, Brigadas revolucionárias, fl. 67.

<sup>324</sup> « Comunicado do CC », *Avante!*, série VI, n° 442, juin 1972, p. 6.

participer aux élections prévues en novembre 1973. À cette occasion toutefois, le PCP publia plusieurs déclarations de sa Commission exécutive, se félicitant de la victoire de « la grande campagne de masse » qu'il avait portée avec d'autres forces de l'opposition. Les manifestations du 20 et 25 octobre auraient démasqué « la farce électorale », les meetings rassemblé « 150 000 personnes » et chaque secteur d'activité organisé d'amples réunions...<sup>325</sup> Après cette fameuse victoire, le PCP appelait à « consolider les positions et faire de nouveaux pas en avant ». D'après lui, la campagne électorale avait célébré la défaite du fascisme et la victoire du mouvement démocratique qui avait connu « un notable renouveau » en améliorant sa composition sociale et en accentuant donc le rôle de la classe ouvrière<sup>326</sup>.

Le contexte nouveau ouvert par le congrès de Aveiro en avril explique, entre autres, la décision de l'ARA de suspendre ses activités. Dans un communiqué du mois de mai, l'organisation justifiait son choix en expliquant que ses actions avaient toujours été mises au service de la lutte populaire et qu'il fallait, par conséquent, s'interroger sans cesse sur la question des formes de lutte les mieux adaptées au moment présent :

« L'ARA tient à clarifier que, vérifiant qu'il se développe dans le pays un ample mouvement politique, dont les succès sont importants pour l'affaiblissement de la dictature fasciste et colonialiste, elle a décidé d'opérer une pause temporaire de certaines actions ».

Comme, d'après elle, le gouvernement cherchait des prétextes pour mener une offensive répressive, elle précisait :

« Les actions armées lancées de façon irresponsable dans cette période aideront le gouvernement à mettre un terme aux possibilités d'approfondissement d'autres formes de lutte antifasciste »<sup>327</sup>.

Comme par le passé, le PCP s'érigait seul juge de la situation et des choix militants à opérer. La possibilité de revenir à une politique unitaire et semi-légale le ramenait à des modes d'action plus classiques. Il avait prouvé sa capacité à prendre les armes, supplantant le FPLN ; il ne décida point d'entretenir voire d'augmenter ce

<sup>325</sup> *A grande campanha política de massas, Vitória do povo! Derrota do fascismo!*, Commission exécutive du CC du PCP, 31 octobre 1973, 2 p. Archives PCP.

<sup>326</sup> *Após a campanha vitoriosa consolidar posições, dar novos passos em frente!*, Commission exécutive du CC du PCP, novembre 1973, 3 p. Archives PCP.

<sup>327</sup> Communiqué de l'ARA de mai 1973 retransmis par Radio Portugal Libre le 26 juin 1973. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 739.

type de pression exercée sur la Dictature, il s'accrocha une fois de plus à sa ligne historique : l'unité du mouvement démocratique. Ce revirement fit écrire au FPLN que : « L'ARA fut créée avec l'objectif de réaliser des actions armées pour servir de couverture à une ligne droitère et pacifiste, pour mystifier les militants »<sup>328</sup>.

Pourtant, les conditions de création de l'ARA semblent un peu plus complexes que la simple volonté de masquer les réelles intentions du parti ou de prendre de court le FPLN, un mois après la scission (ou l'exclusion du PCP). Il faut donc revenir sur les objectifs de cette organisation considérée comme le « bras armé du PCP » et de ses actions.

## **2/ L'ARA.**

### a/ Détails des origines.

Une « polémique » entoure l'histoire de la naissance de l'ARA. Jaime Serra fut membre du Commando central de l'ARA et publia, à ce titre, en 1999 le livre : *As explosões que abalaram o fascismo, o que foi a ARA* (Les Explosions qui ébranlèrent le fascisme, ce que fut l'ARA)<sup>329</sup>. Il peut être considéré comme la voix officielle du PCP puisqu'il était encore militant du parti cette année-là. Raimundo Narciso, membre du Commando central, s'éloigna du parti en 1989-90 pour fonder la *Plate-forme de gauche* en 1990 et être élu député du PS en 1995. António Pedro Ferreira, déjà rencontré, qui participa également à la fondation de cette *Plate-forme*, milita dans les secteurs militaires du parti à partir de 1958. Ces deux derniers témoignent dans les entretiens que j'ai menés en 1999, après la sortie du livre de Jaime Serra, de la décision du PCP de mener des actions armées et de travailler à leur préparation dès 1964. Raimundo Narciso développa et réaffirma cette version un an plus tard dans *ARA, a história secreta do braço armado do PCP* (ARA, l'histoire secrète du bras armé du PCP)<sup>330</sup>. Or, Jaime Serra attribue nettement moins

---

<sup>328</sup> Transmission de Radio Voix de la Liberté du 21 juin 1973. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 745.

<sup>329</sup> Jaime SERRA, *As explosões que abalaram o fascismo, o que foi a ARA*, Lisbonne, eds Avante!, 1999, 143 p.

<sup>330</sup> Raimundo NARCISO, *op. cit.*

d'importance à ces premières années préparatoires 1964-70 que les deux autres témoins.

En effet, ce dirigeant souligne tout d'abord que l'utilisation de la violence révolutionnaire apparut naturellement aux yeux du parti comme une forme de lutte entièrement juste pour renverser le régime et qu'avec l'intensification de la guerre le parti opta pour ce qu'il qualifiait fréquemment « d'actions spéciales ». Pour asseoir son argumentation, Jaime Serra cite l'existence de références dans *Rumo à vitória* d'Álvaro Cunhal aux « actions d'autodéfense des masses » dirigées, entre autres, contre l'appareil de guerre (*cf. supra*). Mais, selon le témoin, le PCP avait perdu toute pratique en la matière depuis les violentes confrontations avec les forces répressives des premières années de la Dictature. De plus, après le VI<sup>e</sup> Congrès, tenu en 1965 :

« cette question continua d'être à l'ordre du jour, sans que dans la pratique des mesures significatives soient engagées même si l'on avait confié à quelques camarades certaines tâches de prospection de matériel particulier et d'étude d'éventuels objectifs.

Les tâches courantes du quotidien et l'absorption de l'attention des camarades détenant plus de responsabilités par mille et une questions relèguèrent au second plan cette question centrale. [...]

Une exception véritablement courageuse pour cette époque est à noter, celle du détournement d'une importante somme d'argent de la banque Totta & Açores, à Barreiro, l'été 1965 pour financer ce type d'actions.

Nous arrivons ainsi en mai 1970, à la veille d'une importante réunion du CC [constitutive de l'ARA] »<sup>331</sup>.

Le sang de António Pedro Ferreira, qui assista au lancement du livre de Jaime Serra, ne fit qu'un tour : « On ne commence pas, comme le raconte Jaime Serra, à faire des actions armées du jour au lendemain »<sup>332</sup>.

Les versions concordantes apportées par cet ancien militant et Raimundo Narciso s'avèrent alors moins édulcorées que celle de J. Serra. En 1964, António Pedro Ferreira reprit contact avec le PCP après deux ans de guerre en Angola. Avec Rogério de Carvalho et Raimundo Narciso, ils travaillèrent à la formation du Groupe d'actions spéciales qui serait l'ancêtre de l'ARA. Seuls António Pedro Ferreira et Raimundo Narciso accompagnèrent le processus jusqu'à son terme c'est-à-dire jusqu'en 1970 car Rogério de Carvalho avait été fait prisonnier en 1965.

Selon ces témoignages, les actions armées du PCP avaient été préparées dès 1964 et seuls les heurs et malheurs de la vie clandestine expliqueraient

<sup>331</sup> Jaime SERRA, *As explosões...*, *op. cit.*, p. 26.

<sup>332</sup> António Pedro Ferreira, entretien..., *op. cit.*

l'important retard de leur mise en œuvre. Raimundo Narciso souligne, également, les difficultés rencontrées par Álvaro Cunhal et la direction du PCP à s'engager dans cette voie. En effet, Moscou refusait l'engagement des PC européens dans la lutte armée ; aussi, le parti se centra-t-il sur son mot d'ordre de « soulèvement national » et limita les moyens humains et logistiques octroyés à la réalisation des « actions spéciales ». La PIDE-DGS, elle aussi, établissait un lien entre les éventuels choix du parti et les orientations de Moscou. Ainsi, elle pensait en 1971 que les actes de l'ARA « visaient à démontrer le rôle révolutionnaire des partis « révisionnistes » et à rapprocher l'URSS des partis neutres ou indifférents (Corée, Cuba, Japon, etc.) »<sup>333</sup>. La réticence première du centre soviétique ajoutée aux persécutions policières expliqueraient donc les six années qui séparent la décision du parti de la première action de l'ARA.

Comment expliquer alors les options du PCP prises en 1964 ? Selon António Pedro Ferreira, la pression « des gauchistes », la volonté de lutter contre la guerre coloniale et la radicalisation des masses observée en 1962 poussèrent le parti à lancer le fameux Groupe d'actions spéciales.

Fin 1964 donc, Raimundo Narciso et Rogério de Carvalho partirent à Moscou, puis à la Havane, pour y suivre une préparation militaire. À leur retour, avec l'aide d'autres camarades, ils tentèrent une première « action spéciale ». Elle devait détruire une installation de l'OTAN ; ce fut un échec et la PIDE arrêta Rogério de Carvalho. La liaison de ce groupe avec la direction du PCP s'en trouva rompue. Les recrutements se poursuivaient néanmoins<sup>334</sup> et à la mi-1966 Raimundo Narciso, seul responsable en liberté qui passa d'ailleurs à la clandestinité en juin de la même année, rétablit le contact avec le CC<sup>335</sup>. La direction du parti aurait toutefois décidé, au vu de la forte vague de répression orchestrée par la PIDE, de suspendre un temps les « actions spéciales » et envoya le dirigeant suivre un cours politique à Moscou, à l'École centrale du Komsomol, durant l'année scolaire 1966-67. Début

---

<sup>333</sup> *L'ARA et le PCP, un aspect nouveau dans l'action des PC européens*, analyse d'octobre 1971, p. 14. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 31.

<sup>334</sup> Appartenaient à ce groupe en 1966 : António Pedro Ferreira, Raimundo Narciso, Morais, Castro, António Lopes Ribeiro, Vítor d'Almeida d'Eça, Mário Lino, José Gameiro, Jorge Trigo de Sousa (ce dernier agit par la suite dans l'ARA, accompagnant tout le processus mais n'était pas membre du PCP). In Raimundo NARCISO, *op. cit.*, pp. 178 et 180.

<sup>335</sup> Dans son livre, il dit que Ângelo Veloso l'aurait contacté en août « par hasard » mais António Pedro Ferreira lors de notre conversation dit avoir amené Raimundo Narciso à Salamanca à l'occasion d'une réunion du CC.

1968, Ângelo Veloso, qui avait remplacé Rogério de Carvalho en août 1967, et Raimundo Narciso reprirent le travail de restructuration du groupe qui, renforcé à partir du mois d'octobre de Francisco Miguel passé à la clandestinité, fit des repérages, emmagasina des armes, des produits chimiques, des explosifs, de la ferraille, du matériel électronique..., bref les ingrédients nécessaires à la fabrication de charges explosives. Ângelo Veloso réussit à acheter une ferme près de Torres Vedras qui servit d'arsenal, puis s'éloigna des activités du groupe. António Pedro Ferreira rédigea un manuel de fabrication des bombes. Francisco Miguel et Raimundo Narciso constituèrent un organisme de direction qui maintint une liaison avec la Commission exécutive du parti via Joaquim Gomes.

En 1970, le Parti dut compenser les pertes d'éléments éloignés pour raison de sécurité<sup>336</sup>. Le renfort de Jaime Serra en juillet de cette même année permit de passer à la phase des opérations concrètes. Membre de la Commission exécutive, ce dernier pouvait demander tout l'appui nécessaire au parti. L'ARA dont les infrastructures avaient été mises sur pied au mois de juin pouvait désormais fonctionner. Jaime Serra, Francisco Miguel et Raimundo Narciso en formèrent le Commando central.

Il est légitime alors de se demander quels éléments intervinrent pour expliquer les quatre années qui séparent 1966, date du rétablissement de la liaison entre le PCP et Raimundo Narciso, du début des actions de l'ARA en 1970. António Pedro Ferreira « ne sait pas si ce laps de temps s'explique par la lourdeur des préparatifs techniques ou par un manque de volonté du parti, [il] ne peut clarifier »<sup>337</sup>. Raimundo Narciso, dans son récit autobiographique, pencherait malgré tout plutôt pour une accumulation de circonstances malheureuses.

Pourtant, le manque d'enthousiasme de la direction quant à la réalisation des actions spéciales semble pouvoir expliquer l'absence d'actes concrets entre 1966 et 1970. Il justifierait, également, la version donnée par Jaime Serra dans son ouvrage puisqu'il y précise que le CC considéra à nouveau les « actions spéciales » comme « tâche prioritaire » lors de sa réunion de mai 1970<sup>338</sup>.

<sup>336</sup> Ainsi Carlos Coutinho, Ramiro Morgado, António João Eusébio et Manuel Policarpo Guerreiro rejoignirent le groupe. *In* Raimundo NARCISO, *op. cit.*, p. 309.

<sup>337</sup> António Pedro Ferreira, entretien..., *op. cit.*

<sup>338</sup> Jaime SERRA, *As explosões...*, *op. cit.*, p. 27. Notons, toutefois, que pour Raimundo Narciso, Jaime Serra tient peut-être ce discours car il ignorait, même en appartenant à la direction du parti à ce moment-là, l'existence d'« actions spéciales » en préparation avant 1970 tant un fort secret entourait



Au-delà des controverses sur la date non tant de l'apparition de l'ARA mais surtout de l'adoption d'une orientation en faveur des « actions spéciales », il s'agit de voir quels objectifs le PCP fixa à son « bras armé ».

## b/ L'ARA, arme de la lutte anticoloniale.

L'ARA prétendait accompagner les luttes populaires et conduire les masses à l'insurrection. Dotée d'une autonomie relative puisqu'elle possédait un Commando central<sup>339</sup>, responsable de la sélection et de la préparation des objectifs à atteindre, elle constituait l'organisation armée du PCP. Celui-ci entendait innover dans la lutte contre le fascisme et la guerre coloniale en sabotant l'appareil répressif du régime et la machine de guerre. N'affirmait-il pas que « les actions de l'ARA éclairent trois aspects fondamentaux, et des plus urgents des revendications populaires : la fin de la guerre coloniale, la dissolution de la PIDE, une politique nationale indépendante »<sup>340</sup> ?

L'ARA fomenta plusieurs actions d'envergure :

- Le 26 octobre 1970 : l'immobilisation du navire *Cunene* au quai d'Alcântara.
- Le 20 novembre 1970 : une triple action avec : la destruction de l'école technique de la DGS à Benfica, la destruction de matériel de guerre destiné à embarquer à bord du navire *Niassa* avec immobilisation du paquebot au quai de la Fundação à Santa Apolonia, et la destruction du centre culturel des EUA.
- Le 8 mars 1971 : l'attaque du hangar de la base aérienne de Tancos avec la destruction d'avions et d'hélicoptères militaires.
- Le 3 juin 1971 : en réaction à la réunion du Conseil ministériel de l'OTAN, le sabotage des installations des CTT (Courrier et télécommunications)

---

cette opération. Raimundo Narciso, entretien avec l'auteur, Lisbonne, 4 mai 1999, enregistré, non confirmé. Pour António Pedro Ferreira, qui n'imagine pas que Jaime Serra comme membre du CC ait pu ignorer la préparation d'« actions spéciales », la volonté du PCP d'effacer de l'histoire les noms de militants qui ont quitté le parti par la suite apporte un autre élément d'explication.

<sup>339</sup> Toujours en relation avec la Commission exécutive du PCP par l'intermédiaire de Joaquim Gomes.

<sup>340</sup> Transmission de Radio Portugal Libre du 13 décembre 1970. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 131.

situées place D. Luís I, à Lisbonne et de postes à haute tension à Sacavém.

- Le 3 octobre 1971 : le vol d'explosifs dans la poudrière d'une carrière près de Loures dans la zone de Belas Caneças.
- Le 27 octobre 1971 : la destruction d'une partie du quartier général du Comiberlant (Commando de l'Aire Ibéro-atlantique de l'OTAN) dont l'inauguration était prévue deux jours plus tard, à Oeiras.
- Le 12 janvier 1972 : la destruction de matériel de guerre dans les entrepôts du dock de l'Espagnol sur le quai d'Alcântara destiné à embarquer sur le *Muxima*.
- Le 9 août 1972 : des coupures d'électricité à Porto, Coimbra et Lisbonne<sup>341</sup>.

Plusieurs militants participèrent à ces différentes opérations qui ébranlèrent sérieusement l'État Nouveau comme le souhaitait l'organisation. Avec les actions engagées autour du *Cunene*, du *Niassa*, du *Muxima* et de la base aérienne de Tancos, les enjeux du recours à la fameuse « violence révolutionnaire » éclataient au grand jour : ébranler l'appareil militaire et lutter ainsi contre les guerres coloniales. Logiquement, deux interrogations surgissent : les activités de l'ARA débordèrent-elles sur le terrain des opérations en Afrique ? L'ARA entretint-elle des contacts avec les mouvements d'émancipation ? On se souvient, en effet, que les BR en décembre 1972 avaient organisé le vol de cartes militaires en attaquant le Service cartographique de l'armée afin de les envoyer au PAIGC, au Frelimo et au MPLA.

La PIDE évoque dans ses dossiers une possible liaison entre l'ARA et les « mouvements anti-portugais ». Selon elle, quand des membres du PCP se rendirent à Cuba en 1968 afin de suivre un entraînement militaire<sup>342</sup>, ils y contactèrent le PAIGC<sup>343</sup>. Le fruit de cette rencontre serait la distribution, le 17 avril 1971, d'un pamphlet de l'ARA à Tabanca de Tassilima (Guinée) par le PAIGC après

<sup>341</sup> Note pour organismes d'information. ANTT/PIDE, Pc 1353-CI(2), FPLN, dossier 16, fl. 61. La nature de ses actions est corroborée par les témoignages de Jaime Serra et Raimundo Narciso qui, de surcroît, les relatent en détail.

<sup>342</sup> Se réfère-t-elle à Rogério de Carvalho et Raimundo Narciso ? Auquel cas, la date serait fin 1964 début 1965. Si la PIDE ne se trompe pas en évoquant l'envoi de militants à Cuba en 1968, ceux-ci ne peuvent appartenir à l'ARA.

<sup>343</sup> Elle affirme pour corroborer ses soupçons que le PAIGC entretiendrait des liens avec l'ARA par l'intermédiaire de Leite Magalhães. Information de la délégation de Guinée du 24 août 1972. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 805.

l'embuscade qu'il tendit à un camion militaire portugais<sup>344</sup>. Le tract reprenait le communiqué de l'ARA du 8 mars 1971 (Tancos) mais appelait également les soldats portugais à se révolter :

« Soldats portugais ! Où que vous vous trouviez, votre devoir de patriotes est de combattre la guerre coloniale ! Si tu es un homme d'honneur, refuse de commettre des crimes, d'incendier des villages, de détruire des cultures, de voler du bétail. Si tu aimes ta patrie et ton peuple, refuse de participer à la guerre, qui est le déshonneur et la ruine du Portugal. Si tu es un homme courageux, si tu es un véritable soldat portugais, déserte et sabote la machine de guerre »<sup>345</sup>.

Si le scénario décrit par la PIDE-DGS s'avère plausible, Raimundo Narciso reste flou. D'une part, peu prolixe sur son séjour à Cuba, il n'évoque pas de liens particuliers avec des membres du PAIGC noués durant son entraînement. D'autre part, il relate le fort impact médiatique des actions de l'ARA. Les journaux étrangers comme *Le Monde*, la *Pravda*, le *New York Times* publiaient des articles sur ces attaques. De même, :

« Les cartes postales, les tracts et les communiqués [de l'ARA] étaient reproduits par la machine du parti et par les organisations démocratiques antifascistes dans le pays et les milieux de l'émigration. [...] Les communiqués de l'ARA arrivaient dans des lieux perdus et méconnus des grands organes d'information [...comme celui sur la destruction d'avions à Tancos], éparpillé à Tabanca de Tassilina [...] par des guérilleros du PAIGC »<sup>346</sup>.

Raimundo Narciso ne détaille pas la nature des contacts de l'ARA avec le PAIGC ni même comment ce communiqué tomba dans les mains des Guinéens. Il est tout à fait possible que le PAIGC prit seul l'initiative de reproduire le communiqué et de le compléter, au verso, par cet appel aux soldats portugais.

Quoi qu'il en soit, l'ARA allait incarner une nouvelle forme de lutte du PCP contre la guerre coloniale mais s'inscrivait dans la même ligne d'action suivie jusqu'alors : le parti menait une lutte contre la guerre en tant que force antifasciste et métropolitaine. Ses actions ne visèrent pas à appuyer les mouvements de libération sur le terrain africain, le vol des cartes de l'armée fut l'œuvre des BR et non de

---

<sup>344</sup> De même, selon la DGS du Mozambique, l'ARA aurait donné des tracts aux PAIGC, MPLA et Frelimo destinés à être diffusés parmi la population européenne des colonies. Information n° 188 de la DGS du Mozambique, du 5 février 1974. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 730. Toutefois, rien ne permet de confirmer cette dernière information.

<sup>345</sup> Tract signé par l'ARA accompagné d'une lettre d'information du 1<sup>er</sup> janvier 1971. ANTT/PIDE-DGS, Pc 1127 J/S, del. Angola, ARA, fl. 288.

<sup>346</sup> Raimundo NARCISO, *op. cit.*, p. 317.

l'ARA, mais à ébranler le régime par ce que certains qualifièrent d'ouverture d'un 4<sup>ème</sup> front. Le parti suivait ainsi sa logique : les combattants nationalistes et les antifascistes se trouvaient unis dans une lutte qui, pour le parti, entendait avant tout renverser l'État Nouveau. La preuve, dès que la perspective d'une campagne légale contre le régime survint, l'ARA suspendit ses activités.

Par ailleurs, à partir d'avril 1973, avec la publication dans la presse portugaise par la PIDE des photos de membres de l'ARA, Ângelo de Sousa, Jaime Serra, Francisco Miguel, Raimundo Narciso, mais aussi Carlos Antunes des BR et Joaquim Simões de la LUAR, les militants comprirent que des temps extrêmement difficiles s'annonçaient. En février et mars, de nombreux activistes avaient déjà été arrêtés. La répression qui s'abattit sur le PCP ce semestre-là et sur l'ARA excluait de toute façon une quelconque reprise des activités de l'organisation même après les fameuses élections de novembre. De plus, le coup d'État militaire orchestré par le « mouvement des capitaines » le 25 avril 1974, qui renversa la Dictature, bouscula les caractères de la lutte contre les guerres coloniales.

En effet, si elle naît de revendications corporatistes, la contestation au sein des Formes armées, enlisées dans un conflit pour la défense d'un domaine colonial qui semblait de plus en plus anachronique aux jeunes appelés, prit rapidement, dans le contexte particulier d'une décennie de guerre, la voie de la remise en cause de la politique coloniale du régime. Aussi, au-delà des nouveaux moyens d'action que la Révolution des Œillets rendit possible en permettant à l'opposition de sortir de la clandestinité, elle porta largement la question du devenir de l'Empire colonial sur la place publique. Le recours aux actions armées de type ARA, conçues comme moyen de pression politique, n'était désormais plus d'actualité.

Que l'ARA naisse en 1970 ou en 1964 au travers des « actions spéciales », l'analyse que l'on peut en faire mène à des conclusions identiques : le parti choisit le recours à la « violence révolutionnaire » face aux pressions exercées par l'extérieur (courant et groupes marxistes-léninistes, enlèvement dans la guerre) ; il s'auto-proclama seul juge de la situation nationale et seul décideur de l'opportunité des actions armées à mener et, enfin, son changement de mode d'action n'alla pas dans le sens d'un accroissement de sa solidarité envers les nationalistes africains mais intervint dans le cadre de ce qu'il considérait être le « processus révolutionnaire portugais ».

## **CONCLUSION**

À la fin de la décennie 1960, le PCP agit quelque peu de façon contradictoire. En effet, il prétendit démasquer la « *demagogia liberalisante* » du successeur de Salazar, Marcelo Caetano, mais participa activement aux préparatifs de la campagne électorale de 1969, s'unissant aux sociaux-démocrates au prix de la mise en sourdine de ses revendications anticoloniales. S'il multiplia les dénonciations de la guerre et de l'archaïsme de l'Empire portugais, avec notamment la publication de brochures conséquentes sur ces thèmes, il se vit toutefois reprocher, au-delà de son éternelle politique unitaire, son manque d'action. Ses alliances avec l'aile colonialiste de l'opposition démocratique suscitèrent des critiques virulentes de la part de groupes de la gauche radicale apparus principalement dans la crise universitaire de 1968-69. L'exacerbation des tensions engendrées, dès le début de la décennie, par les positions du PCP sur la lutte armée et les désertions, et son attitude durant le « printemps marceliste » vinrent creuser le fossé qui séparait le parti de ces jeunes cercles militants, nourrir les divergences en son sein et plus largement entériner son divorce avec la jeunesse portugaise. La scission du FPLN en 1970 ne fut en quelque sorte que le miroir de la crise traversée par le parti. Contre toute attente, ce dernier lança l'ARA. S'il sembla en décider la formation dès 1964, il n'en fit pas une priorité et attendit le paroxysme de la crise pour réagir, concrétisant ses volontés seulement en 1970. Chargé, entre autres, de saboter la machine de guerre, l'ARA, sorte de « bras armé », ne parvint pas à faire taire les remises en cause : Tout d'abord, le PCP ne reconnut pas aux autres groupes, et notamment aux BR, le droit de recourir aussi aux actions armées ; ensuite, il ne mit pas son action au service direct des nationalistes et, enfin, il stoppa cette dynamique dès que la perspective de luttes légales et semi-légales surgit à nouveau.

## **Conclusion.**

Depuis le début de la décennie 1960, le PCP avait eu à affronter les critiques d'une jeune opposition. Nées principalement du courant maoïste, ces forces nouvelles s'inscrivaient néanmoins dans le renouveau plus vaste de la gauche portugaise. De la recomposition politique, comme celle du courant socialiste, à l'engagement concret, comme la réalisation de révoltes armées, les forces antisalazaristes créaient, en effet, un climat d'effervescence politique dans le pays et concurrençaient un PCP en perte de vitesse. Même la reprise en main de l'appareil communiste par Álvaro Cunhal ne parvint point à redonner au parti la place hégémonique qu'il occupait jusqu'alors sur la scène politique. Les critiques se multipliaient, débordant les rangs de la vieille opposition. Les nouveaux groupes entreprenaient de questionner la ligne générale du parti, persuadés qu'ils étaient d'opposer une « vraie » orientation révolutionnaire au « réformisme » du PCP. Ces divergences n'empêchèrent point le parti de participer à la dernière organisation unitaire mise en place du temps de la Dictature, le FPLN. Cependant, des débats de fond laminèrent l'apparente unité, l'état de guerre nourrissant les désaccords.

En effet, le début des années 1960 marqua également l'entrée en guerre du Portugal contre les colonies en lutte. L'agitation anticoloniale, la multiplication des heurts et des attaques contre le colonisateur obligèrent les courants antisalazaristes métropolitains à insérer la question coloniale dans leurs réflexions et, éventuellement, dans leurs revendications. Le PCP révisa lui-aussi ses positions et s'il reprit le vieux mot d'ordre « d'indépendance nationale pour le Portugal et les colonies », il le justifia, cette fois-ci, au nom de la lutte contre l'impérialisme. La teneur de son slogan lui conféra alors l'image d'un parti ambigu quant à la libération effective des colonies. Par ailleurs, il limita, dans l'ensemble, son aide aux mouvements d'émancipation à un renforcement de sa propagande anticoloniale. S'il organisa la fuite de deux dirigeants nationalistes, s'il lança le journal *Anticolonial*, il cantonna ses actions à son appareil interne : il fit évader deux de ses militants, certes africains, mais ne favorisa point la fuite d'autres oppositionnels ; il publia un journal spécifique mais n'apporta point de soutiens logistiques à d'éventuelles revues produites par des nationalistes. Son absence d'engagement sur le terrain concret de

la lutte vint alimenter les critiques qui visèrent alors non seulement sa ligne générale mais aussi sa politique anticoloniale concrète. Ses positions sur deux débats cruciaux du moment, la désertion individuelle et la lutte armée, amenèrent les marxistes-léninistes à le qualifier de passéiste.

Son attitude face à l'espoir d'une démocratisation suscitée par l'arrivée de Marcelo Caetano au pouvoir ne fit que renforcer les remises en cause. Son choix de privilégier l'action légale et semi-légale au moment où le régime survivait au départ de Salazar atterra ses détracteurs. Il se posait en pionnier du discours anticolonial et en fer de lance de la lutte de libération nationale (des colonies et du Portugal) ; mais il vit ses vérités battues en brèche. Même son sursaut politique ne le racheta pas auprès de ses opposants. Quand il s'engagea, après tant d'années de réticences, dans les « actions spéciales », ses propos relatifs aux autres groupes armés et l'arrêt de toute activité suscitée par le contexte électoral de 1973 ne lui permirent pas de retrouver l'image d'une force un tant soit peu révolutionnaire. De plus, la nature des attaques menées par l'ARA, qui s'en prenait à la machine de guerre mais n'aidait pas directement les guérilleros africains, ne suffit pas pour le faire reconnaître, aux yeux de son opposition, comme véritable combattant anticolonial. Il restait indubitablement le parti dont l'objectif central était le renversement du fascisme. Pour lui, la décolonisation se situait à la périphérie de cet objectif stratégique, conséquence de son aboutissement plus que facteur déterminant de son succès.

## **CONCLUSION GENERALE**





Cette lecture de l'histoire du PCP jusqu'à la veille de la Révolution du 25 Avril 1974, menée à travers l'étude de la politique coloniale du parti, met en lumière la difficulté de celui-ci à développer une culture politique communiste et une réelle ligne anticoloniale. L'analyse de ses positions sur les colonies révèle une succession de « ratés historiques » repérables dans le caractère approximatif des principes affichés et celui timoré des actions mises en place.

Cette recherche tente d'en relever les causes.

Tout d'abord, on constate que l'organisation portugaise a cumulé quasiment tous les handicaps que ses partis frères ont pu rencontrer. Cette caractéristique est à prendre largement en compte dans ses difficultés d'affirmation politique et d'application des principes kominterniens.

Premièrement, le Portugal du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle est un pays capitaliste de forte historicité mais périphérique, essentiellement rural, qui se trouve en marge du mouvement d'industrialisation des sociétés nord-européennes. La main-d'œuvre ouvrière y est numériquement faible, expliquant en partie la difficile diffusion et la non moins difficile acceptation des idées marxistes puis communistes, lesquelles attribuaient un rôle prépondérant à la classe ouvrière dans le processus de transformation sociale. Si cette sous-représentation du prolétariat rappelle la situation de la Russie tsariste, *a contrario* les rares socialistes portugais restent, au tournant du siècle, relativement étrangers aux grands débats idéologiques du mouvement ouvrier européen, à l'inverse de bon nombre des futurs bolcheviques. Leur capacité de réflexion et de ré-élaboration des théories marxistes à la lumière du contexte local s'avère nettement en deçà de celle de leurs camarades russes.

Deuxièmement, contrairement à la majorité des PC et à l'Internationale communiste elle-même, le parti ne naît pas, en 1921, de la social-démocratie mais des milieux libertaires. À la différence du PCE qui présente cette même « anomalie » originelle, ce courant continue à irriguer l'organisation jusqu'aux années 1930, spécificité qui me fit parler de « crise identitaire congénitale » du parti.

Troisièmement, après cinq années d'existence, le PCP voit s'installer une des plus longues dictatures militaires d'Europe. Durant quarante-huit ans, la clandestinité

impose un fonctionnement particulier qui déborde largement le cadre fixé par les bolcheviques, à savoir la création d'un secteur clandestin dans chaque parti, puisqu'il s'applique à l'ensemble de l'organisation. À l'image des PC espagnol et grec, le PCP adapte son appareil aux conditions particulières de militantisme. Ainsi, au nom de la sécurité des militants, les manquements aux principes de démocratie interne enregistrés dans les autres PC y prennent des proportions encore plus significatives. En outre, la répression dont ils sont victimes provoque la dispersion des militants (à l'intérieur même du pays comme dans les différents lieux d'exil). Par exemple, plusieurs noyaux du PCP, en particulier dans les années 1930, tentent ainsi d'assumer des tâches de direction, rendant peu lisible les orientations suivies.

Quatrièmement, l'Internationale ne prête que peu d'attention au PCP. La faiblesse numérique du parti portugais, conséquence des « handicaps » antérieurs, conjuguée à son appartenance à un pays périphérique par rapport à l'axe européen du développement industriel, NO-SE, lui confèrent implicitement un rôle de second plan au sein du mouvement communiste international. L'IC n'hésite pas longtemps, par exemple, à suspendre à partir de 1938-39 ce petit parti confus et problématique. Le centre ne s'intéresse, de fait, réellement à lui qu'au moment du schisme sino-soviétique, quand il cherche à multiplier ses appuis, et après le déclenchement des guerres coloniales, quand le PCP peut apporter quelques connaissances et contacts avec les mouvements d'émancipation des colonies portugaises.

Enfin, la dernière difficulté rencontrée par le parti réside en son appartenance à un pays colonisateur. Si le Portugal n'impulse pas l'essor impérial enregistré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il accompagne la ruée vers l'Afrique, la fameuse « course au clocher ». De plus, afin de légitimer leur entreprise de colonisation, les différentes métropoles orchestrent dans les années 1930 une forte propagande. Au Portugal, l'État insiste notamment sur le rôle précurseur du pays dans les « Découvertes », réactive des mythes anciens et reconstruit à sa façon le discours nationaliste impérial. Que l'on désigne la nature du régime comme autoritaire à tendance totalitaire ou simplement totalitaire, – et le débat sur cette qualification n'est toujours pas clos –, il est indéniable que sa propagande investit chaque secteur de la vie quotidienne des habitants. Aussi, dans ce contexte, est-il plus difficile pour le PCP que pour un autre PC de défendre les thèses anticolonialistes de l'IC.

Par conséquent, si l'organisation portugaise ne se distingue pas de ses partis frères par la nature exceptionnelle de chacun des obstacles rencontrés à son

affirmation et à son implantation politique, il semble détenir la particularité de tous les cumuler. Cette spécificité pourrait dès lors expliquer les attermoissements du PCP à définir ses lignes générale et coloniale.

Ses difficultés à construire une réelle culture politique communiste n'empêchèrent pas certains historiens de voir en lui le parti communiste le plus stalinien d'Europe occidentale. Finalement, l'accumulation de « handicaps » n'aurait pas freiné son identification et son appartenance à la grande famille des PC et au mouvement communiste international. Bien au contraire, elle en aurait fait un facteur de survie. Cela dit, après cette étude, on est en mesure d'interroger ce qualificatif de « plus stalinien », que ces mêmes historiens peinent d'ailleurs à expliciter.

Du point de vue de l'analyse du discours, le PCP ne se révèle pas, en effet, aussi stalinien qu'un survol rapide de son histoire le laisserait imaginer. Il ne cesse de connaître « déviations » et « hérésies », passant la plupart de son temps à infirmer ou entériner ses propos antérieurs.

Dominé par l'esprit et les aspirations des libertaires qui en forment au départ le gros des effectifs, il est secoué, dans les années 1920, par de vifs débats idéologiques, allant jusqu'à se scinder en deux organisations. Malgré son rattachement à l'IC, il dénote une difficulté certaine d'affirmation identitaire et ne parvient pas à se forger d'emblée une culture politique spécifique.

La « bolchevisation » des PC engagée par l'IC lui permet, entre autres, de remédier à cette « tare » initiale. Mais, à la fin des années 1930, il enregistre tout de même des théories « déviantes » et de nombreuses remises en cause. Les dures conditions de militantisme imposées par la clandestinité, l'éparpillement des dirigeants, voire des directions, consécutif à la répression policière, et les revirements de la diplomatie soviétique, de la tactique « classe contre classe » à celle des Fronts populaires, participent à son flottement politique. La désorganisation est telle que l'IC suspend ses contacts avec le parti.

Après les polémiques, inhérentes à tout PC, nées autour de la signature du Pacte germano-soviétique, le PCP engage dans les années 1940 une « réorganisation » et réitère les travers de ses jeunes années en donnant naissance, à nouveau, à deux partis, chacun pourvu de l'organe central, *Avante!*. Ayant clarifié la situation, le parti-faction vainqueur n'en produit pas moins un manquement à l'orthodoxie stalinienne avec la « politique de transition » ou premier « *desvio de direita* » (déviation de droite).

Pendant, la décennie suivante, fidèle à son inscription dans le « camp socialiste », il redéfinit ses relations politiques à la lumière des enjeux de la guerre froide. Il chasse alors les éléments jugés trop conciliants à l'égard de la bourgeoisie ou éloignés des principes communistes et s'engouffre dans le « *desvio sectário* » (déviation sectaire). Peu d'années plus tard, voulant rectifier ses erreurs récentes et accompagnant la déstalinisation du monde communiste, il reprend les principes exposés au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, tenu en 1956. Il connaît alors à un deuxième « *desvio de direita ou desvio anarco-liberal* » (déviation de droite ou déviation anarcho-libérale).

Enfin, au début des années 1960, il affronte la scission maoïste qui découle du conflit sino-soviétique.

Bref, si la plupart des revirements, des remises en cause et des déviations vécues ne sont pas propres au PCP, ils sont incessants et ses dirigeants doivent tout au long de son existence rappeler les principes « marxistes-léninistes », lutter pour faire adopter les choix diplomatiques de la patrie du socialisme, l'URSS, et finalement remettre sans cesse le parti dans le droit chemin. C'est cette présence constante d'éléments soucieux de repositionner l'organisation sur le pôle de Moscou qui permet peut-être aux historiens d'employer la formule de « plus stalinien ». Or, les « hérétiques » ont montré au moins autant de persévérance dans la construction de propositions « déviantes » y compris quand ils se trouvaient à la direction du parti. Au final, sur l'ensemble de la période, le PCP renvoie une image protéiforme, où les forces et les épisodes centrifuges et centripètes s'équilibrent quantitativement. En ce sens, il s'éloignerait de l'idéal type du parti stalinien...

En revanche, si on peut reprendre cette dernière épithète, c'est bien par ce qu'elle sous-entend de querelles, de propension à « concocter des dogmes et à épier les hérétiques », pour reprendre la formule de Miguel Torga. Une des caractéristiques de la culture politique stalinienne ne fut-elle pas justement la chasse permanente aux contre-révolutionnaires, espions et autres déviants ? L'épuration constante de l'appareil organisationnel ? En cela, le parti portugais s'inscrit parfaitement dans le schéma de fonctionnement du mouvement communiste international.

Par conséquent, cette recherche peut se prévaloir de s'être penchée sur une organisation qui, malgré ses « handicaps », s'avère représentative, sous l'angle particulier mais essentiel de sa stalinisation, de l'ensemble des PC. Le PCP est certes numériquement faible, se situe à la périphérie de l'Europe et joue un rôle mineur

auprès de l'IC puis de Moscou, mais est indéniablement un PC. De plus, cette thèse étudie un parti qui, dans le Portugal du XX<sup>e</sup> siècle, revêt sur la scène politique nationale autant d'importance, proportionnellement, qu'un PCF, par exemple. La faiblesse du mouvement ouvrier portugais, la quasi absence de la social-démocratie et d'un fort courant socialiste lui confère une place de choix dans la divulgation de la culture marxiste, même revue et corrigée par Moscou.

Enfin, elle permet d'aborder des problématiques dépassant les simples enjeux politiques du PCP car les paradoxes qui ponctuent l'élaboration de sa ligne sur la question des colonies ouvrent la voie à une réflexion plus large sur l'émergence d'une identité propre au croisement de divers héritages en apparence antagonistes.

Il s'avère extrêmement complexe de résumer les positions du PCP en matière coloniale, tant les contingences extérieures et internes viennent entacher leur définition et invalider une quelconque linéarité. On peut néanmoins distinguer sommairement trois périodes : de la naissance du parti aux événements de Goa (1921-54), de Goa au déclenchement des guerres coloniales (1954-60), puis de celles-ci à la Révolution du 25 Avril (1961-74).

Globalement, l'on pourrait dire que, durant la première période, le parti est anticolonialiste. À l'exception des années 1936-38 où il manifeste des tendances colonialistes, il réaffirme constamment le droit des colonies portugaises à la séparation. Mis à part quelques anarcho-syndicalistes dans les années 1920, il constitue la seule force politique portugaise à défendre une telle position. Les autres composantes de l'opposition, souvent issues des milieux républicains, entendent certes rompre avec la colonisation « fasciste » de l'État Nouveau mais, surtout, mener une « colonisation positive ». La ligne défendue par le PCP revêt donc un caractère avant-gardiste dans le Portugal des années 1920-50.

Nonobstant ce radicalisme apparent, j'ai qualifié cet anticolonialisme de *minimaliste* pour deux raisons essentielles. Premièrement, le PCP ajourne fréquemment, dans ses articles de presse et dans des textes de fond voire fondateurs, l'exercice de ce droit ; c'est le cas en 1925, dans son « projet de République socialiste des soviets du Portugal » et, en 1943, dans le rapport d'Álvaro Cunhal au I<sup>e</sup> Congrès illégal du parti. Il invoque l'immaturation des masses africaines pour retarder la séparation. Les populations de ces territoires ne seraient pas « prêtes » à jouir de leur indépendance. Il se montre ainsi perméable aux images que les métropoles véhiculent sur le monde colonial, la distinction/hiérarchisation qu'il établit entre Orient et Afrique

venant confirmer cette influence extérieure. Marx et Engels, au-delà de leur instrumentalisation de la question nationale et coloniale, manifestèrent eux-mêmes dans leurs analyses des jugements empreints de ces représentations occidentales, les textes de Marx sur la colonisation de l'Inde en témoignent. Les héritages culturels du parti, qu'ils soient nationaux ou marxistes, ne lui permettent donc pas de défendre des positions anticoloniales exemptes de ce travers.

De plus, rapidement, le parti subordonne l'énonciation de ce principe au succès de la lutte antifasciste unitaire. L'instauration de l'État Nouveau en 1933 et les choix de l'IC de 1935 de constituer des Fronts populaires justifient la priorité absolue donnée à la réalisation de cette unité. Or, les autres forces de l'opposition antisalazariste développent un discours colonialiste et rejettent toute idée de rupture entre colonies et métropole. Le PCP sacrifie alors ses revendications anticoloniales à sa stratégie unitaire. Si son inscription dans les imaginaires national et colonial portugais facilite ses renoncements, les directives moscovites pèsent indéniablement sur ses orientations. À la fin des années 1920 mais surtout après la Deuxième Guerre mondiale, le parti évoque le risque pour les colonies portugaises de tomber aux mains d'autres impérialismes, ennemis de l'URSS, pour légitimer leur maintien au sein de l'Empire portugais. Le rapport au congrès de 1943, en particulier, allègue de la présence d'Hitler aux portes des Pyrénées, d'autres textes, postérieurs, de l'extension et des actions de l'impérialisme nord-américain pour illustrer ce danger. La diplomatie soviétique détermine donc grandement la ligne du parti en matière coloniale. Sans surprise, le PCF, qui partage avec le PCP le fait d'évoluer au sein d'une métropole impériale, tient dans l'ensemble des propos similaires. Néanmoins, le parti portugais s'en distingue dans les fameuses années 1936-38 par sa propension à taire le droit des colonies à la séparation. Quant au PCE qui, comme le PCP évoluait au sein d'un pays autoritaire possédant de surcroît quelques colonies, les textes abordant la question l'analysent en fait du point de vue des problématiques internes, catalane et basque.

La deuxième raison qui me fait qualifier l'anticolonialisme du PCP dans cette première période de *minimaliste* est que le parti reste cantonné au champ théorique. Certes, les mouvements d'émancipation dans les colonies portugaises en sont à leurs balbutiements et la clandestinité rend difficile toute collaboration ou participation politique du PCP. Mais, le parti ne tente pas de compenser ce manque par la multiplication d'actions anticoloniales ni ne développe de « politique d'approche » des

Africains. À l'inverse du PCF, il ne met pas en pratique ses mots d'ordre spécifiques. Il milite à la fin des années 1940 aux côtés de jeunes Africains venus étudier en métropole mais les traite comme des militants portugais et, s'il tente d'influencer l'Organisation communiste du Mozambique, née en 1947 d'initiatives individuelles, il ne l'impulse pas et cantonne son réseau communiste aux seuls colons blancs. La réalité coloniale comme la question du devenir des territoires d'outre-mer apparaissent très éloignées du quotidien des Portugais, elles le sont également de celui du PCP. L'élaboration par le parti de positions spécifiques sur le problème résulte essentiellement des exigences du mouvement communiste international.

La seconde période chronologique correspond à une phase de « transition ». Elle s'ouvre par l'irruption de la question coloniale sur la scène politique portugaise avec les événements de Goa de 1954. Ce nouveau contexte bouscule l'opposition en général et le parti en particulier. Il provoque une évolution indéniable de la ligne du PCP qui tente alors de concilier ses positions anticoloniales et ses sentiments national-patriotiques. Le parti produit ainsi, à ce moment-là, ses textes les plus contradictoires. Il rédige néanmoins, lors de son congrès de 1957, le V<sup>e</sup>, un rapport exempt de toute ambiguïté. En 1934, dans les « Points fondamentaux du programme du gouvernement ouvrier et paysan », il avait déjà énoncé le droit à la séparation immédiate et sans condition des colonies portugaises, mais était par la suite revenu sur sa position. Les résolutions de son V<sup>e</sup> Congrès réaffirment ce principe, dès lors définitivement admis.

Le PCP poursuit par ailleurs ses rares activités non-propagandistes. Certes, il facilite peu et parfois même freine l'auto-organisation des militants coloniaux, présents en métropole, mais collabore avec eux y compris après leur émancipation de son giron. Par ailleurs, il maintient quelques actions dans les colonies, cette fois-ci en Angola. À l'heure où Moscou prône la participation des communistes aux « mouvements de libération nationale », et bien qu'il n'en soit pas directement à l'origine, il favorise l'émergence d'un PC angolais. Sur le plan du discours, il est donc passé d'un anticolonialisme *minimaliste* à un anticolonialisme réel. Toutefois, malgré quelques velléités, il engage peu d'initiatives concrètes et son anticolonialisme demeure avant tout théorique et métropolitain.

La troisième et dernière période débute avec les guerres coloniales. Désormais, la question du devenir des colonies occupe totalement la société portugaise, le régime subissant les pressions grandissantes des nouveaux États indépendants et des anciennes métropoles ayant décolonisé. Même si la Chine maoïste préfère laisser le



Portugal gérer Macao, les comptoirs indiens et São João de Ajuda sont annexés respectivement par l'Union indienne et le Bénin. De nouveaux courants politiques anti-impérialistes émergent au Portugal en faveur de l'indépendance des territoires africains, concurrence parfaitement nouvelle, faisant monter la pression d'un cran. De même, le PCP dénonce quotidiennement les guerres, exige des négociations et se dote d'un secteur anticolonial.

Pourtant, il reste encore une fois cantonné à une activité, d'un côté, essentiellement propagandiste et, d'un autre, auto-centrée. Il ne soutient pas activement les organisations nationalistes des colonies ni les militants coloniaux présents en métropole. Ses réseaux de sortie, son expérience de la clandestinité et ses outils ne profitent directement qu'à ses seuls militants. De ses typographies sort le journal *Anticolonial* ; mais le parti ne soutient pas les publications éventuelles des Africains anticolonialistes. Il organise l'évasion de deux dirigeants africains membres du parti mais n'aide pas d'autres militants à fuir. La plupart des actions d'entraide envers des coloniaux (colonisés et Blancs nés dans les colonies) semblent plus devoir à l'initiative individuelle de militants communistes qu'à l'organisation en tant que telle. Même quand le PCP choisit de passer à une politique concrète, offensive, en créant, fin 1970, l'ARA (Action révolutionnaire armée), il ne se distingue pas par son anticolonialisme. Ses actions contre la machine de guerre visent des objectifs métropolitains : le sabotage de matériels militaires, le retard du départ des troupes... Il n'assiste pas directement les mouvements de libération, comme peuvent le faire d'autres groupes, par l'envoi de cartes des manœuvres militaires portugaises aux guérilleros, par exemple. Une fois de plus, il fait preuve d'un anticolonialisme métropolitain et non d'un internationalisme anticolonial.

Quel que soit le contexte donc, on peut conclure à une succession, chez le PCP, de « ratés historiques » en matière de politique coloniale. Du point de vue de la simple élaboration théorique, il établit avec difficulté une position en faveur de l'indépendance inconditionnelle des colonies portugaises. Quand il l'adopte et que son discours se stabilise, il cantonne ses rares actions à des intérêts strictement métropolitains, passant à côté de la lutte des militants africains. Par le préalable et la primauté donnés au renversement du fascisme, il ne favorise pas, voire freine, l'émergence d'une conscience et d'un travail anticoloniaux chez les colonisés résidant au Portugal et ne soutient finalement pas concrètement les guérillas africaines.

Ceci étant, si le PCP peine à faire émerger un discours et une pratique réellement et pleinement anticoloniaux, il ne faut pas perdre de vue que l'élaboration d'une ligne en matière de politique générale rencontre les mêmes difficultés ; les différents « handicaps » évoqués expliqueraient cet état de fait et permettraient ainsi de relativiser les flottements du parti. Toutefois, il est des « ratés » plus aisés et plus significatifs que d'autres. Le contexte national amène le parti à se contenter de positions approximatives ou « déviantes » sur les colonies.

Mais, au-delà de ces « ratés », un autre trait caractérise la politique coloniale du PCP. Le parti non seulement montre des résistances à s'inscrire dans un anticolonialisme net durant la première période et à engager des actions concrètes déterminantes pour la lutte des peuples colonisés dans les deux suivantes, mais encore, en dehors de son travail de définitions, ne s'intéresse-t-il jamais à la question que sur le mode circonstanciel. En effet, j'ai fréquemment souligné au fil des pages que le parti reste principalement sur le terrain de l'anecdotique. Il évoque les manifestations survenues régulièrement dans les colonies puis, durant les guerres coloniales, base sa propagande anti-guerre sur le récit d'exploits de soldats désobéissant dans les casernes, l'énumération des résistances et des actes de solidarité de la population, la reproduction des appels du MPLA...

J'ai insisté sur le fait qu'il aborde les événements susceptibles d'ébranler l'État Nouveau de manière identique, qu'ils se situent sur le territoire métropolitain ou dans les colonies. Il traite effectivement les grèves des pêcheurs de Setúbal comme celles de ceux de Bissau ou des boulangers de Luanda. J'ai lu dans cette égalité de traitement une résurgence de la mentalité coloniale du PCP. De surcroît, j'ai proposé de voir dans ce type d'action du parti, au-delà d'un anticolonialisme vicié par l'imaginaire colonial portugais, un suivisme des impératifs de la diplomatie soviétique.

Cela dit, cette façon de traiter l'actualité antisalazariste suggère un commentaire supplémentaire. Le PCP semble choisir cet angle d'attaque quelles que soient les questions abordées. Sa façon de préparer l'insurrection populaire contre le régime en témoigne. Elle passe par des récits circonstanciés et anecdotiques, censés alimenter le mécontentement général et élargir la base de la contestation. Le parti dévoile d'ailleurs ainsi son absence de réelle stratégie de prise du pouvoir, questionnant du coup sa volonté même de le prendre. Aussi, après les analyses proposées sur la politique coloniale du PCP, je pourrais finalement dire que, — au delà de la prégnance du mythe impérial et de la légitimation donnée à ses propos national-patriotiques par

les impératifs du mouvement communiste international —, ses positions et ses actions en la matière sont également dictées et déterminées par sa culture politique, son identité de parti communiste stalinien qui le conduit à développer ce type d'intervention.

Tous les champs investis par le parti semblent connaître un sort similaire. Cette recherche s'arrête à la veille du 25 Avril 1974. Or, sans faire ici l'histoire de la Révolution portugaise ni même celle de la période allant du coup d'État militaire aux élections du 25 avril 1975 pour l'Assemblée constituante, il faut rappeler quelques éléments. Le 25 avril 1974, plusieurs unités de l'armée renversent l'État Nouveau, mettant en place une Junte de salut national. Ce soulèvement est orchestré par des partisans du général António Spínola alliés aux « capitaines », c'est-à-dire aux officiers unis au sein du MFA (Mouvement des Forces armées).

La réforme de 1958 de l'Académie militaire, qui entendait résoudre la crise de recrutement que l'armée traversait, avait en effet permis aux fils d'artisans, de commerçants, de professions libérales voire de petits paysans d'embrasser la carrière militaire. La composition sociale du corps des officiers et des sous-officiers changea alors radicalement. Ces nouvelles recrues, formées dans l'après 1958, participèrent à la « démocratisation » des Forces armées. La hiérarchie militaire ne correspondait donc plus uniquement aux hautes sphères du pouvoir. C'est ainsi que le MFA allait être composé en grande majorité par la petite et la moyenne bourgeoisie, motrices de la contestation au sein des Forces armées. Par ailleurs, face à l'enlisement dans la guerre, l'État mobilisa de plus en plus d'étudiants, empreints bien souvent des idées progressistes véhiculées lors des crises universitaires de 1968-69. Ces jeunes, qu'on nomme les « miliciens » par opposition aux officiers de carrière, jouèrent un rôle déterminant dans la transformation du sentiment corporatiste, émergeant au sein de l'armée, en mouvement politique.

En effet, l'évolution de la guerre coloniale nourrit la contestation naissante. Face à la réalité du terrain des opérations, il ne s'agissait plus de la gagner mais de revenir vivant. L'accroissement du nombre d'insoumis (14 000 en 1973/74 contre 30 000 se présentant) témoigne du refus des combats. Les jeunes mobilisés se montrent peu zélés dans la défense d'un domaine colonial de plus en plus anachronique. À tel point que, en janvier 1974, l'armée subit ainsi, par exemple, les foudres de la population blanche de Beira, au Mozambique, qui l'accuse de ne pas faire le nécessaire pour en finir avec les « rebelles ».

En juillet 1973, un décret-loi visant à faciliter la promotion des « miliciens » provoqua la contestation des officiers de carrière. Un noyau de jeunes cadres de métier se constitua. Il était corporatiste et entendait sauver l'institution militaire. Mais, dans le contexte particulier d'une décennie de guerre, cette réaction initiale le conduisit rapidement à remettre en cause l'action militaire du moment et la politique coloniale du régime. L'alliance entre ces « professionnels », issus à quelques rares exceptions près, comme celle du général Spínola, du bas de la hiérarchie militaire, et le contingent permit la création, ce même été 1973, du Mouvement « des capitaines ».

Si, dans une deuxième phase du processus révolutionnaire portugais (à partir du 28 septembre 1974 et de la tentative ratée de coup d'État de Spínola), le PCP noua des liens privilégiés avec l'aile gauche du MFA, il n'aura été en aucun cas à l'origine de sa fondation. Certains de ses militants choisirent l'insoumission, d'autres furent sur le terrain des opérations. Ils alimentèrent peut-être le sentiment anti-guerre qui émergea au sein de l'armée mais n'intervinrent pas directement dans la constitution du mouvement, ni dans ces premières décisions. Par la suite, par le biais notamment de la participation de deux ministres communistes au premier gouvernement provisoire (Álvaro Cunhal et Avelino Gonçalves) et de liens privilégiés avec certains militaires du MFA, comme le compagnon de longue date, Vasco Gonçalves, le PCP se rapprocha du mouvement. Voyant son alliance avec le Parti socialiste (PSP) battue en brèche, il joua cette nouvelle carte. Toujours est-il qu'il resta étranger à la préparation du coup d'État du 25 avril et relativement éloigné du processus de formation politique des militaires, des « miliciens » comme des « professionnels ».

Son mode d'intervention politique explique en partie une telle absence. Ses articles et ses textes sur la vie dans les casernes, sur les actions du MPLA, du PAIGC et du Frelimo, sur les dépenses publiques dues à la guerre, sur les femmes pleurant leur « maris, frères et pères », etc., ont sûrement participé à la montée du mécontentement et à la remise en cause de la politique coloniale du régime, mais ne l'ont pas structuré, dévoilant les limites du mode d'action du PCP. L'échec de son travail « militaire » spécifique tient de ses choix généraux de conduite du mouvement social et politique.

De la même manière, ses « ratés historiques » sur la question coloniale sont tout autant à imputer à sa perméabilité aux imaginaires national et colonial portugais qu'à son mode de fonctionnement de parti stalinien. Mais, ils renvoient également à son patriotisme qui l'empêche d'aborder la question africaine dans la catégorie

générale des mouvements de « libération nationale ». Les Africains pouvaient être des opprimés, des exploités mais non des ressortissants de nations autonomes. La culture politique stalinienne du parti agit comme un facteur parallèle et aggravant : elle ne fut pas propice à une reconnaissance de l'autonomie de ces secteurs de lutte — même si le PCP s'y soumit à partir de 1961, pressé par les luttes armées africaines, que, par ailleurs, il n'avait pas appelées de ses vœux. Le parti n'a jamais démontré de pleine compréhension de l'articulation dialectique entre révolution démocratique anticoloniale et révolution socialiste, mais s'est consacré à la simple recherche d'alliés de la lutte métropolitaine.

Par sa sincère hostilité au fait que les métropoles aient des colonies, il était anticolonialiste. Mais, peinant à appliquer ce principe à son pays, sa nation, doutant de l'existence de nations africaines en lutte contre le capitalisme et étant encore moins convaincu qu'il y en eût pour lutter contre l'oppression coloniale portugaise, il n'était pas internationaliste, ou tout au moins, pas de manière conséquente. D'ailleurs, après 1961, il se retrouva à appuyer les partis africains les plus aptes à soutenir Moscou, mais qui se montraient également les plus fervents négateurs des ethnicités africaines.

Au terme de cette recherche, il reste donc un long chapitre à écrire : celui de la politique du PCP face à la décolonisation et envers les nouveaux PALOP (Pays africains de langue officielle portugaise), toujours située dans le cadre d'une solidarité infaillible à l'URSS. Dans un autre domaine émergeant dans ces années-là, la question de l'adhésion, réalisée en 1986, du Portugal à l'Europe communautaire, ses options « africaines » sont encore perceptibles. À ses yeux, comme à ceux de l'ensemble des Portugais, l'Afrique apparaît comme le moyen d'accroître l'influence du pays et donc de mieux défendre son « indépendance nationale » face à l'hydre bruxelloise. L'indéfectible vocation « sud » — d'aucuns diraient lusotropicaliste — du pays défendue par le Portugal sert très vite à défendre la singularité portugaise, afin d'éviter de sombrer dans l'orbite de l'impérialisme ouest-européen. Par conséquent, fut-ce par le biais de la lusophonie, l'idée impériale survit comme outil d'indépendance nationale.

## **SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE**



## **SOURCES**

Sous cette rubrique, ont été rassemblés les documents produits par les institutions, les organisations ou les personnes impliquées dans les événements survenus durant la période étudiée ou *a posteriori* mais élaborés avec le souci d'éclairer par leur expérience personnelle des points de cette histoire. Ainsi, se retrouvent classés en « sources primaires » les textes rédigés par le PCP ou par d'autres groupes de l'opposition (presse, tracts, rapports, lettres...), ceux produits par la Dictature (PVDE/PIDE/DGS, Légion portugaise, presse) et les témoignages oraux ou écrits de ces mêmes acteurs. En bibliographie ou « sources secondaires », l'on trouvera les articles ou livres rédigés dans l'optique de préciser, développer les informations données par ces sources primaires et d'en faire l'analyse. Ainsi, les ouvrages de militants communistes écrits avec cette perspective, se retrouveront classés comme source secondaire comme ceux de n'importe quel autre auteur. Bien entendu, s'y trouvent aussi toutes les productions scientifiques relatives aux axes de recherche abordés.

### **I/ PRESSE.**

J'ai consulté les différents organes centraux du PCP, son bulletin interne ainsi que la presse militante ayant un lien plus ou moins direct soit avec l'organisation soit avec la question des colonies (voir introduction générale).

Bien entendu, la grande majorité de ces titres fut publiée dans la clandestinité ; dès lors, il n'a pas été facile de trouver des séries complètes. Par conséquent, j'ai tenté de réunir le plus de numéros possible en croisant les fonds de divers centres d'archives et, en particulier, ceux du PCP, de la FMS (Fondation Mário Soares) et de l'ICS (Institut de sciences sociales).

NB :Généralement, une publication est identifiée par son titre, un numéro et un numéro de série, ce dernier changeant après chaque interruption, donc à chaque reprise de parution de la dite publication.



## **A/ Presse communiste.**

### **Avante!, organe central du PCP.**

En 1931, cette publication succéda à *O Comunista*, l'organe central antérieur du parti, paru de 1921 à 1926. Elle connut plusieurs interruptions et utilisa des numéros de série allant de I à VI. Dans les années 1941-43, coexistèrent deux PCP. Chacun publia « son » *Avante!*. L'un le sortit sous les numéros de série III puis IV, l'autre sous le numéro VI (ses concepteurs arguent d'une erreur typographique, VI étant un IV inversé). Dans la mesure où le courant à l'origine de cette dernière série se retrouva seul parti officiel, elle perdura jusqu'au 25 avril 1974.

- série I, du n° 1 - février 1931 au n° 9 - janvier 1933. Mensuel jusqu'au n° 6. Manquent les numéros 4, 7 et 8.
- série II, du n° 1 - juin 1934 au n° 82 - mai 1938. À peu près mensuel jusqu'en décembre 1936, bimensuel de janvier 1937 (n° 26) à mai 37 (n° 34) et hebdomadaire de mai 1937 à mai 1938. Il existe un numéro spécial non daté, le n° 83.
- séries III et IV, n° 1 août 1941. Le numéro de série aurait changé en avril 1942. Les partisans de Velez Grilo semblent avoir tiré une trentaine de numéros de l'organe central et ce jusqu'au début 1945. Le PCP qualifia par la suite cette publication de « faux *Avante!* ».
- série VI, du n° 1 - août 1941 au n° 463 - avril 1974.

### **Anticolonial.**

Cette publication émane du secteur anticolonial du PCP. Bien que faisant appel à la collaboration d'Africains résidant en métropole et extérieurs au parti, son histoire permet de la classer dans la presse communiste (voir chap. IV pp. 548-551). Cela dit, le parti désigne ce journal par « organe du mouvement populaire anticolonial ».

- du n° 1 – non daté, début 1964 (?) au n° 11 - janvier 1969.

### **A *Bandeira vermelha*, séminaire communiste.**

La publication de ce journal, organe central de la Fédération maximaliste portugaise - séminaire communiste, débute en 1919. En 1921, suite à l'arrestation du secrétaire général de la FMP, Manuel Ribeiro, elle est suspendue. Elle reprend à partir d'avril 1921 et est alors simplement identifiée comme « Séminaire communiste ». Aussi, c'est cette date que l'on a choisi pour démarrer la consultation.

- du n° 54 – 17 avril 1921 au n° 63- 19 juin 1921 (fin de la parution). Hebdomadaire, rédacteur principal : Manuel Ribeiro. Manque le n° 59.

**O Comunista**, organe central du PCP.

Une erreur semble s'être glissée dans la numérotation des séries. En effet, après l'interruption de 1922, la publication du journal redémarre au numéro 1 mais garde un numéro de série identique.

- série I, du n° 1 – 16 octobre 1921 au n° 7 – 27 novembre 1921. Hebdomadaire, rédacteur principal : Manuel Ribeiro. Manque le n° 6.
- série I, du n° 1 - mai 1923 au n° 46 – 1<sup>er</sup> mai 1926. Mensuel irrégulier, rédacteurs principaux : Carlos Rates, jusqu'au numéro 36 paru le 18 juillet 1925, puis Ferreira Quartel.

**A Internacional**,

publication du comité exécutif des partisans de l'Internationale syndicale rouge.

- du n° 1 – 3 novembre 1923 au n° 78 - mai 1931. Bimensuel, rédacteur principal : João Pedro dos Santos. Manque le n° 77.

**O Militante**, bulletin interne du PCP.

La publication de ce bulletin démarra en 1933. Jusqu'à la « réorganisation de 1940-41 », deux séries se succédèrent, la deuxième débutant en février 1937. De cette première période, on ne dispose que de cinq numéros à peine. En revanche, la série III qui commença en juin 1941 est nettement plus complète. Elle compte 182 numéros jusqu'en février 1974. Entre novembre 1953 (n° 73) et septembre 1960 (n° 105) les articles étaient signés du pseudonyme de leur auteur. Ceci a rendu possible, dans la thèse, l'attribution de certains textes tirés de ce journal.

- série III, du n° 1 – juin 1941 au n° 182 – février 1974. À peu près mensuel. Manquent les numéros 1, 2, 4, 12, 15, 18-21, 73-75, 77, 85, 86, 96, 114, 157, 159, 162, 163, 165, 168, 176, 177 et 180.

**Não a guerra colonial**

Ce bulletin sortit à Alger et fut élaboré par des militants du PCP.

- n° 1 - avril 1971 et n° 2 - août 1971.

**Tribuna militar**

Les auteurs du *Dicionário de história do Estado Novo* ont tenté d'établir un récapitulatif exhaustif des titres de la presse clandestine, mais celui-ci n'y apparaît point. Par ailleurs, dans les premiers numéros consultés, aucun sous-titre ne permet d'identifier le journal. À partir du n° 6, d'octobre 1960, la mention « organe de la

commission d'unité militaire » est ajoutée. Pourtant, dans les archives du PCP, *Tribuna militar* est répertorié comme « organe de la commission d'unité militaire du PCP ». De plus, un militant du secteur militaire du parti le présente également comme émanant du PCP (voir chap. V, p. 515). Aussi, ai-je résolu de le classer parmi la presse communiste.

- numéros consultés : 1 – janvier 1960, 3 – avril 1960, 6 – octobre 1960, 7 – décembre 1960 et 13 – juin 1962.

## **B/ Presse unitaire.**

### Presse du MUNAF.

- ***Democracia***, journal lié au MUNAF. Numéros consultés : 5 – 23 juillet 1946, 12 – 7 novembre 1946 et 17 – 6 février 1947
- ***Libertação nacional***, porte-voix du MUNAF. Numéros consultés : 4 – février 1945 et 11 – 27 août 1945.

### Presse du Front patriotique de libération nationale.

- ***Liberdade***, organe du FPLN. Du n° 1 – février 1966 – au n° 16 d'octobre 1969 (fin de la parution).
- ***Passa palavra***, organe des militaires du FPLN. D'avril 1966 à mai 1968. Sans numérotation, 5 numéros consultés.
- ***Portugal informação***, FPLN en France. Du n° 1 – mai 1970 au n° 10 – novembre 1972. Manquent numéros : 1, 2, 8 et 9.

## **C/ Les Cahiers parus sous l'ère marceliste.**

À partir de 1967-68, le Portugal connut la multiplication des revues et des groupes d'études politiques se démarquant de l'opposition libérale traditionnelle et du PCP. Ainsi, parurent les *Cadernos círculo de iniciativa política* dès 1962 et les *Cadernos socialistas* en juillet 1967. La même année, en novembre, les *Cadernos de circunstância*, qui visaient à présenter une analyse et des documents sur la vie portugaise, furent formés par un groupe d'intellectuels issus pour certains du CMLP (Comité marxiste-léniniste portugais). Les *Cadernos necessários* ne sortirent quant à eux qu'en juin 1969 et correspondaient, selon leurs fondateurs, à une « tentative de création d'un courant d'opinion politique au Portugal ».

- *Cadernos de circunstância*. Du n° 1 – novembre 1967 au n° 6 – mars 1969.
- *Cadernos círculo de iniciativa política*. Du n° 1 – novembre 1962 au n° 7 – juin 1974.
- *Cadernos necessários*. Du n° 1 – juin 1969 au n° 5 – mars 1970.
- *Cadernos socialistas*. Du n° 1 – juillet 1967 au n° 3 – février 1969.

## **II/ ARCHIVES.**

### **A/ Archives historico-sociales de l'Institut de sciences sociales (ICS).**

Av. Prof. Aníbal de Bettencourt, 9, 1 600-189 Lisbonne.

Le centre d'archives historico-sociales de l'ICS a été créé en 1979. Il détient un fonds important regroupant des documents sur les liens entre l'IC et les communistes portugais. De plus, les AHS reçurent divers dépôts d'archives personnelles. Ceux-ci comportent des documents de nature diverse (tracts, brochures, coupures de presse, manuscrits...) relatifs, pour ceux consultés, fonds César de Oliveira et Pinto Quartim, à l'opposition à l'État Nouveau.

#### **1/ Fonds de l'IC.**

Il regroupe diverses informations concernant les liens de l'Internationale communiste avec le PCP (séries F 4 à F 495), avec les Jeunesses communistes portugaises (série F 533) et avec les partisans de l'Internationale syndicale rouge (série F 534). Il est essentiellement constitué de rapports de membres de l'IC ou de certaines de ses institutions (commission exécutive, par exemple) et de la correspondance entre certains militants du PCP et l'Internationale. Il couvre la période de 1923, date de l'arrivée du délégué de l'IC, Humbert-Droz, à Lisbonne, à 1938, date de la suspension des relations de l'IC avec le parti portugais.

- F 4, op. 18, unité conservation 166.
- F 4, op. 19, unité conservation 99.
- F 4, op. 19, unité conservation 77.
- F 4, op. 19, unité conservation 89.
- F 4, op. 19, unité conservation 99.
- F 4, rol. 16, unité conservation 852.

F 4, rol. 18, unité conservation 196.  
F 49, op. 19, unité conservation 77.  
F 493, op. 1, d 20, caisse 1, paquet 6.  
F 494, op. 1, d 454, caisse 1, paquet 6.  
F 494, op. 1, d 654, caisse 1, paquet 6.  
F 494, op. 1, d 703, caisse 1, paquet 6.  
F 495, op. 3, d 342, caisse 1, paquets 3 et 9.  
F 495, op. 10, d 4, caisse 2, paquet 30.  
F 495, op. 10a, d 262, caisse 2, paquets 14, 16 et 19.  
F 495, op. 10a, d 264, caisse 2, paquets 26, 27 et 29.  
F 495, op. 10a, d 264, caisse 3, paquet 42.  
F 495, op. 12, d 106, caisse 2, paquet 23.  
F 495, op. 18, d. 190a, caisse 1, paquets 1 et 2.  
F 495, op. 18, d. 394b, caisse 1, paquet 2.  
F 495, op. 18, d 477, caisse 1, paquet 8.  
F 495, op. 18, d 640a, caisse 1, paquet 8.  
F 495, op. 18, d 641, caisse 1, paquet 8.  
F 495, op. 18, d 781, caisse 1, paquet 8.  
F 495, op. 18, d 899, caisse 2, paquet 24.  
F 495, op. 18, d 1099, caisse 1, paquet 7.  
F 495, op. 19, d.595, caisse 1, paquet 2.  
F 495, op. 19, d. 290, caisse 1, paquet 2.  
F 495, op. 19, d 448, caisse 1, paquet 4.  
F 495, op. 25, d 742, caisse 3, paquet 55.  
F 495, op. 32, d 70, caisse 3, paquet 37.  
F 495, op. 32, d 158, caisse 2, paquet 31.  
F 495, op. 164, d 16, caisse 4, paquet 82.  
F 533, op. 8, d 228, caisse 5, paquet 83.  
F 533, op. 8, d 239, caisse 5, paquet 88.  
F 533, op. 8, d 251, caisse 5, paquet 84.  
F 533, op. 10, d 2395, caisse 5, paquets 94 et 95.  
F 533, op. 10, d 2398, caisse 5, paquet 92.  
F 534, op. 6, d 122, caisse 7, paquet 145.  
F 534, op. 7, d 432, caisse 6, paquets 107, 116 et 117.  
F 534, op. 7, d 432, caisse 7, paquet 157.

## 2/ Fonds César de Oliveira.

Il contient des informations de nature diverse relatives à l'histoire de l'opposition à l'État Nouveau et des diverses organisations antisalazaristes. Fruit du travail de collecte de ce professeur, il couvre une période allant jusqu'en 1974 et contient la série II de *Avante!* dans son intégralité (1934-38).

FG 10 – P 10  
FG 26 – P 26  
FG 39 – P 39

FG 53 – P 53  
FG 54 – P 54  
FG 55 – P 55  
FG 57 – P 57  
FG 62 – P 62  
FG 63 – P 63  
FG 64 – P 64  
FG 65 – P 65

Documents divers encore non répertoriés triés par caisse : PCP, FPLN, MPLA-UNITA (2 caisses), PAIGC (2 caisses), Frelimo.

### 3/ Fonds Pinto Quartim.

Composé, également, de documents relatifs à l'opposition à l'État Nouveau, il concerne les premiers temps du régime et ne s'étend que jusqu'aux années 1950.

PQ 555  
PQ 612  
PQ 634  
PQ 635  
PQ 674  
PQ 689  
PQ 697  
PQ 706  
PQ 711  
PQ 718  
PQ 724  
PQ 730  
PQ 731  
PQ 736  
PQ 741  
PQ 745  
PQ 765  
PQ 772  
PQ 810

Documents divers encore non répertoriés triés par caisse : Presse et divers, MUD, IC, PC espagnol et PC brésilien.

### **B/ Fondation Mário Soares.**

Rua São Bento Gonçalves, 160, 1 200 Lisbonne

La Fondation Mário Soares a ouvert ses portes en avril 1997. Elle mit alors à disposition du public les archives privées de l'ancien président sous forme de

documents numérisés. Avec le temps, d'autres fonds y furent déposés (ceux de Bento de Jesus Caraça et Manuel Mendes, par exemple). Parallèlement, la fondation entreprit de collecter d'autres sources. Elle conserve ainsi des documents provenant des archives nationales de Guinée Bissau, disponibles désormais sous l'appellation « fonds Amílcar Cabral ». Elle travaille également à rassembler, en les photocopiant, les archives de l'IC conservées à Moscou relatives au Portugal. Ayant fréquenté la FMS à ses débuts, j'ai consulté les deux fonds Mário Soares et Mário de Andrade.

1/ Fonds Mário Soares, avant le 25 avril.

Actividades Mário Soares / Produção intelectual, dossier 0007,01.

Angola / MPLA, dossiers 2237 et 2595,13.

CONCP, dossier 2595,08.

Oposição clandestina / diversos / CPL, dossier 2243,22.

Oposição clandestina / Extrema esquerda/ CML, dossiers 2585,02 et 2968,08.

Oposição clandestina / Extrema esquerda / EDE, dossier 0038,04.

Oposição clandestina / Imprensa, dossier 2603,12.

Oposição clandestina / Organizações militares clandestinas / Comité militar de salvação nacional, dossier 2598,013.

Oposição clandestina / Organizações unitárias, dossiers 2595,19 et 2595,39.

Oposição clandestina / Organizações unitárias / FPLN, dossiers 1059,18 / 2582,27 et 2968,05.

Oposição clandestina / Organizações unitárias / FPLN, JAP's, dossiers 2603,23 et 2603,25

Oposição clandestina / Organizações unitárias / JAP's, dossiers 2582,30 / 2587,06 / 2595,27 / 2603,14 / 2609,07 et 2609,09.

Oposição clandestina / Organizações unitárias / Junta militar patriótica do governo, dossier 2968,025.

Oposição clandestina / Organizações unitárias / MUNAF, dossiers 2592,01 / 2603,1 / 2603,19 / 2967,03 et 2967,04

Oposição clandestina / Organizações unitárias / SVI, dossier 2585,01.

Oposição clandestina / PCP, dossier 2595,035.

Oposição clandestina / PCP / ARA, dossier 2970,006.

Oposição clandestina / PCP / Comunicados, dossier 2969,068.

Oposição clandestina / PCP / Conferência, dossier 2240,032.

Oposição clandestina / PCP / I<sup>o</sup> Congresso ilegal, dossier 2597,002.

Oposição clandestina / PCP / I<sup>o</sup> e II<sup>o</sup> Congressos, dossier 2597,003.

Oposição clandestina / PCP / Diversos 1961-70, dossier 2968,023.

Oposição clandestina / PCP / Imprensa, dossiers 0038,001 / 2591,038 / 2603,022 et 2968,004.

Oposição clandestina / PCP / Imprensa estrangeira, dossier 2603,001.

Oposição clandestina / PCP / O *Militante*, dossiers 0038,002 / 0038,003 / 2603,007 et 2968,024.

Oposição clandestina / PCP / MUD *Juvenil*, dossier 2969,02.

Oposição clandestina / PCP/ Organização, dossier 2597,004.

Oposição clandestina / PCP / PC estrangeiros, dossier 2597,005.  
Oposição clandestina / PCP / Propaganda avulsa, dossiers 2243,001 / 2243,003 / 2243,006 / 2243,014 et 2597,001.  
Oposição clandestina / PCP / *Rumo à vitória*, dossier 2241,008.  
Oposição clandestina / Revilharismo / Revolta de Madeira, dossier 2968,17.  
Oposição em exílio / Argélia-Marrocos / FPLN, JAP's, dossier 2595,23.  
Oposição em exílio / Argélia-marrocos / Resistência republicana, dossier 2600,16.  
Oposição legal / Eleições de 1949 / Norton de Matos, dossier 2582,04.  
Oposição legal / Eleições presidenciais de 1951 / MND, dossier 2592,07.  
Oposição legal / Programa de acção / MND, dossier 2591,11.  
Oposição legal / Programa para a democratização da República, dossier 2582,26.  
Oposição legal e semi-legal / Cartas, dossier 2595,24.  
Oposição legal e semi-legal / Correntes republicanas, dossier 2591,43.  
Oposição legal e semilegal / Documentação avulsa, dossier 2969,05.  
Oposição legal e semi-legal / Eleições, dossiers 2582,08 / 2587,11 et 2969,079.  
Oposição legal e semi-legal / MUD, dossier 2969,044.  
Programa do PS, dossier 2249,02.  
Questão colonial / Índia / Mensagem do povo de Goa, dossier 2595,06.  
Questão colonial / Portugal, dossiers 2595,09 et 2595,11.  
Questão colonial / Portugal / Diversos, dossier 2600,06.  
Questão colonial / Portugal / Política ultramarina 1960, dossier 2595,01.

## 2/ Fonds Mário de Andrade.

Actividades literárias / Mário de Andrade, dossiers 4354,006 et 5,006.  
Investigação / Ciências sociais e humanas, dossiers 4316,005 / 4316,009 / 4316,01 / 4322,001 / 4325,002 / 4325,01 / 4329,002 / 4329,003 et 4357,005.  
Movimento de Libertação / Angola, dossiers 4320,001 / 4337,004 et 4358,008.  
Movimento de Libertação / CONCP, dossiers 4334,003 et 4334,005.  
Movimento de Libertação / Guiné-Cabo-verde, dossier 4344,004.  
Movimento de Libertação / MAC, dossier 4336,001  
Movimento de Libertação / Questão colonial, dossiers 4310,003 et 4321,003.

## C/ Archives nationales portugaises de la Torre do Tombo (ANTT).

Alameda da universidade – Campo grande, Lisbonne

Le fonds de la PIDE-DGS déposé aux ANTT est officiellement accessible au public depuis 1994, à l'occasion des vingt ans de la Révolution du 25 avril. Les conditions de consultation sont désormais simplifiées (voir introduction générale). Les dossiers de la police politique se divisent en deux grands groupes : ceux ouverts lors de l'arrestation d'un militant ou d'un groupe d'opposants, classés au nom de l'un



d'entre eux, « *processos nominais* » (un individu peut donc avoir plusieurs « *processos* »), et ceux créés par le rassemblement des différentes informations et rapports compilés par les agents de la police sur diverses organisations ou courants politiques jugés subversifs. La plupart des dossiers consultés émanent des services centraux (SC), c'est-à-dire de Lisbonne. Aussi, précisera-t-on leur origine uniquement quand celle-ci est différente.

Il convient encore une fois de souligner que la nature même de ce fonds oblige à prendre certaines précautions quant à l'interprétation des informations rencontrées. D'un côté, dans le cas des personnes interrogées, l'usage de la torture nuit à la fiabilité des témoignages. De plus, les dossiers des dirigeants du PCP s'avèrent bien souvent « peu instructifs » puisque le parti donnait pour consigne à ses militants de ne pas faire de révélation sous peine de sanction ou d'exclusion. Aussi la mention « le prévenu dit ne rien avoir de plus à déclarer » revient-elle comme un leitmotiv dans bon nombre d'interrogatoires. D'un autre côté, les objectifs de la PIDE l'amenaient à qualifier hâtivement de « communiste » toute manifestation politique attentant au régime. Ses fonctionnaires purent très bien par exemple, comme on l'a déjà signalé, ouvrir un dossier dans les années 1960 au nom du Parti communiste du Mozambique sans que celui-ci existât réellement, et ce dans la simple volonté de « ranger » les documents relatifs à des activités « subversives ». De plus, la faible formation politique des agents de la PIDE ne facilitait pas, parfois, leur interprétation de débats ou d'événements particuliers ou leur simple lecture des faits. Par conséquent, les rapports qu'ils produisirent ne sont pas exempts d'approximations ou d'erreurs.

### 1/ Dossiers nominaux.

Les approximations du classement de la PIDE expliquent certaines anomalies rencontrées. En effet, sous le nom d'un militant, la PIDE a pu rassembler des « *processos crimes* » (littéralement « procès-crimes », c'est-à-dire dossiers de procédure, d'arrestation et d'interrogatoire) concernant divers militants.

ANDRADE Mário de, délégation d'Angola, Pc 281/50 (enregistré au nom de Marcelino dos Santos), 154 fls.

ARANDES José Henrique, Pc 264/52, 72 fls, et Pc 1596/63, vol. 1, 91 fls, et vol. 2, 325 fls.

- CABRAL Amílcar, Pc 1915/50-SR, 3 volumes, 825 fls, et Pc 1719/60, 85 fls.  
 CABRAL Vasco, Pc 202/51, 71 fls, et Pc 26/54, 282 fls.  
 CAETANO António José Júnior, Pc 1040/43 (enregistré au nom de Militão Bessa Ribeiro), 200 fls.  
 CRUZ Viriato da, Pc 1153/51, 489 fls ; délégation d'Angola, Pc 22/59, 2 volumes, 138 fls ; Pc 58/59, 133 fls, et Pc 147/60, 212 fls.  
 DASKALOS Sócrates Mendonça de Oliveira, Pc 771/49, 82 fls.  
 DUARTE Calazans, Pc 715/59, 2 volumes, 350 fls.  
 DUARTE Francisco Miguel, Pc 747/47, 274 fls ; Pc 100/54, 2 volumes, 524 fls, et Pc 779/60, s/fl.  
 FERNANDES Alexandrino Rodriguês, Pc 1923/41, 24 fls.  
 FOGAÇA Julio de Melo, Pc 507/42, vol. 2, 66 fls, et vol. 3, 169 fls, et Pc 3968-SR, « o frango », 147 fls.  
 GRAÇA Julieta, Pc 3032/51-SR (enregistré au nom de Noemia de Sousa), vol. 2, 136 fls.  
 GUERRA Maria Sofia Cannajola Pomba do Amaral, Pc 2156/49-SR, 159 fls.  
 LOURENÇO António Dias, Pc 1144/49 (enregistré au nom de Georgette de Oliveira Ferreira), 224 fls, et Pc 1490/62, 545 fls.  
 LOURO Francisco da Conceição, Pc 630/59, 27 fls.  
 MACHADO Ilídio Tomé Alves, délégation d'Angola, Pc 47/59, dit « procès des Blancs », vol. 1, 103 fls, vol. 2, 121 fls, vol. 3, 138 fls, vol. 4, 108 fls, et vol. 5, 209 fls.  
 MARIA Adolfo Rodriguês, délégation d'Angola, Pc 662/61, 340 fls.  
 MIGUEL José, « o lambanas », Pc 213/61, 3 volumes, 559 fls.  
 MONTEIRO António Marquês, délégation d'Angola, Pc 40/59, 6 volumes, 1188 fls.  
 NETO António Agostinho, Pc 52/52, s/fl. ; Pc 47/55, vol. 1, 470 fls, et vol. 2, 867 fls, et Pc 887/60, 128 fls.  
 PATO Octávio, Tribunal da Boa Hora, 2<sup>nd</sup>o juízo criminal, n°92/1962, caisses 703-712, 29 volumes, 1472 fls.  
 RIBEIRO Militão, PC 507/42, vol. 1, 23 fls (enregistré au nom de Júlio Fogaça), et vol. 2, 117 fls ; Pc 1352/42, 194 fls, et Pc 746/49, 773 fls.  
 SANTOS Marcelino dos, Pc 488/51, 1 volume sur 6 est disponible, 250 fls.  
 SERRA Jaime dos Santos, Pc 752/49, 239 fls ; Pc 167/54, 580 fls, et Pc 83/55, 104 fls.  
 SIMÕES Artur João, Pc 1096/40, s/fl.  
 SOARES Pedro dos Santos, Pc 1337/35, 272 fls ; Pc 56/38, 4 fls ; Pc 507/42 (enregistré au nom de Júlio Fogaça) ; Pc 50/53, 50 fls ; Pc 146/53, 595 fls ; Pc 100/54 (enregistré au nom de Vasco Cabral) vol. 1, 64 fls, et Pc 1209/58, 624 fls.  
 VENTURA Cândida Margarida, Pc 827/60, 790 fls.

## 2/ Dossiers thématiques.

Un dossier peut contenir un seul ou plusieurs volumes (précision portée en couverture). Pourtant, parfois certains dossiers à volumes multiples s'avèrent lacunaires.

- Acção revolucionaria armada, Pc 16042-CI(2), 902 fls, et délégation d'Angola, Pc 1127 J/S, s/fl.
- Apoio aos povos das colónias portuguesas, Pc 208-CI(2), 13 fls.
- Associação africana da província de Moçambique, Pc 2668/54-SR, vol. 3, 44 fls.
- Associação jurídica de Lourenço Marquês, Pc 7141-CI(2), 31 fls.
- Associação para as relações com os movimentos africanos de libertação, délégation d'Angola, Pc 11.25 - E/30, 2 fls.
- Auxílio vermelho português, Pc 17.130-CI(2), 38 fls.
- Brigadas revolucionárias, Pc 18.327-CI(2), 554 fls.
- Cadeia da Machava, Pc 11.542-CI(2), vol. 1, 32 fls, vol. 2, 177 fls, et vol. 3, 371 fls.
- Campo de trabalho de Chão Bom, Pc 754/61-SR, 337 fls.
- Campo de trabalho de São Nicolau, Pc 4620-CI(2), 55 fls.
- Casa de Angola, délégation d'Angola, Pc 13.411 B, 5 fls.
- Casa de Angola em Lisboa, Pc 15.317-CI(2), 30 fls.
- Casa dos estudantes do Império, Pc 329/46-SR, vol. 1, 58 fls, vol. 2, 2 fls, vol. 3, 49 fls, et vol. 4, 5 fls. (Référence faite à l'existence de 20 volumes, 4 disponibles).
- Células subversivas no ultramar, Pc 19.938-CI(2), 232 fls.
- Comemorações do 5 de Outubro, Pc 1773/49, 316 fls.
- Comissão dos movimentos nacionalistas das colonias portuguesas, Pc 2606/63-SR, 1 fl.
- Comité de libertação de África, Pc 2668/54-SR, vol. 2, 76 fls.
- CONCP, Pc 1127/61-SR, 314 fls.
- Conselho mundial da paz, Pc 333/46/170-SR, 198 fls.
- Eleições presidenciais, délégation d'Angola, Pc 17.12.C, 368 fls.
- Estudantes ultramarinos na metropole, Pc 4573-CI(2), 5 fls.
- Frente patriótica de libertação nacional, Pc 1.353-CI(2), vol. 1, 576 fls, vol. 2, 806 fls, vol.3, 287 fls, vol. 4, 239 fls, vol. 5, 218 fls, vol. 6, 304 fls, vol. 7, 339 fls, vol. 8, 234 fls, vol. 9, 82 fls, vol. 10, 360 fls, vol. 11, 183 fls, vol. 12, 287 fls, vol. 13, 260 fls, vol. 14, 130 fls, vol. 15, 24 fls, et vol. 16, 304 fls.
- Fuga dos estudantes ultramarinos, Pc 2425-CI(2), 255 fls.
- Liga nacional africana ou organizações africanas em Portugal ou Clube marítimo africano, Pc 2668/54-SR, vol. 1, 710 fls, et vol. 2, 76 fls.
- Movimento anticolonialista, délégation d'Angola, Pc 11.20 A/6, 48 fls.
- Movimento de libertação nacional de Timor português, Pc 18.891-CI(2), 25 fls.
- Movimento democrático de Moçambique, Pc 3426/62-SR, 49 fls.
- Movimento mundial dos partidários da paz, délégation d'Angola, Pc 11.25 A/17, 7 fls.
- MPLA, Pc 381/60-SR, 390 fls.
- MUD, Pc 1615/61, 1 fl.
- MUD *Juvenil*, Pc 50/46, 40 fls.
- Organização comunista de Angola ou Movimento socialista de Angola ou bien encore Movimento comunista de Angola, Pc 2791-CI(2), 370 fls.
- Partido comunista angolano, Pc 19.286-CI(2), 2 fls.
- Partido comunista de Moçambique, Pc 11.252-CI(2), 15 fls.
- Partido comunista português, Pc 1336-CI(2), vol. 1, 539 fls, et vol. 2, 227 fls.
- Partido comunista sul africano, Pc 1/46/SR A1, 341 fls.
- Penetração comunista em África, Pc 7670-CI(2), vol. 1, 376 fls, et vol. 2, 434 fls.
- Penetração comunista nas forças armadas, Pc 39-CI(2), 273 fls.
- Sociedade cultural de Angola, Pc 5551-CI(2), 22 fls.
- UEC, Pc 897/62-SR, 54 fls.

### **III/ SOURCES ORALES.**

J'ai procédé à vingt-huit entretiens ; je les ai menés de façon semi-directive, demandant simplement au départ au témoin quelles furent les conditions et les raisons de son engagement politique. Dans la mesure du possible, j'ai choisi de rencontrer les anciens militants avant d'avoir consulté leur dossier à la PIDE, utilisant alors les informations d'autres dossiers et la documentation déjà publiée.

J'ai généralement enregistré les entretiens menés. Pour celui joint en annexe, j'ai demandé à l'intéressé de confirmer la retranscription de la conversation enregistrée et l'ai reproduite avec son accord. Pour les entretiens non enregistrés et mis en forme à partir de mes seules notes, j'ai fréquemment pris la précaution d'envoyer aux intéressés le résultat de ma reconstitution afin qu'ils confirment les propos recueillis mais n'ai eu aucun retour.

- Adolfo Maria, enregistré, confirmé, Lisbonne, 5 juin 2000.
- Álvaro Cunhal, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 11 novembre 1997.
- António Dias Lourenço, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 4 juillet 2000.
- António Pedro Ferreira, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 12 mai 1999.
- Arménio do Santos Ferreira, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 15 et 17 mai 2000.
- Bruno da Ponte, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 8 juillet 1997.
- Calazans Duarte, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 12 février 1999.
- Carlos Alboim Inglês, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 12 juillet 2000.
- Edmundo Pedro, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 10 mai 1998.
- Felisberto Pereira de Lemos, enregistré, non confirmé, Coimbra, 8 février 1999.
- Fernando Estrela, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 16 février 1999.
- Henrique Abranches, enregistré, non confirmé, Luanda, 2 novembre 2000.
- Jaime Serra, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 26 octobre 1999.
- João Mendes, enregistré, non confirmé, Maputo, 15 novembre 2000.
- José Felipe Caixinha (Nico), enregistré, non confirmé, Lisbonne, 19 janvier 1999.
- José Ferreira Fernandes, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 3 février 1999.
- Lúcio Lara, enregistré, non confirmé, Luanda, 5 novembre 2000.
- Luís Bernardino, enregistré, non confirmé, Luanda, 31 octobre 2000.
- Maria Alçada Padez, enregistré, non confirmé, Luanda, 21 octobre 2000.
- Mário Pádua, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 10 mars 2001.

- Oscar Monteiro, enregistré, non confirmé, Maputo, 22 novembre 2000.
- Paulo Jorge, enregistré, non confirmé, Luanda, 8 novembre 2000.
- Pedro Casimiro, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 10 mars 2000.
- Pepetela (Carlos Pestana), enregistré, non confirmé, Luanda, 31 octobre 2000.
- Raimundo Narciso, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 4 mai 1999.
- Raúl Caixinha, enregistré, non confirmé, Lisbonne, 10 février 1999.
- Rui Pena Pires, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 25 mai 1998.
- Tomás Medeiros, non enregistré, non confirmé, Lisbonne, 5 juillet 2000

#### **IV MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES.**

En 2001, dans l'ouvrage *Memórias de resistência*, António Ventura soulignait l'existence d'une abondante production autobiographique (narrateur et auteur identique) portugaise au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, inspirée notamment par le changement de régime en 1910. Cette tradition se maintint sous l'État Nouveau et, après la chute du régime, les publications de mémoires, carnets, autoportraits et récits de voyages se multiplièrent. Ces divers écrits constituent alors une source d'informations indispensables pour l'historien du XX<sup>e</sup> siècle portugais. Cependant, il ne faut pas négliger les limites de cette littérature, les auteurs pouvant taire certains événements involontairement (oublis, méconnaissances) ou volontairement (considérations esthétiques, autocensure et/ou protection de l'entourage).

- AQUINO Acácio Tomás de (1978), *O segredo das prisões atlânticas*, Lisbonne, A Regra do Jogo, 448 p.
- AQUINO Acácio Tomás de *et alii* (1978), *O 18 de Janeiro de 1934, e alguns antecedentes*, témoignage collectif, Lisbonne, A Regra do Jogo, 132 p.
- ALMEIDA Pedro Ramos de (1983), *O processo do salazarismo*, Lisbonne, eds Avante!, 174 p.
- BIZARRO Aníbal & SOUSA Franco de (coord.) (1978), *Tarafal Testemunhos*, Ouvrage collectif, Lisbonne, Caminho, 340 p.
- COELHO José Dias (1974), *A resistência em Portugal*; Lisbonne, Nova, 107 p.

- CUNHAL Álvaro (1996), *Duas intervenções numa reunião de quadros*, Lisbonne, eds Avante!, Cahier d'histoire du PCP, n° 3, 126 p.
- DASKALOS Sócrates (2000), *Um testemunho para a história de Angola, do huambo ao huambo*, Lisbonne, Vega, 276 p.
- GOUVEIA Fernando (1979), *Memórias dum inspector da PIDE, a organização clandestinidade do PCP*, Lisbonne, Roger Delraux, 475 p.
- JORGE J. Pires (1984), *Com uma imensa alegria*, Lisbonne, eds Avante!, 109 p.
- MARQUES J. A Silva (1976), *Relatos da clandestinidade : o PCP visto por dentro*, Lisbonne, éd. Journal Expresso, 364 p.
- MARTINS Pedro (1990), *Memórias dum combatante*, Cap-Vert, éd. Pontos de Vista.
- MELLO Manuel José Homem de (2003), « Quando Salazar pensou demitir-se », *História* (Lisbonne), n° 61, novembre, pp. 48-51.
- MIGUEL Francisco (1986), *Das prisões à liberdade*, Lisbonne, eds Avante!, 125 p.
- NARCISO Raimundo (2000), *Acção revolucionária armada, a história secreta do braço armado do PCP*, Lisbonne, Dom Quixote, 409 p.
- NEVES A. Anacleto (s/d [1975]), *A longa luta : preso, algemado e deportado*, Lisbonne, éd. de l'auteur, 415 p.
- OLIVEIRA Candido de (1974), *Tarrafal, o pântano da morte*, Lisbonne, éd. República, 151 p.
- OLIVEIRA Gilberto de (1987), *Memórias vivas de Tarrafal*, Lisbonne, eds Avante!, 244 p.
- PADUA Mário Moutinho de (1963), *Guerra em Angola*, São Paulo, éd. Brasiliense, 113 p.
- PERDIGÃO Rui (1983), « Testemunho sobre a Rádio Portugal Livre », *Estudos sobre o comunismo* (Porto), n° 1, sept-déc., pp. 39-46.
- PIRES Catarina (1999), *Cinco conversas com Álvaro Cunhal*, Porto, Campo das Letras, 302 p.
- PIRES Correia José (1987), *Memórias de um prisioneiro do Tarrafal*, Lisbonne, éd. Dêaga, 306 p.
- RODRIGUES Manuel Francisco (1974), *Tarrafal, aldeia da morte*, Porto, éd. Brasileira, 327 p.
- RODRIGUES Miguel Urbano (1975), *Da resistência a revolução, 1963-1975*, Lisbonne, eds Avante!, 224 p.

- SERRA Jaime (1999), *As explosões que abalaram o fascismo*, Lisbonne, eds Avante!, 143 p.  
*Idem* (1997), *Eles têm o direito de saber*, Lisbonne, eds Avante!, 190 p.
- SOARES Pedro (1977), *Tarrafal, o campo da morte lenta*, Lisbonne, eds Avante!, 74 p.
- SOARES Mário (1976), *Portugal : Quelle révolution ?*, entretiens avec D. Pouchin, France, Calmann-Levy, 253 p.  
*Idem* (1974), *Portugal amordaçado*, Lisbonne, Arcádia, 728 p.

## **V/ TEXTES ET DOCUMENTS DU PCP.**

Les références mentionnées ici ne reprennent qu'une petite partie de la littérature (articles, brochures, circulaires, communiqués, rapports et tracts) produite par le PCP (pour le détail, voir les notes de bas de page). Néanmoins, afin de donner un aperçu du corpus étudié et de faciliter de futures recherches, il apparaît intéressant de lister certains écrits. Le choix est largement arbitraire puisqu'il découle de l'angle de travail adopté. Aussi, de « simples » notes de militants cotoient-elles, par exemple, des rapports de congrès quand leur contenu aborde la politique coloniale du parti. De plus, la liste des journaux et revues ayant été préalablement fournie, les articles de la presse clandestine n'apparaissent pas distinctement, exceptés les résolutions, les textes d'orientation ou de fond qui y furent publiés.

NB : Autant que faire se peut, j'ai attribué chaque document à son auteur, la nature de certains d'entre eux entraînant, bien sûr, une signature plus diluée (textes collectifs, écrits au nom d'une instance du parti...), voire inexistante. Par ailleurs, certains pseudonymes n'ayant pu être identifiés, ils apparaissent dans la liste nominative entre guillemets.

- Guilherme da Costa Carvalho (Manuel), *Sobre as próximas eleições para deputados*, intervention au V<sup>e</sup> Congrès, s/l, s/e, octobre 1957.
- Álvaro Cunhal (Duarte), *A aliança com os povos coloniais*, rapport au I<sup>e</sup> Congrès illégal, s/l, s/e, 1943.  
*A luta pelo pão, pela liberdade et pela independência nacional*, rapport du secrétariat du PCP au I<sup>e</sup> Congrès illégal du PCP (1943), s/l, eds Avante!, 1944.  
*A actividade do grupelho provocatório*, s/l, eds Avante!, 1944.  
*O caminho para o derrubamento do fascismo*, rapport au IV<sup>e</sup> Congrès du PCP, 1946. La version citée correspond à celle publiée en 1997 à Lisbonne aux eds Avante! [Cahiers d'histoire du PCP, n° 6, 205 p.].

- Organização nas colónias*, rapports et résolutions du IV<sup>e</sup> Congrès, 1946. *Idem* [Cahiers d'histoire du PCP, n° 7, 245 p.].
- Se fores preso camarada*, PCP, s/l, eds Avante!, 1947.
- Balanço geral do estado da organização do PCP*, s/l, s/e, 1948.
- A situação política actual e a posição do PCP*, CC, s/l, s/e, 27 octobre 1956, document reproduit en annexe de *Estudos sobre o comunismo*, n° 3-4, février 1985.
- Relatório da actividade do CC ao VI<sup>o</sup> Congresso do PCP*, s/l, s/e, 1965. Publié à Lisbonne aux eds Avante! en 1975.
- Rumo à vitória : as Tarefas do partido na revolução democrática e nacional*, s/l, s/e, 1964. Publié à Lisbonne chez A Opinião en 1975.
- Júlio Fogaça (Ramiro), *Carta ao CE da IC*, s/l, s/e, 15 juillet 1941. Publiée dans *Estudos sobre o comunismo*, n° 1, sept.-déc.1983.
    - Breve análise de alguns erros e desvios políticos surgidos no Tarrafal*, s/l, s/e, novembre 1948.
    - Autocrítica*, s/l, s/e, 1<sup>er</sup> mai 1950.
    - Autocrítica*, s/l, s/e, novembre 1951.
    - A Uninade conduz à vitória, agrava-se a situação dos povos coloniais*, rapport au secrétariat du CC du PCP, décembre 1953.
    - Liguemo-nos às massas e venceremos a batalha da paz e da democracia*, rapport à la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC, s/l, s/e, décembre 1952.
    - Biografia do camarada Álvaro Cunhal*, s/l, eds Avante!, 1954.
    - A unidade das forças anti-salazaristas factor decisivo para a libertação nacional*, rapport politique du CC au V<sup>e</sup> Congrès, 1957. La version citée correspond à celle publiée en 1985 dans *Estudos sobre o comunismo* (Porto), n° 3-4, mai-déc. 1984.
  - Bento Gonçalves, *Contestação à secretária do Tribunal Militar especial*, 1936. L'éditeur A Opinião reprint en 1976 la version de ce texte publiée dans *O Militante* en février 1971. Lisbonne, A Opinião, 1976.
    - Palavras necessárias, elementos para a história do movimento operário português*, s/d (1936-37).
    - Duas palavras*, 1941. L'éditeur A Opinião publia en 1976 la version de *Palavras necessárias* datant de 1969 circulant dans la clandestinité et celle de 1971 de *Duas palavras*.
  - « H. » (possible abréviation de « Henrique », pseudonyme de António Dias Lourenço dans les années 1940),
  - *Algumas considerações sobre o trabalho do partido nas colónias*, s/l, s/e, 23 mai 1961.
    - Informação sobre o ultramar*, lettre, s/l, s/e, 30 juillet 1961.
  - Joaquim Pires Jorge (Gomes), *Sobre problemas de organização, da vida interna do Partido e da sua ligação com as massas*, rapport à la VI<sup>e</sup> réunion élargie du CC, s/l, s/e, août 1955.
    - A Tendência anarco-liberal na organização do trabalho de direcção*, adopté et publié par le CC dans une brochure, s/l, eds Avante!, décembre 1960.
  - António Dias Lourenço (João), *Pela paz e pela negociação em Goa*, rapport à la VI<sup>e</sup> réunion élargie du CC, s/l, s/e, août 1955.



- Álvaro Mateus, *Um comunista nas regiões libertadas*, s/l, eds Avante!, 1972.
- Augusto Rodrigues Miranda, « A questão negra », s/l, *O Comunista*, juin 1924.
- « Ólívio », « A tese salazarista sobre Goa », s/l, *O Militante*, décembre 1956.
- Octávio Pato (Melo), *A força do partido reside na sua unidade*, s/l, s/e, octobre 1954.  
*O Partido tem um programa*, s/l, s/e, 1957.
- Militão Ribeiro (António), *A actual situação política portuguesa e as tarefas do partido na hora presente*, rapport à la réunion du CC de janvier 1949, s/l, s/e, janvier 1949.
- Francisco Martins Rodrigues, *Luta pacífica e luta armada no nosso movimento*, s/l, s/e, août 1963.  
*Documentos sobre o papel do PCP na luta contra o regime e a situação política e económica nacional*. s/l, s/e, décembre 1963.
- « Serpa », *As Responsabilidades do partido e da classe operária no problema colonial*, s/l, *O Militante*, mai 1960.
- Jaime Serra (Freitas), *Sobre o problema das colónias*, rapport au V<sup>e</sup> Congrès, s/l, s/e, 1957.
- Pedro Soares (Matos), *O Panorama colonial português e as tarefas imediatas do partido*, rapport à la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC, s/l, s/e, décembre 1952.  
*A luta contra a política de guerra e de opressão colonial do fascismo em Goa, Damão e Diu é uma tarefa central do Partido*, s/l, *O Militante*, décembre 1954.
- Sérgio Vilariques (Amílcar), *O caminho para uma ampla frente nacional antisalazarista*, rapport à la VI<sup>e</sup> réunion élargie du CC, s/l, s/e, août 1955.
- Signature d'autorités, *Bases orgânicas provisórias do PCP*, PCP, s/l, *O Comunista*, octobre 1921.  
*O programa de acção do PCP*, s/l, *O Comunista*, juin 1923.  
*Projecto da RSSP*, PCP, s/l, *O Comunista*, juillet 1925.  
*Relatório da comissão central ao II<sup>o</sup> Congresso partidário*, s/l, *O Comunista*, novembre 1925.  
*A didatura do proletariado e a expropriação dos expropriadores*, PCP, s/l, *Avante!*, juin 1931.  
*Pontos fundamentais do programa do governo operário e camponês*, PCP, s/l, *Avante!*, octobre 1934.  
*Os comunistas e a nação*, PCP, s/l, *Avante!*, novembre 1937.  
*A caminho da Guerra e da dominação estrangeira. A política de traição nacional do governo fascista de Salazar*, PCP, s/l, eds Avante!, novembre 1937.  
*Está em perigo a integridade nacional*, Secrétariat du CC, s/l, s/e, fin 1937.  
*Estão em perigo a independência e a integridade de Portugal*, PCP, s/l, s/e, avril 1939.

*A segunda guerra imperialista e o pacto de não agressão germano-soviético*, CC, s/l, s/e, septembre 1939.

*A Polónia e a URSS*, CC, s/l, s/e, 18 septembre 1939.

*Nós e a guerra imperialista*, CC, sl, s/e, avril 1941.

*O Menino da Mata e o seu Cão Piloto [Frente à provocação]*, les « réorganisateurs », s/l, s/e, novembre 1941.

*9 pontos, programa para a unidade nacional*, CC, s/l, *Avante!*, mars 1943.

*Sobre a expulsão de José de Sousa*, circulaire du CC aux comités régionaux, locaux et de zone et aux responsables de cellule, s/l, s/e, novembre 1943.

*Resolução sobre o governo provisório*, CC, s/l, *Avante!*, juin 1945.

*A todos os militantes do Partido comunista português, Disciplina partidária*, Secrétariat du CC, s/l, s/e, septembre 1946.

*Comunicado sobre a conferência do bureau de informação dos PC*, Direction de l'organisation régionale de Lisbonne, s/l, s/e, janvier 1950.

*Debate dentro do partido em defesa dos princípios do marxismo-leninismo (autocrítica do camarada Ramiro) e algumas observação do secretariado do CC do PCP*, s/l, eds *Avante!*, 1951.

*Résolutions de la IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC*, s/l, eds *Avante!*, décembre 1952.

*Projecto de programa do PCP*, CC, s/l, eds *Avante!*, mars 1954.

*Bases para a solução pacífica da questão de Goa*, Secrétariat du CC, s/l, s/e, août 1954.

*A posição do PCP perante os próximos actos eleitorais*, s/l, s/e, 24 mai 1956.

*A situação política actual e a posição do PCP*, rapport politique du CC au V<sup>e</sup> Congrès, 1957. La version citée correspond à celle publiée en 1985 dans *Estudos sobre o comunismo* (Porto), n° 3-4, mai-déc. 1984.

*Estatutos do PCP* (approuvés lors du V<sup>e</sup> Congrès), Secrétariat du CC, s/l, s/e, octobre 1957.

*Tarefas inadiável da hora presente : a unidade*, Commission politique du CC, s/l, s/e, mai 1960.

*As Tarefas fundamentais de organização na situação presente*, Commission politique du CC du PCP, s/l, *O Militante*, janvier 1961.

*O Caso do « Santa Maria »*, CC, s/l, s/e, janvier 1961.

*O PCP e o problema colonial*, Commission politique du CC, s/l, s/e, février 1961.

*O desvio de direita no PCP nos anos 1956-59*, CC, s/l, s/e, mars 1961.

*Ensinamentos duma série de traições*, CC, s/l, s/e, mars 1961.

*O PCP e as eleições para a Assembleia Nacional*, CC, s/l, s/e, avril 1969.

*O Colonialismo e o racismo sem máscara*, PCP, s/l, eds *Avante!*, 1972.

*Por uma grande campanha política de massas*, PCP, s/l, eds *Avante!*, 1973.

*A nova divisão administrativa de Portugal*, PCP, s/l, eds *Avante!*, s/d.

*Avante : 60 anos de luta*, Lisbonne, eds *Avante!*, 1982.

- Non signé, *Apontamentos de um delegado português ao V<sup>o</sup> Festival mundial da juventude em Varsovie*, s/l, s/e, 31 juillet – 14 août 1955.

*Informações e considerações sobre o problema colonial*, Porto, s/e, octobre 1960.

*Linha revolucionária e linha aventureirista*, s/l, *O Militante*, mars 1964.

*O duplo carácter de Portugal e a revolução por que lutamos*, s/l, *O Militante*, mai 1965.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **I/ OUTILS ET GENERALITES.**

- ANDERSON Benedict (1996), *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 212 p.
- ANSART Pierre (1990), *Les sociologies contemporaines*, France, Seuil, 346 p.
- ARENDT Hannah (1972), *Le système totalitaire*, France, Seuil, 400 p.
- BERSTEIN Serge (1992), *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 250 p.
- BERSTEIN Serge & LAZAR Marc (1999), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 407 p.
- CAHEN Michel (1999), *La nationalisation du monde : Europe, Afrique l'identité dans la démocratie*, France, L'Harmattan, 253 p.
  - Idem* (1996), « Nationalismes des tiers monde, pour un débat en réponse à Michael Löwy », *Critique Communiste*, n° 145, hiver 1996-97, pp. 85-91.
  - Idem* (1994), *Ethnicité politique, pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 168 p.
  - Idem* (1991), « Le socialisme, c'est les soviets plus l'ethnicité », *Politique Africaine* (Paris), n° 42, juin, pp. 87-108.
- BOIA Lucian (1998), *Pour une histoire de l'imaginaire*, Paris, Les Belles Lettres, 223 p.
- CEFAÏ Daniel (dir.) (2001), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 524 p.
- CHARLOT Jean (1991), « Partis politiques, pour une nouvelle synthèse théorique », in Yves MENY, *Idéologie - partis politiques*, Paris, Presses de la FNSP, pp. 285-297.
- CODESRIA (1991), *Les sciences sociales en Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et São Tomé e Príncipe*, Dakar, éd. de l'auteur, 46 p.
- CUNHA Carlos (1996-97), « How to survive a russian archive », *Portuguese studies review* (USA), n° 2, pp 37-51.
- DELACROIX C., DOSSE F. & GARCIA P. (1999), *Les courants historiques en France, XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, France, Armand Colin, 332 p.
- DELZELL C. F (1970), *Mediterranean Fascism 1919-1945*, USA, Macmillan, 365 p.

- DURAND Gilbert (1990), *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, 1<sup>ère</sup> éd. 1969, Paris, Bordas, 536 p.
- GELLNER Ernest (1998), *Dos nacionalismos*, Lisbonne, Teorema, 241 p.
- GEORGEL Jacques (1999), *Les Eurodictatures, fascisme (1922-45), salazarisme (1926-68), nazisme (1933-45), franquisme (1936-74) : étude comparée*, Rennes, Apogée, 575 p.
- HERMET Guy (1997), « Populisme et nationalisme », *Revue du XX<sup>ème</sup> siècle* (Paris-FNSP), numéro spécial, oct.-déc., pp. 34-48.
- HOBSBAWN Eric (1992), *Nations et nationalismes depuis 1780*, Paris, Gallimard, 254 p.
- LACOUTURE Jean (1977), *Léon Blum*, Paris, Seuil, 595 p.
- LAZAR Marc (2001), « Cultures politiques et partis politiques en France », in Daniel CEFÄI (dir), *Cultures politiques*, Paris, PUF, pp. 169-188.
- LECOMTE Patrick & DENNI Bernard (1990), *Sociologie du politique*, France, Presses Universitaires de Grenoble, 239 p.
- LÖWY Michaël (1995), « Nationalismes du sud », *Critique Communiste* (Paris), n° 144, hiver 1995-96, pp. 76-80.  
*Idem* (1989), « Internationalisme, nationalisme et anti-impérialisme », *Critique communiste* (Paris), n° 87, été, pp. 31-42.
- MARTIN Denis Constant (1992), *La découverte des cultures politiques — Cahiers du CERI* (Paris), n° 2, 33 p.
- MARTIN Denis Constant & JULES-ROSETTE Benneta (1997), *Cultures populaires, identités et politique — Cahiers du CERI* (Paris), n° 17, 47 p.
- MATTOSO José (1998), *A identidade nacional*, Lisbonne, Grádiva, 109 p.
- MOURE Michel (1978), *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, 8 volumes, Paris, Bordas, 4 911 p.
- NOIREL Gérard (1996), *Sur la crise de l'histoire*, Paris, Belin, 343 p.
- NORA P. (1986), *Les lieux de mémoire, La Nation*, vol. II, Paris, Gallimard, 662 p.
- ORY Pascal (dir.) (2000), *Nouvelle histoire des idées politiques*, 1<sup>ère</sup> éd. 1987, Paris, Hachette, 832 p.
- POULANTZAS Nicos (1975), *La crise des dictatures*, Paris, Seuil, 188 p.
- *Recherche en Histoire du Portugal* (1989), Paris, EHESS & Société française d'histoire du Portugal, 85 p.

- SARTRE J. P. (1995), *L'imaginaire*, 1<sup>ère</sup> éd. 1940, France, Gallimard, 379 p.
- SCHONFELD William R. (1991), « Les partis politiques, que sont-ils et comment les étudier ? », in Yves MENY (dir.), *Idéologie - partis politiques*, Paris, Presses de la FNSP, pp. 267-283.
- SEILER Daniel-Louis (1986), *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Économica, 261 p.
- WINOCK Michel (1986), *La fièvre hexagonale: les grandes crises politiques 1871-1968*, France, Calmann-Levy, 467 p.

## **II/ HISTOIRE GENERALE DU PORTUGAL ET DU XX<sup>E</sup> SIECLE PORTUGAIS.**

- AVILA f. et alii (1975), *Portugal, l'autre combat*, Spartacus - Cahiers mensuels (Paris), mai-juin, 220 p.
- BARATA Manuel Themudo (1998), « Estado Novo e política de defesa na Segunda Guerra mundial », in Nuno Severiano TEIXEIRA (coord.), *Portugal e a guerra, história das intervenções militares portuguesas nos grandes conflitos mundiais*, Lisbonne, Colibri, pp : 127-143.
- BENSARD Daniel, BOSSI Carlos & UDRY Charles-André (1975), *Portugal, la révolution en marche*, Paris, Christian Bourgeois, 318 p.
- BOURDON Albert-Alain (1994), *Histoire du Portugal*, 1<sup>ère</sup> éd. de 1970, Paris, Chandeigne, 186 p.
- BRITO J.M. Brandão de & ROSAS Fernando (dir.) (1996), *Dicionário de história do Estado Novo*, 2 tomes, Portugal, Círculo de Leitores, 1076 p.
- CERVELLO Josep Sánchez (1993), *A revolução portuguesa e a sua influência na transição espanhola, 1961-76*, Lisbonne, Assírio & Alvim, 432 p.
- Comissão do livro negro sobre o regime fascista (1984), *Presos políticos no regime fascista 1940-45*, vol. III, Portugal, Gráfica Europam, 332 p.  
    *Idem* (1985), *Presos políticos no regime fascista 1946-48*, vol. IV, Portugal, Gráfica Europam, 472 p.  
    *Idem* (1987), *Presos políticos no regime fascista 1949-51*, vol. V, Portugal, Gráfica Europam, 252 p.  
    *Idem* (1988), *Presos políticos no regime fascista 1952-60*, vol. VI, Portugal, Gráfica Europam, 614 p.
- COSTA Fernando (2001), « Do Ultimatum à Republica », *História* (Lisbonne), n° 32, janvier, pp. 18-27.

- Idem* (1999), « A declaração de Windsor de 1899 », *História* (Lisbonne), n° 18, octobre, pp. 18-26.
- COSTA Ramiro da (1984), « Anos cinquenta: o fim des illusões », *Diario de Notícias* (Portugal), quotidien du 16 février 1984, p. 4.
  - CRUZ Manuel Braga da (1997), « As negociações da Concordata e do acordo Missionário de 1940 », *Análise social*, vol. XXXII, n° 143-144, pp. 815-845.
  - FARINHA Luís (2000), « O sistema prisional salazarista », *História* (Lisbonne), n° 28, septembre, pp. 42-51.
  - FERRO António (1934), *Salazar, le Portugal et son chef*, Paris, Grasset, 333 p.
  - FILOCHE Gérard (1984), *Printemps portugais*, Paris, Actéon, 601 p.
  - GARNIER Christine (1952), *Vacances avec Salazar*, Paris, Grasset, 244 p.
  - GEORGEL Jacques (1998), *La République portugaise 1974-1995*, Rennes, Apogée, 127 p.  
*Idem* (1981), *Le salazarisme, histoire et bilan, 1926-1974*, Paris, Cujas, 303 p.
  - HARSGOR Mikhaël (1975), *Naissance d'un nouveau Portugal*, Paris, Seuil, 234 p.
  - LABOURDETTE Jean-François (2003), *Histoire du Portugal*, France, Fayard, 703 p.
  - LEONARD Yves (1996), *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 223 p.  
*Idem* (1994), *Le Portugal vingt ans après la révolution des oeillets*, Paris, La Documentation française, 240 p.
  - LUCENA Manuel (1976), *A evolução do sistema corporatista português*, Lisbonne, Perspectivas & realidades, 2 volumes, 416 p. et 229 p.
  - MANUEL Alex (1974), *PIDE, a história da repressão*, Lisbonne, Fundação, 215 p.
  - MARCADE Jacques (1988), *Le Portugal au XX<sup>e</sup> siècle, 1910-85*, Paris, PUF, 240 p.
  - MARGARIDO Alfredo (dir.) (1982), *O Fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra do Jogo, 551 p.
  - MARQUES A. H. de Oliveira (1986), *História de Portugal*, vol. III, Lisbonne, Palas, 694 p.
  - MASPERO François (1962), « Amnistie pour les déserteurs et réfractaires anticolonialistes », textes de déserteurs portugais et introduction de l'auteur, *Partisans*, n° 5, juin-juillet-août, pp. 150-228.
  - MATTOSO José (dir.) (1994), *História de Portugal, A segunda Fundação 1890-1926*, vol. VI, coord. Rui RAMOS, Lisbonne, Estampa, 683 p.

- Idem* (1994), *História de Portugal, O Estado Novo 1926-1974*, vol. VII, coord. Fernando ROSAS, Lisbonne, Estampa, 589 p.
- MILGRAM Avraham (1999), « Potencial de salvação, os cônsules portugueses e a questão dos refugiados judeus », *História* (Lisbonne), n° 15, juin, dossier *Les Juifs au Portugal*, pp. 54-63.
  - Ó Jorge Ramos (1999), *Os anos de ferro : o dispositivo cultural durante a política do espírito 1933-49*, Lisbonne, Estampa, 262 p.
  - PIMENTEL Irene (1999), « Marginal e importado, o antisemitismo português na primeira metade do século XX », *História* (Lisbonne), n° 15, juin, dossier *Les Juifs au Portugal*, pp. 42-53.  
*Idem* (1998), « Portugal porto de abrigo, refugiados durante a Segunda Guerra mundial », *História* (Lisbonne), n° 8, novembre, pp. 16-25.
  - PINTO Antonio Costa (2000), « A queda da primeira República », in Nuno Severiano TEIXEIRA & António Costa PINTO (coord.), *A primeira República portuguesa, entre o liberalismo e o autoritarismo*, Lisbonne, Colibri, pp. 25-41.  
*Idem* (coord.) (2000), *Portugal contemporâneo*, Madrid, Sequitur, 337 p.  
*Idem* (1994), *Os camisas azuis, ideologia, elites e movimentos fascistas em Portugal 1914-1945*, Lisbonne, Estampa, 342 p.  
*Idem* (1989), « O Salazarismo e o fascismo europeu : os primeiros debates nas ciências sociais », in A. E. Duarte SILVA *et alii*, *Salazar e o salazarismo*, Lisbonne, Dom Quixote.
  - QUEIROGA Fernando (1974), *Portugal oprimido, subsidios para a história do fascismo em Portugal*, 1<sup>ère</sup> édition 1958, Lisbonne, O Secúlo, 236 p.
  - RIBEIRO Maria da Conceição (2000), *A polícia política no Estado Novo, 1926-45*, Lisbonne, Estampa, 314 p.
  - ROSAS Fernando (coord) (1998), *Portugal e a Guerra civil de Espanha*, Actes du colloque de 1996, Lisbonne, Colibri, 237 p.  
*Idem* (1995), *Portugal entre a Paz e a Guerra, 1939-1945*, Lisbonne, Estampa, 484 p.  
*Idem* (1986), *O Estado Novo nos anos trinta, 1928-1938*, Lisbonne, Estampa, 311 p.
  - RUDEL Christian (1980), *La liberté couleur d'oeillet : histoire du vingtième siècle portugais*, Paris, Fayard, 358 p.  
*Idem* (1969), *Salazar*, Paris, Mercure de France, 280 p.
  - SAMARA Alice (1998), « O impacte económico e social da Primeira Guerra em Portugal », in Nuno Severiano TEIXEIRA (coord.), *Portugal e a guerra, história das intervenções militares portuguesas nos grandes conflitos mundiais*, Lisbonne, Colibri, pp : 89-106.
  - SERRA João B. (1991), « Os estudos sobre o século XX na historiografia portuguesa do pós-guerra », *Penélope*, n° 5, janvier, pp. 111-150.

- TEIXEIRA Nuno S. (coord.) (1998), *Portugal e a guerra, História das intervenções militares portuguesas nos grandes conflitos mundiais*, Lisbonne, Colibri, 155 p.
- TEIXEIRA Nuno S. & PINTO António Costa (coord.) (2000), *A primeira República portuguesa, entre o liberalismo e o autoritarismo*, Lisbonne, Colibri, 222 p.
- TELO António José (1998), « A neutralidade portuguesa na Segunda Guerra Mundial », in Nuno Severiano TEIXEIRA (coord.), *Portugal e a guerra, história das intervenções militares portuguesas nos grandes conflitos mundiais*, Lisbonne, Colibri, pp : 109-125.
  - Idem* (1998), « As relações peninsulares num periodo de guerras globais », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a Guerra civil de Espanha*, Actes du colloque de 1996, Lisbonne, Colibri, pp.133-151.
  - Idem* (1995), « Le Portugal belligérant pendant la Grande Guerre 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 178, avril, pp.9-23.
  - Idem* (1991), *Portugal na II Guerra 1941-1945*, Lisbonne, Vega, vol. II, 276 p.
  - Idem* (1980), *Decadência e queda da 1ª República portuguesa*, Lisbonne, A Regra do Jogo, 253 p.
- TORGAL Luis Reis (1992), « Sobre a história do Estado Novo », *Revista de História das ideias* (Coimbra), n° 14, vol. annuel, pp. 529-554.
- VALENSI Lucette (1991), « Silence, dénégation, affabulation : le souvenir d'une grande défaite dans la culture portugaise », *Annales ESC* (Paris), n° 1, 46<sup>ème</sup> année, janvier-février, pp. 3-24.

### **III/ GENERALITES SUR L'AFRIQUE NOIRE ET LE MONDE COLONIAL.**

- ADUBOAEHA A. (dir.) (1989), *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale 1880-1935*, vol. VII, France, Unesco - Edicef - Présence africaine, 544 p.
- AGERON Charles-Robert (1991), *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 179 p.
- AGERON C.R. & MICHEL M. (dir.) (1995), *L'ère des décolonisations*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence, 30 sept - 3 oct. 1993, Paris, Karthala, 516 p.
  - Idem* (1992): *L'Afrique noire française à l'heure des indépendances*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence, avril 1990, Paris, éd. CNRS, 728 p.
- AGERON C.R., THOBIE J., MEYNIER G. & COQUERY-VIDROVITCH C. (1990), *Histoire de la France coloniale (1914-1990)*, Paris, Armand Colin, 654 p.



- AJAYI J. F. Ade et CROWDER M. (1988), *Atlas historique de l'Afrique*, Paris, Éditions du Jaguar, 172 p.
- ALMEIDA-TOPOR Hélène d' (1999), *L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 383 p.
- BANCEL Nicolas *et alii* (dir.) (2002), *Zoos humains, de la vénus hottentote aux réalité shows*, Paris, la Découverte, 479 p.
- BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal & DELABARRE Francis (1997), *Images d'Empire*, Paris, Éditions de La Martinière – La documentation française, 335 p.
- BENOIST Jean (1995), « Race et racisme : à propos de quelques entrecats de la science et de l'idéologie », *in* Pascal BLANCHARD *et alii* (dir.), *L'autre et nous, scènes et types*, Paris, Syros, pp. 21-26.
- BERNAULT Florence (dir.) (1999), *Enfermement, prison et châtiments en Afrique du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, France, Karthala, 507 p.
- BLANCHARD Pascal & CHATELIER A. (dir.) (1993), *Images et colonies*, Paris, Syros-Achac, 157 p.
- BRUNSCHWIG Henri (1993), *Le partage de l'Afrique Noire*, France, Flammarion, 1<sup>ère</sup> éd. 1971, 186 p.
- CHEBEL Malek (1995), « L'Arabe dans l'imaginaire occidental », *in* Pascal BLANCHARD *et alii* (dir.), *L'autre et nous, scènes et types*, Paris, Syros, pp. 39-44.
- CHEVALIER Pierre (1999), *Jean Rous, militant du socialisme et de la décolonisation, 1908-1985*, thèse d'université nouveau régime, Histoire, Perpignan, multigr., 1155 p.
- CONTE A. (1965), *Bandung, tournant de l'histoire*, Paris, Laffont, p. 363.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine & MONIOT Henri (1992), *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, 1<sup>ère</sup> édition 1974, Paris, PUF, 499 p.
- COULON Christian (1996), *Réflexions africanistes autour de la banalisation des études d'aires culturelles*, intervention au V<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de science politique, 23-26 avril, dactyl., 42 p.
- COULON Christian & MARTIN Denis-Constant (dir.) (1991), *Les afriques politiques*, Paris, La Découverte, 294 p.
- DEWITTE Philippe (1995), « Le Noir dans l'imaginaire français », *in* Pascal BLANCHARD *et alii* (dir.), *L'autre et nous, scènes et types*, Paris, Syros, pp. 27-32.
- FANON Frantz (1971) *Peau noire, masques blancs*, France, Seuil, 1<sup>ère</sup> éd. de 1952, 188 p.

- Idem* (1991), *Les damnés de la terre*, France, Folio-Gallimard, 1<sup>ère</sup> éd. de 1961, 376 p.
- INIESTA Ferrán (1995), *L'univers africain : approche historique des cultures noires*, France, L'Harmattan, 221 p.
  - FERRO Marc (dir.) (2003), *Le livre noir du colonialisme, XV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle : de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 839 p.  
*Idem* (1994), *Histoire des colonisations : des conquêtes aux indépendances, XII<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, France, Seuil, 593 p.
  - FREMEAUX Jacques (2002), *Les Empires coloniaux dans le processus de mondialisation*, Paris, Maisonneuve & Larose, 389 p.
  - GRIMAL H.(1971), *De l'Empire britannique au Commonwealth*, Paris, Armand Colin, 416 p.
  - HUGON Anne (1993), « Synthèse », in Pascal BLANCHARD & A. CHATELIER (dir.), *Images et colonies*, Paris, Syros-Achac, pp. 51-60.
  - KI-ZERBO J. et NIANE D.T. (dir.) (1991), *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, vol. IV, France, Unesco – Edicef - Présence Africaine, 416 p.
  - MARTINKUS-ZEMP Ada (1975), *Le Blanc et le Noir*, Paris, Nizet, 229 p.
  - MAZRUI A. A. et WONDJI C.(dir.) (1998), *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique depuis 1935*, vol. VIII, France, Unesco - Edicef - Présence Africaine, 639 p.
  - M'BOKOLO Elikia (1995), *Afrique Noire, Histoire et civilisations, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle*, tome I, Paris, Hatier-Aupelf, 496 p.  
*Idem* (1992), *Afrique Noire, Histoire et civilisations XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, tome II, Paris, Hatier-Aupelf, 576 p.  
*Idem* (1985), *L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle, le continent convoité*, Paris, Seuil, 393 p.
  - NANTET Bernard (1999), *Dictionnaire d'histoire et civilisations africaines*, Paris, Larousse, 228 p.
  - NORINDR Panivong (1995), « L'Indochinois dans l'imaginaire occidental », in Pascal BLANCHARD et alii (dir.), *L'autre et nous, scènes et types*, Paris, Syros, pp. 33-38.
  - PERVILLE Guy (1993), *De l'Empire français à la décolonisation*, France, Hachette, 255 p.
  - SURET-CANALE Jean (1977), *Afrique noire, l'ère coloniale, 1900-1945*, Paris, Éditions Sociales, 636 p.
  - VENNETIER Pierre (dir.) (1993), *Atlas Jeune Afrique du continent africain*, Paris, Jeune Afrique - Éditions du Jaguar, 175 p.

#### **IV/ HISTOIRE DE LA COLONISATION PORTUGAISE ET DES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION.**

- ALEXANDRE Valentim (2000), *Velho Brasil, novas Áfricas*, Portugal, Afrontamento, 246 p.  
*Idem* (2000), « Nação e império », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, do Brasil para África, 1808-1930*, vol. IV, Lisbonne, Temas & Debates, pp. 90-142.  
*Idem* (2000), « Situações coloniais I : A lenta erosão do antigo regime (1851-1890) », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, do Brasil para África, 1808-1930*, vol. IV, Lisbonne, Temas & Debates, pp. 143-181.  
*Idem* (2000), « Situações coloniais II : O ponto de viragem, as campanhas de ocupação », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, do Brasil para África, 1808-1930*, vol. IV, Lisbonne, Temas & Debates, pp. 182-208.  
*Idem* (1998), *A política colonial em finais de Oitocentos, Portugal e a sacralização do Império*, conférence du 23 mai donnée à l'ISEG, dactyl., 24 p.  
*Idem* (1996), « A questão colonial em Oliveira Martins », *Análise Social* (Lisbonne), XXXI, n° 135, pp. 183-201.  
*Idem* (1995), « A África no imaginário político português, século XIX e XX », *Penélope* (Lisbonne), n° 15, pp. 39-52.  
*Idem* (1994), « projecto colonial e abolicionismo », *Penélope* (Lisbonne), n° 14, pp. 119-124.  
*Idem* (1993), « Ideologia, economia e política : a questão colonial na implantação do Estado Novo », *Análise Social* (Lisbonne), XXVIII, n° 123-124, pp. 1117-1136.  
*Idem* (1993), « Portugal em África (1825-1974), uma perspectiva global, *Penélope* (Lisbonne), n° 11, mai, pp. 53-66.  
*Idem* (1992), « Portugal em África (1825-1974) », in Hipolito de la TORRE (coord.), *Portugal, España y África en los últimos cien anos*, IV<sup>e</sup> journées d'études luso-espagnoles, Mérida, éd. des auteurs, pp : 29-45.  
*Idem* (1979), *Origens do colonialismo português moderno, 1822-1891*, Lisbonne, Sá de Costa, 219 p.
  
- ALMEIDA Pedro Ramos de (1979), *História do colonialismo português em África, cronologia século XX*, Lisbonne, Estampa, 476 p.
  
- ANDERSON Perry (1963), *Le Portugal et la fin de l'ultracolonialisme*, Paris, Maspero, Cahiers Libres, 44, 165 p.
  
- ANDRADE Mário Pinto de (1997), *Origens do nacionalismo africano*, Lisbonne, Dom Quixote, 228 p.
  
- Associação da Casa do estudantes do Império (1997) *Mensagem, número especial*, Lisbonne, éd. des auteurs, 251 p.
  
- BARRADAS Ana (1998), *O Império a preto e branco*, Lisbonne, éd. Dinossauro, 78 p.

- BARATA Manuel Themudo (1995), « le Portugal et les conflits de la décolonisation, 1961-1974 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 178, avril, pp. 63-89.
- BESSA Carlos (1995), « Le Portugal neutre : la seconde guerre mondiale 1939-1945. Le Timor portugais dans la deuxième guerre mondiale. Martyres et luttes en territoire neutre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 178, avril, pp. 43-62.
- BETHENCOURT F. & CHAUDHURI K. (dir.) (2000), *História da expansão portuguesa, do Brasil para África, 1808-1930*, vol. IV, Lisbonne, Temas & Debates, 558 p.  
*Idem* (1999), *História da expansão portuguesa, último Império e recentramento, 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Círculo de Leitores, 499 p.  
*Idem* (1998), *História da expansão portuguesa, a formação do Império, 1415-1570*, vol. I, Lisbonne, Círculo de Leitores, 558 p.  
*Idem* (1998), *História da expansão portuguesa, do índico ao Atlântico, 1570-1697*, vol. II, Lisbonne, Círculo de Leitores, 599 p.  
*Idem* (1998), *História da expansão portuguesa, o Brasil na balança do Império, 1697-1808*, vol. III, Lisbonne, Temas & Debates, 517 p.
- BITTENCOURT Marcelo (1999), *Dos jornais às armas, trajetórias da contestação angolana*, Lisbonne, Vega, 229 p.
- BOTTINEAU Yves (1977), *Le Portugal et sa vocation maritime, histoire et civilisation d'une nation*, Paris, Boccard, 453 p.
- BRANDÃO J.M. de Brito (coord.) (1999), *Do Marcelismo ao fim do Império, Portugal*, Círculo de Leitores, 303 p.
- CABRAL Amílcar (1975), *Unité et lutte, l'arme de la théorie*, Paris, Maspero, 358 p.  
*Idem* (1975), *Unité et lutte, la pratique révolutionnaire*, Paris, Maspero, 307 p.
- CAETANO Marcelo (1951), *Traditions, principes et méthodes de la colonisation portugaise*, Lisbonne, Agência Geral do Ultramar, 54 p.
- CAHEN Michel (2002), *Les Bandits : un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Centre culturel Calouste Gulbenkian, 351 p.  
*Idem* (1999), « The Mueda case and maconde political ethnicity, some notes on a work in progress », *Africana studia* (Fundação Eng. António de Almeida), n° 2, 46 p.  
*Idem* (1999), « Lendemain de colonisation portugaise, prototype d'une « Afrique moyenne » sans métropole ? », *Historiens & Géographes* (Paris), n° 367, juillet-août, pp. 255-271.  
*Idem* (1997), *Salazarisme, fascisme et colonialisme, problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception*, Lisbonne, CesA, documents de travail n° 47, 22 p.  
*Idem* (1995), « Sur quelques mythes et quelques réalités de la colonisation et décolonisation portugaise », in C. R. AGERON & M. MICHEL (dir.), *L'ère des décolonisations*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence, 30 sept - 3 oct. 1993, Paris, Karthala, pp. 334-351.

*Idem* (1994), « Le contexte politico-documentaire de la recherche en Histoire contemporaine et immédiate sur l'Afrique lusophone », *Cahiers d'Histoire immédiate* (Toulouse), n° 6, automne.

*Idem* (1987), « Lénine, l'impérialisme portugais, Gervase Clarence-Smith », *Cahiers d'études africaines*, n° 107-108, pp. 435-443.

*Idem* (1983), « Corporatisme et colonialisme : approche du cas mozambicain, 1933-1979. I/ Une genèse difficile, un mouvement squelettique. », *Cahiers d'études africaines*, n° 92, pp. 383-417.

*Idem* (1984), « Corporatisme et colonialisme : approche du cas mozambicain, 1933-1979. II/ Crise et survivance du corporatisme colonial, 1960-1979 », *Cahiers d'études africaines*, n° 93, pp. 5-24.

- CAHEN Michel & MESSIANT Christine (1996), « Histoire de la décolonisation : conflits coloniaux et post coloniaux : Afrique-Asie. Angola, Mozambique : des guerres de trente ans », *Cahiers de l'Institut d'Histoire du temps présent* (Paris), n° 66, décembre, pp. 17-23.
- CAPELA José (1981), *O movimento operário em Lourenço Marques, 1898-1927*, Lisbonne, Afrontamento, 281 p.
- CASTELO Cláudia (1998), *O modo português de estar no mundo, o lusotropicalismo e a ideologia colonial portuguesa*, Portugal, Afrontamento, 166 p.  
*Idem* (1997), « CEI (1944-1965) : uma síntese histórica », in Association de la CEI, *Mensagem, número especial*, Lisbonne, éd. des auteurs, pp. 23-29.
- CASTRO Armando (1978), *O sistema colonial português em Africa*, Lisbonne, Caminho, 434 p.
- CERVELLO Josep Sánchez (1999), « A Matança de Batepá », *História* (Lisbonne), n° 20, décembre, pp. 26-37.  
*Idem* (1992), « La descolonización portuguesa (1974-1975) », in Hipolito de la TORRE (coord.), *Portugal, España y África en los últimos cien años*, IV<sup>e</sup> journées d'études luso-espagnoles, Mérida, éd. des auteurs, pp. 117-139.
- DAVIDSON Basil (1972), *L'Angola au cœur des tempêtes*, Paris, Maspero, Cahiers libres n° 246-247, 344 p.
- DRUMOND Jaime et HELDER Barber (1999), *Angola : depoimentos para a história recente, 1950-76*, vol. I, Luanda, éd. des auteurs, 384 p.
- La Documentation Française (1975), *Le Portugal et l'Afrique — Afrique contemporaine*, n° 77, janvier-février, 62 p.
- ENDERS Armelle (1997), « Le lusotropicalisme, théorie d'exportation. Gilberto Freyre dans son pays », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, pp. 201-210.  
*Idem* (1994), *Histoire de l'Afrique lusophone*, Paris, Chandeigne, 127 p.
- FARIA António (1997), *Linha estreita da liberdade : a Casa dos estudantes do Império*, Lisbonne, Colibri, 85 p.

- Idem* (1995), *A Casa dos Estudantes do Império*, Lisbonne, éd. Mairie de Lisbonne, 30 p.
- FERNANDES James (1990), *In quest of freedom*, New-Delhi, Concept, 148 p.
  - FREIRE Antunes José (1980), *O Império com pés de barro*, Lisbonne, Dom Quixote, 127 p.
  - FREYRE Gilberto (1958), *Integração portuguesa nos tropicos*, Lisbonne, Ministère de l'Outre-mer, 73 p.
  - GUERRA João Paulo (1996), *Descolonização portuguesa, o regresso das caravelas*, Lisbonne, Dom Quixote, 206 p.  
*Idem* (1994), *Memórias das guerras colonias*, Lisbonne, Afrontamento, 452 p.
  - HAMMOND R.J. (1966), *Portugal and Africa, 1815-1910 : a study in uneconomic imperialism*, Standford, Presse universitaire, 384 p.
  - HENRIQUES Isabel Castro de (1997), *Percursos da Modernidade em Angola, dinâmicas comerciais e transformações sociais no século XIX*, Lisbonne, éd. de l'Institut d'investigation scientifique et de l'Institut de coopération portugaise, 836 p.  
*Idem* (1993), « L'Afrique dans l'iconographie coloniale portugaise », in Pascal BLANCHARD & A. CHATELIER (dir.), *Images et colonies*, Paris, Syros-Achac, pp. 117-120.
  - HESPANHA António Manuel (1995), « Ascensão e queda do imaginário imperial », *Penélope* (Lisbonne), n° 15, pp. 31-38.
  - JANEIRO Helena Pinto (1998), « Os 21 dias que abalaram Angola », *História* (Lisbonne), n° 1, avril, pp.26-35.
  - LABAN Michel (1997), *Mário Pinto de Andrade, uma entrevista*, Lisbonne, Sá da Costa, entretien de 1984, 207 p.
  - LARA Lúcio (1998), *Um amplo movimento, Itinerário do MPLA através de documentos e anotações de Lúcio Lara*, vol. I, De la naissance du mouvement à février 1961, Luanda, éd. de l'auteur, 553 p.
  - LAZITCH Branko (1988), *Angola 1974-1988, un échec du communisme en Afrique*, Paris, Est-Ouest, 109 p.
  - LEE Robert (2000), « Crisis in a backwater, 1941 in Portuguese Timor », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, pp. 175-189.
  - LEONARD Yves (1999), « O Império colonial salazarista », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, último Império e recentramento, 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Círculo de Leitores, pp. 10-30.  
*Idem* (1999), « O ultramar português », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, último Império e recentramento, 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Círculo de Leitores, pp. 31-50.

- Idem* (1997), « Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, pp. 211-226.
- LUCAS Rémy (1997), « la CEI : un îlot culturel africain dans la tourmente de la dictature », in *Culture et régimes autoritaires dans les pays de langues romanes*, Actes du colloque d'avril 1997, Rennes II, pp. 23-34.
  - MANYA Judith (2000), « La question d'Orient dans l'imaginaire colonial portugais », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, pp. 161-173.  
*Idem* (1995): *Une application de la politique de Salazar : la colonie pénale de Tarrafal au Cap-vert (1936-1956)*, mémoire de maîtrise, Histoire, Université Toulouse le Mirail, multigr., 145 p.
  - MARQUES Alfredo Pinheiro (1992), « A Historiografia dos descobrimentos e expansão ultramarina portuguesa », *Revista de História das ideias* (Coimbra), n° 14, 1992, pp. 439-457.
  - MARTINS Manuel Gonçalves (1976), *Le salazarisme et les territoires portugais d'Outre-mer*, thèse de doctorat, Sociologie, Paris X – EHESS, multigr., 366 p.
  - MATEUS Dalila Cabrita (1999), *A luta pela independência : a formação das elites fundadoras da Frelimo, MPLA e PAIGC*, Portugal, Inquérito, 299 p.
  - MATOS E LEMOS Mário (2003), « Goa, o princípio do fim do Império, alguns documentos », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do século XX* (Coimbra), n° 3, pp. 271-287.
  - MATOS Sergio Campos (1990), *História, mitologia, imaginario nacional, a história no curso dos Liceus (1895-1939)*, Lisbonne, Livros horizonte, 252 p.
  - MEDEIROS Tomás (1997), « Prolegómenos a uma história (verdadeira) da CEI », *Mensagem, número especial*, in Association de la CEI, *Mensagem número especial*, Lisbonne, éd. des auteurs, pp. 31-40.
  - MESSIANT Christine (1999), « Entretiens avec Mário de Andrade (1982) », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, pp. 185-221.  
*Idem* (1983), *Angola 1961, histoire et société, les prémices du mouvement nationaliste*, thèse de doctorat, Sociologie, Paris-EHESS, multigr., 597 p.
  - MORREIRA Adriáno (1954), *O problema prisional no ultramar*, Coimbra, éd. Coimbra, 412 p.
  - NASCIMENTO Augusto (1998), « A sedição de 1931 em São Tomé », *História* (Lisbonne), n° 1, avril, pp. 36- 43.
  - Ó Jorge Ramos do (1998), « A exposição do mundo português de 1940 e a expo 1998 », in *Essas outras histórias que há para contar*, Actes du colloque de juillet 1998, Lisbonne, Salamandra, pp. 246-249.
  - PACHECO Carlos (1997), *MPLA, um nascimento polémico*, Lisbonne, Vega, 201 p.

- PEDREIRA Jorge M. (2000), « Imperialismo e economia », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, do Brasil para África, 1808-1930*, vol. IV, Lisbonne, Temas & Debates, pp. 268-299.
- PELISSIER René (1979), *Le naufrage des caravelles : étude sur la fin de l'empire portugais, 1961-1975*, Paris, éd. Pélissier Orgeval, 297 p.  
*Idem* (1978), *La colonie du Minotaure, nationalismes et révoltes en Angola, 1926-1961*, Paris, éd. Pélissier Orgeval, 727 p.  
*Idem* (1977), *Les guerres grises. Résistance et révoltes en Angola (1845-1941)*, Paris, éd. Pélissier Orgeval, 630 p.  
*Idem* (1984), *Naissance du Mozambique. Résistance et révoltes anticoloniales (1854-1918)*, 2 volumes, Paris, éd. Pélissier Orgeval, 883 p.
- PAULO João Carlos (1993), *Éducation coloniale et école portugaise*, communication à la XV<sup>e</sup> Conférence internationale d'histoire de l'éducation, Lisbonne, dactyl., 7 p.
- PINTO António Costa (2001), *O fim do Império português*, Lisbonne, Livros horizonte, 112 p.  
*Idem* (1999), « Portugal e a resistência à descolonização », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, último Império e recentramento, 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Circulo de Leitores, pp. 51-64.  
*Idem* (1999), « A guerra colonial e o fim do império português », in F. BETHENCOURT & K. CHAUDHURI (dir.), *História da expansão portuguesa, último Império e recentramento, 1930-1998*, vol. V, Lisbonne, Circulo de Leitores, pp. 65-101.
- PROENÇA M.C., VIDIGAL L. & COSTA F. (2000), *Os Descobrimentos no imaginário juvenil (1850-1950)*, Lisbonne, éd. de la Commission nationale pour les commémorations des Découvertes, 222 p.
- ROCHA Edmundo (2003), *Angola : contribuição ao estudo da genese do nacionalismo moderno angolano, 1950-64*, Lisbonne, éd. de l'auteur, 366 p.  
*Idem* (1998), *O Clube Marítimo Africano*, Lisbonne, éd. du Musée de la République et de la Résistance, 47 p.  
*Idem* (1997), « A CEI nos anos de fogo », in Association de la CEI, *Mensagem número especial*, Lisbonne, éd. des auteurs, pp. 103-114.
- ROUS Jean (1985), « Amílcar Cabral », in *Les grands révolutionnaires - Les révolutionnaires africains*, vol. VII, Paris, Martinsart, pp. 129-218.
- ROSAS Fernando (1995), « Estado Novo, Império e ideologia imperial », *Revista de História das ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, pp. 19-32.
- SEIBERT Gerhard (1997), « Le massacre de février 1953 à São Tomé », *Lusotopie* (Paris), vol. annuel, pp. 173-192.
- SHIRODKAR P. P. (1988), *Goa's struggle for freedom*, Inde, Ajanta, 329 p.



- SOUSA Julião Soares (2003), « Os movimentos unitários anticolonialistas (1954-1960) », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do século XX* (Coimbra), n° 3, pp. 323-349.
- STOCKER Maria Manuel (1995), « Nehru e os movimentos de libertação », *Público* (Lisbonne), quotidien du samedi 19 août, p. 10.
- TAVARES João (1999), « Forças armadas e contra-insurreição », *História* (Lisbonne), n° 20, décembre, pp. 48-55.
- TELO António José (1994), *Economia e império no Portugal contemporâneo*, Lisbonne, Cosmos, 307 p.  
*Idem* (1994), « As guerras de África e a mudança nos apoios internacionais de Portugal », *Revista de História das ideias* (Coimbra), n° 16, vol. annuel, pp. 347-369.  
*Idem* (1992), « Modelos e fases do império português : 1890-1961 », in Hipolito de la TORRE (coord.), *Portugal, Espanha y África en los ultimos cien anos*, IV<sup>e</sup> journées d'études luso-espagnoles, Mérida, éd. des auteurs, pp : 65-93.
- VENTURA António (1992), « Os processos independentistas das colónias portuguesas até 1974 », in Hipolito de la TORRE (coord.), *Portugal, Espanha y África en los ultimos cien anos*, IV<sup>e</sup> journées d'études luso-espagnoles, Mérida, éd. des auteurs, pp. 105-117.
- VIERA Mário (1962), « L'impérialisme portugais, le maillon le plus faible », 4<sup>ème</sup> *Internationale*, n° 16, juillet, pp. 23-28 et 49-50.

## **V/ HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN ET DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.**

### 1/ Textes fondateurs.

- BAKOUNINE (1996), *Dieu et l'Etat*, 1<sup>ère</sup> édition de 1882, Paris, Mille et une nuits, 143 p.
- BAUER Otto (1987), *La question des nationalités et la social-démocratie*, 2 tomes, Paris-Montréal, Coédition Guérin et Arcantère, texte de 1906, 594 p.
- *Internationale Situationniste*, texte intégral de la revue 1958-1969, édition de 1997 sous la responsabilité de Patrick Mosconi, Turin, Fayard, 706 p.
- LÉNINE (1969), *L'Etat et la révolution*, Moscou, Éditions du Progrès, texte de 1917, 175 p.  
*Idem* (1967), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, texte de 1916, Moscou, Éditions du Progrès, 173 p.  
*Idem* (1966), *Que faire ?*, texte de 1902, Paris, Seuil, 319 p.

- LUXEMBOURG Rosa (1946), *Marxisme contre dictature*, textes de 1899 et 1904, *Spartacus*, Cahiers mensuels (Paris), n° 7, 47 p.  
*Idem* (1946), *La Révolution Russe*, texte de 1918, *Spartacus*, Cahiers mensuels (Paris), n° 4, 48 p.
- *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'IC, 1919-1923*, Paris, Bibliothèque communiste - Librairie du travail, juin 1934, 210 p.
- MARX-PROUDHON (1964) *Misère de la philosophie, philosophie de la misère*, France, Folio 10/18, textes de 1846 et 1847, 500 p.
- MARX & ENGELS (1994), *Le manifeste du parti communiste*, texte de 1848, Paris, Mille et une nuits, 79 p.
- STALINE (1950) *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, textes de 1913-30, Paris, Éditions Sociales, 337 p.

## 2/ Histoire générale.

- AGOSTI Aldo (1998), « Un Front populaire avec les fascistes ? Les communistes et l'anomalie italienne », in Serge WOLIKOW & Annie BLETON-RUGET, *Antifascismes et nation, les gauches européennes au temps du Front populaire*, France, Éditions universitaires de Dijon, pp. 101-112.
- ARON Raymond (1998), *Marxismes imaginaires, d'une sainte famille à l'autre*, France, Gallimard, 345 p.
- BAYERLEIN B. H., NARINSKI M., STUDER B. & WOLIKOW S. (2003), *Moscou-Paris-Berlin, télégrammes chiffrés du Komintern (1939-1941)*, Paris, Tallandier, 614 p.
- BIANCO Lucien (1987), *Les origines de la Révolution chinoise, 1915-49*, France, Gallimard, 371 p.
- BOSI Mariangela & PORTELLI Hugues (1976), *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, Paris, Christian Bourgeois, 258 p.
- BRENAN G. (1984), *le Labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la Guerre civile*, Paris, Champ Libre, 285 p.
- BROUE Pierre (1997), *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1020 p.  
*Idem* (1993), *Staline et la Révolution*, Paris, Fayard, 365 p.
- CLAUDIN Fernando (1972), *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, Maspero, 770 p.
- COURTOIS Stéphane, LAZAR Marc (1995), *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, Thémis, 438 p.

- *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, réactualisation du dictionnaire « le Maitron » sur CD-Rom sous la direction de Claude Pennetier.
- DREYFUS Michel *et alii* (2000), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 542 p.  
*Idem* (2000), « Syndicalistes communistes », in Michel DREYFUS *et alii*, *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 465-475.  
*Idem* (1995), *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 407 p.
- DROZ Jacques (1997), *Histoire générale du socialisme*, 1<sup>ère</sup> édition de 1972, Paris, Quadrige, 4 volumes.  
*Idem* (1985), *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, Paris, la Découverte, 318 p.
- FEJTÖ François (1971), *Dictionnaire des PC et des mouvements révolutionnaires*, Belgique, Casterman, 234 p.
- FRANK Pierre (1979), *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, 2 tomes Paris, La Brèche, 949 p.
- GORKIN Julian (1978), *Les communistes contre la révolution espagnole*, Paris, Belfond, 252 p.
- GOTOVITCH S. *et alii* (2001), *Komintern : l'histoire et les hommes, dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, Éditions de l'Atelier, 604 p.
- GROppo Bruno (2003), « L'Antifascisme dans la culture politique communiste », in Jean VIGREUX & Serge WOLIKOW (dir.), *Cultures communistes au XX<sup>e</sup> siècle, entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, pp. 81-94.  
*Idem* (2000), « Fascismes, antifascismes et communismes », in Michel DREYFUS *et alii* (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 499-511.
- GROUX Guy & MOURIAUX René (1992), *La CGT, crises et alternatives*, Paris, Economica, 307 p.
- GUERIN Daniel (1981), *L'anarchisme*, Paris, Gallimard, 1<sup>ère</sup> éd. de 1965, 286 p.
- HERMET Guy (1971), *Les communistes en Espagne, étude d'un mouvement politique clandestin*, Paris, FNSP & Armand Colin, 215 p.
- HUMBERT-DROZ J. (1971), *De Lénine à Staline, dix ans au service de l'IC (1921-1931)*, Neuchâtel, Labaconnière, 509 p.
- KRIEGEL Annie (1997), « l'AIT, 1864-1876 », in Jacques DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome I, Paris, Quadrige, pp. 603-634.  
*Idem* (1997), « La 2<sup>nde</sup> Internationale 1889-1914 », in Jacques DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome II, Paris, Quadrige, pp. 555-584.

- LAVABRE Marie-Claire (1994), *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses FNSP, 319 p.
- LAZITCH Branco (1986), *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, texte et notes de 1976, Paris, Seuil, 190 p.
- LEVESQUE Jacques (1980), *L'URSS et sa politique internationale, de 1917 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 335 p.  
*Idem* (1976), *L'URSS et la révolution cubaine*, Montréal, FNSP et Presses Universitaires de Montréal, 219 p.
- LEW Roland (2000), « Le Communisme chinois », in Michel Dreyfus et alii (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions Ouvrières, pp. 233-258.
- LEWIN Moshe, *Le siècle soviétique*, Paris, Bayard, 526 p.
- MACLEOD Alex (1984), *La révolution inopportune, les partis communistes français et italien face à la révolution portugaise*, Montréal, Nouvelle Optique, 242 p.
- MAITRON Jean (1992), *Le mouvement anarchiste en France, des origines à 1914*, vol. I, France, Gallimard, 1<sup>ère</sup> éd. de 1975, 485 p.  
*Idem* (1992), *Le mouvement anarchiste en France, de 1914 à nos jours*, vol. II, France, 1<sup>ère</sup> éd. de 1975, 439 p.
- MARCOU Lilly (1986), *Les pieds d'argile, le communisme mondial au présent, 1970-1986*, Paris, Ramsay, 490 p.  
*Idem* (1979), *L'internationale communiste après Staline*, Paris, Grasset, 316 p.
- MOSCO (1991), *Mémoires d'Ex, le PCF de 1920 à 1989*, script des émissions diffusées en janvier 1991 par la Sept et FR3, Paris, Ramsay, 210 p.
- PENNETIER Claude & PUDAL Bernard (2002), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 367 p.  
*Idem* (2000), « Du parti bolchevik au parti stalinien », in Michel DREYFUS et alii, *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 333-340.
- ROBRIEUX Philippe (1980), *Histoire intérieure du PC – 1920-45*, France, Fayard, 583 p.
- ROSSI Jacques (2000), *Qu'elle était belle cette utopie !, Chroniques du goulag*, Paris, Le Cherche midi, 234 p.
- SOULET Jean-François (2000), *L'Empire stalinien : l'URSS et l'Europe de l'Est depuis 1945*, Paris, Librairie générale française, 253 p.
- VIGREUX Jean & WOLIKOW Serge (dir.) (2003), *Cultures communistes au XX<sup>e</sup> siècle, entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, 316 p.
- WEBER Henri (1975), « Les partis staliniens et leur devenir », *Marx ou crève — revue de critique communiste*, n° 3, septembre, pp. 69-87.

- WOLIKOW Serge (2001), « L'Internationale communiste 1919-1943 », in José GOTOVITCH *et alii*, *Komintern : l'histoire et les hommes, dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 15-92.  
*Idem* (2000), « Aux origines de la galaxie communiste : l'Internationale », in Michel DREYFUS *et alii*, Paris, Éditions de l'Atelier, pp. 199-216.

### 3/ Questions nationale et coloniale.

- AGERON Charles-Robert (1986), « le Parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *XX<sup>e</sup> siècle – revue d'histoire* (Paris), 12, oct-déc., pp. 39-50.
- BARCELLS Albert (1984), « Mouvement ouvrier et question catalane de 1907 à 1936 », *Mouvement social* (Paris), n° 128, juillet-sept., pp. 59-82.
- BRODER Juliette (1998), « Le Parti communiste de Belgique et la question coloniale (1945-1961) », *Études marxistes* (Bruxelles), n° 44, nov.-déc., pp. 107-142.
- BROUE Pierre (1965), *La question chinoise dans l'IC*, Paris, EDI, 377 p.
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène & SCHRAM Stuart (1970), *Le marxisme et l'Asie, 1853-1964*, Paris, Armand Colin, 495 p.
- COLLOTTI PISCHEL Enrica & ROBERTAZZI Chiara (1968), *L'Internationale Communiste et les problèmes coloniaux, 1919-1935*, Paris, Mouton, 584 p.
- CONDE Moussa (1983), *L'attitude du parti communiste français face à la décolonisation de l'ouest africain français, 1944-1956*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, multigr., 378 p.
- DELANOUE Paul (1983), « La CGT et les syndicats de l'Afrique noire de colonisation française, de la Deuxième Guerre mondiale aux indépendances », *le Mouvement social* (Paris), n° 122, janv.-fév.-mars, pp. 103-121.
- DIENG Amady Aly (1985), *Le marxisme et l'Afrique noire, bilan d'un débat sur l'universalité du marxisme*, Paris, Nubia, 146 p.
- La Documentation Française (1982), *L'URSS et le tiers-monde, problèmes politiques et sociaux*, n° 442, 18 juin, 47 p.
- DREYFUS Michel (1976), « Les trotskystes français et la question nationale pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la 2<sup>nde</sup> Guerre Mondiale* (Paris), n° 107, juillet, pp. 14-26.
- ELORZA António (1998), « La « nation éclatée » : Front populaire et question nationale en Espagne », in Serge WOLIKOW et Annie BLETON-RUGET, *Antifascisme et nation, les gauches européennes au temps du Front populaire*, France, Éditions universitaires de Dijon, p. 113-128.

- HUGUES Arnold (1992), « The appeal of marxism to Africans », *Communist studies* (Londres), n° 2, juin, pp. 4-19.
- KIM Guéorgui (1987), *La révolution d'octobre et les destinées des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine*, Moscou, Agence Presse Novosti, 69 p.
- KOLOLO Jean-Blaise (1982), *La vie politique des nègres en France de 1920 à 1927, la question de l'émancipation de la race nègre dans l'immigration et au sein du PCF et de l'IC*, thèse d'université nouveau régime, Sciences politiques, IEP Grenoble II, multigr., 240 p.
- LÖWY Michael, HAUPT George, WEILL Claudie (1997), *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, 1<sup>ère</sup> édition 1974, Paris, l'Harmattan, 391 p.
- MESTIRI Ezzedine (1980), *Les Cubains et l'Afrique*, Paris, Karthala, 239 p.
- MONETA Jacob (1971), *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Paris, Maspero, 307 p.
- PADMORE George (1960), *Panafricanisme ou communisme*, Paris, Présence africaine, 471 p.
- RODINSON Maxime (1968), « Le marxisme et la nation », *L'homme et la société* (Paris), janv.-fév.-mars, pp. 132-149.
- ROSSI Carlo (s/d), « Marxisme et question nationale », interview de Régis DEBRAY, *Critique communiste*, n° 10, pp. 121-146.
- SINE Babacar (1983), *Le marxisme devant les sociétés africaines contemporaines*, Paris, Présence africaine, 202 p.
- SURET-CANALE Jean (1994), *Les groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 185 p.
- TRAORE Sekou (1983), *Les intellectuels africains face au marxisme*, Paris, L'Harmattan, 69 p.
- WOLIKOW Serge (1998), « le PCF et la nation au temps du Front populaire », in Serge WOLIKOW et Annie BLETON-RUGET (dir.), *Antifascismes et nation, les gauches européennes au temps du Front populaire*, France, Éditions universitaires de Dijon, pp. 129-140.
- WOLIKOW Serge & BLETON-ROUGET Annie (dir.) (1998), *Antifascisme et nation, les gauches européennes au temps du Front populaire*, France, Éditions universitaires de Dijon, 272 p.

## **VI/ HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER PORTUGAIS ET DE LA RESISTANCE A L'ÉTAT NOUVEAU.**

- AMARO António Rafael (1995), « A Seara Nova e a resistência cultural e ideológica à ditadura e ao Estado Novo (1926-1939), *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, pp. 405-438.
- BARROS Julia Leitão (1991), « O caso Schell : a rede de espionagem anglo-portuguesa (1940-1942) », *História* (Lisbonne), n° 147, décembre, pp. 55-83.
- BRAGA Teófilo (1983), *História das ideias republicanas em Portugal*, 1<sup>ère</sup> édition de 1880, Lisbonne, Vega, 174 p.
- CARVALHO F. Manuel Nunes (1996), « Bandeira vermelha, órgão da Federação maximalista (1919-1921), *História* (Lisbonne), n° 17, mars, dossier « os 75 anos do PCP », pp. 6-13.
- CASTRO José & GARCIA Luís (1995), « A Batalha e a questão colonial », *Ler História* (Lisbonne), n° 27-28, pp. 125-146.
- CLIMACO Cristina (1998), *L'exil politique portugais en France et en Espagne, 1927-1940*, thèse d'université nouveau régime, Histoire, Paris, notice n° 049613634, 1358 p.  
*Idem* (1995), « Portugueses nos campos do Sudoeste de França (1939-41) », *Penélope* (Lisbonne), n° 16, pp. 25-61.
- COSTA Ramiro da (1979), *Elementos para a história do movimento operário em Portugal 1820-1975*, 2 volumes, Lisbonne, Assírio & Alvim, 335 p.
- DIAS Manuel Augusto (1999), « A oposição revolucionária ao salazarismo », *História*, n° 11, Lisbonne, février, pp. 18-26.
- DUARTE Marta Benamor (1998), « Direito à autonomia associativa », *História* (Lisbonne), n° 4/5, juillet/août, pp. 50-61.
- FARIA Cristina (1998), « Lutas estudantis de 1927 a 1931, a contestação à Ditadura militar », *História* (Lisbonne), n° 4/5, juillet/août, pp. 38-49.
- FARINHA Luís (1998), *O revilharismo : revoltas republicanas contra a ditadura e o Estado Novo 1926-40*, Lisbonne, Estampa, 327 p.  
*Idem* (1998), « O republicanismo/reviralhismo e a Guerra civil de Espanha », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a Guerra civil de Espanha*, Actes du colloque de 1996, Lisbonne, Colibri, pp. 153-176.
- FONSECA Carlos da (1988), *Para uma análise do movimento operário e da sua história*, Lisbonne, Antígona, 80 p.  
*Idem* (1982), *História do movimento operário e das ideias socialistas em Portugal : Cronologia*, vol. I, Lisbonne, publicações Europa-américa, 267 p.

- FREIRE João (2000) « A República e o movimento operário », in Nuno Severiano TEIXEIRA & A. Costa PINTO (coord.), *A 1ª República portuguesa entre o liberalismo e o autoritarismo*, Lisbonne, Colibri, pp. 77-89.  
*Idem* (1992), *Anarquistas e operários: ideologia, ofício e práticas sociais: o anarquismo e o operariado em Portugal, 1900-40*, Portugal, Afrontamento, 445 p.  
*Idem* (1990), « As Juventudes sindicalistas : um movimento singular », *Penélope* (Lisbonne), n° 4, avril, pp. 111-128.
- GARCIA José Luis Lima & SILVA A. Malheiro (1995), « Norton de Matos e a oposição à política colonial de Salazar », *Revista de História das ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, pp. 349-404.
- GUIMARÃES Paulo (1998), « As Juventudes libertárias e a agonia do anarquismo, 1935-1946 », *História* (Lisbonne), n° 6, septembre, pp. 52-61.
- LUIS Alexandre António da Costa (1994), « As eleições presidenciais de 1949 », *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 16, vol. annuel, pp. 283-322.
- MADEIRA João (2000), « Fugir das prisões de Salazar », *História* (Lisbonne), n° 28, septembre, pp. 24-39.
- MARQUES Emília Margarida (2004), « 18 de Janeiro de 1934 na Marinha Grande », *História* (Lisbonne), n° 63, février, pp. 24-29.
- MARTINS João Paulo & LOUREIRO Rui (1980), « Organizações armadas de 1967 a 1974 », *História* (Lisbonne), n° 18, avril, pp. 14-28.
- MORAIS João & VIOLANTE Luís (1986), *Cronologia dos factos económicos e sociais, Portugal 1926-1985*, Lisbonne, Horizonte, 456 p.
- PEREIRA José Pacheco (1971), *Questões sobre o movimento operário e a revolução russa de 1917*, Porto, Convergência, 102 p.
- RABY Dawn Linda (1995), « O DRIL (1959-1961), une experiência única de oposição », *Penélope* (Lisbonne), n° 16, pp. 63-86.  
*Idem* (1988), *A resistência antifascista em Portugal, comunistas, democratas e militares em oposição a Salazar, 1941-1974*, Lisbonne, Salamenta, 302 p.  
*Idem* (1984), « Portugal, 1942-47 : o problema da estratégia revolucionária da Oposição », *Análise social* (Lisbonne), vol. XX, n° 84, pp. 687-699.
- RODRIGUES Edgar (1977), *Breve história do pensamento e das lutas sociais em Portugal*, Lisbonne, Assírio & Alvim, 415 p.
- TENGARRINHA José (1994), « Os caminhos da unidade democrática contra o Estado Novo », *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 16, vol. annuel pp. 387-431.
- VENTURA António (2001), *Memórias da resistência : literatura autobiográfica da resistência ao Estado Novo*, Lisbonne, éd. de la Mairie de Lisbonne, 320 p.



- VILAÇA Alberto (1998), *O MUD Juvenil em Coimbra, histórias e estórias*, Porto, Campos de Letras, 143 p.

## **VII/ HISTOIRE DU PCP.**

- BARBOSA Célia (1993), *Le PCP face à une révolution couleur d'œillet*, 103 p., Mémoire de 3<sup>ème</sup> année d'IEP, Bordeaux.
- BARRETO José (1994), « Comunistas, católicos e os sindicatos sob Salazar », *Análise social* (Lisbonne), vol. XXIX, n° 125-126, pp. 287-317.
- COSTA Ramiro da (1984), « O XX congresso do PCUS e o PCP », *Estudos sobre o comunismo* (Porto), n° 3/4, mai-déc., pp. 3-90.
- CUNHA Carlos (2002), « The Portuguese communist party toward the end of the new state », intervention à la conférence : *l'État Nouveau, les années de la fin*, Centre Calouste Gulbenkian (Paris), 27 et 28 septembre, dactyl., 14 p.  
*Idem* (1992), *The Portuguese Communist party's strategy for power 1921-1986*, New-York et London, Garland, 409 p.
- FARIA Telmo Daniel (1995), « O comunismo : um anátema estado-novista », *Revista de História das Ideias* (Coimbra), n° 17, vol. annuel, pp. 229-261.
- FEIJÃO J. M. Costa (1991), « O PCP e a questão colonial no período entre a criação e a reorganização do partido, 1921-1941 », *O militante* [bulletin du PCP] (Lisbonne), n° 188, janvier, pp. 26-30.
- FREIRE João Brito (1998), « o PCP e a Guerra civil de Espanha », in Fernando ROSAS (coord.), *Portugal e a Guerra civil de Espanha*, Actes du colloque de 1996, Lisbonne, Colibri, pp. 177-196.  
*Idem* (1996), « Bento Gonçalves Gonçalves, o fundador ideológico do PCP », *História*, n° 17, mars, dossier « os 75 anos do PCP », pp. 14-21.
- GILHODES Pierre (1974), introduction au livre d'Alvaro Cunhal, *Portugal, l'aube de la liberté*, Paris, Éditions Sociales, pp. 15-23.
- LAZITCH Branko (1975), *Stratégies et tactique du PCP*, Paris, Est-Ouest, 36 p.
- MADEIRA João (2004), « A morte e o mito nos campos do Sul », *História* (Lisbonne), n° 66, mai, pp. 50-55.  
*Idem* (2003), « O PCP e a questão colonial : dos fins da guerra ao V<sup>o</sup> Congresso (1943-57) », *Colonialismo, anticolonialismo e identidades nacionais — Estudos do Século XX* (Coimbra), n° 3, pp. 209-243.  
*Idem* (1999), « Soeiro Pereira Gomes e o PCP », *História* (Lisbonne), n° 20, décembre, pp. 58-67.

- Idem* (1998), « O PCP e a validade universal da experiência soviética », *História* (Lisbonne), n° 2, mai, pp. 17-27.
- Idem* (1997), « O PCP e o MUD juvenil », *História* (Lisbonne), n° 28, février.
- Idem* (1996), *Os Engenheiros de Almas, o Partido comunista e os intelectuais*, Lisbonne, Estampa, 409 p.
- NEVES José Veiga (2001), *Comunismo, nacionalismo e colonialismo, notas sobre o PCP de 1921 a 1957*, tese de licenciatura, Histoire, Lisbonne - ISCTE, multigr., 123 p.
- NUNES J. Arsénio (1996), « A formação da estratégia antifascista (1929-1935) », *História* (Lisbonne), n° 17, mars, dossier « os 75 anos do PCP », pp. 22-33.
- Idem* (1982), « Da política « classe contra classe » às origens da estratégia antifascista : aspectos da IC entre o VI° e o VII° congressos », in *O Fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de Lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra do Jogo, pp. 31-76.
- Idem* (1981), « Sobre alguns aspectos da evolução política do PCP após a reorganização de 1929 (1931-33) », *Análise social* (Lisbonne), vol. XVII, n° 67-68-69, pp. 715-731.
- OLIVEIRA César (1975), *O primeiro Congresso do Partido comunista português*, Lisbonne, Seara Nova, 98 p.
- PEREIRA José Pacheco (2001), *Álvaro Cunhal, uma biografia política, « Duarte », o dirigente clandestino*, Lisbonne, Temas & Debates, vol. II, 892 p.
- Idem* (1999), *Álvaro Cunhal, uma biografia política, « Daniel », o jovem revolucionário*, Lisbonne, Temas & Debates, vol. I, 477 p.
- Idem* (1993), *A sombra, estudos sobre a clandestinidade comunista, 1910-1974*, Lisbonne, Grádiva, 194 p.
- Idem* (1983), « As primeiras séries do *Avante!* clandestino », *Estudos sobre o comunismo e os movimentos comunistas* (Porto), n° 0, juillet, pp. 23-26.
- Idem* (1981), « Contribuição para a história do PCP na República (1921-26) », *Análise social* (Lisbonne), vol. XVII, n° 67-68-69, pp. 695-713.
- Idem* (1980), « Problemas da história do PCP », in *O fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra de Jogo, pp. 269-285.
- Idem* (1980), « O PCP na 1ª República », *Diário de Notícias* (Portugal), quotidiens des 13 et 27 mai, p. 7.
- Idem* (1979), « Bento Gonçalves revisitado », *Diário de Notícias* (Portugal), quotidiens des 11 décembre et 8 janvier 1980, p. 15.
- Idem* (1979), « Os dirigentes do PCP e a história do PCP », *Expresso* (Portugal), hebdomadaire du 17 mai, p. 10.
- PINTO José Manuel Milhazes (1996), « Quando a Internacional Comunista cortou com o PCP », *História*, n° 17, mars, dossier « Oíís 75 anos do PCP », pp. 33-38.
- Idem* (1994), « O começo de uma grande amizade », *Público* (Lisbonne), quotidien du 3 octobre, p.17.
- QUINTELA João G. P. (1976), *Para a história do movimento comunista em Portugal, 1919-1929*, Lisbonne, Afrontamento, 299 p.

- RABY Dawn Linda (1992), « O PCP e a oposição no exílio, 1958-1960 », *Vertíce* (Lisbonne), n° 50, octobre, pp. 29-36.  
*Idem* (1982), « O problema da unidade anti-fascista : o PCP e a candidatura do General Humberto Delgado em 1958 », *Análise social* (Lisbonne), vol. XVIII, n° 72-73-74, pp. 869-883.
- RODRIGUES Eloi (1992), « As Juventudes comunistas (1921-1936) », *Vertíce* (Lisbonne), n° 50, octobre, pp. 12-18.
- ROSAS Fernando (1983), « O PCP e a segunda guerra mundial », *Estudos sobre o comunismo e os movimentos comunistas* (Porto), n° 0, juillet, pp. 3-23.
- SILVA Isabel Alarcão (1992), « A genese do movimento de unidade democrática e o PCP », *Vertíce* (Lisbonne), n° 50, octobre, pp. 19-28.
- VENTURA António (1983), « Documentos sobre uma tentativa de contacto entre o Bureau político do PCP (Júlio Fogaça) e a IC em 1941 », introduction et notes, *Estudos sobre o Comunismo* (Porto), n° 1, sept.-déc., pp. 23-30.
- VILAÇA Alberto (2003), *Bento Gonçalves, inéditos e testemunhos*, textes rassemblés et introduits par l'auteur, Lisbonne, eds Avante!, 135 p.  
*Idem* (1997), *Para a história remota do PCP em Coimbra 1921-1946*, Lisbonne, eds Avante!, 320 p.

# **ANNEXES**



## Annexe 1

Effectifs du PCP selon José Pacheco PEREIRA, « Problemas da história do PCP », in *O fascismo em Portugal*, Actes du colloque de la faculté de lettres de mars 1980, Lisbonne, A Regra de Jogo, 1982, pp. 280 et 281, et José Pacheco PEREIRA, *Álvaro Cunhal, uma biografia política*, « Duarte, o Dirigente Clandestino, Lisbonne, Temas & Debates, vol. II, 2001, p. 873.

Année	Nombre de militants	Observations	Répartitions
1921	Près de 1 000		
1922	2 900 (1 702 cotisants effectifs)		
1923	Près de 500		
1924	700		
1928	70		50 à Lisbonne, 20 à Porto
1929	49	Tirage de <i>O proletário</i> à 6 000 exemplaires dont 3 500 achetés	29 à Lisbonne
1933	50		
1935	500		
1943	1 200		
1946	Plus de 5 000	4 000 sympathisants	
1947	5143		Ouvriers - 2 153 Paysans – 808 Employés – 175 Femmes – 51 Autres professions – 1 210
1948	4 487	5 815 sympathisants	Ouvriers - 2 369 Paysans - 450 Femmes - 159
1951	Près de 1 000		
1957	?	Tirage de <i>Avante!</i> aux alentours de 8 000 exemplaires et 5 000 pour <i>O Militante</i>	
1967	2 000		
1973	Entre 2 000 et 3 000		

## Annexe 2

Álvaro Cunhal (Duarte), *A aliança com os povos coloniais*, rapport au I<sup>o</sup> Congrès illégal du PCP - 1943.

Os aliados do proletariado na actual etapa da revolução não são apenas o campesinato e a pequena burguesia. Os povos das colónias portuguesas são um aliado natural do proletariado.

Mas o proletariado e seu Partido de classe, o Partido Comunista, não souberam nem puderam ainda fazer dos povos coloniais uma sua reserva. No nosso próprio Partido há um desinteresse quase total pela sorte dos povos das colónias portuguesas. Podemos dizer que nunca o nosso Partido definiu sequer a sua posição em face do problema das colónias portuguesas. E, entretanto, camaradas, Portugal era, ao principiar a guerra, a quarta potência colonial do mundo. Isto mostra a grande importância que, para o movimento operário no nosso país, tem o problema colonial e a grande atenção e responsabilidade do nosso Partido nesta matéria.

Julgo não deixar de ter interesse dar neste informe uma primeira contribuição para uma exacta definição comunista do problema nacional-colonial no nosso país.

1 — No quadro do imperialismo mundial, Portugal apresenta características muito particulares. Por um lado, Portugal é um Estado economicamente dependente do estrangeiro; por outro lado, Portugal é um Estado imperialista, e os capitais portugueses dominam, juntamente com capitais estrangeiros, a vida económica das colónias.

Isto determina: por um lado, a exploração das massas trabalhadoras portuguesas em benefício de imperialistas estrangeiros; por outro lado, exploração dos povos coloniais em benefício dos imperialistas portugueses e estrangeiros.

O fascismo agravou estas duas formas de domínio imperialista. Por um lado, intensificou os investimentos de capital estrangeiro em Portugal, entregou ao capital estrangeiro (principalmente alemão) novos sectores da actividade económica nacional; o fascismo tornou Portugal ainda mais dependente do estrangeiro, no campo económico, político e diplomático. Por outro lado, intensificou a exploração dos povos coloniais, agravou os métodos de escravatura das

populações negras, o chauvinismo português em relação aos povos das colónias portuguesas.

Dependente do estrangeiro, Portugal é, ao mesmo tempo, um Estado explorador e opressor de povos coloniais. Portugal é, a um tempo, uma nação oprimida e um Estado opressor. A luta anti-imperialista, a luta pela emancipação nacional, não só se coloca nas colónias portuguesas como em Portugal.

2 — Este duplo carácter determina uma maior instabilidade política da burguesia portuguesa. Determina as duas faces da burguesia portuguesa na actual etapa da revolução. Por um lado, a face *revolucionária*, isto é, a sua participação no movimento nacional libertador de Portugal do jugo económico, político e diplomático estrangeiro. Por outro lado, a face *reaccionária*, isto é, a sua exploração sobre os povos coloniais, a sua vontade de manter essa exploração e esmagar, inclusivamente com o recurso das armas, os movimentos nacional-libertadores nas colónias portuguesas ou quaisquer movimentos de resistência das populações coloniais contra a tirania «branca». A sua face reaccionária manifesta-se também na sua acção em favor da tutela estrangeira sobre Portugal.

3 — Este duplo carácter — Portugal como Estado imperialista e Portugal como Estado dependente — determina uma colisão de interesses entre a burguesia nacional portuguesa e a burguesia dos grandes países imperialistas, quer em Portugal quer nas colónias portuguesas.

A oligarquia capitalista ligada ao imperialismo inglês está interessada na emancipação da influência dominante, a hitleriana, tendo assim presentemente, neste aspecto, um papel progressista, na medida em que não procura fazer sobreviver o fascismo salazarista à derrota hitleriana. A dependente do imperialismo alemão constitui a parte da burguesia que perdeu todo o sentimento nacional, constitui a quinta-coluna pronta a vender a independência de Portugal.

Esse mesmo duplo carácter determina também uma coesão dos interesses da burguesia portuguesa e da burguesia colonial contra o domínio imperialista estrangeiro em Portugal e nas colónias portuguesas; determina que a burguesia colonial esteja interessada, ao lado das massas trabalhadoras portuguesas e coloniais, na luta anti-imperialista, quer em Portugal (luta contra o imperialismo estrangeiro) quer nas colónias portuguesas (luta contra o imperialismo português e estrangeiro).



4 — A maioria das colónias portuguesas encontra-se ainda num atrasado estado do seu desenvolvimento económico. Cada colónia portuguesa não constitui uma nação. A esmagadora maioria da população indígena não se encontra ainda agrupada em nações. No território de cada colónia há muitas tribos e aglomerados nacionais (com modos de vida diferentes, com usos e costumes diferentes, com idiomas e dialectos diferentes), havendo assim, em relação a cada colónia, complicadas questões nacionais a encarar.

Em algumas colónias, a população emigrante, falando português, desenvolve-se rapidamente num sentido nacional.

Em virtude do atraso económico, o proletariado está fracamente desenvolvido nas colónias portuguesas. A grande massa das populações indígenas é constituída por camponeses-escravos a que o capitalismo nega os mais elementares direitos de homens.

5 — Os movimentos nacionais nas colónias portuguesas não adquiriram ainda forma organizada. Em geral reflectem-se apenas no ódio e terror das populações «negras» para com as «brancas», e, onde aparecem mais desenvolvidos — Cabo Verde, por exemplo — não têm ainda o carácter de movimentos nacionais. Os imperialistas portugueses têm sempre ocultado ou deturpado os movimentos de resistência dos povos indígenas contra os roubos e violências dos «civilizados» colonizadores portugueses. E, contudo, nas colónias portuguesas, muitos povos se ergueram, numa luta heróica, contra a tirania «branca». Os chefes indígenas, que lutam contra o invasor e rapinador, são depositos, quando não assassinados.

O desenvolvimento económico das colónias, o crescimento do proletariado indígena (caminhos-de-ferro, portos, minas, etc.) e a violenta administração portuguesa, fazem prever a possibilidade do rápido desenvolvimento de movimentos nacionais das populações indígenas.

Em algumas colónias, a população emigrante, falando português, desenvolve-se rapidamente num sentido nacional.

6 — Nós, comunistas, não estabelecemos diferença de direitos entre «negros» e «brancos», entre as populações «atrasadas» das colónias portuguesas e as massas escravizadas da metrópole.

Nós, comunistas, reconhecemos a igualdade de direitos das nações, a igualdade dos povos coloniais com o povo português. Tal igualdade deve e tem de ser realizada por «uma ajuda exterior efec-

tiva e prolongada», dado que a desigualdade de facto terá que persistir ainda longo tempo em virtude do atraso dos povos coloniais. Esta ajuda não pode ser completamente efectiva enquanto persistir o domínio imperialista sobre os povos coloniais.

Só uma ajuda fraterna, no campo económico e cultural, do povo português aos povos coloniais, uma ajuda no sentido de elevar o seu nível técnico e cultural, as suas condições de vida, etc., permitirá que não seja letra morta a consigna da igualdade nacional — porque os povos das colónias portuguesas não estão aptos, por si só, nas circunstâncias presentes, para converter o reconhecimento dos seus direitos num completo exercício desses mesmos direitos.

Nós, comunistas, reconhecemos aos povos coloniais o direito a constituírem-se em estados independentes, embora os povos das colónias portuguesas, pouco desenvolvidas sob todos os aspectos, não possam por si só, nas circunstâncias presentes, assegurar a sua independência. Não se trata de «conceder» uma independência e separação que os povos das colónias portuguesas não estariam aptos a gozar. Nas circunstâncias presentes, essa «concessão» representaria que as colónias portuguesas tomariam sob o domínio de outro imperialismo.

A constituição das colónias portuguesas em Estados independentes pressupõe que, uma vez libertas da opressão do capital, burocracia, forças armadas, etc., do Estado português, não tombem sob a opressão de outra potência imperialista, pressupõe, não só a vitória sobre a opressão económica, política e administrativa portuguesa, como sobre a opressão de outras potências imperialistas.

7 — A supressão do jugo do imperialismo português e estrangeiro nas colónias portuguesas, embora impossível, duma forma total, no regime capitalista, pode ser parcialmente resolvido ainda no quadro do capitalismo, num regime amplamente democrático.

8 — A frente de luta anti-imperialista do povo português e dos povos coloniais é somente possível se o proletariado português apoiar activamente os movimentos nacionais e de resistência contra a exploração e violência das colónias portuguesas, contra a burguesia imperialista portuguesa.

O movimento emancipador dos povos das colónias portuguesas está ligado à aliança fraternal do povo oprimido de Portugal com os povos escravizados das colónias, à aliança fraternal do proletariado português com as massas camponesas indígenas.

Dado o atraso dos movimentos nacionais nas colónias portuguesas e o duplo carácter atrás referido, a liberdade dos povos coloniais está, nas circunstâncias presentes, intimamente ligada ao movimento nacional-democrático do povo português. Os povos coloniais estão tão interessados como o povo de Portugal na derrota do fascismo salazarista e na condução em Portugal duma política anti-imperialista.

9 — Na guerra que se trava no mundo, os povos coloniais têm interesse na derrota da coligação das potências imperialistas mais brutais e rapinadoras, de mais cruéis métodos de exploração e domínio dos povos coloniais. Os povos coloniais e dependentes têm interesse na derrota da Alemanha hitleriana que visa o domínio do mundo, a exploração da humanidade em benefício dum grupo «racial», o aniquilamento de todas as culturas nacionais e de toda a independência de todos os povos além da Alemanha e Japão.

Os povos coloniais e dependentes têm interesse na vitória da URSS, único Estado do mundo onde foi resolvida a questão nacional-colonial, onde foi assegurada a liberdade e igualdade efectivas das nações e povos soviéticos. A libertação dos povos coloniais está intimamente ligada à vitória da URSS, à derrota do fascismo internacional, à vitória da democracia na actual guerra mundial. Os povos das colónias portuguesas estão, tanto como o povo de Portugal, interessados na derrota do hitlerianismo e da camarilha militarista japonesa e na vitória da URSS e seus aliados.

Essa vitória é a melhor garantia da independência de Portugal e da existência em Portugal dum regime democrático — condição para a futura liberdade dos povos das colónias portuguesas.

10 — Nós, comunistas, lutamos contra o chauvinismo português em relação aos povos coloniais, chauvinismo que invade as próprias fileiras do proletariado e que se manifesta numa ideia de superioridade e desprezo em relação aos «pretos» e, por vezes, numa completa indiferença pela sorte dos povos das colónias portuguesas.

Nós lutamos para levantar a confiança entre os trabalhadores portugueses e os trabalhadores das colónias portuguesas, à base da luta contra os inimigos comuns — o imperialismo, o hitlerianismo, o fascismo salazarista — e da nossa sincera declaração do reconhecimento do direito dos povos coloniais de se constituírem em Estados independentes, o que abre caminho para o estabelecimento duma sólida aliança na luta, e para o futuro estabelecimento duma união comumente aceite.

Aqui estão, camaradas, algumas das teses fundamentais do problema nacional-colonial, tal como o compreendemos. Que elas sirvam para estimular, dentro do próprio Partido (inclusivamente nos organismos dirigentes), o interesse pela questão nacional-colonial, o espírito de solidariedade proletária para com os povos escravizados das colónias portuguesas.

Neste aspecto, nada temos feito, camaradas. E, entretanto, existe essa poderosíssima reserva do proletariado, do movimento antifascista, até hoje não aproveitada. As dificuldades são tremendas, é certo. Mas, nem por isso, devemos deixar de encarar a formação nas colónias de ligas nacionais, organizações de cultura colonial, grupos de intelectuais indígenas, etc.; e também a formação de organismos partidários nas colónias, tomando de preferência como base o proletariado nascente, incluindo os portugueses emigrados.

## Annexe 3

Commission centrale du MUD *Juvenil*, *Carta aos jovens colónias*, octobre 1953. Tiré de Associação Casa dos estudantes do Império, *Mensagem*, número especial, Lisboa, éd. des auteurs, 1997, pp. 207-213.

Queridos amigos:

1 — Destina-se esta reunião à discussão dos problemas da orientação e dos problemas práticos que são postos pela criação efectiva de uma frente única da Juventude Portuguesa e da Juventude das colónias portuguesas, na luta por um futuro melhor.

Nela participam, de um lado o MUD Juvenil, representado pela sua C.C., do outro, jovens das colónias portuguesas, alguns deles aderentes activos do MUD Juvenil.

Por que sucede isto assim, por que há necessidade duma discussão em que sejam confrontadas as opiniões da C.C. do MUDJ com a de jovens coloniais progressistas, alguns dos quais aderentes activos do MUDJ?

Porque o problema da unidade dos jovens portugueses e dos jovens das colónias portuguesas põe alguns problemas de orientação e de organização acerca dos quais não parece haver unanimidade entre a direcção do MUDJ e alguns jovens progressistas das colónias portuguesas, entre os quais alguns aderentes activos do MUDJ.

Por que é possível e necessária esta discussão e por que todos acreditam que dela advirá um resultado positivo, que grandemente interesse à juventude portuguesa e aos jovens das colónias portuguesas?

Porque em nós, jovens portugueses e jovens das colónias, reside uma firme vontade de alcançar para os nossos povos uma vida feliz, liberta do medo, miséria e obscurantismo, onde a felicidade seja possível para todos independentemente da cor da pele, das crenças de cada um, da sua função na sociedade, porque estamos animados da nossa grande generosidade juvenil, do nosso amor por todos os homens, mulheres, jovens e crianças; porque reconhecemos que essa generosidade e amor podem encontrar-se e dar-se as mãos por cima de todas as barreiras que nos queiram impor... Porque sabemos, em última análise, que os nossos interesses e aspirações se completam.

2 — O problema da mobilização da juventude das colónias portuguesas veio a ser posto na ordem do dia pela organização dos grandiosos Congressos Mundiais da Juventude e dos Estudantes e do grandioso Festival Mundial da Juventude pela Paz

A C.C. considera que os dois factos mais notáveis, do ponto de vista do MUDJ, destas realizações, são: Por um lado, a participação nelas dos jovens portugueses e coloniais que assim abriram a primeira brecha na verdadeira «cortina de ferro» com que há mais de 20 anos se procura isolar a juventude portuguesa do convívio com os seus irmãos e irmãs dos outros países do mundo; por outro lado, o facto de nessa representação terem estado presentes os jovens de Moçambique, Angola, Goa, Guiné, S. Tomé e Cabo Verde, quer dizer, aos jovens de Moçambique, Angola, Goa, Guiné, S. Tomé e Cabo Verde, quer dizer, aos jovens destas colónias portuguesas, pela acção do MUDJ, foi possível participarem em realizações de tão grande alcance para a consolidação, desenvolvimento e vitória final das juventudes e povos oprimidos, pela sua libertação.

O estudo dos documentos dos Congressos, o exame das actividades do Festival mostram-nos bem a importância que neles teve o problema da luta antifascista e as perspectivas que se nos abrem, a nós todos, jovens do país colonizador e jovens dos países colonizados, para o reforço da luta pelos nossos direitos e aspirações mais queridas.

Da participação nos Congressos de Bucareste e Varsóvia e no Festival de Bucareste resulta para nós todos uma grande responsabilidade especial. Ao MUDJ, como organizador dessa participação, cabe a grande responsabilidade:

no plano da luta juvenil nacional, de consolidar e alargar a brecha aberta na barreira oposta à juventude portuguesa caminhando para diante no convívio internacional dos rapazes e raparigas portuguesas;

no plano da luta dos jovens coloniais, encarar com mais atenção e vigor o auxílio a dar aos jovens coloniais progressistas, realizar a aliança fraternal dos jovens portugueses e dos jovens das colónias portuguesas para a sua luta comum.

Aos jovens coloniais, sobretudo àqueles mais esclarecidos e activos, compete a responsabilidade de não se pouparem a esforços para a realização desta união, na metrópole, e para a mobilização de jovens dos seus países para a luta local pela resolução dos seus problemas.

A medida em que soubermos corresponder a estas responsabilidades será a medida do nosso amor pela juventude dos nossos países e da nossa fraterna amizade juvenil.

No sentido de facilitar a discussão dos problemas que temos pendentes, elaboraram determinados jovens coloniais algumas teses de que fizeram entrega à C.C. Pensamos que podemos cingir a nossa presente discussão à análise dessas teses, já que permitirá uma aproximação muito valiosa dos pontos de vista mais justos. Não podemos pretender nesta reunião, parece-nos, um esclarecimento total de todos os problemas, nem um entendimento unânime e completo acerca de todos os pontos. Também nesta carta não pretendemos abordar todas as questões que realmente interessam. Mas pensamos que daremos hoje um importante passo em frente; que esse passo será mais positivo se a discussão for levada, na medida do possível, aos muitos jovens coloniais que aqui não podem estar; se desta discussão resultarem conclusões práticas e actuação justa imediata, dentro das ideias que hoje aqui aprovamos.

3 — As teses I, II, III, IV e VIII apresentam-se intimamente ligadas, por isso as ligamos desde já. Af dizem os amigos:

«I — Consideramos que as colónias portuguesas são países africanos ou asiáticos dominados por Portugal.»

«II — Consideramos que as populações desses países são constituídas por colonos portugueses, agentes do colonialismo, e pela população colonizada: os povos africanos ou asiáticos.»

«III — Consideramos que esses povos colonizados têm o direito de dispor dos seus próprios destinos e, portanto, têm o direito à independência nacional.»

«IV — Consideramos que, para o melhoramento das condições de vida dos povos colonizados por Portugal, bem como para o progresso material e cultural dos mesmos e para a manutenção da Paz no mundo é imprescindível a sua independência nacional.»

«VIII — Consideramos que qualquer organização de jovens africanos ou asiáticos necessita do apoio das organizações democráticas portuguesas e que estes jovens devem dar todo o seu apoio às lutas dos democratas portugueses. Consideramos ainda que, na luta contra o colonialismo, é necessária a colaboração entre os colonizados e os elementos progressistas da classe colonizadora.»

É opinião da C.C. do MUDJ que aos povos africanos e asiáticos que vivem nas colónias portuguesas cabe o direito de escolher os seus destinos, independentemente de as actuais colónias (portuguesas ou não) corresponderem aos elementos populacionais mais lógicos e mais de acordo com as

características políticas, económicas, culturais, técnicas, etc., das populações do continente africano ou asiático.

Reconhecemos, portanto, aos povos das colónias portuguesas o direito à sua independência nacional, dentro da solução mais justa do problema das nacionalidades que eles venham a encontrar.

Reconhecemos que os povos das colónias portuguesas se encontram dominados pelo colonialismo português, o qual não permite a realização da Independência Nacional desses povos.

Esta posição tem sido sempre a do MUDJ, publicamente manifestada a propósito da chamada Índia Portuguesa.

Esta posição não nos permite, no entanto, considerar justos os termos em que é exposta a tese II. Assim, parece-nos que não corresponde à realidade e não permite, conseqüentemente, uma orientação justa, o considerarmos que as populações dos países colonizados por Portugal se dividem entre colonos portugueses (agentes do colonialismo) e população colonial (povos africanos ou asiáticos).

Tal posição parece-nos artificial, na medida em que pressupõe que a contradição fundamental na fase actual das colónias portuguesas se dá, por um lado, entre os colonos portugueses no seu conjunto e, por outro lado, entre as populações indígenas. Tal divisão não leva em linha de conta que o conjunto «colonos portugueses» não é de modo nenhum um conjunto homogêneo com interesses idênticos que se opõem livremente aos das populações indígenas.

Tal divisão não leva em linha de conta que entre os «colonos portugueses» se encontram, duma banda, os agentes do colonialismo português e estrangeiro (crescentemente americano), colocados nos postos de comando e exercendo uma ditadura política e económica férrea através das grandes companhias monopolistas, da organização corporativa e dos órgãos de governo coloniais; e, de outra banda, a grande massa de trabalhadores portugueses estabelecida nas colónias, em grande parte fugida às dificuldades de emprego e remuneração na metrópole, a pequena e média burguesia das colónias, asfixiada, perseguida e prejudicada através da orgânica corporativa, dos órgãos de governo e dos monopólios coloniais. Tal divisão conduz a uma visão injusta do modo como a luta dos povos coloniais se deve orientar, pois que subestima o valor da aliança entre todas as camadas da população das colónias portuguesas cuja situação económica e política, na fase actual, lhes permite um carácter progressista.

Tal divisão artificial na fase actual das colónias portuguesas não poderá deixar de se manifestar,

assim o cremos, na forma como pelos jovens coloniais foi encarada a aliança entre os povos coloniais e as camadas progressistas do povo português numa luta comum e, em particular, no que respeita à aliança entre a juventude colonial e os jovens portugueses para a realização das suas justas aspirações, que, aliás, é reputada necessária nos termos da base VIII.

4 — Parece-nos que os termos em que é exposta a tese IV, embora justos em si mesmos, revelam uma limitação quanto à compreensão da luta dos povos asiáticos e africanos das colónias portuguesas.

Nós, direcção do MUDJ, consideramos que só a instauração dum regime democrático em Portugal permitirá o «melhoramento das condições de vida» da juventude portuguesa, bem como o nosso «progresso material e cultural».

Consideramos que a instauração dum regime democrático em Portugal tem de se caminhar paralelamente com a Independência Nacional do nosso país que, também, ao mesmo tempo que *colonizador, é dependente* tradicionalmente do imperialismo inglês e, na fase actual, cada vez mais do imperialismo americano.

Mas acreditamos que a luta da juventude portuguesa, segundo o programa oferecido pelo MUDJ, no plano das reivindicações económicas, culturais, desportivas, recreativas e políticas como educa e forma para a conquista duma situação na qual esses problemas possam ser efectivamente resolvidos.

Ou seja: a luta dos jovens portugueses pelas suas reivindicações imediatas é uma luta inseparável e a forma mais importante de participação da juventude na conquista dum regime democrático e de Independência Nacional no nosso país.

Nós, direcção do MUDJ, consideramos que só um regime democrático em Portugal, que realize a nossa Independência Nacional, poderá seguir uma política consequente de Paz e entendimento com todos os países e traduzir desta maneira os anseios pacíficos e de cooperação internacional do nosso povo.

Mas acreditamos que a luta juvenil pela Paz e pelo entendimento, contra a corrida aos armamentos e a militarização do país, pelas relações económicas e políticas com todas as nações, combate profundamente o agravamento das nossas condições de vida, a participação de Portugal em manobras belicistas, a sujeição nacional no campo dos fomentadores de guerra, e é uma contribuição poderosa para a Paz no mundo.

Do mesmo modo:

1.º — A luta da juventude das colónias portuguesas, entendida apenas e, na fase actual, nos termos duma luta pela Independência Nacional, não

encara a importância da luta dos jovens coloniais aliados a todas as camadas progressistas coloniais, pelas suas reivindicações imediatas, contra o trabalho escravo, o roubo das terras pelas grandes companhias, os maus tratos e a política de discriminação racial, a política colonial imperialista e obscurantista, a prostituição, o asfixiamento das actividades comerciais, industriais e agrícolas da pequena e média burguesia colonial, etc...

2.º — A luta das juventudes coloniais pelas suas reivindicações imediatas, a sua participação na luta dos seus povos, aliada às formas próprias de luta pela Paz, é uma poderosa contribuição contra o aproveitamento para a guerra dos imensos recursos naturais africanos e contra a utilização de mão-de-obra e dos soldados africanos para a subjugação de outros povos colonizados ou mesmo europeus.

3.º — A instauração dum regime democrático em Portugal é da mais alta importância para os povos colonizados por Portugal, já que se não podemos encarar a solução do problema colonial português apenas nessa base, a luta dos povos coloniais pela sua independência é simultânea da luta do povo português pela libertação do jugo inglês e americano e só um regime democrático em Portugal permitirá ao povo português ajudar fraternalmente os povos coloniais no seu desenvolvimento.

4.º — A realização da Independência Nacional dos povos colonizados por Portugal, bem como a própria Independência Nacional do nosso país, está intimamente ligada com o robustecimento crescente da luta dos povos do Vietname, da Coreia, da Malásia, da Argélia, da Guiana, da Tunísia, de Marrocos, do Quénia, etc., pela sua independência; com o apoio crescente das forças progressistas de todo o mundo à luta desses povos; com a solução dos problemas das nacionalidades sobre tão vastas regiões da terra como a URSS, a China, grande parte da Europa.

Da análise que fizemos destas 5 teses apresentadas à discussão podemos pois concluir os seguintes princípios gerais, que norteiam o MUDJ quanto ao problema da juventude das colónias portuguesas:

1.º — O MUDJ reconhece o direito à Independência Nacional dos povos das colónias portuguesas;

2.º — O MUDJ considera que a Independência Nacional dos povos das colónias portuguesas será assegurada pela aliança das populações indígenas das colónias portuguesas com as camadas progressistas do colonato português e com as camadas progressistas do povo português na metrópole, através da luta em comum pelas reivindicações imediatas dos nossos povos, pelas suas liberdades políticas fundamentais, pela Paz;

3.º — O MUDJ considera que essa luta está vigorosamente facilitada pela força crescente da luta mundial pela independência Nacional dos povos oprimidos;

4.º — O MUDJ considera que a juventude das colónias portuguesas se deve mobilizar imediatamente para a luta pelas suas reivindicações imediatas, no plano económico, cultural, desportivo, recreativo e político, para a luta pela Paz, numa larga base de unidade que englobe os jovens indígenas das camadas mais atrasadas das fábricas, dos campos e dos cais, os jovens «assimilados» dos escritórios, das escolas e dos empregos públicos, os jovens colonos sem distinção de cor, sexo, ideias políticas e religiosas;

5.º — O MUDJ considera que cabe à juventude portuguesa e em especial aos rapazes e raparigas generosos organizados no MUDJ a honrosa tarefa de auxiliar por todas as formas a luta dos seus irmãos das colónias portuguesas vulgarizando a sua situação, condenando os preconceitos racistas e a mentalidade colonialista, ajudando-os organicamente e com a sua experiência de luta, facilitando e auxiliando o contacto dos jovens das colónias portuguesas com os seus irmãos em luta em todos os campos do Mundo.

5 — Discutiremos seguidamente as ideias contidas nas teses V, VI, VII, IX, X e XI.

«V — No que respeita aos jovens africanos ou asiáticos residentes em Portugal, quer estudantes quer funcionários ou trabalhadores, achamos que eles devem organizar-se de modo a terem em atenção *principalmente* os problemas concernentes aos seus próprios países; portanto, a organização da base nacional seria aquela que se procurará realizar logo que possível.»

«VI — Pelo número e consciência desses jovens africanos ou asiáticos que se encontram em Portugal, achamos que, neste momento, é desde já possível organizá-los dentro de centros de interesses existentes ou a formar, onde se procuraria englobar o maior número possível, nomeadamente: Casa dos Estudantes do Império, Clube Marítimo Africano, Grupo Desportivo do Ultramar, Centro de Estudos Africanos.»

«VII — Nesses organismos haveria Comissões Executivas de jovens progressistas a eles pertencentes, cuja acção seria centralizada por uma Comissão Coordenadora da qual sairiam delegados a integrar em Comissão ou Comissões do MUDJ, por exemplo, a IU.»

«IX — Consideramos que a integração pura e simples dos jovens africanos ou asiáticos em Comissões do MUDJ dos respectivos locais de traba-

lho, desde que não haja uma ligação entre si, seria improfícua e sem grande interesse prático para o fomento do movimento dentro dos respectivos países também porque achamos que a luta democrática deve processar-se através dos interesses nacionais.»

«X — Consideramos que a integração de um delegado colonial na IU, sem que ele represente uma organização de base, é inaceitável.»

«XI — Sugerimos a publicação dum “boletim colonial” para divulgação dos problemas coloniais entre os portugueses e para distribuição larga quanto possível nas colónias, como contribuição para a consciencialização dos jovens africanos ou asiáticos das colónias, combate ao racismo, etc...»

A discussão destas teses envolve problemas de concretização da orientação definida na parte anterior desta carta. Parece-nos que é útil salientar antes de mais um princípio, que nem por ser orgânico na aplicação deixa de ter uma importância primordial.

Tal princípio é o seguinte e deduz-se de tudo quanto até aqui dissemos: não há incompatibilidade de qualquer espécie entre a compreensão justa dos seus problemas nacionais por parte dos jovens coloniais e a sua participação activa nas actividades do MUDJ e nos consequentes esquemas orgânicos próprios do MUDJ. Parece-nos importante acentuar tal princípio, uma vez que parece existir da parte de alguns jovens coloniais o receio de que tal facto possa acarretar o «esquecimento» de que os jovens coloniais não são jovens portugueses e que a sua participação lado a lado com os jovens portugueses num mesmo movimento seja uma negação do reconhecimento do direito dos seus povos a dirigirem-se por si mesmos.

Creemos que a negação deste princípio é a negação da amizade fraternal dos jovens portugueses e dos jovens das colónias que queremos cimentar para lá das barreiras que nos impuseram.

Chamamos a atenção para o seguinte:

1.º — Temos que saber aplicar a justa orientação à situação concreta existente. Temos de compreender que a situação actual — que nos pontos seguintes procuraremos concretizar — se desenvolverá. Temos de pensar bastante nas condições actuais e não nos deixarmos suggestionar pelos nossos desejos nem por exemplos de outros países em que a situação se desenvolveu já mais do que a que se nos apresenta.

2.º — Existem na metrópole cerca de 900 estudantes coloniais que constituem o núcleo mais importante dos jovens coloniais da metrópole.

Tais jovens, na medida em que são estudantes, têm os mesmos problemas que os seus colegas



portugueses. Devemos encarar a mobilização desses estudantes para as suas lutas comuns e através da participação activa e organizada nas actividades do MUDJ. Parece-nos portanto que devemos orientar os jovens estudantes coloniais progressistas a enfileirarem nas comissões e nas actividades do MUDJ sem distinção de raça. Esta é, aliás, a orientação que têm seguido muitos estudantes coloniais, alguns dos quais dos aderentes mais activos do sector académico do MUDJ. Por outro lado, devemos constatar que são os estudantes que nos oferecem também, neste momento, as possibilidades de contacto e de mobilização de outros jovens coloniais não estudantes. Parece-nos, portanto, que devemos ter isto em consideração nos primeiros passos a dar.

3.º — Alguns estudantes das colónias alheiam-se dos problemas e das lutas dos jovens portugueses seus companheiros e do seu Movimento, o MUDJ, por considerarem que devem dar toda a sua atenção ao estudo teórico dos problemas dos seus países, pensando que é desse modo que hoje melhor contribuem para amanhã agitarem em defesa das juventudes a que pertencem. Sem diminuir a importância de tal estudo, devemos salientar que, na medida em que esse estudo as desliga da mobilização concreta dos jovens coloniais e da participação na luta dos jovens portugueses, ela cai no intelectualismo estéril. Pensamos que é necessário assegurar que a direcção da actividade dos jovens coloniais fique na mão daqueles que *estudam e agem e não nas «daqueles que se preparam»*.

4.º — Duma forma geral, não nos parece compatível com as condições actualmente existentes a organização de movimentos próprios ou de um único movimento dos estudantes e restantes jovens coloniais que se encontram na metrópole. Parece-nos que para tal não existem as condições necessárias no capítulo de quadros com a experiência necessária nem no da compreensão justa da orientação que mais interessa à mobilização das juventudes coloniais.

5.º — A participação dos jovens coloniais que estão na metrópole nas actividades organizadas do MUDJ é a forma mais eficaz, nas actuais condições, de garantir:

a) a participação dos jovens coloniais (estudantes e outros) nas actividades progressistas e nos movimentos reivindicativos que tanto interessam a eles como aos jovens portugueses, e nos quais se podem unir fraternalmente pela Paz e pela instauração dum regime democrático em Portugal, pela Independência Nacional em Portugal, pelos direitos e aspirações juvenis;

b) a educação e formação destes jovens dentro de um tipo de actividade organizada e aberta, a

formação desses jovens como quadros futuros das lutas e movimentos dos seus próprios povos;

c) a criação efectiva dos laços de amizade e cooperação entre muitos jovens portugueses e muitos jovens coloniais em contacto nas comissões do MUDJ.

6.º — A aceitação deste ponto de vista implica a aceitação, por parte dos jovens coloniais progressistas, da direcção do MUDJ para as suas actividades, na medida em que, tendo o MUDJ uma orientação justa em relação ao problema colonial, e uma experiência de luta já considerável, é a identidade que está em melhores condições de concretizar o auxílio da juventude portuguesa à luta dos jovens das colónias portuguesas, seus irmãos.

6 — Não podemos, no entanto, reduzir a análise do problema a este aspecto. Concordamos com os termos da tese V em que se diz que os jovens coloniais devem organizar-se de modo a terem em atenção *principalmente* os problemas concernentes aos seus próprios países, e com o espírito da tese IX em que se salienta a necessidade de uma *ligação específica* entre os jovens coloniais na metrópole para o «fomento dos movimentos nos respectivos países». Este problema põe, como questão prévia, o MUDJ definir a sua posição quanto à organização de movimentos próprios da juventude colonial. Ao MUDJ não compete decidir se os jovens das colónias portuguesas se devem organizar ou não em movimentos próprios, independentes do MUDJ, é à própria juventude das colónias portuguesas que tal decisão compete. É porém orientação do MUDJ que deve auxiliar os jovens das colónias portuguesas a criar as condições necessárias para que se possa organizar em movimentos autónomos, e que para a criação dessas condições é fundamental a participação dos jovens coloniais nas comissões e actividades do MUDJ por um lado, por outro o contacto mais íntimo possível, entre os que estão na metrópole e os dos seus países de origem, a fim daqueles poderem concretizar a sua ajuda ao desenvolvimento da luta da juventude colonial. Entendemos porém que a principal ajuda à juventude colonial neste momento deve ser dado, no sentido da mobilização para as lutas pela Paz e reivindicações no plano económico, cultural, desportivo, recreativo e político, assumindo as formas próprias que mais convierem, e que será através dessa mobilização que se criarão as condições necessárias para a constituição de movimentos autónomos: capacidade de acção das massas juvenis coloniais, uma orientação justa para as suas lutas, quadros experientes saídos das classes mais desprotegidas da juventude colonial.

Essa ajuda deve concretizar-se:

- a) pela preparação dos jovens coloniais na metrópole como futuros quadros de movimentos coloniais, adquirindo um nível cada vez maior de conhecimento dos seus países;
- b) pela sua formação na luta do MUDJ;
- c) pelo seu auxílio à divulgação da situação da juventude colonial;
- d) pelo auxílio directo à luta dos seus irmãos do Ultramar.

Do exposto até aqui podemos, portanto, concluir:

1.º — É justa a participação dos jovens coloniais na metrópole nas comissões e nas actividades do MUDJ, segundo os seus locais de trabalho, estudo ou recreio, sob a direcção do MUDJ;

2.º — É justa a existência de uma ligação específica entre os jovens coloniais na metrópole que permita a concretização do auxílio directo à luta das juventudes coloniais.

7. — O MUDJ tem as seguintes propostas concretas a fazer, em resultado da análise dos pontos focados nas teses V, VI, VII, IX e X e acolhendo as sugestões constantes na tese XI:

1.º — A participação dos jovens coloniais nas comissões do MUDJ, de acordo com os seus locais de trabalho, estudo ou recreio, em pé de igualdade com os jovens portugueses desses locais;

2.º — A formação de comissões de jovens coloniais progressistas nos centros de interesse e de convívio dos jovens coloniais — estudantis, marítimos, de tipo cultural, etc. — ligados no organismo ou organismos do MUDJ mais indicados;

3.º — A constituição duma comissão representativa das várias comissões de jovens coloniais existentes e de outros jovens coloniais não agrupados em comissões de jovens coloniais, a qual teria por objectivos práticos:

a) centralizar a experiência das actividades dos jovens coloniais dispersos pelas várias actividades;

b) coordenar os contactos com as juventudes das colónias portuguesas;

c) publicar o boletim de estudo e divulgação dos problemas e das lutas dos jovens coloniais da metrópole e das juventudes das colónias;

d) encabeçar e organizar as iniciativas concretas de maior projecção no campo de actividade dos jovens coloniais na metrópole e da confraternização com os jovens portugueses.

Queridos amigos:

Ao terminar desta carta, a C.C. do MUDJ envia-vos, em nome dos jovens progressistas portugueses as mais calorosas saudações juvenis, extensivas a todos os jovens coloniais na metrópole e às juventudes das colónias portuguesas.

A caminho para a unidade efectiva e fraternal dos jovens portugueses e da juventude das colónias portuguesas, para a CONSOLIDAÇÃO DA PAZ E A INDEPENDÊNCIA NACIONAL PARA TODOS OS PAÍSES; PARA A SATISFAÇÃO DOS NOSSOS DIREITOS E ASPIRAÇÕES.

VIVA A JUVENTUDE PORTUGUESA  
VIVAM AS JUVENTUDES DAS COLÓNIAS  
PORTUGUESAS

Lisboa, Outubro de 1953

A Comissão Central do MUDJ

## Annexe 4

« Olívio », « A tese sobre Goa », *O Militante*, série III, n° 89, décembre 1956.

O fascismo inventou a seguinte tese mentirosa que quer a toda a força incutir na consciência dos portugueses e dos povos das colónias: a de que Portugal não exerce o colonialismo e que nem sequer existem colónias portuguesas mas sim « províncias portuguesas do Ultramar » onde os habitantes, tão portugueses como os do continente, gozam da mesma liberdade e dos mesmos direitos que aqueles.

A tese fascista sobre Goa e a argumentação que em torno dela se construiu, tem provocado a confusão em muitos portugueses que desconhecendo o que lá se passa e não podendo ouvir, porque o salazarismo não autoriza, outras opiniões sobre o assunto, acabam por acreditar nela. Discutamos pois a tese que os ideólogos do fascismo giram até earou-quecer.

## GOA É PORTUGAL?

O fascismo afirma peremptoriamente que sim, que Goa faz parte integrante da Nação portuguesa, que Goa é Portugal. É falso! É falso porque o fascismo mistifica ao dizer que nos unem a Goa mais de quatro séculos de história comum.

É verdade que a bandeira portuguesa flutua naquelas terras desde os princípios do século XVI, mas isso nada prova; a bandeira portuguesa flutua também no Brasil e a inglesa flutua na América, o que nunca indicou que o Brasil fosse Portugal nem os Estados Unidos, Inglaterra, nem tampouco que a evolução histórica desses povos tenha sido comum.

Se se fizer uma análise, mesmo rápida, da nossa história verifica-se à que o povo goês não viveu, confundido conosco, nenhum dos momentos históricos que formam a história do povo português. O povo goês não partilhou conosco o processo histórico que levou à fundação da nossa nacionalidade; o povo goês não fez conosco a revolução de 1383-85, nem viveu a época dos Descobrimentos. Ele não sentiu como nós o domínio castelhano nem tofreu as invasões francesas. Também não participou na Revolução de 1640, nem na luta contra as hordas napoleónicas, nem nas lutas liberais, nem tampouco nas lutas pela conquista e pela defesa da República implantada em 1910. Como falar então de história comum? Na realidade o que se dá é a história portuguesa entroncar-se à do povo de Goa (da mesma maneira que se entronca à do Brasil e até à da própria Espanha) convindo contudo salientar que isso hem sequer se deu por vontade do povo goês mas como consequência das expedições guerreiras portuguesas do século XVI de que o povo ludiano foi vítima. Toda a gente sabe que Goa, assim como Damão

Dão e as outras possessões do Império da Índia que desapareceram já há muito, foram submetidas pela força das armas portuguesas, que lá perpetraram carnificinas sem nome, para assegurar a exploração económica e a rapina desenfreada do povo indiano, para assegurar o monopólio da pimenta e o comércio dos escravos. Se a história de Portugal se toca com a daqueles povos é porque nela há um longo capítulo que descreve a opressão que os coloniais portugueses exerceram sobre eles. E se a história desses povos se toca com a nossa é porque nela se inclui também um longo capítulo que relata o sofrimento e a miséria provocada pelo domínio portu-

guês. Comum à história do povo de Goa (e à dos de Damão e Dio) é a história dos povos da União Indiana, que têm as mesmas origens e que longamente sofreram também o domínio colonialista.

Não sendo o povo goês sofrido pela mesma evolução histórica que Portugal, não estando a ele ligado pelos laços de história, como pretende fazer crer o salazarismo, nem havendo entre o território em que habita e o continente português a necessária continuidade geográfica que caracteriza uma unidade nacional (Goa dista 18.000 quilómetros de Lisboa e é habitada somente por 892 portugueses num conjunto de 637.800 habitantes) é evidente que a rasteira argumentação é absolutamente insuficiente para provar que Goa é Portugal!

Diz-se que há uma comunidade cultural, linguística, de costumes e de mentalidade que fundem Goa na Nação portuguesa. É falso! Em primeiro lugar porque não há *comunidade*, mas simples influência; em segundo lugar porque mesmo que houvesse uma certa comunidade cultural, linguística, religiosa, de costumes e de mentalidade, ela por si só não determinaria a existência duma comunidade nacional. O Brasil sofreu uma profunda influência cultural portuguesa, fala a nossa língua, crê no mesmo Deus e conserva muito dos costumes e da mentalidade portuguesa, contudo ninguém se atreve por isso a afirmar que o Brasil é parte integrante da Nação portuguesa nem a contestar a legitimidade da sua independência. Pois bem, em Goa nem esta profunda influência existe como se pode avaliar pelo facto de só 1,4% da população falar português e pelo facto do domínio de mais de quatro séculos apenas ter cristianizado menos de metade da população. Entretanto Salazar afirma no artigo que escreveu para a revista americana « Foreign Affairs »:

« Nenhum viajante qualificado, ao passar da União Indiana para Goa, pode subtrair-se à impressão de entrar num país perfeitamente diferenciado. Pen-  
sa-se, sente-se, procede-se à maneira europeia (...). »

Um viajante, realmente qualificado, escreveu precisamente o contrário, depois de ter visitado Goa no prosseguimento duma viagem pela Índia. Ouçamos o que ele diz:

« Quatro séculos de presença europeia não conseguiram fundir, nem em hábitos, nem em mentalidade, os indígenas com os alienígenas. (...) em parte alguma da enorme península. Admitiu-se, um dia, que os convertidos ao cristianismo seriam grande e deciso foco de contágio, mas o fenómeno não se deu. Os hindus, mais, talvez, do que qualquer outro povo, resistem instintivamente, involuntariamente, à penetração do espírito e dos costumes alheios. (...) A influência que o Ocidente exerceu na Índia é insignificante em relação à exercida noutras terras asiáticas, incluindo a China e o Japão. »

O viajante que escreveu estas palavras foi o grande escritor Ferreira de Castro, a quem por certo ninguém querará negar qualificação... e as suas palavras podem ser lidas na pág. 244 de « A Volta ao Mundo »:

## É GOA UMA COLÓNIA?

O salazarismo afirma que não, que Goa não é uma colónia. É falso! Goa foi submetida pelos portugueses pela força com fins exclusivos de exploração económica. Goa foi desde o século XVI uma colónia por-

luguesa, e por sinal colónia-bem lucrativa. Este é um facto histórico sem contestação possível. Mas o fascismo diz que hoje já não é assim; que o continente não possui lá interesses coloniais, que até ajuda financeiramente aquela « província » e que, quanto à opressão, nem o mais pequeno traço lá pode ser encontrado, por mais que se procure.

Com efeito o território da Índia não representa hoje para os colonialistas portugueses o mesmo que representou em épocas passadas. A era da pimenta, das especiarias e dos escravos passou. Isto contudo não quer dizer que os laços coloniais que uniam aquele território ao continente tenham desaparecido. Os barcos portugueses já de lá não vêm carregados de pimenta e escravos, mas isto não indica que outras potências não tenham lá poderosos interesses económicos só exploráveis se o regime colonial se mantiver. E isto é precisamente o que se dá. O colonialismo português não extrai efectivamente da Índia importantes benefícios económicos, mas a manutenção do colonialismo português na Índia assegura a outras potências aquela possibilidade. O colonialismo português não explora a maior riqueza de Goa — o minério — mas explora-na os americanos e japoneses que têm o monopólio da sua exportação.

Conhecidos os laços de dependência que unem os colonialistas portugueses aos senhores americanos é fácil descorrer que carácter tem a permanência portuguesa em Goa e descobrir a falsidade da tese que sustenta que lá não existem interesses coloniais. Em boa verdade é a única coisa que se pode dizer quanto às modificações advindas nos interesses colonialistas em Goa, é que os benefícios que lá se colhem já não são arrecadados integralmente pelos portugueses mas repartidos com os imperialistas ingleses e os militaristas japoneses que colocaram o colonialismo português naquelas paragens na situação de intermediário, na situação dum agente de negócios.

Para que se faça uma ideia de quais são e como cresceram os interesses colonialistas em Goa, diremos que a exportação do minério de ferro passou de 49.000 toneladas em 1949 para 1.228.000 em 1954, e que a

exportação de manganês, que vai quase exclusivamente para os U.S.A., passou de 1100 toneladas em 1947 para 102.000 em 1954.

Resumindo! o fascismo não explica com verdade as razões que determinam a sua posição intransigente e conflituosa no caso de Goa, nega-se a conceder a liberdade ao povo goês para decidir do seu destino e recusa-se sistematicamente a entrar em negociações com a União-Índiana porque:

1º — Goa é uma colónia portuguesa onde os imperialistas americanos e japoneses têm interesses económicos que só se podem manter dentro do sistema colonialista.

2º — Goa é uma base militar ao serviço dos imperialistas fomentadores de guerra, particularmente dos U.S.A., que aí construíram o aeródromo de Goa, e que se servem dela para completar o cerco de dispositivos militares que montaram em torno da U.R.S.S., da China e dos pacíficos povos da Ásia e para manter vivo um foco permanente de guerra, de chantagens políticas e de conflitos armados naquela região do globo. Não disse Paulo Cunha, em Nova York, que « a nossa presença ali é vantajosa para o mundo ocidental »?

3º — Consentir na fuga de Goa à garrá do colonialismo seria um perigoso exemplo em relação às restantes colónias portuguesas a quem amanhã não haveria autoridade moral para negar a autonomia e a liberdade.

Este é a verdade sobre o problema de Goa que, por mais esforços que faça, o salazarismo não poderá ocultar aos olhos do povo português e da opinião pública internacional.

Intensificar a luta para que ao povo goês seja dado escolher livremente o seu destino, para que nem mais um soldado seja enviado para Goa e para que sejam retirados os que lá se encontram mobilizados, continua a ser um dever de todos os patriotas e partidários da Paz de Portugal.

1. — Alienígena: pessoa de outro país.

## Annexe 5

Jaime Serra (Freitas), *Sobre o problema das colónias*, Rapport au V<sup>o</sup> Congrès du PCP — 1957.

## CAMARADAS:

Nos últimos tempos, o nome de Portugal começou a aparecer com frequência nos debates internacionais, travados na O.N.U. e fora dela, acerca do problema do colonialismo. Porque se dá isto? Porque razão a posição de Portugal como potência colonial e a acção dos colonialistas portugueses merece hoje tão grande interesse à opinião pública internacional? Porque razão os organismos qualificados da O.N.U. e mais concretamente a Comissão de Curadorias se ocupou com tanto interesse do problema das colónias portuguesas, levantado por alguns países da Europa, África e Ásia, no final da última Assembleia Geral da O.N.U.?

Isto acontece porque Portugal possui importantes territórios coloniais sob o seu domínio e o salazarismo submete os povos desses territórios a uma exploração e opressão colonial das mais ferozes, privando-os de todos os direitos humanos. Ora, o colonialismo está hoje condenado pelos povos e pela opinião pública internacional. Está em curso a desagregação do sistema colonial do imperialismo e a supressão total desse vergonhoso sistema está já inscrita na ordem do dia como um dos mais candentes problemas da actualidade, segundo a justa definição do X.º Congresso do P.C.U.S..

Em 1939, na véspera da segunda guerra mundial, um bilião e 500 milhões de pessoas, cerca de dois terços dos povos da terra, viviam ainda na situação de países coloniais e dependentes. Esta gigantesca cadeia de povos, submetidos a uma opressão intolerável e privada de todos os direitos humanos, foi uma obra do sistema capitalista, amassada em sangue e sofrimentos sem conto, no decorrer de cinco séculos. Hoje, mais de um bilião e 200 milhões de seres, na Ásia e na África, sacudiram para sempre o go da opressão colonial e semi-colonial.

A grande Revolução Socialista de Outubro, há 40 anos, desferiu o primeiro grande golpe no sistema colonial do imperialismo. A criação do primeiro Estado proletário do mundo arrancou a órbita imperialista, duma só vez, uma sexta parte do mundo, libertando, simultaneamente, os povos coloniais da antiga Rússia tsarista que era considerada uma prisão de povos. Sob a influência da Revolução de Outubro, a luta de liberta-

ção nacional dos povos coloniais, particularmente na Ásia, desenvolveu-se com uma força particular, tendo conduzido a uma crise profunda do conjunto do sistema colonial do imperialismo.

Após a segunda guerra mundial, com a derrota das potências imperialistas mais agressivas, a Alemanha, a Itália e o Japão, o sistema colonial do imperialismo ficou abalado até aos alicerces. Os povos dos países oprimidos ganharam confiança nas suas próprias forças e na possibilidade de se libertarem do jugo do colonialismo.

O triunfo da Revolução na China foi, depois da Revolução de Outubro, o acontecimento mais importante dos nossos dias. O imperialismo sofreu uma pesada derrota e o sistema colonial na Ásia enrou em completa derrocada. A projecção e influência da nova China Socialista com os seus 600 milhões de habitantes, reflecte-se hoje em todos os povos coloniais da Ásia e também da África.

A Índia, que era a maior colónia inglesa com os seus 380 milhões de habitantes, conquistou a sua independência nacional e alinha hoje decididamente com o campo da Paz e anti-imperialista. O resultado das últimas eleições neste grande país abriu a perspectiva ao povo indiano do caminho para o socialismo pela via pacífica. Num dos seus 13 Estados, Kerala, o Partido Comunista conquistou a maioria dos votos e formou, neste importante Estado, o primeiro governo comunista da União Indiana. É de salientar que Kerala é o Estado de maior influência cristã e o mais alfabetizado de toda a Índia. Este acontecimento, duma enorme importância, terá uma grande projecção política, tanto no interior da União Indiana como fora dela.

A Indonésia, a Birmânia, o Ceilão, a Indochina, o Laos, o Cambodja, antigas colónias da Ásia, conquistaram igualmente a independência. No Próximo Oriente, países como o Egipto, a Síria, o Líbano e a Jordânia, outrora sujeitos ao jugo colonial, são hoje países independentes.

As forças que defendem o colonialismo não se resignam facilmente à derrota e tentam por todos os meios fazer girar para trás a roda da história. Por meio de acções agressivas tais como a desencadeada contra o Egipto o ano passado e através de pactos militares agressivos como o S.E.A.T.O. e o Pacto de Bagdad, os imperialistas

esforçam-se desesperadamente pela manutenção e reconquista das suas posições colonialistas. Os imperialistas americanos, através da « Doutrina Eisenhower », fazem actualmente todos os esforços para se apoderarem das posições colonialistas que a Inglaterra e a França foram forçadas a abandonar no Próximo e Médio Oriente.

## I — A ÁFRICA, ÚLTIMA FRONTEIRA DO COLONIALISMO

O problema da África deve merecer-nos uma atenção mais detalhada. Este grande continente é na hora actual a última fronteira do colonialismo e Portugal joga em África um importante papel como uma das principais potências colonialistas. Possui ali colónias com uma superfície superior a 2 milhões de quilómetros quadrados, 22 vezes o tamanho de Portugal, com uma população de mais de 10 milhões de habitantes.

Com os seus 30 milhões de quilómetros quadrados e com uma população de mais de 200 milhões de habitantes, o continente africano estava ainda em 1939 nas mãos das 4 principais potências colonialistas, — Inglaterra, França, Bélgica e Portugal. Naquela data não existia praticamente em África nenhum país independente. A Etiópia, último país da África a conservar a sua independência, havia sido esmagado e colonizado pela Itália fascista. Hoje a situação é já bastante diferente. A Etiópia, o Egipto, a Líbia, o Sudão, Marrocos, a Tunísia e mais recentemente o Estado de Ghana (antiga Costa do Ouro) conquistaram a sua independência mercê da luta tenaz dos povos desses países contra o jugo colonialista.

O povo argelino trava uma luta heróica pela sua independência que os colonialistas franceses querem afogar em sangue. Noutras colónias, tais como o Kénia, Madagáscar, Nigéria, Camarões, etc., os povos africanos mantêm vivo o espírito de luta contra o jugo do colonialismo. Em Madagáscar e no Kénia, a sangrenta repressão dos imperialistas franceses e ingleses causou a estes povos centenas de milhar de vítimas. Neste velho continente que foi berço de uma das civilizações mais antigas que a história regista, a milenária civilização egípcia, acende-se por toda a parte a chama da luta libertadora contra a escravidão e opressão colonial.

Depois do imperialismo ter sido escorraçado de quase todas as suas posições da Ásia, o continente africano, pela sua posição estratégica e pela riqueza e abundância de importantes matérias primas, ocupa hoje um lugar de destaque nos planos dos imperialistas.

No entanto, os povos coloniais africanos hoje não estão sós na sua luta contra os desígnios imperialistas. Ao seu lado enfileiram, em primei-

ro lugar, os milhões e milhões de seres dos jovens estados da Ásia e África que se libertaram do jugo colonial a que estiveram outrora submetidos durante largo tempo. Ao seu lado estão as imensas forças do campo da Paz e do socialismo que lutam consequentemente em defesa do princípio da auto-determinação dos povos coloniais e dependentes.

A Conferência de Bandung, dos povos afro-asiáticos que se libertaram do colonialismo, efectuada em Abril de 1955 e da qual participaram 29 países, marca uma data histórica na luta dos povos para a supressão total do vergonhoso sistema do colonialismo. Bandung selou a amizade e activa solidariedade dos povos da Ásia e da África que sofreram ou sofrem ainda o jugo do colonialismo. Este facto encheu de pânico os colonialistas do Ocidente que exploram e oprimem os povos coloniais africanos. « Se perderem as colónias de África, os 275 milhões de europeus ocidentais não têm possibilidades de subsistir livres quando confinados aos limites do território europeu que ocupam », foi dito perante o Ministro português do Ultramar numa conferência oficial efectuada na Sociedade de Geografia em 21-6-1955, ao serem analisadas as consequências da Conferência de Bandung.

Os imperialistas americanos, também em África se apresentam hoje como sérios concorrentes às posições das velhas potências coloniais. Os capitais americanos têm já uma posição de relevo e mesmo de domínio em várias colónias africanas incluindo Angola e Moçambique. Uma rede de bases militares americanas de agressão estende-se igualmente por todo o continente africano. Para alargar esta influência, o vice-presidente dos Estados Unidos, Nixon, na sua recente viagem à África, estudou a instalação de centenas de novos consulados americanos em todo o continente africano. Tudo isto tem, evidentemente, como objectivo, no dizer do sr. Nixon, « defender a liberdade dos povos africanos ». Entretanto os dirigentes africanos que sabem como são tratados os negros nos Estados Unidos, devem ter feito ao sr. Nixon algumas observações « indiscretas » pelo que este foi obrigado a confessar não poder, com autoridade, falar de igualdade de direitos aos povos de África e da Ásia, aplicando nos Estados Unidos a mais odiosa discriminação racial.

## II — A SITUAÇÃO NAS COLÓNIAS PORTUGUESAS

Perante a desagregação do sistema colonial do imperialismo e a consequente formação de novos estados independentes nas antigas colónias, perante a universal condenação do colonialismo no mundo de hoje, poderá perguntar-se: qual a situação das colónias portuguesas? Qual o estado de evolução dos povos dessas colónias, no caminho da sua futura independência como nações? Qual a posição do governo português em relação a este problema?

A estas interrogações, que após a guerra começaram a levantar-se com muita insistência em todo o mundo e mais recentemente na O.N.U., após a entrada de Portugal para este organismo internacional, respondeu o governo de Salazar da seguinte forma: «Portugal não tem nenhum problema colonial!», «nos territórios portugueses de África não há colonialismo de espécie alguma porque Portugal não tem colónias, segundo a Constituição Portuguesa».

É verdade que, face ao desagregar do sistema colonial do imperialismo e prevenido a evolução do problema das colónias e do colonialismo português, tal como hoje se apresenta no plano internacional, o governo de Salazar apressou-se em 1950 a fazer alterações na Constituição e a decretar pura e simplesmente que as colónias, até aí consideradas como tal, deixavam de ser colónias e passavam a denominar-se províncias ultramarinas.

Mas como mistificar os problemas não é resolvê-los, o problema colonial português persiste. Com esta manobra da última hora o governo não convenceu ninguém. Com um simples decreto as colónias não deixaram de ser colónias e os povos coloniais de ser povos coloniais. Esta posição do governo de Salazar perante o problema colonial veio apenas tornar claro que o governo receia o conhecimento e o debate nos organismos internacionais da verdadeira situação de opressão, exploração e atraso em que vivem os povos das colónias portuguesas. Esta posição do governo de Salazar demonstra também como é difícil a luta dos povos das colónias portuguesas pela sua libertação, pois o governo nega-lhes pura e simplesmente o direito à auto-determinação.

No caso de Goa, esta posição do Governo custou já perdas de vidas ao povo da Índia e aos soldados portugueses ali mobilizados; custa sacrifícios ao povo português e ameaça originar um conflito internacional com o consequente cortejo de sofrimentos para o povo de Goa e para o povo português. Só o envio para Goa de tropas repressivas e a sua manutenção ali, custará este ano ao nosso povo quase 300 mil contos. A manutenção deste aparelho militar

em Goa e a recusa do governo em negociar com a União Indiana a forma de conceder ao povo de Goa a possibilidade de se pronunciar livremente acerca do seu destino, ameaça transformar-se, no futuro, num conflito de trágicas consequências. Nem o povo goês desiste do seu direito à auto-determinação nem a União Indiana está na disposição de permitir indefinidamente a manutenção do actual estado de coisas pois, na actual situação, Goa é um espinho encravado no seu território.

A posição do Partido Comunista Português nesta questão foi definida desde a primeira hora pelo nosso Comité Central: — Que o caso de Goa seja resolvido passivamente por meio de negociações, que seja o povo de Goa a decidir do seu destino com completa liberdade!

A posição do governo de Salazar no caso de Goa é apoiada pelos círculos imperialistas dos Estados Unidos pela simples razão de que esse território é hoje uma fonte de matérias primas e uma base militar americana em território indiano dentro dos planos do bloco agressivo da S.E.A.T.O.. A produção de minérios de ferro e manganês desta colónia, é absorvida pelos monopólios americanos dos Estados Unidos e do Japão. A exportação de minério de ferro que ainda em 1949 era de 49 mil toneladas passou para 2.046.000 toneladas em 1956; a de manganês, que era em 1949 de 100 toneladas apenas, passou, no mesmo período, para 149.000 toneladas! Tudo isto explica o apoio americano ao domínio colonialista do governo de Salazar em Goa.

\* \* \*

No que se refere às colónias portuguesas de África, não se modificou o atraso secular dos povos dessas colónias nem se modificou a opressão e exploração colonial de que são vítimas os trabalhadores indígenas, pelo facto desses territórios passarem a ter a designação de províncias. As colónias portuguesas são das mais antigas do continente africano. A sua ocupação data da segunda metade do século XV, há quase 500 anos. O atraso dos povos dessas colónias é, apesar disso, impressionante. Angola, com uma população indígena de 4.065.000 pessoas, figura nas estatísticas apenas com 25.000 negros considerados civilizados. No que se refere a Moçambique a situação é ainda mais impressionante, pois com uma população de 5.644.000 indígenas, só 4.300 são considerados civilizados. Quanto à colónia da Guiné, os números são igualmente significativos: numa população de 510.000 habitantes, são dados como civilizados apenas 1.500 negros. O conjunto das três colónias do continente, Angola, Moçambique e Guiné, segundo as estatísticas oficiais referentes a 1950, é habitado

por 10.355.300 indivíduos. Deste total, 10.119.300 são dados como « não civilizados ». Se considerarmos ainda que de entre os 236.000 « civilizados », está contada a população branca que, ainda à volta de 135 mil indivíduos, ficamos com uma ideia pouco lisonjeira do que tem sido a acção civilizadora dos colonialistas portugueses durante cinco séculos de domínio em África.

Quando em Fevereiro foi debatido na Comissão de Curadorias da O.N.U. o problema das colónias portuguesas, os salazaristas mostraram-se muito ofendidos com o facto de vários delegados estrangeiros afirmarem que as colónias portuguesas são territórios não autónomos e pedirem, por isso, que à O.N.U. fossem dadas informações regulares acerca da evolução dos povos dessas colónias para a sua autonomia. Como se sabe o governo português contestou o direito da O.N.U. interferir na vida dos povos das colónias portuguesas com a afirmação de que tais colónias não são hoje consideradas como tal na Constituição portuguesa. Nessa altura o Ministro do Ultramar afirmou num discurso: « Portugal não tem territórios não-autónomos porque as populações das províncias ultramarinas (as colónias dizemos nós) administram-se completamente por si próprias tanto como as populações metropolitanas ».

Nós perguntamos apenas: que peso tem na Assembleia Nacional, onde não há qualquer representante indígena, e como se manifesta junto do governo a vontade dos milhões de naturais das colónias portuguesas, aos quais o governo de Salazar nega os mais elementares direitos humanos?

Esta simples interrogação diz mais acerca do estado das colónias portuguesas do que todos os discursos então proferidos pelos salazaristas, discursos que aliás não convenceram as 35 delegações que na Comissão de Curadorias aprovaram uma moção destinada a investigar a situação das colónias portuguesas.

Este debate na O.N.U. trouxe para o primeiro plano da actualidade internacional a situação dos povos coloniais sob o domínio de Portugal. O processo está aberto e o debate não ficou encerrado com a votação posterior da Assembleia Geral, invalidando por escassa maioria a Resolução da Comissão de Curadorias. Tal debate, teve o mérito de chamar a atenção da opinião pública internacional para a situação dos povos coloniais sob o domínio salazarista.

## CAMARADAS

Este facto coloca-nos a nós comunistas, coloca ao nosso Partido, novas responsabilidades no que se refere ao estudo dos problemas coloniais e à ajuda do nosso Partido ao movimento libertador dos povos coloniais contra a exploração e opressão de que são vítimas.

Quando do debate na O.N.U. os delegados salazaristas afirmaram que nas colónias portuguesas nunca se praticou o colonialismo, e que nem sequer vestígios de colonialismo ali existem. Será isto verdade?

Vejamos o que sobre este assunto escreveu, em 1946, num relatório oficial, quando era Ministro das colónias, o actual Ministro da Presidência Dr. Marcelo Caetano: « Se é certo que os portugueses tratam, em geral, os indígenas com mais compreensão e paternalismo que os ingleses, lutam contra nós duas circunstâncias gravemente prejudiciais ao sucesso da nossa política colonial e em grande parte determinantes do despovoamento das suas colónias de Angola e Moçambique: O CEGO EGOÍSMO DOS PATRÕES E O SISTEMA DO TRABALHO COMPULSIVO » (o sublinhado é nosso).

Sobre o que é o trabalho compelido e o papel que o próprio Estado desempenha no recrutamento forçado de trabalhadores, ouçamos o que escreveu Henrique Galvão quando em funções oficiais elaborou sobre o assunto um relatório também oficial:

« O que à sombra deste hábito condenado pela lei, mas imposto em circulares e ordens oficiais de carácter confidencial, se pratica, excede todas as marcas e desonra uma administração. E os trabalhadores fornecem-se enquanto os houver, ao mesmo tempo que pregam, em discursos e tropos de propaganda, política e propósitos de humanidade. »

« Em certo ponto de vista a situação é mais grave que a criada pela escravatura pura. Na vigência desta, o preto comprado, adquirido como animal, constituía um bem que o seu « dono » tinha interesse em manter são e escorreito, como tem em manter são e escorreito o seu cavalo ou o seu boi. Agora o preto não é comprado — é simplesmente alugado ao estado, embora leve o rótulo de homem livre. E o patrão pouco interessa que ele adoça ou morra uma vez que vá trabalhando enquanto existir — porque quando estiver inválido ou morrer, reclamara outro. Há patrões que têm 35 por cento de mortes entre o seu pessoal durante o período de contrato. E não consta que algum tenha sido privado do fornecimento de mais quando de mais precisar ».

« Não é isto colonialismo? »

E que dizer do célebre « contrato » a que os negros são obrigados pela Repartição dos Negócios indígenas, à sombra dos quais se organizam em Angola levadas de milhares de trabalhadores transportados nos porões dos navios para trabalhar nas roças de S. Tomé? Ouçamos ainda



o que diz desta prática o antigo deputado Capitão Henrique Galvão, hoje encarcerado pelo salazarismo devido ao seu patriotismo:

« Os pretos odiam o « contrato ». Desde certos contratos para S. Tomé, realizados nas mesmas condições em que exportam animais — o que os apavora — até ao simples contrato para a fazenda da família X, onde sabem que morrem 20 a 30 por cento ».

« Na realidade, este « contrato », que só a intervenção do Estado torna possível, causa à população, por morte, doenças e fugas, mais perdas do que certas doenças endémicas ».

Acrescentamos a isto o vergonhoso negócio com os escravagistas da União Sul Africana, para o fornecimento anual de 100 mil trabalhadores indígenas de Moçambique para as minas de ouro do Rand, que dá uma receita anual ao Estado de mais de 50 mil contos. Acrescentemos ainda o « Acordo » com os governos da Rodésia e da Niassalândia pelo qual o governo Geral de Moçambique comprometeu-se a autorizar o engajamento no distrito do Tete de trabalhadores indígenas para trabalhar nas minas, num total anual de 100 mil negros. Neste « Acordo » diz-se que « os recrutadores pagarão licença anual de recrutamento; os recrutados estão sujeitos à taxa de passaporte, ao emolumento pela respectiva renovação e ao pagamento de imposto indígena ».

Quanto às condições de trabalho impostas aos trabalhadores negros nas minas do Rand e aos efeitos terríveis que esta emigração causa na vitalidade da população indígena, ouçamos ainda o que diz no citado relatório, o Professor Marcello Caetano:

« A longa permanência dos indígenas do território português nas minas do Transvaal está destruindo a raça pela doença (pneumonias, sílicose e tuberculose) ». « ... Quem uma vez visitou os « Compounds » das minas do Rand não pôde deixar de se impressionar com o facto de os pretos serem aí tratados num sistema de campos de concentração... num ambiente de mera preocupação zootécnica ».

« É realmente desolador para quem percorre o território do Sul do Save encontrar quase por toda a parte apenas mulheres e velhos. E a magnífica raça que a povoava vai definhando progressivamente, atacada na sua vitalidade e nos seus costumes, minada por doenças terríveis e vícios abomináveis ».

Não será isto colonialismo? Não será isto o extermínio organizado e consciente dos povos

coloniais, por parte das próprias autoridades salazaristas?

Mas isto era há 10 anos — poderá dizer-se — certamente que a situação será hoje diferente. Nós, comunistas, que conhecemos o carácter do fascismo e sabemos que tal forma de governo representa a ditadura dos elementos mais reaccionários e mais imperialistas do capital financeiro cujo objectivo é a procura constante de lucros máximos, tanto na metrópole como nas colónias, podemos dizer que o regime salazarista, lá como cá, só tem agudizado a situação dos povos sob o seu domínio. Ouçamos, no entanto, a opinião insuspeita do governador do distrito de Moçico (Angola), escrita em Março do ano passado, numa informação oficial:

« Diga-se o que se disser, o indígena cada vez se afasta mais da administração portuguesa. Há que olhar pela sua alimentação que é hoje mais pobre do que era há um século (!); pela sua habitação que persiste a mesma de sempre; pelo nível da sua educação que permanece no geral, o que era no tempo da ocupação; pela sua dignidade de ser humano livre e responsável como Deus o fez ».

« ... A política com o indígena vem-se fazendo aos repelões conforme a inspiração local do administrador e a maior parte das vezes ao sabor do pensamento dos chefes de posto... há funcionários no Distrito, simples chefes de posto, QUE TÊM CASTIGADO, COM CENTENAS DE PALMATOADAS, autoridades gentílicas, que depois continuam, inteiramente desprestigiadas, no exercício das suas funções ». (o sublinhado é nosso).

Fez na Ilha de S. Tomé, em 1953, que o colonialismo salazarista mostrou completamente a sua verdadeira cara. Em Fevereiro desse ano, perante uma provocação do Governador Carlos Gorgulho, tentando impôr o trabalho forçado ao povo da Ilha, este levantou-se em massa num vigoroso gesto de protesto. O fascismo, pela mão do Governador da Ilha, desencadeou então uma brutal e sangrenta repressão. Foram feitas prisões em massa e foram torturadas e assassiadas centenas de pessoas indefesas; aldeias inteiras foram saqueadas e incendiadas e as suas populações massacradas e deportadas, sendo violentadas mulheres e crianças inocentes. Os arredores da Vila Trindade, capital da Ilha de S. Tomé, ficaram pura e simplesmente destruídos. « Corre o sangue à toa. Fazem-se prisões em massa. A grande maioria dos funcionários públicos negros, são presos e vão para as brigadas de Fernão Dias onde são acorrentados com correntes de duas voltas ao pescoço, à cintura e às pernas e forçados a carregar grandes tinhas de água à cabeça e metidos no mar até ao pesco-

ço como castigo». Os presos são torturados até à morte para forçá-los a fazer confissões fantásticas. Muitos deles toram submetidos à cadeira de choques eléctricos durante 3 horas.

Estes são os factos só por si reveladores do tipo de colonialismo que os salazaristas exercem sobre os povos coloniais africanos. É pois, compreensível o temor dos salazaristas em abrir este «paraiso» colonial à observação dos delegados da O.N.U.

O colonialismo caracteriza-se pela direcção em que são orientadas as principais obras e aplicações de capitais nas colónias. Tal direcção tem fundamentalmente em vista a obtenção de lucros máximos à custa da exploração e esgotamento das melhores riquezas coloniais sob a forma de matérias primas e produtos agrícolas, e da utilização intensiva da mão de obra indígena, a baixo preço, assim como o aumento da colonização branca com a ocupação e exploração das melhores terras em prejuízo das populações indígenas que são expulsas das terras que des- sempre cultivaram.

O aumento da penetração do capital monopolista e dos trusts imperialistas nas colónias, ultimamente verificado, concorre para acentuar o sentido desta política. Não têm outro fim os aproveitamentos hidro-eléctricos e as obras de irrigação em curso ou em perspectiva. Não têm outro fim, o alargamento das explorações e pesquisas mineiras e petrolíferas em Angola e Moçambique, entregue a grandes trusts estrangeiros, destacando-se o alargamento da concessão em Moçambique à poderosa companhia americana «Mozambique Gulf Oil Company», que abrange já uma superfície de 120.000 quilómetros quadrados. Isto é, quase todo o imenso território ao sul do Save com uma superfície quase uma vez e meia a de Portugal! É fácil calcular para onde vão os lucros desta concessão e qual a sorte dos indígenas dessa área. Não tem outro fim, senão o de facilitar a exploração e o escoamento das riquezas agrícolas e das matérias primas coloniais, o impulso dado ao desenvolvimento dos portos e da rede dos caminhos de ferro nas colónias.

Paralelamente à pauperização e esgotamento dos trabalhadores indígenas verifica-se um aumento constante nos lucros dos grandes monopólios coloniais, os quais atingem frequentemente somas fabulosas. Assim, por exemplo, a famosa companhia dos diamantes de Angola, a «Angola Diamond Company», propriedade de capitalistas americanos, ingleses e belgas e que explora o trabalho escravo de 17.000 trabalhadores indígenas angolanos, teve de lucros, em 1951, a fabulosa soma de 211.200 contos que se elevaram para 340.401 em 1955. A Companhia Carbonífera de Moçambique, com 500 trabalhadores indígenas nas mesmas condições de escravos, obteve em 1956 24.000 contos de lucros e a sua

produção elevou-se de 16.000 toneladas em 1946, para 170 mil toneladas em 1956.

O colonialismo não cura dos interesses e progresso das populações indígenas.

**O COLONIALISMO VÊ OS TERRITÓRIOS COLONIAIS APENAS COMO COLÓNIAS DE EXPLORAÇÃO MESMO À CUSTA DA PULVERIZAÇÃO E LIQUIDAÇÃO DA SOCIEDADE INDÍGENA.** Os salazaristas, porém, esforçam-se por negar que seja este o tipo de colonialismo por eles praticado nos territórios ultramarinos.

Ouçamos no entanto, sobre isto, ainda a opinião insuspeita dum administrador colonial, o governador do distrito de Moçico (Angola), Dr. Jacinto Rodrigues Basto:

«Angola que foi, até pouco tempo antes, colónia com acentuada tendência para o povoamento, vivendo essencialmente da lavra indígena e do comércio com o natural, enveredou, mercê das altas cotações do sizal e do café, pelo caminho que a conduziu rapidamente AO TIPO DE COLÓNIA DE EXPLORAÇÃO. Daí por diante ver-se-à crescer de modo notável, A EXPLORAÇÃO AGRÍCOLA DAS GRANDES COMPANHIAS NO TIPO DA «FAZENDA COLONIAL» ENQUANTO DIMINUIA DE MODO SENSÍVEL A LAVRA INDÍGENA, não só dos produtos alimentares como daqueles que até aí haviam figurado com números mais expressivos na tabela de exportação».

(o sublinhado é nosso)

Todos estes factos e testemunhos julgamos serem suficientes para mostrar o verdadeiro carácter da política salazarista de submissão ao imperialismo estrangeiro e de exploração e extermínio dos povos coloniais. Estes factos e testemunhos, demonstram como são falaciosas e mistificadoras todas as afirmações dos salazaristas ao falarem dos povos indígenas das colónias como parte integrante da nação portuguesa e ao falarem da «unidade moral e política» dessa nação artificial que só pode existir no artificialismo da política salazarista.

Entre a nação portuguesa e os povos coloniais não existe nenhuma das características fundamentais susceptíveis de os identificar como uma nação comum. Não existe comunidade histórica, não existe comunidade de território nem de interesses económicos, não existe comunidade de língua, nem existe comunidade espiritual e cultural. O que existe são antagonismos agravados dia a dia pela discriminação racial e pela desigualdade de direitos, mesmo os mais elementares, tais como os direitos políticos, sindicais e culturais. O que existe é uma revolta crescente dos povos coloniais que os salazaristas tentam abafar, contra a feroz política colonialista que os explora e oprime e que esvazia as suas pátrias das melhores riquezas e recursos naturais.

Os povos coloniais não perdoam as amputações territoriais e o esgotamento de recursos a que os salazaristas e os imperialistas estrangeiros estão sujeitando o seu território pátrio. As «concessões» feitas aos monopólios imperialistas em África, em Goa e em Timor; assim como os «arranjos fronteiriços» feitos em Angola e Moçambique, são entregas de riquezas e de parcelas de território ao estrangeiro que os povos coloniais não perdoam. Uma tal política de subserviência e sujeição ao imperialismo, desmentindo todas as afirmações de patriotismo feitas repetidamente pelos salazaristas.

### III — OS POVOS DAS COLÓNIAS ASPIRAM À INDEPENDÊNCIA — O SALAZARISMO TEM E COMBATE ESSA ASPIRAÇÃO

As colónias portuguesas de África, particularmente Angola e Moçambique, são países com imensos recursos. Ali se encontra em abundância, petróleo, carvão, ferro, manganês, ouro, diamantes, cobre e outros metais e matérias primas necessárias para o desenvolvimento duma poderosa e moderna indústria; as suas terras e climas são favoráveis ao desenvolvimento duma agricultura e pecuária das mais prósperas; os seus rios e a sua costa são propícios a uma produção e indústria piscatórias das mais florescentes e adiantadas. Não obstante isto, gerações e gerações de indígenas vêm arrastando uma vida de miséria, ignorância, perseguições e de sujeição à exploração desumana do seu trabalho. Os trabalhadores negros morrem prematuramente sem assistência médica e farmacêutica e sujeitos a um regime de trabalho forçado que dizima de forma assustadora as populações indígenas. Toda a vida social indígena foi desorganizada. A cultura indígena é desprezada, silenciada e aniquilada. Os colonialistas fazem silêncio sobre a história dos povos indígenas, difamam-na e deturpam-na. Desconsideram as linguas indígenas e impedem o seu desenvolvimento. Falsejam ou desprezam os factos referentes à tradição histórica e cultural dos africanos. Reduzem a zero a contribuição do homem negro para o desenvolvimento da cultura humana. Em resumo: os colonialistas dominam inteiramente e de maneira cruel e desumana toda a vida económica, social, cultural e política dos povos indígenas. Este é o resultado de 500 anos de colonialismo que o regime salazarista não tem senão agravado nos últimos 30 anos.

Por tudo isto, não é de admirar que os indígenas odeiem os colonialistas portugueses, que cresça nas colónias o descontentamento e a revolta entre as massas indígenas e que vá despertando por toda a parte o desejo ardente de libertação e o sentimento de independência desses povos que, encorajados há centenas de anos, querem voltar a ser livres dos seus destinos. As notícias

que nos chegam continuamente, tanto de Angola como de Moçambique e da Guiné, dão conta da existência e do rápido desenvolvimento deste estado de espírito que em muitos casos se concretiza em revolta aberta contra os colonialistas e exploradores. Não é estranho a esta situação o eco da luta libertadora dos outros povos coloniais do continente africano, nomeadamente dos povos de Marrocos, da Tunísia, da Argélia, do Egipto e particularmente da África Negra — Ghana, Sudão, Camarões, Kênia, etc., assim como os ecos da Conferência de Bandung que prometeu o seu apoio à luta libertadora dos povos coloniais africanos.

Os salazaristas que conhecem e sentem tudo isto com muita preocupação, ao mesmo tempo que reforçam todo o seu aparelho repressivo colonial, tomando medidas para esmagar os anseios de libertação dos povos coloniais e impedir o contacto dos povos indígenas com o mundo exterior, desenvolvem uma campanha à escala internacional para a defesa do seu domínio colonialista. Daí a sua posição na O.N.U., negando que as colónias sejam colónias; daí a sua participação activa em conferências e coligações internacionais, com outros países que têm colónias em África, no sentido de coordenar a defesa comum das posições colonialistas e a repressão aos movimentos de libertação; daí, finalmente, os esforços ultimamente desenvolvidos pelos ideólogos salazaristas do colonialismo na mobilização ideológica do Ocidente para reabilitar o colonialismo.

Nas colónias portuguesas de África existe hoje todo um conjunto de factores, internos e externos, favoráveis à intensificação da luta dos povos indígenas contra o colonialismo e pela sua liberdade e independência. Estes povos, particularmente os trabalhadores indígenas, têm atrás de si uma heróica tradição de luta travada nas condições mais difíceis, das quais são exemplos mais recentes a greve de centenas de descarregadores do porto de Lourenço Marques em 1949; a

greve da construção do caminho de ferro do Tejo; a greve dos padeiros de Luanda; a greve dos cabo-verdeanos nas plantações de açúcar; a revolta dos negros de S. Tomé em 1953; as greves vitoriosas dos tripulantes fluviais da Guiné e dos cozinheiros do Batafá, também na Guiné, em 1956; a revolta das populações indígenas de algumas aldeias fronteiriças de Angola, verificada o ano passado, etc, etc.

Os salazaristas temem o inevitável desenvolvimento da luta nacional libertadora dos povos das colónias portuguesas pela sua autonomia e independência e temem, também, a ajuda fraternal que não deixarão de prestar a esta luta os povos das antigas colónias da África e da Ásia, hoje libertos e organizados em estados independentes. Por tudo isto, os salazaristas mostram-se inquietos e procuram tomar medidas repressivas para tentar esmagar pela força estes movimentos, estendendo a rede policial da odiada P.I.D.E. a todas as colónias portuguesas, reforçando as unidades militares estacionadas nas colónias e criando muito recentemente um comando naval independente nas costas africanas.

#### CAMARADAS:

Neste momento está colocado na ordem do dia a supressão total do vergonhoso sistema do colonialismo. Portugal, pela extensão e importância dos territórios coloniais que domina é a quarta potência colonialista do mundo; no entanto, as colónias portuguesas, figuram entre aquelas em que a organização dum potente movimento de libertação está mais atrasado. Todos estes factos, colocam o nosso Partido, nesta etapa histórica da luta dos povos coloniais, perante a responsabilidade de fazer algo mais do que tem feito para ajudar a impulsionar este movimento para a frente. Os povos coloniais têm o direito de esperar isso de nós, e nós, temos o dever de corresponder aos seus anseios, dando-lhes a nossa ajuda e transmitindo-lhes a experiência que possuímos na luta contra o inimigo comum — o fascismo salazarista.

O Partido impulsionou no passado a organização de núcleos de comunistas nas colónias, assim como a formação de alguns quadros indígenas locais. Este esforço orgânico reflectiu-se favoravelmente na movimentação democrática que se desenvolveu entre a população branca das colónias, com base nos períodos eleitorais, e na orientação de algumas lutas indígenas, entre as quais destacamos, pela sua importância, a greve dos trabalhadores do Porto de Lourenço Marques, em 1949.

É forçoso reconhecer que, por razões diversas, esta ajuda inicial não teve a necessária continuidade e desenvolvimento. Ela está hoje muito

longe de corresponder ao nível das necessidades da luta dos povos coloniais e ao nível das nossas responsabilidades e mesmo das nossas possibilidades actuais. O agravamento das dificuldades da nossa própria luta na metrópole, somou-se aos efeitos da repressão nas colónias e, sobretudo, a uma grande subestimação que no nosso Partido sempre tem existido neste terreno.

Por outro lado, um centro dirigente situado a milhares de quilómetros das colónias, com um deficiente aparelho de ligações, não se coaduna mais com as necessidades actuais da direcção da luta dos povos coloniais que tende a desenvolver-se dia a dia; não se coaduna com a vastidão geográfica, a dispersão e deficiente ligação entre si dos principais centros em que se desenvolve a vida e a luta dos povos coloniais. Tal situação não pode nem deve manter-se por muito mais tempo.

Finalmente, é necessário dizer-se que a inexistência dum definição correcta e actualizada da posição e objectivos do Partido, em relação ao problema colonial, de acordo com os princípios ideológicos do marxismo leninismo, não é estranha ao actual estado de coisas. Na Metrópole, este facto, tem-se reflectido de forma negativa no tipo de ajuda política prestada aos núcleos coloniais aqui existentes. Esta ajuda não tem sido dirigida, como pensamos que deve ser, para as tarefas e os problemas directamente relacionados com aquilo que constitui a sua mais cara e sentida aspiração: — A LIBERTAÇÃO DAS SUAS PATRIAS, ESCRAVIZADAS PELOS COLONIALISTAS PORTUGUESES

## IV — A POSIÇÃO E AS TAREFAS DO NOSSO PARTIDO EM RELAÇÃO ÀS COLÓNIAS

### CAMARADAS:

Para uma justa definição das tarefas do nosso Partido em relação às colónias é necessário considerarmos se continua a ser justa, em todos os aspectos, a orientação definida pelo nosso Partido, no 1.º Congresso Ilegal, em 1943.

Nós pensamos que algo há a rever no que respeita a algumas das teses então formuladas. São decorridos 14 anos e neste período muitas coisas se passaram no mundo.

Pensamos que continuam a ser justas as teses que definem Portugal como um estado submetido ao domínio imperialista estrangeiro e que é, por sua vez, como potência colonial, imperialista também; as teses que proclamam o reconhecimento do nosso Partido à igualdade de direitos entre negros e brancos, entre as populações «atrasadas» das colónias e as massas trabalhadoras escravizadas da metrópole, assim como a igualdade de direitos entre os povos coloniais e o povo português. Isto é justo e necessário pois define na prática, de forma clara, um importante aspecto do princípio do internacionalismo proletário a que o nosso Partido se mantém fiel.

É igualmente justa a tese onde se diz que nós comunistas reconhecemos aos povos coloniais o direito a constituírem-se em estados independentes. Porém, o reconhecimento deste direito era então acompanhado de limitações que hoje julgamos já não terem o direito de existir. Dizia-se então:

«Nós comunistas reconhecemos aos povos coloniais o direito a constituírem-se em estados independentes, EMBORA OS POVOS DAS COLÓNIAS PORTUGUESAS, POUCO DESENVOLVIDOS SOB TODOS OS ASPECTOS, NÃO POSSAM POR SI SÓ, NAS CIRCUNSTÂNCIAS PRESENTES, ASSEGURAR A SUA INDEPENDÊNCIA». (Informe de Duarte ao 1.º Congresso Ilegal) (o sublinhado é meu) (F.)

Esta limitação, que a manter-se hoje seria um entrave ao desenvolvimento do movimento libertador dos povos das colónias portuguesas e um freio à sua luta, na medida em que tendia a fechar-lhes as perspectivas, resulta do facto de então se admitir que a independência das colónias portuguesas só poderia resultar da mudança de regime na metrópole e da consequente «concessão» de tal independência. Por isso, se receava então que essa «concessão» representaria que as colónias portuguesas tombariam sob o domínio de outro imperialismo». (Informe de Duarte ao 1.º Congresso Ilegal)

Nós pensamos que existem hoje factores de ordem interna e externa que exigem do nosso Partido a definição deste problema em termos diferentes. Pensamos que as modificações operadas na correlação das forças colonialistas e anti-colonialistas, permitem colocar o problema mais de acordo com os interesses do movimento libertador dos povos das colónias portuguesas e mais de acordo com o princípio leninista da auto-determinação dos povos.

Eis, quanto a nós, alguns dos principais factores que determinaram a modificação radical na correlação das forças colonialistas e anti-colonialistas e a sua incidência no movimento de libertação das colónias portuguesas:

- 1 — O campo do socialismo, que é o mais consequente defensor dos povos coloniais e dependentes, desenvolveu-se e reforçou-se, constituindo hoje um sólido e indestrutível sistema mundial de estados socialistas;
- 2 — A derrota dos três países imperialistas mais agressivos, Alemanha, Itália e Japão, deu início à desagregação do sistema colonial do imperialismo e desde o fim da segunda guerra mundial quebraram as cadeias do colonialismo mais de um bilião e 200 milhões de seres humanos. Este facto histórico, debilitou extraordinariamente o imperialismo e o colonialismo, colocando já na ordem do dia a supressão total do sistema colonial;
- 3 — Fortaleceu-se a corrente anti-imperialista e anti-colonialista na O.N.U. com a entrada para essa organização internacional dos novos Estados membros que se libertaram do colonialismo, os quais, juntamente com os países do campo socialista, formam ali uma poderosa frente de estados anti-colonialistas como foi demonstrado pelos debates acerca do problema da Argélia e das colónias portuguesas, assim como, com a condenação da agressão imperialista ao Egipto;
- 4 — A Conferência de Bandung mostrou que as imensas forças dos povos da Ásia e da África que se libertaram já das cadeias do colonialismo formam hoje uma pode-

rosa frente anti-colonialista e estão determinados a desempenhar um importante papel na luta pela supressão total do sistema colonial;

- 5— No próprio continente africano, um certo número de povos coloniais libertou-se já do jugo colonial, constituindo um poderoso estímulo e uma força de atracção constante para os povos que jazem ainda sob a opressão colonialista (Falando no aniversário da independência do seu país o Primeiro Ministro do Sudão, Abdallah Khalil, «reclamou para si, como representante de um dos poucos países independentes da África Negra, o dever de auxiliar e acelerar os movimentos de autonomia nesse continente»);
- 6— As formas brutais de domínio colonialista praticadas pelo salazarismo nas colónias portuguesas, são hoje mundialmente conhecidas e condenadas; o salazarismo, como regime, está hoje mais debilitado internamente e mais desacreditado no campo internacional. Esta situação joga a favor da luta dos povos coloniais e diminui a capacidade do salazarismo para reprimir um poderoso movimento libertador nas colónias portuguesas;
- 7— A intensificação da exploração colonial e imperialista das populações indígenas e as acções de revolta que se verificam com frequência contra tal exploração, aumentam a consciência dos trabalhadores africanos, criando a necessária confiança nas suas próprias forças e na justeza da sua causa.

#### CAMARADAS:

Todos estes factores determinaram, como dissemos, uma modificação radical na correlação entre as forças colonialistas e anti-colonialistas a favor destas últimas, as quais, formam hoje uma importante frente mundial de luta contra o colonialismo. Esta poderosa frente, composta de povos e Estados, manifesta-se disposta a ajudar, por todas as formas, a luta libertadora dos povos que jazem ainda sob o jugo do colonialismo, entre os quais figuram as colónias portuguesas com um lugar de relevo.

Nestas condições, pensamos que O CONGRESSO DO NOSSO PARTIDO DEVE PROCLAMAR CLARAMENTE O RECONHECIMENTO INCONDICIONAL DO DIREITO DOS POVOS DAS COLÓNIAS PORTUGUESAS DE ÁFRICA À IMEDIATA E COMPLETA INDEPENDÊNCIA.

Julgamos estarem criadas as condições para que estes povos conquistem a sua liberdade e independência, independentemente das modificações que se possam operar na situação política em Portugal. Esta luta dos povos coloniais será certamente dura e comportará pesados sacrifícios dado que o domínio colonialista é agravado pelo carácter fascista do regime que exerce. No entanto, a história ensina-nos que a força dos povos que estão determinados a lutar pela sua liberdade e independência, é uma força invencível.

O receio de que uma vez conquistada a sua independência, estes povos possam vir a cair sob o domínio de qualquer outro imperialismo, não é de considerar, pois, no processo da luta para se libertarem do domínio colonialista, os povos coloniais adquirem a consciência e a força necessárias para, aliadas à força do apoio internacional, defenderem e manterem a sua independência. Esse é o exemplo que nos é dado por outros povos que se libertaram do colonialismo.

\* \* \*

#### CAMARADAS:

Pensamos que a definição do problema nestes termos, por parte do Congresso do Partido, e a adopção das medidas políticas e orgânicas correspondentes, por parte do Comité Central, abrirá imediatamente enormes perspectivas ao desenvolvimento do movimento libertador dos povos coloniais que jazem sob o jugo do colonialismo salazarista. Entre essas medidas, pensamos que se colocam, como das mais imediatas, **A AMPLA DIVULGAÇÃO NAS COLÓNIAS DESTA POSIÇÃO DO PARTIDO E UM ESFORÇO ORGÂNICO DE TODO O NOSSO PARTIDO PARA AJUDAR À FORMAÇÃO, NO MAIS BREVE ESPAÇO DE TEMPO, DE PARTIDOS COMUNISTAS NAS COLÓNIAS, COM VIDA PRÓPRIA.** Nas actuais circunstâncias, julgamos que só a rápida formação de Partidos Comunistas nas Colónias, com base e direcção fundamentalmente indígenas e com a consequente formação e localização do centro dirigente da luta dos povos coloniais nos próprios territórios coloniais, será capaz de dar à luta diária desses povos a orientação e direcção de que necessitam. Esta é a condição fundamental para o êxito ulterior de todo o movimento libertador dos povos das colónias portuguesas.

Tais partidos devem inspirar-se na história, na cultura, nas melhores tradições de luta e no sentimento de independência dos povos coloniais respectivos, como condição essencial para merecerem a sua confiança e serem capazes de galvanizar e mobilizar as suas energias criado-

ras na luta diária contra todas as formas de exploração e escravidão colonialistas; como condição essencial para a formação, no mais curto prazo, dum largo e potente movimento libertador que arranque para sempre as suas pátrias ao odiado domínio colonialista e imperialista.

Cabe ao Partido Comunista Português e particularmente ao seu Comité Central, tomar todas as medidas ao seu alcance para ajudar a materializar rapidamente esta orientação.

A ajuda que prestarmos ao movimento libertador dos povos coloniais, traduzir-se-á, objectivamente, numa ajuda à luta da classe operária e do povo português pela sua própria libertação. As vitórias dos povos coloniais contra o colonialismo salazarista, somar-se-ão às vitórias do povo português contra o regime salazarista. A eventual conquista da independência para as colónias portuguesas, além de justa, seria também uma vitória do povo português na luta pela liberdade e a democracia, dado que o salazarismo muito dificilmente poderia sobreviver a semelhante acontecimento. Neste terreno, a causa dos povos coloniais identifica-se com a nossa própria causa.

Não pode ser livre um povo que oprime outros povos!

**Os povos das colónias portuguesas e o povo de Portugal  
querem ser livres e viver como irmãos!**

## Annexe 6

Entretien avec Adolfo Maria, Lisbonne, 5 juin 2000, enregistré et confirmé.

Je ne suis pas spécialiste du nationalisme angolais ; je regarde l'Afrique de l'Europe, d'une certaine manière. Certes j'étudie le discours du PCP sur la question coloniale et les actions qu'il a mises en place mais je tente également de percevoir quel regard les militants africains partenaires de lutte portaient sur le PCP ou plutôt sur la politique du PCP relative aux colonies.

Je vous prie donc d'excuser ma mauvaise connaissance et mes lacunes sur l'histoire, le vécu et les débats des mouvements d'émancipation en général et du mouvement nationaliste angolais en particulier.

Je tiens à vous préciser également que, pour des raisons d'éthique personnelle, je n'ai pas consulté votre dossier aux ANTT, ce qui augmente mes lacunes. Je préfère, en effet, ne pas avoir connaissance du contenu du dossier individuel de la PIDE sur les personnes que je désire rencontrer avant l'entretien.

- Adolfo Maria : Il n'y a pas de problème.

- Judith Manyà : Alors, quels sont vos souvenirs par rapport au PCP et les premiers contacts que vous avez eus ?

- Adolfo Maria : Tout d'abord, j'appartiens à la « minorité » blanche d'Angola.

De toute façon, le nationalisme angolais est né dans les années 1940 environ ; il englobait des gens lettrés, des fonctionnaires, tout d'abord, de la petite bourgeoisie. Ceci est une particularité de l'Angola. L'Angola a été l'un des premiers pays africains à avoir une bourgeoisie au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles à laquelle on peut ajouter quelques blancs propriétaires de la terre. C'est pour cela qu'il se démarque peu à peu de la métropole. Les fils de cette bourgeoisie sont devenus les agents de l'État, les instruments de la colonisation ; ils étaient instruits et avaient une perspective moderne nationale du pays. Parallèlement, il existait un mouvement messianique et d'autres mouvements spontanés contre la présence portugaise dans la colonie. Mais, en fait, le nationalisme moderne, (c'est à dire celui qui avait une idée, une conception de ce qu'était un pays moderne), est né dans cette couche de la population.



Contrairement au Mozambique ou même à la Guinée, l'Angola était une colonie de peuplement blanc et surtout de petits colons. Cette particularité a facilité la transposition de la structure administrative et économique de la métropole dans la colonie. Elle a également permis des échanges ; c'est pour cela qu'il y avait beaucoup de métis en Angola et une plus grande intégration raciale. Bien sûr, il y existait des contradictions raciales puisqu'elles sont inhérentes au régime colonial, mais une couche de la population se sentait du côté des Africains et d'une façon globale (...*inaudible*...).

Au début du nationalisme, se manifestait de façon quasi certaine une vision élitiste des Noirs cultivés par rapport aux Noirs analphabètes ; elle s'exprimait des métis par rapport aux Noirs, des Blancs par rapport aux métis, bref, par rapport à la classe jugée plus « basse ». Voilà l'Angola qui existait depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Que s'est-il passé à notre époque ? Il y eut un essor de la prise de conscience nationale impulsé par les mouvements culturels des années 1940 (*Mensagem* et le mouvement associatif d'Angola — la *Liga nacional africana*) et c'est quand le PCA formé par (...*inaudible*...). Le PCA a été formé vers 1954 par Viriato, Jacinto, Ilídio Machado, Mário António.

Aujourd'hui, on peut consulter les documents historiques, les statuts, les liaisons, les programmes, etc. relatifs à cette période. Tout avait été consigné dans les dossiers de la PIDE, tout y est. Cela à partir de 1959, quand on a été arrêtés, en mars ou mai je crois.

- Judith Manya : Oui, ce PCA avait repris les statuts du PC Brésilien.

- Adolfo Maria : Tout à fait. Je suis affirmatif car plus tard, Mário António m'a donné à lire les statuts du PCA. Ma liaison avec Mário António ne date pas de ce premier parti. C'était un copain et on échangeait des idées. Donc, j'ai pu lire les statuts en 1956 : je m'en souviens très bien car à ce moment-là je faisais le service militaire. À partir de 1957, des gens arrivèrent du Portugal ; c'étaient des Portugais, ils relancèrent la *Sociedade cultural de Angola*. Par leur intermédiaire Luandino, Cardoso, Neto, Guerra et moi-même, des jeunes furent sollicités pour collaborer dans un nouveau journal *Cultura*

- Judith Manyà : Mais en ce qui concerne les Blancs, portugais ou d'Angola, y a-t-il eu négociation au sein du groupe quant à la participation des Angolais ? Car Veloso et Duarte forment un noyau de Blancs portugais.

- Adolfo Maria : Justement, c'est ce que j'allais vous dire car je fais l'histoire plus ou moins chronologique. On était au lycée, on lisait la littérature marxiste [que vous vous procuriez à quel endroit ?] On commandait à la maison d'édition argentine\_Losada ; c'était spontané jusqu'en 1956 ; on commandait aussi au Brésil, aux éditions Vitória. On lisait Neruda et Lénine, qui avait été publié aux éditions Vitória du Brésil et c'est là que j'ai lu les livres marxistes reçus par la librairie Magalhães de Lobito...[et pas à celle de Luanda de Felisberto Lemos ?]. Oui, de Felisberto ; oui, à travers lui aussi on lisait Marx, Engels. Jusqu'en 1954, il nous arrivait aussi de commander les livres par courrier car la PIDE n'était pas encore installée en Angola. Entre 1954 et 1957, nous avions accès à la littérature marxiste. Dans ce noyau de la *Sociedade cultural*, certains commencèrent à s'intéresser surtout aux activités culturelles ; d'autres utilisaient l'activité culturelle comme moyen de mener une activité politique. Parmi ces derniers, il y avait Cardoso et moi-même. Bon, en causant avec le noyau des Portugais, nous avons commencé à entrer dans les détails de la lutte en Espagne, au Portugal, du comportement en prison, etc. Au fur et à mesure que quelques uns d'entre nous se montraient plus intéressés, ils ont commencé à causer plus en privé, et les deux recrutés pour un PC, moi et Cardoso. [recrutés ?] oui, pour appartenir à un PCP (*lapsus*), heu, à un PC...

- Judith Manyà : Portugais ou pas ?

- Adolfo Maria : Le nœud de la question est là. Meireles n'était pas Portugais, c'était un Angolais.

- Judith Manyà : Il était à Nova Lisboa en 1949, non ? Vous aviez connaissance du groupe de cette ville ?

- Adolfo Maria : Par la suite, oui ; on a su qu'il y avait eu des tentatives mais, sur le moment, nous n'avions pas connaissance de ça. À Luanda, on n'avait pas toutes les liaisons, l'Angola colonial étant très en retard par rapport à d'autres colonies.

Bon, bien avant la guerre de libération. Meireles appartenait sûrement à un noyau du PCP ; mais je crois que ça a été dit dans la déclaration de Calazans. C'est pour ça que j'ai été avec eux, car ils ont fait des déclarations dans le procès des Blancs.

J'ai été emprisonné pendant trois mois mais ils n'avaient pas assez de preuves contre moi. La durée de la détention dépendait aussi de ce que vous aviez fait : assister à des réunions, distribuer de la propagande, recruter de nouveaux membres... Je n'ai rien dit mais j'ai admis que j'avais été recruté par Meireles pour constituer un hypothétique PCA ; ce sont mes déclarations [je ne les ai pas lues, je préfère les lire après]. Le problème, c'est que quand il y a « procès-crime », pour incriminer quatre ou cinq personnes, parfois, ils en interrogeaient quinze, ok ? Puis ils les libéraient, pour les arrêter plus tard parfois.

Donc, Meireles vient recruter deux personnes en même temps, Cardoso et moi-même, en nous demandant ce que nous voulions faire. Son groupe disposait de la presse du PCP. Pour nous, c'était important de connaître comment militer dans la clandestinité car le reste ne nous disait rien, la grève des pêcheurs...

- Judith Manyà : Vous ont-ils parlé des résolutions du V<sup>e</sup> Congrès sur la création de PC dans les colonies ?

- Adolfo Maria : Non, justement. Un peu plus tard, nous avons posé la question. Je crois que c'était moi, mais l'idée était de nous deux, Cardoso et moi. « Mais quel PC ? » parce que je me souviens que j'étais très catégorique : Je ne souhaitais pas rentrer dans un PC qui ne soit pas un PC angolais. D'ailleurs à la police, j'ai dit que j'avais accepté l'idée d'appartenir à un PC mais que ça ne s'était pas concrétisé. Donc dans un premier temps ils nous ont répondu que cette question n'avait pas été étudiée ; mais plus tard ils nous ont dit qu'on allait désormais parler de ça et, de fait, que le PC deviendrait un PCA. Car la question principale ici, c'est la lutte de libération et je crois que même ça c'était une question qui s'était posée dans le noyau du PCP en Angola et que eux-mêmes avaient réfléchi sur ça — ce sont des hypothèses, car je n'ai pas eu beaucoup de temps, 6 à 9 mois après nous étions en prison —. Je pense que leur idée était différente de la position du PCP ; de cela, je suis sûr, parce que Lucío Lara, à Brazzaville, m'avait dit qu'il avait été délégué des colonies au V<sup>e</sup> Congrès et que cette question avait été une question chaude ; c'était une nouveauté et d'ailleurs, ils avaient trouvé une solution de compromis.

- Judith Manyá : D'ailleurs, en parlant des positions du PCP sur l'Angola, avez-vous connu Francisco Louro ? [Oui] Il est reparti avant le procès des Blancs donc j'ai peu d'information sur le rôle qu'il a joué. Pourtant, j'ai l'impression qu'il est envoyé par le PCP en Angola ?

- Adolfo Maria : Sûrement, mais je ne peux pas l'affirmer de façon certaine car on avait des contacts mais je n'appartenais pas à la direction de la *Sociedade cultural* mais à celle du ciné-club. Nous, on cherchait à parler avec des gens du pays ; je n'ai pas encore eu l'occasion de parler de cela. J'avais 22 ans, j'étais un jeune à l'époque ; ils étaient bien plus âgés et expérimentés politiquement mais je pense qu'il avait bien été envoyé par le PCP. D'ailleurs, ils ont appliqué une politique qui a été un (...*inaudible*...). Donc, aujourd'hui avec le recul je dis cela. Mais à l'époque, je me posais seulement des questions : quelle sorte de PC ? un PCA ?

Et pour travailler, ils nous confièrent deux tâches, à Cardoso et à moi : d'abord faire une étude sur les conditions, en général, de la jeunesse angolaise, de toutes les races, ensuite sur les possibilités de recrutement. On n'a pas fait grand chose là-dessus ; mais nous disposions d'un terrain proche de nous : le lycée, d'où d'ailleurs sont sortis beaucoup de dirigeants du gouvernement du MPLA. Là, se trouvaient toutes les races et des moyens d'aller plus loin plus tard. On pouvait notamment entrer en relation avec les masses noires par l'intermédiaire d'amis du lycée qui avaient des contacts dans les *muçeques*. Ce ne devait pas être difficile... mis à part les difficultés de la clandestinité, bien sûr. Je ne savais pas exactement qui des Portugais était là, mais plus tard, on a eu des contacts directs avec Veloso. Justement car ça ne marchait pas bien, au Portugal, ça ne se faisait pas comme ça ; donc on avait des rapports avec quelqu'un d'autre de la structure. De toute façon, Veloso, c'était pour nous un membre de l'organisation et on soupçonnait d'autres personnes d'y appartenir. On a su pour Julieta et on a su qu'ils étaient derrière un mouvement, le MLNA. Justement, ils ont commencé à se rendre compte qu'il y avait des nationalistes et de nouvelles exigences et nous on a dit que le problème principal c'était le nationalisme. Si je suis en prison, c'est parce que je suis nationaliste ; pour moi, c'était bien car on était allé assez loin dans les contacts avec Ilídio Machado et d'autres pour aboutir à l'idée d'unir plusieurs groupuscules nationalistes.

- Judith Manyá : Vous dites appartenir à une organisation ; est-ce le réseau formé par ces groupuscules ?

- Adolfo Maria : Non, je parlais du PCA. Après a été créé le MLNA mais je n'y appartenais pas formellement. Helder Neto et Luandino n'appartenaient à aucune organisation mais ils ont assuré avec Calazans la distribution d'un tract que moi je n'ai pas fait.

- Judith Manyá : Oui, mais l'étude sur la jeunesse angolaise, c'était pour le MLNA ?

- Adolfo Maria : Non, d'abord pour le PCA ; c'était une tâche du PCA.

- Judith Manyá : Mais, le PCA, c'était le groupe des Blancs ?

- Adolfo Maria : Justement, le PCA était constitué par Manuel dos Santos, un Noir que je ne connaissais pas ; il y avait des cellules différentes, il était électricien ; et le noyau dirigeant était constitué par les Portugais. Pour nous, moi je suis un Angolais blanc et les Portugais sont les Blancs de la métropole et ils étaient dirigeants du PCA sauf Meireles, qui était Angolais. Cardoso et moi étions militants de base. Et je ne sais pas si Manuel dos Santos appartenait à la structure dirigeante du II<sup>e</sup> PCA ou s'il était un militant de base.

- Judith Manyá : Ma confusion vient du fait que, pour moi, il y avait un seul PCA. Les Blancs portugais que j'ai vus parlent du MLNA ou du MLN mais pas du PCA.

- Adolfo Maria : Ils vous ont dit ça ? De toute façon, il y a ces deux PCA : celui de Veloso, Calazans, Cardoso... et le I<sup>e</sup> PCA, fondé par Viriato ; il s'arrête vers 1955/56 et c'est quand Viriato pense qu'il faut faire un mouvement populaire qu'il se rend au Portugal puis rejoint la France. Le II<sup>e</sup> PCA se forme après ; le procès de 1958/59 c'est celui des membres du PCA, il y a une déclaration sur ce thème faite par Meireles.

- Judith Manyá : Oui; mais dans ses déclarations, il parle du Mouvement de libération de l'Angola.

- Adolfo Maria : Justement, la police cherchait des communistes. Le crime le plus grave au Portugal, c'était d'être communiste et en Angola, c'était d'être « séparatiste », comme disait la police locale. C'est sur ce séparatisme que la police axe ses efforts et fait condamner Meireles. Mais, à la police; il rapporte —tous rapportent d'ailleurs—, les activités du PCA mais ce que met en relief la police, c'est le MLNA parce que, pour elle, il s'agit du plus grand crime.

- Judith Manyà : Et quelles activités communistes avaient-ils ? À part vous donner des journaux et des tracts ? Parlaient-ils du PCP ?

- Adolfo Maria : Non. La formation qu'ils nous donnaient venait comme ça. Nous, nous demandions quelle était la position du PCP sur l'Angola ; ils nous ont répondu que la question coloniale serait traitée dans un congrès avec les nouvelles positions ; ils ont ajouté que le PCP était favorable à l'indépendance des colonies. Plus tard, j'ai vu des documents de différentes époques du PCP et j'ai vu que ce n'était pas si simple. Je les ai vus quand j'étais en exil, quand j'ai contacté l'organisation portugaise.

- Judith Manyà : Avant l'exil, quelle idée vous faisiez-vous de la politique coloniale du PCP ?

- Adolfo Maria : On se faisait l'idée qu'ils nous disaient : c'est-à-dire que le PCP était pour l'indépendance et comme dans la pratique, les communistes portugais qui étaient là travaillaient avec nous, les nationalistes... ; alors, je ne sais pas s'ils étaient eux-mêmes dans une sorte de petite dissidence du PCP, j'étais très jeune en âge et je n'avais pas assez d'expérience politique pour savoir.

- Judith Manyà : Et après, quels contacts avez-vous eus avec le PCP quand vous êtes au MPLA ?

- Adolfo Maria : Je n'ai pas eu de contact en tant que membre du MPLA. Non. Et une fois même, à Alger... Ma femme est Portugaise, c'est-à-dire blanche du Portugal (Luandino, Duarte Carvalho sont des Blancs angolais mêmes s'ils ne sont pas nés en Angola) ; je me souviens qu'en Algérie, les gens du PCP ont contacté ma femme

en lui disant « Ah ! tu es Portugaise ; pourquoi ne milites-tu pas dans le PCP ? ». Moi, je me suis fâché un peu, mais de toute façon, la décision lui appartenait et elle a refusé.

- Judith Manya : Et au Portugal ?

- Adolfo Maria : Oui; quand je suis passé ici en 1962 sur la route de l'exil...

- Judith Manya : Oui, dans votre témoignage dans le numéro spécial de *Mensagem* vous en parlez et...

- Adolfo Maria : Vous êtes une chercheuse pire que la PIDE mais il faut avoir de la mémoire, je vous félicite.

- Judith Manya : Vous dites que vous cherchez à sortir ; Vous sortez par quel réseau d'entraide ? Ce réseau de sortie, en 1962, est-il catholique progressiste?

- Adolfo Maria : Pour cela, j'ai contacté Carlos Everdosa de la CEI. Il m'a dit que c'était difficile, qu'il y avait de plus en plus de monde qui voulait sortir surtout après la grande sortie de 1961 ; il m'a répété que ce serait difficile, qu'il fallait que j'essaie avec mon passeport mais pas à Lisbonne, plutôt dans le district de mes parents (mes parents étaient Portugais) ; bon, je m'apprêtais à essayer quand, à ce moment-là, il m'a mis en contact avec Socrates Dáskalos. Ensuite, nous avons formé la FUA, avec Mendes et tout ça, qui était le groupe qui allait partir. Mais, j'ai d'abord essayé avec le passeport. Il y avait en général, tout un tas d'échange de correspondance entre la PIDE de Porto et celle d'Angola. Il y en a eu là-aussi, mais pour le départ de ma femme, un an plus tard. En fait, ils avaient ordre de ne pas la laisser partir. Parfois leur recherche n'était pas très poussée ; mais, en ce qui me concerne, j'avais fait l'objet d'une information de la PIDE, dans le district de Trás-os-montes ; il y était noté que je n'étais pas naturel de la région. Mais le rapport disait aussi que j'étais peu connu et que rien de « mauvais » n'avait été relevé à mon sujet.

Alors, j'ai reçu le passeport en juillet, et le jour même je me suis rendu à Lisbonne ; j'ai dormi chez Ervedosa puis je suis parti par un train express. Et j'ai le cœur qui saute quand on arrive à Vila Formosa. Le train s'est arrêté et les agents de

la PIDE ont pris un « *tabuleiro* » [plateau] et nous ont demandé nos passeports ; nous avons attendu là deux heures. Ensuite, ils nous ont rendu nos passeports et nous avons continué vers l'Espagne. Tant qu'on n'était pas arrivé en France, c'était vingt heures de voyage, c'était dur. C'était encore plus dur pour les autres copains car, comme ils avaient été arrêtés en Angola et déportés au Portugal en 1959, il y avait un mandat d'arrêt lancé contre eux en mai/avril 62. J'ai vu ici dans les papiers [dossiers de la PIDE] que justement une semaine avant que je parte ils me cherchaient : « Cet Adolfo n'est pas là ». Pour dire que je suis sorti comme ça, mais que si je n'y étais pas arrivé, je serais sûrement sorti avec les autres.

- Judith Manyà : Et les autres ?

- Adolfo Maria : Les autres sont sortis par le Nord.

- Judith Manyà : Oui, mais concrètement, ont-ils été aidés par le PCP ?

- Adolfo Maria : Je pense qu'eux-mêmes ne connaissaient pas les détails de l'organisation de leur fuite, mais je pense qu'ils ont utilisé l'un des réseaux du PC ; je pense cela car je ne vois pas d'autres réseaux à l'époque.

- Judith Manyà : Oui, les réseaux catholiques sont plus tardifs.

- Adolfo Maria : À l'époque, le PC avait la mainmise sur la vie politique portugaise.

- Judith Manyà : D'ailleurs à Alger, vous dites que le PCP contacte votre femme ; pourtant le FPLN était à Alger, il vous contacte aussi ?

- Adolfo Maria : On avait des contacts en tant que camarades de lutte, comme on en avait avec le FNL du Viêt-Nam, l'UPC du Cameroun, etc.

- Judith Manyà : Vous n'aviez pas plus de relation ?

- Adolfo Maria : Non, il y avait des relations amicales.



- Judith Manyà : Et avec le PC portugais ?

- Adolfo Maria : La même chose.

- Judith Manyà : Alors, vous avez connu Pedro Soares ?

- Adolfo Maria : Oui et Ramos Almeida et tout ça ; bien sûr qu'à l'époque on était en contact avec les communistes, avec le CEA (Centre d'études de l'Angola) et Pedro Soares nous a invités à dîner chez lui. Mais d'abord, je dois dire une chose : le PCP, tout en sachant que nous étions des communistes, ne nous appuyait pas spécialement. J'ai eu une rencontre avec Cunhal, en 65 je crois, il y avait Henrique Abranches et Mário Pádua, Cunhal et moi-même. Il s'agissait de discuter de la question que nous défendions. Nous, nous pensions qu'il pouvait y avoir un noyau communiste dans le MPLA. Mais, pour la direction du parti, pas question d'adhérer à cette idée. Cette position se reflétait chez d'autres membres du PCP. Ils avaient de l'estime pour nous, mais attention, ils nous préféraient les officiels du MPLA. Quelques-uns d'entre nous étions bien plus proches d'eux idéologiquement que d'autres du MPLA mais ils ne faisaient pas la différence, bien au contraire. Si la différence était faite, c'était en faveur du MPLA.

- Judith Manyà : Pourquoi ?

- Adolfo Maria : Pour sauvegarder la position de l'Union soviétique et tout ça. Et la question portait d'abord sur le fait qu'on était des Blancs. Donc sur la question qui n'a pas été étudiée ni en Angola ni au Portugal ni partout et maintenant on voit les conséquences. C'est que l'Angola avait une réalité très particulière ; ce n'était pas par hasard qu'il y avait tant de Blancs et de métis dans la lutte de libération. On avait donc bien affaire à une réalité différente. De la même façon qu'on ne peut pas exiger que l'Algérie, parce qu'elle est en Afrique, soit tout à fait noire ou alors...  
[changement de cassette]

- Judith Manyà : Et que savez-vous sur les relations du PCP avec les mouvements de libération des colonies portugaises ? Le PCP était-il satisfait de ses relations avec

eux ? Car, concrètement, certains disent que le PCP aurait aimé participer à la CONCP et que ce sont les mouvements nationalistes qui ont freiné.

- Adolfo Maria : C'est vrai. D'abord, il y avait une question qui était simplement nationaliste, on ne voulait pas que les forces politiques de la métropole se mêlent de nos affaires. Deuxièmement, à l'époque, la position du PCP sur la question coloniale n'était pas si claire, elle n'était pas très tranchée. Il y avait un débat énorme sur ce sujet vers 1963/64. C'était un bouillon de révolutionnaires de tous bords, de tous partis ; c'était le conflit sino-soviétique et on discutait la position des PC sur l'indépendance avec Fanon, etc. De toute façon, on discutait même de l'Algérie : quelle avait été la position du PCF ? Certains militants défendaient la position du PCF mais, à mon avis, les gens du PCP n'ont pas bien posé la question coloniale. Je l'ai dit carrément.

- Judith Manyà : L'avez-vous dit à la réunion avec Cunhal ?

- Adolfo Maria : Non, c'est un homme très distant et quand il dit les choses, c'est définitif... Il nous a écoutés mais on n'a pas discuté. Mais d'abord, nous n'étions pas des gens de poids au sein du MPLA ; on était des Blancs d'Angola ; même ici, les politiciens du Portugal avaient des préjugés sur les Blancs angolais et ils le (...*inaudible*...) Manuel Alegre, on se connaît bien, mais, bon, on n'a pas discuté de ça. On a discuté d'une question très concrète : le point de vue que nous avons (nous, c'est notre noyau du CEA à Alger : Abranches, Pepetela qui n'était pas à la réunion, etc.) était qu'il fallait approfondir l'idéologie au sein du MPLA. Mais de toute façon, nous posons une question très importante : celle du travail dans le MPLA. Il fallait approfondir l'idéologie : quelle révolution veut-on faire ? Quel but poursuivons-nous, et tout ça ? Quelle formation pour y arriver ? Car si on poursuit le but de la révolution, on a une façon d'être, on est militant. Donc, ce n'est pas suffisant de dire qu'on est anticolonialistes, progressistes, non, il faut le démontrer dans les faits sinon, avec ces paroles-là, on édifie la dictature la plus hideuse contre le peuple qui puisse exister, qui tue, etc.

On n'a pas discuté avec le PC de ça. Je fais une parenthèse ; il ne faut pas que vous donniez beaucoup d'importance à cette rencontre. On a eu par hasard une rencontre qu'on avait demandée, pour expliquer ça. Nous n'avions aucune activité

officielle au sein du MPLA. On a eu une discussion de dirigeants politiques à dirigeants politiques et Cunhal avait raison du point de vue de sa conception qui est toujours la même. Parce quelle était la position qu'il défendait ? Le monde était bipolarisé, il ne faut pas l'oublier. L'URSS contre les USA ; ils discutaient l'hégémonie dans le monde. Nous étions les pions de cette politique. Sans le savoir. Et qui l'URSS utilisait-elle ? Les mouvements de libération nationale et les PC pour sa stratégie. Par exemple, quand on faisait les Mouvements pour la Paix, objectivement, ça servait la lutte contre l'impérialisme ; c'est pour ça qu'ils étaient nos alliés et ils nous fournissaient des armes.

- Judith Manyà : Le PCP, qui aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès de 1943 et 1946, ne souhaitait pas donner l'indépendance aux colonies car elles tomberaient dans les mains d'autres impérialismes, s'inscrit dans cette stratégie.

- Adolfo Maria : Oui et la 2<sup>ème</sup> thèse que le PCP défendait, c'était qu'il fallait d'abord démocratiser la métropole, renverser le régime. C'est contre cette idée que nous luttons et d'ailleurs, l'histoire a montré que nous avons raison. Il faut développer la lutte de libération car elle affaiblit le régime au Portugal, rendant plus facile son renversement.

- Judith Manyà : Mais c'est un vieux débat ; le délégué indien Roy lors des premiers congrès de l'IC pose déjà le problème.

- Adolfo Maria : Oui, et après Staline dit que c'est fini, que le débat est clos.

- Judith Manyà : C'est pour ça que je vous demande si le PC vous a contacté pour avoir des relations plus proches. En plus, je ne sais pas si, au début, ses militants ont bien compris pourquoi ils n'appartenaient pas au réseau nationaliste.

- Adolfo Maria : Tout d'abord, quand l'opposition portugaise va en Algérie, elle est autorisée à y aller car Mário de Andrade en avait fait la demande. On avait déjà des liens avec l'Algérie, par les camps d'entraînement au Maroc, et Ben Bella dit que si Mário de Andrade donne son aval, il donne son accord. Ben Bella a besoin de cet aval car lui, et les autres pays aussi, avaient très peur de la police politique. Donc le

noyau Piteiro Santos et Tito Morais arrive ; ils sont les premiers à arriver. Moi, je suis à Alger en janvier 1963 ; Ben Bella était au pouvoir depuis octobre 1962. On est venu car l'Algérie fournissait un appui extraordinaire aux mouvements de libération nationale et je crois que la stratégie de Aquino de Bragança c'était justement qu'une entité forte existe pour faire face, surtout en ce qui concerne l'Angola, à l'UPA. Pour être crédible, il fallait des appuis et des liens privilégiés avec d'autres mouvements de libération nationale. Finalement, ça n'a pas eu beaucoup de poids mais la stratégie était celle-ci même si certains défendaient une autre position, comme Neto par exemple Neto qui souhaitait inclure le PCP dans ce réseau car il était lié à lui. Je ne crois pas que c'était une bonne tactique d'inclure une organisation portugaise dans les colonies parce que, d'un côté, l'UPA accusait le MPLA d'être lié aux Blancs et, d'un autre, les Portugais, et les Américains accusaient le MPLA d'être un mouvement communiste. Le problème c'est que, au-delà de ce débat, on voulait montrer que nous savions construire des choses sans qu'on ait besoin des Portugais, même s'ils sont progressistes.

- Judith Manyà : C'est vous qui avez posé le débat ou vous en parlez parce que l'opposition portugaise a posé la question ?

- Adolfo Maria : Je ne sais pas, à l'époque, j'ai eu beaucoup de contact avec Aquino et, même ici, avant sa mort, avec Gentil Viana et tout ça. Mais on a discuté de beaucoup de choses *a posteriori* car une chose consiste à discuter sur le moment, une autre après coup. De toute façon, en discutant ces dernières années avec les gens, je crois que j'ignorais beaucoup de choses car, à l'époque, je n'étais pas dans le noyau qui prenait des décisions. C'étaient des dirigeants et moi je ne l'étais pas. Ils avaient des contacts diplomatiques de haut niveau, avec tout le monde : Afrique, Asie, Amérique latine et peu de chose filtrait. Je soupçonne donc que la stratégie était basée sur ce que je viens de dire, mais je ne sais pas s'il y a eu une question directe du parti du style : « je veux participer ? » et une réponse « non, vous ne pouvez pas ». En politique, les questions ne se posent jamais comme ça. Mais je pense que la stratégie des dirigeants de la CONCP s'articulait comme ça, comme je viens de le dire.

- Judith Manya : À la conférence de Rome, il y a eu une intervention du PC et une du FPLN. La question des désertions notamment les séparait. Que pensez-vous de cette position ?

- Adolfo Maria : Ce fut une question durement discutée et c'est difficile d'avoir une position là-dessus car il y a des arguments forts contre et en faveur, mais mon avis ....

- Judith Manya : Je ne parle pas de manière théorique mais je voudrais savoir comment elle a été ressentie, à ce moment-là

- Adolfo Maria : En fait, la désertion sur le terrain, on ne l'a pas sentie ; par exemple, les désertions en Angola, au Mozambique et en Guinée, elles étaient plus spontanées qu'organisées. Dans la pratique, cette politique s'est avérée avoir de faibles résultats. Je pense que le mieux était de ne pas aller dans les colonies mais d'organiser ici ou à l'étranger des mouvements comme on en a vu plus tard pour le Viêt-Nam aux USA. Dans l'imminence d'aller en guerre, si les images avaient été exploitées, les jeunes, même sans appartenance politique, auraient reculé.

- Judith Manya : Et à l'époque, quel était le sentiment du MPLA sur cette question ?

- Adolfo Maria : Le MPLA discutait de très peu de choses, il y avait des groupes mais il n'y avait pas de discussion politique au sein du MPLA ; il y avait des gens du MPLA qui, quand ils étaient ensemble, discutaient du problème — pas de politique de débat, de discussion. On n'a pas de documents à ce sujet ou de groupe qui y réfléchit. Il faut dire une chose : ce qu'il y a de positif dans le PCP se situe du point de vue de l'action politique. Dans le quotidien, l'organisation a été une école très importante pour les gens qui en ont été proches, qui ont défendu des convictions. Le PCP, c'était la capacité de lutter contre la police, des méthodes d'organisation clandestine etc., c'est dommage que notre PCA, le II<sup>e</sup>, n'ait pas grandi. Peut-être qu'il n'a pas grandi parce qu'on était faible. Mais le peu que j'ai vu, que j'ai fait, ça a été très important. Cela m'a donné des outils très importants. Soit dans l'organisation des camarades à l'extérieur, en exil, sur la discipline, la répartition des tâches... non, c'est très important. Il faut dire maintenant les problèmes qu'on a eu avec le PC. Les

Portugais faisaient tout pour avoir la main mise sur la politique coloniale mais ils avaient des militants formidables.

Du point de vue disons de la stratégie politique, je crois qu'il y a eu un problème que tous les PC ont eu par le monde, l'indien et tout ça (...*inaudible*...) et pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas eu assez d'autonomie de pensée pour tenir le bon raisonnement : premièrement, si je suis le PCP, un PC d'un pays colonial, d'une faible bourgeoisie, faire une analyse pour dire les intérêts de la (...*inaudible*...), quelles sont la force et les faiblesses de cette bourgeoisie. Deuxièmement, pourquoi est-il comme ça ? Pourquoi le Portugal est un pays sous développé avec, par le passé, un empire colonial extraordinaire. Pourquoi ? Pourquoi la France ou l'Angleterre ne le sont pas ?

- Judith Manya : Oui, par rapport à ces analyses, le PCP parlait souvent du Portugal comme une « semi-colonie » de l'Angleterre...

- Adolfo Maria : Mais cette thèse de la dépendance n'est pas l'aspect principal. Le Portugal a des colonies après la Conférence de Berlin car il passe un accord avec la Grande-Bretagne, maintenu lors de la Première Guerre mondiale. Mais, l'économie du Portugal n'était pas si dépendante. Certes, elle n'a pas une force interne structurale donc le Portugal pouvait être une colonie de la Grande-Bretagne, des USA, d'une puissance quelconque mais la réalité était plus complexe.

- Judith Manya : Mário de Andrade dit de Arménio dos Santos Ferreira, le médecin de la CEI, qu'il était un « lusotropicaliste sans le savoir » ; et vous, qu'en pensez-vous ? Le PCP a-t-il été victime du mythe impérial portugais dans son analyse du fait colonial ?

- Adolfo Maria : C'est certainement vrai pour l'opposition portugaise, pour l'opposition non communiste sûrement ; il y a tout un tas de faits. Sur le PCP, je ne peux pas dire la même chose. Car je crois que le problème vient de ce qu'il essayait d'appliquer ce que Moscou disait, la III<sup>e</sup> Internationale, etc. et donc, il n'avait pas d'autonomie de pensée. J'ai défendu qu'il fallait dire : « Chers camarades, chez nous, c'est différent ». Mais le système que l'Union soviétique a créé n'a pas permis une telle démarche ; il a même liquidé les dirigeants des PC dissidents, soit au nom de la

clandestinité, qui fait que le débat devient difficile, soit au nom de je ne sais pas. J'analyse la réalité portugaise quand elle est utile pour comprendre ce qui se passe en Angola : Pourquoi le colonialisme portugais a-t-il eu cette essence ; pourquoi le Portugal est-il un pays faible, pourquoi l'administration de l'Angola a-t-elle été différente de celle du Brésil ? C'est pour ça que je connais beaucoup de choses de l'histoire du Portugal, pour comprendre tant de retard dans les méthodes de colonisation et de décolonisation portugaises. Tout d'abord, une agressivité, puis après (...*inaudible*...) [je ne travaille que jusqu'en 1974].

Oui, oui, à partir de 1974 ; il ne raisonne pas en tant que parti national mais en tant qu'instrument. C'est mon avis, j'ai dit ce que j'en pensais à des camarades communistes, quand le MPLA m'a mis dans un avion en 1979 après notre arrestation. J'ai d'abord dit à des camarades communistes : « Vous avez tous des complexes de gens de gauche. Sur la question coloniale, vous mettez sur vos épaules 500 ans de colonisation alors que vous n'en êtes pas responsables. Deuxièmement, vous ne faites pas une analyse de classe, d'un côté, il y a les Noirs dans un rapport de classe et d'un autre l'Europe et donc les Noirs ont toujours raison même quand ils assassinent le peuple. Il faut voir quelles couches sont au pouvoir, etc. Vous ne faites pas ça ». Et en 1974/75, il fallait analyser ça pour que le (...*inaudible*... Portugal ( ?) soit remplacé par l'Union Soviétique. Et quelles sont les raisons, au départ, de tout ce qui a été fait ? Elles sont l'instrument de la politique coloniale soviétique. La tendance Neto, très affaiblie, n'a conquis le pouvoir qu'en se mettant sous la patte des Cubains et des Russes. C'est tout, c'est clair, c'est la vérité.

Je crois que, en partie, le PC voulait envisager la question de la décolonisation comme une question nationale avec une vision internationaliste (droit à l'autodétermination, droit à l'indépendance). Mais les choses ne se passent pas comme il le dit ; il y a tout un tas de rapports entre puissances, entre blocs, avec ce pays après l'indépendance car ce pays peut nous être utile. Il ne s'agit pas de néocolonialisme ; ce pays a besoin d'avoir un rapport économique avec l'Angola, avec le Mozambique.... Quelle place aujourd'hui pour le Portugal dans l'économie de ces pays-là ? Quelle place culturelle, économique, politique ? Rien. Un centre français à Praia fait dix fois plus qu'un portugais.

- Judith Manyà : Je pars dans quelques mois à Luanda, auriez-vous des contacts à m'indiquer ?

- Adolfo Maria : Non, vous m'avez posé des questions sur le PCP et le PCA. Tout d'abord, mon expérience, je l'ai transmise. Il y a une phase d'encadrement des étudiants venus des colonies portugaises dans les années 1940 jusqu'en 1962 ; durant cette phase, le PCP a politisé et encadré les étudiants venus d'Afrique. Ce n'est pas par hasard que Bernardino, Blanc d'Angola, Lara, Neto... tous ont eu des contacts avec le PC. Il ne faut pas le nier. Mais après 1962 — je pense, j'étais déjà à l'extérieur, je n'ai jamais vécu au Portugal, sauf cette dernière phase de ma vie —, la lutte idéologique se développe et apparaissent les groupes d'extrême gauche. La lutte anticoloniale sera menée par ces groupes et non par le PCP ; c'est ma conviction. Ils ont eu une activité très créative, débordante, très agressive que le PC n'a pas eue. Mais on ne peut pas nier le rôle pédagogique qu'il a exercé pendant un certain temps. Alors la question qui se pose, c'est : est-ce qu'on ne pouvait pas aller plus loin ? Soit en étendant l'organisation révolutionnaire aux colonies, soit en créant des antennes du PCP ou des organisations locales communistes même si après on ne pouvait pas forcer la lutte anticoloniale pour affaiblir le régime ; ici, ce sont des questions qui se posent ; il y a le rôle historique joué par le PCP puis il y a les initiatives qui appartiennent aux groupes d'extrême gauche. C'est mon avis.

- Judith Manyà : Je vous remercie.





## CHRONOLOGIE SOMMAIRE DE L'HISTOIRE INTERNE DU PCP.

- mars 1921 : naissance du PCP
- octobre 1921 : parution du n° 1 de *O Comunista*
- 1922-1923 : deux PCP, Carlos Rates et Caetano de Sousa dirigent chacun un parti
- novembre 1923 : I<sup>e</sup> Congrès du PCP
- novembre 1923 : parution du n° 1 de *A Internacional*
- mai 1926 : II<sup>e</sup> Congrès du PCP
- 1929 : « réorganisation » de Bento Gonçalves
- février 1931 : parution du n° 1 de *Avante!*, série I
- juin 1934 : parution du n° 1 de *Avante!*, série II
- février 1937 : parution du n° 1 de *O Militante*, série I
- 1940-45 : deux PCP, les « *franguistas* » s'opposent aux « *enfrentistas* » puis les « *cunhalistas* » aux « *grelistas* »
- 1940-43 : « réorganisation » menée, entre autres, par Júlio Fogaça.
- août 1941 : parution du n° 1 de *Avante!*, série III (des « *enfrentistas* ») et VI (« *franguistas* »)
- novembre 1943 : III<sup>e</sup> Congrès ou I<sup>e</sup> Congrès illégal du PCP
- juillet 1946 : IV<sup>e</sup> Congrès du PCP
- juin 1947 : I<sup>er</sup> réunion élargie du CC
- mai 1948 : II<sup>e</sup> réunion élargie du CC
- 1949-1953 : « *desvio sectário* »
- avril 1952 : III<sup>e</sup> réunion élargie du CC
- décembre 1952 : IV<sup>e</sup> réunion élargie du CC
- mars 1954 : V<sup>e</sup> réunion élargie du CC
- août 1955 : VI<sup>e</sup> réunion élargie du CC
- 1955-1959 : « *desvio de direita* »
- septembre 1957 : V<sup>e</sup> Congrès du PCP
- mars 1962 : 1<sup>ère</sup> émission de Radio Portugal libre
- décembre 1963 : scission marxiste-léniniste
- début 1964 : parution du n° 1 de *Anticolonial*
- septembre 1965 : VI<sup>e</sup> Congrès du PCP, réuni à Moscou

- octobre 1970 : première action de l'ARA

\* Les dates soulignées concernent la presse

# **INDEX**



**A**

**Abranches**, Henrique, 559, 582, 583, 591

**Açores**, 19, 130, 151, 153, 155, 180, 207, 208, 248, 249, 258, 259, 260, 261, 263, 264, 265, 267, 268, 270, 276, 302, 427, 554, 619

**ADS**, 538, 543, 544, 597

**AIT**, 46, 47, 49, 56, 60, 67, 69, 70, 72, 680

**Alegre**, Manuel, 582, 607, 608, 609, 613, 616, 727

**Aljube**, 150, 151, 459, 581

**Allemagne**, 48, 55, 82, 83, 88, 93, 101, 139, 181, 185, 209, 218, 222, 223, 224, 228, 230, 239, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 252, 256, 259, 260, 261, 265, 273, 275, 288, 330, 370, 427, 446, 459, 568

**Alliés**, 247, 249, 250, 256, 262, 263, 264, 267, 268, 275, 276, 282, 290, 298, 299, 302, 307, 308, 311, 320, 327, 361, 363, 364

**Amanhã**, 457, 575

**ANANGOLA**, 346

**Andrade**, Mário de, 27, 346, 350, 351, 405, 440, 442, 446, 452, 455, 456, 461, 463, 464, 471, 472, 515, 579, 580, 590, 608, 609, 652, 653, 676, 728, 731

**Angleterre**, 43, 48, 77, 80, 81, 82, 83, 87, 88, 101, 105, 205, 209, 213, 214, 218, 222, 227, 228, 239, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 254, 255, 260, 265, 269, 273, 277, 280, 286, 302, 307, 309, 311, 313, 320, 328, 330, 370, 398, 409, 503, 539, 557, 561, 564, 731

**Angola**, 27, 79, 81, 82, 83, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 120, 153, 203, 211, 220, 223, 224, 225, 226, 258, 263, 299, 324, 329, 334, 335, 337, 338, 343, 344, 345, 346, 352, 354, 357, 391, 392, 401, 402, 404, 405, 412, 417, 424, 425, 434, 435, 440, 443, 444, 448, 453, 457, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 477, 479, 480,

481, 482, 485, 489, 502, 504, 510, 512, 513, 515, 516, 517, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 532, 534, 542, 543, 554, 556, 558, 559, 567, 568, 571, 572, 573, 574, 575, 581, 582, 584, 586, 590, 591, 607, 611, 613, 614, 615, 617, 618, 619, 620, 622, 623, 624, 637, 652, 653, 654, 655, 656, 658, 659, 664, 674, 675, 676, 677, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 729, 730, 732, 733

**Angra do Heroísmo**, 151, 171, 180, 270, 271

**ANP**, 596, 610

**Anticolonial**, 531, 536, 543, 575, 576, 577, 578, 602, 627, 638, 646

**Aquino**, Acácio Tomáz de, 151, 169, 176, 252, 254, 345

**ARA**, 486, 594, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 628, 638, 652, 735

**Arandes**, José Henrique, 348, 349, 350

**ASP**, 539, 540, 541, 594, 596, 597, 607, 608, 610

**Avante!**, 26, 65, 149, 151, 168, 169, 170, 174, 175, 180, 182, 183, 184, 186, 192, 206, 207, 209, 214, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 251, 252, 257, 259, 260, 261, 264, 265, 270, 274, 277, 278, 279, 280, 281, 292, 294, 299, 301, 302, 303, 304, 312, 313, 319, 328, 329, 332, 340, 344, 351, 364, 365, 368, 371, 374, 381, 390, 399, 405, 406, 408, 409, 412, 414, 419, 420, 424, 428, 432, 434, 456, 463, 476, 492, 495, 496, 510, 511, 515, 517, 518, 521, 524, 525, 526, 532, 533, 548, 554, 555, 561, 567, 569, 573, 574, 575, 579, 581, 597, 601, 602, 603, 604, 605, 616, 618, 633, 646, 650, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 687, 688, 691, 735

**Aveiro**, 389, 596, 616, 617

**B**

**Bastos**, Ludgero Pinto, 193, 251, 257, 272

**Batalha** (a), 47, 62, 63, 66, 90, 95, 96

**Benguela**, 83, 344, 467, 590

**Bernardino**, David, 446, 575

**Bernardino**, José, 557, 573, 574

**Bernardino**, Luís, 455, 457, 574, 575, 583, 612, 657

**bolchevisation**, 32, 71, 115, 126, 140, 164, 168, 178, 235, 269, 281, 633

**BR**, 611, 612, 614, 615, 616, 623, 624, 625, 626

**Branco**, João Martins, 170

**Bucarest**, 453, 457, 495, 507, 581

**C**

**Cabeçadas**, Manuel, 75, 144, 153, 154, 503, 538, 558

**Cabral**, Amílcar, 19, 27, 441, 442, 443, 444, 446, 447, 452, 463, 514, 563, 564, 565, 575, 585, 586, 608, 652, 677

**Cabral**, Vasco, 452, 453, 536, 579, 603

**Caetano**, Marcelo, 247, 337, 595, 596, 600, 601, 602, 616, 626, 628

**Caldas**, Calciano, 348, 349, 351

**Campos**, Sobral de, 348, 349, 351, 353

**Cap-Vert**, 19, 151, 260, 265, 333, 403, 579, 581, 659, 676

**Caraça**, Bento de Jesus, 298, 652

**Cardoso**, António, 464, 466, 467, 468, 469, 559

**Cardoso**, Lopes, 539, 545

**Carlos**, Manuel João da Palma 391, 464, 466

**Carvalho**, Guilherme da Costa, 380, 660

**Carvalho**, Rogério de, 619, 620, 623

**Carvalho**, Vasco de, 272, 274, 277, 278

**catholique**, 95, 146, 247, 387, 404, 500, 543, 577, 596, 724

**Caxias**, 150, 151, 251, 381, 459, 470, 490

**CDE**, 597

**CE**, 73, 273, 274, 299, 345, 661

**CEA**, 350, 442, 443, 444, 445, 448, 449, 457, 591, 726, 727

**CEI**, 337, 338, 347, 439, 440, 441, 442, 444, 445, 446, 447, 449, 452, 453, 455, 456, 457, 474, 477, 480, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 581, 583, 591, 603, 674, 676, 677, 724, 731

**CEUD**, 597

**CGT**, 53, 59, 60, 62, 63, 65, 67, 69, 70, 72, 73, 74, 76, 94, 95, 96, 97, 120, 124, 125, 130, 133, 164, 165, 174, 175, 176, 179, 180, 185, 293, 299, 680, 682

**Chine**, 104, 112, 121, 124, 125, 172, 214, 226, 341, 364, 366, 381, 408, 420, 423, 505, 506, 507, 508, 637

**chinois**, 122, 125, 128, 381, 491, 505, 506, 507, 508, 681

**CIS**, 174, 175, 176, 179, 180, 182, 183

**CLSTP**, 512

**Club maritime**, 442, 443, 444, 445, 449, 455, 457, 462, 480

**CMLP**, 510, 511, 540, 599, 648

**CNUAF**, 299, 300, 304, 305, 312, 316, 325, 326, 335, 339

**COMECON**, 32, 361

**Comunista** (o), 26, 62, 64, 66, 67, 69, 71, 118, 119, 120, 123, 124, 126, 127, 130, 131, 132, 166, 599, 646, 647, 661, 662, 687, 735

**CONCP**, 512, 514, 584, 585, 586, 587, 592, 608, 652, 653, 656, 727, 729

**Congrès**, 22, 51, 53, 54, 57, 62, 64, 67, 69, 71, 72, 74, 75, 98, 101, 106, 111, 112, 113, 114, 115, 120, 130, 131, 133, 160, 203, 213, 215, 229, 269, 271, 281, 283, 304, 312, 317, 339, 363, 372, 373, 374, 375, 377, 378, 379, 380, 387, 388, 389, 396, 398, 413, 418, 420, 422, 423, 424, 425, 426, 428, 429, 430, 431, 432, 436, 437, 440, 453, 458, 465, 470, 471, 479, 481, 493, 495, 505, 507, 508, 510, 514, 515, 529, 531, 532, 543, 547, 560, 562, 564, 565, 568, 586, 592, 596, 603, 610, 616, 619, 634, 635, 637, 660, 661, 662, 663, 670, 692, 706, 735

**Cortesão**, Jaime, 52, 154, 386

**Costa**, António da, 466  
**Costa**, Gomes da, 75, 144  
**Costa**, Ramos da, 386, 539, 541  
**Cruz**, Viriato da, 338, 347, 446, 462, 463, 464, 471, 472, 515, 584, 589  
**CUF**, 293, 496  
**Cunhal**, Álvaro, 24, 27, 35, 167, 182, 183, 184, 191, 194, 215, 221, 251, 255, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 281, 283, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 295, 298, 306, 312, 313, 314, 316, 318, 319, 325, 327, 328, 354, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 379, 418, 431, 438, 476, 485, 486, 489, 491, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 509, 510, 511, 529, 539, 540, 542, 546, 547, 548, 550, 561, 562, 563, 566, 567, 568, 569, 591, 594, 597, 605, 613, 619, 620, 627, 635, 641, 657, 659, 660, 661, 687, 691, 692

**D**

**Damão**, 79, 396, 398, 399, 400, 406, 409, 413, 422, 485, 512, 535, 586, 662  
**Dáskalos**, Sócrates, 345, 467, 542, 583, 589, 590, 591  
**DDS**, 386, 387, 390, 391, 490, 538  
**Delgado**, Humberto, 23, 335, 362, 363, 382, 386, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 429, 430, 466, 476, 485, 489, 491, 495, 499, 500, 501, 504, 520, 532, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 551, 556, 557, 573, 575, 590, 595, 611, 688  
**desvio de direita**, 314, 362, 394, 492, 493, 494, 499, 509, 511, 518, 633, 634, 663, 735  
**desvio sectário**, 368, 369, 373, 386, 389, 394, 418, 634, 735  
**déviacion de droite**, 314, 362, 375, 426, 438, 485, 529, 535, 537, 633, 634  
**déviacion sectaire**, 368, 435, 438, 634  
**DGS**, 596, 599, 600, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 620, 622, 623, 624, 645, 653

**Diu**, 79, 396, 398, 399, 400, 406, 407, 408, 409, 410, 412, 413, 422, 512, 535, 586, 662  
**DRIL**, 501, 502, 503, 685  
**Duarte**, António Calazans, 345, 464, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 473, 657

**E**

**élections**, 32, 50, 57, 73, 148, 166, 173, 296, 302, 308, 309, 310, 311, 312, 314, 319, 334, 350, 362, 363, 365, 370, 372, 377, 379, 380, 382, 386, 387, 389, 390, 391, 393, 394, 429, 430, 490, 495, 515, 530, 535, 538, 543, 594, 596, 598, 600, 616, 625, 640  
**Em Frente**, 270, 274  
**enfrentistas**, 270, 271, 274, 275, 277, 278, 281, 735  
**Espagne**, 25, 61, 88, 141, 151, 155, 156, 158, 178, 184, 185, 187, 189, 193, 194, 195, 201, 212, 217, 218, 223, 239, 246, 248, 259, 276, 277, 293, 311, 330, 373, 393, 495, 541, 569, 583, 680, 682, 684, 719, 725  
**Esquerda democrática**, 73, 76, 154, 164, 299  
**Estrela**, Fernando, 344, 345, 352, 465, 466, 468, 473, 657  
**État Nouveau**, 20, 23, 32, 139, 142, 143, 144, 145, 146, 148, 151, 152, 153, 155, 160, 161, 162, 179, 187, 195, 196, 197, 200, 201, 203, 205, 208, 215, 218, 219, 220, 224, 226, 234, 239, 240, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 250, 254, 257, 258, 260, 265, 268, 293, 301, 302, 307, 308, 309, 311, 313, 316, 320, 323, 324, 326, 329, 332, 334, 335, 337, 347, 355, 361, 375, 377, 382, 383, 386, 389, 394, 395, 397, 400, 401, 402, 405, 432, 475, 477, 478, 485, 489, 494, 498, 503, 513, 515, 517, 522, 524, 528, 529, 530, 532, 533, 535, 545, 553, 556, 561, 565, 568, 586, 593, 594, 595, 600, 607, 623, 625, 635, 636, 639, 640, 649, 650, 651, 658, 684, 686



**États-Unis**, 61, 114, 202, 205, 249, 260, 262, 277, 366, 395, 408, 409, 422, 424, 443, 474

**Eufémia**, Catarina, 385

**Exposition**, 200, 201, 212

## F

**FAO**, 179

**FAP**, 510, 540, 599

**FAPLE**, 538

**Feix**, Léon, 479

**Ferreira**, António Pedro, 500, 550, 556, 618, 619, 620, 621, 622, 657

**Ferreira**, Arménio dos Santos, 454, 456, 461, 579, 580

**Ferro**, António, 143, 146, 201, 247

**FJCP**, 12, 169, 170, 182, 184, 186, 317, 365

**FMJD**, 389

**FMP**, 56, 58, 59, 60, 62, 63, 64, 646

**Fogaça**, Júlio, 183, 184, 215, 252, 270, 271, 273, 274, 277, 312, 313, 314, 345, 369, 371, 372, 375, 377, 379, 425, 428, 433, 655, 661, 688, 735

**Foreign office**, 246, 259

**FPLN**, 393, 486, 501, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 544, 545, 546, 548, 553, 557, 558, 560, 578, 582, 587, 601, 606, 607, 608, 609, 610, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 623, 626, 627, 648, 651, 652, 653, 725, 730

**FRAIN**, 512, 514, 584

**France**, 19, 20, 24, 25, 41, 43, 48, 55, 77, 80, 82, 101, 105, 123, 132, 151, 154, 156, 161, 181, 184, 185, 189, 190, 202, 211, 212, 219, 227, 228, 229, 234, 239, 247, 248, 251, 254, 261, 273, 311, 322, 330, 331, 345, 366, 370, 396, 398, 399, 446, 461, 465, 467, 478, 503, 553, 557, 565, 571, 582, 609, 612, 648, 660, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 679, 681, 682, 683, 684, 722, 725, 731

**Franco**, 19, 185, 216, 217, 218, 239, 243, 248, 249, 307, 330, 462, 467, 569, 658

**franguistas**, 270, 274, 275, 282, 735

**Frelimo**, 352, 512, 514, 528, 532, 573, 574, 576, 584, 588, 590, 623, 624, 641, 651, 676

**Front populaire**, 161, 172, 180, 184, 195, 219, 225, 226, 228, 229, 232, 239, 254, 261, 266, 679, 682, 683

**FUA**, 583, 588, 590, 591, 724

## G

**GAC**, 300, 301, 306, 312, 315, 546

**Galvão**, Henrique, 387, 485, 489, 501, 503, 521, 538, 611

**Gândra**, Julieta, 464, 466, 470

**GEC**, 340, 341, 342, 354, 432, 434, 683

**Goa**, 79, 233, 323, 331, 332, 333, 362, 387, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 403, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 428, 431, 438, 452, 474, 475, 481, 485, 498, 512, 529, 531, 535, 552, 554, 555, 586, 587, 635, 637, 653, 661, 662, 663, 676, 677, 704

**Godinho**, José Magalhães, 298, 299, 386, 539

**Godinho**, Vitorino Magalhães, 298

**Gomes**, Mário de Azevedo, 386, 503

**Gomes**, Ruy Luís, 387, 399, 400, 465, 540, 544

**Gomes**, Varela, 504

**Gonçalves**, Bento, 49, 69, 164, 166, 167, 168, 171, 179, 180, 182, 183, 184, 215, 230, 252, 254, 271, 274, 277, 278, 280, 286, 287, 306, 385, 463, 494, 651, 661, 686, 687, 688, 735

**Gonçalves**, Cansado, 255, 272, 277, 588, 590

**Gonçalves**, Vasco, 500, 501, 641

**GRAE**, 527, 591

**Gregório**, José, 182, 270, 271, 369, 374, 377

**grève**, 46, 52, 55, 56, 60, 96, 133, 152, 165, 170, 176, 179, 180, 182, 215, 291, 292, 294, 295, 296, 297, 300, 319, 340, 344, 369, 381, 385, 424, 494, 495, 496, 513, 573, 581, 598, 720

**Grilo**, Velez, 171, 270, 274, 278, 279, 299, 646

**Guedes**, Manuel, 156, 186, 271, 274, 369

**guerre civile**, 55, 57, 149, 153, 155, 156, 157, 186, 187, 189, 239, 245, 246, 277, 305, 328, 366, 376

**Guerre mondiale**, 32, 44, 51, 53, 95, 110, 139, 145, 153, 199, 219, 222, 239, 250, 251, 254, 257, 263, 282, 290, 299, 307, 320, 321, 341, 354, 357, 395, 396, 561, 595, 636, 682, 731

## H

**Holden**, Roberto, 462, 513, 527

**Huambo**, 344, 354, 392, 467

**Humbert-Droz**, Jules, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 76, 126, 189, 649, 680

## I

**IC**, 20, 32, 41, 43, 56, 57, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 98, 99, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 139, 140, 153, 157, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 180, 181, 182, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 196, 204, 205, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 219, 221, 226, 227, 230, 231, 232, 234, 235, 252, 253, 255, 256, 266, 272, 273, 274, 276, 277, 282, 283, 297, 302, 313, 341, 345, 364, 367, 451, 564, 565, 632, 633, 635, 636, 649, 651, 652, 661, 679, 680, 682, 683, 687, 688, 728

**Inácio**, Herminio Palma da, 503, 611

**intégralistes**, 94, 145

**Internacional** (a), 26, 72, 122, 124, 125, 127, 132, 647, 735

**ISR**, 26, 64, 67, 69, 70, 72, 73, 74, 76, 118, 122, 124, 125, 128, 129, 132, 166, 168, 173, 174, 175

**Italie**, 56, 68, 93, 101, 139, 147, 180, 185, 218, 228, 230, 239, 246, 248, 259, 370, 427

## J

**Jacinto**, António, 347, 462, 463, 471, 559

**JAP**, 393, 501, 504, 542, 652, 653

**Japon**, 246, 263, 264, 265, 267, 275, 427, 620

**JC**, 64, 65, 67, 68, 70, 171

**Jdanov**, 361, 365, 366, 367, 368, 369, 420, 451

**JEC**, 13

**JOC**, 388

**Jorge**, Joaquim Pires, 182, 183, 375, 492

**JS**, 318

**JUC**, 387, 388

## K

**Kominform**, 77, 282, 361, 364, 365, 367, 368, 381, 388, 394, 679

**Komintern**, 73, 77, 140, 163, 172, 177, 179, 181, 187, 191, 227, 253, 277, 282, 344, 364, 367, 679, 680, 682

## L

**Lara**, Lúcio, 338, 339, 426, 440, 442, 444, 445, 446, 454, 458, 459, 461, 515, 590, 612, 657, 675

**Leal**, Cunha, 75, 92, 372, 386, 390, 538, 597

**Lemos**, Felisberto, 464, 465, 466, 471, 472, 719

**Lénine**, 43, 57, 67, 78, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 117, 123, 128, 133, 183, 191, 192, 195, 201, 229, 257, 279, 372, 507, 554, 556, 562, 564, 565, 674, 678, 680, 719

**Libertação nacional**, 300, 325, 326, 648

**Liga nacional africana**, 211, 346, 462, 656

**Lobito**, 344, 467, 525, 719

**Loff**, Carolina, 182, 255, 272

**Lourenço**, António Dias, 319, 325, 335, 336, 369, 379, 381, 435, 437, 439, 455, 456, 458, 579, 580, 657, 661

**Louro**, Francisco, 344, 464, 465, 466, 467, 470, 476, 479, 721

**Luanda**, 30, 79, 96, 211, 339, 340, 344, 345, 346, 426, 440, 442, 445, 446, 453, 455, 456, 458, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 470, 471, 472, 476, 479, 480, 512, 516, 522, 523, 526, 532, 535, 557, 573, 574, 607, 609, 639, 657, 658, 674, 675, 719, 733

**LUAR**, 611, 612, 616, 625

**lusotropicalisme**, 202, 203, 402, 409, 674, 676

## M

**MAC**, 446, 447, 458, 512, 514, 572, 583, 584, 585, 653

**Macedo**, António, 298, 539

**Machado**, Humberto, 442, 443, 444, 462

**Machado**, Ilídio, 442, 462, 463, 466, 468, 472, 718, 721

**Madère**, 130, 153, 155, 170, 207, 208, 258, 259, 260, 427, 463, 581

**Mao**, 505, 507

**MAR**, 13, 546

**Maria**, Adolfo, 462, 464, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 583, 587, 590, 591, 657, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 733

**Maroc**, 124, 212, 229, 262, 341, 503, 541, 728

**Marx**, 43, 46, 47, 48, 49, 66, 77, 99, 100, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 116, 118, 286, 636, 679, 681, 719

**Mateus**, Álvaro, 454, 573, 574, 576, 577, 603, 661

**Matos**, Norton de, 32, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 97, 299, 311, 316, 319, 324, 334, 335, 336, 338, 350, 351, 361, 370, 388, 404, 417, 430, 445, 465, 501, 581, 653, 685

**MDM**, 588, 589, 590

**MEA**, 572

**Medeiros**, Tomás, 441, 444, 446, 447, 457, 572, 578, 582, 612, 658

**Meireles**, José, 344, 464, 465, 467, 468, 469, 470, 719, 720, 722, 723

**Meireles**, Quintão, 372, 387, 501

**Mendes**, Manuel, 386, 539, 652

**Mensagem**, 337, 338, 347, 440, 441, 445, 515, 573, 587, 591, 672, 674, 676, 677, 698

**Meridiano**, 338

**Miguel**, Francisco, 151, 182, 251, 252, 257, 272, 489, 490, 621, 625, 655

**Militante** (o), 26, 126, 256, 257, 260, 301, 339, 342, 352, 390, 407, 409, 410, 422, 463, 491, 492, 519, 546, 547, 548, 553, 555, 564, 568, 569, 570, 647, 652, 661, 662, 663, 686, 691, 704, 735, 756

**MLN**, 469, 471, 722

**MLNA**, 469, 471, 721, 722, 723

**MND**, 320, 370, 372, 373, 374, 386, 387, 389, 400, 418, 422, 433, 653

**MNI**, 392, 499, 520

**Mocidade portuguesa**, 146, 180, 200, 203, 247, 317, 337, 338, 445, 594

**Monteiro**, Armindo, 199, 200, 203, 247, 259

**Morais**, Tito, 464, 539, 540

**Moura**, Virgínia, 400

**Mozambique**, 81, 82, 83, 88, 89, 90, 96, 120, 133, 205, 214, 229, 244, 258, 263, 267, 279, 302, 329, 335, 337, 343, 344, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 357, 392, 401, 403, 404, 405, 406, 412, 425, 434, 435, 441, 445, 448, 453, 457, 465, 475, 476, 477, 478, 479, 512, 514, 517, 525, 527, 528, 534, 543, 554, 568, 573, 577, 583, 588, 589, 590, 610, 624, 637, 640, 654, 664, 673, 674, 677, 718, 730, 732

**MPLA**, 337, 440, 444, 460, 461, 462, 512, 513, 514, 515, 517, 522, 525, 527, 532, 542, 572, 573, 574, 576, 579, 580, 584, 590, 591, 609, 610, 623, 624, 639, 641, 651, 652, 656, 675, 676, 721, 723, 726, 727, 728, 729, 730, 732

**MUD**, 309, 310, 311, 315, 316, 317, 318, 319, 325, 338, 345, 350, 351,

353, 365, 386, 387, 388, 389, 390,  
400, 433, 434, 439, 440, 441, 442,  
443, 444, 445, 448, 449, 450, 451,  
452, 453, 454, 455, 457, 459, 465,  
476, 477, 481, 497, 516, 531, 575,  
580, 581, 588, 651, 652, 653, 656,  
686, 687, 698

**MUD Juvenil**, 315, 317, 318, 338, 350,  
351, 353, 365, 387, 388, 389, 400,  
441, 442, 443, 448, 449, 450, 451,  
452, 453, 454, 455, 457, 459, 465,  
476, 481, 497, 516, 531, 575, 580,  
581, 588, 686, 698

**MUNAF**, 23, 296, 297, 298, 299, 301,  
304, 305, 306, 310, 316, 318, 319,  
325, 326, 332, 333, 334, 342, 343,  
390, 395, 463, 648, 652

**Muthemba**, Sansão, 349, 350, 351,  
352

## N

**Narciso**, Raimundo, 613, 618, 619,  
620, 621, 623, 624, 625, 658

**Neto**, Agostinho, 338, 441, 442, 443,  
446, 447, 453, 454, 457, 463, 516,  
536, 579, 581, 584, 608, 609

**Neto**, Helder, 469, 472, 722

**neutralité**, 133, 240, 243, 244, 246,  
247, 248, 249, 250, 253, 255, 256,  
260, 261, 263, 264, 268, 269, 273,  
275

**Nova Lisboa**, 344, 345, 346, 392, 464,  
465, 467, 590, 719

## O

**OCM**, 349, 350, 351, 352, 353, 434,  
475, 588

**OCP**, 254

**OCPT**, 252, 254, 256, 312

**Oliveira**, Gilberto de, 170, 182, 183,  
251, 252, 254, 313, 314

**OLP**, 252, 254

**ORA**, 156, 169, 185, 186, 188, 251,  
414, 550

**Orient**, 79, 99, 111, 112, 114, 116,  
120, 121, 122, 123, 341, 366, 397,  
415, 530, 635, 676

## P

**PAIGC**, 337, 444, 512, 513, 514, 527,  
528, 532, 558, 563, 573, 574, 577,  
585, 586, 603, 623, 624, 641, 651,  
676

**Pato**, Octávio, 317, 318, 353, 369,  
374, 379, 384, 388, 419, 420, 433,  
434, 435, 437, 456, 470, 478, 480,  
492, 494, 520, 521, 529, 534, 545,  
556, 662

**Passa palavra**, 541, 553, 578, 648

**Pavel**, 182, 183, 184, 189, 190, 191,  
192, 193, 194, 230, 231, 232, 272,  
276

**PCA**, 277, 461, 462, 463, 467, 468,  
469, 470, 471, 590, 718, 720, 721,  
722, 723, 730, 733

**PCC**, 505, 506, 507, 508, 509, 510

**PCE**, 61, 158, 178, 189, 195, 277, 365,  
375, 393, 491, 494, 495, 631, 636

**PCF**, 20, 30, 61, 115, 116, 119, 131,  
132, 157, 158, 159, 160, 161, 173,  
181, 189, 193, 212, 219, 227, 228,  
229, 232, 234, 261, 277, 297, 330,  
339, 340, 341, 342, 354, 364, 365,  
384, 430, 431, 432, 435, 436, 439,  
479, 507, 522, 532, 565, 566, 581,  
587, 591, 635, 636, 637, 681, 683,  
727

**PCI**, 61, 157, 180, 364, 378, 475, 505

**PCP**, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27,  
28, 30, 31, 32, 36, 41, 42, 43, 49,  
53, 54, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66,  
67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75,  
76, 77, 78, 79, 98, 99, 117, 118,  
119, 120, 121, 122, 123, 125, 126,  
127, 128, 129, 130, 131, 132, 133,  
135, 139, 140, 141, 142, 144, 148,  
151, 152, 153, 154, 156, 157, 158,  
159, 160, 161, 162, 163, 164, 165,  
166, 167, 168, 169, 170, 171, 172,  
174, 175, 176, 177, 179, 180, 182,  
183, 184, 185, 186, 187, 188, 189,  
190, 191, 192, 193, 194, 195, 196,  
201, 204, 205, 206, 208, 209, 210,  
211, 212, 213, 214, 215, 216, 217,  
218, 219, 220, 221, 222, 223, 224,  
225, 226, 227, 228, 229, 230, 231,  
232, 233, 234, 235, 239, 240, 243,  
250, 251, 252, 253, 254, 255, 256,

- 257, 259, 260, 261, 262, 264, 265,  
266, 267, 268, 269, 270, 271, 272,  
273, 274, 275, 276, 277, 278, 279,  
280, 281, 282, 283, 285, 287, 288,  
289, 290, 294, 295, 296, 297, 298,  
299, 300, 301, 302, 303, 304, 305,  
306, 307, 308, 310, 311, 312, 313,  
314, 315, 316, 317, 318, 319, 320,  
324, 325, 326, 327, 328, 329, 330,  
331, 332, 333, 334, 335, 336, 338,  
339, 340, 342, 343, 344, 346, 347,  
348, 349, 351, 352, 353, 354, 355,  
357, 358, 359, 362, 363, 364, 365,  
366, 367, 368, 369, 370, 371, 372,  
373, 374, 375, 376, 377, 378, 379,  
380, 381, 382, 384, 385, 386, 387,  
388, 389, 390, 391, 392, 393, 394,  
395, 396, 399, 400, 405, 406, 407,  
408, 409, 411, 412, 413, 414, 415,  
416, 417, 418, 419, 420, 421, 422,  
423, 424, 425, 426, 427, 428, 429,  
430, 431, 432, 433, 434, 436, 437,  
438, 439, 440, 441, 442, 447, 448,  
450, 451, 452, 453, 454, 455, 456,  
457, 458, 459, 460, 461, 463, 464,  
465, 466, 467, 468, 470, 471, 472,  
474, 475, 476, 477, 479, 480, 481,  
482, 483, 485, 486, 489, 490, 491,  
492, 493, 494, 495, 496, 497, 498,  
499, 500, 501, 502, 503, 505, 508,  
509, 510, 511, 512, 514, 515, 516,  
517, 518, 519, 520, 521, 524, 525,  
526, 528, 529, 531, 532, 533, 534,  
535, 536, 537, 538, 539, 540, 541,  
542, 543, 544, 545, 546, 547, 548,  
549, 550, 552, 553, 554, 555, 556,  
557, 558, 559, 560, 561, 562, 563,  
565, 566, 567, 568, 569, 570, 571,  
572, 573, 574, 575, 576, 577, 578,  
579, 580, 581, 582, 583, 584, 586,  
587, 588, 589, 590, 591, 592, 593,  
594, 595, 596, 597, 598, 599, 600,  
601, 602, 603, 604, 605, 606, 607,  
608, 609, 610, 611, 612, 613, 614,  
615, 616, 617, 618, 619, 620, 621,  
622, 623, 624, 625, 626, 627, 631,  
632, 633, 634, 635, 636, 637, 638,  
639, 641, 642, 645, 646, 647, 648,  
649, 651, 652, 653, 654, 658, 659,  
660, 661, 662, 663, 684, 686, 687,  
688, 691, 692, 706, 717, 719, 720,  
721, 723, 725, 726, 727, 728, 729,  
730, 731, 733, 735  
**PCR(b)**, 62, 362, 364, 365, 366, 367,  
373, 377, 517  
**PCUS**, 22, 62, 168, 363, 373, 375,  
378, 425, 428, 429, 432, 493, 495,  
505, 506, 507, 508, 509, 511, 568,  
592, 634, 686  
**Péniche**, 491, 584  
**Pepetela**, 439, 441, 446, 458, 573,  
575, 578, 582, 590, 612, 658, 727  
**Pestana**, Carlos, 441, 447, 575, 658  
**PIDE**, 20, 27, 28, 29, 149, 151, 215,  
255, 274, 301, 309, 315, 319, 348,  
349, 351, 353, 367, 369, 371, 374,  
375, 388, 389, 392, 393, 407, 420,  
424, 433, 435, 437, 442, 443, 444,  
445, 448, 453, 457, 459, 462, 463,  
464, 465, 466, 467, 468, 469, 470,  
471, 472, 477, 480, 492, 501, 508,  
509, 511, 515, 520, 529, 531, 534,  
541, 542, 544, 545, 548, 557, 558,  
571, 572, 574, 575, 576, 579, 580,  
581, 582, 585, 586, 588, 589, 590,  
596, 599, 600, 608, 609, 611, 612,  
613, 614, 615, 616, 617, 618, 620,  
622, 623, 624, 625, 645, 653, 654,  
657, 659, 667, 717, 718, 719, 724,  
725  
**Pinto**, Alberto Coelho, 556, 557, 558,  
611  
**política nova**, 254, 256, 313  
**politique de transition**, 308, 312, 313,  
314, 315, 362, 369, 371, 372, 373,  
374, 375, 505, 633  
**politique nouvelle**, 159, 198, 215, 254  
**Pologne**, 101, 102, 112, 248, 253,  
364, 366, 381  
**Portocarrero**, 344, 590  
**Prague**, 24, 367, 437, 495, 540, 605  
**prison**, 150, 151, 157, 171, 190, 251,  
274, 278, 362, 368, 369, 381, 459,  
470, 490, 504, 508, 512, 522, 530,  
579, 670, 719, 720, 721  
**propagande**, 42, 50, 52, 54, 64, 65,  
92, 94, 95, 97, 114, 123, 125, 141,  
148, 160, 162, 183, 185, 189, 197,  
200, 201, 203, 204, 212, 213, 221,  
222, 223, 225, 234, 247, 258, 267,

302, 326, 327, 348, 391, 409, 416,  
429, 438, 486, 518, 531, 533, 536,  
541, 569, 570, 576, 577, 578, 584,  
592, 593, 595, 598, 601, 603, 627,  
632, 639, 720  
**PRP**, 299, 319, 386, 616  
**PSP**, 50, 54, 65, 77, 149, 170, 293,  
523, 533, 612, 641  
**PVDE**, 20, 27, 149, 150, 151, 156,  
157, 162, 164, 179, 180, 184, 190,  
193, 247, 270, 271, 272, 274, 278,  
309, 315, 345, 645  
**Pyrénées**, 19, 247, 251, 420, 583, 636

## R

**RA**, 254, 312, 372, 374, 375, 388, 407,  
408, 411, 416, 418, 421, 426, 433,  
434, 435, 451  
**racisme**, 333, 456, 473, 602, 670  
**Radio Moscou**, 378, 495, 581  
**Radio Portugal Libre**, 495, 597, 598,  
603, 609, 613, 614, 615, 616, 617,  
622  
**Radio Voix de la Liberté**, 557, 558,  
608, 613, 614, 616, 618  
**Rates**, Carlos, 53, 66, 67, 68, 69, 70,  
71, 73, 74, 75, 117, 126, 153, 168,  
171, 647, 735  
**RDA**, 330, 342, 479, 568  
**répression**, 24, 27, 47, 51, 52, 55, 56,  
63, 144, 146, 148, 149, 152, 153,  
155, 156, 157, 158, 161, 162, 164,  
166, 170, 180, 186, 187, 188, 191,  
192, 212, 293, 296, 301, 309, 311,  
315, 316, 318, 319, 325, 331, 332,  
333, 363, 372, 382, 384, 386, 388,  
389, 393, 405, 432, 447, 497, 499,  
502, 504, 513, 516, 517, 518, 521,  
525, 529, 547, 558, 570, 572, 600,  
620, 625, 632, 633  
**reviranhismo**, 152, 153, 154, 156, 684  
**reviranhistas**, 153, 155, 156, 162, 165,  
168, 179, 185, 186  
**Revolução popular**, 510  
**Ribeiro**, Manuel, 59, 62, 63, 64, 646,  
647  
**Ribeiro**, Militão, 252, 271, 274, 295,  
319, 368, 369, 385, 662  
**roças**, 211, 302, 404, 405

**Rodrigues**, Francisco Martins, 22,  
489, 509, 510, 546, 662  
**Roy**, M. N., 112, 113, 114, 115, 116  
**RSSP**, 120, 122, 427, 662  
**Ruivo**, Mário, 539, 540  
**Russel**, Miguel Wager, 184, 272, 476,  
588

## S

**SACP**, 589, 590  
**Sacavém**, Francisco, 272, 274  
**Salazar**, António de Oliveira, 19, 20,  
23, 92, 139, 142, 143, 144, 145,  
146, 147, 148, 150, 151, 152, 155,  
179, 195, 196, 197, 198, 199, 203,  
208, 216, 218, 221, 223, 224, 226,  
229, 231, 235, 239, 243, 245, 246,  
248, 249, 250, 254, 255, 257, 260,  
262, 264, 265, 266, 267, 275, 279,  
280, 281, 288, 298, 299, 300, 301,  
302, 303, 307, 308, 309, 320, 323,  
324, 326, 328, 329, 330, 331, 332,  
333, 334, 335, 336, 337, 340, 342,  
361, 363, 369, 373, 376, 379, 382,  
383, 391, 393, 395, 396, 397, 399,  
400, 402, 408, 409, 412, 413, 415,  
416, 424, 432, 474, 476, 486, 489,  
491, 496, 499, 501, 502, 503, 504,  
517, 518, 524, 526, 527, 529, 530,  
535, 536, 538, 541, 544, 545, 551,  
552, 558, 561, 568, 569, 593, 601,  
602, 603, 626, 628, 659, 662, 667,  
668, 676, 685, 686  
**Santo**, Alda Espírito, 444, 464  
**Santos**, Fernando Piteira, 271, 273,  
299, 312, 366, 371, 386, 501, 503,  
504, 539, 540, 541, 582, 607, 609,  
616  
**São Tomé e Príncipe**, 79, 120, 404,  
664  
**satyagrahis**, 398  
**Sérgio**, António, 386, 388, 390, 391,  
400, 502  
**Serra**, Manuel, 500, 504  
**Sertório**, Manuel, 23, 26, 539, 540,  
586, 587, 607  
**Silva**, José, 165  
**SN**, 147, 148, 152, 179, 180, 183, 184,  
280, 292, 296, 317, 375

**Soares**, Mário, 26, 151, 300, 302, 309, 317, 370, 371, 386, 500, 539, 596, 600, 645, 651, 652

**Soares**, Pedro, 312, 349, 351, 418, 466, 475, 495, 607, 608, 609

**Sociedade cultural**, 344, 463, 464, 479, 656, 718, 719, 721

**Soromenho**, Gustavo, 539

**Sousa**, Caetano de, 64, 67, 68, 69, 70, 112, 117, 120, 735

**Sousa**, Fernando de, 252

**Sousa**, José de, 51, 65, 70, 166, 180, 182, 183, 184, 190, 215, 252, 256, 271, 278, 663

**Sousa**, Noemia de, 351, 458, 655

**Sousa**, Virgílio de, 252

**Spinola**, António, 640, 641

**SPIO**, 298, 299, 318

**stalinisation**, 163, 178, 204, 256, 269, 270, 281, 282, 634

**SVI**, 169, 652

## T

**Tarrafal**, 19, 28, 151, 171, 180, 183, 186, 201, 251, 252, 253, 254, 256, 270, 271, 272, 277, 293, 312, 314, 345, 588, 658, 659, 660, 676

**Tavares**, Camilo, 503

**Teixeira**, Blanqui, 348, 456, 509

**Thorez**, Maurice, 181, 229, 378, 431, 507

**Timor**, 79, 120, 151, 240, 243, 258, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 275, 276, 326, 327, 395, 396, 401, 411, 517, 532, 656, 673, 675

**torture**, 28, 29, 150, 190, 654

**Tribuna livre**, 521

## U

**UEC**, 599, 656

**UON**, 53, 55, 59

**UPA**, 462, 513, 514, 525, 526, 527, 729

**US**, 413

## V

**Valente**, João Pulido, 511

**Veloso**, António, 465, 466, 468, 469, 470, 476, 479

**Vicente**, Arlindo, 382, 391, 392, 393, 430, 466, 473, 490, 501, 575

**Vieira**, Luandino, 338, 464, 469, 559, 577

**Vilarigues**, Sérgio, 271, 348, 375, 662

## Z

**Zenha**, Francisco Salgado, 317

## **TABLE DES MATIERES**





## Table des Matières

<b>Sommaire.....</b>	<b>8</b>
<b>Principaux sigles et acronymes.....</b>	<b>12</b>
<b>Introduction générale.....</b>	<b>18</b>
<b>Chapitre I 1921 - 1926, Une naissance aux forceps.....</b>	<b>40</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>41</b>
<b>I/ Un PCP à la marge.....</b>	<b>43</b>
<b>A/ Les répercussions de la Révolution russe sur le mouvement ouvrier portugais..</b>	<b>43</b>
1/ L'influence des Internationales ouvrières au Portugal.....	44
2/ La structuration du mouvement syndical de la République à la I <sup>e</sup> Guerre mondiale. .	51
3/ À l'Est, du nouveau.....	55
<b>B/ L'émergence du PCP : des débuts chaotiques.....</b>	<b>60</b>
1/ Les maximalistes fondateurs du PCP.....	62
2/ Si jeune et déjà deux partis... Le I <sup>e</sup> Congrès du PCP.....	67
3/ D'un congrès à l'autre – 1923-26.....	72
<b>Conclusion.....</b>	<b>77</b>
<b>II/ Les moteurs de la colonisation portugaise : entre impérialisme économique et « colonisation de prestige ».....</b>	<b>78</b>
<b>A/ La structuration de l'Empire portugais.....</b>	<b>79</b>
1/ La « course au clocher » du Portugal.....	80
2/ L'imaginaire colonial portugais.....	84
<b>B/ Le débat colonial au temps de la République.....</b>	<b>87</b>
1/ Le projet de « modernisation » coloniale de la République.....	88
2/ Les anarcho-syndicalistes de la CGT, fer de lance de l'anticolonialisme.....	94
<b>Conclusion.....</b>	<b>97</b>
<b>III/ Le PCP et la question coloniale : le choc des héritages.....</b>	<b>98</b>
<b>A/ Les héritages des internationales.....</b>	<b>99</b>
1/ De Marx et Engels à l'Internationale socialiste.....	99
2/ De la II <sup>e</sup> Internationale et la colonisation « positive » à Lénine.....	105
3/ Les principes de l'Internationale communiste.....	111
<b>B/ Le PCP définit sa position.....</b>	<b>117</b>
1/ Des positions en accord imparfait avec l'IC.....	118
2/ Des propositions en parfait désaccord avec l'IC.....	125
3/ Un projet d'action en suspens :.....	130
<b>Conclusion.....</b>	<b>133</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>135</b>

**Chapitre II** 1926 – 1938, *Entre stratégies internationales et revendication patriotique* ..... 137

**Introduction.** ..... 139

**I/ Fascisme et antifascisme.** ..... 141

**A/ L'État Nouveau au quotidien.** ..... 142

1/ Les caractéristiques fascistes de l'État Nouveau . ..... 144

2/ Réalités du contrôle et de la répression. .... 148

**B/ L'opposition est mal partie.**..... 152

1/ L'échec du revirahismo. .... 153

2/ Le PCP et la culture politique de la clandestinité..... 157

**Conclusion.**..... 162

**II/ Le PCP : du statut de « bon élève » de l'IC à celui de paria.** ..... 163

**A/ 1926-1929, un Christ bolchevique ?** ..... 164

1/ Désorganisation, réorganisation : les années creuses du PCP. .... 164

2/ Le PCP bolchevisé. .... 168

**B/ 1930-1936, l'application des directives de l'IC.** ..... 172

1/ L'application portugaise de la tactique internationale « classe contre classe ». .... 172

2/ Du réveil des masses aux prémices du Front unique. .... 177

3/ Un Front populaire de papier. .... 181

**C/ 1937-38 : chronique d'une exclusion annoncée.** ..... 187

1/ Un PCP aux abois. .... 187

2/ Crises et châtiments. .... 190

**Conclusion.**..... 194

**III D'un parti anticolonialiste à un parti patriote et pro-colonial.**..... 195

**A/ Des « domaines » du Portugal à l'Empire colonial.** ..... 196

1/ Le Pacte et l'Acte colonial. .... 197

2/ Exaltation impériale et nationale. .... 200

3/ De l'exaltation impériale au lusotropicalisme..... 202

**B/ 1926-35, l'âge d'or de l'anticolonialisme communiste.**..... 204

1/ Les années de gloire de l'anticolonialisme, 1926-1935. .... 205

2/ Un anticolonialisme sous la surveillance de l'IC. .... 210

**C/ 1936-38, les tentations colonialistes du PCP.** ..... 215

1/ Les communistes, véritables patriotes. .... 217

2/ Du patriotisme au colonialisme. .... 222

3/ Le PCP : du suivi des directives moscovites aux critiques de l'IC. .... 227

**Conclusion.**..... 233

**Conclusion.**..... 235

**Chapitre III** 1939 - 1949, *L'anticolonialisme communiste sacrifié sur l'autel de l'unité antisalazariste.*..... 237

**Introduction** ..... 239

**I/ Des neutralités dérangeantes.**..... 243

**A/ L'alliance luso-britannique et la neutralité de l'État Nouveau.** ..... 244

1/ Maintien de l'alliance traditionnelle.....	245
2/ Neutralités fluctuantes. ....	247
<b>B/ Le PCP entre positions pro-soviétiques et fantaisies personnelles.....</b>	<b>250</b>
<b>C/ Du bon usage des colonies en temps de guerre. ....</b>	<b>257</b>
1/ Géostratégie atlantique.....	258
2/ L'occupation de Timor, un enjeu national 1942-1945.....	263
<b>Conclusion.....</b>	<b>268</b>
<b>II/ L'opposition en guerre.....</b>	<b>269</b>
<b>A/ La « réorganisation » ou la stalinisation du PCP.....</b>	<b>270</b>
1/ Le PCP voit double.....	271
2/ La victoire des « réorganisateur » et leur Congrès de 1943.....	278
3/ Le III <sup>e</sup> Congrès et « l'Alliance avec les peuples coloniaux ».....	283
<b>B/ Un mouvement ouvrier à l'offensive.....</b>	<b>290</b>
1/ Raisons et centres du mécontentement.....	291
2/ Le PCP à l'école de la grève.....	294
<b>C/ Le Front mondial antifasciste et l'émancipation des colonies. ....</b>	<b>297</b>
1/ Les chemins de l'unité — le MUNAF.....	298
2/ Le devenir des colonies sacrifié.....	302
<b>Conclusion.....</b>	<b>306</b>
<b>III/ L'après-guerre : d'un allié à l'autre. ....</b>	<b>307</b>
<b>A/ Malgré sa défaite portugaise, le camp des démocrates ne désarme pas. ....</b>	<b>308</b>
1/ L'expérience légale de l'opposition : le MUD et les élections de 1945.....	309
2/ Diversités de stratégies chez les communistes, entre « politique de transition » et soulèvement national.....	312
3/ Les derniers moments de l'unité antifasciste.....	316
<b>B/ Les colonies, question d'actualité. ....</b>	<b>320</b>
1/ Le renouveau du débat colonial.....	321
2/ Le national-patriotisme du PCP face à la question de l'émancipation anticoloniale.....	324
3/ Le PCP à la découverte de l'allié colonial.....	336
a) En Angola.....	343
b) Au Mozambique.....	347
<b>Conclusion.....</b>	<b>355</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>357</b>
<b>Chapitre IV</b> 1949 – 1959, L'Empire s'invite au Portugal, Du renouveau théorique du PCP à l'épreuve du terrain.....	<b>359</b>
<b>Introduction. ....</b>	<b>361</b>
<b>I/ Des « années de plomb » (1950-58) à la crise du régime.....</b>	<b>363</b>
<b>A/ Choisis ton camp, camarade !.....</b>	<b>364</b>
1/ Le PCP à l'ère du « Jdanovisme ».....	365
2/ Le « desvio sectário », 1949-1953.....	369
<b>B/ Le PCP au temps du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS.....</b>	<b>373</b>
1/ « Desvio de direita », le retour (1954-59).....	374
2/ Autour du V <sup>e</sup> Congrès du PCP de 1957.....	377

<b>C/ Quand l'« avant-garde » s'essoufle .....</b>	<b>382</b>
1/ Les « temps modernes » .....	383
2/ Flux et reflux des mouvements unitaires.....	386
3/ Les libéraux défient le PCP autour de la candidature de Humberto Delgado en 1958. .....	389
<b>Conclusion.....</b>	<b>394</b>
<b>II/ Le réajustement théorique du PCP sur la lutte anticoloniale.....</b>	<b>395</b>
<b>A/ L'Empire s'invite au Portugal.....</b>	<b>396</b>
1/ « La Rome de l'Orient » ou la fonction symbolique de l'Inde portugaise.....	396
2/ Cachez cette colonie que je ne saurais voir.....	401
<b>B/ Goa, le casse-tête indien du PCP.....</b>	<b>406</b>
1/ Les bonnes raisons d'une séparation.....	407
2/ En finir avec une politique antinationale.....	412
<b>C/ Larmes de la théorie.....</b>	<b>417</b>
1/ En matière coloniale, ni « déviance sectaire » ni « déviance anarcho-libérale », un même héritage.....	418
2/ A propos de la « révolution » du V <sup>e</sup> Congrès.....	425
3/ La mise en place de PC coloniaux.....	432
<b>Conclusion.....</b>	<b>438</b>
<b>III/ Le parti à l'épreuve du terrain.....</b>	<b>439</b>
<b>A/ Prémices de la lutte anticoloniale en métropole.....</b>	<b>440</b>
1/ Auto-organisation des jeunes coloniaux : des prémices associatifs au mouvement anticolonial.....	441
2/ Le MUD Juvenil face à ses militants coloniaux.....	448
3/ Le PCP et l'organisation de ses militants coloniaux.....	454
<b>B/ Le PCP et les mouvements de libération dans les colonies.....</b>	<b>460</b>
1/ L'Angola et ses deux PCA.....	461
2/ Les autres colonies.....	474
<b>Conclusion.....</b>	<b>480</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>481</b>
<b>Chapitre V 1960 - 1974, Le PCP à la traîne de la lutte anticoloniale .....</b>	<b>483</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>485</b>
<b>I 1960-1964, les années charnières ou le début de la fin.....</b>	<b>489</b>
<b>A/ La fin du PCP hégémonique.....</b>	<b>490</b>
1/ Le retour d'Álvaro Cunhal et les grèves de 1961-62.....	491
2/ Le PCP débordé sur sa droite par une opposition ragaillardie.....	499
3/ Le PCP débordé sur sa gauche par la scission maoïste de 1963.....	505
<b>B/ La fin de l'Empire .....</b>	<b>512</b>
1/ « Le colonialisme brûle » .....	513
a/ Le PCP et les premières révoltes anticoloniales (1959-1962).....	515
b/ L'unité revue à la lumière des tensions coloniales.....	518
2/ Guerre coloniale en Afrique.....	522
3/ Le parti à la page.....	529
<b>Conclusion.....</b>	<b>535</b>

<b>II Le PCP ou la force de la tradition, 1961-1968.....</b>	<b>536</b>
<b>A/ Unité antifasciste et guerres coloniales : les questions qui fâchent.....</b>	<b>537</b>
1/ Le FPLN, un nouvel organisme unitaire (1962-65).....	538
a/ Genèse et évolution du FPLN. ....	538
b/ Le FPLN et la question coloniale.....	542
2/ Débats autour de la lutte armée contre l'État Nouveau. ....	545
3/ Face à l'appareil militaire. ....	549
a/ Le travail dans les Forces armées. ....	549
b/ Désertion et désertions .....	553
<b>B/ Quelles luttes en faveur de « l'allié colonial » ? .....</b>	<b>560</b>
1/ Les ambiguïtés de l'« indépendance nationale ».....	561
2/ Quelles tâches pour les Africains, quels appuis ? .....	570
a/ Les partenaires s'en sont allés : la « fuite des cent ». ....	570
b/ Le PCP et les militants africains.....	573
c/ L'engagement concret et le journal <i>Anticolonial</i> . ....	575
3/ Les réseaux de sortie et la fuite d'Agostinho Neto et Vasco Cabral. ....	579
4/ Hors métropole. ....	584
a/ Au sein du mouvement anticolonial unitaire. ....	585
b/ Dans les colonies.....	587
<b>Conclusion.....</b>	<b>592</b>
<b>III Du marcelisme à la fin de la dictature, le PCP contraint au renouveau.....</b>	<b>593</b>
<b>A/ Le PCP malmené.....</b>	<b>594</b>
1/ Le PCP et le « printemps marceliste ». ....	595
2/ La politique coloniale du PCP en question : des critiques à la scission du FPLN. ...	601
a/ Le PCP confirme ses analyses anticoloniales et renforce sa propagande.....	601
b/ Critiques et quolibets. ....	604
c/ La Conférence de Rome et la scission du FPLN. ....	607
<b>B/ Le sursaut obligé du parti et la constitution de l'ARA.....</b>	<b>610</b>
1/ Les groupes armés et le PCP. ....	611
2/ L'ARA. ....	618
a/ Détails des origines.....	618
b/ L'ARA, arme de la lutte anticoloniale.....	622
<b>Conclusion.....</b>	<b>626</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>627</b>
 <b>Conclusion générale.....</b>	 <b>629</b>
 <b>Sources et bibliographie.....</b>	 <b>643</b>
 <b>Annexes.....</b>	 <b>689</b>
 <b>Chronologie sommaire de l'histoire interne du PCP. ....</b>	 <b>735</b>
 <b>Index.....</b>	 <b>737</b>
 <b>Table des matières.....</b>	 <b>749</b>

## Liste des cartes

- 1 - Carte de l'Empire portugais contemporain .....p. 33
- 2 - Carte du Portugal de Salazar des années 1930-40 (grèves ouvrières et prisons) ..... p. 34
- 3 - Carte de la présence communiste en 1948 (sources Pereira) .....p. 35
- 4 - Carte de la présence communiste en 1958 (sources *Legião portuguesa*) .....p. 36
- 5 - Carte de l'Angola et du Mozambique (réseau communiste et premières révoltes anticoloniales après 1945) .....p. 37

## Liste des annexes

- 1 - Effectifs du PCP selon José Pacheco PEREIRA. ....p. 691
- 2 - Álvaro Cunhal (Duarte), *A aliança com os povos coloniais*, Rapport au I<sup>e</sup> Congrès illégal du PCP – 1943. ....p. 692
- 3 - Commission centrale du MUD *Juvenil*, *Carta aos jovens colónias*, octobre 1953. ....p. 698
- 4 - « Olívio », « A tese sobre Goa », *O Militante*, série III, n° 89, décembre 1956. ....p 704
- 5 - Jaime Serra (Freitas), *Sobre o problema das colónias*, Rapport au V<sup>e</sup> Congrès du PCP – 1957. ....p. 706
- 6 - Entretien avec Adolfo Maria, Lisbonne, 5 juin 2000. ....p. 717